Digitized by the Internet Archive
in 2024 with funding from
Getty Research Institute

https://archive.org/details/revuedesdeuxmond1925unse

REVUE

DES

DEUX MONDES

XCVe ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

SCOLASTICAT — SOC. DE MARIE —

REVUE

DES

DEUX MONDES

XCVe ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME VINGT-CINQUIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1925

THE GETTY CENTER

LE CŒUR ET LE SANG

PREMIÈRE PARTIE

> Le malheur fait dans certaines âmes un vaste désert où retentit la voix divine.
>
> BALZAC.

Ma foi oui : j'ai recélé un meurtrier. Le code pénal condamne impitoyablement cette complicité et la qualifie de criminelle. Ma qualité d'avocat est encore une circonstance aggravante. Pourtant, quand j'évoque ce souvenir, je n'en éprouve aucun remords. Bien plus, l'assassin plus tard s'est fait juger et acquitter par un tribunal composé en dehors de toutes les lois et de tous les codes, et j'ai pris part à cette singulière audience. Ma conscience serait-elle donc oblitérée ? Le sang appelle vengeance. Nul n'a le droit de tuer impunément. Ai-je respiré, sur les lieux où le drame s'est accompli, une atmosphère empoisonnée ? C'était dans nos salubres montagnes, et parmi de braves gens. Les débats se sont déroulés avec une certaine solennité, dans la grange de notre refuge, il n'y a pas si longtemps. Évidemment, tout cela n'était point légal. Nous avons fait de notre mieux, et l'on ne peut dire que ce fût une parodie de justice. Mais le coupable, par un retour implacable, avait été frappé au cœur et souffre encore, — car il vit, — d'un mal qui ne guérit pas et qui crée autour de lui un désert d'âmes. Les juges, mes camarades de chasse au chamois, nos traqueurs et nos gardes, ne l'ont peut-être pas compris : mieux informé, j'ai exploré cette solitude « où retentit la voix divine ». Et comme, dans nos battues, nous ne

Copyright by Henry Bordeaux, 1925.

connaissons pas d'avance exactement le gibier qui sera promis à nos carabines, cette poursuite a fait lever devant moi l'être ailé qui passe en beauté l'or du faisan et de l'oiseau de paradis, celui que d'ailleurs nous n'atteignons jamais : l'amour — l'amour qui, prenant feu en des cœurs simples et des corps vierges, les transforme en buissons ardents, en torches vivantes...

I. — LA CHANSON DU TOUR DE FRANCE

En ce temps-là, — avant la guerre, — je fuyais Chambéry, mon port d'attache professionnel, pendant les vacances judiciaires, que je passais, pour la plus grande part, dans la Haute-Maurienne. La vallée de l'Arc a toujours eu mes préférences. Elle est, de toutes nos vallées de Savoie, la plus sauvage et la plus pittoresque. Osseuse et pelée, elle est dure aux hommes, mais tendre au bétail, à qui elle offre ses pâturages haut perchés. Et puis, n'est-elle pas toute chargée d'histoire et n'a-t-elle pas été parcourue par toutes les armées qui s'en allaient en Italie, d'Annibal avec ses mercenaires et ses éléphants aux automobiles de Foch? Mais je la cherchais tout au fond, au delà de Lanslebourg et du passage du Mont-Cenis, dans ce domaine réservé que l'on découvre du petit col désertique de la Madeleine, là où s'étaient réfugiés les Sarrasins qui plus d'un siècle y résistèrent et qui ont laissé des traces de leur type et de leurs coutumes aux villages perdus de Bessans et de Bonneval : Bessans dans un site élargi, proche le glacier du Charbonel, et Bonneval, à plus de dix-huit cents mètres d'altitude, au fond du cul-de-sac, dans un cirque désolé que ferme le massif de la Lévanna.

A Bessans, ou plutôt installé au-dessus de Bessans, au chalet de la Lombarde, je chassais le coq de bruyère et le chamois avec ce Claude Couvert qui fut étranglé par son frère Benoît (1), tandis qu'à Bonneval, où le Club Alpin a bâti, un peu au-dessus du village, un confortable petit hôtel, je me contentais, en général, de faire des ascensions. Le chamois est plus rare sur les pentes de la Lévanna et l'on est trop tenté de franchir la frontière que marque la ligne des crêtes pour s'en aller débusquer les bouquetins qui foisonnent sur les chasses réser-

(1) Voir *la Maison morte*.

vées du roi d'Italie : ainsi ai-je gardé mémoire de certaine poursuite périlleuse des gardes royaux comme nous emportions en Savoie une de ces nobles bêtes. On y risque des coups de fusil et, pire encore, des procès-verbaux qui, pour un homme de loi, eussent entraîné de fâcheuses conséquences. Le bouquetin est d'ailleurs, à mon avis, une antilope inférieure à notre chamois : moins haut sur jambes, plus trapu et moins fier, il a pour lui ses énormes cornes annelées qui n'ont pas l'élégance des fines petites cornes courbes. Mais voilà : il est plus rare, et c'est un gibier interdit.

Bonneval est réputé pour ses guides, qui valent les Croz et les Coutet de Chamonix. L'un d'eux est même demeuré célèbre. Il a son monument dans le petit cimetière pressé, envahi de mauvaise herbe, qui s'appuie à l'église : un médaillon qui montre une belle figure calme ornée d'une longue barbe en broussaille, avec les armes du défunt, un piolet, une carabine et une corde, et l'inscription suivante : *Au guide Blanc Le Greffier, ses amis du C.A.F. 1842-1914.* L'année même de sa mort, à soixante-douze ans, il menait encore une caravane au Mont Dolent où son fils Auguste avait trouvé la mort quelque temps auparavant, par suite de la rupture d'une corde sur une pierre aiguë, de la même manière que le fameux Michel Croz périt au Cervin où il avait conduit Wymper.

Cependant ce n'était pas à Blanc Le Greffier que j'avais donné ma confiance pour mes escalades dans les Alpes de la Maurienne ou de la Tarentaise : il aimait trop les bouquetins compromettants de Victor-Emmanuel. Mon guide habituel se nommait Thomas Gallice. Il habitait, au-dessus de Bonneval, le hameau de l'Écot, groupe d'une douzaine de maisons jaunies, comme recouvertes d'une mousse vert et or, mêlées aux rochers qui surplombent le cours de l'Arc. C'est, je crois, le village le plus haut de France : il dépasse les deux mille mètres d'altitude. Mais il est bien exposé au soleil qui l'atteint deux ou trois heures avant le chef-lieu. De là, de son repaire où il laissait sa femme et ses deux enfants, un garçon et une fille, Michel et Josette, Thomas Gallice descendait pour me prendre à l'auberge du Club Alpin et m'emmener sur les cimes voisines : la Lévanna d'où l'on domine au loin le versant italien, l'Albaron au nom mystérieux d'étoile, le Grand-Méan défendu par ses glaciers, ou le Charbonel plus rapproché de Bessans.

Quelquefois je le gardais plusieurs jours et nous prolongions nos expéditions dans le massif de la Vanoise, à la Glière ou à la Grande-Casse. Il avait l'instinct de la montagne et savait découvrir aisément les passages, même hors de son cirque habituel. Il me plaisait surtout, outre sa solidité, par un air de seigneur et par une érudition mélangée. Cet air de seigneur n'est point rare chez nos Mauriennais, soit qu'il leur vienne, à travers les siècles, de l'héritage sarrasin, soit que leur vie libre de bergers, de chasseurs et de guides l'entretienne. Quant à l'instruction, elle était beaucoup plus poussée, dans ce pays perdu, autrefois du temps des abbayes, qu'aujourd'hui avec l'école laïque. Songez donc que l'on pouvait alors représenter dans ces villages, à Bonneval comme à Bessans, des mystères écrits en latin vulgaire par quelque habitant, joués par des acteurs du lieu, avec des costumes et des toiles de fond tissés et peints sur place. Il en est resté quelque chose à travers la faillite des études, un goût des explications précises, une curiosité naturelle, un sens inné de l'histoire. J'ajouterai que mon Thomas Gallice était de bonne race. Comme j'étais son avocat, il m'avait apporté de vieux papiers de famille. J'y ai relevé le testament de Michel Marchand, qui a fait l'objet d'un mémoire à l'Académie de Savoie. Ce Michel Marchand, notaire à Bessans, avait épousé en secondes noces une Jeannette Gallice. C'est en 1589 qu'il rédige ses volontés dernières. Elles sont un extraordinaire témoignage du sang-froid minutieux avec lequel on envisageait la mort :

Quand il aura plu au Seigneur Dieu, déclare notre homme, *de séparer mon âme du corps, ladite séparation faicte, je la recommande bien dévotement à la charge de bon ange, de monsieur sainct Michel mon parrain et de sainct Jean-Baptiste mon patron, pour la conduire au royaulme céleste de paradis aulx sièges que Dieu a préparés à ses esleus. Et quant à mon corps ou cadavère, je veulx et ordonne qu'il soyt enterré au cimetière de l'esglise parrochiale de Saint-Jean-Baptiste de Bessans, en la tombe et fosse de mes prédécesseurs parens, auquel dict enterrement je veulx estre observés les solempnités suyvantes tant par les offices de mon dict trespas que aultrement.*

Et premièrement je ordonne et veulx estre habillé de mes habillements des festes, après que je seroy cosu jusques au collect, peigné, lavé et accoustré comme j'estoys à mes nopces, et

ainsi pourté en la byère à l'esglise, ayant ès mains sus unz libvre de saincte escripture et sus la croix que l'on porte pour les trépassés...

Item je lègue à six pauvres petits enfans à unz chescung une berrette noyre, assistant à mes offices et novène avec une chandelle ès mains, auxquels je veulx estre donné durant ma novène à unz chescung demy livre de pain et de fromage à l'équipolent. Item plus je ordonne estre faicte une torche de cire pesant deulx libvres, laquelle je veulx estre apprise pendant que l'on dira mes offices et pourtée par Jehan fils à Thomas Gallice, auquel je lègue aussi une berrette noyre comme aulx autres pauvres, et estans dicts les offices, je veulx que le restant de la dicte torche soit retiré par Jeannette Gallice ma femme pour luy en estre faict honneur à son sepvellement...

Item je veulx ma fosse estre faicte par mon cousin Jehan Marchand et Pierre Boniface, aulx queulx je veulx estre baillé à l'unz mon chapeau et à l'aultre mes escapins ou bottes et leur dîner. Item si je meurs d'hiver je veulx estre mis en une caisse, et si je meurs d'esté je n'en veulx poinct. Item je veulx que tous les clercs et praticiens du dict Bessans soient appelés à mon sepvellement, aulx queulx je veulx estre donné leur souffizant disner. Item je ordonne que, ayants disné, avant dire grâces, ils disent les versets vulgairement appelés Languentibus in purgatorio *à la mode de France, et après grâces et au sortir de ma maison qu'il leur soyt baillé à chescung une plume...*

Rien n'est oublié, ni les habits, ni les cierges, ni la fosse, ni les cadeaux aux fossoyeurs, assistants et clercs, ni la cérémonie du sel toujours en pratique à Bessans. Après quoi, le défunt à venir donne l'inscription latine qui sera gravée sur sa pierre, inscription qui rappelle les mauvaises persécutions de ses ennemis et qui se termine par cette magnifique péroraison : « Ce n'est pas la mort, c'est la vie qui conduit à Dieu. A la mort, les Marchand laissent leur corps se corrompre dans la fosse, mais leur âme voit les biens célestes. La vertu vit après la mort. » *Virtus stat post mortem.*

Voilà comment on testait à Bessans et à Bonneval il y a trois cents ans. Thomas Gallice était bien le descendant de ces ancêtres religieux, calmes et ordonnés. En fréquentant les caravanes qu'il dirigeait dans ses montagnes, il s'était ame-

nuisé, ce qui ajoutait une certaine grâce à sa majesté naturelle. Des jeunes filles lui avaient appris en grimpant la flore alpestre, et des savants, au cours des soirées devant les refuges, les noms étranges des astres. Et puis les paysans de Maurienne ne sont pas comme les autres : plus d'un a l'étoffe d'un seigneur.

Je connaissais moins sa famille : un bonjour, un bonsoir en traversant l'Écot. Une femme qui paraissait plus âgée que lui, ce qui est fréquent dans ces hautes vallées où les gros travaux déforment prématurément les malheureuses quasi réduites en esclavage, à la mode musulmane peut-être maintenue inconsciemment et passée dans les mœurs; une fille qui grandissait et devenait fine, jolie, précieuse comme ces lys des champs poussés sur de longues tiges; un garçon un peu sauvage, un peu timide, mais dont j'avais remarqué les yeux intelligents.

— Vous devriez le faire instruire, Thomas.

— Peut-être bien.

Ai-je été pour quelque chose dans la résolution qu'il prit un jour de pousser les études de son fils? Il me l'amena en automne et me le présenta comme un apprenti curé :

— Monsieur l'avocat, je le fourre au petit séminaire. C'est la maman qui le veut. Il a une voix pour chanter la messe.

J'avais entendu cette voix juste et bien posée dans les prairies où il gardait ses chèvres.

— Chante, lui ordonna son père.

— Quoi? demanda-t-il en rougissant.

— Ce que tu voudras. Mais pas des airs d'église. Tiens, la *Chanson du Tour de France.*

Le jeune gars ne se fit pas prier, soit qu'il aimât le son de sa bouche, soit qu'il fût indifférent à mon opinion. Cette chanson du Tour de France, il la faudrait redire en notre patois savoyard. Mais il est informe et changeant. Il ne se peut citer. Et pourtant, comme il est plus savoureux, plus gras, plus replet et musclé ensemble que toutes les traductions qu'on en peut donner! Où donc les Gallice avaient-ils cueilli cette perle? Je l'ai retrouvée dans *Lo Contio de la Bova* (1), recueil de veillées où l'un des *veilleurs*, à tour de rôle, prend la parole et conte une histoire. On a l'impression d'assister, assis sur la paille, à la lueur d'un méchant flambeau qui vacille et fait

(1) *Lo Contio de la Bova*, par Amélie Gex.

danser les ombres, à ces rondes paysannes chargées tantôt de bonne humeur et tantôt d'une langoureuse mélancolie. Mais la chanson du Tour de France est plutôt moqueuse et goguenarde. En voici d'abord le refrain :

Ah ! quel plaisir d'être savant!
Ne suis plus Jean, ne suis plus Jean!
Ah! quel plaisir d'être savant.
Ne suis plus Jean comme devant.

Et maintenant les couplets. Quel dommage de ne les point transcrire tels quels, dans leur patois hirsute et railleur ! Garderont-ils tout de même un peu d'accent ?

Puisque j'ai fait mon tour de France
J'en sais autant que les *monchus* (messieurs).
Je sais faire la révérence
Et à quoi servent les fichus.

Je sais qu'à Paris la grand'ville
Vingt francs sont bien vite fotus,
Qu'on mange à la mode nouvelle
Le pain tout chaud, le bœuf tout cru.

J'sais que pour aller au théâtre
Les femmes ont le dos tout nu,
Que les homm's ont, comme un emplâtre,
Un morceau de verre à la vue.

Je sais que les messieurs trimballent
Leur domestique dans les rues ;
Qu'il y a des dames qui s'appellent
Toto, Titi, Turlututu,

Que les chiens ont un'redingote,
Les chevaux des bas roug's ou bleus,
Pendant que le pauvr' dans la crotte
Se voit cracher la neig' dessus.

Je sais qu'on vante et qu'on révère
Ceux qui volent beaucoup d'écus,
Et que ceux qui n'en prennent guère
On les traite de malotrus.

Pour bien savoir chaque rubrique,
Toute la France j'ai couru.
Et pour la bien mettre en pratique
Au pays je suis revenu.

Mais voilà-t-il pas que Thérèse
Ne me veut plus pour prétendu !
Ell'dit qu'l'amour à la française,
Ça n'est pas ce qu'elle avait cru.

Le chœur se charge du refrain final :

Quand on part on devient savant :
Tu n'es plus Jean, tu n'es plus Jean !
Quand on part, on devient savant,
Tu n'es plus Jean comme devant !

Critique des mœurs qui est bien de chez nous : en voyageant on perd son temps et jusqu'à sa personne. Mieux vaut rester chez soi. Les femmes, plus traditionnelles, se chargent de nous le réapprendre si nous l'avons oublié. La voix fraîche du jeune Michel Gallice avait attiré sur le pas de mon cabinet de travail mes domestiques qui, étant du pays, goûtaient à la fois la cadence et les paroles, en sorte que le petit musicien obtint un franc succès.

— Parfait, dis-je au père, mais ces airs-là, ça n'est pas la messe.

— Oh ! bien, si la messe ne le prend pas, il nous reviendra. Vous comprenez, c'est mon seul garçon.

Il y avait eu du tirage à la maison au sujet de cette carrière ecclésiastique. La mère n'était pas si passive que je l'avais supposé : elle obtenait gain de cause. Mais le jeune Michel, après trois ou quatre ans, quitta le petit séminaire. Non qu'il manquât de piété ni de zèle dans les études : seulement, il ne pouvait vivre enfermé, il s'étiolait, il dépérissait, il fallait à ses poumons l'air de la montagne. On craignait pour lui la tuberculose et on le renvoyait au village natal. Plus tard, fortifié, il jugerait par lui-même de sa vocation. Ainsi revint-il à Bonneval, un peu plus instruit et affiné que les camarades, un peu malingre, pâle et gringalet. Le miracle de la terre, une fois de plus, s'accomplit. En peu de temps il se retapa, reprit du poids et du volume, mais il ne parla plus de repartir.

Et puis, un matin de juillet, — quel âge pouvait-il avoir alors, dix-neuf ou vingt ans ? — il vint m'apprendre à Chambéry que son père avait péri aux Aiguilles d'Arves qui sont assez mauvaises, avec un voyageur. Les deux malheureux avaient été victimes de l'accident le plus dangereux en montagne et le plus difficile à prévoir, avec les avalanches : les chutes de pierres.

II. — LA COMPLAINTE DE LA LOUISE AU BLANC FICHU

L'ancien séminariste n'était pas venu me voir uniquement pour me faire part du décès paternel : il désirait de me consulter sur la responsabilité du voyageur. Celui-ci, un Anglais, sir Richard Murzon, avait engagé Thomas Gallice pour une série d'ascensions qu'il comptait entreprendre dans la Maurienne et dans la Tarentaise. Après deux ou trois expéditions heureuses, il avait proposé les Aiguilles d'Arves. — Laquelle ? avait demandé Thomas. — Celle de Coolidge, avait réclamé l'Anglais, fier d'invoquer le précédent d'un compatriote. Or celle que vainquit le Révérend Coolidge, assisté des guides Almer, est l'Aiguille Méridionale, une des plus dures escalades des Alpes et dont le Mauvais-Pas, coupé d'une fissure, le long d'une paroi à pic, dépasse les pires difficultés de la Meije. Thomas Gallice avait objecté le temps : il était tombé récemment de la neige fraîche, mieux valait attendre le mois d'août. Le touriste, enragé d'orgueil, avait refusé tout délai. Ce dialogue s'était échangé à Saint-Jean d'Arves où les deux hommes avaient passé une nuit avant de gagner le col Lombard. Des témoins l'avaient entendu et le rapporteraient s'il en était besoin. Néanmoins, le guide pouvait refuser son concours. L'affaire demeurait délicate.

J'entrai en pourparlers avec les héritiers de sir Richard Murzon. Ce fut extrêmement long, car ils revenaient des Indes. Ils se montrèrent courtois, et même généreux, et je pus me rendre compte du respect qui entoure en Angleterre le sport alpestre. Ils acceptèrent le principe de la responsabilité et consentirent à assurer une pension, — d'ailleurs modeste, — à la veuve, pension qui, après elle, serait reversible sur les enfants. Quand tout fut réglé, et les arrérages garantis en France par un dépôt, je voulus moi-même en porter la nouvelle à Bonneval. Plus d'un an s'était écoulé et l'automne était venu, mais je profitai de quelques beaux jours.

De Modane la diligence me conduisit jusqu'à Lanslebourg où je couchai : Lanslebourg, bourgade autrefois florissante quand il fallait, pour entrer en Italie, franchir le col du Mont-Cenis dont elle détenait la clé ; presque abandonnée en ce temps-là à cause du chemin de fer qui trouait la montagne, et

depuis lors renaissante avec l'automobile. De là, je gagnai à pied en une seule étape le fond de la vallée de l'Arc. Je ne suis jamais parvenu au col de la Madeleine, désert d'éboulis d'où on le découvre, élargi autour de Bessans, puis se resserrant pour expirer à Bonneval devant les contreforts de la Lévanna, sans éprouver, de cette vue, un ravissement intérieur. J'aime ce pays, sans doute pour mes souvenirs de chasses au chamois, aux coqs de bruyère et aux perdrix blanches et pour mes visites aux glaciers, mais je l'aime aussi pour lui-même, pour sa pauvreté qui dénonce le courage paysan, — car l'œil n'y contemple que des champs de seigle, d'orge et d'avoine qui ne sont pas encore mûrs en septembre et qu'il faut ensemencer au commencement d'août, la maternité de la terre exigeant plus d'un an, — pour son herbe maigre, son torrent glauque, ses cascades retentissantes, ses rochers mauves, presque rouges au couchant; pour ses calvaires douloureux et ses oratoires dispersés, pour ses petites croix rappelant les morts sous les avalanches; pour ses femmes aux costumes sévères, pareilles à des religieuses avec leurs robes sombres et leur mouchoir arrangé en cornette, et dont les visages graves s'éclairent parfois d'une mystérieuse flamme; pour ses hommes rudes et sérieux, mais droits et fiers comme si leurs montagnes les dressaient à lever la tête; pour tout ce qu'il contient de violence dans le sacrifice et dans la passion de vivre sur les abîmes.

La nature à Bessans rit encore quelquefois sous la lumière d'été. A Bonneval on ne l'a jamais vue rire. Les maisons, couvertes de plaques de schiste, y sont basses, grises et trapues, comme si elles se ramassaient contre les assauts de la neige pendant les longs hivers. Elles se groupent derrière l'église au clocher pointu qui semble les garder comme un berger son troupeau, et vraiment elles ont l'air de ces troupeaux de moutons dont la laine a la couleur terne de la pierre. Les sapins s'arrêtent aux alentours, et le manque de bois oblige les habitants à sécher les bouses de brebis pour en faire du combustible. On a de la peine à apprivoiser les enfants qui fuient devant l'étranger et ne se rendent que peu à peu, tant ils sont sauvages. Ils s'en vont grimper sur les rochers où leurs figures font des taches rouges comme des touffes de rhododendrons.

Après Bonneval, il faut encore remonter l'Arc et marcher plus d'une heure pour atteindre l'Écot. Le vallon s'étrique au

point de ne plus guère laisser de place qu'au torrent : plus de champs cultivés ; à peine, çà et là, quelques arbres rabougris, sorbiers aux fruits rouges, saules, planes ; une végétation de plus en plus rare, airelles brûlées, fougères dorées ; des apparitions de glaciers, entre les épaulements des montagnes. Mais, à mesure que l'espace manque, l'imagination des Mauriennais se déploie. Ici même, sur ce sol avare, ont fleuri des légendes, sur quel humus de vérité ? Ces éboulis, débris de toute une paroi écroulée sous la pression de l'eau et la fonte des neiges, qui obstruent en face de moi la rive droite de l'Arc, recouvriraient, si l'on en croit la tradition, toute une ville pareille à Sodome ou Gomorrhe et, comme ces lieux maudits, victime de la colère divine. C'était une cité sarrasine, qui se nommait Fandan, si luxueuse que les hommes piquaient leur viande avec des couteaux d'or et jouaient sur la place avec des boules d'or, si corrompue qu'elle répandait sur la vallée un parfum d'Asie. Un jour, un pauvre y vint, qui fut de chaque seuil écarté avec des injures. On ne pratiquait pas la charité à Fandan. Saint Ladry, qui avait passé les Alpes pour évangéliser la population, n'avait-il pas été jeté à l'eau ? Sur une roche la trace de son talon est encore visible. Seule, une vieille femme qui vivait à l'écart reçut le mendiant et lui ouvrit sa porte. Mais elle n'avait même pas des châtaignes à lui offrir. — Va jusqu'au bord de la rivière, lui dit-il, et ramasses-y des cailloux que tu mettras dans ta marmite... Ce qu'elle fit. Et les pierres furent changées en pommes de terre savoureuses. Pendant leur repas, ils entendirent un grand bruit. La montagne écrasait Fandan. Mais l'avalanche s'arrêta avant la demeure de la vieille qui fut la première maison de l'Écot.

J'ai peine à me figurer qu'une ville existât jamais dans ce désert à deux mille mètres d'altitude. Mais je me plais à ces détails inventés par des paysans pour représenter le comble de la richesse : des couteaux d'or et des boules d'or, le luxe de la table et celui du jeu. Les Sarrasins, autrefois, avaient exploité là des mines de fer : ils auraient même, pour leur industrie, pavé un glacier. Le fer s'est mué en or, avec le temps.

Un vieux pont jeté sur l'Arc qui se brise en gerbe toute blanche et jaillissante, une dernière montée sur des dalles naturelles, un minusule oratoire branlant dédié à Notre-Dame de la Merci, et me voici à l'Écot. D'en bas, des rives du torrent, le

hameau ressemble à un château-fort bas et étendu dont les murailles sont presque mêlées à la moraine. Leur grisaille s'éclaire d'une mousse jaunâtre et de plantes grimpantes. Cela tient du nid d'aigle et de la ruine hantée de chats-huants. De près, c'est la misère. Comme à Bessans, comme à Bonneval, les maisons servent à la fois d'écurie et d'habitation. Bêtes et gens y confondent leur chaleur pour lutter contre le froid. Quelques-unes sont abandonnées et se décomposent. Les hivers y sont trop rudes à supporter. Cinq ou six feux tiennent encore. Je peux les compter aux fumées qui montent des toits plats. Comme je m'approche de l'un d'eux, j'entends de la musique et reste cloué sur le pas de la porte. Elle m'arrive toute fraîche par la fenêtre ouverte. C'est une chanson d'amour sur un air bien connu chez nous : *la Pernette se lève*, et les paroles sont en patois. L'homme qui chante a une voix pure et limpide comme ces voix de jeunes filles qui semblent couler à la manière murmurante des sources. Il est accompagné par un de ces accordéons qu'on appelle là-haut des *harmonicas* et qui est manié par des mains expertes, à en juger par les modulations, les variations, les vibrations que font rendre les soufflets aux languettes de métal. Ainsi orchestrée par un unique instrument, la mélodie prend une ampleur étonnante, comme un fanal au bord de l'eau élargit démesurément sa lumière. J'écoute et scande les couplets que je traduis mentalement au fur et à mesure :

J'avais une maîtresse
Ma tra deri deri dera la la
J'avais une maîtresse
Y a six mois tout au plus,
Y a six mois tout au plus.
U...

C'était pas un' comtesse
Avec grands revenus.

Ni même une bourgeoise
Avec un sac d'écus.

C'était la petit' Lise
La Lise au blanc fichu.

C'était un' rose en sève.
Un morceau de monchu (monsieur),

C'était la plus jolie
De ceux qui vont pieds nus.

Sa bouche était un' fraise
Que nul n'avait mordue.

Comme le feu des braises
Brillaient ses yeux pointus.

La Lise était ma mie
Et moi son prétendu.

Mais là ! le cœur oublie
Ce qu'il a promettu (promis).

Oh ! Jacques, pauvre Jacques,
Ton bonheur est fichu.

Comme la neig' de Pâques
Ton amour a fondu.

Pour joindre une dentelle
A son petit fichu

Au monsieur de la ville
La Lise s'est vendue.

Mes yeux pleurent sans cesse
Le cœur que j'ai perdu :

Le cœur de ma maîtresse
Ma tra deri deri dera la la
Le cœur de ma maîtresse,
La Lise au blanc fichu,
U.....

Bien savoyarde, cette voyelle finale qui a l'air de persifler toute la tristesse de l'amoureux, comme si les chagrins n'étaient pas le lot commun des hommes, comme si les peines d'amour avaient tant d'importance quand le pain est déjà si dur à gagner !

« Allons, pensai-je, Michel Gallice a oublié le séminaire, le latin, la messe et même la mort de son père qui est plus récente. Il chante gentiment et doit avoir en tête quelque belle fille de Bessans ou de Bonneval. Mais c'est qu'il joue très bien de son accordéon. Ce garçon est musicien dans l'âme... »

Sur ces réflexions, j'allais entrer, quand le concert recommença. Une autre voix remplaçait la voix de mon jeune protégé, plus exercée, plus chaude, plus enveloppante, plus

cabotine aussi. Les paroles n'étaient plus en patois, mais en italien. Sur la rive argentine une foule se presse vers le bateau. Ce sont les émigrants qui rentrent au pays natal, avec de l'or dans la bourse, et des souvenirs au cœur. Tandis que le navire glisse silencieusement, ils chantent, le regard perdu au loin. Enfin, c'est l'Italie. Ils sont tous debout sur le pont, ils tendent les bras, ils invoquent la terre d'amour : Italie ! Italie ! On débarque dans les larmes. Un vieillard prend une poignée de terre et la porte à ses lèvres : « Maintenant, je puis mourir... »

Quel contraste avec les couplets de Savoie, où la tendresse se voile d'un peu d'ironie, d'une sorte de pudeur ! Ici, on met toutes voiles dehors. Tous les effets sont sortis et la chanson passerait aisément de la campagne au café-concert, à moins qu'elle ne vienne déjà du café-concert d'où elle aurait gagné les champs. Cependant, le chanteur a déposé tant de nostalgie câline dans les appels à l'Italie qu'on en est tout remué et son *harmonica* a des notes aussi poignantes et douloureuses que ces orgues de barbarie qui pleurent aux carrefours dans les brouillards des grandes villes.

Je me décide à pousser l'huis, je prends le corridor et descends la pente, sans marches d'escalier à cause des bêtes, qui me conduit à la grande salle :

— Bravo ! bravo ! dis-je en entrant et j'ajoute même : bravissimo ! Où sont nos musiciens ?

J'ai quelque peine à les découvrir, car la vaste chambre n'est éclairée que par des ouvertures basses, et le soleil du dehors m'est resté dans le regard. Voici le pourtour avec les vaches qui ont gardé leurs sonnailles au cou, en sorte qu'elles aussi, dès qu'elles bougent en mâchant et ruminant leur foin, font leur partie dans l'orchestre. Voici les lits-armoires à demi cachés par leurs rideaux. Et voici, dans l'embrasure qui sert de salle à manger, autour de la table scellée, mes hôtes réunis : la veuve presque perdue dans l'ombre où son visage exsangue et ses mains noueuses dessinent des taches claires; Josette, sa fille, qui est maintenant une jeune fille modeste aux cheveux blonds sagement aplatis et divisés sur le front, aux yeux de la couleur des myosotis, m'a-t-il semblé, car ces yeux se sont vite détournés de l'intrus, pas assez vite, pour m'empêcher d'y lire l'extase versée par la musique dans leur eau ; Michel

fortifié et grandi encore depuis l'an dernier, — il s'est levé pour me recevoir, — avec la ressemblance du père sur la figure, mais plus de finesse, plus de réserve et aussi plus de concentration ; enfin un inconnu, un Italien de passage sans doute, tout noir de poils, des dents étincelantes, des yeux de braise comme ceux de la petite Lise au blanc fichu. L'artiste, c'est lui : il tient dans ses deux mains l'harmonica tout prêt à vibrer à la moindre pression. Je salue la famille qui m'accueille en personnage d'importance et que j'informe en gros de ma mission, afin de lui donner sans retard un peu de paix dans le malheur. Ce malheur me paraît d'ailleurs assourdi, sauf chez la femme prématurément vieillie et comme diminuée et résorbée. La jeunesse ne supporte pas les deuils de longue durée. Un an a passé déjà sur l'accident des Aiguilles d'Arves. Je me suis contenté d'une allusion assez transparente, qui n'a pu néanmoins être comprise de l'étranger. On m'a écouté sans déplaisir, mais les jeunes, avec le désintéressement de leur âge, retournent bien vite à leur concert. Michel me désigne son camarade :

— C'est Milio Missa, de Ceresole.

Ceresole Reale est une petite ville d'eau italienne, de l'autre côté de la Lévanna, très haute, elle aussi, dans la montagne, à quinze ou seize cents mètres, avec des bains d'eau ferrugineuse et quelques hôtels convenables. Je la connais pour y être allé par le col du Carro. Les gens de Bonneval y vont quelquefois chercher des petits bergers, là ou bien à Forno ou à Groscaval, quand ils manquent de monde pour rester avec le bétail dans les alpages. Quelquefois aussi ils en ramènent des femmes. Des liens ont toujours existé entre ce fond de la vallée de l'Arc et le val d'Orco, tandis qu'une certaine rivalité sépare Bonneval de Bessans. Pour m'attirer les bonnes grâces de l'homme à l'accordéon, je lui vante sa ville natale dans sa langue maternelle qu'il est ravi de m'entendre parler. Il m'entoure aussitôt de soins et d'attentions et je vois, ou crois voir qu'un nuage obscurcit le front de Josette Gallice. Nous revenons aux chansons, et j'en réclame une à chacun :

— A toi, Michel.

— Je n'en sais plus.

— Répète la complainte de la Lise au blanc fichu.

— Vous la connaissez, monsieur l'avocat.

— Elle peut s'écouter deux fois.

Mais je ne puis vaincre son obstination et je devine qu'il craint de s'exhiber devant un maître. La musique, c'est l'affaire de Milio Missa.

— Et toi, Josette ?

La jeune fille fait un haut le corps, comme s'il est défendu de penser à elle.

— Oh ! non, déclare-t-elle en rougissant, pas moi !

— Alors, ce sera vous, dis-je en désespoir de cause, me tournant vers l'Italien.

Lui, par exemple, n'hésite pas une seconde. La musique lui appartient en effet. Ses mains, avec sollicitude, avec sympathie, avec tendresse, se détendent sur l'instrument dont elles tirent des accords plaintifs, presque humains. Après quoi, il annonce, comme s'il avait l'habitude des planches, mais c'est une habitude qu'on prend là-bas en naissant :

— *Marechiare, canto napolitano*

A Ceresole, il a dû recueillir cette chanson napolitaine de la bouche des belles voyageuses qui, le soir, emplissent les salons d'hôtels de leurs glapissements mélodieux.

Clair de lune, étoiles, splendeur des cieux, un regard de ma belle brille plus que vous ! Écoutez plutôt :

Quanno sponta la luna a Marechiare
pure li piscence fanna l'ammore
es revotano l'onne de lumare,
pe la priezza cagneno culore
quanno sponta la luna a Marechiare...

Chi dice che li stelle so lucente
nun sape st'nocchie ca tu tiene nfronte,
sti doie stelle li saccio io solamente
dint'a lu core ne tengo li ponte.
Chi dice ca li stelle so lucente ? (1)

(1) Quand la lune se lève à Marechiare, même les poissons vont à l'amour, les eaux de la mer se retournent et pour le plaisir elles changent de couleur. Quand la lune se lève à Marechiare...

Ceux qui disent que les étoiles sont luisantes ne connaissent pas les yeux que tu as sous le front. Ces deux étoiles, je suis seul à les connaître, et dans mon cœur j'en garde les rayons. Qui ose dire que les étoiles sont luisantes ?...

Scetati, Caroli, ca l'aria e doce :
Quanno maie tanto tiempo aggio aspettato ?
T'accompagna li suone cu la voce
stasera na chitarra aggio portato.
Scetati, Caroli, ca l'aria e doce! (1)

Quels magiciens que ces artistes d'outre-monts ! Notre Emilio Missa me rappelle un ténor de Gênes qui, la veille, était encore bouvier. On l'avait cueilli dans un pré, comme une pâquerette. Il était énorme et gauche et ne savait que faire de ses bras. Mais il vociférait la *Manon* de Puccini à faire trembler le théâtre et vous emportait dans le tourbillon de sa voix, comme un torrent un fétu de paille. La banalité disparaît. Cette romance amoureuse est sans doute à l'art musical ce qu'une chromolithographie est à la peinture. Mais le moyen de s'en assurer, quand l'accent est plein de caresse, de douceur communicative et tout enrubanné des fioritures de l'harmonica? Par les basses fenêtres j'aperçois des silhouettes qui se penchent pour voir. Les autres feux de l'Écot sont désertés. Tout le monde, le pauvre monde, est venu à la représentation gratuite qui se donne chez la veuve Gallice. Mais quelqu'un, à soi tout seul, regarde plus attentivement que tout le monde, boit des yeux le chanteur, et c'est la Josette.

Après le concert, tandis que les jeunes gens vont rentrer les brebis dans leur soupente, j'explique à la femme de Thomas ce que les héritiers de l'Anglais ont consenti :

— Ils sont bien braves, approuve-t-elle.—Et je devine que, dans son scepticisme, elle n'attendait rien d'eux. Puis elle ajoute : — Cela servira aux petits.

Les petits sont déjà grands. Pour elle-même elle n'a aucun besoin. Un jour elle ira rejoindre son homme là où l'on n'emporte rien de la terre, hors le bien qu'on y a fait.

Comme je vais prendre congé, elle m'invite :

— Vous mangerez la soupe avec nous.

Je ne peux refuser sans la désobliger. Cependant j'objecte la distance de Bonneval où je dois passer la nuit.

— Oh ! les petits vous conduiront, déclare-t-elle. Et la lune aussi.

(1) Réveille-toi, Caroli, car l'air est doux. Qu'ai-je donc attendu si longtemps ? Pour accompagner ma voix, ce soir j'ai porté ma guitare. Réveille-toi, Caroli, car l'air est doux...

Justement les *petits* reparaissent tous les trois, l'Italien entre le frère et la sœur. Quand ils connaissent l'invitation, Milio Missa, riant de toutes ses dents, s'offre comme cuisinier. Qui le considère alors avec stupéfaction ? C'est Josette dont j'interprète ainsi l'étonnement : « Comment un pareil artiste qui nous promène dans le royaume des songes peut-il condescendre à d'aussi basses besognes ? Ne serait-il donc qu'un homme ? » Je ne sais si je me trompe : elle est un peu scandalisée, et puis elle accepte le scandale avec plaisir, se sentant plus rapprochée de l'étranger. Celui-ci va et vient, furète dans les armoires, opère des mélanges et finalement nous confectionne une *minestrone* sans olives à se lécher les lèvres, ou, comme dit Rabelais, à « se pourlécher les badigoinces ». Par surcroît il nous régale d'un air de musique, tandis que nous avalons à lentes gorgées la soupe fumante. Après un morceau de ce fromage bleu *persillé* qu'on fabrique dans les chalets et qui a de la réputation, je dis adieu à la famille Gallice. Mais le frère et la sœur veulent m'accompagner pour me faire honneur, et quant à l'Italien, il demeure, comme moi, à Bonneval.

La lune s'est levée pendant le repas. Elle glisse sur les parois lisses des rochers blancs qui ressemblent à une grande lessive. *Quanno sponta la luna...* fredonne à mi-voix Milio Missa comme si l'astre lui obéissait. Je reviens en arrière pour donner encore quelques indications à la veuve au sujet de la pension, puis je lui murmure à l'oreille :

— Dites donc, ce gars-là, est-ce pour votre fille ?

— Vous n'y pensez pas, monsieur l'avocat. Un homme qui n'est pas d'ici, qui s'en va le mois prochain et qui part au service militaire dans son pays.

— Pourquoi a-t-il passé la frontière et quel est son métier ?

— Charpentier. Il travaille à l'église de Bonneval.

— Oui, mais avec toute sa musique, il investit votre fille.

— Oh ! monsieur l'avocat, une fille qui vient de perdre son père.

— Il y a plus d'un an.

— Tant que ça, déjà ! C'est tout de même vrai.

— Au revoir, madame Gallice.

Et je la laisse confusément inquiète. Ai-je bien agi en l'avertissant ? Ai-je eu raison de me méfier de l'étranger et aussi des yeux de Josette ? J'ai tout de même quelque remords en

rejoignant le groupe des jeunes gens dont l'attitude ne prête à aucune équivoque. Aux éboulis qui recouvrent Fandan, la ville sarrasine, si tant est qu'elle ait jamais existé, nous quittons Michel et sa sœur et je redescends au village seul avec Milio Missa que j'interroge sur sa famille comme si elle m'intéressait prodigieusement. Il se prête docilement à mon enquête et me donne force détails. Lui aussi a perdu son père et vit à Ceresole avec une mère, une sœur et un petit frère qui est placé comme berger dans les alpages. Gentille la sœur, m'assure-t-il, et blanche comme la lune qui nous éclaire : d'ailleurs, elle se nomme Bianca. Plus gentille encore que Josette Gallice. Presque aussi gentille qu'une nommée Carlotta qui est femme de chambre à l'hôtel Bellagarda et dont il célèbre avec emphase les mérites. Je pousse un soupir de soulagement : j'avais tremblé à tort pour la fille de mon guide Thomas tué aux Aiguilles d'Arves. Milio Missa a d'autres amours en Italie.

III. — LA CHASSE AU BOUQUETIN

Quel changement dans la maison Gallice lorsque j'y retournai l'année suivante ! Plus de complainte de la Lise au blanc fichu, plus de chanson napolitaine avec clair de lune, étoiles et tout le tremblement romantique, plus de concert d'harmonica ! C'était un dimanche de septembre. A la sortie de la messe, j'avais pu regarder à mon aise les costumes des femmes de Bonneval, jupes noires bouffantes, corsages sombres, tabliers et châles bruns, triste uniforme d'une rigidité tout espagnole rehaussé par l'auréole du bavolet de tulle noir que les jeunes filles ornent d'un ruban rose pâle, moins fringant et brillant que les rubans cerise ou orange en usage à Bessans. Comme je prenais le sentier de l'Écot le long de l'Arve, je me trouvai cheminer avec le petit groupe des habitants qui regagnait leur hameau pour le repas de midi, les uns à pied, les autres à mulet, et tous chargés de couronnes de pain, de colis de boucherie, ou d'épicerie, ou de mercerie, car on a toujours des commissions quand on s'en va au chef-lieu.

— Eh bien ? demandai-je à l'un d'eux, et la veuve Gallice ? Elle n'est donc pas descendue ?

Le bonhomme eut une espèce de sourire ironique et me répondit simplement :

— Faut croire qu'elle n'est pas descendue.

Et tout le groupe, approuvant sa réponse, eut le même sourire contenu qui avait un peu l'air de me tourner en dérision, comme si j'avais posé une question indiscrète ou absurde.

— Elle ne quitte plus le logis? insistai-je à tout hasard.

— Non, monsieur, elle est bien là où elle est.

Je connais assez les paysans pour deviner leurs sous-entendus. La veuve de Thomas Gallice devait être paralytique, ou peut-être morte. Et je m'abstins de continuer la conversation, pressentant une sorte de réprobation dissimulée et ne désirant pas m'aventurer sur un terrain mal connu. Quand je me décidai à pénétrer dans la vieille demeure toujours si hospitalière, après avoir vainement frappé, je m'attendais à quelque mauvaise surprise, mais non à ce que j'allais apprendre. Dans la vaste salle commune, une poule, à mon entrée, s'envola par l'une des petites fenêtres ouvertes. Je perçus la rumeur des vaches mâchant leur nourriture et je distinguai enfin, du côté de l'un des lits-armoires, dans une demi-obscurité, Josette qui remuait régulièrement une sorte de meuble dont je ne m'expliquais pas la forme.

— C'est toi, Josette.

En me voyant, elle se leva vivement et resta debout, sans avancer vers moi, comme si elle désirait de me cacher le travail mystérieux auquel elle se livrait :

— Oui, monsieur l'avocat.

— Et ta mère?

— Vous ne savez pas? Elle est décédée ce printemps.

— Mais non, ma petite, je ne savais pas. Vous ne me l'avez pas écrit : ce n'est pas bien. Je serais venu.

— Il y avait trop de neige.

— Et ton frère Michel?

— Il est à la chasse.

— A la chasse? de quel côté?

— En Italie.

— Le bouquetin alors. Il faut qu'il prenne garde. Les carabiniers royaux sont impitoyables. Ils ne craignent pas de tirer sur les braconniers.

— J'ai bien tenté de le retenir.

— Il ne t'écoute pas?

— Guère, monsieur l'avocat.

— Le voilà chef de famille maintenant. Son service militaire ?

— Il a été réformé.

— Lui ? un si beau gars ! Et pourquoi ?

— Ils disent comme ça qu'il a une caverne.

Ces signes de la tuberculose ne sont pas rares dans nos montagnes. Mais l'air trop vif guérit lui-même les maux qu'il occasionne, comme la lance d'Achille cicatrisait les blessures qu'elle faisait. Je continue mon interrogatoire non sans éprouver cette sorte de gêne dans la marche sur les glaciers, quand on y pressent des crevasses.

— Souffre-t-il de la poitrine ?

— Oh ! non, il se porte bien, lui.

— Et toi ?

— Moi aussi.

— Pour la pension de l'Anglais, il n'y a pas eu de difficulté au décès de ta mère ?

— Non, monsieur l'avocat. Elle s'est partagée entre Michel et moi.

— Et vous ne manquez de rien ? combien de vaches ?

— Trois. Vous les voyez bien.

— Et de moutons ?

— Douze. Plus un agneau de ce mois.

Elle ne bougeait pas en me répondant, comme si elle était fixée au plancher. Peu à peu je m'étais accoutumé au manque de lumière et je pouvais dévisager la jeune fille. Elle n'avait pas bonne mine, la pauvre enfant : les joues avalées, l'arête fine du nez trop saillante, les cheveux trop collés au front, la bouche mince aux lèvres à peine visibles, un air chétif et misérable. Et tout à coup, tandis que je l'examinais, cherchant quelque moyen de la rassurer, un cri jaillit derrière elle, qui me révéla instantanément le secret soupçonné depuis un instant. Elle devint rouge, de la naissance du cou à la racine des cheveux, et tout le sang qui lui restait dut affluer à la peau. Elle tremblait comme un sapin sous le vent, n'osant faire le geste qui la sollicitait. Puis les cris se multiplièrent : alors, elle recommença le manège de l'arrivée, la petite cage de bois était un berceau. Peu à peu le bébé se calma et se rendormit. Nous avions gardé le silence pendant cette manifestation. Josette qui me tournait presque le dos parut s'absorber dans un devoir maternel

devenu inutile. Le plus doucement que je pus, je repris la conversation brisée :

— Voyons, Josette, j'étais un ami de ton père. Tu sais bien que je ne te veux pas de mal. N'as-tu pas confiance en moi? Veux-tu me répondre si je te parle?

Elle fit un signe d'acquiescement que je compris au mouvement de la nuque, son visage me demeurant caché. Et je devinai bien qu'elle pleurait.

— Tu n'es pas mariée. Pourquoi n'es-tu pas mariée?

Quelle question superflue! J'ajoutai sans attendre :

— Quand est-ce arrivé?

— Il y a trois mois.

— Ta mère, avant de mourir, a connu la chose?

— Oui.

— De quoi est-elle morte?

— De ça.

Et les pleurs se changèrent en sanglots qui la prenaient à la gorge.

— Calme-toi, ma petite. Tu vas le réveiller. Mais non, elle n'est pas morte de ça. L'an dernier, à pareille époque, elle ne se portait déjà pas bien. Depuis l'accident de ton père, ça n'allait plus. Elle t'aurait pardonnée. Elle aurait reçu le gosse. C'est un garçon?

— Oui.

— Comment l'as-tu appelé?

— Thomas.

— Comme ton père. C'est bien. Et Michel, qu'est-ce qu'il a dit?

— Rien. Il ne parle qu'en dedans.

— Il est allé le chercher?

— Chercher qui?

— Milio.

C'est un soupir qui m'a répondu. Le nom du séducteur lui colle aux lèvres. Elle n'a pour lui ni haine ni rancune. La pauvre fille s'est donnée, tout enivrée de musique. Elle a été désarmée par les chansons napolitaines et l'accordéon. Les vagues rêves indistincts qu'elle promenait en paissant ses brebis se sont incarnés un jour dans cet étranger aux paroles mielleuses et à la voix trop câline. Et me révélant d'un coup l'espoir auquel elle suspend sa vie, elle me demande naïvement :

— Pensez-vous, monsieur, qu'il le ramène?

— C'est une chasse difficile, pauvre Josette, plus difficile que celle du bouquetin : quand est-il parti ?

— Une première fois au commencement de juin, avant la naissance du petit. La montagne était mauvaise.. Il n'avait pas pu la passer en mai.

— Oui, il risquait sa vie, le brave garçon.

— Il voulait lui dire ce qui arrivait. Milio ne savait pas. Milio serait peut-être revenu à temps.

— Pourquoi n'est-il pas revenu ?

— Parce qu'il n'était pas à Ceresole. Il était au service militaire, bien loin.

— Et qu'a fait Michel ?

— Il a vu sa maman, sa sœur.

— Ces femmes-là, si elles ont du cœur, ont dû promettre pour lui.

— Elles n'ont pas pu, monsieur...

Je vois bien qu'il y avait là encore un secret. Les sanglots recommencent. Je prends les mains de la jeune fille comme si j'étais un parent tendre et pas sévère, et je la console de mon mieux :

— Pourquoi ne m'avez-vous pas écrit, ton frère ou toi ? J'aurais pris des renseignements à Ceresole : j'aurais fait intervenir le curé et le syndic. Ce jeune homme n'avait pas l'air méchant,

— Oh ! non.

— Il aurait consenti au mariage.

— Il ne pouvait pas, monsieur, à ce qu'il paraît.

— Et pourquoi donc ? N'aie pas peur.

— Il est... il est déjà fiancé.

— Fiancé, mais pas marié ?

— C'est tout comme. Fiancé à l'église, monsieur, devant les parents, devant le monde.

— Cela peut se défaire, Josette.

— Est-ce possible ?

Elle a relevé la tête vers moi, comme si elle m'implorait, comme si je pouvais lui offrir le salut. Les yeux de myosotis sont presque décolorés : la couleur a fondu sous les larmes. Je lis sur son visage creusé la soumission de la femme au destin, au malheur, à l'amour. Par pitié, j'ajoute donc :

— Des fiançailles ne sont pas un mariage. On les rompt. Michel, après son premier voyage, est reparti ?

— Oui, tout dernièrement.

— As-tu de ses nouvelles?

— Non, il n'écrit pas.

— Cette fois, il pensait retrouver Milio Missa?

— Il est reparti sans rien me dire.

— Toujours par la montagne?

— Toujours par la montagne.

— Et qu'a-t-il emporté? Son piolet, son sac et le fusil de ton père?

Elle incline le menton en signe d'approbation.

— Le fusil? Tu es sûre? Est-ce pour chasser le bouquetin?

— Je ne crois pas, monsieur.

Cependant, elle a mis un couvert sur la table. Des pommes de terre cuisent dans la marmite. Elle a tiré la ficelle qui retient un jambon sous le manteau de la cheminée.

— Il faut manger, monsieur.

— Et toi?

— Je vous servirai. Je mangerai après.

Elle est toute humiliée et honteuse. Je ne puis la décider à partager le repas qu'elle m'offre. Elle ne veut être qu'une servante. Je la réconforte de mon mieux et lui arrache la promesse de m'avertir du retour de son frère. Je reviendrai les voir tous deux. Il y a bien des moyens de contraindre un homme à épouser une honnête fille qui, jusque dans sa maternité illégitime, garde un air de vierge, s'il n'est pas une canaille ou un goujat.

IV. — LE RECEL

Josette n'eut pas à m'avertir du retour de son frère. Quinze jours plus tard environ, vers le début d'octobre, Michel Gallice débarqua dans mon cabinet de travail de la rue Croix d'Or à Chambéry. C'était à la tombée de la nuit, quand on hésite encore à donner de la lumière. Je l'accueillis avec cordialité, d'autant plus cordialement que je le croyais à juste titre préoccupé de ses ennuis de famille. Comme il répondait peu à mes questions et comme je le voyais mal dans l'ombre envahissante, je tournai le bouton de la lampe électrique et son visage m'apparut brusquement en pleine clarté. Il eut l'air de se débattre contre ce réflecteur, à la façon d'un papillon de nuit aveuglé

par un phare. Mais j'avais déjà lu dans ses yeux fiévreux, sur son front qui, trop lourd, se penchait, sur toute son expression fatiguée, ravagée, soudainement vieillie la trace de pensées ou peut-être d'événements si sombres que je me levai de mon bureau et vins à lui qui s'était dressé comme pour se mettre à l'abri au-dessus de l'abat-jour.

— Voyons, mon petit, lui dis-je en mettant la main sur son épaule qui était plus haute que la mienne, que s'est-il passé ?

Il se déroba vivement :

— Mais rien, monsieur l'avocat.

Et il se mit à rire, d'un mauvais rire fêlé et faux qui n'aurait pu tromper personne :

— Que voulez-vous qu'il se soit passé ?

Je ne désirais point le contraindre aux confidences. Je battis donc en retraite et me contentai de lui demander sur le ton le plus naturel :

— Tu venais me voir ou me consulter?

Après une assez longue hésitation, il avoua :

— Vous consulter, monsieur l'avocat.

— Eh bien ! je t'écoute.

Une fois encore, il hésita. Le secret professionnel ne rassure pas toujours les clients. Espéra-t-il me donner le change en me proposant timidement ce problème ?

— Quand on a tiré des bouquetins en Italie, est-ce qu'on peut vous poursuivre en France ?

— Pour un délit de chasse, non : il n'y a ni extradition, ni droit de suite.

— Extradition, qu'est-ce que ça veut dire ?

— Extradition, c'est la remise d'un criminel au gouvernement étranger dont il dépend et qui le réclame. Un Italien, par exemple, commet un crime en Italie et passe la frontière : le gouvernement italien réclame son extradition et la France lui livre l'accusé.

— Ah ! elle lui livre l'accusé? Et si c'est un Français qui commet un crime en Italie, est-ce que la France le livre aussi ?

— Non : l'Italie transmet la plainte par la voie diplomatique et l'instruction est ouverte en France, avec commission rogatoire à la justice du territoire où le fait s'est accompli.

— Je croyais que, la frontière franchie, on ne pouvait plus rien contre vous.

— Votre crime vous suit.

Votre crime vous suit. Le pauvre petit le savait bien que son crime l'accompagnait. Tout le trahissait, le regard, le maintien, le mouvement des mains qui pétrissaient le chapeau de feutre, et les questions mêmes. En voilà un qui ne résisterait guère à la pression d'un juge d'instruction! Il était encore trop jeune, trop franc et trop honnête pour mentir. Je voulus l'achever et hasardai à brûle-pourpoint :

— Tu reviens de Ceresole?

Il recula comme si je lui faisais du mal et balbutia d'abord, pour raffermir ensuite sa voix tant bien que mal :

— Moi, non. J'ai chassé le bouquetin dans la montagne. J'en ai même tué un. Un beau.

Et là-dessus il s'assit, écrasé sous le poids de sa chasse. Il ne fallait que le laisser venir sans le presser, et il vint en effet après un court silence :

— Et ces machines-là, est-ce bien long, monsieur l'avocat?

Je le fis expliquer. *Ces machines-là*, c'était la transmission, d'une nation à l'autre, d'une plainte criminelle.

— Pas très long : quelques jours. Le temps de porter le dossier du ministère des Affaires étrangères au ministère de la Justice.

— Quelques jours? Bon!

Comme si ma réponse le délivrait, il se releva, léger, prêt à partir. Et il me donna ce semblant de justification :

— Vous comprenez, monsieur l'avocat : j'ai peut-être blessé un garde en chassant le bouquetin.

— Alors, tu ne ferais pas mal de laisser passer du temps.

— Je vais retourner à l'Écot voir Josette.

— Et après?

— Après? Je ne sais pas.

Je n'en tirai rien de plus clair. Il ne voulut pas rester à dîner avec moi. Il désirait le soir même regagner la Maurienne, comme s'il préférait s'enfoncer dans les ténèbres plutôt que d'attendre le jour. Pour moi, son cas était simple : il était allé chercher à Ceresole Emilio Missa, afin qu'il épousât sa sœur et légitimât l'enfant et, sur le refus du séducteur, il lui avait tiré un coup de fusil. Pourquoi ne s'était-il pas confié à moi? Certes, je n'aurais pas approuvé la rigueur de sa vengeance. Pour un ancien séminariste, il exagérait. Mais je l'eusse engagé

à l'aveu. Il avait avantage à se constituer prisonnier, à raconter les choses telles qu'elles s'étaient passées. Nos jurys de paysans, d'honnêtes pères de famille, ne tolèrent pas ces manigances des étrangers qui s'introduisent dans les maisons comme un renard dans un poulailler : s'ils n'attachent pas une très grande importance aux questions de mœurs, en temps habituel, c'est que, dans nos campagnes, les garçons et les filles finissent par s'accorder et, quand le mariage vient en retard, on ne lui fait pas grise mine. Tandis que cet Italien, qui se dérobait à son devoir, méritait une leçon. Leçon qu'il avait reçue un peu brutale et définitive à la vérité. Néanmoins, l'acquittement était certain et Michel Gallice me privait d'une belle cause. Il ne m'arrive guère de plaider aux assises : c'est un genre oratoire que je n'apprécie pas et que j'abandonne à des confrères plus grossiers. Mais, cette fois, quelle plaidoirie aisée et émouvante à bâtir rien qu'avec les matériaux solides de la vérité! Le rappel du père mort d'accident aux Aiguilles d'Arves, et dont la réputation de guide balançait dans la vallée celle de Blanc Le Greffier; le décès de la mère succombant, non pas à son chagrin de veuve, mais à la honte; la lâcheté du séducteur reçu en ami dans la demeure de l'Écot et déjà prêt à en abuser; le courage de la jeune fille abandonnée; la colère du frère devenu chef de famille et trahi par celui qu'il avait accueilli en camarade : tous ces éléments de la défense me garantissaient le succès. Le professionnel, déjà, échafaudait un système. J'aurais dû retenir de gré ou de force mon client, le mettre au pied du mur, au risque de violer ses confidences, le sauver malgré lui. J'avais eu tort de le laisser partir. Quelle sottise allait-il commettre? Le parquet ne tarderait pas à être saisi de la plainte. Un juge d'instruction serait désigné sans retard. Mon pauvre Michel serait bientôt recherché, poursuivi, appréhendé, incarcéré. Il perdrait le bénéfice d'une présentation volontaire. L'œuvre de justicier qu'il avait accomplie ne revêtirait plus la même franchise. Et je fus tenté de le poursuivre jusque dans le fond de sa vallée pour le ramener.

Ainsi raisonnais-je dans mon cabinet de travail après son départ. Mais n'étais-je pas la victime de mon imagination? En somme, le fils de Thomas Gallice ne m'avait rien révélé. Je supposais une vengeance criminelle sans aucune preuve. Il avait parlé, en fin de compte, d'un garde royal blessé. Peut-

être n'avait-il que blessé en effet le soldat italien qui avait trompé sa sœur. Peut-être ce coup de fusil n'était-il qu'un accident de chasse. Dans tous les cas, je serais sorti de mon rôle en intervenant d'une façon plus directe, alors que j'en étais réduit à des conjectures.

Ces conjectures n'étaient que trop fondées. A quelques jours de là, me trouvant au parquet et m'informant auprès du procureur de la République, avec qui j'entretenais des relations d'amitié, du rôle de la prochaine audience correctionnelle, à cause d'un procès civil qui en dépendait, le magistrat, au cours de notre conversation, me parla d'une commission rogatoire transmise par la voie diplomatique et venue du tribunal d'Ivrée en Italie à l'occasion d'un assassinat commis à Ceresole sur la personne d'un bersaglier en permission, Emilio Missa, le matin même du jour où ce soldat devait se marier. On soupçonnait un colporteur savoyard aperçu précédemment dans la petite ville d'eaux, et qui aurait eu, autrefois, une altercation avec la victime.

— Cela regarde, ajouta le procureur de la République, le tribunal de Saint-Jean-de-Maurienne à qui je vais envoyer le dossier. Les gens de la vallée de l'Arc traversent volontiers la montagne. Ce colporteur ne peut venir que de Modane. Mais on ne le retrouvera pas et l'affaire sera classée, tout comme l'affaire du Piémontais qui tua un ouvrier de Lanslebourg.

— Oui, ces affaires qui chevauchent d'un pays sur l'autre sont toujours compliquées, répondis-je en prenant un air innocent. Voulez-vous me permettre de jeter un coup d'œil sur la procédure ?

— Sans doute, mais toutes les pièces sont en italien.

— Cette langue m'est familière.

Je pus lire ainsi le procès-verbal du crime et les témoignages. Emilio Missa devait épouser Carlotta Monti. Il avait demandé et obtenu à son régiment une permission de trente jours pour contracter cette union. Le matin du mariage, il s'en allait chercher, pour la conduire à l'église et à la mairie, sa fiancée qui habitait hors la ville, en sorte qu'il suivait un chemin presque désert bordé d'une haie. Il était accompagné d'un camarade, son garçon d'honneur, Vittorio Basili. Tout à coup les deux jeunes gens furent arrêtés par un cri poussé en français : Halte! Basili, étonné, resta sur place. Missa, au

contraire, se précipita en avant pour chercher l'abri d'un arbre. Un coup de feu retentit, et Missa tomba, la tempe perforée. Il mourut sur-le-champ et ne put donner aucune indication. Son compagnon était penché sur lui, quand la mère et la sœur de la victime qui les suivaient à peu de distance arrivèrent sur les lieux. Basili, les laissant, fouilla vainement le terrain. Il ne découvrit personne, pas même une trace. La gendarmerie et la police firent pareillement buisson creux, sauf la découverte d'une douille de cartouche Martini.

Tel était le récit du meurtre. Suivaient les copies des dépositions. Basili n'avait rien vu, ne savait rien. Un autre camarade d'Emilio, Pietro Giorio, l'avait entendu la veille qui se disputait violemment en français avec un individu qui devait être un étranger. Mais, à Ceresole, on parle français autant qu'italien, ou presque, et plus souvent encore un patois qui mélange les deux langues. Enfin, la mère et la sœur du mort n'apportaient, à ma grande surprise, aucun éclaircissement. Elles devaient connaître pourtant la maternité de Josette Gallice. Michel ne leur avait-il pas rendu visite, ne leur avait-il pas tout révélé? Elles tenaient la clé du mystère. Elles seules pouvaient dénoncer l'assassin. Pourquoi y renonçaient-elles? Craignaient-elles de nuire à la réputation du défunt en attribuant le meurtre à une vengeance qui s'expliquait, si elle ne se justifiait pas? Ou le juge d'instruction, de l'autre côté des Alpes, ne connaissait pas son métier, ou les deux femmes avaient décidé de se taire. Mais alors, dans quel dessein et pour quel motif? Je ne réussissais pas à le démêler, quand je fus interrompu dans ma lecture par le magistrat :

— Cette histoire vous intéresse donc bien, maître Charlieu?

— Oh! mon Dieu non! elle me paraît si obscure.

— En effet, on n'y voit pas clair. Et l'on n'a que des renseignements incomplets sur le prétendu colporteur. On fouillera Modane, et l'on s'en tiendra là. Les Italiens de l'autre côté des Alpes accusent volontiers nos nationaux, comme nous-mêmes nous les accusons. Dans le cas présent, leur erreur est patente. Le meurtrier s'est servi d'un Martini, arme italienne. Pour moi, c'est un rival du mort, qui n'a pu supporter son mariage, peut-être ce Vittorio Basili qui l'escortait seul dans le chemin creux et que je n'aurais pas manqué d'inculper. Cherchez la femme : cette Carlotta Monti, servante à l'hôtel Bellagarda de

Ceresole, me paraît suspecte. Voyez : les notes de police ne sont pas des meilleures sur son compte. Elle a mis au monde un enfant illégitime dont le père est incertain. Quelque amant éconduit aura fait le coup. Je ne sais pas pourquoi nos voisins nous dérangent avec cette histoire. Ils ne sont pas très malins en matière pénale.

J'admirais, en écoutant le procureur de la République, avec quelle facilité le magistrat le plus distingué échafaude une accusation. Celui-ci, à distance, organisait le crime de Ceresole, quand le détail de la douille Martini achevait de me démontrer la culpabilité de Michel Gallice, héritier de la carabine paternelle que je connaissais bien. Le meilleur juge d'instruction, ou plutôt le seul juge d'instruction est celui qui accueille une plainte et prend lecture d'un procès-verbal l'esprit entièrement libre, qui commence par lier partie avec les lieux et avec les gens, qui regarde les visages en écoutant les paroles sans idées préconçues, qui se défie à la fois de la logique et de l'hypothèse et ne laisse travailler son imagination que sur des données sûres et précises. Combien y en a-t-il? Or, j'avais eu l'occasion de rencontrer le juge d'instruction de Saint-Jean-de-Maurienne, M. Fonclair, archéologue de mérite, passionné d'histoire locale, un peu sceptique, mais d'une finesse rare, et je me méfiais de cette finesse (1). Bah! le crime n'avait pas été commis sur son territoire. Ne découvrant aucune base solide pour son information dans le dossier transmis par le tribunal italien, il ne se passionnerait pas, il se bornerait à rechercher le prétendu colporteur savoyard dont le signalement était assez vague et ne pousserait vraisemblablement pas ses investigations au delà de Modane. L'hiver allait venir qui, par ses amas de neige, boucherait la vallée de l'Arc au col de la Madeleine. Au printemps, l'affaire serait classée.

Je quittai le parquet, à demi rassuré sur le sort de mon silencieux client, mais la conscience un peu troublée. Au fond, n'avais-je pas abusé de la crédulité du procureur de la République en feuilletant ce dossier qui ne m'appartenait pas, — qui ne m'appartenait pas encore? Si Michel Gallice était jamais arrêté, je prendrais le droit de l'examiner. Je n'avais fait qu'anticiper. Ainsi cherche-t-on à se tromper soi-même.

(1) Voyez *le Chemin d'Annibal.*

Cependant quelque chose me déconcertait dans l'affaire, par ailleurs transparente : pourquoi la mère et la sœur de Milio Missa se taisaient-elles? Elles ne pouvaient pas ne pas soupçonner le coupable. Il y avait là un point mystérieux, extraordinairement mystérieux. Le coupable restait à leur merci. Dès qu'elles parleraient, il serait dénoncé. Mieux valait pour lui, somme toute, prendre les devants ou, s'il refusait de se livrer, quitter sa vallée, disparaître. Sans doute s'était-il rallié à ce dernier parti.

Il reparut quelques jours plus tard et de ma vie je n'oublierai son entrée.

Au cours de l'une de mes randonnées dans les Alpes, — c'était, cette fois, dans les Alpes valaisanes, — je débarquai dans une bourrasque de neige, venant de Zinal, à la cabane du Mountet, qui commande l'un des plus beaux cirques de montagnes, du Weisshorn à la Dent Blanche. Le lendemain, je devais passer le col Durand pour redescendre sur Zermatt en côtoyant le Cervin, si toutefois le temps s'éclaircissait. A l'abri dans le refuge, je narguais la tempête devant une soupe fumante, quand la porte s'ouvrit en coup de vent. Un guide entra, comme projeté du dehors et sans un mot s'assit près du poêle, la tête dans les mains. Il n'avait pas quitté son sac. Le piolet tenait au poignet par l'attache de cuir. C'était un grand gaillard dont les épaules arrondies révélaient la force. Le patron s'approcha de lui et lui adressa la parole. Il ne répondit pas. On lui porta à manger. Il refusa d'abord, puis lappa son assiette comme un animal épuisé. Sans ombre d'hésitation je devinai un malheur. Le soir venait. J'avais un porteur solide. Nous nous proposâmes, avant la nuit, s'il y avait un secours à donner. Il remua la tête négativement. Je vois encore cette attitude de honte et de chagrin figée dans une immobilité de statue. Nous sûmes le lendemain que son imprudent voyageur avait péri à la Dent Blanche pour ne pas l'avoir écouté. Mais il était le chef de l'expédition. Il se jugeait responsable.

Michel Gallice n'avait pas frappé à ma porte. Comme le guide valaisan, il pénétra chez moi en coup de vent. Et sans parole, il s'assit au coin de la cheminée. Avait-il froid? C'était peu à croire. Je n'avais qu'à le contempler, à la lueur des bûches qui lui éclairaient le visage, vaincu et accablé, pour le

savoir coupable. Il m'apportait son aveu et ne songeait pas à se dérober. Cependant il ne m'appartenait pas de provoquer sa confession. J'attendrais qu'il parlât de lui-même. Ce silence, cette situation embarrassante se prolongèrent plusieurs minutes, peut-être plus d'un quart d'heure. J'avais là, devant moi, un assassin et je n'éprouvais pour lui nul dégoût, seulement de la pitié. N'avais-je pas vu sa sœur malheureuse dans la maison de l'Écot, avec le petit qui n'aurait pas de père ? N'avais-je pas le droit d'excuser son crime, ou tout au moins de lui accorder les circonstances atténuantes, puisqu'il n'y a pas de vie possible en société, si chacun exerce directement ses représailles ? Mais lui-même, visiblement, ne s'acquittait pas. Il montrait une mine de condamné. L'enseignement du séminaire lui avait appris à cultiver sa faute : il l'élargissait comme une blessure, il ouvrait son cœur tout grand au remords. Et quelque chose d'étrange et d'important s'était passé entre sa première et sa seconde visite, quelque chose qui, plus que le crime déjà commis, achevait de le désespérer.

Je crus interpréter ses plus secrètes pensées en lui proposant enfin :

— Veux-tu que nous allions ensemble chez le juge ?

Il ne parut pas étonné de mon offre et ne songea pas un instant à s'abriter derrière un subterfuge ou une dénégation. Nous causions enfin d'homme à homme à visage découvert.

— Non, répondit-il résolument.

J'insistai, persuadé que c'était la solution la plus simple et la plus avantageuse ensemble :

— Pourtant, ce serait mieux, crois-moi.

Il me regarda. Ses yeux bruns étaient, non pas décolorés comme ceux de sa sœur Josette, mais embués de cette eau qui ne se change pas en larmes, qui ne tombe pas, qui donne au regard une expression voilée, comme au-dessus des choses de la terre, comme mystique.

— Je ne dis pas, monsieur l'avocat, mais cela ne se peut pas.

— As-tu peur de la justice ?

— Non.

— Alors ?

— Alors non.

Ce non fut si catégoriquement prononcé qu'il n'y avait qu'à s'incliner. Quel était ce mystère auquel je me heurtais mainte-

nant de toutes parts ? Car, malgré moi, je le rapprochais d'un autre, de celui qui empêchait de parler la mère et la sœur de la victime. J'avais réduit l'aventure de mort à des données trop simples : la brutale vengeance cachait peut-être un drame intime plus complexe. Le silence était retombé entre nous. Je ne pouvais le rompre qu'en détournant la conversation.

— As-tu revu Josette ? demandai-je à tout hasard.

Il fit un signe de tête affirmatif et je m'engageai dans ce chemin :

— Sait-elle ?

— Non.

— Comment ? Tu ne lui as rien dit ? Elle apprendra par d'autres.

— Par qui ?

— Oh ! tôt ou tard, cela se saura. Le dossier est déjà venu d'Italie.

Ce renseignement, à ma profonde surprise, ne parut pas l'émouvoir.

— Non, me déclara-t-il, elle ne saura pas. Et personne ne saura.

Il était donc bien sûr de l'impunité ? Il l'était moins à sa dernière visite. J'en étais confondu. Et, reprenant un peu d'assurance, il ajouta :

— Elle va rester seule, avec le petit. Alors, je voudrais faire, comment appelez-vous ça ? une procuration pour lui laisser la pension, la maison, le bétail.

— Tu veux t'en aller ? Où ?

— Je ne sais pas.

— Ta sœur est bien jeune pour rester toute seule à l'Écot.

— Elle s'habituera. Elle est la cause...

Il n'acheva pas. La cause du malheur. Elle aussi, il l'estimait coupable et, je le compris à une moue involontaire, l'ancien séminariste détestait la faute de la chair comme celle du sang.

Pour conjurer ce départ et cet abandon, et dans ma certitude d'un acquittement, je repris une à une les raisons qui, selon moi, devaient l'amener à se livrer à la justice. J'essayai sur lui ma plaidoirie des assises. Je fus éloquent et véridique. Je lui rappelai son père et sa mère, et toute la tristesse de sa sœur au foyer. Je lui expliquai à lui-même les mobiles de sa

colère, de sa vengeance. Je sus l'émouvoir, et lui tirai des pleurs. Après quoi il conclut :

— Je veux partir. Vous conseillerez la petite quand elle aura besoin de vous.

On défoncerait un mur plutôt qu'une cervelle de paysan de la Maurienne. Mon insuccès était complet et le motif m'en demeurait caché. Un peu déconfit, je tentai un dernier argument :

— Tout de même, il ne faudrait pas que Josette espère le retour de son Milio.

— Je lui ai appris qu'il était décédé à son régiment.

Il avait pensé à tout. Il me barrait toutes les issues. Mais, s'imaginant que je lui gardais rancune de son manque de confiance, il se leva pour prendre congé. Je le fis rasseoir presque de force :

— Mais non, mon petit, je te garde. Ton père, un jour, m'a tiré d'une crevasse. Sans lui, je ne serais pas ici. Je te donnerai asile. Tu coucheras chez moi et tu dîneras avec moi.

— Pas avec vous ; à la cuisine.

— Non, avec moi.

Comprit-il que je ne voulais pas imposer à l'office ignorant sa présence criminelle et que je préférais la subir moi-même ? Il accepta et mangea peu. Je l'installai dans une petite chambre et remis au lendemain le soin de m'occuper de son avenir. Ainsi recélai-je un meurtrier. Mais que faire de lui ?

HENRY BORDEAUX.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

LE PROTOCOLE DE GENÈVE

ET LA

RÉDUCTION DES ARMEMENTS

L'éclat dont a brillé l'Assemblée des nations réunie à Genève en septembre dernier n'a pas été sans causer quelque surprise dans le monde. Au cours des années précédentes, le Pacte de 1919 avait subi d'incessantes attaques; à chaque session se multipliaient les amendements dont le but avéré ou caché visait toujours à réduire, en cas de danger, les obligations des cosignataires; le traité d'association se transformait peu à peu en un acte symbolique sans portée pratique et par conséquent sans valeur politique. Atteinte d'une maladie de langueur, la Société des nations semblait prête à se dissocier aux premiers symptômes d'une crise sérieuse.

Subitement, le malade a récupéré une partie de ses forces. Les plus illustres hommes d'État, il est vrai, n'avaient pas hésité à venir à son chevet apporter le secours de leurs conseils et de leurs paroles. Leur bonne volonté s'est affirmée. Ils ont fini par s'entendre et par adopter à l'unanimité un protocole qui ne sera peut-être pas ratifié par les Gouvernements, mais qui marque en tout cas dès maintenant un nouvel état d'âme.

D'où vient cette modification si nette de l'esprit international? Les délégués qui, la veille, se montraient les plus âpres à déchirer le Pacte de 1919 se sont fait remarquer par leur enthousiasme en faveur d'un traité qui, à première vue, semblait de nature à accroître sensiblement les risques de leurs pays. Se seraient-ils convertis à la voix entraînante de

MM. Briand, Paul-Boncour, Benès et Politis? La religion nouvelle aurait-elle touché leurs âmes? Qu'il y ait une part de mysticisme à la base de cette évolution, nul ne saurait le nier; l'atmosphère de Genève a été électrisée par les déclarations enflammées des apôtres de la paix; les peuples en ont ressenti au loin le contre-coup. Mais, en l'occasion, les chancelleries, qui ignorent le sentiment et ne prennent guère comme guide que l'intérêt égoïste de leurs pays, semblent bien être tombées d'accord avec les masses. Il faut donc qu'elles aient entrevu dans la signature du nouveau contrat des avantages insoupçonnés jusque-là. Ces avantages, quels sont-ils?

Le monde entier a soif de tranquillité. Toutes les nations en ont besoin pour résoudre les graves problèmes d'ordre intérieur que leur a légués la guerre. Elles cherchent un antidote aux troubles dont elles ont tant souffert et certaines croient l'avoir trouvé, non dans le mécanisme de le Société des nations, mais tout simplement dans le désarmement. Pour discuter celui-ci, elles estiment nécessaire d'amener les peuples autour d'un tapis vert, sous un prétexte quelconque. Ce prétexte, le protocole semble le leur fournir; elles s'en sont donc emparées, espérant bien, en fin de compte, fournir le minimum de garanties économiques et financières, éluder toute espèce d'assistance militaire, et obtenir en échange le maximum de désarmement.

En apparence du moins, le raisonnement des promoteurs de la conférence ne manque pas d'une certaine logique. Pendant les quarante ans qui ont précédé la dernière guerre, disent-ils, les peuples d'Europe se sont livrés, sur terre et sur mer, à une véritable débauche d'armements. Chaque année, les dépenses ont augmenté pour atteindre en 1910 des chiffres intolérables. L'Europe, qui ne pouvait continuer indéfiniment cette course ni s'arrêter dans cette « inflation militaire » est arrivée au terme fatal facile à prévoir : les hostilités. Puisque tel a été le résultat de l'accroissement des armements, il est naturel de supposer que leur réduction entraînerait des effets opposés. Grâce à elle, la paix serait assurée au vieux continent; les dépenses improductives des budgets militaires pourraient être reportées sur les chapitres économiques et sociaux; les malaises ouvriers et financiers actuels disparaîtraient; une ère de prospérité générale s'ouvrirait. A tout prix, qu'on réduise les armements!

La réalité, malheureusement, est assez différente. Les calculs de ces pacifistes impénitents sont faussés à leur base par l'élimination des facteurs moraux et psychologiques qui jouent le premier rôle en politique. La guerre de 1914, en vérité, ne tire pas son origine, comme on l'a dit, de la course générale aux armements, mais bien de l'accroissement de ceux qu'un groupe de Puissances a poursuivi sans relâche, en vue de la satisfaction de ses appétits économiques et territoriaux. Les nations menacées n'ont fait que suivre, et même d'assez loin, leurs entraîneurs ; la comparaison des budgets militaires français et maritimes britanniques avec ceux d'outre-Rhin est probante à cet égard. Il n'est même pas douteux que nos adversaires auraient fait naître beaucoup plus tôt le conflit désiré, si nos efforts militaires ne les avaient incités à la prudence ; on sait le rôle modérateur qu'a joué à cet égard, au début du XXe siècle, l'adoption du canon de 75 par notre armée. En fait, les armements défensifs de la France et de l'Angleterre ont longtemps maintenu la paix, et c'est seulement lorsque les Empires centraux ont cru posséder, tout au moins sur terre, une supériorité incontestable, qu'ils ont osé déchaîner la lutte.

Or, leur ancien esprit n'a pas disparu. Tant qu'il existera, étant donné les facilités que possède la nation moderne pour préparer une agression, du moment où elle dispose d'une population nombreuse, de sociétés sportives entraînées et d'une industrie puissante, les voisins de l'Allemagne seront obligés de prendre de sérieuses précautions. La France ne veut donc à aucun prix discuter un désarmement *a priori* qui se retournerait contre elle. Nous sommes pacifiques, et nous en avons fourni la preuve en donnant notre adhésion entière à la clause de l'arbitrage obligatoire ; nous sommes même prêts à une certaine réduction de notre état militaire, mais seulement en échange de garanties concrètes et précises. A juste titre, nous avons intimement lié ces deux termes dans le protocole. L'heure semble donc venue d'étudier à ce double point de vue la valeur du nouvel acte diplomatique, et d'en tirer les conséquences qui s'imposent au point de vue de notre défense nationale.

I

En pareille matière, le point capital à ne jamais perdre de vue, c'est qu'un peuple doit toujours rester en mesure, non seulement de repousser une agression, mais encore d'empêcher la violation de son territoire. Il serait inique, en effet, qu'une nation pacifique, se soumettant bénévolement à toutes les règles de conduite internationale édictées par la Société des nations, se trouvât en fin de compte victime de sa trop grande honnêteté. Jadis, le peuple envahi pouvait encore espérer trouver quelque compensation à sa dévastation en cas de victoire. Aujourd'hui, comme l'article 15 du Protocole interdit toute modification au statut territorial du vaincu, comme, d'autre part, la simple remise en état, aux dépens du coupable, des régions dévastées par lui paraît un leurre, on arrive à cette conclusion qu'il est préférable d'être vaincu sur le territoire ennemi que vainqueur sur son propre sol. Seul, l'État agissant en rébellion de la Société des nations se trouve en fin de compte posséder les moyens de se faire payer; c'est par définition l'agresseur!

Un peuple ne peut, dans ces conditions, accepter une modification à son statut militaire qu'avec la certitude de se trouver dans l'avenir à l'abri des immenses dommages matériels et moraux qu'entraîne l'invasion. Le nouveau Protocole nous donne-t-il tout apaisement à cet égard? Voilà la question que nous, Français, soucieux de vivre pacifiquement dans le monde, mais aussi en sécurité sur notre sol, nous nous posons tout d'abord. Personne ne saurait s'en étonner.

Évidemment l'accord de Genève, qui menace l'agresseur, quel qu'il soit, de ses foudres économiques, financières et militaires, est bien fait pour inciter à la réflexion les peuples en mal de revanche ; il pourra donc empêcher bien des guerres. S'il avait joué dix ans plus tôt, si l'Allemagne avait su simplement, dès juillet 1914, que l'Angleterre interviendrait contre elle en cas de violation du territoire belge, peut-être aurait-elle hésité à tirer l'épée ; elle eût, en tout cas, incité ses armées à éviter soigneusement le sol brûlant des Flandres et les opérations auraient pris de ce fait une tout autre forme. Mais conclure de là à la suppression absolue de l'éventualité de toute agression

dans l'avenir serait fort dangereux. Que demain l'Allemagne, se sentant solidement étayée par les Soviets, se croie de taille à tenir tête à la Société des nations, parce que certains membres de cette dernière se trouveraient par exemple aux prises avec des difficultés intérieures, hésiterait-elle à envahir notre territoire ? Il est permis tout au moins d'en douter. Nous avons donc le devoir de prendre nos précautions.

Or, à l'instant où l'ennemi viole la frontière, seules les forces militaires sont capables de l'arrêter et de limiter par conséquent ses dommages. Le blocus, la suppression des crédits, la saisie générale des biens appartenant à ses ressortissants peuvent alors constituer une gêne pour l'État agresseur, mais non une entrave. Si puissants qu'ils soient, ces moyens ne jouent en réalité qu'à la longue ; nous en avons fait récemment la triste expérience. Pendant des semaines et des mois, la parole reste aux armées, et c'est pourquoi celles de l'État menacé doivent se trouver en place prêtes au combat, au moment même où l'ennemi est en mesure d'atteindre ses frontières. La distance qui sépare deux nations et dans cet intervalle la présence ou l'absence d'obstacles aux mouvements des forces militaires sont donc seules de nature à modifier les données du problème et partant ses conclusions.

Les États-Unis que d'immenses étendues d'eau protègent efficacement contre leurs agresseurs éventuels, disposeraient, en cas de conflit, d'un temps considérable pour mettre leur territoire national en état de défense, même dans le cas où leurs flottes seraient trop faibles pour retarder sérieusement la marche des convois adverses. L'assaillant serait astreint à des opérations d'embarquement et de transport longues à effectuer et dont la préparation ne saurait échapper à personne ; le danger sur terre ne deviendrait sérieux qu'après plusieurs semaines ; les forces nationales auraient ainsi tout le temps de se mobiliser, de s'amalgamer, de s'entraîner. On conçoit donc facilement que cette Puissance envisage avec faveur une réduction importante de ses charges militaires.

Pour l'Angleterre, le problème se présente déjà différemment. Séparée du continent par un simple bras de mer, elle demeure à portée des escadres aériennes et des canons de l'ennemi. Une défense navale de premier ordre lui est indispensable et nous concevons parfaitement qu'elle y tienne.

Entre deux peuples comme la France et l'Allemagne possédant des contacts immédiats, la situation est encore plus périlleuse, du moment où l'un d'eux n'est pas animé de sentiments purement pacifiques. Le Reich pourrait pousser fort loin ses fabrications de guerre sans que nous en eussions connaissance. L'entraînement de ses hommes serait facile à réaliser sous couleur de sport et d'éducation physique. La concentration de ses troupes enfin serait d'autant plus aisée que son réseau ferré est dense et parfaitement orienté. Aucun obstacle matériel ne s'oppose en somme à ce que nos voisins jettent subitement sur notre frontière une masse énorme de combattants.

Il y a bien la zone démilitarisée prévue au traité de Versailles et au protocole de Genève qui semble *a priori* de nature à nous assurer quelque répit. Les contrôleurs de la Société des nations établis sur son sol nous procureraient l'immense service de tirer la cloche d'alarme; mais combien de temps s'écoulerait entre le moment où ce tintement signalerait l'agresseur et celui où ses armées arriveraient au contact de notre frontière? Si les contrôleurs étaient autre chose que des huissiers chargés d'opérer un constat, s'ils disposaient seulement des moyens d'effectuer de larges destructions sur les chemins de fer, les routes, les voies navigables du territoire tampon, ils pourraient sans doute retarder sérieusement les mouvements militaires de l'envahisseur. Mais, dans l'état actuel des choses, il n'en est pas ainsi; les représentants de la Société des nations, tels qu'on les envisage, seraient complètement désarmés; les colonnes ennemies ne trouveraient aucun obstacle à leur marche; quelques heures leur suffiraient pour traverser la zone de protection. Celle-ci constitue donc surtout une garantie morale; elle apparaît comme un moyen pratique de définir l'agresseur, ce qui est déjà beaucoup; elle ne procure par surcroît aucune sûreté militaire. Dans ces conditions, la France, puisqu'il s'agit d'elle, doit avoir en tout temps à pied d'œuvre les moyens nécessaires pour protéger sa frontière; ce sont ses forces de couverture.

Pour en estimer le montant, on serait tenté de croire qu'il suffit d'effectuer une opération arithmétique, en combinant les trois éléments dont nous parlions tout à l'heure : l'étendue de la frontière, sa distance de l'ennemi et la valeur des obstacles qui la garnissent. Ces trois éléments ont certes leur impor-

tance. La chaîne des Alpes, celle des Pyrénées accroissent singulièrement la sécurité de nos provinces du sud-est et du sud-ouest, et, si nous possédions ailleurs de pareilles masses montagneuses, nous pourrions vivre tranquilles et réduire considérablement nos forces militaires. Il n'en est pas ainsi, hélas! La trouée de l'Est existe toujours; le Rhin constitue un obstacle tactique et non stratégique; il perd d'ailleurs, du moment où les Allemands sont maîtres de Cologne, une partie de sa valeur, puisqu'il peut être tourné par le Nord.

Mais les facteurs géographiques ne doivent pas nous faire négliger les autres, c'est-à-dire les possibilités de l'ennemi. La couverture ne saurait être la même en effet en face d'adversaires fort différents. C'est le nombre d'unités que chacun d'eux peut créer, le total de canons qu'il est capable de mettre en action, la valeur militaire de ses troupes qui, dans chaque cas particulier, contribue avant tout à en fixer les conditions. Supposons, par exemple, que l'Allemagne, même avec sa puissante natalité et son esprit guerrier, ne possède aucune industrie chimique et métallurgique, devrions-nous prendre à son égard les mêmes précautions que contre le puissant organisme économique qu'elle constitue aujourd'hui? Évidemment non. Tant que la France occupait la Ruhr et tenait sous sa coupe les usines chimiques des bords du Rhin, elle avait toute sécurité, parce que les principaux organes de l'arsenal ennemi se trouvaient en sa possession. La situation est déjà moins bonne aujourd'hui. Elle deviendra mauvaise le jour où nous aurons évacué les territoires rhénans, car leur neutralisation n'empêchera jamais les Allemands d'y travailler au bénéfice d'une agression éventuelle et nulle force internationale ne se trouvera sur place pour s'opposer à l'avance rapide de leurs armées.

S'ils désirent obtenir un résultat pratique dans le domaine qui nous intéresse, les gouvernements devraient donc envisager les moyens de rendre impraticable aux armées, en cas d'agression, la zone démilitarisée par le Traité de Versailles. Le général Spears, député aux Communes, a déjà préconisé cette mesure judicieuse dans la presse anglaise. Cette précaution nous permettrait de réduire bénévolement nos effectifs de couverture. Nous disons bénévolement, car la Société des nations n'a nullement le droit de nous adresser une injonction à ce sujet. Les gouvernements restent maîtres souverains en la

matière, à l'exception de ceux dont les armements ont été réduits à titre de sanction par un traité de paix. L'Angleterre n'admettrait pas la moindre recommandation en ce qui concerne sa flotte ; en l'occasion, la France ne saurait mieux faire que de l'imiter !

On s'étonnera peut-être que nous n'ayons pas fait état au cours de cette discussion des accords particuliers et des promesses de concours militaire qui peuvent être faites par certains États en exécution de l'article 14 du Protocole. Ces garanties sont fort intéressantes pour le développement ultérieur des hostilités ; loin de nous la pensée de les mésestimer ! Mais elles valent fort peu de chose au point de vue de la couverture qui nous occupe actuellement ; nous allons essayer de le démontrer.

Supposons que l'Angleterre nous ayant accordé son appui se trouve, par le fait d'une baguette magique, dotée en temps de paix d'une organisation militaire telle, qu'elle puisse envoyer sur le continent, dès la décision de la Société des nations, une dizaine de divisions. Il leur faudrait le temps de se mobiliser dans les Iles britanniques, de passer le Détroit, de traverser enfin la France ou la Belgique, c'est-à-dire, plusieurs semaines. Elles arriveraient peut-être à temps pour limiter la progression de l'adversaire ; elles seraient incapables en tout cas d'empêcher la violation de notre territoire (1). Or, la situation est en réalité beaucoup moins favorable. L'Angleterre, confiante à juste titre dans les garanties que lui procurent ses frontières maritimes et dans sa flotte qui constitue sa couverture, possède des institutions militaires adéquates ; des mois lui seraient nécessaires pour amener sur notre frontière de l'Est un renfort quelque peu important. Nous ne méconnaissons certes pas l'intérêt qu'il y aurait pour nous à voir le pavillon anglais flotter dès le début des hostilités à nos côtés, mais, encore une fois, cette aide serait purement morale. Elle ne nous autoriserait pas à diminuer d'un seul homme notre couverture terrestre.

Les accords continentaux nous procureraient en apparence du moins des avantages plus sérieux. La Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie qui sont riverains ou voisins de l'Alle-

(1) Pareil raisonnement serait bien plus convaincant encore, si nous l'appliquions aux États-Unis dont nous sépare l'immensité des mers.

magne possèdent des forces importantes dont l'entrée en ligne ne se ferait pas attendre ; indirectement elles contribueraient à protéger notre frontière. Cette protection n'aurait toutefois au début des hostilités qu'une valeur assez minime. Nos alliés ne disposeraient alors, comme nous-mêmes, que de leurs troupes de couverture, qui seraient incapables de toute action offensive sérieuse avant d'avoir reçu les renforts que doit leur procurer l'appel des réserves. Elles penseraient à se défendre, non à attaquer. L'assaillant, jouissant du bénéfice de la surprise, pourrait donc jusqu'à un certain point les négliger. Ce répit, qui serait plus ou moins long, suivant les conditions de la mobilisation générale des alliés, n'en existerait pas moins dans tous les cas.

En définitive, au début d'une agression, la nation qui en est l'objet ne peut guère compter que sur elle-même. Le Protocole, pendant cette période particulièrement délicate, ne lui apporte aucun appui. Il ne permet donc aucune réduction des forces de couverture pour les États situés comme la France au contact direct de leurs adversaires éventuels.

II

Dès lors que la surprise a échoué ou que ses effets ont pu être limités, la victoire devient l'apanage de la nation ou du groupe de nations qui se trouve capable de « tenir un quart d'heure de plus » que ses adversaires, qui possède par conséquent la supériorité du nombre, de l'armement et du moral.

Étant donné les risques qu'il court, l'agresseur n'entrera en action que toutes forces réunies et même assuré de certains concours extérieurs. Il aura créé, sous des prétextes commerciaux faciles à trouver, des approvisionnements de devises ou de matières premières suffisants pour alimenter une assez longue période de guerre ; les Allemands nous ont montré, au moment où la crise de la Ruhr battait son plein, comment on opère à cet effet (1). Il constituera de même à l'avance des stocks

(1) L'Allemagne a importé, au cours des huit premiers mois de 1923, 10 tonnes de cuivre par mois ; lorsqu'elle a renoncé à la résistance passive, ses achats ont diminué des quatre cinquièmes. Même méthode en ce qui concernait le coton ; le Reich demandait dans le même temps à l'étranger 500 000 balles, alors que l'Angleterre se contentait de 440 000 balles. Le passé nous indique parfaitement ce que sera l'avenir.

d'armes de toute espèce; les découvertes faites sur le territoire du Reich dans ces dernières années par nos Commissions de contrôle prouvent également avec quelle facilité on peut dissimuler de grosses quantités de matériel et même des pièces d'artillerie lourde (1). Bref, l'agresseur se présentera à la bataille parfaitement outillé en vue d'une lutte de longue durée.

En face, sa victime désignée se trouvera dans une situation fort inférieure. Surprise, elle n'aura pas eu le temps de développer au même degré sa mobilisation économique et militaire. En revanche, elle pourra compter sur l'appui de la Société des nations dans les conditions fixées par les articles 11, 12 et 13 du Protocole dont nous allons nous efforcer de mesurer la valeur.

Tout d'abord, c'est un point important, les accords particuliers que nous avons conclus dans ces dernières années joueront. Loin d'être disloqués, ils se trouvent aujourd'hui consolidés du fait de leur reconnaissance officielle par la Société des nations; ils rentrent désormais dans son cadre, ainsi que nous l'avions proposé dans un précédent article (2). Jusqu'alors, les Scandinaves et les Anglo-Saxons avaient manifesté quelque méfiance à leur égard; on leur reprochait de présenter une analogie frappante avec les vieilles alliances de jadis; on les trouvait trop strictement fermés; on dénonçait leur dangereuse « pointe offensive ». Dorénavant, ces accords seront ouverts et enregistrés à Genève. Il semble donc que toute crainte soit apaisée et il est même permis d'espérer que certains peuples particulièrement intéressés à la paix continentale, comme l'Angleterre, se feront un devoir d'y adhérer.

Ces nouvelles adhésions compenseraient le gros sacrifice que nous avons consenti en acceptant de les voir se transformer en « ententes régionales ». Antérieurement au Protocole, leur mise en application dépendait uniquement de la volonté des signataires et pouvait être automatique en cas de danger; rien n'était plus avantageux au point de vue des opérations militaires. Dans l'avenir, le fonctionnement du système sera beaucoup plus ralenti. La définition de l'agresseur, l'injonction du Conseil d'avoir à mettre en œuvre contre lui les sanctions prévues, en constitueront la préface nécessaire. Malgré toutes les

(1) 580 tubes de 105 trouvés aux usines de Rostock, soit l'armement de 20 divisions au moins.

(2) *La France et les Alliances* (*Revue* du 15 mai 1924.)

précautions prises pour accélérer la procédure, celle-ci demandera un certain temps. La nation attaquée pourrait donc encore une fois en pâtir, si elle ne prenait ses précautions et ne développait en particulier sa couverture.

Outre les accords particuliers, le Protocole prévoit dans son article 13 des « engagements d'États déterminant par avance les forces militaires, navales et aériennes qu'ils pourraient faire intervenir immédiatement afin d'assurer l'exécution des obligations dérivant à ce sujet du Pacte et du Protocole ». Ce sont en somme, des engagements généraux que souscriraient les peuples au bénéfice de la Société des nations. Quel appoint pouvons-nous espérer de ce chef, nous le saurons bientôt, puisque les réponses des gouvernements doivent parvenir à Genève avant la réunion de la Conférence de désarmement. *A priori*, il semble bien que la plupart montreront peu d'empressement à laisser prendre sur eux des hypothèques aussi générales et d'une portée totalement inconnue. Une fois le doigt dans l'engrenage, nul ne sait en effet à quels sacrifices peut conduire une expédition militaire ; celle de Crimée en fournit un exemple frappant.

On ne conçoit guère la France, par exemple, s'engageant d'avance à envoyer en toutes circonstances des troupes au secours du Pérou, de la République argentine ou du Brésil ; on ne voit pas davantage ces États amis accomplissant le même geste en notre faveur. Au cours du dernier conflit, certaines nations sud-américaines se sont bien rangées à nos côtés ; elles ont déclaré la guerre aux Puissances centrales, mais leur action ne s'est jamais étendue au domaine militaire. Nous ne nous en sommes pas étonnés, et tout le monde comprendrait, dans des cas analogues, une attitude identique de notre part. A notre époque, la guerre en effet n'est plus un jeu d'enfants ; les hommes connaissant le danger qu'ils courent ne consentent plus à s'y exposer que pour la défense des intérêts vitaux de leur patrie. Si donc certains peuples souscrivaient à Genève des engagements aussi généraux, ce serait pur *bluff* de leur part. Le moment venu, ils trouveraient les meilleures raisons pour s'abstenir, ou constitueraient leurs corps expéditionnaires avec des mercenaires et des indigènes. Voit-on la paix du monde assurée par nos divisions nègres ou les unités indiennes de nos voisins d'Outre Manche ?

La page du registre où sont ainsi invités à s'inscrire les peuples du monde restera donc à peu près blanche, ou plutôt ceux-ci mettront à leur intervention éventuelle certaines limites. En fin de compte, les engagements, s'ils se produisent, prendront encore une fois l'allure d'accords particuliers, mais plus largement ouverts, plus vastes, englobant toutes les nations possédant des intérêts importants dans la même région, ils constitueront de véritables ententes géographiques. Dès maintenant, on voit se dessiner les contours de quatre d'entre elles : la première visant l'Europe occidentale dont nos accords particuliers forment l'ossature; la seconde pour la Méditerranée, la troisième pour le Pacifique et la dernière enfin au bénéfice du continent américain. Le jour où les deux premières seraient conclues, réunissant dans leur sein l'Angleterre, l'Italie et l'Espagne, nos communications avec l'Afrique du Nord, en cas de guerre, se trouveraient assurées, et notre défense sur les bords du Rhin facilitée par l'afflux régulier des contingents et des matières premières de nos belles colonies méditerranéennes. Dans ce sens, le Protocole travaille vraiment à notre bénéfice.

III

L'article 11 ajoute encore : « Les États signataires prennent l'engagement de se prêter un mutuel appui, grâce à des facilités et à des échanges réciproques en ce qui concerne le ravitaillement en matières premières et en denrées de toute nature, les ouvertures de crédits, les transports et le transit, et à cet effet de prendre toutes mesures en leur pouvoir pour maintenir la sécurité des communications terrestres et maritimes de l'État attaqué ou menacé. »

Le service ainsi rendu apparaît à première vue d'une importance capitale. Quel que soit le développement d'un pays, il ne peut qu'exceptionnellement en effet posséder sur son sol tous les éléments nécessaires à sa défense. Pendant la dernière guerre, nous avons dû importer des quantités énormes de produits colorants, de pétrole, de houille, de potasse, de nitrate, etc. ; nous ferons sans doute avec le temps quelques progrès sous ce rapport, mais, même avec une politique de succédanés parfaitement conduite, même avec une mise en valeur parfaite de nos

colonies, nous devrons continuer à demander à l'extérieur une contribution importante, tout au moins en ce qui concerne le pétrole, le cuivre, le soufre, les produits pharmaceutiques dérivés des alcaloïdes, etc. Grâce à l'engagement pris par nos cosignataires, notre ravitaillement serait donc assuré, nos convois se trouveraient protégés efficacement à travers l'immensité des océans, les crédits indispensables au paiement de nos achats se verraient ouverts ; ce sont là des garanties sérieuses de victoire.

Mais qu'importe la victoire, si le malheureux pays obligé de solliciter cet appui se voit du même coup acculé à la ruine financière ? Or, c'est bien là le danger qui le menace. A Genève, les délégués officiels de plusieurs gouvernements, les Japonais, les Britanniques en particulier, ont montré en effet la plus vive répugnance à la mise en commun des frais de guerre ; un changement radical d'opinion au cours des futures négociations paraît fort improbable. Dès lors, les peuples en péril ne seront-ils pas fondés à penser que, ruinés pour ruinés, il vaut mieux pour eux accroître leurs dépenses militaires du temps de paix, plutôt que de recourir en cas de conflit aux prêts et aux fournitures trop onéreuses de l'extérieur? Si la future conférence échoue, ce sera certainement sur ce point, et la faute en incombera aux peuples que leur âpreté au gain aura incités à se refuser au geste le plus élémentaire de solidarité.

Même si ces difficultés s'aplanissaient, les règlements de comptes pour le temps de guerre n'en demeureraient pas moins assez pénibles, et c'est pourquoi la coopération économique internationale restera toujours limitée. De toute manière, les peuples menacés doivent donc s'efforcer de réaliser leur indépendance dans le sens le plus large, en particulier sous le rapport des industries de guerre. Notre situation à ce point de vue n'est pas mauvaise ; elle demande simplement à être suivie de près. Nos alliés actuels auront plus à faire, mais ils se sont mis courageusement à la besogne : la Tchécoslovaquie qui en possédait les moyens, se trouve déjà sérieusement équipée ; la Pologne l'imite ; la Yougoslavie, que la nature a dotée d'un riche domaine minier, s'aiguille à son tour dans la même voie. Nul ne saurait, sous prétexte de réduction des armements, prétendre s'opposer à de pareilles transformations nécessaires à la paix du monde ; sinon, il faudrait commencer par modifier

radicalement l'organisme économique allemand et supprimer... la Ruhr. Les esprits les plus chimériques n'oseraient l'envisager !

Outre ces appuis extérieurs dont nous venons d'indiquer la valeur, le Protocole nous promet naturellement la mise en vigueur des sanctions prévues à l'article 16 du Pacte. Celles-ci consistent, comme on le sait, dans la rupture avec l'agresseur des relations économiques ; bien employées, elles peuvent constituer une arme terrible. Un peuple dont le trafic international est coupé, qui voit ses crédits extérieurs supprimés, dont les nationaux sont mis en tous pays hors la loi, est condamné en effet à une mort lente et sûre.

Mais, pour atteindre son but, le blocus économique et financier ainsi organisé ne doit présenter aucune fissure. La plus petite livrerait passage à un flot de devises, de matières premières et de denrées alimentaires, qui contribuerait à reculer considérablement la limite de résistance de l'agresseur. A plus forte raison, tant qu'un grand pays comme les États-Unis restera en dehors du système de la Société des nations, l'article 16 restera inopérant, et le blocus n'existera que sur le papier. Il ne saurait donc entrer actuellement en ligne de compte.

IV

En somme, le Protocole, qui a organisé de façon satisfaisante l'arbitrage, exige, en ce qui concerne les garanties, un ajustement sérieux. Cette œuvre délicate est la suite obligée de celle qu'a si sérieusement accomplie notre délégation à Genève. Nos représentants n'ont cessé de réclamer, au cours des séances de septembre dernier, l'établissement d'un bilan net et précis de ces garanties, avant tout pourparler de désarmement ; ils en ont inscrit le principe, en tête de l'acte que nous venons d'examiner.

En réalité, si l'on veut aboutir dans la voie où le monde s'est engagé depuis cinq ans, il y a plus et mieux à faire qu'un bilan, qui, sur les bases actuelles, se réduirait à bien peu de chose. Toute une série de mesures complémentaires dont nous avons indiqué sommairement quelques-unes au cours de cet article, sont à envisager :

La zone démilitarisée établie sur le Rhin par exemple ne

constitue pas une protection; pour prendre ce caractère, elle devrait être occupée en temps de paix par des garnisons internationales, chargées d'opérer au moment du besoin les destructions de voies de communications nécessaires. Cette mesure apparaît comme la contre-partie logique de l'abandon que nous avons signé de la liberté du jeu des accords particuliers. Si les choses demeuraient dans l'état créé par le Protocole, non seulement nos troupes de couverture ne pourraient être réduites, mais peut-être même devraient-elles être augmentées; en tout cas, un regroupement des divisions de soutien aux abords de notre frontière du nord-est serait nécessaire, afin de les mettre à même d'intervenir efficacement en cas d'agression. C'est assez dire combien l'étude de ce problème s'impose à l'attention des dirigeants de Genève.

De même en ce qui concerne les appuis économiques. Ceux-ci peuvent être fort efficaces, en particulier les mesures envisagées pour assurer la liberté des communications maritimes; il importe toutefois de les bien définir, afin d'éviter des mécomptes graves. Le complément de garanties apportées par la Société des nations n'est en outre intéressant que si ses membres s'engagent, en cas de conflit, à prendre à leur actif une partie des frais de la guerre. Celle-ci est menée dorénavant uniquement pour la défense de la justice, puisqu'un jugement de la Société des nations se trouve à sa base, qui définit l'agresseur et la victime. Le monde civilisé tout entier est intéressé au succès du droit. Il est logique par conséquent que chacun y participe suivant ses moyens.

Ces mesures et beaucoup d'autres n'ont rien de chimérique. Si elles entraient dans la voie des réalisations, elles entraîneraient tout naturellement une détente des relations internationales qui permettrait un désarmement progressif. Celui-ci ne deviendra en tout cas sérieux que le jour où le jeu des institutions internationales aura fait ses preuves. A ce moment, les gouvernements apprécieront en pleine indépendance les sacrifices qu'ils seront à même de consentir en échange des nouvelles sécurités apportées. On peut être assuré que la France, la première des grandes Puissances ayant apposé sa signature au bas de la clause de l'arbitrage obligatoire, ne sera pas la dernière à s'orienter dans cette voie.

Si le Protocole ne réunit pas le nombre d'adhésions voulu

pour entrer en vigueur, la question de la réduction des armements ne se posera naturellement pas. Nous ne saurions en effet admettre de la discuter ailleurs qu'à Genève, sous l'égide de la Société des nations, et après avoir reçu les garanties nécessaires. La France en tout cas ayant prouvé par son attitude en cette affaire son désir de paix trouvera peut-être ainsi l'occasion de signer de nouveaux accords particuliers, notamment avec l'Angleterre. Jusqu'ici, cette Puissance n'a pas voulu s'engager sérieusement dans une pareille politique, parce qu'elle se défiait un peu de la forme de ces actes et surtout, avouons-le franchement, parce que ceux-ci lui paraissaient plus conformes à nos intérêts qu'aux siens. Depuis lors, l'horizon britannique s'est assombri aussi bien dans la Méditerranée orientale qu'en Extrême-Orient. L'Angleterre sent le besoin de garanties dans le monde comme nous sur les bords du Rhin. Nos intérêts politiques apparaissent de plus en plus connexes et nos intérêts économiques ne se heurtent guère. Le colonel Repington s'attache depuis quelques semaines dans le *Daily Telegraph* à faire comprendre à ses compatriotes tout l'intérêt qu'ils auraient à conclure avec la Belgique et la France un pacte d'arbitrage et de sécurité rédigé dans l'esprit du Protocole. Sa voix autorisée trouve des échos. Tout nous fait espérer que cette œuvre d'apaisement mondial verra bientôt le jour!

***

MÉMOIRES

(1825-1870)

II [1]

ANNÉES DE COLLÈGE (1830-1838)

On voit quel rôle la politique jouait dans notre vie de famille, et comme ses moindres incidents se mêlèrent aux souvenirs mêmes de ma plus petite enfance. Mais ce fut bien autre chose encore quand mon père se trouva rapproché du pouvoir par une révolution à laquelle il avait pris une part active, et par son dévouement à un établissement dynastique qu'il avait contribué à fonder; à partir de ce moment, ministre ou non, — et il le fut trois fois en six ans, — sa responsabilité personnelle se trouvait à tout moment engagée, et il n'y eut plus une seule des vicissitudes parlementaires qui n'eût immédiatement son contre-coup dans notre mode d'existence et par suite dans mon régime d'éducation. Cette solidarité des grandes affaires publiques et de mes petites affaires privées aurait suffi pour me donner, de gré ou de force, l'habitude des préoccupations politiques, quand même je n'en aurais pas eu naturellement le goût et l'instinct. J'étais le fils d'un général, les changements de cabinet étaient pour moi des changements de garnison, et le Parlement le champ de bataille où je suivais du regard les périls et les exploits paternels.

Le premier ministère où mon père fut appelé, — avec le portefeuille assez singulièrement choisi pour lui de l'Instruction publique et des Cultes, — n'était pas fait pour durer longtemps;

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1924.

car c'était un amalgame assez confus des éléments très divers qui avaient pris part à la révolution de Juillet.

A côté de ceux qui, comme M. Guizot et mon père, n'y avaient concouru qu'à regret, et ne s'étaient résignés, à la dernière heure, au changement de règne que comme à une fâcheuse nécessité, figuraient d'autres qui, comme MM. Dupont et Laffitte, avaient appelé la catastrophe de tous leurs vœux et y avaient poussé de toutes leurs forces. Les uns voulaient réduire les modifications constitutionnelles à la plus petite mesure possible, et garder de la Charte de Louis XVIII tout ce qui n'avait pas péri dans l'orage; les autres ne voulaient plus de la royauté que le nom et travaillaient à la faire ressembler à la république assez pour qu'on pût s'y méprendre. Avec des vues si dissemblables, la vie commune n'était pas possible.

Au bout de trois mois, on était à couteaux tirés, et, comme l'impulsion révolutionnaire durait encore, les modérés durent céder la place.

Mais en rentrant chez eux, ce n'était pas le calme, la liberté et les loisirs d'esprit de l'opposition constitutionnelle qu'ils allaient retrouver. Les temps étaient devenus sombres et agités; les discussions parlementaires prenaient le caractère de violence des plus mauvais jours qui avaient précédé la Terreur, et l'émeute à tout moment leur faisait écho dans la rue. Nous eûmes, en particulier, les plus vives inquiétudes pour la sécurité et la vie de mon père, quand la Chambre des pairs eut à se prononcer sur l'accusation intentée aux ministres de Charles X. Il n'y eut qu'une voix dès le premier jour, je dois le dire, dans tous ceux qui approchaient le nouveau Roi et faisaient partie du nouveau Gouvernement, pour déclarer qu'à aucun prix il ne fallait rouvrir la carrière des exécutions politiques. Mais la population de Paris, y compris même les rangs assez élevés de la bourgeoisie, ne l'entendait point ainsi et réclamait avec violence la mort des coupables. Une foule furieuse entourait les avenues du Luxembourg et, les troupes régulières n'osant pas se montrer sitôt après la bataille malheureuse qu'elles avaient livrée en juillet, la défense de la Chambre était confiée à la garde nationale, qui partageait les passions du peuple. Les pairs, en se rendant à l'audience, avaient les oreilles assourdies par les cris de : « mort aux ministres! » et des menaces étaient proférées tout haut contre ceux qui ne se conforme-

raient point à cette sinistre injonction. Le soir où la sentence dut être rendue, nous veillâmes, je me rappelle, jusqu'à plus de minuit, comptant avec angoisse les heures et les minutes, et ne sachant si les juges n'auraient pas été appelés à payer eux-mêmes de leur sang l'acte de courageuse clémence auquel ils étaient résolus. Vers une heure du matin, nous commencions à désespérer, quand la porte du salon s'ouvrit et nous vîmes rentrer mon père, tranquille, souriant, ayant quitté le Luxembourg par la grande porte, puis traversé la foule sans être ni reconnu ni insulté et ne paraissant pas même se douter du péril qu'il avait couru. Ce fut ce jour-là, en réalité, que fut abolie la peine de mort en matière politique. Dix-huit ans plus tard, M. de Lamartine, à l'Hôtel de ville, a eu l'honneur de proclamer cette généreuse disposition de nos lois. Mais les pairs de 1830 gardent le mérite de l'avoir inaugurée en fait, au péril de leur propre vie.

Trois semaines n'étaient pas écoulées qu'une nouvelle alerte nous remit encore sur pied, petits et grands, toute une cruelle journée. C'était le pillage de l'archevêché de Paris dont les scènes hideuses se passaient presque à nos portes. On sait en effet que l'occasion de cette redoutable émeute fut un service funèbre célébré avec une pompe imprudente à Saint-Germain l'Auxerrois pour l'anniversaire de l'assassinat du Duc de Berry. La foule, après avoir interrompu la cérémonie religieuse, se porta en masse par les deux rives de la Seine jusqu'à Notre-Dame, où était le palais épiscopal et le mit à sac, sous les yeux de la garde nationale qui, n'ayant reçu aucun ordre, laissa tout faire et tout passer, l'arme au bras.

Nous demeurions trop près du théâtre de cette lugubre orgie pour ne pas en recevoir d'heure en heure le récit détaillé fait par des témoins épouvantés, et nous pouvions, en prêtant l'oreille, entendre un écho distinct des clameurs et des huées de la populace. J'eus même l'idée de monter à un des greniers de la maison d'où l'on découvrait les quais et les ponts de la Seine, pour voir si les colonnes insurrectionnelles ne se dirigeaient pas vers nos quartiers. Je ne vis rien venir, mais j'aperçus très distinctement d'étranges objets que charriaient les flots de la rivière. C'étaient des ornements sacerdotaux, des chasubles et des soutanes, et aussi des livres liturgiques à couvertures et à tranches dorées que le peuple souverain en délire

s'était amusé à jeter à l'eau. Si jamais on crut que 93 allait revenir, ce fut ce jour-là où la lâche connivence du pouvoir donnait les mains à l'emportement populaire et plus encore le lendemain, quand le ministère ne trouva rien de mieux, pour prévenir le retour du désordre, que de dénoncer dans une proclamation les complots des royalistes, et de faire faire des perquisitions chez plusieurs des plus considérables. Heureusement (ce qui est loin d'être l'ordinaire), l'excès du mal produisit ce jour-là le retour du bien, et ce qui est plus rare encore, la peur donna du courage aux honnêtes gens. Une réaction assez vive s'opéra dans le bon sens public. La Chambre des députés, composée d'éléments conservateurs et monarchiques, et qui n'avait été un jour révolutionnaire que malgré elle, blâma par un ordre du jour sévère le ministère de s'être par faiblesse rendu complice de la violence, et M. Casimir Périer appelé au pouvoir fut chargé d'arrêter le torrent qui menaçait de tout emporter. On sait comment il s'acquitta de cette tâche. Je le vois encore le jour où il accepta le ministère, venir en donner la nouvelle à mon père. Il entra brusquement dans la pièce où nous jouions avec mes sœurs, et y passa quelques moments en se promenant de long en large pendant qu'on allait prévenir mon père de sa venue. Comme il n'était pas de nos habitués, je ne le connaissais pas, et ne crois même pas l'avoir rencontré depuis lors. Mais sa figure n'était pas de celles qu'on oublie. Il était vêtu ce jour-là, d'une large redingote de peluche blanche, comme on en portait alors, tombant jusqu'aux pieds et boutonnée jusqu'en haut, qui grandissait encore sa haute taille. Du collet relevé qui était la mode du temps, sortait une tête puissante, dont la physionomie sévère était animée par deux yeux ardents comme des escarboucles. Nous le contemplions en silence, n'osant presque le regarder en face.

Pendant les dix-huit mois que dura le ministère de M. Périer, il n'eut pas de plus fidèle allié ni de défenseur plus chaleureux que mon père. A la différence même de la plupart de ses amis, mon père entrait sans peine dans les difficultés que ce vaillant ministre rencontrait sur sa route, et ne lui reprochait pas les concessions qu'il était souvent obligé de faire en les déplorant, aux exigences d'une opinion égarée. C'est ainsi qu'il avait été convenu entre eux, que mon père viendrait à son aide quand il se verrait obligé de demander à la Chambre des pairs le

sacrifice très pénible, très déraisonnable, mais absolument exigé par la Chambre des députés, de son hérédité. C'était une tâche ingrate, et dont mon père ne se serait pas acquitté assurément sans répugnance. Il n'aurait pas porté, sans une véritable douleur, un coup si fatal à une institution qui lui était chère. Au dernier moment, un motif bien plus douloureux encore vint le dispenser de tenir sa parole. Le jour où le débat s'engagea au Luxembourg, ma sœur aînée, Pauline, fut atteinte d'une fièvre maligne, et, une semaine après, elle nous était enlevée.

Jamais perte ne fut plus cruelle pour des parents. C'était une charmante enfant, dont le caractère sérieux et le développement moral étaient bien au-dessus de son âge. Sa beauté grave et mélancolique, fidèlement reproduite dans le délicieux portrait d'Ary Scheffer que je possède encore, n'était que l'expression de sa belle âme. C'était déjà la confidente chérie de sa mère, dont elle partageait la piété fervente, mais avec quelque chose de plus calme, comme si elle eût senti l'avant-goût du bonheur céleste qui lui fut si tôt destiné. La plus tendre intimité l'unissait à sa sœur plus jeune qu'elle seulement d'une année, d'un esprit peut-être plus brillant et plus animé, mais dont l'imagination rêveuse, et l'humeur inégale trouvaient en elle une affection protectrice qui lui a manqué toute sa vie. Pour moi, elle avait des bontés presque maternelles, et son doux visage est resté dans mon esprit comme une apparition angélique. J'éprouvai en la perdant, avec un cruel déchirement, cette vague terreur que tout être humain ressent, je crois, la première fois que la mort, qui n'était jusque-là qu'un vain mot, lui apparaît comme une poignante et terrible réalité. Toute joie, comme on le comprend, et toute gaieté disparurent à l'instant de notre intérieur.

Mon père se consacrait silencieusement à ses devoirs législatifs. Ma mère, le cœur navré, mais pleine de courage, essayait bien de faire reprendre à la vie son cours régulier, mais sa noble figure gardait un aspect de désolation majestueuse qui m'intimidait et, malgré sa tendresse, je n'aurais plus osé ni jouer ni presque élever la voix devant elle. Pour que rien ne manquât à l'impression lugubre dont je sentais le poids autour de moi, ce fut peu de semaines après notre malheur que se déclara à Paris la première et terrible invasion de cette maladie jusque-là inconnue qu'on nommait alors le *choléra morbus* et

avec laquelle on s'est depuis si fort familiarisé qu'on lui a retranché, pour abréger, la moitié de son nom.

***

Je n'ai pas vu depuis lors moins de cinq épidémies cholériques à Paris : mais, soit que le mal ait perdu de son intensité foudroyante en s'acclimatant dans nos latitudes occidentales, soit que les imaginations s'y soient accoutumées, je n'ai rien vu de semblable à l'aspect de consternation et de terreur que présentèrent, pendant ce triste printemps, tous les quartiers de la grande ville sans distinction de riches ou de pauvres. La vie sociale semblait suspendue. On ne rencontrait dans les rues désertes que des litières portant des malades à l'hôpital, et à peine quelques passants allant rapidement à leurs affaires, en tenant devant leur bouche un mouchoir pour se préserver de la contagion d'une atmosphère viciée ou un flacon de sel vinaigré que la médecine, sans trop savoir pourquoi, avait déclaré utile pour purifier l'air. Chaque matin on apprenait la mort d'un ami avec qui on se désolait la veille et on s'étonnait soi-même d'être en vie. Le tableau de la peste de Florence par Boccace et celui de la peste de Milan par Manzoni m'ont seuls rappelé le spectacle que j'eus alors sous les yeux. Pendant quelques jours, personne ne pensa plus à la politique. Mais le choléra lui-même se chargea d'en faire revenir la mémoire en prenant pour victime le premier ministre lui-même, celui qu'on s'était accoutumé à regarder comme le soutien de la paix publique et le défenseur de la société.

Le mal commençait à peine à s'atténuer un peu dans la capitale que nous le retrouvions à Broglie où il nous suivit dès que l'été fut venu. Il fut impitoyable pour cette petite localité qui, sur une population d'environ mille âmes, compta en quelques jours soixante malades, dont vingt succombèrent. Après la perte que mes parents venaient de faire, tout le monde, j'en suis sûr, aurait trouvé naturel que, privés d'un de leurs enfants, ils ne voulussent pas exposer à de nouvelles chances les survivants de leur petite famille. Mais ni l'un ni l'autre n'en eurent même la pensée, et l'idée d'un départ, qui aurait eu l'air d'une fuite, était si éloignée de leur esprit, on respirait si naturellement le courage dans leur société, comme la chose la plus ordinaire et la plus indispensable, que je ne me souviens pas d'avoir non

plus pensé un seul jour qu'il fût possible de s'éloigner de Broglie dans un tel moment. Loin de là, bien plus occupée de soulager le pays, que de se préserver elle-même, ou les siens, ma mère fit venir un jeune médecin de Paris, et dans sa compagnie, elle visitait et soignait elle-même les malades. Je crois même qu'elle emmena à plusieurs reprises ma sœur avec elle dans ces chaumières désolées. Le nombre des morts, dans une seule journée, était tel que l'on trouvait difficilement parmi les survivants effrayés des porteurs pour les ensevelir. Il fallut que mon père donnât l'ordre aux gens de la maison de se charger de ce pénible devoir, et il assista lui-même à plus d'une reprise aux derniers soins rendus aux cadavres avant de les déposer dans leurs cercueils. On doit croire que tant de dévouement, prodigué à une population qui était de longue date attachée à notre famille et douée en général d'un bon naturel et d'un sens droit, aurait excité chez elle quelque sentiment de reconnaissance. Nullement. Telle est, dans les jours de grands malheurs publics, le trouble de l'imagination populaire que les bruits les plus absurdes et les plus malveillants trouvent créance. Le médecin que ma mère avait amené fut accusé sérieusement d'empoisonner ses malades, et à plusieurs reprises, quand il traversait le bourg, il entendit les gens le menacer de lui faire un mauvais parti. Quant à nous, comme je ne sais par quelle protection de la Providence, personne ne tomba malade dans le château, il fut avéré que nous avions pour nous préserver un secret que nous ne voulions pas dire, afin d'en garder le bénéfice pour nous seuls. J'ai revu depuis lors, soit pendant les grandes agitations révolutionnaires de 1848, soit pendant l'invasion prussienne en 1870, des exemples plus étranges encore de ces vertiges de l'opinion populaire. De tels égarements font comprendre les accusations de magie et de sorcellerie dont tant d'innocents ont été victimes au moyen âge. L'homme, quand il souffre, a besoin de trouver quelque part un auteur de ses maux auquel il puisse imputer l'injustice du sort.

Nous respirions enfin après tant de pénibles impressions, et ma mère pour nous en distraire venait de nous faire faire un petit voyage en Normandie, en suivant la Seine jusqu'à la mer, quand nous vîmes un matin débarquer à l'improviste, sur le

perron de Broglie, M. de Rémusat, que personne n'attendait et qui venait chercher mon père de la part du Roi. Depuis la mort de M. Périer, on vivait dans une espèce d'interrègne sous un ministère privé de son chef. A l'approche de la session, il fallait songer à constituer un véritable cabinet, en état d'affronter les discussions des Chambres. C'était un enfantement très laborieux. Le Roi appelait mon père en consultation.

La consultation fut assez longue, car le Roi, ayant offert à mon père d'entrer dans le ministère nouveau, ne put l'y décider qu'à la condition d'admettre avec lui son ami, M. Guizot, et cet homme illustre s'était acquis par son énergique opposition à l'esprit révolutionnaire une honorable impopularité qui faisait hésiter à donner son étiquette à un cabinet. Ce ne fut qu'au bout d'une négociation de plus de quinze jours que, toute autre combinaison ayant échoué, la condition mise par mon père fut acceptée. Il prit lui-même cette fois un portefeuille mieux fait pour lui, celui des Affaires étrangères, et le 11 octobre 1832 vit former ce grand ministère où siégèrent, dans la personne de MM. Guizot et Thiers, les deux plus grands orateurs de la France moderne et peut-être de tous les temps et qui demeurera dans l'histoire comme l'honneur du gouvernement du roi Louis-Philippe et du régime parlementaire.

Je ne cacherai point que j'éprouvai un mouvement d'orgueil puéril en venant m'établir dans cet hôtel du boulevard des Capucines, aujourd'hui démoli, qui paraîtrait maintenant, avec les progrès du luxe, une très médiocre demeure, mais qui alors me semblait magnifique. La nouvelle position de mon père me grandissait assez sottement à mes propres yeux. Mais je ne tardai pas à payer assez cher ce sentiment de vanité. Dans ce vaste logis, je me trouvai tout d'un coup livré à un complet isolement.

La mort de ma sœur aînée, suivie de près par la maladie de la jeune Shanahan et par le départ d'Alphonse Rocca (qui allait faire une série de voyages dont il n'était guère en état de profiter), ne laissait plus d'autres enfants dans la maison que ma sœur Louise et moi. Mais Louise, à quinze ans, n'était plus un enfant, tandis qu'à douze je l'étais encore; nos études n'avaient plus rien de commun, et les jeux ne nous réunissaient plus. Mon père, absorbé par ses nouveaux devoirs qu'il remplissait avec un excès de conscience, n'était presque plus

jamais visible. Ma mère devait donner au monde, aux visites, aux soirées, aux réceptions officielles, une plus grande partie de son temps. Il y avait au moins deux fois par semaine de grands dîners auxquels je ne devais pas prendre part. M. Doudan, devenu le chef du cabinet de mon père, ne me donnait plus les leçons que son charmant esprit savait rendre si intéressantes. Il me sembla que j'étais oublié et abandonné. Je tombai, presque sans en avoir conscience, dans une espèce de marasme causé par l'ennui.

J'attribue aussi en partie l'impression de dégoût et de découragement que j'éprouvai pendant toute cette année au genre d'éducation religieuse que ma mère, dans la meilleure et la plus noble intention du monde, se croyait obligée de me donner. Comme c'était alors l'usage dans toutes les familles issues d'un mariage mixte, j'étais destiné à être catholique, pendant que mes sœurs étaient élevées dans le protestantisme Aussi, de très bonne heure, mon père, qui n'allait alors guère à la messe pour son propre compte, avait eu soin de m'y conduire.

Je ne puis dire que je comprisse grand chose aux cérémonies que j'avais sous les yeux, bien que mon père eût pris la précaution de me donner à lire l'*Exposition de la doctrine catholique* de Bossuet, afin de me convaincre, m'avait-il dit, que les différences des communions protestante et catholique n'avaient pas l'importance que les protestants y attachaient, et je dois ajouter que dès lors il m'avait laissé entendre que ses préférences personnelles étaient pour le catholicisme. Mais une fois ministre, il trouva qu'il n'avait plus le temps de me mener à la messe, et ma mère, pour ne pas me laisser absolument sans culte, me mena avec elle le dimanche au temple protestant. J'ai tort de dire au temple, car elle avait cessé de suivre les offices et les prédications des Églises officielles protestantes, trouvant que les doctrines chrétiennes, et principalement celles de la grâce et du salut par Jésus-Christ, y avaient été altérées sous l'influence du déisme philosophique du XVIIIe siècle. Elle s'était rattachée à une communion dissidente, à son gré plus fervente et plus orthodoxe, qui tenait séance dans une petite chapelle de la rue Taitbout. C'est là que tous les dimanches je devais entendre un sermon d'une heure et demie, d'une forme austère et monotone, sans autre aliment pour la sensi-

bilité et l'imagination que le chant de cantiques en mauvais vers français. J'ai conservé de ces heures, passées sur une chaise à écouter à moitié des paroles que je comprenais mal, la plus pénible impression. Je regrettais, sans le dire, l'église où il y avait des tableaux, des cérémonies, quelque chose enfin pour les yeux et, si l'on veut, pour la distraction. Je rentrais avec le sentiment d'un ennui mortel, qui me faisait redouter le jour de congé du dimanche presque autant que mes leçons de la semaine.

Le résultat de cet affadissement général, si on peut ainsi parler, de mon existence fut que je travaillais mal et sans goût, et qu'à la fin de l'année, quand on songea à me faire suivre les cours du collège, je me trouvai moins avancé qu'on ne croyait et que mon développement général d'esprit ne le faisait supposer. J'étais fort sur la politique, mais faible en thème et en version. Il fallut me faire entrer dans une classe inférieure à celle à laquelle on m'avait destiné. Je rappelle ce fait sans importance comme une preuve de l'erreur où tombent facilement les parents, quand ils prennent pour un progrès sérieux et durable l'apparence de précocité que donne aux enfants l'habitude de se mêler trop tôt à des conversations au-dessus de leur âge. Généralement, ces petits prodiges, pourvus d'une instruction superficielle plus brillante que solide, éprouvent de grands mécomptes quand ils doivent se mesurer dans des examens et des concours avec des camarades qui se sont livrés avec une application modeste à des travaux plus ingrats, mais plus sérieux.

* * *

Quelques mois de collège m'eurent bientôt remis au pas. Je tombai entre les mains d'un vieux professeur, qui était, je crois, un ancien oratorien, ayant vu les derniers jours de l'ancienne Université de Paris et pris part à la résurrection de l'Université de France. Il nous dictait des devoirs pris dans de vieux cahiers tout jaunis, contemporains, je crois, du bon Rollin lui-même. Son enseignement, purement classique et grammatical, n'avait rien de la recherche d'esprit, et de la variété de connaissances que j'ai trouvées depuis chez de plus jeunes professeurs. Il ne connaissait pas les littératures étrangères, et n'écrivait de feuilletons dans aucun journal. Mais son attitude avait quelque

chose de paternel et d'affectueux, même envers les moins brillants et les moins laborieux de ses élèves. Il entremêlait ses leçons de préceptes et de réflexions morales, à la fois graves et naïves, qui faisaient aisément reconnaître le revenant d'un autre âge.

Il appartenait à une génération où l'on croyait l'éducation inséparable de l'instruction, et où les maîtres pensaient avoir charge des âmes autant que des esprits. Il me prit vite en affection et m'aida à regagner le terrain perdu. Aussi j'ai conservé de ces premiers temps de collège la plus agréable impression. Il est vrai que cette vie scolaire était arrangée de la plus douce façon du monde. Le collège que je suivais était tout voisin du ministère que j'habitais : c'était celui qui portait le nom de Bourbon, et qui, depuis lors, a changé à plusieurs reprises de dénomination. J'y allais le matin en cinq minutes. Je rentrais entre les deux classes pour déjeuner. Tous les agréments de la vie de famille étaient ainsi réunis, pour moi, aux plaisirs de la camaraderie et à l'intérêt que l'émulation donne aux études. Quand vint l'été, mes parents louèrent une petite maison de campagne à Auteuil, d'où mon père venait chaque matin au ministère, et moi au collège. Mais nous ne venions pas ensemble. Ma mère, toujours héroïque, avait fait pour moi l'acquisition d'un petit cheval sur lequel je montais bravement tout seul, portant au dos un sac qui contenait mes livres de classe, et je parcourais ainsi, sans guide et sans surveillant, les deux petites lieues qui séparent Auteuil de Paris : je n'avais pas encore treize ans. Trouverait-on beaucoup de mères de famille qui oseraient aventurer ainsi un fils unique ? A ma louange comme à celle de ma monture, je dois dire que nous n'abusâmes jamais ni l'un ni l'autre de la liberté qu'on nous laissait. Elle était d'un caractère doux, et moi d'un naturel raisonnable, et cheval pas plus que cavalier ne s'écartèrent un seul jour de leur chemin ni du devoir.

Il n'y avait qu'une ombre mêlée à cette existence pleine de charme : c'est qu'elle ne pût durer toujours dans les mêmes conditions. Je savais que si mon père quittait le ministère, son goût pour la vie tranquille de la campagne le reprendrait, qu'il voudrait y passer de longs mois d'été et d'automne, et j'étais averti qu'en ce cas, force serait bien de me mettre sous clef dans une pension. La seule idée m'en faisait horreur et il n'en fallait pas davantage pour me faire suivre avec une

inquiétude intéressée tous les incidents qui pouvaient menacer l'existence du Cabinet du 11 octobre. Il y eut à plusieurs reprises des crises provoquées par quelques échecs parlementaires et mon père même dut quitter quelques mois le pouvoir, à la suite de je ne sais quel vote qui l'atteignait personnellement dans un acte diplomatique (c'était je crois, un traité passé avec les États-Unis pour le paiement d'une indemnité qui leur était due). Je ne vécus pas pendant ces moments d'agitation, et cette interruption de vie ministérielle qui, heureusement, ne fut pas longue. Mais l'intérêt que je prenais à ces alternatives me tenant l'esprit en éveil, et me faisant prêter l'oreille à tout ce que je pouvais entendre qui fût de nature à m'alarmer ou à me rassurer, j'en vins à découvrir, à moi seul, moyennant quelques paroles échappées devant moi, et que je saisis au vol, quelle était la faiblesse qui compromettait la stabilité du cabinet. C'était la rivalité déjà ardente, bien qu'encore couvant sous la cendre, de M. Thiers et de M. Guizot.

***

Il est bien rare que deux hommes supérieurs qui courent la même carrière, poètes, généraux ou hommes d'État, ne deviennent pas promptement rivaux. Outre que la nature même de leurs qualités, qui ne sont jamais pareilles, les dispose à peu de sympathie, la comparaison que le jugement public fait entre eux à tout moment surexcite leur amour-propre, et les met presque malgré eux en concurrence. Enfin ces pauvres sentiments nés de l'infirmité humaine sont habituellement entretenus par un entourage de médiocrités qui se groupent autour de chacun d'eux, et qui flattent leurs passions pour exploiter leur fortune. Toutes les causes de dissentiment furent à l'œuvre dès le lendemain, je devrais même dire dès la veille du jour où M. Thiers et M. Guizot se trouvèrent ensemble autour de la table du même conseil des ministres. Ils étaient venus des points opposés de l'horizon politique, et se trouvaient obligés, par la force des circonstances, à travailler à la même œuvre avec des idées et des habitudes qui semblaient plutôt faites pour se heurter que pour s'unir. L'étonnement pour ceux qui les ont connus n'est pas qu'ils aient fini par se quereller, mais qu'ils aient pu vivre en paix près de quatre ans l'un à côté de l'autre : et la prolongation de ce rapprochement contre

nature fut due principalement à l'intervention de mon père, dont ils respectaient l'un et l'autre l'affectueuse autorité. Entre M. Guizot et mon père, c'était une vieille et profonde amitié fondée sur une parfaite communauté de principes et de sentiments. Mais entre mon père et M. Thiers, la relation était plus curieuse, car elle avait un caractère de protection indulgente et presque paternelle.

Les hommes de notre génération, qui n'ont connu M. Thiers que comme le vétéran de nos assemblées politiques, porté par son mérite au premier rang de l'État et très justement fier d'y être parvenu, trouveront l'expression singulière et empreinte, de ma part, d'un excès d'orgueil filial. Mais il faut songer à la différence qui existait alors entre M. Thiers, à peine âgé de trente et quelques années, et mon père, qui touchait à la cinquantaine ; j'ajouterai aussi à la différence de rang, car le rang était encore quelque chose en ce temps-là, le niveau démocratique n'ayant pas encore passé sur toutes les têtes ; et, du moment que le mérite ne pouvait pas être plus contesté au duc et pair de l'ancien régime qu'au jeune avocat et au brillant journaliste, l'inégalité sociale reprenait ses droits et mettait entre eux une assez grande distance. Mais ce qui contribuait plus que tout à maintenir M. Thiers, vis-à-vis de mon père, dans une attitude de déférence presque respectueuse, c'est que, sorti d'une famille peu considérée, et en butte lui-même dans sa vie privée à beaucoup d'imputations, les unes calomnieuses, les autres exagérées, il avait trouvé chez mon père un juge bienveillant dont l'austérité morale le relevait aux yeux du public. Et effectivement frappé de ses hautes qualités, et touché des instincts généreux qui se mêlaient chez lui à beaucoup de faiblesses, mon père se prêtait volontiers à lui tendre la main pour sortir des habitudes du très mauvais milieu où il avait passé sa jeunesse. Le souvenir de ces débuts de leurs relations s'est prolongé jusqu'à la fin de la vie de l'un et de l'autre, quelques dissidences politiques qui les aient séparés. Mon père a toujours parlé de M. Thiers avec ménagement et M. Thiers de mon père avec reconnaissance. Plus tard, même, quand appelé moi-même à la vie publique, j'ai eu des luttes à soutenir contre M. Thiers, il ne s'est pas fait faute de faire appel à ce passé pour établir entre mon père et moi des comparaisons à mon désavantage et se prévaloir contre moi de cette haute

amitié. Il y avait là une exagération dont je n'ai jamais été dupe, car je savais que la bienveillance de mon père pour M. Thiers ne passait pas une certaine mesure et que, connaissant les fâcheuses influences d'égoïsme et d'ambition, qui, à certains jours, reprenaient tout leur empire sur cet homme d'ailleurs si éminent, il lui est arrivé souvent de dire devant moi : « Il n'y a rien à faire de lui aujourd'hui : il est dans ses mauvais accès, et *il a sa mauvaise figure.* » D'un autre côté, la reconnaissance de M. Thiers pour mon père ne l'a nullement empêché de prendre sa place, comme on va le voir, quand l'occasion s'en est présentée.

Quoi qu'il en soit, mon père, objet de l'amitié sincère de l'un de ses collègues et de la déférence de l'autre, exerçait une autorité pacifique pour prévenir leurs différends, et ma mère de son côté mettait en œuvre tous les arts innocents que sa bonne grâce naturelle aidée de la charité chrétienne pouvait lui inspirer, pour calmer les irritations ou panser les blessures des amours-propres.

Mais elle-même malheureusement rencontrait dans les relations féminines que la confraternité ministérielle l'obligeait à entretenir plus d'une difficulté et plus d'un écueil. Mme Guizot n'était plus : peu de jours après la formation du ministère, une couche malheureuse l'avait enlevée à l'affection passionnée de son mari, et d'elle, avec sa nature élevée et justement fière, aucune mesquine jalousie n'eût en aucun cas été à craindre. Mais, au même moment, M. Thiers venait de contracter un mariage qui, en lui apportant non seulement l'aisance qui lui avait manqué jusque-là, mais l'opulence, — grande force pour un homme public, — n'avait rien ajouté à sa considération. Il épousait en effet une enfant de quinze ans, fille d'un riche financier, M. Dosne, dont la femme passait pour avoir témoigné depuis plusieurs années au jeune écrivain devenu ministre des bontés qui auraient dû leur interdire à l'un et à l'autre tout autre genre de relations. Mme Dosne, sentant sa position fausse, en conservait un dépit assez amer contre la société dont elle se savait mal vue, et, bien que ma mère ne se fût jamais mêlée à aucun commérage, ce sentiment ne lui inspirait aucune bienveillance pour une personne qui avait sur elle l'avantage de la naissance, de la vertu et même de la beauté. Ma mère s'apercevait parfaitement de cette malignité mal déguisée, et je l'en

ai vu parfois sourire : elle n'y répondait que par un redoublement de bienveillance et même de générosité.

J'ai souvenir en particulier d'une circonstance où cette disposition de ma mère à tout faire pour ménager les sentiments de Mme Dosne se manifesta d'une manière toute particulière et avec un excès presque romanesque. C'était dans cette journée mémorable où la vie du roi Louis-Philippe fut menacée par l'explosion de l'horrible machine infernale de Fieschi. L'attentat eut lieu pendant une revue de la garde nationale et de la garnison de Paris, que le Roi avait coutume de passer chaque année le 26 juillet, jour anniversaire de la révolution à laquelle il devait la couronne. Après la revue, il venait se placer lui-même avec son état-major au pied de la colonne de la place Vendôme où les mêmes troupes défilaient à leur tour devant lui. Mon père et M. Thiers, avertis par de vagues rumeurs et par des rapports de police des dangers que le Roi pouvait courir, voulurent l'accompagner et montèrent à cheval à ses côtés. Ma mère et ma sœur se rendirent au ministère de la Justice dont les fenêtres ouvrent sur la place Vendôme, pour attendre le retour du cortège royal et assister au défilé. On voulut bien m'y admettre aussi. Dans un vaste salon, que j'ai depuis habité comme garde des Sceaux, se tenaient la Reine, les princesses, toutes les femmes de ministres et toutes les dames du corps diplomatique.

Après plusieurs heures d'une attente qu'on commençait à trouver plus longue que de coutume, un messager apporta l'affreuse nouvelle! Le Roi sauvé par miracle, mais, à côté de lui, le vieux duc de Trévise et plusieurs généraux frappés à mort, et douze ou quatorze victimes innocentes, des femmes et des enfants atteints dans la foule. Un cri d'horreur s'éleva; après quoi, chacun de ceux qui avaient un objet d'affection exposé à cet épouvantable péril n'eut rien de plus pressé que de s'enquérir de ce qui l'intéressait particulièrement. Nous fûmes tout de suite rassurés sur le sort de mon père : une balle morte l'avait bien atteint au haut de la poitrine, mais elle n'avait fait qu'effleurer la peau et emporter le collet de son habit. Mais M. Thiers! Mme Thiers était là qui n'ouvrait pas la bouche et ne demandait rien. Ce silence était terrible, et une cruelle expression d'angoisse et de douleur se peignait sur le visage de Mme Dosne, qui sentait qu'un mot de sa bouche ferait

ressortir l'indifférence de sa fille, et qui se mourait pourtant d'inquiétude. Ma mère vit sa peine, et en vraie fille de Mme de Staël, la pitié la faisant passer sur la rigueur des convenances, elle fit elle-même la question qu'elle lisait dans les regards de la pauvre femme. M. Thiers aussi avait échappé.

Mme Dosne respira, mais je ne sais si le premier moment de soulagement passé, elle éprouva beaucoup de reconnaissance d'avoir été si bien devinée. On demandera peut-être comment je pouvais moi-même, à mon âge, comprendre si bien le dessous des cartes de ce petit drame domestique. C'est peut-être que je l'entendis expliquer le jour même par un de ces parleurs indiscrets qui ne se gênent pas devant les enfants : peut-être aussi que notre régime d'éducation publique est tel qu'un collégien de quatorze ans a les yeux ouverts sur bien des choses qu'il ferait mieux d'ignorer.

A la fin cependant, malgré toutes les précautions et les efforts de mes parents, le vice intérieur du ministère se fit jour, et la scission tant redoutée se produisit. Je dois pourtant à la vérité de dire que ni M. Guizot, ni M. Thiers ne furent responsables de l'occasion qui la fit naître. Le ministère tout entier fut mis en minorité sur une question de peu d'importance par un vote capricieux du Parlement. Battus tous ensemble, ils donnèrent tous ensemble aussi leur démission, et ils s'étaient promis réciproquement de ne pas rentrer au pouvoir les uns sans les autres. S'ils se fussent tenu parole, nul doute que, dans l'impossibilité de les remplacer, la Chambre fût venue à résipiscence et leur eût demandé de lui pardonner. Mais aussitôt la crise ouverte, le démon de l'intrigue se mit à l'œuvre et déploya toutes ses séductions pour ébranler la vertu peu solide de M. Thiers. Les influences les plus opposées s'y employèrent, depuis les plus hautes jusqu'aux plus subalternes : depuis le pauvre Roi lui-même qui, s'entendant mal avec mon père sur la conduite des Affaires étrangères, espérait avoir plus facilement raison d'un parvenu que d'un grand seigneur, jusqu'au fameux prince de Talleyrand qui, trop vieux pour agir lui-même, soit comme ministre, soit comme ambassadeur, désirait pourtant continuer à tenir entre ses mains le fil de nos relations diplomatiques, et pensait trouver dans M. Thiers un homme à sa dévotion ; enfin jusqu'aux médiocrités parlementaires de bas étage, à qui la réunion de grands talents dont

le ministère du 11 octobre était composé ôtait l'espérance d'arriver elles-mêmes au pouvoir. Les femmes enfin se mirent de la partie, et Mme Dosne accepta avidement l'espérance de mettre sa fille à la place de la duchesse de Broglie : car l'appât que l'on proposa à l'ambition de M. Thiers, c'était la formation d'un ministère dont il serait le chef et où il remplirait ce poste de ministre des Affaires étrangères dont le vernis aristocratique a toujours quelque chose de flatteur pour un homme nouveau.

M. Thiers résista longtemps; vaincu enfin par les instances du Roi lui-même, il finit par ne plus donner d'autre motif de son refus que la promesse faite à ses collègues et dont mon père était le dépositaire et le garant. C'était, en fait, demander à en être relevé. Le Roi, qui le comprit, fit venir mon père pour le prier d'aider lui-même à l'entrée de son successeur. La demande témoignait de tant de confiance dans le désintéressement de celui auquel elle était adressée qu'il y aurait eu mauvaise grâce à la refuser. Qu'aurait-on fait, d'ailleurs, d'un collègue et d'un ami qu'on aurait retenu malgré lui dans des liens qu'il aurait voulu briser? Mon père ne fit point d'objection personnelle à l'acte de générosité qui lui était demandé, mais il m'a raconté souvent qu'avant de se rendre au désir du Roi, il l'avait prié de bien réfléchir lui-même à la conséquence de ce qu'il allait faire. « Du jour, lui dit-il, où M. Thiers aura été le chef de votre gouvernement, ou il faudra le maintenir à tout jamais dans ce poste, ou, s'il le quitte, il ne ménagera plus rien pour le reconquérir, et fera appel, s'il le faut, à la révolution. » Cette parole que mon père m'a souvent redite m'est revenue en mémoire le jour où M. Thiers, devenu le chef d'une opposition parlementaire, est entré aux Tuileries, au milieu de la foule insurgée et devançant de quelques heures seulement la révolution triomphante. Je ne sais si le Roi n'en a pas, ce jour-là aussi, retrouvé le souvenir.

* * *

Quoi qu'il en soit, le mal fut consommé, le faisceau d'hommes éminents qui avaient fait la force du gouvernement de Juillet fut dissous, et mon père rentrant avec joie dans la retraite, M. Thiers et M. Guizot restèrent face à face pour commencer bientôt ce terrible duel qui a coûté si cher à la monarchie et à la France. Ce malheur public eut pour moi la petite

conséquence privée que je redoutais. Mon père ne tarda pas à quitter Paris et je restai dans une petite pension de la rue de Clichy, qui suivait les cours du collège Bourbon, et que le caractère et les sentiments religieux de son chef, M. de Blignières, avaient recommandée à mes parents. Peu de souvenirs me sont plus pénibles, et j'ai honte encore du désespoir puéril dans lequel je fus plongé pendant plusieurs jours. J'avais en horreur les habitudes de communauté avec des camarades, le dortoir, le réfectoire, la salle d'études : très maladroit aux exercices du corps, je ne prenais part à aucun des jeux. La conversation élevée et variée, dont j'avais joui depuis mon enfance, me manquait à tout moment. Ma mère était obligée, dans des lettres que je garde encore, de me faire de véritables exhortations à la résignation chrétienne pour me décider à porter ma croix, qui n'était autre chose, après tout, que le régime auquel sont soumis, depuis que le monde est monde, tous les enfants qui ne sont pas nés dans des familles princières.

Les vacances mirent fin, à ma grande joie, à ce petit supplice, et elles furent d'autant mieux accueillies qu'elles coïncidèrent avec un très heureux événement de famille, le mariage de ma sœur avec le comte d'Haussonville. Mon futur beau-frère était un jeune secrétaire d'ambassade, fils d'un collègue de mon père à la Chambre des pairs, et annonçant déjà toutes les qualités d'esprit et de cœur qui en ont fait un des hommes les plus remarquables et les plus généralement estimés de sa génération. Cette union réunissait donc toutes les convenances morales et sociales ; elle ne s'accomplit pas cependant sans difficultés. Ma sœur était protestante, comme ma mère, et quand il s'agit d'obtenir de l'archevêque les dispenses pour un mariage mixte, on exigea de sa part, suivant l'usage, l'engagement qu'elle laisserait élever ses enfants dans la religion catholique. Ma mère, qui, je ne sais comment, avait pu être dispensée elle-même de faire cette promesse, ne voulut jamais consentir à lui laisser souscrire un engagement que peut-être elle ne tiendrait pas. On négocia plus de deux mois inutilement à Paris et à Rome. Enfin nous apprîmes que cette condition, qui n'était pas de précepte dogmatique, mais de pure discipline, n'était pas exigée en Allemagne (elle l'a été depuis lors et beaucoup plus sévèrement même qu'en France). Là-dessus, le parti fut pris d'aller se marier en Allemagne ; mais,

pour éviter de trop longs déplacements, on résolut de ne pas s'aventurer au delà de la frontière. Ce fut le petit village de Kehl, situé sur la rive droite du Rhin, en face et sous le canon de Strasbourg, qui dut recevoir les vœux des jeunes mariés. Nous partîmes en avant, mon futur beau-frère et moi, pour tout préparer. Les deux familles suivirent, et le mariage eut lieu dans une petite église qui, suivant un usage datant de la paix de Westphalie et qui je crois, dure encore, servait et sert encore aujourd'hui aux deux cultes qui se partagent la contrée. Un rideau placé devant le sanctuaire et qui cache l'autel la transforme à volonté en simple prêche protestant. Les deux cérémonies eurent ainsi lieu successivement dans la même enceinte. Je dois dire que les deux ministres, curé et pasteur, paraissaient vivre ensemble dans la meilleure intelligence et le curé resta même sur le perron pendant que son confrère montait en chaire, empêchant les curieux de venir regarder de trop près l'étrange spectacle que donnait cette invasion de nobles étrangers troublant la paix monotone de leur petit bourg.

Le chagrin dont j'avais eu la faiblesse de trop souffrir, cette année-là, ne me fut plus infligé l'année suivante, ni jusqu'à la fin de mes études. En quittant le ministère des Affaires étrangères, mes parents avaient dû revenir habiter au faubourg Saint-Germain, et, pour ne pas m'éloigner d'eux, on me fit suivre un des collèges situés sur la rive gauche de la Seine. Je fus mis en répétition pendant le temps que mes parents passaient à Paris, et, en leur absence, complètement en pension chez un professeur attaché à cet établissement : mais j'étais exempt de la vie commune avec les camarades. Le maître choisi pour mes parents a acquis depuis lors une modeste célébrité à laquelle cette circonstance a certainement contribué. M. Adolphe Regnier fut désigné quatre ans après pour être précepteur du jeune Comte de Paris, dont le père, le Duc d'Orléans, venait de mourir et qui paraissait alors destiné à monter sur le trône avant même d'être sorti de l'enfance. Nul doute que la recommandation de mon père ne fût au nombre des motifs qui déterminèrent le choix du roi Louis-Philippe. Quand vint la catastrophe de février 1848, M. Regnier resta à côté de son élève au palais Bourbon, pendant la douloureuse séance qui vit l'agonie de la monarchie de Juillet et lui tint

fidèle compagnie pendant les années d'exil. Si le Comte de Paris devient jamais roi, la mémoire du maître sera jointe à celle du disciple, et j'aurai concouru à assigner à M. Regnier une place dans l'histoire. En attendant, ce fut son mérite seul qui le fit entrer, au retour de son pieux pèlerinage, à l'Académie des Inscriptions, où il a tenu jusqu'à sa mort la place la plus distinguée. Son nom reste également attaché à la belle collection des Classiques français, publiée par la maison Hachette, dont il a eu longtemps la direction.

J'ai conservé toute ma vie pour M. Regnier une véritable affection et je garde le meilleur souvenir des jours que j'ai passés sous son toit. Il avait certainement l'esprit bien plus étendu, et des connaissances bien plus variées que le vieux maître dont j'ai parlé, comme m'ayant initié le premier à la vie scolaire, mais il me le rappelait par l'autorité morale que lui donnait l'élévation de son caractère et qui rendait ses leçons aussi profitables à l'âme qu'à l'intelligence. Je n'ai pas connu dans l'Université actuelle d'autre exemple d'un professeur qui soit resté l'ami de ses élèves et leur conseil après avoir cessé d'être leur maître.

Je passai chez M. Regnier les trois derniers mois de mon année de rhétorique : nous demeurions sur le quai qui fait suite au Pont-Neuf, à l'angle de la rue Saint-André-des-Arts. De la chambrette que j'habitais, on avait une vue très étendue sur la Seine, le Louvre et même le Jardin des Tuileries.

Je ne puis passer aujourd'hui au pied de cette maison qui existe encore, sans me rappeler les heures où je suis resté à cette fenêtre pendant de longues et chaudes soirées d'été à jouir de ce beau spectacle. Je venais d'avoir dix-sept ans : tout me souriait ; mes petits succès scolaires et l'éclat de la situation de mon père me montaient un peu la tête, et je me livrais, sans aucun pressentiment pénible, aux plus vives et aux plus douces impressions de la jeunesse.

Quelquefois cependant, je dois en convenir, il m'est arrivé de sortir précipitamment après le dîner, pour aller, à l'insu de de M. Regnier, passer une ou deux heures au spectacle. On m'excusera, quand j'aurai dit que c'était pour aller voir les premiers actes des tragédies de Corneille ou de Racine au Théâtre-Français. Les leçons pleines de goût de M. Regnier et un juste instinct naturel m'avaient inspiré un véritable enthou-

siasme pour ces monuments de notre littérature classique, et j'en savais des scènes et même des actes entiers par cœur. Un de mes oncles, le général Lascours, faisait partie de la commission d'administration du Théâtre-Français, et il avait en cette qualité, une fois par semaine, une baignoire d'avant-scène dont il m'abandonnait assez volontiers la jouissance. C'était une faveur peu recherchée, car la Comédie-Française était alors fort mal montée. C'était le moment où le romantisme, après une lutte violente contre les retardataires classiques, avait triomphé et régnait sans combat. Notre ancien théâtre était dans un complet discrédit. J'étais seul dans ma loge, et presque seul dans la salle à écouter ces belles pièces extrêmement mal jouées, car aucun acteur de renom n'aimait à figurer devant des banquettes vides. Une fois cependant, je remarquai une jeune actrice qui donnait un relief incroyable au rôle très secondaire d'Ériphile dans *Iphigénie*. Je cherchai son nom sur l'affiche; elle s'appelait Rachel Félix : c'était, en effet, cette illustre artiste qui venait tout récemment de quitter un petit théâtre des boulevards, et dont personne ne parlait encore. Sa réputation ne commença que l'hiver suivant.

Outre ces leçons de littérature, prises ainsi en cachette et à la dérobée, j'en avais aussi d'une autre espèce, encore moins faite pour le commun des rhétoriciens. M. Villemain, déjà secrétaire perpétuel de l'Académie française, et lié depuis sa jeunesse avec mon père, m'avait engagé à venir chez lui pour qu'il me donnât quelques conseils sur la direction de mes études. Ces visites bienveillantes se changèrent bientôt en rendez-vous réguliers. Il me recevait tous les jeudis à l'issue de la séance de l'Académie française, prenait en main quelque morceau fameux d'auteurs grecs ou latins, et, sous prétexte de me le faire traduire, l'interprétait lui-même. Rien ne m'a jamais mieux fait pénétrer dans les finesses des langues anciennes, et mieux fait comprendre leurs rapports et leurs différences avec la nôtre que ce travail auquel il avait la bonne grâce de paraître m'associer, et qui était peut-être, je l'ai pensé depuis, moins improvisé qu'il n'avait l'air. Rentré chez moi, je n'avais rien de plus pressé que d'interroger ma mémoire pour transcrire ces belles traductions et les intercaler en regard du morceau correspondant de mon *Conciones* ou de mon Virgile : c'est ainsi que je conserve encore quelque part une admirable version du beau

passage du *De Oratore* de Cicéron sur la mort de l'orateur Crassus et les troubles civils qui la suivirent.

Grâce à tant d'excitations différentes, mon année de rhétorique finit avec un véritable éclat : j'eus deux prix au grand concours, et, au collège, une pluie de couronnes suivie d'une véritable ovation.

* * *

Ma mère assista à mon triomphe ; elle était venue de Broglie à Paris, ce qui alors était un voyage, pour faire ses adieux à ma sœur qui allait passer l'hiver en Italie. Mes succès et la vue du bonheur conjugal de ma sœur lui avaient rendu un peu de joie, ce qu'elle n'avait pas goûté depuis la mort de ma sœur aînée. Elle paraissait heureuse ; son visage même, longtemps assombri, avait repris un éclat qu'on ne lui connaissait plus. Je sais qu'une dame de ses amies lui en fit la remarque, et elle lui donna de ce changement un motif assez inattendu. « Je me réjouis, lui dit-elle, parce que je viens de passer quarante ans, et qu'à cet âge on en a fini avec tous les dangers de la jeunesse. » Je ne crois pas que beaucoup de femmes aient pris ainsi en bonne part ce tournant de la vie qui amène si vite le déclin de la beauté.

Nous revînmes ensemble, et, comme nous dûmes nous arrêter à Évreux pour dîner avec mon père qui présidait le Conseil général du département, nous ne passâmes pas moins de deux jours en tête-à-tête dans une chaise de poste pour faire ce petit trajet qu'on parcourt aujourd'hui en quelques heures.

Ce furent deux journées de conversations presque continues. J'avais toujours eu avec ma mère de grandes habitudes de confiance, mais jusque-là, c'était toujours elle qui s'était mise à ma portée pour s'associer à mes préoccupations enfantines. Cette fois, jouissant du développement d'esprit dont elle venait d'avoir le témoignage, elle me traita en grand garçon et me laissa aborder à mon aise tous les sujets les plus élevés de politique, de religion et de philosophie. Ce fut la première fois que je pus apprécier dans toute son étendue la grande supériorité de son esprit. Hélas! ce fut aussi la seule et la dernière.

Je n'aurais pas mieux demandé que de rester auprès d'elle à jouir paisiblement de mon temps de vacances. Mais elle se méfiait de mes goûts sédentaires, et pensait qu'après avoir tra-

vaillé tout un été dans la fournaise de Paris, j'avais besoin de mouvement et de grand air. Si j'avais aimé la chasse, peut-être qu'elle m'aurait permis de demeurer à Broglie. « Mais si tu restes ici, me disait-elle, tu ne sortiras pas de la bibliothèque. » Elle avait donc résolu que je ferais un voyage de quelques semaines, avec un camarade de mon âge, le jeune Bourgoing, neveu de M. Villemain, et qui venait de finir ses classes en même temps que moi. Nous devions faire seuls, et livrés à nous-mêmes, une tournée en Bretagne. J'éprouvais pour ce projet qui aurait réjoui tout autre écolier de dix-sept ans, une répugnance instinctive, et je ne puis encore regarder le lieu où la voiture qui nous emporta me déroba la vue de ma mère sans me rappeler le serrement de cœur que j'éprouvai.

Cette impression, à la vérité, ne fut pas de longue durée. Le plaisir du voyage, et surtout celui d'être affranchi de tout contrôle, *tandem custode remoto*, et de n'avoir plus à rendre compte de nos actions à personne, l'emporta bientôt dans nos jeunes cœurs. Ce voyage fut après tout très agréable ; nous allâmes de Broglie à Caen, et de Caen à Brest, en passant par Rennes, et en traversant la Bretagne dans toute sa longueur, pour redescendre ensuite sur Nantes. Cette contrée, n'étant à cette époque sillonnée par aucun chemin de fer et même très peu coupée de routes, avait conservé un aspect plus original qu'elle ne doit avoir aujourd'hui, et notre manière de circuler surtout ne manquait pas d'originalité. Nous ne prenions pas les voitures publiques, mais nous allions de lieu en lieu dans des équipages de hasard, de méchants cabriolets ou des charrettes de paysan, quelquefois à pied ou en bateau le long des côtes de Bretagne. Nous vîmes ainsi des lieux qu'on ne visite guère de cette façon aujourd'hui, le Mont Saint-Michel, le château des Rochers, de Mme de Sévigné, le tombeau qui attendait M. de Chateaubriand à Saint-Malo. Nous fîmes le tour de la rade de Brest. Les lettres naturellement avaient beaucoup de peine à nous rejoindre, ou plutôt elles nous attendaient patiemment poste restante dans quelques grandes villes.

En arrivant à Nantes le 25 septembre, il y avait huit jours pleins que nous n'avions reçu aucune nouvelle. La poste était fermée à l'heure où nous arrivâmes : il fallut attendre au lendemain et passer la soirée, — en pleine sécurité, j'en conviens, et sans la moindre impatience, — à un méchant spectacle. Le

matin suivant, en arrivant au bureau, on me remit un paquet de lettres, mais sur celle qui était en tête, je remarquai tout de suite une écriture que je connaissais, mais que je n'attendais pas. C'était celle de mon oncle, le général Lascours, qui ne devait pas être à Broglie à cette époque. Je devinai tout de suite que quelque accident était arrivé. Je ne me trompais pas. Ma mère était atteinte depuis plus d'une semaine d'une fièvre cérébrale, et on m'attendait à Broglie avec impatience.

Il me fallut passer encore une heure à Nantes pour trouver une chaise de poste, et de l'argent pour les frais de route, chez un banquier, qui voulut bien, je ne sais pourquoi, me l'avancer sur ma bonne mine et mon passeport. Nous voyageâmes toute la journée et la nuit suivante. En arrivant à Alençon, le lendemain matin, sur la porte d'une auberge où nous entrions pour prendre un peu de nourriture, je reconnus un domestique de la maison qui vint m'avertir que mon oncle était là et m'attendait. Je compris tout. Il y avait quatre jours déjà que ma mère n'était plus.

Mon bon camarade retourna seul à Paris. Je revins à Broglie avec mon oncle retrouver mon père au désespoir, et toute une maison désolée. Ma sœur, rappelée aussi d'Italie, n'était pas revenue et n'avait même pas donné de ses nouvelles. Elle ne nous rejoignit que huit ou dix jours après à Paris.

Ceux qui médisent de nos jours des chemins de fer et des télégraphes ne savent pas à quelles inconsolables douleurs ces rapides moyens de communication les font échapper. Il faut avoir passé par ces terribles impressions pour savoir ce que c'est que de laisser ceux qu'on aime pleins de vie et de santé, de revenir peu de jours seulement après, et ne plus rien trouver qui les rappelle dans le lieu même où on les a quittés.

BROGLIE.

(*A suivre.*)

LES ÉTAPES DU XVIIIE SIÈCLE

IV [1]

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET LES IDÉES RELIGIEUSES

Les idées sont des forces virtuelles que la vie ne réalise pas toujours, mais qui, lorsque les circonstances les favorisent, passent proprement à l'acte et s'insèrent dans la « suite » des faits historiques. Les conceptions religieuses, — ou irréligieuses, — d'un Voltaire ou d'un Rousseau auraient pu rester éternellement dans les nuages du ciel métaphysique ; la Révolution française les a fait descendre sur la terre. De chimères ou de paradoxes, elles sont devenues des réalités, et des réalités redoutables. Simples abstractions hier, elles ont pris forme et vie ; elles sont devenues des intérêts et des passions.

Dans l'ordre religieux, deux idées, en partie nouvelles, se sont fait jour au cours du XVIIIe siècle. L'une, l'idée rationaliste et antichrétienne, représentée, avec des nuances diverses, par Voltaire, Diderot et les Encyclopédistes, a pour formule essentielle la fameuse devise : « Écrasons l'infâme. » La religion est contraire à la raison ; affranchissons-en l'humanité, et, sous les espèces du déisme, du panthéisme ou du matérialisme, substituons-lui le culte de la nature et la religion de la science. L'autre idée, l'idée spiritualiste et sentimentale, a eu Rousseau pour prophète. Dans cette école, on professe que *les* religions positives sont bien contraires à la raison, mais que *la* religion

(1) Voyez la *Revue* des 15 juillet, 15 octobre, 15 novembre 1924.

est parfaitement conforme aux suggestions de la raison et surtout aux révélations du sentiment. Substituons donc aux religions positives la religion naturelle et le culte de l'Être suprême. Et si quelqu'un y résiste, « qu'il soit puni de mort ». On verra que ces deux leçons n'ont pas été perdues pour les révolutionnaires.

I. — LES FAITS

Rappelons les faits essentiels. Et d'abord, essayons de nous représenter au vrai l'état religieux de la France à la veille de la Révolution. A en croire certains historiens, auxquels divers témoignages isolés donnent trop aisément le change, la propagande philosophique aurait exercé ses ravages dans toutes les classes de la société, et la France tout entière, en 1789, serait mûre pour tous les bouleversements, même religieux. La vérité ne laisse pas d'être assez différente. Assurément, la température morale, si l'on peut ainsi dire, a quelque peu changé depuis un siècle ; l'air qu'on respire à la Cour, à la ville, en province même, n'est plus aussi naturellement chrétien qu'à l'époque de Louis XIV, et un peu à tous les étages de la hiérarchie sociale, l'incrédulité a fait d'assez nombreuses recrues. « Sauf la théologie païenne, qui a prêté tant de charmes à la poésie, — écrit une petite bourgeoise de Nogent-le-Rotrou, — les opinions religieuses n'ont servi qu'à flétrir l'âme, engourdir l'esprit des humains, affliger les sociétés, dévaster les nations, ensanglanter la terre, et, au nom du ciel, placer l'enfer sur le globe. » Une autre, une jeune fille, la future Mme Roland, à la vue d'un soleil couchant derrière les hauteurs de Chaillot, s'écrie, mêlant Rousseau, Voltaire et Diderot : « O toi, *dont mon esprit raisonneur va jusqu'à rejeter l'existence*, mais que mon cœur souhaite et brûle d'adorer, première intelligence, suprême ordonnateur, Dieu puissant et tout bon que j'aime à croire l'auteur de tout ce qui m'est agréable, accepte mon hommage, et, si tu n'es qu'une chimère, sois la mienne pour jamais... Hélas ! quel dommage que les sentiments ne soient pas des preuves ! » Mais, pour significatifs que soient ces textes, n'allons pas juger de toute la petite bourgeoisie française par l'état d'âme particulier d'une Mme Butet ou d'une Marie-Jeanne Phlipon. Nous commettrions la même erreur que si nous prenions Talleyrand pour le

représentant idéal et complet de l'épiscopat d'ancien Régime.

Veut-on se rendre compte de l'état précis des esprits et des âmes dans la France de Louis XVI ? Que l'on consulte les Cahiers, actuellement publiés, des États généraux : « là, se trouvent consignés, disait déjà Chateaubriand en 1828, avec une connaissance profonde des choses, tous les besoins de la société. » Or, qu'y voyons-nous ? Sans doute le clergé se plaint souvent du « dépérissement affreux » où est tombée la religion, de « la secte impie et audacieuse qui décore sa fausse sagesse du nom de philosophie et travaille à renverser les autels ». Mais le clergé, on le sait, se plaint volontiers, et il n'y aurait pas lieu d'attacher grande importance à ses lamentations si, dans les cahiers de la noblesse et du Tiers, les questions religieuses occupaient la place prépondérante que, vraisemblablement, elles y eussent tenue autrefois. Au surplus, pour être passées au second plan, elles ne s'en imposent pas moins à l'esprit public. D'ailleurs, rien de moins révolutionnaire que les déclarations des deux ordres laïques, rien de plus respectueux à l'égard de la religion traditionnelle. « C'est sans contredit l'objet le plus intéressant pour le bien public, affirme le Tiers de Beauvais. Tous les politiques ont reconnu son influence sur le bonheur de la société. *Un peuple sans religion est bientôt un peuple sans mœurs.* » Sur ce point essentiel, il n'y a pas de voix discordante. Le Tiers d'Auxerre ira jusqu'à « supplier le Roi de défendre la foi contre les atteintes de la nouvelle philosophie ». A Paris, le Tiers déclare que « tout citoyen doit jouir de la liberté particulière de sa conscience, mais que *l'ordre public ne souffre qu'une religion dominante* » ; et il demande que l'obligation de ne pas travailler publiquement le dimanche soit rigoureusement maintenue. Les Cahiers de Paris *extra muros* réclament la remise en vigueur des lois contre le blasphème. Et c'est presque tout le Tiers qui veut conserver au catholicisme son caractère de religion d'État et qui entend bien limiter les droits, pourtant assez restreints, que l'on vient de concéder aux protestants. Les réformes qu'il réclame portent uniquement sur les abus criants, sur les privilèges injustifiés de l'institution ecclésiastique, mais non pas sur l'institution elle-même. « L'immense majorité des Français n'en garde pas moins pour elle un attachement très sincère, très profond » : M. Edme Champion, qui a étudié de fort près les Cahiers des trois ordres, formule en ces termes

son jugement d'ensemble (1); et c'est l'expression même de la vérité historique.

Profondément attachée à la religion traditionnelle, — attachée jusqu'à l'intolérance, d'aucuns disent jusqu'au « fanatisme », — comment se fait-il donc que la France de 1789 ait été si prompte à porter sur l'arche sainte, par l'organe de ses représentants, une main sacrilège? La raison en est d'abord que certaines situations de fait sont plus fortes que les volontés des hommes et s'imposent à elles avec une sorte de fatalité inexorable : par la simple convocation des États-Généraux, le problème révolutionnaire total était posé, on veut dire la refonte intégrale de l'ancienne société française : or, l'institution religieuse était une pièce trop importante du vieil édifice social pour échapper, elle toute seule, à l'orage destructeur qui allait s'abattre sur lui. D'autre part, comme il arrive presque toujours en France depuis qu'il y a des élections, la représentation nationale en 1789, au moins en ce qui concerne le Tiers, n'était qu'une image assez infidèle de la nation qui lui avait confié ses destinées. Ce pays, trop sensible au prestige de la parole, ne donne pas toujours ses suffrages aux plus intègres et aux plus compétents : beaux parleurs, intrigants et ambitieux de tout temps ont eu beau jeu à surprendre la candeur ou l'ignorance des uns, la paresse ou l'incurie des autres. Parmi les élus du Tiers, les avocats dominent : imbus jusqu'aux moelles de la philosophie nouvelle, ils ont, à l'égard du pouvoir spirituel, tous les préjugés traditionnels des légistes d'ancien régime, et ceux d'entre eux qui sont restés croyants y joignent un fond de gallicanisme ou de jansénisme qui les rapproche d'un grand nombre de députés du clergé. Ceux qui émergeront de la foule participeront de cet esprit et en accuseront les côtés hostiles aux directions de la Cour de Rome : ils entraîneront la masse des esprits flottants ou modérés à des mesures dont elle n'aurait pas pris l'initiative, car, comme dans toute assemblée délibérante, c'est une minorité résolue, active, énergique qui conduira toutes choses. Cette minorité elle-même obéira au mot d'ordre d'une autre minorité plus intransigeante et plus fanatique, celle qui, après avoir tenu ses séances au Club breton, fondé par trois avocats de

(1) Edme Champion, *la France d'après les cahiers de 1789*, Paris, Colin, 1897 p. 177-178.

Rennes, les tiendra bientôt au Club des Jacobins. Là, dès 1790, viendra se ramasser comme la quintessence de l'esprit révolutionnaire ; et dès 1790 aussi, par ses filiales de province, la société des Jacobins imposera ses volontés à la France provinciale et l'empêchera de bouger. Et ainsi, de proche en proche, de minorité en minorité, la France foncièrement catholique de 1789 se laissera entraîner par une poignée de sectaires à une politique religieuse qu'elle eût violemment désavouée, si elle avait pu, en toute liberté, exprimer sa volonté profonde.

Les premières atteintes à l'ancien état de choses n'allaient pas tarder à suivre la constitution de l'Assemblée nationale (1). Déjà, en acceptant d'entrer dans cette Assemblée, le clergé s'était renoncé lui-même, en tant qu'ordre privilégié. On le lui fit bien voir. Lui-même d'ailleurs prêtait généreusement la main à l'abolition de ses propres privilèges, et on le vit dans la nuit du 4 août, avec une belle et imprudente ferveur d'émulation, sacrifier tous les droits, en partie abusifs, en partie légitimes, que la reconnaissance séculaire des peuples lui avait reconnus. C'était se livrer pieds et poings liés à des adversaires habiles à profiter des moindres faiblesses et qui s'étaient juré d'« écraser l'infâme », ou plutôt de l'étrangler peu à peu, après l'avoir progressivement désarmé. Ce fut d'abord la loi du 2 novembre 1789, qui décrète la sécularisation des biens ecclésiastiques, puis celle du 13 février 1790, qui proclame la sécularisation des personnes : les vœux monastiques sont prohibés : la moitié des religieux acceptèrent de rompre les leurs ; presque toutes les religieuses restèrent fidèles à leurs engagements. Enhardie par ces succès, et sous prétexte de réformer les abus trop réels qui s'y étaient glissés, l'Assemblée entreprend alors de remanier toute l'organisation de l'Église de France : le 12 juillet 1790, le Comité ecclésiastique, où philosophisme, jansénisme et gallicanisme ont fait alliance, réussit à faire voter la Constitution civile du clergé qui, en fait, organise non pas la réforme, mais le schisme : devenus complètement indépendants du Saint-Siège, fonctionnaires payés par l'État,

(1) Voyez, sur tout ceci, outre les ouvrages de Tocqueville, de Taine, d'A. Gazier, de l'abbé Sicard, de MM. Aulard et Mathiez, l'*Histoire religieuse de la Révolution française*, de M. Pierre de La Gorce, œuvre capitale qui, sous une forme attachante et vivante, met si fortement en œuvre les documents actuellement accessibles qui nous ont été conservés sur cette tragique période. Voyez aussi un excellent chapitre de M. Georges Goyau dans sa *France religieuse*.

évêques et curés seront désormais élus par l'Assemblée du département ou du district, où figurent les non-catholiques, et les métropolitains suffiront pour donner à l'évêque élu l'institution canonique ; puis, les ecclésiastiques furent mis en demeure de prêter serment à la Constitution civile, que le Pape avait réprouvée. Rome défendit de prêter ce serment. Trois évêques, la moitié des curés désobéirent à Rome. Le clergé de France était désormais coupé en deux.

Cependant, en divers endroits, en Alsace et en Lorraine notamment, la résistance s'organisait. Exaspérée par cette résistance, par les difficultés de toute sorte que rencontrait la Révolution commençante, par la guerre extérieure avec l'Autriche et avec la Prusse, la nouvelle Assemblée législative va multiplier contre les prêtres réfractaires les mesures de persécution et de violence : dans les massacres de septembre, qui suivirent la chute de la royauté et l'invasion par l'ennemi du sol national, plus de deux cents ecclésiastiques trouvèrent la mort. D'autre part, mal soutenue, dédaignée, humiliée par les pouvoirs publics, que l'irréligion gagnait, obligée d'accepter le divorce, trop souvent représentée par des prêtres indignes, l'Église constitutionnelle voyait son autorité décroître. Ce fut bien pis quand la Convention entra en scène : elle encouragea le mariage des prêtres, considéra comme suspects d'incivisme ceux qui résistaient, proscrivit ou fit monter sur l'échafaud évêques et prêtres assermentés qui lui étaient dénoncés comme tièdes. Contre ces excès du fanatisme irréligieux, contre les sanglantes brutalités d'un pouvoir qui, en même temps qu'il guillotinait Louis XVI, visait à « décatholiciser » la France, la catholique et royaliste Vendée se souleva tout entière, et ce fut l'origine d'une longue guerre inexpiable. Prise entre la guerre civile et la guerre étrangère, en butte aux plus formidables complications intérieures, dominée et dépassée par les extrémistes des clubs, du Comité de salut public, de la Commune de Paris, la Convention souscrit aux pires mesures de déchristianisation. On inaugure le calendrier républicain ; on débaptise certaines villes ; on dépouille, on ferme ou l'on mutile les églises ; on force nombre de curés ou d'évêques constitutionnels à se « déprêtriser » ; Hébert et Chaumette organisent le culte de la Raison, et à Notre-Dame, puis dans un certain nombre d'églises parisiennes et provinciales, des fêtes ridicules ou scan-

daleuses sont instituées pour célébrer la religion nouvelle. A la fin de cette sombre année 1793, où la Terreur fit couler tant de sang français, on pouvait croire que l'idée religieuse en France touchait à ses dernières heures.

Mais Robespierre veillait. Ce Cromwell de la basoche est un ennemi personnel de l'immoralité et de l'athéisme ; il croit à Dieu et à l'immortalité de l'âme ; il croit surtout que Rousseau est dieu et que Maximilien est son prophète. Il s'est débarrassé par l'échafaud successivement de tous ceux qui le gênent ou le contredisent : les Girondins, Hébert et sa séquelle, Danton et ses partisans. A la fin d'avril 1794, il est l'unique dictateur : il fait décréter par la Convention que la République reconnaît l'existence de l'Être suprême et l'âme immortelle, et il officie lui-même à la fête toute laïque qu'il a instituée en l'honneur de la Divinité. Moins de deux mois après, le coup d'État du 9 thermidor fait disparaître cet essai de religion civile et son sanguinaire inventeur.

Alors commence, pour la France chrétienne qui n'est point morte, mais qu'une longue souffrance a épurée, une période d'accalmie relative qui dura trois ans et qui fut discrètement, mais efficacement réparatrice. L'Église est séparée de l'État ; la Vendée pacifiée reçoit pour prix de son effort la liberté religieuse, qui bientôt est étendue à toute la France ; les prêtres sortent en foule des prisons et les édifices du culte non aliénés leur sont rendus. Un peu partout, le culte et la ferveur renaissent, et, nombre de prêtres insermentés étant rentrés de l'exil, c'est l'Église non constitutionnelle qui profite de cette renaissance religieuse. Mais on exige des prêtres qu'ils jurent soumission aux lois républicaines et, en dépit de l'influence pacifiante de l'abbé Émery, beaucoup d'entre eux hésitent à prêter serment. Une loi du 24 août 1797 n'en rouvre pas moins la France aux prêtres émigrés. L'ère des persécutions semble définitivement close, et Clarke pouvait écrire à Bonaparte : « Nous avons manqué notre révolution en religion. On est redevenu catholique romain en France. »

Jusque-là, le Directoire avait laissé faire. Subitement il prit peur, et les élections du mois de mai 1797 lui ayant fait craindre une tentative de contre-révolution, il en appela, contre les Conseils et contre deux des siens, Carnot et Barthélemy, au bras séculier d'Augereau. Le coup d'État du 18 fructidor ral-

luma la guerre religieuse : fermetures d'églises, dénonciations, arrestations, déportations et guillotinades de prêtres, on put se croire revenu aux plus mauvais jours de la Terreur. En même temps, et puisque, aussi bien, « il faut une religion pour le peuple », avec les subsides de l'État et l'aide de la franc-maçonnerie, on improvisa des religions nouvelles : « théophilanthropie » de La Reveillière-Lépeaux, « religion décadaire » de François de Neufchâteau. Deux années de suite, en l'habillant d'oripeaux liturgiques, on essaya, sous ces noms ridicules, de galvaniser, de transformer en religion populaire le déisme de nos philosophes. Vains efforts. En matière religieuse, comme en matière politique et financière, le Directoire se révélait impuissant à fonder quelque chose de stable : il n'avait plus qu'à disparaître. Le canon d'Aboukir sonne le glas de ce gouvernement de bavards, de corrompus et de fantoches. Le 9 octobre 1799, Bonaparte, retour d'Égypte, a touché le sol de France ; et un mois après, il a consommé son coup d'État du 18 brumaire.

III. — LES DOCTRINES

Quelles doctrines ou quelles velléités doctrinales sont enveloppées dans cette suite de faits qui composent, dix années durant, la trame de l'histoire religieuse de la France ?

Ce qui frappe avant tout l'observateur impartial, c'est le peu d'originalité des idées qui sont alors entrées en conflit pour s'imposer à la conscience française. On a souvent comparé, assez justement, la Révolution française à la Réforme, et, après Joseph de Maistre et Tocqueville, on a pu dire avec raison, et même avec profondeur, qu'elle était elle-même et au fond une véritable révolution religieuse. Mais, chose curieuse, à la différence de la Réforme, dans l'ordre proprement religieux, la Révolution française a été totalement incapable de rien construire. Les principes dont elle s'est successivement inspirée existaient bien avant elle, et elle n'en a même pas rajeuni l'expression. Et quant aux créations auxquelles elle s'est, de temps à autre, essayée, elles étaient si peu viables qu'elles se sont toutes promptement et lamentablement effondrées. En matière religieuse, cette Révolution religieuse qui prétendait renouveler la face du monde n'a pas eu le génie inventif.

Elle a débuté par une confiscation. Pour séculariser les biens du clergé et pour abolir les vœux monastiques, il n'était pas besoin d'un grand effort d'imagination : à défaut des doléances du bas clergé, dont la pauvreté formait contraste avec les richesses de certaines abbayes et de certains évêques, il suffisait d'écouter les suggestions et les déclamations anticléricales de deux ou trois générations de philosophes.

Pareillement, pour concevoir et pour légitimer aux yeux de certains juristes, la Constitution civile du clergé, il n'était pas nécessaire de se mettre en très grand frais de réflexion personnelle. Si les rancunes jansénistes et les préjugés gallicans n'avaient pas suffi à alimenter d'arguments spécieux les légistes de la Constituante, ces derniers n'avaient qu'à puiser à pleines mains dans les livres de Voltaire, de Raynal, de Rousseau pour voir s'y esquisser les linéaments d'une religion « civile » ou « nationale » dont les ministres seraient solidement dans la main de l'État. Très hostile au catholicisme romain, la philosophie du XVIIIe siècle, d'une manière générale, a traité avec une extrême bienveillance les « vicaires » savoyards ou autres et elle a pleuré de tendresse sur le sort du curé de campagne, dont l'apologie est l'un des thèmes à la mode dans la littérature du temps. Seulement, elle conçoit le prêtre comme étant essentiellement un « officier de morale » qui tient son rôle et ses pouvoirs de la société dont il est en quelque sorte le délégué. « Il n'y a, écrivait Voltaire au comte Schouvalof, que votre illustre souveraine qui ait raison : elle paye les prêtres, elle ouvre leur bouche et la ferme ; ils sont à ses ordres, et tout est tranquille. » Raynal n'est pas d'un autre avis; et si Rousseau, sur ce point, s'exprime peut-être en termes moins rudes et plus nuancés, c'est bien de lui et de son *Contrat social* que pourront se recommander les sinistres initiateurs de la persécution religieuse.

Ce n'est pas de Rousseau que s'inspirent les organisateurs du culte de la Raison; c'est bien plutôt de Voltaire et des Encyclopédistes. Dans leurs négations violentes, dans leurs grossiers anathèmes au « fanatisme », à la « superstition », les Chaumette et les Hébert ne font que ressasser les « objections » de l'*Encyclopédie* ou du *Dictionnaire philosophique*. On a prétendu que le fond de leur pensée positive n'était pas l'athéisme, mais le déisme, et il est possible en effet que çà et là, dans

leurs fumeux cerveaux, surnageassent quelques minces épaves du mince credo voltairien. Mais, en fait, leur courte philosophie se ramène à l'exaltation des instincts et à l'apothéose de « l'infaillible nature ». L'un des leurs, le curé parisien de Moy, voulait « rayer le nom de Dieu de tous nos dictionnaires »; il écrivait que « la nature et Dieu ne sont que le seul et même être sous des noms différents » et que « de ces deux mots il vaudrait mieux s'en tenir à celui de nature ». Ils pensent tous là-dessus, si c'est là penser, comme cet ardent émule du curé Meslier, et ils empruntent à Diderot non seulement le peu d'idées qu'ils ont en partage, mais encore l'inspiration même des « fêtes de la nature » qu'ils organisent pour célébrer le culte de la Raison. Ce culte est l'aboutissement naturel du rationalisme voltairien et encyclopédique; il symbolise à merveille cette renaissance du naturalisme à laquelle l'histoire intellectuelle et morale du XVIIIe siècle nous fait assister; mieux encore : il nous fait en quelque sorte toucher du doigt l'intime équivalence de ces trois termes : rationalisme, naturalisme, paganisme. La cérémonie de Notre-Dame, avec son petit temple grec d'où sortait, « image fidèle de la beauté », une actrice vêtue de blanc et représentant la déesse Raison, ses « hymnes en langue vulgaire », ses théories de jeunes filles, est une cérémonie proprement païenne : au même titre que la poésie d'André Chénier, — cet André Chénier qui se disait « athée avec délices », — et que la peinture du fougueux « sans-culotte » David, au même titre aussi que le jargon et les modes féminines de l'époque révolutionnaire, elle est un signe de ce retour à l'antique qui caractérise la fin du XVIIIe siècle et qui nous montre le classicisme expirant revenant à ses origines. Un homme de la Renaissance aurait pu signer ce mot de Chamfort qui exprime si bien l'état d'esprit des derniers encyclopédistes : « M. de ... qui voyait la source de la dégradation humaine dans l'établissement de la secte nazaréenne et de la féodalité, disait que, pour valoir quelque chose, il fallait se défranciser et se débaptiser, et redevenir grec ou romain par l'âme. » Redevenir grec ou romain par l'âme, c'est à quoi tendaient un Voltaire, un Diderot : en instituant leur culte de la Raison, les Hébert et les Chaumette s'efforçaient de réaliser la pensée profonde des deux philosophes.

Ces grossières mascarades de l'athéisme, encore qu'elles se

recommandassent aussi de lui, auraient été, nous pouvons en être sûrs, violemment désavouées par Rousseau; il y aurait vu avec raison un héritage du philosophisme, et sa vieille haine des Encyclopédistes et de Voltaire se serait donné largement carrière. Mais Rousseau a un successeur et un disciple fanatique : c'est Robespierre. Aux Jacobins, il combat non sans hardiesse les négations irréligieuses des philosophes; il fait abattre et briser le buste d'Helvétius : « Helvétius, s'écrie-t-il, était un intrigant, un misérable bel esprit, un être immoral, un des cruels persécuteurs de ce bon J.-J. Rousseau, le plus digne de nos hommages. » Une autre fois, reprenant une formule de Voltaire, que « si Dieu n'existait pas, il faudrait l'inventer », il proclame que « l'athéisme est aristocratique ». Conformément aux principes du *Contrat social*, bientôt il « punira de mort », il enverra à l'échafaud Hébert et Chaumette, qui « se conduisent comme ne croyant pas » les « dogmes » consolateurs. Devenu enfin tout-puissant, Robespierre va lire à la Convention son fameux *Rapport* du 18 floréal : c'est du pur Rousseau, avec un peu plus d'aigreur et de déclamation. « L'idée de l'Être suprême et de l'immortalité de l'âme, déclare-t-il, est un rappel continuel à la justice : elle est donc sociale et républicaine... Celui qui, sans l'avoir remplacée, ne songe qu'à la bannir de l'esprit des hommes me paraît un prodige de stupidité et de perversité. » Et après avoir jeté, en termes virulents, l'anathème à la « secte » encyclopédique, il affirme que « la liberté des cultes doit être respectée, pour le triomphe même de la raison ». Au demeurant, que les « prêtres ambitieux » ne se réjouissent pas trop vite : « Fanatiques, n'espérez rien de nous. Rappeler les hommes au culte pur de l'Être suprême, c'est vous porter un coup mortel. » Et tout ce déisme anticlérical à la Jean-Jacques aboutissait à l'institution d'un certain nombre de fêtes, dont la principale, celle de l'Être suprême, devait se célébrer le 20 prairial. On sait ce que fut cette fête, dont David avait dressé le ridicule programme et dont Robespierre fut à la fois l'orateur et le grand-prêtre : il développa dans ses discours les lieux communs de son rapport, et en entendant parler de Dieu et de l'âme immortelle, en voyant se dérouler ces cérémonies où de souvenirs antiques se mêlaient à des réminiscences chrétiennes, le peuple français put se croire revenu au temps où les proces-

sions de la Fête-Dieu déployaient leur pompe officielle à travers les rues de Paris. Plusieurs sans doute virent dans ces manifestations un lointain acheminement à une restauration religieuse analogue à celle que Bonaparte devait tenter plus tard : on pourrait leur donner raison si, pendant la dictature robespierriste, la persécution n'avait pas redoublé de rigueur. Bien que l'on puisse discuter sans fin sur les arrière-pensées de ce terrible et mystérieux sectaire de Robespierre, il semble plus probable qu'il ait voulu tout simplement réaliser le rêve de Rousseau, fonder, à l'encontre du catholicisme, une religion civile et nationale qui imposerait ses dogmes à tous les Français, un calvinisme d'un genre tout particulier, où une théologie très simplifiée s'allierait à une rigide morale. Cette conception, au demeurant peu originale, n'avait aucune chance d'être acceptée dans un pays d'hérédité catholique tel que le nôtre : la France n'est pas Genève, et elle n'était pas mûre pour la religion de Jean-Jacques, même revue et corrigée par Robespierre : ce fut peut-être là l'une des causes obscures du 9 thermidor.

C'est encore Rousseau que l'on retrouve, — et tantôt le Rousseau du *Contrat*, tantôt celui de la *Profession*, — à l'origine de toutes les religions civiles qui, de 1795 à 1799, vont germer sur le sol de France; et les idées et les formules du vicaire savoyard fleurissent abondamment sur les lèvres et sous la plume des fondateurs de cultes divers, — théophilanthropie, culte décadaire, culte des adorateurs, culte social, etc., à l'aide desquels les Lanthenas, les La Reveillière, les Leclerc et tant d'autres alors essayent de tromper l'éternelle inquiétude de l'homme (1). A l'influence de Rousseau il faut joindre d'ailleurs celle de ce mysticisme nébuleux qui, à travers tout le XVIIIe siècle, s'est développé hors de tout cadre précis, dans les sociétés secrètes et les loges maçonniques, pour aboutir aux divagations de Svedenborg ou de Mesmer et à la « théosophie » de Saint-Martin. « Ces vues ne sont pas nouvelles », écrivait un ministre du Directoire en marge du programme d'une de ces religions mort-nées qu'on lui soumettait, *le Culte naturel* du citoyen Bressy. Et il disait vrai. Toutes les tentatives religieuses de la Révolution témoignent d'une extrême pauvreté d'ima-

(1) Voyez là-dessus Albert Mathiez, *la Théophilanthropie et le Culte décadaire*, Paris, Alcan, 1904 ; et P.-M. Masson, *la Religion de Rousseau*, t. III, chap. V.

gination et sont prédestinées à un lamentable avortement.

Tandis que, d'année en année, cet avortement apparait plus manifeste, que devient l'idée adverse, l'« infâme » religion qu'on avait voulu écraser sous les ruines? Feuilletons les dix-huit volumes d'un curieux recueil, les *Annales catholiques*, qui, sous des titres divers, en dépit des suspensions, des tracasseries gouvernementales, a duré de 1795 à 1811. Il avait été fondé et d'abord uniquement rédigé par l'abbé Ricard, le traducteur de Plutarque, pour servir de trait d'union et de moyen d'information aux prêtres réfractaires persécutés. L'abbé Ricard fut bientôt remplacé par l'abbé Sicard et l'abbé Jauffret, puis par l'abbé de Boulogne, qui en devint à peu près l'unique rédacteur (1). On y réfute les paradoxes, les raisonnements captieux, les calomnies des adversaires; on y commente les événements religieux; on y multiplie les articles apologétiques. L'idée qui revient le plus fréquemment dans ces articles, c'est que, contrairement aux théories que, dans son *Origine de tous les cultes*, le « citoyen français » Dupuis développe sur le christianisme, « le plus grand fléau qui ait jamais affligé la terre », la religion est « le premier lien des nations, le plus solide appui des lois, et le moyen le plus simple comme le plus sûr de rendre les hommes vertueux et heureux ». A l'appui de cette thèse, on relève avec complaisance les témoignages des laïques convertis par le spectacle des événements contemporains, et qui sont fort nombreux. Voici La Harpe qui, dans un « discours prononcé à l'ouverture du Lycée républicain », s'écrie, après un vif éloge des Pères de l'Église et de la religion chrétienne : « Je plains ceux qui ne savent pas qu'il y a une dépendance secrète et nécessaire entre les principes qui fondent l'ordre social et les arts qui l'embellissent. Je persisterai donc à joindre l'un avec l'autre et je ne séparerai point ce que la nature a réuni. » Voici un anonyme, « imbu peut-être trop longtemps des maximes du jour et que les malheurs de sa patrie ont sans doute converti comme tant

(1) On trouvera dans *l'Ami de la Religion* (t. XVII, p. 65-72, 1818), un article très bien informé qui résume toute l'histoire de ce recueil, sous ce titre : *Notice sur les Annales catholiques et sur les autres ouvrages périodiques qui les suivirent.* Il ne faut pas confondre les *Annales religieuses, politiques et littéraires,* — ce fut leur titre primitif, — avec les *Annales de la religion,* recueil janséniste, véritable suite des *Nouvelles ecclésiastiques*, et qui durèrent de 1795 à 1803, en 18 vol. in-8.

d'autres » : « Une religion, écrit-il, dont le culte est pompeux, et qui fait servir tous les arts aux hommages qu'elle rend à la divinité, doit plaire à un peuple qui aime les spectacles, l'éclat, la magnificence et toutes les productions des arts. Enfin une religion qui donne au sentiment pour la divinité un caractère d'amour, de passion et d'enthousiasme, est analogue au caractère d'un peuple sensible, pour qui aimer est un besoin, et qui semble attacher à toute exaltation une idée de gloire. » Tous ces thèmes, que Chateaubriand reprendra bientôt avec éclat, reviennent avec insistance dans les nombreuses *Apologies* qui se publient alors et qui, à la moindre accalmie, sortent de terre pour alimenter et soutenir la foi des fidèles. Les Dupuis et les Sylvain Maréchal, les Volney et les Marie-Joseph Chénier ont beau faire, et ressasser sans les rajeunir les vieux paradoxes voltairiens et encyclopédistes; ils ont beau proclamer que toutes les religions révélées « sont filles de la curiosité, de l'ignorance, de l'intérêt et de l'imposture », que « la religion chrétienne corrompt la morale et nuit au bonheur des sociétés par l'absurdité de ses préceptes », qu'elle est « la honte de l'humanité », et qu'elle « doit être regardée comme une institution funeste et une véritable monstruosité en politique comme en morale » : de plus en plus, l'idée se répand que rien n'est plus contraire qu'une pareille conception à la vérité de l'histoire, que le christianisme, bien loin d'être la « barbarie » qu'on nous représente, est, en fait, le ressort essentiel de la civilisation moderne, qu'il exalte toutes les plus hautes facultés de l'âme humaine, qu'il exerce sur la politique, sur la morale, sur la philosophie, sur les sciences, sur les arts et sur les lettres la plus heureuse influence, et qu'il est en un mot le meilleur, le plus sûr auxiliaire de l'instinct social.

III. — CONSÉQUENCES RELIGIEUSES DE LA RÉVOLUTION

« Il faut décatholiciser la France », avait dit un jour Mirabeau. « Il faut la déchristianiser », avait dit plus tard Hébert. Et la Révolution s'était employée de son mieux à cette double opération. A quels résultats a-t-elle abouti?

La déchristianisation a été surtout l'œuvre de Chaumette et d'Hébert et des organisateurs du culte de la Raison. Les polissonneries impies, les violences sacrilèges dont Paris et la

province ont, à ce propos, été le théâtre, si elles ont profondément scandalisé, n'ont guère ému le gros de la population. Dans les chapelles restées ouvertes, il y avait plus de fidèles que jamais. On éprouvait le besoin de protester contre ces grossières saturnales du matérialisme où la lie de la populace, renforcée de quelques fanfarons d'athéisme, était seule à trouver une satisfaction proportionnée à ses aspirations coutumières. Le mouvement d'ailleurs était factice et ne correspondait pas à un vœu général de l'opinion publique : les révolutionnaires les moins suspects de modérantisme, un Robespierre, même un Danton, lui étaient hostiles ; la Convention elle-même n'avait suivi qu'à contre-cœur, et par un effet de cette lâcheté collective qui est le vice secret des assemblées délibérantes. Dix-huit siècles de christianisme ne s'abolissent pas en quelques jours. En dépit de la propagande encyclopédique, en dépit même des proscriptions et des exécutions terroristes, la France n'était pas prête à adopter le credo du *Père Duchesne*, à embrasser la religion de la nature, à répudier toute foi au « sans-culotte Jésus ». Et Chaumette et Hébert payèrent de leur tête l'échec complet de leur tentative de déchristianisation nationale.

Moins éphémère, poursuivie avec plus de persévérance, à l'aide de moyens d'action plus puissants et par de plus nombreux et plus qualifiés personnages, l'œuvre de décatholicisation présentait plus de chances de succès. Il s'agissait tout d'abord de détacher la France de Rome, et, à cet égard, le jansénisme et le gallicanisme étaient pour les partisans d'une religion civile de précieux alliés. En fait, même condamnée par le Saint-Siège, la Constitution civile a été d'abord acceptée par la moitié du bas clergé français. Mais bientôt, la réflexion, l'expérience et la persécution aidant, un revirement s'est produit au sein du clergé lui-même. D'une manière générale, le clergé constitutionnel inspire aux populations une invincible défiance. Défiance trop justifiée par l'attitude d'un trop grand nombre de prêtres assermentés. Pour un Grégoire, dont la moralité, le courage, la piété même ne laissent rien à désirer, combien de prêtres libertins ou sans caractère se sont substitués à ces curés pieux et d'une charité infatigable, qui étaient l'honneur de l'ancienne France, véritables âmes évangéliques auxquelles les philosophes eux-mêmes ont rendu hommage ! C'est de Moy, ce curé parisien, fougueux anticlérical, dont *les Révolutions de*

Paris disaient : « Seulement trois curés de cette trempe dans chaque département, et la France sera bientôt décatholicisée. » C'est Gobel, l'archevêque de Paris, qui sommé par Anacharsis Clootz de démissionner, accepte d'être renvoyé comme un « domestique », comparaît devant la Convention avec onze de ses vicaires et, déposant son anneau et sa croix, coiffe le bonnet rouge. Ce sont les deux mille et quelques curés qui s'empressent de se marier. Et tandis que tous ces prêtres jureurs se déconsidèrent comme à plaisir, les autres, les prêtres réfractaires, qui sont restés ou qui sont rentrés en France, s'imposent à l'admiration, au respect de toutes les âmes bien nées par leurs volontaires souffrances, leur héroïsme, leur zèle apostolique.

Il faut lire, dans la belle *Histoire* de M. de La Gorce, l'émouvant récit de ces vies et de ces morts sacerdotales. Car c'est contre les prêtres restés fidèles à leur vocation et au Saint-Siège que s'acharne surtout la persécution religieuse. Les uns, vieillards impotents ou infirmes, sont réunis dans des maisons de réclusion, transportés de prison en prison, et meurent sur les routes des suites de mauvais traitements, de privations, d'épidémies. A Nantes, l'immonde Carrier, dans l'une de ses onze noyades, se débarrasse de 84 d'entre eux. A Laval, on en guillotine 14 autres, qui ont refusé de prêter le serment liberté-égalité. Les autres, les plus nombreux, condamnés à la déportation, sont, en attendant mieux, rassemblés, internés dans les ports, à Bordeaux, à Blaye, à Rochefort, et là, entassés sur des vaisseaux, dans des conditions effroyables de misère physique et morale et de dénuement, on les fait littéralement périr à petit feu : des 830 déportés de la Charente, près des deux tiers sont morts, en moins d'un an, après d'indicibles souffrances. En dépit des supplices qui les attendent, s'ils sont découverts, nombre de prêtres proscrits ont d'ailleurs, un peu partout, bravé les recherches gouvernementales, les dénonciations, et, sous les déguisements les plus imprévus, ont réussi, au prix de mille dangers, à poursuivre secrètement leur ministère et à entretenir, parmi les fidèles, la flamme sacrée de la foi chrétienne. Leur dévouement aux âmes, leur ardeur d'abnégation et de sacrifice et, trop souvent, leur mort héroïque, étaient, aux yeux de tous, en faveur de leurs croyances, le plus vivant et le plus efficace des témoignages.

« Je ne crois, disait Pascal, que les histoires dont les témoins se feraient égorger. » En promulguant la constitution civile du clergé, en persécutant odieusement les prêtres insermentés, la Révolution avait voulu, à tout le moins, fonder une religion « nationale », complètement affranchie de tout lien d'obédience à l'égard de Rome. Elle était allée directement contre son but. A mesure que les années s'écoulaient, la religion « constitutionnelle » apparaissait, de plus en plus, comme un rameau détaché du tronc, et dont la vie se retire inexorablement. Toute la sève a reflué au cœur du grand arbre séculaire, maintenant dépouillé d'une végétation parasite. Presque tout ce qu'il y avait de sain et de vivant dans le clergé de France s'est groupé, s'est resserré, plus étroitement que jamais, autour du Saint-Siège : dans ces dix années de persécution religieuse, l'idée « ultramontaine » a fait plus de progrès en France qu'elle n'en avait fait dans les trois derniers siècles. La Révolution, en posant brutalement la question du schisme, a ruiné tous les compromis, dissipé toutes les équivoques : elle a tué le jansénisme et le gallicanisme.

A la religion constitutionnelle, si promptement discréditée, elle a essayé de substituer, sous l'influence de Rousseau, d'autres religions civiles, plus laïques encore et plus dégagées de tout élément sensible : culte de l'Être suprême, théophilanthropie, culte décadaire. Tous ces essais n'ont pas tardé à sombrer dans l'indifférence et l'oubli. Si le protestantisme avait jeté en France de plus profondes racines, il aurait pu bénéficier de ces diverses tentatives (1), et il semble bien que dans certains milieux, autour de Mme de Staël, par exemple, on ait assez longtemps caressé cet espoir. Mais, à la fin du XVIIIe siècle, une conversion en masse de la France au protestantisme était encore plus chimérique qu'elle ne l'avait été au XVIe, et il fallait une singulière méconnaissance de la réalité pour s'attarder à semblable illusion.

La réalité, celle qui s'imposait à tout esprit clairvoyant, était la suivante. La Révolution avait fait un violent effort pour

(1) Les protestants, — surtout Rabaut de Saint-Étienne et Barnave, — ont eu leur part de responsabilité dans la série des mesures révolutionnaires qui ont été dirigées contre l'Église catholique; le protestantisme n'en a guère profité : car, quand vint, pour lui aussi, l'heure de la persécution, il a moins vigoureusement résisté que la confession rivale.

extirper du sol de France la religion traditionnelle et pour la remplacer par d'autres, et, d'échec en échec, elle n'avait abouti qu'à l'épurer, à la rendre plus vigoureuse et plus vivace. La persécution avait produit ses conséquences habituelles ; elle avait éliminé les faibles et réconforté les forts; elle avait raffermi certaines convictions chancelantes, réchauffé certaines tiédeurs, déterminé même de nombreuses conversions. A voir traquer et massacrer ses prêtres, le peuple, se remémorant tout ce qu'il leur devait, se sentait repris pour eux d'un renouveau de gratitude et d'affection; les indifférents eux-mêmes, à la vue de tant de misères imméritées, étaient émus de pitié et n'étaient pas les derniers à les secourir et à les cacher. Si de nombreux ecclésiastiques ont pu échapper à la guillotine, si le culte, même dans les plus sombres jours de la Terreur, n'a jamais cessé d'être secrètement célébré, si, en un mot, le catholicisme a pu, en pleine Révolution, vivre d'une vie souterraine et intense, il l'a dû, pour une très large part, à une foule de complicités laïques, à toute sorte d'admirables dévouements populaires. Dans la plupart des cas, ces dévouements étaient inspirés par une foi profonde. Dans l'épreuve, le peuple de France a été comme repris par la religion de ses pères, et il s'est senti plus profondément catholique que peut-être ne l'avait-il cru lui-même.

A la moindre éclaircie, cette recrudescence de ferveur éclate au grand jour avec une surprenante vivacité. En 1796, les *Annales religieuses* publient un article de l'abbé Sicard sur l'*État de l'Église de Paris*. « Jamais peut-être, écrit-il, depuis des siècles, on n'avait célébré avec plus de piété et une édification plus touchante la grande fête du Saint-Sacrement. Tous les jours de l'octave, les églises et les oratoires publics pouvaient à peine contenir les assistants : ce n'étaient plus seulement, comme aux premiers jours de l'ouverture des églises, quelques femmes pieuses, *c'étaient des familles entières*, les pères et les mères, à la tête de leurs enfants et de leurs domestiques. Les saints cantiques n'étaient pas seulement chantés par les ministres : tous mêlaient leurs voix à celles des chantres : ce qui formait un concert si attendrissant que *les larmes d'une sainte joie coulaient de tous les yeux.* » Pareil spectacle à Marseille, en dépit d'un retour offensif de la persécution religieuse : « La première fête de Pâques,

écrit un abonné, les catholiques se rendent en foule dans l'église pour y chanter et faire les prières accoutumées. *Jamais autant de respect dans le lieu saint.* J'en ai versé des larmes d'attendrissement, de voir un peuple immense à genoux, priant avec une affection bien capable de calmer les courroux du ciel. » Et ce ne sont pas là des manifestations exceptionnelles et éphémères : « L'état de l'Église catholique de Paris, lisons-nous un autre jour, est toujours très consolant pour ceux qui s'intéressent aux progrès de la religion. Chaque jour s'ouvrent de nouveaux temples, et l'affluence des fidèles, *bien loin de diminuer, s'accroît d'une manière très sensible...* Ainsi la religion triomphe seule d'une révolution qui a tout englouti. »

« La religion triomphe seule » : c'est à cette conclusion qu'au sortir des troubles révolutionnaires, beaucoup d'esprits s'acheminent. Les efforts tentés pour déchristianiser ou pour décatholiciser la France ont tous échoué les uns après les autres : les formes cultuelles qu'on a imaginées pour remplacer la religion traditionnelle se sont toutes successivement effondrées. Mais le sentiment religieux a survécu à tous les assauts qui lui ont été livrés et il reste incorporé aux conceptions et aux rites qui en ont été, depuis dix-huit siècles, le véhicule habituel. Manifestement, l'avenir est à ceux qui, soit dans l'ordre des faits, soit dans l'ordre des idées, sauront réconcilier définitivement les aspirations religieuses avec le vieux dogme orthodoxe et avec le Saint-Siège.

IV. — ÉTAT DES ESPRITS, DES DOCTRINES ET DES AMES EN FRANCE AUX ENVIRONS DE 1800.

Après dix années de discordes civiles et de guerres extérieures, de désordres, de pillages et de meurtres, tout le monde, en effet, aspire à la tranquillité, à un régime réparateur. La lassitude est générale : on a trop agi, trop parlé, trop lutté; après cette débauche d'agitation, on tend passionnément au repos. On veut un pouvoir fort qui, au dehors, fasse respecter nos nouvelles frontières, et qui, au dedans, fasse cesser l'anarchie, impose la discipline et la règle, contienne les partis, assure la paix sociale et la sécurité du lendemain. La situation générale n'est pas sans analogie avec celle qu'a trouvée Henri IV en montant sur le trône. Mais à la fin du XVIe siècle,

le pouvoir réparateur s'incarne dans une dynastie nationale qui a déjà fait ses preuves de vigueur et de sagesse politique. En 1799, la dynastie nationale est à l'étranger ; elle s'est provisoirement éliminée elle-même par ses fautes et ses faiblesses. Ce qu'il faut au pays, ce qu'il veut de toute sa volonté profonde, c'est un chef militaire qui soit en même temps un homme d'État. Si cet homme se présente, s'il a l'audace d'écarter les figurants qui encombrent la scène, les pauvres gens qui le séparent de l'autorité suprême, il aura derrière lui toute la France.

Cet homme existe, et depuis trois ans, on le voit grandir. Quand, au mois d'octobre 1799, il rentre de son expédition d'Égypte, quelle était en France l'exacte situation religieuse?

Elle était extrêmement troublée. Le coup d'État du 18 fructidor avait été surtout dirigé contre les catholiques qui, depuis deux années, bénéficiant d'un régime de demi-tolérance, avaient conquis, pour leurs croyances et leur culte, le droit de reparaître au jour. Le jacobinisme avait pris peur de cette renaissance religieuse ; il avait remis en vigueur les plus sinistres lois d'exception, qui d'ailleurs n'avaient jamais été abolies, mais qu'on se contentait de ne plus appliquer. Les malheureux prêtres, dont beaucoup étaient rentrés d'exil, sont de nouveau arrêtés, jetés en prison, condamnés à la déportation, au bagne, à l'échafaud. Contre les églises, les monuments religieux, les objets du culte, le vandalisme révolutionnaire renouvelle ses honteux exploits. Puis à la persécution violente succède la persécution sournoise, plus dangereuse peut-être et plus efficace : encouragements, subsides et privilèges prodigués aux cultes adverses, mépris affiché pour tout ce qui rappelle l'ancien « fanatisme », diffusion des ouvrages impies et licencieux, notamment de *la Guerre des Dieux*, de Parny, « dont on distribuera des exemplaires au peuple, dont la *Décade* donnera trois extraits, tandis que l'Institut, l'Institut même, ne rougira pas de recevoir l'auteur parmi ses membres », dérision jetée sur tous les principes de l'antique morale et, dans les modes, le langage et les mœurs, une affectation de cynisme, une fièvre de licence, qui rappellent et peut-être dépassent les époques les plus dissolues de l'histoire, la Régence, la Renaissance, la décadence romaine. Enfin, pour couronner cette nouvelle tentative de déchristianisation, le pape Pie VI, chassé de

Rome par la République romaine, est enlevé par le Directoire, interné en France, où il meurt de vieillesse et de chagrin. Persécuté, traqué, honni de toutes parts, il semble que le catholicisme soit à la veille de disparaître de la nation qui s'était si longtemps flattée d'être « la fille aînée de l'Église ».

Et cependant, en dépit de tant d'ennemis conjurés contre elle, l'antique foi n'est pas éteinte. Sous les ruines fumantes elle couve encore, plus ardente même qu'elle n'était naguère, au moins en certaines régions préservées. Dans d'autres, à vrai dire, où l'ignorance, la peur ou l'indifférence ont exercé leur action déprimante, elle paraît à peu près morte ; mais c'est l'exception. Comme à l'époque de la première Terreur, la religion est rentrée sous terre, pratiquée en secret par les fidèles qui lui demandent consolation et réconfort : les prêtres proscrits, qui ont réussi à échapper aux dénonciations et aux recherches policières, se cachent pour remplir leur mission, sauvés le plus souvent et recueillis par des humbles qu'apitoie leur misère et qu'édifie leur chrétienne charité. De plus en plus, les populations se détachent des cultes officiels, schismatiques ou philosophiques, par lesquels on a essayé de tromper leurs besoins religieux ; elles se pressent dans les quelques églises restées ouvertes au culte traditionnel, autour des prêtres qui, dans l'intérêt des âmes, ont prêté les derniers serments ; elles réclament avec insistance, pour les enfants, le retour au vieil enseignement religieux, pour les malades, le rappel des sœurs dans les hôpitaux. Elles regrettent universellement la proscription des rites, des cérémonies d'autrefois. Un ancien pasteur protestant, un philosophe, le successeur de Grimm dans la *Correspondance littéraire*, Henri Meister, voyageant à Paris en 1795, écrivait déjà : « Le bruit des cloches, trop continuel comme il l'est dans plusieurs pays catholiques, devient sans doute importun ; mais son absence totale a, je vous assure, quelque chose de triste et de sauvage. » Si telle est l'opinion d'un protestant et d'un étranger, que dire des innombrables Français, catholiques d'habitudes et d'hérédité, qui, six ou sept années durant, ont été sevrés du bruit des cloches (1) ! Ce silence des cloches leur fait un vide physique, leur est comme une sorte de carême éternel. Par les sentiments, par les idées,

(1) Napoléon était lui aussi très sensible aux sonneries de cloches, et elles l'induisaient à une sorte de rêverie religieuse.

par les sens même, l'âme populaire française aspire à une restauration du catholicisme.

Veut-on voir à quel point les esprits les plus divers sont las des excès révolutionnaires et mûrs pour une réaction prochaine? Il n'y a qu'à rassembler certains témoignages, pris parmi les moins suspects.

Voici d'abord les Encyclopédistes. Ils devraient être les derniers à se plaindre d'une révolution qu'ils ont, plus que personne, contribué à déchaîner par leurs assauts multipliés à toutes les traditions politiques et religieuses. L'un de ceux qui ont survécu à la grande tourmente, l'abbé Morellet, avait commencé par lui faire assez bon visage : n'avait-il pas, jadis, combattu le bon combat contre les adversaires de *l'Encyclopédie*, en écrivant *la Vision de Palissot*? et n'avait-il pas déclamé à son heure contre l'intolérance et l'Inquisition? Quarante ans plus tard, le ton change, et les propos : « Hélas! écrit-il à son ami lord Shelburne, j'ai été trop près pour mon malheur de ce terrible spectacle d'une révolution. J'ai vu tomber autour de moi une foule de gens intéressants; et j'ai été témoin de ces assassinats, forcé soit par des lois tyranniques, soit par l'impossibilité de trouver à vivre ailleurs ou d'y vivre avec quelque sûreté, forcé, dis-je, d'habiter la ville de sang où ce spectacle se renouvelait tous les jours tout près de mon habitation, *n'ayant plus d'autre sentiment que l'indignation et l'horreur; honteux d'être homme* et d'appartenir à un peuple non seulement assez lâche pour souffrir tant d'atrocités, mais assez féroce ou assez stupide pour en repaître ses yeux tous les jours. » Et il prévoit, sans grand enthousiasme d'ailleurs, que « le peuple ne pourra plus être contenu que par le despotisme militaire ». Mais une autre fois, il constatera que le despotisme militaire a du bon : « Enfin, écrira-t-il, comme autrefois aux Juifs, il nous est revenu d'Égypte un sauveur qui a suspendu le cours des atrocités dont nous étions les victimes; mais non pas *encore* celui des injustices qui *continuent* de dépouiller tant de malheureux. » Napoléon fera de ce rallié un député au Corps législatif.

Un autre encyclopédiste, un ami de Morellet, le médiocre et heureux auteur des *Incas* et de *Bélisaire*, ira plus loin encore. Non content de maudire la Révolution dans ses *Mémoires*, d'y flétrir en termes éloquents « l'incrédulité », « le blasphème »,

« le libertinage » et « la dépravation », Marmontel, élu député d'Évreux en 1797, et chargé expressément par ses électeurs de défendre au Corps législatif la cause de la religion catholique, avait formellement accepté de remplir cette mission d'apologiste. Nous avons encore le discours qu'il devait prononcer à cette occasion : et sous la plume de l'ancien disciple de Voltaire, de l'ami de Diderot et du baron d'Holbach, nous ne lisons pas sans surprise les lignes que voici : « Mais à ces mouvements des passions humaines s'oppose ici le frein d'une religion qui dompte la nature, et qui commande le sacrifice de tous les intérêts et de tous les ressentiments ; d'une religion qui, depuis sa naissance, et à l'exemple de son modèle, n'a respiré que l'humilité, la patience, la douceur, l'obéissance aux lois, la paix avec les hommes, la soumission la plus profonde aux décrets de la Providence, l'indulgence et l'amour envers ses ennemis, la crainte même et le mépris des prospérités de la terre, et l'abandon de tous les biens de l'avarice et de l'orgueil ; *car tel est le catholicisme ; tel a été son caractère, son caractère inaltérable depuis qu'un Dieu* (je parle son langage), un Dieu patient jusqu'à la mort, a été son législateur. » Il s'associe au vœu « éclatant, solennel, unanime des peuples, dont la voix s'élève et retentit de toutes parts » et qui « tous redemandent leurs prêtres », et qui ne peuvent prendre leur parti de « la suppression des cloches ». Et il a beau, à propos des guerres de religion, essayer de concilier ses opinions présentes avec ses opinions passées : la contradiction est complète et singulièrement suggestive.

Ce n'est pas un encyclopédiste que Rivarol, ce causeur étincelant qui a eu quelques parties d'un grand esprit. Une impiété grossièrement affichée lui eût paru une inélégance et une indiscrétion ; mais il ne s'est pas, on l'a vu, montré moins sévère pour la religiosité utilitaire de M. Necker. « S'il est vrai, écrivait-il à ce propos, que nous ne fassions la charité que parce qu'elle nous doit être payée à usure, et que Jésus-Christ nous tienne compte d'un verre d'eau donné en son nom, il faut avouer que notre charité, loin d'être une vertu, n'est qu'industrie, et qu'un vrai chrétien n'est qu'un marchand qui place à gros intérêt. » Sceptique en matière religieuse, partisan déterminé d'une morale totalement indépendante de la religion, le fond de sa pensée à la veille de la Révolution semble avoir été

une sorte de stoïcisme du reste assez élevé. Jusqu'à quel point cette conception fort aristocratique de la vie a-t-elle été entamée par l'expérience révolutionnaire? C'est ce qu'il est assez difficile de dire. Mais ce qui est sûr, c'est que la fureur destructive des philosophes du XVIIIe siècle n'a pas trouvé d'adversaire plus vigoureux et plus éloquent que l'auteur du *Discours préliminaire* : « Ils n'ont pas aspiré à moins qu'à la reconstruction du tout par la révolte contre tout, écrivait-il, et, sans songer qu'ils étaient eux-mêmes dans le monde, ils ont renversé les colonnes du monde. » Et ce qui n'est pas moins certain, c'est que, dans ses derniers écrits, Rivarol a souvent rencontré des pensées et des formules que plus d'un apologiste du christianisme aurait pu lui envier : « C'est un terrible luxe que l'incrédulité. » « Il ne s'agit pas de savoir si une religion est vraie ou fausse, mais si elle est nécessaire. » « Une religion démontrée ne différerait pas de la physique ou de la géométrie ; ou plutôt ce ne serait pas une religion. » « Il me faut, comme à l'univers, un Dieu qui me sauve du chaos et de l'anarchie de mes idées. » « La philosophie manque à la fois de tendresse avec l'infortuné, et de magnificence avec le pauvre. Chez elle, les misères de la vie ne sont que des maux sans remède, et la mort est le néant; mais la religion échange ces misères contre des félicités sans fin, et, avec elle, le soir de la vie touche à l'aurore d'un jour éternel. » « L'esprit de Rivarol, disait Voltaire, c'est un feu d'artifice tiré sur l'eau : » Voltaire n'avait pas prévu qu'il y avait en lui l'étoffe d'un moraliste chrétien.

Ce moraliste n'avait pas pardonné à Mme de Staël de lui avoir disputé avec succès le sceptre de la conversation étourdissante, et il a eu tort de décocher à la fille du banquier Necker de sanglantes et injustes épigrammes. Il aurait dû reconnaître en elle une des plus belles intelligences de femme qui aient honoré une époque littéraire. Peu artiste assurément, écrivain inégal et souvent médiocre, avec d'heureuses trouvailles d'ailleurs, de vives et pénétrantes formules, mais ouverte à toutes les idées, et corrigeant par la souplesse de son esprit et par la générosité de son cœur les premiers partis pris de sa pensée, les défauts de son caractère et les faiblesses de sa vie, Mme de Staël est un très précieux témoin de son temps. Quoique son premier livre soit un livre sur Rousseau, elle n'est pas, comme on l'a dit trop souvent, une fille de Jean-Jacques, dont le côté

romanesque surtout l'a séduit; elle est bien plutôt une fille du XVIIIe siècle, — du premier XVIIIe siècle, celui de Montesquieu, de Voltaire et de Vauvenargues : comme eux, elle croit à la raison, — « cette bonne raison qui sert à tout et ne nuit à rien », disait sa mère, — elle croit surtout à la perfectibilité, cette grande idée du siècle que Condorcet va proclamer jusque sous le couperet de la guillotine. Un voltairianisme à peine épuré par un peu d'idéalisme protestant, voilà d'où elle est partie.

Elle accueillit la Révolution avec transport. Longtemps elle crut que le cours des choses allait amener une monarchie constitutionnelle et libérale, à l'anglaise, et ses vœux eussent été comblés si de cette monarchie son père avait été le premier ministre et son propre salon la cour inspiratrice. Il fallut rabattre de ces espérances. Trop généreuse pour approuver les crimes révolutionnaires, Mme de Staël s'employa de toute son activité à sauver de la proscription ou de l'échafaud d'innocentes victimes. Au contact des faits, beaucoup de ses opinions d'autrefois s'étaient modifiées. On nous a conservé d'elle un curieux ouvrage, resté longtemps inédit, et qui date de 1798. Il est intitulé : *Des circonstances actuelles qui peuvent terminer la Révolution et des principes qui doivent fonder la République en France*. Elle s'y rallie à la République. Mais pour que la République satisfasse pleinement l'opinion et « cette masse de la nation qui veut le repos avant tout », il faut qu'elle cesse d'être persécutrice et qu'elle se propose fermement d' « arracher la nation à la corruption inouïe qui, chaque jour, fait de nouveaux progrès ». Pour cela il faut faire appel à la religion. « Il me paraît prouvé, déclare-t-elle, que la moralité des hommes a besoin du lien des idées religieuses. » Mais à quelle religion recourir? Le catholicisme est impossible : il est intolérant; il est fondé sur la révélation, sur le dogme et sur le mystère, toutes choses que la raison réprouve; il est inféodé à l'ancienne monarchie. Le culte théophilanthropique est infiniment préférable. Mais il est d'institution récente. Le protestantisme, au contraire, par son antiquité, par les luttes séculaires qu'il a soutenues contre le catholicisme, par la généralité de ses préceptes que « l'ignorant comme le savant saisissent également », — et qui se rapprochent de ceux de la religion naturelle, — car « tous les jours, parmi les protestants, les ministres les plus éclairés écartent ce qu'il reste de dogme dans leur croyance »,

le protestantisme seul est capable de fournir au gouvernement républicain l'appui dont il a besoin. L'adopter, c'est enfin porter un coup mortel au catholicisme. « Je n'ai pas besoin de répéter, écrit Mme de Staël, que je hais toute persécution dans mon cœur, autant que je la méprise par mon esprit, mais je dis d'abord aux républicains *qu'il n'existe que ce moyen de détruire l'influence de la religion catholique.* »

Détruire l'influence de la religion catholique : on peut se demander si ce ne fut pas là l'une des idées maîtresses, ou même des idées fixes de Mme de Staël. Car elle reparaît cette idée, sous une forme à peine déguisée, dans le livre *De la Littérature.* Sans doute l'auteur y rend un curieux et juste hommage au moyen âge; mais c'est pour justifier sa thèse de la perfectibilité. Sans doute elle y parle en fort bons termes du christianisme, ce qui, de sa part, atteste un progrès sur ses précédents ouvrages; mais le christianisme, tel qu'elle le conçoit, a une couleur calviniste très prononcée. Enfin, et surtout, pourquoi se montre-t-elle si injustement sévère pour le XVIIe siècle? Pourquoi, en distinguant les littératures du Nord de celles du Midi, donne-t-elle la préférence aux premières? Pourquoi conseille-t-elle, pour combattre la décadence littéraire, de s'inspirer des écrivains septentrionaux plutôt que des écrivains méridionaux? C'est que le XVIIe siècle, grand siècle catholique, n'a point ses sympathies. C'est que les littératures du Nord sont des littératures protestantes, et que le protestantisme est, à ses yeux, un principe universel de progrès et de rénovation. Le livre *De la Littérature* est déjà un premier crayon d'une sorte de *Génie du protestantisme.*

Ainsi donc, même avant brumaire, de toutes parts en France se manifeste un immense besoin d'apaisement, de réparation, d'ordre et de sécurité. Et de toutes parts aussi, pour relever tant de ruines accumulées durant ces dix années tumultueuses, on aspire à une restauration religieuse. Les uns rêvent d'un protestantisme devenant une religion d'État. Les autres, — de beaucoup les plus nombreux, — se retournent du côté de la religion traditionnelle. Entre ces aspirations diverses, pour lesquelles va parier le jeune chef énigmatique, au masque impassible et dur, qui vient de prendre en mains les destinées de la France?

V. — LA PSYCHOLOGIE ET LA PENSÉE RELIGIEUSES DE NAPOLÉON

Il n'a confié à personne sa pensée intime, et pendant assez longtemps on pourra se méprendre sur elle. Ce qu'on sait de son passé n'est point pour rassurer ceux qui voudraient se reprendre à l'espoir d'un retour aux idées et aux institutions chrétiennes : il a hurlé avec les loups; ses protecteurs sont des jacobins, et il est l'homme qui, au 13 vendémiaire, a écrasé les forces contre-révolutionnaires et sauvé la Convention. Son mariage avec Joséphine de Beauharnais a été purement civil. Enfin, si l'on cite de lui quelques paroles plus rassurantes à des cardinaux ou évêques étrangers, il en circule d'autres qui, datées de l'expédition d'Égypte, sont singulièrement inquiétantes : « Dites au peuple que nous sommes de vrais musulmans. N'est-ce pas nous qui avons détruit le Pape? » — « Il n'y a pas d'autre Dieu que Dieu, et Mahomet est son Prophète. » — « J'espère que le moment ne tardera pas où je pourrai réunir tous les hommes sages et instruits, établir un régime uniforme fondé sur les principes de l'Alcoran, qui sont les seuls vrais, et qui seuls peuvent faire le bonheur des hommes (1). » S'il n'est pas un fanatique d'irréligion, il semble que son scepticisme religieux s'accommode trop bien des intérêts changeants de sa politique.

Il y a du vrai dans cette appréciation, et bien des traits, aujourd'hui mieux connus, du caractère et de la vie de Napoléon la confirment. Les expériences religieuses de sa jeunesse ont été ou médiocres ou nulles : les prêtres corses qu'il a pu connaître, les Minimes de Brienne dont l'un, nous dit-on, expédiait sa messe en quatre minutes et demie, ne lui ont pas donné une très haute idée du clergé catholique. Il a lu Voltaire, Raynal, avec lequel il a été en relations, Rousseau, dont il s'est nourri : il a accueilli leurs objections, leurs préjugés, leurs plaisanteries même, et ses propos ont souvent gardé la trace de ses lectures. La vie de garnison est venue par là-dessus, puis le contact des milieux révolutionnaires. Quand éclate la Révolution, il est déjà bien détaché des « singeries » sacerdotales.

(1) Toutes ces déclarations ont été très vivement relevées par le monarchiste *Courrier de Londres*, dans un article de 1803 intitulé : *Le livre des assertions par Buonaparte... Suivi de mémoires et de pensées détachées du même auteur et de l'unique vérité qui soit sortie de la bouche de l'auteur.*

Dans la mesure où l'on peut reconstituer son état d'esprit d'alors, aux rares heures où il s'interroge sur l'homme et sa destinée, il semble qu'il ait toujours repoussé l'athéisme comme absurde et comme immoral, et qu'une sorte de déisme à la Rousseau ait été sa pensée la plus constante. A l'égard des diverses formes religieuses, dont il ne méconnaît pas la puissance morale et sociale, il est tout à fait impartial ; il rendra indifféremment hommage à l'une ou à l'autre, suivant les nécessités du moment, et pourvu qu'elles se plient à ses desseins, il n'en demandera pas davantage.

Est-ce là tout cependant ? Et ce scepticisme utilitaire teinté de déisme suffira-t-il à expliquer toute la politique religieuse de Napoléon ? Une personnalité comme la sienne est trop riche et trop complexe pour que, à la trop simplifier, on ne risque pas de la déformer et de ne la point comprendre. Corse de naissance, à demi Italien, il y a tout d'abord en lui un fond d'hérédité latine et catholique qui reparaîtra invinciblement sous tous les apports successifs des lectures et de la vie et qui lui dictera tous ses gestes essentiels. « Je meurs dans la religion catholique, apostolique et romaine, dans le sein de laquelle je suis né, il y a plus de cinquante ans » : c'est la première phrase de son testament, et elle est significative. Si son père écrivait en italien des vers voltairiens, — ce qui, pour un gentilhomme italien, ne tirait pas à conséquence, — sa mère était une robuste croyante qui lui a transmis, ainsi qu'à tous ses enfants, la foi héréditaire. A Brienne, il faisait, dit-on, sa prière du matin et du soir, et un jour, il forçait un de ses camarades qui, par dérision, restait debout, à s'agenouiller pendant la messe. De sa première communion et de celui qui l'y prépara, le P. Charles, il a toujours gardé le meilleur souvenir, et ce fut lui qui, lieutenant d'artillerie à Auxonne, dirigea très sérieusement l'éducation religieuse de son frère Louis. Que, vers la fin de son séjour à Brienne, il se soit laissé un peu gagner et entamer par le voltairianisme à la mode, il est possible ; qu'un peu plus tard, devenu fervent républicain, il ait déclamé contre les prêtres et les moines, protesté, par « patriotisme », contre les empiètements du clergé ; qu'il ait réfuté des réfutations du *Contrat social* et même comparé Jésus à Apollonius de Tyane, cela est certain. Mais jusqu'à quel point ces boutades juvéniles représentent-elles sa pensée profonde ? C'est

ce dont on peut douter, quand on songe aux graves déclarations de Sainte-Hélène sur la divinité du Christ, sur le rôle et la mission de l'Église catholique. Dédaigneux ou tout au moins détaché pour son propre compte, par indépendance d'esprit et de mœurs, des observances et des pratiques, il ne semble pas que Napoléon, — et telle était l'opinion de Frédéric Masson (1), — ait jamais été, réellement et au fond, vraiment incroyant. Quand il apprenait une mauvaise nouvelle, il avait gardé l'habitude corse de faire un signe de croix en criant : *Jésus!* Ce geste involontaire avait, en ce qui le concerne, la portée d'un symbole.

Ce qu'il voit avant tout dans le christianisme sous sa forme catholique, c'est un principe d'ordre. Dans les idées d'abord. S'il déteste les « métaphysiciens » et les « idéologues », c'est qu'il a horreur des curiosités vaines, des constructions abstraites sans rapport avec le réel, des subtilités dialectiques, bref, de tout ce qui disperse, égare la pensée en quête de solutions illusoires pour des problèmes qui ne comportent pas de solution. A quoi bon spéculer sur l'inconnaissable, puisque, par définition, nous n'en pouvons rien connaître? Le dogme met un frein salutaire à notre curiosité inquiète ; il impose une discipline à l'esprit ; il le libère pour les besognes plus urgentes et plus utiles de la science et de l'action. Et pareillement il met de l'ordre dans nos sentiments. Rien de plus dangereux que la sensibilité qui s'emporte et s'exaspère à la recherche de l'absolu. Elle aboutit aux folles rêveries, aux imaginations désordonnées, aux excès de toute nature qui, dans les pays protestants, caractérisent les grandes crises de mysticisme. La religion catholique donne à la fois une satisfaction et une règle à ce besoin de l'âme humaine ; elle épure et elle assagit ces ardeurs un peu troubles ; elle les convertit en œuvres de charité ; elle canalise le sentiment religieux. Et cet ordre qu'elle prêche et qu'elle réalise, elle l'introduit aussi dans la vie individuelle et dans la vie sociale. Elle fonde une véritable morale, une morale non seulement théorique, mais pratique ; elle fournit une règle des mœurs et elle en contrôle l'applica-

(1) *Napoléon était-il croyant?* (*Gaulois* du 13 septembre 1905). — Voyez sur tout ceci, outre les ouvrages précédemment cités, ceux de Frédéric Masson, de M. Arthur Lévy, du cardinal Mathieu, de Vandal, de M. Arthur Chuquet ; Rose, *The Religion of Napoleon* (*Quarterly Review*, octobre 1903), et A. Lumbroso, *Napoléon était-il croyant?* in-8, 1910.

tion. Une morale indépendante, sans obligation ni sanction, est un contre-sens et un non-sens. Qu'est-ce qu'une morale qui ne commande pas au nom de Dieu? et qu'est-ce qu'un devoir qui n'oblige pas et dont la violation n'entraîne aucune espèce de réprobation effective? Ce sont là simples fantaisies individuelles, des nuées, des chimères, des monstruosités métaphysiques. Enfin, la religion en général, et la religion catholique en particulier, donne aux rapports sociaux une cohésion et un charme véritablement uniques. Ce qui sans elle ne serait qu'une poussière d'humanité barbare, par elle devient société véritable, civilisée et organisée. Elle groupe, elle rassemble, elle unit autour d'un même idéal spirituel. Par elle l'homme cesse d'être un loup pour l'homme; il s'humanise en se christianisant; il s'ouvre à la fraternité; il accepte sans se révolter les cadres, les inégalités et les hiérarchies nécessaires. Justice et charité par en haut; résignation par en bas ; par l'enseignement et la pratique de ces vertus essentielles un ordre social chrétien a pu se fonder et durer jusqu'à nous.

Dira-t-on que cette conception napoléonienne de la religion est singulièrement simpliste, qu'elle se joue à la surface des choses et des questions et qu'elle en laisse échapper la réalité substantielle; que les problèmes capitaux de vérité doctrinale et de vie intérieure lui demeurent trop délibérément étrangers; qu'en réduisant, comme elle le fait, le catholicisme à une sorte de gendarmerie sacrée, elle le rabaisse et le dégrade, et qu'elle est au fond parfaitement conciliable avec une entière indifférence religieuse, ou même avec l'athéisme le plus notoire? De fait, il semble bien que quelques-unes des parties les plus intimes et les plus profondes de la religion aient échappé à Napoléon. Ou plutôt, incliné à croire par son hérédité et son éducation, n'ayant d'autre part aucune objection fondamentale d'ordre philosophique, historique ou philologique à élever contre la révélation, il en accepte les données sans raffiner sur le contenu ; il ne s'attarde pas à l'intérieur du sanctuaire et se contente d'en explorer rapidement les avenues; il aimera mieux en contempler les proportions grandioses et souligner la solidité de l'abri qu'y trouveront ceux qui s'y viendront réfugier. Homme d'action avant tout, c'est à leur valeur d'action qu'il juge les doctrines. Et la valeur d'action du catholicisme lui paraît si formidable qu'il s'inquiète de la voir se développer

en dehors de ses prises. De là, pour capter cette force incomparable, dont il sent plus que personne la grandeur et l'excellence, ses efforts constants, ses brutalités de soldat, ses ruses de diplomate. Les violences mêmes dont il devait se rendre coupable à l'égard du Saint-Siège sont, de sa part, un hommage involontaire à l'idée chrétienne. Le XVIIIe siècle tout entier, au moins jusqu'à Rousseau, avait admis, comme le dira encore, en 1795, le fanatique Dupuis, que le christianisme est, dans son essence, *anti-social*. Napoléon, chrétien très imparfait, par ses déclarations comme par ses actes, a presque constamment affirmé la bienfaisance sociale du catholicisme.

Si nous touchons bien ici le fond permanent de sa pensée religieuse, on devine ce que fut pour lui l'expérience révolutionnaire : une gigantesque leçon de choses qui le confirme dans ses dispositions « réactionnaires » ou « conservatrices ». L'homme qui, le 20 juin 1792, s'indignait que le faible roi Louis XVI, dont il qualifiait rudement la faiblesse, eût laissé entrer sans la mitrailler la « canaille » aux Tuileries, avait une horreur native de l'anarchie : les troubles, les désordres, dont, dix années de suite, il fut le témoin souvent exaspéré, durent lui inspirer l'ardent désir de restaurer l'autorité sur ses bases, et non pas seulement l'autorité matérielle, mais l'autorité spirituelle, fondement et garantie de l'autre. D'autre part, ce soldat amoureux de la discipline est un prodigieux réaliste : son clair cerveau de Latin lucide ne se laisse pas séduire aux chimères ; il s'en tient aux faits observables, il y adapte sa pensée et sa volonté. Il a vu lamentablement échouer tous les efforts successivement tentés pour déchristianiser et pour décatholiciser la France ; il a vu s'effondrer et, comme des châteaux de cartes, tomber les unes sur les autres toutes les religions civiles qu'on a imaginées pour remplacer la religion traditionnelle ; il a vu celle-ci résister à toutes les forces d'oppression conjurées contre elle. Quand son instinct ne le porterait pas à la respecter, il a compris qu'aucune puissance humaine n'en saurait venir à bout et qu'on ne gouverne pas contre les croyances. Il s'est rendu compte, par l'exemple de la Vendée, que la France restait invinciblement chrétienne et catholique, et qu'elle serait à celui qui lui rendrait la paix religieuse. Et enfin il a compris que cette paix ne pouvait être assurée que par une entente directe avec Rome ; qu'impuissante

à rien fonder dans l'ordre spirituel, la Révolution avait été toute-puissante pour détruire, et qu'elle avait tué pour toujours le gallicanisme. Le Concordat était de toutes ces observations et constatations la conclusion suprême. Sur tous ces points, la pensée intime de Bonaparte rejoignait la pensée intime de la France.

Il semble que d'assez bonne heure l'idée d'une restauration religieuse se soit présentée à son esprit. En tout cas, elle perce très nettement, cette idée, dans sa première campagne d'Italie, en 1796. Tandis que le Directoire lui mandait que « la religion romaine serait toujours l'ennemie irréconciliable de la République » et, « pour anéantir insensiblement son influence », lui confiait la tâche « essentielle » « de détruire, s'il est possible, le centre d'unité de l'Église romaine », lui, de son côté, écrivait au diplomate Cacault : « Vous pouvez assurer le Pape de vive voix que j'ai toujours été contraire au projet qu'on lui a proposé et surtout à la manière de négocier... *J'ambitionne bien plus le titre de sauveur que de destructeur du Saint-Siège*... Si l'on veut être sage à Rome, nous en profiterons pour donner la paix à cette belle partie du monde et *tranquilliser les consciences timorées de beaucoup de peuples.* » Quatre ans plus tard, le voici de nouveau à la tête de l'armée d'Italie. La situation a changé. A son retour d'Égypte, il a été salué, sur son parcours, par les acclamations enthousiastes de tout un peuple qui l'accueille comme un sauveur, comme le maître et le pacificateur qu'elle attend. Il n'a pas trompé cette attente : il a balayé le Directoire ; il a pris quelques mesures réparatrices Mais pour imposer sa politique personnelle aux jacobins qui l'entourent et aux intransigeants de tous les partis, il a besoin d'une nouvelle victoire. Le 5 juin 1800, il reçoit les curés de Milan : « Moi aussi, leur dit-il (1), je suis philosophe, et je sais que dans une société, quelle qu'elle soit, *nul homme ne saurait passer pour vertueux et juste, s'il ne sait d'où il vient et où il va.* Nulle société ne peut exister sans morale, et *il n'y a pas de bonne morale sans religion :* il n'y a donc que la religion qui donne à l'État un appui ferme et durable. *Une société sans*

(1) Il existe plusieurs versions de ce fameux discours : celle des *Annales philosophiques* (t. II, p. 247-255), « avec le texte italien » ; celle de Rœderer (*Œuvres*, t. VI, p. 411) ; celle enfin de la *Correspondance de Napoléon* (t. VI, p. 426). Qu'importe la différence de formules que Bonaparte n'a d'ailleurs jamais désavouées ? Il suffit que le fond substantiel en soit à peu près identique.

religion est comme un vaisseau sans boussole... La France, instruite par ses malheurs, a enfin rouvert les yeux, elle a reconnu que *la religion catholique était comme une ancre qui pouvait seule la fixer dans ses agitations.* » Ce discours, à la veille de Marengo, est comme le pendant du vœu de Clovis à la bataille de Tolbiac, et, comme le vœu de Clovis, il fut suivi d'effet. Vainqueur des Autrichiens, Bonaparte écrit le 18 juin aux deux autres consuls : « Aujourd'hui, *malgré ce que pourront dire nos athées de Paris*, je vais en grande cérémonie au *Te Deum* que l'on chante à la cathédrale de Milan. » Et dix jours après, s'arrêtant à Verceil, il confie au cardinal Martiniana, pour qu'il les transmette au Pape, ses vues sur la situation religieuse, — « vues, vraiment salutaires, bienfaisantes et sages », écrivait le lendemain Martiniana. « Je veux, avait dit le glorieux Consul, je veux assurer à la France, en même temps que la paix civile, la paix religieuse. » Et il indiquait tout son plan : supprimer d'un trait de plume l'Église gallicane, et, d'accord avec le Pape, reconstruire sur de nouveaux frais l'édifice religieux des temps nouveaux. La négociation du Concordat était définitivement amorcée.

Ce que fut dans le détail cette lente et laborieuse négociation, nous n'avons pas, après les pages magistrales de Vandal, de M. de La Gorce, à le redire ici ; et aussi bien certaines œuvres de haute portée, telles que le Concordat, sont surtout faites pour être embrassées d'un large regard d'ensemble. Certes, à voir les choses de près, l'historien impartial sera très tenté de reprocher au Premier Consul la violence soldatesque de ses procédés, ses abus de pouvoir, ses caprices de despote, sa duplicité même. A les voir de plus près encore, surtout à les voir de plus haut, on sera bien plus frappé des formidables difficultés qu'il a éprouvées à réaliser et à faire accepter ses desseins, du rare courage qu'il a dû déployer pour triompher des obstacles, de la méritoire continuité de sa volonté bienfaisante, et de l'excellence finale de l'œuvre qu'il a poursuivie. Peu après brumaire, à deux émissaires royalistes qui essayaient de l'entraîner dans leur parti, Hyde de Neuville et d'Andigné, il avait dit : « Moi aussi, je veux de bons prêtres... La religion, je la rétablirai, non pas pour vous, mais pour moi... Ce n'est pas que *nous autres nobles*, nous ayons beaucoup de religion, mais elle est nécessaire pour le peuple, et je la rétablirai. » Qu'elle fût

« nécessaire pour le peuple », — et il semble qu'il ait de très bonne heure entendu cette formule voltairienne dans un sens beaucoup moins étroit que Voltaire, — c'est ce qu'il constatait plus clairement tous les jours. Au témoignage de Desmarets (1), il aurait fait faire une enquête secrète et très détaillée sur l'état des superstitions en France, et il aurait été très surpris du nombre de gens qui croyaient aux sortilèges, aux lutins de toute espèce : de ce jour-là, le Concordât eût été résolu, en dépit des objections et railleries qui l'assaillaient de toutes parts. Un soir, qu'il s'en expliquait au cercle de Joséphine, Monge lui dit : « Espérons cependant qu'on n'en viendra pas aux billets de confession. — Il ne faut jurer de rien », riposta sèchement Bonaparte. L'anecdote est curieuse et doit contenir une large part de vérité. Mais dans la pensée du « Corse aux cheveux plats », le Concordat était décidé bien avant cette enquête. Seulement, en ferme réaliste qu'il était, il voulait se fonder toujours sur des faits scrupuleusement vérifiés. Il avait envoyé plusieurs conseillers d'État en mission dans les départements pour lui rendre compte de l'esprit public : ils sont à peu près unanimes à conclure à une restauration religieuse. Fort de tous ces témoignages, appuyé sur une opinion publique dont il sait l'enthousiaste confiance, sur le vœu ardent d'un grand pays dont il s'est fait dresser la carte religieuse, il est bien armé pour faire tête aux rudes assauts que lui livrent sans trêve jacobins, idéologues, protestants et militaires. Un jour de février 1801, il réunissait un groupe de tribuns opposants, et dans cette langue nerveuse, hachée, brièvement impériale qui lui était familière, il les apostrophait avec rudesse : « Les prêtres! Un Gouvernement peut-il espérer conserver le peuple autour de lui, quand en même temps il poursuit la majorité de ce même peuple dans ses opinions les plus chères? On ne peut se le dissimuler, la majorité du peuple français tient à la religion catholique. Veut-on que je contrarie cette majorité du peuple? Ce peuple est libre et souverain... D'ailleurs, suis-je un cagot? Veut-on me faire passer pour un fana-

(1) *Vingt ans de haute police*, témoignages historiques, par Desmarets, Paris, 1833, p. 75. — Cf. dans la *Revue* du 15 mai 1912, *Napoléon sténographié au Conseil d'État* : « *La religion est la vaccine de l'imagination*, elle la préserve de toutes es croyances dangereuses et absurdes... Si vous ôtez la foi au peuple, vous n'avez que des voleurs de grand chemin. » (p. 383).

tique qui rappelle son église? Je veux que les religions soient tolérées et que celle de la majorité de la nation ne soit pas exceptée de ce principe. » Quelques réserves que puisse soulever le Concordat, il est indéniable que la cérémonie grandiose qui, le jour de Pâques 1802, réunissait à Notre-Dame une foule si étrangement bigarrée (1), marquait la définitive réconciliation de « la majorité du peuple français » avec sa religion traditionnelle.

Veut-on maintenant saisir sur le vif la pensée religieuse de Bonaparte au complet ? Un curieux témoignage nous permet de reconstituer une scène d'une violence extrême dont le philosophe Volney fut un jour le triste héros. Le Premier Consul l'interpellait au sujet de Pascal. Volney feint de ne pas comprendre et ressasse les pauvretés encyclopédiques. Impatienté, Bonaparte l'interrompit avec humeur, et s'animant : « Pascal, un grand homme, monsieur, a dit qu'il y a des raisons que la raison ne connaît pas. J'ajoute, moi, que la raison de tout homme sensé lui enseigne que les raisons de la religion, quoi qu'en disent les idéologues, demeurent immuables, puisqu'elles sont, ces raisons, la souffrance, la maladie et la mort. Seule la religion console, seule la religion éclaire et explique la vie et la mort ; elle est le seul fondement de la vertu ; la proscrire est une impossibilité mathématique. » Volney est un peu déconcerté par cette éloquente « manière de conduire un raisonnement à l'assaut ». — « Je veux, reprend Bonaparte, rétablir le culte, rendre aux catholiques leurs églises confisquées, assurer aux prêtres un traitement convenable. » Et le philosophe de se récrier : rétablir la liberté des cultes, en laissant à chacun d'eux le soin de pouvoir à l'entretien de ses ministres, lui paraît bien suffisant. — « Mais la France me demande l'un et l'autre. — Hé ! monsieur le Premier Consul, si la France vous redemandait les Bourbons, les lui accorderiez-vous ? » Bonaparte bondit de colère, renverse son siège, et arpentant le salon avec fureur, s'emporte en invectives contre les philosophes, « ces fauteurs de discordes, ces idéologues pervers, ces faux amis du peuple, ces malfaiteurs de la pensée » Et arrivant d'un bond sur Volney, il lui crie en plein visage : « Oui, malfaiteur ! » L'autre, suant de peur, s'affaisse sur le

(1) Sur ce que fut cette cérémonie, on ne saurait rien lire de plus vivant et de plus précis que la restitution qu'en a tentée Gilbert-Augustin Thierry dans la *Revue* du 15 octobre 1902.

tapis. Bonaparte le fait relever et reconduire à sa voiture, félicitant l'insolent de cette vapeur opportune qui lui a permis de ne pas faire plus ample connaissance avec sa botte de général. — Rudesse à part, on a là en raccourci toutes les raisons du Concordat.

Reportons-nous à un siècle en arrière. Bossuet est à la veille de mourir et de ses mains affaiblies, par intransigeance mystique, il a contribué à ruiner le Concordat si sage et si fécond que, cent ans auparavant, saint François de Sales avait signé entre la pensée laïque française et le catholicisme, entre « l'Église et le siècle ». Par la brèche entr'ouverte se sont précipités pour l'élargir tous ceux qui supportaient avec impatience le joug importun d'une autorité spirituelle. Cartésiens, libertins, savants et philosophes ont opposé la loi naturelle au miracle, la raison à la révélation et, plus ou moins nettement, ont conclu à la suffisance du déisme. Une nouvelle génération plus audacieuse est alors survenue qui, jetant l'anathème au christianisme, le proclamant barbare et inhumain, s'appuyant sur ce qu'elle croyait être les dernières données de la science, a restauré le naturalisme antique et s'est délibérément dégagée de toute idée spiritualiste. Par réaction contre cette école, une autre s'est constituée, qui, revenant en arrière, dénonçant les abus de la « desséchante » raison, se rallie à un déisme sentimental, avec de vagues aspirations chrétiennes. Toutes ces idées, toutes ces tendances sont descendues dans l'arène révolutionnaire et y ont accumulé les ruines. Puis, quand la poussière du combat est tombée, on s'est aperçu que la vieille religion, si bafouée et persécutée qu'elle eût été, n'était point morte, bien mieux, qu'elle ne demandait qu'à renaître dans les institutions, les esprits et les consciences. De l'aveu des moins suspects, elle apparaissait comme la meilleure et la plus sûre auxiliaire de l'instinct social. Au sortir de la tourmente, l'avenir serait à celui qui, dans l'ordre des idées, comme Bonaparte dans l'ordre des faits, signerait entre la pensée française et la maternelle Église un nouveau Concordat réparateur. L'avenir n'est plus à Voltaire, ni à Diderot, ni même à Rousseau : il est à Chateaubriand.

VICTOR GIRAUD.

LA DERNIÈRE CAMPAGNE DU *GAULOIS*

JOURNAL DU COMMANDANT

(1915-1916)

I

DE MOUDROS A SALONIQUE

Mai 1915.

Le 10 mai 1915, je prenais à Toulon le commandement du *Gaulois*. Le cuirassé revenait des Dardanelles, où il avait eu de sérieuses avaries, par suite de l'explosion d'un obus torpille, lors de l'attaque du 18 mars. Le bâtiment n'avait dû son salut qu'à son échouage volontaire, à l'île aux Lapins, manœuvre audacieuse inspirée au commandant par son second, et qui, assurant le sauvetage du bâtiment, valut les étoiles de contre-amiral à son commandant.

Ma tâche était difficile : venant de servir à terre, j'avais sous mes ordres un état-major et un équipage, encore tout frémissants des combats auxquels ils avaient pris part, orgueilleux de la parcelle de gloire si justement acquise, et conscients de la grandeur des efforts fournis, des fatigues supportées. J'avais donc à faire accepter mon autorité sans trop de heurts, à remettre de l'ordre dans la maison, à faire reprendre les habitudes de tenue, de propreté, de fonctionnement régulier, que je désirais voir régner à mon bord, et que la vie de croisière avait forcément fait perdre. D'importants travaux devaient

être exécutés par l'arsenal : outre la réparation de la brèche faite par la mine, on installait à bord un caisson protecteur de la stabilité, un jeu de filets pare-mines, et diverses améliorations résultant de l'expérience de la guerre.

Ces travaux furent très bien conduits et exécutés. Pour la première fois, je pus me louer de l'activité des arsenaux de la marine. Pour la première fois aussi, je vis employer une méthode de travail, que les officiers de marine avaient toujours demandée. Tous les jours, l'ingénieur venait à bord, et il y avait en permanence, un officier de direction des travaux, qui servait de liaison entre le bord et les constructions navales. Cette organisation de travail méthodique conduisit à d'heureux résultats. Le major-général, le contre-amiral Rouyer, donnait à tous une vigoureuse et intelligente direction. J'eus bien quelques démêlés avec lui, aux conférences hebdomadaires, lui défendant son arsenal, moi, mon bâtiment. Mais l'essentiel était que tout aboutît, et c'est ce qui eut lieu.

Les munitions, approvisionnements, furent complétés, quelques hommes débarqués, et l'équipage put aller en permission. Je dois dire que quelques marins ne paraissaient pas très désireux de repartir, et cherchaient déjà à s'embusquer : je ne les regrettai pas ; dans l'ensemble, l'équipage avait très bon esprit. Fier du bâtiment auquel il appartenait, il se composait d'une majorité de braves gens, dont je cherchais à m'attirer l'affection : les sous-officiers formaient encore, à cette époque, le corps de choix qui constituait un des meilleurs pivots de la vie à bord. Les officiers étaient très attachés à leurs hommes, qu'ils connaissaient individuellement : le personnel canonnier formait particulièrement une élite sous la direction d'un officier de réelle valeur, d'un sang-froid et d'un calme admirable, le lieutenant de vaisseau Penet. J'étais donc bien entouré, et je me préparais à partir pour cette campagne avec confiance en mon bateau et en mon personnel.

Une catégorie de jeunes marins m'intéressait particulièrement : douze candidats à l'École navale avaient été embarqués à mon bord. Ces jeunes gens provenaient de divers établissements, lycées et collèges, préparant à la marine. Remplis d'ardeur, ils s'étaient engagés dans la flotte, et, après avoir fait un stage de trois mois à une compagnie de formation à Brest, avaient été embarqués sur les cuirassés pour y apprendre le

métier, s'initier aux choses de la mer, en attendant qu'une décision fût prise pour le prochain concours de l'École navale. Parmi ceux qui étaient présents au port de Toulon, le *Gaulois* avait été très demandé : ces jeunes gens voulaient à toute force faire la guerre, ils rêvaient gloire et combats, et, à ce point de vue, les bâtiments de l'escadre des Dardanelles avaient exercé sur leur jeune et fougueuse imagination un attrait particulier. Je ne pouvais que les féliciter.

L'attribution des postes de combat à cette jeunesse fut l'objet d'un long débat avec les chefs de service! Tous ces jeunes gens voulaient voir, être exposés, prendre une part effective à la bataille! Or, sur un cuirassé, le nombre de ceux qui voient le combat est très réduit : sauf le commandant, l'officier de tir et l'officier de manœuvre, tout le reste du personnel est enfermé dans les tourelles-casemates, ou sous le pont cuirassé : machines, chaufferies, poste central, etc., et ne voit rien. Chacun est un rouage obscur, infime, mais indispensable à la vie du bâtiment pendant le combat; mais ce rouage invisible ne sait rien de ce qui se passe. A peine entend-il le bruit des coups de canon, le choc des explosions. Il faut là une grandeur d'âme, une fermeté rare et peu connue des gens étrangers à la marine. Le marin dans la soute, dans la machine, ignore tout ce qui se passe à l'extérieur : il ne peut que donner une interprétation quelconque aux ordres reçus : Machine, 120 tours. Faites monter la pression à 15 Mettez en marche le thirion (1). Isolez le compartiment D. 225, etc. — C'est tout ce qu'il entend, et, s'il sait le bâtiment engagé dans la bataille, il peut se dire que d'un instant à l'autre, la torpille, l'obus explosif, arrivera brutalement là où il se trouve, et que, certainement, il ne pourra s'en tirer. C'est toujours le rôle obscur de la marine, prête au sacrifice perpétuel, en paix comme en guerre, et finalement presque méconnue du pays!

Les catastrophes du *Gambetta*, du *Bouvet*, du *Majestic* avaient attiré l'attention sur la nécessité d'assurer avant tout le sauvetage du personnel et par là lui donner sécurité et confiance. Chacun à bord fut muni de son collet de sauvetage, moyen individuel : beaucoup, même, eurent d'autres

(1) Le thirion est le nom donné à certaines pompes d'épuisement.

appareils personnels, gilets, ceintures etc... et je ne pus que m'en féliciter. Dès ce moment, il fut établi que le personnel devait être sauvé : on savait qu'en cas de torpillage, le bâtiment était presque fatalement condamné, à cause de son cloisonnement défectueux et de son manque de stabilité, malgré l'adjonction du caisson. Une inclinaison de 11° le faisait chavirer. Le sauvetage du personnel fut donc, dès ma prise de commandement, l'objet de toutes mes préoccupations. J'y donnais tous mes soins, on le savait à bord.

10 janvier.

Tout est prêt : il y a bien un peu de bousculade, comme toujours au dernier moment, et du désordre, mais tout se tassera en mer, et, à 4 heures, le *Gaulois* appareille, tous feux allumés, et fait route à 14 nœuds sur Malte, où j'ai reçu l'ordre de relâcher. Le temps est superbe, calme plat. Il n'y a aucun sous-marin signalé : ils ne sont pas encore très nombreux en Méditerranée; mais, néanmoins, toutes les précautions sont prises : postes de veille, veilleurs dans la hune, pièces chargées, prêtes à tirer; le collet de sauvetage est obligatoire et le commandant donne l'exemple. Tous les sabords sont fermés, et la chaleur est très forte, à l'intérieur du bâtiment, surtout avec tous les feux allumés. Il y a bien à bord un peu de tristesse et de regret du départ, comme toujours. Mais n'importe, il y a aussi de l'entrain, du désir de bien faire, et je m'en réjouis. C'est à la mer, en temps de guerre, que le commandant se trouve vraiment le chef. Il sait qu'il ne peut plus compter que sur lui : d'une minute à l'autre, une décision grave peut être prise! Pour lui, nul repos, nulle détente, il est toujours de service : même s'il descend du pont, si son second le remplace, c'est lui, et lui seul, qui est responsable! C'est là toute la grandeur du commandement : c'est pour ces moments que toute l'éducation maritime est faite! Pour ma part, je n'en suis pas effrayé, je sais que, le cas échéant, je serais bien secondé et, de mon côté, je m'étais, de tout temps, préparé à ce rôle et suis dans « la peau » du personnage.

Nous passons devant Bizerte et traversons le canal de Pantelleria, endroit sérieux et dangereux.

Au matin, je reçois par T. S. F. l'ordre du commandant en chef de retarder mon entrée au mouillage de Malte, pour

laisser sortir la *Justice* allant à Bizerte. Me voilà donc forcé de diminuer de vitesse, et de faire des ronds dans l'eau, dans des parages où il peut y avoir des sous-marins !

Heureusement, devant l'entrée où nous devons attendre encore une heure, nous trouvons un torpilleur anglais, et des remorqueurs de patrouille, qui nous entourent, et me donnent de la tranquillité.

Avec l'aide des remorqueurs, le *Gaulois* s'amarre dans le véritable dédale que constitue le port de Malte. Immédiatement, les services de l'arsenal sont mis à notre disposition pour le charbonnage, et la réparation d'une avarie de dynamo. J'admire une fois de plus le fonctionnement rapide et exempt de toutes formalités de l'arsenal anglais. Qu'il y a loin de là à la procédure compliquée de nos arsenaux ! Ici on fait d'abord, on régularise ensuite ; et surtout on ne met pas en doute, ni en suspicion la nécessité des demandes de travaux ou de matières. Le travail fait plus hâtivement était certainement moins soigné, moins fini que celui des arsenaux français : les Anglais eux-mêmes le reconnaissaient et eurent occasion de le constater lors du torpillage du *Jean-Bart* : de l'aveu même des Anglais, un de leurs cuirassés n'aurait pas résisté aussi sûrement aux effets de la torpille que ne l'avait fait le cuirassé français. Ceci est tout à l'honneur de notre construction et de nos ingénieurs.

Je vais rendre visite au commandant en chef. Il me reçoit avec la rude cordialité du vieux marin, et me donne ses instructions tout de suite : je dois appareiller, sitôt le charbon embarqué, à neuf heures du soir, et serai convoyé dans les endroits difficiles.

Malte présente une animation extraordinaire, due à la présence de la plupart des unités de l'armée navale française, et des cuirassés anglais. La Strada-Reale, vers les cinq heures du soir, est vraiment curieuse par l'animation qui y règne : marins français et anglais, officiers des deux nations, Maltais et Maltaises avec leurs grands voiles noirs, femmes d'officiers anglais, de sous-officiers, et même petites dames, rien n'y manque et produit un effet des plus pittoresques ; les magasins sont bien achalandés. Les officiers français sont reçus avec toute la cordialité britannique au Naval Club : ils y trouvent tout le confort et le bien-être nécessaire. Mais, malgré la facilité des relations, les fréquentations entre officiers des deux marines

sont peu nombreuses, non par manque de sympathie, mais chacun vit chez soi, avec ses habitudes et sa routine.

Beaucoup d'officiers français et même de sous-officiers, ont fait venir leur famille, installée dans les hôtels, ou les appartements meublés, et Malte est un peu un port français. — On a fortement critiqué cette manière de faire, qui semblait enlever à cette force navale française le sentiment de guerre, mais déjà on ne se faisait plus d'illusions sur le rôle des cuirassés. Après les croisières de la mer Adriatique, reculées de plus en plus dans le Sud, par la présence des sous-marins, après la démonstration devant Cattaro qui n'avait abouti qu'à la destruction du petit croiseur *Zeuta* par deux escadres de cuirassés, après les torpillages du *Jean-Bart* (4 décembre 1914) et du *Léon-Gambetta* (25 avril 1915), les inutiles croisières et la faction en mer avaient été supprimées. Toutes les grosses unités étaient rassemblées à Malte ou Bizerte : on commençait à se consacrer à la lutte contre la guerre sous-marine. Mais tout esprit offensif a disparu pour les cuirassés : ils attendent la sortie de l'ennemi, sans rien faire pour la provoquer : la situation resta ainsi jusqu'à la fin de la guerre, les bases se rapprochant peu à peu du canal d'Otrante, à Argostoli et Corfou. Je rencontre plusieurs de nos camarades, tous déplorent cette stagnation : seuls les torpilleurs et chalutiers font la guerre active. Aussi était-ce parmi les officiers, jeunes et vieux, à qui chercherait à quitter le cuirassé : les exploits de la Brigade les font rêver, et déjà le marasme s'empare de beaucoup.

Les équipages étaient tenus en haleine, par des exercices fréquents; l'alimentation était bonne. Néanmoins, beaucoup de simples matelots aussi déploraient cette inaction et demandaient à partir. Les héros du jour sont les sous-marins qui ont commencé la faction dure et ingrate de l'Adriatique, les longues plongées, les attaques d'avions, le risque perpétuel. Combien ils sont enviés!

L'entrée en ligne de l'Italie, laissant le commandement de l'Adriatique au duc des Abruzzes, l'abandon aux Anglais de la direction des opérations aux Dardanelles, réduisaient considérablement le rôle du commandant en chef français. Avec des moyens très rudimentaires, avec trop peu de torpilleurs et de chalutiers, il devait assurer le service de la Méditerranée

contre les sous-marins, dont les attaques devenaient de plus en plus nombreuses. L'amiral Boué de Lapeyrère n'avait que le titre de commandant en chef ; il n'avait pas les moyens d'exécution nécessaires.

14 juin.

A 7 heures du matin, l'amiral vient à bord dans une baleinière superbement parée. Il passe rapidement l'inspection de l'équipage, et, remerciant les officiers, leur adresse une petite allocution. Il parle ensuite de l'action aux Dardanelles, des récompenses qu'il a obtenues et données, et nous souhaite bon voyage. Il s'arrête devant les candidats à l'École navale et déplore que la suppression du concours retarde ainsi ces jeunes gens dans les légitimes espérances qu'ils pouvaient avoir de devenir officiers. La visite de l'amiral fait bonne impression à l'équipage, qui, à juste titre, aime beaucoup son chef suprême : elle nous réconforte tous et augmente notre ardeur.

A 7 heures 30, l'amiral quitte le bord. A 8 heures, les remorqueurs prennent le *Gaulois* et le font sortir. Je fais larguer les remorques, lancer les machines en avant; à l'allure fière, le *Gaulois* passe le long du bord du *Cromwell*, dont la musique joue *Sambre-et-Meuse* et *le Chant du Départ*. Il y a une petite minute d'émotion; l'équipage acclame l'amiral, auquel nous rendons les honneurs, et nous voilà de nouveau en route pour « la gloire ». Un torpilleur anglais nous convoie pendant une heure, à la sortie de Malte, puis nous abandonne en pleine mer, sur une route dangereuse entre Malte et le cap Matapan. Au cap Matapan, nous croisons le *Mousqueton* en plein jour, heureusement, mais la nuit suivante, dans les Cyclades, entre l'île de Milo et Paros, nous avons une alerte. De nuit, on aperçoit une silhouette! On échange les signaux de reconnaissance, la silhouette n'y répond pas, les pièces sont chargées. Est-ce un boche? un sous-marin maquillé? Heureusement, la silhouette ne prend pas de position offensive, et le *Gaulois* s'éloigne rapidement. Ce ne fut que bien après notre arrivée à Moudros que j'appris que c'était un chalutier. Il l'avait échappé belle.

Après le détroit d'Oro, j'augmente encore de vitesse : ce sont les passages les plus dangereux, — j'ai su plus tard qu'un sous-marin circulait près de l'île de Skyros, — et je me présente le 17, à 5 heures du soir, devant l'entrée de la rade de Moudros.

17 juin.

La rade de Moudros est défendue par une série de filets, d'estacades et de torpilleurs, qui patrouillent à l'entrée.

Elle fourmille de navires. Douze cuirassés ou croiseurs, des bateaux ateliers, le *Shamrock*, bateau-citerne, la masse des transports de matériel, de personnel et de transports hôpitaux : plus de 100 bâtiments, auxquels s'ajoute un aussi grand nombre de torpilleurs, dragueurs, chalutiers, remorqueurs, etc. Tout cet ensemble de navires donne une animation et un mouvement extraordinaires. On retrouve ici les paquebots de toutes les grandes Compagnies françaises et anglaises.

Le commandement supérieur appartient aux Anglais, mais il est convenu qu'on ne fait pas de visites officielles. Je vais donc simplement saluer mes nouveaux chefs, le vice-amiral Nicol, qui a son pavillon sur la *Patrie*, et le contre-amiral Guépratte sur le *Suffren*.

L'escadre française des Dardanelles comprend les cuirassés *Patrie*, *Saint-Louis*, *Charlemagne*, *Suffren*, *Gaulois*, *Henri IV*, les croiseurs *Dupleix*, *Desaix*, *La Touche-Tréville*, une armée de torpilleurs et de nombreux chalutiers, remorqueurs, etc.

Le vice-amiral Nicol, qui avait le commandement de cette escadre, était très avantageusement connu dans la marine comme un officier de haute valeur, instruit et méthodique, très avisé et judicieux. Il exerçait parfaitement le commandement qui lui avait été donné : quoique subordonné au vice-amiral anglais de Robecq, il savait garder son indépendance. La tâche était très lourde, car il devait, avec de très faibles moyens, assurer le ravitaillement du corps expéditionnaire français, le service des approvisionnements, les évacuations, et en même temps la sécurité des bâtiments.

L'amiral Nicol était l'homme pondéré, au jugement calme et sain. Il était remarquablement secondé par son chef d'état-major, le capitaine de vaisseau Gseller. Très actif, doué d'une grande mémoire et d'une grande facilité d'adaptation, le commandant Gseller était aimé de tous. Il avait commandé le groupe d'artillerie du mont Lœven, au-dessus de Cattaro, et, rentré en France, après la débâcle serbe, avait été promu capi-

taine de vaisseau et pris comme chef d'état-major de l'escadre des Dardanelles.

Le contre-amiral, commandant la 2e division, était l'amiral Guépratte. Il était devenu légendaire après l'attaque des Dardanelles, par la bravoure avec laquelle la division française (*Suffren, Gaulois, Charlemagne, Bouvet*) avait été jetée dans l'attaque du 18 mars, où l'amiral avait hautement revendiqué la première place. Sans attendre cette célébrité de très bon aloi, l'amiral Guépratte était déjà très connu dans toute la marine française, par son allure, sa façon de saluer et son port élevé. La guerre l'avait trouvé commandant sa division de complément composée des vieux cuirassés. Ils furent envoyés aux Dardanelles et se trouvèrent ainsi des premiers à la peine et à l'honneur.

L'amiral Guépratte était de haute stature, corps bien découplé, chevelure et barbe neigeuses, casquette très haute. Très grand seigneur, il recevait souvent et très brillamment : sa table était très bonne, ses vins de choix. L'amiral Guépratte était très apprécié des Anglais, qui voyaient en lui le parfait gentleman.

Les autres commandants de bâtiments étaient le capitaine de vaisseau Delahet, commandant le *Saint-Louis*, le capitaine de vaisseau Van-Gaver, commandant le *Charlemagne*, souffrant déjà d'une dysenterie qui devait s'aggraver plus tard, le capitaine de vaisseau Beaussant, commandant le *Jauréguiberry* ; ce bâtiment remplaçait le *Gaulois*. Il repartit pour la Syrie après l'arrivée de mon cuirassé.

Enfin, le garde-côtes le *Henri IV* était commandé par le capitaine de vaisseau Varney. Celui-là était le vrai marin et l'homme de guerre. Déjà connu de ses camarades, par son esprit net et précis, son raisonnement judicieux, très cultivé en mathématiques, très érudit, il avait été professeur de tactique à l'École supérieure de marine, en 1914. La guerre, interrompant les études, n'avait pu lui permettre de donner à son cours sa véritable physionomie, mais les quelques leçons que nous en avions reçues faisaient bien augurer de la suite, et nul doute que la marine n'eût trouvé là, le vrai professeur de tactique navale et de stratégie. Le commandant Varney avait acquis dès le commencement de la guerre une réputation de bravoure et d'énergie dans le commandement d'un régiment

à la brigade des fusiliers. Blessé grièvement à Dixmude, il avait repris la mer sitôt rétabli, et exerçait le commandement du vieux garde-côtes *Henri IV* aux Dardanelles. Là il avait fait de la bonne besogne, le jour du débarquement. Sur l'ordre de l'amiral Guépratte, il avait dû embosser son navire, dans une situation très critique, et avait tenu en place, continuant le tir, malgré les avaries de son bâtiment, et une blessure, jusqu'à ce que le résultat obtenu fût atteint.

Lorsque j'arrivai aux Dardanelles, la situation était la suivante. Au point de vue marine, les torpillages du *Majestic*, de l'*Océan*, du *Goliath*, du *Triumph*, avaient refoulé les cuirassés anglais et français dans la baie de Moudros ; là, ils étaient mouillés derrière deux barrages de filets, et une garde de torpilleurs. Le rôle de ces cuirassés était toujours de bloquer le *Gœben* et le *Breslau* : les combattre en cas de sortie, et appuyer éventuellement de leur grosse artillerie, toute action. Chaque cuirassé était deux jours sous les feux à 50 minutes d'appareillage, deux jours à quatre heures de départ et deux jours les feux éteints et au repos : ce service, outre qu'il était assez pénible, à cause de la température, consommait beaucoup de charbon.

Les petites unités, torpilleurs et chalutiers, montaient la garde à l'entrée des Dardanelles, en accord avec les torpilleurs anglais et sous-marins. Le reste de la *poussière navale* assurait la liaison avec le cap Hellès.

A terre, le corps expéditionnaire, depuis son débarquement le 25 août, n'avait guère progressé. L'évacuation de la côte d'Asie avait laissé aux mains des Turcs tous les ouvrages, qui leur permettaient de battre de flanc nos tranchées, et particulièrement le front de débarquement, la plage de Sebdul-Bahr. Les attaques des 19 et 21 mai nous avaient donné, au prix de très fortes pertes, le saillant du « Haricot » : une dernière attaque du 4 juin avait consolidé nos positions. L'objectif était toujours la hauteur d'Achi-Baba. Mais nos lignes étaient ancrées dans le ravin du Yéni-Keui et ne devaient jamais le dépasser.

Le général Gouraud avait remplacé le 14 mai le général d'Amade.

Ainsi donc, tous les efforts franco-anglais depuis le 18 mai, la perte de six cuirassés, de plus de 20 000 hommes

tués ou blessés, n'avaient abouti qu'à occuper une petite étendue de terrain de quatre kilomètres de profondeur. Or, la vie était intenable. On ne pouvait penser que ce fût là un succès. Les plus optimistes estimaient que l'intervention roumaine ou bulgare aurait seule pu changer la face des choses et faire pencher la balance en notre faveur. Le plus grand nombre estimait la partie déjà perdue, et tous les sacrifices faits ou à faire inutiles : la responsabilité de toutes ces fautes, aussi bien sur mer que sur terre, incombait entièrement aux Anglais. Ceux-ci avaient assumé la direction générale de toutes les opérations et jamais ne s'étaient ralliés aux suggestions des chefs français, préconisant l'occupation de la rive d'Asie.

Au point de vue marine spécialement, les fautes les plus lourdes avaient été commises : l'attaque du 18 mars avait été faite après une préparation insuffisante et recherchait un but chimérique. En supposant que les cuirassés aient pu passer à Chanack, que serait-il advenu d'eux dans la mer de Marmara et devant Constantinople ? Ils seraient devenus successivement l'objectif des sous-marins, dans cette mer resserrée, et le rêve anglais de dominer à Constantinople n'eût pas été davantage réalisé à ce moment.

29 juin.

Deux jours ont suffi pour remettre de l'ordre à bord : le charbon a été embarqué et le bâtiment est prêt. L'amiral Nicol vient à bord et passe l'inspection. Il est accompagné du contre-amiral Guépratte.

Je profite de ce que le bâtiment est en période de repos pour aller faire un tour à terre, — Moudros n'était qu'une bourgade de pêcheurs, — dans l'île de Lemnos, dont la ville principale est Kastron, sur la côte ouest.

On débarque à une jetée en pierre que prolonge un appontement, qui est le siège d'une extraordinaire animation. Des bateliers, des marins, des tirailleurs sénégalais, des prisonniers, s'y agitent pour décharger les chalands, chaloupes, canots, enlever les sacs de farine, les caisses de conserves, les balles de fourrage, le matériel de toute nature que ne cessent d'amener les embarcations et qui s'entassent sur le débarcadère.

De cet appontement part une route poussiéreuse, bordée à sa naissance par la capitainerie du port et la douane locale surmontées du pavillon hellénique, puis quelques maisons et

entrepôts grecs, cabanes de mercantis, articles de bazar, de pacotille de toute sorte où dominent les denrées alimentaires. Au bout de 300 mètres environ, la route aboutit au village que précède, sur une colline très visible du mouillage, une belle église neuve à deux clochetons, une église orthodoxe dont la propreté luit au milieu de la saleté environnante. Le bourg s'étend dans la plaine au pied et derrière l'église. Il se compose surtout de maisons basses qui ne respirent pas une grande aisance. Dès les premiers pas dans le bourg, derrière l'église, on rencontre une petite fontaine au badigeon de chaux blanche qu'assiègent incessamment des femmes, des enfants, et des corvées de tirailleurs sénégalais, coloniaux. La question de l'eau est très importante à Moudros. Une sentinelle est là pour faire observer l'ordre autour de la fontaine. Mais le troupier français, toujours galant, laisse volontiers son tour aux femmes grecques, qui s'en vont le port haut, la cruche sur l'épaule ou la tête, comme il en était déjà aux temps antiques.

Les camps anglais et français sont établis à l'est et au sud-est du bourg. La base française est commandée par le général Baumann, ancien commandant de la gendarmerie turque. Habitué des pays du Levant, il est logé dans une petite baraque en planches, que les territoriaux lui ont construite de la façon la plus sommaire. Je lui fais visite, et il m'intéresse vivement par sa conversation. Pour lui, comme d'ailleurs pour tous, la partie est presque perdue aux Dardanelles ; il ne croit pas qu'une intervention grecque puisse se produire. Il pense qu'après la défaite allemande, nous pourrions facilement nous concilier les Turcs, et retrouver dans ces pays une situation prépondérante. Mais quand ? Nul ne peut le dire en ce moment. En tout cas, il a fort à faire, car à lui incombent le ravitaillement du corps expéditionnaire et l'envoi des renforts qui lui sont demandés journellement.

La base anglaise est installée à bord d'un transport, et commandée par le contre-amiral Wymiss. Le contre-amiral Wymiss est jeune encore; il a fait toute sa carrière dans le service de l'Amirauté, a commandé le yacht royal, et porte le titre d'écuyer de Sa Majesté. Très homme du monde, il parle français admirablement, mais s'exprime toujours en anglais avec nous. Je le rencontre dans une promenade à terre, et, connaissant cette habitude, je le salue de mon plus pur anglais,

et la conversation continue. Le contre-amiral Wymiss est un esprit très froid et méthodique, et qui n'a rien de l'emballement de son chef, le vice-amiral de Robecq.

1er juillet.

Le *Henri IV* va faire un bombardement sur la côte d'Asie. Le même jour, 4 juillet, le beau transatlantique *Carthage* est coulé par un sous-marin à Sebdul-Bahr; le *Carthage* était chargé de munitions de 75. Mais, cette fois, le service de l'espionnage turc ou allemand est en défaut, car, lorsque le bâtiment a été touché, les munitions étaient déjà débarquées. N'importe, le S. R. de l'ennemi fonctionne bien. Moudros est rempli d'espions de toute sorte; tout Levantin peut en faire l'office. Les communications avec les îles, la Bulgarie, à Dedeagatch, sont aisées et libres en partie, car c'est de là que nous tirons le plus clair de nos vivres frais et en particulier les œufs et volailles; mais les ennemis, en échange, ont sans doute tout un service de surveillance.

Le soir même, les Turcs, après un bombardement intensif, ont attaqué les tranchées anglaises et françaises. Les attaques ont été partout repoussées. Le 7, un sous-marin ennemi, vu la veille au cap Hellès, a été pris dans les filets d'un chalutier anglais, et a été obligé de se reposer sur le fond. On a fait tomber de fortes grenades à l'endroit présumé.

Le *Charlemagne journal* paraît tous les jours, et nous donne les nouvelles captées par la T. S. F. Eiffel, Reuter, Hauen, Lyon, Coltano — et celle de la péninsule.

Nous apprenons ce matin que le général Gouraud a été blessé et qu'on a dû l'évacuer sur le transport-hôpital *le Tchad*. C'est une perte très sérieuse pour la France. Le général Gouraud venait d'arriver, et avait déjà pris grande influence sur le commandant en chef anglais, le général Sir Yan Hamilton. Il préconisait déjà la reprise des opérations, par un débarquement sur la côte d'Asie, et aurait certainement abouti à faire prévaloir ses idées. J'avais eu l'honneur d'approcher le général, avant son départ pour les Dardanelles, quand j'étais au Gouvernement militaire de Paris. Nous faisons tous des vœux pour le prompt rétablissement de ce chef de haute valeur.

8 juillet.

Joie générale à bord. Je suis mandé avec l'officier canonnier chez l'amiral Nicol, pour recevoir des ordres au sujet d'un bombardement à faire sur la côte d'Asie. L'officier canonnier, le lieutenant de vaisseau Peseter, doit aller en torpilleur, puis en avion, faire une reconnaissance de la côte. Quand je reviens à bord, tout le monde m'entoure, et la nouvelle d'un appareillage possible se répand dans l'équipage. Immédiatement toutes les figures s'illuminent, et les plus enthousiastes sont les jeunes candidats à l'École navale. Enfin ils verront le feu! Le commandant et l'état-major sont plus sérieux. Heureux évidemment d'agir, mais il y a les sous-marins. La situation du bâtiment qui doit bombarder une batterie à terre, est forcément délicate. Il doit faire du tir indirect, et être immobile, mais alors, il devient un objectif facile pour le sous-marin. Il ne peut jeter l'ancre, encore moins s'embosser, et, le courant étant très fort à la sortie des Dardanelles, il y a toute une manœuvre à faire, pour rester en position, ne pas dérégler le tir. J'espère m'en tirer avec honneur.

Nous appareillons le soir, pour nous trouver le matin devant la côte d'Asie. Au passage, les équipages des cuirassés anglais acclament le *Gaulois* dont ils connaissent la réputation de bon tireur et de bateau de bien entraîné. L'objectif est une batterie de gros calibre. A l'intérieur des terres, un avion sert d'observateur et nous renseigne par T. S. F. Six contre-torpilleurs anglais et français patrouillent au large du *Gaulois*. Le tir est vite réglé et semble bon. D'après les renseignements ultérieurs, la batterie a été très abîmée, un obus de 30 est tombé à 20 mètres des pièces, une poudrerie a sauté. Nous avons même une alerte de sous-marins : elle n'est pas sans produire une petite émotion; quelques hommes mettent déjà leur collet de sauvetage. Les hommes de veille ont en effet vu un torpilleur lâcher une grenade sur les filets que traînait un chalutier. Mais ce n'est qu'une erreur. Une batterie turque nous canonne, les coups sont tous courts. Néanmoins, après le tir des pièces de gros calibre, je fais tirer quelques salves de 14 sur l'emplacement présumé de la batterie.

A 8 heures, tout était terminé, et, débarrassé du souci du tir, je puis admirer le magnifique panorama qui se déroule

sous mes yeux. J'admire l'entrée des Dardanelles entre les pointes de Sebdul-Bahr et de Khoum-Kalé et les falaises sablonneuses de la côte d'Asie, avec les ruines du fort. Sur l'autre rive, la plage de Sebdul-Bahr, et l'épave du *River Clyde*, les tentes des camps, et au loin les hauteurs d'Achi-Baba m'apparaissent dans la chaude lumière du soleil déjà haut, sous ces couleurs très vives et très crues, variant du rose au jaune foncé du sable des falaises. De l'autre côté, les sommets d'Ombros et de l'île de Samothrace se présentent en masse sombre, sur une mer de lait, que sillonnent les chalutiers et les torpilleurs de patrouille laissant de longues traînées argentées. On entend la canonnade sur les lignes de la presqu'île de Gallipoli et les petits nuages floconneux de l'éclatement des shrapnels marbrent de taches blanches l'azur du ciel. Derrière nous l'île de Ténédos apparaît comme un nid de verdure, avec le minaret blanc de son phare.

Nous faisons route sur Moudros, où nous arrivons à une heure de l'après-midi.

Je vais rendre compte de ma mission et me rencontre chez l'amiral Nicol avec le général Bailloud.

Nous trouvons sur rade deux énormes paquebots anglais, dont le *Mauritania*, frère du *Lusitania*, qui arrivent chargés de troupes. Ils ne débarquent pas tout de suite, et, le soir, nous entendons les tambours, cornemuses et fifres qui jouent leurs airs les plus variés. Étendu sur une chaise longue, sur la galerie de mes appartements, je goûte le calme de cette soirée tranquille. Après une journée active, — la nuit est étoilée, — la chaude température du jour s'est adoucie. Les échos de cette musique me reportent aux pardons bretons et aux marches des grenadiers de l'Empire. A bord, tous les Bretons dressent l'oreille au son de la cornemuse, qui leur rappelle le biniou.

Nouvelle attaque les 22 et 23 juillet. Cette attaque est soutenue par le *Saint-Louis*, qui bombarde la côte d'Asie.

30 juillet.

Nous recevons l'ordre de partir pour le mouillage de Képhalo, et grande est la joie à bord. Képhalo est une petite baie située au nord de l'île d'Imbros, en face et tout près de la presqu'île de Gallipoli. Elle est occupée par les Anglais, et c'est là que se trouve le Q. G. du général Hamilton. Les cuirassés sont

là plus à portée des opérations, et aux ordres du commandant du corps expéditionnaire.

Le mouillage est gardé par des estacades et barrages de toute sorte : postes d'artillerie, patrouilleurs, etc. Plusieurs bâtiments s'y trouvent, dont le cuirassé l'*Exmouth* avec le contre-amiral Nicholson, et le vice-amiral anglais de Robecq sur son yacht. Il y a aussi des croiseurs, munis d'un caisson pour les rendre inchavirables, et les nouveaux monitors inchavirables, construits spécialement pour les Dardanelles, et armés d'un ou deux canons de 30 ou 34 millimètres, et protégés contre les torpilles.

Le mouillage est encombré, difficile à prendre : le poste du cuirassé français est le plus éloigné, il faut laisser tomber les deux ancres à toucher l'arrière même de l'*Exmouth*, tourner le bâtiment de 90°, et tenir l'arrière par une ancre à jet. Je me tire heureusement de la manœuvre, mais je ne puis m'empêcher de penser qu'elle ne doit pas toujours être très commode.

Sitôt mouillé, je vais rendre visite aux autorités navales anglaises, et reçois de tous le plus charmant accueil.

Nous passons là trois jours très agréables : prêts à être alertés et sous les feux ; ce n'est qu'à partir de 5 heures du soir qu'on peut prendre un peu de liberté. C'est l'heure de la baignade sur une jolie plage de sable, ou de la promenade à terre dans la campagne. Il y a un peu plus de végétation qu'à Lemnos : des lits de torrents ne sont pas desséchés; il y pousse de la verdure, lentisques et lauriers-roses, et nous pouvons fleurir nos vases.

Toute la journée on entend la canonnade à Gallipoli, et du mouillage on voit la fameuse colline d'Achi-Baba, objectif toujours recherché et jamais atteint.

10 août.

Le bruit court avec persistance que les Anglais préparent une opération. Il est certain que de nombreux renforts arrivent de tous les pays du monde : Indiens, Canadiens, Néo-Zélandais, Égyptiens, débarquent et rejoignent les camps à Moudros avant d'être envoyés sur la presqu'île. Des hôpitaux, des centres d'approvisionnement sont créés dans toute l'île, et outillés avec la largeur de vues, et l'abondance chères aux Anglais. Dans une de mes promenades dans l'île, je rencontre des Maoris : ils sont

revêtus de l'uniforme anglais, mais restent très peu civilisés. Ils regrettent leurs chevaux qu'ils ont laissés en Égypte, et les montagnes de leur pays. Ils ne comprennent pas beaucoup ce qu'ils font ici et pourquoi ils se battent contre les Turcs.

Un autre jour, mes promenades me mènent sur le camp des Égyptiens. Ils me donnent une envolée d'Orient. Il y a là plus d'un millier de fellahs, qui servent de portefaix, travaillent aux routes, établissent des canalisations d'eau : je les ai rencontrés rentrant à leurs camps, vêtus de robes de couleurs voyantes, jaunes, vertes, brunes, oranges, menés en longues théories comme des esclaves par des caporaux armés de fouets à lanière. Ils chantaient une mélopée très grave. Dans le camp, la cuisine se faisait, et les fumées grises montaient en l'air sur un ciel bleu, tout cela dans une grande lumière. Sur le fond de désert d'une campagne aride, un cadre de montagnes, rouges à cette heure, entoure dans la plaine, les camps, avec leur grouillement humain et animal, ânes, chevaux, chameaux. Sans doute le même spectacle se présentait à la construction des pyramides, ou au siège de Troie. Seuls les maîtres ont changé : ici, c'est le lion britannique qui a asservi à sa cause les races du monde entier. Mais je ne sais ce qu'il faut le plus admirer, dans cette puissance britannique, ou cette foule de mercenaires et d'esclaves, amenés ici contre la puissance germaine, ou l'esprit d'organisation, de méthode, de propreté, qui règne partout où s'établissent les Anglais. Camps, hôpitaux abondent de matériaux, de denrées, de personnel. Les routes se font ; de grands réservoirs sont construits pour la fabrication de l'eau : les transports arrivent chargés de monde, de troupes habillées, équipées. Chez nos troupiers au contraire, le système D règne en maître. Mais, quand même, nous nous disons qu'en France, les mêmes soldats ont gagné la Marne, tiennent les tranchées, qu'aux Dardanelles même, le corps français est à Gallipoli au point le plus exposé des feux de la rive droite et de la rive gauche, et qu'il y tient avec honneur !

La *Patrie* accompagnée du *Dupleix* et du *Bruix* a été faire une démonstration sur la côte d'Asie-Mineure, et bombarder quelques villes et ports, qui donnent abri, paraît-il, à des sous-marins allemands. Il s'agissait aussi de maintenir des troupes turques sur cette côte et d'y opérer une diversion pendant les opérations que les Anglais entreprenaient sur la côte ouest de la

presqu'île de Gallipoli. L'opération a été des plus bénignes, sauf pour la *Patrie*, où un canon de 16 a éclaté dans une tourelle, blessant l'armement.

Autre nouvelle. Des dames infirmières de la Croix-Rouge sont enfin arrivées : elles seront les bienvenues, et apporteront peut-être à nos malades et blessés un réconfort moral dont ils ont bien besoin, en même temps que des soins intelligents et éclairés, que le manque d'infirmiers rendait très difficiles aux médecins. Combien ces dames sont courageuses! Leur installation est des plus rudimentaires; le génie et la marine leur ont élevé une baraque en planches, qui sera leur lieu d'habitation : mais chacun cherche à leur donner le plus d'aide possible. Les visites sont nombreuses aux heures de détente, entre 5 et 7. Ces dames nous reçoivent très courtoisement et bientôt des relations de toute cordialité et de bonne camaraderie s'établissent; mais ce sont les seules femmes françaises dans cette île, où il y a plus de 30 000 hommes.

Les Anglais ont aussi, dans leurs hôpitaux, des infirmières et des nurses, Anglaise en blanc, ou Canadiennes vêtues de robes et voiles bleus. A l'heure du thé, vers 5 heures, dans les camps anglais, ces dames reçoivent très volontiers : en passant dans les parages, il m'est arrivé plus d'une fois d'être convié dans une baraque des infirmières anglaises pour y partager le *five o'clock*.

15 août.

Notre tour d'aller à Képhalo est revenu, mais, cette fois-ci, notre départ a été peu mouvementé.

Le 11, le *Gaulois* a exécuté un tir sur la côte ouest de Gallipoli, pas bien loin du cap Tellé, sur une colline, située à 9 000 mètres près du village de Krythia. Les chalutiers avec leurs filets et torpilleurs nous gardent. Le tir est difficile : un avion sert d'observateur, mais les renseignements qu'il envoie arrivent très mal, et le tir est forcément lent. Néanmoins, plusieurs coups sont signalés au but. Une batterie de 154 ennemie, invisible, nous tire dessus et nous encadre : les gerbes se rapprochent, et un coup arrive sur la superstructure, au pied du grand mât; les munitions de 10 cm. du parc qui s'y trouvent flambent, et il y a un commencement d'incendie, vite éteint. Deux enseignes, dont un malade, qui assistaient au tir, prennent les douilles chaudes, et, aidés de quelques hommes,

les jettent à l'eau. Je venais heureusement de donner l'ordre aux armements de 10 cm. du pont, de se mettre à l'abri. Tout s'est bien passé, et moi-même, dans le blockhaus, je n'ai pas eu à bouger. Je suis content de moi, et de mon personnel. A ce moment, une pinasse accoste, venant de Sebdul-Bahr. Le *26* m'informe qu'un périscope a été aperçu descendant les détroits. Le tir étant terminé, je juge prudent de rentrer au mouillage de Képhalo.

Le débarquement des Anglais n'a pas abouti. Au bout d'une marche de 5 kilomètres à l'intérieur, ils se sont arrêtés, faute d'eau paraît-il. L'opération a manqué, et ne peut être refaite. Le colonel Girodon, avec lequel j'ai eu occasion d'en causer, est furieux et me dit qu'avec deux régiments de zouaves et de légion, les Français auraient certainement réussi. Je le crois volontiers.

20 août.

Nous retournons à Képhalo. Le *Gaulois* prend son mouillage, mais il y reçoit un coup de vent du nord, qui met le bâtiment presque en péril, car l'arrière n'est pas loin des petits fonds. Je passe donc la nuit sur la passerelle, et le service est fait comme à la mer.

Je n'ai qu'à me louer de l'accueil qui m'est fait par les officiers anglais. L'amiral Nicholson m'exprime ses regrets sur l'échouage, et la manœuvre intempestive de ce chalutier anglais qui en fut la cause, et m'invite à dîner à bord de l'*Exmouth*. Je m'y trouve en très bonne compagnie avec l'amiral de Robecq, et tous les commandants anglais. Après le dîner, l'amiral de Robecq me fait asseoir près de lui, et nous conversons. Il admire la marine française, et me dit : « Vos officiers sont plus instruits que les nôtres. Mais vous arrivez trop vieux ! » Le fait est qu'il a cinquante-quatre ans : les capitaines de vaisseau ont de trente-cinq à quarante-cinq ans. L'amiral de Robecq admire la bravoure des Australiens, les « Anzac ». Mais ils manquent d'officiers de carrière. Un des deux généraux de division était, il y a peu de temps, avocat à Melbourne. Je cause également avec le commandant Ramsay, de l'état-major du vice-amiral de Robecq. Ramsay a trente-deux ans, il était officier canonnier sur le *Queen-Élisabeth* et passionnément épris de canons et de tir ; il est de plus neveu de lord Chur-

chill et passe pour avoir été un des plus ardents inspirateurs et propagandistes de l'expédition des Dardanelles par mer. Par ses lettres enflammées, et même dans un voyage à Londres, il avait convaincu son oncle lord Churchill, et le *War Council*, qui discutait à cette époque l'opportunité d'une diversion en Orient, pour soulager la menace sur l'Égypte. Ramsay avait toute confiance dans l'efficacité des canons des bâtiments contre les forts : et il est certain que quelques tirs des bâtiments anglais ou français furent remarquables; ils furent néanmoins insuffisants, et les mines eurent raison de l'artillerie. Cet échec n'avait point abattu l'orgueil et le *self contentment* des officiers anglais, qui gardaient toute confiance apparente dans l'issue de la lutte. Ce fut un vrai plaisir pour moi d'avoir pour voisin de table cet officier jeune, ardent, intelligent, courtois et gentleman jusqu'au bout des ongles. Nous causâmes de la suite de la guerre : « Nous prendrons toutes les colonies allemandes, me dit-il, on laissera les Dardanelles neutres, mais nous garderons Lemnos et Mitylène, parce qu'il faut que ce soit l'Angleterre qui fasse le gendarme. — Eh bien ? et les Français? — Vous aurez la Syrie et la gloire, les Français l'aiment beaucoup. — Oui, mais nous voudrions quelque chose de plus positif. — Eh bien ! nous ferons ensemble tout le commerce des Allemands, qui devront nous livrer leur marine. » A quoi je répliquai : « N'empêche que, si nous n'avions pas été là pour occuper les Allemands, ils auraient peut-être débarqué en Angleterre, malgré votre flotte. — C'eût été peut-être à désirer, car le peuple anglais ne connaît pas assez la guerre. Il ne connaît que l'industrie et le commerce. — C'est ce que disait Napoléon, expliquai-je. Les Anglais sont un peuple de marchands. — Il avait raison, c'était un grand homme. »

L'événement a prouvé que Ramsay avait raison. Les Anglais ont pris les colonies et la marine allemande : ils n'ont pas gardé Mitylène, mais ils sont à Constantinople !

La cordiale réception des Anglais, et l'estime où ces officiers semblent nous tenir me fait plaisir. Nous rentrons le 24 à Moudros.

Toute la nuit, on entend la canonnade, et on distingue les coups de 30 et de 34 des monitors anglais. Sur le front français on a, par un véritable tour de force, débarqué des canons de 24,

qui peuvent battre la côte d'Asie. Les monitors mouillés à l'île aux Lapins, bombardent également cette côte. Le front français est donc soulagé, mais toute avance reste interdite. On est resté au Kerevès-Desé : il faut trouver une solution. L'état sanitaire laisse beaucoup à désirer et les évacuations sont nombreuses dans l'armée comme dans la marine.

Les nouvelles de France ne sont pas bonnes : là non plus on n'avance pas; les Russes ont reculé, la Pologne est envahie, et on se dit toujours : que faisons-nous ici, quand en France, où se passe l'action principale, on a besoin de monde? Ce n'est pas en rade de Moudros que la guerre se gagnera. Nombreux sont les marins et officiers qui me demandent à rentrer en France pour aller à la Brigade. Je ne puis que leur répondre : « Nous sommes encore mieux ici qu'à Malte ; peut-être notre heure viendra. »

27 août.

Le sous-marin *Turquoise* est arrivé et amateloté au *Gaulois*. Il est commandé par le lieutenant de vaisseau Grenet, officier très allant, très calme, toujours content; lui est confiant, et pense pouvoir entrer dans les Détroits, et aller facilement dans la mer de Marmara.

Le contre-amiral de Bon, nommé au commandement de la division des bases d'Orient, est arrivé sur le yacht *Éros*.

Le contre-amiral de Bon est arrivé très jeune. Il s'est acquis, dans une carrière brillante, une réputation d'officier très capable, très travailleur. Il voit tout par lui-même.

4 septembre.

Le *Henri IV* est arrivé aujourd'hui venant de Toulon, après réparations. Il nous apporte des colis, des nouvelles de tous les nôtres, nous avons le spectacle de la rentrée en rade de Moudros du sous-marin *E. 14* venant de la mer de Marmara. Il a coulé un cuirassé turc, dix transports ! Il est accueilli par les hurrahs frénétiques de tous les équipages.

Un grand transport anglais est sur rade, après avoir subi une attaque près de Skyros, et reçu une torpille, mais sa coque a résisté, et le bateau est rentré au mouillage, avec seulement deux compartiments remplis ; malheureusement le sous-marin a échappé.

Cinq autres paquebots anglais chargés de troupes sont encore arrivés.

8 septembre.

Le vice-amiral de Lapeyrère commandant l'armée navale est arrivé sur rade, avec le *Jules-Ferry*. Il fait une tournée d'inspection et vient de Syrie.

Nous apprenons la perte du sous-marin anglais *E. 7* pris dans les filets à Chanack. En échange, les Anglais annoncent avoir pris un sous-marin allemand dans une trappe : il serait resté dix-huit heures au fond ! En temps de paix, quel horrible drame, qui rappelle ceux du *Farfadet* et du *Lutin*, que cette lente agonie ! Mais en guerre, on n'y voit que le résultat militaire, et on a raison. Le croiseur auxiliaire indien a été également torpillé au mouillage à Rhodes.

Nous rentrons à Moudros le 14 septembre, non sans avoir essuyé un coup de vent au mouillage de Képhalo. J'ai dû faire pousser les feux et rester sous vapeur, et ai passé la nuit sur la passerelle. Un marin, en temps de guerre, n'a pas à combattre seulement les ennemis. Il a parfois contre lui les éléments et pour lui le repos n'est jamais absolu.

Nous avons, paraît-il, évité un sous-marin allemand qui rentrait aux Dardanelles : il avait été annoncé au sud de Lemnos, quelques moments avant notre passage. Mais la protection et la défense s'organisent. Nous sommes convoyés par un torpilleur, et les chalutiers patrouillent la nuit. Enfin le service aérien se développe : les Anglais ont un camp d'aviation à Képhalo, et un petit dirigeable qui patrouille.

L'amiral Dartige du Fournet, arrivé le 14, a pris le commandement de l'escadre. Il a son pavillon sur la *Jeanne d'Arc* et réunit les commandants à bord de ce croiseur. C'est un homme froid, mais très aimable et courtois, un gentilhomme tout à fait, et qui nous fait très bonne impression : on sent avec lui qu'on sera commandé effectivement, et qu'on a à faire à un homme d'action. Il a, depuis son commandement de la *Comète*, où il força les passes de Bangkok, une réputation de guerrier et de diplomate habile. Le premier contact et la première impression de notre chef sont des plus cordiaux. L'amiral nous dit son désir de nous voir fréquemment, d'avoir nos avis : il nous réunira en conférence toutes

les semaines, et nous annonce qu'on « va faire quelque chose », lui aussi. Les imaginations travaillent. Est-ce un débarquement dans le golfe de Saros, pour tendre la main aux Bulgares et Roumains ? Est-ce, plutôt, leur débarquement sur la côte d'Asie, et la reprise du plan du général Gouraud ?

Nous apprenons la nomination du général Sarrail au corps expéditionnaire d'Orient et la concentration de troupes dans le Midi.

18 septembre.

Voici l'automne qui approche et les coups de vent sont plus fréquents : dans cette rade de Moudros, ils peuvent être dangereux, car les bâtiments, en chassant sur leurs ancres, tombent les uns sur les autres, et peuvent se faire des avaries. Mais les pluies épurent l'air, et nous avons le soir des couchers de soleil splendides sur le fond de la rade, avec des teintes variant du rose au carmin, et du plus bel effet artistique. A terre, la ville militaire pousse : hôpitaux, baraques, jardins, boulevards, etc. s'édifient, et donnent un aspect plus vivant et plus gai, mais que nous sommes encore loin des installations presque somptueuses, en tout cas propres et confortables, des Anglais !

Je fais la connaissance du Père Fabre, un jésuite de 70 ans, qui est un aumônier, on ne sait pas trop de quoi. C'est un véritable condottière, qui a roulé sa bosse en maints pays, et était au collège Tivoli à Bordeaux, mais ne peut tenir en place. C'est un nomade ; il est aumônier libre non appointé, et vit tantôt chez l'un, tantôt chez l'autre. Il vient souvent à bord des bâtiments, et, finalement, on lui trouve la situation d'aumônier de la division des bases. Avec sa soutane kaki, une casquette de marin, une barbe mal peignée, il a l'air autant d'un forban que d'un religieux, mais c'est un homme d'une grande piété et d'un grand bon sens. Marins et soldats l'apprécient.

Un petit croiseur italien *Piemonte* est arrivé en rade.

On signale une plus grande activité des batteries turques à Gallipoli. Aussitôt la *République* est envoyée pour bombarder les ouvrages de Khoum-Kalé. Fière d'un ancien prix de tir, la *République* s'embosse, consomme sans résultat appréciable plus de 300 obus, et casse un arbre de couche. Voilà encore un cuirassé immobilisé !

Nous apprenons aussi la chute du ministère Viviani et la

formation du cabinet Briand; le général Galliéni est ministre de la guerre. Je suis sûr qu'il donnera l'impulsion nécessaire, et fera tout pour hâter la victoire, et garder la maison en ordre.

Le contre-amiral Lacaze est ministre de la marine. Je l'ai connu surtout quand il était chef d'état-major de l'amiral Germinet. L'amiral est né à la Réunion, très intelligent, et très habile diplomate.

Puisse ce nouveau ministère de guerre et de concentration, mener comme il convient la politique et nous conduire à la victoire!

20 novembre.

Nous partons à 6 heures du soir et franchissons définitivement les barrages de la rade de Moudros, à laquelle nous disons adieu sans regrets. La route est donnée sur le cap Kassandra au sud de la presqu'île du mont Athos. Une nuit superbe, temps calme, clair de lune, qui fait de cette traversée nocturne une traversée de jour. Les îles de Samothrace et de Thasos s'aperçoivent au loin. A 1 heure du matin, nous doublons le cap Kassandra et les promontoires du mont Athos, entrons dans le golfe de Salonique : là, la surveillance est redoublée, car c'est le terrain d'exploit des sous-marins : mais il y a des routes draguées et des chalutiers qui croisent. On sent toute une organisation sérieuse et, au petit jour, nous nous trouvons devant le triple barrage qui ferme la rade de Salonique. Un torpilleur nous guide dans le dédale des filets, et nous voici à peine en rade que l'alerte est signalée. Un sous-marin est en vue. Immédiatement, je rappelle au branle-bas de combat, et je fais garer au plus vite le *Natal*, que j'envoie mouiller à l'abri. C'est donc aux postes de veille que je rallie le mouillage qui m'est signalé. Mais l'alerte est annulée, et je puis non sans peine mouiller à mon poste dans le dédale des bâtiments qui couvrent la rade.

Il fait grand jour, la légère brume du matin s'est levée, et le spectacle qui s'offre à nos yeux est vraiment très beau. La ville de Salonique s'étend devant nous sur les flancs d'une colline escarpée, avec ses terrasses blanches, ses églises orthodoxes et ses cent minarets. Des verdures ombreuses, et la ceinture de hautes murailles d'origine cyclopéenne de la vieille

citadelle, encadrent ce tableau. Au bord du rivage, on aperçoit, à travers une forêt de mâts, la gare, les docks, les grands hôtels du quai, et vers la droite, dans les jardins, la Tour Blanche, qui marque l'extrémité de la ville turque.

Le fond de ce magnifique panorama, à la lumière douce du soleil levant, est fermé par les hautes montagnes sombres des derniers contreforts, qui séparent la Grèce de la Bulgarie, dominant la plaine du Vardar et du Galletto, et, de l'autre côté, par les hautes cimes neigeuses du mont Olympe, éclairées de teintes rosées. Le massif noir et épais du Kara-Bouroun à contre-jour, ferme l'entrée de la rade, qui paraît comme un immense lac. La voûte du ciel s'éclaire à mesure que le soleil se dissipe et se reflète dans l'eau, qui passe presque à vue d'œil, du gris cendré au bleu le plus pur.

Sur mer, dans la rade, une activité vraiment débordante, des bâtiments de toute sorte, cargos, paquebots, transports, canonnières, ouvriers anglais et français; des chalands, remorqueurs, canots à vapeur circulent, de toutes parts, et parfois, au milieu de ce mouvement, une barque de pêcheur grec, ou turc, glisse silencieusement et se faufile jusqu'aux bouches du Vardar. Outre ce beau et incomparable spectacle de la nature, on a le sentiment d'une grande ville, d'un grand port, et d'un effort considérable fait par les Alliés, pour y amener le matériel et le personnel nécessaires à l'expédition de secours des Serbes.

L'amiral Gauchet commande ici : il a son pavillon sur la *Patrie*. En quelques mots, il me met au courant de la situation. Elle est peu brillante. La Serbie est envahie. L'armée franco-anglaise exécute un mouvement de repli, qui la conduira vraisemblablement jusqu'à Salonique, mais elle peut trouver contre elle les troupes grecques. Le rôle de la flotte peut donc avoir grande importance, appuyer par son artillerie la défense de la place et par terre et par mer, assurer la liberté de communication dans le golfe de Salonique.

Je me retire très impressionné de cette première entrevue avec mon chef. Des dispositions spéciales sont prises : veille très attentive, de jour et de nuit; armements des pièces toujours prêts; communications restreintes avec la terre et conseil de ne pas aller à terre en uniforme.

L'entrée de la rade est gardée par un simple filet, avec des

patrouilles de torpilleurs, vedettes, pinasses et un croiseur pour l'arraisonnement. Là-haut, des canots-vapeurs armés patrouillent en rade. On peut, dans ce pays, qui fourmille d'agents allemands, craindre un attentat contre les bâtiments.

La force navale française comprend, outre le *Gaulois*, *Patrie*, *Charlemagne*, *Henri IV*, *Latouche-Tréville*, *République*, quelques torpilleurs. Il y a également deux cuirassés anglais et des croiseurs.

21 novembre.

Un ultimatum a été posé à la Grèce, d'avoir à réduire ses forces en Thessalie. Mais, comme il est prudent de ne pas se fier aux Grecs, l'amiral a ordonné diverses dispositions. Nous sommes sous les feux, et aux postes de veille, prêts à commencer le tir sur les casernes et les camps grecs. Les objectifs de chaque bâtiment sont désignés. Tous les transports mouillent près des cuirassés. Un torpilleur se tient près d'un petit croiseur grec, prêt à agir. Les ordres sont cette fois nets et précis. Il n'y a pas d'hésitation possible.

Les 75 000 hommes français sont seuls à supporter tout l'effort. Néanmoins, les arrivées de troupes et de matériel sont nécessaires : les transports se mettent à quai, et se déchargent rapidement; les unités débarquées sont acheminées immédiatement au camp, en dehors de la ville.

A bord, l'esprit est excellent: chacun est joyeux à l'idée de tirer, peut-être, le canon, et d'avoir quitté Moudros.

Venant de Moudros, Salonique est un éden. La ville présente une animation vraiment extraordinaire et d'un caractère cosmopolite, tout à fait original. Dans la rue Venizelos, c'est un fourmillement de gens de toutes nations : Grecs, Turcs, Juifs, soldats français de toutes armes, plus ou moins débraillés, Anglais raides et sans gêne, gens à l'allure souvent insolente au milieu desquels les gendarmes albanais font impression, avec leur veste en bure, la fustanelle, guêtres et souliers pointus relevés par un pompon de couleur vive

La population féminine est tout aussi mêlée : Juives au costume spécial, Macédoniennes de la campagne, avec leurs cheveux tressés dans le dos, et les grands pantalons bouffants, Turques cachant leurs toilettes européennes sous un châle noir ou bleu foncé, avec une petite voilette sur la figure,

Grecques ou autres habillées à la dernière mode de Vienne ou de Berlin, appelée mode de Paris.

Il y a encore beaucoup d'Allemands ou Autrichiens en ville, et l'autorité militaire procède à une épuration, principalement parmi les innombrables filles, femmes légères, qui ont afflué ici : Roumaines, Autrichiennes, Levantines de toute catégorie, plus ou moins agents du service de renseignements.

Beaucoup de mosquées servent d'abri pour les réfugiés, Serbes ou Macédoniens fuyant une fois de plus l'invasion bulgare, avec leurs pauvres hardes enroulées dans des couvertures rouges ou vertes et leurs petits enfants, qui ont encore, dans leur regard, l'effarement des visions de guerre.

27 novembre.

Tourmente de neige depuis ce matin, la ville est toute blanche, les camps aussi, hélas ! et je pense à nos pauvres soldats sur le front bulgare, à Stroumitza.

Reçu la visite du consul de France M. Séon. Il a recueilli des sœurs Assomptionnistes venant de Bulgarie, auxquelles on a fait toutes les misères possibles. Les Bulgares ont massacré les prisonniers français, et martyrisent les Serbes, tuant tout, femmes, enfants pour supprimer la race. C'est le procédé allemand.

A six heures, dans les pâtisseries de la rue Venizelos, on se croirait presque à un *five o'clock* de la rue de Rivoli ! Riches familles turques, juives ou grecques, officiers de toutes nations, au milieu desquels se distinguent les aviateurs par leur tenue fantaisiste, prennent glaces, thés, etc... Ah ! qu'on est alors loin de la guerre, de la neige des Balkans, des Vosges, de Champagne et de la terre des Flandres. Mais ceux qui sont là partiront demain pour le front. Qu'ils profitent donc de l'heure présente !

30 décembre.

L'inquiétude du commandement s'accentue à mesure que nos troupes continuent leur mouvement de repli ; elles seront bientôt à la frontière grecque : les Bulgares et Allemands poursuivront-ils ? On organise donc la défense du camp retranché de Salonique, et les dispositions de combat sont encore amplifiées. Le plan de l'amiral nous indique les mouil-

lages à prendre, pour pouvoir bombarder les abords de la ville, et protéger les troupes. Le *Gaulois* doit battre tout un secteur de la plaine du Vardar. Mais, au pointage extrême, nos canons de 305 portent à 14 kilomètres. C'est peu.

La compagnie de débarquement est envoyée à terre, pour participer à la construction des tranchées. C'est une joie générale pour ceux qui en font partie : on les équipe de capotes de militaires et de bonnes chaussures, je les accompagne à la gare jusqu'au train qui doit les emmener sur le front. Ils vivront là, dans un océan de boue, avec moins de confortable qu'à bord, mais qu'importe, ils agiront : je les comprends si bien, et les envie.

Nous débarquons également deux canons de 10 centimètres, et leur armement, pour les envoyer sur le front: tout ceci démunit bien le bâtiment, en personnel et en matériel : le *Gaulois* ne pourrait plus livrer un combat sur mer avec tous ses moyens.

Cédant à une énergique pression, les Grecs font évacuer trois divisions, et nous abandonnent, pour ainsi dire, la place.

Des troupes de toute sorte arrivent journellement, et l'aspect de la rue du Vardar, grande artère de Salonique, est des plus pittoresques. Ambulances, convois du train, artillerie, troupes hindoues, grecques, se succèdent au milieu de la foule la plus bariolée qui puisse exister. Les réfugiés de toutes les nations balkaniques sont nombreux.

Le 6 décembre, je reçois l'ordre d'être prêt à retourner à Moudros. On a décidé l'évacuation.

L'escadre se renforce de deux unités : la *Démocratie*, commandant Mornet, et la *Justice*, lieutenant Pugliesi-Conti, sont arrivées venant de Bizerte et Malte. Ils ont peu fait la guerre jusqu'ici.

L'amiral Dartige ne cesse de réclamer des moyens pour la lutte contre les sous-marins : ces moyens ne lui sont envoyés qu'au compte-gouttes; tout est déjà sacrifié pour le Nord, où on a organisé deux commandements importants.

Un travail formidable de défense se fait. La place est prête à résister à toute attaque. Le général de Castelnau est venu en inspection, le 25 décembre, à bord de l'*Ernest-Renan*. Il adressa à son départ un mémorandum dont le vice-amiral nous donna communication. Il préconisait l'organisation de

nouvelles lignes de défense, en employant les méthodes usitées sur le front français; il faisait une légère allusion au transfert du Q.G. en dehors de Salonique, et au rôle éventuel de la flotte, et, somme toute, se déclarait satisfait de ce qu'il avait vu. Nous pouvions attendre de confiance l'attaque si elle se produisait.

Elle eut lieu, mais très atténuée et par avions. Le 30 décembre deux attaques se succédèrent à dix heures et demie et à midi et demi et furent repoussées.

Un des résultats de cette attaque d'avions est de décider l'arrestation des consuls des Puissances ennemies. Je ne sais par suite de quelle timidité diplomatique, on avait toléré leur présence à Salonique : ils formaient un véritable centre d'espionnage. L'arrestation a eu lieu le matin, avec un déplacement de troupes et gendarmerie alliées. Les consulats étaient tous dans le quartier des villas : ces messieurs ont été cueillis pour ainsi dire dans leur lit, ce qui donna lieu à quelques scènes comiques. Leurs familles, leurs domestiques et leurs cavas furent embarqués le jour même pour Toulon. J'allai l'après-midi à terre, passer devant les consulats encore gardés par la gendarmerie française pendant qu'on y faisait des perquisitions, qui en apprenaient long sur les agissements de ces consuls et de plusieurs habitants de Salonique.

Le 19, le commandant Ivanoff de l'*Asthold* nous avait conviés à une réception à son bord, pour fêter l'anniversaire du Tsar. Nous nous y rendîmes en grand nombre et trouvâmes là les officiers de toutes les nations alliées. Le vice-amiral Gauchet se faisait une règle de n'accepter aucune invitation et de ne jamais recevoir. C'était une doctrine très soutenable, en temps de guerre, mais qui nuisait un peu à la cordialité de ses relations avec les étrangers. Toujours confiné à bord, il voyait peu de monde, ne sortait que pour des visites tout à fait indispensables.

2 janvier 1916.

A quatre heures et demie, on me signale d'appareiller. Je sors à sept heures et demie du soir. Par nuit noire, le bâtiment était engagé dans les passes du barrage, quand par T.S.F. je reçois le contre-ordre de mouiller jusqu'au jour, en dehors du barrage.

3 janvier.

Je fais route à 15 nœuds et sans escorte ; heureusement, la mer est un peu grosse, et me met à l'abri des sous-marins, mais non des mines. Nous longeons la péninsule de Chalcidique avec ses trois promontoires et nous apercevons très bien les couvents du mont Athos, suspendus sur la falaise. A bord, tout le monde est content, les visages s'éclairent. C'est qu'on se voit déjà tirant le canon à Gallipoli ; et puis, ce n'est plus l'inaction. Nous arrivons à Moudros à six heures du soir, et, sitôt mouillés, je vais voir l'amiral de Bon, qui me met au courant de la situation : il ne reste plus que 600 hommes à Gallipoli, l'artillerie lourde et, bien entendu, les marins. Les bombardements sont incessants et plus violents que jamais ; nuit et jour les plages d'embarquement sont battues par des tirs de barrage, et il faut, à certains endroits trop exposés, creuser des tunnels aboutissant au ras de l'eau. Le *Gaulois* doit donc rester sous les feux, et être prêt à aller faire un tir sur les forts de la côte d'Asie, pour les occuper.

14 janvier.

L'exode des Serbes continue. Ils arrivent misérables, sans pain, faisant pitié, mais conservant une grande dignité. Le vieux roi Pierre de Serbie est reparti sur un torpilleur pour la Grèce. Pauvre Majesté errante qui a traversé son royaume sur un avant-train mené par des bœufs, et attend des jours meilleurs sans perdre confiance !

21 janvier.

La *Justice* et la *Démocratie* partent pour Moudros. On craint toujours une sortie du *Gœben*, et on veut être sûrement en force.

Mon second va tous les quatre jours faire vingt-quatre heures de garde au barrage. Outre la surveillance, il y a l'arraisonnement de tous les bâtiments, et la visite des passagers. On épure tout ce qui vient à Salonique.

25 janvier.

Alerte ce matin à 7 heures 30. Un sous-marin boche est près du barrage et a torpillé un bâtiment qui rentrait. On craint qu'il ne l'ait suivi en rade. Allumé les feux, branle-bas de combat, fermé les cloisons étanches. On est prêt à filer la

chaîne, et à appareiller. Les canots à vapeur, et remorqueurs patrouillent dans la rade. A 10 heures, on fait rompre.

Tout près du barrage, l'amiral Gauchet, responsable de la défense du front de mer, a demandé d'occuper le fort de Kara-Bouroun, où il y a une garnison grecque et qui commande l'entrée de la rade. L'opération s'est faite brutalement, à 6 heures du matin. Deux bataillons, une batterie de campagne, et les compagnies de débarquement ont entouré le fort : l'officier grec qui commandait s'est incliné devant le fait accompli, et est parti.

6 février.

J'ai assisté au débarquement d'un escadron de chasseurs d'Afrique. Quelle belle troupe! Beaux hommes, habillés en khaki avec la chechia. Des petits chevaux arabes, tout fringants de se sentir à terre; et, quand l'escadron s'est mis en marche au son de la joyeuse fanfare, on était fier de cette troupe si française.

De nouveaux régiments arrivent, et ceci est une victoire sur les sous-marins. Malgré leur croisière, les transports, les approvisionnements et munitions parviennent quand même à destination, et les transports se succèdent presque journellement. On parle d'une offensive prochaine.

La situation des troupes serbes à Corfou, est, paraît-il, lamentable. Ils manquent de tout, et c'est toujours la France qui va les ravitailler, et la marine qui s'en occupe.

4 mars.

Nous quittons le mouillage de Mithra pour revenir à Salonique, et y apprendre la nomination du contre-amiral de Bon au grade de vice-amiral, et de chef d'état-major général, où il remplace le vice-amiral de Jonquières.

9 mars.

Je suis invité par le commandant de l'*Exmouth*, capitaine Weale, à aller assister au tir d'essai d'une pièce de 12 pouces anglaise, neuve, installée sur le front.

C'est à 8 kilomètres de la place et 4 kilomètres des lignes de tranchées. Il y a là une nombreuse assistance de généraux et officiers anglais : le général Mahon, l'amiral Nicholson, le commandant Docquin de l'artillerie française, officier de liaison avec l'artillerie anglaise. Je cause longtemps avec lui. Il était à

Verdun aux premières attaques, qui furent terribles, surtout par l'abondance d'artillerie des Boches. Il a fort à faire ici pour empêcher les artilleurs anglais de commettre des fautes graves dans l'installation des batteries, surtout au point de vue protection et réglage du tir. Je passe là une journée intéressante, loin du bord et dans un milieu sympathique. J'admire la bonne tenue et la rectitude des marins anglais. Il est vrai qu'il y avait beaucoup de hautes autorités, et, dans la marine anglaise comme dans la marine française, ce jour-là, la tenue est plus soignée. Je ne tire donc pas des conclusions trop fermes de ces belles apparences.

11 mars.

L'amiral Gauchet est revenu de Malte, où le commandant en chef avait réuni une conférence de tous les amiraux commandant en Méditerranée. Que va-t-il sortir de ce parlement? Il paraîtrait qu'on a reparlé entre Français, Anglais et Italiens des zones de surveillance en Méditerranée, — et qu'il a été décidé que l'armée navale française stationnerait à Argostoli, plus à portée du canal d'Otrante, — pour le cas où la flotte autrichienne essaierait de sortir de ses bases, pour se porter aux Dardanelles et rejoindre le *Goeben* et le *Breslau*. C'est la grande crainte des Russes. L'escadre anglaise garde Moudros comme base. — C'est la première fois que nous voyons un essai d'organisation quelconque, qui ne laisse pas trop au hasard.

Le bruit court qu'on a reçu au Q. G. l'ordre d'une offensive générale sur tous les fronts. Sans doute il faut soulager Verdun, où la situation serait angoissante.

COMMANDANT MORACHE.

(A suivre.)

HIPPOLYTE TAINE

TAINE ET BRUNETIÈRE

Les pages que l'on va lire ont été écrites en 1897. Brunetière y a résumé, comme il l'avait fait à la même époque pour Renan, les caractères de l'œuvre de Taine et les grandes lignes de sa vie. L'historien des *Origines de la France contemporaine* était mort depuis quatre ans ; et le professeur de l'École normale, le conférencier qui s'en allait, en cette même année, parler de Taine et de Renan à ses auditeurs d'Amérique, ramassait, en de rapides et brillants raccourcis, les traits les plus saillants de ces deux grandes figures.

Depuis longtemps d'ailleurs, dès le lendemain de 1870, Brunetière avait cherché, dans l'œuvre de Taine, les principes et les caractères dont sa génération avait besoin. Il aimait ce visage austère d'où se dégageait une leçon de force patiente. En quelques lignes de son *Histoire* posthume *de la Littérature française classique*, il a fixé les traits qui l'avaient séduit dans « la personne » et dans « la conversation » de Taine, et où lui-même s'était reconnu sans doute : son « air de sérieux ou de gravité », son « anxiété scientifique », sa « passion de science et de vérité ». Il admirait le monument que l'auteur des *Origines* élevait lentement à sa patrie blessée et inquiète. Il lisait et relisait ces beaux volumes : « Je viens de le relire pour la troisième fois, écrivait-il dans ses notes inédites sur *la Révolution ;* et, je crois pouvoir le dire avec une assurance entière, si ce beau livre a quelque chose contre lui, c'est de vouloir être lu. » Il voulait dire sans doute, comme il l'a écrit ailleurs, que Taine employait toute son « énergie de style » à s'imposer à l'attention du lecteur. Et, dès 1885, dans un article qu'il consacrait à *Un récent historien de la Révolution*, il saluait en lui « un des maîtres de la pensée contemporaine ».

Seulement, dans ce même article, il regrettait que Taine n'eût pas aperçu, à travers tant de causes matérielles qu'il énumère, la

grande cause providentielle que Joseph de Maistre avait entrevue, par delà le chaos et la folie. C'est que Brunetière en histoire ne se plaçait pas au même point de perspective que Taine ; ce n'était pas la pensée de Montesquieu qui l'animait, et ce n'était pas à l'*Esprit des lois* qu'il demandait les principes d'une philosophie de l'histoire. En feuilletant ses notes manuscrites de lecteur, on aperçoit maintes fois un mouvement de résistance ou de défiance : « Si l'on prenait à la lettre le postulat de M. Taine, y écrivait-il par exemple, il faudrait légiférer d'une manière pour les Bretons et d'une autre pour les Provençaux... » C'est la philosophie de Bossuet, c'est le *Discours sur l'histoire universelle* qui s'imposait déjà à l'esprit de Brunetière.

Aussi n'est-ce pas à l'œuvre historique de Taine qu'il s'attacha surtout : sans doute, il la défendit contre ses ennemis ; en 1887, il commentait le livre du prince Napoléon sur *Napoléon et ses détracteurs* ; plus tard, quand vinrent les apologistes de la Révolution, armés de documents et tout animés d'une passion belliqueuse contre le réquisitoire de Taine, il découvrit très vite, derrière ces escarmouches d'érudit, la longue guerre de deux traditions, et, pour ainsi dire, de deux nations, de deux « Frances contemporaines ». Mais le meilleur et le plus durable titre de Taine, à ses yeux, c'était d'avoir soustrait le jugement critique aux caprices du goût individuel. Plus encore qu'aux *Origines*, c'est à l'*Histoire de la littérature anglaise*, c'est à *la Philosophie de l'Art* qu'il demandait, pour ses *Études critiques* et son *Évolution des Genres*, des leçons de pensée et de méthode. Lorsqu'il publiait, en 1890, ses leçons sur l'*Évolution de la critique*, il les couronnait par le nom même de ce Taine qui lui avait inspiré cette doctrine d'évolution. Quelques années plus tard, développant encore la même doctrine dans *l'Évolution de la poésie lyrique en France au XIXe siècle*, il allait chercher, dans l'étude de Taine sur Balzac, quelques lignes qui justifient cet étroit rapprochement des genres littéraires et des espèces animales. S'il s'est souvenu de Darwin et de Spencer en édifiant sa théorie fameuse, c'est que l'exemple de Taine l'y autorisait. Et Taine, d'ailleurs, approuvait l'idée de Brunetière : « Votre comparaison des genres littéraires et des espèces animales ou végétales vous conduira sans doute très loin, lui écrivait-il en 1890. Sur beaucoup de points et d'avance, je suis d'accord avec vous. » Mais il reconnaissait l'indépendance et l'originalité de son disciple : « Vous vous proposez un autre but que le mien, et probablement vous ouvrirez une voie nouvelle. »

L'œuvre de Taine représentait assez bien, aux yeux de Brunetière, le modèle d'une critique soucieuse à la fois d'érudition et d'idées générales. En un moment où des tendances contraires portaient certains esprits vers un dilettantisme capricieux, et certains autres

vers la recherche érudite, « ennemie naturelle des généralisations », la critique de Taine savait assembler, en un harmonieux équilibre, l'esprit de la science et celui de la philosophie. Était-elle même, — comme certains le croyaient, sur la foi d'une parole imprudente, — étrangère aux préoccupations morales? Non ; l'auteur de la *Philosophie de l'art* avait tenu un compte assez grand, trop grand peut-être, du jugement moral que toute œuvre postule, et qui doit, un jour ou l'autre, décider, en dernier ressort, de sa véritable valeur. Dans ces préoccupations morales qui, d'année en année, avaient dominé la pensée de Taine, Brunetière reconnaissait l'image et le modèle de sa propre évolution. Ce sont les mêmes inquiétudes sociales qui ont conduit celui-ci de ses premiers articles aux *Chemins de la croyance*, celui-là des *Philosophes classiques* à la *Philosophie de l'art*. En 1902, dans une conférence prononcée à Fribourg et reproduite dans ses *Discours de combat*, Brunetière définissait le cheminement par lequel Taine avait « retrouvé Dieu » en « faisant de la question morale la plus importante de toutes ». Ne croirait-on pas lire une autobiographie de l'orateur même de ces *Discours*?

Ainsi, derrière l'historien, derrière le critique, Brunetière apercevait de mieux en mieux le moraliste, et c'est à lui qu'il s'attachait avec prédilection. Le manuscrit de 1897, que nous présentons aujourd'hui, — écrit plusieurs années après les conférences sur *l'Évolution de la critique*, plusieurs années avant la conférence de Fribourg, — marque assez nettement, à l'heure où il traversait lui-même la grande crise morale et religieuse qui devait décider de sa conversion, le moment où il commençait à regarder Taine d'un regard plus pénétrant et plus profond, le moment où, peut-être, à l'écrivain qui avait « renouvelé les méthodes de la critique », il se prenait à préférer le philosophe, qui avait affirmé « la subordination de toutes les questions à la question morale ». Sans doute, Taine n'avait pas pu aller jusqu'aux affirmations de Brunetière. Mais celui-ci déclarait que son maître, s'il avait achevé son œuvre, aurait été conduit au même terme que lui, sur le chemin de la croyance : « C'est la logique et la probité qui l'eussent ramené à des croyances dont quarante ans de labeurs lui avaient démontré la nécessité. » Et c'est pourquoi il ne cessa jamais de le compter au nombre de ses modèles et de ses inspirateurs.

PIERRE MOREAU.

H. TAINE

Peu d'écrivains de notre temps ont exercé, non seulement en France, mais hors de France, une plus grande influence que Taine; et c'est d'abord ce qui étonne un peu, quand on considère superficiellement la nature de ses ouvrages. Si, en effet, il a écrit une fort belle *Histoire de la littérature anglaise*, et s'il a fait preuve dans ses *Origines de la France contemporaine* d'une rare vigueur d'esprit, il y a beaucoup d'*Histoires de la Révolution française*, il y en a de mieux informées, de non moins éloquentes que la sienne, il y en a de moins fatigantes à lire; et que peut-on dire sur Shakspeare, sur Milton, sur Dryden ou sur Shelley, d'assez neuf après tant d'autres, pour que la manière de penser de toute une génération en soit un peu profondément modifiée? Mais il y faut regarder de plus près et plus attentivement; il faut joindre à l'*Histoire de la littérature anglaise* et aux *Origines de la France contemporaine*, un livre comme la *Philosophie de l'art* ou comme le livre *de l'Intelligence*; il faut tâcher d'en saisir, sous la diversité du sujet, les caractères communs. Et on s'aperçoit alors qu'autant ou plus qu'un traité sur la matière et avant d'être une histoire de la Révolution française ou une analyse de la connaissance, toutes ces œuvres sont des applications, des exemples, ou des « illustrations » d'une méthode, conçue comme universelle ou universellement applicable, et dont le but a été de soustraire aux variations des opinions individuelles les principes du jugement critique. C'est ce qui fait la grandeur de l'œuvre de Taine, et c'est ce qui explique l'étendue de son influence. C'est ce qui explique également ce qu'on a voulu dire quand on a vu en lui non un « critique », ni un « historien », mais un « philosophe ». Et c'est enfin à ce point de vue, très général à la fois et très particulier, qu'il faut que l'on se place pour l'apprécier à sa vraie valeur.

Sa vie n'offre aucun intérêt. Né à Vouziers dans les Ardennes en 1828; reçu à l'École normale en 1848; professeur en province, obligé de donner sa démission pour cause d'indépendance d'humeur et de liberté de pensée; professeur d'esthétique et d'histoire de l'art à l'École des Beaux-Arts;

indifférent d'ailleurs à la plupart des vanités qui tourmentent les hommes, Taine est du petit nombre des écrivains qui n'ont vécu que pour penser, et qui, selon le mot de Flaubert, autour d'eux et dans l'histoire ou dans l'univers, n'ont vu que ce qui « pouvait profiter à la consommation personnelle de leur intelligence ». Aussi, pour tracer de lui un portrait qui lui ressemble, ne faut-il point s'attarder à d'inutiles détails, ni rééditer à son propos de vaines anecdotes, qui n'aideront point à le mieux connaître, mais aller droit au but, et ne s'attacher qu'à suivre ce qu'il y eut, avec son talent d'écrivain, d'uniquement intéressant en lui, je veux dire l'évolution de sa pensée.

Il semble qu'elle ait eu quelque chose de déconcertant, et c'est un fait assez curieux que, dans ses dernières années, il ait eu pour adversaires quelques-uns de ses plus ardents admirateurs d'autrefois, et au contraire pour prôneurs ceux-là mêmes contre lesquels on s'était servi de ses premières œuvres comme d'une espèce de machine de guerre. Il y a plus, et, dans ses *Origines de la France contemporaine*, quand, après avoir démontré, selon son expression, que les abus de l'ancien régime avaient rendu la France de 1789 inhabitable, il eut attaqué avec plus de violence encore la religion de la Révolution et l'idolâtrie napoléonienne, on peut dire qu'il aurait retourné contre lui l'opinion tout entière, si deux choses ne l'avaient défendu : l'éclat de son talent, et l'évidence de sa sincérité. Ce n'était pas lui, cependant, qui avait changé ! Et ce n'étaient pas non plus ses adversaires ni même le cours de ses idées ou l'esprit du temps. Mais de ses premiers principes, il avait vu lui-même, en les approfondissant, se dégager des conséquences inattendues, et, au contact de la réalité mieux connue, ces principes eux-mêmes plier et se modifier, mais non pas changer. Quel rapport y a-t-il entre le gland et le chêne, entre le grain et l'épi, entre l'œuf et l'oiseau ? Et cependant l'un sort de l'autre. Et peut-on dire qu'ils ne soient pas le même ?

Sa première ambition, que résume une phrase célèbre et devenue presque proverbiale : « Le vice et la vertu sont des produits comme le vitriol et le sucre », avait été de communiquer aux sciences qu'on appelle morales et politiques la certitude absolue que, comme tous les savants et les philosophes de sa génération, il attribuait aux sciences physiques ou natu-

relles ; et effectivement, c'est ce qu'il a essayé de faire dans son *Essai sur La Fontaine et ses fables*, 1853 ; dans son *Essai sur Tite Live*, 1856 ; dans ses *Essais de critique et d'histoire*, 1856-1858 ; et surtout dans son *Histoire de la littérature anglaise*, 1863. Partant de ce principe que les choses morales ont comme les choses physiques des dépendances et des conditions, il a essayé de les déterminer, et de montrer, — les exemples sont de lui, — qu'entre une « charmille de Versailles », une « ordonnance de Colbert », ou une « tragédie de Racine », il y avait des rapports qui permettaient de voir en elles autant de manifestations, non pas involontaires, mais inconscientes pourtant, d'un même état général d'esprit. Il n'y a rien qui semble aujourd'hui plus simple, ou pour mieux dire plus banal. Ce qui ne nous le paraît guère moins, c'est l'analyse qu'il a donnée des éléments ou des facteurs de cet état d'esprit : la Race, le Milieu, le Moment. Nous admettons tous qu'entre *les Joyeuses Commères de Windsor* et *Tartufe*, il y ait une différence initiale et fondamentale, qui est que Shakspeare était un Anglais qui écrivait pour des Anglais, et Molière un Français qui écrivait pour des Français. Nous concevons sans difficulté que la Cour de Louis XIV ne ressemblât pas de tous points à celle d'Élisabeth et que par conséquent on ne plût point de la même manière, par les mêmes moyens, aux Essex et aux Leicester ou aux Guiche et aux Lauzun.

Et nous n'avons pas enfin de peine à comprendre qu'à toutes ces différences une autre encore se soit ajoutée : c'est celle du moment, ou du changement qui, d'un siècle ou d'une génération à l'autre, s'accomplit dans la civilisation générale du monde. On ne peut raisonner avant Descartes comme après Descartes, et les découvertes ou les inventions de Newton ont modifié dans son fond la substance même de l'esprit humain. Si quelques dilettantes en pouvaient par hasard douter, c'est précisément ce que Taine a démontré avec une abondance d'exemples, une fécondité d'érudition littéraire, historique, philosophique, scientifique, avec une force et un éclat de style incomparables. S'il n'a rien « inventé », dans le sens assez grossier d'ailleurs où l'on entend ce mot et, si la théorie des milieux remonte au moins jusqu'à Hippocrate, il a mis le sceau du talent à des « inventions » qui ne l'avaient pas encore reçu ; il les a vulgarisées, pour ainsi dire, rendues familières

même à ceux qui ne les comprennent pas, et tellement mêlées à la circulation des idées qu'elles en sont devenues anonymes, et qu'il faut faire aujourd'hui un effort d'histoire et de justice pour lui en restituer ce qu'on pourrait appeler la paternité littéraire.

Comment donc se fait-il qu'elles aient alors soulevé tant d'opposition et de tant de côtés? Car, en reconnaissant la valeur de l'écrivain, ce fut, aux environs de 1860, un déchaînement universel contre le philosophe. On lui reprocha, les uns son panthéisme, les autres son matérialisme, un troisième son fatalisme. L'Académie française, intimidée par la clameur publique, n'osa pas couronner l'*Histoire de la littérature anglaise*. On réédita contre Taine le mot qui sert en France contre tous les novateurs, à savoir « que ce qu'il y avait de vrai dans sa doctrine n'en était pas neuf, et ce qu'on y pouvait trouver de neuf en était faux ». Mgr Dupanloup se signala par la violence de ses attaques, on pourrait dire de ses invectives. Les derniers représentants de l'éclectisme officiel, qu'aussi bien quelques années auparavant, Taine avait fort maltraités dans son livre sur *les Philosophes français* (1857), firent, comme on dit, chorus avec l'évêque. Et finalement, rien que pour avoir voulu donner à la critique littéraire une base moins fragile et surtout moins mobile que l'impression individuelle ou pour avoir tâché, comme nous disions, de déterminer les conditions du jugement objectif, Taine fut classé dans le camp des « esprits dangereux » et des « libres penseurs ». On l'eût accusé pour un peu de tendre à la destruction de la société. Qu'avait-il donc dit d'autre ou de plus que ce que nous venons de dire, et comment l'avait-on entendu?

C'est qu'en tout temps les intérêts menacés peuvent bien se tromper dans le choix de leurs moyens de défense, et heureusement! Car enfin que deviendrions-nous, si tous les conquérants étaient aussi habiles à conserver qu'à prendre; — mais ils se trompent rarement sur la portée des attaques qu'on dirige contre eux. Et, à la vérité, je ne crois pas qu'à cette époque Taine eût déjà prononcé le mot fatidique, ni même qu'il eût encore aperçu toutes les conséquences de sa doctrine, et on verra tout à l'heure pourquoi, mais ses adversaires avaient bien senti que, dès lors, son dessein était de « souder les sciences morales aux sciences naturelles », de les identifier, pour mieux

dire, et, si son attitude, en présence des « produits de l'esprit humain », n'était pas celle d'un matérialiste, ils ne se trompaient pas en la prenant pour celle d'un « naturaliste ». Que le naturaliste étudie le tigre ou le mouton, son désintéressement est le même. Il ne change pas non plus de disposition d'esprit ni surtout de méthode, quand, au lieu de la rose ou de la violette, c'est la belladone ou la digitale qu'il étudie. Pareillement, l'auteur de l'*Histoire de la littérature anglaise*. Il excluait de sa recherche toute considération de l'ordre esthétique ou moral pour n'en retenir que ce qu'il y voyait de naturel ou de physique. Il ne portait point à proprement parler de jugement sur *Othello* ni sur *Hamlet*, et encore bien moins sur Shakspeare ; il n'exprimait point d'opinion ; il analysait seulement et il résolvait en leurs éléments des combinaisons de forces. Il classait des sentiments et des idées comme on fait une série d'éthers ou d'alcools. Émotion d'art ou sentiment moral, il en faisait abstraction en présence d'une toile de Rembrandt ou d'un marbre de Donatello. Son intelligence s'y intéressait seule. Et quelle était la conséquence de cette méthode, sinon, comme en histoire naturelle, de ramener au même plan tous « les produits de l'esprit humain » ? C'est ce que virent bien ses adversaires, et si l'on veut trouver les raisons de leur acharnement, il suffit de songer quelle était la portée de l'affirmation.

En effet, puisque, depuis six mille ans au moins, la destinée de l'espèce humaine a différé profondément de celle de toutes les autres espèces animales, sur quel principe se fonderait-on pour appliquer à l'étude de l'homme les mêmes procédés qu'on applique à celle de l'animal ? C'est la très simple question à laquelle personne encore n'a suffisamment répondu. « L'erreur de tous les moralistes, avait écrit Spinoza dans son *Éthique*, est de considérer l'homme dans la nature comme un Empire dans un Empire », et telle est exactement l'opinion de Taine, comme aussi bien de tous ceux qui confondent ensemble l'histoire de la nature et celle de l'humanité. Mais ils n'ont jamais prouvé qu'ils eussent le droit de les confondre, et quand ils ont montré, ce qui n'est pas difficile, que nous faisons partie de la nature, ils oublient, d'autre part, que nous nous en exceptons par tous les caractères qui constituent la définition normale de l'humanité. Être homme, c'est justement n'être pas une brute, et mieux encore que cela, ce qui s'appelle nature

chez l'animal est défaut, vice ou crime dans l'homme. *Vitium hominis natura pecoris.*

C'est un premier point, en voici un second.

Quand on réussirait à nous réduire en tout à ce que nous avons de plus animal, quand nos industries ne seraient qu'une prolongation de l'industrie de l'abeille ou de la fourmi, et nos langues elles-mêmes une continuation du cri de la bête ou du chant de l'oiseau, nos arts et nos littératures seraient toujours des choses humaines, uniquement, purement humaines, et dont il ne serait pas permis de raisonner en dehors et indépendamment de l'émotion qu'elles procurent à notre sensibilité, puisque cette émotion n'est pas seulement leur objet, mais encore leur raison d'être et leur origine historique. Il n'y a pas d'architecture, ni de peinture « naturelles », ce sont des inventions de l'homme, humaines en leur principe, humaines en leur développement, humaines en leur objet. Disons encore quelque chose de plus : si l'humanité venait un jour à disparaître, la matière de la science n'en existerait pas moins. Les mondes continueraient d'évoluer dans l'espace, et l'éternelle géométrie, pour n'être point conçue par nous, n'en continuerait pas moins d'obéir à ses lois. Mais que deviendrait l'art ? Et s'il n'est pas douteux que la notion même s'en anéantirait avec l'humanité, quelle est cette méthode qui, pour en mieux étudier les « dépendances et conditions », commence par l'abstraire, l'isoler, et le couper, pour ainsi dire, de la plus évidente, de la plus étroite et de la plus rigoureuse de ces dépendances ?

***

C'est ce que Taine, qui était un esprit sincère et loyal, ne pouvait guère manquer d'apercevoir un jour. On venait de le nommer « professeur d'esthétique et d'histoire de l'art » à l'École des Beaux-Arts, et pour se mettre à la hauteur de sa tâche, en complétant son éducation d'art, lui qu'on n'avait jadis nourri que de grec et de latin, il avait commencé par visiter les musées d'Italie. Ce lui fut une révélation, et on en trouve la preuve dans les pages, elles-mêmes si colorées, de son *Voyage en Italie* (1866). Mais surtout, sa méthode elle-même en avait été profondément transformée. Il s'était aperçu qu'on ne saurait être « idéologue » en peinture, et conséquemment que

l'on ne saurait traiter de la même manière une « croûte » et un chef-d'œuvre. Un mauvais écrivain, un écrivain qui écrit mal, incorrectement, pesamment, prétentieusement, sans aucun sentiment ni de l'art, ni du génie de sa langue, peut dire des choses vraies, des choses utiles, des choses profondes, et nous en avons des exemples. Mais qu'est-ce qu'un peintre qui ne saurait ni dessiner, ni peindre, et que dirait-on qui en reste? Le jugement critique ne peut ici se traduire que par l'expression de certaines préférences et l'histoire de l'art est essentiellement *qualitative*. Taine le comprit, ou il s'y résigna, pour mieux dire, et d'année en année, dans les cinq ouvrages qui depuis ont été recueillis sous le titre commun de *Philosophie de l'art*, on le vit renoncer à ce désintéressement de naturaliste qu'il avait affecté jusqu'alors, et rétablir contre lui-même la réalité de ce critérium esthétique qu'il avait si énergiquement nié.

A cet égard, sa *Philosophie de l'art*, qui n'est pas la partie la plus connue de son œuvre, n'en est pas la moins intéressante ni la moins caractéristique. Il n'y abandonne point sa théorie de la « Race », du « Milieu », du « Moment », et au contraire sa théorie de « l'architecture grecque » ou de la « peinture hollandaise » doit être comptée au nombre de ses plus belles généralisations. Il ne renonce pas davantage à s'aider des moyens de l'histoire naturelle, et au contraire il n'a jamais mieux tiré parti de Cuvier, de Geoffroy Saint-Hilaire, de Darwin. C'est même encore sur les bases de l'histoire naturelle, sur le principe de la « permanence » des caractères et de la « convergence » des effets qu'il a essayé de fonder ses classifications. Mais, après tout cela, quand il a voulu conclure, la vérité a été la plus forte, et le critérium suprême, dont il a fait le juge de la valeur des œuvres, c'est ce qu'il a lui-même appelé le « degré de bienfaisance des caractères ».

On remarquera qu'aucun de ces « philosophes français » qu'il avait tant raillés n'en avait dit davantage ou autant, ni Théodore Jouffroy, ni Victor Cousin lui-même, dans son livre fameux : *du Vrai, du Beau, du Bien*. Ils étaient seulement arrivés à des conclusions analogues par des chemins tout différents. Ai-je besoin là-dessus de montrer que « la bienfaisance du caractère » est un critérium humain, s'il en fut, purement humain, je dirai presque sociologique? Mais il est peut-

être plus important de noter qu'il n'y avait pas de contradiction dans l'évolution de la pensée de Taine. Il avait simplement et loyalement reconnu que « l'art étant fait pour l'homme » et par l'homme, on ne peut pas l'étudier comme on fait les choses naturelles qui ne sont point notre œuvre, et dont le chrétien, le spiritualiste, et tout le monde enfin peut bien affirmer ou croire qu'elles ont été faites pour nous, mais non pas le « naturaliste ».

Cependant, et tandis que la pensée de Taine se développait ainsi, quelques-uns de ses disciples s'attachaient étroitement à ses *Essais de critique et d'histoire*, et ils en tiraient la théorie du naturalisme littéraire. Ce n'est pas ici le lieu de l'exposer ni surtout d'en discuter. Mais ce qu'on ne saurait omettre de noter, c'est qu'en croyant appliquer les principes du maître, les disciples n'avaient pas tort ; et, de son côté, le maître n'avait pas tort, lui non plus, quand il protestait que ce n'étaient pas là ses principes, — il les avait dépassés, mais il les avait bien enseignés, et c'était justement tout le malentendu. Les disciples s'étaient arrêtés à mi-chemin du sommet où le maître s'efforçait d'atteindre. Eux s'étaient fixés, et lui, marchait toujours. Il lui restait un dernier pas à faire : c'est celui qu'il a fait en consacrant ses dernières années aux *Origines de la France contemporaine*, et en écrivant particulièrement son *Ancien régime* et le premier volume de sa *Révolution*.

*
* *

On conte, à ce propos, que les événements de 1870, mais surtout de 1871, auraient été pour Taine comme une espèce de crise, qui, en lui enlevant l'ancienne lucidité de ses impressions, lui aurait enlevé du même coup la liberté de son jugement. Il se peut! Mais rien n'est moins assuré d'une part, et, de l'autre, en dépit de tout ce qu'on a pu dire, il n'y a pas plus d'opposition ou de contradiction entre l'auteur des *Origines de la France contemporaine* et celui de la *Philosophie de l'art*, qu'entre l'auteur de la *Philosophie de l'art* et celui de l'*Histoire de la littérature anglaise*. Nous accusons volontiers un écrivain de contradiction, quand nous ne voyons pas la raison du progrès de ses idées, et pour lui reprocher de manquer de logique, il nous suffit que la sienne soit de plus de portée que la nôtre.

En fait, les *Origines de la France contemporaine* sont bien l'œuvre du même systématique et vigoureux esprit que les *Essais de critique et d'histoire*. Mais, de même qu'en passant de l'histoire des idées à l'histoire des œuvres, Taine avait reconnu la nécessité d'un critérium esthétique, c'est ainsi qu'il a dû reconnaître, en passant de l'histoire des œuvres à l'histoire des actes, la nécessité d'un critérium moral. Là est toute la différence; et encore une fois, pour nous rendre compte qu'il n'y a pas contradiction, nous n'avons qu'à nous rappeler quel était le principal objet de la recherche : à savoir « comment on peut asseoir le jugement critique » et en soustraire la certitude aux variations et aux caprices des opinions individuelles.

Je suis très éloigné, quant à moi, de partager les opinions de Taine sur la Révolution française, et j'estime qu'en somme, s'il en a mis impitoyablement et utilement à nu, pour ainsi dire, quelques-uns des pires excès et aussi des caractères les plus essentiels, il l'a cependant mal jugée. Il ne lui a tenu compte ni de la générosité de son premier élan, ni des circonstances tragiques au milieu desquelles elle à dû se développer, ni de la fécondité de quelques-unes des idées qu'elle a répandues dans le monde.

Il n'a pas mieux jugé Napoléon. C'est qu'il n'avait pas ce que nous appelons en France la « fibre militaire ». Et j'estime enfin qu'il a mal jugé la France contemporaine. Car il a bien signalé quelques-uns des défauts qui sont malheureusement les nôtres. Mais il n'a tenu compte à la race de presque aucune des qualités qui sont pourtant aussi les siennes, son endurance et sa souplesse, son esprit d'ordre et d'économie, je dirai même sa sagessse et son bon sens foncier qui, d'âge en âge, et depuis déjà tant d'années, ont réparé les erreurs de nos gouvernements.

Mais, du point de vue que j'ai choisi, je n'ai point à insister sur les opinions particulières de Taine, et n'ayant point exprimé les miennes sur « son » Shakspeare ou « son » Rubens, je ne les exprimerai pas sur « son » Napoléon. Je dis seulement qu'en abordant l'histoire, il lui a bien fallu voir qu'on ne pouvait traiter les hommes comme des abstractions, et qu'à vrai dire les sciences morales n'étaient point des sciences naturelles. Il a dû convenir lui-même que les vérités étaient ici d'un autre ordre qu'en physique, et ne s'atteignaient pas par les mêmes moyens.

En essayant dans quelques-unes des plus belles pages qu'il ait écrites d'expliquer la genèse, la formation lente et successive des idées de conscience et d'honneur, il ne leur a pas pu trouver de « base physique » ni d' « origine animale ». Il s'est également aperçu qu'il n'y avait pas de « beaux crimes » ni de « beaux monstres », comme il l'avait cru au temps de sa jeunesse, et il a compris que d'affecter en présence des massacres de septembre ou du régime de la Terreur la sereine indifférence du chimiste en son laboratoire, ce n'était pas servir la cause de la science, mais trahir celle de l'humanité.

Et, comme on lui reprochait en ce point de se contredire, je sais bien qu'il a eu la faiblesse de vouloir tant bien que mal accorder ses anciens et ses nouveaux principes. « Ce volume, comme les précédents, écrivait-il en 1844 dans la *Préface* du troisième volume de sa *Révolution*, n'est écrit que *pour les amateurs de zoologie morale, pour les naturalistes de l'esprit...*, et non pour le public, qui, sur la Révolution, a son parti pris et son opinion faite. » Il oubliait seulement de nous dire ce que c'est qu'un « naturaliste de l'esprit » et la « zoologie morale ». Il eût aussi bien parlé de « physique immatérielle ». Mais il se trompait étrangement lui-même, s'il croyait n'avoir pas « écrit pour le public », et pour changer son « parti pris », quel qu'il fût, sur la Révolution. Que ne disait-il tout simplement qu'à mesure qu'il avait étudié de plus près les faits humains, il en avait mieux vu le caractère propre et original; que, sans abandonner aucun de ses anciens principes, il en avait seulement plié la rigidité première aux exigences des problèmes successifs qu'il avait étudiés; et qu'après avoir débuté par railler cruellement la subordination de toutes les questions à la question morale, il s'y rangeait lui-même. Si c'est l'aveu qui lui coûtait peut-être, ce n'en est pas moins la signification philosophique de ses *Origines de la France contemporaine*, et c'est le dernier terme de l'évolution de sa pensée.

C'est aussi par là que s'explique l'unité de son système et l'étendue de son influence. Il ne s'est point contredit, si son objet a été de déterminer ce que l'on pourrait appeler les conditions concrètes de la connaissance objective; et tel a bien été son objet, ou du moins le résultat de son œuvre. En littérature d'abord, puis en art, et finalement en histoire, il a voulu donner des bases à la certitude, et, comme on l'a dit, « sous-

traire la réalité des faits à la mobilité des opinions individuelles ». Si tout le monde s'accorde pour mettre Shakspeare au-dessus d'Addison, *Coriolan* ou *Jules César* au-dessus de *Caton*, et tout le monde pour préférer les moyens de gouvernement d'Henri IV à ceux de Robespierre, il y en a des raisons, qui ne sont pas seulement sentimentales, mais positives, et au milieu des controverses d'école ou de parti, Taine en a voulu dégager l'évidence et la formule indiscutable. Et à la vérité, il a cédé lui-même plus d'une fois à l'attrait du sujet qu'il n'avait d'abord choisi que comme une matière d'expériences. Ainsi parfois, un naturaliste s'attarde à admirer l'animal qu'il ne voudrait qu'anatomiser. Taine a pareillement oublié parfois ses théories en présence de Raphaël et de Michel-Ange, de Rembrandt ou de Rubens, et il a même oublié qu'il était un théoricien. Mais, ni son *Histoire de la littérature anglaise* n'est à proprement parler une histoire de la littérature anglaise, ni ses *Origines de la France contemporaine* ne sont une histoire de la Révolution : elles ne sont qu'une démonstration de l'objectivité du jugement critique par le moyen de l'histoire de la Révolution ou de la littérature anglaise.

***

Il suffit pour s'en convaincre de lire ceux de ses ouvrages dont je n'ai point encore parlé, son *Essai sur Tite-Live*, son *Voyage aux Pyrénées*, son *Thomas Graindorge*, ses *Notes sur l'Angleterre* ou ses *Carnets de Voyage*. Non seulement il n'y perd jamais de vue son principal objet, mais de tout ce qu'il voit ou de tout ce qu'on lui apprend, il ne note ou il ne retient que ce qui concorde avec les préoccupations critiques. Un paysage n'est pas un paysage pour lui, mais un « milieu », et un trait de mœurs n'est pas un trait de mœurs, mais un document sur la « race ». Dans les musées d'Italie, comme dans les rues de Londres, il ne voit que des « permanences de caractère », des « convergences d'effets ». S'il lui arrive de s'intéresser au spectacle des choses, il s'en repent et il se reprend. Les faits ne sont pour lui que des matériaux, et ils n'ont de valeur à ses yeux qu'autant qu'ils entrent dans la construction de son édifice. Et, sans doute, c'est pourquoi les Anglais n'admettent pas la vérité de ses *Notes sur l'Angleterre*, mais les

Français encore bien moins la vérité de celles qu'il a consignées dans ses *Carnets de Voyage*.

En revanche, là même est la raison de l'étendue et de la profondeur de son influence, si, dans tout ce que nous venons de dire de lui, il n'y aurait que peu de mots à changer pour le pouvoir dire d'un Auguste Comte, d'un Hegel, d'un Spinoza. Ce sont là de grands noms, je le sais! Mais quand je considère ce qu'étaient avant Taine les idées qu'il a marquées au sceau de son talent d'écrivain, si dur parfois, mais si vigoureux; quand je me rappelle à quel état de « nébuleuses », pour ainsi parler, elles flottaient dans les esprits; et quand je vois à quel point maintenant elles font la substance de la pensée contemporaine, le mérite qu'on ne peut lui disputer, c'est d'avoir renouvelé les méthodes; et il y en a d'autres dans l'histoire de la pensée, mais il n'y en a pas de plus grand. Là fut son honneur et là sera son titre de gloire. *Il a renouvelé les méthodes de la critique.* C'est ce que l'avenir n'oubliera pas. On pourra discuter la valeur de ses opinions littéraires, esthétiques, historiques; on pourra refuser de le prendre pour guide, le combattre, le réfuter peut-être; et on pourra préférer à sa manière d'écrire, si forte et si drue, souvent chargée de trop de couleurs, et généralement trop tendue, la manière de tel ou tel de ses contemporains, le charme perfide de Sainte-Beuve, la grâce fuyante de Renan. Mais personne plus que lui n'est, dès à présent, assuré de faire une époque, — et pour bien entendre la portée de ce mot, il suffit de compter, dans l'histoire des littératures, combien ils sont à qui on le puisse appliquer.

FERDINAND BRUNETIÈRE.

AURÉLIE TEDJANI

PRINCESSE DES SABLES

I

I. — IL ÉTAIT UNE FOIS...

L'histoire et la légende sont riches d'aventures merveilleuses arrivées à maintes « Princesses lointaines », — d'abord captives au sérail ou sujettes obscures, — qui, par un caprice du sort et l'amour d'un sultan, d'un pacha, d'un prince d'Orient, présidèrent aux destinées d'un pays.

Aujourd'hui le romancier ou le poète tire parfois de l'oubli l'une de ces antiques héroïnes momifiées, la farde des couleurs de la vie, l'embellit du prisme de ses rêves et nous présente une princesse, une sultane accommodée à sa manière. Nous suivons avec plaisir le jeu du magicien, nous nous laissons bercer par sa fantaisie, nous discutons même sur l'âme véritable de ces femmes, leurs secrètes ambitions, les raisons de leur succès et nous cherchons à recréer le décor au milieu duquel elles vécurent... quand elles vécurent véritablement et ne naquirent pas tout entières du cerveau des conteurs.

Mais nous n'imaginons pas qu'en pays français et au siècle où nous sommes, une femme a pu vivre un pareil roman, que cette femme existe encore, septuagénaire vigoureuse, et qu'ainsi ces princesses d'autrefois ont parmi nous une sœur vivante, une sœur dont l'existence imprévue, les aventures vraies sont dignes de nos curiosités autant que les légendes de chevalerie, les chroniques des vieux manuscrits, les *Mille et une nuits* de Schéhérazade. Pourtant, ce n'est pas un conte, c'est une histoire d'hier, d'aujourd'hui que la vie extraordinaire de cette Française qui, en 1871, épousa un prince arabe, le suivit dans sa

Copyright by Marthe Bassenne, 1925.

patrie du Sud-Algérien et, pendant plus de quarante ans, partagea, — d'abord avec le prince, puis avec le frère du prince devenu son second époux, — l'équivalent d'un diadème, je veux dire le pontificat d'une confrérie religieuse influente dans le monde musulman, la confrérie des Tedjania.

Le prince s'appelait Sid-Ahmed Tedjani. Son pays d'origine était Aïn-Mahdi, une étrange ville à la fois forteresse et monastère qui s'appuie, en bordure du Sahara algérien, aux derniers contreforts du Djebel-Amour (1).

Aïn-Mahdi signifie « Source du Maître de l'heure ». C'était un nom prédestiné pour une ville qui devait devenir une ville sainte regardée d'un œil particulièrement favorable par Allah et être ainsi une source de bénédictions abondantes pour les croyants. Elle fut construite, dit la tradition, au ve siècle de l'hégire (xie siècle après J.-C.), par un ancêtre de notre prince. Ce premier Tedjani venait du Moghreb. Il descendait des sultans marocains et par eux d'Idriss, fils de Fathma Zohra, la fille bien aimée du prophète (2). Or, en pays musulman, cette descendance par Fathma Zohra constitue la noblesse religieuse, dite noblesse chérifienne, qui est la plus estimée des origines. Un autre Tedjani, le propre grand père de Sid-Ahmed, avait ajouté au lustre de la famille en fondant à Aïn-Mahdi, vers la fin du xviiie siècle, cette confrérie des Tedjania, l'une des plus importantes parmi les vingt ou trente associations secrètes, à la fois politiques et mystiques, qui enserrent les pays musulmans dans les mailles d'un immense réseau. Enfin la confrérie elle-même devait au père de Sid-Ahmed, théologien guerrier et adroit politique, un essor vigoureux et des richesses énormes. Leur descendant, notre héros, réunissait en sa personne l'illustration de ces grands personnages. Il était prince ou chérif par la naissance et pontife ou cheik, à titre électif de la confrérie fondée par son grand père. Ces deux dignités faisaient de lui une sorte de fétiche, d'être surnaturel et à peu près tout-puissant pour les Arabes fanatiques du désert.

Quant à notre héroïne, la future princesse, elle s'appelait Aurélie Picard, née le 12 juin 1849 à Montigny-le-Roy, Haute-Marne. Son père, un simple gendarme, prit sa retraite, vers la fin de l'Empire, à Arc-en-Barrois. Il était chargé d'une nom-

(1) A 500 kilomètres au sud d'Alger, à 66 kilomètres au N.-O. de Laghouat.
(2) Idriss II, fils d'Idriss Ier, bâtit Fez.

breuse famille, et Aurélie, l'aînée de ses enfants, songea de bonne heure à se créer une situation. Le métier de modiste l'attira d'abord, puis elle accepta une place de gouvernante chez le général Froissard, aide de camp du prince impérial. Mais bientôt le château d'Arc-en-Barrois, propriété du prince de Joinville, ayant été loué à un député de la Haute-Marne, M. Steenackers, Aurélie fit la connaissance de la famille Steenackers et quitta son premier emploi pour entrer au château d'Arc comme demoiselle de compagnie.

Quand la guerre éclata, le député Steenackers était directeur général des postes. A ce titre, il suivit le Gouvernement provisoire dans son exode à Tours, puis à Bordeaux. Sa famille l'accompagna et Aurélie fut aussi du voyage.

Par quel hasard la jeune demoiselle de compagnie rencontra-t-elle à Bordeaux un prince musulman ? Et quand celui-ci l'eut emmenée aux confins du Sahara, comment cette ignorante de la loi de Mahomet, cette étrangère, cette « roumia », put-elle, en vivant au milieu de fanatiques hostiles à sa race et à l'émancipation de son sexe, devenir, pour le plus grand bien de la France et des indigènes, la directrice occulte d'une confrérie musulmane, la conseillère très écoutée de deux princes-pontifes, autant dire prêtresse elle-même ?

L'aventure mérite d'être contée. Elle englobe cinquante ans de notre domination en Algérie et se trouve intimement mêlée à notre expansion dans le Sahara et à la pacification de notre empire d'Afrique.

II. — LA POSTÉRITÉ D'UN PRINCE ARABE

Sid-Ahmed Tedjani avait vingt ans quand il fit la connaissance d'Aurélie Picard. L'histoire romanesque de ses vingt premières années fut un prélude curieux à son roman d'amour.

Il sembla d'abord destiné à une vie errante et obscure. J'imagine que, pour transformer si brillamment son sort, quelque « péri » descendit des régions éthérées où vivent ces bonnes fées des croyants et déposa un puissant talisman dans le berceau du nouveau-né... Encore faudrait-il supposer que celui-ci eût un berceau pour dormir, — et non pas seulement le pan de la *mehalfa* maternelle, — quand il naquit, en 1850, on ne sait dans quel coin du désert.

Sa mère, une négresse, avait quitté la *zaouïa* (1) d'Aïn-Mahdi pour suivre un nouveau maître peu de temps après avoir partagé la couche du puissant chérif et cheik Sid-Mohamed Tedjani et avant la naissance de l'enfant. Ce sont là mœurs bibliques dont personne ne songeait à s'étonner dans le Sud-Algérien.

Mais trois ans plus tard, en 1853, Sid-Mohamed Tedjani, encore dans la force de l'âge, mourut presque subitement. De ses femmes légitimes et de ses concubines noires, il laissait quatorze filles (2). Pour assurer la descendance mâle, un seul fils, un chétif bébé appelé El-Bachir, né d'une négresse, vagissait à la zaouïa d'Aïn-Mahdi. C'était bien imprudent de laisser le nom des Tedjani reposer sur une si faible tête. A combien de compétitions l'héritage du fondateur de la confrérie ne serait-il pas livré si, par simple fatalité ou par la criminelle entreprise d'un ambitieux, cet enfant mourait en bas âge !

Les notables d'Aïn-Mahdi, particulièrement intéressés à garder dans leur ville la survivance des Tedjani, se rappelèrent fort à propos la négresse qui était enceinte des œuvres du prince Mohamed, quand celui-ci la vendit. On savait qu'elle avait accouché d'un fils après son départ, mais de ce fils on avait perdu la trace. Il fallait à tout prix le retrouver et lui donner le rang que méritait son origine paternelle; ainsi on éviterait le mauvais sort qui ne saurait s'acharner aussi facilement sur deux enfants que sur un seul.

Des émissaires se mirent en campagne à la recherche de cette nouvelle Agar perdue dans le désert. Après cinq années d'efforts, de voyages, en interrogeant les nomades des pistes du Sud et les habitants des villes du Tell, ils la retrouvèrent à Guelma et ramenèrent à Aïn-Mahdi en grande pompe le fils qui avait alors sept ans et la mère, bien surprise sans doute d'un si brillant retour de faveur posthume.

Jamais personne n'éleva le moindre doute sur la filiation de ce petit Ahmed et, dès lors, les deux jeunes *chorfa* (3) Amed et El-Bachir, les fils du défunt Sid-Mahomed Tedjani et des deux négresses, grandirent ensemble dans la zaouïa sous la tutelle d'un ami de leur père, Ryan, vieillard sans énergie et d'intelli-

(1) *Zaouïa :* monastère d'une confrérie.

(2) Fromentin, qui visita Aïn-Madhi quelques mois après la mort de Mohamed Tedjani, parle de ses douze filles. En réalité, c'est de quatorze filles s'il s'agit.

(3) *Chorfa :* pluriel de chérif, prince.

gence médiocre, qui administra, plutôt mal que bien, leur héritage politique et religieux.

Quand l'aîné, Ahmed, fut adolescent, les notables d'Aïn-Mahdi l'élurent comme cheik ou chef religieux souverain de cette confrérie des Tedjania que son père avait dirigée et dont la zaouïa d'Aïn-Mahdi était la maison-mère.

Il faut avoir étudié dans le détail les confréries religieuses musulmanes (1) pour se rendre compte du prestige que le titre de cheik donnait à un si jeune homme. Ces confréries se dressent, en face de l'Église musulmane officielle, en associations indépendantes se refusant à tout contrôle du pouvoir séculier et ne reconnaissant dans l'ordre spirituel et dans l'ordre temporel que l'autorité du cheik ou de ses délégués, les mokaddem. Leur but avoué est un but religieux. Elles se flattent de défendre l'orthodoxie du dogme contre les hérésies, de posséder l'intégrité de doctrine, de parfaire l'enseignement coranique en élevant leurs adeptes à un commerce mystique avec le ciel par la pratique de la pauvreté ou de la communauté de biens, par les macérations, par une surcharge de prières et toute sorte de coutumes plus ou moins étranges qui diffèrent pour chaque confrérie. Les unes sont nées aux premiers temps de l'Islam; d'autres, comme celle des Tedjania dans l'Afrique du Nord et celle des Sénoussis en Tripolitaine, n'ont pas deux siècles d'existence. Toutes eurent pour fondateurs de saints personnages, des ascètes qui se disaient spécialement choisis par Dieu pour cette mission et qui frappaient les imaginations orientales, si sensibles au merveilleux, en prétendant s'être élevés à un tel degré de sainteté que l'être suprême leur accordait un pouvoir surnaturel, une science mystérieuse, une étincelle de puissance divine, une parcelle de divinité. Ce pouvoir, ce don merveilleux s'appelle la *Baraka* (2). Aux yeux du peuple, elle se manifeste surtout par le don des miracles.

A la mort d'un saint fondateur, on admet que la Baraka se transmet à son successeur en même temps que le titre de cheik. Et ce successeur n'est pas obligatoirement son fils, il est choisi à l'élection parmi les affiliés, quand aucun des membres de la famille du fondateur n'est trouvé digne du titre de cheik ou n'est en âge d'exercer cette sainte fonction. Aussitôt la

(1) Voir l'ouvrage très complet de Rinn : *Marabouts et Kouan.*

(2) *Baraka* : bénédiction.

Baraka fait du nouveau cheik un être presque divin, universellement respecté et obéi.

Voilà à quelle dignité religieuse le jeune prince Ahmed fut élevé. Mais la confrérie des Tedjania n'était pas seulement une puissance religieuse dont les membres peuplaient le Sahara algérien, le Maroc, la Tunisie, et même le Soudan; c'était aussi une puissance politique; car, à côté de leur rôle religieux, le rôle politique des confréries est très important. Tous les gouvernements, dans les pays mahométans, durent compter avec leurs chefs, surveiller leurs agissements et leur disputer l'esprit d'un peuple extrêmement crédule. En Algérie, le Turcs dont la domination était détestée les eurent pour ennemis irréconciliables et on trouve une confrérie religieuse à la tête de tous les soulèvements que la France eut à réprimer depuis la conquête. De même au Maroc, à Constantinople, en Égypte, les luttes des Ordres religieux contre les souverains sont fertiles en épisodes dramatiques et guerriers.

Le pouvoir civil est d'autant moins armé contre les confréries que leurs adeptes sont presque insaisissables. Ainsi une vingtaine de confréries ont des affiliés en Algérie, on connaît leurs cheik, leurs zaouïa, leurs lieux de réunion ; mais comment dénombrer le troupeau des simples adeptes en vue d'une surveillance nominale et efficace? Se sachant peu aimés des gouvernements civils ; ils cherchent à passer inaperçus et se souviennent avec profit que le silence sur les rites est imposé par la règle. Un chapelet différant un peu du chapelet musulman ordinaire, quelques formules de politesse ou des prières qui leur servent à se reconnaître entre eux, c'est tout ce qui les distingue dans la foule des autres musulmans. Pourtant, sous des noms qui varient avec les pays : fakir en Perse, derviche en Turquie, kouan dans le Nord-africain, les affiliés des confréries sont légion. Des tribus entières appartiennent au même ordre, et il est peu d'Arabes sous la tente ou dans les villages qui ne soient affiliés à une ou à plusieurs confréries. A défaut de recensements officiels complets, on peut dire que les confréries possèdent à peu près le tiers de la population musulmane des campagnes algériennes, le Tell appartenant surtout aux nombreuses subdivisions des Rahmania, le Sahara restant aux Tedjania. Du moins, il en était ainsi jusqu'à ces dernières années.

Livrés, esprits et biens, aux chefs des confréries qui thésaurisent d'innombrables aumônes et les dispensent, soumis à d'impérieux devoirs de charité, de solidarité envers les compagnons, d'anéantissement de toute personnalité entre les mains des cheik, d'abandon de l'intérêt particulier à l'intérêt général, les kouans font, dans l'ombre, une ardente propagande. Ils se tendent la main par dessus les frontières : Persans, Indiens, Tunisiens, Soudanais, Marocains soutiennent par l'or et par les prédications leurs frères de la même confrérie dans leurs révoltes, sans distinction de race, de pays; car l'idée religieuse est bien plus développée chez le musulman que l'idée de patrie. La masse des simples croyants, continuellement travaillée par les kouan, fermente en secret, s'électrise aux paroles enflammées des cheik ou des mokaddem jusqu'à ce que les guerres saintes s'allument aux brandons de ces fanatiques.

III. — LES IMPRUDENCES D'UN JEUNE PRINCE

Pour se défendre contre les confréries, les gouvernements séculiers usent souvent de la maxime : diviser pour régner. Ils opposent celles-ci à celles-là, profitent de leurs querelles, de leurs schismes pour les affaiblir, et cherchent ensuite à s'attacher par des bienfaits les chefs des ordres les moins hostiles.

Ainsi fit le Gouvernement français à l'égard des Tedjania. Il prit sous son égide les deux enfants élevés à la zaouïa d'Aïn-Madhi, en reconnaissance de la neutralité bienveillante du feu prince Mohamed pendant les années de pénétration et surtout en reconnaissance de services rendus au cours de la lutte contre Abd-el-Kader. Puis, quand le jeune Sid-Ahmed eut quinze ans, les Français le nommèrent caïd d'Aïn-Madhi, fonction qui l'autorisait à gouverner pour le compte de la France le pays où ses ancêtres vivaient en seigneurs indépendants.

C'était une vassalité sans doute, mais plus fictive que réelle, et peu gênante pour le jeune chérif, puisqu'elle ne l'empêchait pas d'être en apparence maître absolu d'Aïn-Mahdi, aucun Français n'exerçant de contrôle dans la ville sainte. Il était donc facile aux Tedjania d'accepter loyalement cette dépendance invisible imposée par les circonstances.

Mais l'éducation des jeunes princes avait été très mal conduite par le vieux Ryan, ce tuteur sans diplomatie et

d'une inconcevable faiblesse. Quand, du harem où un peuple d'esclaves et de femmes les traitait en demi-dieux, les deux enfants passèrent aux mains des hommes, ils ne trouvèrent, comme éducateurs, que des courtisans aux vues ambitieuses qui leur cachaient les embûches de l'heure présente et flattaient leur orgueil. On comprend que, dans un pareil milieu, le burnous rouge de caïd, qui lui rappelait sa dépendance, importait moins au jeune chérif Sid-Ahmed que le titre de cheik des Tedjania, possesseur de la sainte Baraka, de la Baraka, marque de puissance et de richesse. Aussi le désir d'affirmer son droit à ce titre et les conseils intéressés d'une cabale politique et religieuse avide de profiter de son inexpérience pour le compromettre, l'entraînèrent-ils à une démarche inconsidérée dont les conséquences furent son exil et la rencontre sur son chemin de la femme qui devait dominer sa vie.

Nous étions en lutte depuis 1864 avec les Ouled-Sidi-Cheik-Cherarga, tribu turbulente de la province d'Oran, qui avait levé l'étendard de la révolte et proclamé la guerre sainte. Les Ouled, Sidi-Cheik étant affiliés à une confrérie rivale des Tedjania-les gens d'Aïn-Mahdi ne prirent aucune part au mouvement et, loin de protéger les rebelles, donnèrent souvent aux troupes françaises des indications précieuses pour aider à la répression. Cependant, en 1868, les membres d'une petite tribu des environs de Géryville, serviteurs religieux des Tedjania, avaient été obligés, par leur position isolée au milieu des insurgés, de participer à la révolte. Mais bientôt, pris de remords, il supplièrent Sid-Ahmed Tedjani, leur jeune cheik, de négocier avec les chefs de l'insurrection un retour tranquille sur leur territoire et l'autorisation de garder la neutralité.

Sid-Ahmed, avec toute la fougue de ses vingt ans, ne songea qu'à essayer son prestige religieux et entra en pourparlers avec les Ouled-Sidi-Cheik, sans prévenir l'autorité française de ses intentions et de son but.

Cette conduite indépendante, équivoque, inadmissible pour un caïd, s'aggrava encore du fait qu'à ce moment même, les rebelles s'étant approchés de Laghouat, Sid-Ahmed Tedjani, entraîné par les négociations, trompé par les flatteries et les promesses, commit l'imprudence de ne pas leur fermer les portes d'Aïn-Mahdi. C'était tomber dans le piège que la cabale de ses ennemis avait dressé. Il s'en aperçut, se ressaisit et

quand, le 1er février 1869, le général de Sonis vainquit les Ouled-Sidi-Cheik sous les murs d'Aïn-Mahdi, les frères Tedjani étaient à la tête des guerriers de la ville pour disperser vigoureusement les fuyards.

Mais c'était voler au secours de la victoire, attitude dont les Français ne surent aucun gré au jeune caïd. Ils considérèrent sa conduite précédente comme une défaillance coupable et, le soir même du combat, Sid-Ahmed et son frère étaient arrêtés, sans considération pour la divine Baraka.

On les dirigea sur Alger, otages qui répondaient de la tranquillité des tribus du Sud. Ils y demeurèrent un an et y jouirent d'une liberté relative. Pourtant, on s'imagine la mélancolie de ces jeunes seigneurs du désert arrachés à leur forteresse sauvage, traités en suspects et traînant dans la grande ville de la côte une vie sans prestige, sans influence, sans honneur. Souvent ils promenaient leur ennui sur la plage du petit village de Saint-Eugène, proche de leur demeure ; mais la douce mer d'Afrique ne dessinait pour eux que les bornes de leur prison... Quand un coup de vent bouleversait ses vagues bleues frangées d'écume, la triste pensée des captifs évoquait une autre immensité, l'immensité du libre désert où le brûlant simoun soulève aussi des vagues, les vagues de sables des dunes fauves... Quand, près d'eux, sur le chemin, un cavalier les dépassait, les princes le suivaient des yeux et rêvaient au temps où, portant sur le poing un faucon encapuchonné, ils pressaient d'une jambe nerveuse le flanc de leur cheval et se grisaient d'air, de lumière et d'espace à chasser la gazelle, l'autruche et le mouflon... Que devenaient là-bas, dans leur palais en deuil, ces faucons apprivoisés, ces étalons favoris?... Que devenaient les esclaves sans maîtres? Et les courtisans dévotieux?... Le nostalgique Sid-Ahmed souhaitait ardemment qu'une occasion se présentât d'affirmer son loyalisme, de dissiper les préventions des autorités françaises et d'obtenir ainsi le retour dans sa seigneurie du désert.

La guerre franco-allemande lui fournit cette occasion. Les notables indigènes d'Alger voulurent envoyer un message de félicitations aux survivants des tirailleurs de Wissembourg et de Reichshoffen ; aussitôt Sid-Ahmed s'offrit à porter le message. Il faisait ainsi un geste amical dont il espérait qu'on lui tiendrait compte et il échappait à l'insupportable inaction par un beau

voyage dans cette France où parlait la poudre, la poudre attirance suprême de l'Arabe des grandes tentes. Son offre fut acceptée ; on lui accorda une brillante suite et même un interprète français dont le rôle était surtout de l'entourer d'une surveillance discrète. Mais avant son embarquement, et de crainte que les Tedjania ne crussent à un enlèvement de leur chef, Sid-Ahmed fit parvenir à Aïn-Mahdi une lettre affirmant que son départ était volontaire et recommandant aux affiliés la soumission à la France.

Le 16 août, il arrivait à Paris. Cependant les événements néfastes se précipitaient : la défaite, l'invasion. Qu'adviendrait-il de notre colonie africaine quand les Arabes, mal soumis encore, nous sauraient trahis par les armes et occupés à défendre notre sol envahi ?... On crut prudent de garder en France pendant toute la guerre ce chef religieux du Sud-Algérien, qui constituait une précieuse garantie de la tranquillité des tribus attachées à sa juridiction. On fit même venir d'Alger son jeune frère El-Bachir et les deux frères accompagnèrent le Gouvernement de la défense nationale à Tours, puis à Bordeaux.

La fin de la guerre les trouva dans cette dernière ville où le cheik algérien fut vite populaire. Nous n'étions pas saturés d'exotisme comme nous le sommes aujourd'hui. D'ailleurs, il était naturel qu'un prince arabe fît sensation en France dans ces tristes moments. S'occuper de lui, c'était comme un dérivatif aux angoisses de l'heure présente ; c'était faire de ce jeune Arabe le représentant d'une autre France, de notre France coloniale inviolée, capable d'aider à notre relèvement et de nous consoler un jour des humiliations récentes.

Les Bordelais se passionnèrent donc pour ce prince de vingt ans aux fastueux vêtements, aux manières nobles, à l'accueil amène, dont les grands yeux doux éclairaient des traits d'une réelle beauté. Un teint de mulâtre d'une pâleur à peine dorée, le teint qu'il devait à son origine maternelle, ne déparait pas cette beauté aux yeux des Français. Il séduisit les flâneurs qui le rencontraient dans ses promenades en voiture : on se pressait aux abords de l'hôtel pour le voir de plus près. Il séduisit les gens du monde : un jour même, le 17 octobre, comme il assistait au Grand Théâtre avec son frère à une représentation de gala au profit des blessés, la salle l'accueillit par une salve d'applaudissements. Il séduisit les autorités, qui toutes

voulurent le recevoir, y compris le cardinal-archevêque. Ce dernier lui donna même sa carte et y traça quelques lignes aimables en lui disant ces mots dont Sid-Ahmed devait se souvenir un peu plus tard : « Conservez-la. Qui sait si, même quand vous serez de retour dans votre pays, elle ne vous rendra pas service ! »

Comment ce beau prince qui séduisait tout le monde, n'aurait-il pas séduit la demoiselle de compagnie de Mme Steenackers, quand le petit dieu malin la plaça sur sa route ?

IV. LE MARIAGE.

La famille Steenackers était logée dans un hôtel de Bordeaux. C'est là que le Directeur général des Postes recevait les messages officiels destinés au Gouvernement de la Défense nationale. Parmi ces messages, les plus touchants étaient ceux que les Parisiens envoyaient pendant le siège par pigeons voyageurs. Quand arrivait un des oiseaux messagers, quelle que fût l'heure du jour ou de la nuit, on le portait à Mlle Aurélie Picard, qui remettait immédiatement la dépêche à M. Steenackers. Puis elle prenait soin de la bestiole.

Dans le même hôtel, au même étage que la famille Steenackers, se trouvait l'appartement habité par Sid-Ahmed et sa suite. Sid-Ahmed remarqua vite, au hasard des rencontres, cette belle jeune fille qui portait des colombes dans ses bras. Gracieuse attitude ! Elle attendrit, elle charma l'exilé, il rêva de l'amie des colombes, de son sourire, de sa pitié... Elle, sans se douter de ces sentiments, continuait à passer près de lui en indifférente. Comment se la rendre favorable ?

Dans le pays du chérif, un amoureux n'est pas embarrassé pour faire connaître sa flamme, malgré les voiles qui cachent le visage des femmes et gênent l'échange des regards, malgré la surveillance dont les recluses du harem sont entourées. Il se trouve toujours à point nommé quelque vieille entremetteuse pour glisser à la belle les premières confidences... Mais dans cet hôtel de Bordeaux, rien de pareil. Quant à se passer d'intermédiaire, Sid-Ahmed ne l'osait pas. Ah ! s'il avait pu employer, en parlant à la jeune fille, la langue arabe si riche en images, quelles métaphores dignes du Cantique des Cantiques et des poètes d'Orient il eût choisies pour exprimer sa passion ! Mais le pauvre prince, qui pourtant prenait avec

ardeur des leçons de français, ne se sentait pas assez sûr de son verbe pour faire une déclaration d'amour en français. Il craignait le ridicule. Un de ses domestiques, confident fidèle, le tira d'embarras et se chargea d'entrer en relation avec la jeune fille aux colombes. Mais le serviteur n'était pas beaucoup plus savant polyglotte que le maître, et la surprise d'Aurélie fut grande, quand cet Arabe l'interpella un jour par ces mots laborieusement étudiés :

— Mademoiselle, le prince vous fait dire qu'il est très malade depuis qu'il vous a vue... Très malade à cause de vous.

La jeune fille comprit parfaitement le sens de ce langage; mais elle n'en fit rien paraître et répondit d'un air étonné :

— Le prince se trompe. Je n'ai jamais rendu personne malade. Qu'il consulte un médecin, s'il est malade!

— Non, dit l'Arabe; ce n'est pas un médecin qu'il lui faut...

Aurélie s'esquiva sans en écouter davantage. On devine que, malgré son air détaché, sa froideur simulée, la jeune fille ne fut pas insensible à l'hommage de celui dont tout Bordeaux faisait grand cas. Quoi! ce prince d'un pays merveilleux, — les pays inconnus, inexplorés semblent toujours merveilleux, — ce héros de roman vêtu de soies chatoyantes, ce grand seigneur dont la vue seule faisait rêver d'amour, de luxe et d'aventures, l'avait remarquée parmi tant d'autres femmes!...

Sid-Ahmed devina-t-il, par l'intuition des amoureux, qu'il pouvait oser d'avantage? Rencontrant quelques jours plus tard Aurélie, il la salua de ces mots définitifs :

— Mademoiselle, à qui dois-je m'adresser pour vous demander en mariage?

— A Mme Steenackers, répondit Aurélie en souriant.

— Hélas! s'écria Mme Steenackers quand Sid-Ahmed se fut confié à elle, je ne peux rien pour vous. Je ne dispose pas de Mlle Picard; il faut le consentement de sa famille, de son père.

— Ne peut-on faire venir son père? supplia le prince. Je lui parlerai; je lui jurerai que par moi, avec moi, sa fille sera heureuse.

Mme Steenackers écrivit à M. Picard, lui demanda de venir à Bordeaux. En attendant l'arrivée de son père, Aurélie songeait que sans doute ce père ne ferait pas grandes objections au projet de mariage. C'était un ancien soldat d'Afrique. Sur sa poi-

trine la croix de la Légion d'honneur et la médaille militaire témoignaient de sa bravoure. Il avait combattu contre Abd-el-Kader et gardait de son séjour en Algérie aux temps héroïques de la conquête un souvenir enthousiaste. Parfois il disait à sa femme : « Nous devrions tous aller là-bas... » Mais la Champenoise prudente secouait la tête... Exposer la santé de ses enfants et les économies, non, non !

De cet ancien soldat, qui rêvait encore d'aventures, Sid-Ahmed saurait se faire un allié; M. Picard conseillerait à sa fille de réaliser le rêve que lui-même avait autrefois caressé... Et dans quelles conditions inespérées le réaliserait-elle! Un descendant de sultans donnerait à Aurélie son nom, l'installerait sous un doux ciel, dans un palais plein de richesses, de serviteurs, d'esclaves, la ferait maîtresse d'une ville dont il était le maître... Pourquoi M. Picard n'accorderait-il pas à ce prince sa fille, intelligente, énergique, aventureuse comme lui et à qui la France ne réservait qu'une vie terne, étroite, dépendante? Ainsi en jugeait Aurélie, fort tentée par cet appât.

Dès l'arrivée de M. Picard, Sid-Ahmed, de plus en plus épris, de plus en plus impatient de réaliser le désir de son cœur, entoura celui dont son sort dépendait de toute sorte de respects et de prévenances. En ces jours où beaucoup de Parisiens avaient suivi à Bordeaux le Gouvernement, les nouveaux venus trouvaient difficilement un gîte dans les hôtels. Sid-Ahmed reçut M. Picard dans son appartement et alla même jusqu'à lui céder sa propre chambre, parce que c'était naturellement la plus confortable. Il plaida chaleureusement sa cause, se plia aux conditions du père et de la fille sans les discuter. Il donnait ainsi à sa fiancée une grande preuve d'amour, car l'une de ces conditions le liait d'une manière très inaccoutumée qui pouvait avoir pour lui des conséquences graves : M. Picard consentait au mariage, ainsi qu'Aurélie l'avait prévu, mais il exigeait que le mariage se fît à Alger devant les autorités françaises et qu'il fût accompagné de toutes les formalités et garanties qu'exigent les lois françaises. C'était pour un Arabe porter atteinte aux coutumes, aux usages séculaires et même aux rites religieux musulmans que de réclamer la consécration des infidèles pour un pacte matrimonial ; bien plus, c'était de la part d'un cheik une imprudence qui pouvait lui aliéner les affiliés de la confrérie...

Mais aucune considération ne touchait le chérif que celle de conquérir la femme aimée. M. Picard devait aussi accompagner sa fille à Alger, y résider avec elle jusqu'au mariage et y préparer l'établissement des autres membres de sa famille. Sid-Ahmed souscrivait à tous ces projets... Mme Steenackers, témoin de l'extraordinaire aventure, souriait et disait :

— Cette jeune Aurélie a de la chance !

Hélas ! le rêve des fiancés devait rencontrer bien des difficultés d'exécution ! Aurélie et son père partirent pour Arc-en-Barrois en traversant Paris non sans peine, car la Commune y était maîtresse. Ils allaient préparer Mme Picard à ce radical changement de vie. Pendant ce temps, les deux princes suivaient leur gardien-interprète à Blois où ce dernier avait une propriété... et une fille. Dans les romans d'amour bien construits, toujours quelque traîtrise vient se mettre en travers des beaux rêves. L'interprète devait fournir au roman d'Aurélie et de Sid-Ahmed cet épisode. Il voyait d'un mauvais œil les projets du cheik, car il n'ignorait pas que ce prince jeune, séduisant, dont il avait maintes fois constaté la bonté et la douceur, était très riche, très puissant dans son pays. Et il songeait à lui faire épouser sa fille. A Blois, tout fut mis en œuvre pour séduire ce brillant étranger et pour le détacher d'Aurélie Picard. Surtout l'interprète se garda bien de transmettre au Gouvernement français la demande des deux chorfa qui désiraient, la guerre étant finie, retourner en Algérie. Il fallut qu'Aurélie déjouât cette intrigue, comme elle en déjoua tant d'autres ensuite, et conseillât à Sid-Ahmed de solliciter lui-même une audience du maréchal de Mac-Mahon. Par cette démarche, Sid-Ahmed obtint très facilement son *exeat*. Les deux frères purent enfin prendre le bateau d'Alger avec leur suite.

Ce même bateau emmenait Aurélie Picard et son père. L'interprète avait perdu la partie. Mais il méditait une revanche.

— Comment songez-vous, disait-il ironiquement à la jeune fille pendant la traversée, comment songez-vous à épouser un polygame ? Belle perspective que d'être troisième ou quatrième femme dans un harem !

— Ceci me regarde, répondait Aurélie sans s'émouvoir.

L'interprète jugea que ceci pouvait intéresser aussi le Gouvernement général d'Algérie. Dès l'arrivée à Alger, il alla dans les bureaux rendre compte de sa mission, il raconta

le roman d'amour à sa manière, il circonvint le Gouverneur.

Quand, à son tour, Sid-Ahmed se présenta et demanda au Gouverneur général de l'Algérie, — l'amiral de Gueydon, — l'autorisation d'épouser, selon toutes les formes requises par les lois françaises, Mlle Aurélie Picard, le Gouverneur bondit :

— Un Arabe épouser une Française ! Cela ne s'est jamais fait et ne se fera pas. Je m'y oppose !

On reste confondu de cette réponse. Si jamais les Français méritèrent l'accusation de manquer de sens politique colonial, c'est bien en cette circonstance. Accréditer par un mariage régulier la Française assez courageuse pour aller habiter Aïn-Mahdi, foyer de fanatiques qui rayonnait au loin sur les nomades du désert, c'était mettre dans cette forteresse religieuse une alliée qui, par patriotisme, pouvait aider à notre pénétration. Même sans connaître la valeur de cette jeune femme, nous avions tout à y gagner, rien à y perdre. Certes, l'amiral de Gueydon aurait eu de bonnes raisons à invoquer pour refuser de donner sa propre fille à un Arabe : les mariages entre époux de races et de mœurs si différentes sont rarement heureux. Mais qu'importait au Gouverneur général de l'Algérie, l'heur ou le malheur du ménage de Mlle Aurélie Picard, du moment que les parents de la jeune fille étaient consentants ? Ce qui importait, c'était d'accueillir favorablement la demande du cheik, de saisir une occasion si imprévue de l'attacher définitivement à nous par l'intermédiaire de cette Française, puis... de voir venir. Si le mariage tournait mal, tant pis pour l'imprudente ; s'il tournait bien, la France en profiterait !

Je me hâte d'ajouter que, depuis 1871, nous avons fait des progrès en psychologie indigène. Il est certain, par exemple, que le maréchal Lyautey emploie aujourd'hui au Maroc d'autres méthodes. Il a parfaitement compris, parce qu'à sa connaissance du peuple arabe il joint une parfaite connaissance de l'histoire générale, que nos Arabes de l'Afrique du Nord, à notre arrivée au milieu d'eux, en étaient restés à l'organisation politique du moyen âge. Les priver d'un coup de cette organisation qui convenait à la mentalité de ce peuple enfant était une faute : pour les peuples comme pour les individus, il est dangereux de brûler les étapes. Le maréchal Lyautey, au lieu de blesser, de dédaigner les princes marocains, s'est adroitement servi d'eux et, sans cesser de leur faire sentir à l'occasion la force de

la France, les a flattés, apprivoisés, pour obtenir leur concours à l'œuvre de transformation lente et prudente de la mentalité marocaine. C'est pourquoi notre pénétration au Maroc marche à pas de géants. Pour avoir agi différemment, nos premiers Gouvernements algériens ont accumulé contre eux les difficultés et ralenti notre pénétration.

Revenons à notre amoureux...

Il s'en alla désespéré d'un refus si absolu, si blessant. Mais Aurélie ne perdit pas courage. Elle voulut savoir pourquoi il lui était interdit de devenir la femme légitime d'un protégé français; elle protesta dans les bureaux. Partout on l'éconduisit. Un magistrat lui exposa en ces termes l'avis du Gouverneur :

— Inutile d'insister. En territoire arabe indépendant, en Tunisie par exemple, peut-être trouverez-vous un consul français pour vous marier, mais, en Algérie, personne ne s'en avisera.

Quel chagrin, quelle déception pour les deux jeunes gens! Sid-Ahmed, dont la passion croissait avec les difficultés, savait trop, — par une dure expérience, — que le Gouverneur était le maître et le fatalisme oriental l'inclinait au désespoir, puisque Aurélie ne voulait pas être à lui sans sanctions. Aurélie s'irritait de l'obstacle dressé devant son rêve ambitieux...

Quant au père, il ne se consolait pas d'avoir inconsidérément conduit sa fille au-devant d'un pareil échec. Alors il prit Aurélie à part et doucement il lui fit comprendre qu'il fallait rompre, rentrer en France. Il parla d'écrire à sa femme pour qu'elle arrêtât ses préparatifs de départ. Mais la jeune fille résistait de toute son énergie... Partir! Rentrer à Arc qu'elle avait quitté en annonçant son mariage avec un prince! Que penserait-on d'elle? Que de quolibets!... On traînerait peut-être son honneur dans la boue...

— Non, non, s'écriait-elle dans son exaltation, j'aimerais mieux me jeter à la mer plutôt que de rentrer en France maintenant!

Et M. Picard effrayé laissa venir sa femme et ses enfants...

Le père et la fille logeaient depuis leur arrivée, à l'hôtel de Paris. Quand la famille fut réunie à Alger, Sid-Ahmed lui offrit l'hospitalité dans la villa qu'il habitait avec ses serviteurs Et tous ces gens, Arabes et Français, rassemblés par une destinée bizarre, étaient très malheureux. Ils attendaient dans

l'inaction on ne sait quel dénouement d'une situation sans issue.

Cette villa de Sid-Ahmed était voisine du Grand Séminaire de Notre-Dame d'Afrique que le cardinal Lavigerie, archevêque d'Alger, habitait alors. Le cardinal s'étonna de voir ces Français installés dans la demeure d'un seigneur arabe et, comme Aurélie et sa mère fréquentaient la chapelle du séminaire, il s'arrangea pour les rencontrer.

Mme Picard lui raconta leur odyssée, le refus du Gouverneur général, l'amour sans espoir du prince et l'obstination d'Aurélie. L'archevêque, très intéressé par cette histoire, résolut d'agir avec la largeur d'idées que réclamaient des circonstances aussi extraordinaires et, seul parmi nos fonctionnaires coloniaux, il se montra politique adroit.

— Rassurez-vous, dit-il à Mme Picard. Puisque les pouvoirs civils ne veulent pas marier votre fille, je la marierai. Priez Sid-Ahmed de venir me voir...

Cette attitude est bien conforme à ce qu'on sait du caractère du grand prélat qui s'était attaché les Arabes par tant de bienfaits que sa mort les mit en deuil. Quand le « Marabout rouge », — les Arabes appelaient ainsi le cardinal, — parcourut pour la dernière fois, étendu dans son cercueil, les rues de Tunis, les indigènes s'écrasaient pour toucher ce cercueil, y déposer des placets, réclamant la protection de leur ami, même pour l'autre monde...

Sans doute la détresse morale des hôtes français du prince Tedjani apitoya l'archevêque, mais il pensa aussi certainement que l'œuvre de pénétration religieuse dont il avait déjà conçu le projet pouvait retirer grand avantage d'un service important rendu au cheik des Tedjania, au Grand-Maître d'une confrérie dont les affiliés parcouraient le Sahara jusqu'au Soudan. La suite de ce récit montrera que, si la vie de Sid-Ahmed se fût prolongée un peu plus, les Pères blancs du cardinal Lavigerie auraient recueilli, à Aïn-Mahdi même, les fruits de son geste. Du moins on peut toujours penser avec émotion que l'un des fils les plus remarquables du cardinal, le Père de Foucauld, avant de tomber sous la balle d'un Touareg affilié à la secte des Senoussis, avait trouvé un champ d'action favorable dans les tribus touaregs encore attachées en 1916 à la confrérie des Tedjania.

Donc Sid-Ahmed se rendit à l'invitation de Mgr Lavigerie. Il lui apportait la carte de l'archevêque de Bordeaux précieuse-

ment conservée, selon le conseil de celui-ci... Quelques jours après, en dépit des préjugés du Gouverneur général d'Algérie, le prélat catholique bénissait dans la chapelle du Séminaire l'union du prince arabe et de la jeune Française.

Cette cérémonie religieuse suffit à rassurer la conscience d'Aurélie et de ses parents ; mais elle ne leur apportait pas les garanties de sécurité, de protection qu'ils avaient réclamées de la loi française. Cette fois, Aurélie passa outre ; elle se contenta du mariage arabe qu'offrait, que désirait Sid-Ahmed. Le muphti Bou-Kandoura, du rite hanéfite, fit ce mariage. Bien entendu aucune abjuration ne fut réclamée de la chrétienne. Tolérance réciproque !

Et c'est un des traits les plus remarquables de la vie de Mme Aurélie Tedjani qu'elle ait coopéré pendant si longtemps à la direction du centre religieux d'Aïn-Mahdi, ait eu une énorme influence sur des Mahométans de confrérie, — les plus pratiquants des Mahométans, — sans être elle-même disciple de Mahomet. Il est vrai que de rares Français avaient déjà, bien avant 1871, exploré le Sud-Algérien, le Sahara, qu'ils avaient vécu avant Mme Aurélie parmi les Arabes du bled, mais ils n'avaient réussi à se créer des sympathies ou même à sauver leur vie qu'en adoptant un chapelet de confrérie, en devenant Mahométans. Ainsi firent Léon Roches, l'ami d'Abd-el-Kader, Duveyrier l'explorateur, d'autres encore.

A aucun moment Mme Aurélie ne les imita. Son intérêt d'ailleurs était de ne pas abjurer. Musulmane, elle aurait dû se plier à l'observation rigoureuse des lois religieuses qui régissent la famille, elle serait devenue femme de harem ; chrétienne, sous la protection de son mari, — le cheik possesseur de la Baraka divine, — elle se libérait, au point de vue des rites, de la surveillance, de la critique des Kouan. Mais on doit reconnaître qu'il fallut à cette fille de vingt ans une audace peu commune pour lier son sort à celui de cet étrange seigneur et prêtre du désert, se flatter de prendre sur son esprit une influence durable et de vivre heureuse, seule de sa race, jetée sans défense au milieu d'un peuple dont elle ignorait les mœurs et la langue.

Sans doute aux heures de trouble, de lutte, de désespérance qui avaient précédé son mariage, notre héroïne mesura son pouvoir sur le chérif et jugea qu'un amour profond le livrait à merci. Mais il n'est guère prudent de se fier à la cons-

tance d'un Oriental, c'est-à-dire d'un être sensuel ayant appris à considérer les femmes comme des objets de plaisir dont on se lasse sans raison et qu'on sacrifie sans remords. Combien de temps durerait l'ascendant de la Française ? Quelle garantie la préserverait d'un revirement dans les dispositions du chérif, puisque ses compatriotes avaient refusé de l'aider, de la protéger ? Ne reviendrait-elle pas un jour prochain dans son pays, déçue, humiliée, s'offrir de nouveau à ce joug de médiocrité qu'elle secouait aujourd'hui ? Pourtant elle eut confiance, moins peut-être en l'éternité de la passion qu'elle inspirait qu'en son intelligence, en son esprit avisé, prudent, surtout en l'énergie qu'elle sentait en elle et dont elle seule savait la force. Hardiment elle joua sa chance. Le succès lui donna raison.

V. — LE VOYAGE

Les époux passèrent à Alger quelques semaines, le temps qu'il fallut à Sid-Ahmed pour obtenir du Gouvernement l'autorisation de rentrer à Aïn-Mahdi et pour préparer son départ. Le jeune Sid-El-Bachir avait déjà pris le chemin du Sud.

Alger, en 1871, ne ressemblait pas à la ville cosmopolite d'aujourd'hui. Les ruelles tortueuses qui montent à la kasbah n'étaient pas encore emprisonnées dans un réseau de larges rues bordées de maisons modernes, de palaces qu'habitent maintenant deux cent mille Français ou Espagnols et des hivernants de toutes nationalités. C'était surtout la capitale militaire de notre empire algérien encore mal affermi. A côté de la population indigène, il n'y avait guère que des soldats qui partaient en colonne pour châtier la Kabylie révoltée. Les Rhamania, confrérie rivale des Tedjania, étaient les instigateurs de cette révolte. La tournure que prenaient les événements intéressait Sid-Ahmed Tedjani, car elle pouvait influencer en bien ou en mal les décisions du Gouvernement général de l'Algérie à son égard

Mais ces soucis n'empêchaient pas le prince amoureux de s'occuper de sa jeune femme. Il traitait de son mieux la famille Picard, la considérant comme sa propre famille et, de crainte qu'Aurélie n'eût le regret de sa vie passée, il multipliait autour d'elle les distractions.

Chaque jour et tard dans la nuit, la villa s'emplissait du tintamarre des fêtes arabes : tambours, cymbales, flûtes et

guitares accompagnaient les chants discordants, monotones et nasillards de nègres hystériques. On pense bien que celle à qui s'adressait l'hommage d'une musique aussi étrange en éprouvait plus d'ennui que de satisfaction. Quand, étendue pendant de longues heures sur un divan, elle devait écouter ces concerts, elle avait peine parfois à résister au sommeil. Mais elle se gardait d'en rien témoigner, ne voulant pas décourager dans son jeune mari ce désir de lui plaire sur lequel elle voulait édifier son bonheur. Déjà ses toilettes françaises dormaient au fond d'un coffre : jupes-cloches, — dérivées de la crinoline, — corsages à basques, toilettes de bal à petits volants à la mode alors. Elle s'essayait, non sans grâce, à porter le costume mauresque, le pantalon de soie aux larges plis, la casaque de velours brodée d'or ; à ses pieds, à ses bras tintaient les lourds bijoux qui semblent des entraves autant que des parures ; elle apprenait à s'envelopper dans le voile qui cache à tous, sauf à l'époux, les traits de la femme arabe. Ainsi s'accoutumant peu à peu aux usages, étudiant, imitant en élève attentive ceux et, celles avec qui elle devait vivre, elle leur paraîtrait moins empruntée, moins étrangère quand, à son arrivée au Sahara, et, sous peine de manquer sa vie, elle devrait les dominer de sa personnalité énergique.

Mais les préparatifs du voyage sont achevés... C'est maintenant l'adieu à la famille, le départ pour Aïn-Mahdi, le saut dans l'inconnu...

Aujourd'hui le chemin de fer atteint Djelfa sur les Hauts-Plateaux à quatre cents kilomètres environ au sud d'Alger ; puis des auto-cars conduisent les touristes à l'oasis de Laghouat, cent kilomètres plus loin. De Laghouat, Aïn-Mahdi est facile à atteindre en voiture ou à cheval par soixante kilomètres de routes ou de pistes bien entretenues. Ce voyage est un plaisir sans fatigues...

Il y a vingt-huit ans, en 1896, quand je fis la connaissance du Sud-Algérien, d'Aïn-Mahdi et de Mme Tedjani, le chemin de fer d'Alger n'était construit et exploité que sur cent kilomètres ; puis, trois fois par semaine, une diligence préhistorique partait de Berrouaghia, chargée jusqu'au toit de voyageurs et de marchandises. Les accidents n'étaient pas rares. Par exemple, dans la première partie du trajet, quand cette diligence descendait à toute vitesse les lacets du mont Greno, dits lacets de

« l'Escargot », il lui arrivait de sauter au fond d'un ravin, pêle-mêle avec les douze chevaux qui la traînaient, les ballots dont elle était chargée et les voyageurs mal en point ; plus loin, dans le bled, elle cahotait parmi les ornières, descendait dans le lit des oueds, — faute de ponts, — grinçait de ses vieux ressorts sur les dalles rocheuses, écrasait les touffes d'alfa en prenant comme guide, comme fil d'Ariane dans ces étendues désertes, les fils de la ligne électrique. La piste, les roues de la diligence et des convois de marchandises la déplaçaient à chaque voyage. Les loustics, et peut-être aussi les ponts-et-chaussées, l'avaient baptisée : route nationale n° 1 d'Alger à Laghouat. Le voyageur français enfermé dans un étroit coupé aux vitres opaques de poussière, — voyager dans le coupé, c'était voyager en première classe ! — respirait avec dégoût un air aux fades relents : odeurs de chevaux dont la croupe fumante s'arrondissait devant lui, odeurs de fruits fermentés, de sueur, de girofle apportées par les vêtements et les provisions des voyageurs indigènes pendant les voyages précédents. Le malheureux luttait durant trois jours et trois nuits contre la nausée, puis il arrivait à Laghouat ahuri, souffrant de la migraine, rompu, sans autre impression de voyage que le souvenir de cette boîte grinçante et malpropre. Quant à Aïn-Mahdi, on savait qu'il se trouvait quelque part, là-bas, dans l'Ouest ; c'était une nouvelle expédition à tenter.

Mais vingt-cinq ans avant, en 1871, quand Aurélie Tedjani s'en alla pour la première fois vers le Sud, c'était bien autre chose ! Aucune voie ferrée, aucune diligence, aucun chemin, rien que les moyens de transport indigènes : le cheval et le chameau. Jusqu'en 1883, la France n'exerça qu'un protectorat sur les pays au sud de Laghouat, les pays du M'zab. Laghouat était donc, en 1871, le point extrême de l'occupation permanente dans le sud de la province d'Alger, quelque chose de comparable à In-Salah aujourd'hui. Il ne faut pas s'étonner si l'accès en était difficile. Pour aller d'Alger à Aïn-Mahdi, à cette époque lointaine, il y avait au moins vingt jours de voyage. Et quel voyage !

Mme Aurélie allait faire son apprentissage de princesse du désert. Le mode de transport habituel aux femmes arabes dans le Sahara, c'est le *bassour*, sorte de cage formée par des cerceaux recouverts de tapis sahariens et posée sur le dos d'un chameau. On fait « baraquer » (agenouiller) le chameau

devant la voyageuse ; celle-ci s'étend dans la prison mouvante qui la dérobe à tous les regards, et, d'un coup de jarret sans douceur, l'animal se redresse. Il s'ébranle, le voilà parti à longs pas qui impriment au bassour un mouvement de tangage fort désagréable.

On offre à Mme Tedjani de monter en bassour : la jeune femme, si brave et qui se croyait prête à tout, ne peut s'y résoudre. Elle a peur du chameau, de ce long cou grotesquement mobile, de cette bouche énorme qui, dans une sorte de rictus, découvre jusqu'aux gencives de longues dents jaunes impressionnantes et qui fait entendre un cri continuel, une gargarisation insupportable. Elle déclare que jamais elle ne montera sur cette bête, et elle réclame un cheval. Son père avait été son professeur d'équitation, il en avait fait une bonne amazone : le cheval était le sport favori des femmes du Second Empire. Sid-Ahmed ne sait pas résister à une prière d'Aurélie. Elle obtient cette première dérogation aux coutumes. Le « vaisseau du désert » est remplacé par un cheval sellé d'une selle arabe à haut dossier. Et le voyage commence.

En tête de la caravane parade Sid-Ahmed. Son fin cheval au harnachement de cuirs brodés, à la selle de velours, ses lourds étriers d'argent, le damasquinage de ses armes de grand seigneur qui scintillent au soleil, ses Arabes d'escorte lui donnent grand air. Puis suivent de nombreux chameaux conduits par des nègres et portant les tentes, les vivres et les bassours dans lesquels voyagent les suivantes.

Mme Aurélie est au milieu de cette troupe. Elle regarde, elle surveille, elle note en son esprit ces étranges nouveautés et elle jouit aussi sans doute de la douceur de cette belle promenade, commencement du long voyage. C'est la fin de septembre ; en traversant la riche plaine de la Mitidja limitée par les verts contreforts de l'Atlas, il lui semble n'avoir pas quitté le midi de la France : des exploitations agricoles, des centres de colons se créent un peu partout, on débroussaille les collines, on assèche les marais, on prépare des plantations de vignes... Les jardins d'oliviers et d'orangers de Blidah la ravissent... Puis le pays devient plus sévère, on traverse les gorges arides de Mouzaïa, dénommées aujourd'hui le pays des mines à cause de leurs gisements de fer... Au bout de deux ou trois étapes, la caravane prend de l'altitude, il fait froid matin et soir, les peupliers et

les trembles remplacent les arbres du Midi. Cette fois, Aurélie se croit revenue dans sa Champagne, car les vignes plantées dès l'occupation prospèrent ; elles deviendront les riches vignobles de Médéah, et remplaceront à Berrouaghia une triste plaine d'asphodèles.

Dans ces petites villes, la Française, femme du chérif, trouve facilement à manger et à s'abriter pour la nuit sous un toit, tantôt dans une auberge, tantôt chez un notable indigène. Ce n'est qu'un peu plus tard, en descendant dans la vallée du Chélif, vers Ksar Boghari, que les habitations se font rares. Il faut planter les tentes, comme les nomades dont on commence à rencontrer de nombreux groupes en déplacement.

Quand ces nomades apprennent des serviteurs de Sid-Ahmed, la qualité du grand personnage qui retourne dans les pays du Sud, ils accourent; les burnous sales se prosternent, les doigts crochus des vieilles femmes se tendent, en supplications, les jeunes femmes elles-mêmes quittent les tentes et, derrière leurs voiles clos, elles réclament d'une voix implorante la bénédiction divine sur elles et sur leur famille. Que n'attend-on pas de ce chérif, de ce cheik sur qui s'est posée la Baraka des nobles et saints ancêtres Tedjani!

Sa présence combat les maléfices des méchants *Djenoun* (génies); la femme stérile, en touchant son burnous, espère avoir des enfants et les malades espèrent la guérison. Chacun sait qu'il faut faire avaler aux fiévreux un feuillet couvert par le marabout de signes cabalistiques, ou brûler ce feuillet sur les plaies de scorpions et d'armes à feu... Mais les grands thaumaturges musulmans ne se contentent pas de guérir les maux, ils les préviennent par les talismans. Ces talismans favorisent les amours, permettent de voir sans être vu pendant les nuits obscures, font trouver des trésors, préservent du mauvais œil ou de la mort dans la bataille, gardent les récoltes de la grêle ou du siroco, les bestiaux des épizooties. Ce sont des versets du Coran, des prières tracées sur des parchemins qu'on enferme dans des sachets triangulaires ou carrés, en cuir ou en étoffe, suspendus au cou, sur le dos, à la ceinture, dans des tuyaux de roseau, de corne, de fer-blanc, d'argent. Si ces talismans manquent leur effet, c'est que la foi du fidèle n'était pas assez vive ou qu'ils ont été souillés par le

regard des hérétiques, et cela ne nuit en rien au prestige surnaturel du cheik.

Pendant que Sid-Ahmed distribue bénédictions et talismans, sa jeune femme, un peu à l'écart, contemple cette scène qui se renouvelle souvent pendant le voyage. Ces cris sauvages l'étourdissent, elle ne comprend pas les signes extérieurs de cette religion inconnue; mais ce qu'elle comprend bien, c'est que l'homme qui l'aime est véritablement un très grand chef. Elle en est fière et elle aspire à devenir près de lui, avec lui, très puissante aussi... Peut-être pressent-elle déjà qu'elle pourra en même temps se rendre utile à la France et à ses compatriotes.

Maintenant la caravane qui suit depuis deux jours la vallée du Chélif est parvenue à un point de cette vallée où la désolation est sans bornes. La Princesse des Sables fait connaissance avec un autre monde, un monde pétrifié, un paysage de planète morte. Pas un oiseau ne chante, pas une touffe de verdure ne sourit au fond de cette étroite vallée, fauve, calcinée comme par un incendie, et les collines rouges qui la bordent luisent comme des collines infernales. Mais, après la traversée d'un petit col, le décor change et arrache à la jeune femme un cri d'admiration. Un lac miroite au soleil, des arbres bordent ses rives et, dans les prairies voisines, paissent de nombreux troupeaux. Ce lac est immense; à l'horizon, des montagnes bleues se mirent dans ses eaux, il semble venir au-devant de la caravane tandis que la caravane vient à lui C'est un rafraîchissement exquis pour des yeux saturés d'aridité.

Cependant Aurélie s'étonne qu'autour d'elle on sourie de son enthousiasme et voici que, tout à coup, au moment où la jeune femme croit atteindre ces bords enchantés, le lac se soulève comme aspiré par le soleil... Sous les pas de la caravane, plus d'eau, plus de prairies, rien qu'un désert de sable, — le désert de Bougzoul, — qui vient de leurrer la Princesse des Sables de son mirage fameux.

Et la désolation recommence. Longues, interminables étapes de désolation. C'en est fini pour toujours des campagnes et des coteaux riants. Pourtant, ce n'est pas encore le Sahara, c'est son antichambre, la sauvage et désertique région des Hauts-Plateaux, succession de paliers rocailleux coupés de vallées arides qui se croisent, se chevauchent et que limitent des montagnes abruptes et pelées. Le terrain est semé de cail-

loux, soulevé de rocs, pavé de dalles entre lesquelles poussent de maigres touffes de *drinn* que les animaux tondent au passage d'un coup de dent ou quelques tamaris obstinés à vivre. Parfois on rencontre un *bétoum*, l'énorme pistachier de ces solitudes, dont les troupeaux et les Arabes migrateurs recherchent l'ombre bienfaisante ; on le salue à l'horizon cinq kilomètres avant de l'atteindre et, longtemps encore après l'avoir dépassé, on se retourne pour sourire à sa silhouette amicale. Tantôt la piste serpente dans le sable, contourne une dune, tantôt elle se perd sur des pierres plates que redoute le pied mou du chameau.

Tous les cinquante kilomètres environ, un caravansérail, c'est-à-dire un carré bastionné aux angles et crénelé, avec une cour intérieure sur laquelle s'ouvrent les écuries et les locaux d'habitation ; au milieu un puits. Pas de villages, mais, de temps en temps, une agglomération de tentes noires, — un douar, — et des chameaux qui paissent rangés en bataille.

A cause de l'altitude, les nuits sous la tente sont froides en automne, mais, par la chaleur du soleil d'Afrique, les midis sont accablants. Sous la réverbération de ce soleil, la plaine paraît être un plateau d'étain miroitant, surtout dans la traversée des *chotts* ou lacs salés qui, desséchés complètement par le dernier été, scintillent de sel en cristaux dont l'éclat fatigue les yeux. Et si, par aventure, le siroco se lève, ajoute aux morsures du soleil son haleine de flamme, aveugle de sable les voyageurs, la caravane se disloque comme une armée en déroute, bêtes et gens ne savent de quel côté fuir.

Aïn-Mahdi ! terre promise aux ambitions d'Aurélie, que vous êtes difficile à atteindre !...

MARTHE BASSENNE.

(A suivre.)

L'ÉQUIPEMENT HYDRAÉRIEN
DES PORTS FRANÇAIS

Au cours des quatre années dernières, l'organisation des transports aériens, poste, colis postaux, voyageurs et marchandises légères, a pris un développement qui étonne ceux-là mêmes aux regards de qui l'aviation est chose familière au point d'être devenue banale. Les cités les plus commerçantes ont été contraintes d'équiper des ports aériens puissants et bien outillés dont l'importance croît, non pas de mois en mois, mais bien de semaine en semaine. Et les lignes aériennes fonctionnent avec une régularité horaire et technique égale à celle dont se targuent les chemins de fer.

Or ce qui se passe dans le ciel au-dessus des continents aujourd'hui, va se passer demain dans le ciel au-dessus des océans : l'hydraviation va devenir, d'ici un laps de temps très court, la rivale heureuse de l'aviation. Et les mers seront survolées, tout comme elles sont depuis longtemps traversées par la navigation maritime. Toute ligne de paquebots ou de cargos sera, dans peu de temps, doublée en l'air par une ligne d'hydravions ou de dirigeables.

Ces hydravions et ces dirigeables ne pourront assurer les services à la fois inter-continentaux et supra-maritimes, qu'à une condition : posséder, dans les ports d'attache et dans les ports d'escale, des emplacements équipés à leur intention, en annexes aux installations actuellement existantes, et uniquement consacrées, pour l'instant, aux navires marins.

Or la France se trouve occuper sur la planète une situation

géographique telle que, obligatoirement, une majorité considérable de lignes transatlantiques hydraériennes se trouveront réclamer au bord de nos rivages marins des lieux d'amerissage. Et, en disant France, j'entends à la fois la France d'Europe et celle de l'Afrique du Nord. En effet, nos ports maritimes actuels font figure de ports d'attache, tels Marseille, Bordeaux, Saint-Nazaire ou le Havre, ou de ports d'escale, tels la Pallice, Cherbourg, Boulogne : là gîtent ou touchent de nombreuses lignes, les unes nationales, les autres étrangères. Et par conséquent la superposition, dans le sens de la hauteur, de vaisseaux aériens aux vaisseaux marins ne changera rien à notre situation géographique, mais exigera l'élargissement de nos établissements purement maritimes en établissements maritimes et hydraériens.

Certains, un peu timorés ou mal renseignés, conseilleraient volontiers une position d'expectative, c'est-à-dire voudraient qu'avant de prendre des dispositions, nous commencions par attendre des demandes ou des propositions plutôt que de faire quoi que ce fût. A mon sens, ce serait là une lourde erreur : car un retard, une hésitation de notre part, nous vaudraient immédiatement d'être distancés par des rivaux de qui la surveillance pèse sur nous. En effet, nous possédons une bonne position géographique, la chose est sûre : mais une position, si remarquable soit-elle, n'est jamais qu'un point de départ, — une sorte de matière brute attendant son modeleur.

Et nos voisins, même amis, — à plus forte raison nos rivaux, — qui tiennent des positions, sinon équivalentes, du moins inférieures à la nôtre, mais encore fort bonnes, à défaut de la nôtre, s'empressent de préparer des équipements qui risquent de nous enlever toute la première période du trafic et de créer chez les clients escomptés ces fameuses habitudes dont il est ensuite si malaisé de se défaire. Anglais, Belges et Italiens possèdent chez eux les moyens géographiques de nous supplanter si nous hésitons : et ils s'apprêtent à le faire, car, devant notre attitude hésitante, ils considèrent la chose comme possible. Donc, avisons : il faut prévoir afin de pourvoir.

Quelle est la situation en ce moment ? Exactement celle-ci.

Des services hydraériens transatlantiques sont en préparation dans tous les pays.

Les procédés à l'étude diffèrent suivant les goûts et les

techniques ; mais les résultats seront les mêmes : — on survolera les océans.

Le premier procédé, qui est venu tout d'abord aux esprits, est celui du vol direct, avec ou sans escales, par hydravions ou par dirigeables. Les Anglais, qui ont parlé un moment de transformer Gibraltar en une gare centrale d'hydraviation et d'hydraéronautique, semblent pencher avec le *Commander* Burney pour les lignes de dirigeables et étudient un service Londres-Bombay-Sydney-Auckland. Les Allemands, unissant leurs intérêts à ceux des Espagnols, poussent activement les travaux en vue de créer une ligne de zeppelins Séville-Rio de Janeiro. Les Américains ont mené quelque bruit autour d'un projet qui consisterait à mouiller neuf îles flottantes artificielles en acier entre l'Ancien et le Nouveau Monde, et à faire opérer la traversée de l'Atlantique par des hydravions exécutant neuf bonds d'île en île : un architecte français a même présenté à un concours de l'École des Beaux-Arts un projet d'île flottante tout équipée.

Mais, voilà quelques mois, a surgi un deuxième procédé, dont la réalisation pourrait être certainement plus rapide : l'inventeur en est Sir Eustace d'Eyncourt, directeur en retraite des constructions navales anglaises. Cet ingénieur propose et poursuit la construction d'un paquebot spécial ultra-rapide, composé d'une coque solide avec logements pour passagers, d'une vaste plate-forme d'atterrissage et d'envol, d'un hangar et d'ateliers intérieurs. Ce paquebot partirait d'un terminus pour aboutir à un autre terminus, sans s'arrêter nulle part, ni faire aucune escale : il serait rejoint en route, au départ, sans ralentir, par des avions à passagers arrivant de tous les ports au large desquels il passerait ; et avant l'arrivée, il essaimerait ses passagers par avions sortis de ses flancs en directions divergentes vers tous les ports au large desquels il se trouverait successivement. Cette combinaison du paquebot et des avions permettrait aux gens pressés et aux correspondances urgentes de voyager plus rapidement que s'ils demeuraient à bord d'un navire, sans cependant dépenser un prix de transport aussi élevé que celui qui est exigible par appareil volant accomplissant le trajet entier à lui seul.

Il est inutile de dire que ce deuxième procédé présente une grande séduction pour les Anglais, et que les Américains l'ont

commenté avec enthousiasme : il suffira de quelques mois pour voir surgir tout équipé le premier paquebot nécessaire à l'établissement de cette ligne.

Or, l'exploitation d'un pareil service augmenterait encore la valeur de la position géographique de la France : prenons en effet un exemple transatlantique et un exemple oriental. Sur la ligne New-York-Europe, un paquebot de ce type partant du Havre se trouverait recevoir des avions de toute la côte anglaise : Southampton, Plymouth, Liverpool, et de toute la côte française : Cherbourg, Saint-Malo, Brest. Sur la ligne d'Orient, un paquebot parti de Southampton, en direction du canal de Suez, recevrait des avions du Havre, Cherbourg, Brest, Saint-Nazaire, Bordeaux, puis de Port-Vendres, Cette, Marseille, Nice, la Corse, Oran, Alger, Tunis. Et, au retour, sur l'une comme sur l'autre ligne, les mêmes ports verraient arriver les hydravions envoyés par les paquebots ralliant le Havre ou Southampton.

Donc, il est temps d'aviser, grandement temps, si nous ne voulons pas être distancés, par conséquent battus.

Prenons la carte de France et examinons nos littoraux.

La chose est extrêmement claire : nos ports hydraériens sont indiqués d'office en raison directe des conditions matérielles que leur équipement et leur sécurité exigent. J'entends par « sécurité » deux choses : la sécurité technique, c'est-à-dire les facilités d'amerissage et d'envol, la valeur des plans d'eau et leurs dimensions, autant que leurs protections naturelles et artificielles contre les mauvais temps de la mer et de l'air; et ensuite la sécurité d'ordre national et militaire en cas de conflits.

A première vue, les plans d'eau utilisables ne sont pas nombreux : la rade artificielle de Cherbourg, la rade naturelle de Brest, le bassin d'Arcachon, l'étang de Thau, l'étang de Berre, le lac de Bizerte. En tout, six plans d'eau répartis au long de nos rivages marins.

Leurs qualités ne sont certes point niables.

La vaste rade de Cherbourg, à l'extrémité de la péninsule du Cotentin, est le résultat d'un travail humain qui a entendu placer en plein chenal de la Manche un lieu de refuge et un poste de surveillance. Au point de vue naturel, les vents mauvais y sont ceux qui accourent du Nord-Est et du Nord. Au

point de vue militaire, on reproche à Cherbourg son exposition aux vues du large, exposition qui peut évidemment présenter de certains périls avec l'allongement des tirs actuels et avec le progrès des aviations de bombardement. Mais, en temps de paix, Cherbourg apparaît comme prenant une importance qui va grandissant en ce qui concerne les escales. Cette place maritime, que Vauban appela d'un mot pittoresque « l'Auberge du canal de la Manche », et qui est véritablement, au sens ancien du terme, l'Échelle de Normandie, se montre de mois en mois plus favorisée par les escales : le seul mois d'août 1924 a vu débarquer en sa gare maritime 10 808 passagers, et rembarquer 18 312 touristes à destination de l'Amérique.

Les perspectives ouvertes en ce moment sur la reprise des affaires maritimes avec les pays de la Baltique, permettent d'espérer également des escales de navires fréquentant des lignes Amérique du Sud-Afrique et Régions nordiques. Par conséquent, soit pour l'usage de la combinaison paquebots-hydravions, soit pour l'usage des lignes directes d'appareils aériens, la rade de Cherbourg étendue derrière sa digue, juste au plein milieu de la Manche, constitue un précieux plan d'eau qui, dans l'état primitif, atteignait une superficie de 1 500 hectares. Malheureusement, des travaux en cours vont réduire son étendue dans des proportions considérables en coupant ce magnifique bassin par des môles et des digues transversales, qui supprimeront l'unité de ce miroir marin.

Ces travaux ont été entrepris par la Chambre de commerce afin d'organiser le port d'escale. Ils sont payés grâce à la perception de taxes prélevées sur les compagnies de navigation qui sont les usagères de ce port d'escale. Mais les plans imaginés et fixés par la Chambre de commerce sont contestés à l'unanimité par les compagnies de navigation aux services de qui le futur port est destiné et qui paient de leur argent ces travaux, dont leurs agents, pilotes et autres responsables des compagnies jugent différemment. La querelle entre les usagers qui paient et la Chambre de commerce qui désire fournir à ces usagers, en échange de leur argent, des installations que ces marins déclarent en contradiction avec leurs besoins et leur sécurité, est une dispute très vive. Malgré son acuité, les travaux décidés par la Chambre de commerce se poursuivent : et, en ce qui nous occupe ici à un point de vue

spécial, celui de l'hydraviation, on a le droit de dire que tout bétonnage d'une bonne part de la rade apporterait de très sérieuses entraves à l'aménagement hydraérien d'une rade qui, sans cette pétrification partielle, serait vraiment un site parfait d'amerissage transatlantique. La chose présente un caractère d'autant plus grave que, en face de Cherbourg, Plymouth, par une politique toute contraire, étudie les moyens d'organiser cette base hydraérienne dont on risque en ce moment de contrarier l'essor. Erreur d'autant plus inquiétante que les Américains proposent en ce moment l'installation à Cherbourg d'une base servant de tête de ligne au *Léviathan*.

La situation de Brest est incomparable. Une rade merveilleuse, encadrée de hautes falaises droites et qui, sauf le cas de certains très mauvais temps du Sud-Ouest, est à l'abri de tous les vents, offre une superficie de 23 kilomètres sur 10 et un tour de 70 kilomètres.

Splendide bassin dont la vue arrachait des cris d'admiration, que j'entends encore, aux officiers américains de ces convois qui arrivaient du large en pleine nuit durant la guerre et se voyaient, au matin, mouillés à l'aise et à l'abri dans le cadre magnifique de ce bassin unique révélé à leurs regards par les premiers feux du jour levant. Au point de vue de l'hydraviation, il y a là, vraiment, une position de premier ordre. Et la situation géographique de cette rade à l'extrémité occidentale de la France, à la fois en poste de commandement atlantique, et en retrait derrière une herse d'îles, de pointes, de falaises, est exceptionnellement favorable. L'aménagement hydraérien, ici, sera la simplicité même: tout le nécessaire est concentré là à tous les points de vue. Et les travaux spéciaux seront très peu de chose. En lignes directes, on peut envisager cette rade comme le terminus des services d'hydravions et d'aéronefs à destination et en provenance du Canada et des États-Unis; et comme ligne indirecte, Brest peut envoyer des appareils volants à tous navires doublant la Pointe de Bretagne en provenance, ou à destination des Pays Nordiques, de l'Afrique et de l'Orient, proche ou extrême. Cette merveilleuse avancée, si bien abritée, peut et doit être notre plus grand port hydraérien.

Ensuite, mais à quelle distance ! vient le bassin d'Arcachon

et, naturellement, tous les étangs qui constituent la ligne des eaux côtières landaises. Ici, la nature a fait si bien l'utile que la Marine nationale y a établi l'une de ses écoles d'aviation sans difficulté d'aucune sorte. Et le bassin d'Arcachon réalise à tel point le type même du plan d'eau d'amerissage qu'il est tout à fait inutile d'insister.

La réflexion peut être la même au regard des étangs de Thau et de Berre, ainsi, d'ailleurs, qu'à celui du lac de Bizerte : ces miroirs d'eau paraissent prédestinés à l'hydraviation.

Nous voici donc en présence de six nappes d'eau, dont la première artificielle est malheureusement menacée dans son intégrité, les cinq autres naturelles et magnifiques. Ce sont là six trésors, répartis au long de nos côtes.

Mais ce n'est point assez : il nous faut autre chose.

Ce n'est point assez pour plusieurs raisons : d'abord parce que six ports hydraériens forment un total insuffisant ; — ensuite, parce que la distance qui les sépare les uns des autres rend nécessaire la création de bases intermédiaires ; — et enfin parce que ces six ports hydraériens ne desserviraient point des secteurs suffisants pour répondre à nos nécessités.

Cherbourg, surtout s'il est réduit, se consacrera au service de son escale, et il nous faut plusieurs lieux d'amerissage en Manche : d'où nécessité de créer d'autres plans d'eau. Besogne coûteuse, si l'on s'y prend mal. Donc, il convient de réfléchir. Il faut un hydro-port dans la région Dunkerque-Boulogne : un bassin existant actuellement peut-il être aménagé? ou bien faut-il, par inondation d'une zone infertile, créer en la campagne dunkerquo-boulonnaise un étang de faible profondeur et suffisante superficie ?... C'est à voir.

En tout cas, une base hydraérienne en Flandre maritime, sur la région du Pas-de-Calais, est un engin indispensable que nous devons nous procurer à tout prix pour le service des ports nordiques et de la Mer du Nord, voire des lignes New-York-Hambourg passant au nord de l'Écosse.

Ensuite, il nous est non moins nécessaire d'en posséder une autre à l'estuaire de la Seine. Et comme celle-là devrait desservir à la fois Rouen et le Havre, il pourrait y avoir intérêt à l'installer en Seine même, à mi-chemin entre les deux ports, à l'abri des remue-ménage que vents, courants, houles et

mascarets déterminent entre les deux rives extrêmes de l'embouchure. Sans compter que cette base hydraérienne pourrait servir de gare normande à une ligne d'hydravions plus légers qui relierait le port de Basse-Seine au port de Paris. Le fleuve même, ici, servirait à la fois de plan d'eau, d'abri et de gare.

Viendrait alors Cherbourg, coupant la Manche en deux. Puis se trouverait Brest, à la jonction de la Manche et de l'Atlantique.

Ne parlons malheureusement pas du Morbihan où la violence des courants de foudre ne permet guère une utilisation pratique, du moins dans l'état actuel des choses.

Mais le raisonnement qui vient de servir pour la Basse-Seine, s'appliquerait tout aussi exactement à la Basse-Loire, entre Nantes et Saint-Nazaire pour le service des lignes des Antilles : la Basse-Loire, comme la Basse-Seine, fournirait, à mi-chemin, miroir d'eau et protection

Ensuite, et continuant toujours ce même raisonnement, nous l'appliquerons à la Gironde; car Arcachon, si excellent que soit son bassin, est un peu trop éloigné de Bordeaux pour assurer certains services en direction des lignes de Sud-Amérique et de Dakar.

Ainsi, notre littoral occidental s'équiperait de la sorte : ports hydraériens de Flandre, de Basse-Seine, de Cotentin, de Finistère, de Basse-Loire, de Gironde et des Landes, — soit sept bases échelonnées en bons lieux sur le rivage de ce que l'on appelait autrefois le Ponant, de Dunkerque à Bayonne.

Après le Ponant, le Levant. Le bassin occidental de la Méditerranée est une région maritime dans laquelle les intérêts français sont considérables. N'allons pas jusqu'à dire qu'il doit être un lac français : l'expression a trop servi, et comme les Espagnols, de leur côté, parlent de lac espagnol, et que les Italiens répliquent par lac italien, la formule passe au rang des clichés sans valeur. Disons simplement que nos meilleurs intérêts, ceux de la liaison Paris-Tombouctou, sont en jeu, et que, — sans nulle intention agressive contre quiconque, — nous désirons à juste titre les maintenir et les surveiller.

Or, les ports hydraériens ici se doivent répondre et correspondre.

A Marseille, avec l'étang de Berre, chef de la ligne rhoda-

nienne, cela va tout seul. Et la réplique Bizerte est tout pareillement aisée. Berre et Bizerte sont, à l'image de la rade de Brest, des lieux prédestinés à l'hydraviation.

Que faut-il faire à Thau? La question doit, semble-il, se relier à celle, toujours pendante, du canal du Midi et de sa transformation. Mais il ne suffit pas d'en parler : il faudrait agir, et pour l'instant on n'agit guère, ce qui est un tort très grand.

Sur le littoral algérien, l'organisation prête à discussion. Quelle ville choisir? Alger? Oran?... les deux peut-être?... Et puis comment équiper l'amerissage? Un bassin artificiel?... Mais il y faut vaste place et large développement, — protection contre houles, vents et ennemis aussi. L'affaire ne laisse pas d'être délicate. Évidemment, on parle beaucoup de l'organisation, souhaitée par les Algériens, d'un service de dirigeables en ligne Alger-Marseille; et la brièveté de la traversée permettrait effectivement d'étudier la création rapide d'un tel service avec hangars et ateliers appropriés... En fait, le littoral algérien a besoin de stations hydraériennes : il ne faut donc pas prolonger mollement les études, car le temps presse et nous avons besoin d'une solution. Bien entendu, dans l'établissement de cette solution, on devra envisager toutes les possibilités d'escale en Corse, — station intermédiaire naturelle entre France européenne et France africaine.

De même que les littoraux du Ponant nous fourniront sept ports hydraériens échelonnés face au nord-ouest et à l'ouest en direction nord-sud, ceux du Levant, de leur côté, nous donneront cinq bases similaires disposées deux dans le golfe du Lion, deux sur la côte africaine, une en Corse, et peut-être même six ou sept si l'on augmente leur développement ensuite.

Mettons sur la carte ces lieux : nous trouvons répartis ainsi un minimum de douze ports hydraériens, qui pourra être porté à quinze; et ce premier équipement doit nous donner, dans l'air marin, la puissance et l'activité suffisantes.

En effet, supposons cet équipement réalisé : les résultats sont immédiatement acquis. La France accentue son caractère, si particulier, de grand carrefour européen. Elle devient, mieux que jamais, une manière d'escale, d'Échelle, suivant le bon vieux mot pittoresque du français ancien, assise au confluent

des routes occidentales et des routes orientales. Et, plus encore que maintenant, on sera obligé de passer par la France lorsque l'on voudra accoster l'Europe en venant de n'importe quels pays situés au delà des mers.

Qu'il s'agisse de lignes directes et rapides survolant les étendues marines en bonds aériens, ou qu'il s'agisse de « navettes » ailées effectuant des services d'aller et retour entre des ports et des paquebots passant au large de la côte, nos douze ou nos quinze ports hydraériens ne pourront pas ne pas donner immédiatement le spectacle d'une activité intense.

Le spectacle, — et le profit : car vous apercevez aussitôt l'excellence des résultats.

Si les services hydraériens avaient existé en cet été 1924, regardez tout de suite ce qui aurait pu se passer, durant le seul mois d'août. En ces 31 jours, les quinze principaux ports français ont vu débarquer un total de 198 139 passagers, et ils ont rembarqué 194 495 touristes. Sur ce total, tout proche de 400 000 voyageurs, combien auraient préféré, pour des raisons d'urgence ou bien de confort, raccourcir leur traversée dans les proportions si appréciables que peut et que pourra fournir le vol? Hommes d'affaires, pour qui le gain de quelques heures représente la conquête en haute lutte d'un avantage, l'enlèvement à la houzarde d'un bénéfice disputé par des concurrents pareillement anxieux de cette rapidité à laquelle l'humanité moderne semble de plus en plus disposée à tout sacrifier; — promeneurs, pour qui les affres angoissantes du mal de mer constituent une torture morale autant que matérielle, et qui appellent de tous leurs vœux l'immobile plancher de la terre : — voilà deux catégories de passagers qui n'hésiteront jamais devant un supplément de dépense pour arriver au port avec dix, quinze, vingt-cinq, quarante heures d'avance sur le paquebot. Dans les 400 000 allants et venants d'août 1924, ne se serait-il rencontré que 5 000 de ces gens pressés, soit un passager sur quatre-vingts, — les services hydraériens eussent fonctionné à miracle.

Or, plus les choses iront, plus on trouvera de gens pressés dans le monde des affaires, et plus on rencontrera de personnes soucieuses de s'épargner toute contrariété physique ou morale dans le monde des touristes.

D'autre part, à la condition qu'elle sache organiser la

présentation et la préservation de ses beautés naturelles et artistiques en les défendant contre les vandales, — contre tous les vandales, ceux qui abîment pour détruire, et ceux qui abîment pour « arranger », — la France sera de plus en plus un lieu d'élection pour les visiteurs, au même titre que l'Italie et l'Espagne. Cependant que nos places de commerce, Paris, Strasbourg, Lyon, entre autres, appelleront les gens d'affaires au même titre que Londres, Hambourg ou Rotterdam. Telle est, telle sera davantage encore la double nature du pays de France : grand bénéfice pour nous d'être ainsi pourvus de cette « duplicité » d'attirances souvent, ailleurs, contradictoires, et chez nous si heureusement complémentaires.

Les accès hydraériens, par suite de leur caractère qui réduira les distances et les laps de temps perdus en simples déplacements, peuvent et doivent nous permettre de créer en France une sorte d' « appel d'air » quasi irrésistible.

Seulement, *il faut arriver les premiers.*

Car les premiers prêts seront ceux qui recueilleront tout le bénéfice.

Et malgré les avantages présentés par notre valeur et notre situation, si nous arrivons seconds, d'autres pays, comme l'Angleterre par exemple, ne manqueront pas de saisir une place qui nous sera ainsi à jamais ravie.

L'équipement hydraérien de nos ports est donc pour la France une question non pas de mois, mais bien d'heures. Nos rivaux sont au travail. La rare qualité de nos sites maritimes est le précieux élément qui nous donne sur nos concurrents une avance encore appréciable : à notre activité de savoir tirer le parti complet d'une telle et si heureuse fortune...

GEORGES G.-TOUDOUZE.

LA REINE DE L'OMBRE

IV [1]

UN ÉTRANGE NOCTURNE

A l'arrière du train qui descendait du Soudan à Conakry, nous étions deux voyageurs installés sur la plateforme de la dernière voiture. Sièges, *barman*, et autres détails encore qui font l'agrément d'un voyage dans le *pullman* de queue d'un train américain, faisaient défaut : cela va sans dire. Nous avons encore, — même aux colonies, — la timidité, la pudeur du confortable. En revanche, la splendeur du paysage qui fuyait devant nous était d'un ordre supérieur, et nous arrachait aisément à la contemplation hypnotique du double ruban métallique des rails.

Mon voisin s'était, depuis le matin, montré d'une humeur fort inégale. Des crises de bavardage avaient troué parfois la monotonie de la chanson du fer : le reste du temps, il n'avait desserré les lèvres que pour fumer. C'était un grand diable, très maigre, — comme on devient souvent à la Côte, quand on ne grossit pas outre mesure, — habillé d'un costume blanc trop large : celui sans doute, qu'il avait acheté au début de son séjour. Rien de particulier en lui, sauf le nez qui était nettement dévié à gauche, au point que la narine opposée était presque fermée.

Le soleil, nous laissant dans l'ombre, se laissait choir sur la tête du train, en direction de la côte et de Conakry. Peu à peu, un bien-être nous envahit.

Nous ne fûmes pas longtemps seuls à profiter de notre posi-

Copyright by A. Demaison, 1924.

(1) Voyez la *Revue* des 15 novembre, 1er et 15 décembre.

tion privilégiée. Du dernier compartiment déboucha un jeune instituteur, fils de la montagne, qui rentrait, lui aussi, en France, après avoir enseigné dans la région de Kouroussa les beautés de notre langue et de notre histoire aux fils des Toucoulaures, des Dioulas et des Malinkés. Puis ce fut un colon suivi de sa jeune femme, — allure très décidée. Ils changeaient, dirent-ils, de terrain d'expérience. Le caoutchouc de cueillette indigène, écrasé par le rendement des plantations de la Malaisie, ne donnait plus de résultats; ensemble ils allaient, gaiement, recommencer l'effort en Côte d'Ivoire.

— Les Anglais, à la Côte de l'Or, sont devenus les premiers producteurs de cacao du monde entier, affirmait la jeune femme. Nous réussirons, nous aussi, en territoire français!...

Ainsi l'espoir, le désir et le besoin de repos, les souvenirs joyeux ou pénibles, alimentaient tour à tour la conversation, quand, à une pente un peu raide, il y eut des à-coups : la locomotive souffla, ahana, hoqueta et finit par s'arrêter, pour remonter en pression.

— Pourvu qu'on ne couche pas en pleine brousse, murmura la femme du colon.

— Bah! ça ne serait pas la première fois, et ça ne me ferait plus peur, répartit mon premier compagnon de route.

— Vous avez donc eu peur... quelquefois? demanda l'instituteur intrigué.

— Pas positivement... Pas plus que vous, sans savoir... Mais ce n'est pourtant pas de naissance que j'ai le nez cassé... Si cela vous intéresse, ça m'arriva une certaine nuit... Une histoire qui ne date pas d'hier... Je puis bien vous la raconter : quand on est jeune, on est excusable d'un peu de panique. Vous avez le temps de m'écouter avant notre arrivée à Mamou, où nous devons passer la nuit, comme d'habitude...

Le récit de cet homme qui rentrait en France, après trente mois de Soudan, je l'ai reconstitué de mon mieux. Il est hors de doute qu'il eût différé de ton et d'allure, si le conteur se fût trouvé sur le versant opposé du voyage. Un homme qui monte au Soudan et un homme qui en descend ne voient pas avec les mêmes yeux, ne parlent pas le même langage. Celui-ci affectait un ton de confidence qui contrastait singulièrement avec la vantardise et la bravade des conquérants de passage et des nouveaux débarqués...

***

« C'était à l'époque où l'on allait à cheval, en pirogue, en canot ou en chaland, suivant la contrée et la distance. Il arrivait même, dans les pays de la basse côte de Casamance et de Guinée, qu'un de nous fît à pied des étapes de quarante kilomètres, vêtu d'un pyjama et chaussé d'espadrilles, sans considérer la chose comme une prouesse, ni éprouver le besoin d'en faire état auprès de tout venant. Aujourd'hui, vous avez pu le voir, des machines rapides parcourent les routes de l'Afrique; des gens y prennent place, qui traversent le pays en quelques jours, et reviennent en France proclamer qu'ils ont découvert le continent noir. A vrai dire, ils en ont à peine entrevu le masque.

« Nous avions marché toute la matinée, mon serviteur et moi, venant de l'Ouest. J'allais à cheval, lui à pied. La longueur de la route avait dépassé nos prévisions. Mais dans ce pays coupé de marigots, encombré de forêts, l'étape, vous le savez, est maîtresse souveraine : rester à mi-chemin est chose malsaine à tous points de vue. A l'arrivée, j'étais descendu chez un commerçant syrien, isolé au bord d'un affluent de la Casamance.

— Attendez le cotre qui fait le service des marchandises, me dit-il en se mettant à table en face de moi. Vous en profiterez; c'est plus sûr que le chemin de pied, et moins fatigant.

« Mon hôte ne s'exprimait pas, certes, si correctement, mais dans un *sabir* incroyable, mélange de termes français et indigènes mal prononcés. Je dus subir ce genre de conversation pénible entre tous, quand le pittoresque ne corrige pas l'insuffisance des mots. Et ces mots sortaient d'une face basanée, dont la peau était tendue par le nez comme une toile de tente par le piquet central.

« Un drôle de bonhomme, le poil noir et hirsute, habillé à la mode du pays, chaussé de sandales. Son nom : Nahim Beïtchar, si je me souviens bien. Il m'offrit sans façon le plat d'œufs et de poulet fricassé d'oignons qui composait son repas et, en phrases tourmentées, continua de m'exposer sa situation. Il trafiquait ici, disait-il, au milieu de peuplades rudes et indépendantes, pour le compte d'un de ses compatriotes installé à Dakar. Il avait quitté son pays depuis trois ans, laissant dans un village du Liban sa femme avec un bébé. Il me montra même une naïve photographie signée *Jacob*

Japour-Beyrouth : une grosse jeune femme, serrée à la taille au point de ressembler à un traversin attaché par le milieu, coiffée d'un mouchoir, tenant à la main un bambin fagoté dans des habits de bazar turco-européen. Il les ferait venir, ajoutait-il, avec, autour de ses yeux embués, un sourire mélancolique, quand il s'installerait pour son compte sur une voie ferrée ou dans un port de mer, et qu'il serait riche. Nahim l'est devenu, sans doute, comme ses congénères, ces descendants des Phéniciens qui ont essaimé des maisons de commerce sur les deux bords de l'Atlantique et y comptent maintenant parmi les maîtres du négoce.

« Nous en étions là, Nahim de son baragouin, moi de mes réflexions, quand, à la porte de la chambre où nous prenions notre repas, se présenta un garde régional indigène. Long, vêtu de drap bleu, armé d'un sabre et d'un mousqueton, il obstruait l'entrée. Il salua, ajoutant qu'il arrivait de la résidence de Kéfourine et qu'il était en tournée de surveillance. Autrement dit, il parcourait des chemins étroits, mais sans limite de longueur, portant les ordres et infligeant les punitions. Cela faisait alors partie du service administratif.

« Il se trouvait parfois que des gardes semblables à celui-ci, — qui répondait au nom d'Amadou Silla, — recueillaient les amendes avec un zèle exagéré et qu'elles ne correspondaient pas avec les sommes versées à l'écrivain chargé du Trésor. Mais le pays craignait le maître dans ses serviteurs, respectait le grand sabre et la petite carabine. Les contribuables ne se plaignaient même pas à l'homme blanc qui portait le casque et les habits garnis de boutons d'argent et qui logeait au chef-lieu dans une maison à étage, car ils prétendaient impossible de remettre sur un épi de mil les grains qui en sont tombés.

— Les gens de Kéfourine ont-ils la paix ? demanda le Syrien.

— Ils sont, là-bas, en paix seulement... Mais autre chose m'a mis sur le chemin, ajouta le garde régional d'un air mystérieux... Mon commandant m'a dit d'appeler le docteur... Est-il dans le pays ?

— Le docteur est à la porte du fleuve, répondit le Syrien. A trois jours de marche.

« Le garde fit claquer sa langue et dit :

— Sûrement, ce n'est pas une chose sans importance qui lui fait demander le docteur. Je vais le chercher.

— Ton commandant était-il malade? demandai-je.

— Je l'ai laissé couché.

— La route est-elle bonne pour aller à la résidence?

— Heuh! La route passe près de la terre des Portugais. Il y a de la guerre de leur côté. Alors, tu comprends, traversent quelquefois chez nous des canailles qui vont et qui viennent... La case de ma mère est plus sûre que ce trou de serpent, Dieu le sait! Ajouté à cela, les gens de ce pays ont le caractère changeant... Je continue ma route...

« Nahim Beïtchar lui remit une lettre pour la poste, et, d'une poignée de feuilles de tabac, confirma la puissance du timbre qui achemine les papiers au bout du monde. Le garde s'éloigna d'un air martial et suffisant.

« Je fis appeler mon serviteur, Kémo Kassama, un splendide Soudanais qui me suivait, recueillant l'aide de porteurs d'une étape à l'autre. Je lui exposai la situation et dis en terminant :

— Demain matin, nous partons pour la résidence de Kéfourine. Connais-tu le chemin?

— Il ne m'est pas inconnu. C'est loin... un peu...

« Il resta un moment silencieux, quoiqu'il fût de son naturel assez bavard. Puis il s'assit, comme il est d'usage pour entamer une palabre :

— Toubab ! me dit-il subitement quelques instants après, tu ne crains pas le soleil...

— Si, comme toi, comme tout le monde.

— Non, par la vérité ! tu ne crains pas le soleil, reprit-il sentencieusement.

— Pourquoi ? fis-je impatienté.

— Si tu le craignais, vois-tu, nous marcherions la nuit. Jusqu'au matin nous irions. Le jour, nous dormirions à l'ombre pour repartir le soir. Cela est une parole sûre, crois-moi... J'ai accompagné déjà de tes semblables à travers les terres. Les uns venaient chasser ; à leur arrivée, ils chantaient, ils buvaient, ils riaient en marchant. D'autres, je les ai vus aller au pays de l'or. Ceux-là se hâtaient en avant de leurs porteurs... On eût dit des chevaux de deux ans. Le soleil était pourtant chaud... Les garçons derrière eux se plaignaient... Mais ils marchaient toujours et couchaient la nuit au pied des arbres ou dans un village... Ils riaient aussi quelquefois, et leur cœur était reposé comme si l'univers leur eût appartenu... J'ai vu des hommes

blonds, — des *Angalais* je crois, — qui venaient attraper des papillons... Comme si des hommes âgés devaient courir après des papillons!... Les enfants des villages se moquaient et gagnaient de l'argent... Ces Toubabs étaient-ils fous ou non? On ne sait jamais avec vous autres...

— Ce n'est pas ce que je te demande, Kémo, — dis-je, interrompant ce discours. Réponds à mes questions...

— Fais doucement, Toubab. J'arrive à ce que je voulais te dire. Sache que si Dieu vous a donné une terre humide où le soleil ne brûle pas la peau, ici ce n'est pas la même chose... J'ai vu aussi des capitaines qui précédaient leurs hommes. « Du matin au soir, les heures ne sont pas trop longues pour atteindre ces fils de chienne », disaient-ils. Ils parlaient de quelque roi de plaisanterie en désaccord avec le maître de Dakar ou de Conakry, tu comprends... Tout cela, vois-tu, était bon tant que soufflait le vent du nord. Mais au temps du *m'boyo*, le vent qui dessèche, la chaleur était plus forte qu'eux. Les uns cherchaient un cheval et n'en trouvaient pas... D'autres se faisaient porter... Certains continuaient : leur esprit était plus solide. Mais beaucoup se couchaient et leurs dents faisaient du bruit... La chaleur nous dépassait et ils avaient froid. Heuh! C'est pourquoi il y a des tas de pierres sur le côté de quelques chemins, et sur ces tas de pierres, des bois croisés avec des signes tracés en haut... Je ne sais pas lire votre écriture, mais une chose est certaine : ce n'est pas la nôtre... Aussi, Toubab, crois-moi : marcher la nuit est préférable. Si frais que soient les ombrages des bois, il n'est pas de meilleure ombre que celle de la nuit... Encore une fois, écoute mes paroles...

« Comme je pesais les raisons de mon serviteur et que je les accordais avec mon désir de porter au plus vite quelque soulagement à un compatriote malade, le Syrien, suivant la coutume de prendre l'avis de chaque personne de l'entourage, appela son boutiquier.

— Heuh! fit celui-ci quand il sut de quoi il s'agissait, je dois dire que le jour m'est préférable. Tu vois ce qui tombe sur ta tête et tu ne perds pas le chemin. La résidence est loin, mais le pays des Portugais est près d'ici. Ses habitants ont de nombreux caractères. Ils peuvent te donner leurs biens ou te tuer, suivant la boisson qu'ils ont bue ou le dire d'un sorcier. Je sais une chose et vais vous la raconter : Un homme de

chez nous traversait leur pays. Près d'un village, il rencontra ces fils de malheur. Ils l'examinèrent longuement. Quand ils virent que dans la marchandise posée sur sa tête il n'y avait pas de dame-jeanne d'alcool qui pût se briser en tombant, ils commencèrent à montrer de la colère : « Le chemin est fatigué, » dit l'un. L'homme quitta le chemin et marcha à travers le champ. « Le champ est fatigué de te porter, » dit un autre un moment après. L'homme, entendant armer les chiens des fusils, s'excusa et grimpa sur un arbre. « Tu fatigues l'arbre, s'écrièrent ces enfants de misère. — Où faut-il que j'aille? demanda l'homme qui avait déposé son bagage sur les racines. — On va te le montrer. Descends!... » Ils lui trouèrent le dos dès qu'il toucha terre... Perdre la route est une mauvaise chose... Ce que je savais, je l'ai dit...

« Et il retourna à ses achats de caoutchouc et d'amandes de palme.

« Nahim voulait consulter le chef manœuvre, les voyageurs et clients stationnés dans sa boutique : il aurait sans doute invité le cuisinier et d'autres indifférents encore à donner leur avis, si je n'avais arrêté l'interminable palabre. La nuit se hâtait : il fallait sans retard prendre une décision. Je m'étais tout de suite rallié à l'opinion de mon guide.

— Nous partirons ce soir, dis-je.

— Oui, assurément! s'écria Kémo.

— Hum! fit le Syrien.

— Quoi encore?

— La chose est lointaine...

— Nahim, dis-je, tu es un brave garçon, mais tu oublies qu'un de mes semblables est couché, qu'un peu de lait et d'eau de Vichy, assaisonné de réconfort moral, est capable de le sauver... Tu ignores qu'un ami fit un jour quatre-vingt-quatre kilomètres à cheval, du lever au coucher du soleil, tout ça pour me soigner d'une digestion contrariée.

— Je sais que vous ne craignez pas les hommes le jour, ni les génies la nuit. Mais...

— Tu connais le chemin, Kémo? fis-je pour couper court à ces considérations.

— Toubab, je suis ton guide! Sache seulement qu'il est inutile d'enseigner à la sauterelle la manière de mettre les poings sur les hanches...

— N'es-tu pas fatigué?

— Je te suivrai, dit-il simplement.

« Comment aurait-il pu répondre autrement? Des Noirs étrangers à sa race l'écoutaient...

« De cartes, point. Celle que je possédais de cette contrée ne pouvait me servir, sinon pour me dérouter. Les côtes, les embouchures et les cours des fleuves navigables y étaient soigneusement repérés par le service hydrographique de la Marine. Pour le reste, on s'en était remis à l'imagination des employés du ministère des Colonies : c'est-à-dire, des lignes nonchalantes pour les fleuves, des déserts à la place des régions inexplorées, — ce qui causa plus tard d'agréables surprises aux prospecteurs plus audacieux que les services techniques. Quant aux villages, une involontaire et naïve fantaisie, fruit d'une fausse interprétation des indications indigènes, me montrait à divers endroits des « Amoul », ce qui veut proprement dire : *il n'y en a pas*, et des « Malonko », qui n'est autre chose que : *je ne sais pas*. Mais, au-dessus de ces erreurs humaines, — bien que provenant de corps constitués de la métropole, c'est-à-dire respectés des simples et des humbles, — il y a la Providence tutélaire qui guide les pas du voyageur. Et voilà sur quoi je comptais, mieux que sur le tapis merveilleux dont l'histoire enchante ici comme ailleurs les adeptes de l'Islam, mais qui ne descend jamais à terre pour remplacer le moindre bourricot, la plus instable pirogue.

« Dans ce temps-là, une escale, c'était peu de chose. Tout de suite, au premier détour, des buissons avancés de la forêt nous cachèrent la paillote allongée du Syrien, les quelques cases groupées au bord de la rivière.

« Nous étions partis au crépuscule. Mon cheval, petite bête de cirque facile à enjamber, me portait d'un pas indolent, les yeux pleins d'une résignation de fataliste. Le soleil disparu, les dernières traînées de lumière dans le ciel éclairèrent le coucher de la brousse. De son pas d'automate en caoutchouc, Kémo me précédait, mon fusil en travers des épaules, et chantait. On lui avait dit les noms des deux villages échelonnés sur notre route, et il se réjouissait à la pensée de déguster du lait frais ou caillé avant le coucher des habitants. Il chantait, sans se préoccuper de moi ni d'autre chose, sur le chemin qui serpentait à travers

les massifs de lianes constellées de fleurs blanches, d'où un parfum de jasmin descendait en nappes. Moi, je pensais à mon arrivée à la résidence, je tâtais dans les fontes de la selle les deux bouteilles d'eau de Vichy, dans ma sacoche le flacon de quinine, ma seringue et les ampoules. Ce serait peu de chose sans doute... Un colon avait donné la même alerte, quelque temps avant, et avait été ainsi remis sur pied. De toutes façons, cela permettrait d'attendre le médecin, et je me félicitais par avance de ma décision. A ce moment fondit sur nous, presque brutale, assombrie encore par le dôme de la forêt, la nuit...

« Mon homme allait toujours devant moi ; son ample vêtement indigo, pâli par un long usage, faisait une tache vague et mouvante sur le fond obscur du sol. A mesure que nous nous éloignions de la rivière, la forêt s'était éclaircie. Ce n'était plus la masse touffue, aux entrelacs de toute sorte, qui avoisine les cours d'eau, mais la brousse : *kaddes* rabougris, *karités* noueux et feuillus, buissons épineux sur quoi reposaient des glycines jaunes, des plantes grimpantes, et d'où surgissaient, à intervalles, les troncs fabuleux des baobabs, bras tendus ou tordus, neigeux et dépouillés, tels les êtres fantomatiques de Weber ; tandis que des arbustes en boule avaient tout l'air de se mouvoir entre les fûts des arbres et de rouler sur les débris des hautes herbes d'hivernage. Les pas du cheval n'éveillaient nul écho. Les bruits semblaient absorbés par le fouillis, l'herbe sèche, par le vide qui s'était fait à travers les brindilles, les feuilles mortes et les troncs disparates.

« Trente kilomètres, selon mon évaluation et les dires des indigènes, à faire dans cette paix, m'était un jeu agréable. Je complimentai mon guide de la bonne idée qu'il avait eue en me dissuadant d'attendre le matin.

— Je te l'avais bien assuré, dit-il. Ce n'est pas pour rien que nous appelons la nuit : *la reine de l'ombre*. Aucun ombrage ne l'égale !...

« Pourtant, il ne chantait plus. Comme s'il eût craint d'être entendu de plus loin, maintenant que nous étions démurés de la forêt, il fredonnait. Sa chanson, joyeuse et satirique tout d'abord, s'était chargée de mélancolie. Il n'était plus question de luttes et de ripailles, de gloire et de chevaux, mais des malheurs d'une femme :

Les bœufs de Madina
C'étaient mes bœufs
A moi, Fatou Dramé...
Les bracelets d'argent
Prix de plusieurs esclaves
Que Madina porte à ses bras,
C'est à moi, Fatou Dramé,
Qu'ils appartiennent...

« Et il rappelait en de longues tirades la légende du vautour qui promena cette complainte sur la tête d'un roi en voyage, et l'avertit ainsi des angoisses de sa fiancée. Kémo, je le sentais bien, ne cherchait pas d'auditoire, mais plutôt sa propre distraction. Quelquefois, s'arrêtant de fredonner, il regardait de tous côtés, à la lueur des étoiles. Ensuite il reprenait son refrain, l'air seulement, entre les dents : dans le moment, signe d'inquiétude manifeste... Je tirai ma montre et fis craquer une allumette. Près de trois heures écoulées depuis notre départ.

— Le premier village que nous devons rencontrer? Son nom? demandai-je.

— Kégnimmacounda! répondit le guide, d'un ton hargneux.

« Le village du beau garçon ! Voilà un nom de bon augure. Mais... nous aurions dû l'atteindre. J'en fis la remarque.

— Oui, par la vérité! répondit Kémo, sèchement.

« Il allongea le pas. Le cheval suivit, automatique. Je crois qu'il dormait déjà. A l'est, une lueur se déclara dans le ciel. Un incendie de brousse? Ce n'était plus la saison.

— La lune, dit Kémo. Tant mieux, nous allons voir plus clair.

« Le cheval trébuchait contre les racines déchaussées en travers du chemin. Le choc des sabots détonait dans la nuit.

« Rien d'inquiétant : cependant un agacement me prenait aux épaules comme si elles eussent été chargées de courroies; mes omoplates cherchaient à se rejoindre. Jusqu'ici je m'étais laissé aller à la méditation coutumière en face de cette nature qui y pousse aisément, où tout prend pour l'esprit une importance à peine soupçonnée chez les civilisés, entraînés qu'ils sont dans le tourbillon des affaires ou les soucis de la vie quotidienne. Mais à cette heure, la solitude de cette immensité chevelue, au lieu de me remplir d'aise comme d'habitude, me gênait. De l'anxiété flottait dans l'air. Le cheval marchait péniblement. A la clarté de la lune, qui passait sa demi-tête au-dessus

des arbres, le jeu des ombres devenait plus troublant que l'obscurité. Kémo ne fredonnait plus. Il murmurait. Quoi? Je ne sais pas. Moi-même, je n'osais plus regarder l'heure... Mon veston de toile me serrait de plus en plus sous les bras.

« Le cheval, tout à coup, dressa les oreilles, renifla et s'arrêta. Comme le guide continuait, je donnai de l'éperon. Soudain, à côté de nous, un piétinement, un trottinement éperdu... Je sentis ma peau onduler sous les vêtements.

— Les sangliers, dit mon homme.

« Ma peau se remit en place et j'eus quelque plaisir à me gratter le cuir chevelu. Les sangliers, dans la nuit, cela signifiait des champs de patates douces, de manioc... En effet, plus loin, une éclaircie, un village. Un enfant de village plutôt. Quelques huttes au milieu des champs. Sans doute la première étape. Nous avions perdu du temps, mais nous étions sur la bonne voie.

— Qu'est-ce qui t'aperçoit le premier et ne peut te loger? me demanda Kémo en guise de plaisanterie.

« Comme je ne répondais pas :

— Le faîte de la case!...

« Et, tout joyeux, il rit.

— Reste là, me dit-il. Je ne connais pas trop cet endroit. Je vais voir si les habitants sont des amis... Une chose est sûre, ajouta-t-il : ce sont des amis de misère.

« Tout d'abord je fus surpris : pas d'aboiements à l'approche de Kémo dont je voyais l'ombre paraître et disparaître entre les cases.

— Le village est mort! dit-il en revenant vers moi. Il ressemble à un panier vide!...

« Je passai entre les paillotes. On eût dit que les habitants, simplement absents, n'étaient pas encore rentrés. Et c'était une chose étrange que ce ramassis de ruches, isolé dans le silence, perdu comme nous, arrêté au milieu de la plaine sous les regards ironiques de la lune.

« J'ai vu mieux par la suite : un village détruit depuis cinq ans par Samory, où les crânes et les ossements des victimes roulaient encore parmi les ruines... En voilà un qui les connaissait et les pratiquait, les méthodes de terreur!...

— Où sommes-nous? demandai-je.

— Toubab, je n'ai pas envie de mentir... Je ne sais pas... Ici n'est pas la terre des Français.

— Alors? Terre portugaise?...

— Peut-être.

« Il voulut boire à une jarre, à l'entrée d'une case. En vain j'essayai de le retenir.

— Ma gorge est sèche, dit-il.

« Il ne fallait pas rester là. Où nous diriger ? Pas de boussole. Sans doute avions-nous obliqué vers le sud, au lieu d'aller à l'est. Je m'orientai dans le ciel, — ou du moins je fis de mon mieux pour cela, — et nous reprîmes le sentier qui, pensions-nous, devait nous ramener dans nos frontières.

« Mon cheval avait peine à suivre le guide, boitant, ployant à chaque pas sur ses pattes, pris de fatigue ou de mauvaise volonté. Il devait mépriser, je n'en doutais plus, l'homme qui tenait ses rênes. Kémo, lui, se taisait. Nous étions de nouveau tout petits dans la futaie, d'autant plus que nous venions de paraître des géants auprès du minuscule village. J'interrogeai mon guide. A ma grande impatience, il ne répondit pas. Pressé de questions, il s'exprimait en mots incohérents, à travers quoi je distinguais à peine qu'il s'agissait de voyages précédents, de sorciers, et d'autres histoires encore que le grand jour m'eût fait paraître indécentes, mais qui me donnèrent alors la mesure de son état d'âme. Les mots, d'ailleurs, sortaient difficilement, comme s'ils eussent, eux aussi, perdu leur chemin. Tout cela pour dire, en fin de compte, que « les mères des gens qui faisaient la guerre en ce pays avaient été enfantées dans des conditions déshonorantes ou, tout au moins, peu confortables. »

— Et la reine de l'ombre ? demandai-je narquois.

— Que cette reine meure ! fit-il sourdement.

« Sur ces mots, il s'arrêta. Devant nous un autre sentier se détachait sur le fond noir, plus large que le nôtre. Un croisement de routes en Europe serait un problème sans les poteaux indicateurs. Mais ici, la nuit, au milieu d'arbres qui se ressemblaient tous... Que faire ? D'un côté, l'insécurité ; de l'autre, la paix, certes, et aussi un homme qui délirait peut-être sur son lit, qui attendait du secours...

— Des allumettes ? As-tu des allumettes ? me demandait fébrilement Kémo.

« Accroupi, il éclairait maintenant le chemin.

— Des pas d'homme, dit-il. Descends et viens voir.

« A mon tour, je scrutai le terrain.

— Oui, dis-je. Même des pas de femmes, mêlés aux pas...

— Tu as raison, fit-il. On voit la trace de leurs anneaux d'orteils. Ce ne sont pas des sauvages qui ont passé par ici...

— Où allaient-ils ? Fuyaient-ils la guerre ou emmenaient-ils des captives ?

— La chose est difficile à savoir. Mais... (ici il cessa un instant de regarder les traces), il n'y a que des pas d'hommes d'un côté ; de l'autre, des pas d'hommes et de femmes mélangés. Les femmes étaient au retour. Fuyons !...

« De nouveau, les mots s'embarrassaient dans sa bouche. Nous prîmes le chemin d'aller des ravisseurs. L'heure ?... Consulter ma montre me paraissait superflu ; j'aimais mieux ne rien savoir du temps, pareil à ces joueurs en débâcle qui ne regardent plus la cote de la Bourse, préférant nourrir l'espoir d'une surprise. Notre cortège était maintenant une solitude en marche à travers des champs et des bois alternés. Dans les champs, des groupes de cases abandonnées ou brûlées dont les tourelles basses et les murs en pisé s'étalaient, blafards, à la clarté lunaire. Pas plus d'aboiements qu'au premier village. Partout le vide. Nous longions les ruines sans y pénétrer.

« Puis ce fut une ombre de village. Moins que cela : quelques piquets carbonisés, qui attestaient seuls l'emplacement de demeures plus légères que les précédentes. On eût dit de grêles fantômes drapés de noir. Était-ce bien la guerre qui avait vidé le pays, ou simplement l'humeur nomade des habitants qui les avait poussés à quitter une terre soumise au mauvais sort pour reconstruire sur un sol propice leurs éphémères habitations ? A vrai dire, je n'avais plus la force de discuter mes suppositions. Je devenais inconsistant.

« Ce qui suivit fut assez confus... Je sais, ou plutôt je crois me souvenir que nous n'étions plus seuls sur la route. Je vis et entendis des choses hors de moi, des présences dont je ne pus calculer la durée, car mes pensées étaient bues par la forêt et les instants disparaissaient comme des gouttes d'eau dans le sable desséché par un vent d'est de plusieurs jours.

« Mon guide, — il refusa par la suite de me donner de plus claires explications, — m'empêcha de tirer des coups de fusil sur des ombres, prétextant que j'allais réveiller les enfants de malédiction de qui avait parlé le boutiquier. A cette agitation parut succéder un silence. Puis je me sentis de nouveau chan-

celer, me perdre au milieu d'une foule d'êtres qui m'entouraient sans vergogne, me pressaient sans ménagements.

« Qu'étaient ces voix qui voletaient autour de moi comme des chauves-souris, me disant que ce pays vide était encore peuplé d'esprits qui se moquent de la sécheresse et de la solitude ? Je ne m'en rendis pas bien compte. Étaient-ce des génies sortis des ruines à mon passage, égarés eux aussi ou venus pour ramasser des êtres et des choses oubliés dans la poursuite de la tribu errante ? Mal accueillis dans les nouveaux pâturages, étaient-ils retournés à leur demeure préférée ? Étaient-ce des âmes qui venaient rôder autour des petits cimetières, près des monticules qui marquaient encore l'abri des ossements qu'elles avaient habités ?... Qu'étaient venus faire ici tous ces êtres mystérieux qui entraient dans la sarabande des invisibles ?... A leur ricanement, je croyais reconnaître les divinités étranges et farouches sorties toutes vivantes du cerveau des peuples africains. Avaient-elles fait éclater l'écorce des arbres où l'idolâtrie des hommes les avait enfermées, soulevé la terre où les avait fixées leur imagination, brisé les pierres où elles dormaient cristallisées dans l'ennui ?

« De tout cela je ne sais plus rien, sinon que le galop désordonné de ces génies, de ces âmes, de ces esprits, de ces divinités, éparpillait complètement mes idées...

— Oui, interrompit l'instituteur, je connais ça. C'est comme la buée qui s'élève au-dessus de nos cascades, quand l'eau se distille en gouttelettes dans le tourment du gouffre.

— Exactement ! Vous parlez comme un de vos livres, mon cher ! Ça faisait même mieux. Cela ressuscitait aussi en moi les terreurs de mon enfance nourrie d'histoires de loups-garous et de fantômes... Tout à coup, un choc énorme... Ma tête éclata... Puis, plus rien...

« Quand je repris mes sens il faisait presque jour. La brousse était là, autour de nous, calme, avec je ne sais quoi de naïf et d'ironique.

— Le cheval a failli te tuer ! me disait Kémo en essuyant mon visage avec un pan de son vêtement que je vis ensanglanté.

« J'étais ahuri. Sur mes épaules, une vraie calebasse vide, fouillée, entre les yeux, par une douleur lancinante. Je regardai mes vêtements : ils étaient, eux aussi, tachés de sang.

— Par la vérité ! Le cheval a failli te tuer, répétait Kémo.

« Il m'expliqua. Nous n'avions pas cessé de marcher. La bête avait buté contre une souche. Somnolente, — comme moi, — elle s'était affalée sur les pattes de devant. En se redressant, de la tête elle m'avait violemment heurté au visage, au moment où je tombais en avant sur l'encolure.

— Où sommes-nous ? demandai-je.

« Ce fut un coq qui, de loin, me répondit.

— Un village ?

— Oui, un village.

— De notre territoire ?

— Je le pense.

« Une heure plus tard, nous arrivions en vue de la résidence-frontière. C'est là que l'administrateur en question présidait aux destinées de peuplades malinkés et foulahs, entre les sources de la Gambie, de la Casamance et des *rios* portugais. Comment allais-je le trouver ?

Nous pénétrâmes dans les barrières, mon cheval et mon homme ayant ramassé leurs bribes de fierté pour faire une entrée imposante ; moi, inquiet de ce qui m'attendait... la tête en morceaux, l'estomac incertain. Au pied de la véranda, un planton m'accueillit :

— Comment va le commandant ? Où est-il ? demandai-je.

— Il est là-haut.

« Je montai et trouvai le maître du pays installé devant un bol de café fumant et tout un attirail de casse-croûte. Je dis mon nom et lui serrai la main : il me fit asseoir et m'invita à partager son déjeuner.

— Quel bon vent vous amène ? fit-il jovial. Mais... vous êtes blessé ! Que vous est-il arrivé ?

« Il s'inquiéta, parla d'accident, de faire une enquête, que sais-je encore, tout en me soignant dans son cabinet de toilette. Comme je le regardais sans comprendre, il se remit à table, me fit servir, continua de manger et, entre chaque bouchée, de s'enquérir de mon voyage. A la fin, je n'y tins plus :

— Voyons ! Qu'est-ce que cette plaisanterie ? Votre garde m'a dit hier que vous étiez très malade. . Et c'est l'unique raison de mon arrivée ici...

— Malade ?... Mon garde ?... Ah ! oui, Amadou Silla !... Cet idiot m'a vu couché et de mauvaise humeur après ma sieste.

Alors il a, comme toujours, exagéré. Un sérieux *cafard*, sûrement... Et j'ai dû réclamer mon ami le docteur... Voyez-vous, ajouta-t-il, il faut toujours se méfier ici des serviteurs trop zélés. Souvent, par leur faute, il arrive des histoires. Ils sont capables de provoquer des haines entre nous, les Européens, ou de faire des bêtises. Celui-ci appartient à cette catégorie. Je vais vous donner un exemple. Figurez-vous qu'une fois je l'envoyai à la recherche d'un prisonnier évadé. Le fugitif était en prévention de la cour d'assises pour avoir tué quelques gens d'un pays voisin. Amadou Silla, — celui qui vous renseigna si bien sur mon état, — ne revint pas de trois jours. Je me demandais ce qui lui était arrivé, quand un matin il entra dans mon bureau, tout seul... « Eh bien! Et le prisonnier?... — Il est là! — Où? Je ne vois rien. — Là, mon commandant. » Il me montrait sa musette de toile cachou, gonflée à crever. C'était la tête du bandit. Je lui avais dit de le ramener, n'est-ce pas... Alors comme ils avaient eu ensemble quelques difficultés, le garde avait encore exagéré la manière... Enfin, au bout du compte, vous voilà. Et ça fait tout de même plaisir de vous voir. Je suis tellement seul ici!... A part ce petit accident, votre voyage s'est bien passé, n'est-ce pas? Route facile...

— Pas mal, répondis-je en m'efforçant de sourire.

« Et j'avalai d'un trait mon bol de café... »

***

— Mamou! Buffet! Hôtel! Tout le monde descend! Le train repart à six heures du matin!... cria l'employé du Conakry-Niger.

Chacun se précipita pour retenir une chambre, se baigner, se préparer pour le repas. Sur le quai, des curieux de la petite ville étaient venus, comme à chaque passage du train, se distraire : Blancs et Noirs mélangés. Parmi eux des Syriens, cossus, déambulaient, les mains derrière le dos, affectant des airs importants ; d'autres, attablés au café de l'hôtel, avalaient des boissons glacées

Cependant qu'une timide fraîcheur descendait de la montagne et que, royalement, la nuit de nouveau se disposait à répandre son ombre...

André Demaison.

REVUE LITTÉRAIRE

PETITES ÉTUDES DE PSYCHOLOGIE COMPARÉE (1)

M. Charles Derennes est un écrivain très attentif, qui étudie avec beaucoup d'esprit, de sensibilité, de grâce, les plus petites âmes qu'il y ait ici-bas, celle d'un grillon, d'une chauve-souris, d'un chat, d'un cacatois, d'un grenouille; celle d'un renard bleu : mais il appelle Renard bleu une jeune Daria, qui vient de Tiflis et qui a plus d'entrain que de méditation; celle de maints garçons et filles des lendemains de la guerre et dont la guerre n'a point touché la singulière étourderie.

Est-ce qu'il attribue donc une âme à ce grillon, cette chauve-souris, ce chat, ce cacatois, cette grenouille ? Croit-il à une âme des bêtes? Il note que l'on pourrait dire, au lieu d'une âme, « ce qui sert d'âme aux bêtes ou leur constitue un semblant d'âme »; il dit une âme, sans vouloir engager là nulle question philosophique ou théologique, mais faute de voir bien clairement — et qui l'a vu? — où l'instinct finit et l'intelligence commence.

Il ajoute, d'ailleurs : « Terme impropre, celui de psychologie appliqué à l'âme des animaux; terme non seulement impropre, mais dangereux, puisqu'il risquerait de nous inviter à étudier l'âme des bêtes comme nous faisons celle de nos semblables, méthode qui, dès le principe serait défectueuse. » Il a grand soin d'éviter ce qu'il appelle erreur anthropomorphiste et qui le mènerait à peindre les animaux tels que des hommes imparfaits.

Il a raison. Nous avons tort de considérer les animaux comme

(1) *Émile et les autres*, par M. Charles Derennes (Albin Michel). Du même auteur, chez le même éditeur, *Vie de grillon, la Chauve-souris, le Renard bleu, es Bains dans le Pactole*, etc.

nos « frères inférieurs » : ils ne nous sont pas tous inférieurs à tous égards; et, frères, nous le sont-ils? Considérons-les plutôt comme d'autres êtres, qui ont leur vie très différente de la nôtre et qui ne méritent pas évidemment pitié ni sympathie.

Voire, M. Charles Derennes se défend d'avoir, pour les animaux, une amitié sentimentale; et il accuse de sottise les gens qui lui écrivent : « Vous qui aimez les bêtes... » Il répond : « J'aime les bêtes d'une façon intéressée, pour la joie que me valent l'observation et l'expérimentation exercées à propos d'elles, en savant d'occasion, donc en égoïste. » Cependant, il étranglerait volontiers « le roulier qui brutalise ses chevaux sous l'influence d'un coup de vin, le charcutier qui pratique la vivisection intensive sous prétexte d'inspiration scientifique ». Évidemment! Mais il se moque d'une vieille dame et d'une autre : l'une s'est promis de porter au poignet, jusqu'à son dernier jour, un bracelet où pend, sous médaillon, le portrait d'un caniche qu'elle a perdu il y aura vingt ans aux pommes; l'autre va tous les mois orner de fleurs la tombe d'un *bull* qu'elle a qui dort son dernier sommeil au cimetière canin d'Asnières. Il avoue que les bêtes sont aimables; il veut que nous les aimions d'une façon qui soit digne de nous, et digne d'elles.

Cependant, malgré l'air qu'il se donne de n'être pas sensible extrêmement, les trois volumes qu'il a consacrés à l'étude des animaux, il les range sous la rubrique du *Bestiaire sentimental* : c'est un aveu qu'on ne lui demandait pas, et qu'on accueille avec plaisir. Mais oui! Et comment n'aurait-il pas une tendresse émue pour le grillon qu'il a, durant toute une saison, suivi depuis l'œuf, et dans tous ses ébats, jusqu'au repos définitif? pour la chauve souris Noctu, qui lui était devenue bien amie? et pour ses chats, et pour Zompette, la grenouille verte qui, au lieu de s'éveiller, au quatrième de ses printemps, ne fut alors qu'un petit squelette, puis un petit tas de poudre menue que le vent dispersa? J'ai loué, ici même, le premier de ses trois volumes, *Vie de grillon ;* celui que je préfère est le deuxième, *la Chauve-souris*, comme je crois qu'il a le plus aimé, de tous ses animaux, cette Noctu, frissonnante, futile et infidèle, qui un beau jour, quand il eut ouvert la porte de sa cage, s'est enfuie.

Ce qu'il veut dire, en suppliant qu'on ne juge pas les animaux avec trop de sensibilité, c'est qu'il faut qu'on se méfie d'une erreur où l'on irait trop volontiers. L'amitié nous trompe : elle nous montre, en nos amis, une image de nous. Et prenons garde! nos chiens, nos chats également, par l'habitude qui leur vient de vivre

en notre compagnie, tournent assez vite à nous ressembler : non pas un grillon, ni une chauve-souris ou une grenouille ! De sorte que le risque serait fâcheux, si nous interprétions humainement, ou à notre guise, les signes de pensée ou de volonté que ces petits animaux présentent.

M. Charles Derennes, qui se méfie de l'anthropomorphisme, a cent fois raison ; je le disais. Nous aurions tort de nous figurer qu'une grenouille, une chauve-souris, un grillon, voire un chat ou un chien, ont la même idée que nous du paysage plus ou moins étendu qui les environne. Les sens de ces divers animaux sont très différents des nôtres et ne doivent pas leur composer un univers pareil à celui que nous regardons. Cet univers, nous le regardons, en effet ; et c'est la vue qui, principalement, nous le révèle. L'univers d'un chien n'est-il pas, comme le nôtre de lignes et de couleurs, peuplé d'odeurs ? et celui d'une grenouille, d'une chauve-souris ou d'un grillon, peuplé d'on ne sait quoi de vif et qui peut-être nous échappe ?

Sans doute ! Seulement, nous avons beau faire, il nous est impossible d'éluder les conditions humaines de notre entendement. Nous ne comprenons rien qu'à notre manière, qui est humaine, prisonniers que nous sommes de notre humanité. Nous ne réussissons point à nous procurer une idée un peu nette d'un sens qui ne serait pas l'un des nôtres ; et tout au plus concevons-nous une autre combinaison des renseignements que les sens fournissent, par la prépondérance de l'un d'eux, l'odorat par exemple, faible chez nous et très actif dans telle ou telle espèce animale. Bref, un animal tout différent de nous, et qui n'ait avec nous aucune ressemblance, ne nous est pas intelligible.

Est-ce à dire que nous n'ayons nulle entente possible des animaux et qu'ils nous soient un impénétrable mystère, comme aussi leur langage nous est tout de même que s'il n'était pas ? Non.

Le refus catégorique d'une interprétation qui fût le moins du monde anthropomorphiste aurait le tort de supposer ceci, de le poser en principe, que le monde n'eût pas, en toutes ses parties, l'unité que nous y apercevons. Il y a, semble-t-il au moins, un plan de l'univers que l'on retrouve dans ses nombreux éléments. La nature est bien variée ; mais elle n'est point absurde ou faite d'éléments hétérogènes. L'homme y est l'un des éléments principaux : il peut donc juger du reste par lui-même, en quelque mesure. Et alors l'anthropomorphisme ne serait pas une telle folie, mais notre seul moyen d'étendre autour de nous la connaissance que nous avons de nous et, par nous, de connaître ce qui n'est pas nous, à condition

que nous procéderons avec le soin de ne pas voir l'identité où il n'y a que ressemblance. N'est-ce pas tout ce que demande M. Charles Derennes et ce qu'il exige de lui-même, dans son étude, avec une très sage précaution ?

Or, il dit : « Nous pouvons parfaitement côtoyer toute notre vie des gens qui appellent le vert rouge, et réciproquement, sans nous en douter et sans qu'ils s'en doutent eux-mêmes... Si n'importe qui d'entre nous se trouvait logé brusquement dans la peau de son meilleur ami ou de son frère, et pourvu à l'improviste de ses machines à explorer le monde, il y aurait chance qu'il se crût soudain transporté dans une autre planète que cette terre. Quand nous disons des autres hommes nos *semblables*, c'est une expression qui a sans conteste son charme social, mais qui est indubitablement inexacte et insuffisante, dès qu'il s'agit de la vie psychique. Chaque homme est aux autres hommes un monde clos, et mes semblables peuvent bien me raconter ce qui se passe en eux, sans que je me croie obligé de les croire pour cela. » Bref, nos semblables, ou prétendus tels, ne nous sont peut-être pas semblables au point qu'il nous soit permis de les juger avec un peu de sûreté, sur les signes qu'ils donnent de leurs sentiments. M. Charles Derennes va jusqu'à noter que nous faisons, sur notre compte, maintes erreurs, car souvent s'interposent des nuées ou des voiles, entre notre intelligence et nos sentiments : ceux-ci deviennent confus et obscurs ; l'intelligence n'y voit plus rien.

Eh bien ! si telle est la difficulté où nous sommes de connaître nos semblables (et nous-mêmes), faut-il penser que la difficulté soit beaucoup plus grande, et insurmontable, de pénétrer l'âme d'un petit animal et d'y voir clair ? Oui, répond M. Charles Derennes : parce que « le mur, si souvent opaque et infranchissable d'homme à homme, devient encore plus décourageant d'homme à bête » ; et parce que « l'âme de l'animal est avant tout un monde de sentiments et de sensations qui ne sauraient naître et se développer d'une manière analogue aux nôtres qu'à titre d'exception et absolument par hasard ». C'est l'opinion bien arrêtée de M. Charles Derennes. Il y revient, à propos de sa chauve-souris : les deux âmes, dit-il, celle du petit animal et celle de qui l'observe, sont « deux mondes hermétiquement clos ». Si hermétiquement clos ? Il n'aurait pu aucunement pénétrer dans ce monde qui n'est pas le sien : et il y a très bien pénétré, il nous y mène avec lui, d'une façon que nous n'y sommes guère dépaysés.

Le sommes-nous beaucoup moins, quand il nous mène dans le monde où il a placé quelques-uns de ses romans, *le Renard bleu*, par exemple, ou *les Bains dans le Pactole*. Il a écrit ces *Bains dans le Pactole* au lendemain de l'armistice, *le Renard bleu* deux ans plus tard ; et les deux romans se passent en pleine guerre, non pas au front, mais à l'arrière et à l'abri, dans une telle sécurité d'abri que c'est à peine si les personnages qu'ils mettent en jeu semblent avoir la moindre idée de la guerre, du dévouement qu'elle réclame, de ce qu'elle fait qui est horrible et admirable. Ces deux romans sont, d'ailleurs, très jolis, contés à merveille, avec une charmante habileté d'ironie.

Or, ces garçons, ces femmes et ces filles de toute sorte, qui, en pleine guerre, ont leurs soucis tout à fait étrangers à la guerre, et qui ont leur frivolité plus importante et, en eux, plus influente que la guerre, voilà de tels petits êtres qu'il est difficile de leur attribuer plus d'âme que n'en possèdent le chat, le chien, la grenouille, le cacatois, la chauve-souris ou le grillon que M. Charles Derennes a étudiés avec tant de soin dans *le Bestiaire sentimental*. Ces garçons, femmes et filles, composent un autre bestiaire, et monstrueux en quelque sorte. Ils s'amusent et ne songent pas du tout à ce qui ne serait pas leur plaisir du jour. Ils ont toutes leurs passions les plus petites en éveil. Ils ont, pour les préserver d'une rêverie moins agréable, leur étourderie étonnante. Ils font un manège le plus saugrenu et tel qu'on ne saurait jamais deviner où ils vont. Du moins, on le devinait, ou l'on croyait le deviner, une saute d'humeur les lance où ils n'avaient nul dessein d'aller. Les cent tours que fait la chauve-souris, dans le ciel du soir, ne sont pas plus capricieux. Et la chauve-souris cherche sa nourriture ; ils cherchent leur divertissement, ou leur profit. La chauve-souris n'est pas l'adresse en personne ; ils sont, les uns très adroits, les autres à peine ; et tous, adroits ou non, s'amusent.

M. Charles Derennes les suit, dans leur futile entreprise, avec une complaisance très jolie. C'est à leur gré qu'il leur compose leur roman. Ce roman ne trace pas une ligne droite et qui serait la raison même. Il avait pris une route : il en préfère une autre, une route de fantaisie, une route d'étourderie. L'une des héroïnes du *Renard bleu* s'appelle Mme Capricant. Ce nom lui va ; ce nom serait celui des autres personnages également bien : le roman le mérite aussi.

Benoît se propose de faire un petit voyage avec Mme Capricant ; et il partira ce soir. Galant voyage ! Et Daria, qui vient d'arriver, est

la femme (il se le figure), la légitime épouse d'un de ses camarades. Et Groseillé, ce camarade, l'a prié de prendre soin de Daria, pendant qu'il est, ce camarade, absent. Benoît délaisse Daria et l'en avertit. Daria répond : « Cela me fera plaisir d'aller à Toulouse avec vous, moi aussi. » Benoît ne s'y attendait pas, ni le lecteur, et ni l'auteur : le roman tourne d'une autre manière qu'on ne l'aurait prévu. L'auteur y consent ; l'auteur en est enchanté.

Les personnages des *Bains dans le Pactole* n'ont pas une idée plus nette, ou seulement plus assidue ou nonchalante, de leurs volontés. Ils sont en état de perpétuelle invention. Un petit animal qui joue, qui a l'air de jouer, — et, s'il ne joue pas, que fait-il ? — est moins fol. Le héros, qui n'est point un héros, mais le personnage principal de ce récit, Léopold Huchard de la Tremblaie, avait été placé dans l'armée auxiliaire : on le réforme. Il menait, à la caserne, une vie tranquille, sans gloire et sans péril, assez agréablement. Le voici derechef un bourgeois. Est-il content ? D'abord, il ne l'est pas. Il retourne à Paris et dit à sa concierge, Mme Bronze : « Cette heure-ci, en cette saison, autrefois, c'était l'heure unique, l'heure bénie. On passait son smoking. On avait çà et là des rendez-vous avec des amis charmants ou de belles amies. Il y avait, au bois ou ailleurs, sous des arbres, dans de la fraîcheur et parmi des musiques, de petites tables fleuries où les ampoules électriques étaient comme des papillons lumineux, gourmands, avides eux aussi de prendre leur part du festin et de la fête. Ensuite, on regagnait le cœur de Paris, et Paris n'était que lumière, danses, chansons, sourires, joies. Quand je pense qu'il y a des imbéciles, ou des pontifes sans travail, pour stigmatiser ce Paris brillant et un peu fou du temps de paix !. . » Le Paris du temps de guerre, quelle tristesse !.. « Ah ! Mme Bronze, je suis bon Français ; j'ai été un soldat souriant, trouvant tout bien, sachant gagner son lit de bonne heure, pour être exact à l'appel du matin. Mais, quand on vous rend à la vie civile et à Paris, sans vous demander votre avis, du reste, et sans vous rendre, à vous, votre Paris et vos habitudes, eh bien ! c'est un sacré moment à passer, je vous en fiche mon billet ! — Il y en a de plus malheureux que vous ! » répond Mme Bronze, qui est une femme de bon sens. Il réplique : « Parbleu ! Mais est-ce que j'ai demandé, moi, à ne pas risquer ma peau ? Est-ce ma faute, si je ne suis pas mort ? » Il a pourtant préféré de vivre : et, peu à peu, une fois passé le déplaisir de ne trouver sa liberté que dans un Paris indigne d'elle, il se console.

Il se console au point de ne garder, dans son allégresse nouvelle, aucun souvenir de sa courte mélancolie. Un jour que l'argent vient à lui manquer, il rencontre Manicasse, un vieil ami auquel il a prêté jadis vingt mille francs. Ce vieil ami s'est enrichi depuis lors et, ses vingt mille francs, les lui restitue avec de magnifiques intérêts. Il avait aussi, et la tenait de ses parents, une maison de campagne, dont il ne faisait aucun usage et l'aurait vendue volontiers. Une occasion se présente, d'une Mme Le Verdurier, qui précisément cherche une maison de campagne et, celle-ci, la payerait un bon prix. Or, Mme Le Verdurier, — Léopold Huchard de la Tremblaie n'en sait rien, — est la belle-mère de Manicasse. Et l'idée d'un achat de cette maison de campagne vient de Manicasse, ami parfait, avec lequel Léopold a nonchalamment échangé deux ou trois maîtresses et qui tourne à lui être le bon hasard ou providence la plus attentive.

La fille de Mme Le Verdurier, Léopold l'a rencontrée naguère, en chemin de fer, un jour qu'il y eut un accident de machine, au temps qu'il était encore un soldat sans armes. Il la retrouve, et ne sait pas qu'elle soit femme de son ami. Or, il l'aime ; elle aussi a pour lui de tendres sentiments. Il l'épousera, quand elle aura bientôt divorcé. Manicasse ne sera point méchamment laissé seul au monde ; mais il viendra passer quelque temps à la campagne, chez Mme Le Verdurier, en compagnie du jeune ménage, qui lui fera très bon accueil.

Est-ce que tout cela n'est point absurde ? Assurément, si ! Mais ce sont les temps nouveaux, que signale, en ces termes dignes de remarque, ce bon garçon de Manicasse : « Tant de choses ont changé, depuis quatre ans, qu'il y a lieu de croire qu'une nouvelle moralité, plus conciliante, se prépare. » *Plus conciliante* est fort bien dit. Conciliante jusqu'à ne plus mériter au juste le nom d'une moralité.

Plus conciliante : Choute et Liette, petites créatures que Léopold a bien aimées ou traitées comme s'il les aimait bien, sont, à peu de temps de là, les meilleures amies du monde. Si indulgent pour sa femme qui le trahit et pour Léopold qui l'a supplanté auprès d'elle, Manicasse est l'élève de Choute et de Liette. Ce que l'on appelait jalousie est un sentiment qui a disparu. Ce que l'on appelait amour est un sentiment qui a évolué. Mme Le Verdurier, quand elle voit comment sa fille passe de Manicasse émérite à Léopold, s'écrie : « Que voulez-vous que je vous dise ? Un divorce, il n'y a pas si longtemps, c'était tout de même une histoire plus sérieuse que ça. » Et elle obtient cette réponse, plus naïve qu'impertinente : « On avait beaucoup de temps à perdre. Laissez faire ! Si le Seigneur nous

prête vie, nous en verrons de plus fortes ! » Et n'est-ce point assez probable ? Qu'est-il donc arrivé ? La guerre ! Les uns l'ont prise pour un avertissement ; les autres, pour un accident : l'on dirait, pour un incident.

L'après-midi que Léopold, encore soldat, ne fût-ce que dans l'armée auxiliaire, et la petite Manicasse étaient en chemin de fer ensemble, tout à coup le train s'arrête ; la machine est à bout de souffle. Rase campagne. Les voyageurs descendent, les uns après les autres, prennent leur parti d'une attente qui sera peut-être longue et, vaille que vaille, jouent les Robinsons, comme si l'attente devait durer des années. « L'on sentait que, pour un peu, ils eussent consenti à rendre définitif ce provisoire et à fonder là, sous l'injonction d'une fatalité obscure, une colonie qui pourrait, ma foi, prospérer. » Les voyageurs sont, presque tous, des soldats et des paysans. Ils s'asseyent sur les marchepieds, sur les talus ou dans les champs avoisinants, cassent la croûte, bavardent. Un fusilier marin lave son linge dans un ruisseau ; une petite paysanne lui tient compagnie. « L'on sentait qu'un jeune et naïf ordre social avait besoin de s'organiser ; vous savez, vraiment, on aurait eu envie de fonder là une ville à la manière de nos amis américains, de distribuer des concessions, de transformer les maisons roulantes des vagons en habitations stables, d'écrire hâtivement ici ou là, pour commencer à s'y reconnaître : Mairie, Palais de justice, École, ou autres choses de la même inspiration... » Ainsi fait une fourmilière que l'on a dérangée : elle s'installe aux environs, mais comme elle était installée d'abord ; l'instinct n'a pas les paresses de l'intelligence. La société, — ou, disons mieux, une partie de la société, — que la guerre avait surprise, avait dérangée de ses habitudes, improvisa une nouvelle idée de l'existence : elle en ôta ce qu'il ne la tentait pas de conserver ; elle se fit un campement provisoire et, se disant que c'était provisoire, elle s'y passa toutes ses fantaisies.

Léopold Huchard de la Tremblaie alla se promener avec la petite Manicasse ; et, quand le train put repartir, ces vagabonds n'étaient pas là. Ils ne sont pas les seuls qui soient restés en état de bohême, une fois réparé l'accident de la guerre.

M. Charles Derennes a montré tout cela d'une façon très fine, très intelligente, avec le plus joli talent et avec un air de gaieté qui n'est pas la gaieté même, qui est plus exactement l'ironie, sentiment où se cachent d'autres sentiments, le mépris et l'indulgence, la tristesse et l'aménité.

Ses petits personnages, tous gens de l'arrière, — et non les seules gens qu'il y eût à l'arrière, par bonheur ! — ont de toutes petites âmes et anodines, beaucoup moins compliquées certes que leur étrangeté ne les fait paraître. Il ne faut pas les analyser comme des âmes véritables, mais seulement décrire leurs mouvements toujours imprévus, sans leur supposer de trop secrètes intentions. Leur hypocrisie même a quelque chose de simple et qui déconcerte, par tant de simplicité, le spectateur.

L'auteur du *Renard bleu* et des *Bains dans le Pactole* était ainsi préparé à l'étude, qui le séduisait, d'âmes qui ne sont guère plus petites, celle du grillon, celles de la chauve-souris, de la grenouille et du cacatois. Et il a beau nous dire qu'un mur infranchissable nous tient à l'écart de ces petits animaux, il a déjà franchi le mur qui l'écartait de Liette et de Choute, de Manicasse et de sa moindre épouse, de Daria et de Mme Capricant, de Benoît, de Léopold Huchard de la Tremblaie.

Voici comme il se lie avec Noctu, la chauve-souris. Ce n est pas d'hier ; il était un adolescent et passait le temps des vacances à la campagne, chez une tante qui habitait une propriété nommée Jolibeau. Le jardin touchait, d'un côté, le jardin du vieil aumônier de l'hospice ; de l'autre côté, le jardin d'un vieil homme qui jouait de la flûte devant la volière de ses poules, afin de leur apprendre à danser. Le soir, entre les yeux enfantins de M. Derennes et les astres naissants, passaient de ces petites chauves-souris, les noctuelles. Et il n'est pas facile de décrire leur vol bizarre : « Dans le vol, comme dans la figure même de la bestiole, il y a je ne sais quoi qui tient de la gageure, une fantasmagorie de sinuosités qui s'exerce dans toutes les dimensions connues de l'esprit humain, une allégresse capricieuse et inquiétante de sabbat, une jonglerie éperdue avec soi-même et le reste du monde... » Est-ce à dire que la bestiole ait une âme bien romanesque et faut-il penser que son vol très singulier soit le signe de sa toquade ? Pas du tout ! mais le signe de son infirmité. M. Charles Derennes l'appelle « la plus piteuse bestiole sous le ciel » et, tendrement, il la plaindra.

Il voyait donc passer les noctuelles dans le ciel du soir et, quelquefois, si près de ses cheveux qu'elles les lui soulevaient sur le front comme d'un coup d'éventail. Il eut envie d'en attraper une, de l'examiner à loisir, s'il le pouvait, de l'apprivoiser. Il attache un bout de vieux rideau à l'extrémité d'un long bâton qu'il agite... « Une petite chose douce et grise vint s'abattre dans la poussière,

à mes pieds, avec un bruissement de soie et des cris grêles... » Un peu de temps, elle parut à demi morte, ou étourdie. Elle se réveilla bientôt, gémit et « injuria » le garçon qui l'avait prise et qui la tenait dans sa main. Le garçon la mit dans sa poche. Elle se calma ; et il se disait : « Elle commence de s'apprivoiser! » Il la mit dans une cage et, la cage, l'avait garnie d'une soucoupe de lait, d'une autre soucoupe aussi où il plaça dix petits morceaux de viande crue. Le lendemain, ces provisions étaient comme d'abord ; et Noctu n'y avait pas touché. Elle ne bougeait pas d'un lit de foin qui se trouvait dans le coin le plus obscur de sa prison. Ses tout petits yeux clignotaient; et elle frémissait; et la main qui s'approchait d'elle pour la toucher lui faisait grand peur. Elle ne criait pas. Ses ailes frissonnaient comme « des chiffons de soie accrochés à un buisson, sous un vent léger. » M. Charles Derennes, le plus silencieusement du monde, s'efforçait de la rassurer Il la prenait et la tenait au creux d'une de ses mains et la caressait de l'autre main. Elle fut de moins en moins épouvantée. « Puis vint l'heure, au matin du deuxième jour, qu'elle me parla, non plus, me sembla-t-il, pour me dire des sottises, cette fois, mais comme sur un ton de reproche. » Elle montra enfin, sinon de l'amitié, une espèce de familiarité qui préludait à de bons sentiments.

Mais elle refusait toujours de manger... « J'en avais le cœur tenaillé. Qu'inventer, de quel genre de persuasion user pour interrompre cette grève de la faim qui pouvait, d'une minute à l'autre, devenir fatale? J'avais déjà offert, sans succès, mouches, sauterelles, grillons et hannetons à ma pensionnaire... Je me revois, comme si la chose était d'hier, approchant de sa gueule fermée une cétoine fraîchement découverte au cœur d'une rose. Les pattes griffues de la cétoine égratignent la babine de Noctu, qui grince des dents, qui se fâche et qui, s'étant fâchée, mord et qui, ayant mordu, goûte et qui, ayant goûté, trouve cela bon, ne parvient plus à bouder contre son ventre, et mange, de fort bon appétit. Quel triomphe!... » Noctu, dès lors, accepta volontiers toutes les pâtures vivantes qu'on lui proposa. Mais elle ne voulait point de pâture morte.

Même affamée, elle la refusait... « A force d'agaceries, lorsque nous fûmes décidément les meilleurs amis de ce bas monde, je parvins à lui faire absorber, tandis que je la tenais dans ma main, deux ou trois fragments de veau du volume d'un grain de blé. Mais elle protestait à sa manière, d'un air de me dire : *Mais non, vraiment, monsieur, je n'ai pas faim.* Et j'ai la très nette impression que

l'absorption de pareille nourriture fut, de sa part, manière de me prouver son savoir-vivre et sa courtoisie. » M. Charles Derennes, qui s'est tant promis d'éviter ce qu'il appelle anthropomorphisme et qui en a le soin très attentif, ne s'aperçoit-il pas qu'il prête ici à sa petite chauve-souris des sentiments humains, très compliqués, très fins, très malins même? Il s'en aperçoit à coup sûr, et s'y résigne comme il doit le faire. Est-ce une défaillance de sa méthode? Mais non : il faut que sa méthode cède à son plus vif désir de la vérité. Sa méthode n'était qu'un stratagème en vue d'attraper le plus de vérité possible ; quand la vérité se présente toute seule, il la préfère à toute méthode.

A mesure qu'il entend mieux Noctu, il la trouve moins étrange qu'il ne l'avait supposée; moins étrange, plus analogue à lui, pour ainsi dire. Elle parle. Elle a un langage, très simple sans doute, mais un langage et qui n'est pas seulement composé de cris. M. Charles Derennes a distingué, dans le langage de Noctu, mettons, une douzaine de sonorités différentes, et très différentes, qui se répètent d'une manière assez constante et, chaque fois, tendent à une fin suffisamment nette pour que l'on puisse tenter de les traduire. Il y a une sonorité qui indique la faim ; une autre, la colère; une autre paraît la même pour indiquer la peur et la tendresse. Et il est possible que ces deux sentiments se réunissent dans l'âme de Noctu, ces deux sentiments que l'âme des hommes ne distingue pas toujours et en toutes occasions, n'est-ce pas?

M. Charles Derennes se penche vers Noctu qui est en ménage : père, mère et enfant. Ces « gens-là », dit-il, se font des récits, se communiquent des impressions, échangent des mots tendres ou des invectives. Et leur mimique, mieux intelligible encore que les syllabes! « Les dents se découvrent plus ou moins, le nez grimace, les yeux clignotent, le front se plisse ou se défrise selon les cas. » Et les gestes, vifs ou langoureux ! Noctu est dans la cape que lui font ses deux ailes. Il y a, pour Noctu, un principal souci, son enfant. « Ces pauvres diables, quand ils vivent en famille, sont des éducateurs consciencieux, tatillons même et, assez souvent, incohérents. Ils adorent leur rejeton, le choient, se disputent âprement son voisinage et ses caresses ; puis, sans raison bien apparente, celui des deux conjoints qui s'est montré trop sévère ou trop tendre se fait dire des sottises par l'autre ; et une véritable scène de ménage s'ensuit... En vérité, ne sommes-nous pas *chez nous*, nous autres hommes? » Voilà où aboutit l'essai loyal d'éviter l'anthropomorphisme : et c'est qu'il y a beaucoup de vérité, dans la croyance que la nature

est analogue à elle-même en toutes ses parties, analogue à nous.

En attribuant beaucoup d'humanité à Noctu, M. Charles Derennes a l'air de lui accorder ici-bas une place privilégiée. Pas du tout! Il l'a vue telle qu'il faut la plaindre. Le privilège de nous ressembler, — mais tous les animaux ont maintes analogies avec nous, — le privilège de nous ressembler davantage, ou plus évidemment, que d'autres animaux n'empêche pas Noctu d'être une pauvre créature et que la nature a traitée sans munificence. Elle est infirme, Noctu. Elle a très difficile et fatigante la quête de sa nourriture. Elle a son appareil volant le plus imparfait que l'on voie dans tout le règne animal. Elle ne peut voler qu'une dizaine de minutes d'affilée; son vol est une exténuante acrobatie. Elle n'a pas de mains et n'a presque pas de jambes. N'est-elle pas un essai que la nature a fait sans bonheur, un essai manqué? Elle disparaîtra. En attendant, elle survit, plutôt que de vivre.

Elle est « une anomalie ». Elle est ce qui reste d'un projet qui n'a pas été une réussite. On ne l'aime pas. On la trouve laide. On lui attribue de malignes influences. Dans plusieurs provinces, les paysans la clouent par les ailes à leurs portes... M. Charles Derennes l'appelle « un merveilleux petit bijou de soie et de velours » et songe que son vol « fera grandement défaut aux crépuscules terrestres, quand il en aura été pour jamais effacé ». Il aime Noctu; et, d'être une infirme, la lui rend plus touchante.

Elle disparaîtra, n'ayant pas toute la force qu'il lui faudrait pour durer des siècles ou des milliers d'années, dans ce monde où les espèces animales ont la vie précaire. Déjà, M. Charles Derennes lui dit : « Adieu, petite sœur ailée et malheureuse! » Puis, de Noctu, il passe à une autre rêverie, toute proche, et se demande si l'espèce humaine, qui semble sûre de soi, est si bien équipée « pour une longue traversée dans le temps, sur l'infime espace de la terre ». Il ne le croit pas. La guerre a dépensé une force considérable, sans doute; mais les lendemains de la guerre n'avouent-ils pas une extrême faiblesse. Le moral est mauvais. Encore « quelques dégringolades de ce genre », et la diminution de l'humanité se verra. Or, on doit supposer que la vie durera sur la terre plusieurs millions d'années encore; « serons-nous capables de *tenir le coup*, de ne pas laisser tomber le sceptre? » Voilà comme il rêve; et adieu, Noctu! répète-t-il.

André Beaunier.

REVUE DRAMATIQUE

Comédie-Française : *la Reprise*, pièce en trois actes de M. Maurice Donnay. *L'Adieu*, un acte en vers de M. Louis Vaunois. — Divers.

La Reprise est une comédie romanesque et réelle, sentimentale et ironique, qui mêle, de la plus agréable manière, l'invraisemblable au vrai, la hardiesse à la fantaisie, et un soupçon d'inceste à beaucoup de vertu. Un type de jeune fille très étudié, logique et quand même vivant, et bien d'aujourd'hui. Un partenaire non moins moderne. Des silhouettes croquées sur le vif. Par dessus tout, un dialogue souple et nuancé, un esprit charmant et gamin qui se joue autour de poupées très bien articulées, habillées chez le bon faiseur.

Les trois actes de la pièce sont de teinte très différente. Le premier, d'un gris tirant sur le noir, a des reflets de comédie larmoyante. Un intérieur de bourgeoisie gênée, en province. Cela commence par une scène, où mainte maîtresse de maison entendra l'écho de ses propres mésaventures; elle date l'ouvrage : plus tard, on reconnaîtra la comédie de mœurs des années 1920 à la place qu'y tient la question des domestiques. On mène étroite vie dans cette famille Gouverneur, où l'aînée des filles remplit les délicates fonctions de ministre des finances dans un État obéré. L'autre fille, Henriette, a pris son vol vers Paris. Elle revient pour un jour, sur l'expresse invitation de sa mère qui, malade, et peut-être sentant sa fin prochaine, a éprouvé l'impérieux besoin de la revoir. Au cours d'une conversation avec sa sœur, cette jeune Henriette nous renseigne sur son humeur ; elle se qualifie de révoltée : non peut-être sans quelque exagération. Tout au plus s'est-elle révoltée contre la vie qui lui était faite dans la maison même de ses parents, et contre l'injustice de traitements qu'elle ne parvient pas à comprendre. Comment expliquer l'hostilité d'une mère contre sa fille? Elle a préféré s'en aller, et chercher

fortune. Chose curieuse, elle a réussi. Elle s'est fait, sans aucun sacrifice d'honnêteté, une carrière indépendante. Elle vit de sa plume. Elle s'est imposée dans un grand journal, en menaçant le directeur de se jeter par la fenêtre, s'il n'acceptait pas sa copie... Il y avait dans la salle des directeurs de journaux : ils tremblaient à la pensée qu'une telle méthode pourrait se généraliser...

La raison pour laquelle Mme Gouverneur a mandé sa fille est qu'elle a un secret à lui révéler. L'histoire est banale autant que lamentable. Elle a cédé jadis à un M. Lemurier, potentat de l'industrie, et de qui dépendait M. Gouverneur : Henriette est née de cette faute, dont elle est restée pour sa mère l'obsédante image.

Une héroïne romantique n'aurait pas manqué de serrer contre son cœur cette mère coupable, de la couvrir de baisers et de larmes, de s'agenouiller devant sa souffrance. Henriette n'est pas du tout romantique. C'est une personne de maintenant, une petite personne décidée et d'esprit positif, qui sait que dans la vie rien ne sert de larmoyer : il faut se débrouiller. Plutôt que de se désoler, elle se renseigne. Elle apprend que M. Lemurier est mort, laissant à son fils Bertrand, et à sa fille, aujourd'hui vicomtesse de Cauternes, une grosse fortune. Cependant, elle, Henriette, — leur sœur, quand le diable y serait, et qui, partant, a droit à une part de la fortune paternelle, — a peine à gagner sa vie et empêcher les siens de mourir de faim. Quelle injustice!... Déjà nous voyons poindre et passer devant l'esprit de la jeune fille l'idée de la « reprise ».

Autant ce premier acte était sombre, autant le second est brillant et divertissant. Une soirée chez le directeur d'un grand journal parisien. Henriette voulant connaître son demi-frère, Bertrand Lemurier, M. Mercurey, directeur du journal *l'Espace* où écrit Henriette, et qui apprécie grandement sa collaboratrice, a organisé une soirée où les deux jeunes gens pourront se rencontrer. C'est pour M. Donnay l'occasion de nous présenter quelques variétés mondaines écloses depuis la guerre. Il l'a fait avec la malice et la légèreté de touche qu'on lui connaît. A cette société riche, insouciante et sans cervelle, la jeune Henriette fait la leçon avec une assurance qui, chez une si jeune personne, frise l'impertinence. M. Donnay a voulu qu'il en fût ainsi, et c'est un trait d'observation. Qui ne sait l'intransigeance de la jeunesse et la raideur de ses jugements?

Jusqu'ici Bertrand Lemurier n'a brillé que par son silence. C'est un de ces jeunes fêtards, qui s'abrutissent à boire, et, lorsqu'on les traîne dans le monde, protestent par leur mutisme. Comment s'y

prendra Henriette pour apprivoiser cet ours? Loin de se laisser décontenancer par sa grossièreté, elle y répond par le persiflage. Bertrand est très étonné. Lui, si riche, est habitué à plus d'égards. La commotion reçue lui fait subitement recouvrer la parole; et aussitôt il s'en sert pour tracer de sa sœur, de son beau frère et de toute la famille, une galerie de portraits peu flattés mais qu'on devine si ressemblants! D'adversaires qu'ils étaient tout à l'heure, voilà nos jeunes gens devenus camarades.

Cet amusant second acte était tout en conversations, en « mots » allant de l'aphorisme au calembour. Le troisième sera tout en action. Car nous ne sommes pas encore très avancés, et le plan machiavélique ourdi par l'ingénieuse Henriette n'a encore reçu qu'un commencement d'exécution. Elle a réussi à rendre Bertrand amoureux d'elle. Le pauvre garçon a complètement perdu la tête, que, d'ailleurs, il n'a pas très forte. Il est prêt à tout, même à épouser, même à reconnaître à la future madame Bertrand Lemurier une dot sérieuse. Une scène de la dernière violence que lui fait la vicomtesse de Cauternes achève de le décider. Cette pimbêche ne lui reproche-t-elle pas de s'être laissé empaumer par une intrigante? Henriette, une intrigante! Tout au plus, a-t-elle conduit d'une main preste une intrigue subtile. Reste à la dénouer. Ce reste n'est pas le plus facile. Le moyen de changer l'ardente passion de Bertrand en une pure affection fraternelle? Le premier mouvement de celui ci quand elle lui apprend le terrible secret, est de secouer d'un mouvement d'épaules toutes ces fariboles. C'était à prévoir. Mais ce violent, comme il arrive souvent, est un faible. Et il n'est pas un méchant. Ce n'est même pas une bête. Il apprécie la rouerie déployée par cette gentille sœur qui lui tombe du ciel. C'est de bon cœur qu'il la laissera opérer sa « reprise ». L'honnête et scabreuse comédie, dont il a fait tous les frais, lui devra son heureux dénouement.

L'interprétation est dans l'ensemble excellente. Mme Piérat joue en comédienne experte le rôle difficile d'Henriette. Mais Mlle Devoyod pousse au mélodrame le rôle de la mère. M. Escande, en Bertrand Lemurier, a dessiné une très curieuse figure de jeune homme moderne. Mlle Fonteney est touchante et vraie en sœur sacrifiée, et Mlle de Chauveron est une servante qu'on aimerait à engager. Mmes Robinne, Faber, Marquet égaient de leur beauté la figuration du second acte. M. Jacques Guilhène indique plaisamment ce type de roi du jour : le percepteur. Et M. Dorival est amusant en vicomte de Cauternes; mais que vont dire les économistes?

Pour le 285e anniversaire de Racine un acte, très poétique, de M. Louis Vaunois : *l'Adieu*. L'auteur, qui est un descendant de Racine, se défend d'avoir voulu composer un à propos : ayant rompu avec la règle du genre, il revendique justement pour sa comédie le titre de comédie. Il n'a pas cherché dans la biographie de Racine une anecdote propre à être étirée en pièce. Il a choisi le moment où Racine renonce au théâtre et jette sur son œuvre un coup d'œil d'ensemble. Le poète a fait passer en quelques-uns de ses personnages le meilleur de l'âme de son temps ; pareillement, les plus nobles âmes empruntent les accents d'une Monime ou d'une Aricie, pour en jouer le rôle au naturel. Il a rempli toute sa tâche... Tel est le thème de cette comédie lyrique, d'une versification souple et harmonieuse. — M. Jacques Guilhène a été un tendre Racine, Mlle Mary Marquet une triomphante Lucile, Mlle Renaud une gracieuse Sylvie.

A l'Odéon, MM. Gabriel Reuillard et René Wachthausen exposent le conflit né entre un combattant démobilisé qui reprend la direction de ses usines et sa femme qui, en assumant, pendant la guerre, cette direction, s'est montrée *l'Égale* de l'homme. M. Œtly, Mlles Briey et Roanne défendent bien cette œuvre sévère dont quelques scènes sont émouvantes. — A Marigny, de M. André Birabeau en collaboration avec M. Nicolas Nancey, *Un petit nez retroussé*. C'est une fort agréable comédie, encore que les parties de vaudeville y paraissent un peu outrées, très bien jouée par MM. Stephen, Arnaudy, Argentin ; Mlles Germaine Baron et Monthil. — Au théâtre des Mathurins, *la Souris blanche*, de M. Adolphe Orna, est une jeune fille avertie et tenace qui s'introduit de force dans le ménage de deux frères misogynes. L'action s'encadre dans un petit restaurant français à Londres. Cette pièce qui n'est pas sans originalité et sans saveur est jouée avec autorité par MM. Lugné-Poe et Arquillière, et avec adresse par Mlle Germaine Webb. — Au théâtre de l'Avenue, M. Louis Verneuil, dans *En famille!...* met en scène un jeune homme amoureux de sa demi-sœur. Lui aussi ! Par bonheur, on découvre que celle-ci n'a avec lui aucune parenté naturelle. Mlle Germaine Dulac (la jeune fille) se révèle comédienne de talent et la digne partenaire de MM. Luguet, Tréville, Deschamps et de Mlle Marcelle Praince.

René Doumic.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

« L'art de la diplomatie est un art secret; s'il fait bien, il est peu apprécié, ses succès restant cachés dans le mystère des archives et dans une heureuse suite d'événements prospères qu'on attribue au cours naturel des choses ou à la fortune. S'il fait mal, ses fautes, qui ont des conséquences incalculables, ne sont aperçues que par quelques-uns et, quand ils parlent à temps, on ne les croit pas. » Ces lignes si justes, — elles sont de M. Hanotaux dans son *Histoire du cardinal de Richelieu*, — nous revenaient à la mémoire en présence des événements d'Allemagne et du problème des dettes. Dans le laisser-aller des entretiens de Chequers, dans l'improvisation des négociations de Londres, M. Herriot a tout abandonné; il s'est dégarni les mains dans la naïve attente que sa générosité serait payée de retour, que l'appui d'un ministère travailliste durable serait acquis à sa politique et qu'un régime républicain et pacifiste, dans le sens que les vainqueurs du 11 mai attachent à ces mots, s'établirait en Allemagne. Les entretiens de Chequers s'ouvrent sur cette idée : la France et l'Angleterre doivent consentir les sacrifices nécessaires pour favoriser l'avènement d'un nouveau Reichstag, qui, donnant un décisif coup de barre à gauche, ferait entrer le Reich dans la grande fraternité des démocraties occidentales. Les élections du 7 décembre, dont nous avons indiqué les résultats, sont, pour la politique de M. Herriot, un très grave échec; puisque tout son système était fondé sur la perspective d'une modification importante dans la politique allemande; c'est donc bien une faillite en face de laquelle le place le résultat du scrutin. Constatons-le, sans esprit de parti, parce que c'est un fait, sans satisfaction, parce que c'est au détriment de la France.

Une poussée démocratique et antimilitariste, une vague d'opposition à tout ce que l'ancien régime allemand représentait, aurait

pu justifier la méthode du bloc des gauches et compenser ses sacrifices : aussi, dans les premières journées, les organes du Cartel se mirent-ils à chanter victoire; ils donnaient aux chiffres des interprétations tendancieuses ; ils faisaient état de l'accroissement des voix et des sièges de la social-démocratie sans tenir compte de l'accroissement équivalent des voix et des sièges des allemands-nationaux; ils faisaient mieux : *le Quotidien* annexait crânement à la gauche allemande les 19 populistes bavarois qui, de notoriété publique, sont associés à la politique nationaliste. « Victoire décisive des partis républicains », « démocratie en marche », écrivaient les journaux radicaux et socialistes. « C'est un succès pour la cause de la paix et une ratification de la politique française, » s'écriait *le Peuple*. Devant les chiffres et les faits, il fallut déchanter. Le chancelier Marx et le président Ebert avaient déclaré, lors de la dissolution, que si l'équilibre des forces ne subissait pas une modification décisive au profit des partis républicains, l'expérience aurait échoué et il deviendrait impossible de fermer aux allemands-nationaux l'accès du pouvoir. Or l'équilibre des partis n'était pas sensiblement modifié ; les social-démocrates ne revenaient que 131, alors qu'ils étaient 173 avant le 4 mai, et ne gagnaient des voix qu'aux dépens des communistes. Le 12 décembre, le cabinet Marx-Stresemann, tirant les conséquences de son échec, décidait de se retirer : la bataille pour le ministère recommençait plus âpre et plus trouble qu'avant la dissolution. Toute coalition avec les socialistes apparaissait plus que jamais impossible ; impossible aussi la « grande coalition » allant des populistes inclus aux communistes exclus : M. Stresemann déclarait qu'il ne participerait qu'à un ministère où entreraient des nationalistes. Restait la coalition de droite : nationaux-allemands, populistes, Centre; le président Ebert donna mandat à M. Stresemann d'en essayer la réalisation. Nos gens du Cartel n'y comprenaient plus rien ; M. Victor Basch, qui croit aisément ce qu'il désire, confessait, dans *l'Ère nouvelle*, que les événements d'Allemagne le plongeaient « dans la stupéfaction la plus profonde ». Le succès de M. Stresemann dépendait de la résolution du Centre ; le groupe catholique se réunit le 17, sous la présidence de l'ancien chancelier Fehrenbach, et donna une nouvelle preuve de son esprit politique en déclarant, à une forte majorité, qu'il ne participerait à aucune coalition de droite et n'en soutiendrait aucune. Dès lors toute combinaison devenait impossible. M. Ebert aboutissait à une impasse de quelque côté qu'il se tournât. M. Stresemann décli-

nait l'offre du Président. Le Reichstag est convoqué pour le 7 janvier; d'ici là, aucune solution ne paraît possible, à moins que M. Marx n'accepte de rester au pouvoir avec l'appui des partis de droite pour sa politique extérieure et le concours des socialistes pour sa politique intérieure. De toute façon, c'est une politique nationaliste prudente que l'Allemagne va pratiquer à l'extérieur.

L'enjeu de la bataille est d'ailleurs beaucoup moins la politique extérieure, — sur laquelle tous les partis sont d'accord, à quelques nuances près : exécuter le plan Dawes le moins possible, obtenir le plus tôt possible la libération complète du territoire, reconstituer la force militaire et économique de l'Allemagne, — que la politique intérieure, et, autant que la chancellerie du Reich, c'est le ministère prussien que convoitent les nationaux-allemands; ils veulent que la Prusse, actuellement gouvernée par une « grande coalition » où dominent les social-démocrates, redevienne la forte assise de la restauration aristocratique et royaliste qu'ils préparent; ils veulent à tout prix discréditer le Gouvernement actuel, nettoyer les fonctionnaires et les organisations républicaines installées par MM. Braun et Severing. La direction du mouvement réactionnaire et national serait ainsi enlevée à la Bavière et rendue à la Prusse selon la tradition historique. Il s'agit donc de savoir si l'Allemagne sera reconstruite sur ses fondations historiques qui, depuis Bismarck, sont prussiennes, monarchiques et militaires, ou si, rattachant ses traditions à l'époque antérieure à 1849, elle sera rebâtie sur le principe de la souveraineté populaire et de la démocratie parlementaire. Le Centre, qui a des raisons nationales de se rapprocher des partis de droite, a des raisons religieuses de ne pas favoriser une restauration de l'hégémonie prussienne : tel est le secret de son attitude actuelle. Ainsi nous apparaissent plus clairement les forces et les intérêts qui se heurtent dans la crise allemande ; les unes et les autres diffèrent profondément de ce que s'imaginent nos journaux de gauche. De la solution de cette crise dépend l'avenir de l'Allemagne, de nos relations avec elle et de la paix européenne.

Que, sur les grandes lignes de la politique nationale, il n'y ait qu'une Allemagne qui aspire naturellement, de tout son pouvoir et de tous ses désirs, à retrouver la prospérité et la puissance qu'elle avait avant la guerre, c'est ce que prouve une fois de plus la violente campagne qui se déchaîne contre les Alliés pour l'évacuation de la zone de Cologne. On sait que, aux termes de l'article 429 du traité de Versailles, la première zone d'occupation, celle de Cologne,

pourrait être évacuée cinq ans après la mise en vigueur du traité, c'est-à-dire le 10 janvier prochain, « si les conditions du présent traité sont fidèlement observées par l'Allemagne. » Le texte, par une de ces légèretés de rédaction qui n'y sont que trop nombreuses, porte « sont observées » et non pas « ont été observées. » Les Allemands soutiennent qu'ayant accepté le plan Dawes, ils ont satisfait à tout ce que les Alliés sont en droit d'exiger. Mais le rapport de la commission de contrôle des armements, qui va être remis aux Gouvernements alliés, conclut que l'Allemagne n'a pas « complètement » satisfait à ses obligations, et les révélations de plusieurs journaux anglais et français nous ont édifiés sur les alarmantes découvertes faites, en de nombreuses localités du Reich, par les officiers de la commission interalliée. Les Allemands sont inquiets de la prochaine publication du rapport ; et c'est pour en prévenir l'effet que la presse se répand en furieuses attaques et en menaces contre les Alliés s'ils n'évacuent pas Cologne. Tous les Gouvernements français avaient jusqu'ici soutenu que les délais pour l'évacuation ne devaient commencer à courir qu'à partir du jour où le Reich exécuterait de bonne foi le traité et les réparations, c'est-à-dire, au plus tôt, lors de l'acceptation du plan Dawes ; M. Herriot lui-même avait paru accepter cette thèse parfaitement fondée en droit ; c'est sans doute un des points qu'il a sacrifiés à son cher ami M. MacDonald. Quoi qu'il en soit, le Gouvernement britannique a pris position et, en son nom, lord Curzon, leader à la Chambre haute, a déclaré, le 18 décembre, aux Lords, que les Alliés n'étant pas encore en possession du rapport de la commission de contrôle et n'ayant pu délibérer entre eux, l'évacuation ne pourrait, en tout état de cause, se faire le 10 janvier ; de ce retard est responsable le Reich, car « la commission a eu constamment à lutter avec la politique pratiquée par les Allemands depuis le début. » Obtenir l'évacuation à la date primitivement fixée serait, pour les Allemands, une sorte de blanc seing, un certificat de loyauté, qu'ils souhaitent éperdument d'obtenir : satisfaction morale, au moins autant que politique, qui se lie à la réhabilitation qu'ils poursuivent avec tant de persévérance.

Toute la presse s'efforce, pour parvenir à ses fins, d'exercer une pression sur les Alliés : ne pas évacuer la zone de Cologne, ce serait renforcer l'intransigeance nationaliste, et assurer le pouvoir aux partis de droite : « si les Alliés ne tiennent pas leur parole, écrit la *Gazette de Cologne*, si, sous le couvert de prétextes extrêmement spécieux, l'évacuation de la zone de Cologne subit un retard, la

volonté d'exécution du peuple allemand sera, de nouveau, fortement ébranlée. » Le président du groupe démocrate au Reichstag, M. Erkelenz, fait entendre la même note : l'évacuation de la première zone est, pour l'Allemagne, « un droit absolu ». Il demande que les Alliés respectent « la dignité de la nation allemande ». Pur chantage, qui dissimule le trouble que la prochaine publication du rapport de la Commission de contrôle provoque en Allemagne. La dignité, pour une nation, consiste à exécuter loyalement ses engagements. L'Allemagne a-t-elle exécuté les siens? Toute la question est là. La campagne de presse préparait une action diplomatique : le 20 décembre, à Londres, à Bruxelles, à Paris, les représentants du Reich sont venus insister, auprès des ministres des Affaires étrangères, pour l'évacuation de Cologne le 10 janvier. Le Gouvernement français s'est, à son tour, prononcé le 24 sur l'impossibilité d'évacuer la première zone. Les Alliés ne sont donc pas dupes d'une manœuvre de politique intérieure dont l'objet est de préparer l'arrivée au pouvoir des nationalistes allemands. Les méthodes de faiblesse ne réussissent jamais avec les Allemands. Les élections, la campagne de presse pour Cologne, ont porté le sentiment national à un diapason dangereux : ce n'est pas par des concessions qu'on fera tomber cette poussée de fièvre.

Le moment est singulièrement peu favorable à des négociations commerciales : celles qui sont, depuis plus de deux mois, entamées à Paris avec les représentants du Reich n'ont pas fait un pas ; il est certain que l'accord ne sera pas conclu le 10 janvier, date à laquelle prend fin le régime établi par le traité de Versailles. Les Allemands cherchent à utiliser les négociations commerciales pour peser sur l'attitude politique de la France, notamment dans la question du contrôle et celle de l'évacuation de la première zone d'occupation. Cette liaison n'a rien d'artificiel ; les problèmes politiques ne sont pas, dans la réalité, isolés comme dans les dossiers des ministères : si on l'a oublié à Paris, on le sait à Berlin. D'avoir séparé l'évacuation de la Ruhr du règlement des dettes interalliées, de l'exécution intégrale du traité et de l'accord commercial avec l'Allemagne est la plus irréparable faute que la politique française ait commise depuis longtemps ; elle nous a mis, en face de nos anciens ennemis, comme vis-à-vis de nos anciens alliés, dans une position d'infériorité dont ils n'ont pas manqué et ne manqueront pas de profiter. Tout se tient et tout se lie : l'abandon de la Ruhr n'a pas produit les effets utiles qu'en espérait M. Herriot ; il a produit et

produira longtemps les effets désastreux qu'il était aisé de prévoir.

La question de l'évacuation de Cologne ne sera réglée que d'un commun accord entre les Alliés intéressés. M. Chamberlain paraît disposé, dans les litiges avec l'Allemagne, à nous donner des preuves d'une loyauté amicale. Mais les préoccupations dominantes de l'Angleterre, surtout sous un gouvernement conservateur, ne sont pas du côté du Rhin ; elles sont coloniales ou plus exactement impériales. C'est de questions intéressant l'Empire britannique que M. Chamberlain, durant la session du Conseil de la Société des nations à Rome, s'est surtout entretenu avec M. Mussolini et M. Briand. Le protocole de Genève, que l'Espagne, la seizième parmi les puissances représentées à la Société des nations, vient de signer, c'est du point de vue de l'Empire que M. Chamberlain l'envisage. Il ne le signera que s'il est approuvé par tous les Dominions, ce qui ne paraît guère probable. En attendant, notre accord est fait avec M. Chamberlain et les autres États intéressés sur deux points importants : l'organisme de la Société des nations appelé à remplacer la commission interalliée de contrôle des armements allemands sera présidé par un Français ; après l'évacuation des zones actuellement occupées, un régime spécial de contrôle plus développé y sera organisé afin d'assurer la démilitarisation prévue par le traité. S'il ne signe pas le protocole, M. Chamberlain le remplacera-t-il avantageusement par un pacte plus étroit avec la France et la Belgique ? Ici encore il faudra l'assentiment des Dominions, qui entendent n'être pas entraînés par la mère patrie dans une nouvelle guerre continentale. L'opinion la plus répandue, dans les Dominions aussi bien qu'en Angleterre, est qu'il ne faut se lier qu'à bon escient et éviter tout ce qui pourrait entraver la liberté de manœuvre du navire britannique. (Discours de M. Chamberlain, 19 décembre.) Mais ici intervient une question d'honneur : la Grande-Bretagne, faute de ratification par les États-Unis, n'a pas tenu, à l'égard de la France, ses engagements ; elle reste, de ce chef, notre débitrice. Aucune alliance purement européenne ne nous paraît possible entre l'Angleterre et la France, à moins qu'il ne s'agisse d'un pacte de trompeuse sécurité qui nous mettrait dans la dépendance de Londres sans nous garantir efficacement contre une agression directe ou indirecte. Si nous voulons aboutir à une entente équitable avec l'Angleterre, souvenons-nous que ses grands intérêts ne sont pas européens, mais méditerranéens, coloniaux, impériaux : pas d'alliance possible avec l'Angleterre s'il ne s'agit d'une entente générale qui s'étendrait aux colonies. Après

les entretiens de Rome, on a l'impression que M. Mussolini a cherché, pour son pays, à prendre les charges et les profits d'allié méditerranéen de l'Angleterre. Une déclaration très nette de M. Chamberlain précise que l'Angleterre n'admettrait aucune intervention de la Société des nations dans un différend avec l'Égypte, considéré comme étant une question d'ordre intérieur à l'Empire. Entre l'Angleterre et ses Dominions, une intervention du même genre ne serait pas davantage tolérée. Ici M. Chamberlain s'aventure trop loin : les Dominions sont représentés à la Société des nations où l'Égypte n'est pas représentée; l'empire britannique y possède de ce chef sept voix au lieu d'une. Mais si les Dominions sont considérés comme États indépendants et admis comme tels dans la Société des nations, il s'en suit que la Société des nations a le droit, si elle en est requise, d'intervenir dans un litige entre l'Angleterre et l'un de ses Dominions. Si l'Angleterre ne reconnait pas ce droit, il lui faut renoncer à la représentation autonome des Dominions dans la Société; on ne saurait garder, d'une situation donnée, que les avantages sans les inconvénients. La représentation de six Dominions britanniques à la Société des nations est une erreur, une inégalité, une injustice qui a beaucoup contribué à éloigner les États-Unis.

La question des dettes interalliées, que M. Herriot a commis, à Chequers, l'imprudence de laisser séparer de celle des réparations et de la Ruhr, a soulevé, cette quinzaine, en Angleterre, de violentes polémiques où le Gouvernement est intervenu. Une conférence des ministres des Finances alliés devait s'ouvrir à Paris le 7 janvier, mais sera sans doute ajournée. L'origine du débat a été les entretiens officieux que M. Jusserand a eu l'occasion d'amorcer avec M. Mellon, secrétaire d'État au Trésor américain; l'ambassadeur de France, à en croire les journaux anglais, aurait cherché à ménager pour les dettes françaises un régime plus favorable que celui qu'a obtenu M. Baldwin. Aussitôt la presse anglaise de se récrier! La France n'a pas le droit de négocier isolément. L'Angleterre n'admettrait pas qu'elle obtînt des États-Unis des conditions plus avantageuses qu'elle-même. Les Anglais, qui ont la mémoire courte, oublient que quand M. Baldwin, alors chancelier de l'Échiquier, s'en alla à Washington, à l'instigation de la Cité, pour négocier la consolidation de la dette britannique, il a fait, sans consulter Paris ou Rome, cavalier seul. Si l'erreur commise à cette époque pèse sur la politique britannique, la France n'en est pas responsable. Cela dit, il reste qu'en effet la question des dettes est, au premier chef, interalliée et

demeure inséparable des réparations. Mais d'abord il n'y a pas, quant à présent, de question des dettes interalliées: il y a un règlement général des comptes de la guerre à établir entre les Alliés; lorsqu'il sera mis au point, après une revision sérieuse des prix et des évaluations, il en ressortira que la France, par exemple, créancière de plusieurs États alliés, est débitrice, envers les États-Unis et l'Angleterre, de différentes sortes de dettes. Les unes, celles contractées aux États-Unis avant leur entrée en guerre, ne sont sujettes à aucune discussion : les autres, contractées en marchandises nécessaires pour parvenir au triomphe commun, sont des dettes d'une nature spéciale qui ne peuvent être assimilées à un emprunt d'argent. Il est donc prématuré et inopportun d'ouvrir sur ce sujet délicat des négociations. Depuis longtemps, — déjà même pendant la guerre, — la France aurait dû poser en principe que la dette une fois établie, après revision et ventilation, ne saurait être acquittée que dans la mesure où, les réparations une fois réglées par privilège, l'Allemagne pourrait encore garantir des emprunts ou fournir des paiements et prestations.

Or c'est précisément le principe inverse que M. Winston Churchill a voulu établir par sa déclaration du 10 décembre. Il n'admet pas que la question des dettes françaises puisse être résolue par une négociation séparée avec les États-Unis; les avantages que la France pourrait obtenir de son créancier américain, l'Angleterre les revendique pour elle aussi, ce qui aboutirait à une revision de l'accord Baldwin. Reprenant à son compte la note Balfour, M. Churchill déclare que le remboursement des dettes alliées doit être entièrement séparé du paiement effectif des réparations par l'Allemagne. Ainsi la France, n'étant pas payée par l'Allemagne, pourrait se trouver obligée de payer l'Angleterre au moins dans toute la mesure où celle-ci devra elle-même, en vertu de l'accord Baldwin, payer les États-Unis. Il y a là une iniquité qui révolte toute conscience honnête; M. Churchill ne l'a sans doute énoncée qu'afin de faire pression sur les États-Unis et d'assurer plus efficacement le respect d'un troisième principe, évidemment légitime, celui-là, à savoir que si les créanciers européens des États-Unis commencent à s'acquitter envers eux, ils s'acquittent, en même temps et dans les mêmes proportions, envers l'Angleterre.

La déclaration de M. Churchill n'a pas été goûtée des Américains, déjà mécontents de voir leur demande de participation aux répartitions des paiements du plan Dawes mal accueillie en Angle-

terre. Le sénateur Reed a affirmé que M. Churchill se permettait « une intervention intolérable dans les affaires de la France et des États-Unis ». Le secrétaire d'État Hughes a rappelé que sa note relative aux annuités Dawes avait un caractère catégorique et que, si l'Angleterre y faisait opposition, les États-Unis seraient disposés à faire remettre en question le pourcentage accordé à Spa à l'Angleterre sur les réparations. Commentant cette note dans un article véhément, la *Chicago Tribune* ajoute : « D'autres arguments plus énergiques seront présentés à la prochaine conférence interalliée par l'Amérique et par la France. Ces arguments qu'aucune nation alliée ne tient à présenter si l'Angleterre ne nous y contraint pas, seraient fondés sur une analyse stricte des demandes de réparations de l'Angleterre elle-même, demandes dont les comptes sont susceptibles de toutes les critiques. L'Angleterre réclame 22 pour 100 du total des réparations, en vertu des accords de Spa. Or, 65 pour 100 de ces 22 pour 100 sont représentés par les pensions et allocations, chapitre pour lequel les États-Unis ne réclament rien et pour lequel la France ne réclame qu'une fraction infinitésimale de sa propre charge au titre des pensions de guerre. Les autres 35 pour 100 des réclamations anglaises sont faites au nom des navires marchands coulés, dont le prix était déjà couvert par des assurances, et dont la cargaison en général appartenait aux Alliés du Continent ou aux États-Unis. Ni la France ni l'Amérique ne désirent attaquer les droits de l'Angleterre aux réparations, mais si les Anglais refusent de prendre en considération les revendications très modérées de l'Amérique, M. Churchill se trouvera très probablement en présence d'une demande de revision des pourcentages accordés à l'Angleterre. »

La question des dettes est discutée avec une passion extraordinaire par la presse. Les journaux radicaux en profitent pour rééditer l'abominable légende de la France ne payant que des impôts très légers et jouissant d'une merveilleuse prospérité économique. Le très distingué spécialiste, M. Layton, a fait justice, dans l'*Economist*, de ces calomnies ; et il a montré notamment que les droits de succession sont beaucoup plus lourds en France qu'en Angleterre. La *Westminster Gazette* a engagé avec le député libéral Kenworthy un pari de 100 livres ; elle soutient que les Français payent des impôts considérables et qu'ils ne pourraient sans se ruiner augmenter leur effort fiscal afin de solder leurs dettes envers l'Angleterre et les États-Unis : « Il est absurde de comparer les impôts payés en France et en Angleterre par tête d'habitant. Si on laisse se répandre que la

France verra la Grande-Bretagne et les États-Unis lui réclamer les sommes respectives de 623 279 000 livres et de 812 786 000 livres qu'elle leur doit, on détruira le dernier vestige de confiance en son crédit. Il faut attendre et remettre à plus tard l'examen du problème ou alors annuler d'un coup les dettes interalliées. »

Ce son de cloche, si nouveau dans la presse libérale, valait une mention. La question des dettes n'est pas de celles qu'il soit opportun de soulever; les entretiens de Washington n'ont pas eu, tant s'en faut, l'importance que leur prête la presse anglaise dans l'espoir d'aboutir à une revision des accords Baldwin; ils auront pourtant servi à quelque chose, s'ils sont l'occasion d'une protestation péremptoire du Gouvernement français contre la théorie par laquelle moins l'Allemagne paierait, plus la France, considérée par l'Angleterre comme responsable, devrait payer. Si l'Angleterre pense se servir des dettes pour lier à sa politique les Puissances continentales, elle se trompe. M. Mussolini, devant le Sénat, a déjà protesté : « Il serait tout à fait injuste que l'on accordât à un pays vaincu une faveur que l'on refuserait à un pays allié, et je maintiens que le problème des réparations est lié à celui des dettes. »

L'ampleur menaçante des difficultés internationales, la signification trop claire des élections allemandes, l'évidence des erreurs commises, dans son inexpérience, par M. Herriot, même les coups de fusil inquiétants qui éclatent en Albanie, rien ne réussit à détourner le Gouvernement du Cartel d'une politique qui méconnaît les conditions permanentes de la prospérité et de la sécurité françaises, ni la Chambre de le soutenir. La majorité disciplinée vote tout ce que lui demande le Gouvernement, et le Gouvernement propose tout ce qu'exigent M. Blum et le groupe socialiste. Il faut croire cependant que certaines fidélités se lassent de servir à la muette d'autres intérêts que les leurs et ceux du pays, car les pars se sont crus obligés de prendre par avance des précautions contre les trahisons de ces « Saxons ». Désormais, — ainsi en a décidé la majorité, — le président de la Chambre ne sera plus élu au scrutin secret, qui favorise la sincérité en couvrant les défections, mais au scrutin public qui ne laisse pas aux membres des partis disciplinés la faculté de s'écarter sans s'exclure. On croyait naguère que le Président devait être l'arbitre des partis : le bloc des gauches a changé cela ; le Président sera à l'avenir l'homme d'un parti : voilà M. Painleve assuré d'une réélection trop peu spontanée pour être vraiment flatteuse. En vain M. Louis Marin, avec tout son cœur et son talent,

et M. Léon Bérard, dans un discours spirituel et incisif en même temps qu'élevé et fort, ont défendu la tradition républicaine et les droits de la justice; les intérêts du parti l'ont emporté.

M. Herriot, souffrant, convoque les journalistes et leur demande de rassurer le public sur le péril communiste; il ne s'aperçoit pas que c'est lui et ses amis qui, par leurs actes et leurs paroles, alarment l'opinion nationale. Poursuivre le journal qui a signalé le danger, tandis qu'on laisse imprimer chaque jour les appels les plus violents à la guerre civile, à la révolte des colonies françaises et à l'assassinat de nos soldats, est vraiment d'un ridicule achevé. Le communisme est d'importation étrangère, et il ne se développerait pas s'il n'était favorisé par l'incapacité gouvernementale et l'impuissance parlementaire. Le ministre de la Guerre éprouve, lui aussi, le besoin tardif de rassurer les officiers au sujet d'un vote de la Chambre supprimant 5000 officiers; il serait mieux avisé en s'opposant plus vigoureusement aux surenchères démagogiques et en élevant, contre les injures dont les chefs de l'armée sont l'objet à la Chambre, la protestation indignée d'un soldat. L'esprit de parti doit être absolument banni de tout projet et de tout débat sur la réorganisation de l'armée; M. Paul-Boncour, qui n'est pas un antimilitariste, a eu un mot malheureux : « Nous voulons l'armée de la paix. » L'armée n'a de raison d'être que pour la guerre et pour l'ordre, à l'appel de la patrie; elle doit être constituée et entraînée en vue de la guerre. Pour avoir la paix avec l'honneur, il faut organiser l'armée de la guerre. Périls intérieurs et extérieurs, formidables difficultés financières qui se dressent en face du bloc des gauches, faiblesse et dangereuses compromissions du Gouvernement avec les partis de désordre et de révolution, voilà ce que M. Millerand, à Luna-Park, au banquet de la Ligue républicaine nationale, avec sa puissante éloquence et son robuste patriotisme, a signalé et dénoncé. Puisse-t-il être entendu, et puisse l'année 1925 ne pas réaliser les craintes qui, au moment où elle s'ouvre, étreignent les cœurs patriotes!

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

LE CŒUR ET LE SANG

DEUXIÈME PARTIE (1)

V. — JOSETTE GALLICE

La nuit me porta conseil. La prudence exigeait que Michel Gallice, puisqu'il ne voulait pas se livrer aux juges, quittât Bonneval et la vallée de l'Arc. Tôt ou tard l'affaire s'ébruiterait. Elle s'assoupirait pendant l'hiver pour se réveiller au printemps. La mère et la sœur de Milio Missa, la victime, ne tiendraient pas toujours leur langue. Comme si deux femmes pouvaient garder un secret de cette importance, contrairement à leurs sentiments et à leurs intérêts ! Leur silence était déjà si surprenant !

Or mon compagnon habituel de chasses en Maurienne, Louis de Vimines, venait de louer en Dauphiné, au-dessus de la vallée du Vénéon, une chasse beaucoup plus giboyeuse. Il cherchait des gardes accoutumés à la montagne, et qui ne fussent pas de mèche avec les braconniers du pays, comme il arrive trop souvent, afin de préserver nos hardes de chamois, et aussi pour surveiller la construction et l'installation des cabanes au bord du lac Lovitel. Je lui proposai mon homme. En somme, je ne l'égarais point sur les aptitudes, ni sur la probité du candidat. Il pouvait lui accorder sa confiance : il ne risquait point d'être jamais trahi. Mais je m'abstins de le prendre pour complice de mon recel qui, déjà, me valait bien des scrupules de conscience.

Copyright by Henry Bordeaux, 1925.

(1) Voyez la *Revue* du 1er janvier.

Ainsi Michel Gallice ne retourna-t-il pas dans la maison paternelle de l'Écot. J'informai Josette que son frère lui abandonnait provisoirement sa part de l'héritage et de la pension et qu'il lui donnerait de temps à autre de ses nouvelles.

Au printemps suivant, me trouvant de passage à Saint-Jean-de-Maurienne pour y plaider, je passai la soirée avec le juge d'instruction Fonclair.

— Rien d'intéressant à votre tribunal? lui demandai-je sournoisement à tout hasard. Et ce Piémontais qui avait assassiné un ouvrier à Lanslebourg, l'a-t-on découvert de l'autre côté des Alpes?

— Point du tout, me fut-il répondu. Mais nous rendons la pareille à nos voisins. Ils nous invitent à leur découvrir un colporteur qui aurait tué un bersaglier à Cérésole, et nous n'avons pas déniché le moindre coupable. Vous comprenez, ces drames de frontières, ça n'a pas de dénouement.

A bon entendeur salut. Cependant Louis de Vimines se félicitait de mon choix : il m'écrivait que je lui avais adressé la perle des gardes et que le chamois foisonnerait dans les combes et sur les pentes de Lovitel pour l'ouverture de la chasse. Mais ce fut une autre ouverture : la guerre nous fut déclarée...

Quand je revins à Chambéry près de cinq ans plus tard, j'avais oublié le drame de la maison Gallice à l'Écot-sur-Bonneval, comme aussi le drame de la maison Couvert à Bessans (1). A de rares intervalles, Louis de Vimines, redevenu capitaine de dragons, tandis que j'occupais mon poste de lieutenant d'infanterie territoriale, se rappelait à mon souvenir par des allusions à nos chasses d'autrefois, à nos chasses futures. Il en voulait surtout aux Allemands, je crois, de le priver de son compte annuel de boucs et de chèvres. Une fois, il me parla de Michel qui, engagé volontaire et blessé en mars 1917 au Plémont où il s'était magnifiquement conduit, avait été renvoyé dans ses foyers. Dans ses foyers ? Le pauvre garçon n'en avait plus. Je fus content de le savoir sauf, bien qu'il eût sans doute désiré la mort. Vimines ajoutait gaîment : « J'espère qu'il nous gardera des chamois pour le retour... »

Et de fait, après la paix de Versailles, quand on put suppo-

(1) Voyez *la Maison morte.*

ser que la vie normale nous était rendue, je reçus une carte qui secoua la torpeur où je m'enlizais : « Préparez votre carabine et dérouillez vos jambes. Michel Gallice a vu plus de soixante chamois dans la combe de Lovitel... »

Avant la saison, et sans doute pour me dérouiller les jambes qui, depuis cinq ans, n'avaient guère travaillé qu'en plaine ou dans les forêts à pentes presque douces des Vosges et s'étaient désaccoutumées des Alpes, j'entrepris un petit voyage en Maurienne. Après un arrêt à Bessans où j'élucidai enfin la tragédie de la Maison morte, je mis le cap sur Bonneval et montai jusqu'à l'Écot. C'était par un beau jour du mois d'août, plein de lumière et de chaleur. Il me semblait que ces paysages de Savoie avaient changé. Autrefois, je leur attribuais de la sauvagerie et de la désolation. Au sortir de Verdun et des Flandres, ils m'apparaissaient doux et riants, avec les teintes mauves de leurs rochers, leurs cascades bondissantes et leurs prés colorés de fleurs. Mon premier contact avec la montagne, après tant d'années meurtrières, m'apportait une délicieuse sensation de bien-être.

Ce hameau de l'Écot, le plus haut de France, perché au-dessus de l'Arc et à peine distinct des rochers, pareil à un château-fort en ruines, avec ses murs et ses toits gris recouverts d'une fine mousse dorée comme les vieilles choses un peu moisies, était si lumineux dans le soleil que je ne le reconnaissais plus. D'ailleurs, les glaciers eux-mêmes, celui du Vallonnet que j'avais aperçu en montant, celui du Mulinet qui me faisait signe, resplendissaient au point de fatiguer les yeux de leur éclatante blancheur. Dans la ruelle en pente, des poules se promenaient majestueusement. Puis je tombai sur un groupe de trois enfants, dont l'aîné pouvait avoir six ou sept ans et le dernier quinze ou dix-huit mois tout au plus, car il tenait à peine sur ses jambes, mais il était si fier de se promener avec les autres qu'il montrait un air capable et illuminé sous un petit bonnet d'un blanc sale à demi soulevé par des cheveux couleur de paille claire. Je m'approchai pour les caresser : ils s'enfuirent aussitôt, sauf le plus petit qui, ne pouvant se confier à la course, poussa des cris perçants. Une femme accourut. Ainsi me trouvai-je en présence de Josette Gallice, qui s'arrêta net en me voyant.

— Eh bien, Josette, est-ce l'effet que je te produis?

En six ans, elle avait tant changé que je me demandai comment je l'avais appelée si aisément par son prénom. Les visages gardent, malgré le travail du temps, malgré les épreuves ou le confort, leur signe particulier qui ne permet pas de les confondre. Par quel trait le sien demeurait-il si distinct, quand, du front plissé, des joues qui s'empâtaient, de la bouche ternie, la jeunesse se retirait, se sauvait à tire d'ailes, comme une caille d'un champ moissonné? Par le regard étonné, candide, virginal de ses yeux de myosotis. Je revoyais sans peine l'extase où les plongeait la romance napolitaine de l'homme à l'accordéon, le désespoir où les noyaient le chagrin et la honte. Cependant ils n'exprimaient plus ni extase ni désespoir, au contraire la placidité d'une existence monotone, tranquille, régulière. Sous cette expression, comme un reflet dans une eau dormante, je distinguais la flamme d'autrefois, mais adoucie et voilée.

— Ah! c'est vous, monsieur l'avocat.

Elle rougit, malgré le hâle dont les gros travaux l'avaient patinée. Non, elle n'était plus la jeune fille que j'avais connue. J'avais devant moi une bonne matrone, alourdie et déjà quelque peu déformée, assez mal tenue et parvenue trop vite à la maturité. Je devinai sans difficulté son nouvel état, car l'aventure de sa jeunesse n'avait pu modifier son honnêteté native :

— Mariée, n'est-ce pas?

Avec une nuance de contentement, elle inclina la tête. Les trois mioches, peu à peu, s'étaient regroupés autour d'elle, se sentant protégés et m'estimant moins dangereux et nuisible puisque je causais de bonne intelligence avec leur maman.

— Ce peuple t'appartient?

— Bien sûr. Thomas, Claudine et Michel.

Le nom de son père, ceux de sa mère et de son frère : allons, elle gouvernait la maison et son homme, puisqu'elle prenait tous les saints dans le calendrier de famille. J'examinai plus attentivement sa progéniture : l'aîné brun, avec des yeux noirs luisants comme des braises qui décelaient suffisamment son origine, les deux cadets plus râblés, plus épais, et d'une blondeur si claire et si pâle qu'elle en paraissait presque blanche au soleil, comme l'avoine très mûre.

— Ton mari, demandai-je, qui est-ce? Il n'est pas là?

— Non, il est à la montagne, avec les bêtes.

— Combien de bêtes ?

— Huit à cornes, et des moutons et des chèvres.

Huit bêtes à cornes : c'était la richesse. Même avec la pension de l'Anglais et la part de Michel, elle n'aurait pu s'offrir un pareil troupeau. Son mari devait avoir du bien et ne l'avait donc pas épousée par intérêt. Elle me fit entrer chez elle et me servit sur la table scellée un morceau de pain et l'un de ces hauts fromages, pareils à de petits troncs d'arbres, que l'on fabrique à Bessans et qui bleuissent à mesure qu'on les entaille, le tout accompagné d'une carafe de vin blanc.

— *Il* a une vigne à Pontamafrey, m'expliqua-t-elle.

Je bus et je mangeai, et bientôt je fus entouré des gosses, le plus petit sur mes genoux, et aussi des poules, et même d'un agneau malade qu'on soignait au logis. Josette, visiblement, se plaisait à étaler son bonheur actuel devant moi.

— Eh bien, finis-je par lui dire, la dernière fois que je suis venu ici, ma pauvre femme, ça n'allait guère. Je vois que le ciel t'a protégée, et tes parents de là-haut.

— Oui, murmura-t-elle presque craintivement en baissant la tête, il est bien bon.

Le ciel, c'était son mari.

— Alors, il t'a épousée quand même. Tu es une brave fille : il a bien fait.

Elle se tenait debout à côté de moi, tandis que je demeurais assis devant la table desservie. Elle avait refusé de s'asseoir, appartenant à cette race de ménagères qui ne se reposent jamais dans leur maison. A ma profonde surprise, elle me désapprouva, en bonne Mauriennaise qui a reçu tout un héritage de mères et d'aïeules asservies au devoir et à la religion :

— Non, monsieur l'avocat, il n'a pas bien fait. On marie une fille sage et pas une créature.

— Tu es sévère pour toi, Josette.

— Pas assez, puisque je suis sa femme. Je le lui ai pourtant répété. Quand il m'a vue toute seule avec mon petit Thomas, après le départ de mon frère, il a rôdé autour de moi. J'ai cru d'abord que c'était ma mauvaise réputation qui me valait son mépris. « — C'est assez d'un malheur, que je lui ai dit. — C'est pour te marier, qu'il m'a dit. — Pour me marier ? Tu n'y penses pas. — J'y pense, Josette. — On ne marie pas une traînée. — Tu n'es pas une traînée... — Et le gosse ? —

Je le prendrai !... » Alors j'ai pleuré de joie. Mais j'ai refusé.

— Tu as refusé ?

— Bien sûr que j'ai refusé. Un honnête homme, ça se respecte. Et puis la guerre est venue. Il a eu son fils unique tué au mois d'août. C'était un petit chasseur. Cela s'est passé en Alsace. Parce que c'est un homme qui n'est pas de ce matin. Il était veuf depuis longtemps et n'avait que ce garçon. J'ai su qu'à Bonneval il n'allait pas bien et se buvait le sang. Alors je suis descendue et je lui ai demandé : « — Est-ce que je peux quelque chose pour toi? — Reste. — C'est toujours ton idée de nous marier ? — C'est toujours mon idée. — Viendras-tu à l'Écot ? — J'y viendrai... » Il m'a mariée et il est venu à l'Écot. Voilà.

Le roman de son salut, elle le racontait comme une histoire toute simple et sans intérêt. Je n'avais pas besoin de m'informer de son bonheur : il se voyait. Mais elle s'épuisait de soins et de travail pour complaire à son homme. Le passé ne l'habitait plus. Savait-elle le sort de l'Italien ? Je ne voulais point m'aventurer sur ce terrain crevassé. Mais je montrai l'aîné de ses enfants qui jouait avec mon piolet :

— Et celui-ci ?

— Eh bien ! il n'y a pas de différence.

— Ton mari a-t-il pensé à le légitimer dans l'acte de mariage ?

— Il y a pensé.

Le passé était aboli. L'enfant ne lui appartenait plus. Mais ce passé était-il aboli pareillement pour Michel Gallice ? J'en avais la certitude : le meurtre de Cérésole n'avait pas été connu en Savoie, n'avait pas été commenté dans les veillées, et la guerre en avait englouti les traces comme une avalanche qui recouvre un pâtre. Je pouvais sans crainte parler à Josette de son frère :

— Tu sais, repris-je, que Michel a été blessé au Plémont, dans l'Oise.

— Je sais, me répondit-elle.

— Par lui ?

— Pas par lui. Par des camarades qui l'ont rencontré.

— N'est-il pas venu te voir ?

— Il ne faut pas qu'il vienne.

Stupéfait, je cherchai ses yeux limpides pour y mieux lire son idée. Mais elle se penchait sur le fourneau où s'endormait

la soupe. Non, le passé n'était pas aboli : quand l'est-il tout à fait ? Comme un ver un fruit mûr, il habite notre bonheur. Que savait-elle au juste ? Il s'agissait de le démêler sans se livrer soi-même, car elle ignorait que je savais. Je me décidai à poser une de ces questions à double sens dont on peut toujours nier l'objet véritable :

— Pourquoi, Josette ? Son départ de l'École a-t-il fait parler dans la vallée ?

Elle me regarda bien en face, et ce fut moi qui évitai son regard.

— Oui, monsieur l'avocat, on a parlé.

Je gardai le silence quelques instants, rapprochant mentalement des dates. Le crime avait été commis en 1913 : il y avait six ans. La prescription réclamait encore quatre années. Jusque-là Michel Gallice serait menacé. Gagnerait-il ce délai ? Je pressentais une de ces féroces jalousies de village qui battent les murs de toute maison où l'on suppose de la concorde et de la joie. Malheureuse et abandonnée, on avait plaint Josette. Mariée à un homme considéré et riche, elle excitait des haines cachées. Le secret de son frère avait été découvert. Tôt ou tard, on le lui jetterait à la figure. Cérésole n'est pas si loin et il y a des gens pour traverser la montagne avec de la contrebande, avec de mauvais bruits et toute sorte de fâcheuses marchandises.

Devinait-elle que j'étais au courant du crime ? Les femmes ont plus que nous de mystérieux pressentiments. Elles sont, plus souvent que nous, douées de ces antennes qui, dans le domaine intérieur, saisissent à l'avance les secrets et les arrière-pensées, parce qu'elles se penchent davantage sur le réservoir des forces naturelles. Cependant je ne voulais pas me livrer et ce fut d'un air enjoué que je repris la conversation :

— Si je vois ton frère, je lui parlerai de toi. Je lui dirai que tout va bien dans la maison de vos parents.

— Vous pouvez le dire.

Comme je me levais pour redescendre sur Bonneval, nous entendîmes du bruit à la porte et les mioches se précipitèrent pour accueillir le visiteur, ce qui me renseigna sur sa qualité comme sur sa popularité familiale : jusqu'au plus petit qui agitait les bras et tirait de sa bouche menue des sons inarticulés qui exprimaient la joie. L'homme qui entra, je le connaissais :

il avait été, lui aussi, mon client pour une instance en bornage.

— Ah ! c'est vous, Étienne Béard ? quelle chance !

Un peu étonné de me rencontrer chez lui, il me salua avec la majesté d'un sage de la vallée. C'était un grand paysan de plus de cinquante ans, mais intact de santé et de forces, le visage entièrement rasé, les cheveux sans un poil gris, la silhouette droite, comme ils l'ont là-haut où ils ne paraissent jamais pliés sous les fardeaux, mais accoutumés à marcher la poitrine ouverte, et sur tout le visage cette expression de plaisir du maître qui rentre au logis où l'attend un bon accueil.

— Monsieur l'avocat, c'est un honneur. La femme vous a-t-elle offert quelque chose ?

Car l'hôte est sacré, et c'est d'abord de lui qu'on s'occupe. Il vit les restes de la collation et mon verre vide qu'il s'empressa de remplir :

— Le vin de Pontamafrey, lui dis-je. Trinquons.

Josette lui apporta un verre. Mais les trois gosses s'étaient suspendus à ses jambes, et il lui fallut s'avancer avec cette grappe.

— Vous savez, repris-je, que Thomas Gallice était mon guide et mon ami.

— Je sais, monsieur l'avocat. La pension de l'Anglais, c'est à vous qu'on la doit.

— Je suis content, Béard, que vous ayez épousé la fille de Thomas Gallice.

— Oui, me répondit-il gravement, après avoir regardé sa femme, la chose est bien.

Un peu plus tard, quand je voulus partir, toute la famille m'accompagna jusqu'à l'oratoire de Notre-Dame de la Merci, au-dessus de l'Arc. J'emportai cette vision de bonheur et de paix. Mais, sur le sentier, me souvenant de l'avertissement de Josette : « *On a parlé...* » j'eus l'impression que le mort de Cérésole était mal recouvert de terre et menaçait encore Michel Gallice.

VI. — LE GARDE

La veille de l'ouverture, un dernier samedi du mois d'août, je montai aux cabanes de Lovitel. A Bourg d'Oisans, j'avais pris une voiture jusqu'au pont des Ogiers sur le Vénéon où l'on quitte la route de la Bérarde. Là, un mulet était commandé

pour mes bagages. Tandis qu'on le chargeait, en hâte je pris le sentier qui, parmi les pâturages d'abord et les cailloux ensuite, à travers les ruisseaux et les cascatelles, grimpe à la digue naturelle, formidable éboulis tombé de la Rochette, qui a fait barrage et capté les eaux du lac. Appuyé au sycomore qui marque le sommet de la pente, Louis de Vimines m'attendait. Les cinq années de la guerre nous avaient séparés. Cependant il ne témoigna, en me revoyant, d'aucune émotion :

— Ah ! me dit-il, dépêchez-vous. Il nous faut tenir conseil.

— Conseil ?

— Mais oui, conseil de guerre.

Et je compris que la vraie guerre, pour lui, recommençait enfin. Dans l'autre, il avait fait merveille, mais il ne tolérait aucune allusion à sa conduite. Or Chavert, le garde principal, opinait pour la combe des Trochettes où il avait vu et même frôlé de son pas invisible plusieurs troupeaux. Michel Gallice, son adjoint, tenait pour les rochers de Malhaubert, peut-être un peu moins giboyeux, mais qui auraient l'avantage, par leur éloignement, de ne pas nous laisser déranger d'autres chasses. Il m'énuméra les rapports de notre service de renseignements : un solitaire au Promontoire, plusieurs hardes au-dessus des Sept-Pisses, dans la combe de Ferrand, sans compter celles de Malhaubert et des Trochettes, etc. Restait à ordonner la manœuvre. Nous discutâmes jusqu'au refuge. Ou plutôt je pris plaisir à soulever quelques objections avant de me rendre, afin de caresser de mon mieux sa passion favorite. L'expérience de Chavert l'emporta, et l'on se décida pour les Trochettes.

Avant de me mettre à table avec mon compagnon rendu à la joie de vivre par l'air de la montagne et par la perspective de quelque beau coup de fusil sur nos amis les chamois, j'allai saluer, dans leur cabane, nos gardes et nos traqueurs réunis autour du feu où chauffait la marmite pleine de soupe : Chavert, souple comme un chat malgré l'âge et qui n'a pas d'égal parmi les hommes pour la varappe, les ramasses et l'approche du gibier, le grand Bormand dont la force est proverbiale, le subtil Maliveau, et Tardy qui est le plus jeune, presque un enfant, et Liliaz le cuisinier, trop vieux pour suivre les battues, et leurs camarades, enfin Michel Gallice dont le front avait été bossué par une balle, mais qui paraissait ne pas s'en souvenir. Je me contentai de lui serrer la main comme aux autres et de

le complimenter, mais dans la soirée j'eus l'occasion de l'isoler et lui donnai des nouvelles de sa sœur.

— J'ai su, me dit-il, par des camarades du 159.

Le 159e est le régiment de Briançon où il s'était engagé, un régiment alpin qui a l'honneur du béret et qui se recrute principalement dans les hautes vallées de la Savoie et du Dauphiné. Michel avait dû y rencontrer des compatriotes. Je l'interrogeai sur sa vie au front et sur les circonstances de sa blessure. Il avait été bien soigné à l'hôpital, trépané et guéri.

— Une tête de Savoyard, ça ne se casse pas facilement.

— Où étais-tu avec ton 159e?

— Un peu partout. A des mauvais endroits. Du côté d'Arras au commencement. Et puis à Verdun, devant le fort de Vaux.

— Attends donc. Le 159e régiment faisait partie de la division Barbot. Barbot, un des plus beaux types de chefs que la guerre ait donnés. Elle a dévoré celui-là.

— C'était notre général, reprit Michel Gallice. Quand ça n'allait pas, on le voyait, celui-là. Il venait. On ne savait pas toujours que c'était lui : il portait une capote de troupe et un béret d'alpin sans galons ni étoiles. On le prenait pour un vieil engagé. Il m'a demandé, un jour que je cherchais ma compagnie : « — Où vas-tu comme ça, mon petit gars? » — Et je lui ai répondu : « Et toi, le sais-tu, où tu vas? » Alors il a éclaté de rire.

Sur ces souvenirs je continuai mon interrogatoire :

— Et ta blessure, Michel?

— C'est au Plémont que j'ai attrapé ce pruneau.

— Au Plémont, sur la colline qui flanque le Plessis-de Roye? N'y avait-il pas le commandant de Surian?

— Il commandait mon bataillon, le 2e. Un chic officier!

— Tu as la croix de guerre?

— Avec trois étoiles et une palme.

— Et l'on ne t'a pas donné la médaille pour ta blessure?

— Le commandant voulait me donner mieux que ça.

— Mieux que ça? Le ruban rouge?

— Oui, j'étais avec lui comme sergent quand on a repris l'observatoire. Les Boches ont fait demi-tour : on leur tirait dans le dos. Mais il y en a qui se sont retournés.

— Alors, pourquoi n'as-tu pas la croix? C'est beau sur une poitrine d'officier. C'est encore plus beau sur une poitrine de soldat.

— Oh ! vous savez, moi, les récompenses...

Oui, je savais le scepticisme de nos montagnards en matière d'insignes et de décorations. Tout de même, la Légion d'honneur ne se refuse pas. Malgré moi, je songeais à son effet sur un jury, si par aventure l'histoire de Cérésole se réveillait. Cette réponse évasive ne pouvait me contenter :

— Voyons, voyons, Michel, il y a autre chose. Autre chose que tu ne me dis pas, que tu vas me dire.

La nuit nous enveloppait, une nuit sans lune, mais la surface du lac maintenait une vague clarté. Nous avions gagné, en marchant, la rive et nous étions seuls sous les étoiles. Je voyais mal sa figure. Il se rapprocha de moi et à voix presque basse il me dit résolument :

— Avez-vous oublié, vous?

Je reculai comme s'il me faisait mal. Ainsi tout le drame de la guerre n'avait pas effacé les traces de l'ancien crime. Inquiet, je m'informai en baissant le ton, moi aussi :

— En as-tu parlé à quelqu'un ? Au commandant de Surian?

— Non.

— Comment cela s'est-il passé ?

— A l'hôpital, quand il est venu me voir après mon opération, il m'a dit : « Je te propose pour la croix ; on la donne maintenant aux hommes. — Je ne la veux pas, mon commandant. — Tais-toi, et prends-la. — J'ai une raison. » Il a dû comprendre à ma tête que c'était sérieux. — Grave ? qu'il a demandé. — Grave : rien à faire.... » Alors il m'a fixé dans le blanc des yeux. Et puis il s'est penché sur moi et il m'a embrassé. Il a été tué sur la Marne au mois de juillet. Au bataillon, on l'aimait bien.

Comme sa sœur Josette le mariage, il avait refusé le plus grand honneur militaire, et comme elle il s'était jugé indigne à cause du passé. Je reconnaissais en eux cette race ancienne de Maurienne, paysanne et seigneuriale ensemble, affinée par des siècles de culture catholique, et dressée aux vérités éternelles devant quoi il n'y a plus d'orgueil humain, ni de fausse dignité. Malgré moi ému, je me tus quelques instants. Puis, je cherchai sa main :

— Tu t'es racheté, mon petit.

Il la retira et ne m'approuva pas. Je changeai de thème pour détendre nos esprits et tombai dans les détails matériels. Com-

ment vivait-il? Où habitait-il? Et finalement : pourquoi ne s'était-il pas marié?

— Je suis bien sûr que tu trouverais par ici, à la Danchère ou à Vénose, à Bourg d'Aru ou à la Bérarde, une brave fille.

Mais il m'arrêta presque durement. Cette fois j'insistai : n'exagérait-il pas vis-à-vis de lui-même la sévérité, en se condamnant à la solitude?

— Est-ce encore pour la même raison?

— Pour la même, et pour une autre.

Il détourna la tête et je n'osai pas insister sur l'autre, devinant un mystère qu'il ne me livrerait pas. Et nous rentrâmes aux cabanes, afin de nous préparer par le sommeil à la bataille du lendemain.

VII. — LE COMPLOT

Que se passa-t-il, déjà cette année-là ou seulement l'année suivante, car nous n'avons jamais été fixés exactement sur l'origine du complot? Louis de Vimines, mon compagnon de chasse, si expert, cependant, au maniement des hommes, d'un tempérament de chef exercé à leur inspirer confiance, ne l'a pas vu plus que moi venir. Chavert, le garde principal, n'y fut pour rien : il est de ces ignorants qui suppléent par leur noblesse naturelle à tous les avertissements de l'intelligence contre les malfaisances des hommes; rien n'est obscur en lui, et il est loyal jusqu'envers son gibier au point que le braconnage l'indigne comme une trahison. Mais sa droiture même le désarme et, ne soupçonnant pas la marche du mal, il ne put nous en avertir.

Nos gardes et nos traqueurs avaient toujours vécu en bon accord. Nous nous efforcions d'égaliser à peu près leurs chances dans la distribution des boucs et des chèvres que nous abattions et qui ne servaient pas à notre nourriture ou à celle du personnel. La communauté des risques et des manœuvres, la lutte et les fatigues physiques supportées en commun qui créent ou resserrent la camaraderie, la gaîté des soirs de victoire où l'on mange et boit un peu plus copieusement qu'à l'accoutumée, toute cette vie salubre de la montagne maintenait une harmonie qui n'avait jamais été rompue. Nous mîmes du temps à nous apercevoir de sa disparition. Le monde paysan est un monde

ferme qu'il faut observer avec attention si l'on veut le pénétrer, et nous avions cessé d'observer le nôtre. Je me suis reproché plus tard de n'avoir pas ménagé davantage sa susceptibilité quand je prolongeais mes conversations particulières avec Michel Gallice. Cette préférence dut exciter des jalousies. Louis de Vimines, sans y prendre garde, la partageait. L'ancien séminariste avait plus d'instruction, plus de réflexion, plus de curiosité d'esprit que les autres traqueurs, plus de finesse et de délicatesse aussi : tout ce qu'il faut pour être jugé sévèrement.

L'alerte me fut donnée brutalement un soir dans leur cabane où ils s'étaient groupés après le dîner. La chasse avait été fructueuse, mais pénible et longue, et l'on devait se reposer le lendemain, en sorte que personne n'était pressé de s'aller coucher. Or, Louis de Vimines qui avait buté à la descente contre un éboulis, à la poursuite d'un gros bouc blessé, m'avait quitté de bonne heure pour gagner sa chambrette. Dans la soirée, je m'approchai du gîte de nos hommes qui se livraient à une petite fête et qui ne remarquèrent pas mon entrée, car la porte de la grange, où nos victimes de la journée étaient pendues par les cornes, était demeurée ouverte et l'intérieur s'éclairait mal. Ils avaient une paire d'invités, deux Piémontais du val d'Anzasca, venus pour une coupe de sapins au fond de la combe. Ces émigrants, avant la guerre, n'étaient pas très bien vus chez nous. Mais la guerre en a fait des compagnons d'armes. Compagnons d'armes un peu bruyants. Ceux-ci, à tour de rôle, chantaient à plein gosier des chansons de leur pays, et principalement des chansons patriotiques, la *Leggenda del Piave*, *Soldate ignoto* et la *Canzone del Grappa*. J'admirai la sagacité de ce peuple qui exalte jusqu'à ses retraites. La Piave devenait le rempart infranchissable dressé devant l'étranger :

Il Piave mormoro :
« Non passa lo straniero. »

La *Canzone del Grappa* est l'hymne officiel de l'armée du Grappa (*inno ufficiale dell' Armata del Grappa*) :

Sentinella che vigili : All' Erta!
Il nemico ci spia lontano,
l'occhio aguzza sul Grappa, ma invano :
saldi cuori e temprati vi stan!

Monti e vigne che innanzi vediamo
son d'Italia un suo lembo rubato,
dal martirio e dal pianto sacrato
strapperemo al ladro invasor!...

Monte Grappa, tu sei la mia Patria!
all' assalto vedrai i tuoi figli
gareggiare in mille perigli
col tuo nome sul labbro e nel cuor!

Monte Grappa, tu sei la mia Patria!
sovra te il nostro sol risplende,
a te mira chi spera ed attende
i fratelli che a guardia vi stan.

Contro te gia s'infranse il nemico
che all' Italia tendeva lo sguardo,
non si passa un cotal baluardo
affidato ad Italici cor!

Monte Grappa, tu sei la mia Patria!
sei la stella che addita il cammino,
sei la gloria, il volere, il destino
che all' Italia ci fa ritornar! (1)

A la vérité, nous ne fûmes pas exclus de cette défense du Mont Grappa, et l'armée du général Maistre, — l'un de nos meilleurs chefs de guerre, — prit à son compte le saillant formé par la Piave et la ligne Grappa, Asiago, Trentin. Notre succès du Monte Tomba (30 décembre 1917) arrêta la pression continue et menaçante de l'armée austro-allemande. J'ai quelque raison de me le rappeler. Ce Monte Tomba est une petite montagne qui domine le saillant confié alors à la garde de nos troupes et se dresse d'une hauteur de huit cents mètres sur la

(1) Alerte, sentinelle! l'ennemi nous épie au loin; en vain il s'use les yeux sur le Grappa défendu par des cœurs mâles et de bonne trempe. — Les monts et les vignes que voici là-bas, c'est un morceau de l'Italie, un morceau qu'on lui a volé! du martyre et de la plainte sacrée, nous saurons bien l'arracher au traître envahisseur! — Montagne du Grappa, tu es ma patrie! Tu verras tes fils à l'assaut braver à l'envi mille périls, ton nom aux lèvres et dans le cœur! — Montagne du Grappa, tu es ma patrie! Sur tes flancs c'est le soleil italien qui brille; vers toi regarde quiconque espère, en songeant à ses frères debout pour ta défense. — A tes pieds déjà s'est brisé l'ennemi qui du regard convoitait l'Italie. On ne passe pas! quand un tel rempart est confié à des cœurs vraiment italiens. — Montagne du Grappa, tu es ma patrie! Tu es l'étoile qui montre la route, tu es la gloire, la volonté, le destin qui nous fait revenir au sein de l'Italie.

plaine comme une falaise sur la mer. La plaine, à ses pieds, semble écumer dans des bouleversements de moraines. Je revoyais nettement ce paysage, tandis que mon Piémontais chantait. Il recueillit les plus généreux applaudissements de nos hommes. N'avons-nous pas assez de gloire pour accueillir avec empressement celle des nations alliées ? Mais celles-ci nous rendent-elles exactement la pareille ?

L'un de nos traqueurs n'allait-il pas chanter à son tour ? N'avons-nous pas, nous aussi, un répertoire où sont célébrés la Marne, l'Yser, Verdun, et la Champagne, et Montdidier, et le Chemin des Dames, et l'Alsace ? Je fouillais en vain ma mémoire. Les hymnes guerriers ne sont pas notre affaire. Nous ne mettons pas nos victoires en romances. Nos troupes, chose curieuse, ont toujours préféré des chansons pacifiques, tendres ou légères. Elles ont marché sur un *air Louis XIII* ou sur l'air de *la Madelon*. Les étrangers qui nous prétendent impérialistes et belliqueux ne sont jamais venus chez nous. Seulement, il y a les réveils. Il ne faut pas nous écraser les pieds. Comme les deux Piémontais s'étalaient un peu, nos hommes me parurent se concerter. Ils tendirent un piège à Michel Gallice : je devais m'en rendre compte, mais trop tard, et d'ailleurs comment serais-je intervenu ? Michel Gallice avait toujours sa jolie voix : on ne l'ignorait pas dans son entourage. On le pria de se faire entendre. Il entonna une complainte qu'on chante dans les veillées en Savoie, tout en faisant *brisoler* les châtaignes, *la Lime des quatre conscrits* (1). Le choix lui en fut sans doute imposé par les sujets qu'avaient traités les Italiens, mais quel contraste avec leurs accents de triomphe ! La voici à peu près, telle qu'elle se peut transcrire du patois sans trop perdre de son pittoresque et de sa raillerie :

Y avait un' fois quatre conscrits,
Quatre Savoyards de Chautagne
Dans le royaume de Sardagne,
Y avait un' fois quatre conscrits.

C'étaient les plus beaux du pays,
Les meilleurs piocheurs de la vigne.
Quand ils étaient tous quatre en ligne,
C'étaient les plus beaux du pays.

(1) Voir *Lo Contio de la Bova*, par Amélie Gex.

Le roi les envoya quérir
Pour garder ses tours, ses murailles.
Pour s'en servir dans les batailles
Le roi les envoya quérir.

Ils partirent de Chambéry
En chantant pour cacher leurs larmes.
En faisant bombance et vacarme
Ils partirent de Chambéry.

Jusqu'à Turin fallut courir
Pour aller joindre la brigade
Pour être à temps à la parade
Jusqu'à Turin fallut courir.

On leur donna sabres, fusils,
Et cent balles dans leur giberne.
Sitôt entrés à la caserne,
On leur donna sabres, fusils.

Quand ils furent tous quatre instruits
A tirer cent balles à l'heure,
Le roi se dit : « A la bonne heure ! »
Quand ils furent tous quatre instruits.

« J'ai mon coffre-fort bien garni,
J'ai plus de soldats que de terres.
Pour m'arrondir, me faut des guerres,
J'ai mon coffre-fort bien garni. »

C'étaient quatre bons dégourdis,
Les quatre conscrits de Chautagne.
Pour s'en aller faire campagne
C'étaient quatre bons dégourdis.

Le premier mois qu'on se battit,
Ils dépensèrent leurs cent balles.
Ils prirent quatre capitales,
Le premier mois qu'on se battit.

Le second mois tout fut fini,
Un obus sur eux vint s'abattre.
De deux conscrits il en fit quatre.
Le second mois, tout fut fini.

Le troisième, la paix se fit,
Les princes donnèrent des fêtes.
Notre roi garda sa conquête.
Le troisième, la paix se fit.

« Rentrez faire d'autres conscrits,
Dit le roi, après tant de guerres
J'ai moins de soldats que de terres,
Rentrez faire d'autres conscrits. »

Voilà comment cela finit :
L'an d'après chaque Savoyarde
Fit deux grenadiers pour la garde.
Voilà comment cela finit...

Elle est bien de chez nous, cette *Lime des quatre conscrits* et je ne la donne pas pour une marche héroïque. Du bord de son champ, notre paysan ne s'est jamais départi, au cours de notre histoire, de cet air narquois et terriblement ironique. Il a tant vu passer de gens et d'événements, depuis les armées d'Annibal et de Marius jusqu'aux automobiles de Foch qui franchirent le Mont-Cenis pour porter secours à nos voisins. Il a été familier avec des rois même, — les rois sortis de cette antique maison de Savoie qui s'appuyait sur le sol natal pour en tirer des soldats et des diplomates, qui ne cessa jamais d'être populaire et fut néanmoins, on le voit, chansonnée. A Charles-Félix, venu tout seul, en garçon, visiter sa terre d'origine, il a dit en patois : « Sire le Roi, vous avez bien fait de n'amener pas votre femme dans votre voyage, car les femmes, moi je le sais bien, c'est toujours un fameux embarras. » Il goguenarde, il raille, et il cache avec soin son sentiment. D'amour et de courage, il ne parle jamais. Vous pouvez le demander à tous les officiers revenus de la Grande Guerre : quand ils commandaient un contingent savoyard, ils savaient d'avance que *ça irait bien*. Les listes des morts dans nos villages ont de quoi faire trembler le cœur. On s'aperçoit à leur longueur que nos contingents appartenaient aux corps d'élite, à ceux qu'on jetait en avant quand il y avait péril en la demeure française.

Telles étaient mes réflexions pendant que chantait Michel Gallice. Je ne m'aperçus pas immédiatement qu'elles se prolongeaient après le dernier couplet dans un silence inattendu. Les deux Piémontais, pour leur Piave et pour leur Grappa, avaient été acclamés. La voix de Michel, bien posée et agréable sans l'éclat et les sonorités d'outre-monts, était faite pour plaire. Quand il se tut, aucune marque d'approbation ne le vint réconforter. Personne ne le remercia par un geste des mains ou par une parole. Chavert lui-même ne broncha pas. Mais lui n'avait

pas bronché davantage à la musique d'Italie. Ces manifestations-là n'étaient pas dans le goût d'un homme aussi simple et raisonnable. A ce moment précis, j'eus l'intuition confuse qu'il se tramait quelque chose de perfide dans notre coin perdu au-dessus des habitations et des plaines. La haine et l'envie assiègent donc jusqu'aux solitudes?

Dans ce silence, lourd d'inimitié, de jalousie ou de réprobation, une voix que je reconnus pour celle de Maliveau gouailla tout à coup :

— Eh bien, le Savoyard, on les engrosse facilement, tes Savoyardes!

Ce Maliveau, un de nos plus vieux traqueurs, m'a toujours paru trop intelligent, trop renseigné, suspect. Avant la guerre, il avait intrigué pour déposséder Chavert de son fief de garde. Il est sournois et fourbe, mais habile, patient, adroit à éviter les précipices, quitte à y laisser choir les autres. Sa plaisanterie pouvait n'être que grossière, sans contenir une allusion blessante à Josette Gallice. Comment, du fond de la vallée de l'Arc, cette histoire serait-elle venue jusqu'à la cabane de Lovitel? Néanmoins, je tendis l'oreille et fis le guet. Ne sommes-nous pas, presque toujours, mystérieusement avertis de l'apparition du danger qui nous menace ou qui menace les nôtres? Autour de moi, l'assistance s'était mise à rire : un de ces rires gras et niais, de réunion électorale, quand le candidat répond à de bonnes raisons par des balivernes, un de ces rires d'hommes assemblés qui se hâtent de descendre au niveau du plus bas d'entre eux.

— Les femmes de chez moi valent bien les vôtres, répliqua Michel sur la défensive.

— Et les hommes donc! reprit Maliveau dont on attendait la réplique pour s'en amuser et qui tenait à satisfaire l'auditoire. Il paraît qu'ils passent la montagne quand ils ont fait un mauvais coup en Italie.

Cette fois je ne pouvais m'y tromper. L'affaire de Cérésole n'était plus un secret. Mon petit ami Gallice était entre les mains de ses ennemis. Ceux-ci le dénonceraient quand il leur conviendrait. La meute, lancée sur sa piste, le forcerait, quand il plairait à Maliveau de sonner l'hallali ; et pourquoi pas tout de suite? Mais d'où venait donc cette aversion? J'en chercherais plus tard la cause : il fallait à tout prix gagner du temps.

J'intervins juste quand Michel, un instant désemparé, allait donner tête baissée dans l'obstacle.

— Dites donc, Maliveau, moi aussi je suis Savoyard. Vous pourriez être poli, tenir votre langue et laisser mon pays tranquille.

La foudre fut tombée sur la grange qu'elle n'eût pas causé plus de grabuge. Personne ne soupçonnait ma présence, sauf Chavert à côté de qui je m'étais placé et qui voit tout de ses yeux rouges. Mais Chavert indifférent se perdait dans la fumée de sa pipe et revoyait en rêve les remises de ses chamois au lieu d'écouter les boniments de la troupe. Je lançai mon pavé quand tout le monde escomptait une lutte à main plate entre le jeune garde et le vieux traqueur. Du coup, ce dernier perdait tout avantage. Ses grenades avaient raté. Et, pour achever de rompre les chiens, j'interrogeai les deux Piémontais sur la guerre qu'ils avaient faite dans le Trentin. Un saladier de vin chaud circulait à la ronde. J'en bus un verre et j'invitai toute la compagnie au repos. On m'écouta d'autant plus docilement qu'en ma présence toute curiosité était morte. J'avais conjuré le mauvais sort, mais pour combien de temps? Dès le lendemain, je résolus de me concerter avec Michel Gallice sur la conduite à tenir.

VIII. — LA COUR D'ASSISES DANS UNE GRANGE

Mais le lendemain, il n'y eut plus de secret à garder. Pendant la nuit, le mal avait cheminé, comme l'ennemi dans un boyau mal défendu.

Nous prenions, Louis de Vimines et moi, notre premier déjeuner dans la salle boisée de la cabane qui nous sert à la fois de réfectoire, de fumoir, de boudoir et de bibliothèque, — assez tard, car nous avions profité du jour de repos pour faire la grasse matinée, quand nous vîmes entrer Chavert avec un air sombre et préoccupé :

— Eh bien! lui jeta mon camarade, qu'y a-t-il donc pour nous montrer cette face de carême ou d'enterrement? Les braconniers auraient-ils dérangé la chasse de Long-Bernard que nous avions réservée pour demain?

— Ce n'est pas cela, monsieur le comte. Il y a des chamois dans Long-Bernard.

— Alors, tout va bien.

— C'est ici, messieurs, que ça se gâte.

— Ici? répéta Vimines qui ne savait rien de l'incident de la veille.

— Ici et pas ailleurs. Il s'y passe des choses qui ne devraient pas s'y passer.

— Parle, Chavert, pour l'amour de Dieu.

— Voilà, monsieur le comte. Hier soir, après le départ de M. Charlieu, et celui de ces deux Piémontais de malheur qui sont la cause de tout, Michel Gallice, devant les autres, a sauté sur Maliveau pour le prendre à la gorge.

— A cause de quoi?

— Des choses qu'on ne sait pas bien. Il paraît que Maliveau les sait.

Notre Chavert n'est pas très expert à débrouiller les situations compliquées. Le mot *chose* prend dans sa bouche une importance vague et énigmatique. Il signifie tout ce qui n'a pas de sens bien défini, tout ce qui est hors du domaine pratique, tout ce qu'il est bien inutile de savoir.

— Et après? questionnai-je à mon tour.

— Gallice criait : « Explique-toi. » — Et Maliveau : « — Je m'expliquerai devant tous, et publiquement, et quand je voudrai. — Non, tout de suite. — Et après mes explications, tu pourras graisser tes godillots et t'en aller d'ici. — Moi? — Oui, toi qui es venu nous prendre notre place et notre pain... » J'ai dit : « — Taisez-vous. » J'ai soufflé la lanterne et je me suis étendu entre les deux pour dormir. Personne n'a bronché, mais personne n'a dormi. Ce matin, ils regardent tous Gallice de travers. Voilà.

Louis de Vimines est l'homme des décisions promptes :

— Appelez nous Maliveau et Gallice, ordonna-t-il à Chavert.

Et pendant que celui-ci, docilement, les cherchait, il me demanda :

— Vous avez assisté hier soir à leur brouille?

— Au commencement : je pensais l'avoir étouffée.

— C'est fort ennuyeux ; ils vont pour une histoire de rien du tout, quelque sotte discussion de paysans opiniâtres, nous empoisonner notre saison de chasses.

Car il ne soupçonnait pas la gravité de l'incident. J'étais responsable de son ignorance dont il ne manquerait pas tout

à l'heure de me faire grief. N'était-ce pas moi qui lui avais proposé d'engager Michel Gallice à Lovitel? Pouvais-je, d'autre part, lui révéler un secret qui ne m'appartenait pas? Il fallait connaître au juste où s'arrêtait la science de Maliveau, afin d'en limiter les conséquences. Je ne profitai donc pas de notre court tête-à-tête pour renseigner mon ami. Les deux adversaires ne tardèrent pas à nous rejoindre, précédés du garde principal. Nous eûmes le temps d'apercevoir, pendant que la porte s'ouvrait, le groupe des traqueurs et du cuisinier, sur le pas de l'autre cabane, qui suivaient avec curiosité l'enquête.

Adossé à la fenêtre qu'il avait fermée pour que nos voix ne parvinssent pas au dehors, le comte de Vimines, redressé de toute sa taille, dévisagea tour à tour Maliveau et Gallice et comprit tout de suite l'importance de la cause qu'il évoquait. J'étais demeuré assis, fort inquiet et prêt à intervenir pour empêcher au besoin les débats de se gâter irrémédiablement.

— Vous vous êtes disputés hier soir, prononça mon camarade de sa voix de commandement. Notre vie à la montagne est faite de confiance réciproque. Vous allez vous réconcilier devant nous, sans même nous révéler la cause de votre dispute, mais sans arrière-pensée. Si vous refusez de vous mettre d'accord, nous vous écouterons à tour de rôle et nous renverrons aujourd'hui même celui à qui nous donnerons tort. Car il faut en finir immédiatement.

Je lisais clairement sur les deux visages tendus que Maliveau était avide de parole, et Gallice de silence. Tous deux, pourtant, se taisaient. Chavert, par discrétion, voulut sortir.

— Restez, déclara Vimines : vous êtes le garde-chef. Vos hommes dépendent de vous, même Gallice qui est votre garde-adjoint. Lequel des deux, Chavert, accuse l'autre?

— Maliveau.

— Alors, Maliveau, parlez le premier et soyez court.

— Eh bien! dit Maliveau presque avec solennité en désignant son ennemi, il a tué un homme,

— Ici? réclama Vimines stupéfait.

— Non, pas ici, en Italie.

— Récemment?

— Non, monsieur le comte, avant la guerre.

Louis de Vimines se tourna vers Gallice, qu'il tutoie, lui aussi, à cause de leur différence d'âge et par signe d'amitié :

— Parle, toi, est-ce vrai?

— C'est vrai, avoua Michel en supportant son regard sans baisser les yeux.

Devant l'énormité et la simplicité de cet aveu, mon ami parut un instant décontenancé. Il ébauchait un calcul dont je devinais les bases, et brusquement il me demanda :

— Vous le saviez?

— Je le savais.

N'avais-je pas trompé sa crédulité? N'étais-je pas coupable envers lui? Avais-je le droit de placer chez lui un meurtrier sans le prévenir? Cependant, je le regardai en face, moi aussi. Et je vis distinctement ce qu'est un gentilhomme à qui l'honneur ne permet aucune supposition déloyale quand il a donné sa foi. Il ne commenta pas ma réponse et me donna clairement à entendre, par son attitude, qu'il s'inclinait devant la raison qui m'avait imposé de me taire.

— Bien, dit-il tranquillement pour se donner le temps de réfléchir. Puis il reprit avec autorité : — Voyons, Michel, tu n'as pas frappé sans motif. Veux-tu ou peux-tu nous révéler pourquoi?

— Non, monsieur le comte.

Ce non tomba comme une pierre dans un puits dont elle permet de mesurer la profondeur. Nous l'entendîmes tomber avec tristesse. Vimines reprit encore :

— Songe, Michel, que tu te condamnes toi-même. Tu nous dois une justification.

L'accusé m'interrogea des yeux, désespérément. Il ne voulait pas déchoir aux yeux de son patron et, comme je n'intervenais pas, il trouva cette formule dangereuse qui appelait les poursuites judiciaires :

— Si j'ai eu tort, que cet espion me dénonce et qu'il aille chercher les gendarmes. Si j'ai bien fait, qu'on me f..... la paix.

C'est alors que me vint une inspiration. Je me levai à mon tour et m'approchai de mon camarade de chasses :

— Voici ce que je propose. Nous nous réunirons tous, ce soir, après la soupe, dans la grange : tous ceux d'ici, vous, moi, les gardes, les traqueurs, notre cuisinier même, que l'âge seul a retiré des combats de la montagne. Nous serons entre nous, uniquement entre nous. Pas d'étrangers, pas de traîtres. Pas

de ces Piémontais de passage dont on ne connaît pas les tenants et les aboutissants. Maliveau répétera devant notre assemblée son accusation. Il nous sortira tout ce qu'il a dans le ventre et nous dira comment il a appris ce qu'il sait. Michel Gallice lui répondra. Il se justifiera, s'il le peut, en nous dévoilant les causes de son acte. Si sa défense nous paraît suffisante, nous nous engagerons sous la foi du serment au silence absolu. Si, au contraire, nous l'estimons, en notre âme et conscience, coupable, il descendra dès demain matin dans la vallée, il se rendra à Grenoble et il ira lui-même se dénoncer au parquet et se constituer prisonnier. Acceptez-vous?

Comment ai-je été amené à proposer cette parodie de justice? Dans une brusque illumination, j'avais aperçu tous les dégâts qui résulteraient de l'application de la loi. Le seul moyen de les éviter, n'était-ce pas de prendre les devants et de livrer Michel au jugement de ses pairs? En vérité, il n'y en avait pas d'autre. Adviendrait ce que pourrait : il fallait en finir avec les chantages d'un Maliveau.

— Bien, répéta Vimines, acceptez-vous?

Le traqueur opina de la tête affirmativement, et il accompagna son geste d'un ricanement féroce, pareil à l'aboi du chien qui va forcer le gibier. Restait l'avis de Gallice qui ne bougeait pas.

— Et toi? lui réclama son patron.

— Vous ferez ce que vous voudrez, déclara le jeune homme : moi, je ne parlerai pas.

Cette volonté de silence compliquait la situation. Et cependant ma combinaison pouvait, seule, maintenant, lui épargner une arrestation et la cour d'assises. Qu'avait-il donc à dissimuler? N'avait-il pas vengé l'honneur de sa sœur? Ces hommes rudes, un peu sauvages, très attachés à leur foyer, comprendraient cette vengeance. J'étais d'autant plus sûr de leur verdict qu'il s'agissait d'un étranger, et non pas de l'un des leurs. L'obstination de Michel Gallice risquait de le perdre. Mon ami, voyant l'inutilité de toute insistance, me prit à témoin :

— Il se laisserait hacher plutôt que de parler. Nous n'obtiendrons rien de lui.

Maliveau, sournoisement, triomphait déjà. Il assistait à la chute de son adversaire, de celui qui lui avait pris, estimait-il, la place de garde à quoi il s'était cru destiné. Le spectacle de

sa joie m'irrita et je demandai qu'on me laissât quelques instants seul avec l'accusé, ce qui me fut accordé séance tenante. Durant ce tête-à-tête qui se prolongea plus d'une heure, je multipliai les arguments. N'avais-je pas sur lui quelques droits? Après le meurtre, il était venu chez moi, je m'étais compromis en l'accueillant, j'avais été son recéleur. Bien plus, je l'avais recommandé à mon ami Louis de Vimines qui, sur cette présentation et sous ma garantie, l'avait accueilli et préféré à ses concurrents.

— Oui, convint-il avec émotion, vous m'avez sauvé. Je ne dis pas le contraire. Mais j'aime autant me perdre maintenant.

— Tu ne m'as pas écouté quand je te conseillais de liquider sur-le-champ cette mauvaise affaire. Je répondais alors de ton acquittement. Et voici qu'elle renaît en des circonstances plus fâcheuses. Tu n'es plus maintenant un justicier qui, à tort ou à raison, revendique sa vengeance. Tu es un malfaiteur qui s'est caché pendant sept ans et qu'il a fallu dénoncer.

— Eh bien! on me condamnera...

— Mais, malheureux, ce n'est peut-être pas toi qui seras condamné. C'est une innocente.

— Qui donc?

— Ta sœur Josette. Elle est aujourd'hui mariée à un brave homme, cet Étienne Béard qui a légitimé l'enfant de la faute. On la respecte et l'on a oublié sa faiblesse d'autrefois. Tout son passé va être divulgué en pleine audience. As-tu le droit de lui infliger cet affront, quand tu peux l'éviter? Le tribunal de tes camarades peut te couvrir encore. Eux-mêmes, s'ils t'acquittent, se chargeront de museler Maliveau.

Je lui rappelai son père et sa mère qui furent d'honnêtes gens:

— Tu n'as pas voulu en son temps de la justice légale. Accepte celle-ci qu'on t'offre. Ne souffres-tu donc pas de ne pas être réhabilité?

— Ah! si, monsieur Charlieu!

Ce cri, jailli du cœur, me le livrait. L'ancien séminariste, le fils de Thomas et Claudine Gallice, n'avait pas étouffé sa conscience. Il n'avait pas consenti à porter la croix parce qu'il s'estimait indigne. Par cette brèche ouverte, j'entrai dans la place:

— Oui, je te comprends bien, Michel. Il y a quelque chose

qui te gêne, que tu ne veux pas dire. Ce n'est pas l'aveu de ta faute qui t'embarrasse. C'est une autre raison.

— Peut-être bien, monsieur l'avocat, murmura-t-il en détournant la tête.

— *Monsieur l'avocat.* Veux-tu que je parle à ta place, moi? Tu vas me confier ton secret, tous tes secrets. Et je n'en livrerai que ce qu'il faudra.

— Vous parlerez à ma place, mais vous ne leur direz que ce que vous savez.

— Ce que je sais? J'en sais peut-être plus long que tu ne crois. Pourquoi la mère et la sœur de Mitio Missa n'ont-elles pas donné ton nom à la justice? Pourquoi ont-elle contribué à ton salut? Veux-tu répondre à cette question?

Je m'étais lancé à tout hasard sur cette piste qui m'avait toujours paru conduire à quelque obscure caverne. Mais je ne m'attendais pas à une chasse aussi rapidement fructueuse. Michel Gallice se rendait à moi. Vaincu, il se soumettait : il s'assit comme s'il ne pouvait supporter debout mon interrogatoire et se cacha la tête dans les mains. Je vis bien qu'il était secoué de sanglots. Dès lors, il se laissa interroger et arracher une part de la vérité. Nous convînmes entre nous que j'utiliserais ses confidences, d'ailleurs incomplètes encore, seulement dans le cas où je le jugerais indispensable :

— Mon pauvre petit, lui dis-je, il n'y a rien là de déshonorant pour personne. Nos hommes ne te comprendront peut-être pas. Ils ne te seront pas défavorables.

— J'aime autant, murmura-t-il, qu'on me marche dessus.

— On nous marche toujours sur le cœur, quand nous disons la vérité.

J'ouvris la porte toute grande et rappelai Louis de Vimines qui faisait les cent pas avec Chavert sur la pelouse au bord du lac :

— Eh bien! c'est entendu. Nous nous réunirons ce soir.

Pour ne pas laisser notre personnel épiloguer et ratiociner sur cet événement anormal, nous organisâmes une battue de courte durée au-dessous du Promontoire, afin d'occuper tout l'après-midi. A l'affût, au bord d'un rocher, j'eus le loisir de préparer à tout hasard ma plaidoirie : une plaidoirie qui se limiterait à un exposé très simple des faits, car mon auditoire

de traqueurs et de gardes ne se laisserait pas duper et s'apercevrait infailliblement de toute rhétorique inutile. Mais peut-être serait-il préférable de laisser Michel Gallice s'expliquer lui-même, tant bien que mal. L'accent direct est plus émouvant. Tandis que je discutais avec moi-même sur la meilleure défense, un bouc passa à ma portée par le travers à plein galop. Je l'ajustai trop tard et le manquai. Mais la carabine de mon ami l'arrêta net.

Notre victime était suspendue par ses longues cornes courbes en forme de crochets à la porte de la grange où nous allâmes après le dîner, Vimines et moi, pour y tenir nos assises : elle y faisait l'effet de ces chouettes clouées sur la porte des maisons paysannes qui annoncent le mystère de la nuit. Ce chamois-fantôme était plutôt le signe de la vengeance et de la guerre que celui de la justice. Pour nous tous, il représentait pourtant la loyauté de la bataille où le gibier a pour lui la rapidité de sa course et toutes les complicités de la montagne contre les armes perfectionnées de ses ennemis. Chavert, déjà, disposait avec une certaine solennité les deux ou trois lanternes qui devaient éclairer l'intérieur. Les sièges seraient composés de bottes de foin : au centre, le comte de Vimines qui présidait ; autour de lui, le garde principal, les six traqueurs et le cuisinier Liliaz qui formeraient le jury ; devant, l'accusé ; à sa droite, Maliveau, l'accusateur ; à sa gauche, la place de la défense m'était réservée. Moi-même, j'avais indiqué ce protocole. Les flammes des bougies, tamisées par les verres, allongeaient leurs ombres mouvantes jusqu'aux poutres du plafond. Nous regardâmes ces préparatifs, puis nous dîmes adieu, avant d'entrer, à toute la beauté de la nuit bleue, veloutée et calme, entre les Grandes Rousses à peine visibles sous les étoiles et le chœur des sommets rangés autour du lac où se maintenait un dernier reste de lumière. Nous avions revêtu nos pèlerines à cause de la fraîcheur et nous nous installâmes les premiers, bientôt suivis de tout notre monde.

Je remarquai, bien que la lueur des lanternes fût vacillante et faible, que nos hommes, au retour de la chasse, avaient fait toilette. Ils s'étaient rasés, brossés, astiqués, et le cuisinier lui-même avait troqué sa calotte contre un feutre plus distingué. Le respect de la justice leur imposait ces soins physiques. Ils tenaient à paraître à leur avantage. Tout individu consciencieux

s'adapte ainsi à sa fonction. Ces paysans se soumettaient d'instinct à un ordre supérieur et revêtaient, sans même le savoir, une sorte de dignité que trop souvent ne connaissent plus les robes noires accoutumées à la grimace judiciaire.

Chavert, avec la gravité d'un suisse de cathédrale, plaçait les arrivants un à un selon la leçon que je lui avais donnée. Maliveau, qui voulut s'en aller dans le rang des juges, fut mis à l'école :

— Pas par là. A côté de l'accusé.

Il regimba assez maladroitement et voulut passer outre. Je lui expliquai son rôle de ministère public, ce qui parut le flatter. Michel Gallice, lui, se laissa conduire docilement, comme s'il n'avait plus de volonté et s'abandonnait aux forces obscures qui roulent les hommes comme les planètes.

J'avais engagé Louis de Vimines à prononcer quelques paroles d'introduction afin de renseigner chacun sur les débats très simples qui se dérouleraient. Il le fit avec cet air majestueux qu'il doit à sa haute taille, à son aisance dans la vie, à ses habitudes de commander. N'est-il pas une de ces *autorités sociales* en qui Le Play voyait les représentants naturels de notre pays, les guides tout désignés d'une nation lorsqu'elle entend exercer elle-même ses pouvoirs en nommant ses délégués ? Guides tout désignés, représentants naturels, autorités sociales dont précisément ne veut pas notre démocratie égalitaire et envieuse.

— Nous sommes réunis ce soir, dit-il, entre camarades. Pas un étranger n'entrera ici. Nous rendrons la justice dans les limites que je vous indiquerai, et de notre mieux. L'un de nous a porté contre Michel Gallice ici présent une accusation grave. Il devra s'expliquer tout au long, nous donner ses références et ses témoignages. L'accusé lui répondra, soit directement, soit par le ministère de son avocat. Nous désirons que tout se passe simplement : pas de phrases, rien que des faits, rien que des raisons. Chacun de nous est assez grand garçon pour séparer le vrai du faux, le juste de l'injuste. Quand toutes les explications auront été fournies, nous rendrons notre verdict. Sauf l'accusé, l'accusateur et le défenseur, nous sommes tous juges. Nous devrons déclarer si nous tenons Michel Gallice pour coupable ou pour non coupable. Mais nous ne pourrons le déclarer innocent qu'à l'unanimité ; c'est lui-

même qui l'exige. S'il est condamné par un seul d'entre nous, c'est comme s'il l'était par tous. Non coupable, il reprendra sa place parmi nous et nous nous engagerons par serment, y compris Maliveau, non seulement à ne jamais le dénoncer, mais à ne jamais plus parler de cette affaire, à ne pas nous permettre la plus légère allusion à son sujet, fût-ce devant nos femmes, ou plutôt surtout devant nos femmes, car nous connaissons leur manie de bavarder. Coupable, il ira lui-même se livrer dès demain à la justice, et nous l'estimons assez pour ne pas lui imposer une escorte. Est-ce juré ?

Tous levèrent la main et ce serment ne fut pas sans grandeur. Ainsi, dans la solitude de notre montagne, allait se rendre le jugement des pairs. Bien que blasé par vingt ans de barreau, je me découvrais avec surprise pareil à un débutant. Cette forme nouvelle de jury, rassemblé dans une grange, se parait d'un caractère de droiture et de noblesse qui m'impressionnait. Aucun de ces hommes ne se laisserait prendre aux faux arguments en usage dans toutes les cours d'assises. L'atmosphère se ressentirait de l'air salubre et vivifiant qui nous venait du dehors à travers les planches mal jointes. Avais-je bien fait de proposer à Michel Gallice cette aventure? Un profond silence avait suivi le grave discours de mon camarade, j'allais dire du président. Les visages se tendaient : je distinguais, malgré les ombres, leur immobilité, leur attention, leur rigidité.

—Et maintenant, prononça Vimines, Maliveau, je m'adresse à vous. Aucun de nous ne connaît véritablement l'accusation que vous portez contre Michel Gallice. Dites-nous tout ce que vous savez, et comment vous le savez.

IX. — L'ACCUSATEUR

Maliveau est pris comme moi dans l'engrenage. Il ne pensait pas qu'une mauvaise grange se transformerait ainsi en salle d'audience, et pourtant c'est un homme qui ne se laisse pas facilement intimider. Dans les temps, il a entrepris le voyage du Mexique d'où il est revenu quinaud, il est vrai. Mais il s'est rattrapé sur les marchés où il excelle, dit-on, dans les boniments destinés à hausser le prix du bétail. D'une génération voisine de celle de Chavert qui a dépassé la cinquantaine, il a

intrigué jadis pour lui prendre sa place et il n'a jamais pardonné à Michel Gallice de l'avoir supplanté même comme garde-adjoint. Toute sa vie il a traîné avec lui ce génie d'intrigue qui est dans sa nature insatisfaite, jalouse, préoccupée du voisin, jamais disposée à accepter le cours des choses et l'imaginant toujours détourné à son préjudice. L'âge ne lui a pas valu ce respect d'autrui qu'impose inconsciemment la durée d'une existence toute droite, vécue au grand jour. On le craint pour sa force, et plus encore pour sa ruse que l'expérience a compliquée et perfectionnée. On le sait capable de combinaisons et de manœuvres à long terme, de ces travaux de mine qui aboutissent après plusieurs mois, quelquefois plusieurs années. Mais, il convient de le reconnaître, il connaît la chasse, les cantons et les remises des chamois mieux que personne, et aussi bien que notre garde principal ; il n'a jamais pactisé avec les braconniers, il n'a jamais trahi la cause commune, même quand il croyait avoir des raisons d'en vouloir aux patrons en raison de leur injustice prétendue. Je le comparerais, — toutes proportions gardées, — à ces généraux d'humeur acariâtre et revêche, qui se croient les victimes de complots imaginaires parce qu'ils n'ont pas obtenu les commandements auxquels ils estimaient avoir droit, qui ne craignent pas de lancer contre leurs supérieurs et leurs rivaux les traits les plus empoisonnés et les plus méprisants, et qui remplissent néanmoins leur tâche avec une conscience parfaite. Maliveau aurait aimé à parader dans les villages de la vallée en passant aux yeux de tous pour notre homme de confiance. Nous l'avons blessé dans sa vanité. Il nous déteste peut-être, et il nous sert fidèlement.

Cependant, il a posé son chapeau qu'il maintient habituellement sur la tête à la mode paysanne. Je n'avais pas remarqué la rareté de ses cheveux. Le visage est complètement rasé. Le front est haut, strié de rides, les joues sont creuses, — avalées, comme écrivait Saint-Simon de quelque personnage de la Cour, — le nez accentué. Tout le masque est dur, impérieux, et comme rongé par un acide. L'envie ne serait-elle pas cet acide précisément ? Les yeux fureteurs courent partout, attrapent toutes les empreintes, prennent en hâte celles des six traqueurs, du président, de l'accusé, la mienne. Les oreilles en bataille sont ouvertes à tous les sons, et même au bruit inté-

rieur que pourraient faire les pensées dans les cerveaux et, dans les cœurs, les sentiments. La bouche qui s'entr'ouvre avant de parler laisse apercevoir une dentition ravagée, noire et inégale, pareille à un village brûlé. Avais-je déjà regardé cet homme, ou l'ombre d'un feutre suffit-elle à cacher l'expression véritable d'une physionomie? Je le découvre en ce moment, sous l'éclairage mobile des lanternes, et c'est un adversaire redoutable qui tient l'accusé à la gorge et ne le lâchera pas, si on ne lui brise pas les mains. Ai-je de quoi les lui briser?

Il ne se presse pas de commencer. Il sait combien nous avons manqué de chamois pour les avoir tirés trop vite, et que le grand art de la chasse, c'est la patience d'abord. La rapidité du feu ne vient qu'en second lieu. En sorte que cette longue attente, qui devrait l'énerver, nous énerve tous et lui rend à lui la possession de tous ses moyens. Quand il prend enfin la parole, nous en éprouvons un soulagement dont il bénéficie. Quelle leçon ne donne-t-il pas à un avocat par ces procédés de cabotinage qu'il doit avoir dans le sang? Ou quel profit a-t-il retiré de la fréquentation de la montagne qui enseigne l'obstination et la domination de soi-même?

— Oh! déclare-t-il comme s'il répondait à une objection, je n'ai rien contre celui-ci (il désigne du doigt l'accusé); que voulez-vous que j'aie contre lui? Je pourrais être son père. Il n'a pas de famille. Il n'a pas de biens. On ne l'a jamais vu au café. On ne l'a jamais vu avec une femme. Il n'est pas d'ici. On ne sait pas d'où il est. Que diable voulez-vous que j'aie contre lui

Tout de même il livre un peu de fer. Pourquoi tient-il à établir son désintéressement auquel personne ne croit? Mais il jette le discrédit sur l'étranger. *L'étranger*, voilà le premier grief contre Michel Gallice. Et ce grief-là, tous les juges, sauf Louis de Vimines naturellement, le partagent. Aussi Maliveau insistera-t-il :

— Voilà donc Michel Gallice qui vient s'installer à la Danchère il y a sept ans. Vous vous rappelez son arrivée. Michel Gallice, qu'est-ce que c'est que ça? Est-il de Venosc? on le saurait. Est-il de Bourg d'Aru ou de la Bérarde? On les connaît tous, ceux de la Bérarde et de Bourg d'Aru. Est-il de Bourg d'Oisans? C'est plus grand et c'est plus loin, mais on est vite renseigné. Tout le monde ignore le citoyen. M. le comte est

maître de sa chasse. Il acquitte les droits de location aux communes. Il est maître de faire construire ses cabanes. Je ne dis pas non, et chacun est libre. Mais tout de même, il ne manquait pas de braves gens dans le pays pour aider Chavert dans son service et pour surveiller les matériaux et les ouvriers au bord du lac. Il n'en manquait pas, de braves gens du pays, qui s'entendent un peu à la chasse, et qui sont par surcroît un peu charpentiers et un peu maçons. Ah! non; il n'en manquait pas...

Ainsi devant nous étale-t-il sa plaie secrète. Mais cette plaie secrète, ses camarades la portent, comme lui, au côté. Il sent bien qu'il les caresse et les flatte en évoquant devant eux la déplorable surprise causée dans leur petit groupe par la nomination inattendue d'un *étranger*. Par surcroît, il agace Louis de Vimines, et peut-être escompte-t-il qu'il lui fera perdre aux yeux de tous son impartialité. Je fixe des yeux mon ami. Ses beaux traits réguliers sont tendus et crispés. Il brûle de répondre aux insinuations de Maliveau, de couper court à ses critiques : s'il a donné Gallice comme aide à Chavert, c'est précisément parce que les gens du pays, à ce moment-là, s'entendaient contre nous pour nous dégoûter de louer la chasse. Nous aussi, nous étions alors des étrangers. Il nous a fallu triompher des malveillances du début. L'accusateur qui s'est tu un instant attendrait-il, par hasard, l'explosion de la colère qu'il a provoquée? Les ombres qui courent ont recouvert la figure du président, et je ne puis deviner s'il interviendra. Mais il sait, lui aussi, se dompter, les heures d'affût ont maté ses impatiences naturelles et posément, calmement, il demande :

— Si nous en venions à l'accusation?

— J'y viens, monsieur le président, j'y viens. Michel, devant vous, tout à l'heure, m'a qualifié d'espion. On n'est pas un espion parce qu'on se renseigne sur ceux qui s'en viennent sournoisement s'asseoir à votre place.

HENRY BORDEAUX.

(*La troisième partie au prochain numéro.*)

CHATEAUBRIAND

ET

L'OCCITANIENNE

Vous vous rappelez peut-être cette jolie page des *Mémoires d'outre-tombe*. Elle a été écrite, peu après la romanesque aventure qu'elle relate, en août ou septembre 1830. Ambassadeur à Rome, Chateaubriand se trouvait encore à Paris quand, au mois d'avril 1829, tomba le ministère Martignac. « Les pieds lui brûlaient » en France, nous déclare-t-il. Et au mois de juillet, après avoir pris congé du Roi, il se décide à rejoindre son poste par le chemin des écoliers. Il ira d'abord aux eaux de Cauterets; puis, traversant le Languedoc et la Provence, il ira retrouver à Nice Mme de Chateaubriand. Ils se rendront ensemble à Rome qu'ils traverseront sans s'y arrêter, et, après deux mois de séjour à Naples, ils reviendront enfin dans la ville éternelle.

La première partie de ce programme a été fort bien remplie. « Tout mon voyage jusqu'aux Pyrénées, nous dit Chateaubriand, fut une suite de rêves. » Il traverse le Berri, le Limousin, le Périgord, en amoureux du passé, content de vivre, satisfait pour une fois des hommes et des choses : « Ce moment, avoue-t-il, *est le seul de ma vie où j'aie été complètement heureux*, où je ne désirais plus rien, où mon existence était remplie, où je n'apercevais jusqu'à ma dernière heure qu'une suite de jours de repos. » La vue des Pyrénées lui fait battre le cœur. Les bains de Cauterets lui réussissent à merveille. En dépit de ses soixante et un ans, il escalade les pentes, fait de longues courses comme un tout jeune homme. C'est l'été de la Saint-Martin. « Je faisais, dit-il, tous mes efforts pour être triste et je ne le pouvais. » Il est si gai, si heureux, si jeune qu'il écrit des vers.

Voilà qu'en poétisant je rencontrai une jeune femme assise au bord du gave; elle se leva et vint droit à moi; elle savait, par la rumeur du hameau, que j'étais à Cauterets. Il se trouva que l'inconnue était une Occitanienne, qui m'écrivait depuis deux ans sans que je l'eusse jamais vue; la mystérieuse anonyme se dévoila : *patuit Dea.*

J'allai rendre ma visite respectueuse à la naïade du torrent. Un soir qu'elle m'accompagnait lorsque je me retirais, elle me voulut suivre; je fus obligé de la reporter chez elle dans mes bras. Jamais je n'ai été si honteux : inspirer une sorte d'attachement à mon âge me semblait une véritable dérision; plus je pouvais être flatté de cette bizarrerie, plus j'en étais humilié, la prenant avec raison pour une moquerie. Je me serais volontiers caché de vergogne parmi les ours, mes voisins... J'ai laissé s'effacer l'impression fugitive de ma Clémence Isaure; la brise de la montagne a bientôt emporté ce caprice d'une fleur; la spirituelle, déterminée et charmante étrangère de seize ans m'a su gré de m'être rendu justice : elle est mariée.

Il semble que, pendant un demi-siècle, cette piquante aventure n'ait guère suscité de commentaires. Mais, en 1899, la publication, ici même (1), des pages passionnées auxquelles on a donné pour titre *Amour et Vieillesse*, a éveillé l'attention sur ce fragment des *Mémoires*. Émile Faguet, Eugène-Melchior de Vogüé, l'abbé Pailhès, M. Gabriel Faure ont essayé d'identifier la personnalité de la jeune « Occitanienne ». On a prononcé les noms de Mme de Vichet, de Mme de Vatry; quelques-uns même se sont demandé si tout cet aimable roman ne serait pas une simple fiction. Là-dessus, un « chateaubriandiste » de vocation, M. Marcel Duchemin, a fait observer très justement qu'on n'avait pas le droit d'écarter un curieux et, quoique discret, fort net témoignage de Marcellus, dans son livre sur *Chateaubriand et son temps* : « Quelle étrange aventure! écrivait Marcellus. La capricieuse Occitanienne de seize ans avait mérité

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er avril 1899, notre article sur *Chateaubriand et les Mémoires d'outre-tombe*, et Chateaubriand, *Amour et Vieillesse* (Paris, Champion, 1922). — Cf. dans la *Revue* du 15 octobre 1921 notre article sur *Chateaubriand romanesque et amoureux*; nos articles sur *Chateaubriand et l'Occitanienne* et sur *l'Occitanienne de Chateaubriand* (*Supplément littéraire du Gaulois* des 19 novembre 1921 et 30 août 1924); et Émile Faguet, *Amours d'hommes de lettres* (Société française d'imprimerie et de librairie, 1907); Eugène-Melchior de Vogüé, *les Inconnues de Chateaubriand* (*Gaulois* du 2 décembre 1904); — Gabriel Faure, *Chateaubriand et l'Occitanienne* (L. Carteret, 1920), *Un problème sentimental et littéraire* (*Supplément littéraire du Gaulois*, 26 novembre 1921); — L. de Santi, *l'Occitanienne* (*la Vie politique et littéraire*, 16 octobre 1923).

sans doute la discrétion du sexagénaire. Mais peut-être aussi (tant nos nymphes méridionales sont vaniteuses et coquettes !) espérait-elle que son nom serait immortalisé par l'illustre objet de son choix. Elle devait être ainsi trompée dans tous ses vœux de *jeune fille*. Faut-il dire que, malgré les réticences de l'auteur, il me semble que je pourrais nommer l'héroïne de l'aventure (1) ? » Tout récemment enfin, un érudit de province, M. L. de Santi, qui paraissait très informé, lançait un nom, donnait quelques menues précisions, parlait enfin de lettres « d'un lyrisme éperdu » que Chateaubriand aurait écrites à sa jeune adoratrice...

C'était peut-être plus qu'il n'en fallait pour exciter au plus haut point la curiosité publique.

Voici que la curiosité publique est satisfaite. Voici que l'Occitanienne elle-même élève une voix d'outre-tombe pour opposer sa propre version à celle de Chateaubriand, et pour rectifier, par ses *Confidences* personnelles et les lettres mêmes de son illustre « ami », les dires de René. Les *Confidences* de Mme de Castelbajac et les lettres de Chateaubriand viennent d'être publiées par *le Figaro*, avec une ingénieuse et charmante « préface » de M. Robert de Flers, des notes savoureuses et d'élégants commentaires de M. Maurice Levaillant et de M. P.-B. Gheusi. De cette publication il semble résulter que Chateaubriand, romancier incorrigible, n'aurait pu se tenir d'arranger fortement la réalité des faits, de « corser » le petit roman dont il avait été le héros. Et le récit qu'il nous a présenté ferait ainsi plus d'honneur à son art d'écrivain qu'à sa véracité d'historien et même de galant homme.

Or donc, d'après cette version, l'Occitanienne n'est pas un mythe. Elle a réellement existé. Elle ne s'appelait ni Mme de Vatry, ni Mme de Vichet, mais, de son vrai nom, Léontine de Villeneuve, future comtesse de Castelbajac. Et en 1829, elle n'avait pas seize, mais vingt-six ans. Celle que le vieux Chactas eût appelée la vierge des dernières — ou des avant-dernières — amours n'était plus une toute jeune fille.

Elle était, nous dit-on, la fille aînée du comte Louis de Villeneuve-Hauterive, capitaine de vaisseau et agronome fort distingué, et nièce d'un préfet de la Restauration. Elle avait reçu ou elle s'était donné, comme tant d'autres de ses contemporaines,

(1) Comte de Marcellus, *Chateaubriand et son temps*, Michel Lévy, 1859, p. 373-374.

une « éducation sentimentale » et surtout très littéraire. Un aimable érudit, M. Armand Praviel (1), a vivement décrit le milieu provincial où se sont écoulées son enfance, toute sa jeunesse et la majeure partie de sa vie, qui dura 94 ans. A six kilomètres de Castres, sur les bords de la petite rivière du Thoré, est paisiblement assis un vieux manoir, très restauré, le château d'Hauterive, un Combourg méridional d'aspect moins farouche que celui qui abrita l'adolescence de René. Là vivait, avec ses parents et ses deux sœurs, Octavie et Émilie, Léontine de Villeneuve. A trois kilomètres, au vieux château de Gaïx, habitait, avec tous les siens, la grande amie des jeux et des rêveries juvéniles, l' « infiniment aimable, bonne et naïve » Coraly de Gaïx, qui fit un jour la conquête d'Eugénie de Guérin. On voisinait souvent à la belle saison : excursions, visites aux châteaux d'alentour, lectures romantiques, gaies causeries, essais poétiques, rêves d'avenir remplissaient les loisirs de cette charmante jeunesse.

Léontine était-elle jolie ? Le médiocre portrait qu'on nous donne d'elle à seize ans, laisse la question indécise. Mais elle était vive, spirituelle, un peu exaltée et très romanesque, et elle raffolait de littérature. Elle raffolait surtout, ainsi que toutes ses compagnes, de M. Chateaubriand. On leur avait lu quelques pages du *Génie du Christianisme*, puis on leur avait mis entre les mains l'*Itinéraire*. Ce « style enchanteur » qui jouait du clavecin sur toutes leurs fibres, leur arrachait des larmes d'attendrissement et d'admiration. « Elles ne rêvaient que pèlerinages et caravanes. » Sur les ruines du vieux château elles criaient, jusqu'à s'enrouer : « Léonidas ! Léonidas ! » « *Lui* », il n'y avait que « *Lui* » ! Un beau jour, Coraly et Léontine s'avisèrent d'écrire au grand homme, — c'était vers 1818, — pour l'engager à les venir voir : la lettre nous a été conservée ; elle est amusante de juvénile naïveté ; elle n'alla pas d'ailleurs à son adresse, les mères y ayant mis bon ordre. Mais, bien loin de s'attiédir, cette belle passion pour l'auteur de tant de pages émouvantes ne faisait que croître chez Léontine, et l'on en souriait un peu autour d'elle.

Cependant les années passaient. Des partis s'étaient pré-

(1) Voyez Armand Praviel, *Provinciaux* (*Coraly de Gaïx*), la Renaissance du Livre, p. 74-100. — Cf. Comte Begouen, *les Souvenirs de la comtesse de Castelbajac, l'Occitanienne de Chateaubriand* (*Journal des Débats*, 28 novembre 1924)

sentés qu'on avait dû repousser. Effrayée de l'idée du mariage, Mlle de Villeneuve en était venue à se dire qu'elle était faite pour vivre indépendante, avec une grande amitié au cœur pour l'illustre écrivain dont elle avait fait un « demi-dieu ». D'autre part, elle venait de perdre une de ses sœurs, enlevée par une maladie de poitrine, dont elle-même semblait avoir contracté le germe. Vivant dans son rêve plus que jamais, elle eut l'idée d'écrire, mais cette fois pour tout de bon, et à l'insu de tous les siens, à « l'illustre ami » qu'elle avait élu. Et telle est l'origine du « roman intime » qu'en nous aidant des lettres de René et des *Confidences* de sa Bettina, nous allons essayer de conter.

***

Au moment où s'engage la correspondance entre Chateaubriand et sa jeune admiratrice, — novembre 1827, — le grand écrivain est à l'un des tournants de sa vie politique. La violente campagne que, depuis son « renvoi » en 1824, il a menée contre Villèle est sur le point d'aboutir. Encore quelques jours, et il pourra écrire : « L'heure du président sonna, et le portefeuille tomba de ses mains. J'avais rugi en me retirant des affaires : M. de Villèle se coucha. » Villèle a donné sa démission le 2 décembre. Par une piquante coïncidence, c'est à ce moment même qu'une autre « Occitanienne », la marquise de Vichet, entre en relations suivies avec René et lui apporte le tribut de son « profond attachement », de son « tendre respect ». La première lettre de Chateaubriand à Mlle de Villeneuve est datée *du même jour*, — 24 novembre, — que sa première lettre à Mme de Vichet.

Nous avons en partie, — elle avait dû en garder un brouillon, — la première lettre de Léontine de Villeneuve. En dépit de quelques traces de la phraséologie du temps, elle est fort agréablement tournée, et même le style semble dénoter une certaine fermeté virile qui, on le conçoit, dut inquiéter un peu Chateaubriand. « C'est vous, lui dit-elle, qui avez développé dans mon âme les premiers germes de l'enthousiasme. Je n'étais rien qu'une jeune fille élevée dans la retraite, lorsqu'un jour vos écrits sont venus m'ouvrir une source de jouissances inconnues. J'ai lu, j'ai admiré, j'ai relu encore, et peu à peu chacune de vos pensées m'est devenue familière, chacune de vos

réflexions s'est gravée dans ma mémoire : tout m'a parlé de vous, tout m'a ramenée à vous... » L'auteur des *Martyrs* est pour elle « presque un ami » et elle s'ouvre à lui en toute confiance : « Attirer l'attention de M. de Chateaubriand par cette sympathie qui révèle souvent un ami confondu parmi la foule des indifférents, partager ses opinions, deviner ses soucis, *s'indigner plus que lui de l'ingratitude et de l'oubli de ceux qui lui devaient souvenir et reconnaissance*, et, malgré ma jeunesse, l'inexpérience, l'obscurité, parvenir à reposer son cœur de tant d'amitiés éteintes ou désenchantées... voilà mon rêve, et je ne désespère pas de le réaliser en partie, en essayant, dès à présent, de ne plus être tout à fait pour vous une étrangère. » Et elle s'excuse, gentiment et hardiment tout ensemble, de « son entreprise téméraire » : « Que dirait-on, si l'on savait qu'une femme ignorée se permet d'écrire à l'homme qui plane par son génie au-dessus de toutes les célébrités de son siècle? Et que n'ajouterait-on pas, si l'on apprenait que cette inconnue *ose espérer une réponse*?... Et pourquoi n'y compterais-je pas? »

Cet espoir ne fut pas déçu. Chateaubriand répondait presque toujours aux lettres de femmes. Il répondit, mais sans trop se livrer, comme s'il craignait d'être dupe, et en essayant de percer à jour la personnalité qui se dérobait sous le pseudonyme d'Adèle de... : « Je mets d'abord de côté, mademoiselle, la supposition que vous n'êtes pas une femme. L'anonyme et la politique pourraient m'effrayer encore ; mais laissant tout cela et n'ayant jamais rien à cacher, on ne peut jamais abuser de mes lettres, ou se moquer de ma vanité. » Puis le grand artiste entr'ouvrait son clavecin, et il en tirait quelques-uns de ces accords dont il savait bien la puissance sur l'âme féminine : « Ne désirez rien pour moi, mademoiselle, que le repos, et, s'il se peut, l'oubli. J'ai peur de m'être brouillé un peu avec ce dernier; s'il voulait se réconcilier avec moi, je lui consacrerais avec joie le reste de ma vie. Si nous nous rencontrons un jour, mademoiselle, je verrai sans doute quelque jeune et belle Occitanienne, pleine de grâce et de nobles sentiments comme sa lettre. Vous verrez un vieux bonhomme tout blanc par la tête, et qui n'a plus du chevalier que le cœur. Ne nous voyons pas, mademoiselle, je ne veux pas tomber dans des illusions quand vous perdrez les vôtres. »

On devine avec quelle anxieuse impatience était attendue

la lettre du grand homme. « La réponse, écrit Mme de Castelbajac, arriva avec la grosse écriture que je connaissais par ses fac-similés. Elle était aimable et gracieuse. Je la lus avec émotion. J'y voyais poindre une indulgence qui m'encourageait à aller plus avant. A mon tour, je répondis, et longuement. Mais cette réponse provoqua immédiatement une seconde réponse foudroyante » : « Définitivement, mademoiselle, vous êtes un homme. Je le croyais à votre première lettre, j'en suis persuadé à votre seconde. Je ne vous demande point votre secret, mais vous concevrez qu'il ne peut convenir longtemps à vous et à moi de continuer une correspondance anonyme. Je vous remercie donc, mademoiselle, de votre bienveillance et vous prie de croire aux sentiments que j'ai l'honneur de vous offrir. »

Cette colère, peut-être feinte, eut le résultat prévu. « Désespérée », l'Occitanienne « demanda hautement une explication », signant sa lettre, cette fois, et annonçant « un certificat d'identité » : un oncle à la mode de Bretagne, M. de Cambon, bien connu de Chateaubriand, fut chargé de lui remettre un billet qui établissait l'identité des écritures. Chateaubriand répondit, avant même d'avoir lu le billet : « Le nom de M. de Cambon arrange tout », et il s'excusa, alléguant qu'il s'était figuré avoir affaire à « un écolier de droit ». Et à partir de ce jour-là, une correspondance s'engage, très active des deux côtés ; nous avons vingt-quatre lettres du « demi-dieu » en 1828, seize en 1829... Il est sans doute regrettable que Mlle de Villeneuve, moins prudente ou, qui sait? moins femme de lettres que Mme de Vichet, n'ait pas conservé une copie des siennes : mieux encore que ses *Confidences* un peu tardives, elles nous eussent renseignés sur l'exacte nature de ses sentiments. Ceux de Chateaubriand en revanche transparaissent assez clairement à travers sa prose. Il n'est que de l'entendre parler pour le voir vivre sa vie sentimentale.

Sa vie sentimentale, disons-nous ; et peut-être devrions-nous dire plutôt : sa vie imaginaire. Car il a vécu par l'imagination plus encore que par le cœur. Poète, il a été jusqu'au bout l'homme du rêve, et, trop souvent, de la chimère. « Vous vous plaignez de vos rêveries comme d'un mal, écrit-il dans l'une de ses toutes premières lettres. Gardez-les plutôt : que vous resterait-il après elles ? Moi qui suis parvenu à l'âge des réalités, je regrette tous les jours mes songes : je ne le dis pas tout haut,

pour n'avoir pas l'air d'un fou, mais je donnerais toute la sagesse de mes longues années pour un moment de ma jeunesse. » Ce qu'il regrette par-dessus tout de sa jeunesse envolée, ce sont les réalités, et, bien plus encore, les rêves de l'amour : l'illusion, toujours renaissante et toujours inlassablement poursuivie, d'une tendresse ardente et sans nuages, éternellement jeune, vivante et nouvelle, bref, d'une félicité sans bornes que la terre ne peut donner : « Au surplus, il n'est peut-être pas bon que je vous voie jamais, puisque vous convenez que vous êtes jolie, quand vous êtes aimée. Si j'allais vous donner une beauté extraordinaire ? Mes amoureux cheveux blancs auraient le déplorable effet d'augmenter votre beauté, en proportion de l'éloignement qu'ils vous inspireraient pour moi. » Et voilà qu'en dépit de son âge, — et peut-être de la morale, — il se laisse, une fois de plus, reprendre au charme féminin : il veut voir cette jeune amie qui l'admire si passionnément, qu'il sent intelligente et fine, et qui, surtout, — ah ! surtout, — s'avoue jolie : puisqu'elle ne peut venir à Paris, il ira la retrouver, l'été prochain, dans son Occitanie. Et là-dessus, il marivaude comme un tout jeune homme : « La vertu me fait un peu peur, car je n'en ai guère, mais je ne l'en aime et ne l'en admire pas moine de toute mon âme. Je suis si souffrant aujourd'hui de mon rhumatisme que je puis à peine écrire. Votre chevalier attendra donc une lettre de vous et en passera par toutes les pénitences que vous voudrez lui imposer. Il n'est pourtant plus assez jeune pour rester comme Amadis une vingtaine d'années sur la Roche-Pauvre à pleurer. Ainsi il vous prie humblement d'abréger la pénitence, car quand il reviendrait, il ne s'agirait plus de lui donner le bras dans les Pyrénées, mais de l'enterrer : *or, c'est vivant que je veux vous aimer...* »

Et Mlle de Villeneuve, l'aimable et imprudente Léontine, que pense-t-elle de tout ceci ? Elle est d'avis, elle aussi, que deux amis aussi tendres « ne peuvent demeurer toujours des inconnus l'un pour l'autre », qu' « ils ont besoin de *s'entendre parler* ». Justement, les médecins l'envoyaient pour sa santé aux eaux des Pyrénées : rendez-vous fut pris pour l'été de 1828. En attendant, les lettres s'échangent de plus belle. Il n'y est guère question de littérature, du moins dans celles de Chateaubriand : « Vous aimez *les Natchez* ? C'est mon ouvrage de préférence : je suis heureux de me rencontrer avec vous. »

Suivent quelques détails sur les ouvrages qu'il prépare; et il passe. En revanche, sur la nature des sentiments qu'ils éprouvent l'un pour l'autre, les deux correspondants s'étendent longuement : ils s'analysent avec complaisance ; ils définissent de leur mieux leurs positions respectives, comme s'ils voulaient prendre leurs précautions contre eux-mêmes, — ou contre « l'adversaire » : avec sa maîtrise habituelle, l'auteur de *René* exécute, sur des thèmes déjà connus, de prestigieuses « variations »; mais les scrupules de sagesse et d'honnêteté qu'il mêle à toute cette poésie parfois un peu troublante rendent ces pages infiniment savoureuses : « Je consens à n'être dans votre vie *qu'un charme indéfinissable*, si vous dites bien la vérité, et je vous crois sincère. Ne donnons point de nom comme vous le proposez à notre sentiment. Vous me préférez à des amis, à de vieux parents : je suis touché jusqu'aux larmes; mais que me donnez-vous, et que puis-je vous rendre ? Je n'ai à offrir à votre jeune vie, à vos grâces qu'une vie usée et les disgrâces du temps contre lesquelles il n'y a point de retour. Je ne radote pas assez pour avoir jamais songé *à vous demander un sentiment que mon âge peut ressentir, mais qu'il n'inspire plus*, et, croyez-moi, quand j'aurais cette gloire que vous m'accordez, elle peut parer, mais elle n'embellit pas la vieillesse. Il y a dans votre lettre une chose sérieuse : croiriez-vous que je n'ai pas le courage d'y répondre ? Je le devrais pourtant, je devrais vous donner les conseils d'un sage et vieux ami. Je ne le puis. Expliquez cela, Léontine : *je suis peut-être plus malade que je ne l'ai cru.* »

Qu'est-ce que cette « chose sérieuse » à laquelle il n'a pas le courage de répondre ? Probablement une consultation sur la question de savoir si, oui ou non, « Léontine » doit se marier. Mais, comme elle insiste, Chateaubriand répond enfin par une lettre qui me semble un petit chef-d'œuvre de lucidité psychologique, de sincérité, de loyauté morale :

« ... *Je ne vous aime point*, dites-vous, et vous, *vous m'aimez.* Voulez-vous prendre le mot dans toute son étendue ? Comment voulez-vous d'abord que j'exprime pour moi ce que je sens pour une femme que je ne connais pas ? *De la reconnaissance pour vos bontés, de l'attendrissement et de la réciprocité pour une amitié si simplement et si généreusement offerte, enfin un certain attrait indéfinissable qu'on éprouve toujours dans des relations de cœur et de confiance avec une jeune femme*, voilà

sincèrement ce que j'éprouve pour Léontine. Veut-elle faire de tout cela quelque chose de dangereux, mais léger, qui compromettrait le bonheur de sa vie, quelque chose qui ne serait que passager pour moi, tandis qu'elle y mettrait toute son existence? *Il faudrait, à l'instant même, cesser de nous écrire.* Je ne puis donner le bonheur à personne, parce que je ne l'ai pas : il n'était pas de ma nature, il n'est plus de mon âge. Je me retire de la vie où vous entrez : que feriez-vous d'un vieux compagnon de voyage qu'on laisserait au commencement du chemin? Mais ne vous êtes-vous pas fait des frayeurs imaginaires? Êtes-vous déjà en péril par quelques lettres d'un inconnu, et quand vous aurez vu cet étranger, ne rirez-vous pas de votre peur? Voyez, examinez bien les choses, et croyez avant tout que je ne vous tromperai jamais, que jamais je ne me ferai un jouet du bonheur de personne... La religion, la morale, l'ordre recommandent le mariage. Un honnête homme ne peut parler que dans ce sens : voilà ce que ma probité m'oblige de dire. Mais, d'un autre côté, l'indépendance absolue faisant le fond de mes goûts et de mon caractère, je m'abstiendrai toujours de répondre lorsqu'on m'interrogera, et je ne dirai jamais à Léontine : Mariez-vous. Je ne puis ni conseiller contre un devoir, ni vaincre une antipathie. Je ne cherche pas à descendre plus avant dans mon cœur. Tenons-nous en là jusqu'au jour où vous prêterez votre jeune bras à mes vieux rhumatismes. Écrivez-moi. Vos lettres, je vous assure, sont ma vie. »

Encore une fois, il y a dans ces lignes bien du bon sens, de la délicatesse et de la franchise. Il semble que la romanesque et romantique Mlle de Villeneuve, loin d'être calmée par ces sages paroles, ait rêvé quelque temps d'une de ces passions fatales et sombres, extravagantes et dévastatrices, à la mode de 1830, qu'elle n'eût pas été fâchée d'inspirer et d'éprouver tout ensemble. Chateaubriand qui, par tous ses écrits, avait une part de responsabilité dans cet état d'âme tout littéraire, se devait d'avoir un peu de raison pour deux. Il en eut :

« J'ai peur de vous affliger, et cependant je sens que je dois vous parler sérieusement. Vous me dites : *Je vois du bonheur ou du malheur avec vous et par vous.* Vous vous trompez, je ne puis donner que du malheur. Je ne parle pas du malheur que je porte en moi et que vous pourriez aimer : je parle de celui que je donne. Toutes les personnes qui se sont attachées à moi

s'en sont repenties, toutes ont souffert, toutes sont mortes de mort prématurée, toutes ont perdu plus ou moins la raison avant de mourir. Aussi suis-je saisi de terreur quand quelqu'un veut s'attacher à moi. Je vous en conjure, Léontine, songez bien à ce que vous faites : que votre sentiment pour moi soit d'une espèce ou d'une autre, peu importe. Je vous rendrai malheureuse dans ce sentiment... Si j'avais une longue carrière devant moi, encore pourriez-vous être assez insensée pour en courir les chances ; mais *perdre toute votre vie pour quelques années qui me restent, cette idée me révolte.* Songez que je vous échapperai. La fortune ou la mort peuvent m'enlever à vous d'un moment à l'autre ; je puis être dans l'impossibilité de vous voir, de vous rencontrer jamais. *Si vous m'aimiez trop, que deviendriez-vous* ? Pardonnez : je vous dis tout cela brutalement, mais en homme de conscience et d'honneur, en homme qui connaît l'influence de sa fatale destinée. Vous me direz : « Pourquoi vous alarmez-vous? Qui vous dit que je vous aime d'une manière à souffrir par vous? Sur quoi me jugez-vous ainsi ? » Chère Léontine, je veux bien me tromper, je veux bien continuer à vous aimer et à vous écrire toute ma vie ; mais j'ai dû vous avertir, afin que, si un jour vous vous trouviez malheureuse, vous ne puissiez pas me dire : « Pourquoi m'avez-vous trompée ? Pourquoi m'avez-vous entretenue dans une dangereuse illusion ? Pourquoi n'avez-vous pas averti une jeune étrangère qui se laissait aller vers vous par le vain bruit qui s'attachait à votre nom ? Vous ne deviez pas faire de son bonheur un jouet, et de sa confiance un abus coupable. » C'est la première et dernière fois, Léontine, que je vous parle sur ce ton. Si vous calmez mes craintes, si vous vous sentez assez courageuse *pour risquer avec moi votre destinée, je n'ai plus rien à vous dire et je m'abandonnerai avec vous, les yeux fermés à l'avenir.* »

N'était-ce pas là une manière un peu bien romantique encore, et plus exaltante que calmante, d'avoir raison? Si prévenue qu'elle fût, Léontine persistait à offrir sa vie au grand homme : « En vérité, ripostait ce dernier, vous me faites peur. Vous voulez me charger de votre destinée : elle sera très mal entre mes mains. Je vous l'ai dit et vous le répète, craignez-moi, j'ai quelque chose de fatal. Je ne sais quel sentiment je vous inspire. Ce n'est pas de l'amitié : l'amitié est fille du

temps. Ce n'est pas de l'amour : vous le dites, et je vous crois... qu'est-ce donc? » Et il en venait aux pires hypothèses : « Si je vous trompais?... Si j'étais froid, égoïste, incapable d'aimer et de regretter rien, *si je n'étais pas l'homme de mes ouvrages?* Léontine, je veux être, comme vous le voyez, brutal et odieux. J'arrive à des suppositions absurdes [moins absurdes peut-être qu'il ne voulait bien le dire] pour vous épouvanter... Maintenant, voici ma conclusion. Si, avertie comme vous l'êtes, vous ne voulez pas prendre votre parti, vous marier par exemple, et m'oublier, si vous persistez à vouloir me voir aux eaux ou ailleurs, *je consens à tout, mais à vos risques et périls.* Je ne crois pas que vous couriez le plus petit danger, et, quand vous m'aurez vu, vous rirez de votre peur et des airs que je me donne d'être si formidable ; mais enfin, comme j'ai rendu malheureux tout ce que j'ai rencontré, *je ne veux plus être responsable de rien. Disposez de moi à cette condition...* Je me mets à vos pieds : pardonnez-moi. » M. de Chateaubriand ne pouvait décidément pas être plus royaliste que le roi

***

« Je suis nommé ambassadeur à Rome ! » C'est le 28 mai que Chateaubriand, « tout bouleversé », annonçait à « son amie inconnue » la grande nouvelle. « Ainsi, voilà tous nos beaux projets réduits en fumée... Que deviendra et que fera Léontine? Se mariera-t-elle? Pensera-t-elle à moi? M'attendra-t-elle aux eaux l'année prochaine? Aurait-elle une chance de voir l'Italie? Quel bonheur de lui faire les honneurs des ruines de Rome ! » Quelques jours plus tard, il est plus affirmatif que jamais : « Plus hardi que vous, moi je sens que je vous verrai. Vous avez beau calculer que vous ne pourrez venir à Paris dans le cours de la session prochaine et que vous n'irez pas aux Pyrénées, moi, j'irai vous trouver... Je ne conseillerai jamais à d'autres qu'à vous de se marier : mon choix est singulier sans doute ; vous vous l'expliquerez comme vous voudrez. » Il est vrai qu'un mois après, il semble se raviser, et comme si tant de sagesse prolongée lui pesait un peu, il écrit à « sa charmante inconnue » : « Je ne veux plus discuter avec elle sur le vilain chapitre du mariage : il en arrivera ce que Dieu voudra. J'ai été raisonnable trop longtemps et je cesse de me faire prédicateur. » Au demeurant, il l' « approuve fort » de s'amuser aux

eaux. Et moitié souriant, moitié sérieux peut-être : « Elle me dira combien elle a fait de conquêtes, combien de fois elle m'a trahi en pensée, en souffrant autour d'elle tous les jeunes voyageurs que je vois d'ici et que je voudrais chasser. Me voilà jaloux, et je ne sais comment j'ai eu la folie de vous conseiller un mari, — à moins que cela ne soit pour l'étrangler. *Léontine, je vous somme de me dire que vous m'aimez :* cela me paraîtra plus sûr du milieu du monde que du fond de votre ermitage. On s'amuse d'une tête grise quand on n'a rien de mieux à faire ; mais on aime mieux de beaux jeunes noirs cheveux quand on les rencontre. Écrivez-moi, et dites-moi bien exactement ce que vous faites. » René dirait-il vrai? et commencerait-il à devenir jaloux?

Ce qui est sûr, c'est que ses propos deviennent plus vifs, à mesure que l'heure de son « triste départ » approche : on dirait que l' « attrait indéfinissable » dont il parlait naguère se précise et que, sans oublier ses soixante ans, il se surprend à être moins « raisonnable » et peut-être un peu trop jeune : «... Léontine est obligée en conscience et en honneur de m'être fidèle pendant un an. C'est bien long, n'est-ce pas? Si vous alliez *m'oublier?* Si vous alliez *ne plus me lire?* C'est ce qui m'arrivera sans doute, et moi, je ne vous oublierai pas et je relirai vos lettres. De *jeunes bras* (1) vous attendent dans le ciel! Moi, je n'ai qu'un vieux bras à vous offrir sur la terre et il a sollicité l'appui du vôtre. Vous vivrez longtemps heureuse. La passion pour l'*inconnu* ne vous mettra à l'abri d'aucune autre passion. Croyez-moi, c'est là un mauvais refuge. Si vous alliez être *malheureuse* avec cette passion? Je ne puis vous le dire, vous ne savez ce qu'elle est... un jeu de votre imagination, une occupation de quelques heures : ce n'est ni de l'amitié, ni de l'amour. Vous vous obstinez à ne vouloir pas être jolie,

(1) Tous ces mots sont soulignés par Chateaubriand. — Sous une forme moins ardente, ce sont, dans ces lettres, les mêmes thèmes, et, parfois, les mêmes expressions, que l'on retrouve dans la fameuse confession de la Bibliothèque nationale : « Si tu te laissais aller aux caprices où tombe quelquefois l'imagination d'une jeune femme, le jour viendrait où le regard d'un jeune homme t'arracherait à ta fatale erreur... Alors, de quel œil me verrais-tu, quand je viendrais à t'apparaître dans une forme naturelle? Toi, tu irais te purifier dans de *jeunes bras* d'avoir été pressée dans les miens; mais moi, que deviendrais-je?... Va chercher un amant digne de toi. Je pleure des larmes de fiel de te perdre. *Je voudrais dévorer celui qui possédera ce trésor...* » (Voir notre reproduction en phototypie d'*Amour et Vieillesse*, Champion, 1922, p. 13, 14.)

enfin vous me tournez la tête avec je ne sais quoi qui n'est rien; et, vieux radoteur, je vous écris de longues lettres de galanterie, à vous, femme, ombre, sylphe, vaine et charmante image d'un songe. Je vous ordonne de m'écrire très exactement tout ce qui se passe en vous et hors de vous. J'ai envie de prendre le rôle d'un vieux oncle (*j'allais dire mari*) jaloux et grognon. Au moins, comme cela, je serai pour vous quelque chose de réel. Mais dépêchez-vous à m'écrire. » — Du 13 septembre, veille de son départ : « J'ai le cœur bien serré... Ne me semble-t-il pas, en quittant Léontine, que je quitte une personne présente, une personne que je connais, que j'aime, *que j'ai pressée sur mon cœur?* Et pourtant il n'est rien de tout cela. Je ne m'éloigne que d'un songe charmant. Qu'importe, s'il a pour moi l'effet d'une réalité? » Le vieil oncle a décidément le cœur et l'imagination bien jeunes (1).

Les neuf lettres qu'il écrira de Rome à Mlle de Villeneuve n'ont pas l'ampleur, la grandeur solennelle et triste des lettres adressées à Mme Récamier : elles ne sont pas destinées à figurer un jour dans les *Mémoires d'outre-tombe*; mais elles ont bien leur intérêt littéraire et psychologique, — surtout si l'on songe que, vers le même temps, après avoir fait la cour à une comtesse del Drago, et tout en écrivant une dizaine de lettres à Mme de Vichet, Chateaubriand oubliait son âge et son titre auprès de la pimpante Hortense Allart. Cela s'appelle, je crois, conduire à quatre chevaux. Mme de Vichet et Mlle de Villeneuve, qui s'ignoraient l'une l'autre, ont dû ignorer Hortense Allart. En est-il de même de Mme Récamier et de Mme de Chateaubriand? Mais celles-ci étaient habituées aux multiples divertissements du galant et incorrigible René.

Celui-ci, au surplus, ne négligeait aucun de ses « devoirs ». A peine arrivé à Rome, — non peut-être sans sourire intérieurement, — il écrit, *le même jour* (2), — 11 octobre, — à

(1) Le 2 septembre, il écrivait à Mme de Vichet : « Elle [Mme de Vichet] se plaît à me dire qu'elle viendra à Paris quand je n'y serai plus; cela n'est pas bien. Moi, je la chercherai, quoi qu'elle en pense et en dise, aux lieux où elle sera, et je la trouverai, et je la verrai malgré elle... Marie est un grand charme dans ma vie; je ne voudrais pas être un tourment pour elle. » Et le 13 septembre : « Si j'ai des torts, je sens que je ne les réparerai bien que quand je l'aurai vue... J'ignore si je reviendrai pour la session, mais, avant six mois, j'espère avoir vu Marie. »

(2) Le 20 novembre 1828 et le 17 mars 1829, le même courrier emporte encore de Rome des lettres à l'adresse des trois « Muses ». Chateaubriand était fort capable de se plaire à ces offensives simultanées.

Mme Récamier, à Mme de Vichet et à Mlle de Villeneuve. « Je trouve, disait-il à cette dernière, en arrivant à Rome votre charmante lettre du 10 septembre : elle me console de toute la tristesse que j'ai ressentie en arrivant dans une terre étrangère où j'avais laissé tant de douloureux souvenirs, et où mes yeux vieillis ne retrouvent plus les enchantements du climat et des ruines. Athènes a tué Rome pour moi. » Et il ajoutait, mêlant ensemble la sagesse et la folie : « Léontine veut que je lui dise que je l'aime. *Oui, et de toute mon âme*. Mais, en même temps, comment pourrais-je lui dire de ne pas se marier? Puis-je prendre sur moi toute sa destinée, et me faire un jeu d'un avenir qui, à mon âge, sera si court pour moi, et, à son âge, si long pour elle? Je veux mettre ma *responsabilité* [c'est lui qui souligne] *à l'abri*. Après cela, Léontine fera ce qu'elle voudra, et tout ce qui la laissera libre m'empêchera de mourir de jalousie... » Quelques jours après, un jour de Toussaint, il la prend encore pour confidente de ses sombres pensées et, si j'ose dire, il lui joue un de ces grands airs de désespérance romantique qu'il exécute on sait avec quelle incomparable maîtrise : «... Rome continue toujours à m'attrister : je mesure mes années à l'échelle des ruines que j'ai sous les yeux. Je compte le temps qui s'est écoulé depuis ces jours d'espérance où le spectacle d'un monde détruit n'était qu'une espèce de contraste attendrissant et doux avec les joies de ma vie [allusion sans doute à son premier séjour à Rome en 1803]. Ma mélancolie d'alors était encore un bonheur; aujourd'hui, tous les débris m'annoncent ma chute prochaine, et quand mon inconnue Léontine se chargerait d'aimer et d'embellir ce qui me reste d'existence, combien de jours, de minutes, de secondes durerait le charme? Ce que j'ai à faire désormais, c'est de savoir m'ensevelir dans ma solitude à Paris, d'y recevoir de bonnes et longues lettres de Léontine, d'aller la voir en allant aux eaux l'année prochaine et goûter à la fois auprès d'elle le plaisir d'un premier entretien et la douleur d'un dernier adieu. Trouverai-je Léontine mariée? Écrivez-moi... »

La question du mariage se posait de nouveau sérieusement pour Mlle de Villeneuve. Sa santé s'était raffermie : ses parents insistèrent pour qu'elle prît un parti; elle résista. Peut-être les lettres de Chateaubriand n'étaient-elles pas étran-

gères à sa résistance. « Ma tête folle, nous dit-elle, s'était attachée *plus que jamais* à la pensée de conserver ma liberté pour mener une vie indépendante, *une vie de poésie*, car *j'osais croire parfois à un avenir littéraire*, encouragée et soutenue comme je pouvais l'espérer par les conseils et l'appui de mon illustre ami. » On revint à la charge : elle se sentit « ébranlée », mais demanda une année de répit : après quoi, « elle remettrait sa destinée entre les mains de son père ». Mais, tout en cédant à demi, elle se sentait de plus en plus « épouvantée à l'idée du mariage, et plus encore à celle de l'amour qu'il se croit le droit de réclamer. *L'amour ! Et avec un mouvement de révolte, je me dis que rien dans mon cœur ne saurait y répondre.* » Justement, comme pour l'encourager dans ce sentiment, « il se trouva qu'elle eut à repousser une ou deux propositions capables de justifier cette répugnance. »

Naturellement, on demandait conseil à l'« illustre ami ». Et celui-ci, chose assez inattendue, avec un ferme bon sens bourgeois qui n'allait pas sans une certaine verdeur d'expression, se faisait l'apologiste... des mariages de raison :

« Léontine, disait-il, me fait de grandes déclarations qui m'enchantent... Je veux maintenant rassurer ma jeune inconnue sur le grand malheur qu'elle a eu d'inspirer une vraie passion, avec ses yeux que je tiens pour être les plus beaux du monde. D'abord, cette passion est-elle vraie ? Si elle est vraie, je plains celui que Léontine n'aurait pas voulu écouter... Mais faut-il faire un mariage d'inclination ? Je ne le pense pas, puisque tous les mariages de cette nature finissent mal. Voici pourquoi. — Si on épousait une femme jeune et charmante après une longue épreuve, une connaissance approfondie de son caractère et une tendresse jamais démentie, les mariages d'inclination de cette sorte seraient les seuls bons mariages, les mariages heureux. Mais qu'est-ce qu'un mariage d'inclination comme on l'entend ? Un jeune homme voit une jeune femme, et il en devient sur-le-champ amoureux ; la jeune femme se monte la tête. Vite à l'autel ! ils ne peuvent vivre l'un sans l'autre. Puis quelques mois ne se sont pas écoulés que l'enchantement disparaît, et l'on est lié pour toujours. Supposons que le jeune homme amoureux d'*inclination* puisse obtenir de la jeune femme tout ce qu'il désire, quand il la voit, sans avoir recours au mariage, n'est-il pas vrai qu'il le préférerait ? Il ne s'est donc marié que pour

obtenir un bonheur qu'il n'a pu obtenir autrement; et quand les défauts, les antipathies de caractère viennent à se montrer, il se trouve que le jeune homme a pour femme et la jeune femme pour mari, celle et celui qui auraient à peine pu porter l'un avec l'autre des liens d'un jour de durée. »

Molière, certes, n'aurait pas mieux dit. Il est vrai que, comme pour atténuer ce que ce « grand commentaire » avait de fort peu conforme à l'exaltation romantique, Chateaubriand s'empressait d'ajouter, avec le joli sourire que l'on devine : « J'aurais bien de la peine à vous pardonner, en enrageant, un mariage raisonnable; mais si vous vous avisez d'aimer quelqu'un et de l'épouser, ma tête grise se présentera à vous la nuit, comme la tête de Méduse, et je partirai avec tous mes rhumatismes pour vous étrangler. »

Et la correspondance se poursuit sur ce ton aimable de demi-plaisanterie, qui, du reste, n'exclut pas toujours et nécessairement une certaine profondeur de sentiment : « Vous racontez les avantages de la vieillesse mieux que Cicéron, et vous me consolez mieux que lui. Vive ma chevelure grise, puisque vous l'aimez ! Vous ne voulez pas que je vous parle de mariage, et vous m'en parlez toujours : pour ma *conscience*, mariez-vous ; pour mon *amour*, ne vous mariez jamais. Pour la première fois, je veux être galant avec vous, et vous demander la permission de baiser respectueusement le gant que vous ne voudrez plus porter... Bonjour, ma belle Léontine, mon sylphe, ma charmante inconnue, aimez-moi, écrivez-moi. » Un mois après, et mentant effrontément cette fois : « Que mon sylphe ne soit pas jaloux, ses ailes brillantes n'auront pas besoin de se salir dans ma vilaine mare. *Je n'écris de tendresses qu'à mon inconnue.* Je voudrais avoir son portrait. » Un autre jour : « Savez-vous que si vous continuez à me dire tout ce que vous me dites, je serai tenté de vous enlever, de vous emporter avec moi en Italie... Écrivez-moi souvent de ces tendres lettres. J'aime ma Léontine comme une de ces fleurs qui font la parure et la consolation de l'hiver. J'ôte le gant que j'avais demandé la permission de baiser respectueusement. » Un mois après : « Je quitte tout pour aimer une inconnue qui me maltraite, et qui me reproche mes cheveux gris qu'elle n'a jamais vus ! Mais vous avez beau faire : je ne laisserai plus parler ma *conscience*, et je ne vous dirai jamais de vous marier, quoi que fassent les

conspirations des parents et des amoureux. Léontine, je vous verrai, je vous aime trop, je suis un vieux fou. Que ne preniez-vous à la lettre tout ce que je vous ai dit de vrai sur ma vieillesse ! Vous seriez mariée, et moi en paix. »

Toutes ces jolies choses ont-elles fait croire à Mlle de Villeneuve que Chateaubriand était plus pris qu'il ne l'était réellement ? Partagée comme elle l'était entre le mariage et son « amour », a-t-elle exprimé des scrupules ? Et lui, « l'homme de désir », dans une dernière flambée de jeunesse, s'est-il laissé brûler un peu les ailes à cette flamme virginale qui doit lui rappeler les jours lointains de Bungay et la tendresse toute prête de Charlotte Ives ? On dirait qu'il y a un peu de tout cela dans une fort belle lettre du 31 mars 1829, où il est bien difficile de faire la part du bon sens et de l'imagination, du cœur et de la poésie, pour ne pas dire de la littérature :

« Allons ! vous êtes une infidèle. Vous ne m'aimez plus. Vous allez vous marier : c'est pour un autre que je vous ai inspiré ces lettres charmantes qui avaient tourné ma pauvre vieille tête. Mes cheveux gris n'ont que ce qu'ils méritent... Je reprends ma *conscience*. Je vous dis moi aussi : Mariez-vous, ne pensez plus à moi. Vous avez beau me dire que vous me conserverez un souvenir : *je renonce à ce souvenir-là ; je ne veux pas être aimé par intervalles et quand vous en aurez le temps* (1). Si vous aviez du moins attendu de m'avoir vu pour me quitter ! J'aurais compris cela. J'étais à peu près sûr que vous m'auriez fui en m'apercevant. Mais m'abandonner au moment où j'étais encore l'ouvrage de votre création, où sans doute vous m'aviez fait beau et jeune en dépit des années, où je devais briller de toutes vos grâces, de tous les charmes de votre imagination, c'est être née infidèle jusque dans la moelle des os. Réellement, Léontine, mariez-vous si vous croyez être heureuse. Vous ne pouvez sérieusement croire que vous êtes liée par un jeu de votre esprit, par une correspondance avec un étranger passant dans ce monde, que le temps et l'espace ont également séparé de vous. *Il m'en coûte plus de vous tenir ce langage qu'à vous de l'entendre.* Il vous reste à vous votre jeunesse, un long avenir, et tout ce qui entourera une existence qui commence. A moi il me reste des heures flétries et

(1) Cf. la confession d'*Amour et Vieillesse* : « Tu me prouverais ta vénération, ton amitié, ton respect ; et chacun de ces mots me percerait le cœur. » (p. 14).

ridées, un passé au lieu d'un avenir et la solitude qui se forme autour d'une existence qui finit. Je m'aperçois que j'avais pris un mauvais songe que vous m'aviez offert : à l'abri de mon invisibilité, je faisais revivre les illusions de mes premiers jours ; *j'avais remonté le cours de ma vie et il y avait dans le monde une personne pour laquelle j'avais vingt ans.* Je me replace dans la vérité, Léontine : il est probable que nous ne nous verrons jamais... Quoi que j'en aie dit de votre souvenir, par un reste de faiblesse, je suis tenté de vous prier de garder mon image telle que vous l'avez faite. *Ici finit notre roman.* Le rendez-vous que vous m'aviez promis sur la terre, je vous le demande dans le ciel. Mais comment me reconnaîtrez-vous? »

Naturellement, en recevant cette lettre éloquente et sombre, « Léontine » est « au désespoir » : Chateaubriand la calme, la console, lui prêche raison et mariage, lui promet de « l'aimer toujours, quelle que soit sa nouvelle destinée » : « Je suis touché, trop profondément touché, peut-être, de l'attachement de Léontine, et si j'avais jamais pu deviner qu'une correspondance avec une inconnue deviendrait une chose grave, *elle aurait cessé à la seconde lettre.* Mais le mal, s'il y a du mal, est fait. » Dans quelques mois, il ira la voir à Cauterets. Et cette idée l'enchante comme un jouvenceau. « Oui, écrivez-moi sous une double adresse comme je vous écris moi-même. Redoublons de mystère au moment où tous les mystères vont finir! Je veux me tromper jusqu'au dernier moment. » Rentré à Paris, où il a vu Mme de Vichet, qui l'a trouvé « plus jeune qu'elle ne croyait », et où il a revu Hortense, il redouble de grâce et de coquetterie : « Il ne sera bientôt plus de Pyrénées. Vous pouvez tout, espagnole Léontine, excepté pourtant me rajeunir. Les eaux et votre bras n'y pourront rien; je ne puis m'empêcher de rire d'avance de votre surprise à la vue du magot que vous aurez sauvé des flots, en croyant sauver un homme. Moi, je suis sûr de vous reconnaître... Je mets mes cheveux gris aux pieds de votre invisible et invincible puissance... Si j'allais vous enlever? Qu'en pensez-vous? Nous parlerons de cela dans la montagne avec la *fée.* » Enfin, à la veille de partir : « Je vais donc voir mon inconnue ! Mes songes se changeront en réalités et vos illusions seront détruites. Je fais là un mauvais marché ; mais aussi je n'aurai rien, plus rien sur la conscience, et je n'aurai

plus de malade que le cœur. Vous vous marierez joyeusement, et moi, je retournerai aux ruines qui appellent les miennes. Voici ma dernière lettre. Songez qu'entre cette lettre et ma présence, il n'y a plus que quelques jours! Tout à Léontine, la petite Espagnole! »

Vers la fin de juillet 1829, Chateaubriand arrivait à Cauterets, où « la petite Espagnole », toute à la joie de cette « réunion », depuis si longtemps projetée, l'avait précédé de quelques jours.

* * *

La première visite du « demi-dieu » à sa jeune amie eut lieu dans le petit appartement qu'elle occupait avec une de ses tantes Mlle du Valès, « vieille fille bonne et simple » qui l'avait accompagnée aux eaux. Ce dut être pour elle un instant d'inexprimable émotion. Mais tous deux se connaissaient si bien qu'ils s'abordèrent « comme des amis de tous les temps. Pas même un serrement de main, nous dit Mlle de Villeneuve, ne vint sceller notre amitié, qui semblait se continuer comme après des années de présence où la veille promet le lendemain. » La conversation roula sur les mêmes sujets que la correspondance, mais le ton était « plus naturel » et sans doute plus vivant. Léontine dit, ou plutôt redit la révélation que lui avait été la lecture de l'*Itinéraire*. Son « abandon », sa « franchise confiante », son « innocence », sa « naïveté » même, durent plaire infiniment. L'Enchanteur était, quand il le voulait, la simplicité même, et la grâce de son sourire avait une puissance incomparable de séduction. « Il sourit, et son regard devint de plus en plus bienveillant, tout en se voilant avec une sorte de timidité qui parait son front comme une grâce. »

On se revit souvent : tantôt en allant aux bains, quand se croisaient les deux chaises à porteur; tantôt en des promenades qu'égayaient les saillies d'humeur gasconne de Mlle du Valès ; tantôt, le soir, au bal, ou dans un salon, et notamment chez la duchesse de La Rochefoucauld ; tantôt dans de grandes parties de campagne ; tantôt dans des visites du matin : Chateaubriand revenait d'une course en montagne, apportant un bouquet de fleurs sauvages. Il était gai, aimable, souriant, indulgent. On parlait de tout avec une entière familiarité ; on faisait corriger au grand homme quelques essais poétiques ; on

parlait même politique : elle était moins « libérale » que lui, mais ils se faisaient des concessions. Au contact de cette rieuse, vive et franche jeunesse, Chateaubriand se laissait entraîner à de beaux rêves : il songeait à louer un petit palais à Rome et à y rassembler tous ses amis, sans oublier « Léontine ». Celle-ci secouait la tête; et il disait tristement : « Vous ne m'appartenez point; vous vous marierez et vous oublierez votre vieil ami. » Mais le plus souvent, on causait et on riait, comme des écoliers en vacances, sans le souci du lendemain.

Trois semaines se passèrent ainsi, qui furent pour les deux amis un enchantement. Un jour, Chateaubriand arrive chez Mlle de Villeneuve : Polignac forme un ministère, et ses amis politiques lui font un devoir de donner sa démission. Or, il hésite : il est las de la politique active et ne souhaite que d'aller mourir à Rome, entouré de tous ses amis. La « jeune amie », consultée, conseille de ne pas démissionner; et après toute sorte d'intimes confidences, l'ambassadeur prend congé d'elle, décidé à ne pas quitter Cauterets. Le lendemain, il revient pour un brusque et dernier adieu : il a reçu des lettres qui ne lui permettent pas de se dérober à « la tyrannie des engagements politiques »; et il s'emporte contre les hommes, contre sa destinée et contre lui-même (1). Accablé de dettes, il lui faudra, pour les payer, reprendre le collier de misère et se remettre au travail. « Et sentir, s'écriait-il en portant la main à son front, qu'il n'y a plus rien là! » Mais on ne le tenait pas tout entier : il irait vivre en solitaire à Rome, si toutefois Mme de Chateaubriand pouvait s'accommoder de cette déchéance. Et, sur un signe d'étonnement de son interlocutrice, il sourit : « Vous, oh! vous, ce serait différent. Vous n'êtes pas une femme comme les autres. » Et après de nouvelles lamentations sur le vide inévitable qui, au soir de ses derniers jours, se fait autour de l'homme sans famille : « Et vous aussi, dit-il enfin, je ne vous reverrai plus. »

Alors, émue d'une affectueuse pitié pour tant de détresse, Mlle de Villeneuve, dans un élan tout spontané, prend soudain un grand parti : elle est libre, elle a une fortune personnelle; elle renoncera au mariage; elle ira vivre à Rome dans un

(1) On a pu lire dans la *Revue* du 15 décembre, une page amusante du duc de Broglie, qui se trouvait alors à Cauterets lui aussi, sur les sentiments d'irritation que Chateaubriand éprouvait à l'idée d'avoir à donner sa démission.

couvent; là, ils pourront se voir tous les jours, et à la face du monde, dont le blâme lui est indifférent, mais dont elle forcera l'estime, ils pourront se traiter en amis. « Et plus tard, ajoute-t-elle, pourquoi ne deviendrais-je pas une *nièce d'adoption* qui se consacrerait à soigner et à consoler votre vieillesse? » C'est maintenant au tour de René de se sentir profondément ému : il entre dans ces vues, prodigue les paroles les plus reconnaissantes, les plus flatteuses, les plus touchantes. Puis, se ressaisissant enfin, il déclare qu'il serait coupable d'accepter un tel sacrifice . « Mariez-vous, je vous le dis avec regret, très certainement, mais en ami qui ne veut pas songer à lui. Et croyez que nous n'allons pas nous séparer entièrement, car nous ne nous oublierons point, et nous nous écrirons. » Elle, sentant qu'il a raison, se laisse convaincre : peut-être se retrouveront-ils en ce monde ; en tout cas, leur attachement est de ceux contre lesquels le temps ni l'absence ne sauraient prévaloir. « En ce moment, ma femme de chambre entra, M. de Chateaubriand m'adressa un simple adieu, et je demeurai seule. Nous venions de nous séparer pour toujours. »

« Pour toujours » n'est pas tout à fait exact. Chateaubriand quittait Cauterets le lendemain matin, envoyant « à Mlle Léontine de Villeneuve » ce charmant billet : « Ne vous tourmentez plus. Songez qu'il n'y a jamais rien de fixe et d'arrêté dans la vie. Je vous reverrai, nous nous reverrons. Je pars aimant un million de fois plus Léontine après l'avoir vue que lorsqu'elle était invisible. Je lui écrirai de Bordeaux et puis de Paris. » Et il faisait comme il disait. Il lui écrivait de Bordeaux le 22 août : « *Le premier volume de notre correspondance est un roman; le second sera une histoire.* A présent, je connais Léontine et je l'aime mille fois plus que du temps de son invisibilité. Je ne veux point voir dans l'avenir : le terme en est trop rapproché de moi; je veux vivre des espérances. C'est une nourriture qui convient aux malades : elle ne pèse guère. Je voudrais surtout que Léontine fût heureuse... » Il semble que « Léontine » n'ait pas trouvé ces déclarations suffisantes, car, à peine rentré à Paris, il lui écrivait : « Elle [Léontine] me fait une bien mauvaise querelle : je l'aime passionnément, je ne le lui dis plus, elle sait trop pourquoi... Lorsqu'elle m'était inconnue, je pouvais tout avouer. Je n'ai plus qu'une chose à lui dire : c'est que, loin d'avoir détruit l'ancienne Léontine, Léontine

rêvée, la Léontine nouvelle, Léontine vraie, a réalisé son image. Vous êtes devenue un de ces songes charmants qu'on voudrait toujours faire, que la faveur de quelque dieu aurait fait entrer dans la vie, aurait présenté à mon réveil : voilà la vérité. Cet aveu vous arrivera au moment où je ne devrai plus vous parler que comme à une femme sur laquelle je n'aurai plus le droit de lever les yeux... »

C'est qu'en effet le moment était venu de se soumettre aux décisions paternelles. On proposait à Mlle de Villeneuve un mariage qui ne soulevait aucune objection : « il s'agissait d'épouser un homme hors ligne et charmant », le comte de Castelbajac. A deux reprises déjà, ce projet avait été sur le point d'aboutir : des commérages mondains, des propos mal interprétés l'avaient fait avorter. Une troisième tentative eut un plein succès : les deux jeunes gens se plaisaient beaucoup l'un à l'autre. Au dernier moment cependant, une lettre d'un ami maladroit, déclarant que M. de Castelbajac se mariait sans amour, faillit déterminer une rupture : « Léontine » fut très fortement tentée de reprendre sa parole et de revenir à ses anciens rêves de vie indépendante ; ses lettres au grand ami lointain reflétaient les troubles de sa pensée. Celui-ci donna de « sages conseils » qui furent très écoutés : Mme de Castelbajac a peut-être eu tort, après coup, d'en suspecter la sincérité et d'attribuer à un peu de jalousie, au ressentiment de Chateaubriand, qui « ne lui aurait pas pardonné » son mariage, le « récit fictif » des *Mémoires*. Sur le moment, « Léontine » fut très reconnaissante au grand homme de lui avoir fait entendre la voix de la raison, et sûre de savoir concilier son « attachement » pour lui avec la fidélité qu'elle devait à son mari, elle consentit enfin à cette union où elle devait trouver la réalisation d'un de ses rêves, « l'amour dans le mariage » et trente-quatre années d'un bonheur ininterrompu.

Dans cette courte période de pénible incertitude et de résolutions contradictoires, les lettres de Chateaubriand se multiplient; le ton en est peut-être plus tendre encore qu'avant Cauterets, et peut-être aussi tout n'est-il pas aimable coquetterie sans conséquence, concessions verbales à « l'amoureuse imagination » de sa correspondante dans les tristes regrets, dans les fugitifs mouvements de jalousie auxquels il s'abandonne : « Je ne sais, écrit-il le 21 septembre, quel est le funeste

songe que vous avez fait; moi, je n'en fais qu'un : celui de vous revoir. Vous aimer est une vérité constante de ma vie. Je suis bien découragé, bien las de ma triste existence. Au surplus, elle ne sera pas longue, et quand le terme est si près, il ne faut pas se désoler. Vous allez donc changer de nom. Changerez-vous de cœur? Eh bien! vous serez toujours pour moi la Léontine inconnue; au défaut de celle que j'aurai perdue, je trouverai l'autre. *Celle-là me restera malgré vous.* C'est mon bien, vous ne me le pourrez ravir. Vous donnerez tout ce qui n'est pas à moi, mais je conserverai ce que vous m'avez accordé dès le commencement de votre vie, et quoi que vous en disiez, nous nous retrouverons. Adieu, ma Léontine, mon sylphe, ma fée invisible, mon ange de la montagne. Adieu. » Huit jours après, jour de son anniversaire et de sa fête : «... Qu'ai-je à faire maintenant dans la vie? Quand finira-t-elle pour moi? Je voudrais pouvoir donner à Léontine tout ce qui me reste de temps à passer sur la terre. Puisse-t-elle être heureuse, environnée, aimée! Qu'on lui souhaite longtemps une fête digne d'elle! Comme mon *inconnue*, mon sylphe, je lui ai voué un amour passionné; comme Léontine, je n'ose lui offrir que le plus tendre et le plus respectueux hommage. » Du 25 octobre : « J'attends en tremblant le dernier mot que Léontine m'écrira avant d'être une dame de Castelbajac. Je suis toujours son chevalier. » Une autre lettre, du 3 novembre, adressée à Mlle Léontine de Villeneuve, et qui semble destinée à passer sous d'autres yeux, est la lettre, presque officielle, d'un « vieux professeur ès Muses » qui corrige les vers de son élève. Mais bientôt, une autre lettre, tout intime celle-là, calme les sentiments de jalousie que semble avoir éprouvés et exprimés Mlle de Villeneuve et la rappelle encore une fois à la sagesse et à la raison : «... D'abord, pour courir au plus pressé de votre jalousie, votre belle rivale est une vieille amie qui remonte à vingt-neuf ans de date : c'est l'excellente et encore triste Mme Récamier, que j'aime, que je vois tous les jours, que je vous nomme effrontément, et qui n'a rien à faire à mon sylphe. Maintenant, parlons de vous. *D'un mot, je pourrais donc tout briser? Mon inconnue veut déranger ma vieille cervelle Mais je tiendrai ferme. Je ne dirai pas ce mot. Il faut que Léontine se marie.* Si elle avait pris d'elle-même la résolution de rester libre, j'aurais été enchanté : un couvent auprès

de moi eût été un roman digne de ma vie. Mais Léontine appartient à son père, à sa famille, à des devoirs qui la rendront heureuse. Et que suis-je, avec le poids de mes jours, au bord de ma tombe, pour jeter les restes d'une vie qui finit sur le chemin d'une vie qui commence? Léontine a besoin d'un jeune compagnon qui puisse marcher longtemps avec elle. Qu'elle se marie donc : je veux lui donner pour présent de noces, ou plutôt lui souhaiter tout le bonheur qui m'a manqué sur cette terre. »

Six mois se passent. Mlle de Villeneuve est devenue Mme de Castelbajac : elle écrit à son vieil « ami » pour lui demander de ses nouvelles, et « sans aucun embarras » elle rappelle le passé et fait allusion aux « nouvelles et vives affections » qui viennent de remplir sa vie. La réponse de Chateaubriand l'étonna : elle y découvrit, dit-elle, « un amer ressentiment ». Peut-être exagère-t-elle ; peut-être y a-t-il tout simplement dans cette lettre, avec une nuance de jalousie, quelque mauvaise humeur provoquée par le long silence de la jeune femme : « Si vos reproches tombent sur mon silence, ils sont injustes. Pouvais-je vous écrire? Et le nom que vous signez ne faisait-il pas disparaître Adèle et Léontine? *Je ne sais plus que faire de cette troisième personne que je trouve en vous.* Adèle est mon inconnue. Léontine est ma solitaire des Pyrénées, *mais cette comtesse!* Hélas! vous reverrai-je jamais ?... Adieu, Adèle. Adieu, Léontine. Adieu, madame. J'adore les deux premières et je respecte la dernière. » Au moment de la Révolution de 1830, Mme de Castelbajac s'est méprise sur l'attitude politique de Chateaubriand ; et celui-ci lui répond : « Je ne pardonne pas à Léontine d'avoir cette fois si mal jugé. Je vois qu'elle m'a moins bien compris que je ne le croyais. *C'est déjà l'effet du mariage : elle aurait mieux deviné, il y a deux ans!* »

Puis les lettres s'espacent : la nouvelle comtesse est absorbée par ses nouveaux devoirs. Cependant la correspondance reprend assez active en 1832 : « Un mot de vous après trois ans de silence! écrit Chateaubriand avec quelque amertume... Vivez heureuse et si vous entendez dire quelque jour que j'ai quitté ce triste monde, donnez-moi un regret, et gardez-moi un souvenir. » Il a été arrêté pour « complot contre la sûreté de l'État » ; son amie s'empresse de lui écrire ; et il est très touché de ce témoignage d'affection : « Les journaux vous auront appris

que je suis libre. Votre gracieux billet est venu me rendre cette liberté plus chère : vous vous êtes souvenue de moi, de Cauterets, de la sylphide, de la fée. Je vous en remercie... Pourquoi les heures de Cauterets ne reviendraient-elles pas?.. Adieu, Adèle, Léontine et Mme la comtesse de Castelbajac. » Et celle-ci lui répond par une bien jolie lettre qu'on sent toute contemporaine du *Lac* et de *la Tristesse d'Olympio* : « Pourquoi les heures de Cauterets ne reviendraient-elles pas? dites-vous. Mais où donc en retrouver la trace? Jours heureux, jours évanouis, vous êtes allés vous perdre dans ce gouffre insatiable qui ne redonne jamais ce qu'il a englouti! Pas une feuille de celles qui se sont balancées sur nos têtes n'est demeurée pour abriter les lieux où nous nous sommes reposés ensemble. La cascade a renouvelé mille fois ses eaux, *l'écho du lac ne se souvient plus du son de notre voix*, le gazon a perdu la trace de nos pas... La poussière qui forme nos cœurs seule aurait-elle le pouvoir de garder une empreinte durable? Lorsque dans la nature rien ne conserve le passé, *le souvenir aurait-il la puissance de faire renaître ce qui n'est plus?* Non, non, l'adieu de Cauterets fut un éternel adieu. Alors même que les événements ou une mutuelle volonté parviendraient à nous réunir encore, ce ne sera pas aux Pyrénées, et vous ne retrouverez plus Adèle... Adieu, je vous demande votre adresse. Il ne faut pas commencer déjà à ne plus exister l'un pour l'autre. Il ne faut pas *qu'une amitié qui ne fut point l'amour* [c'est elle qui souligne] et qui en eut pourtant le dévouement, l'exaltation et le charme, aille s'éteindre comme une passion vulgaire dans le néant de l'oubli. » Et Chateaubriand, bien touché sans doute, en lui envoyant son adresse, lui écrit : « Ma sylphide me permet-elle de baiser la boucle la plus légère de ses cheveux? C'est un adieu. » — « Je ne sais, répond la jeune femme, si vous m'avez bien comprise et bien connue, mais il me semble que je vous ai aimé *d'une affection qui ne ressemble à aucune autre.* Trois ans se sont écoulés, bien des chimères ont fui, et, en me réveillant de mes songes, je sens que je vous aime encore. *Mais qu'il est doux de n'avoir même pas une pensée à me reprocher!...* Adieu, mon ami, premier rêve de mon enfance, illusion qui berça ma jeunesse et qui ne s'efface pas même avec elle, adieu... Un jour viendra où ce mot finira tout, et où l'un de nous restera

pour se souvenir et pleurer. Laissez-moi croire à vos larmes, laissez-moi espérer une pensée... »

Après cela, nouveau silence de six ans. En 1838, Chateaubriand voyageant dans le Midi, Mme de Castelbajac lui demande s'il peut s'arrêter à Toulouse. Il y passa trois jours. « M. de Castelbajac, nous dit sa femme, s'était empressé avec sa grâce charmante d'esprit et de manières, d'aller engager l'illustre voyageur à se considérer en quelque sorte comme notre hôte. Mon mari connaissait mon enthousiasme pour « l'Ami » et ne s'en effarouchait pas. » Les deux amis se revirent avec grande joie, mais sans rien de cette exaltation qui s'était mêlée jadis à leurs épanchements. M. de Castelbajac plut beaucoup à Chateaubriand, et celui-ci sut se montrer « parfaitement aimable » pour tout le monde. Les lettres qu'il écrivit à propos de ce voyage, et qui devaient passer sans doute sous les yeux du mari, ont pourtant quelque chose de beaucoup plus cérémonieux, de beaucoup moins libre et familier que celles qui, vers le même temps, sont adressées à « Adèle ». Il avoue des regrets pour « les temps d'autrefois » : « Vous avez vu que le temps ne changeait chez moi que l'extérieur. Vous, au contraire de moi, tous les changements sont en dedans. » Il voudrait pouvoir compter sur la visite de « sa sylphide » à Paris; mais il en doute : « Je doute de tout aujourd'hui, car je n'ai point de lendemain. » Il est triste, découragé, un peu grondeur : « Votre vie est trop entourée, et vous n'avez pas assez de résolution. *Votre cœur est mort.* Je ne parle plus de ma mort; elle est certaine, c'est déjà une vieille affaire dont il n'est plus question... Adieu, infidèle, j'attends un mot de vous. Je voudrais bien être dans votre château d'autrefois. » — « Nous reverrons-nous jamais? Qui le sait? Je m'en irai de ce monde en vous aimant toujours et vous maudissant un peu. »

Mme de Castelbajac ne put venir à Paris. Elle avait éprouvé de grands revers de fortune. « M. de Chateaubriand, dit-elle à ce propos, sut me dire ce que personne ne m'avait dit. » « Votre lettre, lui écrivait-il, le 11 février 1840, m'a fait une peine que vous pouvez deviner, mais non pas parce que vous ne pouvez plus venir à Paris, je n'ai jamais compté sur ce voyage. Vous savez que je ne crois plus à vous. Ah! que ne suis-je pas riche! J'achèterais l'asile que vous allez vendre. Je vous prouverai d'ailleurs que j'aime plus longtemps que vous.

Je ne reçois pas vos adieux. Si je vis, je vous verrai, j'irai vous chercher n'importe où. Ma main dès aujourd'hui est déjà assez vieille pour se poser sur la tête de votre fils... » Quelques mois après, il l'engage à cultiver son talent : « Travaillez, c'est votre seule ressource ; écrivez ; envoyez-moi vos belles pages. » Il souffre beaucoup : « Je vais de plus en plus mal ; j'arrive au fond du calice. Enfin, j'espère qu'il sera bientôt épuisé. » L'année suivante, Mme de Castelbajac lui ayant redemandé ses lettres, il lui répond : « ... Je vous les rendrai ; mais il faut que je les cherche et que je les réunisse : vous en ferez ce que vous voudrez. Je les remets à votre foi. Je m'en irai bientôt pour toujours. Mon souvenir vous appartient, gardez-le. Je ne songe qu'à vous voir encore une fois avant de mourir. J'ai tout fini, je me repose un moment avant de partir pour le grand voyage. » En 1842, il « songe à un voyage aux Pyrénées pour la voir encore » : les médecins veulent l'envoyer à Bagnères de Luchon ; et il ajoute : « Ayant eu des raisons de craindre d'être emporté subitement, dans un moment d'inquiétude, j'ai mis ordre à mes affaires. J'ai brûlé à la hâte toutes lettres en ma possession, laissant à votre mémoire de prolonger ma vie. Je ne pouvais pas faire un meilleur choix pour l'embellir. Peut-être qu'en cherchant encore, je retrouverai quelque chose de vous. Je vous le porterai si je puis aller vers vous.. J'appartiens plus que jamais à ma sylphide, mais les années m'ont rendu trop pesant pour elle. »

Il semble que les deux amis n'aient pu se rencontrer dans ce dernier voyage. Mais ils devaient pourtant se revoir encore. Mme de Castelbajac qui, par discrétion, sachant ses infirmités et sa difficulté à écrire, n'écrivait plus à Chateaubriand, fit en 1847, avec son mari, un voyage à Paris. Les deux époux trouvèrent le vieil écrivain, dans sa très simple chambre de la rue du Bac, cloué dans son fauteuil et se chauffant au soleil et à la flamme d'un petit feu. « Ah ! son front portait toujours sa couronne ! nous dit « Léontine ». Je n'oublierai jamais l'expression de sa physionomie lorsque, me tendant les mains, il me dit : C'est vous ! » Le Chateaubriand d'autrefois se retrouva d'abord lui-même ; mais bientôt le silence le gagna. Mme de Castelbajac revint seule deux fois encore et put constater que la flamme ne vacillait plus. « La seconde fois, écrit-elle, au moment où je lui faisais mes adieux, le dernier, il me dit : « Je vous

ai bien aimée ! » Et levant les yeux : « Je vous aime toujours », ajouta-t-il précipitamment. Les larmes montèrent aux miens. »

Le dernier billet de Chateaubriand à l' « Occitanienne » est daté du 30 septembre 1847 : « Je serai demain à votre porte. Je vous remercie de vous être souvenue de moi. » Moins d'un an après, il était mort. « Je le pleurai, nous dit Mme de Castelbajac, en ensevelissant dans mon cœur un souvenir qui pouvait y demeurer si doux. »

***

Tel fut, dans son humaine réalité, d'après les *Confidences* de Mme de Castelbajac et les lettres de Chateaubriand, le roman de l'Occitanienne. On conçoit qu'en lisant, un an après la mort de René, « dans le feuilleton d'un journal, — *la Presse*, — la page des *Mémoires d'outre-tombe* qui l'a relevée du silence, toujours gardé sur des relations où l'âme seule s'était engagée », elle ait été attristée, et même un peu indignée, et qu'elle ait éprouvé le besoin de rectifier les dires de son « illustre ami », de se laver des « flétrissants soupçons qu'il n'avait pas craint de laisser planer » sur l'idylle de Cauterets.

Que cette idylle, de part et d'autre, ait été parfaitement pure, c'est ce qui paraît bien ressortir des textes publiés. Bien volontiers, en tout cas, nous accordons à cette Bettina d'un nouveau Gœthe qu'elle n'a pas eu « même une pensée à se reprocher ». Mais, ceci dit, peut-être n'est-il pas sans intérêt d'essayer de définir d'un peu plus près la nature exacte des sentiments que les deux héros de l'aimable aventure ont éprouvés l'un pour l'autre. Un Sainte-Beuve, jadis, se serait passionné pour ce petit problème de casuistique sentimentale.

S'interrogeant scrupuleusement sur son cas, au delà de la soixantaine, — ses *Confidences* sont très postérieures à la mort de son mari, — Mme de Castelbajac, tout en faisant très grande la part de l'imagination juvénile, ne veut voir dans sa « passion » pour l'auteur de l'*Itinéraire* qu'une « amitié » exaltée jusqu'au « mysticisme » et qui « n'avait rien à voir avec l'amour ». Peut-être, à distance, et à son insu, simplifie-t-elle quelque peu les choses. Nous n'avons pas ses lettres, et nous ne pouvons pas en juger avec une précision suffisante. Sympathie profonde, admiration, besoin obscur et bien féminin de dévouement, de protection même, pitié attendrie, pourquoi, à tous ces

sentiments qu'enveloppe et symbolise le mot d'« amitié » chez la femme, ne se serait-il pas mêlé inconsciemment un peu de ce « à quoi rêvent les jeunes filles », dans l'attente et dans l'ignorance des réalités de la vie? La différence d'âge n'est pas un obstacle. Ce qu'on appelle amitié entre l'homme et la femme n'est bien souvent que le deuil éclatant de l'amour, ou un prélude à l'amour, ou un dérivatif de l'amour. Et enfin, qu'il soit entré dans l'attachement de Mlle de Villeneuve pour le poète des *Natchez* beaucoup d'imagination un peu livresque, de poésie, et de « littérature » du reste très sincère, mais tout de même de littérature, et de littérature romantique, c'est ce qui est l'évidence même. Elle a écrit et fait écrire un joli roman par lettres; et elle a cru le vivre.

Pareille observation s'applique à Chateaubriand. Quand on est doué, comme lui, d'une imagination royale et d'une plume prestigieuse, on les transporte partout avec soi. C'est le vice secret, la tare indélébile, et peut-être l'excuse, mais en tout cas, la faiblesse et la rançon de ces merveilleuses organisations littéraires : on ne sait jamais avec elles où finit l'écriture et où commence la vie. Dieu me garde d'ailleurs de dire ou d'insinuer qu'elles ne sont pas sincères. Les poètes et les écrivains souffrent et jouissent comme les autres hommes, — et quelquefois davantage, — mais ils expriment différemment leurs émotions. Parfois même, il leur arrive de se connaître et de s'analyser avec une exactitude que bien des psychologues pourraient leur envier. La meilleure définition que l'on puisse donner des sentiments que Chateaubriand éprouvait à l'égard de Mlle de Villeneuve, c'est Chateaubriand lui-même qui l'a donnée : « De la reconnaissance pour vos bontés, de l'attendrissement et de la réciprocité pour une amitié si simplement et si généreusement offerte, enfin un certain attrait indéfinissable qu'on éprouve toujours dans des relations de cœur et de confiance avec une jeune femme » : au moment où il écrit ces lignes, je ne crois pas qu'il y eût rien autre chose dans le cœur de René à l'endroit de son « inconnue ». Mais il ne semble pas que les choses en soient strictement restées là. Chateaubriand qui a passé sa vie à collectionner toutes les formes et toutes les nuances de l'amour ou du sentiment féminin, s'est penché avec curiosité et intérêt sur cette jeune fleur ardente et parfumée, d'une espèce que peut-être ne connaissait-il pas encore.

Il arrivait à l'âge où les sensibilités comme la sienne se raccrochent désespérément à la jeunesse et où, d'aspirations et de désirs, elles restent souvent plus jeunes qu'il ne convient. Trop sage et, à tout prendre, trop honnête pour abuser, troubler et corrompre cette naïve affection juvénile qui s'offrait à lui, il ne l'a pourtant pas écartée de sa route ; il a accepté les tendres paroles qui lui étaient dites ; il s'est mis à l'unisson ; et sous couleur d'une amitié quasi paternelle, quelques-uns des sentiments plus vifs qui accompagnaient jadis ses aventures de cœur se sont fait discrètement jour : il a même été un peu jaloux : d'abord, par galanterie, il a feint de l'être ; puis, après les entrevues de Cauterets, il l'a été réellement. Je n'irai pas jusqu'à dire que Chateaubriand vieilli a été amoureux de Léontine de Villeneuve ; mais celle-ci se trompe quand elle veut simplement voir dans les propos et les attitudes du grand écrivain « l'aimable coquetterie d'un vieillard souriant aux avances gracieuses d'une jeune femme ». Il y avait dans le cas de ce vieillard un peu d'amoureuse amitié.

Et maintenant, comment expliquer la page singulière des *Mémoires d'outre-tombe* et l'altération systématique que l' « illustre ami » a fait subir à la vérité ? Fatuité masculine ? Gasconnade à ses yeux sans conséquence ? Habitude de déformation romanesque et, dans ce cas particulier, première transposition en vue du roman auquel il songeait, ce *René* de la vieillesse dont les pages brûlantes, jadis exhumées par nous, ne seraient qu'une rapide ébauche (1) ? Ou encore, comme elle le croyait elle-même, petite vengeance tirée de l' « infidélité » de Léontine ? Il est à noter que la rédaction de cette page a suivi de moins d'un an le mariage de Mlle de Villeneuve. Celle-ci, en tout cas, était en droit de trouver que cette transposition était de fort mauvais goût.

Là-dessus, quelques sceptiques diront-ils que le plaidoyer

(1) M. Maurice Levaillant, notant les nombreux rapports de fond et de forme qui existent entre la « confession délirante » de la Bibliothèque nationale et les lettres de Chateaubriand à Mlle de Villeneuve, admet que celle-ci est l'unique inspiratrice de la confession. Il est, si je puis dire, de mon ancien avis plus que je ne le suis moi-même aujourd'hui. Écrites à diverses époques, les pages d'*Amour et vieillesse* résument poétiquement, selon moi, diverses « expériences » sentimentales, et « Léontine » est peut-être la principale, mais non pas l'unique inspiratrice de la confession : Mme de C..., Mme de Vichet, Hortense Allart, bien d'autres peut-être encore, y ont elles aussi collaboré.

pro domo de Mme de Castelbajac, plaidoyer d'ailleurs tardif et postérieur de plus de trente ans aux événements, ne présente pas toutes les garanties d'impartialité et de désintéressement que l'on pourrait souhaiter, et que nous n'avons peut-être pas toutes les pièces du procès ?

Je suis, pour ma part, moins sceptique. Il me semble que ces *Confidences* sonnent la sincérité, qu'elles s'accordent très bien avec les lettres de Chateaubriand, et, tout en regrettant la disparition des lettres de l'Occitanienne, je suis très tenté, quitte à l'interpréter, d'accepter en gros sa version personnelle. On observera que les lettres mêmes de René nous permettent de surprendre l'auteur des *Mémoires d'outre-tombe* en flagrant délit d'inexactitude.

Voilà donc, semble-t-il, une petite énigme sentimentale et littéraire définitivement éclaircie. A moins que...

— A moins ?

A moins que « l'Occitanienne » des *Mémoires* ne soit pas Mlle de Villeneuve, — ce qui arrangerait toutes choses, y compris la véracité et la délicatesse de M. de Chateaubriand. Car enfin, nous connaissons une autre Occitanienne de la même époque : c'est Mme de Vichet. Pourquoi n'y en aurait-il pas une troisième ? Nous n'en sommes plus, n'est-ce pas? à dénombrer les succès féminins de René. Nous nous rappelons ces lignes un peu fates, mais véridiques, des *Mémoires d'outre-tombe* : « J'étais enseveli sous un amas de billets parfumés ; si ces billets n'étaient aujourd'hui des billets de grand mères, je serais embarrassé de raconter avec une modestie convenable comment on ramassait une enveloppe suscrite par moi, et comment, avec rougeur, on la cachait, en baissant la tête, sous le voile tombant d'une longue chevelure. » Oui, qui nous assure que la jeune Occitanienne de seize printemps qui, depuis deux ans, écrivait à Chateaubriand, et qui se jeta à sa tête aux eaux de Cauterets, n'ait pas réellement existé ?...

Mon Dieu, que l'histoire vraie est donc difficile à écrire !

VICTOR GIRAUD.

L'ÉCHEC
DU
SÉPARATISME RHÉNAN

I. — 1918-1923

Les voix du Rhin se sont tues. Au tumulte guerrier de l'avant-dernier automne, le silence a succédé. De l'immense espoir, des aspirations confuses mais profondes vers la liberté, plus rien ne semble subsister. Heinz est tombé sous les balles nationalistes. Smeets est en Lorraine. Dorten est en Amérique. Seul Matthes poursuit dans la Ruhr une action syndicaliste sans grande portée, dans un bizarre mélange de démagogie et de sens pratique. Dans le Palatinat, un parti ouvrier atteste que l'idée autonomiste n'a pas péri toute dans les décombres fumants de la sous-préfecture de Pirmasens. Mais l'agitation n'est plus à la surface. Elle gît au fond des cœurs, et les heures, les jours, la vie qui passe et qui reprend, semblent l'étouffer sous les brumes toujours plus épaisses qui montent du vieux fleuve. La Rhénanie, que Berlin, l'an passé, se résignait à abandonner à son sort, recommence à respirer du rythme lourd et puissant de l'Allemagne tout entière. De nouveau, la force germanique s'affirme sur son sol. La nouvelle monnaie d'argent, où l'aigle de Prusse a déjà remplacé l'épi, sonne sur les comptoirs la renaissance de l'Empire. La frontière est ouverte, les affaires reprennent ; à Mayence, à Wiesbaden, l'envol d'un zeppelin vers l'Atlantique soulève les mêmes vagues d'enthousiasme sans mesure qu'à Berlin, met les mêmes manchettes fulgurantes aux cinq colonnes des journaux.

Et l'on se prend à songer : cette Rhénanie si belle, si harmonieuse, terre des vignes et des cathédrales, par quel sortilège serait-elle devenue si peu différente de la Prusse et de ses sables? Les siècles ont succédé aux siècles. Que reste-t-il du vieil empire des Francs? Était-ce vraiment folie de chercher à faire revivre le passé, et de vouloir le reconnaître à travers des aspirations confuses, incapables de prendre une forme précise? Aux brouillards du Rhin se mêlent aujourd'hui les fumées des hauts-fourneaux de Westphalie. Les dieux sont morts, les princes se sont enfuis. Sur les débris des trônes, une puissance a surgi, formidable : celle des maîtres de la houille. Leur domaine est sans âme et sans limites. L'univers est leur champ d'action, qu'ils réduisent en formules. Contre leur pouvoir, un autre pouvoir se dresse : la masse organisée, les syndicats. Mais ces deux forces rivales ont une même résultante : capitalisme et socialisme tendent également vers un Reich unifié. Ils ne s'opposent pas forcément, ils ne se neutralisent même pas. Pour les théoriciens de la révolution, le capitalisme n'est qu'une étape. Quand toute la production de l'Allemagne sera concentrée en quelques mains, la nationalisation des usines et des banques sera facile, et la révolution bien près d'être faite. Ainsi, les socialistes par système, les magnats par intérêt, aspirent-ils logiquement à cette concentration économique qui leur fait considérer les petites patries comme les survivances anachroniques d'une époque révolue.

Nulle part, plus que sur le Rhin, ces tendances à un nivellement impitoyable ne se sont affirmées, à la suite du développement inouï du machinisme. Nulle part, aussi, les souvenirs historiques mal interprétés ne sont apparus plus décevants. Pour un Stinnes, pour un Thyssen, les spéculations d'un Dorten, qui voulut, par delà le germanisme corrompu et la Prusse slave, ramener la Rhénanie au sentiment latin de ses origines, apparaissent comme des idéologies périmées, qui ne sauraient trouver de place parmi leurs puissantes conceptions utilitaires.

Plus encore que les circonstances extérieures, qui influèrent si malheureusement sur le développement de l'action rhénane, cette évolution inéluctable explique le double échec du mouvement d'indépendance. Les industriels, par opportunisme, se seraient parfaitement résignés à l'idée d'une république rhénane ; à priori, elle n'entrait pas dans leurs plans. En revanche,

on saisit moins facilement, au premier abord, comment les hommes qui s'étaient donné pour tâche de libérer leur petite patrie de l'influence protestante de la Prusse, se sont heurtés sur le Rhin au bloc immuable des organisations catholiques. Que des Rhénans authentiques, pénétrés de la supériorité de leur vieille civilisation, adversaires naturels du socialisme germanique et de son œuvre de déchristianisation, se soient révélés, à l'heure où cette œuvre menaçait de tout emporter, les artisans les plus sûrs de la victoire de Berlin, voilà bien l'acte le plus sombre de la tragédie rhénane.

LE COURANT POPULAIRE

Dans le double échec du séparatisme rhénan, il est impossible de ne pas discerner l'action du Centre, souple instrument aux mains de Berlin, plutôt qu'auteur conscient de la catastrophe.

A deux reprises différentes, en juin 1919 et en octobre 1923, de puissants courants populaires semblèrent un instant, sous la pression des événements extérieurs, devoir balayer toutes les résistances, et triompher même de cette étonnante passivité rhénane, qui faisait dire, en 1792, au patriote mayençais Forster : « L'indolence allemande de ces gens-là excite la bile ! Seront-ils jamais quelque chose ? Ils ne veulent rien et ne font rien. » Deux fois, cependant, les Rhénans voulurent. Deux fois, ils trouvèrent le Centre, leurs députés, leurs curés et leurs évêques devant eux et contre eux.

Avant la signature du traité de paix, qui devait ruiner bien des espérances fédéralistes, en rangeant, d'un trait de plume, les Rhénans dans le camp ennemi « de l'Allemagne d'autre part », et plus de quatre années après, en pleine période de résistance passive, au moment où l'armature gouvernementale craquait en tous sens, on peut affirmer que l'opinion populaire, dans sa grande majorité, était décidée à tout pour échapper à la tutelle de Berlin. La population eût alors accepté la séparation brutale d'avec le reste du Reich, mais à condition qu'elle lui eût été imposée comme un ordre qui ne se discute pas.

Dans le désarroi général, l'occupation étrangère elle-même n'était plus une objection à la libération immédiate : elle semblait, au contraire, apporter le réconfort d'une efficace protection. L'effroi du lendemain était parvenu à effacer le sentiment

de dignité nationale qui crée une solidarité certaine entre des peuples qui se sont battus du même côté de la barricade et qui ont été vaincus ensemble, après une égale résistance.

Ce salut qu'il eût accepté de l'ancien ennemi, de l'étranger, de la France, le peuple rhénan ne l'attendait, ni en 1919 ni en 1923 des chefs qui avaient pris l'initiative de la révolte ouverte, — des Dorten, des Smeets, des Matthes. Crise de confiance ? Certes. Mais cela n'explique pas tout.

Lorsque, à ces époques décisives, on interrogeait des Rhénans qui savaient pouvoir parler sans danger de se compromettre, ils répondaient avec monotonie : « La république rhénane ? Nous l'appelons de nos vœux. Mais pas celle-là, pas celle qu'on nous offre. Quels honnêtes gens pourraient se commettre avec ces révolutionnaires d'opérette dont les troupes sont formées de citoyens sans aveu ? Deckers ? Un incapable et un failli. Matthes ? Un aventurier, étranger au pays, qui donna dans le communisme et commença par exercer ses talents en Bavière. Smeets ? Un exalté, sans envergure, ni orthographe ? Dorten, enfin ? A peine un Rhénan, un ancien procureur de Prusse, ambitieux, à peu près inconnu. Quel crédit accorder à ces gens-là ? »

De telles paroles n'étaient pas totalement dépourvues de sens. Exagérées, sans aucun doute. Il y avait d'excellents éléments, très disciplinés, parmi les troupes séparatistes (on le vit bien à Aix-la-Chapelle, le 2 novembre 1923 : on le vit aussi en Palatinat). En réalité, Deckers n'était pas un malhonnête homme; Smeets et Matthes avaient la foi, ils étaient gens d'action ; Dorten, qui manquait peut-être de compétence en présence de la complexité des problèmes économiques et financiers, avait une réelle culture historique, un esprit très ouvert et des qualités d'aristocrate et de lettré qui lui nuisirent plus qu'elles ne le servirent auprès d'un peuple, plus attaché à ses coutumes, que rompu aux spéculations de l'esprit et aux jeux de la politique.

La question, d'ailleurs, n'est pas là. Toutes les révolutions se sont faites avec le concours d'éléments douteux. Matthes et Dorten, qui ne s'entendaient pas, étaient les premiers à reconnaître qu'il n'y avait pas, dans leurs rangs, que de petits saints. Sans illusions sur leurs propres forces, ils attendaient, ils imploraient presque, le concours des techniciens et des hommes d'ordre, qui permettrait de passer de la phase insurrection-

nelle à la période d'organisation. Ce concours ne vint pas, et les notables, qui avaient conscience de la volonté populaire d'en finir avec Berlin, préférèrent à l'action périlleuse le facile prétexte d'une collaboration impossible avec des éléments peu sûrs. Ils se savaient cependant les maîtres de la situation. Leur intervention eût assuré la défaite de la Prusse. Ils le savaient; ils ont cependant sciemment laissé passer l'occasion de chasser le fonctionnaire berlinois et d'être enfin chez eux. Lâcheté? Indifférence? Il y a autre chose.

RHÉNANS ET PRUSSIENS

On s'est souvent mépris, en France, sur la qualité de la haine des Rhénans pour la Prusse. Cette haine est profonde et tenace. Mais elle est beaucoup plus « culturelle » que politique. Le Rhénan a conscience qu'un abîme le sépare du Prussien, de l'*ostelbien*; il se sent plus latin que lui et se souvient d'avoir été civilisé à une époque où des hordes slaves campaient dans les sables de Prusse. Il a l'impression d'être colonisé, de subir l'occupation d'un Allemand de race inférieure, plus rude et moins policé que lui, d'un Allemand cependant. L'idée du schisme intégral ne lui est pas naturelle. Il est particulariste, mais il a conscience malgré tout d'appartenir à la grande famille allemande. Le coup de vent de novembre 1918, qui balaya dans tout l'Empire les trônes des petits princes, a puissamment contribué à réveiller en lui le sentiment obscur de « la grande Allemagne » prébismarckienne.

Nous saisissons facilement la conception prussienne et conquérante du Reich. Nous nous représentons avec beaucoup plus de difficultés cette immense Allemagne rêvée par Arndt, qui sommeille au cœur du Germain le moins militariste, — cette Allemagne, en qui un autre Rhénan, Görres, saluait « la barrière placée aux portes de l'Orient, dressée contre la barbarie slave; le pays qui défend la civilisation, mais sait aussi modérer les tendances trop extrémistes de l'Occident; la nation toute désignée pour renouveler la race et la pensée et opérer la transfusion du sang nécessaire aux vieilles sociétés ».

Ces effusions lyriques, ces aspirations vagues et grandioses, qui rejoignent les théories pangermanistes de Hegel, de Fichte, et de Schlegel, sont bien faites pour dérouter une intelligence

latine. Elles existent cependant : on les retrouve même chez des esprits aussi précis que l'ex-chancelier centriste Fehrenbach, romantique à ses heures, partisan d'une *Mitteleuropa* catholique ; et l'état émotif qu'elles comportent peut être d'autant plus dangereux aux époques troublées, que la raison risque d'être impuissante à réfréner pareille ivresse mystique.

Nous admettons aisément qu'un Ludendorff n'ait qu'une idée : la revanche ; qu'un rêve : le rétablissement de l'Allemagne bismarckienne ; qu'un but : la restauration des Hohenzollern. Nous savons ce qui nous attend. Mais lorsqu'à Mannheim, un Rhénan, le chef du centre gauche, l'ex-chancelier Wirth, déclare devant cinquante mille républicains que l'Autriche devra revenir un jour à l'Empire, quand, dans la même manifestation, le président de l'État de Bade, le docteur Kohler, s'écrie : « Nous poursuivons toujours le rêve de la grande Allemagne. La confédération allemande ne nous suffit pas : ce que nous voulons, nous, républicains allemands, c'est l'Allemagne de Arndt et de Fallersleben, qui va de la Meuse au Niémen et de l'Esch au Belt... », nous sommes déroutés. Et d'entendre ces deux mêmes orateurs entonner, quelques instants après, un hymne retentissant à la réconciliation universelle et prôner l'entrée immédiate de l'Allemagne dans la Société des nations, cela nous paraît pure et simple hypocrisie. Nous sommes alors tentés de leur préférer Ludendorff et sa brutale franchise. Un tel jugement serait cependant trop sommaire.

QUERELLES DE CLOCHER

En Allemagne surtout, il faut se garder des solutions trop simples, comme des opinions trop tranchées. Les grands courants d'idées s'y perdent plus facilement qu'ailleurs, parce qu'ils rencontrent le plus souvent des forces contraires qui les neutralisent. La Rhénanie a été, de tout temps, le champ clos où se sont mesurées les rivalités franques et germaniques. La lutte d'influences s'y poursuit toujours.

L'arrivée de nos troupes sur le Rhin, les comparaisons qui tout de suite s'étaient faites entre la « gentillesse » de nos soldats et la rudesse des Teutons, avaient réveillé chez ces demi-Latins le sentiment des affinités françaises. Mais ils s'étaient battus dans les rangs allemands, et la guerre avait

resserré les liens qui les unissaient à l'Empire. Pour eux la défaite de l'Allemagne était certes avant tout celle de la Prusse, mais c'était aussi la perte des catholiques de Posnanie, c'était l'espoir du rattachement de l'Autriche ajourné, et le rêve de la Grande Allemagne qui s'estompait. Il y avait encore de magnifiques possibilités du côté de la Bavière, du Hanovre, de la Silésie même, pour une politique fédéraliste favorable au développement de cette Rhénanie, carrefour de peuples et d'idées; mais elles n'apparaissaient pas clairement et les inévitables tâtonnements étaient rendus d'autant plus délicats que les limites et les conceptions du futur État variaient à l'infini suivant les hommes et les régions.

Nulle part, plus qu'en Rhénanie, les querelles de clocher ne sont aiguës; et Berlin ne s'est pas fait faute d'user des occasions de manœuvre que lui donnait cette anarchie. Une telle situation est du reste aisée à concevoir. Soumis par des maîtres différents, hessois, bavarois, prussiens, à des époques diverses (le Nassau se souvient d'avoir été libre jusqu'en 1866, et n'a pas oublié que des Rhénans, mêlés aux troupes de Guillaume, foulèrent son sol en vainqueurs), subissant des attractions variées et souvent opposées, les peuples de la rive gauche du Rhin devaient, dans le cas le plus favorable, rencontrer, pour se fondre en un même État ou pour réaliser seulement une fédération rhénane, des obstacles analogues à ceux qui mettent encore aux prises Tchèques et Slovaques, Croates et Serbes. Une grande Hesse, par exemple, bourgeoise et où l'élément protestant eût été en majorité, eût difficilement admis la prépondérance de la région rhéno-westphalienne, ouvrière et catholique, dont Cologne eût été la capitale. La proximité de Francfort, aussi difficile à assimiler qu'à éliminer, eût été pour elle dans un État fédéral un autre sujet d'inquiétude. Il y a là des problèmes extrêmement complexes, qu'il semble ardu de pouvoir résoudre sans une nouvelle catastrophe qui marquerait, cette fois, l'écroulement de la Prusse, et permettrait un remembrement général de l'Allemagne.

On ne doit pas, dans ces conditions, s'étonner que les champions de l'idée rhénane aient différé d'opinion sur les méthodes et les moyens d'action et que, partis souvent d'un point de vue très voisin, ils aient fini par se heurter irrémédiablement. On a pris l'habitude d'opposer Dorten à Adenauer,

le séparatisme à l'autonomie, l'esprit d'indépendance à l'obéissance servile à Berlin. Certes, après l'échec du deuxième mouvement rhénan, le docteur Dorten, qui avait fini par passer le Rubicon, s'est embarqué pour l'Amérique, en jetant l'anathème sur la Prusse, cependant qu'Adenauer, infiniment moins compromis, faisait, le 11 mai dernier, amende honorable devant le président Ébert, à l'occasion de l'inauguration de la première foire internationale de Cologne. Toutefois, ces attitudes opposées n'étaient que la réaction de caractères très différents, dont l'un avait préféré la soumission et l'autre la révolte ouverte, mais qui tous deux avaient dû reconnaître leur impuissance à changer l'ordre des choses établies.

On n'a pas assez remarqué qu'à la grande assemblée de Coblence du 29 juillet 1923, qui révéla au monde l'ampleur du mouvement séparatiste, le docteur Dorten en était resté à sa conception primitive d'une Rhénanie autonome dans le cadre du Reich. Aussi, quand à Wiesbaden, le 23 septembre suivant, dans l'immense salle du Kurhaus, dont les inscriptions latines disaient la gloire de Guillaume II, ce même Dorten traitait, aux applaudissements de trois mille Rhénans, Conrad Adenauer de traitre à la solde de Berlin, lorsqu'il proclamait que Cologne ne torpillerait pas la République rhénane en 1923 comme en 1919, il oubliait d'ajouter que lui-même avait beaucoup et brusquement évolué, ne se ralliant qu'en désespoir de cause à la thèse « activiste » de Smeets et de Matthes, d'une Rhénanie indépendante. C'est seulement à la lumière des faits, devant la force des aspirations populaires et la réserve des classes bourgeoises que le champion des libertés rhénanes comprit, le 15 septembre 1923, qu'il fallait choisir et qu'il choisit.

LA MÉFIANCE DU CENTRE

Tout le désaccord était d'ailleurs en germe dans la motion votée à la fin de la réunion publique, tenue à Cologne, le 4 décembre 1918, où il fut pour la première fois question de la République rhénane. En voici le texte. Il est significatif :

« Cinq mille citoyens rhénans, réunis le 4 décembre 1918, à Cologne, considérant les profondes transformations politiques qui se produisent en Allemagne ; reconnaissant l'impossibilité de former à Berlin un gouvernement stable ; persuadés que les ré-

gions rhénanes, ainsi que la Westphalie, possèdent suffisamment de force politique e téconomique pour former un État distinct ;

« Déclarent leur volonté inébranlable de maintenir l'unité allemande, et de travailler à la constitution d'un nouvel État allemand composé des régions rhénanes et de la Westphalie ;

« L'Assemblée invite donc les représentants officiels du peuple rhénan-westphalien à proclamer le plus tôt possible la fondation d'une république autonome rhénano-westphalienne dans le cadre du Reich. Vive la liberté rhénane ! »

Ce texte était l'œuvre commune des socialistes, des démocrates et du Centre. Les sentiments unitaristes des deux premiers partis sont connus. On s'est étonné davantage en France de voir le Centre jouer sa partie dans une assemblée où les cris de *los von Berlin* finissaient par se fondre harmonieusement dans le *Deutschland über alles*. On était, en effet, en pleine révolution ; la persécution religieuse, partie de Berlin, sévissait en Rhénanie. L'instruction confessionnelle était supprimée dans les écoles au profit de l'enseignement neutre. La Prusse n'était pas seulement haïe, elle paraissait, — ce qui est plus grave, — avoir perdu tout prestige. Il n'y avait pas encore de constitution ; partant pas d'entrave légale à une séparation possible. Jamais moment n'avait paru plus favorable à une solution radicale.

Et cependant, c'était à la formation d'une république occidentale dans le cadre du Reich, que le docteur Dorten, président du nouveau comité « Nassau-Hesse rhénane », acceptait de collaborer en représentant le Rhin moyen à la séance du 1er février 1919, qui réunissait à Cologne les députés rhénans récemment élus à l'Assemblée prussienne et les bourgmestres, fonctionnaires de l'État, et par suite peu enclins aux solutions révolutionnaires. Cette scission constitutionnelle et tout administrative, entreprise sans grand élan, car les difficultés d'exécution commençaient d'apparaître, n'empêchait pas la Conférence de s'élever contre l'idée de séparer de l'Allemagne la rive gauche du Rhin. Même à cette époque propice entre toutes, ce n'était pas l'idée de l'indépendance de la petite patrie qui hantait les cerveaux, mais bien celle des démocrates, l'idée de la grande Allemagne noir-rouge-or.

Pour s'expliquer cette anomalie, il suffit peut-être de songer qu'une telle conception, renforçant d'une façon considérable l'élément catholique de l'Empire, était bien faite pour

séduire les dirigeants du Centre. Les aspirations rhénanes qui servaient leur cause en éliminant l'influence protestante du fonctionnaire prussien, contrariaient d'autre part leurs ambitions politiques et électorales, en menaçant de tarir la principale source de leur parti.

Il y a là une contradiction apparente qu'il est nécessaire d'exposer clairement. On peut à première vue se demander quel ombrage les hommes du Centre devaient prendre d'une simple autonomie administrative qui eût laissé intacte leur représentation du Reichstag. Mais d'abord, toute l'histoire de ces dernières années prouve qu'ils ont été dominés par la crainte des ravages que la seule idée de l'autonomie pouvait faire dans l'âme populaire.

Leur timidité à cet égard s'explique en grande partie par le sentiment peut-être justifié qu'un peuple appelé à gérer lui-même ses affaires, après de longues années de servitude, est capable d'évoluer rapidement vers les solutions les plus extrêmes. La liberté à peu près complète qu'il possède parfois effectivement ne lui suffit bientôt plus. Il lui faut encore que disparaisse le symbole de sa vassalité. Nous assistons à des phénomènes de ce genre, en Irlande et en Égypte. Que des politiciens se soient exagéré le danger, c'est possible. Mais on ne conçoit que trop leur trouble. Car la menace était sérieuse. La Rhénanie, surtout depuis le schisme provoqué par la fondation du parti populaire bavarois du docteur Heim, est la citadelle et la pépinière du Centre. Son indépendance eût marqué l'écroulement du parti, au moment où celui-ci commençait de réaliser son rêve le plus ambitieux, la conquête du pouvoir.

Il y a plus. La simple autonomie administrative risquait elle aussi d'avoir des conséquences néfastes pour l'unité du Centre. Les chefs ne pouvaient pas ne pas être frappés par ce qui s'était passé en Bavière, après la révolution de novembre 1919. A la fondation de la ligue des paysans, groupement de défense professionnelle, n'avait pas tardé à répondre la création politique d'un parti populaire chrétien, qui s'était tout de suite, avec beaucoup de succès, posé en adversaire du Centre et de ses tendances socialistes. Qu'une telle évolution se dessinât en Rhénanie, et c'en était fait non seulement du Centre, mais aussi de la Grande Allemagne noire-rouge-or. Une telle crainte n'était pas chimérique. On verra plus loin qu'un parti populaire

chrétien se forma sur le Rhin en 1921 pour s'effondrer peu de temps après, précisément parce que l'autonomie, qui avait permis à son aîné bavarois de se développer, n'existait pas en Rhénanie. Les fondateurs de ce parti n'avaient qu'un tort : ils avaient mis la charrue avant les bœufs.

Enfin dans l'hypothèse la plus favorable, le Centre avait encore d'excellentes raisons pour se méfier de tout séparatisme plus ou moins déguisé. Il a toujours montré le souci constant de ne pas abandonner les catholiques, dispersés dans tout l'empire, à la domination protestante. Nul ne l'a plus clairement affirmé que le cardinal archevêque de Cologne lui-même.

En mars 1924, au lendemain de l'échec du séparatisme, un journaliste français était allé voir le cardinal Schulte et avait cru pouvoir mettre dans la bouche du prélat des déclarations émollientes et sensationnelles déplorant la conduite de l'évêque de Spire, qui avait refusé la sépulture religieuse à la dépouille du chef autonomiste palatin Heinz, catholique pratiquant, assassiné par les nationalistes. Il s'attira dans le principal organe du Centre rhénan, la *Gazette populaire de Cologne* du 29 mars, un démenti retentissant. Non seulement l'évêque de Spire n'avait pas eu tort, en jetant l'anathème sur celui qu'il nommait « un monstre, qui ne méritait pas la miséricorde qu'il avait refusée aux autres » ; mais on ne pouvait que l'approuver d'avoir étendu sa réprobation à la cause tout entière du séparatisme, car, disait la *Gazette populaire de Cologne*, les prétendues déclarations au sujet de la Prusse et de la culture catholico-latine sont si absurdes que personne connaissant la façon de penser de Son Éminence, — et cette façon de penser doit être suffisamment connue, — n'a besoin d'être orienté sur la fausseté d'une telle interprétation. Il s'agit vraisemblablement de l'objection souvent faite à des Français par Son Éminence, que des catholiques de l'Allemagne occidentale ne peuvent souhaiter un séparatisme quelconque, dans l'intérêt même des catholiques allemands qui vivent en Prusse, et dans toute la *Diaspora*. »

La Diaspora ! C'est-à-dire la dispersion, l'éparpillement des catholiques parmi les groupes compacts et bien armés des luthériens hostiles. Dans cette Allemagne où l'esprit d'association est si puissant qu'il semble qu'on n'y pense qu'en foule, la Diaspora, l'abandon des frères dispersés à leur propre sort, a toujours été le cauchemar du clergé de Rhénanie.

Un séparatisme bâtard limité à la seule autonomie administrative eût pu, il est vrai, paraître sauvegarder les intérêts généraux des catholiques de la Diaspora; il n'en restait pas moins qu'il affaiblissait considérablement l'action dans les assemblées prussiennes d'un Centre privé de ses meilleurs éléments. Les catholiques rhénans auraient continué d'être représentés au Reichstag, ils ne l'auraient plus été à la Diète de Prusse. On juge du préjudice moral qu'eût entraîné pour leurs frères de l'Est une telle abstention, si l'on songe surtout qu'en Allemagne, les questions confessionnelles sont en premier lieu du ressort de la politique intérieure des différents États.

Les successeurs de l'archevêque Droste-Vischering et de l'évêque Ketteler se sont ainsi peu à peu persuadés de l'impossibilité d'abattre la puissance prussienne, et ont préféré composer avec ceux qui n'avaient pu avoir raison du catholicisme dans un *kulturkampf* de dix-huit ans. Ils se sont laissé tenter par l'idée de faire la loi dans l'ingrate patrie qui, peu de temps auparavant, les persécutait encore et les traitait en sujets de seconde zone. Le mouvement commencé ne devait plus s'arrêter. La guerre de 1914 ne fit que l'accélérer. Qu'on se souvienne du fameux cardinal Hartmann, et des feuilles, — pamphlets plutôt que mandements, — dont il inonda le monde, pour l'ameuter contre la France. Pendant toute la durée des hostilités, le Centre partisan d'une politique d'annexion fut aussi belliqueux que les autres groupes politiques. Il n'eut jamais un mot de protestation contre la violation de la neutralité belge. Et si, en 1917, son chef Erzberger, après plusieurs voyages à Rome, lança dans l'opinion l'idée d'une paix moins ambitieuse, qui devait marquer le début de son impopularité, c'est qu'avec son esprit très souple, il avait, dès cette époque, compris que la partie était perdue.

Beaucoup de gens ont voulu voir, dans cette attitude guerrière du grand parti catholique, une rupture avec le passé, et le reniement de ses propres convictions. C'est une erreur. Quand le Centre glissa des mains de Windthorst dans celles de Lieber, l'évolution déjà se précisait, qui a fini par mêler étroitement à celle de l'Empire la vie d'un parti, champion, à l'origine, des libertés locales, de toutes les libertés contre la Prusse de Bismarck. Il a été ainsi amené peu à peu à composer plus qu'il n'était nécessaire avec l'ennemi, au point de considérer comme

très désirable l'admission de protestants dans son sein. En s'incorporant aux destinées d'un pays où nul chancelier ne pouvait plus gouverner sans lui, sa redoutable organisation n'a fait qu'accentuer le caractère véritablement national qui, dès sa fondation, était en puissance dans sa doctrine, s'il n'apparaissait pas toujours avec netteté aux plus modérés de ses partisans.

LES AGISSEMENTS DU CLERGÉ ALLEMAND

L'Allemagne n'est pas le pays de la logique abstraite, mais du réalisme politique. Des constructions abracadabrantes, comme celles du *rentenmark*, peuvent très bien s'y élever, durer et sauver la nation, qui dans les pays latins n'auraient même pas été entreprises. Dans ce Reich où l'honnêteté parlementaire est à la merci de tous les marchandages, le Centre se développe et prospère en dépit, ou même, — oserait-on dire, — en raison de ses contradictions intimes et de ses volte-face continuelles. A défaut de principes clairement posés et rigoureusement appliqués, le sentiment de la conservation s'ajoute à celui de sa mission spéciale (cette mission à laquelle chaque Allemand se croit prédestiné de toute éternité), pour l'intégrer de plus en plus à la vie de l'Empire tout entier.

Parti clérical, tout juste constitutionnel, tiraillé entre l'école de Cologne et celle de Berlin, il n'a même pas de doctrine fixe sur la question du régime. On l'a bien vu, le 10 avril dernier, lorsqu'il a refusé, en tant que parti, de s'associer aux fêtes républicaines de la Constitution de Weimar, à l'élaboration de laquelle il avait si puissamment contribué. Tout récemment encore, au congrès du parti tenu le 27 octobre, à Berlin, au lendemain de la dissolution du Reichstag, le chancelier Marx s'est défendu d'avoir voulu opposer à la bannière noir-rouge-or, les couleurs noir-blanc-rouge qu'arborent toujours les partisans d'Hitler et de Ludendorff. Il est difficile de pousser plus loin le sentiment de l'abnégation.

Mais grâce à cet opportunisme louvoyant et sans grandeur, le Centre est devenu l'arbitre des groupes et des factions, tout autant que leur prisonnier. A ce prix, il a sauvegardé depuis cinq ans, sous un président socialiste, avec l'unité du Reich, la paix civile et religieuse au milieu des agitations les plus violentes. Et, s'il s'est affranchi sans scrupule des conceptions

juridiques et des conventions parlementaires qui dominent la vie politique française, il s'en faut de beaucoup qu'il ait, sur la liberté religieuse, les mêmes idées que les catholiques de notre patrie. Le dogme, — au reste assez discutable, peut-être? — que les prêtres ne doivent pas faire de politique, n'est nullement accepté en Allemagne. Les clergés, protestant à l'est, catholique à l'ouest, y forment au contraire deux organisations extrêmement puissantes et actives.

Le Centre au pouvoir, les prêtres et leurs évêques dont beaucoup, ne l'oublions pas, ont été nommés avant la guerre presque sur la désignation de Berlin et de Munich, sont naturellement, dans une certaine mesure, fonctionnaires du Gouvernement qui les rétribue et les astreint aux devoirs, aux obligations des fonctionnaires. Dans un pays, où seulement compte ce qui porte un titre, ils sont docteurs, comme les laïques et se montrent extrêmement fiers de cette distinction. A l'exception de rares diocèses rhénans, leur formation, d'ailleurs, n'est pas comme en France, comme en Espagne, comme en Italie, enfermée entre les quatre murs d'un séminaire. Elle est universitaire. Elle n'est pas à l'abri des agitations et des bruits du monde. C'est le plus souvent celle des étudiants de toutes catégories : comme ces derniers, les séminaristes habitent d'ordinaire dans des logements libres ou dans des pensions d'allure plus ou moins ecclésiastique, et leur instruction porte beaucoup plus sur l'histoire des sciences théologiques que sur la théologie elle-même. Dans certains cas, comme au « Gregorianum » de Munich, elle comprenait même, en 1921, des exercices sportifs et militaires, d'où le maniement de la mitrailleuse n'était pas exclu.

On s'explique ainsi le caractère combatif du clergé allemand, et les manifestations peu évangéliques auxquelles il s'est livré en Rhénanie, en Haute-Silésie, et dans la Sarre, partout où il y avait des coups à donner et à recevoir. On conçoit avec quelle ardeur il s'est jeté dans les luttes politiques, dont tout semblait devoir l'éloigner. Les persécutions du Palatinat, le véritable chantage exercé contre tout autonomiste suspect de vouloir affranchir sa petite patrie du joug administratif de la Bavière, sont dans toutes les mémoires. La campagne menée contre les écoles françaises de la Sarre, au mépris de toute neutralité, et à l'instigation des évêques de Trèves et de Spire, est, elle aussi, justement célèbre.

Ainsi s'explique également que tout dissident politique risque les foudres de la religion. En Allemagne, où le courage civique est fort rare, la menace est de taille à faire réfléchir les plus exaltés. On a vu, en Rhénanie et dans la Sarre, des prêtres refuser la communion à des ouvriers appartenant à des syndicats indépendants. Un journal socialiste de Cologne, la *Gazette rhénane*, publiait le 13 mars 1924, sous le titre *Prêtres ou valets du Centre?* un article qui souligne fort bien l'étrangeté d'une telle situation. Après avoir noté qu'à la veille des élections, une conférence d'ecclésiastiques et de laïques s'était tenue à Cologne sous la présidence du Centre rhénan, le rédacteur anonyme poursuivait :

« Ici se placent quelques questions. Il n'existe à notre connaissance, ni commandement divin, ni loi ecclésiastique prescrivant à un catholique d'appartenir au parti du Centre. Il y a au sein de l'Église catholique des millions de fils et de filles fidèles qui préfèrent s'inscrire à d'autres partis. N'importe quelle statistique électorale le démontre clairement...

« Les catholiques non ralliés à l'orthodoxie centriste paient les impôts d'églises aussi bien que les autres. Comment exiger d'eux qu'ils contribuent à subvenir à l'entretien des membres du clergé qui montrent l'intention d'exercer leur charge honorable comme fonctionnaires d'un parti politique déterminé?

« Que l'on ne cherche pas de faux-fuyants. Le clergé rhénan répondrait-il à l'appel, si le président de la social-démocratie rhénane ou le leader du parti populiste l'invitait à une conférence tenue à Cologne pour une démonstration convaincante fondée sur des faits? Comment la masse de la population peut-elle croire à la neutralité de l'Église, du point de vue « politique de parti », si le « clergé rhénan », dans son ensemble, se met à la disposition d'un parti? C'est de la politique cléricale de parti, partialement et brutalement étalée; c'est un empiètement de l'Église dans la lutte engagée par les partis pour la conquête du pouvoir politique, empiètement de nature, peut-être, à accroître la force extérieure de l'Église et du parti du Centre uni à elle par les liens de la fraternité, mais aussi à rebuter fatalement les natures religieuses les plus sensibles et les plus délicates, qui seules ont vraiment représenté le christianisme à travers les âges.

« Si le clergé catholique veut faire œuvre religieuse dans le

domaine économique et politique également, la tâche qui se présente à lui est suffisamment ample.

« Qu'il convoque par exemple, les capitalistes catholiques des villes et des campagnes en assemblée générale et qu'il leur recommande expressément de remplir leurs devoirs de chrétiens envers leurs compatriotes et coreligionnaires peu fortunés et envers l'État. Nous avons la ferme conviction que MM. Klöckner, Thyssen et Loë, écrasés sous le poids de leur repentir, feront amende honorable et pénitence devant le clergé.

« Ou bien, que l'on convoque tous les membres catholiques des associations nationalistes de guerre ou des organisations d'assassinat, et qu'on leur représente qu'il n'est nullement conforme à l'esprit chrétien d'en vouloir à la vie de ses compatriotes, ni de s'apprêter à partir en guerre contre d'autres peuples. Ne devrait-on pas refuser les sacrements de l'Église à de tels éléments plutôt qu'aux travailleurs catholiques qui, opprimés et exploités par les capitalistes, ont adhéré aux syndicats libres?

« Nous ne pourrions rien trouver à redire non plus, si le clergé réunissait les ouvriers catholiques de toutes classes et de tous partis, pour leur faire un sermon sur le rôle du christianisme en matière politique et économique, car, ce faisant, il remplirait uniquement son devoir religieux. Pour donner à ce sermon une signification plus expressive, il suffirait peut-être de convoquer, à côté des ouvriers, employés et fonctionnaires, et de leurs petits enfants, au teint pâli par les privations, quelques groupes de capitalistes catholiques accompagnés de leurs gracieuses épouses, de leurs enfants et de leur domesticité. Pour parler le langage de la *Gazette de Cologne*, ce sermon eût absolument subjugué les auditeurs.

« Comme on le voit, nous sommes les derniers à vouloir empêcher l'Église d'accomplir son œuvre religieuse, dans tous les domaines de la vie. Mais c'est de l'irréligion, de l'intolérance, c'est profaner l'Église que de mobiliser le clergé dans l'intérêt de la besogne électorale d'un parti politique. En un mot, nous retrouvons là le véritable esprit de parti du Centre. »

Ce socialiste parlait d'or, et, soit dit en passant, mettait le doigt sur la plaie, lorsqu'il citait MM. Klöckner, Thyssen et Loë, les gros industriels dont la politique capitaliste rejoint, nous l'avons vu, la pure doctrine socialiste dans son hostilité

à la cause du séparatisme, s'ils sont individuellement et beaucoup plus que leurs adversaires enclins à des compromis.

Plus que toute autre cause, il faut chercher dans cet embrigadement du clergé d'un pays aussi religieux et discipliné que la Rhénanie en faveur d'une conception politique, la raison de l'échec des deux mouvements d'indépendance de 1919 et de 1923.

LES VOYAGES DU DOCTEUR DORTEN

Le docteur Dorten le comprit assez vite, et sa désaffection progressive d'avec le parti du Centre date de cette réunion du 1er février 1919, où il était apparu nettement que les catholiques faisaient cause commune avec les socialistes pour conserver à la Prusse « le libre Rhin allemand ». Dans ces conditions, Dorten devait être logiquement conduit à chercher des alliés parmi les catholiques de l'Empire qui voulaient secouer le joug du Centre. C'est alors qu'il entreprit les fameux voyages en Hesse libre et en Bavière qui lui ont été si souvent reprochés depuis, voyages au cours desquels il entra en relations avec des hommes politiques tels que le prince Isenbourg et le comte Bothmer, connus pour leur hostilité à la Prusse, mais aussi pour l'admiration très mitigée qu'ils professaient pour toutes les démocraties en général et pour la démocratie allemande en particulier. Une habile propagande prussienne, qui dénonçait dans le chef républicain un réactionnaire né, n'eut pas de peine à jeter le trouble au cœur des Rhénans. En réalité, Dorten, qui sentait déjà le terrain se dérober sous ses pieds, cherchait surtout le contact avec la ligue des paysans bavarois du docteur Heim, dont la rupture avec le Centre, trop perméable à son gré aux doctrines socialistes, était définitivement consommée.

Malheureusement, les deux situations étaient trop différentes pour qu'une alliance en règle pût sortir de ces conversations. Tout était à faire dans cette Rhénanie qui, suivant les régions, ne possédait plus depuis 1815 ou 1866 ni cadres, ni administration autonome. Le particularisme bavarois au contraire s'appuyait pour tenir tête à la Prusse et aux champions des Hohenzollern sur la dynastie des Wittelsbach et la popularité du kronprinz Rupprecht. Et s'il n'avait que fort peu d'inclination pour les idées « noir-rouge-or » des démocrates et d'une partie du Centre, c'est que le succès de celles-ci eût en fin de

compte assuré la prépondérance de Vienne recouvrée, aux dépens de Munich. Ces raisons particulières manquaient totalement à la Rhénanie. De plus, les visées traditionnelles de la Bavière sur le Palatinat devaient forcément aller à l'encontre des projets de l'homme qui voulait réunir les villes de Spire et de Dusseldorf dans un même État rhéno-westphalien, et qui se heurtait, en Palatinat même, à la méfiance de chefs locaux tels que Haas ou Eichhorn, hostiles à la Bavière et au catholicisme.

Aussi, sans renoncer à garder le contact avec Munich, et tout en persistant à ne réclamer pour son pays qu'une large autonomie dans le cadre du Reich, Dorten vit-il la nécessité de transporter la question rhénane, du terrain de la politique intérieure, sur le plan international. L'heure semblait, entre toutes, favorable à cette manœuvre. L'Allemagne était toujours sans constitution. Le traité de paix n'était pas encore signé, et le président Wilson, qui s'était posé en champion des nationalités, ne pourrait, pensait-il, qu'être favorable au désir de la Rhénanie de disposer d'elle-même, ou, tout au moins, de sa propre administration.

Dans ce dessein, un nouveau comité, formé par Dorten le 16 mars 1919 et qui se composait, non plus d'hommes politiques (il venait de rompre avec le groupe de Cologne, resté volontairement inactif), mais de Rhénans authentiques tels que le docteur Klingelschmitt, érudit et artiste, proclamait qu'il voulait faire de la Rhénanie « un port pour la paix des peuples, une république de paix ». Décidé à assumer sa part des réparations, le nouvel État, dans la pensée de ses fondateurs, aurait servi de trait d'union entre l'Empire et l'Entente. Ambition généreuse, qui ne tenait peut-être pas suffisamment compte des obstacles et des difficultés, mais sincère sans aucun doute. Et, pour témoigner d'une façon indéniable des sentiments de la population, le comité, s'adressant aux autorités constituées, demandait à Berlin et aux généraux alliés d'autoriser un plébiscite sur la rive gauche du Rhin.

PAS DE PLÉBISCITE

On sait quelle fut l'attitude de l'Entente à cette occasion : l'Angleterre, hostile déja à tout ce qui pouvait amoindrir l'influence de la Prusse, les Américains enclins à considérer tout

adversaire du régime comme un fauteur de troubles qui relève de la police. Restait la France; mais c'était celle de M. Clemenceau, peu décidé à compliquer la tâche ingrate de l'élaboration du traité de paix, en accordant un traitement de faveur, au risque de se brouiller avec ses Alliés, à des populations qui pour lui étaient allemandes et seulement allemandes. L'idée du plébiscite, qui cependant eût dû emporter l'adhésion de l'idéologie à la mode, n'eut aucun succès auprès des Alliés.

Elle en eut moins encore à Berlin, on le devine sans peine. En mai 1919, deux députés du Centre, MM. Kastert et Kuckhoff, avaient accepté de procéder à des échanges de vues avec un chef entreprenant, le général Mangin, qui jouissait sur le Rhin d'un très grand prestige et s'intéressait de près aux projets du docteur Dorten. Berlin, pressenti par Kuckhoff et Kastert, fit une réponse évasive, et les deux députés, soucieux de sonder, à la veille de la signature du traité de paix, les intentions de la France au sujet de la rive gauche du Rhin, prirent sur eux de se rendre à une entrevue qui leur permettrait d'éclairer leur Gouvernement. Celui-ci ne tarda pas à leur témoigner son véritable sentiment en les accusant de haute trahison : le Centre, sur les injonctions de Scheidemann, prit peur et les lâcha. Kastert et Kuckhoff durent résigner leur mandat de députés et s'estimer encore heureux de s'en tirer à si bon compte.

La leçon porta. Il n'y avait rien à attendre par les voies légales, qu'indifférence de la part de l'Entente, hostilité de la part de Berlin. En désespoir de cause, Dorten, à Wiesbaden, (comme Haas à Spire, mais sans liaison avec lui), tente le coup de force, le 1er juin 1919. A Coblence, à Cologne, nos Alliés firent arrêter les meneurs. A Aix-la-Chapelle, on resta sur l'expectative. En zone française, les populations terrorisées ne bougèrent pas. Une grève de protestation fomentée par des agents prussiens, qui avaient agité devant les ouvriers le spectre d'un État clérical, se dessina à Mayence. L'échec était complet. Moins de quatre semaines après, le traité de paix était signé entre les Alliés « et l'Allemagne d'autre part ». Les Rhénans n'étaient pas tenus en dehors du « compte formidable de peuple à peuple » dont avait parlé M. Clemenceau. Il ne pouvait plus être question pour l'instant d'une solution internationale du problème du Rhin.

APRÈS LE TRAITÉ DE VERSAILLES

L'affaire revint alors sur le plan intérieur. Elle fut traitée dans toute son ampleur, au cours de l'immense débat qui s'institua à Weimar le 22 juillet 1919. Le Reich, qui venait de voir consacrer à Versailles le principe même de son unité, ne s'en trouvait pas moins aux prises avec les forces centrifuges du Hanovre, de Bavière et de Rhénanie. Il lui fallut composer, et le compromis qui sortit des délibérations de Weimar admit le principe d'un État unique et fortement décentralisé. Le Centre renonçait dès lors absolument à défendre la conception d'une fédération de pays. Cette solution allait à l'encontre des intérêts des catholiques de Bavière, de Souabe et de Rhénanie, dont la majorité, dans ces trois États, était assurée. Mais elle avait l'immense avantage d'éviter en partie à leurs frères de la Diaspora les conséquences funestes de l'éparpillement, en assurant leur représentation au parlement d'empire. Elle faisait également le jeu des industriels westphaliens tels que Thyssen, qui tenaient dans ses rangs une si grande place. Mais elle reconnaissait implicitement la suprématie de la Prusse et de ses quarante millions d'habitants. Toujours la même antinomie, que le fameux article 18, inventé par Trimborn, ne résolvait pas.

Dernière aggravation : d'un commun accord, les partis, peu pressés de passer à une exécution qui déjà s'avérait difficile, décidaient que pendant un délai de deux ans, dit *Sperrfrist*, les choses resteraient en l'état, sans aucune modification possible. Les Rhénans n'avaient plus désormais aucune chance de pouvoir, pendant tout ce temps, desserrer quelque peu l'étreinte de la Prusse. Au contraire, ils savaient, et cette fois sans ambiguïté possible, qu'ils seraient traités en simples rebelles, s'ils passaient outre aux lois établies, et que le Centre, dominé par Erzberger, partisan résolu de l'unité allemande, pèserait contre eux de tout son prestige et de toute sa force.

Quelques-uns, cependant, persistaient à douter encore. Ils espéraient confusément qu'un schisme, semblable à celui de la ligue bavaroise du docteur Heim, interviendrait, qui les libérerait. Le congrès des sections rhénanes du Centre réuni à Cologne le 15 septembre 1919, pour la première fois depuis la guerre, les détrompa cruellement. La motion de clôture, votée

à l'unanimité moins deux voix, reconnaissait que l'Assemblée nationale de Weimar avait complètement changé l'aspect du problème rhénan. « Pour assainir la situation politique, et permettre la reconstitution économique de la nation allemande, il a fallu, disait-elle, transférer au Reich les droits fondamentaux des États fédérés. Ainsi a commencé de se développer, en un progrès immense, l'évolution vers un État unique, qui a dépouillé les droits spéciaux des États particuliers de la plus grande partie de leur signification. »

Aussi, « conscient de ce changement de la situation », le Congrès des sections rhénanes du Centre reconnaissait-il explicitement que les aspirations rhénanes à une large autonomie devaient être subordonnées « à la réorganisation territoriale de l'ensemble de l'Empire et à ses intérêts généraux ». Une formule aussi large laissait la porte ouverte à tous les abus en faveur des principes unitaires. L'influence de la Prusse devait, il est vrai, céder le pas à une certaine autonomie provinciale, d'ailleurs fort mal définie; mais il était spécifié qu'au cas où la solution de l'État unique s'affirmerait irréalisable, la constitution d'États fédérés ne serait envisagée qu'après délibération de l'Assemblée nationale, à l'exclusion de toute initiative particulière. Et la motion prenait fin sur cet avertissement des plus nets : « Quiconque participe ouvertement ou en secret à une agitation ayant pour but la séparation d'avec le Reich nuit aux intérêts nationaux, culturels et économiques de la population rhénane et s'expulse par le fait même du parti du Centre allemand. »

1er février 1919, 15 septembre 1919. Deux dates. Deux attitudes. A sept mois et demi d'intervalle, le Centre s'est repris, et semble honteux de sa défaillance. L'État rhénan auquel il se résignait, par lassitude peut-être, plus probablement pour conserver le Rhin à l'Empire, il ne le connaît plus désormais, et va même jusqu'à ajourner pendant deux ans, — la période critique où tout peut encore être sauvé, — les revendications les plus bénignes au profit de son ennemi le plus déclaré, la Prusse. Le traité de Versailles a passé par là, ce traité dont le Centre, oublieux des services rendus, réclamait déjà la revision, « au nom de la charité chrétienne et de la réconciliation des peuples ».

DERNIERS ESPOIRS

Une nouvelle ère commence alors. La période d'armistice a pris fin, le 10 janvier 1920, avec l'entrée en fonction de la Haute Commission interalliée, dont la tâche est, en théorie, étroitement limitée à la protection de la sécurité des troupes d'occupation. De part et d'autre, Versailles et Weimar ont nettement défini les attributions de l'occupant et de l'occupé. Dans ce cadre rigide, qui rend si délicate l'intervention de nos représentants, une seule voie reste ouverte au docteur Dorten, en dehors de celle qui mène à la révolte déclarée, et sans espoir à cette époque : la poursuite de l'autonomie dans le cadre du Reich, telle que la prévoit la Constitution allemande. Voie tortueuse et précaire, dans laquelle il s'engage cependant.

Convaincu, par l'échec du 1er juin 1919, que la Rhénanie ne pourra *fare da se*, il est naturellement conduit de plus en plus à porter ses regards vers les États qui ne supportent pas sans colère l'ingérence de la Prusse dans leurs affaires, et ont théoriquement, depuis Weimar, les mêmes droits et les mêmes devoirs que les pays du Rhin. Il lie donc partie avec la Bavière et le Hanovre, cependant que sa conception de l'État rhénan limitée, à l'origine, à la rive gauche du Rhin, s'agrandit singulièrement jusqu'à comprendre, d'une part la Westphalie et les pays de l'embouchure de l'Ems, d'autre part le Palatinat bavarois. Il espère ainsi conserver le contact avec les adversaires les plus déterminés de la Prusse. Plan grandiose, mais qui a le défaut d'étendre démesurément, à une heure bien peu propice, un État dont les différentes régions manquent déjà de cohésion, pour s'assurer des alliés peu sûrs d'eux-mêmes, et dont les aspirations sont bien différentes des siennes.

En même temps, il se préoccupe d'attirer à lui les catholiques que l'évolution du parti du Centre, de plus en plus marquée vers la gauche, commence d'inquiéter sérieusement. Un « comité réformateur » de dissidents s'est justement constitué le 30 avril 1920. Les gros propriétaires, effrayés de la politique de socialisation à laquelle Erzberger et le docteur Wirth prêtent la main, certains industriels, les comités des classes moyennes semblent un instant prêts à appuyer son action, dans l'espoir de faire échec aux syndicats chrétiens de Stegerwald.

La déclaration du comité contient même cette forte concession aux principes activistes : « De l'avis de l'opposition du Centre, l'Empire allemand ne peut se reconstituer que sur le terrain fédéraliste dans le respect des particularités des races allemandes, et des intérêts géographiques et économiques des provinces. Le Comité réclame une indépendance assez étendue pour les membres de la fédération tant au point de vue « culturel » que sur les terrains politique, financier, administratif et économique. »

Le 3 mai suivant, à la veille des élections, la scission est effective à Cologne. Le « parti populaire chrétien » est formé. Il ne devait guère survivre aux élections qui virent son écrasement complet par suite de l'opposition presque unanime du clergé.

Dès lors, l'influence de Dorten décroît. Il essaie cependant de s'orienter vers les milieux économiques et fonde à Wiesbaden un comité mixte qui favorisera les échanges franco-allemands par la Rhénanie. A titre d'avertissement, les autorités prussiennes le font enlever en automobile le 23 juin 1920. Avec une brutalité inouïe, on l'emmène à Francfort, et de là à Leipzig, pour être jugé par le tribunal d'Empire. Sur l'injonction de la Haute Commission interalliée, on le relâche après quelques jours de détention arbitraire. Comme au temps de Kastert et de Kuckhoff, Berlin n'admet toujours pas qu'on veuille s'attaquer à la prépondérance prussienne.

Un dernier espoir restait cependant d'obtenir, par les voies légales, un semblant d'autonomie : le 11 août 1921 expirait en effet le délai de deux ans, au bout duquel il était loisible aux pays d'invoquer le bénéfice de l'article 18. Il fallait pour cela que le referendum fût demandé par le tiers des électeurs inscrits dans les territoires intéressés, et que les trois cinquièmes des votants, constituant au moins la majorité des inscrits, se prononçassent pour la séparation.

Ce dernier espoir s'envola bientôt. Le ministre de l'Intérieur du Reich, le Dr Gradnauer, adressa, à l'approche de l'échéance, un appel aux chefs des différents groupes allemands, dans lequel il leur demandait de remettre à plus tard tous les projets de réorganisation territoriale de l'Empire en raison de la gravité de l'heure. Cet appel fut entendu. Le 9 juin 1921, les représentants des principaux partis rhénans, — nationaux allemands, populistes, démocrates-centre et social-démocrates — réunis à Königswinter, votaient la résolution suivante :

« D'accord avec le point de vue adopté par nos chefs de parti au Landtag provincial rhénan, nous déclarons que, pour la durée de l'occupation du territoire rhénan, aucun plébiscite, conforme à l'article 18 de la Constitution, ne saurait avoir lieu, même après l'expiration du délai prévu par l'article 16. Nous exprimons l'espoir que les autres régions s'abstiendront également jusqu'à cette époque de tout plébiscite, même en admettant que le délai en question n'ait pas été prolongé par la voie légale. »

Cette fois, c'était bien fini. Le Centre, il est vrai, comprenant qu'il s'était laissé entraîner trop loin, tâchait, quelques jours après, de revenir sur son adhésion en refusant de prendre un engagement de cet ordre pour toute la durée de l'occupation. La démonstration n'en était pas moins faite, que les partis politiques s'opposeraient toujours, et de toutes leurs forces, à la réalisation des aspirations populaires rhénanes les plus modérées.

C'est ce qu'avait saisi Joseph Smeets, de Cologne, et c'est à quoi Dorten, contre toute évidence, ne voulait pas se résigner. Tous deux étaient également convaincus. Tous deux voulaient également la libération de leur petite patrie. Mais Dorten, avec sa formation intellectuelle et ses allures d'aristocrate, était un homme politique, décidé à tenir compte des nécessités de la politique. Smeets, au contraire, était un ouvrier socialisant, sinon socialiste, nullement anticlérical d'ailleurs, mais d'autant plus porté à ignorer les jeux des groupes et des partis, qu'il était peu au courant de leur structure et de leur fonctionnement. Avec son obscur bon sens, il avait vite démêlé qu'il n'y avait rien à attendre de ce côté et que l'État rhénan sortirait du peuple, ou qu'il ne serait pas. Ses partisans les plus dévoués se trouvaient être les paysans de l'Eifel, de la Hesse. Lorsqu'en octobre 1923, le mouvement partit dans des conditions lamentables, c'est dans cette région (je mets à part le Palatinat, dont l'évolution fut différente) que la résistance au Reich dura le plus longtemps. Par malheur, une balle prussienne avait, depuis un an déjà, privé le jeune chef rhénan de toute activité intellectuelle.

GUY DE TRAVERSAY.

(*A suivre.*)

MÉMOIRES

(1825-1871)

III[1]

LES SALONS DE PARIS (1838-1843)

La perte d'une première et vive affection à l'entrée de la jeunesse est un coup très rude qui laisse des traces pour toute la vie. C'est comme la foudre tombant sur un jeune arbre au moment où sa tige s'élevait vers le ciel. La sève peut n'être point tarie, ni la croissance arrêtée : mais une courbure dans le tronc et une répartition inégale et irrégulière des branches restent comme les marques toujours visibles de l'atteinte qui l'a frappé.

Ce fut ainsi que la mort imprévue et prématurée de ma mère donna au développement de mon caractère une direction dont s'est ressenti le cours de ma vie entière. Le premier effet cependant, dont sous beaucoup de rapports je devais profiter, fut de me rapprocher de mon père, avec qui mes relations, bien que très affectueuses, n'avaient eu jusque-là rien d'intime. Sa nature peu expansive, son tour d'esprit grave et élevé n'étaient pas faits pour mettre l'enfance ni même la jeunesse à l'aise, et je l'abordais avec plus de respect que de confiance. Lui-même ne trouvait guère à me dire que quelques plaisanteries aimables que je commençais à juger un peu au-dessous de mon âge, suivies de quelques questions un peu vagues sur le sujet ou le progrès de mes études. Cette réserve cessa pendant les premiers jours qui suivirent notre malheur à l'effusion de

Copyright by Duc de Broglie, 1924.

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1924 et 1er janvier 1925.

notre douleur commune. Puis, quand, sans être moins affligés, nous reprîmes un peu plus de calme, et que nous fûmes tristement rétablis à Paris, mon père crut de son devoir de me suivre d'un peu plus près et de remplacer en quelque mesure l'affection vigilante que j'avais perdue.

La nature des travaux auxquels je devais me livrer cette année rendit entre nous le rapprochement plus facile. J'entrais en philosophie, et les recherches philosophiques étaient justement de toutes les occupations de l'esprit celles auxquelles mon père s'adonnait le plus volontiers dans les intervalles que lui laissaient les devoirs de la vie publique. Un traité très remarquable sur la nature de l'immortalité de l'âme, publié dans la *Revue Française* en réfutation des doctrines matérialistes du fameux docteur Broussais, lui avait fait une véritable réputation parmi les métaphysiciens de profession. Depuis lors, il travaillait en silence, suivant sa méthode, à un grand ouvrage de philosophie religieuse qu'il a eu le temps de terminer et que je conserve avec soin, bien que, pour différentes raisons, je n'aie pas cru jusqu'ici devoir le faire connaître au public. Une première partie, touchant principalement le fondement de la certitude, c'est-à-dire la réfutation de toutes les formes du scepticisme, était déjà menée à fin et formait un traité complet. Il eut la bonté d'en faire la lecture et le commentaire avec moi. Nous eûmes ainsi régulièrement tous les jours à peu près une heure de conférences qui se passaient en communications mutuelles d'une valeur très inégale. Je lui soumettais les rédactions que je faisais d'après les leçons de notre professeur qui était M. Adophe Garnier, disciple de Jouffroy, et fervent adepte de l'école écossaise, alors dominante. Il me faisait ses observations sur les doctrines du professeur et sur le travail de l'élève. Puis nous passions à son ouvrage. La métaphysique fut ainsi le premier terrain sur lequel nos esprits se rencontrèrent.

La politique fut notre second lieu de rendez-vous. L'hiver de 1839, qui suivit la mort de ma mère, fut celui où eut lieu à la Chambre des députés, cette grande lutte, tristement célèbre sous le nom de coalition, qui a si fortement ébranlé l'établissement monarchique de 1830, et fait encore aujourd'hui tant de tort, dans l'esprit de bien des gens, à la forme même du gouvernement parlementaire. MM. Thiers et Guizot, suspendant un moment leur inimitié, —qui n'en restait pas moins très vive au

fond de leur âme, — s'unissaient pour combattre le ministère du comte Molé, dont le tort le plus grave à leurs yeux, je dois bien l'avouer, était d'avoir trouvé un moyen de se passer de l'un et de l'autre. Les griefs allégués contre M. Molé n'étaient pas absolument sans fondement: mais en comparaison de ce que nous avons vu et supporté depuis lors, ils paraissent aujourd'hui bien légers. On lui reprochait trop de complaisance pour les volontés royales et trop peu de dignité patriotique, dans la conduite des relations extérieures. Il y avait bien quelque vérité dans l'un et l'autre de ces griefs, et mon père, qui, pendant son ministère, avait eu plus d'une fois des démêlés avec le Roi sur la direction des affaires étrangères, les partageait en certaine mesure.

Puis il n'était pas insensible au plaisir de retrouver ses deux anciens collègues combattant, momentanément au moins, sur le même terrain. Il se trouvait donc un peu engagé dans la coalition, mais avec la modération naturelle à son caractère, et la réserve plus grande encore que lui imposait son grand deuil, aussi bien que sa situation à la Chambre des pairs, qui le tenait éloigné du théâtre même de la lutte.

La modération n'est pas le fait d'un politique de dix-sept ans: je voyais pour la première fois mes amis et mon père dans l'opposition, et leurs griefs avaient un caractère de générosité et d'indépendance bien fait pour séduire la jeunesse. J'entrai donc avec beaucoup plus de passion que mon père dans les sentiments et dans les espérances des coalisés. Un autre motif aussi me faisait prendre un vif intérêt à l'issue de la lutte parlementaire. Je pensais que, s'il sortait du triomphe de la coalition un ministère dont feraient partie les hommes politiques considérables de la Chambre, on aurait recours à mon père pour les présider et les mettre d'accord, et je désirais vivement voir mon père rentrer au pouvoir, moins pour jouir moi-même ou profiter de sa grandeur, que pour l'arracher par des occupations forcées au chagrin dont je le voyais possédé et aux idées de retraite absolue qu'il exprimait souvent, et qui me semblaient prématurées dans la force de l'âge et de la vie où je le voyais. Ma sœur et mon beau-frère partageaient mes sentiments et nous conspirions ensemble pour la chute de M. Molé et pour le succès de ses rivaux. Sur les bancs du collège, je faisais tout haut, avec une ardeur peu philosophique, de la propagande en faveur de

la coalition. Le véritable danger de cette manœuvre, l'alliance qu'elle rendait nécessaire avec les ennemis de la dynastie et de l'ordre public, échappait à mon inexpérience. Je ne m'en aperçus que lorsqu'après leur succès électoral, les coalisés, comme on ne s'était pas fait faute de le leur prédire, ne pouvant s'entendre sur le partage des dépouilles du ministère renvoyé, une crise ministérielle d'une longueur inaccoutumée s'ensuivit et dégénéra en une sorte d'interrègne gouvernemental dont les factieux voulurent profiter. Une émeute conduite par le célèbre Barbès éclata brusquement et faillit emporter d'assaut la Préfecture de police et le ministère de l'Intérieur ; et un jour et une nuit ne furent pas de trop pour la réprimer. Je compris alors, comme par un trait de lumière, sur quelle assiette peu solide repose la société française et le danger auquel l'ordre matériel y est toujours exposé. Cette impression ne m'a pas quitté et je suis devenu, ce jour-là, le conservateur décidé que je suis resté toute ma vie.

Mon père était absent de Paris pour quelques jours, quand eut lieu cet essai de soulèvement populaire. C'est à cette circonstance purement fortuite qu'il dut de ne pas être compris dans le cabinet formé à la hâte sous la pression de la circonstance et où il semble même qu'on lui eût réservé sa place, car on fit prendre au maréchal Soult, peu diplomate de son métier, le portefeuille des Affaires étrangères. Il lui eût été difficile de refuser pendant que l'émeute grondait. Le péril passé, et le ministère constitué, il lui fut plus aisé de se dérober à toutes les instances qui lui furent faites pour y prendre place. Je le regrettai vivement; depuis lors, j'ai compris qu'il avait raison et que la fortune le servit bien en lui épargnant cette nouvelle épreuve.

Les dernières années du gouvernement de Juillet, — pendant lesquelles le péril social étant ou semblant moins grand que dans les premières, les ambitions et même les intrigues personnelles se donnèrent plus librement carrière, — lui auraient réservé une tâche peu faite pour son caractère et qui n'aurait pas grandi sa réputation.

Laissé ainsi dans une liberté qui lui était chère, mon père se hâta de quitter Paris pour échapper à de nouvelles instances et m'emmena en Suisse, sans même me laisser achever ma philosophie. De Suisse, après un été tristement passé à Coppet, demeure devenue plus mélancolique que jamais, nous allâmes.

toujours pour fuir des amis trop obligeants, faire un voyage de quelques mois en Italie et nous établir à Naples où mon beau-frère venait d'être appelé au poste de premier secrétaire d'ambassade. Ce voyage tout classique, fait suivant toutes les règles qu'on suivait alors pour ce genre d'expédition, n'eut rien de très remarquable et m'a laissé assez peu de souvenirs. J'étais triste, assez abattu ; mes compagnons de voyage, mon père et M. Doudan, avaient moins d'entrain encore : nous étions tous peu en humeur de sentir les beautés d'art et de nature dont, quelques années plus tard, dans une tout autre disposition, j'ai au contraire goûté vivement la jouissance. Nous suivîmes la grande route des voyageurs, voyant dans chaque endroit, suivant nos guides et nos itinéraires, ce que tout le monde voyait et ce qu'on devait voir. Aussi ne retrouvé-je que deux faits dans cette courte excursion qui valent la peine d'être notés.

L'un, c'est l'extrême difficulté que nous eûmes alors à entrer en Italie, et qui étonne aujourd'hui que, par les trois tunnels du Mont-Cenis, du Saint-Gothard et du Splügen, on y pénètre en toute saison à toute vapeur.

Mais alors, à l'entrée de l'automne, quand les torrents débordés descendaient à grand fracas des montagnes, c'était toute une affaire. Nous voulions passer le Simplon, nous fûmes arrêtés dans un petit village du Valais nommé Tourtemagne où il fallut rester trois jours enfermés, la route étant interrompue en avant comme en arrière. Force fut ensuite de rétrograder, la montagne étant décidément inaccessible, et de rentrer assez piteusement à Coppet. Nous prîmes alors le chemin du Mont-Cenis qui se montra de meilleure composition. Mais de Turin, quand nous voulûmes aller à Milan pour joindre Venise, nouvelle impossibilité : le Pô ne pouvait pas non plus être franchi, et, de guerre lasse, il fallut nous rabattre sur Florence : heureux encore que les affluents de l'Apennin ne fussent pas aussi disgracieux que ceux des Alpes.

L'autre circonstance qui me paraît également digne d'un peu de mémoire est d'une nature bien différente. C'est une rencontre, aussi étrange par le lieu où elle se passa que par la personne même que j'y vis alors pour la première et la seule fois de ma vie. Nous nous trouvâmes à Rome juste au moment où M. le Comte de Chambord, tout frais émoulu comme moi de ses études, et entrant dans la vie, fit dans la ville éternelle une

apparition qui causa quelque bruit. C'était le premier voyage qu'on lui faisait faire pour commencer le rôle de prétendant qu'il a gardé pendant un demi-siècle. On le présentait au Pape, à la société romaine, au grand déplaisir de notre ambassadeur M. de La Tour-Maubourg, que la faveur témoignée par toute la prélature et l'aristocratie romaine à l'héritier de la maison de Bourbon mettait dans la situation la plus embarrassante. Naturellement il n'était pas question pour nous de lui rendre aucun hommage et nous ne cherchions qu'à l'éviter. Nous y avions assez bien réussi, quand un jour, nous étant arrêtés par hasard devant le tombeau des Stuarts, sculpté par Canova et qui se trouve à l'entrée de la basilique de Saint Pierre, nous vîmes approcher un petit groupe, au centre duquel se trouvait un jeune homme blond, d'une belle figure, et ayant le type très accusé de la maison de Bourbon. C'était le Prince: c'était Henri V venant regarder le tombeau de Jacques III! Nous nous éloignâmes à l'instant, très émus de ce rapprochement. Mais qui aurait été bien plus surpris encore, c'était moi, si l'on m'eût dit que, trente-quatre ans après, à peu près jour pour jour, j'offrirais la couronne au Comte de Chambord, qui la refuserait de ma main.

Notre voyage, demeuré jusqu'au bout assez insignifiant, étant terminé, nous revînmes à Paris au commencement du printemps de 1840, et notre vie, d'abord désolée, puis errante, depuis la mort de ma mère, prit une assiette un peu plus fixe. Mon père s'établit comme un homme à peu près retiré du monde, ne sortant plus, restant chez lui tous les soirs, étranger à toutes les relations ordinaires de la société, et ne participant même plus aux affaires publiques que dans la stricte mesure exigée par ses devoirs de membre de la Chambre des pairs. A cinquante-cinq ans qu'il avait, c'était se mettre un peu tôt en retraite, et, quelque affection qu'il eût pour moi, il oubliait peut-être un peu trop qu'il avait un fils entrant dans sa vingtième année, dont il eût peut-être été bon de guider les premiers pas dans le monde.

Je crois que ce fut de sa part un léger tort, qui eut pour moi des conséquences assez fâcheuses: non que l'inconvénient ait été celui qu'on pourrait naturellement supposer. Plus d'un jeune homme de mon âge et dans ma situation, ne trouvant pas la direction paternelle pour le conduire, au moment où

elle lui aurait été le plus nécessaire, se serait livré à quelques écarts, et, n'étant pas introduit dans la bonne compagnie, se serait tourné du côté de la mauvaise, dont l'accès est toujours ouvert à ceux qui ont un peu d'argent à dépenser. Rien de pareil ne m'arriva, je n'éprouvai même aucune tentation de ce genre. J'en étais éloigné par le tour assez sérieux de mon esprit et les principes religieux que je tenais de ma mère. Je ne fis point de dettes, je n'eus point de maîtresse, et ne courus ni les bals ni les divertissements publics. Mais je restai chez moi, un peu solitaire, étranger à ma génération, et comme il faut bien que l'ardeur de la jeunesse qu'on ne peut complètement éteindre se porte quelque part, ce fut du côté de la politique qu'elle se tourna chez moi tout entière.

Je me mis à suivre avec passion les délibérations de la Chambre, tantôt y assistant de ma personne, — les études de droit que je commençais alors ne remplissant qu'une partie de mes matinées, — tantôt écoutant avec passion le compte-rendu de ce qui s'y était passé, et dont on venait habituellement s'entretenir le soir dans le salon de mon père. C'était le rendez-vous de ses anciens amis politiques, M. Guizot, M. Villemain, M. Cousin, M. de Rémusat. Leur conversation pleine d'esprit et d'intérêt ne roulait pourtant guère que sur l'événement et même l'incident parlementaire de la journée.

Aussi je ne rêvais plus que la tribune, et je comptais avec impatience les dix années qui me restaient encore à vivre avant de franchir l'accès du Parlement. Pour m'y mieux préparer, je formai avec quelques camarades une de ces petites conférences, imitées des *Debating Societies* d'Angleterre, qu'on a baptisées en France du nom ridicule de *Parlottes*, et qui ont l'avantage de former les jeunes gens à l'usage de la parole, et de les forcer à étudier quelques questions de droit et de législation. Mais n'ayant pas d'autre divertissement, celui-là prit dans ma vie et dans mes préoccupations une part disproportionnée. Des discours à préparer, une petite assemblée de cent cinquante personnes, divisées en partis à l'image de la grande assemblée parlementaire à conduire, des majorités à former, des compétiteurs oratoires à combattre, devinrent la grande affaire de ma vie. C'est dans cette petite réunion que j'ai fait connaissance avec la plupart des hommes de ma génération avec qui j'ai été plus tard en relation.

Il est possible que cette passion un peu puérile, en s'emparant de mon imagination, ait détourné ma jeunesse de quelques désordres et, en ce cas, elle m'aura rendu un véritable service. Il se peut aussi que cette préparation faite de si bonne heure à la vie publique, m'ait été de quelque utilité, lorsque, bien longtemps après, après plus de trente ans d'attente et d'épreuves diverses, la carrière politique s'est bien tardivement ouverte pour moi. Mais j'incline à croire que, même sous ce rapport, un genre de vie plus naturel et mieux fait pour mon âge eût été préférable. On m'a reproché, quand j'ai approché du pouvoir, d'avoir un abord trop peu sympathique, une raideur de formes et de manières qu'on prenait volontiers pour de la hauteur, et qui me faisait plus d'un ennemi. Un peu plus de vie mondaine m'aurait peut-être heureusement assoupli, m'eût donné quelque chose de plus liant et de plus aimable qui n'aurait pas nui à un premier ministre. En un mot, s'il est ridicule et souvent honteux de rester trop jeune vers le déclin de la vie, il n'est pas sans inconvénient non plus, dans la jeunesse, de devancer l'effet du temps. La nature et la société sont deux vieilles dames qui ont de l'expérience, et quand elles disent qu'il faut être de son âge, elles n'ont pas tort, aux vices et aux faiblesses près, bien entendu, dont chaque âge a sa part, et qu'il faut toujours éviter.

Je dois dire, pour ma justification, que rien n'était plus difficile et plus délicat à ce moment, pour un jeune homme, laissé absolument seul comme je l'étais, que d'entrer en relation avec la société de Paris.

Cette société était divisée, depuis la Révolution de juillet 1830, en deux fractions opposées et ennemies qui ne frayaient guère l'une avec l'autre. C'était d'une part, la grande majorité de l'ancienne aristocratie française, — ce qu'on appelait le faubourg Saint-Germain, parce qu'elle habitait alors presque tout entière ce quartier de la rive gauche de la Seine, — qui tenait rigueur au Gouvernement nouveau et ne voulait avoir rien de commun avec ses serviteurs ; de l'autre, une très faible partie de cette noblesse, ralliée aux idées libérales depuis 1789, puis les seigneurs de nouvelle fabrique du premier Empire, enfin la haute bourgeoisie qui formait la Cour du roi Louis-Philippe. Très peu de rapports existaient entre ces deux camps : même dans les familles qui étaient partagées, les relations étaient au plus

aigre, et dans les réunions où on était exposé à se rencontrer, — comme dans les ambassades, — à peine si on se saluait et on ne se parlait pas.

Quel parti aurais-je pris entre les deux ? Par les opinions de mon père, j'appartenais à la société du nouveau régime, par ma naissance et mes liens de famille, par mes idées religieuses et peut-être aussi, je dois le confesser, par un goût secret pour les habitudes aristocratiques, j'eusse été porté à me rapprocher de l'autre groupe. Il aurait fallu plus d'habileté que je n'en avais pour naviguer, sans me heurter à plus d'un écueil, entre ces deux courants qui ne se mêlaient pas. Les conseils d'une mère, une influence féminine peut-être d'une autre sorte, eussent pu seuls m'en apprendre le secret. L'un et l'autre guide me manquant, et ne sachant comment m'y prendre, du moment où je ne pouvais aller partout, je trouvai plus commode et plus court de n'aller nulle part, et de m'enfermer plus que jamais dans le petit cercle doctrinaire et politique où je me sentais à l'aise.

Bientôt, M. Guizot étant revenu au ministère, — qu'il ne devait plus quitter jusqu'à la catastrophe qui emporta la monarchie, — l'amitié qui le liait à mon père et dont il laissait retomber quelque chose sur moi, vint m'ouvrir les approches des grandes affaires, à un âge où généralement on ne les voit que de très loin. Non pourtant que mon père eût cherché à m'attacher à la personne de M. Guizot, comme celui-ci peut-être l'eût désiré, en me faisant entrer dans son cabinet. Mon père connaissait trop bien le dessous des cartes parlementaires pour ne pas savoir que le cabinet d'un ministre dirigeant n'est pas un centre d'affaires, mais bien le théâtre où se joue la comédie des intrigues et des intérêts personnels : aussi ce qu'il demanda à son ami, et ce qu'il obtint sans peine, ce fut de me faire entrer à un rang plus élevé que celui de simple débutant dans la direction politique du ministère des Affaires étrangères, qui est le lieu où viennent aboutir tous les fils de la diplomatie.

Je trouvai là, pour me donner mes premières leçons de politique pratique, un homme dont j'ai décrit dans un de mes ouvrages, *le Secret du Roi*, la figure originale. C'était l'excellent M. Desages, dont aucun de ceux qui ont été placés sous ses ordres n'a perdu le souvenir. Ce successeur des grands premiers commis de l'ancien régime était comme eux imbu jusqu'à la

moelle de ces traditions diplomatiques qui, suivies depuis François Ier à travers Henri IV, Richelieu et Louis XIV, ont conduit la France à l'apogée de sa grandeur. Mais c'était en même temps, par le plus singulier des contrastes, l'âme la plus vraiment, je dirai même la seule vraiment républicaine, dans la plus noble acception du mot, que j'aie rencontrée en France.

Jamais serviteur dévoué de l'État ne fut plus citoyen et moins courtisan. Nulle ombre d'ambition personnelle ; nul souci de briller et de paraître ; nulle trace d'esprit de parti ; peu d'attachement même (j'ai lieu de le penser) pour une dynastie quelconque ou même pour une forme de gouvernement : l'unique préoccupation de l'intérêt national, quel qu'en fût le représentant, c'était là ce qui rendait M. Desages si merveilleusement approprié au poste qu'il avait à remplir. Les ministres passaient et se succédaient rapidement au-dessus de sa tête : il apportait à tous un concours également loyal, également utile, sans ombre de flatterie ou de complaisance, et en gardant au fond de l'âme sur chacun d'eux une liberté de jugement un peu dédaigneuse. Son abord froid, son regard fixe, son attitude impassible intimidaient involontairement ceux qui, ayant pour un jour le droit de le commander, auraient été tentés d'en user pour méconnaître ses conseils. Il se dressait devant eux comme l'image des graves et inflexibles devoirs qu'ils avaient à remplir, faisant rentrer dans le néant les intérêts du pouvoir éphémère dont ils étaient momentanément dépositaires. S'il eut jamais pour un ministre une estime et une affection particulières, ce fut pour mon père. C'était un rapprochement naturel entre deux natures également loyales et désintéressées.

Sous ses ordres, et plus directement en rapport avec moi, comme chef de la sous-direction où je fus admis, se trouvait un autre homme de bien et d'esprit avec qui mes relations ont été encore plus intimes et de plus longue durée, M. de Viel-Castel, depuis mon confrère à l'Académie française et resté jusqu'à sa dernière heure, — je viens à peine de l'ensevelir à quatre-vingt-quatre ans, — le plus fidèle et le plus cher de mes amis. M. de Viel-Castel n'avait peut-être ni la fermeté d'esprit ni la lucidité de coup d'œil qui faisaient le mérite supérieur de M. Desages; mais son intelligence était plus cultivée, ses connaissances plus variées, et par ses sentiments comme par ses habitudes, il était plus homme du monde que M. Desages.

Quelque chose à la vérité manquait peut-être non à la distinction, mais à la parfaite élégance de ses manières. Son langage un peu trop précis et trop arrangé n'avait pas toute l'aisance qu'on aime à trouver dans la conversation d'un salon : il dissertait volontiers plus qu'il ne causait.

Mais, à ces petits défauts d'extérieur près, je n'ai jamais connu de plus parfait gentilhomme. Quelle élévation dans les idées! Quelle délicatesse! Quelle fidélité dans l'amitié! Quelle sûreté dans le commerce! Quel dévouement aux nobles causes et, sous une apparence un peu froide, quelle chaleur de cœur! Je le regretterai jusqu'à mon dernier jour.

Sous de si excellents guides qui me prirent très vite en affection, je fus très rapidement initié aux affaires. M. Guizot, d'ailleurs, me suivait du regard et me prenant quelquefois à part, il me chargea de travaux importants d'une nature confidentielle dont on retrouvera les manuscrits dans mes papiers.

*
* *

Si je restais étranger aux divertissements mondains proprement dits, je n'étais pourtant pas absolument confiné dans la petite société qui se réunissait le soir chez mon père, plusieurs salons m'étaient ouverts, mais c'étaient des réunions choisies et sérieuses, où la politique encore tenait la première place.

On ne sait déjà presque plus aujourd'hui, et demain on ne saura plus du tout, ce que c'était alors qu'un salon politique. Cette espèce d'institution sociale supposait, — ce que notre état démocratique ne comporte plus, — que le jeu des affaires publiques se passait dans un cercle appartenant à un monde élevé et même élégant, et où l'influence des femmes distinguées, nées dans ce qu'on appelle la bonne compagnie, pouvait se faire sentir. Il était, par exemple, assez reçu qu'un homme ayant joué ou prétendant jouer un rôle dans l'État fît une sorte d'élection de domicile dans un salon où ses amis étaient à peu près sûrs de le trouver tous les soirs, où il se délassait des soins du matin, en se préparant aux épreuves du lendemain.

La maîtresse du logis était rarement sa femme, plus souvent une ancienne amie qui avait peut-être été, en son temps, quelque chose de plus, mais les années avaient épuré et consacré cette intimité, que la société traitait avec des égards approchant du respect. Il semble que ces relations délicates

entre hommes et femmes d'élite fussent une coutume sociale datant de l'ancien régime et qui lui avait survécu, car les mémoires et les correspondances nous font connaître des arrangements de vrais ménages de cette espèce, établis, acceptés et durant jusqu'à la veille même de la mort, au XVIIe siècle, entre l'auteur des *Maximes* et Mme de La Fayette, plus tard, entre Mme du Deffand et le président Hénault, le prince de Conti et Mme de Boufflers, le duc de Nivernais et Mme de Rochefort, enfin, dans les premiers temps de la Restauration, entre M. de Lally-Tollendal et la princesse d'Hénin, l'abbé de Montesquiou et Mme de Simiane, etc. Il y avait, au moment où j'entrais dans la vie, trois salons de ce genre qui avaient chacun son caractère particulier, et dont j'aime d'autant mieux à me souvenir que rien ne me les rappelle aujourd'hui.

De ces diverses réunions, celle où j'étais le plus affectueusement reçu, était la maison de la comtesse de Boigne, où régnait en maître le vieux chancelier Pasquier. On sait quel rôle important ce digne vieillard avait joué sous les divers Gouvernements qui se sont succédé depuis le commencement du siècle. La révolution de 1789 l'avait trouvé conseiller au Parlement par l'héritage d'un aïeul que son rôle dans le procès de Lally avait rendu tristement célèbre. Échappé non sans peine des prisons de la Terreur, il avait été successivement conseiller d'État et préfet de police sous l'Empire, garde des Sceaux et ministre des Affaires étrangères sous la Restauration, puis président de la Chambre des pairs sous le Gouvernement de 1830. Il résumait ainsi, en sa personne, l'histoire vivante des cinquante dernières années : il n'y avait guère d'événement important dont il ne sût le détail et auquel il n'eût pris une part personnelle. Rien de plus intéressant que de l'entendre causer de tant de personnages célèbres dont il avait approché, de tant de scènes mémorables auxquelles il avait assisté. J'étais tout oreilles pour l'écouter, et me sachant gré de cette attention, très attaché d'ailleurs à mon père, malgré la différence de leurs caractères, il m'avait pris en une véritable affection.

Ce qui ajoutait à l'intérêt de sa conversation, c'est qu'elle était parfaitement sincère, sa conscience ne lui reprochant absolument rien dans sa longue carrière. Ce n'était pas l'avis de tout le monde, car plus d'un puritain des divers partis blâmait cette flexibilité de nature et cette souplesse d'opinion qui

l'avaient fait passer sans peine à tant de reprises d'un gouvernement à un autre. Mais quant à lui, il n'en éprouvait aucun scrupule, et s'est expliqué plus d'une fois avec moi à cet égard, élevant cette facilité de conduite à la hauteur d'une théorie qu'il appuyait d'assez bonnes raisons.

« Voyez, me disait-il, depuis la chute de l'ancienne monarchie, il n'y a plus eu de gouvernement en France : tout ce qui a porté ce nom n'a été qu'une suite d'expédients, propres, dans chaque circonstance donnée, à sauver le pays des derniers malheurs. Il m'a toujours semblé raisonnable et patriotique d'aider ces combinaisons éphémères dans cette œuvre de salut, mais sans jamais s'inféoder à leur cause ni surtout s'associer à leurs fautes. Je n'ai jamais fait opposition à leur principe, mais je n'ai jamais pris part à leurs méfaits. »

Et effectivement il était resté fidèle à cette règle élastique et sa conduite politiquement discutable a toujours été moralement irréprochable.

Cette manière éclectique de juger les événements rendait son abord et son commerce faciles pour les hommes de tous les partis. Mais il n'aimait cependant pas qu'on fût plus sévère et plus difficile que lui; aussi le seul jour où il m'ait adressé quelques paroles de mauvaise humeur, ce fut après le coup d'État du 2 décembre, quand il apprit que je refusais de prêter serment au nouveau régime. Cette délicatesse semblait un reproche à son adresse: « Un serment politique, s'écriait-il avec colère; qu'est-ce que cela signifie? C'est aussi bête à refuser qu'à demander. J'en ai prêté quatorze, monsieur : en suis-je moins considéré?... » Et de fait, il n'avait pas si tort, car une grande considération l'entourait.

Comment s'était établie sa relation intime avec Mme de Boigne, qui n'était rapprochée de lui par aucun rapport d'origine et de caractère, c'est ce que leurs contemporains, plus âgés que moi, auraient pu seuls bien m'expliquer et ils ne l'ont jamais fait d'une façon qui m'ait tout à fait édifié. On le saura, je le pense, plus complètement quand un jour paraîtront les Souvenirs de Mme de Boigne elle-même, dont j'ai pu connaître quelques parties, et qui lui feront une place dans la collection si riche des *Mémoires de l'histoire de France*, à côté de Mme de Motteville, de Mme de La Fayette, et de Mme de Rémusat.

Elle y raconte elle-même, avec des détails tout à fait piquants, le singulier mariage qu'elle avait été amenée à faire pendant les jours difficiles de l'émigration. Proscrite, fugitive, et réduite à la misère comme toute sa famille, elle avait dû gagner sa vie et soutenir ses parents en faisant entendre dans les salons de Londres une très belle voix dont elle était douée. Sa charmante figure et l'élégance de ses manières attirèrent l'attention d'un vieux militaire, ou plutôt d'un vieil aventurier, le général Leborgne, Savoyard de naissance et de la plus basse extraction, mais qui avait fait fortune dans les Indes en se mettant au service du fameux chef indien Tippoo Saïb. Cette fortune avait été ensuite complétée par les Anglais à qui il était fort soupçonné d'avoir facilité, moyennant salaire, la capture de la personne et des États de son souverain. Ce fut cette opulence si étrangement acquise qu'il offrit de partager à la pauvre jeune fille exilée, et elle y consentit sans hésiter, à la seule condition de stipuler pour ses parents qu'elle adorait des avantages pécuniaires qui missent fin à leurs peines.

Le mariage ainsi conclu fut-il un véritable mariage? J'ai entendu raconter à cet égard les anecdotes les plus étranges et qui faisaient croire que le pauvre général, véritablement pris au piège par cette innocente, n'avait pas même un jour été payé de ses sacrifices.

Quoi qu'il en soit et à quelque date qu'ait commencé la séparation d'époux si mal assortis, elle fut bientôt complète, et Mme Leborgne, devenue, par un changement de quelques lettres dans son nom, la comtesse de Boigne, revint à Paris, tenir, avec les sequins venus de l'Inde, un véritable salon d'ancien régime.

C'était pour venir en aide à son père, le marquis d'Osmond, qu'elle avait sacrifié sa jeunesse; ce fut aussi à la suite d'un déplaisir causé à son père par la Restauration, qu'elle se jeta dans le parti libéral où la Révolution de Juillet la trouva.

Elle était entrée dans une liaison intime avec la famille du Duc d'Orléans, et ce fut chez elle que la sœur du nouveau roi, la princesse Adélaïde, se ménagea une entrevue avec l'ambassadeur de Russie, le général Pozzo di Borgo, où elle réussit à le décider à rester à Paris malgré les dangers de la guerre civile, et à ne pas donner ainsi le signal d'un abandon que tout le corps diplomatique aurait imité. Ainsi, publique-

ment ralliée au Gouvernement de 1830, Mme de Boigne fit de son salon le centre d'une société politique, où mon père était familièrement admis et où je fus tout de suite accueilli avec une charmante bonté.

On la trouvait chez elle tous les soirs, entourée d'un petit groupe de nos amis communs, et où le chancelier, bien qu'il ne demeurât pas sous le même toit que sa vieille amie, jouait absolument et sans détours le rôle de maître du logis. Je dois cependant ajouter que la médisance a toujours respecté cette intimité, commencée assez tard dans la vie, et pour l'un comme pour l'autre, à un âge où, en général, tous les romans ont pris fin.

Bien que restée fidèle jusqu'à son dernier jour à ses nouvelles relations, Mme de Boigne ne pouvait se défendre de quelque regret pour la société plus aristocratique où elle était née, et qui, ayant pris sa défection en mauvaise part, lui tenait rigueur et ne la visitait plus guère. Il lui arrivait quelquefois de laisser voir, par un geste d'impatience et une petite moue dédaigneuse, qu'elle ne trouvait pas chez les intrus que la politique la forçait de recevoir, l'élégance et la délicatesse de manières dont elle avait connu les modèles. Pour elle-même, elle n'avait rien perdu à changer de milieu : c'était toujours la perfection exquise et tout le charme de l'ancienne société française. L'âge même n'avait rien enlevé à la finesse et à l'agrément de ses traits. J'ai connu plusieurs vieilles femmes qui avaient gardé leur beauté : Mme de Boigne est la seule *jolie* vieille que j'aie jamais connue. Quand on la trouvait assise dans son grand fauteuil, vêtue d'une robe blanche, et coiffée d'un délicieux petit bonnet, on aurait pu en devenir épris. Telle elle est restée jusqu'à la veille de sa mort. Ne pouvant plus se lever la dernière année, elle recevait dans sa chambre à coucher. Mais c'était toujours la même grâce et aussi le même soin de toilette. Un jour, je vis que le ruban qui surmontait son bonnet avait été mis de travers. Je compris que tout était dit et que je ne la reverrais pas. Effectivement, deux jours après, elle n'était plus.

Le salon de Mme de Castellane, où M. Molé tenait le dé, avait un caractère un peu différent. M. Molé était engagé activement dans les luttes parlementaires, et même après avoir été renversé par la coalition, il ne cessait pas de prétendre au pou-

voir : il laissait même apercevoir à certains moments une grande impatience de prendre sa revanche. Ses amitiés politiques n'étant pas les mêmes que celles de mon père, bien qu'elles fussent prises dans le même parti, je n'entrais pas dans le domaine où il régnait avec pleine confiance, et j'étais obligé de regarder à mes paroles.

Je fus pourtant là aussi toujours très bien accueilli : Mme de Castellane avait été, — je crois l'avoir déjà dit, — très liée avec ma mère dans sa jeunesse : elle mettait beaucoup de prix à faire voir que, malgré bien des incidents de sa vie qui différait de celle de ma mère, leur affection durait toujours. Elle avait d'ailleurs un esprit vif, piquant, plein de saillies originales qui ne laissaient jamais languir la conversation. Un sujet délicat ou embarrassant venait-il à être maladroitement mis sur le tapis, une plaisanterie heureuse la tirait d'affaire, et une discussion qui aurait pu tourner à l'aigreur se terminait gaiement.

La littérature, de plus, faisait à propos diversion à la politique. Mme de Castellane, très réellement instruite, en avait le goût, et M. Molé, bien qu'assez médiocre auteur, n'oubliait jamais qu'il était de l'Académie.

Je ne sais, au fond, ce qu'il pensait de mon père qui, dans une carrière parallèle à la sienne, s'était trouvé tantôt en alliance, tantôt en opposition avec lui. Son tempérament était trop ombrageux et sa vanité trop susceptible pour qu'il ait jamais pris tout à fait en amitié ses égaux et ses émules : et de la haine cordiale qu'il portait à M. Guizot, quelque chose devait bien rejaillir sur ceux qui avaient le tort de ne pas la partager. Mais c'était peut-être l'homme le mieux élevé que j'eusse jamais rencontré, et cette perfection de manières lui avait appris à dominer toujours la vivacité de ses sentiments. Il avait dû les plus grands succès de sa vie politique à un art consommé de s'insinuer dans les bonnes grâces de quiconque, placé soit au-dessus, soit au-dessous de lui, avait à l'approcher.

C'était homme par homme, par des ménagements et même des flatteries personnelles, qu'il avait réussi à se faire une majorité parlementaire, et il aimait surtout à séduire ceux qu'il savait lui être hostiles, ne négligeant personne, surtout pas la jeunesse. Il essayait son charme sur moi, et sans me laisser gagner, je me laissais faire.

Mais de tous ces rendez-vous de société et de politique, le plus curieux assurément et celui dont le souvenir me semble à distance le plus intéressant à conserver, c'était celui qui se tenait, rue Saint-Florentin, dans l'ancien hôtel du prince de Talleyrand, dans l'appartement même où avait logé l'empereur Alexandre au moment de la Restauration, et où la princesse de Lieven, naguère ambassadrice de Russie à Londres, recevait toute la grande compagnie diplomatique d'Europe. Le personnage principal de ce salon n'était autre que M. Guizot lui-même, le premier ministre du Roi révolutionnaire de France, régnant à peu près en maître chez une des grandes dames de la cour du souverain qui représentait en Europe les principes absolutistes et légitimistes dans leur plus pure expression. Il n'y a peut-être pas dans l'histoire l'exemple d'un rapprochement aussi singulier.

Vingt-cinq ans seulement auparavant, Mme de Lieven trônait à Londres à la tête de toute la société aristocratique. Elle était mêlée à toutes les négociations qui s'échangeaient entre les têtes couronnées, dans le moment peut-être où les rois et les princes ont disposé le plus librement de la destinée des peuples. Tous les chefs, tous les grands personnages de la Sainte-Alliance, Wellington, Castlereagh, Metternich, étaient à ses pieds. M. Guizot, à cette même époque, n'était qu'un jeune professeur, né dans une très petite bourgeoisie, venu à Paris sans fortune et commençant à peine à se faire un nom dans les lettres. Si on eût dit à ces deux personnages si éloignés l'un de l'autre par le rang et les habitudes, qu'ils étaient destinés à se rencontrer et à contracter une amitié presque conjugale, — si étroite à la fin et si publique qu'on put les croire sérieusement mariés et qu'effectivement ils furent sur le point de l'être, — on les eût étrangement surpris l'un et l'autre. Louis XIV dans sa gloire n'a jamais été plus éloigné de croire qu'il deviendrait l'époux de la veuve Scarron. C'est le seul exemple que je connaisse d'un jeu pareil de la fortune.

Comment cette liaison s'était faite, c'est ce que je n'ai jamais bien su. M. Guizot racontait qu'il avait fait connaissance avec Mme de Lieven au moment où, quittant Londres par suite de la mort de son mari, elle était venue s'établir à Paris. Elle pleurait alors deux jeunes enfants qui lui avaient été enlevés coup sur coup. M. Guizot lui-même venait de perdre son fils

aîné, né de son premier mariage, jeune homme charmant qui donnait les plus grandes espérances. Ce fut, disait-il, la sympathie d'une douleur commune qui les rapprocha. Je veux bien le croire : cependant j'ai vu si rarement l'expression de la sensibilité sur le visage de Mme de Lieven que j'ai peine à me persuader qu'elle ait laissé dominer toute sa vie par le souvenir d'un chagrin qui paraissait avoir laissé dans son âme des traces si peu profondes.

Quoi qu'il en soit, si le sentiment commença cette singulière relation, la politique n'y resta pas longtemps étrangère ni indifférente. M. Guizot devint ambassadeur à Londres, puis ministre des Affaires étrangères. Mme de Lieven avait gardé la passion de la vie et des préoccupations diplomatiques. M. Guizot lui apporta ce que Saint-Simon appelle *un fumet d'affaires dont elle ne se pouvait passer*. En revanche, Mme de Lieven apporta à M. Guizot, dans la carrière assez nouvelle pour lui où il entrait un peu novice, les conseils de son expérience et les connaissances précieuses qu'elle avait gardées sur tout le personnel de la politique européenne avec qui elle avait vécu sur le pied d'intimité et d'égalité. Elle avait une correspondance étendue qu'elle mit à sa disposition. Ce fut dès lors entre eux une combinaison, une sorte de composé chimique d'affection et de politique dont il n'y a pas eu, je crois, d'autre modèle. J'ai vu pendant les séjours assez fréquents que M. Guizot fit à Broglie jusqu'à sa mort, arriver tous les matins à son adresse une petite lettre sur papier vert dont l'écriture était bien connue. Il nous la lisait, après le déjeuner, presque tout entière. C'était un bulletin diplomatique. Y avait-il en tête ou en queue quelque expression de tendresse qui était passée sous silence? c'est possible, mais, vu la dimension du papier, elle ne devait pas être bien longue.

Au moment dont je parle, M. Guizot se rendait tous les jours avant et après la séance de la Chambre chez sa noble amie et on l'y retrouvait le soir. La porte était ouverte, et il ne passait pas par Paris un voyageur de distinction qui ne vînt saluer l'ancienne ambassadrice. C'était un personnel tout autre que celui que je rencontrais dans les salons où venaient seulement les parlementaires ou les lettrés de Paris.

On y passait en revue tout ce qui s'était fait un nom dans les fameux congrès diplomatiques du commencement de ce

siècle, tous les survivants, et ils étaient encore nombreux, des négociateurs de Vienne, de Vérone et de Laybach. Rien qu'en les regardant et en les entendant parler, on prenait une leçon de tenue et de langage diplomatiques.

C'était, sans doute, une intimité assez peu naturelle, et on pouvait croire même dangereuse pour un ministre français, qu'une grande dame, attachée longtemps au service du souverain d'Europe alors le moins bienveillant pour la France. On devait craindre que des secrets dont nos intérêts pouvaient dépendre ne fussent pas placés là en des mains bien sûres. Je dois à Mme de Lieven la justice de dire que jamais ce soupçon, qu'il était légitime de concevoir, n'a été justifié. On ne s'est pas aperçu un seul jour qu'elle ait mit à profit les confidences de M. Guizot, dans un autre intérêt que celui de lui faciliter son ministère, et de rapprocher la France des autres gouvernements d'Europe, en dissipant la méfiance qu'ils étaient trop portés à lui témoigner. Son amitié a été aussi loyale que fidèle.

En tout, c'était le trait particulier de son caractère que l'habitude et le goût de la diplomatie ne lui avaient rien ôté de sa franchise naturelle. Franche, elle l'était même jusqu'à l'excès, car elle ne pouvait se résigner à faire bonne mine aux visages qui lui déplaisaient, ni à supporter même dans ses entretiens avec ses amis un quart d'heure d'ennui. Elle faisait bonne garde pour ne laisser pénétrer dans son salon que ceux qui pouvaient y apporter quelques renseignements utiles ou une conversation intéressante, et je lui ai vu faire d'assez rudes exécutions sur ceux qui prétendaient y pénétrer malgré elle. Son influence n'a donc jamais tenu à ces adresses délicates ou à ces grâces mêlées d'artifice, qu'en général les femmes savent apporter même dans les relations de la politique. Un esprit net, précis, plus d'intelligence et de sagacité que de vivacité et d'éclat, c'était là ce qu'avaient apprécié en elle tous les hommes d'État qui lui ont successivement laissé prendre place dans leurs conseils et dans leurs confidences.

Sa relation avec M. Guizot a duré jusqu'à sa mort, sans un jour d'interruption et sans une nuance de refroidissement.

De son vivant, on croyait assez généralement qu'ils étaient mariés et les gens se disaient même assez bien informés pour nommer les témoins qui avaient assisté à cette union secrète. On désignait en particulier le duc de Noailles, et on faisait

remarquer que son aïeul, portant le même nom que lui, avait pris part, dans la même qualité, au mariage de Louis XIV et de Mme de Maintenon.

Le rapprochement était amusant, mais sans fondement. Peu de jours après la mort de Mme de Lieven, M. Guizot dit lui-même à mon père qu'effectivement elle lui avait une fois proposé de consacrer ainsi leur mutuelle affection. Il se serait prêté à son désir, si elle eût consenti à rendre le mariage public et à porter son nom. Il lui en coûta trop de cesser aux yeux du monde qu'elle avait connu, d'être Princesse, et le projet en resta là. Si nous eussions été en Angleterre, où les femmes gardent leur nom, dès qu'il est précédé d'un titre supérieur à celui de leur mari, la difficulté ne se fût pas même élevée. A quel futile motif les convenances et les préjugés de la société font-ils obéir ceux qui n'ont pas pris une fois pour toutes la résolution de les regarder en face et de s'en affranchir!

On pourrait être surpris, — et je le suis moi-même en écrivant ces lignes, — que, parmi les salons politiques ouverts alors et où je pouvais être admis, je n'aie point à mentionner celui de M. Thiers qui avait coutume de rester chez lui tous les soirs et d'y recevoir ses amis, en compagnie de sa femme, Mme Thiers, de sa belle-mère et de sa belle-sœur, Mme et Mlle Dosne. Assurément on n'y allait pas pour autre chose que pour parler de politique. Mais c'est qu'en réalité, quoique les relations de mon père et de M. Thiers ne fussent pas compues, j'en profitais personnellement très peu. L'hostilité entre M. Guizot et M. Thiers était devenu si vive, et les deux fractions du parti monarchique étaient montées l'une contre l'autre à un tel diapason d'opposition, qu'un secrétaire et surtout un admirateur passionné et reconnaissant de M. Guizot comme j'étais, se sentait singulièrement mal à l'aise dans le salon de la rue Saint-Georges.

Je m'y trouvais d'ailleurs assez froidement accueilli. Les amis de M. Thiers me croyaient plus d'influence sur mon père que je n'en avais. Ils supposaient que c'était moi qui, — au moment où, après la coalition, les anciens doctrinaires se partageaient en deux fractions, — avais contribué à rattacher complètement mon père à la politique de M. Guizot. Ma sœur au contraire, alors dans tout l'éclat de sa beauté, et se livrant sans contrainte à toute la vivacité de son charmant esprit,

inclinait visiblement dans le sens opposé. C'était donc moi qui étais le mauvais génie de la rue de l'Université. Je savais qu'on le disait autour de M. Thiers, et je me figurais que, par sa manière d'être froide et embarrassée, il me le faisait sentir.

Peut-être était-ce une imagination : dans la jeunesse, on a une telle opinion de soi, répondant si peu à celle qu'en ont les autres, qu'on croit aisément à la malveillance, quand on n'est l'objet que de l'inattention. Depuis lors, je me suis expliqué autrement le peu de sympathie que M. Thiers m'a toujours témoignée. Il était accoutumé à exercer, sur tous ceux qui l'approchaient, un charme et un empire, qu'à tort, sans doute, je me suis toujours refusé à subir. Sa conversation, qui ravissait ses auditeurs, m'a toujours laissé froid et insensible. M. Thiers avait deux facultés, très rares l'une et l'autre, et qui expliquent parfaitement l'ascendant qu'il prenait sur les assemblées. Il savait tour à tour donner aux idées communes une forme élégante et distinguée, et mettre les idées les plus relevées, par la clarté de ses explications, à la portée des intelligences les plus simples. Les gens les plus médiocres sortaient de son entretien flattés d'avoir trouvé leur propre pensée si bien exprimée dans sa bouche, ou d'avoir compris ou cru comprendre ce qu'ils n'auraient pas pu trouver par eux-mêmes. Mais l'un et l'autre moyen d'action manquaient sur moi leur effet. Les idées communes m'ennuyaient, même sous la forme délicate qu'il leur faisait prendre, et j'étais presque impatienté de les entendre ; et, quant aux idées d'un autre ordre, j'avais la fatuité de croire que je pourrais y atteindre sans qu'on eût à prendre la peine de les mettre à ma portée.

Je ne conteste pas qu'il y avait dans mon appréciation passablement de cette suffisance et de cette promptitude à la critique propres aux novices qui n'ont pas même éprouvé combien il est difficile de se faire comprendre et écouter. Mais le résultat était que je me tenais à distance, et que M. Thiers m'y laissait. Les hommes supérieurs sont comme les magnétiseurs qui prétendent reconnaître tout de suite les sujets sur lesquels leur art peut opérer. Quand leur charme n'agit pas, ils s'en aperçoivent et cessent de le mettre à l'épreuve. Un secret pressentiment avertissait-il aussi M. Thiers du coup fatal et décisif que j'étais destiné, trente ans plus tard, à lui porter dans la plus brillante et la dernière période de sa carrière?

Du moment d'ailleurs où je ne goûtais pas la conversation de M. Thiers, aucun autre attrait ne pouvait m'appeler dans son salon. Car, excepté lui, personne n'y élevait la voix. Quand il se taisait ou se livrait au sommeil, ce qui était son habitude avant une certaine heure, dans cet appartement splendide mais mal éclairé, — Mme Dosne ne pouvait supporter le grand jour, — on aurait entendu voler une mouche. C'était l'ombre à la fois et le silence. Les trois femmes s'y tenaient à des coins différents, causant à l'oreille de quelques fidèles. On dit que Mme Dosne avait de l'esprit naturel, quand elle donnait carrière à sa verve un peu vulgaire : je ne l'ai jamais entendue en liberté. On dit aussi que Mme Thiers était instruite et s'occupait de lectures sérieuses. Je ne l'ai jamais entendue causer que de commérages de société avec une médisance très âpre qui semblait indiquer qu'elle ne s'était pas toujours ni partout trouvée accueillie comme il lui convenait. Enfin on dit que Mlle Dosne, la seule de la famille qui survive aujourd'hui, est bonne, charitable et même pieuse. Ses bons sentiments ne s'exprimaient pas au dehors, sans doute, parce qu'ils n'auraient pas été compris. Elle s'ennuyait et paraissait maussade pour ceux qui ne pénétraient pas la cause de cet ennui.

*
* *

La dernière année de cette période de ma vie fut attristée par un événement qui fit dès lors la plus douloureuse impression, et dont les conséquences ont été plus funestes encore qu'on ne pouvait le supposer. Ce fut la mort imprévue du Duc d'Orléans, l'héritier de la couronne, victime d'un accident de voiture qui ne lui laissa pas même le temps de se reconnaître.

Ce fut un deuil universel. Le prince, déjà parvenu à l'âge d'homme, annonçait les facultés les plus brillantes. Il avait figuré avec éclat dans plusieurs expéditions militaires en Afrique. Bien que tenu un peu à l'écart de la politique par la condition même du gouvernement constitutionnel, qui ne laisse guère d'action qu'aux influences parlementaires, on savait qu'il se préparait au rôle qu'il devait jouer.

Une légère teinte d'opposition libérale qu'il savait se donner ajoutait encore à la popularité que ses manières aimables, sa charmante et noble figure lui avaient valu. Un tel héritier était une véritable force pour la dynastie naissante, le

passage de la couronne d'une génération à l'autre, étant une épreuve dont les monarchies nouvelles, et même, dans nos temps de révolution, toutes les monarchies du monde ont de la peine à se tirer. A la place de ce successeur tout prêt à régner, on ne voyait plus, à côté du trône d'un vieillard de soixante-dix ans, qu'un enfant de quatre ans. Quel changement! L'établissement de 1830 recevait là un coup qui pouvait devenir mortel. On le sentit, et on ne se trompait pas.

Ce fut en Europe surtout où, après avoir longtemps douté de la solidité de la royauté nouvelle, on commençait à y croire, que l'effet fut profond. Je pus en juger moi-même, parce que très peu de mois après, M. Guizot me donna une grande marque de sa bienveillance presque paternelle en me chargeant de porter des dépêches à Berlin, puis à Vienne, afin de me faire voir du pays et tâter un peu sur place de la diplomatie active. C'était exactement le tour que six ans auparavant le Duc d'Orléans avait fait avec son frère le Duc de Nemours, et ce voyage, qui avait été négocié comme une affaire d'État, — il fallait faire admettre ces princes révolutionnaires dans des cours légitimistes, — avait fini tout à leur avantage. Leur bonne grâce avait vaincu toutes les préventions. Le Duc d'Orléans en particulier avait tourné la tête de toutes les princesses, je trouvai partout la trace du souvenir qu'il avait laissé avec le regret de sa perte.

A Berlin, surtout, le sentiment était profond : la veuve du malheureux prince, la Duchesse d'Orléans, était proche parente de la famille royale et amie intime dès l'enfance de la femme du prince héritier, aujourd'hui l'Impératrice Augusta.

Je restai huit jours à Berlin, et comme c'était le moment du mariage d'une des princesses, je fus admis à toutes les pompes de cette cour. Son aspect sévère et ses cérémonies tout empreintes de la raideur militaire, sont restés gravés dans ma mémoire, et le souvenir m'en revient toutes les fois que les journaux nous entretiennent de ce qui se passe dans cet intérieur royal, aujourd'hui l'objet de l'attention de toute l'Europe. Combien j'étais loin cependant de me douter du rôle auquel cette monarchie prussienne, qui ne se trouvait alors qu'à la troisième ou quatrième place en Europe, était destinée à jouer de mon vivant! M. Bresson, notre ministre à cette cour, s'y était fait une situation excellente, et connaissait personnelle-

ment tous les princes de la famille royale. Il me les nomma tous pendant une cérémonie assez curieuse qu'on appelle la danse aux flambeaux (j'ai vu dernièrement qu'elle est encore en usage). Tous les princes et tous les ministres défilent devant le Roi une torche à la main. A mesure qu'ils passaient, M. Bresson me donnait sur chacun d'eux, leur caractère et leurs qualités de curieux détails.

J'en ai retenu plusieurs traits, mais il m'est impossible de me rappeler ce qu'il dut me dire du Prince héritier, alors appelé Prince de Prusse, et qui, devenu l'empereur Guillaume, fait une si grande figure dans le monde. Personne ne songeait à lui! On le tenait pour un bon militaire, d'un esprit court, très autoritaire, animé des passions antilibérales les plus vives, et comme il n'avait que deux ans de moins que le roi son frère, on espérait qu'il ne régnerait jamais. Notre mauvaise fortune en a décidé autrement.

Pour le Roi, qui venait à peine de monter sur le trône, bien que ce fût un esprit chimérique, rêveur, épris d'idées un peu romanesques, rien n'était moins idéal que sa personne. C'était un homme gros, et à l'apparence fort commune : il riait très haut, et un moment je m'aperçus que le rire devenait particulièrement bruyant en me regardant. Je m'informai discrètement de ce qui avait pu chez moi lui paraître si divertissant à regarder. Je sus qu'on lui avait dit que j'étais le petit-fils de Mme de Staël et qu'il s'était souvenu qu'au moment du voyage de l'auteur de *l'Allemagne* à Berlin, il avait dansé à un bal d'enfants avec ma mère qui devait être à peu près de son âge. Comme il manquait à une figure par distraction, sa petite compagne lui avait appliqué un grand soufflet qui retentit dans toute la salle. Ce soufflet lui était resté sur le cœur, et c'était là ce qu'il racontait en riant si franchement.

Effectivement, en rangeant depuis lors des correspondances, j'ai trouvé la minute d'une lettre de Mme de Staël écrivant à la grande maîtresse de la reine Louise pour excuser l'incartade de sa petite-fille.

A Vienne, où je me rendis en quittant Berlin, notre ambassadeur, M. de Flahaut, me conduisit chez M. de Metternich. C'était une soirée où il y avait assez de monde. Je n'étais pas d'âge à ce que l'on fît grande attention à moi. Je n'entendis donc que quelques paroles banales de cet homme illustre. Elles

étaient prononcées d'une voix assez lourde avec un accent allemand très prononcé. S'il avait été dans sa jeunesse, comme on le raconte, un beau cavalier courant les bonnes fortunes, il ne lui restait rien de cette élégance. C'était un vieillard dont la taille était ramassée et la démarche sans grâce. Là aussi, je remarquai encore que j'étais à un certain moment l'objet d'une attention particulière. Le prince me regardait en parlant à M. de Flahaut, et en me ramenant l'ambassadeur me dit : « Savez-vous ce qu'il me disait quand je lui ai prononcé votre nom ? — Ah ! c'est le fils du duc de Broglie qui a été ministre ; j'ai bien contribué à la chute de son père et à faire arriver M. Thiers à sa place. Je n'ai pas eu à m'en applaudir, mais on m'avait dit que nous aurions eu plus de facilité à traiter avec ce ministre-là qu'avec le duc. » — Je savais bien le fait, dont mon père s'était douté, mais je ne pensais pas le tenir du ministre autrichien lui même, et M. Thiers, à ce moment, revenu à ses anciens errements révolutionnaires, et engagé dans une opposition libérale très vive, ne se rappelait peut-être plus qu'il avait été le ministre désiré et favori du chef de la coalition européenne.

Je revins à Paris, rapportant à M. Guizot des dépêches de M. de Flahaut. Il fallait alors six jours et six nuits sans débrider pour arriver en poste de Vienne à Paris. Comme je débarquais, mort de fatigue, j'appris qu'on venait de ramener à Paris mon pauvre oncle Alphonse Rocca, le fils du second mariage de Mme de Staël, atteint d'une violente fièvre cérébrale. Il y succomba peu de jours après. Je dus ramener ses restes à Coppet, où mon père était encore, pour les déposer à côté du monument de sa mère et de M. Necker. Il n'avait pas trente ans accomplis, et avait peu joui d'une existence dont les débuts avaient été pénibles. L'illustration et l'étrangeté de sa naissance attiraient sur lui une attention que l'imperfection de son intelligence changeait bientôt en une compassion assez douloureuse.

*

BROGLIE.

(*A suivre.*)

5 K98

AURÉLIE TEDJANI

PRINCESSE DES SABLES

II[1]

VI. — LE VOYAGE (*suite*)

Cependant l'affreuse tristesse qui plane sur ce désert est égayée matin et soir d'un spectacle merveilleux : grâce à la sécheresse de l'atmosphère, le soleil se lève et se couche dans une gloire que ne connaissent pas aux plus beaux jours les aurores et les crépuscules d'Europe. La terre et le ciel deviennent à l'horizon comme une immense palette chargée par un peintre en délire de couleurs invraisemblables : jaunes rutilants, bleus tendres, violets sombres, pourpres éclatants s'opposent ou se marient. Des écharpes de moire indigo et de gaze rose traînent sur la nudité sèche des montagnes lointaines et, dans la plaine elle-même, les rayons obliques du soleil, adroits magiciens, dorent tout ce qu'ils touchent, même les pierres de la piste.

L'heure du crépuscule marque pour la caravane la fin de l'étape. Les serviteurs installent le campement ou bien sous les murs d'un caravansérail dont le puits est assiégé aussitôt par les hommes et les bêtes également altérés, ou bien dans le lit d'un oued sans eau, mais que l'humidité souterraine a tapissé de quelques arbustes : lauriers-roses et tamaris. On bat le

Copyright by Marthe Bassenne, 1925.

(1) Voyez la *Revue* du 1er janvier.

sable, on soulève les pierres pour chasser les scorpions aux piqûres venimeuses, puis on dresse les tentes. Pour la femme de leur seigneur les Arabes aménagent une tente en poils de chameau, tissée aussi somptueusement que celle du cheik. Sous cet abri sont disposés pour le repos un monceau de précieux tapis du Djebel-Amour aux tons rouge et bleu éteints et si hauts de laine que les pieds s'y enfoncent comme dans une toison. Des couvertures, de petits matelas habillés en tissus de soie, des coussins brodés de fils d'or et d'autres coussins en lanières de peaux teintes et tressées par les femmes du Sud sont jetés çà et là...

Dans le camp, les négresses écrasent le grain, roulent le couscous, font cuire la *kessera* et le *méchoui* (1) sur de maigres feux qu'alimentent les déjections séchées des chameaux quand on n'a pu récolter un peu de bois sec en cours de route. Des chansons gutturales, plaintes voluptueuses ou appels guerriers, s'élèvent de ces groupes au rythme de la *derbouka* (tambour), de la guitare arabe à trois cordes et de la perçante *rhaïta* (flûte aiguë).

Chaque soir, les suivantes de la princesse Tedjani lui servent son repas sous sa tente, puis elles se retirent discrètement. Bientôt les feux et les chants s'éteignent, serviteurs et animaux cherchent dans le sommeil l'oubli de la rude journée... Alors Aurélie relève un pan de la tente. Le regard rêveur, elle épie l'éclosion de la nuit d'Afrique. Peu à peu l'ombre s'épaissit et resserre autour du camp le mystère du bled. Penchée sur l'horizon, une planète, — peut-être l'étoile du Berger, — décuple son rayonnement au point de figurer un brillant fanal allumé dans un douar lointain ; puis la voûte du ciel s'éclaire, s'anime, palpite, fourmille d'innombrables étoiles...

A quoi rêve la jeune femme solitaire ? Craintes d'avenir et souvenirs du passé ne peuvent manquer de l'assaillir à cette heure mélancolique...

Mais ces souvenirs et craintes, tout s'évanouit quand le prince, quittant sa tente, se glisse furtivement dans celle de la femme qu'il aime.

(1) *Kessera*, galette de blé dur ; *méchoui*, mouton rôti en entier.

VI. — UNE FORTERESSE-MONASTÈRE AU SAHARA

La caravane atteint enfin le point culminant de son itinéraire, la petite ville militaire de Djelfa, à 1 100 mètres d'altitude, sur le territoire de la tribu des Ouled-Naïl. Ici l'on ne craint plus le siroco; mais un vent aigre fait grelotter les nomades. Les mornes se parent d'arbres clairsemés dont on s'empresse au passage de récolter le bois mort; quelques champs d'orge que des drainages ont conquis sur des terrains marécageux, depuis l'occupation française, c'est-à-dire depuis vingt ans, entourent la ville...

Plus loin, encore plus loin!... Par une descente mouvementée au flanc méridional des Hauts-Plateaux, la « Princesse des sables » entre enfin dans le bassin du Sahara, son vrai domaine.

Même impression d'aridité que sur le versant nord des Hauts-Plateaux, avec plus de sable peut-être. Sables en tapis, sables en dunes et plaines de cailloux se disputent le record de la désolation. Il semble aussi à Mme Aurélie que les nomades qu'on rencontre sont plus fervents encore dans leurs témoignages de vénération à l'égard du cheik et que l'azur lui-même rayonne d'une paix de Baraka...

Un soir enfin une rumeur monte de la caravane :

« Aïn-Mahdi! » crient les Arabes en tendant les bras vers l'horizon.

La voyageuse écarte ses voiles. Elle regarde.

Au premier plan, c'est toujours le désert roux soulevé de mamelons teigneux avec, par-ci, par-là, le squelette d'un arbre calciné qui jette comme une éclaboussure noire sur le bleu profond du ciel. La toile de fond, c'est le massif tourmenté du Djebel-Amour et, là-bas, à son ombre, cette tache blanche, voilà donc le domaine du chérif!... Un ksar saharien badigeonné comme tous ses pareils de chaux éclatante et élargi d'une double ceinture, les jardins de l'oasis aux verdures vives et les tentes brunes des nomades campés au delà des jardins, sous les murailles et les bastions de la première ligne de défense qui entourent l'oasis d'une enceinte continue.

Le soir où Aïn-Mahdi parut dans le lointain, la princesse Tedjani rêva plus longtemps au seuil de sa tente...

Le jour suivant, comme la caravane se rapprochait, on vit sortir du ksar une troupe de cavaliers. C'étaient les notables et à leur tête le jeune chérif El-Bachir qui, prévenus par leurs guetteurs de l'arrivée du cheik des Tedjania, accouraient pour le saluer et lui témoigner, en prosternations, baise-mains et compliments, leur joie de le revoir au milieu d'eux.

Et les fantasias se forment sous les murailles des jardins. En l'honneur du cheik, les cartouches éclatent, le sol tremble sous le galop des chevaux. Dressés sur leurs étriers, les guerriers jettent en l'air et rattrapent leur fusil en des gestes désordonnés qui déploient leur burnous, et les font ressembler à de grands oiseaux de proie dans un nuage de fumée de poudre et de poussières de sable.

La jeune Française est entraînée, roulée avec la caravane à travers les jardins de l'oasis dans un emmêlement de chevaux qui ruent, de chameaux qui brament, d'Arabes aux cris gutturaux. Et pour renforcer le tumulte, les femmes qui sont montées aux remparts font tomber de là-haut sur les arrivants leurs plus joyeux « you-you ».

A peine si la jeune femme, surprise par une réception si bruyante, jette un regard sur ces jardins d'oasis, vergers de grenadiers, de figuiers, d'abricotiers aux branches desquels les rameaux de la vigne grimpent et s'enlacent comme des lianes. Déjà la caravane contourne la deuxième ligne de défense, — des remparts crénelés qui enserrent le ksar, — et pénètre dans la zaouïa par une porte à l'embrasure profonde, bardée de fer et resserrée entre deux tours carrées, sortes de citadelles capables d'abriter de nombreux défenseurs.

Si bien trempé que soit le cœur d'Aurélie Tedjani, il se serre un peu en franchissant cette porte; car, de près, la désillusion est vive, la comparaison est décevante entre ce qu'on appelle en France une ville et cette forteresse barbare.

D'un coup, la jeune Française a reculé de plusieurs siècles à travers les âges.

*
* *

Tout est sévère et guerrier dans la pieuse cité, berceau des chérifs Tedjani. Ce n'est pourtant pas tout à fait la forteresse que Léon Roches a visitée en 1838 comme parlementaire d'Abd-el-Kader, puisque l'émir ruina ce premier Aïn-Mahdi

par un siège de cinq mois; mais, depuis cette destruction, les murailles ont été reconstruites à peu près sur le même plan.

Voici la description que Léon Roches fait de la forteresse primitive :

« Cette ville est bâtie sur un petit monticule, au milieu de nombreux jardins admirablement plantés, de sorte qu'en dehors de ces jardins on n'aperçoit que les terrasses les plus élevées et le haut des forts. Peu grande, mais bien bâtie, elle contient environ quatre cents maisons. Les habitants qui portent les armes sont au nombre de huit cents...

« La ville est ronde et entourée d'un mur de vingt à trente pieds. Il a plus de douze pieds de largeur et forme un parapet de huit pieds environ qui sert de chemin de ronde autour de la ville; à partir de cette hauteur, ce mur est percé de meurtrières; il est flanqué dans son pourtour de douze forts faisant saillie de quatre mètres, de façon à battre par des meurtrières le pied du mur et des deux forts à droite et à gauche. Ils ont au moins vingt mètres d'élévation; ils sont comblés jusqu'à la hauteur du parapet et sont divisés en deux étages. La ville a deux portes, l'une à l'Ouest, l'autre au Midi, dont les battants sont doublés de lames de fer; elles sont surmontées d'un fort semblable à ceux du rempart. Un chemin étroit, bordé de deux murs de même dimension, conduit à un fort intérieur dont la porte est elle-même défendue par des ouvrages d'une extrême solidité. Ces fortifications ont été construites, il y a trente ans, par un Tunisien nommé Mahmoud. »

Léon Roches ajoute : « On me fit ensuite examiner des magasins immenses, les uns remplis de blé, les autres d'orge, de beurre, de sel, de dattes, de bois à brûler. Cinq puits abondants suffisent à tous les habitants. » (1)

* * *

Ne croirait-on pas lire la description d'un de ces manoirs, construits au XIIe siècle par les Chevaliers du Temple, moines soldats? Et, en vérité, n'est-ce pas le ténébreux moyen âge que l'Arabe, réfractaire au progrès civilisateur, a perpétué jusqu'à nous dans les pays où il est maître?

Les murailles actuelles sont moins fortes, — la protection de

(1) Léon Roches, *Trente-deux ans à travers l'Islam.*

la France y supplée, — mais elles durent donner tout de même à Mme Aurélie l'idée d'une prison et le palais des chorfa n'était pas plus séduisant à habiter pour une Française.

Comme dans toutes les autres maisons arabes, les portes du harem et ses fenêtres garnies de grillages ouvraient sur une cour intérieure que les femmes franchissaient rarement : « La femme, dit l'Arabe, ne doit voir que le ciel et les murs de sa maison. » Quant au luxe barbare de cette demeure, l'imagination d'une Parisienne ne l'a jamais rêvé pour son logis. Il était dénué de tout confort. Les serviteurs grouillaient et pourtant la malpropreté régnait en maîtresse; les plâtras tombaient, dessertissant les mosaïques en faïence; les araignées tissaient leurs toiles autour des colonnades. Car le balai était ignoré, la poussière envahissait tout : riches armes, cuirs travaillés, tentures épaisses, matelas couverts d'étoffes brodées, ustensiles de cuisine égarés au milieu des objets de valeur. C'était un bric-à-brac déconcertant qu'on n'avait peut-être pas inventorié depuis la mort du cheik Mohamed-Serir, père des chorfa actuels, dont le sarcophage, précieusement travaillé, formait chapelle dans une mosquée voisine.

Des murs de cette mosquée, de sa coupole pendaient les étendards verts, du Prophète, de fort belles draperies, immenses, poudreuses, effilochées, quelques lampes d'un très beau style, mais aussi mal entretenues, un élégant *mirheb*, sorte de chaire en bois ajouré.

L'indifférence que les croyants témoignent pour la poussière des siècles, quand elle envahit et ronge leurs reliques, ne saurait pourtant faire douter de leur foi, car de cette mosquée s'élèvent aux heures de la prière, — accentuant l'impression de vie monastique ambiante, — les brèves psalmodies mille fois répétées des fidèles, des *kouan* (frères), égrenant le chapelet des Tedjania, un gros chapelet en bois de santal dont les grains sont séparés en six groupes par des flocons de soie rouge et qui est surmonté de dix rondelles pouvant glisser sur les grains et servant à marquer les centaines dans la récitation des prières.

Est-ce pour couler des jours de morte-vivante près de ce tombeau que la jeune Française s'est laissé entraîner au désert par l'amour et l'ambition?

Non, Mme Aurélie n'a pas la moindre envie de vivre en recluse. Elle va essayer de se libérer des contraintes du harem

en jouant, avec sa finesse de femme et pendant qu'il en est encore temps, de cet atout : l'amour qu'elle inspire au cheik.

Dans ce jeu, elle n'a pas de partenaire, pas de confident, pas de conseil; elle est seule au milieu de gens dont elle commence à peine à parler couramment la langue et qu'elle connaît seulement par les récits de son mari.

Aucune aide non plus à attendre du dehors, ni de ses parents installés à Alger, ni des pouvoirs publics. En supposant qu'elle puisse, à travers tant de bled, faire parvenir une plainte au Gouvernement français, il est probable que celui-ci se dérobera et répondra simplement qu'Aurélie ne peut s'en prendre qu'à elle-même, puisqu'elle récolte les fruits de son imprudence et de son entêtement. Et si elle s'adresse au poste français de Laghouat, ce poste n'agira pas sans instructions d'Alger. Du reste, Laghouat est à deux jours de route d'Aïn-Mahdi. Qu'attendre de ces compatriotes dans le cas d'une explosion de fanatisme toujours à craindre chez des mahométans de confrérie ?... Ils arriveraient trop tard, ces Français, pour intervenir utilement; Aurélie aurait déjà disparu par un de ces procédés discrets qu'à toutes les époques les Orientaux ont pratiqués

Heureusement, la princesse Tedjani n'eut jamais, ni à son arrivée, ni pendant son long séjour chez les Tedjania, à réclamer pour elle-même la protection des Français. C'est elle, au contraire, qui bientôt et souvent leur rendra service. Son titre d'épouse du cheik suffit au début pour la défendre contre la méfiance des Arabes, contre les répugnances des kouan à admettre une infidèle dans leur ville sainte. Il est vrai qu'aucun autre titre n'aurait jamais eu la magique puissance de celui-là. La femme dont Sid-Ahmed subissait le charme et l'influence, la femme aimée du Pontife devenait sacrée pour les kouan tedjania.

D'ailleurs Sid-Ahmed, — qui s'était bien gardé de publier parmi les affiliés de la confrérie sa tentative de mariage français et son mariage catholique, — n'avait enfreint aucune des coutumes de sa race en épousant, selon le rite musulman, une chrétienne.

Au contraire, la religion de Mahomet favorise ces unions, considérant qu'elles peuvent amener à l'Islam de nouvelles recrues. Bien différent serait le cas d'une jeune fille mahomé-

tane suivant un étranger, puisqu'elle serait perdue pour la race et la religion...

J'ajoute, que, dans l'esprit des vrais croyants, les cheik possèdent des droits que n'ont pas les simples musulmans. Tout ce qu'ils disent ou font, est divin ; on respecte jusqu'à leurs écarts de conduite. Combien d'entre eux, par exemple, oubliant la défense du Prophète, boivent aujourd'hui des liqueurs fermentées, pour faire comme le Roumi ! Les kouan prétendent alors que, par la vertu de la Baraka, l'alcool se change en lait au contact des lèvres du cheik, et si, dans les fumées du vin, le saint homme perd la raison, ils admettent que la Baraka s'est momentanément retirée de lui, ou bien ils considèrent ses gestes inconscients comme des invocations, ses paroles incohérentes comme le résultat de l'extase.

La jeune femme fut donc accueillie par les Arabes tedjania avec tout le respect dont ils entourent ce qui touche à leur chef religieux ; mais il lui fallait consolider et faire durer ce respect. Le vrai danger pour elle, c'était l'inconstance possible de Sid-Ahmed. S'il cessait de l'aimer, s'il lui préférait quelque femme arabe habilement mise sur son chemin par un ennemi d'Aurélie, la situation de celle-ci pouvait devenir tragique.

Même dans le cas où sa vie serait respectée, elle languirait dans un coin de harem, oubliée, réduite à peu près à l'état de servante, comme il arrive aux épouses indigènes en disgrâce. Sa seule ressource alors serait de réclamer l'annulation de son mariage arabe et un rapatriement qui eût comporté une dure humiliation.

D'autres femmes connurent ces vissicitudes et ces désillusions pour avoir essayé de vivre à leur tour le roman de Mlle Aurélie Picard. C'est un rêve dangereux pour une jeune fille française. Il la conduit habituellement à devenir une déclassée, une épave. L'une d'elles, dont la famille fut éblouie par la faconde d'un aventurier marocain, quitta la France avec ce mari et le suivit aux frontières du Maroc. Elle avait entendu parler de Mme Tedjani et disait à son propos :

— Je serai plus princesse que cette princesse-là !

Au bout de quelques mois de harem, elle vint s'abattre, abandonnée, sans ressources, sur un lit d'hôpital du Sud-Oranais d'où le bureau arabe la rapatria avec l'enfant né de cette lamentable union.

Comme Mme Aurélie n'eut pas d'enfants de son mariage avec Sid-Ahmed, ce qui chez les musulmans est une cause de mépris et souvent de répudiation, un pareil sort l'attendait à coup sûr, si elle ne se faisait pas au plus vite dans la maison du cheik une situation tout à fait hors de pair.

Ce qu'elle obtint immédiatement, ce fut l'éloignement des autres femmes, Pénélopes résignées qui avaient attendu trois ans dans le palai d'Aïn-Mahdi le retour de leur jeune époux.

« Vous serez troisième ou quatrième femme dans un harem ! » disait sur le bateau l'interprète, ironique et jaloux, à la fiancée du prince arabe.

Pas du tout. Aurélie sera, comme n'importe quelle Française, la seule femme légitime de son mari. Quand il recherchait la main de Mlle Picard, Sid-Ahmed avait accepté la condition, imposée par le père, d'un mariage français avec toutes ses conséquences; cela comportait naturellement la répudiation des épouses du harem. Le Gouvernement de l'Algérie avait empêché ce mariage; mais les promesses faites par Sid-Ahmed à M. Picard n'en subsistaient pas moins. Il est probable aussi que le cardinal Lavigerie, avant d'unir le couple, s'était assuré que le cheik avait bien l'intention de vivre en époux fidèle et à la manière des chrétiens, à côté de cette chrétienne. Sid-Ahmed était un homme loyal, incapable de renier des engagements si solennels. Et puis, ne l'oublions pas, ce qui domine, ce qui explique tout, il était éperdument amoureux. Dès l'arrivée du cheik et de la jeune femme à Aïn-Mahdi, les épouses du harem furent donc licenciées.

Par cette marque publique d'amour, le cheik montrait à tous le pouvoir que la Française possédait sur son cœur.

L'une des répudiées, fille d'un caïd des Zelaska, avait un fils : Ali. L'enfant resta à la zaouïa et Mme Aurélie l'éleva comme son propre fils.

VII. — LES AMBITIONS DE Mme TEDJANI

Il ne suffisait pas que la jeune femme fût l'unique épouse, il était indispensable qu'elle trouvât, pour le présent et pour l'avenir, des alliés dans l'entourage du chérif, dans sa propre famille, afin qu'aucune influence autorisée ne vînt contrebalancer l'influence de l'amour, car on s'imagine que, dans ce

harem dépeuplé de favorites, il restait pourtant des femmes, — mères des deux chorfa, vieilles tantes, cousines, esclaves, — dont quelques-unes regrettaient peut-être en secret les épouses répudiées ou qui, mises en émoi par l'extraordinaire faveur de cette étrangère, allaient la surveiller sans indulgence... On semblait l'accueillir avec bonne grâce, mais on se promettait de compter tout bas ses ignorances, ses maladresses et le moindre prétexte serait mis à profit pour lasser l'amour du cheik tout-puissant.

La première personne à conquérir, c'était la mère de Sid-Ahmed, la négresse de Guelma. On sait que si la femme arabe n'a comme épouse aucune autorité, elle acquiert au contraire comme mère un grand pouvoir sur l'esprit de son fils devenu homme. La vieille mère est un personnage d'importance chez les musulmans, un personnage avec qui l'on doit compter. La mère de Sid-Ahmed fut bien vite acquise à cette étrangère qu'elle sentait si supérieure à elle-même, si sage, si fine et qui pourtant la traitait avec de grands égards, lui témoignait beaucoup de respect, lui demandait conseil et l'invitait à partager la direction de la maison.

A vrai dire, les conseils n'étaient pas inutiles à Mme Aurélie dans les premiers temps de son séjour à Aïn-Mahdi, d'autant qu'elle eut à subir une épreuve qu'en France n'importe quelle jeune mariée eût trouvée bien impressionnante. Il s'agissait de recevoir les quatorze sœurs de son mari dont on annonçait la visite.

Ces filles du prince Mohamed-Serir étaient mariées à des mokaddem tedjania, chefs de la zaouïa de Temacin, dans le Sahara de l'Est, au sud de la province de Constantine. Par un phénomène bien connu, quoique assez inexplicable, les nouvelles courent de bouche en bouche avec rapidité dans les étendues désertiques. La nouvelle du mariage de Sid-Ahmed avec une Française ne manqua pas d'émouvoir à la fois les mokaddem des zaouïa lointaines et les sœurs du chérif. Celles-ci, comme toutes les femmes du Sud, n'avaient jamais vu de Française. Qu'une Française fût entrée dans la famille Tedjani, quel merveilleux événement digne de commentaires et de curiosités sans fin! Ces femmes demandèrent donc à leurs époux et seigneurs la permission d'un voyage à Aïn-Mahdi pour aller saluer le retour des deux chorfa Ahmed et El Bachir, leurs

frères, et pour faire la connaissance de l'étrangère. Comme la curiosité des hommes n'était pas moins excitée que la leur, — pour des raisons un peu différentes sans doute, — et que cette ambassade de femmes pouvait renseigner les mokaddem et servir leurs vues, le voyage fut vite décidé.

Ainsi arrivèrent à Aïn-Mahdi par caravane avec leurs nègres, leurs suivantes, leurs esclaves, leurs chameaux, ces princesses issues du vieux prince. A travers les sables, le long des pistes du désert, cloitrées au fond de leurs bassours, elles vinrent à petites étapes jusqu'à l'épouse de leur frère. Qu'on s'imagine le souci d'Aurélie, quand il lui fallut recevoir cette importante délégation de femmes Tedjani. Parmi elles, il y en avait de jeunes, — à peine plus âgées que la Française, — d'autres étaient au contraire d'âge mûr ; toutes d'ailleurs furent prodigues pour leur belle-sœur de caresses et de témoignages d'affection.

La caravane installa ses tentes à l'abri des murs d'Aïn-Mahdi, et tout de suite s'établit un va-et-vient bien curieux entre le palais des chorfa et le campement. Des cortèges de femmes empaquetées, voilées, encadrées par des nègres, suivaient les sentiers des jardins pour aller échanger des visites de politesse ; on s'invitait entre femmes à des concerts, à des repas (chez les Arabes les hommes de la famille ne partagent pas les repas des femmes) ; les messages et les compliments volaient des unes aux autres par la bouche des esclaves.

Dans des coffres indigènes ferrés d'argent les princesses avaient apporté leurs plus belles toilettes, — des velours, des soies, des broderies de couleurs vives, — et toute la coquetterie de leurs bijoux, vraies fortunes en pierres précieuses serties d'or par les bijoutiers du Sahara ou de la Syrie. A son tour, Aurélie dut leur montrer ses toilettes françaises, subir leur admiration parfois indiscrète, leur babillage, leurs étonnements, leurs questions d'enfants sauvages. On buvait le thé à la menthe on grignotait des pâtisseries au miel parmi les rires, les cris de joie, les câlineries mignonnes, vite arrêtés d'ailleurs quand paraissait un homme de la famille et surtout le cheik Sid-Ahmed. Alors l'expression des traits se figeait, les membres n'achevaient pas le geste commencé ; finie cette spontanéité amusante : la femme n'était plus qu'une esclave qui dissimulait ses sentiments devant l'homme, devant le

maître. C'est alors qu'Aurélie se sentait différente, plus princesse que ces princesses sauvages par sa supériorité morale et par l'aisance qu'elle gardait en présence de ce cheik redouté...

Assurément ces femmes étaient fières de leur belle-sœur, fières qu'un prince Tedjani eût ramené avec lui une Française. Après elles, avec elles, les mokaddem et les notables d'Aïn-Mahdi se laissèrent conquérir par une sorte de grâce dominatrice que possédait cette jeune femme et, parmi les affiliés Tedjania, bientôt un nom fut sur toutes les lèvres pour la désigner : on l'appelait Lalla Yamina.

Lalla Yamina? Quand elle entendit ce nom pour la première fois, Aurélie interrogea Sid-Ahmed. Qui était cette Lalla Yamina à qui on l'apparentait?

Et Sid-Ahmed lui répondit avec amour et fierté :

— Lalla Yamina était la fille d'un roi de Tunis que Sidna Abdallah, le grand général de Mahomet, épousa et emmena avec lui à La Mecque...

Il s'agissait probablement d'une fille de ce patriote byzantin, Grégoire, qui se fit proclamer roi à Suffetula, près de Tunis, en 648. La même année survenait la première invasion arabe conduite par Sidna Abdallah. Que celui-ci ait enlevé une fille du patrice et que le souvenir et le nom arabe de cette femme soient arrivés jusqu'à Aïn-Mahdi, rien d'étonnant à cela : les Tedjania ont sept zaouïa en Tunisie et l'histoire de la conquête arabe doit y être étudiée et commentée dans ses moindres détails et même dans ses légendes.

Aurélie Tedjani accepta en souriant le nom qu'on lui donnait, mais elle ne s'informa pas de la vie qu'avait menée sa nouvelle « patronne » pour y conformer la sienne; elle prétendait vivre comme aucune femme arabe n'avait vécu, c'est-à-dire vivre en Française dans une féconde activité, et, non seulement garder sa mentalité de Française, mais encore conquérir peu à peu à une mentalité semblable ces fanatiques de confrérie, si arriérés, si opposés à nos idées modernes L'exemple de ses belles-sœurs, leur nonchalance et leurs vagues plaisirs ne pouvaient que l'affermir dans ses aspirations, car ces plaisirs, dont les femmes des oasis endorment leur claustration, n'auraient eu aucun attrait pour elle et n'auraient pas été capables d'occuper ses jours. Longues siestes sur les coussins

entassés au fond des chambres obscures, bourdonnantes de mouches, dans l'énervant murmure de l'eau qui creuse goutte à goutte la vasque de la cour : songeries prolongées des réveils paresseux..., gazouillis d'amies venues en visite, avec qui on se distrait à enfiler en collier des fleurs de jasmin et de qui l'on jalouse les bijoux,... aux jours de grandes fêtes, regarder derrière un grillage les Ouled-Naïl qui dansent et chantent dans la cour... Cette vie supportable pour des cerveaux débiles n'était pas faite pour une Occidentale du tempérament et de la valeur de Mme Aurélie.

***

Aussitôt que la caravane des belles-sœurs eut repris les pistes du bled, la jeune femme ne perdit pas de temps pour mettre à exécution un projet qui lui tenait au cœur : il s'agissait de pousser Sid-Ahmed à introduire dans cette vie moyen-âgeuse de la zaouïa quelques habitudes, un peu de confort d'Occident, tels que le chérif les avait goûtés et aimés en France, de s'entourer et de l'entourer d'une atmosphère qui raviverait les souvenirs de Bordeaux, souvenirs d'exil sans doute, mais surtout souvenirs d'amour. Seulement elle reconnut qu'on ne pouvait guère essayer une pareille transformation dans le vieux palais d'Aïn-Madhi. Le décor et les figurants ne s'y prêtaient pas. On aurait déplacé trop de poussière vénérable répandue dans les esprits et dans la demeure, éveillé les méfiances des vieux notables pour lesquels Aurélie n'était qu'un amoureux caprice du jeune cheik, caprice sur lequel il convenait de jeter discrètement le voile.

Certes, ce caprice, personne n'eût osé en contester le droit au prince. La Baraka, la sainte Baraka, dont les émanations sanctifient tous les actes d'un cheik, lui permettait, — je l'ai déjà dit, — d'imposer aux kouan la femme qu'il avait ramenée des pays roumis. Et même si le mécontentement couvait dans le cœur de quelques-uns, ces gens d'Aïn-Madhi ne pouvaient déposséder l'héritier des princes Tedjani, sans faire perdre à la ville sainte le meilleur de sa renommée, et sans tarir la source des dons, des dîmes, des aumônes, en un mot, de la richesse.

Cependant la jeune femme devait parfois se sentir bien peu en sûreté, malgré l'amour violent de ce prince musulman ; aussi

exprima-t-elle au cheik le désir d'habiter avec lui le plus souvent possible une villa qu'il possédait à Laghouat. Désir judicieux à plus d'un titre. Laghouat, sa ville indigène accrochée aux flancs de deux collines couronnées par deux forts sur lesquels le drapeau tricolore flottait, c'était un coin de France. Il était bon pour Mme Aurélie qu'on l'y connût. Puis, quel asile discret que cette oasis qui faisait à la ville forte un collier d'émeraude et dans laquelle se cachait la villa du chérif! Rafraîchis d'eaux murmurantes, nées, comme par miracle, des profondeurs d'un fleuve de sable, éventés par les palmes de quarante mille dattiers aux troncs élancés et pareils à des colonnes de temple, les jardins recueillis de l'oasis semblaient faits pour abriter l'amour, lui permettre de tresser à loisir ses liens de fleurs et d'en serrer solidement les nœuds.

Pendant de nombreux séjours dans cette ville de Laghouat où il était facile d'organiser une vie à la française, la jeune femme déploya tout à son aise ses talents de maîtresse de maison, et les quelques éléments hostiles à son influence étant immobilisés, neutralisés à Aïn-Mahdi, elle vécut avec le cheik des jours d'abandon, d'intimité propices aux confidences, aux suggestions, sans regards malveillants pour l'épier. Enfin, elle berça son mari de tant de bien-être; elle usa avec tant d'adresse de son ascendant, qu'elle en obtint la direction absolue pour tout ce qui concernait la maison.

En même temps, elle se faisait adorer de tous. Les suivantes et les esclaves en parlaient entre eux : « Qui est celle-ci? disaient-ils. Elle vient des pays infidèles et nous traite mieux que les maîtresses de notre pays. Ses reproches sont sans colère, et pourtant nous la craignons. Mieux que nous, elle connaît les soins de la maison, on ne peut la tromper. Sa présence rend les paresseux diligents, et le travail devient facile quand elle le commande. Véritablement la bénédiction de Dieu est sur Lalla Yamina. »

Il ne fallut pas une année à Mme Aurélie pour accomplir ce premier prodige, puisqu'en 1872 on parlait déjà d'elle à Laghouat dans la garnison française pour s'émerveiller de son influence sur le chef religieux! Et l'explorateur Soleillet, qui la vit à cette époque dans la villa de Laghouat, raconte ainsi ses impressions et fait un intéressant portrait des deux époux :

« Elle forme avec son mari le contraste le plus curieux. Lui

est grand, très gros; il porte le costume arabe dans toute sa splendeur. Drapé dans des burnous blancs, il a la tête ceinte d'une immense corde en poil de chameau qui en fait des centaines de fois le tour, retenant son haïk et formant un énorme turban composé des losanges les plus réguliers. Assis dans un grand fauteuil et le chapelet à la main, il a bien la physionomie voulue. Sa femme est toute mignonne, vêtue en toilette de bal, couverte de bijoux; elle porte généralement sur la tête une sorte de diadème. Elle a pris sur son mari un très grand empire; elle est fort aimée de tous les serviteurs et de tous les clients qui composent la maison du marabout (1); elle la dirige complètement; elle sait commander et elle commande. Seule elle prend soin d'un fils que son mari avait d'une de ses femmes et cet enfant ne veut plus quitter la *dame*. »

Étudier, observer avec un esprit toujours en éveil, plaire à son mari et ne déplaire à personne, se mettre au-dessus des coteries en paraissant les ignorer et se rendre également utile à tous, voilà le programme de bonne diplomatie auquel la femme du cheik s'astreignit pendant des années sans une erreur, sans une impatience, avec une maîtrise d'elle-même admirable.

Et cependant là ne réside pas le secret de la sympathie profonde qu'elle inspira pendant si longtemps aux Tedjania. La vraie cause de son succès, ce fut sa bonté. Une patiente, sincère, profonde bonté qui désarma le mensonge, les intrigues, tout l'astucieux appareil de ruse dans lequel les Orientaux savent faire trébucher leurs ennemis. Elle fut bonne pour tous, bonne sans faiblesse, bonne avec intelligence, bonne par amour pour son nouveau pays, pour son mari, pour la famille de celui-ci. La bonté, quand on lui laisse le temps de porter ses fruits, finit toujours par faire mûrir autour d'elle de la bonté; c'est pourquoi Mme Tedjani trouvait tout le monde bon dans son entourage. On lui a souvent entendu dire : « Sid-Ahmed était bon... Les Arabes sont bons! Les membres de la famille Tedjani ne savent rien refuser : ce sont de vrais Français par la générosité. » Elle ne s'apercevait pas que cette bonté chez les autres rayonnait d'elle-même.

(1) Les noms musulmans emploient souvent à tort ce terme de marabout pour désigner le cheik des confréries. Un marabout est un saint ermite. Il n'est pas forcément cheik. Le titre qui convient à chaque membre de la famille Tedjani, — cheik ou non, — est celui de chérif ou prince (plur. chorfa).

Ce rôle, elle le conserva en l'amplifiant à mesure qu'elle avança dans la vie et tant qu'elle vécut au pays des Tedjania. En 1886, la mère de Sid-Ahmed est morte entre ses bras en la bénissant.

Elle avait un cœur de mère et même de grand mère pour les enfants Tedjani. Les Français qui habitaient Laghouat, il y a trente-cinq ans, se souviennent encore de l'épisode suivant.

Ayant mandé à Aïn-Mahdi, près d'un bébé atteint de diphtérie, un médecin français de Laghouat et ce toubib tardant à arriver, Mme Aurélie Tedjani vint en voiture au-devant de lui portant l'enfant dans ses bras comme l'eût fait une mère angoissée. Le petit malade mourut; elle eut un immense chagrin. C'était le fils de cet Ali Tedjani dont elle prenait soin aux premiers temps de son mariage.

Sa vie à la zaouïa est pleine de traits de ce genre. Ils imposèrent Mme Aurélie dans un milieu auquel, par surcroît, elle était bien supérieure comme civilisation.

C'est parce qu'elle était bonne, parce qu'elle avait l'âme haute, que la vaine gloire d'être adulée et maîtresse dans la maison du chérif ne put suffire à son bonheur. Dès qu'elle eut la compréhension du genre de bien qu'elle pouvait faire, elle rêva, non par mesquine vanité, mais par sentiment légitime de sa supériorité sur son entourage, d'agrandir son champ d'action, encore bien restreint, et d'obtenir, avec plus d'indépendance pour elle-même, le droit de se dévouer à la population indigène en faisant œuvre civilisatrice au milieu des tribus nomades du désert dont le cheik était le maître spirituel.

En tendant vers ce but ses réflexions et sa volonté, elle se persuada que pour acquérir de l'influence en dehors du harem, il lui faudrait rendre des services à la confrérie des Tedjania, décider Sid-Ahmed, et après lui les mokaddem de l'Ordre, à accepter, à solliciter ses conseils. Par son bon sens pratique et son esprit d'ordre, elle se sentait capable de les conseiller surtout pour les questions financières qui, dans les zaouïa, sont étroitement mêlées aux affaires religieuses, puisque les confréries vivent du produit des dîmes prélevées sur les kouan, en font vivre les pauvres et soutiennent de ces revenus le prestige des cheik dans les pays éloignés.

Or, Mme Aurélie s'était vite aperçue, en s'occupant de la direction de la maison, que dans les dépenses générales de la

zaouïa régnait un grand désordre, ce qui permettait à une nuée de parasites de dilapider les fonds de la confrérie. Il lui parut qu'une meilleure administration, une comptabilité bien établie étaient possibles et réprimeraient ces abus, permettraient une plus équitable utilisation des ressources pour le bien des pauvres Arabes protégés des princes Tedjani.

Amener Sid-Ahmed à écarter de la gestion, par son autorité de cheik, certains personnages qui semblaient embrouiller les comptes à dessein, c'était le seul moyen d'y voir clair. Il y avait aussi de vieilles traditions religieuses à respecter, à ménager pour que des réformes n'indisposassent pas les fanatiques. Aussi, avant d'agir et pour éviter toute mesure précipitée et maladroite, la femme du cheik voulut apprendre plus à fond comment fonctionnait cette confrérie, d'où venaient ses richesses, par quelles mains elles passaient et quelle en était, dans l'eprit du fondateur, la destination véritable. Autrement dit, elle fut amenée à s'instruire de la doctrine des Tedjania et à s'informer de leur histoire.

Bien entendu, elle ne s'imposa pas l'étude des livres pieux de cette zaouïa d'Aïn-Mahdi qui, avant de devenir maison-mère des Tedjania, était une célèbre école où les marabouts, les savants de tous les pays musulmans, les étudiants (*tolba*) venaient professer ou apprendre les doctrines les plus transcendantes du mahométisme.

Dans la bibliothèque de la zaouïa, à côté du livre révélé (le Coran) et de la Sonna, recueil de préceptes du prophète obligatoires pour tous les musulmans, il y avait sans doute, sous une couche de poussière, les manuscrits des philosophes soufistes dont la doctrine, puritaine et mystique, née aux premiers temps de l'Hégire, sert de base à toutes les confréries religieuses. Il y avait aussi, plus souvent feuilletés, les livres spéciaux aux Tedjania indiquant la règle de vie des adeptes : voie mystique (*ouerd* ou *tariqa*) prescrite par le fondateur de l'Ordre, prières (*dirkh*) à réciter chaque jour; dîme religieuse à fournir. Ouerd, dirkh, dîme, les trois prescriptions fondamentales de toute confrérie.

Cette étude par les livres était inutile à Mme Tedjani autant qu'elle était fastidieuse. Tous les affiliés et parmi eux beaucoup de mokaddem sont loin de posséder une science théologique sérieuse; la plupart des simples kouan sont même des illettrés

pour qui la tradition supplée à la science. Obéir aveuglément au cheik, dire des centaines de fois par jour les mêmes prières et surtout payer la dîme, voilà ce que la confrérie demande d'un bon kouan.

Pour Mme Aurélie, il lui suffisait d'interroger autour d'elle pendant ses séjours à Aïn-Mahdi et principalement d'observer la vie religieuse de la petite ville pour acquérir la somme des connaissances indispensables à une conseillère de cheik. Sid-Ahmed, glorieux des fastes de sa maison, compléta son instruction en lui apprenant l'histoire politique de l'Ordre par les vies de ses deux plus fameux ancêtres : la vie de son grand-père, Sid-Ahmed-ben-el-Mokhtas-el-Tedjani, le fondateur des Tedjania, le saint Chérif voyageur, le savant, le marabout de qui venait l'influence religieuse de l'Ordre, et la vie de son propre père Mohamed-Serir Tedjani, le Cheik thésauriseur, qui fut l'ennemi d'Abd-el-Kader et de qui venaient les richesses.

Voici ce que le Chérif en racontait, mêlant à des faits contrôlés toutes les légendes dont l'imagination orientale aime à orner les vertus, les actions des grands personnages de l'Islam.

VIII. — HISTOIRE DES TEDJANIA

D'abord, ce sont les longs voyages du fondateur, né en 1750 qui, ayant épuisé à vingt ans la science des savants d'Aïn-Mahdi, part à la recherche de tous les ascètes et thaumaturges de l'époque pour se perfectionner en philosophie et en théologie.

Ce saint homme, Sid-Ahmed Tedjani, s'en va au Maroc, à Tunis, au Caire, se fait affilier à plusieurs confréries pour en étudier les tendances, interroge les plus habiles docteurs et commence à jeter les bases de son enseignement particulier.

A trente-six ans, il accomplit, en pieux musulman, le pèlerinage de La Mecque, au cours duquel il apprend d'un Indien doué du don de prophétie les belles destinées religieuses qui lui sont réservées, et, comme il faut que toutes les confréries puissent se réclamer d'une origine surnaturelle, le saint revient en Algérie, s'arrête dans la petite oasis de Bon-Semghoum (Sud-Oranais) et dans le recueillement, la solitude, les prières et les macérations, attend la révélation divine. Alors le prophète lui apparaît dans toute sa gloire, lui ordonne d'abandonner les ordres dont il est l'adepte et de créer une nouvelle

confrérie indépendante, ayant une nouvelle tariqa, la Tariqa des Tedjania.

« Je serai moi-même ton guide et le protecteur auprès du Dieu des fidèles qui suivront ta voie », lui dit Mahomet.

C'est de cette époque (1781 de J.-C.) que date la confrérie.

Son patron revient à Aïn-Mahdi pour y promulguer les règles de l'Ordre, les prières rituelles spéciales aux kouan tedjania. Puis il repart, visite l'Afrique septentrionale encore une fois, prêchant, formant des mokaddem qu'il met à la tête de zaouïa nouvelles dépendantes d'Aïn-Mahdi, fait de nombreux prosélytes dont les tendances hostiles au gouvernement turc valent à la ville sainte d'être assiégée à deux reprises par le bey d'Oran, qui lui impose une forte redevance (1787 de J.-C.).

Enfin en 1799, Sid-Ahmed quitta définitivement le Sahara pour Fez où le Sultan, qui l'honorait comme un saint et appréciait la sagesse de son enseignement, lui donna un magnifique palais que le marabout habita jusqu'à sa mort.

Dans ce palais, il dicta à ses fidèles l'histoire de sa vie et ses recommandations suprêmes. Le prophète, disait-il, lui était apparu en songe, lui donnant la mission d'expliquer les passages obscurs du saint livre et de la Sonna et de commenter les leçons laissées par les docteurs. Ces récits formèrent un gros volume de 600 pages appelé *El-Koumache*; c'est le bréviaire des Tedjania.

Le saint homme ne visita plus qu'une fois la zaouïa-mère d'Aïn-Mahdi, mais, au Maroc, il donna un nouvel essor à la confrérie qui devint une des plus importantes et des plus aristocratiques du pays. Il professa jusqu'à la fin devant une foule de disciples, dans sa zaouïa du quartier d'Hamet-El-Blida-en-Rarouya, et sa haute stature un peu courbée par l'âge et l'étude, sa longue barbe blanche ajoutaient encore aux sentiments de vénération exaltée qu'inspiraient autour de lui son érudition et ses vertus.

Vie errante d'apôtre, odyssée de prince mendiant dont les pieds nus s'usèrent aux pistes de sable du Nord-Africain, acte de foi d'illuminé, force persuasive des prédications, des miracles, des exemples qui galvanisent les foules, voilà par quoi naquit la confrérie!

L'année 1815 vit la mort du marabout. Il fut enterré à Fez; on y vénère encore aujourd'hui ses restes.

La tâche des successeurs était de consolider, d'augmenter le bien-être matériel et spirituel de l'Ordre, de le défendre même les armes à la main contre les confréries rivales ou les pouvoirs civils envahissants. Cette tâche, les fils du marabout la remplirent avec succès.

Le fondateur laissait deux fils : Mohamed-Kebir, 18 ans, et Mohamed-Serir, 13 ans, qui, en butte à la rapacité d'un nouveau sultan, se virent enlever le palais de Fez et une partie de leurs biens. Heureusement Si-el-Hadj-Ali, mokaddem de la zaouïa de Temacin, fidèle ami de leur père, accourut à Fez et les ramena en hâte à Aïn-Mahdi. L'aîné n'avait pas encore assez de science et d'expérience pour assurer la direction spirituelle de l'Ordre, mais le fondateur y avait pourvu en donnant cette direction à ce même Si-el-Hadj-Ali, homme d'âge mûr et d'intelligence subtile qui fut le conseiller des deux frères, leur tuteur, et partagea même avec eux jusqu'à sa mort l'autorité religieuse, tout en gouvernant plus spécialement, de son centre très important de Temacin, les zaouïa situées à l'est du méridien d'Alger.

D'abord les frères Tedjani continuèrent leur instruction, grâce aux leçons des théologiens, des jurisconsultes qu'ils attirèrent à Aïn-Mahdi et qui maintinrent à la zaouïa son prestige de savant monastère.

Ils devinrent eux-mêmes des théologiens réputés. Mais bientôt il fallut quitter les livres pour la lutte contre le Turc, qui renouvelait ses attaques. Deux fois, la ville repoussa l'assaut; puis les jeunes princes, pour se venger du dey d'Oran, prirent l'offensive et, avec de nombreux contingents, s'en allèrent batailler contre lui. Mohamed-Kebir, écrasé sous le nombre de ses ennemis, trouva la mort dans un faubourg de Mascara.

Une légende raconte qu'au milieu du combat, il fut miraculeusement enlevé au ciel avec son cheval blanc et son nègre (1827).

Puis, dix années de paix suivirent, employées par le survivant des Tedjani et le mokaddem de Temacin à l'administration et à l'extension de l'Ordre. Leur activité se porta surtout vers l'Extrême-Sud; ils se créèrent des relations continues avec les Touareg, avec l'Afrique centrale, le Soudan, et l'Ordre devient une grande puissance musulmane africaine, non seule-

ment par son prosélytisme religieux, mais aussi par le commerce auquel ses membres se livrent.

Les caravanes partaient d'Aïn-Mahdi, de Temacin, de Fez, de Tlemcen, escortées de mokaddem, grossies d'adeptes en cours de route et, protégées par l'immense renom du cheik tedjani, elles voyageaient sans danger à travers les oasis du Sahara jusqu'à Tombouctou, échangeant leurs produits et rapportant à Temacin et Aïn-Mahdi de grandes richesses qui faisaient de ces deux centres religieux les entrepôts commerciaux du Sahara.

Qu'était devenue la pauvreté légendaire du fondateur? Qu'étaient devenus les préceptes de mépris des richesses prêchés par le prophète Mahomet et pratiqués à l'extrême par les soufis et les confréries religieuses primitives? Il est vrai que Mahomet lui-même, achetant un jour des pierres précieuses pour la valeur de 80 chameaux, prévint l'étonnement des fidèles, scandalisés par cette dépense, en déclarant que l'homme auquel le ciel dispensa ses bénédictions doit en porter les marques extérieures...

Ces richesses, augmentées du produit des dîmes, des quêtes, des dons, entretenaient dans la zaouïa un bien-être dont Mahomed-Serir ne profitait d'ailleurs pas seul. Les zaouïa peuvent assez justement être comparées aux monastères chrétiens du moyen âge. Tous les voyageurs y cherchent asile et secours gratuits, les étudiants y trouvent des maîtres, les nomades installent leurs tentes aux environs et vivent sur la zaouïa. Comme dans un phalanstère, tout est à tous, le cheik n'étant que le centralisateur des biens qu'il doit employer au mieux des intérêts supérieurs de l'Ordre et des besoins de chacun, par l'intermédiaire d'un intendant (1).

La confrérie avait atteint son maximum de prospérité au moment où Abd-el-Kader leva l'étendard de la guerre sainte. C'eût été une précieuse recrue pour l'Émir que le chef des Tedjania; car, par lui, il eût tenu les populations des ksour guerriers du Sahara, toutes affiliées à l'ordre. Mais il ne convenait pas au seigneur d'Aïn-Mahdi de devenir vassal de l'Émir. Pendant deux ans, il repoussa toutes les avances, disant: « Je désire rester dans le calme... Mon devoir n'est pas

(1) Cet intendant s'appelle un *oukil*.

de prendre parti dans les conflits temporels... Si Dieu, qui a envoyé les Français en Algérie, veut leur faire reprendre la mer, il n'a pas besoin de mon aide. » Bref, en clairvoyant administrateur, il refusait de compromettre la prospérité de l'Ordre, de hasarder ses richesses dans une lutte dont il prévoyait l'inutilité.

Abd-el-Kader, par vengeance, mit en 1838 le siège devant Aïn-Mahdi (1). Ce siège, fameux encore aujourd'hui dans le Sahara par l'admirable défense des assiégés, arrêta pendant huit mois l'Émir sous les murs de la zaouïa, entravant ainsi son action contre la France. Furieux d'une telle résistance, Abd-el-Kader fit brûler, dévaster les jardins, couper les dattiers, sans toutefois accepter de se mesurer en champ clos « avec un marabout couvert d'amulettes », disait-il. Mohamed-Serir, désolé de voir agoniser son pays sous ses yeux, se retira enfin dans Laghouat avec sa famille, laissant à Abd-el-Kader une ville en ruines, des jardins bouleversés, dans lesquels deux palmiers seulement, les seuls qu'on y voie aujourd'hui, restaient debout sur les décombres.

Malgré son résultat malheureux, ce siège accrut encore le renom des chefs Tedjania dans le Sahara, et, comme ceux-ci ne cessèrent pas depuis cette époque de s'associer à l'œuvre de la France, nous leur devons en partie, aussi bien à Mohamed-Serir qu'à Si-el-Hadj-Ali de Temacin, notre pénétration assez facile dans le Sud-Algérien. Ce fut Mohamed-Serir qui, en 1844, encouragea le chef de Laghouat, qui était mokaddem des Tedjania, à ouvrir pour la première fois les portes de la ville à nos troupes. Si-Mohamed envoya même au général français le « cheval de soumission » en signe d'alliance et si, en 1852, il ne put prévenir la révolte des Laghouati, qui amena le siège sanglant et le sac de Laghouat par les troupes du général Pélissier, du moins il offrit asile aux fils du chef indigène, chassés par les révoltés et accueillit avec honneur, dans Aïn-Mahdi, les officiers français.

Mohamed-Serir mourut l'année suivante (mars 1853), après avoir achevé de rendre à Aïn-Mahdi la prospérité compromise par Abd-el-Kader. Sa mort survint au moment où il allait entreprendre un voyage à Alger pour témoigner au gouverne-

(1) Voir *Trente ans d'Islam* par Léon Roches.

ment d'une façon éclatante son amitié (1). La France perdit en lui un ami sincère.

Ainsi que nous l'avons raconté, Sid-Ahmed, — l'époux futur de Mme Aurélie, — et Si-el-Bachir, étaient ses seuls enfants mâles.

IX. — LES EMBARRAS D'UN CHEIK

Par ces histoires et ces légendes, Aurélie s'attacha au passé de la ville monastère. L'ambiance agit sur sa sensibilité, mit dans son âme de bourgeoise française compatissante et pratique un peu de cette passion contenue, de cette imagination mystique que renferment les âmes orientales. Elle aima les blanches murailles réédifiées avec les pierres balafrées des murailles héroïques; elle plaignit les guerriers tombés, s'enflamma pour leur idéal et son cœur battit d'orgueil en pensant que Sid-Ahmed, son époux, continuait la lignée des princes arabes dont les kouan parlaient, le front dans la poussière.

Plus elle la pénétrait, plus la vie religieuse de la zaouïa excitait son intérêt : encombrement de mendiants pour lesquels l'aumône et le couscouss étaient toujours prêts dans la maison du Cheik, va-et-vient de pèlerins aux origines variées, avides de bénédictions et de prières, qui s'en allaient après quelques jours, plus heureux d'avoir touché le saint tombeau, arrivée de *reqqa* (courriers à pied) envoyés par les zaouïa dépendantes pour échanger les nouvelles ; deux fois l'an au moins, réception des mokaddem eux-mêmes.

Ils venaient, ces mokaddem, kalifes des zaouïa (2) ou missionnaires voyageurs, appelés pour la *hadra*, assemblée générale où se traitent toutes les affaires intéressant la communauté. Alors la ville bourdonnait d'une animation recueillie, qui rompait la monotonie des jours. Tunisiens brûlés par le long voyage, méharistes des pays touareg, nègres venus du Congo, de plus loin encore, quand ces nomades faisaient coucher leurs dromadaires à la porte de la mosquée pour aller faire leurs dévotions au tombeau du vieux Cheik Mohamed-Serir, c'était toute la vie des grands espaces, une vie lumi-

(1) Voir les *Mémoires du général du Barail* : tome II, page 81.

(2) Les Tedjania avaient environ quarante zaouïa disséminées dans les pays musulmans.

neuse, indépendante et guerrière, qu'ils apportaient dans les plis de leurs burnous. Et Mme Aurélie, à coudoyer ces hommes, trouvait encore plus étroite l'étroite enceinte d'Aïn-Mahdi. Ses pensées exaltées pour la réclusion l'emmenaient en rêve à travers les dunes sablonneuses jusqu'à Tomboucton la mystérieuse, jusqu'à Rhadamès l'inviolée, jusqu'aux forêts des Tropiques où le nom des princes Tedjani était connu et vénéré. Elle souhaitait plus passionnément une place d'honneur aux côtés du cheik, et qu'on associât son nom à l'œuvre de son époux. Sid-Ahmed présidait les doctes assemblées, conférait l'ouerd aux nouveaux kouan, accueillait les offrandes, délivrait les mandements que les mokaddem liraient plus tard aux kouan éloignés, distribuait les chapelets bénis, donnait des instructions, des mots d'ordre, discutait des intérêts de la confrérie... Pendant ce temps, la jeune Française agissait aussi et se libérait adroitement de la dépendance du harem, grâce au pouvoir de sa bonté sur les pèlerins tedjania.

Car, parmi ces voyageurs aux faces illuminées d'extase, hôtes de la zaouïa, combien n'étaient que des mendiants loqueteux, misérables qui traînaient d'affreuses déchéances physiques, tribut des journées de brûlant soleil alternant avec les nuits sahariennes aux fraîcheurs traîtresses où la fièvre fait trembler les os. Les épines des cactus avaient déchiré leurs pieds nus, et les morsures venimeuses des scorpions y avaient ouvert des plaies enflammées; leurs paupières, mangées par les vents de sable, envahies de mouches, protégeaient mal des yeux troubles promis à la cécité. Certes ils espéraient, ils imploraient du Cheik, du fils des marabouts, un adoucissement, une guérison aux maux de l'âme et du corps ; mais leur confiance n'irait-elle pas aussi à la femme du Cheik, si celle-ci, spéculant sur leur naïve croyance, leur prouvait que quelques-unes des vertus surnaturelles du Maître s'étaient posées sur elle?

Et voici comment s'exercèrent, dans l'intérêt de tous, l'ambition et la bonté de Mme Aurélie. Elle apprivoisa ces malheureux, s'apitoya sur leur sort, pansa les plaies répugnantes, lava les yeux malades et, par la propreté, l'hygiène, fit des miracles... L'eau de la femme du Cheik guérissait, donc la femme du Cheik avait la Baraka, elle n'était pas une étrangère, une roumia, elle était, de par l'étincelle divine dévolue au Cheik, une inspirée et comme une partie du Cheik lui-même.

Les pèlerins en portèrent la nouvelle aux nomades campés autour de l'oasis, et ceux-ci vinrent à leur tour supplier la guérisseuse de donner l'eau salutaire à leurs femmes, à leurs enfants malades. « Tu es ma mère ! » lui disaient-ils avec la ferveur des simples... « Tu es mon père, tu es ma mère ». jolie expression qu'ils emploient à l'égard de ceux, de celles, — quel que soit leur âge, — dont ils réclament faveur ou protection. Ils lui racontaient leurs différends, les misères de leurs pérégrinations, de leur vie de famine, s'abandonnaient à ses conseils et l'entraînaient sous les tentes pleines d'enfants chétifs, de femmes épuisées et autour desquelles rôdaient de grands chiens jaunes aux poils rudes, aux crocs prêts à mordre, dont les batailles troublaient les nuits de la zaouïa.

Bientôt elle put faire venir d'Alger des médicaments plus efficaces que l'eau pure et les Arabes qui, en ce temps-là, n'auraient pas accepté pour leur famille les soins et les remèdes des médecins français, absorbaient comme des talismans les pilules et les potions et guérissaient par suggestion autant que par l'effet des remèdes.

***

Sid-Ahmed n'avait garde de combattre cette confiance. Lui qui avait été conquis tout le premier par la bonne grâce pleine d'à-propos de la jeune Française, aurait été bien maladroit en se privant de son concours dans la crise politique et financière que subissait à ce moment la maison-mère des Tedjania. Ceux qui se souvenaient du puissant passé de la ville et lui comparaient le présent, ne pouvaient nier que, malgré son apparente prospérité, Aïn-Mahdi et son Cheik fussent dans une situation assez embarrassée. Qu'eût dit en effet la Française, émerveillée par l'autorité féodale et largement hospitalière des princes Tedjani, si elle eût visité Aïn-Mahdi à son apogée. vingt ans plus tôt, quand le père de son mari, le fameux Mohamed-Serir, était le seul pontife du désert !

Ces embarras avaient commencé pendant la minorité de Sid-Ahmed et de Sid-el-Bachir. Embarras financiers surtout. dûs en partie au gaspillage, au désordre favorisés par la faible gestion de Ryan, le tuteur des deux enfants, mais aussi dus à une diminution de revenu, résultant d'une lutte d'influence politique.

Ryan et les notables avaient bien assuré à la maison-mère, par la présence des deux jeunes fils de Mohamed-Serir, la filiation des princes Tedjani, mais ils n'avaient pas su garder la Baraka à Aïn-Mahdi après la mort du cheik. A cette époque (1853) et en prévision de la longue minorité des enfants, un mokaddem de Temacin de la famille de Sid-el-Hadj-Ali, cet ami du fondateur qui avait élevé et dirigé Mohamed-Serir, se fit proclamer Cheik et transporta dans la zaouïa de Temacin le siège de la confrérie. Depuis ce moment, beaucoup de pèlerins du désert, — ceux qui aimaient mieux visiter un cheik vivant qu'un tombeau de cheik, — et aussi beaucoup de caravanes commerciales portèrent leurs aumônes et le produit de leur trafic à Temacin.

Ce fut pour ramener à Aïn-Mahdi le siège de l'Ordre et les anciennes prébendes au complet que les notables de la maison-mère émancipèrent à quinze ans Sid-Ahmed et le firent proclamer cheik dans une hadra de mokaddem.

Les Tedjania de l'Ouest donnèrent leur adhésion au nouveau cheik ; mais ceux qui se trouvaient plus près de Temacin continuèrent à porter à cette zaouïa leurs prières et leur argent.

Il va sans dire que le mokaddem de Temacin, tout en gardant avec Aïn-Mahdi des rapports courtois, n'accepta pas d'être dépouillé par un adolescent élevé loin de lui, et fit son possible pour conserver sa charge, son indépendance et les ressources qu'elles lui valaient. D'autant que les mariages à Temacin des quatorze filles de Mohamed-Serir, — les visiteuses d'Aurélie, — unissaient par le sang les deux familles : celle des princes Tedjani et celle de Si-el-Hadj-ali et renforçaient les prétentions des gens de Temacin à posséder la vraie Baraka.

Il est possible aussi que les origines maternelles de Sid-Ahmed aient été habilement exploitées contre lui par les partisans de Temacin. En effet, l'Arabe, qui accepte facilement le chef noir comme guerrier, répugne à admettre qu'il puisse être un lettré ou un saint homme... Pourtant les vertus de la Baraka sont si merveilleuses !

C'étaient ces contestations au sein de la confrérie et le besoin de proclamer l'autorité du jeune Cheik d'Aïn-Mahdi qui avaient poussé les maladroits conseillers de ce prince à le mettre en avant, en 1868, dans la révolte des kouan oranais, avec tant d'étourderie, si peu de mesure, que le pauvre prince

en retira, — comme je l'ai raconté, — au lieu du prestige qu'il cherchait, son exil et la méfiance des Français.

Trois années d'exil à Alger et en France n'avaient fait que compromettre encore plus les intérêts religieux et matériels de Sid-Ahmed et d'Aïn-Mahdi.

Voici donc quelle était la situation quand Mme Aurélie Tedjani arriva chez les Tadjania. Les princes Tedjani étaient toujours et partout révérés comme descendants de leurs saints ancêtres; mais leur pouvoir religieux et leurs richesses subissaient une éclipse. Appauvrie du produit des dîmes perçues par Temacin, mal gérée dans ses finances depuis vingt ans, gênée aussi par les lois françaises sur la propriété, Aïn-Mahdi souffrait d'une diminution d'influence amenant une diminution de ressources.

Le parfait bon sens de Mme Aurélie la fit courir au plus pressé, qui était d'arrêter, par une réglementation énergique des dépenses, le déficit du budget dont elle s'était aperçue avant même d'avoir des lumières sur le degré de prospérité de l'Ordre; car ce déficit menait la zaouïa à une ruine certaine. Sur son conseil, le vieux Ryan fut remercié « pour raison de limite d'âge ». Il se retira à Laghouat où il mourut quelques années après. On le remplaça par le mokaddem Si-el-Arabi, avec lequel Sid-Ahmed, guidé par sa femme, inaugura le règne des économies par la surveillance des dépenses.

Quant à rendre à Aïn-Mahdi son influence, son éclat passé, à y attirer ceux des kouan qui en avaient oublié le chemin, c'était une œuvre de longue haleine, toute de mesure et d'adresse, pour laquelle il faudrait s'inspirer des circonstances, qui étaient bien différentes de ce qu'elles étaient au temps où les Turcs détenaient en Algérie le pouvoir séculier. Car Mme Aurélie se souvenait d'abord qu'elle était Française. Ses démêlés avec le gouvernement général d'Algérie au moment de son mariage, n'avaient laissé dans son âme aucun désir de mesquine vengeance; elle était bien au-dessus de pareils sentiments et, si elle souhaitait la prospérité d'Aïn-Mahdi, le bonheur des Tedjania, elle les souhaitait sous l'égide de la France et en conformité d'intérêt avec la France.

Cette grande pensée de la France domina ses actes pendant toute sa vie; jamais elle ne dévia de cette ligne de conduite et tout le bien qu'elle fit aux Tedjania, au cours des quarante

années où elle fut l'âme de la confrérie, rejaillit sur la France. Les Français ne sauraient l'oublier.

*
* *

Ces troubles, ces perplexités qui assaillirent Sid-Ahmed, dès son retour d'exil, facilitaient d'ailleurs à l'épouse française du Cheik son entrée dans les affaires de la confrérie. Ses premiers conseils pour la réglementation des dépenses avaient paru si judicieux qu'ils en firent solliciter d'autres. Mme Tedjani évita dans les premiers temps de froisser les notables par une ingérence directe. Les prescriptions politiques et religieuses n'arrivaient aux Tedjania que par l'intermédiaire tout-puissant de leur Cheik, dont elle savait si bien provoquer les confidences. A son amie sincère, le maître de l'Ordre ouvrait toute sa pensée dans un abandon sans risque, disait ses découragements, ses inquiétudes, ses impatiences. Seule elle savait réprimer avec des mots sages les élans inconsidérés d'une indépendance développée outre mesure dès l'enfance par les éducateurs sans clairvoyance des jeunes princes Tedjani. Elle s'appuyait sur les qualités d'honneur et de bonté qu'elle avait devinées naguère dans l'homme qui sollicitait sa main. Peut-être la bonté de Sid-Ahmed n'allait-elle pas sans faiblesse; raison de plus pour que le jugement viril de sa vigilante associée la redressât, la dirigeât.

Mme Tedjani comprit que Sid-Ahmed ne pourrait pas compter sur l'appui de la France dans ses revendications contre Temacin, parce qu'augmenter l'influence d'un chef de confrérie était une mauvaise politique française. Sans doute, l'Ordre des Tedjania semblait moins redoutable que d'autres, car, exclusivement algérien par son berceau, son fondateur, ses attaches, il n'allait pas chercher ses inspirations dans une maison-mère de Syrie ou du Maroc hostile à nos intérêts, soustraite à notre influence. Puis, certaines particularités de son enseignement en faisaient une association moins fanatique, plus libérale que ses rivales. Par exemple, chaque Ordre religieux proposant à ses adeptes la pratique spéciale d'une vertu, soit la pauvreté, la charité, le mysticisme, chez les Tedjania, c'est la tolérance qui est la vertu recommandée. « Dieu aime les infidèles comme les croyants », disait le fondateur. Mais un cheik tedjania unique pouvait nous tenir en échec, gêner quelque jour notre péné-

tration comme il avait gêné les Turcs, et le gouvernement français tenait la balance égale entre les princes d'Aïn-Mahdi et les chefs religieux de Temacin, sans prendre parti dans leur différend. D'ailleurs le vieux cheik de Temacin, Si-Mohamed-el-Aïd, avait toujours gardé une attitude pleine de loyauté et nous avait même aidés de son influence en toutes circonstances.

Mme Tedjani prêcha donc à Sid-Ahmed la patience et la continuation de ces bons rapports avec Temacin, qui avaient été inaugurés par la réception des princesses Tedjani, ces curieuses, venues à Aïn-Mahdi pour voir de leurs yeux et pouvoir raconter à leurs époux ce qui s'y passait.

« Peut-être, disait Mme Tedjani, qu'une diplomatie aimable amènera une réelle amitié. Le fondateur, d'après les affirmations de certains Tedjania, a prescrit que le cheik serait choisi alternativement dans la famille chérifienne d'Aïn-Mahdi et dans la famille de son ami Temacin... Or, Si-Mohamed-el-Aïd est vieux, sans doute il désignera avant de mourir Sid-Ahmed Tedjani comme son successeur... »

Ainsi, l'adroite femme apaisait, rassurait son époux, et il fallait bien que le cheik d'Aïn-Mahdi se contentât de ces espoirs d'avenir, car le présent était sombre. Dans les hadra, les mokaddem apportaient beaucoup de mauvaises nouvelles et relativement peu d'argent. Après l'attitude indépendante de Temacin, c'étaient les Tedjania du Maroc qui s'étaient déclarés indépendants avec des chefs locaux, fiers de posséder dans leur mosquée de Fez les restes du fondateur, puis, dans le centre africain, c'était le refoulement des Tedjania par les Senoussi aux doctrines panislamiques et rétrogrades.

MARTHE BASSENNE.

(*A suivre.*)

L'AVENIR

DE

NOTRE INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE

La France, sous un masque de richesse factice, est profondément appauvrie. Elle a subi le principal poids de la guerre. Après quoi, quand il a fallu réparer ses pertes, elle a, comme tous les peuples belligérants, dans la griserie du papier-monnaie, dépensé plus et travaillé moins. Aujourd'hui, ayant dû à peu près renoncer à faire payer l'Allemagne, elle se trouve en présence de dettes extérieures écrasantes. Comment les acquitter autrement que par l'exportation et, dans cette exportation, comment ne pas attribuer une grande place au fer? Nous nous efforçons bien de monnayer au dehors l'effort de notre main d'œuvre et l'habileté de nos techniciens incorporés dans des produits fabriqués de tous genres. Le travail artistique, soigné et intelligent, c'est la vieille supériorité française. Mais les bénéfices sont évidemment plus rapides quand on peut expédier par millions de tonnes des matières premières ou des produits sommairement élaborés. Pour tout grand pays industriel, et surtout pour un pays comme le nôtre qui n'a ni houille, ni pétrole, ni coton, ni bois à vendre, l'industrie sidérurgique présente un intérêt national de premier ordre. L'avenir de notre balance commerciale, celui de notre change, tout notre avenir économique est intimement lié au sort de nos mines de fer, de nos hauts fourneaux et de nos aciéries.

Cette prépondérance habituelle du fer dans l'exportation des

pays industriels est bien connue; mais elle mérite cependant d'être précisée par des chiffres. Nous nous bornerons à citer en exemple, cela suffira, l'Allemagne d'avant-guerre, et nous le ferons, comme pour toutes les valeurs mentionnées dans cet article, sur la base du franc-or, seule monnaie réelle et comparable d'une époque ou d'un pays à l'autre à travers les fluctuations incohérentes du franc officiel qui, pour le moment, vaut en réalité 28 centimes, ou, à plus forte raison, du mark-papier qui ne vaut plus rien. Sur 12, 5 milliards de francs-or exportés en 1913, l'Allemagne en comptait 2 pour les machines et les produits métallurgiques, contre 645 millions pour la houille, 557 pour les cotonnades, 327 pour le sucre et 177 pour les matières colorantes. Il est inutile de donner des chiffres analogues pour la France actuelle, dont l'industrie sidérurgique, à peine reconstituée et troublée jusqu'ici par des vicissitudes de tout genre, est encore en période d'organisation et de gestation. Mais chacun sait que nous possédons aujourd'hui dans son entier le bassin ferrifère lorrain, susceptible de nous fournir du minerai en quantités pratiquement illimitées.

On retrouve la même importance capitale des exportations sidérurgiques quand, au lieu du seul intérêt général, on envisage les intérêts plus particuliers de nos grandes sociétés métallurgiques, de leur personnel et de leurs actionnaires. Dans cet ordre d'idées, je voudrais éviter autant que possible tout ce qui pourrait ressembler à une appréciation ou à une critique individuelle. Mais on ne saurait négliger un côté aussi essentiel du problème. La France d'avant-guerre produisait déjà notablement plus de fonte et d'acier qu'elle n'en consommait. Aujourd'hui, par la reconstitution de l'ancienne France, nous possédons un outillage de mines et d'usines capable d'alimenter presque le double de notre consommation nationale, en nous la supposant réservée tout entière. Dans ces conditions, l'exportation devient, pour nos diverses sociétés sidérurgiques, une question de vie ou de mort. C'est leur seule défense possible contre une surproduction fatale de fonte et surtout d'acier qui les menace toutes ensemble et qui, — ajoutons-le aussitôt, car cela complique singulièrement la question, — menace en même temps le monde entier.

Quels que soient les efforts tentés par nos industriels, on ne pourra sortir d'une crise qui existe déjà et qui menace de

s'accentuer, que par la limitation générale de la production, soit sous la forme pacifique d'un accord plus ou moins étendu avec nos voisins, soit, plus brutalement, par quelques ruines. Nos aciéries ne peuvent travailler à perte pour l'amour de l'art. Cette limitation ne se produira pas sans des conflits sociaux, à la suite desquels, si on ne réussit pas à réduire les prétentions exagérées de la main d'œuvre, on traversera une période de chômage forcé et, finalement, le consommateur français de fer ne pourra guère manquer de se trouver grevé au bénéfice des acheteurs étrangers par une combinaison quelconque équivalant en fait à ce qu'on a appelé le *dumping*. L'intérêt du pays, beaucoup plus que l'intérêt particulier, l'exigera.

Ici, les esprits simplistes, qui abondent en politique, m'interrompront peut-être pour dire : « Les mines et usines récupérées, d'où provient pour la France cette surproduction annoncée et imminente, vivaient bien et prospéraient sous le régime allemand. Une forte proportion des exportations allemandes en venait. Il n'y a qu'à continuer pour notre compte ce qui se pratiquait au bénéfice de l'Allemagne. » C'est oublier simplement que la Lorraine annexée faisait alors un tout industriel avec les charbonnages de Westphalie et que ce lien vital a été rompu au détriment des deux tronçons, économiquement disjoints. On arrivera, sans doute, — et ce sera notre conclusion, — à réaliser, par-dessus les frontières, quelque convention internationale. On y travaille, non sans peine, au moment même où j'écris ces lignes. Mais, trop de fois déjà, nos hommes politiques, ignorants ou dédaigneux de ces questions pratiques, ont jeté nos atouts avant de commencer la partie. Les négociations douanières avec l'Allemagne, amenées par l'échéance du 10 janvier 1925, n'en sont pas facilitées et notre construction mécanique s'effraye d'y être sacrifiée De toutes façons, vendre des aciers finis ou des machines, c'est vendre beaucoup plus du charbon et du travail que du fer. Or ce charbon, nous sommes forcés de l'acheter d'abord à nos concurrents. Si, en outre, nous continuons à payer nos dettes nationales sans recouvrer nos créances, notre industrie se trouvera, vis-à-vis des peuples profiteurs de la guerre ou faillis, accablée par des charges fiscales chaque jour accrues.

Nous nous proposons d'examiner ici quelle semble devoir

être l'évolution prochaine de cette grande industrie, non pas pour une échéance immédiate, qui trop souvent paraît la seule intéressante, parce qu'elle est la plus pressante ; non pas aussi pour un avenir lointain que l'instabilité moderne ne laisse plus guère le loisir de considérer, mais pour une période de quelques années. Nous ne nous dissimulons pas les difficultés énormes d'une telle étude, surtout ramenée à un degré de condensation où la place nous manquera souvent pour développer nos raisons et exprimer nos restrictions ou nos doutes. Les échanges internationaux peuvent être représentés par un jeu de tuyaux extrêmement complexe, dans lequel les mesures législatives et douanières, les troubles politiques, les changements de régime, les modifications continuelles de la fortune publique, le cours des changes et des frets, les prétentions respectives du capital et de la main d'œuvre à travers le monde entier interviennent sans cesse pour ouvrir, restreindre ou fermer des valves. D'année en année, de jour en jour, la situation se modifie, et tout ce qui était exact jusque-là devient faux. Néanmoins, l'importance du problème justifie un effort, fût-il téméraire.

En deux mots, la question se pose de la manière suivante. Nos gisements de fer peuvent nous fournir du minerai à discrétion, chacun le sait et le répète depuis la guerre. De plus, nous avons conservé, acquis ou reconstitué un outillage, pour lequel on n'a pas craint, en reconstruisant, de voir grand, comme si les possibilités de vente étaient illimitées. Dans quelle mesure réussirons-nous à écouler, soit des minerais, soit de la fonte, soit de l'acier, soit, ce qui vaudrait encore mieux, des machines, on l'ignore. Tant que durera cette ignorance, la richesse que nous nous attribuons et qui peut devenir réelle, si nous réussissons à la négocier, peut aussi se dissiper en fumée. Il en est d'elle comme de ces évaluations dans lesquelles se complaisent les socialistes et où ils oublient seulement la nécessité de trouver un acheteur pour qu'un capital quelconque cesse d'être un simple symbole ou un espoir. Or les possibilités de vente dépendent des besoins du consommateur et de la mesure dans laquelle celui-ci peut satisfaire ses désirs, du prix de revient et enfin du prix de vente déterminé par la concurrence en tenant compte du change. Ce seront les divisions tout indiquées de notre travail.

* * *

Consommation de fer mondiale. — Les besoins et les facultés d'achat du consommateur dominent tout le problème. Ces besoins sont considérables. Nous vivons depuis un siècle, nous vivrons apparemment longtemps encore dans l'âge du fer. On construira encore bien des chemins de fer, des ponts, des charpentes métalliques, des machines, des automobiles, et même des obus et des blindages. Avec des arrêts provoqués par les crises commerciales périodiques comme celle qui s'est produite en 1920, les chiffres de la consommation mondiale ont toutes les chances pour reprendre peu à peu leur marche ascendante d'avant-guerre. Cependant, même sur ce terrain très général, il y a des restrictions à faire. L'Europe a été trop profondément blessée par la guerre et par le bolchévisme officiel ou latent qui a suivi les hostilités pour que, les dévastations une fois réparées et les profits excessifs de guerre une fois dépensés, on y retrouve aussitôt l'activité commerciale ancienne. Tôt ou tard, chacun devra y comprimer ses dépenses, comme l'exigeait une logique qui, jusqu'ici, n'a pas été assez obéie par tous. L'Amérique du Nord possède son marché propre et son champ d'exportation destiné à grandir. Une forte partie de l'Asie et de l'Europe asiatique est retournée, pour un temps indéterminé, à la barbarie. Les pays d'Asie qui échappent à cette contagion tendent à s'émanciper. On peut donc se demander si la consommation mondiale de fer à fournir par l'Europe croîtra aussi vite qu'on était en droit de l'espérer avant la guerre. Enfin, si l'on arrivait à réaliser, comme beaucoup le rêvent, un état permanent de paix européenne, tout au moins si quelques pays, dont le nôtre, en concevaient l'illusion dangereuse, les débouchés du fer pour le matériel de guerre se trouveraient notablement réduits, comme ils le sont déjà pour la marine.

Prenons cependant comme base la consommation de 1913 en admettant qu'elle constituera, dès que le calme sera à peu près rétabli, un minimum. En 1913, le monde a absorbé 80 millions de tonnes de fer sous toutes ses formes, dont 32 MT (1) étaient alors fournis par les États-Unis, 19 par

(1) Pour ne pas surcharger notre texte de chiffres, nous ferons toutes nos évaluations arrondies en *millions de tonnes*, désignés, suivant l'usage, par les lettres MT.

l'Allemagne, 10 par la Grande-Bretagne et un peu plus de 5 par la France. Depuis la guerre, la crise mondiale s'est accusée dans ce domaine par des fluctuations inusitées. En 1921, la consommation mondiale n'a été que de 31 MT. En 1923, on est remonté à environ 61 MT, alimentés par les États-Unis pour 41, la Grande-Bretagne pour 7,5, la France pour 5,2, l'Allemagne pour 4,8.

C'est ce total dont la France doit chercher à fournir la plus grande part possible en profitant des avantages qu'elle possède pour le minerai et en compensant toutes ses autres infériorités par l'organisation scientifique et la technique.

Les consommateurs étrangers que nous aurons à conquérir peuvent être classés en trois groupes : autres pays métallurgistes européens (Allemagne, Grande-Bretagne et Belgique), auxquels nous pouvons vendre des minerais, de la fonte, de l'acier en lingots ou quelques produits spéciaux, sauf à leur acheter d'autre part des produits finis; pays européens à métallurgie propre insuffisante, tels que les Pays-Bas, la Suisse, l'Italie ou la Roumanie ; pays d'outre-mer, tels que l'Amérique du Sud, le Japon ou la Chine, dans la mesure où ils ne seront pas absorbés par des concurrents mieux armés. Nous nous bornons à poser ici cette question sur laquelle nous reviendrons, quand nous aurons discuté notre prix de revient, de manière à étudier les conditions où s'établira la concurrence.

***

Minerais de fer. — Pour fabriquer de la fonte ou de l'acier, il faut d'abord, cela va de soi, posséder ou acheter du minerai de fer. Sur ce point, nous avons une supériorité très apparente et souvent signalée dans nos gisements lorrains, auxquels s'ajoutent accessoirement les minerais de Normandie, des Pyrénées et de l'Afrique. Cette supériorité, je l'indique en passant pour n'y plus revenir, intéresse vivement notre défense militaire ; car, en temps de guerre, il est essentiel de posséder sur son propre territoire une matière aussi indispensable. En temps de paix, elle se traduit simplement par une économie et non, comme on le croit quelquefois, par un bénéfice assuré avec certitude de faire la loi. Nos minerais lorrains à 35 pour 100 de fer et phosphoreux constituent, par eux-mêmes et avant toute élaboration, une marchandise d'exportation qu'on ne doit

ni surfaire ni déprécier. Croire que les Allemands, nos acheteurs naturels, ne peuvent absolument s'en passer, serait aussi fou que d'ajouter foi aux présentes hâbleries germaniques, suivant lesquelles les industriels d'outre-Rhin trouveraient avantage à se fournir ailleurs. Ils peuvent les remplacer, c'est incontestable, comme nous pouvons acheter du coke ailleurs que chez eux ; les minerais de fer ne manquent pas dans le monde, et nos adversaires se sont efforcés par diplomatie de nous le démontrer depuis la guerre, — on verra tout à l'heure comment ; — mais ils ont un intérêt non moins évident à se fournir chez nous. Précisons ce premier point du minerai, d'abord pour notre industrie française et ensuite pour nos concurrents d'Allemagne.

Le premier avantage un peu théorique que nous assure la possession, désormais complète, du gisement lorrain, avantage difficile à chiffrer, est le long avenir que ses réserves nous assurent. La Lorraine, à elle seule, représente, en chiffres ronds, 5 milliards de tonnes de minerais immédiatement utilisables pour une extraction annuelle qui, normalement, devrait être, en France, d'au moins 50 millions de tonnes, correspondant à 16 ou 17 MT de fonte. La Normandie et l'Anjou viennent ajouter 100 à 150 MT de minerais à 50 pour 100 de fer et l'Afrique du Nord au moins autant de minerais supérieurs.

En regard de ces chiffres impressionnants, les réserves de l'Allemagne actuelle ne représentent pas plus de 700 MT disponibles. La Suède, dont, nous allons le voir, elle absorbe la production pour les deux tiers, mais qui, malgré tout, ne lui appartient pas, peut, en tenant compte des dernières découvertes septentrionales, contenir un milliard de tonnes (il est vrai, à teneur élevée de 60 pour 100). Un parti politique puissant y proteste énergiquement, quoique vainement, contre ces exportations. Notre autre concurrent, la Grande-Bretagne, tout en possédant des réserves très fortes de minerais pauvres qu'elle ne considère pas aujourd'hui comme utilisables, vit en réalité sur des gisements qui sont très loin de suffire à sa production et dont le cube ne paraît pas atteindre un milliard de tonnes. Enfin, la Belgique tire ses minerais de l'étranger.

Mais ces considérations d'avenir n'intéressent guère que les économistes. Les métallurgistes sont plus touchés par l'extraction annuelle réalisable et par le prix de revient au point

d'utilisation. A cet égard, la Lorraine a été avantageusement dotée, et par la régularité de ses couches et par leur situation à proximité de grands gisements houillers. En 1913, la Lorraine restée française produisait 19,5 MT et la Lorraine annexée, 21, en laissant de côté le Luxembourg que lui adjoignaient les Allemands. De nombreuses mines allaient, en outre, augmenter leur extraction. Dans le seul bassin de Briey, on prévoyait 20 MT de plus. Si la guerre n'avait pas eu lieu, l'ensemble du bassin qui nous appartient aujourd'hui produirait donc 60 MT, auxquels il faudrait ajouter 4 MT pour nos autres gisements français. La guerre, en détruisant des installations, en renchérissant les capitaux, etc... a retardé ce développement. La production totale de 1923 n'a guère été, pour toute la France, que de 23,5 MT. Mais c'est un chiffre momentanément réduit.

Quant au prix de revient, avant la guerre, le minerai lorrain était évalué, en moyenne, par la satistique de l'industrie minérale française, à 4 fr. 85 la tonne sur le carreau de la mine et il pouvait alors revenir à un peu moins de 4 fr. Actuellement, le prix de revient compté en or doit être assez analogue, quoique un peu plus fort, si l'on en juge par des ventes à l'exportation faites au début de 1924 sur le pied de 4,30 francs-or. En Normandie, des minerais à 50 pour 100 moyennement phosphoreux sont vendus sur la mine 7 à 8 francs-or. Ce sont ces deux gisements qui alimentent notre production de fonte. En dehors de cela, nos hauts-fourneaux consomment fort peu de minerais étrangers : seulement 2 à 300 000 tonnes de minerais luxembourgeois, équivalents aux minerais lorrains, et environ 100 000 tonnes de minerais purs achetés à Bilbao. Les minerais de l'Afrique du Nord ne viennent pour ainsi dire pas en France.

Prenons, comme comparaison, l'Allemagne, notre principal concurrent futur à l'exportation. L'Allemagne ne peut se fournir que pour une faible partie en minerais nationaux. Malgré les nombreux efforts tentés depuis la guerre pour forcer l'extraction des mines allemandes ou pour en trouver de nouvelles, la production de ces dernières années n'a pas dépassé 6 MT par an (correspondant à 3 MT de fonte), alors que l'Allemagne, dans ses limites actuelles, est outillée pour produire au moins (chiffres de 1913, augmentés d'un tiers pour les constructions nouvelles) 14 MT de fonte. Cette production de minerais lui est

fournie : pour 1,8 MT par le Siegerland très bien placé ; pour 1,5 par le bassin de Salzgitter au nord du Harz; 0,7 par le bassin du Vogelsberg ; 0,6 par le bassin de la Lahn.

Malgré cette pénurie, l'Allemagne a tenu à nous prouver qu'elle pouvait se passer des minerais lorrains. La tâche lui a été facilitée par la restriction énorme de sa consommation intérieure (réduction de 40 pour 100 entre 1913 et 1922 pour les limites de frontières actuelles) et par la suppression presque complète des exportations de produits métallurgiques. Au lieu de 5 MT en 1913 pour l'ensemble de l'Allemagne, elle n'en a exporté que 1 MT en 1923. Néanmoins, comme elle cherche avec énergie à reporter sur son territoire actuel les industries d'exportation qui faisaient autrefois sa fortune, elle a forcé ses importations de minerais, qui sont montées un moment à 10 MT en 1922 pour retomber à 2,4 en 1923 par l'occupation de la Ruhr et se relever sur le pied de 3,5 en 1924. Dans le tonnage de 1922, elle n'a pris que 2 MT en Lorraine. La Suède lui a fourni 5 MT ; l'Espagne 1,4; Terre-Neuve 0,5. Les Allemands ont acheté en outre dans l'Anjou, en Algérie, au Maroc. Enfin, tout au moins comme argument de négociations, ils ont fait valoir le développement probable d'exploitations au Brésil et au Chili. Ils ont également consommé en masse les vieux fers, les riblons, dont la guerre a laissé des stocks si considérables, mais qui tendent pourtant à s'épuiser (1 MT en 1920.)

En somme, c'est pratiquement la Suède qui supplée pour eux aux minerais lorrains, avec des minerais plus riches, mais plus chers. Les mines suédoises d'exportation, centralisées par la Société Graengesberg-Oxelösund, peuvent, d'après leurs contrats longuement débattus et souvent remaniés avec l'État suédois, exporter de Suède : de 1923 à 1932, 8,1 MT annuelles et, de 1933 à 1936 : 7,6. Les Anglais achètent à ces mines environ 0,6 MT de minerais purs. Les industriels allemands se sont assuré 5 MT par an : ce qui, avec la production nationale, ne leur permettrait encore de travailler qu'à 50 pour 100 de leur capacité. De plus, leur prix de revient en est majoré. Le minerai lapon coûte, en effet, 21 à 22 francs-or à bord dans un port suédois, auxquels il faut ajouter une dizaine de francs pour atteindre Rotterdam. On ne consomme, c'est vrai, que 1 650 kilos de ce minerai par tonne de fonte contre 2 800 kilos de minette de Briey. Néanmoins, en tenant compte de cette valeur respec-

tive des minerais et des distances différentes à franchir, on arrive à cette conclusion que le minerai lorrain acheté 14 à 15 francs-or sur une mine française équivaut presque, pour une usine de Westphalie, au minerai suédois. Tout prix nettement inférieur constitue un bénéfice. Or, en 1924, les prix de vente effectifs de nos minerais sont partis de 4 francs-or pour monter à 6. Ces chiffres montrent assez si les Allemands ont avantage à rester nos acheteurs.

***

Combustibles. — Une question très grave est celle des combustibles, houille et coke, pour laquelle notre infériorité est manifeste et désormais irrémédiable vis-à-vis de tous nos concurrents allemands, anglais, belges ou américains. Pour produire une tonne de fonte, il faut brûler 1 200 kilos de coke. Plus on pousse loin l'élaboration, plus, on le conçoit, le rôle du minerai s'efface devant celui du charbon et de la main d'œuvre.

En ce qui concerne le charbon, nous sommes très désavantagés. Nous le serons encore plus dans un avenir qui, pour la vie d'un peuple, est bien court, puisque, dans un siècle ou deux, nous aurons épuisé la plus forte partie de nos gisements. Mais nous le sommes dès à présent pour le tonnage, le prix et la qualité. La constitution géologique du sol en est la cause principale. Mais on ne peut malheureusement pas dire que, depuis quinze ans, les influences politiques aient contribué à y remédier. L'écart entre notre production et notre consommation, qui était de 6 MT en 1860, a passé à 15 en 1900, à 20 en 1913. Actuellement, tout l'équilibre est troublé par une série de causes contradictoires : d'une part, réparation inachevée de nos mines ; d'autre part, consommation générale réduite par la crise mondiale et intervention momentanée de la Sarre, qui va avoir donné en 1924 environ 15 MT. Dans cette année 1924, nous arriverons, y compris la Sarre, à 60 MT et le chiffre s'accroîtra en 1925. Mais, à la consommation d'avant-guerre, qui atteignait déjà ces 60 MT et qui, dans des conditions normales, se serait accrue de 8 ou 10 MT, il faut ajouter désormais la consommation de l'Alsace-Lorraine, qui, en 1913, dépassait 11 MT et, pour le moment, celle de la Sarre. La France a dû importer, en 1923 (houille et coke), plus de 30 MT. Je ne reviens pas sur l'injustice systématique qui nous a privés des

anciens territoires français de la Sarre, pour l'industrie desquels les minerais français de Lorraine sont, plus encore que pour la Westphalie, une nécessité. En cela comme dans toute leur politique d'après-guerre, les Anglais ont été poussés par la crainte de la concurrence industrielle française : ils s'apercevront bientôt avec quelle imprudence ils ont favorisé ainsi la concurrence, beaucoup plus grave pour eux, des Allemands.

Ce tonnage, tellement insuffisant, de houille, dont le déficit grève si fort nos finances et paralyse notre industrie, nous ne pouvons que peu l'augmenter pour bien des raisons techniques et fiscales. Techniquement, un mineur allemand fournissait, avant la guerre, 268 tonnes de houille par an (travailleurs du fond et du jour) ; un Anglais 244 ; un Français seulement 200. De 1900 à 1913, la production du mineur allemand avait monté de 240 à 269 ; celle du Français était restée stationnaire (200 contre 196). De 1913 à 1921, par l'application intempestive de la loi de huit heures, la production moyenne est encore tombée d'un tiers pour l'ensemble de nos mineurs (fond et jour), de 29 pour 100 par ouvrier du fond. Un travailleur du fond qui, dans le Nord, produisait 975 kilos par jour, est descendu à 738 en 1920 et 692 en 1921. Dans les mêmes conditions, un mineur du Gard a fléchi de 910 à 696 et 661. Malgré l'habileté et le zèle, incontestablement supérieurs, de nos ingénieurs, la géologie de nos gisements n'y permet pas, autant que chez nos voisins, l'emploi des engins mécaniques pour compenser la disette et la paresse croissante de la main d'œuvre.

Puisque nos mineurs travaillent moins fructueusement, on n'a donc eu d'autres ressources, pour retrouver et augmenter la production ancienne, que de développer le nombre des ouvriers, en recourant de plus en plus à la main d'œuvre étrangère. Mais alors la même question se pose sous une autre forme. Pour loger plus d'ouvriers, pour loger des ouvriers devenus plus exigeants, il faut des habitations nouvelles. On sait quelle est la crise du logement. Toutes les sociétés minières de France sont occupées depuis la guerre à construire des cités ouvrières aux prix ruineux de l'époque actuelle. L'impossibilité de pousser cette dépense nécessaire au delà de certaines limites, contribue encore à arrêter l'essor de la production.

Jusqu'ici, par le fait de notre change en dépréciation croissante, qui arrêtait un peu l'entrée des charbons étrangers, nos

principales mines de houille ont pu suffire à ces frais. Mais l'argent devient exigeant, les bourses se vident, les trésoreries se resserrent, les charges fiscales s'accumulent. Un redressement du franc quelque peu sensible, si désirable qu'il soit, suffirait à ralentir de proche en proche la production, d'abord dans les mines les plus pauvres, puis dans de plus heureuses. En tout cas, les nombreux projets de mines nouvelles qui, avant la guerre, ont été si longtemps paralysés par les interventions parlementaires, sont aujourd'hui abandonnés en raison de la grève des capitaux auxquels, sous prétexte de taxer des bénéfices exagérés, on prétend ne laisser dans les entreprises minières que des chances de perte. Pour les mêmes raisons, le prix de ce charbon déficitaire a passé de 16,65 francs-or en 1913, à 23,55 francs-or en 1921 (prix moyen de la tonne sur la mine.)

On connaît, au contraire, la prodigieuse richesse en combustibles de l'Allemagne et aussi l'importance pour elle du marché français. Au moment où j'écris, 5 MT de stocks s'accumulent en Westphalie, prêts à peser sur les négociations commerciales franco-allemandes et à profiter de leur conclusion. Quant au prix de revient, il était, avant la guerre, de 13,15 francs-or en Allemagne (et de 11,25 en Grande-Bretagne). Pendant l'occupation de la Ruhr, il a été de 15,60.

Je n'ai parlé, jusqu'ici, que de la houille. Ce n'est pas du charbon quelconque que réclame la sidérurgie, c'est du coke et les véritables charbons à coke sont rares dans nos gisements français. A cet égard, on a fait beaucoup de recherches théoriques pour transformer en coke ou simili-coke des charbons inférieurs. L'impossibilité de faire venir du charbon allemand a, pendant la guerre, conduit à développer en France des cokeries qui ont retrouvé une occasion favorable dans les premiers temps de la « résistance passive ». On a, en même temps, poussé à la récupération des sous-produits qui diminue le prix de revient du coke. Des résultats heureux ont été obtenus dans ce sens. Mais ils n'aboutissent pas à nous libérer du joug étranger et, quand bien même nous pourrions coûte que coûte fabriquer assez de coke, ce qui paraît totalement impossible, si ce coke nous revenait beaucoup plus cher que le coke allemand ou anglais, notre industrie n'en serait pas moins grevée et arrêtée dans ses essais de concurrence.

En 1913, la France fabriquait, surtout dans le Nord, 4 MT de coke métallurgique. On en consommait 7 MT, auxquels il faut ajouter 4,5 pour l'Alsace-Lorraine. Malgré la réduction générale de notre industrie, il a fallu importer, en 1921, 2,6 MT de coke; en 1922, 4,7 MT. En 1923, nous avons produit 4,3 MT et dû importer 3,2 MT (dont 2 MT venant d'Allemagne). Bientôt c'est 8 MT qu'il nous faudra acheter au dehors ou produire. Ce coke, nous le prenions surtout, — et nous continuerons forcément à le prendre de préférence, — en Westphalie. Ce que nous n'achetons pas en Allemagne, nous le demandons à l'Angleterre (0,4 MT), ou à la Belgique (0,5), toujours à d'autres pays métallurgistes et concurrents. Les pays qui possèdent assez de coke pour en vendre sont, en effet, à même de se créer une industrie propre. Nos négociations avec l'Allemagne se trouvent ainsi amenées à envisager comme un point de première importance l'échange du minerai contre du coke.

***

Main d'œuvre et charges fiscales. — Je viens d'aborder incidemment le problème de la main-d'œuvre à propos de la houille. J'aurais pu en parler aussi pour les mines de fer. C'est surtout sous cette forme indirecte qu'il intervient dans un haut fourneau ou une aciérie. Mais, quand on aborde l'élaboration de l'acier, il reparaît avec la même acuité que pour les mines et toujours sous la même forme. Les Allemands ayant tué 1 500 000 Français, la main d'œuvre est rare en France. Donc elle est exigeante et parle haut. Les rapports naturels de l'intelligence et de la force musculaire brutale se sont trouvés altérés. La pesanteur des charges fiscales qui accablent notre industrie en est, malgré les apparences, connexe. Étant donné le principe paradoxal de toute notre gestion financière, d'après lequel on commence par déterminer les dépenses de l'État ou des ouvriers pour régler en conséquence leurs recettes, ces dépenses démesurément accrues retombent tôt ou tard sur le consommateur, dont la seule ressource est de faire grève. A l'intérieur, cette grève reste limitée par les besoins indispensables. Quand il s'agit de l'exportation où d'autres fournisseurs offrent des conditions plus avantageuses, elle se traduit par la fermeture des marchés. Par exemple, le salaire moyen du mineur à la houille français a passé de 5,40 francs en 1913 à

6,25 francs-or en 1923, pour un rendement réduit, on l'a vu, de plus d'un quart. Tous les achats d'une usine subissent la même majoration.

***

Outillage. — Nos usines détruites sont actuellement presque reconstituées, sauf celle de Denain-Anzin, qui sera terminée à la fin de 1925. Beaucoup d'entre elles jouissent, dès lors, d'installations neuves et modernisées qui compenseront un peu une immobilisation de dix ans. On a rebâti les aciéries du Nord comme si nous n'avions pas, en Lorraine désannexée, une capacité de production déjà trop grande. Au total, nous allons être armés pour produire 10 à 12 millions de tonnes de lingots d'acier. Ce magnifique outillage représente, sinon une valeur marchande, du moins un capital investi qu'il est intéressant de chiffrer, puisque les intérêts de ce capital et l'amortissement de ces installations doivent intervenir dans notre prix de revient.

Pour apprécier le coût de nos usines, on risquerait fort de se tromper si l'on se bornait à additionner les capitaux figurant aux bilans : capitaux parfois très inférieurs à la valeur réelle de l'affaire. Le cours des actions en bourse donnerait une notion plus sérieuse, mais souvent enflée à l'inverse par des espoirs spéculatifs. Pour l'ordre d'approximation très large que nous visons ici, on peut adopter un système plus simple et qui est moins exposé à assimiler des francs-papier de valeurs diverses. Il est aujourd'hui couramment admis que, pour établir une usine produisant 300 000 tonnes d'acier annuelles, on doit dépenser 150 millions de francs-papier (42 millions de francs-or). Appliquant ce chiffre à une production nationale de 11 MT, nous obtenons une estimation d'environ 1 500 millions en francs-or. En lui attribuant simplement un intérêt de 10 pour 100, on obtient un chiffre minimum (en or) de 150 millions.

Cette industrie occupe, en France, trois régions principales : la Lorraine, favorisée par le minerai de fer ; le Nord, facilement alimenté en houille ; le Centre, suppléant à ces avantages naturels par la force acquise et l'expérience d'un long passé, par un puissant outillage aussi bien financier que technique, par la mise en œuvre du laboratoire. Avant la guerre, le Centre arrivait ainsi, pour un tonnage trois fois plus faible que celui de la Lorraine, à une valeur en francs à peine inférieure

d'un tiers. Par suite de la guerre, l'industrie de notre Lorraine s'est trouvée juxtaposée à celle analogue de la Lorraine désannexée et a dû subir sa concurrence, en même temps que celle-ci, orientée jusqu'alors vers l'Allemagne et machinée pour faire corps avec la Westphalie, se trouvait désemparée. Dans le Nord, nos usines avaient été systématiquement détruites par les Allemands ; elles reparaissent l'une après l'autre, reconstruites à grands frais par le pays. Le Centre, qui n'a pas souffert de la guerre, en a tiré quelques profits momentanés, en partie repris par le fisc, en partie employés en acquisitions françaises ou étrangères. Ses usines n'ont pas été atteintes, mais elles n'ont pas été non plus modernisées. Son débouché principal s'est trouvé sensiblement réduit par la diminution de nos armements et par l'annihilement de notre marine.

Ces trois régions ont chacune sa raison d'être : la Lorraine, qui a le minerai, comme productrice de fonte et d'aciers bruts, avec forte exportation ; le Nord, qui possède la houille, pour les produits demi finis ; le Centre, qui l'emporte par l'outillage, pour les produits de qualité supérieure et les aciers spéciaux. Dans un autre ordre d'idées, l'industrie du Centre, si désavantagée qu'elle apparaisse, gardera toujours un intérêt national, comme étant la seule non exposée à une invasion brusque de l'ennemi.

La Lorraine, par laquelle nous commençons, c'était, avant la guerre, Meurthe-et-Moselle avec les aciéries de Micheville et de Mont Saint-Martin près de Longwy ; d'Homécourt et de Jœuf près de Briey ; de Pompey et de Neuves-Maisons près de Nancy. Nous y joignons aujourd'hui Hagondange, Rombas, Hayange, Moyeuvre-Grande, Uckange, Ottange, etc. Cette région, par suite de sa situation sur les mines de fer, a la spécialité des fontes de moulage et des fontes Thomas, produites avec ses minerais phosphoreux. L'usine de Pont-à-Mousson, l'une des plus grandes fabriques de tuyaux du monde, est depuis longtemps organisée pour l'exportation. Comme acier, la Lorraine expédie un tonnage important à l'état de lingots et *blooms*, notamment la région de Thionville, qui s'associait généralement avec des usines de finissage westphaliennes. On vend également des produits courants et à bon marché, tels que profilés, poutrelles, rails et fils.

Dans le Nord, les principales aciéries étaient celles de Denain,

de Valenciennes et de Pont à Vendin. Cette région, dépourvue de minerais mais riche en houille, fabrique relativement peu de fonte et d'acier Thomas, mais des aciers de meilleure qualité et plus chers, beaucoup d'acier Martin et de l'acier Bessemer : tôles, aciers marchands, pièces de forge, acier moulé. Quand elle traite des minerais, elle les achète généralement en Lorraine. Mais sa situation littorale lui permet aussi de puiser en Normandie, dans les Pyrénées, à Bilbao, etc., et elle utilise beaucoup de riblons. Son rôle naturel est de se substituer à la Westphalie dans la mesure du possible pour le finissage des produits lorrains.

Dans le centre, les grandes usines sont celles du Creusot, Saint-Chamond, Montluçon, Holtzer, etc. Privées de minerais, pauvres en combustibles, ces usines s'alimentent surtout en fonte lorraine. Le Cardiff peut souvent y faire concurrence aux houilles locales. Le coke doit être importé en presque totalité coûteusement du Nord ou d'Allemagne. On y voit donc peu de hauts fourneaux, pas de convertisseurs Thomas pour minerais phosphoreux, mais de nombreux fours Martin, des creusets et surtout un remarquable outillage de presses, tours, fosses à tremper, etc. Parfois, comme au Creusot, on pousse l'élaboration jusqu'à la fabrication des machines, navires, canons, etc.

Étant donné l'enchevêtrement et la solidarité de ces trois régions entre elles, nous en présenterons une idée plus juste en examinant nos principales « firmes » françaises qu'en nous attachant à une aride énumération d'usines.

Le nom le plus connu est celui du Creusot (Schneider et Cie). Les installations, situées en Saône-et-Loire, forment tout un monde. On y produit cependant peu d'acier (seulement 175 000 tonnes avant la guerre); mais cet acier est complètement élaboré. La Société, outre de petits gisements locaux sans importance qui ont provoqué sa création et des mines en Espagne, possède : en Lorraine, les concessions de Droitaumont et de Briey; dans le centre, les houillères du Creusot et de Decize. Elle s'est intéressée à diverses tentatives pour établir en France une métallurgie littorale, d'abord en Provence, puis en Normandie et a pris, récemment, de nombreuses participations, souvent lointaines. L'usine du Creusot est caractérisée par 5 hauts fourneaux, 73 fours à coke, 3 convertisseurs et 17 fours Martin.

La Société de Wendel était représentée en France avant la

guerre par les usines de Jœuf en Meurthe-et-Moselle et de Messempré (Ardennes), avec les mines de Jœuf et de Mance. Les petits-fils de F. de Wendel, qui ont les premiers appliqué le procédé Thomas, possèdent, en outre, à la hauteur de Briey, un vaste domaine allant de Hayange et Moyeuvre presque jusqu'au Luxembourg et, dans la partie Sud du bassin, un autre secteur Rezonville-Viouville. Ils ont particulièrement pratiqué la concentration dite verticale et contrôlent, dit-on, environ 7 MT de houille annuelle (Petite-Rosselle en Moselle, Frédéric-Henri en Westphalie, etc.). Ils possèdent 18 hauts fourneaux à Hayange, Moyeuvre et Patural et occupent 35000 ouvriers.

Les Aciéries de la Marine et d'Homécourt étaient, avant la guerre, les plus forts producteurs de fonte français (450000 t. et 345000 tonnes d'acier en 1913). Leur production de 1923 a été seulement de 122000 tonnes de fonte et 209000 tonnes d'acier. Les mines sont celles de Saint-Chamond (Loire) pour la houille; d'Homécourt, Chevillon, Trieux et Anderny (Lorraine) pour le fer. Les usines sont nombreuses et dispersées. Homécourt, en Meurthe-et-Moselle, fabrique surtout des demi-produits et des laminés courants. Saint-Chamond et Assailly dans la Loire jouent un rôle analogue à celui du Creusot pour le matériel de guerre et les aciers fins. Le Boucau (Basses-Pyrénées), installé au bord de l'Adour, produit exclusivement de l'acier Bessemer et de l'acier Martin avec des minerais d'importation. Hautmont dans le Nord fournit les demi-finis. La Société possède 11 hauts fourneaux, 8 convertisseurs, 25 fours Martin et 6 fours à creusets. Elle occupait, en 1913, 8000 ouvriers.

La Société des Hauts fourneaux, forges et aciéries de Denain et d'Anzin tenait la tête en France pour la production de l'acier (400000 tonnes), quoique ne venant qu'au cinquième rang pour la production de la fonte (335000 tonnes en 1913). Elle exploite des mines de fer en Lorraine (Hazotte et Clévant), en Normandie (la Ferrière), en Espagne (Sommorostro), avec des participations à Godbrange et Côte-Rouge et une houillère à Azincourt (Nord). Ses usines, situées à Denain et à Anzin, dans le Nord, comprenaient 8 hauts fourneaux, 4 convertisseurs, 10 fours Martin et occupaient 6500 ouvriers. Leur situation, au centre des trois départements, qui absorbent à eux seuls un tiers de la consommation française, leur assure de grands avantages sur le marché intérieur.

Les forges de Châtillon-Commentry et Neuves-Maisons ont des établissements très divers : mines de fer de Maron-Val-de-Fer et Liverdun en Lorraine ; mines de houille de Saint-Éloy, les Ferrières et Noyant dans le centre ; participation à Dourges ; hauts fourneaux à Neuves-Maisons près de Nancy, avec fabrication de poutrelles, rails, etc. ; usine Saint-Jacques à Montluçon, autrefois spécialisée pour le matériel de guerre, auquel s'ajoutent les produits fins et spéciaux pour l'automobile, l'électricité, etc. La Société compte, au total, 7 hauts fourneaux, 4 convertisseurs, 14 fours Martin, et occupe 7000 ouvriers.

La Société métallurgique de Senelle-Maubeuge exploite trois usines à Senelle près Longwy en Lorraine, à Laval-Dieu Ardennes) et à Maubeuge (Nord). Elle dispose de 7 hauts fourneaux, 2 aciéries Martin, 1 aciérie Thomas et possède les charbonnages de Douchy, qui ont donné, en 1923, 184 000 t. de coke.

Je me contente de citer encore les aciéries de Longwy, celles de Micheville, la Providence, les usines métallurgiques de la Basse-Loire, les forges et aciéries du Nord et de l'Est, Pompey, les aciéries de France, Commentry-Fourchambault. Cette dernière Société achevait, au moment de la guerre, avec les mines de Lens, l'importante usine de Pont-à-Vendin dans le Nord, qui devait produire et transformer 300 000 tonnes de fonte.

Il convient, même dans une énumération aussi rapide, de faire une place aux usines récupérées de la Lorraine, pour lesquelles se posent des problèmes spéciaux. Ces usines, mises en adjudication par le séquestre, ont été généralement acquises par nos anciens groupes métallurgiques pour des prix excessifs de 100 à 150 millions, qui correspondaient plutôt à leur situation ancienne qu'à leur état présent. Leurs installations sont souvent très remarquables. Néanmoins, les résultats de l'exploitation se sont chiffrés, en 1921 et 1922, par un déficit moyen de 24 à 27 millions de francs. En 1923, l'exploitation a été à peu près équilibrée pour Hagondange (l'ancienne usine de Thyssen) et Rombas, mais est restée très onéreuse pour Knutange. La France possède également des participations en Luxembourg (Terres Rouges et Hadir).

En regard de nos firmes françaises, voici quelques renseignements sur les principaux « Konzerns », ou Unions, allemands, qui suffiront, je crois, à en montrer la puissance formidable. Le « Konzern » est, on le sait, un groupement d'indus-

tries connexes arrivant à se suffire à elles-mêmes et groupées par une concentration « verticale » sous l'autorité dictatoriale d'un puissant « animateur ». C'est la forme individualiste qui, depuis la guerre, s'est substituée à la forme collective ou syndicale des anciennes concentrations « horizontales » entre industries pareilles. Les principaux Konzerns portent les noms de Stinnes, Thyssen, Haniel, Krupp, Rheinstahl et Klœckner.

La firme Stinnes, fondée en 1808 par Mathias Stinnes, transporteur de charbon sur le Rhin, a pris, depuis la guerre, la tête de l'industrie allemande. Ce Konzern possède 230 mines de charbon et de fer, 36 hauts fourneaux, 18 aciéries, 290 ateliers de constructions mécaniques, 285 usines d'énergie électrique, et englobe 120 usines d'industries annexes, 160 banques et maisons de commerce et 190 entreprises de transport. Sa production a atteint 18 MT de charbon (le tiers de la consommation française), 2 MT de fonte et 1,2 MT d'acier.

Le Konzern Thyssen, qui est en voie d'accroissement, produit 1,6 MT de charbon, 1 MT de fonte et 0,85 MT d'acier. C'est un grand acheteur de minerais français.

Le Konzern Haniel, qui occupe 100 000 ouvriers, possède 7 charbonnages, 4 mines de fer, 18 usines de transformation métallurgique, 18 usines d'industries annexes. Sa production annuelle est de 6,2 MT de charbon et 0,9 MT d'acier.

Le Konzern Krupp, très connu comme symbolisant l'industrie de la guerre par opposition à notre Creusot, a dû se transformer pour répondre à une situation nouvelle. Il possède trois mines de charbon (1,8 MT annuelles) et deux mines de fer, qui ne suffisent pas à sa consommation. 78 000 ouvriers sont occupés dans ses cinq usines de première transformation, et ses trois usines pour machines ou aciers spéciaux.

Les autres firmes seront assez représentées par leur nombre d'ouvriers : 45 000 au Konzern Klœckner ; 36 000 au K. Stumm ; 30 000 au Rheinstahl ; 21 000 au K. Mannesman ; 20 000 au K. Hœsch. D'une façon générale, la tendance est de réduire le nombre des Sociétés pour augmenter leur force (55 en 1923 contre 75 en 1918). Mais cela n'empêche pas les anciens groupements « horizontaux », comme le *Kohlen syndicat*, de renaître et de nouveaux, comme le *Rohstahlverband*, de se former.

En résumé, l'Allemagne, après avoir perdu par la guerre 40 pour 100 de ses hauts fourneaux, 44 pour 100 de ses fours

Martin, 67 pour 100 de ses convertisseurs, 20 pour 100 de ses laminoirs, a déjà plus que récupéré ses pertes. En Westphalie, de 1914 à 1924, la capacité des hauts fourneaux a augmenté de 32 pour 100, celle des convertisseurs de 16 pour 100, celle des fours Martin de 40 pour 100. Surtout, les installations ont été, depuis 1914, largement modernisées. Avec du coke surabondant et à très bon marché, une main d'œuvre que ne paralyse pas la loi de huit heures, l'Allemagne, dès qu'elle aura surmonté la gêne momentanée causée par le rétablissement de la saine monnaie, se trouvera redoutablement armée pour la concurrence.

*
* *

Prix de revient et change. — Sans entrer dans des détails, toujours un peu indiscrets, qui varient d'usine à usine et de semaine en semaine avec le prix du coke, on doit remarquer que les deux éléments essentiels du prix de revient dans une tonne de fonte ou d'acier sont le minerai de fer et le combustible : l'un en notre faveur, l'autre à l'avantage des Allemands. Pour une tonne de fonte, il faut trois tonnes de « minette » lorraine et 1 200 à 1 225 kilos de coke : pour une tonne d'acier Thomas, 1 130 kilos de fonte et 250 kilos de houille et de coke (ce combustible disparaissant si l'usine fabrique son coke et possède des gaz de hauts fourneaux). Ainsi, pour une tonne de fonte fabriquée en Westphalie pendant notre occupation et revenant à 100 francs-or, on consommait, d'après un rapport officiel, 45 francs de minerai et 37 de coke. En France, dans une usine lorraine produisant elle-même son minerai et son coke, ce coke peut revenir actuellement à environ 36,4 francs-or la tonne (130 francs-papier). On dépensera donc 45 francs-or de coke et seulement 12 à 15 francs de minerai et l'on gardera ainsi un sensible avantage. Puis, dans une tonne d'acier westphalienne revenant à 110 francs-or, il entre 106 francs de fonte à 100 francs la tonne avec 2,50 de main d'œuvre et une dizaine de francs de frais généraux ou dépenses diverses, à peu près compensés par la vente des scories de déphosphoration. Ici encore, la supériorité reste à celui qui possède le minerai.

Mais, à côté de ces éléments techniques, il existe malheureusement aujourd'hui un autre élément financier dont l'influence est capitale : c'est le change. Une loi économique

qui est, je crois, suffisamment prouvée par l'expérience, montre que les prix tendent progressivement à se fixer sur la valeur réelle de la monnaie et non sur le cours fictif qu'il plaît aux Gouvernements de lui attribuer. Si le change restait invariable, quelque bas qu'il fût, son influence ne nous intéresserait donc pas ici. Mais les conditions sont toutes différentes, quand il varie de jour en jour comme actuellement. Outre la nécessité de spéculer sur le change qui s'impose alors à tout industriel, on constate, entre les trois courbes représentant la dépression du franc, l'indice général des prix de gros et l'indice des prix au détail, un décalage, en raison duquel la baisse de la monnaie nationale est avantageuse et son relèvement nuisible aux exportateurs, ou aux commerçants en concurrence avec des pays étrangers à étalon d'or. On peut, dès lors, prévoir, quand le franc remontera vers sa valeur normale, des moments très difficiles pour notre industrie : moments que l'Allemagne, grâce au cynisme de sa banqueroute totale, achève déjà de traverser.

***

La concurrence. — Sur le marché international, il ne s'agit pas de faire bien, mais de faire mieux. Nos chances de succès dépendent d'abord de notre prix de revient comparé à celui de nos adversaires : c'est-à-dire des conditions naturelles, techniques et sociales que nous avons passées en revue. Elles dépendent aussi de l'organisation commerciale et des courants créés peu à peu par la réclame et la propagande. A cet égard, nous avons à remonter la pente ; mais, malgré des erreurs de direction, la victoire nous a laissé un prestige qui doit logiquement rejaillir sur notre industrie. Dans certains cas, comme pour la fonte moulée, nous avons su depuis longtemps conquérir une réputation telle que la Grande-Bretagne et l'Allemagne nous envoyaient à finir de grosses quantités de fonte brute. Ailleurs, nous avons un peu trop travaillé en ordre dispersé, ou trouvé commode de recourir à des intermédiaires étrangers.

Devons-nous chercher à vendre plutôt tel ou tel produit? Théoriquement, la réponse ne serait pas douteuse. Avec un minerai à 4,5 francs-or la tonne, on aboutit à une machine où la tonne est comptée à 1 500. Le bénéfice est d'autant plus fort que le produit est plus élaboré. Mais, pratiquement, on vend ce

qu'on peut. Si nous trouvons à placer de grandes quantités de minerai ou de fonte brute, cela favorisera nos mines et nos hauts fourneaux, sans empêcher nos aciéries ou nos fabriques d'automobiles et de turbines de chercher en même temps des débouchés plus lucratifs. Il est seulement évident, comme nous allons le préciser, que nos acheteurs ne seront pas les mêmes dans les deux cas.

S'il s'agit de minerais ou de fonte, ces acheteurs sont, en pratique, nos concurrents Allemands, Belges ou Luxembourgeois (les Anglais restant réfractaires à nos minerais phosphoreux et se contentant de nous acheter des minerais algériens). Si l'on passe à la fonte de moulage ou à l'acier, on doit viser les pays d'Europe ou d'outre-mer à métallurgie insuffisante. Voici, à cet égard, ce que l'on peut dire sur les principaux marchés sidérurgiques.

Commençons par le plus gros producteur mondial, les États-Unis. Si nous nous reportons avant la guerre, nous assistions alors, dans le monde entier, à la poussée victorieuse de l'Allemagne, avec une exportation nette de 5 MT, tandis que la Grande-Bretagne perdait peu à peu du terrain (2,3 MT) et que la France exportait à peine 0,3 MT. Les États-Unis constituaient alors un domaine fermé. D'une façon générale, l'Europe exportait de plus en plus outre-mer, deux fois plus en 1913 qu'en 1898. Puis la guerre, isolant l'Europe pendant cinq ans ou la rendant importatrice, a puissamment favorisé l'industrie américaine et encouragé également le développement de métallurgies nouvelles au Canada, aux Indes, au Japon, en Chine. De 1913 à 1920, les États-Unis ont pu presque doubler leurs exportations (4,2 MT contre 2,6). Ils ont envoyé jusqu'à 0,7 MT d'acier à nos usines européennes. Ils ont envahi le Mexique, l'Amérique du Sud et la Chine abandonnés par les Européens. Mais l'Europe a bientôt refoulé les produits américains de notre continent, les restreignant d'abord à des tôles et laminés divers, qui achèveront de disparaître, quand nos usines reconstituées auront retrouvé toute leur force. Dans le reste du monde, les Américains ont souvent pris la place des Allemands et leurs exportations totales étaient, en 1920, de 4,2 MT contre 2,5 en 1913.

Après les États-Unis, la Grande-Bretagne est redevenue un moment le premier des exportateurs européens par la dispari-

tion provisoire de l'Allemagne. Sa balance n'est cependant que de 1,7 MT en raison de très grosses importations. La Grande-Bretagne, favorisée par l'association de mines de houille et de fer également riches, a autrefois occupé sans peine le premier rang en sidérurgie. Le charbon lui revient à un prix exceptionnellement bas. Sa marine lui permet d'échanger économiquement le fer et la houille contre d'autres matières premières. Mais elle s'est attachée, — et il ne faut peut-être pas trop l'en blâmer, — à produire plutôt des aciers de qualité supérieure que de grandes quantités d'aciers médiocres abandonnées aux Allemands. Elle n'alimente sa production de fonte que par une forte importation de minerais étrangers (Scandinavie, Espagne, Algérie). Elle était inondée par l'Allemagne de demi-produits et de laminés communs, dont nous lui avons envoyé, en 1923, 226 000 tonnes. En revanche, elle possède des monopoles comme celui des tôles étamées, qu'elle exporte dans tous les grands pays métallurgistes. Elle nous envoie également des fontes de moulage et des fontes-hématites.

Ses Dominions lui ont fourni longtemps une clientèle naturelle qui tend à disparaître. Ainsi le Canada, qui peut consommer 0,5 MT de produits métallurgiques bruts (indépendamment des machines), est maintenant passé exportateur. Les Indes Britanniques continuent à lui demander des rails, des tôles galvanisées ou étamées; mais, sur les 0,6 MT qu'elles peuvent absorber annuellement, elles en achetaient déjà en 1913 un tiers à l'Allemagne et à la Belgique, qui ont été remplacées par les États-Unis. Enfin, en Australie, les Anglais fournissent seulement la moitié sur une importation totale de 0,8 MT. Le reste, qui venait autrefois d'Allemagne et des États-Unis, a été fourni depuis la guerre uniquement par ces derniers.

Une évolution naturelle devrait amener l'Angleterre à faire de la fonte Thomas avec nos minerais; mais il est plus probable qu'elle laissera d'abord l'Allemagne reprendre et accroître son ancienne place dans le monde. L'industrie allemande, avec des conditions naturelles presque aussi favorables que celles de l'Angleterre, possède, en effet, la grande supériorité de la technique, de l'organisation et de la souplesse commerciale qui en fait notre concurrent le plus dangereux. En 1913, l'Allemagne, dans ses limites actuelles, produisait 11, 5 MT de fonte et en importait 1,8 des pays aujourd'hui retranchés. Elle n'en a pro-

duit, en 1920, que 7,3 et n'en a pas importé. Ses marchés d'exportation se sont fermés. Puis sont venus la période troublée de la résistance passive et le resserrement de crédit amené par le retour au mark-or. Mais, grâce à l'obligeance des Alliés, les usines allemandes sont sorties maintenant de cette situation difficile. Elles reconquièrent, au début de 1925, leur liberté commerciale. Intactes ou accrues, supérieurement outillées, fortes des « devises » accumulées à l'étranger pendant la banqueroute du mark, appuyées sur une propagande sans scrupule, elles vont immédiatement commencer une offensive, contre laquelle nous tenions en main des armes que nous avons abandonnées.

Parmi les autres pays métallurgistes, la Belgique travaille dans des conditions analogues à celles de l'Allemagne avec abondance de houille et facilités d'exportation, mais sans minerai. Elle nous prenait, avant la guerre, 5 MT de minerais lorrains et reste notre cliente naturelle.

Quant aux pays sans métallurgie propre suffisante à leurs besoins, nos acheteurs possibles, ils comprennent : d'abord en Europe, les Pays-Bas et l'Italie, qui absorbent de plus en plus de fer pour leur industrie mécanique, mais où nous rencontrons des positions prises par l'Allemagne ; puis la Roumanie, plus abordable ; en Amérique du Sud, l'Argentine et le Brésil, où tous les métallurgistes d'Europe et des États-Unis entrent en concurrence. L'Asie occidentale offre peu de ressources. En Russie et en Turquie, les affaires consisteront pendant longtemps encore à apporter de l'argent plutôt qu'à en gagner. L'Inde a sa métallurgie propre et ses fournisseurs anglais. En revanche, le Japon est devenu un centre industriel important et un très gros consommateur de fer (1,3 MT). La Chine, si elle sort de l'anarchie et si sa métallurgie propre ne se développe pas trop vite, peut également offrir de gros débouchés qu'il faudra disputer aux Américains, aux Anglais et aux Allemands.

Reste l'Afrique, dont l'évolution commence à peine et promet d'être rapide. Notre siècle verra peut-être un mouvement analogue à celui qui a civilisé les savanes des États-Unis. En attendant que de puissantes aciéries se créent au Katanga ou en Afrique australe, nous pouvons un jour tirer parti de ce champ immense, où nous possédons des accès naturels.

Les résultats que nous avons obtenus à l'exportation ne donnent qu'une idée inexacte de ce que nous pourrons faire

dans l'avenir, puisque nous avons été, jusqu'ici, occupés d'abord à réparer nos ruines. Sur notre exportation de 1923 montant à 2 MT, les gros chiffres sont représentés par la Belgique et le Luxembourg, la Belgique servant souvent de transit (près de 1 MT). Puis viennent la Suisse (256 000 tonnes), la Grande-Bretagne (223 000), l'Allemagne (181 000) et la Sarre, considérée comme étrangère (192 000). L'Italie n'a pris que 75 000 tonnes, le Japon 6 500, l'Amérique du Sud, 21 000. Notre empire colonial a absorbé au total 127 000 tonnes : dont 90 000 en Algérie et Tunisie (moitié lingots, moitié produits finis); et 30 000 au Maroc (produits finis). Ce n'est là qu'un commencement.

***

Conclusions. — On le voit, les bénéfices à attendre de notre sidérurgie, si réels et si importants qu'ils puissent devenir, ne sont nullement de ceux qu'il suffit de se baisser pour cueillir. Ils vont, au contraire, nécessiter une lutte très âpre et très serrée sur le marché international : lutte dans laquelle nous aurons besoin de toutes nos forces et de toute notre diplomatie et où nos industriels succomberont, s'ils commencent par rencontrer l'État français comme premier ennemi, alors que l'État allemand favorisera de toutes manières les siens.

La métallurgie est une arme de paix, elle est aussi une arme de guerre. Pendant les quatre années où l'humanité a semblé uniquement occupée à fabriquer des canons et des obus, on a encouragé partout des développements grandioses, qui apparaissent aujourd'hui démesurés et qui nous menacent d'une surproduction. Le premier remède, pénible, mais nécessaire, sera la restriction générale. Les usines d'Europe et du Nouveau Monde, qui travaillent seulement à 40 ou 50 pour 100 de leur capacité, ne pourront avant bien longtemps réaliser le plein de leur production. Quelques-unes d'entre elles sans doute devront se réduire encore davantage ou même disparaître. Tôt ou tard, la logique le veut, des accords restrictifs se réaliseront plus ou moins officiellement : d'abord entre nationaux, puis entre producteurs européens. Tout le monde en sent la nécessité. Mais chacun, cela se conçoit, défend ses positions et des intérêts très enchevêtrés, souvent contradictoires, se trouvent encore compliqués actuellement par les grands problèmes politiques en suspens dans le monde entier. La loi que nous avions, il y a quel-

ques mois, le droit et la possibilité d'imposer à nos concurrents, nous ne devons pas maintenant être amenés à la subir.

Tout d'abord, notre sidérurgie doit alimenter notre consommation intérieure d'acier et contribuer à l'expansion d'une industrie mécanique qui nous faisait autrefois cruellement défaut. La France d'avant-guerre absorbait 5,5 MT de fer et d'acier par an. Avec son territoire accru, elle a déjà presque atteint 5 MT en 1923 et le chiffre de 1924 doit approcher de 7 MT On peut escompter 8 à 9 MT qui représenteraient les trois quarts de notre capacité. C'est pour le reste que l'exportation doit intervenir. Mais elle ne pourra le faire, dans le cas de l'acier fini, que peu à peu. Nous pouvons, au contraire, dès aujourd'hui, vendre au dehors de forts tonnages de minerais et de fonte brute, comme nous le faisons déjà, mais dans des proportions insuffisantes, en Belgique, en Luxembourg, en Allemagne. L'Allemagne a tout intérêt à nous acheter des minerais lorrains (transformés ou non en fonte), qui constituaient la base naturelle de son industrie, à en prendre environ 7 millions de tonnes. Soutenir le contraire est un simple procédé de négociation. Des hommes sachant aussi bien calculer que nos ennemis, peuvent faire des sacrifices momentanés à la politique et surtout à l'avenir. Mais nous devons nous tenir assurés qu'ils adopteront la solution rationnelle, le jour où ils jugeront avoir tiré de leurs manœuvres dilatoires le meilleur parti possible.

Pour une raison semblable, nous avons tout avantage à compléter chez eux nos fournitures de coke. C'est l'élément de négociation qu'ils possèdent aujourd'hui par notre faute et dont ils jouent. La solution à laquelle on aboutira pour le coke aura une influence décisive sur l'avenir de notre sidérurgie et sur celui de nos ateliers de construction qui en sont connexes. Dans un traité de commerce, chacun sait que les deux parties doivent consentir des sacrifices et, si importante que soit notre sidérurgie, il ne s'agit pas de lui tout immoler, comme l'ont fait les Allemands à la fois dans un intérêt commercial et pour un but militaire. Ce n'est pas là le danger à redouter sous un gouvernement socialiste. Mais on peut craindre beaucoup plus, l'expérience l'a trop prouvé, le péril des solutions rapides arrachées à la faiblesse, à l'ignorance, à l'amour-propre satisfait ou au désir d'aboutir.

Une fois sortis du défilé où nous sommes actuellement enga-

gés, nous entrerons sans doute dans une phase moins chaotique et nous verrons d'abord, suivant toute vraisemblance, un « démarrage » foudroyant de l'Allemagne, qui va se jeter à plein corps dans l'exportation, en sacrifiant au besoin son marché intérieur, pour reconquérir rapidement les marchés que la guerre lui a fait perdre. Et, parmi ces marchés, le premier sera peut-être le marché français. C'est l'heure critique qu'attend notre industrie, au moment où commence, d'autre part, une crise provoquée par le défaut de confiance et accentuée par le haut prix de l'argent. Il est possible qu'on voie alors succomber des affaires imprudemment engagées dans des opérations trop vastes, démunies de réserves, ou simplement mal armées pour le combat, faute d'avoir su pratiquer à temps la « concentration verticale » qui leur aurait fourni le coke, le minerai et les débouchés.

La France est aujourd'hui amenée à tourner son orientation dans un sens qui ne lui était pas habituel. Comme tous les pays à prix de revient élevé et déficitaires en matières premières, elle essayait jadis uniquement de reprendre l'avantage sur les produits finis, savamment élaborés. Mais elle a fait un héritage de famille qui lui apporte, avec l'abondance du minerai, une forme de richesse nouvelle. Sans abandonner la supériorité ancienne de la qualité, elle doit désormais y joindre la quantité. Elle doit, et elle peut, écouler de forts tonnages de produits bruts et demi-finis, qui étaient la spécialité de la Lorraine désannexée. Elle doit même aborder pour l'exportation les industries de transformation, autrefois réservées à la Westphalie. C'est un problème de direction générale, — de direction remontant très haut, — et d'organisation commerciale, au moins autant que technique.

L. DE LAUNAY.

UN HISTORIEN DE LA FRANCE POLITIQUE

M. LOUIS MADELIN

I

Lorsque M. Gabriel Hanotaux fit connaître le plan général de l'*Histoire de la nation française*, des surprises s'exprimèrent et des objections surgirent. On demanda comment se raccorderaient entre elles, pour laisser l'impression d'une synthèse, les diverses tranches de vie auxquelles d'avance il affectait des volumes divers. Que l'histoire artistique, ou littéraire, ou scientifique, pût sans inconvénient faire l'objet de volumes isolés, on l'admettait sans peine : on permettait que, dans les bas côtés du monument, Minerve eût ainsi ses chapelles, très nettement délimitées. Mais quand on envisageait l'enchevêtrement qui sans cesse fait communiquer entre elles histoire politique, histoire diplomatique, histoire militaire, histoire économique, on redoutait que les collaborateurs préposés à ces différents domaines ne courussent le risque, soit de se gêner réciproquement par des chevauchements indiscrets, soit de trop s'ignorer entre eux. Lorsque nous aurons devant nous, disait-on, ces tomes successifs cloisonnés par leurs brochures ou par leurs reliures, nettement distincts les uns des autres, saisirons-nous encore ce jeu constant de répercussions et d'incidences qui fait la vivante complexité d'une histoire nationale ? Et ne pourra-t-il pas advenir que ces cloisonnements limitent nos perspectives, que, sous nos yeux impatients, ils morcellent le vaste champ de la réalité, et qu'en découpant ainsi le paysage historique avec lequel nous nous flattions d'être familiers, ils

troublent ce paysage lui-même, et nos habitudes de penser? On se réservait, on hésitait, et pour donner une adhésion complète au plan si neuf de M. Gabriel Hanotaux, on attendait l'expérience de la mise en œuvre.

L'expérience est faite, aujourd'hui, après les volumes d'*Histoire politique*, signés de M. Imbart de la Tour et de M. Louis Madelin. Ce dernier volume, surtout, la rend particulièrement décisive, car la période dont il s'occupe, — période comprise entre les années 1515 et 1804, — est très chargée d'événements de toute sorte, dont auront à s'occuper longuement, on en peut avoir l'assurance, les spécialistes chargés d'étudier, chacun en son volume, les jeux de la diplomatie, ou de la guerre, ou de la finance. C'est l'art de M. Louis Madelin, de ne jamais empiéter sur les terrains qui sont les leurs, et de garder cependant, sur tous ces terrains, une fenêtre toujours ouverte, d'où il les domine : ainsi reste-t-il fidèle au plan général de l'édifice, tout en évitant le tour de force d'abstraction qui aurait consisté à se placer dans le cabinet de Louis XIV ou dans la salle du Comité de salut public sans vouloir regarder au loin les armées qui se battent, les diplomates qui circulent, ou bien, aux alentours, les financiers qui manœuvrent.

Un pareil effort eût été aussi incompatible avec les exigences de l'histoire qu'avec le tempérament d'historien propre à M. Louis Madelin. Il y a un point où l'abstraction, au lieu d'aider à l'analyse de la vie, obscurcit le regard et mutile la vie ; M. Madelin le sait, et restera toujours en deçà de ce point-là. Car l'histoire, pour lui, c'est de la vie, et c'est pourquoi il l'aime, avec une sorte de fougue, sans jamais en pacifier les turbulences, sans vouloir en simplifier à l'excès les remuants aspects. Regardez ses portraits : ce ne sont jamais des bustes ; ce sont des portraits en pied, et d'hommes qui marchent, et qui avancent à travers leur époque, et qui la font avancer avec eux; et lorsque M. Louis Madelin se mesure avec les très grands, avec ceux dont l'activité a je ne sais quoi de tentaculaire et qui résument en eux les traits multiples d'une époque, il excelle à saisir, derrière la mobilité des physionomies, tout ce qu'il y a de fixité dans les volontés agissantes et de variété dans leurs champs d'action. M. Madelin en histoire est un animateur, non point un abstracteur; il a pu se soumettre au programme de M. Gabriel Hanotaux, sans rien perdre de cette

belle allégresse qui est le charme de son art, et qui rappelle l'éblouissant entrain des grands peintres de fresques ; et ce résultat témoigne d'une façon définitive que M. Gabriel Hanotaux, en confiant à chacun de ses collaborateurs, non plus l'étude d'une période, mais le soin d'un département historique nettement délimité, ne porte aucune atteinte à l'intégrité même de l'histoire.

Le spectacle demeure intact, en largeur : les inconvénients que l'on craignait n'existent point. Et d'autre part, la vision s'enrichit, en profondeur. M. Madelin n'a pas eu à raconter Rocroi, ou Denain, et j'augure que ce fut pour lui une mortification qui dut lui coûter, car on sait qu'il aime, tout comme M. Thiers, les récits de batailles. Mais combien il est récompensé de l'avoir acceptée ! Il en est récompensé par l'originalité même du volume que nous avons sous les yeux. Ainsi émondée de tous détails sur ce qui n'est pas strictement politique, cette *Histoire* acquiert toute liberté d'allure, toute aisance de mouvements, pour nous faire assister, près de trois siècles durant, au développement de deux forces qui influent l'une sur l'autre et se commandent réciproquement l'une l'autre : l'État français et l'opinion française, le pouvoir et la nation ; et cette *Histoire* nous développe, d'étape en étape, une série de notations de psychologie politique, par lesquelles la politique s'explique. Ne regrettez pas que M. Madelin n'ait prêté l'oreille aux entretiens des diplomates ou au fracas des armes que pour enregistrer l'impression produite en France par les conclusions du dernier protocole ou du dernier coup de canon ; son oreille avait hâte d'ausculter l'opinion publique française, d'écouter le peuple de France.

Car, en dépit des phrases de manuel qui veulent que, de 1614 à 1789, ce peuple se soit tu, parce que de 1614 à 1789 il n'y a pas eu d'États généraux, M. Madelin, lui, sait l'écouter et sait l'entendre ; et c'est l'une des nouveautés de ce livre, de nous montrer comment les « coups de majesté », ces coups d'État saccadés et progressifs par lesquels acheva de se fonder l'absolutisme monarchique, répondirent, en leur temps, à des aspirations populaires. Les racines populaires du pouvoir d'un François Ier, et d'un Henri IV, et d'un Lous XIV, voilà ce que nous ressaisissons dans le livre de M. Madelin. A la faveur même des lignes de démarcation où l'emprisonnait le plan

général de l'*Histoire de la nation française*, son attention put se concentrer sur ce subconscient de la France, auquel soudainement quelque libelle donnait une voix, et qui souhaitait, étayait, acclamait l'œuvre du Roi. Nous voilà loin de ces caricatures de l'ancien régime, qui nous représentent la France comme gouvernée et exploitée par un tyran et une poignée de nobles. « La Cour reluisante de titres nobiliaires, écrit M. Madelin, a caché le Gouvernement constamment bourré de bourgeois, fils de commerçants et d'avocats, petit-fils parfois de paysans, ce qui est justice, car la monarchie s'est appuyée, pendant des siècles, sur la bourgeoisie et la masse des paysans. » La monarchie grandit, et la France grandit, toutes deux ensemble et l'une par l'autre, sous le regard perspicace de M. Madelin. Oserai-je dire que, parmi nos bacheliers des vingt dernières années, beaucoup auront profit à le lire? Car les singuliers programmes d'enseignement que vingt ans durant nous avons subis, invitaient les futurs bacheliers à ne s'occuper, pour leur examen, que de la période postérieure à 1715, et à ne voir rien de plus, dans la monarchie ainsi envisagée, qu'une impopulaire usurpation.

II

Les pages de M. Madelin sur François Ier sont certainement les plus neuves du livre. Pour les autres époques, d'importants travaux d'ensemble lui facilitaient son labeur : François Ier, sur qui les études de détail se sont multipliées, n'a pas encore trouvé son historien. Je serais étonné que cet historien, lorsqu'il surgira, n'étudiât pas avec profit les interprétations très pénétrantes, et parfois très imprévues, par lesquelles M. Madelin a renouvelé l'histoire de ce règne. Un mot domine cette histoire, prononcé par Louise de Savoie le jour de l'avènement de son fils : « Mon fils, mon César est roi! » et ce mot exprime une vérité qui, après lui, continuera de s'affirmer. Il y a une tradition latine, césarienne, entretenue par les légistes venus du Midi : elle s'énonçait dès le XIIIe siècle, lorsque Beaumanoir écrivait : « Ce qui plaît au Roi doit être tenu pour la loi »; elle exigeait que le Roi fût « empereur en ses États »; elle fut, au XVIe siècle, représentée par le chancelier Duprat, avec une ténacité, une dictatoriale dureté, dont M. Madelin nous donne une

idée plus nette, plus complète qu'aucun de ses prédécesseurs; après une suite de triomphes, remportés sous les Bourbons, elle vaincra encore, en 1804, le jour du couronnement de Napoléon. Ce couronnement, qui paraîtra un désastre pour les Bourbons détrônés, sera une victoire pour les maximes mêmes sur lesquelles ces Bourbons avaient assis leur pouvoir.

En face de cette tradition qui progresse surtout, par bonds, aux heures d'histoire où le pays se sent menacé, il y a un peuple qui aspire aux frontières naturelles, et qui souffre des abus féodaux, et qui veut la paix intérieure, la tranquillité de l'ordre, fondée sur la justice. Un tribunal qui s'appelait le chêne de Vincennes a laissé à ce peuple un durable souvenir : le rôle d'arbitre, de justicier, joué sous ce chêne par un roi qui fut un saint, obséda longtemps les imaginations, et fit aimer la royauté. « Si le Roi savait! » voilà ce que disent, un peu partout, ceux qui souffrent. Il n'y a pas d'âme dans les théories des légistes, sèchement et âprement autoritaires. Dans ces cris-là, au contraire, il y a des âmes qui appellent, et qui en appelant ont confiance; elles s'attendrissent et d'avance disent merci. Et cette affection des peuples pour le Roi aide les légistes à consolider la royauté.

« Si le Roi savait! » On ne saurait attacher trop d'importance à ce propos. Que la royauté paraisse menacée par les grands ou menacée par les Parlements, que font aussitôt les régentes successives, Louise de Savoie, Catherine de Médicis, Marie de Médicis? Louise de Savoie, après la bataille de Pavie, envoie les députés des notables parisiens visiter à Blois les enfants du Roi, « qui les émerveillent de leurs bons petits propos ». Catherine de Médicis, en 1564, fait chevaucher en France le jeune Charles IX; Marie de Médicis, au début de sa régence, montre le petit Louis XIII aux populations. « Elles ont reconnu leur roi, note alors un ambassadeur étranger; c'est lui qu'elles veulent suivre et non d'autres. » Ainsi la royauté, de crise en crise, affermit-elle ses racines populaires; en la voyant ainsi venir à lui, le peuple ne dit plus : « Si le Roi savait! » il dit : « le Roi sait »; et sa confiance renaît, garantie durable de cet incomparable « échange de dévouement et d'amour entre les Français et le prince », dont parle au XVIe siècle le publiciste Jean Bodin. « Les Français couraient à la monarchie absolue », note M. Madelin au début du règne de

Louis XIII, et Richelieu, venu aux États de 1614 avec l'idée d'un contrôle à exercer sur le pouvoir, fait plus tard cet aveu : « Le sentiment s'enfonçait de plus en plus en moi qu'on ne pouvait rien dans ce pays que par la royauté. »

Périodiquement des crises survenaient, faisant succéder à une poussée décisive de l'absolutisme un essai de retour vers l'anarchie, et déchaînant, quelque temps durant, un certain nombre de partis, d'ailleurs rivaux les uns des autres, à l'écart et à l'encontre du « parti du Roi » : il y eut, au lendemain de François Ier, le parti de Montmorency, le parti de Guise, le parti de Bourbon ; et les guerres de religion seront l'explosion du conflit entre ces factions, autant et plus peut-être que des soulèvements de la conscience religieuse.

Le protestant Théodore de Bèze, cherchant les causes des premières guerres de religion, allègue « les façons ouvertement tyranniques » des Guise, les « menaces dont on usait envers les grands du royaume », le « reculement des princes et seigneurs », et il ajoute que le but des insurgés fut « de remettre sus l'ancien et légitime gouvernement du royaume ». Le catholique Montluc dira de son côté : « Si la Royne et M. l'Amiral estoient en ung cabinet, et que le prince de Condé et M. de Guise y fussent aussi, je leur ferais confesser qu'autre chose que la religion les a menés à faire entretuer 300 000 hommes. » Et le nonce, en 1575, treize ans après le massacre de Vassy, trois ans après la Saint-Barthélemy, dira qu'il ne s'agit pas véritablement de religion, mais de prépondérance politique (*il male veramente non è di religione, ma di regno*).

Les publicistes protestants comme Hotman, les publicistes de la Ligue, élaborent et développent une notion nouvelle de la royauté. Mais les troubles nuisent à leur doctrine. Au lendemain des États de Blois, Henri de Bourbon, faisant appel au pays, écrit : « N'est-ce pas misère qu'en toute cette assemblée de Blois nul n'ait osé prononcer ce sacré mot de paix? Nous avons tous assez fait et souffert de mal. » Le futur Henri IV devine quelle résonance doit trouver un jour dans les âmes ce mot de paix. *Le roi et la paix*, telle sera bientôt la devise de beaucoup de Français, et lorsque Henri IV dira : « Baston porte paix », l'amour de la paix fera passer sur la crainte du bâton. « Vaut mieux souffrir cent ans de tyrannie, proclamera Le Jay, que de sentir la peine d'un jour de sédition. » Mais la

paix, ce n'est pas seulement l'ordre intérieur ; c'est aussi la France faisant front devant l'étranger, et, devant l'étranger, la dignité française affirmée ; le jour où la Ligue se compromet trop notoirement avec l'Espagne, le sentiment français se retourne vers le parti du Roi, qu'il sent être celui de la France. Ce Roi dont la France veut devenir le « parti », elle le considère alors, — ce sont les termes de la *Satire Ménippée*, — comme « déjà fait par la nature, né au vrai parterre des fleurs de lis, rejeton droit et verdoyant de la tige de saint Louis. On peut faire des sceptres et des couronnes, mais non pas des rois pour les porter ; on peut faire une maison, mais non pas un arbre et un rameau vert. » Telle est la réponse des bourgeois rédacteurs de la *Ménippée* aux théories huguenotes ou ligueuses sur l'opinion du pouvoir : il semble que ces théories sont des éléments de division, à l'encontre de ce fait, l'existence d'une dynastie, qui est un élément d'union. « Nous aurons un roi, continuent-ils, un roi qui donnera ordre à tout et retiendra tous ces tyranneaux en crainte et en devoir, qui chassera les violents et fera conserver tout le monde en repos et tranquillité. Enfin nous voulons un roi pour avoir la paix. »

Au lendemain de Richelieu, nouvelle crise, suscitée par tous les ennemis de l'œuvre du cardinal : l'histoire de la Fronde, telle que M. Madelin nous l'éclaire, est à beaucoup d'égards un décalque de celle de la Ligue. Cette fois encore, un ambassadeur d'Espagne survient : en pleine guerre franco-espagnole, un prince du sang royal l'introduit au Parlement. De ce jour la réaction nationale est proche. Le chansonnier de 1649 disait déjà :

Sans barguigner, j'aime la France
Et va toujours mon grand chemin.

Le grand chemin, c'est vers l'omnipotence de Louis XIV que tout droit il mène : « La France, écrit Mme de Motteville, est accoutumée à cette belle et honorable servitude de nos souverains » ; et Bossuet, parlant des troubles qui, de 1648 à 1651, ensanglantèrent l'État, y verra « un travail de la France prêt à enfanter le règne miraculeux de Louis ». Ce Louis XIV, qui travaillait dix heures par jour, qui ne manquait jamais un conseil, et qu'un ambassadeur nous représente « s'appliquant extraordinairement aux affaires avec l'émotion la plus vive », acquiert une popularité, peu de temps après son avènement

personnel, lorsque les grands jours de Clermont témoignent aux paysans que désormais, ainsi qu'ils chantent en leurs Noëls, l' « habillé de soie » subira devant la justice le même sort que « l'habillé de bure ».

« La France, déclare Louis XIV, serait la maîtresse du monde, si les divisions de ses enfants ne l'avaient trop souvent exposée aux jalouses fureurs de ses ennemis. » Une souveraineté réparatrice des divisions, parce qu'arbitre des litiges, tel est l'organe dont le besoin se fait sentir à la conscience populaire ; à mesure que l'esprit national se fait une idée plus nette de la fonction à exercer, la force de l'organe s'accroît. Au début du règne de Henri IV, une brochure qui s'intitulait *Harangue aux consuls de Lyon* glorifiait l' « obéissance comme cinquième élément de notre vie, nourrice de notre repos, vertu héréditaire des Français ». La Fronde fut une maladie ; mais l'état de santé de la France du dix-septième siècle, c'est précisément cette obéissance que le libelliste de la fin du seizième avait d'avance glorifiée. Et M. Madelin, dans des pages d'une grande portée, montre comment la pratique de cette vertu héréditaire s'accorde avec cette idée d'ordre qui domine toute la vie intellectuelle de l'époque. La concordance s'affirme, elle éclate, dans des phrases comme celles de Balzac, décrivant l'État dont la dynastie est la cime : « Tout est compassé avec une admirable justesse, pas une pierre ne pousse hors de l'alignement. Rien n'offense les yeux délicats. Il n'y a pas de défauts à découvrir ; il n'y a presque plus de souhaits à faire. »

III

« Presque plus de souhaits à faire ! » le mot « presque » s'imposait, car il y eut une œuvre que l'absolutisme monarchique n'arriva jamais à accomplir, ce fut la réforme de l'impôt. Souvent on y pensa, autour du trône, mais jamais le trône ne la réalisa. Richelieu l'envisageait, mais l'ajournait. « Il y a des abus, écrit-il, qu'il faut souffrir de peur de tomber dans les suites de plus dangereuse conséquence ; le temps et les occasions ouvriront les yeux à ceux qui viendront en un autre siècle pour faire utilement ce qu'on n'oserait entreprendre en celui-ci, sans exposer imprudemment l'État en quelque ébranlement. »

Colbert avait son plan tout fait, pour asseoir les finances sur des bases nouvelles ; et bien que Gui Patin dit de lui : « Il est aujourd'hui le tout de César, » Colbert aussi dut ajourner, parce que Louis XIV voulait qu'on ajournât. « Colbert, dit M. Madelin, a certainement rêvé que le Roi de France fît la révolution qui, au siècle suivant, se fera contre lui. Ainsi serait établi, les ruines déblayées des choses écroulées, l'ordre sur la table rase. Louis XIV, je l'ai dit, voulait l'ordre, mais étayé sur les institutions séculaires simplement asservies. Il soutint Colbert quand celui-ci entendit faire, très étroitement, de bonnes finances ; mais lorsque le ministre, expérience faite, s'aperçut que pour faire ces bonnes finances il fallait qu'on lui livrât tout l'État pour y tout briser, le Roi le ramena doucement, mais fermement, à son département. »

Sous Louis XV, un autre légiste césarien se rencontrera pour tenter la réforme des finances, un légiste dont les aïeux personnels avaient, comme intendants, collaboré avec Richelieu, avec Colbert : ce sera Machault ; le Roi, encore, n'osera pas suivre Machault. Mais à ce moment-là, dans le royaume, beaucoup d'éléments de désunion auront désormais repris le dessus : la royauté sera fluctuante, le peuple se détacherat Maupeou, qui, dans son effort ingénieux mais finalemen. infructueux pour briser l'opposition parlementaire, apparaît à M. Madelin comme le dernier légiste de la lignée, comme un homme à qui il n'a manqué que d'arriver plus tôt pour jouer les Duprat, Maupeou, en définitive, affaiblit par son échec cette royauté que son succès eût fortifiée. Le légiste qui échoue met la royauté en recul ; il fait douter d'elle le peuple, il la fait douter d'elle-même.

Ainsi se déroulent parallèlement, dans le livre de M. Madelin, l'histoire du pouvoir royal et celle de l'assentiment populaire au pouvoir royal ; le légiste, par ses méthodes, la France, par son vouloir-vivre, apparaissent comme les deux soutiens du trône. A la base de ce césarisme, qu'est la monarchie de Louis XIV, il y a de la force et il y a de l'amour, — un amour volontiers enclin à rendre hommage à la force.

IV

Mais cet amour, remarquons-le, rend hommage à la force, parce qu'il voit en elle une justice qui s'applique, et qui règne. La main du Roi, pour le Français de la foule, c'est une « main de justice ». Approfondissons cette idée, en dépassant un peu l'horizon devant lequel s'est placé M. Madelin ; et nous verrons se dessiner et se préciser certaines nuances entre la notion que les légistes se font de la royauté et l'idée que le peuple s'en fait. Les maximes des légistes, empruntées au droit romain de l'époque impériale, sont, bien délibérément, des maximes de tyrannie.

Je suis tout prêt à me réjouir, avec M. Madelin, qu'au nom même de ces maximes se soient imposées, aux minutes de péril, les méthodes rapides et sommaires qui seules pouvaient sauver la vie nationale et tenir l'étranger à distance en fermant, sous son regard qui sans cesse guettait, la brèche ouverte par nos divisions. Mais n'oublions point un fait dont tout le premier, au début de son livre, il nous suggère le souvenir : c'est à l'ombre historique du chêne de Vincennes que le peuple s'éprit d'amour pour la royauté. Or, entre la justice telle que la concevait, sous ce chêne, le juge royal qu'était saint Louis, et la justice telle que les légistes la conçurent, il y avait toute la distance qui sépare la conception chrétienne d'une conception païenne. Le saint roi Louis, dont le prestige posthume sera pour la royauté française une force incomparable, est la réalisation accomplie de cet idéal du *Prince*, qu'avait défini, par la plume de saint Thomas, la théologie catholique médiévale ; le Prince, tel que le voient les cerveaux pétris de théologie, c'est le garant de l'ordre, mais d'un ordre qui, loin de postuler, purement et simplement, la prépondérance brutale des résultats acquis, apparaît comme l'accomplissement de la justice ; le Prince, c'est l'arbitre qui équilibre les droits, qui, lorsqu'il le faut, apporte aux faiblesses naturelles, impuissantes à défendre elles-mêmes leur droit, l'appui de sa force morale et, au besoin, de sa force matérielle. Et de même que le Prince s'incarne en saint Louis, l'idéal de l'homme de loi qui réalisera l'œuvre de justice, qui accomplira dans le détail les besognes d'arbitrage, s'incarne, dès le début

du XIVe siècle, en saint Yves. Des maximes de saint Yves à celles des légistes qui, plus tard, liront Machiavel, il y a loin, comme il y a loin du roi qu'est saint Louis au *Prince* défini par Machiavel. Mais la conception chrétienne du pouvoir, gravée dans les esprits par le christianisme, continuera de les hanter. Au temps de la Ligue, ils retiennent surtout, de cette conception, tout ce qu'elle enseigne sur les limites du pouvoir; aux époques normales, où l'ordre s'est rétabli, ils reviennent, bien vite, à tout ce qu'elle recèle de positif, de constructeur, à toutes les raisons qu'elle donne de respecter le pouvoir, et de l'aimer. Et leur religion, fille authentique de la mère Église, étaie ainsi le trône, comme l'étaie, d'autre part, la ferveur presque idolâtrique des légistes pour l'idée d'État; et voici que survient, pour l'étayer mieux encore, la doctrine politique d'un Bossuet, qui, sous l'apparence d'une architecture édifiée tout d'une pièce, n'est peut-être qu'un compromis entre les vieilles théories chrétiennes relatives au pouvoir et le droit d'État de l'antique Rome des Césars, ressuscité par les légistes.

Tout cela dure, tant bien que mal, jusque vers le milieu du XVIIIe siècle : l'éclipse de l'idée chrétienne a cet effet, que bientôt, devant une opinion peu à peu déchristianisée, le trône et l'autel se nuiront réciproquement. Avant que le siècle ne s'achève, le trône succombera, les autels chancelleront.

V

Mais les légistes resteront, et c'est par eux, c'est grâce à eux, — le livre de M. Madelin a le grand mérite de mettre le fait en pleine lumière, — qu'il n'y a pas de coupure entre la France de l'ancien régime et celle de la Révolution. Ces révolutionnaires extrêmes que sont les montagnards lui paraissent « ramenés, en les exagérant encore, aux conceptions de tous les grands règnes, la guerre pour les frontières naturelles et l'état de siège national ». Et il ajoute : « Revenant aux conceptions, ils revenaient aussi aux exécutions. Celle de roi ne fut pour eux qu'un exemple effroyable. A l'heure où Capet était sacrifié à la raison d'État, ses plus cruels ennemis s'apprêtaient à reprendre l'œuvre de tous les Capets. » Lorsqu'il regarde les commissaires de la Convention terroriser la province, il voit se rétablir, « toujours avec l'outrance de l'ère nouvelle, ces inten-

dants qui, pour Richelieu, n'avaient été souvent que des représentants en mission aux pouvoirs illimités et à l'impitoyable fermeté ». Quelques années se passent; les « petits-neveux des légistes royaux » fondent la monarchie césarienne; et quel qu'ait été, dans la Révolution, leur rôle de destructeurs, l'historien peut écrire que lorsqu'ils se font les artisans de cette nouvelle monarchie, ils font triompher leurs vraies idées, loin de les renier. Au demeurant, parlant de Maupeou, de ce césarien qui voulait, suivant l'expression de son secrétaire Lebrun, que « tout marchât dans les règles », M. Madelin avait d'avance noté que ce Lebrun n'était autre que le futur consul, collaborateur de l'entreprise césarienne de l'an VIII. « Le chaînon est visible », insistait-il en voyant se former, dans le cabinet du dernier des légistes, le collègue de Bonaparte au Consulat.

M. Madelin ne prend congé de nous qu'après avoir installé Bonaparte sur son trône de César. Mais vers ce trône, comment Bonaparte s'achemine-t-il? « Nous asseyons l'homme, écrit l'historien, sous un gigantesque chêne de Vincennes; mais par prudence, fidélité à ses origines, désir d'éviter tout reproche de réaction, il entend lui laisser les couleurs d'un arbre de la Liberté ». Le chêne de Vincennes, le voici derechef évoqué; au lendemain des injustices accumulées durant l'ère révolutionnaire, la France a besoin de réparations; elle a besoin de paix; elle a, une fois de plus, besoin d'un arbitre : ce sera Bonaparte. M. Madelin, plus fidèle en ses affections et en ses respects que beaucoup de serviteurs du maître nouveau, se retourne vers ces rois dont Bonaparte occupe la place; d'un dernier geste, il salue en eux les tuteurs que la France admirait et suivait : il parle d'eux comme parlait d'eux la France d'avant-hier. Mais l'hommage même qu'il leur rend semble inviter leurs descendants à abdiquer. « Les rois, répète-t-il, avaient rendu d'immenses services; au bref, ils l'avaient précisément faite, cette nation, ce qu'elle s'était montrée : une nation valant par elle-même. Mais, du jour où elle-même s'était affirmée et vue telle, le rôle des princes de la maison de France avait paru terminé. » On croit entendre le Jouffroy du lendemain de 1830 remerciant aventureusement la foi chrétienne d'avoir préparé les hommes du XIXe siècle à se passer d'elle et à se contenter désormais de la philosophie. Les propos de Jouffroy choquèrent en leur temps, — on le comprend sans

peine — tous les fidèles du Christ, mais si les fidèles de la tradition monarchique se montraient offusqués des propos de M. Madelin, il conviendrait de leur faire observer qu'ils trouveront dans son livre un des plus éloquents hommages rétrospectifs dont jamais la tradition monarchique ait été l'objet.

Au demeurant, l'auteur de l'*Histoire politique* ne transporte pas dans le passé les soucis de nos luttes présentes ; il ne demande pas au présent l'intelligence du passé, ce qui l'exposerait à des erreurs d'optique, et bien plutôt demanderait-il au passé des directions pour le présent. Au-dessus des partis, au-dessus des époques même, il voit cette personnalité qu'est la France. « Pays singulier, s'écrie-t-il à la veille de l'avènement de Henri IV, pays inintelligible aux étrangers et parfois à lui-même. Quand il paraît tout au plaisir, il est prêt au sacrifice ; quand il paraît tout à la paix, il est prêt à la guerre ; quand il paraît tout à la sédition, il est mûr pour la soumission ; près des sommets, il glisse avec une rapidité parfois effrayante aux abîmes ; quand il semble en toucher le fond, il rebondit aux cimes. Quatre fois au moins en son histoire, il a semblé perdu sans recours ; quatre fois, il s'est magnifiquement sauvé. Son patriotisme qui est, en thèse générale, ardent et jaloux, parfois semble s'affaiblir, s'obscurcir, défaillir ; mais quand il paraît que l'ennemi n'a plus qu'à renverser un moribond, le moribond se dresse plus vivant que jamais. Déchiré par les querelles, il se réconcilie, et après avoir acclamé ceux qui l'ont divisé, il chérit les hommes qui l'ont rapproché. »

J'étais trop absolu, peut-être, en écrivant tout à l'heure que M. Madelin ne demande pas au présent l'intelligence du passé, car il semble bien que cette belle page lui soit en partie dictée par la vision de la France de 1914. L'année 1914 fit rayonner au plus profond de nous-mêmes certaines lumières, qui durent, et qui doivent durer. Le reflet s'en aperçoit dans cette *Histoire politique*. Au lendemain de 1914, on n'écrit plus tout à fait l'histoire politique comme on l'écrivait la veille. Quel dommage, hélas ! que dans les actes de ceux qui font la politique, c'est-à-dire l'histoire de demain, les vestiges des leçons reçues en 1914, et qu'alors tous acceptaient, tendent si rapidement à s'effacer !

Georges Goyau.

LA DERNIÈRE CAMPAGNE DU *GAULOIS*

JOURNAL DU COMMANDANT

(1915-1916)

II [1]

LE TORPILLAGE

18 mars 1916.

C'est aujourd'hui l'anniversaire du combat des Dardanelles, où le *Gaulois* a reçu ses glorieuses blessures, et où le *Bouvet* a été coulé. Un service est dit à bord sur la plage-arrière, installée en chapelle pour la circonstance. Des représentants des marines anglaise et italienne y assistent. La cérémonie se déroule très bien, et avec ordre et protocole, comme je l'avais réglée. L'abbé La Boëtie fait un long sermon, et des chœurs de marins chantent, pas toujours très juste, les chants sacrés.

Après la cérémonie, nous appareillons pour la pointe Mithra, qui devient le mouillage d'attente des Serbes. Ceux-ci commencent à arriver de Corfou ; ils sont soumis à des mesures hygiéniques sévères. En même temps arrive de France, le matériel pour reconstituer cette armée : harnachements, artillerie, munitions, etc. Les transports sont de plus en plus nombreux sur rade, et il y a toute une police à y maintenir. C'est le rôle du bâtiment de garde à Mithra. J'ai toujours de la satisfaction à manœuvrer mon cuirassé, mais combien je

(1) Voyez la *Revue* du 1er janvier.

voudrais un autre champ de manœuvres que cette rade de Salonique ! Nous nous usons.

25 mars.

Le vice-amiral Moreau est arrivé avec la *Jeanne d'Arc* et a pris son commandement.

29 mars.

Je suis réveillé à 5 heures du matin par une alerte. Un zeppelin et dix avions attaquent le camp retranché. Devant le tir de l'artillerie déclenché sur tout le front de la défense, le zeppelin fait demi-tour, mais les avions prennent de la hauteur, et, hors de portée des pièces, continuent leur marche. Ils attaquent le dépôt de cheddite, et les magasins d'approvisionnement à l'ouest de la ville. On les voit descendre en tournoyant et lâcher leurs bombes.

Un grand incendie se déclare, et de longues colonnes de fumée montent vers le ciel et se détachent sur l'horizon dans le calme du matin. L'artillerie des bâtiments et de terre est impuissante : les escadrilles d'avions du camp retranché prennent l'air, mais trop tard : celles du front heureusement attendent les Boches au retour et en abattent quatre sur neuf; mais en ville il y a quelques dégâts et plusieurs victimes.

5 avril.

Il fait depuis quelques jours un magnifique temps de printemps. J'en profite pour envoyer le plus de marins possible à terre, et nous reprenons l'entraînement de l'équipe de *foot-ball*. La chose m'est facilitée par le mouillage à la pointe Mithra, où nous allons maintenant une semaine sur deux. La campagne est verte et fleurie et les jardins suspendus, les cours turques, les tonnelles des cafés sont ornés de plantes grimpantes et de glycines fleuries. Dans une petite place de la ville haute, où je vais quelquefois m'asseoir, tout est calme et paisible : on se sent loin de la guerre. Mais quel repos, quelle quiétude ! ce sont de courts moments de tranquillité que je passe là, et qui me reposent des agitations de la vie du bord.

L'amiral Moreau prend très bien avec les Anglais et étrangers. Il reçoit très souvent; c'est un causeur aimable et un habile diplomate. Il aime à voir ses commandants, et les faire causer. C'est une autre manière, à laquelle nous n'étions pas habitués.

11 avril.

De petites opérations militaires ont eu lieu ces jours-ci. Le général Sarrail s'est donné de l'air, en attaquant les Bulgares au delà de la frontière grecque. Mais il ne peut aller loin : les effectifs sont encore insuffisants ; les Anglais n'ont qu'une division en état de marcher et comptent plus sur la diplomatie auprès des Bulgares et des Turcs.

21 avril.

Nous avons appareillé le 29 de Salonique pour Milo, et personne ne se plaint de ce déplacement. A midi, le *Gaulois* a reçu l'ordre d'allumer les feux et, à 6 heures du soir, nous partons. Belle traversée de nuit. Au jour, nous sommes au détroit d'Oro, de grandes falaises blanches surplombent une mer que le lever du soleil rend rosée. Puis c'est la traversée dans les Cyclades : nous passons successivement dans le canal de Kéa, devant Thermia, Sériphos, Siphnos, qui se dressent en masses rocheuses ornées de verdure. Quelques villages apparaissent avec le clocher blanc de l'église : la mer est d'un bleu foncé, quelques barques aux voiles blanches circulent, nous saluent au passage, et personne ne pourrait penser que ces flots si bleus cachent des sous marins, des mines, des engins de mort. Nous faisons bonne veille et, à 4 heures, le *Gaulois* se présente devant la grande île massive de Milo : l'entrée en est défendue par des barrages : un chalutier y veille, nous guide dans le chenal de sécurité, et nous arrivons dans un grand lac, très abrité, aux eaux très profondes, qui constitue le mouillage : plusieurs bâtiments sont sur rade, dont la *Foudre*, commandant Carré, que le *Gaulois* vient remplacer.

Située au milieu des Cyclades, à mi-distance à peu près entre le canal de Cérigo et le détroit d'Oro et ayant un très bon mouillage, l'île de Milo a toujours servi de base pour les expéditions militaires ou maritimes qui devaient avoir pour théâtre d'action les eaux grecques.

Depuis le commencement de la guerre sous-marine, la marine française avait occupé la rade, puis l'île de Milo, qui servait de base pour les patrouilleurs et les convois.

Le transport de l'armée serbe de Corfou à Salonique, commencé il y a deux semaines, avait augmenté beaucoup le service des patrouilles, et l'importance de Milo. Une division de

patrouilleurs, commandée par le capitaine de frégate Violette, y était attachée, et le bâtiment-atelier *Foudre* servait de bâtiment-base et de poste de T. S. F. Le *Gaulois* venait pour relever la *Foudre*, dont la présence, par suite de son poste de T. S. F. plus puissant, était, paraît-il, plus nécessaire en rade d'Argostoli, où se trouvait le commandant en chef.

Mon premier soin est donc d'organiser les divers services dont je suis chargé, en les répartissant entre les officiers du bord. Nombreuses sont les occupations qui m'incombent. Visite des bâtiments grecs arrêtés par la croisière : on ne sait d'ailleurs pas exactement, ce qu'ils ont droit de transporter ou non, et, la plupart du temps, les connaissements sont faux ou tout au moins inexacts : les marchandises présumées d'origine ennemie sont débarquées, et j'admire la mansuétude et le calme de ces Grecs. Ravitaillement et réparation des chalutiers, torpilleurs de patrouilles et escortes. Nous sommes mal outillés, car notre atelier du bord est, somme toute, peu important et la *Foudre* qui était bâtiment-atelier, a emporté tous les approvisionnements de fer, bois, acier, etc., qui pourraient nous être utiles. Surveillance du barrage et chenaux de sécurité : j'ai pour ce service deux chalutiers et un torpilleur sous mes ordres. Relâche et mise en route des convois. Certains points critiques de navigation, ne doivent être franchis que de nuit. Les bâtiments de passage viennent donc, en rade de Milo, attendre l'heure favorable, pour passer au cap Matapan, et se mettre en route pour Salonique. Le transport de l'armée serbe bat son plein, et se fait par grands paquebots français ou italiens, escortés en général d'un seul torpilleur, et, bien que de Corfou la distance ne soit pas très grande, ils sont obligés souvent de relâcher à Milo.

26 avril.

J'ai été faire connaissance avec la terre. L'île est, somme toute, une grande terre volcanique tombant sur la côte nord de la rade en falaises abruptes et rocheuses.

Au bord d'une petite plage et adossée à la montagne, est la petite bourgade d'Adancas, où l'on débarque. Il y a là des maisons de pêcheurs, quelques mercantis, une église, et les établissements de la marine, qui consistent pour le moment en un hangar, où sont parqués les cinquante bœufs que je dois entretenir pour assurer les distributions de viande fraîche. Deux

marins sont préposés à leur garde, et ne changeraient pas leur sort contre un empire.

Plus haut, sur la hauteur, sont les villes de Plaka et Castro. On y accède par un chemin de montagne assez peu commode. Le mode de locomotion usuel est l'âne, sur lequel on se met assis. Un gamin quelconque nous escorte, et laisse la bête marcher d'un pas sûr, au bord des précipices. Le voyage est rempli d'émotions, mais on est amplement récompensé de ses craintes par le pittoresque de la situation et le panorama qui s'étend à mesure que l'on s'élève. La campagne est fertile et bien cultivée : champs de maïs, vignes, petits vergers en fleurs; les gamins, les fillettes vous offrent des fleurs au passage, moyennant rétribution bien entendu, et c'est dans cet équipage que je fais mon entrée dans la capitale de mon éphémère royaume, et rends à l'agent consulaire la visite qu'il m'a faite. Je suis reçu avec force salutations; sa femme, énorme et massive, son fils, me sont présentés et, comme partout en Grèce, la servante apporte sur un plateau la confiture et le verre d'eau, le même pour toute la société, puis le café. L'agent consulaire parle un peu le français. Je dois dire qu'il ne jouit pas d'une excellente réputation au point de vue francophile, et on m'a prévenu de me tenir sur mes gardes, mais il est obséquieux et ne veut point me quitter : je ne puis me séparer de lui qu'en allant faire visite à d'autres personnes du poste opposé.

A Milo, comme partout d'ailleurs, il y a les vénizelistes, et les anti-vénizelistes, mais en plus il y a les descendants de ceux qui ont découvert la Vénus de Milo, et... les autres. Les fonctionnaires sont naturellement anti-vénizelistes ou le paraissent; avec moi, ils le sont moins, mais les uns et les autres sont gens de peu de foi, aux promesses faciles à faire, et non à tenir, âpres au gain, et mercantis dans l'âme.

Je visite la ville de Plaka. Rues étroites, accidentées, maisons à terrasses, pour la plupart, avec petits jardins, voûtes, colonnades, et formant un tout assez pittoresque.

Au-dessus de Plaka, et au sommet du rocher est Castro, la troisième ville. Castro était l'ultime refuge des populations de l'île contre les invasions des pirates : tout le monde, avec ses troupeaux, refluait au sommet le plus élevé et fortifié, et on y soutenait même des sièges.

De la terrasse supérieure de Castro, la vue est superbe,

s'étendant sur toute l'île, sur la passe, sur le large, où se dessine la silhouette conique de l'île d'Antimilo. Castro n'est plus très habité, beaucoup de maisons sont abandonnées et tombent en ruines, depuis que la fin de la piraterie ne rend plus nécessaire l'organisation d'un refuge.

Après cette première visite à terre, je retourne à bord, et trouve sur rade le paquebot *Amazone* des Messageries Maritimes, en relâche pour avarie.

Il est chargé de tirailleurs annamites et a croisé les paquebots russes de Vladivostock, amenant les troupes russes à Marseille. Ce n'est donc pas un mythe que cette arrivée des Russes, qui est plus réelle que celle des dix mille cosaques qu'aux premiers jours de la guerre, on avait vus traverser l'Angleterre et arriver en Normandie, pour y faire reposer leurs chevaux.

Je visite aujourd'hui les ruines d'un théâtre grec et d'une ville voisine. Il y a tout un amphithéâtre très bien conservé, une colonnade, des marbres, le tout appuyé à des murailles de l'époque mycénienne, encore très solides. C'est près de là qu'on a trouvé, en 1820, la fameuse Vénus de Milo.

Cette beauté classique n'a laissé, hélas! que peu d'adeptes dans l'île, et rares sont les femmes ou jeunes filles dont le type rappelle celui de leur illustre ancêtre. Il y a un mélange de sang crétois et arabe, — le type brun, massif, domine en général, — et je n'ai rencontré qu'une réelle beauté, rousse, grande, bien faite, à la belle stature et au nez aquilin : une paysanne, vêtue de couleurs voyantes, et qui menait paître ses dindons, comme les héroïnes de l'*Odyssée*.

Mais, à côté de ces documents humains variables, les sites, eux, n'ont pas changé, et je ne puis me lasser d'admirer, par cette belle journée d'avril, les ruines de cet amphithéâtre, se profilant sur la côte et le ciel bleu, dans un terrain parsemé de verdures et de fleurs. Vraiment, ceux qui ont édifié ce monument avaient le sens artistique, et le site où se trouve le petit théâtre de Milo, vaut cent et mille fois la perspective de l'avenue de l'Opéra, de la rue Auber et de la rue Halévy.

On me fait également visiter des catacombes chrétiennes, en partie inexplorées, mais qui témoignent de l'importance de l'agglomération qui vivait là. Aujourd'hui, l'île est presque déserte : ses quelques habitants y vivent dans un doux *farniente*, avec le minimum de travail. Il y a beaucoup de retraités :

anciens navigateurs, des ex-pilotes du canal de Suez... *farniente*, peut-être? Comme dans toutes les Cyclades, la population est ici essentiellement maritime, et la terre n'est cultivée que pour les ressources locales et non commerciales.

Les femmes de l'île travaillent la dentelle et on me montre de jolis ouvrages, mais très chers. Elles portent encore les noms de l'antiquité : Calliope, Andromaque, Hélena, Maritza, Hébé, etc... Calliope est une petite fille de dix ans, ma grande amie.

Le passage des Serbes continue. Deux transports avec 3 000 hommes sont sur rade, et nous recevons les officiers.

7 mai.

Nous apprenons qu'un zeppelin a été abattu à Salonique. Le commandant du *Melbourne* me donne tous les détails du combat. Le zeppelin aurait été abattu par l'artillerie française de la défense anti-aérienne, bien que les Anglais réclament pour eux ce résultat. Blessé à mort, il est allé s'échouer dans les marais du Vardar, et l'équipage a essayé de s'échapper dans les ajoncs, mais a été fait prisonnier. Je communique la nouvelle à l'état-major et à l'équipage, et tous, nous regrettons de ne pas avoir pris part à ce combat.

Plus émouvante est la visite chez les sœurs françaises. Elles ont ici une grande maison d'éducation pour jeunes filles, et la plupart des Grecs de situation aisée, dans les îles, et même d'Athènes, y envoient leurs enfants. Nous sommes accueillis comme le Messie par ces braves Françaises, et je suis obligé de passer une véritable inspection générale de l'établissement. On me montre tout, dortoirs, réfectoires, classes ; j'inspecte les cahiers de devoirs, et j'interroge sur l'histoire de France. Je me prête avec grand plaisir à cette démonstration : c'est rendre service à la France que d'encourager de telles œuvres d'éducation.

Je profite du voisinage pour aller jusqu'à l'île de Délos voisine de Syros. Dans l'ancien temps, Délos était la terre sacrée, l'île d'Apollon, où de toutes parts accouraient les fidèles et les marchands. Les échanges se faisaient à l'ombre des sanctuaires, et les marchés d'esclaves se tenaient à côté des temples. Aujourd'hui, il ne reste plus que des pierres, des chapiteaux, des morceaux de colonne, assez pour permettre de concevoir la

grandeur des monuments, l'importance des temples. Mais l'île est complètement dénudée, et je me demande ce qui a pu attirer en ce coin de cailloux les fidèles, et pourquoi on y célébrait le culte d'Apollon, dieu de la Beauté, et à l'arc d'argent. Peut-être par constraste, et peut-être aussi parce que les temples, les sanctuaires, paraissaient encore plus importants et plus sévères sur cette terre dénudée, que dans des frais ombrages ou sur de riants coteaux.

Nous longeons au retour l'île de Paros, aux reflets roses, éclairée par le soleil couchant, et arrivons sans encombre le long du *Gaulois*.

Les nouvelles de France sont meilleures. Les Allemands sont définitivement arrêtés à Verdun, et nous reprenons du terrain; en tout cas, le moral est très bon sur le front. On les aura, — c'est la formule.

24 mai.

Je change encore une fois de chef! Cette fois-ci le *Gaulois* passe sous les ordres de l'amiral Salaün, division d'Orient, *Saint-Louis*, *Gaulois*, *Charlemagne*. Nous sommes donc définitivement d'attache à Salonique! C'est, depuis un an, le cinquième officier général qui me commande!

Il y a eu aujourd'hui, à la petite chapelle catholique de Plaka, une cérémonie assez originale : le baptême de deux marins, que l'excellent aumônier du bord, l'abbé La Boëtie, avait catéchisés : un Sénégalais et un autre marin, sans famille. Un prêtre catholique de nationalité grecque est venu de Syra pour ouvrir la chapelle. Une dame grecque a bien voulu servir de marraine, et le capitaine de frégate lieutenant général est parrain.

Quelle originalité, être marin français et être baptisé à Syra!

31 mai.

Le transport de l'armée serbe de Corfou à Salonique peut être considéré comme terminé. Plus de 300 000 hommes ont été transportés, et sans qu'il y ait eu aucun torpillage. Le service des escortes et patrouilles était très bien réglé et a parfaitement fonctionné. Voilà donc un succès réel pour la marine française, et qui équivaut à une victoire! Mais qu'en saura-t-on en France? Soit crainte du service de garde bien organisé, ou toute autre

raison, les sous-marins allemands se sont peu montrés pendant ce transport, et aucune attaque n'a été même prononcée. Les Allemands sur mer ne voudraient-ils pas risquer?

Les Allemands se sont trouvés devant une organisation de protection des transports, défensive et offensive. Ils ont vite compris qu'ils ne pouvaient gagner la partie, et ont été très peu audacieux. Il en sera toujours ainsi quand on voudra et qu'on pourra organiser et prévoir avec esprit de suite. C'est la solution de la guerre sous-marine : puisse-t-on en profiter à l'avenir, et avoir les moyens! La *Provence* a rallié la 1re escadre, qui maintenant est aussi forte que l'escadre autrichienne. Avec le concours des Italiens et Anglais, on a une supériorité plus grande encore. Les autres cuirassés sont inutiles, et mangent de l'argent, du charbon et du personnel, trois articles chers et à ménager.

J'ai été visiter des mines de manganèse de l'autre côté de la rade, à 5 kilomètres de la côte. Les mines appartiennent à la compagnie du Laurium, et on en reprend l'exploitation pour le compte des Alliés. Il n'y a que de faibles moyens d'ailleurs. Un soi-disant ingénieur italien, marié à une Grecque, me reçoit et me fait tout visiter avec force détails. L'exploitation n'est possible qu'en été, car les bâtiments chargeant le minerai doivent accoster un appontement s'avançant en pleine mer, et sans aucun abri. J'apprends qu'il y a également des filons de galène et immédiatement je mets l'embargo sur ce produit, qui est utilisé en T.S.F.

Je reçois enfin (il en est temps, au bout de 40 jours) des renseignements qui me permettront de connaître la ligne de conduite vis-à-vis des prises. La Grèce subit un blocus réduit, en ce sens, qu'on laisse passer les produits nécessaires à sa consommation, et à son industrie seulement, mais ne permettant pas l'exportation par voie de terre, chez nos ennemis.

Chaque bateau se dirigeant sur la Grèce est donc saisi et conduit à Milo. Sa cargaison est examinée, et le résultat de l'examen transmis au ministre de France à Athènes, qui décide des quantités à saisir, ou à laisser passer.

4 juin.

J'ai profité d'une occasion pour envoyer des officiers à Athènes, le commissaire ayant besoin d'argent pour le paie-

ment. Ils rapportent des nouvelles plutôt mauvaises : les Bulgares ont pénétré en Grèce ; les Grecs leur ont livré d'ailleurs le terrain et les forts. Ils préparent la grande offensive sur Salonique. On ne serait pas sûr des Serbes, qui n'ont ni artillerie, ni munitions. Celles-ci viennent de France, et les sous-marins attaquent les convois. La situation de Venizélos à Athènes est de plus en plus critique : il craint d'être assassiné et songe à s'enfuir. Le ministre de France me fait même dire d'être prêt à le recevoir à Milo. Les Allemands triomphent partout. Je fais la part des choses à toutes ces nouvelles : d'abord elles viennent de Grèce ; ensuite, je sais que l'esprit du carré est assez pessimiste. Néanmoins, je crois que la guerre sera encore très longue.

5 juin.

Nous avons la nouvelle de la bataille navale du Jutland. Grande émotion et grande agitation : les stratèges s'en donnent à cœur joie. A travers l'imprécision des télégrammes, il est difficile de savoir la vérité. Les Anglais ont eu des pertes, les Allemands aussi. Mais ceux-ci sont rentrés hâtivement dans leurs bases. Que serait un combat avec les Autrichiens ? et d'ailleurs que devrais-je faire en cas de sortie de l'escadre autrichienne ? Je n'ai aucune instruction à ce sujet. Sans doute il faut s'inspirer des circonstances, mais je sais que je ne resterais pas caché au mouillage.

On envoie deux sous-marins à Milo, se ranger sous mon commandement : j'en profite pour faire faire des exercices de pointage sur les périscopes, et des postes de veille. Hélas ! il y a beaucoup à faire : les sous-marins nous surprennent toujours ; qu'importe. Je tiens à ce que chaque pointeur, chaque homme de veille ait vu un périscope et son sillage, et je mets à contribution les deux sous-marins qui se prêtent très docilement à ces exercices. Avec mes deux sous-marins et mon torpilleur, le *Gaulois* constitue une force navale qui sortirait au-devant d'un croiseur ou cuirassé autrichien. Je fais mes plans en conséquence.

6 juin.

Le *Henri IV* arrive pour nous remplacer. Nous devons ensuite rallier Salonique et je me dispose à passer le service à mon excellent camarade et ami, le commandant de Boissoudy.

La question la plus urgente est l'installation d'un poste de T.S.F. à Cerigotto. Nous avons reçu le matériel et un chalutier pour le transporter à pied d'œuvre avec le personnel nécessaire. Mon officier torpilleur M. de Laboulaye va donc avec son camarade du *Henri IV* pour procéder à ces travaux. Mais la situation en Grèce est peu nette et je reçois l'ordre de rester à Milo, pour le moment.

7 juin.

Un télégramme arrivé cette nuit à la croisière, et qui m'a été immédiatement communiqué, prescrit d'arrêter tous les bâtiments grecs et de les envoyer ici. Sans doute l'attitude de la Grèce est cause de cet embargo, qui va nous donner de la besogne.

Dès le matin, les bâtiments commencent à arriver en grand nombre, et il faut les nombrer sur rade et les arraisonner. Tous mes officiers sont occupés.

10 juin.

Là nous apprenons la perte de l'*Hampshire*, portant en Russie lord Kitchener. C'est une perte irréparable. La mort de Kitchener en Angleterre et celle de Galliéni en France, comme le bruit en court, équivalent à une victoire des Allemands. Mais non ! d'autres hommes viendront et les remplaceront.

Mes journées ont été très occupées : plus de soixante bâtiments grecs sont venus à Milo. J'ai commencé par renvoyer en Crète, à leur grande joie, deux vapeurs chargés de permissionnaires, revenant de l'île, pour rallier l'armée grecque sur le continent. D'office, je leur ai prolongé leur permission, et c'est aux cris de *Zito Gallia* ! que ces deux vapeurs se sont remis en route pour le Sud. Mais sur les autres bâtiments que j'ai gardés, il n'y avait pas de vivres, et du jour au lendemain, il a fallu nourrir 2000 personnes, leur fournir de l'eau, de la farine. J'ai réquisitionné une cargaison de légumes d'un caboteur, la farine qui était dans l'île, les conserves de viande, etc. A terre, nous avons pris possession du télégraphe et établi la censure. Il a fallu aussi s'occuper de nourrir le bétail, bœufs et moutons, qui était sur les bateaux saisis. Enfin, grâce au concours, et à la bonne volonté de tout mon personnel, tout s'est bien passé. Je dois dire aussi que rien n'égale la passivité des Grecs. Comme le disait un de ces capitaines : « Vous nous arrêtez avec le sourire et nous cédons toujours devant la force. »

Enfin les ordres sont arrivés de libérer les passagers avec les petits caboteurs et de renvoyer les grands vapeurs à Bizerte. Mais là je me suis heurté à plus de mauvaise volonté : les machines ne marchaient plus et n'avaient ni eau ni charbon : notamment sur un beau paquebot grec faisant le courrier d'Alexandrie, et dont le commandant était manifestement anti-venizéliste et bochophile, j'ai dû mettre à bord une garde armée composée de permissionnaires et commandée par un enseigne de vaisseau pour assurer la traversée.

12 juin.

Enfin tout est réglé et le service remis à mon successeur. J'appareille demain matin pour Salonique, heureux de m'en aller, car la situation était ici vraiment trop fausse et trop confuse, et je n'avais pas assez de pouvoirs. Le commandant supérieur à Milo devrait être, en même temps, commandant du secteur des îles, et chargé des patrouilles, et de toutes les communications : il y aura toujours dualité de pouvoirs, tant que les patrouilles et la base seront indépendantes. J'ai néanmoins conscience ici d'avoir rempli mon devoir, et je pars, ayant tout organisé, mis de l'ordre partout où je n'avais trouvé en arrivant que désordre et confusion. J'aurais fait davantage, si on m'en avait laissé les moyens. Néanmoins j'ai la satisfaction avant mon départ de recevoir un T. S. F. en clair du commandant en chef « me remerciant et me complimentant sur les services que j'avais rendus à la base de Milo ».

Je vais donc une dernière fois à Plaka, dire adieu à mes amis et amies : on m'offre encore une fois des fleurs, des confitures et je reviens chargé de cadeaux, mais la journée finit tristement, car nous recevons la confirmation de la mort du général Galliéni. Il s'est tué à la tâche. J'avais, pour l'ancien chef du Gouvernement militaire de Paris, un véritable culte et une sincère et respectueuse affection. Jamais je n'ai trouvé personne ayant autant que lui, le caractère du chef, dans la plus haute acception de ce mot. Ce sont ses fonctions de ministre de la Guerre, en butte à d'incessantes attaques politiques, qui l'ont tué. Il y a peu de temps, il m'écrivait : « On me fait faire un métier qui n'est pas le mien », et ceci en dit long.

15 juin.

Le *Gaulois* a mouillé hier à Salonique, après une traversée pleine d'imprévu et d'émotion. Nous avons en effet échappé à un sous-marin, et si j'ai lieu de me féliciter de la manœuvre que j'ai faite, je n'estime pas que le commandement supérieur à Salonique ait agi comme il convenait à l'égard du *Gaulois*.

Nous avons quitté Milo le 13 à 5 heures du matin et j'ai dit adieu à mon éphémère royaume avec une pointe de regrets, car je m'attache à ce que je fais, et Milo était un peu devenu mon œuvre. A midi, nous avons passé le détroit d'Oro et sommes rentrés dans la mer Égée. J'avais en effet l'intention de faire route, au large des Sporades et de Skyros, pour arriver au petit jour devant Salonique. Mais, à ce moment-là, j'ai reçu le signal « allo » pour un sous-marin, qui avait été vu trois fois par les patrouilles dans la mer Égée. D'après ses positions successives, nous devions forcément le rencontrer, si nous maintenions la même route et lui aussi. Nous recevions aussi des émissions de poste de T. S. F. allemands : je pouvais supposer qu'ils émanaient de postes clandestins, dans les îles, qui voient passer les bâtiments et les signalent aux sous-marins. Le plus sage était donc d'éviter le sous-marin, et d'arriver avant lui dans le golfe de Salonique, où il devait aller. Je me suis donc décidé à prendre le chemin le plus court, et je mis en route à la vitesse maxima du vieux *Gaulois*, le long de l'île d'Eubée et dans le détroit de Skopelo, où les fonds sont trop grands pour être minés.

Nous arrivons à 6 heures du soir, après une très jolie traversée, mer calme, superbe, devant cette grande île boisée, entrecoupée de villages blancs haut perchés, au-dessus d'eaux d'un bleu de mer profond. Nous entrons donc dans le golfe de Salonique avec une heure d'avance sur le sous-marin, et je continue ma route, qui alors m'amenait à 1 heure du matin devant le port. Par T. S. F. je demande l'entrée à l'amiral. On me la refuse, et on m'ordonne d'attendre jusqu'au jour, à l'extérieur du barrage de Salonique. J'ai donc passé là une nuit très angoissée, craignant cette attaque du sous-marin, que j'avais voulu éviter ; la nuit était claire, et, si cet ennemi venait devant Salonique, il aurait pu m'atteindre, et attaquer le *Gaulois*.

Enfin, à 4 heures du matin, j'ai pu rentrer en rade, et reprendre mon mouillage.

La composition de la force navale a encore une fois changé. On a créé la division d'Orient sous le commandement du contre-amiral Salaün avec le *Saint-Louis*, *Gaulois*, *Charlemagne*, *Latouche-Tréville* et *Bruix*, et tous les services de la base de Salonique.

17 juin.

Il y a 118 000 soldats serbes à Salonique, mais ils attendent leur matériel et surtout l'artillerie, qui d'ailleurs arrive assez rapidement. Ils sont campés à l'est de la ville, où il s'est formé une véritable cité, mais beaucoup d'officiers et d'états-majors sont en ville, et remplissent les cafés.

18 juin.

Le commandant en chef, vice-amiral Dartige du Fournet, est arrivé avec le *Jurien de la Gravière*, commandant Docteur. Il vient, paraît-il, pour traiter sur place la question de l'expédition à Athènes. De nombreux préparatifs sont faits : une escadre spéciale est formée pour une démonstration sous le commandement du vice-amiral Moreau.

24 juin.

Enfin une bonne nouvelle réveille tout le monde. Le ministre télégraphie que le *Gaulois* ira se faire réparer à Brest en juillet. Comme toujours la nouvelle a transpiré à bord, sans que l'on sache comment, ni par qui. Mais la joie est générale : les figures s'éclairent, et tous nos braves Bretons sont illuminés de joie.

3 juillet.

Notre départ est imminent et j'ai l'ordre de me tenir prêt. Je laisse malheureusement beaucoup de personnel ici, et j'aurai à peine du monde suffisant, pour fournir les postes de veille, en marchant tous feux allumés.

Il y a eu des troubles en ville, et nous avons tous été consignés pendant vingt-quatre heures : des officiers grecs ont envahi les locaux d'un journal venizéliste, et à moitié assommé le rédacteur en chef à coups de sabre et revolver. Le général Sarrail a demandé l'arrestation des officiers et l'a obtenu non sans peine. Il a fallu mettre la ville en état de siège, faire un

gros déploiement de troupes et de force, devant lesquels comme toujours les Grecs ont cédé.

7 juillet, en mer.

Nous avons enfin quitté définitivement Salonique, le 6 à huit heures du soir avec beau temps, pour Brest, et devons relâcher à Bizerte. Le *Gaulois* marche de toute la vitesse de ses vieilles jambes, mais nous n'avons aucun torpilleur d'escorte. Il y a bien, paraît-il, des chalutiers et des patrouilleurs : je n'en rencontre pas un.

10 juillet.

Arrivé hier matin à Bizerte, traversée idéale.

14 juillet.

Mouillé à Gibraltar. Nous avons dû passer le long de la côte d'Espagne, par suite de la présence de deux sous-marins. Nous nous ravitaillons, le 15, en eau et charbon.

16 juillet.

De grand matin, appareillé de Gibraltar.

20 juillet.

Arrivé à Brest à 5 heures du matin et pris le corps mort. Enfin, nous voici en France !

Le *Gaulois* a séjourné dans l'arsenal de Brest du 25 juillet au 20 novembre. Pendant ces quatre mois, des travaux de réparations furent faits aux chaudières et le bâtiment fut remis en bon état. L'équipage fut en partie renouvelé, 150 à 200 hommes environ étaient employés journellement dans l'arsenal, au chargement des munitions pour les envois en Russie. J'essayai en vain de convaincre le personnel du ministère, que, puisque l'équipage du *Gaulois* était employé ailleurs, où il faisait plus besoin, il était préférable de désarmer ce vieux cuirassé, qui n'avait plus de puissance militaire, et absorbait 700 hommes et 15 officiers. On me regarda de travers, et on me dit : « Vous perdrez votre commandement et il n'y en a pas d'autres vacants. »

Le *Gaulois* restait armé; il devait poursuivre sa destinée. J'avais fait mon devoir, je me félicitais de reprendre la mer.

26 novembre.

A quatre heures, nous appareillons. Il fait mauvais temps, et je n'en suis pas fâché, car les sous-marins sont peut-être

moins à craindre. C'est le coup de vent du nord-ouest. Nous passons le raz de Sein, avec le courant plus calme, mais, sitôt sorti du passage, le bateau se met à rouler, cependant que les dernières terres de Bretagne disparaissent dans les grains.

Le bateau est comme une écumoire, et fait de l'eau par toutes ses œuvres mortes. Rien n'est étanche. Le pont principal est envahi par l'eau, venant des sabords, des bouteilles, de tout le tuyautage. C'est une inondation générale : j'avais demandé toutes ces réparations au port de Brest : elles ont été refusées, mais le résultat est que je n'ai pas la moindre confiance dans l'étanchéité des fermetures du bâtiment, en cas de grande inclinaison ; cette situation ne laisse pas que d'être un peu préoccupante. Un sous-marin a été signalé sur les côtes d'Espagne, près de Santander. Je fais donc route très au large des côtes du Portugal, à cent milles de toute terre. Nous roulons toujours beaucoup, et les consommations de charbon sont très fortes. Une pièce de machine réparée à l'arsenal de Brest, chauffe énormément, et m'oblige à réduire la vitesse à 12 nœuds.

Je ne veux pas, dans ces conditions, entrer en Méditerranée, et je me décide à relâcher à Gibraltar, où nous arrivons le 30 novembre au matin.

30 novembre.

Je m'amarre contre deux corps morts, à l'intérieur du port, et le ravitaillement en charbon commence immédiatement.

On essaie vainement d'établir un barrage dans le détroit de Gibraltar, contre les sous-marins allemands. Ils passent les nuits de pleine lune, et en plongée. On le sait, mais on n'a jamais pu en arrêter. Les seules nouvelles de la guerre que l'on ait, nous parlent de la marche rapide des Allemands en Roumanie, et de la prise possible de Bucarest.

3 décembre.

Dimanche 3 décembre, nous sommes prêts. L'arsenal a réparé notre pièce de machine qui semble avoir été sabotée, ou, en tout cas, mal confectionnée, par Brest. On est toujours sans nouvelles du *Suffren* !

Nous appareillons avant la nuit, à cinq heures, et faisons route pour Bizerte.

Les sous-marins allemands sont signalés dans le nord de la

Corse, le golfe de Gênes, et sur les côtes de Provence. Je profite donc de la circonstance et du beau temps pour marcher le plus vite possible, 14 nœuds, et en longeant la côte à petite distance.

Les fonds sont en effet très grands sur les côtes d'Algérie, il n'y a donc pas à craindre de mines mouillées. Le navire se profilant sur la terre est moins visible du large. Enfin, en cas d'accident, il peut plus aisément aller s'échouer à une plage et le personnel se sauver à peu de distance de la côte. Les sémaphores suivent le bâtiment et nous renseigneraient au besoin sur la présence d'un ennemi.

Le 4, à midi, nous sommes devant Oran où j'ai passé une partie de mon enfance et où m'est venu le goût de la marine. Le temps est superbe, la mer calme et bleue, le soleil chaud et, sous cette influence bienfaisante, chacun renaît à l'espérance et voit la vie plus en rose. Les dernières ombres du départ se sont évanouies, tout le bateau est bien en ordre, chacun connaît son poste d'alerte, de combat, d'évacuation. Je suis tranquille pour le personnel; le matériel me préoccupe davantage : le caisson latéral fait de l'eau et alourdit le bâtiment, la coque n'est toujours pas étanche.

Aucune doctrine ne semble encore s'être dégagée pour la lutte contre les sous-marins. Pour le moment, on en est au système des routes patrouillées. C'est bien le plus mauvais, car c'est encore de la défensive, et non de l'offensive : le principe en est contraire à celui de l'économie des forces et à la concentration des efforts, puisqu'il répartit les chalutiers, les disperse sur toutes les routes de la Méditerranée. De plus, la patrouille indique sûrement à l'ennemi la route où passeront les bâtiments torpillables. Le voleur se cache, quand le gendarme passe, et attaque ensuite. Le seul avantage de la patrouille est d'assurer rapidement un secours pour repêchage du bâtiment torpillé. Elle n'empêche pas le torpillage, mais peut coopérer au sauvetage du personnel, à défaut d'escorte qui serait indispensable. C'est ainsi, qu'en octobre il y a eu 24 navires français torpillés, représentant 27 168 tonnes, et, en novembre, 30, soit 33 490 tonnes. Un navire par jour! On compte une trentaine de sous-marins pris depuis le commencement de la guerre. Ces chiffres sont inquiétants pour l'avenir. Si nous ne réagissons pas fortement, le péril sous-marin peut devenir excessivement grave. C'est par l'offensive seule qu'on en viendra

à bout, et en attaquant l'ennemi dans ses bases, et l'y enfermant, ou le capturant.

Ces réflexions me sont suggérées par la nouvelle officielle de la perte du *Suffren*, le 26 novembre, au large des côtes du Portugal. Ainsi donc, ce que j'avais vaguement entrevu à notre passage à Gibraltar s'est réalisé. Le *Suffren*, parti le 24 de Gibraltar pour Lorient, a été torpillé le 26. Il devait être à l'ouest du golfe de Gascogne. Parti par gros temps, car j'ai passé dans les mêmes parages, le 27, avec le *Gaulois*. Pas un survivant! Le malheureux bâtiment a dû recevoir la torpille dans ses soutes à munitions, et sauter en 2 ou 3 minutes.

10 décembre.

A cinq heures, le *Gaulois* appareille. Deux torpilleurs de la flottille font escorte, mais, au bout d'une heure, nous abandonnent. La mer est creuse et le temps menaçant, et ces petits bâtiments ne peuvent suivre. Le *Gaulois* reste donc seul sans escorte. Je fais route sur le détroit de Messine par la côte ouest de Sicile. Nuit mauvaise, forts grains de pluie et de vent, mais qui me donnent de la tranquillité. Si nous ne voyons rien devant nous, le sous-marin non plus ne nous voit pas.

11 décembre.

Une heure. Passé le détroit de Messine, avec une veille très attentive. Un torpilleur italien vient nous reconnaître, mais ne nous escorte pas. Le *Gaulois* se lance dans la Mer ionienne. Je fais redresser la voile, et fais faire un appel aux postes d'évacuation. Ces parages sont en effet très dangereux. Un sous-marin a été signalé venant de Cattaro. Le temps heureusement est bouché. Nuit très noire, grains de pluie, tant mieux!

13 décembre.

A neuf heures, nous sommes devant les passes de Corfou. Un torpilleur nous sert de pilote, à travers le double barrage de filets et d'estacades, et je fais route dans la belle rade de Corfou.

Mouillé près du *Paris*, et fait visite à l'amiral Gauchet. Changé de mouillage à une heure pour aller mouiller plus au large, près de l'île Vido d'où je pourrai faire en toute liberté et indépendance les tirs et écoles à feu, qui ont motivé ma venue ici...

J'apprends que l'amiral Gauchet est nommé au commandement de l'armée navale en remplacement de l'amiral Dartige du Fournet. C'est la conséquence des malheureuses affaires d'Albanie dont on me donne ici les détails : la bonne foi de l'amiral Dartige surprise, le guet-apens des Grecs sur nos compagnies de débarquement. Le bombardement d'Athènes par le *Mirabeau*. L'arrivée de troupes et l'occupation du Pirée. Le blocus des côtes grecques, et la venue de l'amiral de Bon, soi-disant pour enquêter : et, à la suite de cette enquête, le remplacement de l'amiral Dartige.

25 décembre.

L'abbé La Boëtie, l'ancien aumônier du *Gaulois*, qui est à bord du *Diderot*, est venu dire la messe à bord. C'est aussi la messe de départ, car nous devions appareiller demain 26.

Je vais donc prendre les ordres de l'amiral Favereau, commandant supérieur. Je suis un peu préoccupé, car on ne m'a donné que juste la quantité de charbon nécessaire pour aller à Salonique à 14 nœuds. Je ne puis donc me permettre aucun écart ni crochet de route, même si les circonstances militaires le nécessitent; je serais alors obligé de ne plus marcher à la vitesse de 14 nœuds, mais marcher à 10 ou 12 nœuds pour réduire la consommation.

En second lieu, un sous-marin est depuis trois jours signalé, à l'île de Cerigotto, sur la route même des bâtiments. Il y a eu plusieurs « allo », dont un ce matin même.

Je demande donc à l'amiral de ne pas m'imposer de route, et de m'autoriser, si je le juge nécessaire, à passer au nord de Cérigo, dans le canal de Cervi. Il y là des fonds de plus de 200 mètres, qui ne peuvent être minés. J'ai étudié la route, et je garantis de pouvoir y conduire le *Gaulois*, même de nuit : j'évite aussi le sous-marin resté sur la route officielle, et de plus je raccourcis ma traversée et économise du charbon.

L'amiral est sensible à ces arguments et semble hésiter; néanmoins, il me dit que, s'il était seul maître, il me laisserait peut-être libre de choisir ma route, mais qu'il n'a pas le droit de prescrire d'autres routes que les routes officielles et patrouillées. Je demande alors des instructions écrites pour me couvrir. Un torpilleur me sera donné comme escorte, le C. E. L., et les patrouilleurs seront prévenus.

Après cette visite, je rentre à mon bord, navré et tristement impressionné. Je donne les ordres d'appareillage pour le lendemain matin 26 décembre à 10 heures et, dans la soirée, je reçois les instructions du vice-amiral Favereau. Ces instructions me donnent une route impérative : « passer au sud de Cerigotto Un contre-torpilleur escortera le *Gaulois* au départ de Corfou jusqu'à la nuit. Un autre contre-torpilleur m'attendra à partir du petit jour à l'ouest du canal de Cerigotto. » Ces instructions sont formelles, je ne puis y désobéir, à moins d'un fait nouveau.

Avant l'appareillage, je réunis les officiers chefs de quart et leur fais part des ordres que j'ai reçus, je leur recommande une vigilance encore plus grande.

27 décembre.

Appareillé à 9 heures du matin. Très beau temps. Nous disons adieu à Corfou et à ses rivages enchanteurs.

Tout est prêt à bord. Chacun a son collet ou sa ceinture de sauvetage, en permanence. La bordée de quart est aux postes de veille, 4 pièces sont armées. Des veilleurs sont partout : dans la mâture, sur les passerelles, sur le blockaus, où la « couronne de veille » fonctionne, comme elle est établie ; les sabords sont rigoureusement fermées, les portes des cloisons étanches également, sauf celles indispensables pour le service et la circulation dans les fonds.

Les moyens d'épuisement sont prêts à entrer en action : les embarcations et radeaux, disposés pour être mis à l'eau dans le temps le plus bref, recevront une provision de vivres et de l'eau ; des échelles et des cordes sont disposées le long du bord pour descendre rapidement.

Chacun connaît son poste de veille et d'évacuation.

Je règle la vitesse à 14 nœuds, et je prescris les routes en zig-zag, au rythme varié, pour dépister le sous-marin.

Je crois bien que toutes les précautions possibles sont prises, et j'ai la conscience calme. J'attends d'un moment à l'autre, le « allo » signalant le sous-marin, que je soupçonne être au nord de la Crète. Le « allo » serait à mes yeux un fait nouveau qui justifierait une modification à la route prescrite et aux instructions que j'ai reçues. Mais, il ne se produit pas. Le sous-marin serait-il parti?

Nous passons devant les îles de Sainte-Maure, Céphalonie, et Zante, à six heures du soir. Je renvoie le torpilleur d'escorte, et le *Gaulois* se trouve seul.

A une heure du matin nous passons au cap Matapan. C'est là qu'il faudrait changer de route pour passer le détroit de Cervi : je suis encore très hésitant, mais j'observe les instructions formelles qui m'ont été données : puisqu'il n'y a pas eu de fait nouveau, je n'ai pas le droit de les changer. Ce serait une désobéissance militaire trop grave. Si, par ailleurs, il y avait eu, à la connaissance de l'autorité supérieure, de nouvelles apparitions du sous-marin, on m'en aurait certainement fait part par la T. S. F.; et puis il y a le torpilleur le *Dard* qui m'attend à Cerigotto. Le lieutenant de vaisseau Seuwal de Laboulaye a pris le quart à trois heures, et je vais me reposer pendant un court moment, dans la chambre de veille sur la passerelle.

Le jour se fait vers six heures trente, et il y a une légère brume, qui me contrarie beaucoup : elle permet toutes les surprises, et rend le ralliement du *Dard* plus difficile. Comme il fait grand jour, et que je suis dans les parages les plus dangereux, je lance un appel discret et chiffré de T. S. F. grâce auquel le torpilleur peut nous rallier dans la brume. Je communique avec lui, tout en faisant route à la vitesse maxima, et lui donne des instructions. Il a l'ordre de se placer en avant et un peu à bâbord, pour permettre les embardées qui se font toutes les cinq ou six minutes, à amplitudes variables.

Toutes les dispositions de jour étant prises, et le capitaine de frégate Rondeleux, mon second, étant monté sur le pont, pour me remplacer, je quitte la passerelle, au moment où la veille me signale deux chalutiers à l'horizon patrouillant devant nous, — sur la route, — ceci me rassure, et je descends dans mes appartements, après avoir fait moi-même une ronde générale sur le pont et dans l'intérieur du bâtiment. La bordée de quart est aux postes de veille, les maîtres sont au milieu de leurs hommes : le lieutenant de vaisseau de Limayrac et l'enseigne de vaisseau Vétillard sont de quart.

Quel beau spectacle se présentait à ma vue, quand je quittais le pont! La brume s'était levée. Sous une voûte du bleu azuré le plus pur, s'étendait une mer d'argent, légèrement ridée par la petite brise du matin. A droite, dans le Sud, les hautes montagnes de la Crète, couvertes de neige, étaient encore tein-

tées de rose du soleil levant ; dans le Nord, les terres de l'île de Cerigo, et les hauteurs du Péloponèse, formaient une masse grise plus lourde, s'estompant dans la brume du matin que nous venions de quitter. A notre avant, notre convoyeur le *Dard* à 300 mètres environ, suivait les embardées du courant et passait alternativement de tribord à babord. Devant, la fumée des deux chalutiers, gendarmes vigilants de la route, me montrait que bonne veille devait être faite.

Il est 8 h. 30. J'ai fini ma tournée et je me trouve dans mes appartements, consultant sur la carte, la route que nous devions suivre à travers les Cyclades dans la journée, lorsque je suis jeté par terre, par une explosion très sourde, et une forte secousse. Je me rends compte tout de suite que c'est une torpille qui nous a atteints. Je sors pour gagner la passerelle. Dans la batterie, je suis arrêté par une fumée assez noire, et de l'eau qui retombe à tel point que je me dis : « Déjà ! » pensant que c'est l'envahissement de l'eau. Ce n'était en réalité que la gerbe d'eau de l'explosion. Je gagne le pont par une échelle de secours et je cours sur la passerelle, en traversant les groupes d'hommes un peu anxieux et courant à leurs postes de sécurité : en passant, je prescris de gonfler les collets de sauvetage dont chacun est porteur.

Sur le pont supérieur, le commandant en second et le lieutenant de vaisseau Ravel avaient vu simultanément le sillage de la torpille et, 10 ou 15 secondes après, s'étaient produits le choc et l'explosion à tribord arrière. Par un réflexe, l'un et l'autre avaient prescrit de manœuvrer la barre, pour éviter la torpille, et, de ce fait, l'arrière s'est dérobé, et la torpille, au lieu de toucher le bâtiment dans le milieu, ne l'avait atteint qu'à l'arrière ; cette manœuvre du bâtiment avait donc empêché un désastre immédiat et beaucoup plus grand ; l'officier de quart sur la passerelle supérieure n'avait rien vu. En même temps, le périscope était aperçu. Les canonniers sont aux pièces, le feu est ouvert avec les canons de 47, et le tir s'accélère. « Il faut leur en f..., » dit un chef de pièce. Les ordres de feu sont transmis aux pièces de 14.

A bord, l'explosion avait produit un certain tumulte, mais le bruit du canon ramenait chacun à son poste de combat.

J'avais depuis longtemps pensé à la circonstance où je me trouvais et m'étais tracé un programme d'action. Je n'étais

donc pas surpris, et je prescrivis automatiquement les mesures de sécurité : automatiquement, elles furent exécutées par le personnel bien entraîné et confiant. Stopper les machines, mettre les pompes en marche, faire les manœuvres de redressement et faire évacuer la première bordée. On a toujours trop de monde à bord dans ces circonstances, et il y a avantage à en dégager le plus possible.

Le bâtiment donnait un peu de bande sur tribord, et plongeait de l'arrière : sa situation ne me paraissait pas absolument critique, et j'eus d'abord l'impression que je pouvais le sauver. On me signalait qu'il n'y avait pas d'eau dans les machines, chaufferies, et que les trois compartiments d'arrière seuls étaient remplis. Toutes les pompes sont en marche, les cloisons fermées. Tous nous avions donc un sentiment de sécurité relative, et ce fut avec de la hâte, mais beaucoup d'ordre, que les premiers radeaux furent mis à l'eau, ainsi qu'une chaloupe et les baleinières. Un seul incident fâcheux : une baleinière eut la cale, un des garants ayant échappé des mains de ceux qui le tenaient, et un malheureux qui était déjà embarqué, fut précipité sur la machine, où il dut se blesser grièvement, et de là, dans l'eau où il disparut.

J'appris plus tard que ce pauvre garçon avait complètement perdu la tête. Affolé, il avait quitté ses machines où il était de quart, et sauté sur le pont dans la première embarcation venue. Il a payé de sa vie sa peur, et son abandon de poste. Cruelle leçon !

Je vois, sur le pont, les hommes qui, sous le commandement des officiers, travaillent à mettre à l'eau la chaloupe et même le canot à vapeur. J'entends le choc des radeaux tombant à plat dans l'eau. Ils sont maintenus par des amarres, heureusement, car le bâtiment a encore un peu d'erre.

Le tir de l'artillerie a dû cesser, car le *Dard*, arrivant à toute vitesse sur le point d'où a été vu le périscope, lâche ses grenades dont j'entends les sourdes explosions.

Mais l'inclinaison augmente beaucoup plus vite. Le commandant Rondeleux et l'enseigne de vaisseau Vétel viennent me rendre compte que le pont cuirassé est crevé, et que l'eau arrive aussi dans les hauts du bâtiment.

Je connais mon *Gaulois*. Je sais qu'il manque de stabilité et qu'il est chavirable. Le caisson le protège bien un peu, mais,

à partir de 12°, il est dans l'eau : le chavirement est certain, les manœuvres de redressement sont très longues et impuissantes.

Douloureux moment pour moi. Il y a 13 minutes que l'explosion a eu lieu. Une chaloupe est à l'eau. Par suite de l'inclinaison, la deuxième chaloupe chavire. Je sens la catastrophe imminente ; je veux sauver l'équipage. J'ordonne l'évacuation générale : la sonnerie « la retraite » retentit et est répétée dans tout le bâtiment, comme aux exercices. Les ordres sont envoyés au poste central et transmis partout, — et je vois monter par les panneaux et les échelles de secours des chaufferies, le reste du personnel, qui en tricot, qui en tenue de chauffe, pieds nus. Ils se rangent à leur poste.

Les deux chalutiers qui nous précédaient ont vu l'explosion, et, ayant viré de bord, se hâtent vers le *Gaulois*. Je leur fais signaler de nous accoster pour prendre le reste du personnel, mais il faut se hâter. De la passerelle, je vois le caisson de tribord se rapprocher de l'eau et l'arrière enfoncer de plus en plus.

Les hommes hésitent à partir. Je leur donne l'ordre de se mettre à l'eau. Tout le bois disposé à cet effet est jeté par-dessus le bord, pour servir de secours. De la passerelle, les timoniers jettent une grande échelle, des chaises, un caisson.

Les officiers arrivent successivement et me rendent compte que les locaux, batteries, soutes, machines, sont évacués. Les pompes en marche continuent à rejeter de l'eau à plein tuyau.

Je prescris à mes officiers de se préparer à quitter le bâtiment, et de prendre leurs collets de sauvetage, de se déchausser. Ils m'entourent avec quelques sous-officiers et marins. Quels braves gens ! Comme je suis fier à ce moment et d'eux et de leur confiance ! Le timonier de veille, comme en rade, me prévient que les chalutiers accostent. « Ton collet, lui dis-je. — Je ne l'ai pas. — Tiens, prends le mien. »

Le chalutier *Marie-Rose* accoste courageusement à tribord, du côté où le bâtiment s'incline, courant ainsi un risque énorme d'être écrasé par la coque, par la chute d'un mât. Je vois les hommes sauter à bord. Tant mieux ! mais qu'ils fassent vite ! L'enseigne de vaisseau Vétel va lui transmettre mon ordre.

A babord, le *Rochebonne* accoste également : on embarque. Mais voici la plage arrière dans l'eau : la passerelle n'est pas

sûre, je crains un apiquage brusque par l'arrière ; je pense à ceux qui m'entourent, et je leur ordonne de se transporter sur la tourelle, puis sur la plage-avant, qui émergera sans doute en dernier lieu.

On me rend compte que tout le monde a évacué : « Allons, messieurs, dis-je, à votre tour ! » A ce moment, mon cœur est serré. Je pense à ce bateau qui va disparaître, à tout ce qui fut ma vie, à mes marins, qui restent peut-être dans les fonds, aux miens ! Les officiers sautent du caisson dans le chalutier, qui est accosté par l'avant, je descends sur cette plate-forme par une amarre, mais je ne veux pas partir. Un commandant disparaît avec son navire. Suis-je sûr d'ailleurs que tout le monde a évacué ?

Je reste appuyé sur la muraille, qui s'incline de plus en plus ; tous sont embarqués, et j'attends la catastrophe.

Mais, à bord du *Rochebonne*, mes officiers sont là, ils m'appellent, me tendent les bras : « Commandant ! Commandant ! Venez, tout le monde est parti. » — Je fais signe que non. — Ma décision est prise.

Soudain, l'enseigne de vaisseau de la Fournière, et le matelot canonnier Ponte, remontent à bord du *Gaulois*, et, malgré moi, m'arrachent à mon bateau. Ils m'entraînent, me poussent sur le chalutier. Je me trouve sur le gaillard d'avant. Mes officiers me reçoivent dans leurs bras.

En même temps apparaissent sur la coque inclinée, les officiers mécaniciens Valo et Silvy, ils se laissent choir sur le *Rochebonne* par un filin. Mais je veux retourner à bord du *Gaulois*. On me retient encore : lutte d'affection de mes officiers. Je cède, et je cours alors sur la passerelle. Je serre la main du commandant, l'enseigne de vaisseau Robin, et je lui donne l'ordre de faire en arrière, à toute vitesse pour se dégager, car le *Gaulois* chavire.

Les amarres sont coupées à coups de hache, la machine fait en arrière, et le chalutier se dégage du cuirassé qui va mourir.

Le *Gaulois* oscille, s'incline. Un bruit sinistre de ferraille projetée se fait entendre. C'est le matériel qui démarre. C'est aussi le glas funèbre. Les pièces tournent sur leurs pivots, les tourelles pointent sur tribord.

Le *Gaulois* se couche. Nous voyons sa grande coque verte, émerger comme un gigantesqne poisson, son hélice babord,

l'eau rejetée par les pompes, la vapeur qui fuse en s'échappant.

Il est sur le flanc, se tourne lentement, la quille en l'air, il s'enfonce dans un grand remous et bouillonnement. La mer se referme, et couvre de son bleu de ciel l'épave du *Gaulois*, cependant qu'elle descend dans l'abîme.

Du chalutier part spontanément le cri de « Vive la France! » répété de toutes parts, à la surface de l'eau, des radeaux, des épaves où se cramponnent les gens, des embarcations du *Dard*. La sonnerie « Aux couleurs! » retentit.

C'est le clairon Bourtayre qui a évacué avec son instrument, et envoie le dernier salut, et le dernier honneur au pavillon du *Gaulois*. Une émotion intense m'envahit,... et je pleure mon bateau, et ceux que, peut-être, il entraîne avec lui dans ses flancs.

Mais il faut se ressaisir, les baleinières, et you-you des chalutiers et du *Dard* sont à l'eau, et recueillent les isolés sur les épaves, et le personnel des radeaux.

La chaloupe est amarrée à l'arrière du *Rochebonne* et le convoi fait route sur l'île de Milo, distante de 30 milles. Je jette un dernier coup d'œil sur ce qui fut le *Gaulois*.

Quelques épaves, morceaux de bois, radeaux, planches,... et c'est tout.

En route. A bord, chacun s'empresse à donner des vêtements à ceux qui sont mouillés, les chaufferies deviennent un séchoir.

Le lieutenant de vaisseau de Laboulaye, qui avait sauté de son lit pour aller à son poste, est enfin muni d'un pantalon et moi d'une casquette et de chaussures. Je fais demander par signal à bras à la *Marie-Rose* et au *Dard*, le nombre d'officiers et de marins recueillis. Allons! Je suis sûr que tous les officiers sont là, et, s'il y a des pertes parmi les marins, elles sont minimes, une dizaine au plus. Le mal est moins grand que je ne le craignais. Tous les passagers militaires qui ont été évacués des premiers dans la chaloupe, sont là, les deux Grecs aussi. La *Provence* va jusqu'au bout dans son hospitalité. L'enseigne de vaisseau Robin, qui commande le *Rochebonne*, sort toutes ses conserves et, la nature reprenant le dessus, nous faisons honneur à ce repas improvisé. L'animation et l'excitation sont grandes : chacun raconte ses impressions, donne des détails. Je prie mes officiers de recueillir immédiatement tous les ren-

seignements possibles sur la catastrophe, et de me fournir un premier rapport avant que les faits ne soient déformés et amplifiés par l'imagination. Mais la veille s'exerce sur les chalutiers, et, tout d'un coup, le périscope du sous-marin est nettement visible à 1 000 mètres de nous et faisant route comme nous. Sans doute il cherche à se mettre en position de tir, mais trop tard, il est vu. Le canon tonne, le *Dard* accourt à toute vitesse, et jette ses grenades. Il plonge, et ne reparaîtra plus. Mais à bord, quelles imprécations, quel torrent d'injures, pour les Boches, Guillaume, etc.! Le maître mécanicien Larnacé brandit la lame nue de son sabre, et menace vainement l'horizon.

Avec le commandant et les officiers, nous nous employons à rétablir le calme et l'ordre, à s'assurer que chacun a toujours une ceinture, et nous continuons la veille attentive.

Enfin voici Milo! A 3 heures, nous accostons le *Henri IV*. Le capitaine de vaisseau de Boissoudy vient à ma rencontre, et nous nous étreignons avec émotion. Tous mes officiers sont là et me reçoivent à la coupée. J'embrasse mon fidèle second, le commandant Rondeleux.

Par mes ordres, l'équipage est rassemblé sur la plage arrière, pour l'appel général aux postes de compagnie. Mais comment faire l'appel? Alors, un brave entre tous, le second maître-fourrier Cottin, s'avance et sort de sa vareuse la liste de l'équipage, pour l'appel.

Il était au poste central, et, ayant reçu l'ordre d'évacuer, au lieu de monter directement sur le pont, est allé au bureau d'administration, dans la batterie remplie d'eau, chercher le rôle d'équipage dont il était chargé, mais, ne pouvant l'emporter, a pris une feuille d'appel qui était prête. Cottin a fait plus que son devoir (1). Simplement, au péril de sa vie, il a assuré son service, jusqu'au bout. Je le lui dis publiquement.

Les présents sont nombreux à l'appel. Dieu soit loué! il ne manque que quatre hommes. Deux étaient dans le compartiment où la torpille est arrivée, et ont dû mourir sur le coup : ils sont morts à leur poste sans souffrance. Le quartier-maître mécanicien Eléouet et le quartier-maître torpilleur Arzel. Un autre a été vu voulant sauter dans le you-you qui a chaviré et

(1) Cottin n'a eu la médaille militaire pour ce fait qu'en 1920.

disparaissant sous lui. Un autre est tombé dans la baleinière, s'est blessé sur la cuirasse et disparaît à l'eau. Je regrette ces quatre marins, mais, néanmoins, ma satisfaction est grande : tout mon équipage est sauvé ! Les dispositions prises, les exercices n'ont pas été vains. Tout a bien fonctionné comme il était prévu, chacun a eu son poste, et a fait ce qu'il devait faire. Grâce à ce bon ordre, à cette méthode, à cette discipline, qui a présidé à l'évacuation, il n'y a pas eu de bousculade, d'affolement ! Les 790 hommes sont là. S'il y avait eu quelque infraction à la discipline, si la moindre impatience avait été montrée par les matelots pour se jeter dans les embarcations, ou si mon autorité et celle de tous les sous-ordres n'avaient été bien établies, il y aurait eu un plus grand nombre de victimes. Ce fut donc surtout à mon influence, à celle de mes officiers que les matelots doivent leur salut. Dans le commun danger, toutes les intelligences abdiquèrent, pour ne voir et n'agir que suivant les ordres et les règles précédemment établis. J'en suis fier et heureux.

Je monte sur la tourelle-arrière du *Henri IV*, et, une dernière fois, je contemple mon équipage. Ah les bonnes figures, les braves gens ! En tricot, pour la plupart, tête nue, ils me fixent. Je leur donne le résultat de l'appel, les félicite de leur sang-froid, de leur discipline, et j'exalte le courage pour les luttes futures. — « Sus aux Boches ! Vengeance ! Vive le *Gaulois !* Vive la France ! Vive le commandant ! » me répond mon équipage, et jamais ce cri ne fut plus doux à mon cœur.

Grâce au T. S. F. du *Henri IV*, je puis alors envoyer un long télégramme chiffré au commandant en chef, lui résumant la catastrophe et le sauvetage total.

A l'infirmerie, sont soignés quelques contusionnés et blessés, peu graves. Et, maintenant, je ne puis citer tous les actes de bravoure, mais, je ne puis les passer tous sous silence.

C'est le maître mécanicien Larrivée, qui, n'étant pas de quart, a fait mettre en marche tous les appareils d'épuisement, fermé les cloisons, a eu la présence d'esprit d'envoyer de la vapeur aux treuils pour débarquer les embarcations, et n'a évacué que sur ordre impératif, après une ronde générale. Ce sont tous ceux des machines et chaufferies. Vétérans du *Gaulois*, combattants des Dardanelles, vous avez servi votre bâtiment jusqu'au bout. Vous faites honneur à la marine ! Et, parmi les

officiers, l'enseigne de vaisseau Vétel, enseigne de détail, chargé de la sécurité, a fait son service, comme à l'exercice, calme et résolu. Il est venu me rendre compte que tout le monde avait évacué. Je lui ai ordonné d'aller s'en assurer encore. Je craignais de l'envoyer à la mort. Mais c'était le devoir.

Les mécaniciens principaux Valo, Silvy, Peletin, ceux-là sont restés à leur poste jusqu'après l'évacuation : ils ont pris toutes les mesures nécessaires, ont fait une dernière ronde avant de s'embarquer, pour s'assurer qu'il ne restait plus personne dans les machines et chaufferies.

C'est le commissaire de 1re classe Magnon-Puyo et le médecin de 2e classe Bardoul, évacuant sur leur dos des blessés, les amenant dans la chaloupe, et remontant ensuite à bord, et tous, officiers, sous-officiers, mécaniciens, quartiers-maîtres et marins, chacun à son poste, comme au jour de l'attaque des Dardanelles. Vous avez par deux fois ajouté une belle page à l'histoire de la marine et au vieux nom de nos ancêtres gaulois.

Cependant on s'occupe de nous loger à bord du *Henri IV* et de ses annexes, grâce à l'amabilité du commandant de Boissoudy, du capitaine de frégate et de ses officiers, qui font tout leur possible pour nous faire oublier les mauvaises heures que nous avons passées.

Je puis enfin penser aux miens. Ma chère femme, mes fils, un soldat, un marin, un autre à Paris ! Comment sauront-ils la fatale nouvelle ? Quelle émotion pour eux ! Quelle angoisse, s'ils ont un doute ! En même temps, je fais mon examen de conscience.

Ai-je rempli tout mon devoir ! Aurais-je pu sauver le bâtiment. J'interroge les uns et les autres ; on me rassure : on ne pouvait agir autrement. Le bâtiment avait trop peu de stabilité après son avarie. Les manœuvres de redressement qui auraient pu être envisagées eussent été longues, et sans effet, du moment que le pont cuirassé était crevé, et que la masse d'eau se précipitait au-dessus du centre de gravité, sans pénétrer dans les fonds, augmentait forcément la pression jusqu'au chavirement final. Mais, en ce qui me concerne, n'aurais-je pas dû rester à mon bord, ne pas l'abandonner, chavirer avec le bâtiment, quitte ensuite à me sauver si possible ? N'ai-je pas failli à mon devoir, à mon honneur militaire ? Ne va-t-on pas me le reprocher, un jour, au Conseil de guerre où je vais compa-

raître? Je me scrute, je m'interroge. En conscience, je crois avoir fait mon devoir, et, d'ailleurs, le résultat est là! Tous les hommes sont sauvés : ceux qui manquent n'auraient pu être sauvés, personne n'est resté à bord. Allons, ma conscience est pure. Mes fils n'auront pas à rougir de leur père.

Sur cette pensée réconfortante, je m'endors profondément après cette journée d'émotion, non sans avoir remercié Dieu de nous avoir tous protégés.

28 décembre.

Deux torpilleurs sont arrivés de Salamine pour nous emmener tous sur les cuirassés, où on trouvera des vêtements et on me conduira au commandant en chef.

Nous disons donc adieu à nos hôtes du *Henri IV*, et je donne le dernier ordre, comme commandant du *Gaulois*. Proposer la répartition de l'équipage, par spécialités sur les cuirassés, les marins restant encadrés avec leurs sous-officiers. C'est l'affaire du second et de l'enseigne de détail.

La traversée est rapide de Milo à Salamine où nous arrivons à trois heures. C'est bien fini du *Gaulois*, de son équipage, je le sens. Chacun n'est plus qu'un officier, un marin isolé, dont l'état-major va disposer suivant les besoins du service et pour combler les nombreux vides que l'insuffisance des effectifs maintient dans l'armée navale.

Le travail que j'avais fait faire est inutile : brutalement, un officier de l'état-major de la 2e escadre fait évacuer les navires par tranches, sans tenir compte des spécialités, et les envoie sur les cuirassés. Moi-même, je suis embarqué sur la *Justice*.

Je me rends à bord de la *Provence*, me présenter au commandant en chef, le vice-amiral Gauchet qui m'attend. J'arrive, sûr de moi; et son accueil achève de me rassurer. Il me donne l'accolade, me fait asseoir, et, sous son regard inquisiteur derrière ses lorgnons, je lui fais le récit des événements. Pas une observation, des signes d'acquiescement.

La rade de Salamine était occupée par les forces alliées franco-anglaises, dont les équipages avaient pris part à la malheureuse affaire du 2 décembre.

J'avais hâte de quitter cette rade et de rentrer en France. Avant le départ, une cérémonie religieuse rassemblait à bord de la *Justice* l'équipage du *Gaulois*. L'abbé Revel, aumônier

d'armée, dit une messe d'actions de grâces, au cours de laquelle, s'élevant aux plus hauts degrés de l'éloquence, il prononçait une petite allocution empreinte de patriotisme, de sérénité religieuse, de foi et de confiance. Des détachements et des officiers de tous les bâtiments y assistaient, et même du personnel de la légation. Ce jour-là, je vis pour la dernière fois mes marins du *Gaulois*. Après la messe, je les fis rassembler sur le pont et leur fis mes adieux. J'étais très ému, c'était bien la dernière fin de ce qui fut le *Gaulois*. Toutes les mains se tendirent vers moi, et comme les anciens Francs, nous criâmes tous : « Le *Gaulois* est mort, vive le *Gaulois!* » Il subsistera dans nos souvenirs et dans notre cœur, et cette heure me fut encore une fois douce et réconfortante : elle me montrait l'affection et l'estime de mes subalternes. A leurs yeux, j'étais resté le commandant, j'avais fait mon devoir, je les avais sauvés.

6 janvier 1917.

Je prends passage sur l'*Édouard Cordière*, petit vapeur, qui faisait la route entre Salamine et Argostoli, où était la première division. Nous sommes très nombreux à bord : officiers, soldats, mousses.

7 janvier.

Argostoli, dans l'île de Céphalonie, était le lieu de station d'une partie des cuirassés. La grande rade, bien abritée, offrait un refuge sûr aux bâtiments, et servait de base à l'armée navale. L'évacuation des Serbes sur Corfou avait amené l'occupation de l'île, et, d'ailleurs, la rade de Corfou se prêtait à tous les exercices, évolutions, que demande le maintien en haleine d'une escadre. La 1re escadre séjournait donc à Corfou, la 2e à Argostoli.

Le contre-amiral Amet y commandait. Lui aussi me reçut très aimablement et m'invita à déjeuner avec les commandants Delzons, Bernard, Ratyé. Je dus une fois de plus faire le récit du torpillage, et discuter les enseignements à en retirer. Mes camarades et l'amiral me félicitent chaudement de l'heureux résultat du sauvetage de tout l'équipage et on me communique deux télégrammes dans le même sens, du contre-amiral Fatou, et du contre-amiral Salaün. Il est certain que l'événement fait sensation, les torpillages étant, hélas! fréquents, et faisant de

nombreuses victimes. Récemment encore le *Bordigala* avait été coulé, le personnel sauvé ramené à Argostoli et Corfou. La catastrophe du *Gaulois*, sans victimes, impressionne tout le monde et montre qu'avec une bonne organisation, une bonne préparation du sauvetage, de la discipline et des cadres sûrs, on peut réduire considérablement les pertes. Le *Gaulois* ouvre la voie dans cet ordre d'idées, montre ce qui pouvait être fait. J'en suis fier et réconforté du suffrage unanime de mes camarades et de mes chefs.

Le ministre me fit appeler à Paris. Je vis donc l'amiral Lacaze, et lui fis le récit détaillé de la catastrophe.

L'amiral Lacaze me dit simplement : « C'est bien », et m'annonça qu'il allait me renommer au poste de commandant de la défense contre aéronefs, que j'avais, dit-il, « brillamment occupé » et qui allait devenir vacant.

Nous étions en temps de guerre : je n'avais ni à accepter, ni à refuser un poste quelconque. Je m'inclinai donc devant le Ministre, et me retirai.

Le 27 mars 1917, trois mois, jour pour jour, après le torpillage, je passai devant le conseil de guerre à Toulon, pour répondre de la perte de mon bâtiment. Le vice-amiral Chocheprate présidait, entouré des contre-amiraux Daveluy, Bousicaux, Habert, Lefèvre.

Je fus acquitté et félicité par le président du Conseil de guerre, parlant au nom de tout le tribunal, et par tous les camarades présents.

Après le commandement du *Gaulois*, je fus nommé, en juillet 1917, au commandement du croiseur cuirassé *Jules Ferry*, puis, en mars 1918, du cuirassé le *Courbet*. Je continuai donc à naviguer, et ne quittai le service à la mer, qu'après l'Armistice en janvier 1919.

COMMANDANT MORACHE.

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

UN PETIT-FILS DE LUCRÈCE

M. DE LORENZO

Aimez-vous les romans, j'entends les vrais romans, qui nous arrachent puissamment à la vie de tous les jours et nous promènent à leur guise dans le monde imaginaire, comme sur l'aile de l'hippogriffe ? Aimez-vous les histoires qui nous font éprouver l'émerveillement et la terreur des contes de nourrice, les histoires de la naissance et de la fin des choses, et de tout cet inconnu devant lequel nous retrouvons la curiosité de l'enfance ou des premiers hommes ? Aimez-vous cette poésie, la seule qui en vaille la peine, non les petites chansons de l'individu qui module ses plaintes sur la flûte, mais celle qui raconte les émotions de l'homme devant le mystère universel, devant les phénomènes de la nuit et du jour, des météores et des tempêtes, et qui a fait sortir du spectacle de la nature les genèses et les théogonies, la notion des éléments, des nombres et des dieux ? Aimez-vous le poème d'Hésiode ou l'églogue de *Silène* ? Alors, vous goûterez comme moi le morceau que voici :

On croyait généralement jusqu'à ces dernières années que la fin de la vie terrestre proviendrait de la perte de la chaleur solaire. Mais les recherches récentes sur les corps célestes les plus voisins de nous, et particulièrement sur Mars, nous montrent que cette hypothèse du refroidissement pourrait bien ne pas être le destin immédiat d'une planète du système solaire, dont l'atmosphère est un puissant réservoir de calorique, mais qui demeure néanmoins

sujette à d'autres causes de mort, ou lente ou violente, toujours suspendues dans l'espace où notre globe se meut et tourne avec un rythme immense.

Parmi les causes de mort violente, s'est toujours présenté, depuis l'antiquité, le cas d'une rencontre de la terre avec une comète : et c'est pourquoi l'apparition des astres chevelus s'accompagne toujours d'angoisse et de terreur, — terreur qui fait sourire ceux qui savent de quelle subtile matière sont faites les vagabondes visiteuses, et qu'il ne résulterait autre chose de leur rencontre qu'une pluie d'étoiles filantes. Mais il y a dans l'espace d'autres corps invisibles, de masse et de vitesse incalculables, dont le heurt volatiliserait en un instant la terre et le soleil même, avec son éclatante couronne de planètes et de satellites. Ce sont les soleils morts, les monstrueux mondes noirs qui circulent dans l'espace aveugle, parmi les mondes vivants, et dont, de loin en loin, les chocs et conflagrations forment ce que nous appelons les « étoiles nouvelles » : lueurs subites et splendides, qui bientôt s'évanouissent et s'effacent à nos regards. Peut-être ces grandes épaves sont-elles les plus nombreuses, comme il y a sur la terre plus de morts que de vivants, et les chances de collision d'autant multipliées. C'est sans doute à l'un de ces heurts qu'il faut rapporter l'origine de notre système solaire. Deux anciens soleils se fracassèrent ou s'abordèrent : ce fut à la fois une fin et un commencement. Fatale au couple détruit, cette conjonction fut le principe d'une prodigieuse naissance cosmique. Le globe le plus résistant continua dans l'espace sa course ténébreuse, la masse principale du second forma notre soleil, les autres morceaux devinrent les planètes, et les petits éclats, la cendre des météorites : et ce nouveau système commença dès lors un nouveau cycle de révolution céleste.

Mais cette catastrophe dramatique n'est pas la seule concevable : on peut imaginer une mort lente, une extinction graduelle, une mort par la soif. L'auteur nous fait assister, grâce aux descriptions de Lowell, au spectacle qu'offre la planète Mars, vue par les puissants télescopes de l'observatoire de Flagstaff : il nous montre les irisations de cette grande opale, les nuances enchanteresses dont se pare l'astre au teint de safran. Mais que veulent dire ces teintes séduisantes, semblables au chatoiement du cou de la tourterelle? Ces gammes de nuances exquises sont les couleurs de l'agonie.

Mars, qui est plus petit que la terre, a déjà perdu la plus grande partie de son *hydrosphère*, c'est-à-dire l'élément liquide, prin-

cipe essentiel de la vie. Résorbée par le sol ou évaporée dans le vide, l'eau de ses mers s'est évanouie ; ses océans se sont desséchés, ses rivières taries, ses continents changés en déserts où tournoient des tempêtes de sables. Ce qui subsiste de vapeur d'eau dans l'atmosphère martienne se condense et fond tour à tour à chaque pôle sous forme de calottes glacées. Cette eau provenant de la fonte des glaces entretient les suprêmes restes de vie qui luttent et halètent encore sur la planète moribonde. Des canaux gigantesques, d'immenses ouvrages hydrauliques, courant d'un pôle à l'autre, enveloppent la planète et répandent la fraîcheur qui nourrit les oasis, refuges des derniers vivants, et qui seront leurs cimetières, le jour où ce reste d'humidité aura achevé de disparaître.

Un destin semblable attend la terre ; et passant en revue, dans un tableau mélancolique, les plus vieilles civilisations, celle de l'Égypte et celle de la Mésopotamie, où furent Ninive et Babylone, celle de la Palestine, dont les vallées pierreuses ruisselaient de lait et de miel, celles du Turkestan et de l'occident de la Chine, parcourant l'univers du Penjab à l'Arizona, l'auteur montre le cercle grandissant de cette lèpre, cet anneau des déserts « pareil à l'enroulement meurtrier d'un boa » ; et il conclut :

L'indicible effroi du désert a donc, en quelque sorte, une origine cosmique, puisqu'il ne s'agit pas d'un fléau local, momentané, mais d'un mal général, fatal, qui est l'inexorable asphyxie de notre monde. L'épithète d'*altérée*, qu'Horace donne à la Pouille, deviendra un jour celle de notre planète agonisante. Les déserts, qui existent et croissent à la surface de la terre, sont peut-être le symptôme de sa fin qui approche. Ce sont les premiers stades de la disparition de l'eau. La force qui réduit les forêts en prairies et en steppes, les steppes en déserts, s'attaquera au fond des océans, quand ceux-ci auront perdu les mers qui les alimentent, et nos dernières gouttes d'eau seront pour nos descendants une liqueur dont ils seront aussi avares que les Martiens. Et quand toutes les étendues liquides se seront dissipées dans les espaces stellaires, quand les suprêmes réserves internes auront fait explosion dans les derniers volcans, comme nous le voyons dans la lune, la terre roulera dans le vide à l'état de cadavre, en attendant quelque nouveau choc et quelque conflagration qui la fasse voler en éclats, l'enflamme et la revivifie.

Voilà de l'imagination ! Faut-il faire remarquer la beauté de l'arabesque, le rythme de la ligne qui ramène tout à coup à la fin du développement le thème du début et la vision du cata-

clysme, comme une marche funèbre encadrée entre deux coups de cymbales ? Cette force de construction est ce qui s'appelle le style : l'homme qui a écrit cela est un artiste. Quelle idée de réserver ce mot aux conteurs d'anecdotes, aux écrivains dits « amusants » (s'ils l'étaient seulement toujours !) Quelle absurde conception de la littérature ! On ne me fera pas médire de *Peau d'Ane*. Je tiens le talent de conter pour un des plus beaux présents que le ciel puisse faire aux mortels : mais ne méprisons pas les autres. Clio, Uranie sont des Muses : ne laissons point dépareiller la troupe des neuf sœurs.

L'auteur du morceau qu'on vient de lire est un géologue italien, M. Giuseppe de Lorenzo. Ses compatriotes le tiennent pour un de leurs meilleurs écrivains : quoique jeune, ils l'ont fait sénateur ; Rome décerne des honneurs romains. Cependant je ne l'eusse pas connu sans M. André Maurel. C'est l'auteur des *Petites villes d'Italie* qui m'a engagé à lire l'auteur des *Champs Phlégréens* et de *la Terre et l'Homme* (1). Je lui en dois une gratitude que je tiens à marquer ici. Les histoires les plus romanesques ne sont rien, je le déclare, auprès des aventures merveilleuses de la terre. Pendant cinq cents pages, M. de Lorenzo nous tient sous le charme. On va de surprise en surprise. C'est une suite d'hypothèses qui enchantent comme des fables. Cette vieille machine vermoulue devient un théâtre de féerie. Saviez-vous que la lune est la femme de la terre, une vraie Ève arrachée d'une côte de notre globe ? La trace de la cicatrice est encore visible dans la grande fosse du Pacifique. Si c'est là de la science, que sera la poésie ?

Mais je ne suis pas spécialiste, et si le roman de la terre me divertit, je suis bien plus curieux encore de connaître l'histoire de l'historien. Comment un petit paysan de Lagonegro, village de la Basilicate, devait-il être touché par le démon de la science, et devenir un jour un des premiers géologues de sa génération ? Tout enfant, il avait déjà une curiosité singulière pour le monde des pierres ; il y trouvait d'abord, comme tous

(1) Giuseppe Brindisi, *De Lorenzo*, 1 vol. de la collection : *Contemporanei*, G. Casella édit., Naples, 1923. — G. de Lorenzo, *La Terra e l'Uomo*, *Leonardo da Vinci e la geologia*, *Shakspeare e il dolore del mondo*, N. Zanichelli, édit. Bologne ; *India e buddhismo antico*, 4e édit., Gius. Laterza, édit., Bari, 1920 ; Cf. André Maurel, *Petites villes d'Italie* (*Calabre*, *Sicile*), Hachette, édit. ; *La Jeune Italie*, Émile-Paul, édit., 1918.

ses pareils, une variété infinie d'armes et de ressources; les cailloux sont pour l'enfance le premier et le plus beau magasin de jouets; tout homme à cet égard traverse l'âge de pierre. Mais il portait en outre à ces objets de ses jeux un intérêt contemplatif qui lui en faisait discerner les formes et la nature; déjà s'éveillait à son insu l'instinct de l'observateur.

Il était encore tout petit quand il vit un volcan.

On me menait au bord de la mer, par l'antique chemin muletier de Lagonegro à Maratea : petit coin de terre de Lucanie sur la côte tyrrhénienne; et j'étais si petit, que mon père me tenait entre ses bras, assis sur l'arçon de sa selle. Je n'avais encore vu que d'âpres profils sauvages, pareils à ceux de mes montagnes natales. Et voilà que tout à coup, au sortir du val de Trecchina, j'aperçus devant moi une chose inconnue, étonnante, majestueuse, une vision dont j'ai encore dans les yeux, à tant d'années de distance, l'image indélébile, — une immensité calme, une vaste fuite bleue dont le bord, là-bas, touchait le ciel. C'était la mer. Tout au fond, sur cette ligne impalpable d'horizon qui séparait l'un de l'autre les deux éléments fluides, se détachait distinctement un petit triangle très net, un cône qui tranchait vivement sur le vide de l'espace splendide. « Le Stromboli », dit mon père; et il se mit à m'expliquer que c'était une montagne au milieu de la mer, dont la tête crachait du feu et de la fumée. Cette pyramide singulière, son nom bizarre, qui me rappelait celui de la toupie (*strùmmolo*, dans le dialecte de mon pays), l'idée de ce feu souterrain, de ce foyer ardent entre la mer et le ciel, provoquèrent en moi une surprise, une stupeur, une extase d'admiration.

Presque semblable fut ma première impression d'un tremblement de terre. C'était la nuit. Une sensation étrange m'éveilla en sursaut; j'entendis un long hurlement de chiens et de voix humaines, puis mon nom, et me voilà jeté vivement sur la place, où déjà se bousculait tout le village; beaucoup se souvenaient encore de la grande secousse de 1857, où plus de douze mille personnes, dans les villages des environs, étaient demeurées sous les décombres. Moi, je ne savais rien, je n'avais pas de souvenirs et ne voyais rien d'extraordinaire. Au-dessus du tumulte effrayé de la foule, je voyais luire comme toutes les nuits les feux purs des étoiles et tout autour du village en rumeur s'élever, solennelles et sévères comme toujours, les formes des montagnes familières. Et je me figurais dans ma tête d'étranges images de ce monstre inconnu, de ce puissant génie souterrain qui, sans changer beaucoup l'aspect naturel des choses, secouait le sol, faisait crouler les maisons, périr les hommes et les bêtes. Et de nouveau une grande stupeur, une admiration immense occupaient mon esprit.

Comment ces impressions naïves se changèrent peu à peu en passion de connaître ; comment se précisa la vocation du géologue, c'est ce que M. de Lorenzo nous laisse à deviner. Sa jeunesse pouvait présager un avenir de poète ; ses maîtres de l'Université de Naples en décidèrent autrement. Cette génération, fille de l'unité italienne, grandissait sous le signe de la Science : elle demeure marquée de cette foi dans l'esprit humain, qui avait été la religion de Taine et de Renan. A vingt ans, aux environs de 1892, M. de Lorenzo publiait ses premiers travaux, consacrés à la Lucanie et à la Basilicate, et qui renouvelèrent notre connaissance de l'Italie méridionale. Cette région peu fréquentée lui offrait un champ vierge et fertile en trouvailles ; et déjà par de beaux mémoires sur le Sirino et le Vulture, il abordait ses recherches sur l'orogénie des volcans.

Peut-être n'y a-t-il pas au monde de spectacle mieux fait pour les rêveries profondes de la géologie, que celui de cette partie de la péninsule italienne, dont la baie de Naples est le joyau. Cette baie, coupe ravissante moulée sur un sein de déesse, qui s'étend depuis le cap Misène jusqu'aux pointes de Sorrente et de Massa, avec ses îles d'Ischia et de Capri, est un paysage marqué d'une immortelle empreinte de volupté. C'est là que l'antiquité, sur la mer alcyonienne, imaginait ces femmes-oiseaux dont personne n'entendait impunément la voix ; l'étranger aujourd'hui encore secoue mal le sensuel enchantement de la Sirène.

Mais ces lieux d'une beauté fameuse, ces bords que l'artiste divin semble avoir ciselés comme le lit de l'amour, sont aussi le théâtre de forces redoutables, obscures, mystérieuses. Sur tout ce paysage règne l'ombre du Vésuve. L'imagination des poètes plaçait dans ces parages les forges des Cyclopes, les combats monstrueux de la Gigantomachie, les révoltes des fils violents de la Terre. Sur le sol tremblant des solfatares, sur ces Champs Phlégréens, agités, crevassés, semés de pustules et de cratères, sommeillent des lacs noirs pleins de songes funèbres ; là se trouve l'Averne, porte du sombre Hadès, empire de Pluton et de Perséphone. Les désastres célèbres d'Herculanum et de Pompéi, les cités englouties avec leurs arts et leurs plaisirs, les pampres de la joie qui de nouveau se suspendent aux flancs de la montagne paisible et meurtrière, offrent d'une manière frappante la pensée de l'insignifiance et de l'incertain de la vie,

l'idée d'un pouvoir sans mesure qui poursuit sans souci de nous ses fins inconnaissables. Nulle part l'existence n'apparaît à la fois plus délicieuse et plus instable, flottant comme une rose effeuillée sur le sourire de l'abîme. Le paysage lui-même, sujet à de brusques révolutions, n'y a pas plus que le reste le caractère de la fixité. Si bien que le golfe merveilleux, sa mer et ses montagnes, ses rochers et ses îles ne semblent plus qu'une illusion, un monde de phénomènes jeté comme un pont étincelant sur une réalité féroce ou indifférente, sans plus de permanence que les remous d'un torrent, dont l'eau change de seconde en seconde en reproduisant toujours les mêmes arabesques, ou que la forme de l'arc-en-ciel qui peint sa courbe charmante sur le tulle des gouttes de la pluie.

De ces bords enchantés jaillirent quelques-uns des chants les plus désespérés du monde, des accents d'une impérissable mélancolie. Ici le poète du néant, le grand Leopardi, composa ses poèmes les plus sombres et les plus nihilistes. Mais une autre école de penseurs fleurit autrefois sur ce sol fécond de la Grande-Grèce. Dans ces riches cités disparues de la côte tyrrhénienne, Sybaris, Héraclée, Métaponte, s'ébauchèrent jadis de grandes philosophies ; c'est ici que la pensée humaine essaya de percer le secret de la nature. Là se créèrent les physiques puissantes d'Empédocle et d'Anaximène, les premières hypothèses sur les éléments et les premiers systèmes rationnels de l'univers. Ici Héraclite, devant les apparences décevantes, dénonça l'éternel écoulement des choses et la pensée souveraine conçut les lois d'un monde d'où sont absents les dieux.

Cette philosophie semble renaître, par un phénomène d'atavisme, dans les écrits de M. de Lorenzo. C'est ce qui, autant que leurs sujets, leur donne leur physionomie spéciale, leur caractère italien. On croirait lire parfois quelque fragment des *Tusculanes*. Ce mélange de la science et de la poésie nous semble peut-être un peu étrange. Je ne sais si un savant français oserait se permettre tant de vers dans un traité de géologie. Il craindrait le reproche de « littérature ». Peut-être que c'est nous qui avons tort. Cette spécialisation excessive ne va pas sans inconvénients ; le divorce de la science et de la poésie est une perte pour l'esprit humain. Ces deux formes de la pensée ne devraient jamais être séparées. La poésie, sevrée

de tout élément sérieux, n'est plus qu'un jeu, une vaine musique qui mérite le dédain de l'humanité pensante; quant à la science, elle n'intéresse que dans la mesure où ses conclusions touchent la destinée, où elle s'occupe des problèmes essentiels de l'humanité. C'est de cette grande manière que les anciens, à l'origine, avaient conçu la poésie. Rien de plus beau dans l'antiquité que le poème de Lucrèce. Un seul poète, parmi les modernes, était né avec le génie de faire, sur les systèmes de Locke et de Newton, ce qu'avait fait Lucrèce avec la physique d'Épicure : André Chénier mourut sans achever son grand poème, dont il n'a eu le temps d'ébaucher que des fragments.

Il me semble retrouver parfois dans la noble prose de M. de Lorenzo un écho de cette poésie classique, des accents de ce naturalisme antique, dont le *De Natura rerum* demeure le chef-d'œuvre. Il est impossible de lire certains chapitres de *la Terre et l'Homme*, par exemple le merveilleux chapitre sur la poussière, sans songer aux endroits où Lucrèce nous expose la théorie des atomes. On sait gré à ce savant, qui a consacré tant d'études aux montagnes de son pays, de chérir, d'honorer les hommes qui ont vu et aimé les mêmes choses avant lui; il nous plaît que la vue du Sirino et du Vulture lui rappelle une strophe d'Horace, le poète de Venosa, ou quelques hexamètres de Giordano Bruno, le moine panthéiste de Nole. Ce sont chez lui des formes du patriotisme : dans ces grandes mémoires des hommes de sa race, M. de Lorenzo reconnaît un accord, une harmonie qu'il retrouve en lui, entre les formes de la pensée et celles de la nature. Le même génie renaît de ce sol éternel. M. de Lorenzo n'est pas un savant sans culture. Il ne partage pas ce préjugé des hommes de science, qui les porte au mépris ou à l'ignorance du passé; il ne croit pas que la raison ait fait de grands progrès, qu'elle soit aujourd'hui plus puissante qu'elle n'a été dans les grands hommes d'autrefois.

Cette piété, cette gratitude pour ceux qui nous ont précédés, sont un des plus beaux traits de M. de Lorenzo; elles lui prêtent sa figure de savant humaniste. Il y a un certain humanisme de la science, qui a été une des plus belles traditions de la Renaissance, une certaine universalité, une sympathie générale pour tous les produits de l'esprit, qui se sont malheureusement perdus et qu'émiette, désagrège chaque jour davantage

la funeste division du travail. Ce n'est pas sans plaisir qu'on retrouve chez le géologue napolitain cette belle disposition de l'homme qui ne tient rien d'humain pour étranger; il ne s'intéresse pas uniquement aux pierres formées par la nature; le marbre de Carrare ne lui semble jamais plus beau que lorsque Michel-Ange y imprime sa pensée. En véritable Italien, il goûte les arts, la musique. Il a écrit quelques-unes de ses plus belles pages sur les figures allégoriques des tombeaux des Médicis, et il compare naturellement les « rides de la terre », les plis montagneux qui racontent l'histoire de la planète, aux sept rides profondes qui ravinent le front du grand sculpteur et où nous lisons le secret des tourments de son vaste esprit.

Mais parmi les penseurs chers au géologue de Lagonegro, il n'en est pas de plus proches de lui que les philosophes allemands. Tout jeune, il lut Schopenhauer, qui venait de mourir et dont l'influence fut si grande aux environs de 1880. Le pessimisme grandiose du maître de Francfort, propagé par la musique de *Tristan* et du *Ring*, produisit à cette époque l'effet d'une révélation ; c'était une religion, qui avait son culte à Bayreuth. On ne doit pas se scandaliser d'un charme tout-puissant, auquel n'échappa pas la France : le prestige du vainqueur, qui se fit sentir à nous-mêmes, ne devait pas agir moins fortement sur l'Italie. Il y a toujours eu une Italie gibeline, une vieille mémoire du Saint-Empire et de l'Aigle à deux têtes, dont l'une était romaine et l'autre germanique; cette prolongation de l'ombre des Césars dans la politique du moyen âge a laissé dans la péninsule des traces ineffaçables. Frédéric Barberousse, le héros du *Novellino*, est encore populaire à Naples. Bien entendu, tout ceci ne va pas sans nuances; M. de Lorenzo ne fut jamais servile admirateur de l'esprit allemand. Il en raille le manque de finesse, la présomption, le pédantisme. Et, la guerre venue, il prit sans hésiter le parti de la gloire; il ne lui souvint plus que de Marc-Aurèle, mort à Vienne, en faisant du Danube la frontière de la paix romaine.

Cependant, il faut bien marquer le goût qui porte ce Latin vers la grande nation d'au delà des Alpes, vers la *cognata* ou la « *sorella germanica* ». Ce géologue, qui écrit l'allemand comme l'italien, et qui a publié une partie de ses travaux dans les revues d'Iéna ou de Berlin, trouvait en Allemagne une pensée jumelle de la sienne. Les grandes rêveries sur l'origine

des choses, les systèmes monumentaux, les métaphysiques qui embrassent l'ensemble de la nature et renferment dans une formule le mot de l'univers, sont l'art allemand par excellence ; c'est la poésie nationale. Avant d'être le critique de la raison pure, Kant a été le « secoueur de mondes », l'inventeur de l'hypothèse de l'explosion solaire et l'auteur de traités sur l'âge de la terre. Gœthe lui-même a écrit sur les minéraux, les plantes; sa poésie est pleine du *cosmos*. Où trouver, même chez Voltaire, ces grandes vues naturalistes qui abondent dans l'œuvre du Jupiter de Weimar? Ce sentiment du *fieri*, de l'éternel devenir qui est le fond de la pensée allemande; cette notion du fuyant, de l'instabilité des choses, de l'inconnaissable qui nous entoure, cette idée chère à Gœthe que « tout ce qui passe n'est que symbole » et, comme conséquence, ce sentiment du *Weltschmerz*, de l'immense désespoir qui émane du néant ou de l'illusion universelle, tout cet esprit « faustien » qui remplit la philosophie germanique, étaient autant de traits qui ne pouvaient manquer de séduire M. de Lorenzo : c'étaient des analogies, des affinités électives qui devaient le mettre à l'unisson des grands maîtres du Nord.

Mais voici le curieux de l'histoire, et le point par où la vie de notre auteur touche au roman : c'est l'étrange aventure qui devait transformer ce géologue en une sorte d'apôtre bouddhiste. A quinze ans, l'excellent manuel de Carlo Puini lui était tombé entre les mains, et bientôt après il s'était enivré de ce qu'il y a de bouddhiste dans les aphorismes de Schopenhauer. Un de ses amis, Émile Böse, avec qui il allait, inventoriant la faune fossile de la Basilicate, lui parla du savant viennois, Karl Eugen Neumann, qui avait entrepris de traduire en allemand le canon des discours de Çakya-Mouni, dont le texte *pâli* venait d'être publié pour la première fois à Benarès en une trentaine de volumes. C'était le moment où une série de découvertes faites dans le Nepâl nous rendaient, dans leur vérité historique, les premiers siècles du bouddhisme, les ruines de Kapilavatthu et le berceau du grand ascète; une part de ses cendres, des inscriptions d'Açoka, le Constantin de l'Inde, étaient exhumées de terre; le bouddhisme ressuscitait de ce sol qui fut sa patrie, et d'où l'invasion arabe en avait effacé le souvenir. Les voyages d'Aurel Stein au Thibet, ceux de Foucher au Gandhâra, ceux de M. Paul Pelliot dans la Chine septentrionale,

remettaient au jour d'anciens temples, les vestiges d'une civilisation oubliée ou anéantie. Le profond Orient sortait de l'ombre, comme un continent disparu, une moitié de l'univers rendue à la lumière. La guerre russo-japonaise, le retentissement des batailles de Port-Arthur et de Moukden, signalaient la renaissance de ces peuples lointains, l'avènement du drapeau que timbre le disque écarlate, le *banzaï* de l'Empire du Soleil Levant.

Cet ensemble de faits frappa vivement M. de Lorenzo. Son amitié avec Neumann, dont il traduisit à son tour le monumental répertoire de textes bouddhiques en italien, devint l'événement capital de sa vie : ce qu'est pour d'autres la rencontre d'une femme, cette découverte le fut pour lui. A dater de ce jour, le bouddhisme devient le pivot de ses idées. Je ne puis insister sur cette partie de ses écrits, beaucoup moins neuve pour nous qu'elle ne l'est pour le public italien. Le beau livre sur *l'Inde et les origines du bouddhisme*, publié en 1904, est un exposé remarquable de nos connaissances actuelles sur l'histoire et sur la doctrine du Sage de Kapilavatthu ; on y trouve condensées, dans un récit de belle architecture, les données les plus récentes de la science et de la critique. Mais un tel livre apprend peu de chose à des lecteurs pour qui les études de Burnouf et de Stanislas Julien sont depuis longtemps classiques, ou qui du moins en ont absorbé la substance dans les articles célèbres de Renan et de Taine, et jusque dans les poèmes de l'auteur de *Baghâvat*.

Il n'en allait pas de même en Italie, et M. de Lorenzo conserve le mérite d'avoir initié les lecteurs de son pays aux études bouddhiques. Quels rapports ne devait pas trouver le géologue entre sa conception des choses et la doctrine de l'Illusion universelle ! Certaines intuitions scientifiques du Sage hindou, son doute transcendant, sa manière vertigineuse d'abolir la durée, de détruire toute notion de substance et de réalité, de considérer les millénaires comme des instants imperceptibles dans le torrent qui emporte la figure de l'univers, cette critique radicale qui réduit toutes les apparences à un rêve, à une création du désir, à une fantasmagorie sans auteur et sans but, dont l'unique issue est le détachement, l'extinction, le *nirvâna*. toute cette philosophie s'adaptait à miracle aux vues de M. de Lorenzo ; il y trouvait les formules saisissantes, pronon-

cées il y a vingt-cinq siècles, des aperçus modernes sur la constitution du globe. Ce rocher, ce bloc de granit, d'un mille de côté, qu'effleurerait tous les cent ans une écharpe de soie, et qui se trouverait usé par ce contact, comme les plus hautes montagnes se dégradent peu à peu sous l'action insensible des causes atmosphériques ; la vision des sept soleils dont le dernier n'éclairera plus qu'une planète décrépite, informe, sans relief, d'où les eaux se seront taries et les monts effacés, — ces spéculations immenses, ces façons de concevoir les dimensions énormes des périodes géologiques, ces images écrasantes de la vanité de tout, avaient de quoi enchanter un géologue accoutumé à calculer par millions d'années, et pour qui les siècles sont moins que les secondes et que la poudre de l'horloge à sable.

Dès lors, la doctrine du bouddhisme lui apparaît la clef de voûte, le sommet de la pensée : tel l'Himalaya, « toit du monde », au-dessus des autres montagnes. Ce n'est pas tout : par une vue hardie de géologue, qui rattache toutes les montagnes, de l'Atlas au Thibet, en passant par les Alpes, les Carpathes et le Caucase, à un même système, à un même gigantesque soulèvement orogénique, il imagine une sorte d'unité du même genre, une chaîne de pensées qui relierait entre elles les grandes philosophies de la terre et en ferait plus ou moins des dépendances du bouddhisme. Les deux moitiés du monde, l'Orient et l'Occident, ne sont plus séparées ; leur double histoire découle d'une même source et se développe sur le même plan : c'est le double versant de la même cime. A l'origine des écoles de la Grande-Grèce, ne trouve-t-on pas la figure hiératique de Pythagore, avec son ascétisme et sa doctrine hindoue des renaissances successives? Ne voyons-nous pas les rapports de la Grèce d'Alexandre avec le monde de l'Indus et du Gange ? Ne devinons-nous pas ce qu'il a pénétré de reflets du catéchisme bouddhique dans la pensée palestinienne et dans l' « essénianisme » de Jean-Baptiste et de Jésus?...

Je n'ose m'aventurer plus loin sur ce terrain de la critique religieuse et dans ce domaine séduisant, mais infiniment délicat, des religions comparées. J'ai peur de manquer des lumières que possède sur ce point M. de Lorenzo. Je crois reconnaître, sous une forme un peu renouvelée, quelques idées assez anciennes, et en particulier celles de Voltaire et de Gobi-

neau. La supériorité de ces étranges religions athées, qui sont celles de l'Inde et de la Chine, le prix de la morale « laïque » de Confucius, l'idée que le grand Lama du Thibet vaut bien le pape, voilà des traits qui se rencontrent à toutes les pages de l'*Essai sur les mœurs* et du *Dictionnaire philosophique*. Nulle part on n'a exprimé plus fortement l'aversion pour ce qu'il traîne dans le christianisme d'éléments sémitiques. La même conception aristocratique du monde se retrouve chez l'auteur de l'*Essai sur l'inégalité des races*, dans son horreur pour le côté démagogique du christianisme, dans son admiration sans mesure pour l'Arya, seule noblesse humaine : idées bien connues, qui sont le fond des maximes de Nietzsche sur la morale des esclaves et la morale des maîtres. En lisant les critiques de M. de Lorenzo sur la « machinerie enfantine » de la *Genèse*, sur le « mélodrame » du Déluge, sur ce Dieu d'Israël qui n'a que la « colère et la vengeance » à la bouche, on a l'impression de relire les vieilles railleries du patriarche de Ferney, et ses emportements contre le « Dieu des juifs » et la « religion de la canaille »; peu s'en faut qu'il ne considère le christianisme comme la grande erreur de l'Europe, la tare et le péché originel de l'esprit humain.

En deux mots, il pense là-dessus en homme de la Renaissance. Il lui arrive de parler des « ténèbres du moyen âge » et de ces siècles d'obscurantisme qui ont retardé de mille ans la marche de l'esprit humain. Je ne me donnerai pas la peine de réfuter ce préjugé, qu'on s'étonne de trouver encore sous la plume d'un homme cultivé. M. de Lorenzo devrait savoir que, sans ces moines qu'il méprise, nous n'aurions plus une ligne de ses chers anciens, et que grâce à eux seuls il a survécu quelque chose, à l'époque barbare, dans le grand naufrage de l'antiquité; il devrait savoir que le moyen âge a connu l'Orient, et que les pauvres gens à qui était contée la légende des Saints Barlaam et Josaphat, ou qui en reconnaissaient l'image sur un tombeau, comme à Joigny, avaient sur le génie du bouddhisme, sur la pitié et la misère essentielles de la vie, des idées plus précises que n'en ont la plupart des professeurs de géologie dans notre siècle de progrès. L'admirable *Dit des trois morts et des trois vifs*, si populaire à la même époque, et qui forme l'épisode principal des fameuses peintures du *Campo Santo* de Pise, communiquait au moindre

chrétien, à la moindre femmelette de ces âges d'ignorance la part éternellement humaine de l'histoire de Çakya-Mouni. On est fâché de le dire à M. de Lorenzo : le moyen âge, avec ces deux fables, en savait aussi long sur l'Inde, que nous autres avec les nouvelles de la presse et du télégraphe. Il n'est pas jusqu'à ces Croisades, que M. de Lorenzo reproche au christianisme aussi injustement que le fait Voltaire, qui en réalité n'aient servi de trait d'union avec l'Orient. Dans ce duel séculaire avec le monde arabe, non seulement l'Europe a sauvé son indépendance : elle y a puisé mille idées, mille thèmes plastiques et poétiques (y compris, nous le savons, les visions de Dante). Elle s'est connue elle-même en connaissant son adversaire. L'Orient est devenu une de ses rêveries.

La vérité est que l'auteur a peu le sens du christianisme. « L'Italie, dit Renan, n'a presque pas eu de moyen âge. » Cela est vrai surtout de cette Italie méridionale, si longtemps arabe, sarrazine, sur cette terre de Capoue où la sculpture antique semble renaître d'elle-même, où les églises gothiques ont toujours fait l'effet d'une importation étrangère. Le christianisme, sur ce sol païen, n'a fait que déposer un vernis superficiel, une couche de merveilleux qui dissimule à peine les antiques cultes indigètes. M. de Lorenzo, dans une page saisissante, a exprimé cette survivance du paganisme des campagnes :

Je me rappelle toujours, dit-il, au fond de mes souvenirs d'enfance, la *nonna*, la figure de l'aïeule, assise à l'angle du foyer auprès du grand chenet de fer, remuant les cendres ou la braise avec le tisonnier ou la pelle de fer, soufflant le feu avec le soufflet de fer, pareille elle-même à une statue de fer forgée et martelée au feu, donnant des ordres impérieux, distribuant les tâches et les rôles, et administrant la justice domestique dans l'auréole flamboyante de l'âtre, dont elle apparaissait le lare vénérable, préposé au culte du Feu, fondement immuable de la famille humaine, depuis nos plus obscures origines préhistoriques jusqu'à nos jours.

Il est évident que dans cette vue il y a peu de place pour le christianisme. Si M. de Lorenzo était aussi bon historien que géologue, il n'aurait pas manqué de sentir quelle originalité, quel luxe de délicates valeurs spirituelles, quelle gamme de nuances morales ont été apportées au monde par Jésus; il aurait reconnu la beauté de l'ordre chrétien, la tendresse, le charme de cette religion des humbles. Loin d'en éprouver le

scandale, il eût admiré ce génie qui épouse les misères et les grandeurs humaines, et qui explique mieux que tout autre les abîmes de notre cœur; car les mystères de notre âme sont quelque chose de plus que ceux de la nature, et c'est toujours en nous que réside la plus indéchiffrable des éni gmes de l'univers.

J'admire comme un autre la majesté du sage de l'Inde, et il nous arrive à tous de rêver devant la paix de son impénétrable sourire. Je reconnais que c'est une erreur de regarder la doctrine de l'anéantissement comme une sorte de quiétisme, un opium de la pensée, une morale d'abandon et de renoncement à l'effort; M. de Lorenzo a bien raison d'y voir une discipline héroïque. Il lui plaît d'y sentir une gravité romaine, une école d'énergie, une grandeur éloignée de toute mollesse humanitaire : rien dont ce savant soit plus fier que des reliques de son bisaïeul Rocco de Lorenzo, soldat de la Grande Armée, blessé d'un coup de lance au siège de Dantzig. Son bouddhisme est au fond de nature stoïcienne. Il en a la noblesse, le style un peu tendu. Il en a aussi le défaut, à savoir l'intellectualisme et l'orgueil de l'esprit. « Quand je connaîtrais la lune et les étoiles, si je n'ai point la charité... » Nous ne sommes point de ceux qui renions l'unité de la famille humaine. Mais quand on a l'honneur d'être chrétien, la gloire d'appartenir à une tradition qui comprend Rome, la Grèce, les plus hautes idées qui se soient fait jour sur les bords du Nil et du Jourdain, c'est peut-être un peu trop que d'applaudir à la bataille de Moukden, parce que cette bataille est une défaite du christianisme. C'est une légèreté qui peut nous coûter cher. Au temps où il y avait une chrétienté, aucun Européen n'a eu l'impiété de triompher de la chute de Constantinople. Il devrait exister, à défaut de patriotisme européen, un tact qui empêcherait de proférer de tels blasphèmes.

Comme le vieux Marco Polo, le premier voyageur qui, au temps de saint Louis, nous a rapporté des nouvelles précises du Maître hindou, nous paraît d'une humanité plus raffinée! Il n'abdique pas, il raconte, il admire, et ajoute qu'un tel homme eût mérité d'être chrétien. Elle est d'une noblesse touchante, dans le vieux français du Vénitien, l'histoire du prince mélancolique qui, dans son palais plein de délices, ne savait trouver nulle joie; et qui un jour, ayant aperçu un vieillard, entra

dans une grande tristesse et dans l'horreur d'un monde condamné à la mort, et se mit à la recherche de ce qui ne vieillit ni ne meurt : « et s'en ala, dit le vieil auteur, aux grans montaignes et moult desvoiables, et illec demoura moult honestement, et moult menoit astre vie ; et fist moult grans abstinences »; en sorte que, s'il avait reçu la grâce du baptême, il eût été digne de s'asseoir à la droite de Notre-Seigneur.

Combien je préfère ce ton d'une tenue parfaite, au zèle indiscret de nos nouveaux bouddhistes ! Cette manie de tout confondre, de retrouver Bouddha jusque dans Shakspeare et Gœthe, ce système de comparaisons arbitraires, ce *leit-motiv* des derniers écrits de M. de Lorenzo, finissent par devenir insupportables : pour Dieu ! que ce géologue fasse donc de la géologie ! qu'il cesse de nous assommer de son « tarte à la crème » bouddhiste ! C'est irritant de l'entendre tout ramener à son idée fixe, à cet étalon pesant du pied de l'éléphant « dans l'empreinte duquel tiennent celles de tous les animaux ». A qui viendrait-il à l'esprit qu'une bataille ou une métaphore décide de la vérité, et de mesurer l'importance du Parthénon ou du Calvaire par la hauteur de ces collines en regard de l'Himalaya ?

LOUIS GILLET.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La Conférence des ambassadeurs, réunie le 27 décembre, a décidé d'adresser au Gouvernement du Reich une note pour lui signifier le maintien de l'occupation de la zone de Cologne par les Alliés. La note a été remise le 5 janvier par lord d'Abernon, entouré de ses collègues de France, d'Italie, du Japon et de Belgique, au chancelier Marx ; elle est conçue en termes précis, modérés, mais fermes, appuyée de quelques exemples bien choisis : l'Allemagne n'a pas rempli « les conditions posées pour qu'elle puisse bénéficier de la clause d'évacuation partielle anticipée ». Le rapport général de la Commission de contrôle permettra à bref délai aux Gouvernements alliés de déterminer et de signifier à l'Allemagne ce qu'elle doit faire « pour que ses obligations en matière militaire puissent, aux termes de l'article 429, être considérées comme fidèlement observées ». Mais suffira-t-il que le désarmement puisse, une fois, être réputé accompli, pour que l'Allemagne reçoive la prime que le traité, dans sa lettre et dans son esprit, réserve à sa constante bonne volonté? N'a-t-elle pas donné assez de preuves de son mauvais vouloir et de ses constants efforts pour échapper à ses obligations, pour qu'elle ne soit pas crue sur parole à la première apparence de bonne foi? Ne prendra-t-on pas des précautions plus efficaces contre un retour offensif infiniment probable de sa fourberie, surtout si c'est un gouvernement nationaliste qui s'établit en Allemagne et en Prusse?

Le maintien de l'occupation de Cologne n'est qu'une vaine manifestation, s'il ne devient pas, pour les Alliés, le point de départ de résolutions fortes. C'est l'Angleterre qui a arraché à M. Clemenceau pour l'Allemagne la formule de service militaire la plus propre à dissimuler la reconstitution d'une armée nombreuse et exercée, à savoir une armée de cadres servant onze ans sous les drapeaux;

ce que demandaient les militaires français qualifiés, c'était au contraire un très petit nombre d'officiers et de sous-officiers, juste suffisant pour instruire des soldats appelés par tirage au sort pour un service très court. L'Angleterre, instruite par l'expérience, nous doit de revenir sur cette erreur capitale, de nous aider du moins à en pallier les effets. Ce n'est pas le désarmement passager et provisoire de l'Allemagne qu'il s'agit d'assurer; il s'agit de la mettre pour toujours hors d'état de nuire à ses voisins. Les intentions qu'affichent les partis les plus influents ont plus d'importance qu'un stock de fusils ou de mitrailleuses. L'accès de fureur qui a saisi tous les partis à la nouvelle de la décision des Alliés dans la question de Cologne est plus significatif que la fabrication clandestine d'armements, ou plutôt ces deux symptômes se complètent. M. Herriot en est pour ses bonnes intentions et ses avances intempestives à l'Allemagne ; ce n'est pas une feuille nationaliste, c'est la *Gazette de Francfort* qui, le 28 décembre, écrit : « Depuis son arrivée au pouvoir, qu'est-ce que le gouvernement de M. Herriot a donc fait pour empêcher une recrudescence du nationalisme allemand, réaction naturelle de la politique pratiquée par le Bloc national depuis Versailles ?... Si M. Herriot, aussitôt après son avènement, avait donné l'ordre d'évacuer complètement la Ruhr, ce qui n'aurait été que strictement conforme aux principes qui l'avaient amené au pouvoir, le succès de ce geste aurait certainement été énorme en Allemagne. La volonté de conciliation du peuple allemand s'en serait trouvée considérablement renforcée. » Quel chantage éhonté ! La presse conservatrice anglaise n'en est heureusement pas dupe. Mais, dans la presse libérale, le *Manchester Guardian* en profite pour nous annoncer que l'Allemagne « est aussi désarmée que le Danemark » !

Sur les armements clandestins de l'Allemagne, le général Morgan a publié, dans le *Morning Post*, des renseignements précis qui ont édifié le public britannique sur les découvertes de la Commission et sur la bonne foi de l'Allemagne. En France, le journal *l'Éclair* a cru le moment favorable pour publier le dernier rapport, très honorable pour son auteur, du général Nollet, comme président de la Commission de contrôle; jamais l'indiscrétion professionnelle des journalistes n'avait été plus judicieusement employée au service de l'intérêt national ; la conscience des journalistes français a toujours su d'ailleurs faire un départ entre ce qui peut être dit et ce qui doit rester secret; il s'en faut que les journalistes

dignes de ce nom publient tout ce qu'ils savent. Le rapport Nollet était d'ailleurs le secret de Polichinelle et pour que, il y a quelques mois, tout le monde en parlât, il fallait bien que beaucoup de gens l'eussent feuilleté. Ce que personne n'aurait pu s'imaginer, c'est qu'une telle publication pût devenir, contre *l'Éclair* et son directeur, l'occasion d'une inculpation d'espionnage. Il est vrai que, peu de jours auparavant, le même journal avait divulgué un procès-verbal, d'ailleurs incomplet, des entretiens de Chequers où M. Herriot ne fait pas grande figure. Ces procédés autoritaires, ces procès de presse qui ne sont guère dans l'esprit de notre temps, n'ont pas grandi le Gouvernement du Bloc des gauches et révèlent son désarroi. Les journaux du Cartel eux-mêmes paraissent gênés; peut-être se représentent-ils le tapage qu'ils auraient mené si M. Poincaré avait eu recours à de pareilles méthodes de gouvernement!

En Allemagne, aucun ministère n'a pu encore être formé; mais il est de plus en plus certain que M. Stresemann, appuyé par les Allemands-nationaux et les populistes, ne permettra que la constitution d'un ministère où la droite aura une forte part d'influence. Les négociations économiques qui se poursuivaient laborieusement à Paris sont interrompues; les représentants de la métallurgie allemande renoncent à les continuer; l'échéance du 10 janvier est arrivée et ni un traité de commerce, ni même un *modus vivendi* acceptable ne sont conclus: ce n'est pas seulement un retard, c'est une rupture dont l'industrie allemande s'arrangera pour que la France et surtout l'Alsace et la Lorraine souffrent le plus possible. M. Trendelenbourg s'est abstenu de mêler la politique générale à la négociation commerciale; mais comment ne pas voir que la politique générale est l'obstacle principal à un accord et que le Gouvernement du Reich a essayé de faire servir les négociations commerciales à l'évacuation de Cologne? La France se présentait désarmée et sans objet d'échange à une négociation économique; comment l'Allemagne n'aurait-elle pas abusé de la situation? Puisque nous avons commis la faute de nous laisser acculer à une échéance, maintenant qu'elle est passée, il serait maladroit et d'ailleurs inutile de précipiter des négociations dont l'Allemagne, au fond, désire autant que nous le succès; attendons que les fluctuations de la politique ramènent pour nous des circonstances favorables; nous sommes en présence d'une manœuvre qui ne doit pas nous intimider.

La conférence qui s'est ouverte à Paris le 7 janvier réunit, dans le Salon de l'Horloge du quai d'Orsay, les ministres des Finances des

pays alliés ou leurs représentants. M. Clémentel leur a souhaité la bienvenue et le travail a commencé. Officiellement la conférence a deux objets : d'abord liquider le passé jusqu'au 1er septembre 1924, date de l'application du plan Dawes, c'est-à-dire attribuer à chacun des Alliés sa part dans les sommes perçues par la Commission des réparations; en d'autres termes, il s'agit de répartir les bénéfices nets de l'opération de la Ruhr. Le gouvernement du cartel des gauches est contraint d'avouer que l'opération de la Ruhr a été productive, qu'elle se solde, tous frais déduits, par un profit *net*, tant en nature qu'en espèces, de 798 millions de marks-or, soit environ 3 milliards et demi de francs-papier. Voilà des chiffres qu'il serait honnête de faire afficher sur les murs des communes de France au lieu des diatribes tendancieuses de M. Viollette ! La conférence aura à décider si les 114 millions de marks-or qui représentent les frais de l'occupation militaire, doivent être supportés par tous les Alliés ou seulement par la France et la Belgique. Sans l'occupation militaire, il n'y aurait pas de bénéfices à partager; il n'y aurait même pas de plan Dawes : l'argument est sans réplique; puisque les Anglais participent aux bénéfices d'une opération à laquelle ils n'ont pas voulu collaborer, et dont ils ont, tant qu'ils ont pu, contrarié le succès, c'est bien le moins qu'ils supportent leur part des frais.

Le second objet de la conférence est de prévoir la répartition des prochaines annuités que l'Allemagne devra payer conformément au plan Dawes. A propos de cette répartition surgit une série de difficultés techniques dans lesquelles nous n'entrerons pas. Mais il y intervient un problème politique : les États-Unis ont demandé à recevoir une part des annuités Dawes, en raison « du caractère global du paiement » mis à la charge de l'Allemagne pour régler toutes les dépenses résultant de la guerre. Cette réclamation, qui paraît difficile à justifier en droit, puisque les États-Unis n'ont pas ratifié le traité de Versailles, s'explique par des raisons d'ordre politique et financier dont nous avons donné une idée il y a quinze jours. On ne devrait pas perdre de vue que le travail des experts et le plan Dawes sont avant tout un moyen de régler le problème des réparations. Ces nouvelles exigences des États-Unis se lient à la question des dettes interalliées qui, sans figurer au programme de la conférence, est en réalité l'objet principal des entretiens et des tractations; dès les premiers pourparlers entre M. Winston Churchill et M. Clémentel, entre M. Theunis et M. Clémentel, c'est sur le problème des dettes qu'a

porté la discussion. Nous sommes assurés qu'au point de vue technique, la conférence a été, à Paris, sérieusement préparée, et que nos intérêts y seront bien défendus, puisque nous voyons figurer parmi les délégués, outre le ministre des Finances, MM. Seydoux, Aron, Buisson, Moreau-Neyret, Dayras ; mais, du point de vue diplomatique, la préparation a été déplorable ; nous avons déjà dit le mauvais effet produit aux États-Unis par les pourparlers intempestifs amorcés par l'ambassadeur ; les communications officieuses de M. Clémentel ne paraissent pas avoir été plus heureuses. Nous sommes en présence d'une campagne de presse très violente, assez artificielle aussi, et visiblement inspirée par la haute finance des États-Unis. Certains articles, comme celui de M. Harvey, ancien ambassadeur à Londres, dépassent toute mesure ; ils mettent en cause non seulement la solvabilité, mais l'honnêteté de la nation française. Dédions, à ce propos, aux sentiments de haute loyauté du peuple américain, quelques brèves réflexions. La France a envers les États-Unis des dettes d'argent qu'elle ne renie pas ; elle estime que les États-Unis ont, vis-à-vis d'elle, une dette d'honneur. Lorsque les Américains ont envoyé en France le plus haut magistrat de l'Union, le président lui-même, incarnation et porte-parole de la nation, il n'est venu à l'idée d'aucun Français que la signature d'un si haut personnage n'engageait pas la parole du peuple américain ; les Français n'avaient pas à savoir s'il existait des partis aux États-Unis, et personne ne s'est avisé de les avertir que le président qui traversait les mers, avec tout un personnel technique, n'était pas qualifié pour négocier et signer. Si nous avions récusé sa compétence et mis en doute ses pouvoirs, c'est alors que le peuple des États-Unis aurait pu se juger offensé. Voilà ce que le peuple français comprend, et voilà pourquoi il estime que les Américains ont envers lui une dette sacrée.

La question des dettes interalliées n'est devenue difficile que depuis le jour où, sans entente préalable avec ses alliés, M. Baldwin a signé son accord avec M. Mellon pour la consolidation de la dette britannique. C'est à nous que le Gouvernement britannique voudrait faire supporter les conséquences de cette faute. Mais la théorie des financiers anglais et américains aboutit à cette conclusion monstrueuse qu'il n'y aurait aucun lien entre l'argent que les Allemands nous doivent pour la réparation de nos régions dévastées et sur lequel nous avons déjà consenti tant de réductions, et l'argent que nous avons emprunté à nos alliés sous forme de munitions de toute sorte pour le succès de la cause commune. L'opinion française tout

entière soutiendra le Gouvernement qui refusera de se plier à une si odieuse injustice. Les réparations doivent être payées avant tout et par privilège. La France, en soutenant cette thèse d'équité, aura avec elle l'Italie et tous les autres États alliés auxquels elle serait heureuse de remettre les dettes qu'ils ont envers elle. Nous sommes en présence d'une audacieuse tentative des pays anglo-saxons pour établir, sous prétexte de dettes, un contrôle financier et politique sur la France et sur tout le continent européen. La France n'a ni à accepter ni à subir un plan Dawes, même modifié. Il n'est pas urgent de régler la question des dettes; du débiteur et du créancier, c'est le second qui dépend du premier; l'Allemagne nous le prouve chaque jour. Nous ne nous pouvons nous prêter qu'à un règlement d'équité et de loyauté. N'allons pas croire qu'il y ait désaccord entre les financiers américains et ceux d'Angleterre, quand tout indique qu'ils jouent le même jeu ; lorsque les Anglais nous déclarent qu'ils n'exigeront de nous rien au delà de ce qu'eux-mêmes devront payer aux États-Unis, enregistrons cette promesse; mais quand ils déclarent que la France devra, chaque fois qu'elle paiera quelque chose aux États-Unis, payer dans la même proportion l'Angleterre, demandons-nous si, sous-main, Londres n'incite pas Washington à l'intransigeance. Encore une fois, cette diplomatie financière cache une grande entreprise de domination politique. Attention !

En Italie, la crise du fascisme s'aggrave. Depuis quelques mois, exactement depuis l'assassinat de Matteotti, M. Mussolini entre ses adversaires, dont il a tenté successivement de se concilier divers groupes, et ses amis trop exigeants, cherche son chemin et ne le trouve pas. Pour être autre chose qu'un expédient qui dure, la dictature de M. Mussolini devrait aboutir à la création, selon des formules nouvelles, d'un État fondé sur des principes opposés à ceux du vieux libéralisme parlementaire pour lequel M. Mussolini affirme en toute circonstance son mépris : forme désuète et morte à laquelle, — affirmait récemment le *Duce*, — M. Voronof lui-même ne parviendrait pas à rendre vigueur et jeunesse. Pour doter son pays de telles institutions, M. Mussolini disposait du cadre monarchique; l'autorité royale était là pour donner aux innovations les plus hardies la sanction légale. Le président du Conseil et ses fascistes n'ont pas réussi jusqu'ici à trouver les bases d'une constitution nouvelle où l'autorité ne viendrait pas uniquement du suffrage et de la volonté populaire et qui unirait ce

que la démocratie peut donner de plus sage avec ce que l'autorité a d'indispensable comme fondement de l'ordre et de la paix publique. Accepté, acclamé même par la nation italienne, dans sa majorité, comme une garantie contre le retour des désordres communistes, M. Mussolini souhaitait donner à son pays, las des troubles sanglants, la paix civique et un Gouvernement affranchi des factions. « Le plus grand service que M. Mussolini pourrait rendre à l'Italie, écrivions-nous ici au moment de son triomphe, serait de la débarrasser du fascisme. » Lui-même nous disait, en mai 1923 : « Je ne tolère pas les illégalités individuelles ; » et il ajoutait : « Les seules difficultés de mon Gouvernement proviennent de mes amis. » M. Mussolini est resté le prisonnier de son armée de chemises noires et voici que le fascisme revient à ses origines dictatoriales. Voyons comment s'est opérée cette singulière évolution.

Après l'assassinat de Matteotti, il se produisit, dans l'esprit public italien, une réaction vigoureuse; de tels crimes pouvaient s'expliquer dans l'excitation de la lutte politique ou dans l'enivrement d'une récente victoire; aucun danger menaçant le fascisme ne pouvait excuser de pareils excès, qui ajournaient indéfiniment le rétablissement de l'ordre et de la paix. Et pourquoi de pareils moyens illégaux quand on est maître du pouvoir et qu'on dispose de toutes les sanctions légales ? Un retour de faveur de l'opinion publique donna à l'opposition parlementaire un regain d'énergie; le groupe des « populaires » (catholiques) conduit par M. de Gasperi, les socialistes unitaires avec M. Turati, les libéraux-démocrates avec M. Amendola, les démocrates sociaux et le tout petit groupe républicain, en tout 80 députés environ, déclarèrent, en juillet, refuser de siéger à Montecitorio, faire sécession et — les souvenirs classiques réapparaissent toujours dans la politique italienne, — se retirer sur l'Aventin. Il n'est pas bon, pour un gouvernement, même dictatorial, de n'avoir plus d'opposition; en face de la majorité fasciste restaient seuls, à la Chambre, les libéraux de diverses nuances, partisans de M. Giolitti, de M. Orlando et de M. Salandra et, en outre, un groupe de fascistes dissidents. Parmi eux une nouvelle opposition ne tarda pas à se dessiner, plus dangereuse parce que plus voilée et composée de chefs et de soldats qui avaient paru se rallier au fascisme légal, ou qui sortaient de lui.

L'émoi, que le meurtre de Matteotti et les révélations dont il fut l'occasion provoquèrent dans l'opinion publique, décida M. Mussolini à se séparer des plus compromis parmi ses amis et collabora-

teurs, tels que M. Finzi, et à faire entrer dans son ministère quelques représentants des catholiques nationaux, notamment M. Nava, des hommes qui acceptaient de collaborer avec un gouvernement fasciste, pourvu que le fascisme évoluât vers la légalité et devînt un instrument d'ordre. M. Mussolini déclare que le fascisme va entrer dans la période de « normalisation » et, s'il parle et agit en dictateur, en septembre et octobre, c'est surtout pour faire accepter à ses fascistes récalcitrants les tendances nouvelles. Il essaye de réaliser un projet d'intégration des milices fascistes dans l'armée régulière, mais il s'arrête devant l'opposition des officiers qui n'admettent pas l'assimilation des grades gagnés dans les expéditions fascistes avec ceux conquis en face de l'ennemi. Il parvient à se débarrasser des plus compromis parmi les chefs des milices fascistes, MM. de Vecchi, de Bono, Balbo, dont le nom est mêlé par la presse aux plus tragiques aventures : l'affaire Matteotti, l'assassinat de don Minzoni, curé d'Argenta, héroïque prêtre titulaire de onze récompenses pour faits de guerre, et d'autres crimes encore. Le *Duce* essayait de diviser les libéraux et d'en rallier quelques-uns à sa cause ; mais, en même temps, il affirmait la nécessité du recours à la force et le caractère intangible des milices fascistes. Le discours du 4 octobre, à Milan, excita particulièrement la colère des libéraux ; il y était dit que « le Parlement n'est pas l'unique endroit où la nation puisse trouver des solutions ordinaires et régulières » ; il fallut corriger la phrase. L'opposition se déchainait avec une violence croissante et, à la faveur d'une certaine liberté de presse et de parole, les accusations s'accumulaient contre les chefs fascistes et les « ras ». Le *Popolo* présente au Sénat un mémoire où le général de Bono, sénateur, ancien commandant des milices fascistes, est accusé de plusieurs crimes, et où l'on s'efforce de prouver la complicité du dictateur lui-même. Le procès est actuellement en voie d'instruction devant le Sénat constitué en Haute Cour. C'est alors que, dans l'espoir de se concilier l'appui des libéraux, M. Mussolini, après la rentrée du Parlement (13 novembre) annonce le dépôt d'un projet de loi rétablissant le scrutin uninominal, cher aux libéraux, et supprimant la liste nationale fasciste. Ce sont alors les colères fascistes qui se déchainent ; avec le scrutin uninominal, les « ras », ces tyrans locaux qui sont, en Italie, plutôt un anachronisme qu'une nouveauté, se croient certains de n'être pas réélus ; ils mènent contre le projet du *Duce* une campagne violente. De nouvelles révélations émeuvent l'opinion publique : M. Finzi publie

un mémoire pour expliquer que toutes les violences des fascistes ont été résolues et ordonnées par une police politique, une tchéka, qui fut organisée dans une réunion que présidait M. Mussolini. M. Cesare Rossi, ancien chef du bureau de la presse au ministère des Affaires étrangères, sacrifié par M. Mussolini, publie de son côté un mémoire qui prétend démontrer la complicité, sinon l'initiative, du dictateur dans les crimes fascistes.

C'est au milieu d'une intense agitation que l'opinion discute la tentative d'élargissement de la base constitutionnelle du Gouvernement fasciste, présentée le 21 décembre. Mais il est trop tard pour rallier l'opposition des libéraux. M. Giolitti et M. Orlando ont, dès la rentrée des Chambres, pris position d'opposants; M. Salandra a dessiné un mouvement dans le même sens; ces chefs acceptent bien le rétablissement du scrutin uninominal, mais ils déclarent que la conséquence doit être une dissolution et des élections immédiates faites par un autre Gouvernement. L'opposition de l'Aventin soutient la même thèse. Cette fois, les fascistes prennent peur; exaspérés, ils assiègent leur chef et prétendent l'obliger à marcher avec eux, à ne pas les abandonner; les milices fascistes menacent de s'insurger, de refaire la marche sur Rome. M. Mussolini a reconnu, dans son discours du 16 novembre à la Chambre, que l'opinion se détache du fascisme. Mais, qu'est-ce que l'opinion? On la fait ou on la bride. Le dictateur a dit aussi, dans une interview à la revue *Demain* : « Un Gouvernement qui ne veut pas tomber ne tombe pas. » Et M. Mussolini ne veut pas tomber; peut-être n'a-t-il le choix qu'entre le Capitole et les Gémonies. Depuis quelques jours, il a repris la chemise noire, il s'est replacé résolument à la tête de ses milices; les journaux d'opposition sont suspendus, confisqués; des perquisitions, des arrestations sont opérées. Le 3 janvier, dans un discours à la Chambre, M. Mussolini, retrouvant toute sa verve et sa virulence, claironne sa défense, sonne la charge contre ses adversaires et expose son nouveau programme. Il affirme que jamais il n'a créé rien qui ressemblât à la sanglante tchéka russe : « personne ne me refuse jusqu'à ce jour ces trois qualités : une intelligence moyenne, un grand courage et un mépris souverain du vil argent. Si j'avais fondé une tchéka, j'aurais fondé, suivant les principes que j'ai toujours posés, cette violence qui ne peut être exclue de l'histoire. J'ai toujours dit que la violence, pour être efficace, doit être méthodique, intelligente et chevaleresque. Or, les gestes de cette soi-disant tchéka furent toujours inintelligents, désordonnés, idiots!... Je déclare

devant cette assemblée, devant le peuple italien entier, que j'assume, moi seul, la responsabilité politique, morale, historique, de tout ce qui est arrivé. » L'essai de « normalisation » a été entravé par la violence des campagnes de presse et par la sécession sur l'Aventin, à laquelle M. Mussolini attribue un caractère inconstitutionnel, révolutionnaire, républicain ; de nombreux fascistes ont été assassinés ; un réveil subversif se manifeste. Mais « le peuple ne respecte pas un Gouvernement qui se laisse offenser... Le peuple a dit avant moi : Assez !... Lorsque les éléments sont en lutte et qu'ils sont irréductibles, l'unique solution est la force. » Le fascisme n'est pas fini ; la sécession sur l'Aventin sera brisée. L'Italie veut la paix ; « ce calme, cette tranquillité laborieuse, nous les lui donnerons par la douceur, s'il est possible et par la force s'il est nécessaire... »

Jusqu'à l'heure où nous écrivons, ce discours, qui n'est pas sans grandeur, n'a pas eu d'autre suite qu'un redoublement de mesures policières et judiciaires, que des violences nouvelles et qu'un remaniement du ministère dont trois membres libéraux ont été remplacés par le président de la Chambre, M. Rocco (Justice), par le professeur Fedele (Instruction publique) et M. Giurati, déjà ministre sans portefeuille, tous les trois fascistes dévoués au *Duce*. M. Salandra a donné sa démission de délégué italien à la Société des nations. Des élections avec le scrutin uninominal sont annoncées pour avril. En attendant, nous allons assister à une nouvelle expérience de fascisme intégral : nous verrons, cette fois, si M. Mussolini possède l'envergure nécessaire pour devenir le créateur des nouvelles formes politiques que le monde espère. Il ne suffit pas d'enterrer le vieux libéralisme, de tuer un parlementarisme qui ne sera guère regretté ; il faut encore les remplacer. Pour tous les gouvernements dictatoriaux, le danger c'est le lendemain.

C'est bien aussi une expérience dictatoriale que M. Pachitch inaugure dans le royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Nous avons dit, le 1er décembre, que les accointances de M. Étienne Raditch, chef du parti paysan croate, avec la IIIe internationale de Moscou, avaient compromis la cause croate et justifié une énergique intervention du gouvernement radical de Belgrade. M. Raditch a été arrêté à Zagreb le 4 janvier, mais on a arrêté avec lui bon nombre de ses amis, voire des Croates qui ne sont pas de son parti, tels que M. Lorkovitch, directeur de l'*Obzor*. M. Pachitch et les chefs militaires dont il est l'instrument agiront sagement en distinguant très nettement les intrigues communistes et le particularisme

national des Croates et des Slovènes. C'est avec le concours des Croates et des Slovènes eux-mêmes que le Gouvernement devrait agir pour réprimer les menées révolutionnaires et préparer l'union morale des trois pays yougoslaves. Tout ce qui ressemblerait à une conquête serbe ne serait pas un progrès, mais un danger qui se retournerait un jour ou l'autre contre ses auteurs et retarderait la pacification définitive des Balkans. Au contraire, les visites que le Président du Conseil de Bulgarie, M. Tzankof, vient de faire à Belgrade et à Bucarest sont de nature à consolider la paix et à préparer les réconciliations nécessaires. Pour le moment, il ne s'agit que d'organiser d'un commun accord la résistance au bolchévisme qui travaille la péninsule tout entière; mais l'entretien de M. Tzankof avec M. Nintchitch et avec M. Duca est un heureux précédent que nous enregistrons avec satisfaction.

L'échec du Gouvernement présidé, en Albanie, par Mgr Fan Noli et le triomphe des insurgés, constituent-ils aussi un échec pour la politique de Moscou, puisque la délégation soviétique a quitté l'Albanie à la première nouvelle des succès d'Ahmed Zogou ? On l'affirme à Belgrade. Ce qui est certain, c'est que le prélat orthodoxe, Mgr Fan Noli, qui avait, au mois de juin 1924, évincé les amis d'Ahmed Zogou et le parti musulman, représentait en Albanie l'influence italienne, tandis qu'Ahmed Zogou est, depuis longtemps, le protégé du Gouvernement serbe. Que ce Gouvernement ne soit nullement compromis dans l'insurrection, nous le croyons volontiers; mais sans doute n'en est-il pas de même des associations patriotiques serbes et des militaires chez qui l'esprit de conquête n'est pas mort. Après quelques combats assez vifs, Mgr Fan Noli et ses ministres se sont embarqués; Ahmed Zogou et ses amis ont organisé un nouveau Gouvernement. Influence italienne, influence serbe, n'exagérons jamais, quand il s'agit des Albanais, l'influence des étrangers ; il n'est pas de peuple plus jaloux de son indépendance et plus âprement particulariste ; avec le temps, il deviendra, dans les Balkans, un élément de civilisation et d'ordre. Pour le moment, il faut se réjouir que la crise albanaise soit résolue sans complication européenne. « Pourvu que ça dure... »

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

LE CŒUR ET LE SANG

TROISIÈME PARTIE (1)

IX. — L'ACCUSATEUR (*suite*)

Il cache son insolence sous un air volontiers respectueux et insinuant. Les mains seules trahissent le mouvement intérieur qui l'agite, des mains noueuses, mais assez fines pour des mains paysannes, et qui remuent comme s'il ne trouvait pas leur emploi :

— D'ailleurs, reprend-il d'un ton cauteleux et presque ironique, nous lui avons donné le temps, au jeune homme, de s'installer chez nous. Peut-il se plaindre d'avoir été mal accueilli ? Il logeait et mangeait chez notre ami Chavert. Mais Chavert, c'est Chavert, et s'il vit seul, on sait bien pourquoi...

Cette allusion à l'infortune conjugale de Chavert, qui fut jadis abandonné par sa femme (2), ne provoquera-t-elle pas des rumeurs, des protestations ? Ah ! bah ! il connaît mieux que moi ses collègues. Chavert n'ira jamais à lui, et il renonce à l'attirer. Les autres, il devine bien le vieux fond de jalousie que leur cœur recèle, et cette haine démocratique contre toute supériorité. Déjà il continue, sentant que l'auditoire le suit passionnément :

— Monsieur faisait bande à part. Monsieur ne se montrait ni à la messe ni au cabaret. Monsieur méprisait notre société. Nous n'étions pas des gens assez instruits pour monsieur qui a passé par un séminaire...

Copyright by Henry Bordeaux, 1925.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 janvier.

(2) Voyez *la Combe du Loup*.

Tiens, tiens, il sait des choses!

— ... Monsieur se promenait toujours tout seul. Du matin au soir, il trottait dans la montagne, ou rôdait autour des cabanes de Lovitel qu'on bâtissait. Oh! qu'il fît bien son métier, je ne dis pas non. Il a pris à la course plus d'un braconnier et il les a traînés en justice impitoyablement. Il aurait peut-être dû s'y montrer moins souvent, en justice. Sa place n'y était peut-être pas du côté où il se mettait. Un braconnier est un homme. On n'est pas des loups. On peut tout de même laisser échapper ce gibier-là, à condition qu'il ne recommence pas ou qu'il s'en aille sur une autre chasse...

Une pause. Je ne puis me tenir d'admirer cet artiste. Quelle habileté infernale : la répétition du *monsieur* qui déclasse Michel Gallice, qui tue la camaraderie, et cette indulgence pour les méfaits du braconnier, car, dans la vallée, ils le sont tous plus ou moins!

— Alors on a fini par dire, le dimanche, dans les cafés : Qu'est-ce que c'est pour un homme? Il nous fait la leçon, il ne parle à personne. Est-ce naturel qu'on s'isole à son âge dans un village, comme ces vieux boucs qui vivent tout seuls dans les vernes? Il y a pourtant de jolies filles à Venosc. Monsieur ne se dérange pas pour les voir passer. Qu'est-ce que c'est pour un individu? Il faudrait pourtant le savoir. Voilà ce qu'on pensait. Mais la guerre est venue, et l'oiseau est parti.

— Volontairement, Maliveau.

C'est moi qui interromps, ce qui me vaut cette réplique :

— Oh! bien, il était assez jeune et assez solide pour ça. Il aurait fallu voir qu'il restât!

— Et vous?

— Moi? J'étais un vieux des dernières classes. J'ai été dans un fort, à Modane.

— Et vous vous y êtes battu?

On rit. J'ai eu l'avantage. Maliveau digère son affront et paie d'audace :

— Les territoriaux ont travaillé comme les autres. Chacun a son poste.

— Oh! pardon, tous les territoriaux ne sont pas restés à l'arrière.

— Je suis resté où l'on m'a posé. Et puis on est revenu.

— Pas tous.

— Je suis revenu, et Michel Gallice aussi.

— Michel avec une affreuse blessure, et vous en bon état.

— Enfin, il est là. Blessé ou non, ça ne change rien. Et puis, je croyais que dans vos salles de justice, on parlait chacun à son tour.

Irrité, il m'a lancé ce pavé qui est bien tombé dans mon jardin, et je dois promettre de ne plus interrompre. Cependant notre passe d'armes n'a pas tourné à son profit et a coupé les effets de son *monsieur* et de ses flagorneries. Dès lors, je le laisserai développer librement son enquête.

— On est donc revenu. Le monsieur a repris sa charge. Parce qu'il avait porté les galons de sergent, il s'est cru d'une autre espèce. Il a recommencé de courir la montagne et, quand il a pincé un camarade de la guerre avec un fusil boche, il l'a grondé, mais il n'a pas verbalisé. Quand il a pris un vieux, il ne l'a pas raté. Est-ce juste? On l'a reluqué à l'église, dans les derniers rangs : une faveur de monsieur au bon Dieu. Mais au café ni ailleurs, personne ne lui a jamais vu ouvrir son porte-monnaie. Il n'y a pas plus avare. Il a refusé de jouer aux boules. On pensait qu'à son âge il marierait une fille de chez nous. Avec les décédés, les disparus et les mutilés, il n'y a déjà pas tant de garçons. Il ne restait même pas à la sortie de la messe où elles montrent leurs bonnets et leurs fichus. Alors, un jour, comme ça, j'ai pensé : « Pourquoi ne pas tirer cette affaire au clair? Quand on touche un citoyen dans une commune, on doit savoir ce qu'il vaut. » Je suis allé chez le maire. Il m'a dit : « Maliveau, pas d'histoires! Michel Gallice est un Savoyard. Rien à glaner sur son compte. — Un Savoyard? de quel patelin? — De Bonneval sur l'Arc... » Bonneval n'est pas près d'ici, mais ça n'est pas au bout du monde. J'ai vendu des bœufs à la foire de Saint-Jean-de-Maurienne où l'on va de Bourg d'Oisans par le col de la Croix-de-fer. Là j'ai demandé le chemin de ce Bonneval : — Allez à Modane, m'a-t-on expliqué, et je connais bien Modane, remontez la rivière presque jusqu'à sa source et vous trouverez Bonneval. J'ai donc traversé Modane, remonté l'Arc et me voilà à Bonneval chez le maire : — « Monsieur le maire, j'ai une commission pour les Gallice. Vous savez bien? — Les Gallice? il n'y en a plus. — Comment, il n'y en a plus? — Mais non, Thomas Gallice est mort aux Aiguilles d'Arves. Sa femme est décédée. Sa fille a marié

Étienne Béard qui est du conseil, et le fils Michel a été tué dans la guerre. — Vous en êtes sûr? — A ce qu'on dit. — Eh! bien, il est vivant et je vas le dire à sa sœur. — Elle est au hameau de l'Écot, du côté de l'Italie. Son homme doit être aux pâturages. » Donc je monte à l'Écot. J'annonce la bonne nouvelle à la sœur au milieu de sa marmaille : « Je viens vous donner le bonjour de la part de votre frère. » Elle m'offre du pain et du fromage et me demande des détails. Je lui en demande aussi, et j'apprends que notre Michel n'est pas retourné au pays depuis l'année avant la guerre et même qu'il a abandonné sa part de biens à la fille. Ah! du coup, je suis fixé : Michel Gallice a, pour sûr, quelque chose à cacher, mais quoi? Parce que, n'est-ce pas? on ne s'en va pas, comme ça, tout nu d'un pays où l'on a du bien au soleil. Je redescends au village et, pour faire parler les uns ou les autres, je marchande un cochon ou deux, et du gros bétail. Quand on a des billets dans ses poches, les langues se délient. J'ai eu du mal pourtant : ces Savoyards ont la bouche cousue. Mais quand j'ai menacé de remonter à l'Écot pour acheter mes génisses chez les Béard, on s'est mis à causer : « Oh! la femme s'entend à empaumer les hommes... » Et j'ai fini par savoir que Josette, la sœur de monsieur, n'a pas eu tous ses mioches du même.

— Je vous défends de parler de ma sœur, crie Michel qui s'est dressé devant son ennemi.

Louis de Vimines qui préside intervient avec autorité :

— Gallice a raison, Maliveau. Vous nous débitez un tas de sornettes qui n'ont aucun rapport avec votre accusation. Gallice que vous accusez a-t-il, oui ou non, tué? Qui, et quand, et pourquoi? Tout est là. Le reste est fariboles. Finissons-en au plus vite. Sans quoi nous serons encore ici demain au lieu de chasser.

Moi seul ai deviné la marche sûre et lente de ce ministère public improvisé. Maliveau, cependant, ne se laisse pas intimider par cette algarade :

— Non, monsieur le président (il affecte de lui donner ce titre), je n'ai rien dit de trop. Je dois fournir des témoignages et des preuves. J'explique où et comment je les ai trouvés. Rassurez-vous : le moment approche où la vérité sera connue. Veut-on, oui ou non, la savoir? Si vous désirez la savoir, il faut bien que je parle de Josette Gallice.

— Il n'en parlera pas, déclare Michel péremptoirement.

— Est-ce nécessaire? demande Vimines embarrassé qui se tourne vers moi comme pour me prier d'intervenir.

Je me lève, et je calme le pauvre accusé :

— Laisse dire, Michel. Ta sœur est une honnête femme. Elle a eu, comme il arrive trop souvent dans nos campagnes où les jeunes filles ne sont pas assez surveillées, un enfant avant son mariage. Mais Étienne Béard a reconnu et légitimé le petit en épousant la mère.

Le fait est assez fréquent pour que les juges l'accueillent avec sympathie, mais l'affreux Maliveau s'acharne sur le passé comme un chien sur une voie saignante :

— Oui, reprend-il, mais l'enfant n'était pas d'Étienne Béard.

— Qu'en savez-vous? L'acte de l'état civil fait foi de la légitimation. Vous n'avez pas le droit, à vous tout seul et sans mandat, et sans raison, de provoquer une action en désaveu de paternité qui ne vous regarde pas.

J'ai employé à dessein des termes de droit pour mieux barricader la porte qu'il veut enfoncer. Et en effet, il se sent gêné sur ce terrain légal qui lui est inconnu, malgré sa fréquentation visible des audiences. Tout à coup il trouve une issue :

— Oh! ce que j'en dis, c'est pour Michel Gallice.

Et comme cette étrange déclaration est accueillie par un silence étonné, il reprend :

— Évidemment : c'est pour Michel Gallice. Parce que l'histoire de sa sœur, ça lui fournirait, — comment appelez-vous ça, dans les avocats? — des circonstances atténuantes.

— Expliquez-vous plus clairement, réclame Vimines : pas de phrases entortillées.

Maliveau, qui a retrouvé son chemin, reprend posément :

— Je continue, monsieur le président, je continue. J'en avais appris assez long à Bonneval...

— Qu'aviez-vous appris?

— Mais, ce que je viens de raconter.

— Pardon : y a-t-il un rapport quelconque entre ce que vous venez de raconter et une accusation de crime contre Michel Gallice?

— Patientez, patientez; il y a un rapport. Voilà qu'au retour à Modane, je rencontre un type que j'avais connu à la guerre...

Cette fois, je ne puis me tenir de lui envoyer cette flèche :

— Pas à la guerre, Maliveau : dans votre fort de Modane.

— Oui, quoi, dans mon fort de Modane pendant la guerre. C'est pareil.

— Oh! non.

— Enfin, qu'on me laisse parler, nom de D... !

Il a donné du poing contre une planche, il est déchaîné, il va rouler dans ses furieuses attaques comme un grand bouc sur les éboulis, mais pas plus que le chamois il ne trébuchera :

— Donc ce Portaz de Modane vient boire un verre avec moi. — « Toujours colporteur, mon vieux Portaz? que je lui dis. — Ah! non, depuis qu'*ils* m'ont arrêté. — *Ils* t'ont arrêté? — Oui, pour une histoire. — De la contrebande? — Non, mieux que ça. — Mieux que ça? Un mauvais coup? — Je crois bien : un assassinat. — Diable! Et où donc? — A Cérésole en Italie. — Cérésole? connais pas. — Tu ne connais pas Cérésole? De l'autre côté de la montagne. On y va de Bonneval par les cols entre le lever et le coucher du soleil. — Ah! l'on y va de Bonneval? Et qui a-t-on assassiné à Cérésole? — Un jeune garçon qui allait se marier et qui a reçu un coup de fusil. — Quand ça? Il y a longtemps? — Ça s'est passé avant la guerre. Est-ce que je suis d'âge à courir les filles? Et c'est un colporteur qu'on empoigne un beau matin sans crier gare, avec toute sa marchandise! On m'a arrêté, et puis on m'a relâché. Mais l'Italie, je n'y vas plus... » Portaz n'en savait pas plus long. Alors j'ai quitté Modane.

J'ai entendu ce récit avec stupeur. Le hasard a bien servi Maliveau. Quel policier tout de même! Le récit du colporteur, rapproché des méchants bruits recueillis à Bonneval sur Josette Gallice, lui a permis d'échafauder tout le drame. Comment a-t-il opéré ce rapprochement? Il reste ce point à éclaircir. Mais si j'ai pu suivre les virages de l'accusateur qui a l'air de se promener d'un côté, et puis du côté opposé, les traqueurs qui composent le jury et leur président, Louis de Vimines, n'y comprennent rien encore. Leur lanterne n'est pas éclairée. Les premiers se sont intéressés au dialogue mimé de Modane, tandis que mon camarade s'impatiente :

— Que signifient, Maliveau, ces propos de colporteur que vous colportez jusqu'ici? Voici longtemps que vous parlez, et vous n'avez encore rien prouvé.

— J'ai fini, déclare dans un geste théâtral Maliveau, qui se redresse avec insolence et qui va, cette fois, comme un avocat général qui requiert, réclamer le coupable au nom de la vindicte publique.

— Vous avez fini? Plaisantez-vous?

— Je ne plaisante pas, monsieur le président.

Et avec une effronterie de justicier qui joue au désintéressement et à la modestie, il achève, presque négligemment, presque à voix basse :

— Puisqu'on veut que je parle, je parlerai. On m'avait dit à Bonneval que l'amoureux de Josette Gallice, — le premier, pas son mari, — était de Cérésole...

— Assez! ordonne Michel, dès qu'on prononce le nom de sa sœur.

Mais le mal est fait et le dénouement se précipite :

— Et si c'était lui qu'on avait tué le matin de son mariage? Et si c'était Michel qui l'avait tué?

Le tortueux exposé a été long et la conclusion a duré quelques secondes. Elle s'est abattue sur l'auditoire, comme ces grands arbres sciés qui tiennent encore debout et s'écroulent en un instant. Il lui a donné cette forme dubitative, afin de se mettre à l'abri. Il la laisse maintenant s'étaler, comme le tronc coupé recouvre toute la prairie de son cadavre.

L'esprit lent des traqueurs, le sens droit de mon ami ne se sont pas rendu un compte exact du travail de la hache et ils étouffent sous le poids.

— Voyons, voyons, reprend Vimines, retrouvant tout son sang-froid, est-ce que vous vous offrez notre tête? Un colporteur vous raconte qu'on a tué autrefois un homme à Cérésole, et vous en concluez que Michel Gallice est l'assassin. En voilà un juge d'instruction merveilleux!

— Parbleu! riposte Maliveau qui plastronne, ça explique tout.

— Et quoi donc?

— Michel Gallice est venu se cacher parmi nous. Il a quitté son pays et ses biens. Il est venu chez nous en 1913, après le crime. Il ne fréquente personne, parce qu'il a peur de trop parler. Enfin la preuve, c'est qu'il a avoué.

— J'avoue encore, dit Michel simplement.

X. — LA DÉFENSE

L'aveu de Michel Gallice a jeté le désarroi parmi les juges que le singulier récit de Maliveau a intéressés, mais n'a pas convaincus. Les falots, accrochés çà et là aux poutres, éclairent assez mal la grange où nous sommes assemblés pour tenir nos assises. Cependant je puis surprendre, aux lueurs mobiles de leur flamme, la stupeur sur les figures. Le grand Bormand ouvre des yeux de chat-huant aveuglé ; Chavert, consterné, grimace ; Louis de Vimines a son air calme de bataille. Je me penche vers l'accusé :

— Parle, mon petit : n'aie pas peur. Dis-leur tout. Ce sont de braves gens.

Et, tandis que Maliveau s'aplatit sur un tas de foin où il disparaît à moitié, sa tâche accomplie, Michel se lève à son tour. Ce long garçon maigre, mis en évidence par le sort, dévoile tous ses secrets à mon esprit surexcité. Je lis sur son visage comme dans un livre ouvert. J'y retrouve sa race, cette race mauriennaise qui porte la trace des origines sarrasines, sur ses traits réguliers, dans sa majesté naturelle. Mais j'y retrouve encore cette réserve, cette sorte de pudeur venue d'aïeux et surtout d'aïeules rigoureusement soumis aux règles religieuses et, dans les longues veillées ou la solitude des pâturages, formés à la réflexion, à la méditation, à la vie intérieure. J'y découvre enfin, dans les yeux illuminés, sur le front traversé d'une précoce ride verticale, le mystère qu'il désire tant de garder et qu'il devrait bien révéler ce soir. Il est inquiet, il est agité, le pauvre Michel, il ne sait comment aborder son sujet. Révolté par le ton sournois et cauteleux de son adversaire, il voudrait à la fois trop en dire et trop en garder. Je lui porterais secours, si mon expérience ne m'avait pas appris que nulle défense ne supplée à l'accent direct, à l'émouvante humanité du prévenu.

— Je pensais bien, finit-il par expliquer d'une voix secouée qui, peu à peu, se pose, je pensais bien que ça sortirait un jour ou l'autre. Et maintenant que ça sort, je suis délivré. L'espion qui fait la police à Modane et à Bonneval peut me dénoncer : je m'en f... Mais vous autres, qui me connaissez, faudrait pourtant pas me mépriser. Vous, monsieur le comte,

j'aurais dû tout vous dire quand vous m'avez pris comme garde. Chavert, chez qui j'ai couché et mangé, devrait savoir. Et tous ceux qui sont ici. J'ai gardé le silence : j'ai eu tort. Mais les femmes, là-bas, n'avaient pas parlé. Elles voulaient me sauver. Eh bien! on ne se sauve pas. Quand on a commis une mauvaise action, on reste dedans. Elle vous entoure, elle vous accompagne. Même à la guerre, on la sent là.

Le remords ne l'avait donc pas quitté? Il est presque soulagé de confesser publiquement sa faute. Mais les paroles se sont trop précipitées. Il est déjà à bout de souffle. Il est à bout de souffle et ses juges n'ont encore rien appris. De mon mieux je le modère et le contiens :

— Doucement, Michel, doucement. Tu vas trop vite. Commence par le commencement, et ne te presse pas.

Rien n'est plus malaisé, pour celui qui n'en a pas l'habitude, que de raconter clairement un fait. Il n'y a qu'une méthode : l'ordre chronologique. Michel Gallice a tout de même étudié dans son séminaire, il a quelque formation intellectuelle. Après un effort qui le raidit et que trahit le mouvement fébrile de ses mains osseuses, il se range, sans même s'en douter, à mon avis :

— Après la mort du Père...

En Mauriennne, on dit : *le Père*, *la Mère*, comme on dit : *la Maison*. Et aussitôt il complète :

— Le Père était décédé par accident aux Aiguilles d'Arves. J'étais resté seul à l'Écot avec ma mère et ma sœur Josette. Il est venu un Piémontais, Milio Missa, pour la réparation du clocher. Nous étions du même âge. Il chantait, et moi aussi. Il jouait de l'harmonica. Le dimanche, il montait chez nous. Et puis, bientôt, les autres jours, pour la veillée. Je croyais que c'était pour la musique. Ce n'était pas pour la musique, c'était pour Josette.

Maliveau s'est redressé à demi sous sa botte de foin et je déchiffre sa pensée dans ses yeux clignotants. Était-ce la peine de lui interdire tout à l'heure de parler de Josette Gallice et de son Italien? Il lance à chacun des juges un regard de triomphe.

— Alors, a déjà repris l'accusé, la Mère me dit : « Il veut marier ta sœur. Faudrait voir en Italie sa famille. » Je passe le col de Carro, sans avertir Milio Missa, et je m'en vais à Cérésole. C'était déjà l'automne. Je dis à la mère au retour : « Il a

une famille comme la nôtre : une mère et une sœur Bianca, plus un jeune frère Emmanuele que je n'ai pas vu parce qu'il garde les troupeaux dans la montagne. Le père est mort de maladie. Ils n'ont qu'un petit bien. — Le bien n'est rien, qu'elle me répond, mais l'estime de Dieu. — Les femmes, que je lui explique, se signent avant et après le repas, et quand on passe devant une croix ou devant une chapelle. » Donc, un dimanche, après la soupe qu'il avait prise à la maison, je reconduis Milio Missa sur le chemin de Bonneval. La nuit était tombée. La mauvaise saison approchait. Je lui dis comme ça : « Marie ma sœur. » Il rit et me fait : « Entendu, Michel. » J'aurais dû me méfier de son rire. Il devait remonter le jeudi. Il ne remonte pas. Ce sera pour le dimanche. Le dimanche, pas de Milio Missa. Je vais le chercher à Bonneval, pour Josette qui pleurait. On m'apprend qu'il était parti le lundi. Pour où ? Pour l'Italie. Je veux repasser le col : la neige tombe en abondance. Impossible de traverser la montagne. Nous voilà murés pour l'hiver, sauf le chemin ferré par Modane, qui coûte cher, veut un passeport et ne va pas à Cérésole.

Cette fois, toute la grange est haletante, non plus de curiosité, mais d'attention passionnée. Ce n'est plus le roman policier de Maliveau, c'est un drame de famille qui se renouvelle souvent et dont la souffrance et la honte, pour être connues, n'en sont pas moins pathétiques. Michel, qui a fait une pause, continue son récit :

— Pendant l'hiver, je me suis bien douté de quelque chose. La mère et Josette avaient les yeux rouges quand elles restaient ensemble. Je les surprenais, en rentrant, causant à voix basse. Et la mère est tombée malade. Un jour, elle me commanda au bord de son lit : « Si je meurs, veille sur Josette. — Bien sûr que je veillerai. — Oui, mais ne la gronde pas. Elle n'a que toi. Rien que toi. — T'inquiète pas, maman. Repose-toi » Et puis, elle s'est reposée pour toujours. Et puis j'ai compris ce qu'elle voulait. Je n'ai pas grondé la Josette : j'avais promis à la mère. Je suis allé tâter les cols : il y avait encore trop de neige. Trois fois j'ai voulu passer. Trois fois j'ai failli rester dedans. A la quatrième, j'ai traversé. A Cérésole j'ai trouvé les deux femmes. J'ai demandé : — « Et Milio ? — Parti au service militaire. — Loin d'ici ? — Très loin : à Fiume. — Faut qu'il revienne. — Il reviendra au mois de septembre pour se marier.

— Pour se marier? — Oui, il épouse Carlotta Monti, qui est camérière à l'hôtel Bellagarda. — Il n'épousera pas Carlotta Monti. » Alors, j'annonce aux deux femmes que ma sœur Josette va accoucher. Elles pleurent, elles crient, elles me répondent : « La Carlotta aussi ; et le père menace. » Je dis : « C'est bien. Je reviendrai. Milio ne mariera pas Carlotta. Il mariera Josette. » Elles étaient d'accord avec moi, parce que l'enfant de la Carlotta, on ne savait pas au juste de qui il était. Mais elles tremblaient devant Milio, et Milio tremblait devant le père de la Carlotta.

De nouveau Michel s'arrête, non pour mesurer l'effet qu'il produit, — ce cabotinage est bon pour les Maliveau, — mais parce qu'il a la gorge serrée au souvenir de ces heures mauvaises. Il lui faut accorder sa respiration avant de poursuivre :

— J'étais resté plusieurs jours en Italie. Les femmes voulaient me garder pour me calmer et pour tâcher de s'entendre. Quand je suis redescendu sur l'Écot, le petit était né. Ma sœur l'avait appelé Thomas, du nom de notre père. Une voisine l'avait assistée. Elle gémissait tout le temps sur sa faute et s'accusait d'avoir tué notre mère : « Je te ramènerai ton mari, que je lui fais ; j'ai promis à la morte de veiller sur toi. — Crois-tu, qu'elle me dit, qu'il revienne ? » Elle était si découragée qu'elle en a perdu tout son lait. Il a fallu nourrir le petit à la bouteille. La voisine l'a appris à Josette. Chez nous, les femmes n'avaient jamais été honteuses. On ne les avait jamais montrées du doigt aux processions. La maison avait toujours été respectée. C'est peut-être pour ça que la mère est morte : il y en a qui sont moins sévères sur ce chapitre. Je retourne encore une fois à Cérésole, une fois encore avant la bonne. Pas de nouvelles de Milio. Sa mère et sa sœur Bianca lui avaient écrit, le suppliant de répondre et il n'avait rien répondu. Personne ne pouvait croire que cet homme fût si méchant. Quand il jouait de son harmonica, avec ses mains qui couraient, quand il chantait des chansons de son pays, on avait la poitrine toute gonflée de plaisir, on aurait voulu pleurer et rire à la fois. C'est ainsi qu'il a pris Josette. Les femmes sont plus faibles que nous, et il leur ôtait la raison. Peut-être aussi qu'elles l'ont gâté. Il était comme un fruit pourri. Dieu ait son âme et c'est à lui de me pardonner ! Mais on l'avait bien accueilli à la maison. Il y mangeait, il y buvait et, par les gros temps, il y couchait. Tromper ceux qui vous reçoivent chez eux, est-ce un

coup d'honnête homme? Donc, il avait oublié Josette après s'être amusé avec elle. Il avait oublié aussi la promesse qu'il m'avait faite sur le chemin de Bonneval, au bord de l'Arc, alors que je ne savais rien. Il croyait que les choses se passeraient ainsi en douceur et que, parce qu'on habite l'Italie, on peut jouer à son aise avec les filles de Savoie, de l'autre côté de la montagne. J'ai prévenu sa mère et sa sœur : — « Dites-lui bien qu'il réfléchisse! Mon père est mort et je le remplace. Il ne mariera pas une autre femme que Josette sans ma permission. » Bien sûr qu'elles n'y pouvaient rien. Mais peut-être qu'à la fin il les écouterait. A force de pleurer et de supplier, les femmes obtiennent quelque chose des hommes, quand ils n'ont pas le cœur en pierre. J'avais bien promis à la mère de ne pas gronder Josette, et Josette n'a pas entendu un reproche de ma bouche. Ce qui s'était passé chez nous pouvait se passer là-bas. Enfin, j'ai su la date du mariage de Milio avec cette Carlotta Monti. J'ai passé de nouveau en Italie. La montagne, de l'autre côté, me connaissait maintenant. Elle est mauvaise de l'autre côté, à cause du glacier du Carro qui a de longues crevasses. Je ne conseillerai à personne d'y aller tout seul et sans corde. La première fois, au printemps, j'ai dû coucher sur la glace, parce que la nuit m'a pris quand je cherchais encore mon chemin. Le père, qui est mort aux Aiguilles d'Arves à cause d'un Anglais de malheur, m'a appris les passages. J'avais son fusil et son piolet, et aussi la promesse que j'avais faite à la mère. Et puis la neige avait fondu. Quand les deux femmes ont vu mon ombre devant leur porte, vers trois heures de l'après-midi, elles ont levé les bras au ciel : « N'entre pas! n'entre pas! Il est là. — C'est bien lui que je viens trouver. » Elles me tirent à elles derrière leur maison pour me raconter l'affaire. Elles s'étaient traînées devant lui sur le plancher, comme on se met à genoux à l'église pour prier. Il avait ricané et s'était moqué. Il avait cette Carlotta dans le sang. C'est à cracher par terre : elle avait reçu de l'argent des étrangers de passage à l'hôtel Bellagarda pendant la saison, elle avait ramassé une somme. De la boue, quoi! Quand elles ont fini, je les remercie poliment : « Vous deux, je vous estime. Mais lui, on va voir. » Elles recommencent de se lamenter : « N'y va pas! Il a des armes, il te fera du mal et tu n'es pas dans ton pays. » Je les écarte et j'entre. Milio était

dans la grande chambre. Il mangeait du pain et du fromage et il buvait un verre de vin. Quand il me voit en face de lui, il veut rire et il veut plaisanter : « Assieds-toi là, qu'il me fait, mange et bois comme chez toi. — Oui, que je lui réponds, tu as mangé et bu chez nous plus souvent, et couché aussi. Lève-toi et viens avec moi. — Où ça ? — En Savoie, pour marier Josette et reconnaître le petit. — Ah ! il y a un petit. Et de qui ? — Prends garde, Milio. Pas un mot de plus sur ce chapitre. Josette Gallice n'est pas Carlotta Monti. » Il a dû comprendre à mes yeux qu'il avait fini de rigoler. Il m'a montré son uniforme de soldat : « Déserteur. Si je vais en Savoie, je déserte. — Si tu n'y vas pas, toi, elle viendra. Je l'amènerai par la montagne. — Je ne peux pas avoir deux femmes. — Tu n'en auras qu'une, Milio, et une bonne. — Demain, je marie Carlotta. — Tu ne la marieras pas. — Puisque les bans sont publiés, et même contre la mère. — Les bans ne sont pas la cérémonie. Tu n'iras pas demain. » Le voilà qui se met à me singer et qui prend son harmonica pour s'accompagner dans la musique qu'il faisait avec ma voix. Je lui arrache l'instrument et je lui jette dans la figure : « Écoute, Milio. Si tu ne veux pas aller avec Josette, c'est avec moi que tu iras. — Où ça ? — Sur le sentier du Carro. J'ai repéré le bon endroit. Au-dessus des chalets de la Mendetta, en s'écartant sur la gauche, il y a deux rochers à moins de cinquante mètres l'un de l'autre. Deux rochers, et pas de carabinier. Tu prendras ton fusil, j'ai caché le mien. Nous tirerons tous deux, et Dieu jugera. » Sa bouche se fend jusqu'aux oreilles. Je n'ai pas connu si c'était une grimace de peur ou de bravade. — « Ça, qu'il me dit, c'est une idée. Et pour quand cet exercice ? — Ce soir. Il faut, pour monter, une bonne heure. — Eh bien ! attends-moi sur le sentier. Je te rejoins. Et ce sera fini. » — Je vais l'attendre sur le sentier. Il ne vient pas. Je devais le prévoir. Je retourne à sa maison. Il faisait nuit : — « Où est-il ? — Où veux-tu qu'il soit, Michel ? Il est chez la Carlotta. Michel, pauvre Michel, laisse-le tranquille. Il n'y a que de la misère et de la vergogne à glaner avec lui. » J'aurais dû les écouter. Ce n'était pas un mari pour Josette, mais il y avait l'enfant de la honte. Je cherche la maison de la Carlotta, à l'autre bout de Cérésole. Elle était éclairée : par la fenêtre, je voyais l'intérieur ; sur la table des bouteilles et des verres, et autour de la

table toute une compagnie qui s'amusait. Milio manœuvrait son accordéon, et la Carlotta dansait. Ils ne savaient pas que j'étais là, dehors, à les regarder. Ils se montraient comme ils étaient. Ils ne savaient pas que Milio était condamné. S'ils l'avaient su, peut-être qu'ils n'auraient pas tant bu, chanté et dansé. J'ai eu tout le temps de les examiner. Elle s'est assise sur ses genoux. Il lui a barbouillé la figure avec du vin d'Asti. Un vieux a jonglé avec les bouteilles vides. Ça devait être le père de la Carlotta. L'horloge du village a sonné minuit. Alors Milio est sorti. Je l'ai happé dans l'ombre par le bras. Il a eu peur de moi, mais plus peur encore de la maison qu'il venait de quitter. « Chut! qu'il m'a dit tout bas. Pas de bruit ! » Je ne sais pas pourquoi je lui ai obéi, et j'ai continué à voix basse : — « Tu ne m'as pas rejoint sur le sentier du Carro? — Non. — Pourquoi? — J'ai cru à une plaisanterie. — On ne plaisante pas avec des armes. Si demain tu prends ce chemin qui conduit chez la Carlotta, tu es un homme mort. Je te préviens. — Écoute qu'il m'a répondu... » Ah! non, je ne répéterai pas ce qu'il m'a proposé...

Et Michel Gallice, brusquement, s'arrête, comme s'il avait rencontré un de ces abîmes qui ne permettent pas d'aller plus avant. Il a débité ce long récit d'une haleine, sans se reprendre, comme une meute mène la chasse et ne lâche plus la piste. Chaque fois que le vacillement des lumières écartait de son visage les ombres, je suivais dans ses yeux illuminés la vision des puissances qui le conduisaient : honneur de sa race, dégoût de l'ignoble séducteur de sa sœur, et cet autre mystérieux sentiment qu'il n'avoue pas, que j'ai dû surprendre, qu'il ne révélera pas en public, dût-on le menacer de l'échafaud. Il a trouvé ses mots sans aucune difficulté, lui qui m'appelait à son secours, ne s'estimant pas capable de s'expliquer lui-même. Il me suffit de tourner mon attention du côté de ses juges pour deviner à quel point il les a subjugués et conquis. Cependant, rentré dans le silence, il ne consent plus à en sortir. Le charme est rompu : il ne saura plus se servir de la parole. Louis de Vimines, qui préside les débats, doit le solliciter :

— Achève, Michel : on attend la fin. Le lendemain, que s'est-il passé?

Le jeune homme tressaille de tout le corps, comme si on le confrontait avec sa victime :

— Eh bien, il s'est passé, le lendemain, ce qui devait se passer.

— Oui, mais, nous autres, Michel, nous l'ignorons.

— C'est bien simple. Je me suis posté avec le fusil du père au-dessus du chemin qui conduit chez la Carlotta, un peu en bas du village de Cérésole. Quand j'ai vu Milio déboucher avec un camarade, en uniforme comme lui, j'ai crié : Halte! Parce qu'il pouvait encore revenir en arrière. Je l'avais averti. Il savait ce qui l'attendait. Au lieu de revenir en arrière, il a couru en avant. J'avais déjà tiré des chamois au galop. Un homme ne va pas si vite. J'ai visé à la tête. Il est tombé. Il n'a plus remué...

Nous avons à peine entendu les dernières phrases. Michel Gallice les a soupirées, comme l'aveu d'une faute au confessionnal de la pénitence. Son crime est entouré de tant de circonstances atténuantes qu'il aurait pu revendiquer en quelque sorte le droit à la vengeance. Or, il n'y a point songé. L'ancien séminariste, resté plus délicat d'épiderme, ou le descendant de toute une lignée d'honnêtes femmes religieuses, ne se vante pas de son acte, ne se pardonne pas son crime. Et précisément, c'est cela qui répand dans la grange une haute émotion. Elle est soulignée par un long silence, comme un salut rendu au mort avant les funérailles. La voix de Louis de Vimines le rompt, avec cette fin d'interrogatoire :

— On ne t'a pas poursuivi, Michel?

— Non. J'ai retraversé la montagne par un chemin à moi. Derrière moi je n'ai vu personne.

Le président, sur un nouveau silence, se tourne de mon côté :

— N'a-t-il pas tout dit? Désirez-vous ajouter quelques mots? N'est-il pas inutile que je prenne la parole?

— Presque rien, dis-je. La conduite de l'accusé dans la guerre, ses citations, ses blessures. Il a sollicité des missions dangereuses. Il a voulu donner sa vie. Il a refusé la Légion d'honneur à cause du mort de Cérésole. Enfin, il a été provoqué au meurtre non pas seulement par le lâche abandon de sa sœur Josette, mais par une autre injure encore, ignoble, monstrueuse, et qui devait particulièrement l'atteindre. Demandez-lui ce que lui a proposé Milio Missa, quand il l'a abordé au sortir de la maison joyeuse de la Carlotta.

Michel, courroucé, me regarde et ses yeux flamboient :

— Je ne veux pas... déclare-t-il.

A-t-il tué à cause du drame de famille ou pour l'horreur inspirée par cette mystérieuse proposition? Nous ne le connaîtrons pas. Vimines se penche vers l'assemblée des traqueurs qui doivent juger leur camarade. Il leur rappelle ce qui a été convenu :

— Chacun de vous donnera son verdict à tour de rôle. Je parlerai le dernier. Si nous acquittons à l'unanimité Michel Gallice du meurtre de l'Italien, nous avons pris l'engagement de ne plus jamais parler de l'affaire. Vous entendez, Maliveau, vous comme les autres.

— J'ai juré, déclare Maliveau d'une voix franche.

— Si l'un de nous, un seul, le déclare coupable, lui-même ira demain se dénoncer à Grenoble. A vous, Tardy, qui êtes le plus jeune.

Celui-ci, interpellé, rougit comme une jeune fille. Il est tout confus du rôle principal qui lui est attribué. Il ne pensait pas faire acte d'initiative personnelle et comptait se rallier à l'avis des plus anciens. C'est un garçon timide et gentil qui aime à marcher en troupe. Le voilà qui se tire de la foinière et se met debout sur ses jambes. Je considère avec une certaine inquiétude cette bonne figure ébouriffée. En somme, tout va dépendre de lui. S'il acquitte, comme je l'espère, sera-ce du bout des lèvres, ou cordialement ? Il marche vers l'accusé, s'arrête à sa hauteur et lui prend la main. D'instinct, il a trouvé mieux qu'une parole.

Un à un les traqueurs défilent et font le même geste, tour à tour. Le grand Bormand y va trop fort et manque lui démancher le bras. Chavert prolonge un peu plus l'étreinte. Louis de Vimines, en dernier, accomplit le rite qui libère. Michel Gallice ne s'attendait pas à cette manifestation. Il en est tout tremblant, et sa figure, aux lanternes, se plisse, se tord, grimace. Il pleure, le pauvre petit. Il pleure en se retrouvant libre. Car il était, depuis sept ans, le prisonnier de son secret. Notre jugement dans la grange n'a pas été si mal rendu, puisqu'il lui restitue sa propre estime. Je m'approche à mon tour et veux l'embrasser. Maliveau est devant moi qui me devance et qui offre la main, lui aussi.

— Ce qui est fait est fait, prononce-t-il. Tu es mon homme, comme aux autres.

Est-ce habileté ou fourberie ? Se range-t-il à l'opinion commune par habitude de flatter le plus fort ? Le personnage est malaisé à pénétrer. Il est peut-être de bonne foi. Dans tous les cas, en beau joueur il sait perdre. Michel ne lui garde pas rancune et il accueille l'accusateur comme il a accueilli les juges.

Un des falots s'éteint brusquement, la bougie épuisée. Les autres sont mourants et lancent des lueurs intermittentes et saccadées jusqu'aux poutres enchevêtrées de la toiture.

— Il est tard, dit Louis de Vimines de sa voix bourrue qui ne veut pas laisser transparaître ses sentiments. Allons dormir, mes amis. Demain, ou plutôt ce matin, car il est une heure, nous chassons à Malhaubert...

XI. — LE FRÈRE ET LA SŒUR.

Pendant les trois années qui suivirent, je revins fidèlement à la cabane du lac Lovitel pour la saison des chasses. Je retrouvais toujours, chez Louis de Vimines, qui m'offrait l'hospitalité, le même personnel : Chavert, le garde, avec son adjoint Michel Gallice, et les traqueurs, Maliveau, le grand Bormand, le jeune Tardy et les autres. Pas une seule fois, la moindre allusion ne fut faite en ma présence à la scène de la grange. Elle était comme abolie de toutes les mémoires. Le pacte qui nous liait s'observait strictement : Michel ne courait aucun risque d'être livré à la justice. Et d'ailleurs, n'avait-il pas été jugé dans toutes les règles, avec un ministère public et un interrogatoire ? Les témoins manquaient, mais ils ne sont pas nécessaires en face de l'aveu.

Cependant la troisième année, je surpris, d'un poste où l'on ne soupçonnait pas ma présence, une conversation assez étrange entre le grand Bormand et Maliveau :

— Enfin, se plaignait le premier, pourquoi vit-il comme un loup ? On l'invite au cabaret : il refuse. On lui offre pour les marier les plus jolies filles de Vénose et celles même qui ont du bien, et il n'en veut pas. Puisqu'on l'a jugé et acquitté, c'est fini. Il peut bien se conduire comme tout le monde. Ça serait plus nature.

— Oui, répliqua Maliveau perfidement, il n'a peut-être pas tout dit.

Il n'a peut-être pas tout dit. Celui-ci allait-il recommencer à répandre son venin ? Il conviendrait d'y prendre garde et d'exercer quelque surveillance. Je croyais bien deviner la cause de ce conflit renaissant. Peut-être Michel ne se montrait-il pas raisonnable. Après notre verdict, solennellement rendu sur un tas de foin, une sympathie nouvelle et sincère l'avait accueilli dans le monde de nos montagnards. Ses camarades, pendant les hivers, lui avaient fait sans doute des ouvertures. Les filles le regardaient favorablement. On pensait le fixer par un mariage à la Danchère ou à Vénosc. Et il ne se prêtait pas à ces avances, il se dérobait et continuait d'intriguer les cervelles villageoises, parce qu'on ne s'expliquait plus cette recherche de la solitude. Au fait, n'était-elle pas inexplicable ?

Un jour que les hasards de la chasse l'avaient amené à me rejoindre devant une chèvre que j'avais abattue, comme il achevait de vider l'animal et de le bourrer d'orties, je mis la conversation sur ce sujet :

— Eh bien ! Michel, te voilà fixé dans ce pays. Tu ne t'y maries pas ?

Courbé sur la bête, il se redressa vivement, comme si je lui tenais un propos injurieux :

— Non, monsieur l'avocat.

— Et pourquoi ?

— C'est mon idée.

— Tu as donc une raison ?

— Oui.

Et il me fixa dans les yeux comme pour me signifier : « Est-ce à vous de me la demander ? Vous l'avez devinée, ma raison, et vous ne devez pas m'en parler. Personne au monde ne doit m'en parler. » C'était si catégorique et si clair que je baissai le regard et me tus. Michel chargea le chamois sur ses épaules, mais, avant de descendre la pente, ainsi couronné de son trophée, la tête passée entre le ventre et les pattes de la bête, il me confia tout à coup le but constant de ses pensées qui n'avait pas changé :

— Il y aura dix ans dans huit jours, le 15 septembre.

Je feignis de ne pas comprendre :

— Dix ans ? pourquoi dix ans ?

— Parce que c'est la prescription.

Ainsi avait-il calculé que l'impunité lui serait bientôt

assurée. Son crime serait prescrit. La justice ne pourrait plus le poursuivre.

— Tant pis! lui dis-je crûment. Tu n'avais rien à craindre de la justice. Ceux d'ici l'ont rendue.

— Oui, me répliqua-t-il. Mais j'avais promis.

— Promis ?

— Promis de ne pas me dénoncer.

— Et si, dans la grange, tu avais perdu ?

— Ça, c'est autre chose. Je n'avais pas parlé le premier. Ah ! si je n'avais pas donné ma parole !

— A qui l'avais-tu donnée? A Josette ?

— Non, pas à Josette.

C'est toujours la même intervention mystérieuse. Il ne m'en dira pas plus long. Comme nous rentrons ensemble aux cabanes, lui devant et moi derrière, à travers un clapier aux pierres branlantes qui ralentit notre marche, il s'arrête et se retourne tout à coup pour revenir sur ce passé qui le tourmente :

— Le lendemain, je veux revoir le pays.

Il me faut traduire : cette brève formule signifie que, le lendemain du jour où la prescription sera acquise, c'est-à-dire le 16 septembre, il se propose de partir pour la Maurienne. J'entre aussitôt dans son idée :

— Revoir ta maison de l'Écot et ta sœur Josette ? Ne les as-tu jamais revues depuis dix ans ?

— Jamais.

— Eh bien, il faut y aller. Veux-tu que je t'accompagne, ou préfères-tu y aller seul ?

— J'aime mieux avec vous.

— Nous irons donc ensemble, tout de suite après les chasses.

Ainsi convînmes-nous du voyage. Après avoir chassé une dernière fois dans la combe de Ferrand, nous partîmes pour sa lointaine vallée par Bourg d'Oisans et le col de la Croix-de-fer, qui est aujourd'hui ouvert aux automobiles et qui conduit à Saint-Jean-de-Maurienne. C'est le chemin qu'avait suivi Maliveau, quand il menait son enquête. Nous arrivâmes le soir à Saint-Jean, dont je désirais revoir le beau cloître du xve siècle aux arcades d'albâtre, les unes intactes, les autres rompues. Je l'avais vu jadis par un clair de lune qui donnait à la vieille capitale mauriennaise un air d'apparition moyenâgeuse. Sous la lumière bleutée, la place de la cathédrale, avec ses maisons

sombres et sa grosse tour carrée, ressemblait à une de ces villes des Flandres, Furnes ou Ypres avant sa totale destruction, dont mes yeux ont gardé l'empreinte dans la guerre. Mais le cloître abandonné, dont l'entrée même, dérobée par une allée perdue, est difficile à découvrir, avec ses pierres descellées, sa mauvaise herbe, la caresse des étoiles pâlies et de la douce lumière nocturne, l'ombre des montagnes penchées, était surtout demeuré cher à mon souvenir.

Au petit jour, nous voilà repartis pour Modane et la vallée de l'Arc, dans une voiturette d'assez bonne marque trouvée et louée à Saint-Jean. Au petit col désertique de la Madeleine qui découvre le fond du val fermé par le massif de la Lévanna, mon compagnon commence d'être pris du mal du pays. Il aurait bu qu'il n'aurait pas les yeux plus brillants, ni la langue mieux pendue. Il me montre Roche-Melon, le Charbonnel et l'Albaron sur notre droite, la Croix de don-Juan-Maurice et Méan-Martin à notre gauche, même quand ils sont invisibles et cachés par des premiers plans. Il se gargarise de leurs noms étranges qu'il n'avait plus prononcés et les appelle comme des amis. Les Suisses désertaient quand ils entendaient le ranz des vaches. Les Savoyards qui émigrent aux Amériques reviennent mourir chez eux, si haut perché que soit leur village natal, si dur qu'en soit le sol et si rigoureuses qu'y soient les saisons.

— Calme-toi, Michel, calme-toi. Veux-tu déjeuner à Bessans ou à Bonneval ?

— A l'Écot : Josette nous fera à manger.

— C'est trop loin.

— Alors, pas à Bessans. A Bonneval : c'est déjà chez moi.

Nous déjeunons à Bonneval, où le Club Alpin a construit un chalet. Les habitants sont au bétail, dans les hauts pâturages : il n'est resté que des vieux sur le pas des portes, au soleil, et des vieilles égrenées çà et là dans les potagers, vêtues comme des religieuses avec leur robe sombre et leur bonnet en forme de cornette. Ils ne prennent plus garde aux passants et n'ont pas examiné cet étranger accompagné d'un revenant. Nous laissons l'automobile à l'auberge et prenons à pied le sentier qui longe l'Arc, traverse les éboulis de Fandan, la légendaire cité sarrasine écrasée sous les pierres, et attaque le rocher où le hameau est bâti. L'exubérance de Michel Gallice s'est envolée, mais son silence est plus éloquent. Il dévore des

yeux ce paysage familier, l'eau verte du torrent, les baies rouges des rares sorbiers, les teintes mauves des rochers lisses, et les vagues apparitions de névés entre deux ombres de montagnes, tout cela il l'absorbe dans son regard, il s'en délecte, il s'en remplit, il en fait sa chair et sa substance. Les dix ans écoulés, il les abolit en un instant, ou plutôt il les reprend au passé.

— Tu vas retrouver ta maison, Michel.

— La maison de ma sœur.

— Lui as-tu donné ta part?

— Je ne sais pas bien. Je lui ai tout laissé.

— Attends : je me rappelle. C'était une procuration, pour toucher ta moitié de pension et pour administrer les immeubles.

— Vous voyez.

— C'était une procuration, Michel, et non pas une donation. Une procuration est révocable et donne droit à des comptes. Ta sœur est riche aujourd'hui. Parce que son mari a des champs, des prés et du bétail.

— Je sais.

— Toi, m'a-t-on rapporté, tu vis pauvrement à la Danchère. On dit même que personne n'a vu la couleur de ton argent.

Il hoche la tête. Ces choses matérielles touchent toujours un paysan :

— J'en ai tout de même, monsieur l'avocat.

— Ah! tu économises? C'est bien. Où veux-tu acheter de la terre?

Car, à le voir ainsi possédé par le pays natal, nul doute qu'il n'en désire prendre un morceau. Mais sa réponse m'étonne :

— Ça n'est pas pour moi, monsieur l'avocat.

— Pour qui? Pour ta sœur, encore?

— Oh! non, elle n'en a plus besoin.

Je n'en saurai pas davantage. Il y a toujours, dans ses confidences, un moment où il sort le cran d'arrêt. N'irai-je pas, un jour où l'autre, plus avant dans son amitié? Comme nous approchons de l'Écot, dont les quelques maisons grises se groupent au-dessus de nous, pareilles aux murailles d'une forteresse, je fais une pause pour demander à mon compagnon :

— As-tu prévenu ta sœur Josette de ton arrivée?

— Je n'y ai pas songé.

— A quoi songes-tu, Michel? Elle ne t'a pas revu depuis dix ans, et tu tombes ici comme la tempête. Elle sera épou-

vantée. Arrête-toi à l'oratoire et j'irai devant pour t'annoncer.

— Je veux bien, m'approuve-t-il, par déférence plutôt que par conviction.

Il n'attache pas d'importance à l'émotion fraternelle. Et peut-être même se la représente-t-il sous un autre angle que celui du sentiment. Josette Béard reverra-t-elle seulement avec plaisir celui qui a veillé sur sa réputation au point de tuer son séducteur? L'Arc a roulé bien des cailloux depuis ce temps-là. Sous l'arche du pont qui mène aux Évettes, tant d'eau a coulé. Elle a un mari et des enfants, une bonne maison solide et des terres bien exposées. A quoi bon remuer le passé? Michel aurait aussi bien fait de rester où il était. Voilà ce qu'il pense quand il s'assied sur le petit mur qui borde l'oratoire dédié à Notre Dame de la Merci, à l'entrée du hameau, au bas de la dernière montée qui est dallée. Je le devine à ce sourire d'ironie paysanne qui, en Savoie, se charge d'un infini scepticisme. Seule, la religion a réussi à traverser le cuir épais d'une incrédulité venue de la rudesse et de la matérialité de la vie et de l'écroulement de toutes les grandeurs et de tous les orgueils sous le choc des puissances naturelles. Ici, en Maurienne, des âmes désabusées ou désespérées n'ont trouvé de refuge que dans le mysticisme ou la sorcellerie. Comme je le quitte pour prendre de l'avance, il me retient :

— Et si on s'en allait?

— Ah! non, Michel, il est trop tard.

— C'est que... j'aurai du regret.

Il en a déjà. Le soleil de septembre donne à ce coin de montagne sauvage une grâce altière, extraordinairement enveloppante, différente de celle d'un jardin et tout aussi délicate, comparable à la faveur que vous accorde le sourire de quelque belle dame réservée, grave et majestueuse, dont on n'attendait pas cet art de plaire et qui, dès qu'elle se met en frais, passe en voluptueuse douceur les coquettes les plus raffinées. Le pauvre Michel l'éprouve à l'instant. Il a choisi un trop beau jour pour son pèlerinage. Il ne pense plus à s'en aller. Tout à l'heure, quand il franchira le seuil de sa maison de famille, ne réclamera-t-il pas son dû? Ne s'installera-t-il pas comme chez lui? N'y aura-t-il pas conflit entre le frère et la sœur et peut-on lui demander de continuer à vivre en marge de la société, comme un banni, comme un proscrit, comme un criminel? Voilà ce

que j'imagine, tandis que je le laisse derrière moi, assis au bord de l'oratoire, occupé à dévisager sa vallée. J'arrive, un peu inquiet, en suivant la ruelle montante, à la maison des Gallice que je connais bien, où je suis revenu, moi, il y a quatre ans, juste après la guerre. Elle n'a pas changé de place, et pourtant j'ai quelque peine à la reconnaître, là, surplombant l'Arc, avec sa belle vue et son air rustique. Un banc neuf est placé devant la façade. Le poulailler a été reconstruit. Il y a des pots de géraniums aux fenêtres. Une partie du toit a été recouverte de fines ardoises qui remplacent les grosses plaques de schiste grossier, mangées de mousse dorée. On respire ici l'aisance. La porte est ouverte, et barrée par deux mioches tout petits, tout blonds, les doigts dans le nez. J'appelle :

— Josette.

Elle ravaudait son linge à l'intérieur. Elle accourt à mon appel et me salue gaîment, tout en portant secours à la marmaille que ma présence effraie.

— Deux nouveaux, lui dis-je en les montrant.

— Philibert et Véronique, me répond-elle. C'est des noms de chez mon mari.

Les premiers portaient, je me souviens, des noms de chez elle. Par équité, ou par affection, elle a partagé avec son homme. Où est celui-ci ? Plus haut, dans les pâturages, avec le bétail. Il a emmené les trois plus grands : Thomas, Claudine et Michel. Mais tous vont redescendre demain pour la bénédiction des toits.

— La bénédiction des toits?

— Oui, c'est une cérémonie d'usage. Le curé passe et asperge les maisons.

Alors je me décide à lui annoncer la nouvelle :

— Je t'amène quelqu'un, Josette.

— Vous pouvez, monsieur l'avocat. Ce soir il y a de la place pour vous loger. Parce que demain...

Elle pense qu'il s'agit d'un touriste ou d'un chasseur de mes amis et nous offre l'hospitalité. Je m'amuse à lui proposer une devinette. Ce quelqu'un, elle ne l'a pas vu depuis très longtemps. Elle comprend et ne l'avoue pas tout de suite. Michel avait raison de s'en douter : elle ne désirait pas ce retour. Calcule-t-elle mentalement les ennuis que représen-

terait un partage? ou se rappelle-t-elle qu'il a tué Milio Missa, le premier qui la tînt contre lui? Il n'y a pas de trouble dans ses yeux clairs, et l'image de Milio Missa n'y a pas laissé de trace. Elle n'imagine plus le beau joueur d'accordéon qui l'a abandonnée dans la honte dont sa mère est morte. Je n'ai plus devant moi qu'une bonne mère de famille, soucieuse du bien-être de son mari et de ses enfants et de l'harmonie du ménage. La présence de son frère ne peut lui valoir que du désagrément. Elle avait si bien oublié l'origine de son fils aîné, ce brun petit Thomas qui sert déjà au pâturage et que son homme traite comme les cadets, ni plus ni moins, ne faisant pas de différence entre eux. Son homme : heureusement, il est absent. Il ne parle jamais du passé. Y pense-t-il quelquefois? On ne peut savoir : Étienne Béard n'est plus jeune, il a toute une vie à lui, avec des souvenirs et des songeries qu'il garde. Tout cela, je le pressens peu à peu à des questions, des réticences, des silences.

— Le voilà! dis-je en entendant le pas de mon compagnon, qui n'a pas eu la patience de m'attendre.

La sœur et le frère sont l'un devant l'autre, immobiles, celle-là à l'intérieur de la maison paternelle, comme si elle en défendait l'accès, l'autre sur le seuil. Ils se regardent, et sans doute se découvrent-ils changés, après dix ans de séparation, l'une alourdie, l'autre desséché, tous deux mûris par les épreuves, mais l'une épanouie dans la paix, l'autre encore en état de guerre et dont l'odeur des terres natales agite les narines. La première, elle se rend au passé que leur confrontation ressuscite :

— Michel! soupire-t-elle.

Et comme une pauvre femme craintive, habituée à trembler devant le mâle, elle vient s'appuyer à lui qui la domine de sa longue taille. Déjà les ombres de rancune et de jalousie dont il était entouré au bord de l'oratoire se dissipent comme ces nuages en écharpe au flanc des montagnes, dont on ne sait pas toujours s'ils présagent l'orage ou le beau temps. Il redevient le frère aîné, le protecteur, le chef de famille, qui a promis à la mère mourante de ne pas gronder la coupable. Ah! si elle l'avait mal accueilli! Un geste peut suffire à transformer un homme, tant il est vrai que nous sommes le théâtre où les passions se battent, sans que nous sachions le plus souvent le

nom du vainqueur. Le reteur a jeté Michel Gallice dans un abîme de contradiction. Il demeure fixé à la dalle de pierre où ses pieds sont posés. On dirait qu'il reprend racine. Et en même temps qu'il se sent redevenir en quelque sorte le maître et seigneur, la vue de cette chambre dont les quatre murs ont si longtemps contenu le lourd secret de Josette substitue à la prescription libératrice une exacte vision de chair et de sang. Tous deux, le frère et la sœur, ils ont péché. Ont-ils racheté leur faute? Elle est aujourd'hui respectable, fortunée, heureuse. Il n'a plus rien à craindre de la justice des hommes. D'où vient alors ce malaise qui les empêche de parler? Car il l'a serrée contre lui à lui faire craquer les os, mais il n'a rien dit encore. Ses yeux cherchent, fouillent les recoins : pourquoi cette poursuite?

— Entre, murmure-t-elle.

Il se décide à pénétrer à l'intérieur. Elle dépose sur la table des verres et sort d'un coffre une bouteille cachetée :

— C'est du vin de Pontamafrey. Une vigne de Béard.

— Où est-il? demande enfin Michel.

— Au pâturage avec le bétail et les trois plus grands. Il redescend demain.

Nous choquons nos verres, mais Josette se contente de nous servir. Elle attend, comme un oracle, les trop rares paroles fraternelles. Enfin, il se décide à constater :

— Il y a longtemps...

— Dix ans, répond-elle; je t'attendais cette année.

Un peu étonné, il répète :

— Tu m'attendais?

— Oui, après dix ans, c'est fini.

Elle est au courant du crime et de la loi. Cependant, il ne lui a rien appris. Ce n'est pas par lui qu'elle a été instruite. Comment a-t-elle su la chose? Il ne l'interroge pas, mais elle le lui révélera :

— Quand tu es redescendu de la montagne, j'ai compris... à ton air.

Il portait donc sur lui son meurtre? Timidement cette fois, il demande :

— Et tu m'en as voulu?

— Peut-être bien : c'est si vieux, je ne sais plus.

Elle baisse les yeux. Elle n'aime pas se souvenir de Milio

Missa. Très réellement, elle n'y pense jamais plus. Elle aussi, à sa manière, elle l'a tué. Cependant, elle boira le calice, car c'est elle qui renoue la conversation :

— L'année d'après, — c'était un peu avant la guerre, — les deux femmes ont passé le Mont-Cenis et sont venues.

Quelles femmes? Michel, lui, l'a deviné : il épie les mots qui vont sortir, comme s'il était à l'affût à guetter les chamois :

— Ah! Josette, elles sont venues?

— Oui, la mère et la sœur. Elles m'ont dit comme ça... enfin qu'*il* était mort. Elles ne t'ont pas accusé. Elles voulaient emmener le petit, pour m'en décharger, pour le nourrir. J'ai refusé. Et puis, Étienne Béard m'a demandée. Les autres me méprisaient. Pas lui. Voilà.

Le silence entre eux se prolonge. Michel digère lentement cette confidence :

— Elles sont venues, finit-il par répéter.

— Tu m'as envoyé le bonjour par un collègue, reprend-elle.

— Maliveau?

— Peut-être bien que c'est son nom. Il est un peu curieux.

Michel ne relève pas ce témoignage sur l'enquête de son accusateur. C'est déjà de l'histoire ancienne.

Un peu plus tard, Josette, en trempant la soupe, questionne son frère et je devine son anxiété :

— C'est pour le bien aussi que tu viens, et pour la pension.

Et comme il ne se presse pas de lui répondre, elle conclut :

— Tu t'arrangeras demain avec Étienne Béard.

XII. — LE MARI DE JOSETTE

Pendant la nuit que je passai dans la maison Gallice, je n'imaginai pas sans inquiétude l'entrevue prochaine des deux hommes. Un contact de plus de vingt ans avec les paysans, au Palais de Justice et dans mon cabinet de consultation, m'a édifié sur leur cupidité. Le maître de la comédie humaine, Balzac, a commencé d'apprendre la vie dans une étude d'avoué : où trouver un lieu d'apprentissage plus crasseux et plus instructif ensemble? Un de ses personnages favoris, l'avoué Dorville, ne déclare-t-il pas, dans *le Colonel Chabert*, que trois sortes d'hommes dans la société contemporaine ne peuvent pas estimer le monde, le prêtre, le médecin et l'homme de justice,

et qu'ils sont en noir parce qu'ils portent le deuil de toutes les illusions ? Le prêtre, du moins, console, et le médecin guérit ou soulage. Mais l'avocat assiste, presque impuissant, à la ruée des appétits, au déchaînement de l'envie, de la haine, de l'avarice, aux drames de la luxure et à ceux, pires encore, de l'argent. Certaines discussions de testament, certains procès de partage avec des retours indéfinis en arrière pour y découvrir une source de revendication ou une apparence de lésion, m'ont laissé une immense impression de dégoût, mais j'ai vu ces conflits éclater aussi bien dans les familles bourgeoises que dans les rurales : à peine un vernis d'éducation et de politesse recouvrait-il l'âpreté du caractère. Si je ne suis pas tombé dans le pessimisme et le mépris, c'est qu'il m'a été donné deux ou trois fois, au cours de ma carrière, de rencontrer l'un ou l'autre de ces justes dont la présence suffit à détourner le cours de la colère céleste. Je dois confesser qu'à la campagne je ne les ai rencontrés que sous ces toits où la bénédiction de Dieu a passé. Dans nos milieux cultivés, le désintéressement et la noblesse d'esprit peuvent être indépendants de toute influence religieuse. Mon expérience ne m'a pas appris qu'il en soit ainsi dans les villages de nos vallées. Seul, le catholicisme avec ses sonneries de cloches et ses cérémonies symboliques, avec la rémission des fautes et le pain de la communion, a gardé le pouvoir d'ouvrir ces cœurs fermés et durs, d'y faire entrer un peu de pitié, un peu de pardon, un peu de cette vie profonde qui devient aujourd'hui, dans tous les milieux, de plus en plus rare. La famille Couvert, à Bessans, a expié et racheté le crime de l'un de ses membres (1). J'allais savoir comment réagiraient, à leur tour, les Gallice de Bonneval.

Étienne Béard descendit en effet, le lendemain dans la matinée, des hauts pâturages. Comme un seigneur de la montagne, il poussait devant lui son troupeau, vaches et génisses, chèvres et brebis accompagnés de tous les cabris bondissants nés pendant la saison d'été parmi les herbes grasses, et le cortège se profilait sur un fond de rochers couronné de neige. Le brun petit Thomas marchait devant, fièrement, comme un guide ; puis venait le bétail, agitant ses sonnailles, aligné sans cesse par le chien de berger qui en gardait les flancs, et enfin,

(1) Voyez *la Maison morte.*

le dernier, le maître avec Claudine et Michel, les deux gosses blonds qui se tenaient par la main. Avant de saluer sa femme et de considérer Philibert et Véronique pour connaître s'ils avaient grandi pendant son absence, il mena les grosses bêtes à cornes à l'étable qui fait le pourtour de la grande salle commune, et enferma les moutons et les chèvres dans leur écurie dont la porte basse communique avec l'intérieur de la maison. Ayant accompli ces rites sacrés, il dit bonjour à Josette et souleva en l'air les deux enfants. Après quoi, il nous dévisagea, Michel et moi. Tout se passait dans l'ordre.

Or Michel avait compté, une à une, les têtes du troupeau. N'était-ce pas son héritage qui défilait? La procuration qu'il avait signée dix ans plus tôt à sa sœur demeurait essentiellement révocable et lui permettait de réclamer des comptes. Le sang de tant de générations de pâtres et de laboureurs le travaillait, courait plus vite dans ses veines et j'en devinai la course et le travail jusque sous le hâle du visage, jusque dans le mouvement des mains. En somme, il était redevenu un homme libre, comme les autres. Il avait le droit de vivre chez lui, de cultiver son bien. L'autre n'était qu'un usurpateur qui occupait la maison Gallice.

L'autre? D'âge, il touchait à la vieillesse, mais il était resté vert, sec et droit, sans un poil blanc, sans une ride, sans une courbature. En le regardant de près, on remarquait bien pourtant l'empreinte des années, — plus de soixante, — à la peau parcheminée, aux rigoles du cou, aux yeux presque rougis à force de s'être mesurés à l'éclat du soleil sur la neige et facilement embués. Il était haut de taille, les joues rasées, les traits réguliers selon l'effigie mauriennaise venue de l'occupation sarrasine. A la descente, il se drapait dans une limousine de la couleur de ces troncs mangés de mousse, dont il devait se servir pour se coucher dedans, mais il l'avait rejetée, car le soleil de septembre était encore chaud. Un feutre décoloré projetait son ombre sur le front. Il portait dans ses gestes lents et sur son visage presque impassible le calme de ceux qui ont appris la patience. Après avoir tout perdu et connu la désolation du foyer désert, sans femme et sans enfants, il avait *rebiollé*, comme on dit en Savoie, en appliquant à l'homme cette puissance végétale de l'arbre qui d'une souche morte pousse une branche nouvelle. Son bonheur tardif, comme il arrive, le maintenait en jeunesse,

le rapprochait de sa femme, qui aurait pu être sa fille et déjà ne le paraissait plus.

J'avais plaidé pour lui, dans les temps. Il m'accueillit cordialement et sans hésiter il marcha vers mon compagnon.

— Tu es Michel Gallice.

— Oui, répondit le jeune homme sans avancer à sa rencontre.

Je crus que leurs regards se heurtaient. Etienne Béard lui tendit la main, que l'autre prit sans élan :

— J'ai connu ton père, qui est décédé aux Aiguilles d'Arves. Nous avons fait ensemble la Grande-Casse et le Mont-Pourri.

Ainsi avaient-ils appartenu tous les deux à cette corporation des guides qui, dans les hauts massifs, est respectée et crée entre ses membres soumis à des règlements stricts des habitudes de solidarité et des liens de camaraderie et d'honneur. Michel ne se déridait pas encore.

— Ta sœur a épousé un vieux. Mais les enfants sont bien venus. Entre. La maison est aussi à toi.

D'un mot, il avait résolu le problème. Avec la plus extrême simplicité, il écartait la discorde, et, par cette voie droite et loyale, il atteignait d'un coup la perfection. Je regardais dans les yeux le frère de Josette qui se taisait toujours : il se débattait dans un de ces drames intimes où l'on cherche son chemin comme sur un glacier coupé de rimayes. Ensemble, nous pénétrâmes dans la salle commune, qui sert à la fois de salle à manger, de dortoir et d'écurie, parce qu'à deux mille mètres d'altitude les hivers sont terribles et que ce n'est pas trop de ce rassemblement des bêtes et des gens pour avoir chaud. La femme nous offrit à boire et comme, à la montagne, on ne boit pas sans manger, elle mit auprès de nous, avec des assiettes, un quignon de pain et l'un de ces fromages ronds et hauts, recouverts d'une croûte de la couleur des feuilles mortes, dont l'intérieur crémeux revêt, dès qu'ils sont entamés, une teinte bleuâtre analogue à celle du Roquefort ou du Gorgonzola : on les fabrique, l'été, dans les chalets au-dessus de Bessans ou de Bonneval. Après nous avoir servis, Josette sortit avec les enfants. Elle ne devait pas assister à notre conversation, de même qu'elle ne devait pas s'attabler avec nous : c'est l'usage. Nous étions entourés par les vaches rangées au bord de leur mangeoire que nous entendions mâcher et ruminer leur foin, et qui, posé-

ment, dès qu'elles remuaient, faisaient tinter leur clochette. Etienne Béard traça avec son couteau le signe de la croix sur le pain avant de le rompre. Nous trinquâmes : après quoi, il se leva, se dirigea vers un bahut, ouvrit un tiroir secret et revint avec une tirelire.

— Ta part de la pension de l'Anglais, dit-il en la tendant à son beau-frère. Depuis que j'ai marié la Josette. Parce qu'auparavant tu la lui avais donnée. Vois si le compte y est.

— Je n'ai rien demandé, objecta Michel, presque offusqué maintenant de rencontrer tant d'honnêteté.

— Il faut être juste, reprit Étienne. Pour la maison et les terres, elles sont en état et ta part de profit sur le bétail est dans la tirelire. Si tu restes célibataire, on te fera de la place : il y a du travail pour tous. Si tu te maries, j'ai un immeuble à Bonneval : nous y descendrons. Parce que *deux marmites au feu indiquent fête, mais deux femmes font la tempête.* Voilà.

Michel, vaincu, se rendit, et lui aussi d'un mot :

— Tu es un frère, Étienne. Je ne savais pas.

Ils ne s'attendrirent, ni l'un ni l'autre, davantage. Craignant de les gêner par ma présence, je voulus prendre congé de mon hôte. Mais il me retint :

— Non, monsieur l'avocat, restez. Vous pouvez nous donner un conseil et vous êtes au courant. N'est-ce pas, Michel ?

Celui-ci acquiesça et je me rassis. Le mari de Josette, d'un ton plus bas, comme en confidence, reprit la conversation :

— Et maintenant, Michel, on peut causer ?

— On peut.

Je devinai qu'ils aborderaient la question du meurtre. Ils n'y allèrent pas par quatre chemins :

— J'ai su, dit Étienne, par la femme. Les femmes parlent toujours.

— Il y en a, répliqua Michel dont les yeux flambaient, qui n'ont pas parlé.

— Eh bien ! si tu n'avais pas fait le coup, ça serait moi. J'ai pris le petit à mon compte, pour la Josette. Maintenant, c'est comme les miens. On s'habitue.

— La Josette est une brave fille, prononça Michel.

— Bien sûr, mon petit, puisque je l'ai mariée. Tu es revenu : donc la loi est morte. Tu en as fini avec les hommes, Michel ; mais avec Dieu ?

Je l'avoue, je marchais de surprise en surprise et ne m'attendais pas, devant ce pot, ce fromage et ce pain, à rencontrer cette grandeur soudaine. Après tout, les disciples de Jésus, sur la terre de Galilée au bord du lac de Tibériade, n'étaient que des gens du commun de qui l'on n'eût point songé à tirer d'autres propos que ceux de la pêche et du ménage. Tandis que Michel Gallice ne s'étonnait point, comme s'il eût depuis dix ans préparé ses réponses :

— C'est fait, Étienne : pendant la guerre, une veille d'attaque, devant Arras. Les veilles d'attaque, on pensait à tout. Surtout à cela.

Et brusquement il livra, non sans quelque obscurité, l'objet de ses préoccupations qu'il m'avait laissé entrevoir à Lovitel avant la scène de la grange :

— J'ai mis sou par sou de côté mon argent. Demain, je partirai pour Cérésole par le col du Carro. J'y joindrai ma part de pension et mon profit du bétail, puisque tu ne les veux pas, Étienne. C'était pourtant de bon cœur que j'avais tout laissé à Josette.

— Pourquoi retourner à Cérésole ? demandai-je.

Il suivait son idée, au lieu de me répondre directement :

— Vous ne voudriez pas m'accompagner, monsieur l'avocat ?

— Je veux bien. Je connais ce passage.

— Il est long, mais, dans cette saison, il n'est pas mauvais. Et vous leur porterez la somme.

— A qui donc la porterai-je ?

— Mais à la mère et à la sœur de Milio. Elles ont droit. Je n'ai pas pu la leur porter plus tôt. A cause des carabiniers et du procureur. Peut-être bien que j'aurais dû. J'avais promis de ne pas me trahir.

Tout s'éclairait pour moi. Le criminel avait passé chaque jour à racheter son crime. Chaque sou qu'il économisait dans son existence frugale et sauvage était destiné au prix du sang. Mais n'avait-il pensé qu'à sa faute ?

— Et tu reviendras par ici ? interrogea Étienne Béard sans donner son avis.

— C'est mon chemin.

— Resteras-tu avec nous ? C'est ta maison.

— Je te dirai alors, Étienne, si je reste.

Le vieux se dressa et posa ses mains aux grosses veines

saillantes sur les épaules de son beau-frère, comme s'il allait l'écraser de sa force. Et sans même se douter de la majesté de ses paroles, il approuva :

— Mon petit, c'est bien. Tu es un Gallice.

J'ajoutai simplement :

— Entendu, Michel, je t'accompagne.

Nous allâmes rejoindre Josette, qui s'était assise sur le banc neuf, devant la façade, à éplucher des pommes de terre, tandis que le petit peuple de ses cinq enfants s'ébattait parmi les poules, le chien et un cabri qui avait leurs faveurs. Michel les inspecta longuement. Il les souleva à tour de rôle en commençant par le plus petit. Quand il en vint à l'aîné, Thomas, il hésita. N'avait-il pas tué son père ? Étienne Béard qui le suivait du regard dut se rendre compte de son hésitation. Il lui passa le mioche avec ces mots :

— C'est mon fils, comme les autres.

Et Josette ne détourna pas les yeux. Son mari, ses enfants, son frère, le groupe était au complet. Il ne manquait personne. La musique de l'accordéon était si lointaine et assourdie qu'elle ne l'entendait plus.

HENRY BORDEAUX.

(La dernière partie au prochain numéro.)

LETTRES INÉDITES
D'ALFRED DE VIGNY
A VICTOR HUGO
(1820-1831)

Ce fut Émile Deschamps, ami d'enfance d'Alfred de Vigny, qui le présenta, en 1820, à Victor Hugo, dont la rédaction du *Conservateur littéraire* occupait alors tous les soins. Sous-lieutenant au 5e régiment de la garde royale et âgé de vingt-trois ans, Alfred de Vigny avait écrit des vers, mais il n'avait encore rien publié. Au contraire, Victor Hugo, son cadet de cinq ans, s'était déjà rendu célèbre par de nombreuses pièces, qui lui avaient valu, dans le monde des lettres, des amitiés précieuses et même glorieuses. Le plus jeune des deux poètes aurait pu prendre ainsi vis-à-vis de l'autre figure de protecteur ; mais la modestie qui donnait alors tant de charme à son génie naissant le détourna de cette attitude et lui conquit tout de suite la sympathie d'Alfred de Vigny. Leurs relations n'en eurent pas moins dans les débuts, quoique très vite amicales, un caractère cérémonieux : le tutoiement immédiat n'était pas à la mode sous la Restauration. Ils s'appelaient *Monsieur Alfred* et *Monsieur Victor.*

Victor Hugo envoya à Alfred de Vigny l'*Ode sur la naissance de Monseigneur le duc de Bordeaux.* Ce fut, je le crois, l'occasion de sa première lettre. La réponse ne se fit pas attendre.

M. Victor Hugo, rue Mézières, n° 10.

« Recevez le tribut d'éloges d'un malade, monsieur Victor, je vous l'envoie de mon lit, où j'ai reçu votre dernier numéro du *Conservateur*. Vous avez fait là un bel ouvrage sur un sujet où l'on marche toujours au bord du vulgaire, et jamais le pied ne vous a glissé. L'ode est encadrée entre une description très poétique et une comparaison ravissante et d'une parfaite justesse, et je n'ai pas le courage de vous faire rougir en vous disant tout ce que j'y ai trouvé de supérieur ; vous croiriez que je vous fais des compliments. Si vous voulez venir à Courbevoie, ce sera une bonne œuvre que vous ferez, et je le mérite par le désir que j'ai de vous voir. Si vous avez vu Émile ou Soumet, ils vous auront dit sans doute que le sang m'avait une seconde fois pris à la gorge, et par les *mérites de ce sang*, vous m'aurez pardonné de ne pas avoir été chez vous comme je me l'étais promis. Tout ce que je peux faire est de prendre une plume pour m'excuser, tant les médecins m'ont affaibli. Dites, je vous prie, à votre frère *Harold l'intrépide* que, s'il veut venir me voir, voici une saison et des chemins bien dignes de son courage; cependant, je ne vaux pas la peine qu'il le mette à l'épreuve. Je ne fais rien, comme vous pensez, que rêver à quelques projets pour l'avenir, et j'ai un singulier plaisir à oublier ce que j'ai fait; j'y reviendrai ensuite pour perfectionner, mais j'aime les pays nouveaux. Ces messieurs ont beau m'accuser d'instabilité, je ne veux pas me corriger, car je sens que mon imagination est comme Phaéton, elle meurt si elle n'est pas libre. M. Albert (*sic*) m'a promis de revenir, je le prie de ne pas l'oublier, ni qu'il a un ami très véritable ici; vous voyez que je suis avide de vous trois, j'y reviens toujours malgré moi, c'est le fond de ma lettre : venez, que nous ayons de ces longues conférences dans lesquelles le temps passe vite.

« Tout à vous,

« ALFRED DE VIGNY. »

« J'ai changé de demeure, on vous dira à la caserne où est la grille des officiers; je suis logé en face ».

Le cachet de la poste porte la date du 23 octobre 1820. Cette

lettre établit l'intimité des relations qu'Alfred de Vigny entretenait dès cette époque avec les trois frères Hugo. Abel, — qu'un lapsus d'Alfred de Vigny appelle Albert, — était allé le voir à Courbevoie, où le jeune officier sollicitait la visite d'*Harold l'intrépide :* il désignait ainsi Eugène, dont la vaillance joyeuse dissimulait encore les crises d'abattement ou d'excitation qui devaient le conduire à la folie.

Au cours des années 1821 et 1822, l'amitié se resserre entre Victor Hugo et Alfred de Vigny. On en trouve la preuve, soit dans la *Correspondance* du premier, soit dans ses lettres inédites publiées par Ernest Dupuy (1). Les deux poètes se communiquaient leurs vers, et ils échangeaient des compliments. Ils eurent le même éditeur pour leur premier volume. Les *Poèmes* d'Alfred de Vigny parurent, sans nom d'auteur, en mars 1822 ; les *Odes et Poésies diverses*, de Victor-Marie Hugo, au mois de juin de la même année. Le 12 octobre, Alfred était l'un des témoins de son ami, qui épousait Adèle Foucher.

Le dossier que je dépouille ne contient pour ces deux années aucune lettre d'Alfred de Vigny. Il en écrivit pourtant plusieurs. Sont-elles égarées ou ont-elles été détruites ? Je l'ignore. Les lettres ont, comme les livres, leur destin, dont il ne faut jamais désespérer. Ernest Dupuy paraissait craindre que Victor Hugo n'eût pas jugé les lettres d'Alfred de Vigny dignes d'être conservées. Il se trompait. Mais leur dossier a perdu, provisoirement peut-être, quelques-unes de ses feuilles.

Victor Hugo publia, en février 1823, son roman de *Han d'Islande*. Il envoya ce « nouvel enfant » à son « cher Alfred ». « Aimez-le, lui écrivait-il, pour tous ceux qui ne l'aiment pas, c'est-à-dire pour tout le monde. » Alfred de Vigny l'aima. Versé comme capitaine, le 19 mars 1823, au 55e régiment d'infanterie de ligne, il fut dirigé vers le Sud-Ouest pour prendre part à la guerre d'Espagne. C'est d'Orléans, en cours de route, qu'il remercia l'auteur de *Han d'Islande* de son envoi.

« Bonjour, mon cher et bon Victor. Que de choses n'ai-je pas à vous dire ? Et par laquelle commencer ? Si j'écoutais mon esprit, ce serait par *Han d'Islande*, qui le remplit tout entier, mais j'écoute mieux mon cœur et je veux vous parler de vous

(1) *La Jeunesse des romantiques.*

d'abord. J'ai tenté inutilement de voir Abel avant mon départ, il m'a tenu rigueur et je ne le trouvais jamais chez lui. Pour vous, c'est par une des incroyables faiblesses de mon être que je n'ai pas voulu vous embrasser avant de quitter Paris. Je sentais que, tout plein des chagrins que vous connaissez et qui se compliquaient encore pour moi, tout me serait échappé à un mot de votre voix et je ne sais quelle pudeur m'a pris de vous entretenir de moi quand vous aviez à côté de vous un si grand malheur, comme aussi, auprès de votre heureux foyer, j'avais honte de toutes ces misères du cœur lorsque je les comparais à ces grands fléaux dont nous frappe notre propre nature physique, quand elle se dégrade tout à coup longtemps avant la mort, et que l'âme s'absente en laissant le corps debout et souriant comme ces horribles figures d'Herculanum. Ne m'en écrirez-vous pas un mot, quelque chose qu'il vous coûte ? Émile ne m'en dit rien et les dernières nouvelles que j'en aie reçues étaient de vous à Gaspard, lors de son passage ici. Ce bon Gaspard, je l'ai accompagné le plus loin possible, tout en disant vos vers et parlant de vous. Il va en Espagne avant moi et c'est une de mes peines. J'aurais été si heureux d'avoir au milieu des armées une de nos âmes amies comme un représentant de notre assemblée !

« Nous aurions lu ensemble ce *Han d'Islande*, qui est bien grand dans mon opinion. Mon ami, je vous le dis, et vous êtes le centième à qui je le dise, quoique je sois à Orléans, c'est un beau et grand et durable ouvrage que vous avez fait là. Vous avez accompli tout ce que j'attendais lorsque j'eus dans mes mains le premier chapitre. Vous avez posé en France les fondements de Walter Scott. Votre beau livre sera pour nous comme le pont de lui à nous et le passage de ses couleurs à celles de France. Faites un pas ; naturalisez le génie que vous avez jeté sur la Norvège, changez les noms et les décorations, et nous serons plus fiers que des Écossais. Pour moi, je suis déjà là-dessus d'une fatuité insupportable et, dans mon despotisme, je ne veux plus qu'on prononce de nom étranger devant moi. Que j'aime Ordener ! Je l'aime comme vous, et Ethel comme vous l'aimez. Votre scène entre Schumackel et Han est superbe ; je n'y regrette qu'un peu plus de développement pour faire sentir au *profanum vulgus* que c'est le fond de l'ouvrage. Tout l'intérêt est pressant, tout est palpi-

tant ; je n'ai respiré qu'au dernier mot. Je vous remercie au nom de la France.

« Adieu, embrassez-moi. Bientôt ce sera pour tout de bon que vous le ferez. Demandez pour moi à Mme Victor la permission de lui baiser la main. Comment va M. votre fils? »

Ainsi Alfred de Vigny éprouvait des « misères du cœur », dont Victor Hugo, amoureux lui-même et qui l'avait certainement pris pour confident, avait reçu le secret. Il y a longtemps que ce secret n'est plus un mystère. Delphine Gay fut le premier amour du poète d'*Éloa*.

Sophie, sa mère, en faisait l'aveu à Marceline Desbordes-Valmore : « Je vous le dis bien bas, c'est le plus aimable de tous (Alfred de Vigny), et malheureusement, un jeune cœur qui vous aime tendrement et que vous protégez beaucoup s'est aperçu de cette amabilité parfaite. Tant de talent, de grâce et de coquetterie doit enchanter cette âme si pure, et la poésie est venue déifier tout cela. La pauvre enfant était loin de prévoir qu'une rêverie si douce lui coûterait des larmes ; mais cette rêverie s'emparait de sa vie. Je l'ai vu, j'en ai tremblé, et après m'être assurée que le rêve ne pouvait se réaliser, j'ai hâté le réveil. »

Cette lettre, où la mère parlait des « larmes » de sa fille, semble faire écho à celle où Alfred de Vigny confiait à Victor Hugo ses « chagrins » et les complications de son existence. Quel obstacle s'opposait donc à la réalisation du rêve dont les deux jeunes cœurs, épris l'un de l'autre, connaissaient l'enchantement ? Il venait très probablement de la mère d'Alfred de Vigny, soit qu'elle fût vaine d'une noblesse à laquelle répondait mal la naissance de Delphine, soit que, éprouvée par les difficultés matérielles de l'existence, elle souhaitât pour son fils un mariage riche. En quittant Paris sans embrasser son « cher et bon Victor », Alfred de Vigny avait eu la pudeur de ne pas l'entretenir de cette « misère », douloureuse certes, mais si petite à côté de la folie définitivement déclarée du pauvre Eugène, dont « l'âme absente laissait le corps debout », pour son malheur et pour le malheur des siens !

Au mois d'août 1823, Alfred de Vigny était à Bordeaux avec son régiment. Il écrivait à Victor Hugo le 26 août :

Monsieur Victor Hugo, rue du Cherche-Midi, n° 12
au Conseil de guerre.

« Voici une de mes explosions. Ma paresse ne tient pas à vous dire que je vous admire. Après le premier, je reçois le deuxième numéro de notre *Muse*, c'est tout vous dire. Votre modeste épigraphe est vide de sens pour ceux qui vous sentent; vous avez parlé de deux grands hommes, mais en vérité, mon ami, je ne sais quel homme illustre ne pâlirait de se voir ainsi encadré dans vos pensées. Elles sont si profondes que je trouve qu'elles creusent le terrain autour d'eux et ils n'ont plus tracé que des lignes de râteau à côté de vos larges sillons. Je vous remercie d'avoir grondé Walter Scott. Je lui en veux mortellement de déflorer ainsi notre histoire pour habiller de ses nobles traits ses paysans d'Écosse. C'est ainsi qu'il donne en pur don à son Balafré la réponse d'un gentilhomme français au cardinal de Richelieu, qui lui proposait un petit assassinat; il est vrai que la scène de Philippe de Comines doit l'absoudre à nos yeux de bien des péchés.

« On dit que vous grondez tous contre moi, je vous trouve plaisants. Je vous ai envoyé des volumes, le 14 de ce mois, chez Tardieu. Et n'est-ce pas à vous d'avoir pitié d'un pauvre exilé? Que faites-vous? Est-ce enfin un roman français? Parlez. Otez-lui donc tout à fait notre plume des mains. Pour moi, presque sur la frontière d'Espagne, je suis parvenu à oublier quelquefois l'envie qui me tenait de la sauter. J'ai pensé, j'ai écrit. *Satan* est fait, c'est-à-dire, en style de mon ami Girodet, je n'ai fait que couvrir la toile, il me reste tout à retoucher. Je n'ai pas peu de peine à m'empêcher de le quitter de temps à autre pour écrire un autre ouvrage qui me tient au cœur, comme vous le savez.

« J'ai trouvé ici deux hommes distingués; aussi je ne cesse de parler de vous avec eux. L'un d'eux est ami de Jules Lefebvre: c'est M. Hervé, substitut du Procureur du Roi; il est très brillant. Dites donc à Soumet qu'il m'envoie son nouveau *Saül* et qu'il ne fasse pas trop souvent des vers comme ceux de *Jeanne d'Arc*, qui me rendent fou, mais fou à lier. J'en poursuis les colonels! Adieu, mon bon Victor, embrassez Abel,

si vous pouvez le rencontrer quelquefois dans le monde, et aimez-moi toujours.

« Mes respects à Mme V. Hugo. »

« ALFRED. »

A Bordeaux, Alfred de Vigny, « plein de l'usage du monde et parfaitement aimable », connut de grands succès. Il y rencontra Mme Desbordes-Valmore. Elle le trouvait « la personne du monde la plus sensible à la grâce et à l'esprit ». Mais ces succès ne le grisèrent pas. Il n'oublia ni ses travaux ni ses amis. Ceux-ci, Soumet et Victor Hugo, Émile Deschamps, Guiraud et Adolphe de Saint-Valry venaient de fonder *la Muse française*, dont la première livraison avait paru en juillet. Elle contenait un article de Victor Hugo sur *Quentin Durward*, qui venait d'être traduit de l'anglais. Le jeune critique y rendait un pénétrant hommage au génie du romancier, mais il le « grondait » d'avoir « entre tous nos rois, nos Charlemagne, nos Philippe-Auguste, nos saint Louis, nos Louis XII, nos François Ier, nos Henri IV et nos Louis XIV, choisi pour son héros Louis XI... Voilà bien une inspiration de la muse anglaise. »

La seconde livraison de *la Muse française*, celle qui provoquait « l'explosion » d'Alfred de Vigny, publiait un article de Victor Hugo (la table disait Victor tout court) sur l'*Essai sur l'indifférence en matière de religion* par l'abbé F. de La Mennais. Cet article avait pour épigraphe un passage des *Proverbes : Impius, cum in profundum venerit, contemnit.* « L'impie, lorsqu'il est descendu au fond de l'abîme du péché, se moque. »

Je doute que Victor eût songé à lui-même en citant ce texte, et Alfred de Vigny me paraît l'avoir mal compris. Quant aux deux grands hommes entre lesquels l'article faisait un rapprochement, c'étaient Chateaubriand et Lamennais.

En même temps qu'il écrivait son *Satan*, appelé définitivement *Éloa*, on a vu qu'Alfred de Vigny travaillait à un autre ouvrage, qui lui tenait au cœur. C'était une tragédie, *Roland*, inspirée par l'Arioste : malade et dégoûté de son œuvre, il la détruisit en 1832. Un mois avait suffi au poète pour finir *Satan*, sauf deux lacunes, qu'il espérait avoir le temps de remplir avant de partir pour l'Espagne. Mais si ce temps lui manquait,

et pour le cas où *les boulets ne le respecteraient pas*, il confiait le 3 octobre l'impression du manuscrit, avec quelques essais en vers et en prose, à Victor Hugo dans une des lettres les plus riches d'idées qu'il ait écrites et où le *Socrate* et les *Nouvelles méditations poétiques* de Lamartine sont jugés avec un sens critique tout à fait remarquable (1).

Six jours après, le premier enfant de Victor Hugo, un fils âgé de trois mois, mourait à Blois. Alfred de Vigny lui écrivait, le 24 octobre, cette lettre qui rendit au père « le malheur moins amer et l'amitié plus chère ».

Monsieur Victor Hugo,
chez M. Ambroise Tardieu, éditeur de la Muse française,
rue du Battoir-Saint-André-des-Arcs, n° 17.

« Que vous dire, mon bon ami, sinon que je pleure comme vous? Je ne sais pourquoi on a créé le mot de consolation, quand la chose n'existe pas. Il n'y en a pas pour ceux qui sentent le malheur tout entier, tout fort comme il est. Vos douleurs de père ont été bien proches de celles de fils et de frère ; vous êtes accablé par les peines de famille, cette assemblée naturelle que l'on croit notre seule source de biens. Il est vrai qu'il y a, je le crois, moins d'amertume dans ces pertes que dans les maux étrangers à notre sang : on se révolte alors et l'on est tenté de s'écrier : *vous n'aviez pas le droit de me faire tant de mal!* Mon Dieu ! mon ami, que la vie est triste ! On vient de me parler d'un homme qui n'est pas brave. Comment fait-il ? Quand on se résigne à vivre, on peut bien se résoudre à mourir ; le premier effort surpasse le second. J'ai reçu une lettre de Houdetot (2), il est heureux et bien portant, il a cette gloire que j'ai tant désirée ; voici au moins un de nos amis sans peine, et je n'ose qu'à peine vous dire cela, de crainte de lui porter malheur.

« Écrivez-moi un peu, si vous en avez la force et si cela vous fait du bien. Si cela vous était quelque chose, je vous

(1) Edmond Biré, *Victor Hugo avant 1830*, p. 320-324.

(2) Petit-fils de l'amie de Jean-Jacques, le comte de Houdetot, placé sous les ordres du général Lauriston, faisait en Espagne cette guerre à laquelle Alfred de Vigny désirait tant prendre part.

dirais qu'on vous admire partout, mais y pensez-vous? Adieu, embrassez bien votre ami

« ALFRED. »

« Gaspard ne m'écrit pas. M. de Sorsum! Quelle douleur (1). »

Éloa ou la Sœur des Anges parut au mois d'avril 1824. Elle avait été annoncée par *la Muse française* dans les termes les plus sympathiques. « Nous rendrons compte de cette publication importante pour les lettres. M. le comte Alfred de Vigny est un des écrivains originaux qui caractérisent le plus la physionomie de notre époque. » Cette promesse fut largement tenue. Victor Hugo consacra au poème de son ami, qu'il traitait comme un maître, et dont il proclamait le génie, toutes les ressources d'un talent très supérieur à l'âge. L'auteur d'*Éloa*, en congé à Paris, répondit le 22 mai, par cette lettre :

Monsieur Victor Hugo, rue du Cherche-Midi, n° 12.

« Malgré les illusions de votre amitié, malgré les éloges trop grands de mon ouvrage, le vôtre est une bien belle chose, mon ami ; je ne sais rien de supérieur à votre définition de la méditation et de l'inspiration (1). Tous les poètes du monde vous doivent de la reconnaissance pour avoir fait connaître au pro-

(1) M. de Sorsum, — « c'était l'année 1817, où M. Brugnière de Sorsum était célèbre » (*les Misérables*, III, 1), — était un parent d'Alfred de Vigny. Celui-ci le tenait pour « un homme plein de simplicité et de mérite... qui avait traduit six tragédies de Shakspeare d'une manière originale, littérale, et la seule qui révèle le génie anglais ». Il consacra à ses *Œuvres posthumes* une étude dans *la Muse française*.

(2) « La méditation est une faculté ; l'inspiration est un don. Tous les hommes, jusqu'à un certain degré, peuvent méditer ; bien peu sont inspirés. *Spiritus flat ubi vult.* Dans la méditation, l'esprit agit ; dans l'inspiration, il obéit ; parce que la première est en l'homme, tandis que la seconde vient de plus haut. Celui qui nous donne cette force est plus fort que nous... Ces deux opérations de la pensée se lient intimement dans l'âme du poète. Le poète appelle l'inspiration par la méditation, comme les prophètes s'élevaient à l'extase par la prière... Heureux celui qui sent dans la pensée cette double puissance de méditation et d'inspiration, qui est le génie ! Quel que soit son siècle, quel que soit son pays... qu'il se confie à l'avenir ; car, si le présent appartient aux autres hommes, l'avenir est à lui. Il est du nombre de ces êtres choisis qui doivent *venir à un jour marqué...* » (Victor Hugo, *la Muse française*, 15 mai 1824, p. 277-278).

tane vulgaire quelle est leur nature ; peut-être l'auriez-vous même révélée par là à quelques-uns d'entre eux. Vous n'avez pas cherché bien loin votre modèle, vous êtes descendu en vous. Vous y avez aussi trouvé cette fraternelle amitié dont vous parlez avec tant de charme (1) et que j'ai si bien aussi pour vous. Mais quelle perle leur jetez-vous? Ils ne comprennent que ce qui est à leur portée et s'effrayent du reste ; tout ce qui est au-dessus d'eux leur semble un orage. Nous disons qu'il faut que vous fassiez encore un bel article pour la mort de lord Byron ; vous me le ferez lire dans les Pyrénées, où je vais ; j'irai vous embrasser ce soir ou demain peut-être. Adieu, aimons-nous toujours ainsi, ne fût-ce que pour nous distinguer de ces méchantes gens. »

Le départ pour les Pyrénées qu'Alfred de Vigny annonçait à Victor Hugo n'était qu'un changement de garnison, mais il ne réalisait pas le désir, si souvent exprimé par le *poète-guerrier*, pour employer l'expression de Sophie Gay, de jouer un rôle dans la guerre d'Espagne. « Je mérite vraiment toutes vos félicitations, écrivait-il quelques mois auparavant à son ami Adolphe de Saint-Valry, puisque je me vois certain de faire cette guerre à la Du Guesclin, et d'appliquer aux actions les pensées que j'aurais pu porter dans les méditations solitaires et inutiles. » L'action espérée lui fut refusée. Il mena la vie de garnison à Orthez, à Oloron et à Pau, mais ses méditations furent loin d'être inutiles, puisqu'il puisa dans la contemplation solitaire d'un pays admirable quelques-unes de ses plus belles inspirations.

C'est à Oloron qu'il eut l'étonnement et la tristesse d'apprendre la disparition de *la Muse française*, dont le dernière livraison, la douzième, porte la date du 15 juin 1824. Cette mort prématurée de la jeune revue romantique eut pour cause l'élection académique d'Alexandre Soumet, l'un de ses fondateurs. Depuis deux mois, une polémique était engagée entre l'Académie française et *la Muse française*. C'est la revue qui,

(1) «... On dirait que, depuis le siècle dernier, nous ne sommes plus accoutumés qu'aux jalousies littéraires ; notre âge envieux se raille de cette fraternité poétique, si douce et si noble entre rivaux. Il a oublié l'exemple de ces antiques amitiés qui se resserraient dans la gloire ; et il accueillerait d'un rire dédaigneux l'allocution touchante qu'Horace adressait au vaisseau de Virgile. » (*Id.*, p. 286.)

sans viser directement l'Académie, mais en attaquant les classiques, sous la plume spirituelle de Charles Nodier, avait ouvert le feu. M. Auger répliqua le 24 avril dans une séance solennelle de l'Institut, où il prononça contre le romantisme un véritable réquisitoire. Le « jeune moraliste », qui était Émile Deschamps, répondit avec une verve spirituelle dans ce même numéro de *la Muse française* du 15 mai 1824 où Victor Hugo avait fait l'éloge d'*Éloa*. Son article, *la Guerre en temps de paix*, eut un grand retentissement. Soumet dut choisir entre la *Muse* et l'Académie, dont quelques membres le rendaient responsable ou, tout au moins, solidaire de la guerre qui leur était faite. Il préféra l'Académie et il sacrifia *la Muse*. Émile Deschamps, qui avait poussé si loin la guerre, se résigna, par amitié pour Soumet, aux conditions de la paix. Il se rendit, avec Soumet et Rességuier, un lundi du mois de juin 1824, à 9 heures du matin, chez Tardieu, l'éditeur, pour « tuer » *la Muse*. L'assassinat réussit, au grand profit de Soumet, qui fut élu le 29 juillet à l'Académie française, mais au détriment de la jeune école, privée de son principal organe. La dernière livraison de *la Muse française* contenait, avec un article de Victor Hugo sur *George Gordon, Lord Byron*, un fragment d'un poème d'Alfred de Vigny, inspiré aussi par la mort du « poète-conquérant. » Ainsi la fraternité littéraire des deux amis s'affirmait, dans *la Muse* expirante, sur le nom du grand génie qu'ils admiraient.

Alfred de Vigny, insuffisamment renseigné dans sa lointaine solitude, ne désespérait pas le 29 juillet de sauver *la Muse*, qu'il ne savait pas encore victime d'un irréparable parricide. Il écrivait en effet ce jour-là, — le jour de l'élection de Soumet à l'Académie ! — une lettre éplorée à Victor Hugo :

« Je ne comprends rien à tout ce qu'on m'écrit, cher ami, mais du fond de mes montagnes il me semble que nous faisons une sottise. Quoi ! *la Muse* cesserait quand elle est devenue une puissance ? Autant vaudrait que des hommes chassés de tous les ports de mer et exilés sur l'océan s'avisassent de brûler leur vaisseau.

« Votre article sur Lord Byron était d'une grande beauté et votre belle page sur nos amitiés m'a fait battre le cœur bien vivement. J'en ai parlé à Jules en lui écrivant sur une affaire

de M. de Fontanges. Vous a-t-il communiqué mes idées sur nous? Dites-moi au nom du ciel tout ce qui se passe. L'enthousiasme du fauteuil délabré de l'Académie peut-il encore arrêter les génies de ce siècle? Faut-il que je le croie? Nul journal ne parvient à Oloron, où je suis. J'ignore les injures dont ma mère me dit accablé (1), je ne sais point mes blessures et je les méprise comme si je les savais. Rien n'arrêtera le plan que je me suis proposé; je travaille et je me trouve heureux de ne plus voir la littérature pour mieux vivre avec la poésie. J'avoue seulement que je pleurerai sincèrement notre *Muse*, qui était notre faisceau d'armes. J'avais vu avec plaisir cet article de Saint-Valry, qui est très fort. Cette direction politique eût pu faire de notre journal un second *Conservateur;* avec du courage et de la suite, nous en fussions venus à bout; et si je n'eusse été forcé de partir si subitement, j'aurais voulu en voir faire la proposition à M. de Chateaubriand par vous ou moi. Envoyez-moi, je vous prie, ses deux articles des *Débats*, qui me seront bien précieux ici où je n'ai rien. Vous a-t-il parlé d'*Éloa*, que je lui donnai? Est-il aussi contre moi? Faut-il donc que je renonce à ces régions dont la pureté m'enivre d'amour? Écrivez-moi là-dessus et dites à Nodier qu'il le fasse aussi. J'ai besoin de revoir les pensées d'un ancien ami comme vous et de m'assurer la conquête d'un nouveau comme lui. Ils ont beau dire cependant, lui aussi était pour moi, et j'ai encore la conscience que je n'ai point fait un détestable ouvrage.

« Ne me direz-vous pas un mot de *Cléopâtre* ? Soumet me l'enverra, j'espère, et, même s'il veut m'écrire, dites-lui que je n'en parlerai pas aux académiciens, de peur de le compromettre. Pour vous, mon cher et bien cher Victor, ne dites plus jamais :

Voici le divin glaive et la céleste lame.

« Combattons toujours. Nous nous appelons tous les deux Victor, qui veut dire vainqueur dans la langue classique. Adieu, aimez-moi bien.

« ALFRED. »

« Dites-moi des nouvelles de votre ange, à qui je me recommande. »

(1) La presse n'avait épargné à *Éloa* ni ses injustices ni ses railleries. Cf. *Poèmes*, publiés par M. F. Baldensperger, 1914, p. 405-406.

Un post-scriptum était écrit sur l'enveloppe :

« Je vous reparlerai de notre *Muse* jusque sur l'enveloppe de ma lettre. Sauvez-la à quelque prix que ce soit ; je vous donnerai prose, vers, grec et arabe, s'il le faut, pour qu'elle continue. C'est une vraie lâcheté que de l'abandonner. Ainsi nous laissons gain de cause à des sots, ce n'est pas pardonnable. Qu'en dit Émile? Que devient son article sur l'Académie ? »

Si loin de Paris en ces mois de juillet et d'août 1824, comme Alfred de Vigny était encore plus loin de la vérité, dans la pittoresque cité oloronaise où j'ai connu de vieux Béarnais qui avaient gardé le souvenir de ses promenades et de ses rêveries solitaires ! Il ne comprenait rien à ce qu'on lui écrivait, probablement parce que ses amis, embarrassés de leur rôle, ne lui disaient pas tout ce qui se passait. Son allusion au « fauteuil délabré » que Soumet convoitait et sa promesse de ne pas compromettre l'auteur dramatique auprès des académiciens, s'il lui envoyait sa *Cléopâtre*, montrent qu'il savait une partie de la situation, mais en eût-il parlé de la sorte, s'il avait connu l'intrigue nouée par Soumet et par Émile Deschamps pour sacrifier à ce fauteuil l'existence de *la Muse française* ? « Que dit Émile ? Que devient son article sur l'Académie? » Hélas ! Émile disait qu'il fallait assurer l'élection de Soumet, et la disparition de *la Muse* le libérait des articles sur l'Académie que la onzième livraison avait bruyamment annoncés. « Jules vous a-t-il communiqué ses idées sur nous? » C'était Jules de Rességuier, auquel Alfred de Vigny avait écrit, à la suite d'incidents qui s'étaient passés, à Pau, entre civils et militaires, « pour une très sérieuse affaire, *sous le manteau de notre Muse* ». *Notre Muse!* Elle n'existait plus, et Jules avait été le complice d'Alexandre et d'Émile dans l'assassinat qu'Émile avait froidement prémédité. Il avait écrit à Rességuier le samedi soir : «... Nous sommes aux champs ici ; vous, Alexandre et moi, il nous faut porter le coup à *la Muse* chez Tardieu à neuf heures du matin, lundi ; sinon, le numéro paraîtra et nous sommes tous perdus ;... le danger est imminent ; ces messieurs, je le sais, seront rassemblés pour continuer *la Muse* : arrivons tous trois pour la tuer, et elle est morte... Tout cela ne peut se faire que réunis ; une voix se perd, étouffée sous celles de nos

adversaires. Mais en nous tenant bien, il me semble impossible que l'on continue sous le titre de *la Muse* un ouvrage qui est le nôtre et qui ne veut plus l'être... »

Alfred de Vigny comptait donc, pour sauver *la Muse*, sur ceux qui s'étaient réunis dans une « vilaine expédition », — le mot est d'Émile Deschamps, — afin de l'étrangler. L'expédition fut bien conduite. Alfred de Vigny n'en avait pas prévu seulement les conséquences littéraires, mais aussi le dommage politique. *La Muse* était un « faisceau d'armes » auquel la disgrâce de Chateaubriand, chassé du ministère le 6 juin, pouvait donner un emploi utile. Saint-Valry avait consacré à cet incident un article dont Alfred de Vigny avait raison de louer la force. Mais il n'y avait plus rien à faire. *La Muse française*, « tuée » par trois de ses fondateurs, ne devait pas revivre, et elle n'est restée que comme l'un des documents les plus précieux... et les plus rares du romantisme militant.

La mort de *la Muse*, dont ils étaient l'un et l'autre les collaborateurs, n'altéra pas les relations d'amitié qui existaient entre Alfred de Vigny et Victor Hugo. Vigny avait pour prénom Alfred-Victor. Il avait eu l'intention de se faire appeler Victor pour rendre hommage à la gloire de son ami, qui lui répondit : « Je regrette de ne pouvoir vous rendre votre charmante preuve d'amitié en signant Alfred ; mais du moins je suis sûr, puisque vous signez Victor, que l'illustration ne manquera pas à ce nom-là. »

En revenant sur un prénom qui leur était commun, Alfred de Vigny y attachait une idée de victoire. « Combattons toujours, » disait-il. Victor Hugo n'avait pas besoin de ce conseil : toujours au travail et toujours en bataille, il enrichissait et il défendait son œuvre au milieu de disciples et d'admirateurs dont son exemple excitait le zèle. Alfred de Vigny, dans ses garnisons pyrénéennes, était isolé et comme exilé ; mais il ne perdait rien des efforts de ses amis et il poursuivait lui-même sa tâche laborieuse. Tous ces sentiments trouvent leur expression dans la lettre qu'il écrivait de Pau, le 5 octobre, à Victor Hugo.

Monsieur Victor Hugo, rue du Regard.

« L'ennui m'environne, je suis seul ; les Pyrénées sont sous mes yeux, et vous pouvez croire que je n'écris pas ! Je ne

cesse de penser que pour écrire tout ce qui s'accumulerait dans ma tête. J'ai fait et terminé un *Mystère*, mais c'est le troisième et non celui que je vous avais raconté : ce *Satan* qui effrayait votre amitié pour moi, et auquel je ne puis cependant résister, je l'achève aussi à présent. L'autre est sur la terre et j'y ai mis toute cette immense nature, que je représente avec tous les arts qui sont dignes d'elle. Je vois de mon balcon les montagnes qui voient la Méditerranée et à ma droite celles que baigne l'Océan; le printemps est encore tout vert à leur pied, et l'hiver étend toutes ses neiges sur leurs têtes. Et je n'écrirais pas, je ne chanterais pas sur toutes mes cordes ! Ah ! mon ami, il le faut bien, car je mourrais du chagrin de vivre. Je m'enivre de solitude, je ne puis plus m'en détacher.

« Quoi ! Vous appelez ne rien faire donner à la France une ode telle que la vôtre ! Vous êtes le Roi de cette lyre, mon ami, vous seul avez dignement chanté cet événement immense. Votre parallèle de Sainte-Hélène et de Saint-Denis est une véritable, une vaste pensée ; c'est peut-être une chose vraie à dire, que les tragédies publiques des nations n'ont qu'une idée-mère, comme celles de nos théâtres; il faut la toucher, et jamais votre doigt ne se pose à côté. Ce n'est, selon moi, que de cette sorte qu'il est permis au génie de s'arrêter aux circonstances du temps présent, parce que ce n'est que par la vérité que se conservent son indépendance et sa dignité. Mettez donc ce nouveau fleuron de votre couronne poétique sur le berceau de votre fille, et soyez heureux. Je ne vous envierai pas, c'est beaucoup pour moi, mais je vous aime trop pour cela. Adieu, mon ami, vous avez dû voir dans ma première lettre si je pleurais notre *Muse*; mais qu'importe, nos Muses à tous deux ne sont jamais désunies. Laissons à d'autres ces petites défections et leurs terreurs enfantines. Aimez-moi et écrivez-moi; cela fait du bien.

« ALFRED. »

Ainsi, en octobre 1824, Alfred de Vigny, pressé d'écrire « tout ce qui s'accumulait dans sa tête », travaillait à deux nouveaux *Mystères*. L'un, dont l'amitié de Victor Hugo s'était effrayée, devait, sous le titre de *Satan sauvé*, faire suite à *Éloa*. Il n'en est resté que le premier plan et dix-huit vers, publiés

dans le *Journal d'un poète*. L'autre *Mystère*, dont l'action se passait sur la terre, était *le Déluge*, qui parut en 1826 dans les *Poèmes antiques et modernes*.

Alfred de Vigny avait lu avec admiration l'ode consacrée par son frère de combat aux *Funérailles de Louis XVIII*. C'est d'elle qu'il parlait dans sa lettre avec tant d'enthousiasme. Victor Hugo lui avait écrit en 1821 : « Vous êtes heureux, vous, Alfred, vous ne frappez jamais en vain sur le rocher. » A son tour, en 1824, il disait à Victor Hugo sous une forme moins poétique : « Jamais votre doigt ne se pose à côté. » Il n'y avait pas de banalité dans cet échange de compliments. Les deux poètes étaient également sincères dans l'admiration et dans l'amitié qu'ils professaient alors l'un pour l'autre. « Aimez-moi », écrivait Alfred. Et Victor répondait : « Vous savez combien je vous aime, Alfred. Saluons ensemble cette nouvelle année qui vieillit notre amitié sans vieillir notre cœur... » Les vœux d'Alfred de Vigny furent un peu tardifs. La lettre, du 16 janvier 1825, où il les exprimait à Victor Hugo, est incomplète de son commencement.

Monsieur Victor Hugo, rue du Regard.

« ... Le nombre des exemplaires ne dépassera pas celui des gens qui entendent la langue poétique. Vous voyez qu'ils ne seront pas nombreux. Je crois qu'il faut laisser la poésie habiter dans la société les régions élevées, comme elle les occupe dans l'esprit humain : la boue gâte sa robe. »

Qu'étaient ces exemplaires? Alfred de Vigny préparait à ce moment les éléments de son prochain recueil : les *Poèmes antiques et modernes*.

La lettre continuait ainsi :

« Je suis entouré de familles anglaises, je passe à cheval dans les montagnes avec ces figures blondes d'Ossian. Si vous saviez comme cette nation est poétique! Comme ils placent le génie au-dessus de tout, comme ils trouvent naturel qu'il marche de pair avec leur Roi! Je m'étonne tous les jours de ne les avoir pas mieux connus. Ils n'auraient pas tué le Raphaël de notre âge, mon cher et grand Girodet. L'injustice

l'avait blessé à mort : il me le disait et ne se trompait pas. Je l'ai bien pleuré et sa perte diminue beaucoup le bonheur de retourner parmi vous. Je n'aurai plus avec lui de longues conversations où je réveillais la flamme mourante de son génie en disant vos plus beaux vers et tout ce que la poésie m'inspirait devant les formes divines qu'il avait tracées.

« Je voudrais retrouver à Paris notre union de *la Muse*, ou plutôt nos amitiés précédentes, mais nous avons trop cessé d'être poétiques pour être littéraires; peut-être ces liaisons n'auront-elles été que momentanées; j'en tremble, devant le Pic du Midi. Il me semble d'ici que beaucoup de choses vous occupent tous et vous détournent de la principale, l'amour de la *Beauté souveraine* des arts, le seul digne d'échauffer vos cœurs.

« Je vous écris avec ma fenêtre ouverte et une jalousie fermée, de peur du soleil, avec des roses en pleine terre dans mon jardin, et tout cela le 10 janvier. Quel pays!

« Adieu, embrassez le front de votre fille au nom de votre meilleur ami et rappelez-le à votre charmante femme; je vous aime autant et plus que jamais.

« ALFRED DE VIGNY. »

« Embrassez Charles Nodier pour moi. Je lis et je relis *Smarra*. »

La mort de Girodet avait profondément ému Alfred de Vigny. Il l'admirait et il l'aimait. Il fut d'autant plus sensible à sa disparition que son tableau d'*Endymion* n'avait pas été étranger à la conception du *Déluge*, dont un fragment, publié par le *Mercure du XIXe siècle* sous le titre de la *Beauté idéale*, était dédié « Aux Mânes de Girodet ».

La *Beauté souveraine* des arts qu'Alfred de Vigny exaltait dans sa lettre à Victor Hugo et la *Beauté idéale* qui servait de titre au poème inspiré par Girodet montrent quelles hautes préoccupations hantaient l'esprit du poète. Mais il n'était pas insensible aux charmes des blondes Anglaises avec lesquelles il parcourait à cheval les montagnes pyrénéennes. L'hommage qu'il leur rendait dans sa lettre à Victor Hugo n'avait pas encore le caractère d'une confidence personnelle, mais l'heure n'allait pas tarder de l'aveu définitif. Parmi ces « figures blondes d'Ossian » il y en avait deux, en effet, dont le charme avait fixé ses regards : miss Lydia et miss Alicia Bunbury,

filles d'un vieil Anglais fantasque et très riche, étaient les compagnes habituelles de ses promenades.

Comme deux cygnes blancs, aussi purs que leurs ailes,
Vous passez, doucement, sœurs modestes et belles,
Sur le paisible lac de vos jours bienheureux.
En langage français quelques vers amoureux
En vain voudraient vous peindre avec des traits fidèles :
Vous lirez sans comprendre et sur votre miroir,
Comme les beaux oiseaux, passerez sans rien voir.

Ces vers, écrits quinze ans plus tard sur un album pour deux autres Anglaises, sont l'écho délicat et discret de l'impression qu'avaient faite, sous le beau ciel de Pau, les sœurs Bunbury sur le cœur du poète. Il donna sa préférence à l'aînée, Lydia, âgée de vingt-cinq ans, dont on louait alors la beauté « majestueuse », qui devait devenir, selon de nombreux témoignages, une beauté massive et même « hommasse », au dire de Ratisbonne. Le père avait résisté : il dut céder, mais il se vengea en déshéritant plus tard sa fille, dans la corbeille de laquelle il avait mis un procès à gagner... ou à perdre et une île polynésienne, habitée par des cannibales !

Le 3 février, Alfred de Vigny fit part de son mariage à Victor Hugo :

Monsieur Victor Hugo, rue du Regard.

« Cher Victor, je me marie. Je serai marié quand vous recevrez cette lettre. Ma femme est Indienne, *douce et bonne* comme votre fille d'Otaïti (1), qu'elle aime autant que nous. Je lui ai promis l'amitié de votre chère Adèle, dont elle a lu le nom par vos vers. Nous voulons vivre comme vous et près de vous tant que nous le pourrons. Aujourd'hui même on signe le contrat ; il y manquera votre nom et nos noms amis ; mais je vais vous trouver ; ma liberté est à jamais conquise par le lien même qu'on regarde comme une chaîne.

Adieu, cher ami, embrassez-moi ; j'ai à peine le temps de vous écrire ce peu de mots. Je vais partir pour Paris, je vais à vous.

« ALFRED. »

(1) Je guérirai tes maux, je serai douce et bonne
Et je t'appellerai du nom que l'on te donne
Dans le pays de tes aïeux.
(*Odes et Poésies diverses.*)

Le mariage fut célébré à huit heures du soir le jour même où Alfred de Vigny l'annonçait à Victor Hugo. Celui-ci, peut-être un peu surpris par la brusquerie avec laquelle son ami lui avait fait part de l'événement, lui répondit par une lettre où Ernest Dupuy, qui la publia le premier, trouvait « plus d'exubérance que de goût et plus de bonnes intentions que de finesse ». On peut en juger : « Vous voilà enfin dans le poste où le voyage de la vie n'est plus qu'une promenade paisible sans orages et sans écueils. Celle qui fait ce bonheur est, dites-vous, douce et bonne comme une *fille d'Otaïti*; d'autres rapports me la disent jeune et belle comme votre *fille de Jephté*. Que faut-il de plus à la félicité d'une âme comme la vôtre? » Compliments de poètes. Il fallait se connaître. Arrivé à Paris, Alfred de Vigny se mit à la disposition de Victor Hugo pour la présentation de sa femme, mais la première entrevue ne put pas avoir lieu à la date que l'empressement affectueux de Victor Hugo avait fixée.

Monsieur Victor Hugo, rue Vaugirard, n° 90.

5 mars.

« Je pensais, cher ami, que notre réunion serait moins prompte, et plus sûre par conséquent. Je ne puis me rendre à celle-ci avec ma chère Lydia; mille ennuis nous poursuivent encore ici, il nous faut renouveler (*sic*) à l'Ambassade d'Angleterre notre union protestante; vous n'auriez que moi seul, et tard. Je vous réponds sur-le-champ et à la hâte, pour que vous suspendiez votre aimable réunion. S'il n'est déjà plus temps, répondez-moi un mot et je ferai ce que vous voudrez de moi, mais le soir, seulement après huit heures. Il me tarde de causer avec notre Nodier et de savoir quelque chose de tout ce qu'il a pensé depuis que je ne l'ai vu; c'est beau sans doute comme ce qu'il écrit et bon comme ses sentiments.

« Adieu, je vous écris sur le livre de Napoléon.

Il dort enveloppé dans son manteau de guerre,
Sans compagnon de son sommeil (1).

« Que de fois ai-je redit ces vers!

« ALFRED. »

(1) Victor Hugo, *Les Funérailles de Louis XVIII.*

Un mois après, les deux ménages se connaissaient. Mais déjà la santé de Lydia, qui fut la grande inquiétude de la vie d'Alfred de Vigny, lui donnait des soucis et il devait prendre des précautions pour la ménager. Le 4 avril, il écrivait à Victor Hugo :

« Dites-moi, cher ami, quel jour vous serez chez vous, que nous ne soyons pas trompés dans notre caravane. Nous voulons aller vous voir à la fin de la semaine ou au commencement de l'autre; ne me dites pas un jour, mais plusieurs, afin que je puisse choisir, si Lydia était souffrante, une soirée, une longue soirée de nos anciennes causeries. Je ne veux point un moment de vous; rien ne m'est plus insupportable. Charles Nodier vous a-t-il donné signe de vie depuis l'autre jour? Comment n'ai-je pas vu son nom encore sur votre album? Il a traversé notre demeure hier, votre beau livre, je ne l'ai eu qu'un moment, le temps d'y mettre quelques vers assez insignifiants et isolés de leur sens, mais d'une main bien amie. Nous allons jeudi passer la journée à Versailles et tous les autres jours seront à mon cher Paris et à vous. Ma muse me revient voir et s'asseoit à côté de ma douce femme. Je vous raconterai ce qu'elle m'a dit.

« Tout à vous.

« ALFRED. »

Que disait donc à Alfred de Vigny sa muse revenue? J'incline à croire qu'elle lui inspirait les vers de la *Beauté idéale*, car je ne trouve dans son œuvre publiée aucun autre poème qui puisse se rapporter à ce mois d'avril 1825 (1). Ce fragment, destiné au *Déluge*, en différait par le ton et par le sujet, et *le Déluge* ne l'a pas recueilli. Ce *Mystère* donnait d'ailleurs du mal à Alfred de Vigny, comme le prouve sa lettre du 8 mai à Victor Hugo, qui venait d'être nommé chevalier de la Légion d'honneur, à 23 ans, le même jour que Lamartine, et qui quittait Blois, où il laissait sa femme auprès du général son père pour assister aux fêtes du sacre à Reims.

« Je vous remercie du fond du cœur d'avoir pensé à moi

(1) Victor Hugo écrivait à Alfred de Vigny le 28 avril 1825. « Avez-vous terminé votre formidable *Enfer*? C'est une page de Dante, c'est un tableau de Michel-Ange, le triple génie. » On ne sait rien de cet *Enfer*, probablement inachevé et détruit.

sur-le-champ quand un bonheur vous est survenu, mon ami; vous étiez bien sûr que je le sentirais vivement, et vous n'êtes pas trompé. Je félicite cette étoile d'honneur de briller sur vous; elle y reprendra les rayons qu'elle perd sur tant de gens. Vous me trouverez encore souffrant, car j'ai été malade et je le suis depuis votre départ. Oui, certes, je vous plains de quitter ma patrie, car je suis né en Touraine sur les bords de cette belle Loire; je vous plains de vous séparer de la moitié de votre âme, pour aller voir nos cérémonies de carton et de papier peint, et toutes les grandeurs étriquées de nos temps. Je me félicite de n'y point être forcé; je rêverai le reste d'ici après avoir lu ce que vous aurez écrit sans doute. Emparez-vous du temps présent par des odes dignes de celle de *Louis XVIII*. Je ne vous écris pas un mot dont l'encre ne soit puisée dans votre fameux vers : *Il dort enveloppé, etc...* mais moi, que je ne sais quel démon emporte, quoi que je fasse, dans des routes insensées, j'accomplis ma destinée. Je viens d'être forcé d'ajouter cent vers au *Déluge* et un chant, quel chant! aux paroles des damnés. J'aurais cependant bien voulu ne pas faire cet ouvrage, mais pour parler la langue morte : *Video meliora proboque, deteriora sequor*. Tous vos amis me chargent de vous témoigner leur joie de votre décoration dont ils se parent. Elle ira aussi bien à votre jeune figure que votre beau talent. Adieu, mon ami, venez moi vite, je vous suis toujours le même Alfred que par le passé.

« A. V. »

« Présentez mes hommages à Mme Adèle, qui, j'espère, ne souffre pas comme fait toujours ma pauvre Lydia avec une douceur d'ange. »

Alfred de Vigny n'avait pas été invité au Sacre; il ne le regrettait pas, mais on peut s'en étonner, car il était déjà célèbre et ses convictions royalistes ne faisaient de doute pour personne. Seul de tous les poètes du temps, il n'a pas chanté cet événement historique : les commandes officielles répugnaient à la fierté hautaine de son génie.

Le 7 novembre 1826, il félicitait Victor Hugo de la naissance de son fils Charles et de la publication des *Odes et Bal-*

lades, dont le frontispice, gravé par Deveria, évoquait *les Deux Iles*, qu'il admirait :

« Du fond de mon cœur, cher ami, je vous félicite : le seul bonheur qui me soit refusé vous est allé trouver : c'est presque une compensation pour moi. J'irai bientôt voir votre enfant. Pauvre garçon ! Vous lui faites un nom bien lourd à porter, je ne sais comment il s'en tirera. Ce nom, déjà grand, grandira encore plus vite que votre fils. De grâce, ménagez-le : voilà encore un volume d'*Odes* qui lui pèsera bien par la suite. Je ne connais rien de plus grand et de plus profond que vos *Deux Iles* ; depuis que je les ai entendues, je vois ce colosse comme celui de Rhodes avec un pied sur chacune d'elles. Qu'il me tarde de chanter vos autres poésies comme un rapsode que je suis. Je ne m'informe plus s'il reste encore une corde à ma guitare ; je ne pose plus mes doigts que sur vos lyres. Que j'ai trouvé d'harmonie à celle de Mme Amable T (astu) ! N'êtes-vous pas comme moi ? Je viens d'être bien affligé ; un ami m'a été enlevé en un jour. Mais j'irai voir chez vous la naissance, la vie, le bonheur, la belle poésie : je revivrai avec vous et en vous.

« ALFRED. »

Quelle grâce, quelle délicatesse, quelle fidélité dans l'amitié ! Au moment où il écrivait cette lettre, Alfred de Vigny n'avait pas encore reçu ou lu dans leur entier les *Odes et Ballades*. Quelques jours après, le 19, il exprimait à Victor Hugo son admiration :

« J'ai dévoré vos *Ballades*, cher ami ; je les lis, je les chante, je les crie à tout le monde, car j'en suis ravi ; c'est la poésie des fées et des gnomes qu'il faut à un peuple qui ne croit plus ; vous avez toutes ses couleurs à votre pinceau, tous ses chants sur votre luth ; cette muse est dans tous les coins de votre livre ; il n'y a pas jusqu'aux Épigraphes où elle ne se glisse, comme dans le prélude du *Passant* dont je suis fou comme le prétendu fou (1). Que tout cela est amusant et vrai et original ! Après le sublime, qui se rencontre si souvent dans vos odes,

(1) Ballade huitième. *A un passant.*

quel repos enchanteur en entrant dans ce pays magique ! Continuez à être vous de cette manière, pour notre enchantement et pour votre gloire. Et surtout, continuez à m'aimer et gardez-vous de gâter vos livres avec mes pauvres vers comme vous avez fait : ce sont les seuls du recueil qui ne valent rien (1).

« Soumet m'envoie ce billet pour y mettre l'adresse, et quoique je veuille vous aller voir, comment résister à vous écrire aussi ? »

Un an s'écoule : Victor Hugo publie l'*Ode à la Colonne*, pour venger les maréchaux de l'Empire auxquels, dans une réception à l'ambassade d'Autriche, on avait supprimé les titres évocateurs de leurs victoires. Alfred de Vigny lui écrit le 10 octobre 1827 :

« Merci, mon ami ; vous avez relevé la Colonne, que les chansons populaires avaient à moitié démolie ; vous êtes beau dans l'indignation comme dans les regrets. Votre ongle est bien un ongle de lion (2), et il croît tous les jours. Il a égratigné un cœur sensible et respectable dont je vous envoie la déclaration d'amour, Mme de Baraguey d'Illiers, qui n'était pas enfant quand vous étiez soldat (3). Je ne comptais vous envoyer que mon admiration ; en voici deux : vous en avez bien d'autres.

« Adieu, tout à vous.

« ALFRED. »

Quand *Cromwell* paraît, Alfred de Vigny félicite Victor Hugo, dans une lettre publiée, de son « livre immortel », de son « colossal ouvrage », qui « couvre de rides toutes les tragédies modernes », et de « la grande et large critique » de la préface.

Puis, c'est la première d'*Hernani*, le 25 février 1830. Deux

(1) L'Ode septième, *Un chant de fête de Néron*, était dédiée à M. le comte Alfred de V...

Le livre des *Ballades* avait pour épigraphe les deux vers du *Cor* :

Qu'il est doux, qu'il est doux de conter des histoires,
Des histoires du temps passé.

(2) On nous a mutilés, mais le temps a peut-être
Fait croître l'ongle du lion.

(*Ode à la Colonne*).

(3) Moi, qui fus un soldat quand j'étais un enfant !

(*Ib.*)

jours avant cette représentation sensationnelle, pour laquelle on s'arrache les places, Vigny écrit à Hugo :

Monsieur Victor Hugo, rue Notre-Dame-des-Champs, 11.

« Je viens vous rendre les trois places de M. de Bérenger, mon cher Victor ; il est tout affligé de ne pouvoir les prendre. Voici son affaire : un grand dîner qu'il donnait hier, que j'avais fait reculer jusqu'à jeudi à cause d'*Hernani* et qu'*Hernani* vient trouver encore, mais cette fois, il faut l'avaler. Pour moi, je veux être aussi exact à mon poste d'ami que je le fus... que dis-je? cent fois plus exact que je ne le fus à mon ridicule et ennuyeux poste de capitaine en temps de paix. Je ne serai pas à ce dîner, mais à l'orchestre. Ce sera temps de guerre que jeudi soir ; temps de triomphe pour vous, éternité d'amitié de moi à vous et, j'espère, de vous à moi.

« ALFRED DE VIGNY. »

« J'ajoute que ma pauvre Lydia est au lit et ne pourra s'inquiéter d'abord, se réjouir ensuite, qu'horizontalement. Je conserve et vous prie de me conserver précieusement les stalles de MM. d'Orglandes et Dandelot, que j'ai jetés dans la joie en leur annonçant qu'ils les auraient. Je vous demande outre cela un billet d'auteur pour les premières galeries au nom de M. Buchey, jeune et romantique étudiant ; un second pour mon nouveau libraire, M. Levasseur, qui m'a hier demandé cette grâce d'aller juger combien de millions vous vaudrez à lui ou à l'un des siens.

« Dites, je vous prie, à notre cher Paul, que j'ai là, près de moi, son exemplaire du *More*, et que je ne sais comment le lui envoyer. Tout est occupé chez moi autour de ma femme malade. »

Enfin, c'est une lecture de *le Roi s'amuse*, à laquelle Alfred de Vigny assiste. Une lettre du 26 mars 1831 traduit ses impressions.

Monsieur Victor Hugo, rue Vaugirard, 90.

« C'est une fête pour moi de vous entendre, cher ami, comme c'en est toujours une nouvelle de vous voir. Si je n'avais

une ceinture de douleurs depuis quelques jours, je vous aurais été dire déjà tout ce que je ne cesse de répéter à toute personne qui m'approche : que j'ai été ravi de l'empreinte originale et vigoureuse de votre ouvrage, surpris de la verve comique du dialogue, ému de la profondeur des mots tragiques, et tragiques à force de vérité.

« Je continuerai à vous entendre lundi, comme si vous n'aviez pas cessé de parler. Tout votre *Cromwell* est présent à ma mémoire comme vous l'êtes au cœur de votre

« ALFRED. »

Telles sont, de 1820 à 1831, les lettres inédites d'Alfred de Vigny que j'apporte en contribution à l'histoire de ses relations avec Victor Hugo. Mon intention n'a pas été d'écrire cette histoire, qui ne s'achève pas en 1831, mais seulement de l'enrichir de documents que l'on croyait perdus. Ils prouveraient que pendant onze ans l'amitié fraternelle des deux grands poètes ne fut traversée par aucun nuage, si l'on ne savait pas que la priorité accordée par Taylor à *Othello* sur *Hernani* avait failli les brouiller, et surtout si les notes du *Journal* d'Alfred de Vigny sur Victor Hugo, écrites en 1829 et en 1831, ne montraient pas une sévérité de jugement très différente de l'opinion qu'il exprimait dans ses lettres. *Le gentilhomme*, comme l'appelait avec ironie Sainte-Beuve, se félicitait, le 31 décembre 1831, que rien, au cours de l'année écoulée, n'eût « altéré l'indépendance de son caractère » et il se rendait cette justice de n'avoir pas « écrit une ligne contre aucun être vivant ». Publiquement, non : mais quelles revanches il a prises dans son *Journal* intime !

LOUIS BARTHOU.

LES
NOUVEAUX PROBLÈMES MAROCAINS

Qui n'est allé au Maroc ? Après douze ans de protectorat, ce pays naguère fermé paraît au voyageur un lieu de tourisme, un centre d'affaires, un paisible plateau agricole. Et voici que, brusquement, dans les dernières semaines de 1924, il redevient une raison d'agitation en Europe, une préoccupation pour les hommes d'État, une manchette pour les journaux. Que se passe-t-il ?

A la vérité, il y a deux Maroc. L'un est la vaste zone, aussi tranquille qu'une province de France, où roulent les cars de la Compagnie Transatlantique. Mais cette zone tranquille est comme une enceinte gardée par des baïonnettes. Le contraste est saisissant. Ici, le calme total, une étendue indéfinie de champs de blé. Là, l'existence du soldat en campagne dans des postes assiégés par un invisible ennemi. On passe d'une région à l'autre d'un coup, et parfois sans s'en douter. Que de voyageurs sont allés de Meknès, dans une automobile de louage, visiter la forêt de cèdres d'Azrou, sans se douter que la route était gardée par des cavaliers indigènes. Un peu plus loin que la forêt, le poste de Timhadit, isolé sur un piton volcanique, marquait jusqu'en 1923, la limite du territoire soumis. Au delà de Timhadit on voyait une plaine, et après cette plaine, un terrain élevé et boisé. C'est là qu'on allait faire la corvée d'eau, à 1 500 mètres au plus du poste. Mais on la faisait sous la protection d'un détachement à cheval, et on était souvent attaqué. C'était d'abord une tiraillerie pour

attirer les hommes, puis, quand ils étaient amenés assez loin, un coup de main rapide et en force.

Non seulement on passe rapidement dans l'espace, de la zone soumise à la zone dissidente, mais on passe pareillement dans le temps, avec une rapidité qui est un des étonnements du voyageur, de la guerre la plus acharnée à la soumission la plus loyale et la plus amicale.

Au printemps de cette année, les attachés militaires accrédités à Paris furent conduits au Maroc. On les conduisit à Khenifra. C'est une casbah dans la montagne aux sources de l'Oum-er-Rbia, le grand fleuve qui traverse tout le Maroc central. L'histoire de Khenifra est sinistre. Cette casbah qui se découpe sur le ciel du couchant, a été longtemps le centre du bloc insoumis des tribus Zaïn, qui avaient pour chef Moha ou Ahmou et qui interceptaient la route directe de Fez à Marrakech. Au mois de juin 1914 seulement, le général Henrys fut chargé, avec trois colonnes convergentes, d'aller occuper Khenifra. J'ai refait avec le colonel Freydenberg, le brillant commandant de la région de Meknès, l'itinéraire de l'une des colonnes, celle qui s'est portée de Meknès par Azrou sur Khenifra. On change de domaine fluvial, de sorte que la marche commence dans des gorges, continue sur l'arête de partage, lame étroite entre des précipices, et s'achève dans de nouvelles gorges, celles de la haute vallée de l'Oum-er-Rbia. Les trois colonnes atteignirent Khenifra le 12 juin. La règle marocaine est que tout point atteint doit être définitivement occupé.

Les Français s'établirent donc dans ce poste lointain, d'accès difficile, en plein cœur du pays ennemi. Chaque ravitaillement était une opération de guerre. Pour comble, le premier temps de l'occupation fut marqué par un désastre. Le colonel Laverdure, qui commandait la garnison de Khenifra, voulut surprendre les douars des réguliers de Moha ou Ahmou, à El-Herri, qui se trouve à 12 kilomètres dans le Sud. La surprise réussit ; mais, au retour, la colonne, fusillée de toutes les crêtes, perdit la moitié de son effectif, 33 officiers et près de 600 hommes. Pendant toute la guerre, Khenifra resta un poste isolé, perpétuellement investi. Il ne fut dégagé qu'en 1920, par une attaque combinée, partie de Tadla au sud et de Meknès au nord. Le 4 juin, le général Poeymirau reçoit la soumission de 2500 tentes. Une chaîne de postes relie, sur le

chemin que je viens de parcourir, Khenifra à Azrou. De l'un de ces postes, celui de Taka-Ichiane, le colonel Freydenberg m'explique l'opération qu'il a conduite en septembre 1921, face à l'Est, sur des plateaux dont nous voyons dans la lumière matinale les plans successifs, pour aller donner la main à une colonne qui venait de Bekrit. Je prends rapidement un croquis de ces crêtes dont la plus éloignée, qui était l'objectif, porte aujourd'hui le poste d'Ajgou. Un profond silence enveloppe la campagne. Dans le poste, de jeunes femmes ont suivi leurs maris, qui y tiennent garnison. Dans combien de ces baraquements, entre des murs de pierres sèches et des fils de fer, au fond d'un bled perdu, ai-je rencontré ce sourire plein de bonne grâce d'une Française qui, dans un foyer de fortune, privée de tout, mais fidèle à la loi de la famille, vit insouciante du danger, sans paraître se douter de son propre héroïsme.

Ainsi on se battait sur ces plateaux en 1920 et 1921. Dans un coin du paysage même que j'ai sous les yeux, le vieux Moha, ou Ahmou, notre ennemi, était tué le 27 mars 1920. Mais, tout en restant fidèle à la liberté, il avait reconnu la nécessité de se soumettre et il avait engagé ses fils à passer au parti des Français. L'un d'eux, qui a été tué dans nos rangs, était un modèle de chevalerie. Il a été pleuré par nos officiers comme le plus cher des compagnons d'armes. Un autre, Hassan, est pacha de Khenifra. Je vais le rencontrer tout à l'heure. C'est un homme de forte corpulence, dont le visage est encadré d'une barbe noire.

Quel spectacle offre ce Khenifra où on se battait, il y a trois ans! Déjà une file de bâtiments neufs masque la casbah, et forme une avenue précédée de jardins. C'est la saison où les troupeaux passent des pâturages d'hiver aux pâturages d'été, et ce moment est marqué par une fête. Devant les nouvelles constructions, sur une immense esplanade, les tentes brunes et basses délimitent un cercle grand comme une petite ville. Dans ce cercle, on voit à chaque moment des groupes de cavaliers partir à plein galop et s'arrêter court, en déchargeant leurs fusils. Cette mousqueterie dure du matin au soir. Cependant cet après-midi, sur une colline qui domine un horizon de ravins, nous voyons un étonnant spectacle. On a dressé là des tentes. Les chevaux des chefs sont tenus à la main. La selle et le harnais sont chargés d'or. Une des vallées qui l'encadrent sert

de champ de courses. Et ces courses s'achèvent par une charge gigantesque exécutée par 1 200 cavaliers. Ils partent d'un point de rassemblement derrière nous et parcourent dans un flot de poussière, qui s'élève comme une flamme, un vaste cercle de la gauche à la droite, pour escalader enfin une crête, où les femmes et les enfants sont rassemblés. La charge est menée par un officier français aux côtés duquel galope le pacha Hassan, le fils de notre ennemi de 1920. Ce soir, sous une tente que les lampes électriques illuminent, ce même Hassan nous offrira une diffa. Les femmes de la tribu viendront danser, vêtues de robes de laine blanche. Elles formeront, au coude à coude, une chaîne serrée, oscillante, frémissante, qui serpentera, et s'aplatira tout à coup, toutes ces femmes tombant à genoux, au rythme d'une mélopée toujours recommencée. Cette amitié après la bataille, ce passage rapide d'une hostilité farouche à une confiance qui ne se dément plus, c'est tout le Maroc.

*
* *

Ainsi, aux lisières du Maroc connu, commence le mystère du Maroc inconnu. Le Maroc connu, et qui ne l'est d'ailleurs que d'hier, c'est celui des vastes plateaux, où le printemps compose un tapis de soucis orangés, de moutarde sauvage couleur jaune citron, de coquelicots et de bourrache bleue. La tige mince de l'asphodèle frémit au bord des routes. De place en place, un douar montre un cercle de tentes. On rencontre un troupeau de moutons. Le sol partout cultivé donne une dizaine de quintaux de blé à l'hectare. Au bout de ces solitudes surgit tout à coup une grande ville, Casablanca, qui pullule, et les trois capitales, Fez, Rabat et Marrakech. Le triangle des trois capitales, si souvent décrites, enferme à peu près ce que le maréchal Lyautey a si heureusement appelé le Maroc utile. Mais ces plateaux fertiles sont eux-mêmes enfermés dans un cadre de montagnes : le grand Atlas au sud, le moyen Atlas à l'est, le Riff au nord; et là commence une autre zone.

Le grand Atlas, au moins dans la région de Marrakech, est sûr, parce que les trois grands caïds qui en tiennent les portes sont ralliés au Gouvernement et par conséquent au Protectorat; mais l'administration française n'y a pas pénétré. L'indépendance presque absolue laissée aux grands caïds, si elle a ses avantages, a ses défauts; et ces défauts sont si grands qu'au

printemps de 1924, il a fallu élever l'un d'entre eux, le Goundafi, à une sorte de caïdat honoraire et partager son fief entre quatre fonctionnaires moins puissants. J'ai vu sa casbah à Amismis, sur les premières pentes de la montagne. Ce n'est qu'en 1922 qu'un officier de renseignements français a construit sur la colline opposée sa modeste petite maison. Et avec l'officier de renseignements arrivent les premiers éléments de l'ordre : le recensement, le cadastre, l'impôt perçu en vertu d'un rôle. Chez les deux grands voisins du Goundafi, le M'Tougui à l'ouest et le Glaoui à l'est, rien n'a été changé, et le premier linéament d'administration n'existe pas.

Le moyen Atlas au contraire est la région où tous les dissidents se sont réfugiés. On a appelé tache de Taza ces hauts plateaux qui ont été en partie conquis en 1923. Enfin au Nord, sur les rives de l'Ouergha, le voisinage de la zone espagnole, et de l'État pratiquement indépendant d'Abd-el-Krim, créaient une situation très incertaine, qui pouvait devenir très dangereuse. Au mois de mai 1924, le général de Chambrun y a mis fin en occupant une partie du terrain auquel le traité d'Algésiras nous donnait droit.

Tout cela sans doute, ce n'est plus le Maroc utile ; mais c'est le Maroc nécessaire. Les années 1923 et 1924 sont décisives dans son histoire. De cette histoire, le hasard des voyages m'a fait connaître les acteurs, et m'a parfois rendu le témoin. Dans la poche de Taza, j'avais en 1923 survolé le territoire des Aït-Tseghouchen rebelles et vu les préparatifs de l'expédition ; en compagnie du capitaine de Lattre, chef du 3e bureau de l'état-major du général Poeymirau, j'avais gagné par la voie des airs Assaka sur la haute Moulouya (1). Imaginez une grande vallée rouge, sèche, brûlante, à fond plat. D'un côté, la muraille de neige du grand Atlas. De l'autre, la région à conquérir, le moyen Atlas, comme une espèce de forteresse bleuâtre, escarpée et déchiquetée. Un ciel bleu sur tout cela, de l'herbe sèche, et pas un arbre. Et dans ce bled un poste français, qui n'est que bravoure et bonne humeur. En 1924, j'ai constaté sur le terrain les résultats de la campagne dont j'avais

(1) Le capitaine de Lattre, une des intelligences les plus vives et les plus séduisantes dans le corps d'élite des officiers français au Maroc, a été, au lendemain de la mort du général Poeymirau, la victime d'une tentative d'assassinat : un fanatique lui a tailladé le visage à coups de poignard.

vu l'année précédente les préparatifs ; j'ai visité la région conquise et je crois être le premier voyageur, après les officiers en service, à avoir visité les postes extrêmes. Partout j'ai vu ce qui se dépense d'énergie, de patience, de froide bravoure, d'intelligence avisée, pour maintenir, autour du Maroc des commerçants, des colons et des touristes, ce cordon de sécurité, tissé de courage et d'habileté française. J'ai vu la vie dans les postes isolés de la montagne. Il m'a semblé que cette œuvre menée en silence intéresserait le lecteur.

***

En 1923, on ne connaissait cette masse confuse de hauts plateaux, qui forme la *tache de Taza*, que par des récits d'indigènes et des photographies d'avions. Au nord, la tache venait jusqu'à petite distance de Taza ; là s'étendait la puissante confédération des Beni-Ouarraïn. A l'ouest, la zone insoumise s'allongeait dans le sud de Fez jusqu'au voisinage immédiat du poste de Timhadit. Il ne faut pas d'ailleurs s'imaginer que la limite de la dissidence soit une barrière. A quoi reconnaître un insoumis quand il vient aux marchés du pays soumis? On en a vu qui venaient soumettre leurs procès à un officier de renseignements qui leur inspirait confiance entre tous, le capitaine Hayard, et qui, après s'être fait donner un jugement selon les lumières de l'ennemi, retournaient à la dissidence. Aux portes mêmes de Meknès, sur le plateau d'Ito qui s'élève à 1 500 mètres, il n'était pas rare de recevoir des coups de fusil, partis d'une forêt où se trouve un lieu de pèlerinage. Cette corne ouest de la tache est habitée par la confédération des Aït-Tseghouchen. Ceux des Aït-Tseghouchen que j'ai vus étaient reconnaissables à leur profil fin, à leurs yeux couverts de lourdes paupières, aux coins abaissés de leur bouche, à leur menton long et carré où pend une barbe maigre.

Brider au nord les Beni-Ouarraïn et dégager Taza, réduire au sud les Aït-Tseghouchen et rouvrir la route impériale de Fez vers le sud, tels étaient les premiers objectifs. L'opération du nord a été confiée au colonel Freydenberg, avec 8 bataillons, dits groupe de Taza. Je n'ai pas vu l'opération et je n'en connais pas le terrain : j'en parlerai donc très brièvement. Elle se décompose en trois actions distinctes. Le colonel Freydenberg, après s'être concentré à Bou-Rached, s'est porté sur Berkine, le

6 avril. Il avait devant lui une harka importante commandée par Si-Amar ou Belgacem, personnage énergique, très écouté, en relations avec les dissidents de la zone espagnole. Le 13, Berkine est atteint, après un violent combat. Le 18, les soumissions commencent. Le 22, la harka ennemie se dissocie. Le 23, le colonel Freydenberg revient sur Bou-Rached, pour commencer la seconde action, qui est d'occuper, plus au nord, l'îlot isolé des Beni-Bou-Zert. Cet îlot est un paysage de Karst, où les montagnes, qui culminent à 1 800 mètres, sont séparées par des dépressions sans écoulement, de véritables dolines. Attaqués le 5 mai, les indigènes, accrochés aux montagnes, se défendirent avec une énergie farouche, luttant au corps à corps et se faisant tuer sur place. Enfin, le 10, les derniers rebelles demandèrent l'aman. Ils versèrent entre les mains des Français un butin édifiant : 90 fusils Lebel, 1 fusil mitrailleur, 1 fusil automatique. Comme toujours, dès que la soumission est faite, le pays redevient complètement tranquille. Les indigènes se réinstallent sur leurs terres, surveillés par nos postes.

Le colonel Freydenberg entame le 19 mai la troisième action. Il s'agit d'aller au sud de Souk-el-Arba saisir le château d'eau, d'où coulent en sens inverse le Tmoughoud vers la Malouya, le Zloub vers le Sebou. Cette région de sources, qu'il est important de contrôler, est en même temps la partie la plus fertile du pays des Beni-Ouarraïn. L'opération du 19 est dirigée sur le haut cours du Tmoughoud. La marche de la colonne est dérobée par le brouillard et les objectifs atteints presque sans combat. Laissant sur ces positions deux bataillons, le colonel Freydenberg revient sur Souk-el-Arba et exécute, le 29 et le 30 mai, une dernière opération sur la crête de partage des deux vallées opposées, au Caf-el-Kelaa. Les indigènes sont rejetés au sud dans des hauteurs supérieures à 2 000 mètres, où ils ne réagissent plus.

*
* *

Les opérations contre les Aït-Tseghouchen sont plus compliquées. On peut voir que la corne sud-ouest du pays insoumis est étranglée entre Almis au nord et Enjil au sud. Ces deux points sont reliés par la route impériale de Fez vers le sud, le Trik-Soltane. Des bases avaient été organisées à Almis et à Enjil et, au printemps de 1924, deux colonnes s'y concentrent,

qui marcheront l'une vers l'autre : le groupe de Fez, 5 bataillons sous les ordres du colonel Cambay, à Almis ; le groupe de Meknès, 8 bataillons sous les ordres du général Théveney à Enjil. Ils vont rouvrir le Trik-Soltane par les deux bouts.

La rencontre des deux groupes s'est faite le 20 mai, dans un paysage magnifique, mais peu propre à la bataille ; c'est un cirque, dit cirque de Boulmane, que domine d'un côté une falaise calcaire, comme on en voit dans le Dauphiné (tout le champ de bataille rappelle certains aspects de la Grande-Chartreuse). Cette falaise, complètement à pic, s'appelle le Djebel Bou-Arfa. A son pied, le Trik-Soltane débouche dans le cirque par une gorge étroite, la gorge de Recifa.

Au cirque de Boulmane, nous sommes juste au centre de l'action. Les Aït-Tseghouchen s'étaient en effet postés sur le Bou-Arfa, lequel commande le cirque et la gorge, et où ils pouvaient se croire inexpugnables. Mais la colonne Théveney partit à l'assaut, non pas par le versant vertical qui regarde le cirque, mais par le versant opposé, celui qui regarde vers le sud, et qui est plus accessible. Dans un combat très violent, elle rejeta l'adversaire vers la crête, juste au-dessus du cirque. Mais cette crête était elle-même battue par l'artillerie de l'autre colonne, la colonne Cambay. Pris entre deux feux, les Aït-Tseghouchen se dispersèrent dans les bois.

Le Trik-Soltane, la grande route par laquelle les empereurs peuvent, en théorie, se rendre de Fez dans la grande oasis du sud, le Tafilalet, d'où ils sont originaires, est donc rouverte. J'y ai roulé dans les gorges de Recifa, et j'y ai rencontré des caravanes, qui profitent des jours où la route est gardée pour emprunter ce chemin. La sécurité est ainsi assurée plusieurs jours par semaine.

Dans le cirque même de Boulmane, un poste français est établi sur une butte. C'est un carré fortifié, dont une des faces est occupée par les casernes, un autre par le logement des officiers. Tout cela est net, blanc, bien aménagé. Deux jeunes lieutenants vivent là, occupés à surveiller la falaise de Bou-Arfa et le coupe-gorge de Recifa. Ils sont gais, ils ont installé leurs chambres avec goût. Ils font leur devoir difficile avec simplicité. Sur tout notre chemin, nous allons rencontrer cette jeunesse de France. Ils ont vingt ans ; ils administrent, ils se renseignent, ils négocient avec une prudence de vieux chefs,

TACHE DE TAZA
Situation au 30 juin 1923
LÉGENDE
Postes créés
Zone soumise
Limite de la dissidence au 1 janvier 1923
Montagnes
Bou Mihiris
Bab Morouj
S.t bel Kassem
Desroches
Meknassa
O. MSOUN
Msoun
Aghbal
Bou Ladjeraf
TAZA
El Guettaf
O. MELLOULOU
El Arba de Tissa
O. LEBEN
O. INAQUEN
O. SEBOU
FEZ
A. Sbit
Bab Cedra
Bou Slama
Timezoagh
Bechiine
Bab el Arba
Bel Farah
Bab Ashar
Tnine
Kef Tebbal
Kessarat
Souk el Arba
El Oujik
Ras el Ksar
S.t bou Knadel
Khemis
El Fahs
Tamejout
Berkine
Bou Rached
Ghomra
Sidi Braham
Timezoughi
Meknès
Sefrou
Rabat
El Menzel
B.t OUARAIN
A. Souk
Ahermoumou
Beni Ouarain du Tankrarant 200
BOU IBLAN
Beni Bhar 160
O. Beni bou Ncoul
B.t Makbel
Casablanca
Tizi Tighelmine
Tazouta
Reggou
Kelaa
Tagnaneït
Mediouna
Marrakech
Skoura
Ich Lerouaf
Beni Alaham du Djebel 300
B.t DJELLIDASSEN
B.t bou Illoul 210
Taghzout
Nador
Col de Tigoulmaine
Idrassen 150
O. GUIGOU
Almis
TICHOUKT
el Mers
Issouka
MARMOUCHA
Bou Khamouj
Tabhainout
Tizi n'Tadla
Outat el Hadj
O. MOULOUYA
Bou Arfa
AÏT TSEGHOUCHEN
S.t ALI
Tignammas
Almis des Marmoucha
Souiger
Lalla Mina
Asinous
Touggour
Enjil des Ikhataren
Enjil des Aït Lassen
Douirat
Aghbalou Larbi
Nif Ghalem
Teniet M'samir
Khenifra
Talialit
Missour (Igli)
Assaka
Ouizert
O. MOULOUYA
Ksabi
0 5 10 20 30 40 50 K.
REVUE DES DEUX MONDES

et quelquefois, comme à El-Mers, les balles pleuvent sur la salle à manger où ils déjeunent. Ils sont ignorés de tous, et je crois que les récompenses ne pleuvent pas comme les balles. Certains passent des mois et des mois entre des murs cernés de fils de fer, dans le vide dangereux du pays ennemi. Ils ne peuvent sortir qu'en nombre et en se gardant, et chaque sortie est une opération de guerre. Tels je les avais trouvés en Syrie, tels je les vois ici. Ils sont sains, joyeux et actifs. La race reverdit en eux. C'est, dans ces déserts, de l'Euphrate à l'Atlas, qu'il faut aller chercher la plus belle image de la France.

Après la bataille de Bou-Arfa, les deux groupes de Fez et de Taza furent réunis sous les ordres directs du général Poeymirau et débouchèrent face à l'est dans une vaste plaine.

Imaginez sous le soleil une étendue grisâtre d'alfa. Quelquefois, une casbah rousse s'en distingue à peine. Rien ne paraît vivant. A droite, au loin, un ruban vert marque le cours de la Seghina. A gauche, s'élève un massif pierreux dont le Bou-Arfa était l'extrémité, et que nous contournons maintenant : une sorte de château fort aux crêtes dentelées, bleuâtres, parfois rayées de neige : le massif du Tichoukt. Il est encore aujourd'hui un repaire de rebelles. Sur la piste où nous roulons, on ne peut passer que si la sécurité est mise, c'est-à-dire si des groupes postés de place en place surveillent le terrain. Des officiers viennent nous attendre à certains points, et quelquefois des chefs indigènes. Des femmes viennent implorer une sentence ou une grâce ; l'usage voudrait qu'elles missent sur leur tête prosternée le pied du vainqueur ; mais l'automobile rend ce protocole malaisé. Et elles attendent debout, ayant mis simplement, en signe de soumission, un soulier sur leur tête.

C'est à travers cette plaine que la colonne Poeymirau marche jusqu'à l'endroit où la Seghina tourne au nord, rebroussée par une crête montagneuse qui ferme la plaine à l'est, et qu'on appelle le Bou-Khamoudj. Cette crête termine aussi le territoire des Aït-Tseghouchen. Au delà commence celui des Marmoucha. Il parut essentiel de séparer ces deux puissantes confédérations. L'assaut fut donné au Bou-Khamoudj le 9 juin. Aït-Tseghouchen et Marmoucha s'étaient unis pour se défendre, et formaient plus de 3 000 fusils. Des déserteurs leur avaient appris à se retrancher. L'apôtre de la guerre sainte,

Sidi-Raho, était parmi les défenseurs. Il y eut des erreurs dans la direction des colonnes d'assaut. Cependant les objectifs furent atteints à 11 heures, et le combat terminé à 18 heures.

Voici donc le général Poeymirau, maître de la crête qui sépare les deux grandes confédérations ennemies. Avant de s'attaquer aux Marmoucha, il décide de revenir sur ses pas, pour en finir d'abord avec les Aït-Tseghouchen.

Nous avons laissé sur notre gauche dans la plaine de la Seghina, à la hauteur d'Ifkem, une piste qui s'embranche sur la piste principale, et qui s'élève vers le nord, par des pentes douces, jusqu'à El-Mers, lieu de pèlerinage et centre politique. C'est ce point que le général Poeymirau décida d'abord d'enlever. L'attaque eut lieu le 24 juin. Elle fut très difficile. L'aile droite était fusillée de flanc par l'adversaire posté dans le couloir de la Seghina. L'aile gauche, qui avait pour objectif une hauteur qui dominait le champ de bataille, trouva, derrière cette hauteur, une crête plus élevée encore, de sorte que le but fut manqué. Malgré ces incidents, le centre réussit à se porter en avant et à conquérir El-Mers. Dès lors, la soumission des Aït-Tseghouchen fut assurée, à l'exception de ceux qui sont réfugiés dans le Tichoukt. Mais, de tout temps, les hautes vallées ont été le refuge des irréductibles. Il ne s'agit plus que de petits groupes destinés à se rallier peu à peu.

Les opérations à l'ouest de la Seghina étaient terminées. Il restait à opérer à l'est de ce fleuve.

Cette fois encore, on procéda par colonnes convergentes; le colonel Freydenberg, qui avait maintenant les mains libres dans le nord, se porte sur Skoura, d'où il devait marcher face au sud, à la rencontre de la colonne principale, qui opérait face au nord. Le terrain d'opérations est parmi les plus redoutables. Ce sont, cette fois, des montagnes de 2 000 mètres qu'il faut gravir, séparées par des vallées profondes, qu'il faut franchir. Les deux colonnes réussirent à établir des chaînes de postes, et à se rejoindre virtuellement, c'est-à-dire à faire passer un détachement de l'une à l'autre, sous le feu de l'ennemi. Mais il est bien évident que les opérations à l'est de la Seghina ne peuvent pas être considérées comme achevées.

Cette liaison à peine obtenue, nos troupes avaient encore à soumettre la partie sud de la tache de Taza, c'est-à-dire à opérer contre les Marmoucha, qui ont la réputation d'être plus civi-

lisés et plus accessibles que les sauvages Aït-Tseghouchen. Plus exactement, il s'agissait de s'attaquer à une fraction des Marmoucha, qui s'appelle les Aït-Bazza. Les opérations ont été conduites principalement, et avec autant de sagesse que de bonheur, par le général de Chambrun, qui a pris le commandement du groupe, quand le général Poeymirau fut retourné à Meknès.

J'ai passé la nuit dans un des postes créés par la colonne-sud, le poste des Aït-Makhlouf. C'est sur le haut d'un piton, un fort en pierres sèches, élevé par la Légion. Nous étions en mai, et les magasins venaient d'être approvisionnés jusqu'en septembre. Il n'est pas question de sortir des fils de fer, sauf en force. Le lendemain, nous sommes allés visiter les postes d'une montagne voisine, le Djebel Idlan. Nous formions un groupe d'une dizaine de cavaliers, précédés d'un détachement de *mokhrasni*, suivis d'un autre détachement. Nous dévalions les pentes. Des sentes dans les blés verts marquaient la route. Le pays est d'ailleurs bien cultivé, et de temps en temps les chevaux sautaient une seguia d'irrigation. Ou bien, ils se laissaient glisser sur les quatre pieds dans le lit d'un oued, pour remonter l'autre pente au petit galop. On ne rencontrait que des laboureurs pacifiques. Cependant, dans le fond des ravins, les mitrailleuses claquaient. On entendait la détonation des grenades, et on voyait l'éclatement des petits obus. Sur les pentes du Djebel Idlan, des hommes immobiles comme des statues, le fusil à la main surveillaient chaque ombre sur la roche. Grâce à ces précautions, nous n'avons pas entendu siffler les balles ennemies, ce qui est assez rare. Le Djebel-Idlan lui-même ne commande qu'à demi la région. Le vrai nœud des montagnes est le Sidi Abd-el-Kader, que nous distinguions à travers la brume, et qui sera évidemment l'objectif d'une nouvelle campagne.

Le projet d'une campagne, en 1924, dans la tache de Taza, ne devait pas être exécutée, et les circonstances allaient orienter tout autrement la politique marocaine. Déjà, au moment où je visitais la région, une opération se préparait dans le nord sur la frontière commune à la zone française et à la zone espagnole.

Cette frontière a été fixée d'une façon sommaire par l'acte d'Algésiras. Appartiennent à la zone française toutes les tribus

qui boivent dans l'Ouergha. Quoique le droit leur fût ainsi reconnu d'occuper la rive nord, les Français n'avaient jamais franchi le fleuve dans sa partie moyenne. De rares postes, éloignés l'un de l'autre et tenus par quelques Sénégalais, s'échelonnaient le long de la rive sud, sur une ligne est-ouest. Il n'en fallait pas davantage dans cette région tranquille. La situation de ces postes était d'ailleurs médiocre, car la vue leur était complètement bouchée par les hauteurs inoccupées de la rive nord. Au delà de ces hauteurs on trouve une nouvelle plaine, et au delà de cette plaine, les montagnes neigeuses du Rif, siège de la puissance d'Abd-el-Krim.

Or, dans les premiers mois de 1924, Abd-el-Krim avait cherché à étendre son influence sur les tribus riveraines de l'Ouergha. Loin de présenter cette opération comme un acte d'hostilité envers la France, il se fondait sur le fait que nous n'occupions pas la rive nord, à laquelle nous avions droit. Trois fois il fit demander à Fez où étaient les limites de la zone française. Comme il fallait bien que quelqu'un maintînt l'ordre sur cette rive, il en avait assumé la charge. Il nomma donc des caïds dans les tribus, y leva des impôts et les contraignit à avoir un certain nombre d'hommes portant fusils.

Il y avait de quoi inquiéter les Français. Les tribus de l'Ouergha, jusqu'ici divisées et inoffensives, pouvaient devenir un danger si Abd-el-Krim, en les soumettant, en faisait une masse cohérente. Au mois d'avril, Abd-el-Krim envoya trois harkas contre une des confédérations, celle des Beni-Zeroual, dont le chef est Der-Kaoui. Il faut se représenter chacune de ces harkas comme constituée par un noyau de 3 à 400 réguliers, grossi en route des hommes qu'on peut tirer des tribus qu'on traverse, et enfin de tous les guerriers de la tribu voisine de celle qu'on attaque : au total, 2 à 3 000 combattants, tous armés de fusils à tir rapide, et bien approvisionnés; les hommes ont 200 cartouches, et des caisses de munitions suivent la colonne, portées par des ânes.

Der-Kaoui, dans ce péril, demanda l'aide des Français. Ceux-ci ne pouvaient la refuser. Les Beni-Zeroual habitent la zone que l'acte d'Algésiras a mise sous notre protection. D'autre part, Abd-el-Krim avait éparpillé ses forces. Ses trois harkas furent battues séparément.

Mais dans ces circonstances, il était impossible aux Fran-

çais, et il eût été fort dangereux pour eux, de rester au sud de l'Ouergha, et en forces insuffisantes. Il leur fallait absolument s'établir sur les hauteurs de la rive nord. Tout le monde le souhaitait, les Beni-Zeroual, comme la plupart des tribus riveraines de l'Ouergha, attendaient notre protection. Abd-el-Krim, récemment vaincu, ne pouvait entrer en ligne sur ce théâtre d'opération. Le général de Chambrun, qui a exécuté toute cette préparation diplomatique, a eu l'habileté de se faire appeler par les uns, désirer par les autres, et de n'engager son action militaire qu'au moment où Abd-el-Krim ne pouvait s'opposer à sa progression.

Dans le courant de mai 1924, une expédition était préparée dans le plus grand secret. La date où elle pourrait être déclenchée était celle où la route serait finie. Enfin le 25 mai, la concentration se fit à Aïn-Aicha. Ce poste présentait un aspect singulier. Non seulement on y voyait, en attirail de campagne, les troupes destinées à exécuter le premier bond; mais une foule de gens du pays venaient y discuter de la chose publique. C'était un forum rempli d'hommes en burnous. Il a fallu mettre de l'ordre dans les soumissions, qui se seraient étendues à des régions beaucoup trop éloignées; on n'a accepté la *tarquiba* que de ceux dont on allait réellement occuper le territoire.

Le général de Chambrun avait lancé cette proclamation :

«... Certes nous n'hésiterions pas à briser tout obstacle qui barrerait notre route, mais souhaitons que, n'ayant pas à user de notre force, d'heureuses circonstances nous permettent d'agir suivant cet idéal pacifique qui nous est si cher.

« Appelés par les tribus dont nous allons occuper le sol, nous nous efforcerons de respecter les foyers et les biens.

« Qu'il soit dit dans cette vallée de l'Ouargha aussi fertile que belle : Les armes françaises ont encore délivré les faibles d'une longue oppression et n'ont apporté que des bienfaits. »

Le commandant des forces françaises disposait de 11 bataillons à 600 hommes, de 12 batteries, et de 4 escadrons, plus des goums et des partisans. Il fit deux groupes mobiles, qui débouchèrent le 6 au petit jour, guidés par les gens du pays, et dans un dispositif de marché calculé pour ne pas gâter les cultures. Les troupes traversèrent ainsi la plaine de l'Ouergha, frémissante de blés et d'orges magnifiques, et s'élevèrent sur les

hauteurs. Les objectifs avaient été choisis juste dans le nord de Fez. Le bond était de 20 kilomètres en profondeur, sur une largeur de 30. Environ 25 000 indigènes passaient sous notre contrôle. Pas un coup de fusil n'avait été tiré. Les trois premières semaines, les opérations coûtèrent 5 hommes. On construisit immédiatement les postes. Il n'y avait d'ailleurs pas de temps à perdre, car Abd-el-Krim allait essayer de nous déloger.

A peine les postes achevés, les petites tribus du haut Ouergha, soulevées par Abd-el-Krim, les attaquaient le 5 juillet. Mais les troupes étant retranchées, les pertes furent presque nulles : moins de 10 hommes. L'ennemi se retira, ayant eu 200 hommes par terre.

Cependant la bande de 30 kilomètres qu'on venait d'occuper se trouvait en l'air. Une fois les garnisons dans les postes, le groupe Colombat reçut pour mission d'étendre la conquête à gauche, afin de la raccorder avec les anciens postes de la région d'Ouezzan. A droite, le groupe Cambay allait renforcer les faibles ouvrages qui couvraient Taza vers le nord.

Mais sur ces entrefaites, Abd-el-Krim lançait une nouvelle harka, très importante cette fois. Une masse de 3 000 guerriers s'infiltrait par le haut Lebene, en direction générale de Fez. Le mouvement fut connu à Fez le 22 juillet. Les 23 et 24, le danger devenait sérieux. La fidélité des Hayaina, qui sont juste au nord de Fez, et qui sont tranquilles depuis douze ans, paraissait ébranlée. Il fallait parer le coup rapidement. Quatre bataillons du groupe Colombat, alertés, revinrent face à l'est à marches forcées, couvrirent 50 kilomètres en deux nuits, tombèrent le 25 à la pointe du jour sur la harka, la coupèrent en deux et la détruisirent dans la journée. Elle avait perdu 500 hommes, les Français 22. Cet épisode a montré la nécessité de barrer par un système de postes la trouée de Lebene. Au surplus, le seul fait de s'être battu sur ce point implique l'occupation. Au Maroc, tout recul est l'aveu d'une défaite, et le terrain conquis ne doit jamais été abandonné.

Le commandement de Fez avait fait un coup de maître en mettant dans nos intérêts les Beni-Zeroual, situés à l'ouest du front d'attaque du 26 mai. Cette puissante confédération comprend 60 000 âmes et 5 000 fusils. Son chef, le Der-Kaoui, était venu voir le maréchal Lyautey, et, tout en lui promettant son

aide, ne lui avait pas caché qu'il craignait des défections chez les siens. Or ces défections auraient ouvert une trouée en direction de Fez. Le général de Chambrun demanda l'autorisation de fermer cette trouée en y établissant une région fortifiée. Le maréchal y consentit. Mais, à ce moment précis, un coup de théâtre se produisait. Les Rifains attaquaient, à 300 kilomètres dans l'est, les postes d'Hassi-Ouenza et d'Hassi-Medlen, qui couvrent Oudjda à l'ouest. Il fallut parer à ce nouveau danger. Des bataillons pris sur le groupe Cambay et deux bataillons venus d'Algérie (un de Sénégalais et un de tirailleurs) furent concentrés à Nekhila, à 30 kilomètres dans le sud des postes menacés.

L'opération sur les Beni-Zeroual ne fut d'ailleurs pas contremandée, et l'une et l'autre action s'exécutèrent à la fois. Le 4 septembre, à gauche, des troupes du groupe Colombat occupaient un cinquième du territoire des Beni-Zeroual; le lendemain 5, à droite, la colonne aux ordres du colonel Cambay débouchait de Nekhila, et dégageait les deux postes investis. L'ennemi, fort de 2000 fusils, se retirait. Cette double opération s'effectuait sans pertes.

La saison s'avançait et la campagne pouvait être considérée comme finie. Mais, sur ces entrefaites, les Espagnols évacuaient une grande partie de leur zone. Cette évacuation laissait à découvert les postes français situés au nord d'Ouezzan et non loin de l'Océan. Il fallut les renforcer et les consolider. Ce fut la dernière opération de l'année.

*
* *

J'ai tenté de donner dans ces lignes les éléments qui définissent la situation au Maroc. Ces éléments sont au nombre de trois. Dans le grand Atlas, notre sécurité a été longtemps assurée par la soumission des grands caïds, et cette politique a donné de précieux résultats, puisque nous avons pu, grâce à ces chefs puissants, tenir le Maroc méridional avec des effectifs insignifiants. Cette année encore, le général Daugan, un des héros de la division marocaine, qui commande à Marrakech, a pu prêter une grande partie de ses forces au général de Chambrun. Mais la politique des grands caïds subit elle-même une crise. Pour rendre ce que l'on attend d'elle, il importe de l'étayer par la force. On ne peut dégarnir complètement le sud

de ses bataillons. Comme on le voit, les événements qui se déroulent, en ce moment, sur le front nord du Maroc, affectent directement les régions méridionales de notre Protectorat.

Au centre, la tache de Taza, considérablement réduite, demande pourtant une campagne nouvelle. Cette campagne n'a pu être faite en 1924. Cependant les deux antennes qui, à l'est de la Seghina, s'étirent l'une vers l'autre, ne peuvent rester indéfiniment à l'état de chaînes tendues en pays ennemi. Il est presque impossible d'aller au poste des Cascades, par exemple, sans perdre du monde. En un an, sans combats proprement dits, cette région a coûté beaucoup de monde. Il est évident que cette situation ne peut durer.

Mais la grande préoccupation est aujourd'hui le front nord. C'est à cause de lui que la campagne projetée pour 1924 dans la tache de Taza n'a pas eu lieu. Les opérations sur l'Ouergha étaient à peine terminées que les Espagnols commençaient une retraite générale vers la mer. A l'heure où l'on écrit, ils n'occupent plus que Mélilla dans l'est, et à l'ouest une étroite bande qui couvre à peine le chemin de fer de Tanger à Fez. La région libérée se divise en deux zones : le Rif à l'est, où commande Abd-el-Krim, le Djebel à l'ouest, où Raisouli exerce une grande influence. Entre les deux s'intercale la confédération des Beni-Zeroual, qui est en négociations amicales avec nous.

Le danger est pour le printemps prochain. Jusque-là le mauvais temps, puis la saison des semailles, rendent des hostilités peu probables, mais que se passera-t-il en avril? Sans doute, le pouvoir d'Abd-el-Krim sur les tribus n'est pas très solide, et peut-être est-il possible de désunir en partie sa puissance. Mais si on n'y réussit pas, il serait vain de se dissimuler qu'une attaque sur l'Ouergha est probable, et des mouvements dans Fez possibles. Sans exagérer le sérieux de la situation, il faut s'attendre à repousser un assaut. Qu'on mesure à ce signe l'ignorance de ceux qui croient que nous avons pu souhaiter cette défaite espagnole, dont le contre-coup est une si grave menace.

HENRY BIDOU.

LE LANGAGE ET L'INTELLIGENCE

Les rapports du langage avec l'intelligence ! Voilà un problème débattu depuis longtemps, et par les plus grands philosophes, depuis Platon, dans le *Cratyle*, jusqu'à Condillac, qui a émis des idées ingénieuses, hypothétiques et profondes sur cette ardue question. De sorte qu'il y a, semble-t-il, quelque outrecuidance à l'aborder encore.

Pourtant, il me paraît qu'un physiologiste peut avoir l'audace de la reprendre à un point de vue un peu nouveau, et chercher à prouver, d'une part, que l'intelligence, en se développant, a nécessité un langage, et, d'autre part, qu'à son tour, le langage reconnaissant a développé énormément l'intelligence.

J'ose espérer qu'on trouvera ces deux propositions, exposées ici brièvement avec leurs déductions multiples, comme très vraisemblables, et par conséquent ne méritant pas d'être traitées de paradoxales.

I

Ce qui distingue essentiellement l'homme de l'animal, c'est que l'animal n'a pas de langage. Certes l'animal, par des intonations variées, indique les sentiments variés qui l'agitent. Ses volitions, ses impulsions, ses répulsions se traduisent nettement par des sons distincts. Mais ce n'est pas du tout la parole, bien évidemment.

« Quel est ton sort ? dis-moi, demande Mercure à Sosie. — D'être homme et de parler, » répond Sosie avec une concision merveilleuse. Et il est homme parce qu'il parle.

Par des cris et des sons, les animaux les plus intelligents peuvent se faire comprendre. Point n'est besoin d'être très expérimenté pour reconnaître selon ses diverses sonorités vocales les sentiments d'un chien : douleur, ou joie, ou colère, ou crainte, ou faim, ou désir de faire une promenade, ou regret de voir partir son maître, ou poursuite d'un gibier (et même avec connaissance de tel ou tel gibier). Tous ces mouvements de son âme animale se traduisent au dehors par des aboiements, des glapissements, des hurlements, des gémissements, dont les modalités, bien différentes, sont, à n'en pas douter, comprises par tous les animaux de son espèce, et même par d'autres. Cependant ces bruits laryngés ne constituent nullement un langage articulé. Ils révèlent des sentiments simples, des souffrances ou des plaisirs, mais il n'y a là aucune synthèse ni aucune analyse. Le chien est comme le petit bébé qui ne parle pas encore et qui cependant, tant bien que mal, peut communiquer à son entourage quelque notion de ses appétits ou de ses sentiments. Le chien, lui aussi, peut très bien se faire comprendre par sa voix. Pourtant sa voix ne révèle que des émotions. Les sons qu'il émet sont des réflexes psychiques, et rien de plus.

Il y a un abîme entre la sensation et la pensée. On peut concevoir un être animé de sentiments affectifs ou répulsifs très forts, capable de lier des sentiments présents à des sensations anciennes, comme par exemple pour le chien la crainte et le fouet, la faim et la pâtée, la chasse et le fusil. Ces associations d'images ne sont que des embryons de pensée. Car ce qui caractérise la pensée, ce n'est pas l'association simple de deux images, c'est-à-dire la mémoire, mais l'abstraction, la généralisation, et, pour employer un mot un peu technique, le syllogisme.

Sans langage, pas de raisonnement. Tout dans l'être qui ne parle pas est émotion, et émotion très simple. Peut-être quelques rudiments de pensée, obscure, indécise, nuageuse, flottent dans les profondeurs de sa conscience incertaine; mais la sensation présente l'envahit tout entière. Le langage seul permet à l'intelligence le concept des idées générales, qui est nécessaire à la vraie pensée.

II

Je devrais ici parler de l'origine du langage. Mais, comme pour toutes les origines, on en est réduit à de très vaines hypothèses.

Comment pouvons-nous expliquer que des tonalités différentes aient, après maints laborieux et infructueux tâtonnements, enfin réussi à exprimer des objets différents (substantifs); puis que d'autres tonalités aient servi à traduire des actions différentes (verbes); puis qu'ensuite se soit établi par un son un lien entre le verbe et le substantif? Par quelles inflexions vocales nouvelles l'animal a-t-il pu indiquer son *moi*?... Mais je ne veux pas aller plus loin; car ce sont des considérations n'ayant aucun support scientifique, voire aucune vraisemblance.

Ce qui est certain, c'est que les sauvages les plus dégradés ont déjà un langage, langage informe, il est vrai, changeant, compliqué, inadéquat aux choses et aux actes. Cependant c'est un langage. Quel formidable effort intellectuel a-t-il fallu à l'homme primitif pour passer des cris inarticulés de douleur ou de faim à cette langue rudimentaire!

Ch. Darwin, qui a étudié sommairement l'origine du langage, ne donne que des indications extrêmement imparfaites. Mais ce n'est pas sa faute, car vraiment il n'avait rien à en dire. Tout ce qui me semble à retenir des brèves et médiocres pages qu'il consacre à cette étude, c'est que les oiseaux et les mammifères enseignent à leurs petits certains sons, certains cris particuliers, de sorte que, selon toute apparence, les intonations qu'émettent les adultes ne sont pas toujours instinctives, mais acquises par une sorte de véritable éducation.

Cette question de l'éducation du langage avait déjà préoccupé les anciens. Hérodote rapporte à ce propos l'histoire modérément vraisemblable de deux tout jeunes enfants portés au sommet d'une tour, et nourris par des aigles, sans pouvoir jamais entendre un langage humain. Au bout de quelques années, comme ces enfants avaient grandi, on constata qu'ils parlaient scythe. D'où les Égyptiens conclurent que le langage naturel des hommes était le scythe. Faisons toutes nos réserves sur cette conclusion, et même sur cette expérience.

Quoi qu'il en soit, une hypothèse est presque nécessaire,

c'est que l'homme a d'abord varié les intonations de sa voix, selon ses sensations, ses volitions, ses besoins. Or, à mesure que ses sensations, ses volitions et ses besoins ont crû en nombre, en complexité et en intensité, les variations des tonalités qui les expriment ont suivi une marche parallèle. Autrement dit, à mesure que l'intelligence s'est développée, les modalités de la voix ont dû croître en même temps.

Mais, par un juste retour, à mesure que les sons sont devenus plus variés, l'intelligence s'est mise à croître, elle aussi, et très rapidement. Il y a eu un enchaînement réciproque, une étonnante concaténation, un admirable cyclisme. L'intelligence, en se développant, a créé le langage, et à son tour, le langage, devenant articulé et nuancé, a rendu l'intelligence plus vaste et plus précise, de sorte qu'on doit admettre ce que je disais plus haut, que l'intelligence a fait le langage et que le langage a fortifié, amplifié, développé l'intelligence. Le langage est un produit de l'intelligence ; mais l'intelligence est, à son tour, un produit du langage.

S'il y a une différence si profonde entre l'intelligence de l'homme et celle de l'animal, c'est que l'homme a su se donner un langage. Acquisition merveilleuse qui a entraîné notre immense puissance intellectuelle, généralisation, abstraction, syllogisme, science par conséquent, et transmission de cette science aux générations suivantes. Réduit à ses sensations et à ses instincts, l'homme serait bien peu de chose, à peine supérieur aux grands singes. Il ne pourrait communiquer à ses semblables qu'une notion confuse des sentiments passagers qui l'agitent, et il serait incapable non seulement de transmettre sa pensée, mais peut-être même d'avoir une pensée. Il n'est homme que parce qu'il a un langage. Que le langage soit extérieur ou intérieur, peu importe ; c'est toujours la faculté d'associer les sensations présentes aux sensations passées en généralisant les unes et les autres.

Je montrerai plus loin que sans doute les différentes mentalités des hommes sont dues à la différence de leur langage. C'est donc avec raison qu'on parle de telle ou telle civilisation, en lui accolant l'épithète linguistique à laquelle cette civilisation se rattache. Mais, avant d'aborder ce problème, je voudrais examiner un peu ce qu'il adviendrait de notre intelligence, si nous n'avions pas le langage pour servir de support à nos idées.

III

Assurément nous pourrions ressentir les émotions que ressentent les animaux : la faim, le froid, la douleur, la colère, l'amour, la joie. Nous pourrions même faire connaître ces mouvements intérieurs de notre âme par les intonations de notre voix. Mais nous n'irions pas au delà. Machines sensibles, je le veux bien, mais machines incapables de généraliser, de raisonner, par conséquent vraiment de penser; car une généralisation quelconque ne peut se présenter à nous que sous une forme verbale.

Prenons une idée simple, mais abstraite, l'idée de patrie, par exemple. Est-il possible d'avoir le concept de la patrie, si nous ne l'exprimons pas par une parole? Il faut un mot, un signe verbal pour concentrer les multiples images qu'entraîne l'idée de patrie. Nos sensations ne sont guère que des émotions, affectives ou répulsives, douloureuses ou agréables, qui provoquent des états de conscience divers, mais qui ne sont pas du tout des idées liées entre elles.

« Des mots, des mots », disait Hamlet, avec dédain. Mais c'est presque un blasphème que de mépriser ainsi les mots.

Les idées de patrie, de devoir, de remords, de justice, de vérité, de science, de bonté, sont à ce point complexes que, pour les synthétiser, un signe phonétique (extérieur ou intérieur) est absolument nécessaire.

L'idée se confond avec le mot.

Enlevez les mots abstraits de patrie, de devoir, de vérité, de justice, il ne restera plus rien que des images concrètes d'objets variés qu'aucun lien logique ne rattache l'un à l'autre. Au contraire, dès que nous disons *patrie*, aussitôt une rapide synthèse se fait dans notre esprit. Dès que, mentalement ou pratiquement, le mot s'est présenté, alors aussitôt apparaissent de multiples images : le drapeau (symbole), l'armée (symbole), le gouvernement (symbole), l'histoire de nos aïeux (symbole), le sol natal (symbole), la langue que parlent nos compatriotes (symbole aussi). Tous ces souvenirs, toutes ces conceptions se synthétisent en un seul mot, et si je ne l'ai pas, ce mot qui réunit tous ces éléments dispersés, je n'ai plus rien que des images incohérentes.

Quand Hamlet parle des mots avec mépris, c'est qu'il voit une opposition entre l'homme qui parle et l'homme qui agit. Mais on n'agit que parce qu'on a pensé. Agir, à moins d'être une brute, c'est agir après avoir réfléchi. L'action, dans le sens noble que nous donnons à ce mot, ce n'est pas un acte brutal commandé par des sensations fugaces, c'est une action déterminée par des souvenirs, des impressions, des raisonnements, des vibrations, des souvenirs parfois, que les mots seuls peuvent donner.

Si nous n'avions pas des mots et un langage pour exprimer des nombres, nous ne saurions guère compter plus que la poule qui ne peut nombrer que jusqu'à huit de ses poussins. Darwin dit que certains sauvages dégradés comptent ainsi : 1, 2, 3, 4, beaucoup.

Ce qui fait la force de la pensée humaine, c'est qu'elle est capable d'abstraction ; or il n'est pas d'abstraction possible sans signe verbal qui rende l'idée abstraite accessible à la conscience.

Notons bien ceci, c'est que ce signe verbal qui conditionne la pensée n'a pas besoin d'apparaître sous la forme de sonorité extérieure. Même sans parler, je peux très bien avoir les idées de patrie, de devoir, de justice, car ces trois concepts sont fixés en mon esprit grâce à leur forme verbale. Mon intelligence serait tout à fait incapable de former ces concepts, s'il n'y avait pas, pour les concréter, un langage, fût-il intérieur ; car le langage intérieur suffit absolument à l'intelligence, de sorte que, lorsque je dis langage, je dis signe verbal, traduisant une idée générale, que ce signe verbal s'exprime ou non par des sonorités extérieures.

En un mot, sans le verbe, il n'y a pas de pensée. Il n'y a que des émotions.

IV

Pour rendre ma démonstration plus efficiente, je ferai quatre citations prodigieusement banales, mais que je choisis expressément à cause de leur banalité même, afin de montrer jusqu'à quel point le langage est nécessaire pour qu'une idée très simple, accessible à tous les hommes, puisse être d'abord conçue, puis exprimée, puis enfin comprise.

1) *Oderint dum metuant* (qu'ils me haïssent, pourvu qu'ils me craignent) ;

2) *Le jour n'est pas plus pur que le fond de mon cœur ;*

3) *L'homme n'est qu'un roseau, mais c'est un roseau pensant ;*

4) *Nous avons tous assez de force pour supporter les malheurs d'autrui.*

Voilà quatre phrases célèbres que tout collégien de quinze ans connaît et doit connaître. Ce sont quatre idées, quatre conceptions. Or je ne vois pas du tout comment une seule de ces conceptions eût pu prendre naissance dans l'intelligence, si quelque langage n'avait pas été là pour la produire et la traduire.

1) Le conflit entre la haine et la crainte pourrait-il être conçu, si nous n'avions pas ces deux idées abstraites de haine et de crainte reliées entre elles par le mot *dum* (pourvu que) : Pourvu qu'ils aient la crainte, que m'importe la haine ? Sans langage on ne pourrait rien penser de semblable. On peut sans langage ressentir isolément haine et crainte, mais pour relier ces deux sentiments l'un à l'autre le langage est nécessaire.

2) Quand Racine dit : « Le jour n'est pas plus pur que le fond de mon cœur », il crée une image que les mots seuls peuvent rendre. Comment, sans des paroles, établir quelque comparaison entre la clarté d'un jour serein et l'innocence d'âme d'Hippolyte ? Même il me paraît que l'homme ne peut concevoir l'innocence de son âme que s'il a le langage ; car l'idée d'innocence est une idée abstraite.

Et quant à la comparaison entre la belle lumière du jour et l'innocence de l'âme, il faut un langage, car ce sont là des sentiments qui, tout en étant assez simples, sont cependant infiniment plus compliqués que les émotions instinctives et animales comme le dégoût, la faim, la colère, l'amour.

3) *L'homme n'est qu'un roseau, mais c'est un roseau pensant.* Ne cherchons pas si cette admirable phrase pourrait s'exprimer autrement que par des paroles. C'est impossible. Trois idées abstraites : l'homme, le roseau (pris comme symbole) et la pensée. Ces trois images ne peuvent s'affronter dans notre esprit que si elles sont unies par un savant langage.

4) La phrase de La Rochefoucauld fait apparaître d'une manière saisissante l'égoïsme de tout être humain : elle a besoin de toute la puissance d'une langue parfaite pour être conçue et dévoilée dans toute sa splendeur.

J'ai pris ces quatre phrases presque au hasard. Je pourrais en prendre des milliers d'autres, pour arriver à la même

conclusion, à savoir que sans langage il n'y a pas de pensée.

« J'ai faim... je suis fatigué... la neige est froide... il y a peut-être une proie par là...voici un bruit qui est inquiétant... le jour est tombé... il faut regagner la tanière... mes petits ont faim... je vais leur chercher quelque nourriture. » Tel est à peu près le cercle limité des conceptions que peuvent se faire des êtres privés de langage.

V

Pour une science quelconque, même élémentaire, le langage est indispensable. En effet, la science, c'est toujours l'extension d'un fait particulier à un fait plus général, la cohésion de ces faits généraux reliés par une loi. Autrement dit, la science, c'est la généralisation, et nulle généralisation n'est possible sans langage.

Je sais très bien qu'aidé par sa mémoire un chien qui chasse dans un champ reconnaît par l'odorat qu'il a devant lui une perdrix, un lièvre ou une caille. Je sais aussi qu'un âne ou un cheval reconnaissent les chemins qu'ils ont fréquentés. Mais ce ne sont là qu'associations de sensations présentes à des souvenirs anciens ; il n'y a pas la moindre abstraction. Donc nul embryon de science.

Sans langage, il n'est pas de place possible pour l'arithmétique, même la plus rudimentaire ; à plus forte raison, pour les hautes mathématiques. L'algèbre, en créant une langue nouvelle, a étendu énormément le domaine de la pensée. Même cette langue nouvelle, vraiment internationale, est devenue tellement touffue, tellement riche en abstractions et en symboles que bientôt elle devient absolument inintelligible au vulgaire. Certaines pages des *Comptes rendus de l'Académie des Sciences*, sont écrites dans une langue symbolique, si abstraite, si profondément compliquée, qu'un petit nombre d'initiés peuvent seuls l'entendre. Je crois bien que certaines pages d'Henri Poincaré ou d'Einstein ne sont guère complètement comprises par plus d'une cinquantaine de personnes disséminées dans le monde. Et encore !

Les autres sciences ne sont pas moins exigeantes en fait d'expressions verbales.

La chimie pourrait-elle exister, s'il n'y avait quelque vocable

bien déterminé, pour exprimer l'existence des corps simples? Quel concept formerions-nous de l'oxygène, si nous étions réduits à nos sensations? Il faut un signe verbal pour le caractériser. Certes, pour signifier la joie ou la douleur, l'effroi ou la colère, aucune terminologie verbale n'est indispensable; des onomatopées suffisent. Mais, dès qu'on arrive à une entité chimique, comme l'oxygène, le verbe est nécessaire. A plus forte raison, quand il s'agit de relier deux entités chimiques l'une à l'autre, comme par exemple la combinaison de l'oxygène avec l'hydrogène. Cela est si vrai que, pour bien comprendre la chimie, les chimistes ont dû créer un langage spécial qui simplifie tout. Au lieu de dire : l'oxygène se combine à l'hydrogène pour former de l'eau, ils écrivent :

$$H^2 + O = H^2O$$

Et cette symbolisation rend tout de suite plus clair et plus profond le sens de la combinaison de ces deux gaz.

La physique, plus abstraite encore que la chimie, ne peut être abordée que par le langage. Que les sauvages connaissent la foudre et ses effets, qu'ils tremblent en entendant le tonnerre, ce n'est pas douteux, mais de là à concevoir la force électrique, il y a loin. Eussent-ils un cri spécial pour indiquer que la foudre vient de tomber, cela ne leur apprendrait rien sur la force électrique. Comment faire comprendre sans langage que l'électricité et la lumière sont des *vibrations de l'éther*?

Les phénomènes cosmiques qui nous entourent, que ce soit la clarté du soleil, ou la chute des pierres, ou la croissance des arbres, ou les oscillations des marées, se présentent aux êtres terrestres sous la forme de faits isolés dont le lien échappe totalement, quand il n'y a pas un langage pour l'établir. Toute la physique moderne, exprimée par les mots : attraction, électricité, élasticité, vibration, dissociation, ionisation, cohésion, etc. n'existe que grâce à la symbolisation verbale.

En médecine, en physiologie, en bactériologie, la nécessité des mots n'est pas moindre. Comment, par exemple, exprimer autrement que par un mot la cellule microscopique, *microbe*, qui est probablement l'origine de toutes les maladies? Notre vue ne nous la révèle, cette cellule, que si nous employons le microscope, et le mot est nécessaire pour lui donner toute sa généralité.

Mais nous ne voulons pas prolonger cette énumération. Le langage est tellement nécessaire à la science qu'on a pu soutenir avec quelque raison que la science n'est qu'une langue bien faite. Nous disions précédemment qu'il n'y a pas de pensée sans langage. A plus forte raison devons-nous dire qu'il n'y aurait pas la plus petite trace de science sans langage.

VI

On objectera peut-être qu'il est des maladies dans lesquelles l'intelligence persiste, alors que cependant la fonction langage est profondément troublée, parfois même complètement abolie. Après lésion de la troisième circonvolution frontale du cerveau gauche, il y a abolition de la parole. Or on prétend qu'alors l'intelligence reste intacte.

Il y aurait de graves réserves à faire sur la soi-disant intégrité intellectuelle des aphasiques. Leur intelligence est devenue débile, enfantine, et elle a, au moins partiellement, sombré.

Tout de même, acceptons un moment l'opinion commune que l'aphasique est resté intelligent, qu'il a des idées encore, mais que la parole lui manque pour les traduire par des sons. Soit. Mais il a tout de même conservé encore le langage intérieur. L'aphasie est *motrice*, c'est-à-dire que les moyens d'exprimer vocalement les idées sont troublées par la paralysie, mais que, grâce au langage intérieur, l'idée persiste, puisque le signe verbal *intérieur* n'est pas aboli.

Supposons, par exemple, un individu aphone, parce qu'il a une paralysie complète du larynx. Évidemment, par cet événement, rien ne sera changé à sa constitution mentale.

Supposons même que la lésion soit plus profonde et que cet individu aphone, devenu aphasique, ne puisse plus articuler de mots par les lèvres : il aura conservé le langage intérieur, et c'en est assez pour l'exercice de l'intelligence.

Et puis, surtout, même si la fonction langage est abolie par l'hémorragie cérébrale, le malheureux aphasique aura été normal pendant tout le cours de sa vie antérieure, et alors il aura pu, comme les autres hommes, acquérir, grâce au langage, des puissances intellectuelles qui ne le rendront pas aussi impuissant mentalement qu'il l'eût été si jamais il n'avait connu de signe verbal pour donner corps à ses idées.

Sans doute, les sourds-muets eux-mêmes ne sont pas dépourvus de langage intérieur, puisqu'ils peuvent apprendre à lire, à écrire, parfois même à parler quelque peu. L'élément fondamental du langage, c'est-à-dire l'emploi d'un signe verbal pour une idée abstraite, n'est pas aboli.

Ni les aphasiques, ni les sourds-muets, puisqu'ils ont encore un langage intérieur, ne sont totalement privés du pouvoir de synthétiser les idées par des mots. Mais, si nous supposons une humanité dépourvue de ce pouvoir, ce ne serait plus une humanité : l'homme ne serait guère plus intelligent que le singe, le chien ou l'éléphant.

On dira peut-être que certains hommes d'une belle et inventive intelligence parlent très mal et écrivent aussi mal qu'ils parlent. Mais, si chez eux le langage extérieur est défectueux, ils ont assurément un langage intérieur très éloquent ; car ils ne sauraient avoir quelque précision dans leur idéation, si l'idée ne se concrétait pas par de justes mots.

Nous ne pouvons penser, sans traduire aussitôt notre pensée par des paroles. Même lorsque nous nous laissons aller aux fumées du rêve, fatalement ce rêve fumeux se condense en des mots. Je ne saurais imaginer un arbre sans que soudain le mot arbre n'étincelle dans mon esprit, et si ce n'est pas le mot arbre, c'est tel ou tel arbre spécial, chêne, frêne, bouleau, cerisier. Mais c'est toujours sous une forme verbale que l'idée apparaît. Je ne puis mettre un attribut quelconque à un objet sans qu'aussitôt cet attribut ne devienne verbal, aussi bien que l'objet. Nous ne pouvons penser sans le secours des mots.

Quelquefois, il est vrai, nous cherchons le mot qui exprime notre pensée, et nous ne le trouvons pas tout d'abord. Eh bien ! si nous le cherchons, c'est que nous le connaissons. *Nous savons qu'il existe*, et c'est parce que nous connaissons son existence que nous en avons l'idée inconsciente. Il est caché dans les profondeurs de notre mémoire, et nous savons que nous réussirons à le rencontrer. En effet, tout ce qui est dans notre langage intérieur n'est pas immédiatement présent à notre conscience. Souvent il nous faut un effort, parfois infructueux, pour le retrouver.

Il y a plus. Pour beaucoup de poètes par exemple, la rime, c'est-à-dire le mot, évoque une image, c'est-à-dire une idée nouvelle. J'oserais presque dire que souvent le mot précède

l'idée. En tout cas, il y a simultanéité entre l'idée et le mot. Une idée apparaît dans l'esprit qui se traduit tout de suite par une expression verbale, et, soudain, une nouvelle expression verbale voisine (phonétiquement) de la première, autrement dit la rime, arrive, qui éveille une autre image.

Pour que la pensée ne soit pas indéterminée, hésitante, flottant dans une brume nuageuse, analogue à l'obscure sensibilité des animaux privés de langage, il faut des signes verbaux, qui ont cette double vertu, en apparence contradictoire, de préciser et de généraliser.

VII

Puisque le développement intellectuel suit le développement du langage, il conviendrait de rechercher ici en quoi consiste la perfection d'une langue.

Il y a, comme on sait, la grammaire et le vocabulaire.

Et je laisse tout de suite de côté les questions de grammaire. Quoiqu'elles sachent régenter jusqu'aux rois, les grammaires n'ont peut-être d'autre importance que de fatiguer inutilement l'esprit des enfants.

Bien entendu, la correction grammaticale est aussi nécessaire que la correction orthographique, aussi impérative que la correction des vêtements et des gestes ; c'est un minimum indispensable. D'ailleurs, plus les grammaires seront simples, plus elles auront de valeur. Les complications et, comme on dit parfois, *les chinoiseries*, de la grammaire sont exécrables.

Mais, au fond, cela importe assez peu, car ce qui donne à une langue son vrai caractère, c'est son vocabulaire. Un vocabulaire riche, et en même temps exact, avec des termes capables de rendre les plus délicates nuances d'une pensée subtile, sans qu'il y ait d'hésitation sur le sens profond des choses, voilà ce qui est désirable. Comme l'a dit un maître écrivain, dans une langue bien faite, il n'y a pas de synonymes, et ce n'est pas impunément qu'on peut remplacer un mot par un autre. Tout changement d'un terme verbal entraîne aussitôt quelque changement de l'idée, même quand il s'agit de mots très voisins.

Ce n'est pas tout de suite qu'une langue a pu arriver à sa perfection ; il a fallu un long usage. Façonnée, élaborée, codi-

fiée, nuancée par nos grands écrivains, la langue française a fini par acquérir, au bout de quatre siècles, cette richesse, cette clarté, cette précision des moindres termes, j'oserai presque dire cette modulation des nuances, qui en fait un merveilleux instrument de pensée.

Nous nous rendons trop mal compte de l'influence prépondérante que la forme du langage exerce sur la forme de l'esprit. Le langage dirige inconsciemment notre mentalité, car il est l'élément essentiel de la pensée. Grâce à notre langue, la pensée française a un caractère spécial, et c'est cette spécialisation qui fait que notre nationalité est telle qu'elle est, et diffère des autres nationalités.

La propriété des termes exactement adéquats à telle ou telle idée, une construction logique et méthodique, l'emploi judicieux des plus petites prépositions, font que la langue française est d'une clarté supérieure, clarté qui se reflète dans les œuvres, prose ou poésie, des grands écrivains.

Si nous appelons la France une nation, c'est parce que, grâce à ce commun et merveilleux instrument de notre langue, nous avons tous plus ou moins une forme particulière de notre *idéation*.

Que prendre en effet pour caractériser une nationalité? L'histoire nous apprend que les frontières des États sont changeantes. Et quant au point de vue ethnographique, en dix siècles, les Européens se sont tellement mélangés qu'il n'y a guère, physiologiquement, plus de race française que de race allemande, ou de race italienne. Sur notre noble sol français les invasions successives ont mêlé les Celtes aux Auvergnats, les Romains aux Cimbres, les Francs aux Burgondes. Les Ibères, les Goths, les Normands se sont tellement enchevêtrés les uns dans les autres, qu'il n'y a plus de caractère ethnique spécial.

Mais il y a un caractère mental de notre nationalité dû, pour une certaine part, je le veux bien, au sol, au climat, à l'histoire, mais dû surtout à la langue commune que nous parlons. Aussi bien ne puis-je m'empêcher de considérer un peu comme mes compatriotes les gens de Genève, de Bruxelles, de l'Ile Maurice, de Québec, puisque la langue française est leur parler maternel.

Cette langue française elle-même par son vocabulaire est une langue tout à fait latine, comme l'italien, comme l'espa-

gnol. Nous avons donc le droit de parler d'une civilisation latine, car, par leur origine commune, ces trois langues, qui se ressemblent tant, sont vraiment sœurs. Et cette similitude établit tout de suite une forte analogie dans la psychologie profonde de ces trois grands peuples.

Je ne veux pas introduire ici, même superficiellement, une discussion sur la question très controversée à l'heure actuelle, de l'enseignement du latin, et je n'aurai garde d'entrer dans l'exposé de toutes les raisons, bonnes ou mauvaises, qui ont été à ce propos alléguées de part et d'autre. Pourtant il me paraît que la compréhension parfaite de la langue française est singulièrement facilitée par la connaissance du latin. Nous parlerons notre langue d'autant mieux que nous aurons davantage fréquenté les grands auteurs latins, en supposant, bien entendu, que nous aurons fréquenté plus encore les grands auteurs français.

Assurément, on ne serait pas embarrassé pour trouver maints excellents écrivains français qui n'avaient que des notions imparfaites du latin. Mais ce sont là des exceptions. Les maîtres de la langue française ont été presque toujours d'excellents latinistes, de Rabelais à Montaigne, de Racine à Voltaire, de Chateaubriand à Victor Hugo, de Michelet à Renau et à Taine.

VIII

Je voudrais prouver par quelques exemples que c'est presque le langage qui crée la pensée.

De fait, les hommes, — Européens et Occidentaux, — qui vivent aujourd'hui à la surface de la planète avec leurs civilisations voisines, avec des mœurs qui ne sont pas foncièrement différentes, avec une histoire qui est confondue, avec une législation qui se copie parfois dans les plus petits détails, ont à peu près tous les mêmes idées fondamentales, simples et uniformes. Si nous voulions dépouiller de leur style incisif les grandes pensées des meilleurs écrivains, nous serions étonnés de voir à quel point elles sont banales. Rien ne peut mieux démontrer l'influence prépondérante du langage sur l'idée que l'analyse de certaines banalités qui sont devenues de grandes pensées parce qu'un langage admirable a su les transformer et les vivifier.

Grâce à une épithète heureuse, à une image saisissante, à une métaphore hardie, une pauvre banalité devient éloquente et neuve. Les vulgarités les plus vulgaires, les lieux communs les plus communs prennent, grâce au langage, autrement dit grâce au style, une saveur toute spéciale. Par l'éclat d'une image imprévue, la vieille vérité devient une idée originale; elle était débile et usée; elle se fait puissante et rare.

Et là encore je prendrai quelques exemples.

Quoi de plus affreusement banal que la triste condition, misérable, de tous les hommes, et pour ainsi dire la nécessité inéluctable, du malheur? Mais que La Bruyère écrive : *Dépêchez-vous de rire avant que d'être heureux, de peur de mourir sans avoir ri*, alors aussitôt toute banalité s'efface. Des images, idées nouvelles, multiples, touffues, vivantes, se greffent sur l'idée mère, lui donnant une vigueur inattendue. L'opposition entre le rire et le bonheur, entre nos aspirations et la fragilité de notre chétive vie humaine, toutes idées virtuellement incluses dans l'idée banale primitive, éclate lumineusement et puissamment, grâce à l'éclat et à la puissance du langage.

Nous ne connaissons pas de limites à l'espace; nous sommes enveloppés par des étendues qui n'ont pas de fin. Rien de plus ordinaire que cette conception de l'espace. Tous les hommes, même les plus ignares, la pensent et peut-être la disent. Mais voici qu'aussitôt s'ouvrent des perspectives profondes. Pascal a parlé. Il a dit (probablement après d'autres) : « *Le monde est une sphère infinie dont le centre est partout et la circonférence nulle part !* »

Un de mes plus chers amis, enlevé de bonne heure à la poésie, Émile Guiard, exprimait une idée bien ordinaire : c'est que les paysans mènent une vie étroite; et il trouve des vers harmonieux et profonds qui enrichissent cette banalité, de telle sorte qu'elle devient féconde en belles images :

Le laboureur, courbé sur sa lente charrue,
Au delà de son champ ne porte pas sa vue.
Il croit qu'il lui suffit de voir son blé mûrir
Et que c'est vivre assez que de ne pas mourir.
Nul bonheur au dehors n'excite son envie;
Il sème dans son champ tout l'espoir de sa vie,
Et pense, à son enclos bornant son horizon,
Que le monde finit où finit sa maison.

Il n'est personne qui ne connaisse l'admirable poésie de Victor Hugo, *la Tristesse d'Olympio*. Or toute cette pièce, un des chefs-d'œuvre de la poésie française, n'est que la paraphrase d'une idée naïve, vulgaire, aussi ancienne peut-être que l'homme, c'est que notre vie est brève, et que le monde continuera sa course après nous sans se soucier de nous. Mais que d'images ! que de paroles ailées ! quelle harmonie ! quelles sonorités ! quel renouveau de cette vieillerie ! quelle majesté dans cette antique angoisse !

Que peu de temps suffit pour changer toutes choses !
Nature au front serein, comme vous oubliez,
Et comme vous brisez dans vos métamorphoses
Les fils mystérieux où nos cœurs sont liés !

D'autres vont maintenant passer où nous passâmes
Nous y sommes venus, d'autres y vont venir,
Et le songe qu'avaient ébauché nos deux âmes
Ils le continueront sans pouvoir le finir...

Je m'arrête... Il faudrait citer tout. C'est comme une pluie d'étoiles, étincelantes, qui jaillirait d'une humble chaumière; car l'idée mère est bien pauvre, mais par le style elle devient sublime.

Je pourrais prendre facilement d'innombrables exemples pour établir que, dès qu'il ne s'agit pas d'une découverte scientifique, il y a en fin de compte bien peu d'idées neuves dans les cerveaux humains.

Tout est dit, et l'on vient trop tard.

Oui, tout est dit. Mais la manière de dire n'est jamais la même. La forme emporte le fond. Les conceptions fondamentales sont identiques pour nous tous. Jeunes ou vieux, grands ou petits, Germains, Français, Anglo-Saxons, ou Arabes, nous ne pensons que des choses limitées et simples, de sorte que l'essentielle différence entre un homme intelligent et un homme médiocre, c'est la manière d'exprimer ses idées. Ce qui fait qu'un grand écrivain n'est pas un bouvier inculte, c'est qu'il sait verbaliser sa pensée en termes neufs, imagés, nets, vivants. Chaque mot qu'il introduit dans sa phrase rend nouvelle la plus poncive des idées. Sur un terrain uniforme, déplorablement uniforme, germent des plantes, ou, si l'on veut, des

paroles, dont la forme, la vigueur et l'éclat varient à l'infini.

C'est le langage, plus que l'idée, qui différencie les hommes. C'est le langage qui crée la pensée.

Autrement dit, ce qui caractérise les grands écrivains et les grands penseurs, c'est la richesse et la précision de leur vocabulaire, mais nullement la profondeur de leur idéation.

Il y aurait un travail curieux à faire, — curieux et ingrat tout à la fois, — ce serait de banaliser les remarques profondes qui nous charment chez les maîtres. On serait stupéfait de voir à quel point tout ce qu'ils disent peut se transformer finalement en une idée piteusement ordinaire.

Si on enlève les images et si on dégrade le style, toute profondeur a disparu.

IX

Ainsi la vraie originalité des hommes est due à leur langage, puisqu'ils ont tous à peu près les mêmes conceptions, et que le fond est uniforme, au moins pour les Européens, nos contemporains. Il s'ensuit nécessairement que la perfection d'une langue entraîne une intelligence plus ferme, plus étendue, plus claire surtout. Je ne suis malheureusement pas compétent pour porter quelque jugement sur les langues autres que la mienne, encore que je lise couramment (sans pouvoir le moins du monde m'exprimer dans ces langues) l'anglais, l'italien, et l'allemand. Tout de même je me permets de penser que la langue française, avec sa concision, sa lucidité, sa finesse, est le plus merveilleux outil de l'intelligence humaine (1).

Entendons-nous bien sur ce mot *outil*. Le langage n'est pas seulement un outil que manie l'intelligence, c'est un outil *créateur ;* il aide le développement intellectuel, aussi bien pour

(1) C'est aussi l'opinion de beaucoup d'étrangers. Je ne saurais trop aux amants de la langue française conseiller de lire un livre admirable qui vient d'être écrit par un Américain : *le français langue diplomatique moderne*, par James Brown Scott, professeur à l'Université de George Town (un volume in-8° de 328 pages' Paris, Pedone, 1924). Ce livre, précédé d'une belle introduction de M. Nicholas Murray Butler, le savant président de l'*University Columbia* de New-York, est une apologie, critique et approfondie, de notre chère langue française. La question historique est traitée avec tant de détails qu'on pourrait intituler ce beau livre : *le Passé, le présent et l'avenir de la langue française dans le monde*. La conclusion du professeur James Brown Scott est qu'à l'heure actuelle le français est la première des langues.

les sciences que pour la littérature. En effet, d'une part, le développement des sciences et du langage se fait parallèlement; le langage devient de plus en plus riche, à mesure que la science s'enrichit, et cette richesse croissante du langage donne l'essor à la science. D'autre part, quant à la littérature, plus il y a de mots pour exprimer les nuances d'une idée, plus l'idée, banale d'abord, devient pénétrante.

Et voici où je veux en venir. C'est que, lorsqu'on parle d'une civilisation française, implicitement on parle d'une civilisation due à la langue française.

Donc nous devons, avec un soin jaloux, maintenir notre langage dans toute sa sobre pureté, et, tout en lui conservant sa forme actuelle, l'enrichir encore par de nouvelles acquisitions, mais toujours avec une prudente réserve : les maîtres nous ont appris quel haut degré de perfection le parler français peut donner à l'idée.

Puisque je parle de civilisation, qu'il me soit permis pour terminer d'espérer (et même d'affirmer) que la civilisation dite latine, quoiqu'elle soit menacée dans son expansion par des civilisations rivales, non seulement ne périra pas, mais encore elle ira en grandissant. A vrai dire, la langue anglaise est beaucoup plus proche de la langue latine qu'on ne le croit ordinairement ; les langues germaniques s'écartent un peu plus du latin ; les langues slaves s'en écartent bien davantage encore ; à plus forte raison, la langue des Arabes ; à plus forte raison encore, celle des Chinois, dont l'écriture baroque exige plusieurs années de longues études pour être correctement tracée.

Tout compte fait, on doit dans l'ensemble considérer la mentalité humaine comme liée à la forme du langage. Elle en a les vertus comme les défauts.

Donc, s'il fallait donner une conclusion pratique à cette analyse, peut-être un peu abstraite, il me semble qu'on pourrait la résumer en une toute petite phrase. « Chérissons notre langue française, parce que c'est elle qui fait de nous des Français. »

CHARLES RICHET.

AURÉLIE TEDJANI

PRINCESSE DES SABLES

III [1]

X. — LA ZIARA

Trois ans se passèrent à organiser le budget, à réaliser le calme politique, à faire de prudents essais humanitaires ; trois ans, pendant lesquels les Tedjania se prirent d'une affection reconnaissante pour leur Lalla Yamina, tandis que l'amour du Cheik puisait dans les services rendus à la confrérie par l'épouse unique des raisons chaque jour plus puissantes de se fixer définitivement.

Puis vint l'année 1875. Elle apporta une grosse déception à Sid-Ahmed. Le vieux Si-Mohamed-el-Aïd de Temacin mourut et, au lieu de se rattacher à Aïn-Mahdi, les mokaddem de l'Est algérien réunis en hadra, choisirent un nouveau chef parmi les parents du défunt. Le schisme de Temacin persistait, et les Tedjania algériens reconnaissaient deux capitales : Temacin pour ceux de l'Est, Aïn-Mahdi pour ceux de l'Ouest.

Ce fut encore Mme Aurélie qui adoucit par ses conseils raisonnables l'amertume qu'éprouvait Sid-Ahmed. « A quoi servirait-il d'entrer en lutte, ouverte ou sournoise, avec Temacin, pour chercher à regagner les kouan dissidents ? lui disait-elle. La France ne permettrait pas des troubles religieux parmi ses protégés, et la France serait la plus forte. Ne valait-il pas mieux

Copyright by Marthe Bassenne, 1925.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 janvier.

tâcher de consolider, de renforcer au loin le prestige d'Aïn-Mahdi en s'associant loyalement à la France, en mettant au service des entreprises françaises dans le monde musulman le renom que la famille du fondateur des Tedjania gardait soit en Orient, soit en Afrique? »

La sagesse dictait ces paroles. C'était d'ailleurs lutter contre les mokaddem de Temacin en usant de leurs propres armes. Temacin avait toujours appuyé, renseigné les colonnes françaises de répression et d'exploration. Aïn-Mahdi désormais, comme enflammée d'une généreuse émulation, agit de même. Chaque démarche des Tedjania de Temacin, dans les milieux musulmans, fut devancée ou appuyée par une démarche équivalente des princes d'Aïn-Mahdi, descendants du fondateur.

Justement se présentait pour les fils Tedjani l'occasion de se faire donner par la France une investiture déguisée aux dépens de la branche de Temacin. Déjà commençaient en effet avec le bey de Tunis les démêlés qui devaient aboutir au protectorat français en Tunisie. Or, tous les grands seigneurs tunisiens, et le bey Kadour lui-même, étaient Tedjania. Les mokaddem de Temacin allaient souvent les voir et revenaient chargés de présents considérables. « Envoyez mon frère El-Bachir à Tunis, suggéra Sid-Ahmed au gouverneur général de l'Algérie. Il y fera une propagande dont la France, calomniée par l'Italie, se trouvera bien. Ses paroles de paix, quand il parlera en mon nom, imposeront au bey mon autorité spirituelle. Grâce aux petits-fils du fondateur des Tedjania, les difficultés s'aplaniront. »

Le Gouvernement général donna son approbation. Sid-el-Bachir fit en Tunisie une tournée triomphale et fut reçu à la cour du bey avec de grands honneurs (1879). Pourtant il ne convertit pas Kadour à l'amour de la France, puisque celui-ci ne cessa de protester jusqu'à sa mort contre la main mise sur son beylicat; mais le prestige d'Aïn-Mahdi recouvra, par la visite du chérif El-Bachir, un certain lustre en Tunisie.

Les années suivantes, Sid-Ahmed fit, à l'instigation d'Aurélie et sur la demande d'explorateurs français, des démarches pour faciliter notre pénétration au Soudan et dans les oasis sahariennes. Chaque fois que des Français firent appel à l'influence religieuse de Sid-Ahmed, celui-ci s'empressa de leur donner satisfaction. Toutes les missions civiles et militaires envoyées dans les pays où la confrérie des Tedjania avait des zaouïa et des

mokaddem partaient avec des lettres de recommandation émanant de Sid-Ahmed. Mme Aurélie les lui faisait écrire ; il suffisait qu'elle en exprimât le désir pour que ces missions fussent recommandées chaleureusement. Car jamais le Cheik ne refusait rien à sa femme et celle-ci sentait son pouvoir si solide, elle vivait avec son mari dans une telle union et une telle communauté d'intérêts, comme peut le faire le meilleur ménage de France, qu'elle ne craignait pas d'user largement de ses privilèges pour le bien de sa patrie.

Quand le colonel Borgnis-Desbordes voulut se rendre, en 1883, au Ségou et au Fouta, il se fit donner par le gouverneur général de l'Algérie deux lettres signées, l'une du grand-maître de Temacin, et l'autre de Sid-Ahmed d'Aïn-Mahdi, pour l'accréditer près du sultan du Fouta.

Malheureusement, ces démarches n'eurent pas toujours l'effet qu'elles auraient eu trente ans auparavant quand le nom du grand cheik des Tedjania, Mohamed-Serir, était seul connu et révéré des sables du Sahara au Niger. Maintenant, ces pays étaient travaillés par la confrérie des Senoussis, qui poussait à l'extermination des infidèles par la guerre sainte. Touareg et Soudanais, autrefois affiliés en grand nombre à la confrérie des Tedjania, la quittaient pour suivre le dirkh des Senoussis dont le cheik, loin de leur prêcher la soumission aux roumis civilisateurs, les poussait à des révoltes fanatiques et flattait leurs convoitises barbares en favorisant le commerce d'esclaves avec la Tripolitaine, commerce supprimé officiellement en Algérie depuis l'occupation française. Tant il est vrai qu'une confrérie semble ne pouvoir maintenir sa prospérité qu'en se dressant contre les pouvoirs établis, comme les Tedjania l'avaient fait en Algérie au temps des Turcs.

A cause de ces prédications senoussistes dans le Sahara, le colonel Flatters n'évita pas la trahison et la mort, quand il chercha à pénétrer chez les Touareg-Hoggar en emmenant avec lui le fidèle mokaddem des Tedjania, Ben-Amida, que lui avait donné Sid-Ahmed. Ce malheureux mokaddem partagea le sort de celui qu'il devait protéger. Les Touareg le massacrèrent, tandis qu'il les implorait au nom du saint fondateur des Tedjania (1881). Le massacre de la mission Flatters prouvait d'une manière évidente la décadence de la confrérie chez les nomades du grand désert. Ce fut une atteinte très rude à son prestige.

* * *

Ces loyaux efforts auraient dû au moins empêcher le pauvre Sid-Ahmed de trébucher dans de nouveaux rêts et d'éprouver une fois de plus que la dignité de cheik faisait courir de grands risques à son possesseur, quand le gouvernement séculier était un gouvernement puissant et susceptible.

En 1881, la révolte grondait dans le Sud-Oranais soulevé par Bou-Amama. Certaines tribus révoltées du cercle de Géryville étaient attachées au dirkh des Tedjani. Comme en 1868, on rendit responsable de l'attitude des affiliés oranais le Cheik d'Aïn-Mahdi. Celui-ci fut desservi dans cette occasion près du gouvernement français, — comme son père lui-même l'avait été souvent, — par les calomnies du clergé mahométan officiel dont les imans sont sans réel prestige chez les croyants, parce qu'ils acceptent (du moins ils acceptaient avant la séparation de l'Église et de l'État) un traitement rémunérateur du pouvoir séculier, attitude que les musulmans réprouvent. Ce clergé est l'ennemi des confréries ; il jalouse leurs richesses et leur indépendance. Ainsi fut exploitée par les imans la révolte des Oranais et la ville sainte des Tedjania dut recevoir dans ses murs un peloton de zouaves qui y resta deux ans.

Qu'on imagine ce qui serait arrivé, si le Cheik d'Aïn-Mahdi, excédé par cette nouvelle et injuste suspicion, avait véritablement fait alliance avec Bou-Amama. La révolte, agrandie de l'autorité religieuse de Tedjani, se serait peut-être étendue à tout le Sahara algérien, car les affiliés, souvent tièdes pour un cheik soumis au pouvoir civil, auraient certainement senti se réveiller leur zèle, avec leur ancienne mentalité guerrière et fanatique, si ce cheik les avait appelés sous son étendard de révolté. Donc c'étaient, en perspective, des troubles faisant tache d'huile, des combats et pour aboutir comme répression à la ruine définitive d'Aïn-Mahdi.

Mais Lalla Yamina, l'amie des Tedjania et l'amie de la France, veillait. Elle partit pour Alger, accompagnant le Cheik qui allait s'expliquer de vive voix avec le Gouverneur général et tâcher de dissiper les préventions défavorables des Français. Éminence grise du Cheik, sachant rester dans l'ombre afin de garder à Sid-Ahmed son prestige religieux quand il s'agissait des intérêts de la confrérie, la Française fut l'inspiratrice

d'une conduite souple que les circonstances exigeaient. Persuadés par les messages de Sid-Ahmed, les dissidents de Géryville demandèrent l'aman et les calomnies des imans tombèrent. Pour que ces calomnies ne pussent se renouveler, Mme Tedjani conseilla au Cheik de demander qu'un officier français fût détaché de Laghouat à Aïn-Mahdi pour surveiller les agissements de la zaouïa et juger lui-même de ses bons sentiments.

Le séjour à Alger, qui ravivait dans la pensée de la princesse Tedjani les souvenirs du temps où elle était encore Aurélie Picard, lui rendait aussi plus sensible l'étendue de son succès. Loin du contrôle des affiliés, libérée des concessions qu'à Aïn-Mahdi elle devait encore faire pour ne pas blesser ouvertement les coutumes, vivant à la française avec le Cheik, quelle joie pour elle de revoir ses parents, de les faire témoins de son bonheur conjugal et des brillants résultats d'une entreprise qu'elle avait voulue avec un vouloir si énergique !

A son retour à Aïn-Mahdi, Mme Tedjani suggéra encore, comme gage des aspirations francophiles des Tedjania, la création d'une école pour les garçons indigènes du ksar et la nomination d'un instituteur français qui leur enseignerait notre langue et notre histoire.

Ce fut une grande joie pour Mme Aurélie que l'arrivée de cet instituteur, en décembre 1882. Elle avait enfin près d'elle un auxiliaire autorisé qui façonnerait les cerveaux des enfants arabes, c'est-à-dire des générations de demain, à l'amour de la France. Les petits Arabes d'Aïn-Mahdi parleraient la langue maternelle de Mme Tedjani et l'école française les préparerait à devenir plus tard de loyaux Français.

Ainsi se modernisait, sous la poussée des événements et par les conseils de la femme du Cheik, l'esprit de cet Aïn-Mahdi, forteresse encore barbare quand, en 1871, Sid-Ahmed y imposa la présence d'une Française. On ne peut contester que, pendant ces années de gestion difficile, tous les conseils de Mme Aurélie furent dictés par la sagesse. Elle avait bien compris qu'il n'y avait pas de place, dans la zone d'action de la France qui s'élargissait de plus en plus vers le Sud, pour une puissance féodale telle que fut au milieu du XIXe siècle celle des princes Tedjani, souverains absolus derrière leurs remparts, maîtres des pistes et des caravanes du désert. Les Tedjania ne pouvaient plus être que les serviteurs de l'œuvre civilisatrice des

Français. L'empire des sables changeait de mains et Aurélie, princesse des sables, s'en réjouissait, parce que c'était sa patrie qui étendait la main sur les sables.

*
* *

Comme protégés de la France, les princes Tedjani avaient encore un beau rôle à remplir dans leur pays en concordance avec les temps nouveaux. C'est à les aider que Mme Aurélie Tedjani allait s'essayer.

Plus de dix ans passés au milieu des Tedjania l'avaient fait entrer si avant dans les affaires de la confrérie que rien de ce qui concernait sa puissance en déclin et le prestige encore très réel des princes Tedjani ne lui était étranger. Si elle avait perdu peut-être quelques illusions de jeune femme sur la vie des princesses au désert, d'autre part, elle s'était prise au charme du pays saharien, de ses vastes espaces et de ses clairs horizons, à la mélancolie somnolente de ses plaines de pierres et de sables épuisées par la desséchante caresse du soleil... Bien peu échappent à cette emprise, après s'être quelque temps baignés dans la chaude lumière du bled, qui transforme en beauté le paysage le plus banal, exalte les couleurs, harmonise les plus choquantes oppositions.

Et surtout, elle s'était prise à aimer le peuple arabe, au milieu duquel un caprice de la destinée l'avait jetée. Son cœur brûlait d'une immense pitié pour les nomades qui parcouraient en parias une terre avare et presque toujours stérile. Donner à ces Arabes le désir et le moyen de lutter contre la nature paresseuse, de fertiliser ces étendues sans maisons, voilà vers quel but s'orienta l'ambition de la compatissante Française. Elle ne pouvait rien échafauder de plus utile et de plus noble sur les restes de la confrérie.

Encore fallait-il de l'argent pour réaliser cette ambition. Or, malgré la plus stricte réglementation des dépenses, les ressources de la zaouïa parvenaient à peine à équilibrer le budget ordinaire, à entretenir cette hospitalité de grand seigneur, premier devoir d'un chef d'Ordre et d'un prince arabe. Personne ne le savait mieux que Mme Aurélie, car depuis 1880, année où le mokaddem Si-el-Arabi était mort, c'était elle qui était devenue l'intendant de la zaouïa, elle qui avait pris seule la responsabilité de ces comptes arabes, si embrouillés qu'il est

impossible de savoir ensuite où l'argent a passé. Peu à peu, elle y avait substitué une comptabilité, dans laquelle on voyait clair et qui empêchait les gens sans scrupules, comme il en est autour de tous les coffres-forts, de s'engraisser du produit des redevances.

Mais cette comptabilité si bien établie ne faisait pas le miracle d'augmenter les recettes. Nous l'avons vu, Temacin et d'autres zaouïa dissidentes gardaient pour elles la totalité des offrandes que leur faisaient les kouan. Ainsi 450 000 francs environ entraient chaque année dans les coffres de Temacin sans que rien en revînt à Aïn-Mahdi. Et les offrandes étaient le meilleur revenu des confréries depuis que le Gouvernement français s'était emparé des biens *habous* (1) pour les faire servir aux besoins du culte musulman officiel. Ces offrandes étaient de plusieurs sortes :

1° Les droits d'initiation ou d'investiture ;

2° La *sadaka*, dîme payée deux fois l'an, à la fin des récoltes d'été et à la fin du labour d'automne, et proportionnée à la fortune de chacun :

3° La *ziara*, de beaucoup le plus important des impôts religieux, consistant soit en quêtes faites par les mokaddem-missionnaires parmi les kouan, soit en offrandes volontaires laissées par les affiliés qui viennent visiter la zaouïa et pensent obtenir ainsi, grâce aux prières du Cheik, à sa bénédiction, des biens temporels et spirituels.

Et voici que le revenu déjà si diminué de ces quêtes menaçait de se tarir. Le Gouvernement français s'était ému de la misère résultant des offrandes aux confréries. Il chercha d'abord à réglementer les quêtes, puis, en 1880, il les interdit à peu près complètement.

Il est vrai que ces charges pesaient très lourdement sur les pauvres Arabes des tentes et des campagnes ; mais ils n'avaient garde de s'y soustraire, les mokaddem leur persuadant que, si les impôts payés au Gouvernement civil sont une charge à laquelle il faut se soumettre jusqu'au jour de la délivrance, ils ne dispensent pas de la dîme religieuse qui, seule, fait gagner les joies du Paradis.

Encore si cette dîme n'avait enrichi que nos cheik ! Mais

(1) Biens *habous* : domaines inaliénables entourant les zaouïa et créés par les dons des fidèles.

une nuée de mokaddem étrangers parcouraient en missionnaires quêteurs la campagne algérienne et près d'un million de francs s'en allait ainsi chaque année, hors de notre territoire, vers les zaouïa de l'Inde, de La Mecque, de Bagdad, du Maroc. On pourchassa ces mokaddem, on les reconduisit à la frontière comme des vagabonds. Mais comment empêcher les fidèles d'envoyer, par des moyens détournés, par des émissaires d'occasion, leur offrande à un saint de l'Islam dont on leur a vanté le pouvoir surnaturel ? D'ailleurs, quand ces émissaires étaient trop surveillés, les confréries étrangères savaient fort bien se faire envoyer jusqu'en Asie des mandats-poste et user ainsi de nos procédés d'Occidentaux au bénéfice de leur fanatisme.

Il en résulta que l'interdiction de percevoir la ziara devait gêner un cheik soucieux, comme Sid-Ahmed, de se plier loyalement aux ordonnances françaises, beaucoup plus qu'elle ne gênait les confréries dont les cheik en rébellion n'hésitaient pas à réclamer des tribus, par la menace ou par la ruse, les offrandes interdites.

Sid-Ahmed se servit avec à-propos de cet argument près du Gouvernement général et demanda une autorisation spéciale de ziara. Comment la refuser au Cheik Tedjani qui, disait-il, se débattait contre l'adversité, molesté de toutes façons, et ne manquait pas pourtant de nous donner maintes preuves de bon vouloir ?

Il promettait que cette dérogation aux lois nouvelles nous l'attacherait plus étroitement, et il faisait remarquer encore une fois que la ziara pouvait se doubler de voyages de propagande utiles à la France.

Le Gouverneur général se laissa convaincre et Sid-Ahmed se mit en devoir de faire lever par ses mokaddem l'impôt autorisé et d'aller lui-même recevoir les dons dans une partie des tribus soumises à son dirkh.

Il y alla au grand jour, en pontife qui bénit ses dévots ; mais Mme Aurélie était aussi du voyage. Véritable instigatrice de cette fructueuse affaire, elle surveilla son rendement en trésorière avisée. Et quand les kouan s'inclinaient sous la bénédiction du Cheik voyageur, elle recueillait l'offrande qui accompagnait la prière.

« O mon Dieu ! disait le kouan, donne-moi la santé !

« O mon Dieu ! fais que je n'aie que des enfants mâles !

« O mon Dieu ! fais que mes bestiaux ne produisent que des femelles ! »

Le Cheik et sa femme répétaient après lui : « O mon Dieu! donne-lui la santé, fais qu'il n'ait que des enfants mâles, etc... »

Définitivement la Française s'était évadée du harem. Quoiqu'elle gardât habituellement le costume arabe, elle participait à ces expéditions religieuses à cheval près de son époux, et partageait avec lui les respects témoignés au maître de l'Ordre. Le renom de son pouvoir surnaturel grandissait chaque jouri Sans doute elle eût pu se prévaloir du titre de mokaddemat (féminin de mokaddem), car les confréries ne dédaignent pas de recevori dans leur sein des femmes qui ont pour chef ces mokaddemat. Mais Aurélie n'était pas une musulmane; elle n'avait pas abjuré la religion de son enfance et ce titre de mokaddemat ne l'intéressait pas; pour les Arabes, elle était bien davantage : la Baraka du Cheik reposait sur leur Lalla Yamina.

***

Ce voyage productif avait rapproché le Cheik de ses kouan, le zèle de ceux-ci en fut augmenté; Tedjani en acquit un renouveau de vénération dont Aïn-Mahdi bénéficia spirituellement et surtout matériellement. L'abondance revint dans ses coffres, et Mme Tedjani qui, par son autorité, son adresse, était arrivée à ce résultat, se vit enfin en mesure de réaliser pleinement l'idéal de bonté et de solidarité vers lequel tendaient tous ses actes depuis son arrivée à Aïn-Mahdi.

Mais, pratiquement, que faire? Quel coin du bled défricher? Où installer une ferme modèle qui donnerait aux Arabes le goût des travaux agricoles et le désir d'un foyer sédentaire? On ne pouvait songer à augmenter les jardins d'Aïn-Mahdi des terrains incultes qui leur faisaient suite. Les cinq puits signalés déjà par Léon Roches comme alimentant l'oasis n'auraient pas suffi à une irrigation plus étendue. Il fallait exploiter d'autres terrains plus éloignés, des terrains où l'on pouvait trouver de l'eau. Car trouver de l'eau, c'est résoudre au Sahara le difficile problème de la stérilité. L'eau, trésor plus précieux, plus désiré que l'or, à cause de sa rareté sous ce ciel sans pluie, sang vivifiant de la terre, premier élément de fécondité qui, s'infiltrant

dans un sol grillé, crevassé, aride, y fait éclore, comme par magie, moissons et jardins! Quand l'eau paraît, le désert recule, le soleil qui semblait n'avoir pour mission, dans cet empire de la soif, que de tuer, de brûler gens, bêtes et plantes, devient le complice de cette eau bienfaisante : les dunes de sable elles-mêmes se couvrent d'une toison verte et la glorieuse flore d'Afrique s'épanouit presque sans l'aide des hommes. « Il faut que le dattier ait le pied dans l'eau et la tête au soleil » est un dicton du Sahara. Il en est de même de toutes les plantes qui vivent au pays du dattier. Aussi, comme on les recherche, ces rares points d'eau, promesses d'oasis! Petite source glissant à travers les pierres, puits ou *tilma* (1), vous êtes bénis dans ce pays des fleuves au lit vide et qui ne connaît guère d'autres nuages que les nuages de sauterelles!

La chance servait Aurélie : par elle, terrain et source furent vite trouvés.

XI. — CRÉATION DE COURDANE

L'un des plaisirs auxquels Mme Tedjani se livrait le plus volontiers pour se reposer de ses nombreux devoirs, c'était le plaisir de la chasse. Elle suivait à cheval avec le Cheik les chasses au faucon, — chasse du lièvre, — dont les seigneurs du bled ont perpétué jusqu'à nous la pratique moyenâgeuse; elle suivait aussi les curieuses chasses au galop où le cavalier enserre le gibier, — outarde ou gazelle, — de courbes concentriques jusqu'à ce que, arrivé à la distance favorable, il jette son coup de fusil.

Soit au cours de ces chasses, soit en visitant les campements de nomades, chez qui sa bienfaisance trouvait souvent à s'exercer, Lalla Yamina s'était familiarisée avec toutes les pistes et les moindres accidents de terrain de la région d'Aïn-Mahdi. Ainsi, elle avait remarqué, à sept kilomètres du ksar, une petite source qui entretenait aux environs une fraîcheur relative et une certaine humidité. Il arrivait parfois au Cheik et à sa femme de se laisser surprendre par la chaleur pendant leur promenade et de se reposer, de se rafraîchir à l'ombre du figuier né de cette source. On appelait ce lieu Courdane. C'est là

(1) Tilmas : poches d'eau, citernes naturelles.

que Mme Aurélie désira faire des plantations, créer des jardins modèles pour y tenter l'acclimatation des arbres et des légumes d'Europe et donner l'occasion aux indigènes de comparer à leurs procédés de culture très primitifs les procédés perfectionnés de l'agriculteur français.

Elle fit part de son plan au Cheik et au conseil des Tedjania, les persuadant sans peine que, si l'on employait à cet usage les fonds de la confrérie, celle-ci y gagnerait une nouvelle vigueur, un renouveau d'influence qui n'étaient pas à dédaigner en ce moment où ses fins primitives étaient compromises par les exigences et les entraves que la domination française apportait à l'ancienne vie du Sahara. Transformer en agriculteurs sédentaires ces Tedjania, naguère missionnaires trafiquants et chameliers mystiques, à qui la maîtrise des pistes du Sud, la souveraineté des oasis échappaient aujourd'hui, c'était les rattacher à un bled meilleur par de nouveaux liens aussi forts que les liens anciens et c'était surtout cimenter d'une solide reconnaissance leur union séculaire avec ces princes Tedjani, puissance spirituelle, devenue par évolution la dispensatrice du progrès matériel.

Depuis qu'elle était la conseillère de la confrérie des Tedjania, Mme Tedjani avait fait servir à ses desseins civilisateurs même les circonstances en apparence les plus défavorables et, quand il fallut exécuter, elle affirma une compétence qui lui donnait, au grand jour et par suite de l'incompétence générale, le premier rang près du Cheik. Elle fut l'animatrice de l'exploitation agricole par quoi la confrérie devait trouver pendant de nombreuses années une vitalité nouvelle, ainsi que l'avait prévu sa directrice occulte.

A la vérité, l'active Française, issue d'une famille terrienne de ce riche pays du Barrois, fécondé par la sueur d'une race opiniâtre, semblait bien faite pour réussir dans cette tâche.

Les premiers travaux furent entrepris en 1883. Moins de dix ans suffirent à cette femme étonnante pour mettre en valeur la première tranche du domaine de Courdane. Elle se fit architecte, ingénieur, agronome, toujours avec succès, car elle faisait tout avec réflexion et savait s'entourer des meilleurs conseils, les vérifier et les suivre.

Les ressources en eau furent augmentées par de nouvelles captations et par la construction du puits aboutissant à une

nappe souterraine profonde dont Lalla Yamina, l'inspirée, avait pressenti l'existence. On put irriguer tout d'abord trente hectares et la vie anima ce coin du désert. Les puits en travail y chantèrent leur crissante chanson; aux bras des indigènes, fils d'esclaves nés dans la zaouïa d'Aïn-Mahdi, les pioches résonnèrent, éventrant le sol nouvellement humidifié et dans lequel germèrent bientôt les graines sélectionnées par des essais judicieux. Un printemps, les tourterelles, charme des séculaires oasis, découvrirent l'oasis nouvelle. Elles vinrent roucouler sous les jeunes ombrages, construire leurs nids dans les jardins où les arbres amenés du Tell grandissaient rapidement, mêlés aux essences indigènes.

En même temps des constructions arabes s'élevèrent au milieu des cultures dans ces lieux où seules jusque-là des tentes avaient offert aux nomades leur temporaire abri. Ce fut le village de Courdane, que bientôt Mme Tedjani rêva d'habiter pour être au centre de son œuvre et la surveiller plus parfaitement.

En 1888, elle quitta sans regrets l'inconfortable maison arabe d'Aïn-Mahdi qui l'avait accueillie seize ans plus tôt et s'installa dans un somptueux logis, dont elle avait fait les plans et que ses nègres avaient édifié sous la direction d'un chef maçon venu d'Alger.

Ce fut la gloire et la joie de notre princesse des Sables que cette villa Tedjani qui se dresse en plein désert, avec ses baies mauresques, ses terrasses à balustres de pierre, ses coupoles, ses murs d'un blanc laiteux, ses ornements de céramique. Si l'on réfléchit que tous les carreaux de céramique, tous les vitraux, tous les bois et tous les fers, et aussi l'ameublement, les œuvres d'art, tout enfin, excepté les pierres et les tapis indigènes, fut apporté du Tell ou même du lointain Orient par de mauvaises pistes et à dos de chameau, on comprend que la construction et l'aménagement de cette villa furent un tour de force de la Française toute-puissante, — peut-être rendue si puissante par les émanations de la Baraka? — et qu'elle jeta au désert un orgueilleux défi.

Dans cette demeure, à la fois retraite du pontife, palais du prince et ferme modèle du propriétaire rural, que de quartiers, que de recoins où les regards des étrangers ne pénétrèrent jamais! Mais ce qu'on voyait était immense et avait fort grand

air. Soixante-six servantes, — des blanches et des négresses, — étaient préposées au service intérieur sous la surveillance active de la maîtresse de maison, qui s'entendait à régler le travail pour le plus grand bien-être des visiteurs.

Et les visiteurs français furent nombreux. Pendant vint-cinq ans, tous les Français de passage dans ces régions, dès qu'ils en exprimèrent le désir, furent reçus fastueusement à Courdane, comblés de soins par leurs hôtes. Des gouverneurs d'Algérie, des généraux, beaucoup d'officiers, d'explorateurs, de peintres, de journalistes s'y arrêtèrent et en gardent encore aujourd'hui un souvenir émerveillé.

J'emprunte aux notes inédites du regretté colonel de cavalerie Grand-Conseil, notes que sa veuve a bien voulu me communiquer, ces impressions sur la Courdane de 1893 et ses habitants.

Le lieutenant Grand-Conseil, invité avec son capitaine, aujourd'hui général de Bouillon, à accompagner chez les princes Tedjani le chef du bureau arabe de Laghouat, fit à cheval la route de Laghouat au ksar de Tadjemout; puis, après un plantureux déjeuner arabe offert par le Caïd, il continua l'excursion.

« Comme un repas de ce genre ne prédispose que vaguement à l'équitation, il est décidé que les vingt kilomètres qui nous restent à parcourir le seront en voiture. Le break du bach-agha des Larbas (1) est attelé ; quant à nos chevaux, ils partiront en mains.

« Mais, à propos, où allons-nous? — A Courdane... — Courdane? Cela ne me dit rien. Interrogeons. J'apprends que c'est la résidence de Sid-Ahmed, le plus marabout de tous les Tedjani. Cela me suffit. Je ne veux pas déflorer mes illusions par de plus amples explications et pourtant, malgré moi, je songe à ce que peut être cette résidence et je vois, à travers ma pensée, un vaste *haouch* (ferme) comme ceux de la Mitidja.

« La route doit être très bonne à cheval, mais quelle différence en voiture, que de cahots! Il est vrai que les trois robustes mulets qui nous traînent, sous l'impulsion que leur donne le fouet du conducteur nègre, filent à une très honorable allure...

« A mi-chemin, Aïn-El-Mzabi, une source aménagée par

(1) Larbas, importante tribu du territoire de Laghouat.

les indigènes qui, grâce à elle, irriguent un futur champ d'orge. Notre conducteur nous désigne au loin un point blanc : c'est Courdane, enfin!

« Un quart d'heure avant d'y arriver, nous voyons venir à nous une douzaine de cavaliers; ce sont nos hôtes. Ils arrivent au galop, s'arrêtent et mettent pied à terre; de notre côté, nous descendons et le capitaine de S. nous présente : Si-Ali-ben-Ahmed-Tedjani, le fils du Chérif, jeune demi-nègre d'une vingtaine d'années, s'exprimant facilement en français et qui serait avenant, si dans son regard on ne voyait une sorte d'hésitation; au bout d'un instant, je sais à quoi m'en tenir, il a sur chaque œil une taie qui menace sa vue. Puis vient Si-Mohamed-ben-el-Bachir-Tedjani, le neveu du Chérif...

« Nous échangeons de nombreux serrements de mains, accompagnés de baisers sur nos index respectifs; nous réintégrons notre carrosse et les délégués de Sid-Ahmed nous escortent...

« Le fils du Marabout monte un fort beau cheval gris clair richement harnaché : étriers d'argent, housse et poitrail littéralement couverts d'or. Comme costume, il porte celui des Maures, la veste, le pantalon et le gilet de petit drap vert, un haïk d'une blancheur immaculée et, par-dessus, un burnous de même couleur que le vêtement. La splendeur de ce costume relègue à l'arrière-plan le reste de nos hôtes qui pourtant sont de beaux cavaliers.

« Nous atteignons Courdane, et je suis vraiment surpris en découvrant au bas des derniers contreforts du Djbel-Amour, dans un pays absolument nu, une demeure qui serait qualifiée de château de l'autre côté de la Méditerranée.

« C'est une vaste maison de style mi-français, mi-mauresque. Le rez-de-chaussée contient les magasins à grains, cuisines, salle à manger et un salon. Le premier étage se compose de quatre vastes pièces à immenses fenêtres et dans lesquelles on pénètre par une terrasse suivie d'une véranda, plus des appartements privés dont on ne peut évaluer l'importance.

« Nous sommes introduits dans le salon du bas où nous attend la maîtresse de céans, Mme Aurélie Tedjani. C'est actuellement une femme d'environ quarante ans, grande et assez forte. Elle est vêtue d'une toilette de réception en peluche bleu paon et porte de superbes bijoux.

« Très gracieusement accueillis. Elle nous conduit au premier étage et nous nous trouvons en présence du chef de la confrérie des Tedjania. Je m'attendais à voir un chef de grande allure, je tombe sur un homme, très gros, soufflant, ahanant, mais aimable. Son costume est simple, une grande gandoura en cachemire rose crevette et un turban en mousseline.

« La conversation s'engage entre les capitaines et lui; je me hâte de jeter un regard sur le cadre. Nous sommes dans un vaste salon dont le plancher est entièrement recouvert d'un seul tapis. Au milieu est un guéridon à tapis de velours noir brodé d'inscriptions arabes or; au-dessus un lustre cristal et bronze genre église; autour de la table six chaises venant de Damas, toutes ciselées et ajourées, d'un merveilleux travail. Contre les murs, un deuxième ameublement, chaises et fauteuils incrustés de nacre et recouverts d'une étoffe d'Orient toute brodée. Sur les panneaux du mur s'étalent deux immenses panoplies de riches armes arabes et turques; faisant face aux panoplies, la cheminée sur laquelle est une pendule syrienne en cuivre, d'un très beau style; au-dessus, une glace biseautée; en retour, un bahut incrusté de nacre et, face au bahut, à l'autre extrémité du salon, la fenêtre très haute et voilée de trois paires de rideaux.

« Les serviteurs apportent le café et le thé; après l'absorption de ces liquides, nous nous retirons et, conduits par le fils du Chérif, nous allons jeter un regard sur l'ensemble du domaine. Chemin faisant, nous côtoyons des écuries dans lesquelles sont logés cinquante chevaux et trente mulets; nous apercevons un moulin, puis des maisons de terre qui servent aux *khammès* (1); ils sont, nous dit notre cicerone, environ deux cents.

« Un gentil jardin s'étend devant la maison et, lui faisant suite, un fort grand verger et enfin une exploitation agricole de quatre-vingts hectares. L'insuffisance d'eau ne permettait jusqu'ici d'irriguer que cette étendue; cette année, la découverte de deux sources qu'on a aménagées permettra, avec l'adduction d'une petite rivière, de cultiver à l'avenir six cents hectares.

« Mais voici l'heure du dîner; nous entrons dans la salle à manger, petite et sans apparat, mais fournie de belle argen-

(1) Fermiers indigènes.

terie à profusion et d'un excellent dîner, qui n'a que le défaut d'être double. A un dîner français de huit plats, un dîner arabe de six plats fait suite et il est impossible de demander grâce; le fils de notre hôte surveille, il serait impoli de ne pas goûter à tout...

« Pendant notre repas, nos lits ont été dressés dans le salon du bas, qui est orné de deux brûle-parfums remarquables...

« Le lendemain, nous faisons nos adieux au seigneur du lieu et l'escorte de ses parents et serviteurs nous accompagne jusqu'à mi-route d'Aïn-Mahdi. »

XII. — RELIQUES DE MARABOUT

Dès que Sid-Ahmed et Mme Aurélie habitèrent Courdane, la vie religieuse s'y transporta, ou plus exactement il y eut deux zaouïa : celle d'Aïn-Mahdi où Sid-el-Bachir, le frère du Cheik, continua d'habiter, et Courdane avec ses dépendances qui forma une seconde zaouïa ; car toute demeure d'un cheik de confrérie devient par cela même une zaouïa. Et les pèlerins qui venaient à Aïn-Mahdi vénérer le tombeau de Mohamed Serir faisaient un détour pour visiter Courdane où les attiraient la présence du maître des Tedjania et son hospitalité. Hospitalité payée de cadeaux plus ou moins rémunérateurs : un mouton, une toison de laine, une outre pleine de beurre, une mesure de grains, c'est le présent courant du peuple.

Que sa valeur soit grande ou minime, le Cheik doit l'accepter avec une égale reconnaissance. Ainsi j'ai vu bourrer de couscous pendant quinze jours une famille de nomades déguenillés ayant fait cinq cent kilomètres dans le Sahara en poussant devant eux un petit bourriquet qui portait, comme offrande au marabout, une charge de mauvais bois du désert!...

Mais ce qui valait mieux encore que l'hospitalité, c'était la leçon de choses donnée aux pèlerins par ces cultures, ces jardins dont l'ordonnance et la fécondité leur paraissaient dignes du paradis.

C'était bien certainement par un miracle de Lalla Yamina, pensaient-ils, que les fruits, les légumes devenaient, dans son domaine, si beaux et si abondants!

On leur montrait alors les instruments de labour, les engrais, on leur donnait des graines et en revenant vers

leurs ksour, leurs oasis, ils serraient avec respect, dans un coin de burnous, ces graines qu'ils croyaient dotées d'une vertu surnaturelle due à l'influence de la princesse, femme du Cheik de Courdane...

Un jour, à Laghouat, un kouan vit dans ma chambre un bouquet de fleurs de Courdane cueillies par les mains de Mme Aurélie. Il se précipita sur les fleurs, les baisa avec passion et me supplia de lui en donner une, une seule qu'il voulait planter dans son jardin, pour qu'elle y prît racine et y devînt une fleur-talisman.

Je lui donnai le bouquet tout entier qui était fané, desséché à demi.

— Mais, pauvre insensé, lui dis-je, comment veux-tu qu'à ces branches mortes poussent des racines?

— Ce sont des fleurs saintes; les fleurs de marabout ne meurent pas, me répondit-il.

Quand il vit son espoir déçu, il n'en accusa que ma main d'infidèle qui, en touchant les fleurs, avait annihilé leurs vertus maraboutiques.

Il va sans dire que Mme Aurélie était maintenant complètement indépendante. Princesse de droit et de fait, son pays d'adoption était devenu pour elle un fief. Toujours sûre d'être écoutée, obéie, vénérée, elle vivait heureuse au milieu de ses Tedjania.

En faisant allusion à de nouveaux travaux, Sid-Ali, le fils du Cheik, avait pu dire au lieutenant Grand-Conseil qu'on prévoyait une forte extension de l'exploitation agricole. En effet, les champs d'orge s'ajoutèrent aux champs d'orge et les taches de verdure s'agrandirent dans la plaine.

En même temps, une école franco-arabe fut créée à Courdane, dont les élèves étaient complètement nourris et habillés par la zaouïa; car Mme Tedjani poursuivait toujours simultanément ces deux buts : le bien-être matériel de la famille arabe et l'instruction dans un esprit francophile des enfants.

Elle ne négligeait pas, d'ailleurs, de s'intéresser comme autrefois aux destinées politiques de la confrérie, parce qu'à ces destinées les résultats de son œuvre particulière étaient mêlés étroitement. Elle continuait aussi à protéger les intérêts français en poussant le Cheik vers toutes les entreprises dont la France pouvait tirer profit. Des missionnaires de Sid-Ahmed,

porteurs de lettres scellées de son sceau, allèrent affirmer jusqu'à La Mecque et en Syrie la sympathie des descendants du saint fondateur pour la France, nation protectrice des Arabes. Une mission que firent, en 1896-97, au Maroc, des mokaddem tedjania fut préparée à Courdane avec l'approbation du Gouvernement français, par le Cheik aidé de Si-Ahmed-ben-Taleb, muphti de Laghouat et grand mokaddem de l'Ordre. Les membres de la mission Foureau-Lamy furent reçus à Courdane, et Sid-Ahmed leur donna des lettres pour les affiliés. Il en avait été de même pour M. de Brazza.

Quand il ne s'agissait pas directement de la conduite des exploitations agricoles, Mme Tedjani eut le tact de ne jamais faire parade de son intelligence pour obscurcir à son profit le prestige de son époux. J'ai vanté sa bonté, qui fut sa meilleure diplomatie; à cette bonté s'alliaient une modestie, une discrétion pleine de dignité et de prudence. Son œuvre la louait sans qu'elle y ajoutât des paroles; bien mieux, elle en reportait tout l'honneur à la vénération dont les Arabes entouraient Sid-Ahmed et qu'elle entretenait avec soin : « Ma grande autorité sur les Arabes, disait-elle, provient de celle que le renom de mon mari lui a permis d'acquérir. Le respect qu'ils lui marquent rejaillit sur moi, et c'est ainsi que j'ai acquis l'ascendant moral qu'aucune femme n'avait eu jusqu'ici. »

Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'aucune femme n'avait su en user comme elle. D'ailleurs à ce renom des princes Tedjani elle tenait énormément, vantant leur origine, et vraiment grande dame au désert par la noblesse du cœur et la délicatesse des sentiments.

Ainsi l'autorité nominale et entière sur la confrérie resta toujours à Sid-Ahmed, que du reste aucun nouveau déboire politique ne vint plus troubler.

Mais les chagrins lui vinrent de sa propre famille, par la conduite dissipée de son fils Ali, celui-là même que Mme Aurélie avait élevé et dont elle soignait plus tard avec tant de sollicitude les enfants. Les notes du lieutenant Grand-Conseil nous ont présenté, en 1893, cet héritier présomptif comme un homme du monde aimable, élégant. En effet, vivre dans l'oisiveté, faire bonne chère, se couvrir de riches vêtements, acheter des chevaux, jouer au baccara et emprunter aux juifs, quand l'argent leur manque, voilà trop souvent aujour-

d'hui la vie des jeunes Arabes de bonne famille. Ils s'imaginent imiter les Français, n'imitent que quelques vices, les grossissent parfois sans mesure et, sous ce faux vernis d'Occidental, les vertus véritables de leur race se perdent.

Sans doute le jeune homme fut entraîné par de faux amis, qui flattèrent en lui des défauts de jeunesse et contrarièrent l'éducation sérieuse que Sid-Ahmed et sa mère adoptive avaient cherché à lui donner. Tant de tentations, d'adulations, d'adorations entourent un fils de Cheik! Quoi qu'il en soit des désordres auxquels le jeune chérif se livra, le bruit courait à Laghouat qu'ils avaient indisposé son père, au point que celui-ci l'avait banni de sa présence et ne voulait plus en entendre parler comme de son successeur éventuel à la dignité de Cheik des Tedjania.

Ces dissensions de famille attristaient Sid-Ahmed et éveillaient ses inquiétudes sur l'avenir réservé à son œuvre. Comme Mme Aurélie jetait à Courdane les fondations d'un hospice destiné aux infirmes, aux incurables, — rebuts de l'humanité qui, de tous les points du Sahara, venaient se réfugier à la zaouïa, et que le Cheik devait nourrir et héberger jusqu'à leur mort, — Sid-Ahmed dit un jour à sa femme :

— Qui s'occupera de nos hospitalisés quand toi et moi nous ne serons plus de ce monde? Pour que notre bienfaisance ait un résultat durable et soit à l'abri des troubles qui pourront agiter la confrérie, nous devrions appeler les Pères blancs à la direction de l'hospice...

Ainsi, après vingt-cinq ans, la petite graine de tolérance et de bonté semée dans l'âme du Cheik des Tedjania par le grand cardinal de l'Afrique latine, germait et semblait devoir s'épanouir en reconnaissance. Qui eût imaginé autrefois le miracle d'un tel rapprochement : des missionnaires catholiques coopérant à l'œuvre humanitaire d'un chef de confrérie et désirés comme collaborateurs d'une zaouïa ? Cela indiquait dans l'esprit du prince musulman élevé au milieu des fanatiques d'Aïn-Mahdi une telle évolution, qu'on en resterait confondu, si l'on ne songeait au pouvoir vainqueur de la femme courageuse et intelligente qui, un jour de l'automne 1871, avait franchi les portes de la forteresse religieuse, n'ayant comme alliés que la jeunesse et l'amour.

Malheureusement, un événement imprévu allait empêcher

la réalisation de ce projet, et arrêter l'exécution de beaucoup d'autres travaux.

***

Sid-Ahmed et Mme Tedjani s'étaient toujours sentis attirés vers les zaouïa de Tunisie. Toujours le Cheik avait tenté de s'en rapprocher et d'y faire sentir son influence ; quant à Mme Aurélie, elle pensait parfois avec regret que, si elle avait eu un fils, elle aurait laissé la zaouïa d'Aïn-Mahdi aux autres Tedjani et serait allée coloniser avec son fils les domaines que les Tedjania possédaient en Tunisie, pays de grand essor agricole.

Ayant leurs pensées tournées vers l'Est, la grande zaouïa de l'Est, — Temacin, rivale sournoise d'Aïn-Mahdi, — ne cessait d'intéresser à plus d'un titre les habitants de Courdane, et si, comme je l'ai déjà dit, Mme Aurélie mettait par diplomatie tous ses soins au maintien des bons rapports avec les gens de Tamelhalt (1), cependant Aïn-Mahdi n'abdiquait pas ses prétentions à la suzeraineté absolue.

En 1894, Sid-el-Bachir, le frère de Sid-Ahmed, alla passer quelques mois à Tamelhalt ; car c'est le rôle des frères, des parents du chef de la confrérie d'aller en voyages diplomatiques vers les zaouïa importantes ou vers les princes lointains affiliés à l'ordre. Ainsi nous avons déjà vu le même Sid-el-Bachir aller voir le bey de Tunis en 1879. Les visités de Tamelhalt rendirent la politesse et il s'établit entre les deux zaouïas des échanges de présents, des échanges de négresses surtout, car les seigneurs de Temacin appréciaient tout particulièrement cette marchandise. C'était Sid-Maammar, frère du cheik dissident de Temacin, qu'on chargeait des voyages à Aïn-Mahdi. Homme fin et adroit, sous des dehors de bonne humeur rabelaisienne, fut-ce lui qui décida Sid-Ahmed à rendre personnellement visite aux zaouïas de l'Est, dans l'espoir que, loin de sa clairvoyante conseillère, on obtiendrait du descendant du fondateur quelques concessions définitives, je l'ignore, mais je ne le crois pas. Cette idée d'un voyage à Temacin et en Tunisie obsédait depuis longtemps le Cheik. Il espérait, par l'autorité de sa présence, ramener au devoir de dépendance ces mokaddem

(1) La zaouïa de Temacin s'appelle Tamelhalt. Elle est située à 1 kilomètre de Temacin, et à 3 kilomètres environ de Touggourt, dans les sables du Souf.

indépendants de l'Est, détacher d'eux, au cours de son voyage, les kouan du Souf, et triompher d'un triomphe durable dans les zaouïa de Tunisie. Le prestige de la branche Tedjania d'Aïn-Mahdi imposait cette attitude. C'était une sorte de « raison d'État », devant laquelle Mme Aurélie Tedjani dut s'incliner. Elle consentit, malgré les fatigues qu'un pareil voyage faisait prévoir, au départ de cet époux vieux avant l'âge, obèse et diabétique...

Je vois, dans le recul du souvenir, ce jour de l'hiver 1897 où la voiture de Courdane passa sous mes fenêtres de Laghouat au galop de ses petits chevaux de bled, fouettés par un gros cocher nègre. Elle s'arrêta devant l'hôtel du général Ruyssen, commandant supérieur du Cercle, et le bruit courut tout de suite que Sid-Ahmed venait faire ses adieux au général avant d'entreprendre son grand voyage.

— Vous avez tort de partir, Sid-Ahmed, lui dit le général qui l'aimait beaucoup. Vous êtes souffrant. Ce que vous entreprenez est trop fatigant pour vous.

— Il le faut pourtant; il est indispensable que je parte, répétait le Cheik avec obstination. Mon intérêt m'appelle là-bas.

— Mais l'intérêt d'Aïn-Mahdi et de Courdane n'est-il pas que vous restiez ici ? insistait le général.

Et Sid-Ahmed de répondre :

— Ici rien ne souffrira de mon absence. Ma femme reste à Courdane ; c'est comme si j'y étais moi-même.

Il partit donc avec une belle escorte de fidèles, et tout d'abord ses lettres sereines apportèrent à Courdane le récit des réceptions chaleureuses et de l'accueil empressé qui partout lui étaient faits... Mais, à Temacin, la maladie le saisit : un anthrax, maladie grave, rendue plus particulièrement dangereuse par ce diabète dont le Cheik était atteint depuis longtemps.

Il fut admirablement soigné et il guérit assez pour continuer son voyage pendant soixante kilomètres encore, toujours possédé par l'envie de faire la connaissance des sept zaouïa tunisiennes de Tedjania.

Il arriva ainsi à Guémar-el-Oued, sur la frontière de la Tunisie, dans une zaouïa de construction relativement récente dont il désirait fort s'attacher les mokaddem.

Là, son mal qui n'était qu'assoupi, se réveilla, et le pauvre

Cheik comprit qu'il avait fait une imprudence, que son voyage ne pourrait s'achever. Il voulut rentrer à Aïn-Mahdi près de sa fidèle compagne... Hélas! la mort par empoisonnement du sang le terrassa dans son fauteuil, tandis qu'il écrivait à Mme Tedjani son désir de revenir vers elle. C'était le 20 avril 1897.

Quelle aubaine pour les mokaddem de l'Est que cette mort du prince Tedjani dans leur pays! Le Cheik d'Aïn-Mahdi dont, pendant sa vie, ils avaient pourtant contesté la Baraka, devint, après sa mort, une relique sans prix qu'il fallait garder à Guémar pour qu'elle y fît des miracles et y attirât des offrandes, des ziara. Guémar en bénéficierait ; même les mokaddem des zaouïa de l'Est algérien pouvaient espérer de ces événements la disparition de l'ordre à Aïn-Mahdi et l'acheminement vers eux de la totalité des kouan. Il suffirait de quelques légendes, habilement répandues, pour rendre merveilleuse cette mort naturelle loin d'Aïn-Mahdi et ruiner le crédit des descendants du fondateur restés dans le vieux berceau de l'Ordre.

Cependant la tristesse, la consternation régnaient à Aïn-Mahdi et à Courdane où la funèbre nouvelle était arrivée. La *djemmâa* (Conseil des notables) et les mokaddem des environs se réunirent en hadra et, écartant la candidature d'Ali, le fils de Sid-Ahmed, ainsi que Sid-Ahmed lui-même l'avait prescrit, ils nommèrent comme Cheik Sid-el-Bachir ; puis ils envoyèrent le nouveau Cheik à Guémar pour en ramener la dépouille de son frère.

Aussitôt que ce projet de voyage fut connu, ce fut comme une levée de boucliers des mokaddem de l'Est. Ils protestèrent au Gouvernement général contre l'enlèvement du corps de celui qu'on appelait déjà le saint marabout de Guémar, excitèrent les kouan des ksour du Souf et, à son arrivée à Guémar, le Cheik d'Aïn-Mahdi se trouva au milieu d'une population menaçante qui semblait résolue à s'opposer par la force à toute tentative d'exhumation.

Mais Mme Aurélie, au milieu de son chagrin et des incertitudes dans lesquelles cette mort la plongeait, ne négligea pas les intérêts de la famille Tedjani. Elle qui n'avait jamais demandé pour elle-même le secours des Français, n'hésita pas à le demander pour avoir raison de Guémar et à protester contre les prétentions de ces mokaddem. Pendant le voyage de

Sid-el-Bachir, elle alla trouver à Laghouat le général Ruyssen et lui exposa son point de vue : Aïn-Mahdi et la famille Tedjani n'avaient-elles pas assez travaillé pour la France et ne leur devait-on pas protection et justice ?... Sid-Ahmed pouvait-il, après sa mort, faire la gloire d'une zaouïa lointaine qui l'avait discuté pendant sa vie ?... Elle-même, Aurélie, n'avait-elle pas tous les droits sur la dépouille de l'époux que, pendant plus de vingt-cinq ans, elle avait aimé, aidé ?...

Mais, hélas ! pendant que Mme Aurélie discutait vaillamment, Sid-el-Bachir revenait à Aïn-Mahdi et ne ramenait pas le corps de son frère. Non seulement il n'avait pas su imposer sa volonté aux kouan du Souf, mais encore les adroits mokaddem de Temacin et de Guémar avaient obtenu de lui qu'il leur laisserait de bon gré le corps du marabout.

Le faible Cheik fut très mal reçu, à son arrivée à Aïn-Mahdi, par Mme Tedjani. Elle refusa de s'associer à cette reculade et continua énergiquement à réclamer la précieuse dépouille, poussant de toute son autorité les Tedjania à la lutte contre leurs frères de l'Est.

Lutte étrange qui dura un an et rappelle par certains points la lutte des villes d'Italie : Cortone, Pérouse, Assise se disputant la relique de saint François, dès l'instant où le serviteur de Dieu entra en agonie. Dans les deux cas, même joie de la mort du grand personnage, même désir d'accaparer un corps destiné à faire des miracles et à enrichir le pays... En toutes circonstances se retrouve encore chez l'Arabe mystique la mentalité de notre moyen âge en piquant contraste avec les mœurs actuelles.

Les mokaddem de Temacin mirent tout en œuvre pour intimider l'exigeante veuve. Ils allèrent jusqu'à lui faire écrire par deux des quatorze sœurs du défunt, ses visiteuses de 1872.

Elle leur répondit par la lettre suivante (1) :

« De la part de Mme Aurélie, veuve de Sid-Ahmed-et-Tedjani, à Aoutch et Halloum, filles de Sid Mohamed-et-Habib-et-Tedjani. Après salutations.

« J'ai reçu votre lettre par laquelle vous me dites que vous vous opposerez à la translation des restes de Sid-Ahmed, de

(1) Cette lettre est aux archives du Gouvernement général d'Algérie.

Guémar où il repose. Vous dites même : nous n'hésiterons pas à rompre avec nos coutumes qui nous défendent de paraître en public, etc...

« Sachez que cette affaire vient de Dieu et qu'en réalité c'est lui seul qui l'a décrétée ; le grand Maître, lui, est l'exécuteur des volontés divines ; de plus, les fils et filles de Sid-Ahmed qui sont ici, pleurent à la pensée de se voir loin de leur père et dans l'impossibilité d'aller chaque fois au Souf pour prier sur sa tombe. Avant tout le monde, ce sont les orphelins qui sont à considérer. Ne me blâmez pas, car je suis étrangère à cette affaire.

« Salut de la part de Mme Aurélie, veuve de Sid-Ahmed-et-Tedjani.

« Écrit à la date du 17 Chabane 1315. »

Avec quelle adresse celle qui dirigeait toute l'affaire abrite, dans cette lettre, sa responsabilité derrière l'autorité du Cheik représentant d'Allah ! Et comme elle sait bien user, elle, épouse stérile, de la descendance des femmes répudiées autrefois ! En parlant des filles et fils de son mari, elle fait évidemment allusion à quelques filles inconnues et aux enfants de ce fils Ali, qui ne réclamait rien lui-même et devait fort peu regretter son père, car il était trop déçu et irrité de voir lui échapper la Baraka et les richesses.

A force de représentations, Mme Tedjani décida Sid-el-Bachir à tenter une nouvelle démarche à Guémar sous la protection de la France. Elle-même fit un voyage à Alger pour seconder les efforts du Cheik.

Le rapport que le général Collet-Meygret, chargé des affaires indigènes, adressa en faveur de Mme Aurélie au Gouverneur général de l'Algérie, témoigne de l'autorité qu'on lui reconnaissait et du souci que l'on prenait de ne pas lui déplaire. A la suite de ce rapport, le Gouverneur, M. Lépine, donna audience à Mme Tedjani et lui promit l'appui de la France en ces termes :

— Je vous promets, madame, que le corps de Sid-Ahmed sera rendu à Aïn-Mahdi. Mais c'est par égard pour vous que je favoriserai cette restitution ; car pour Sid-el-Bachir, qui n'a pas su à Guémar se faire remettre le corps, il ne le mérite pas.

***

Un détachement de tirailleurs d'El-Oued reçut l'ordre d'aller à Guémar protéger l'exhumation, et des mokaddem dévoués à Mme Tedjani ramenèrent pieusement le défunt, à travers le Sud-Algérien, dans un cercueil suspendu entre deux mules, objet de vénération pour les tribus rencontrées pendant ce voyage qui dura trois semaines.

Quand le convoi arriva sur la limite des domaines cultivés par la princesse des Sables, à Aïn-El-Mozi, les mules furent déchargées de leur précieux fardeau qu'on déposa sur une sorte de catafalque autour duquel accoururent la famille et une foule de fidèles tedjania. La nuit se passa en pleurs, lamentations et prières qui se répandaient au loin dans le bled, apprenant et répétant aux dunes muettes, aux roches impassibles, à la plaine endormie, que le fils du maître des pistes était allé rejoindre son père Mohamed-Serir aux demeures d'Allah.

Une *kouba* marqua depuis la place où l'on déposa le cercueil pendant cette veillée funèbre.

Plus heureux que le doux saint François dont le corps fut dérobé, puis perdu dans les siècles, Sid-Ahmed trouva le repos définitif dans un très beau tombeau à soubassement de marbre rouge que Mme Aurélie fit construire dans les jardins de Courdane.

Déjà, le 3 mai 1897, avait été célébré dans la mosquée d'Alger, dite de la Pêcherie, un service religieux auquel assistèrent en grand nombre Français et indigènes. A cette occasion, et pour montrer en quelle estime la France tenait Sid-Ahmed Tedjani, M. Cambon, alors Gouverneur général, prononça un éloge funèbre du chef religieux ami de la France, éloge dans lequel on trouve cette phrase : « Il servait la civilisation par son exemple et lui préparait la route. »

Il serait fort injuste de méconnaître que la Française qui pleurait à Courdane le disparu, méritait une grande part de cet éloge.

MARTHE BASSENNE.

(A suivre.)

MÉMOIRES

(1825-1871)

IV [1]

DÉBUTS DANS LA DIPLOMATIE
MADRID, LONDRES, ROME (1843-1846)

A la fin de l'été de 1843, mes études de droit étant complètement finies, mon père demanda à M. Guizot de m'attacher d'une manière fixe à une ambassade.

Je dus partir pour Madrid avec le grade de second secrétaire.

C'était une position au-dessus de mon âge : les succès très brillants que j'avais remportés dans mes études, quelques travaux confidentiels dont M. Guizot m'avait chargé, et dont je m'étais passablement acquitté, justifiaient en certaine mesure cette marque de confiance un peu prématurée. Pour ceux qui ne pouvaient apprécier ce motif, les services et la situation de mon père pouvaient passer pour une explication suffisante.

J'arrivais en Espagne dans un moment assez curieux. C'était au lendemain de la réaction qui venait de renverser le régent Espartero, élevé lui-même deux ans auparavant par un mouvement révolutionnaire à la place dont il avait fait descendre la reine Christine, mère de la jeune Isabelle.

Les sympathies de la France, et principalement du Gouvernement conservateur dont M. Guizot était le chef, étaient restées très décidément prononcées en faveur de la reine Christine et des modérés qui formaient son parti.

De plus, par suite d'une querelle d'étiquette, toutes les

Copyright by Duc de Broglie, 1924.

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1924, 1er et 15 janvier 1925.

relations diplomatiques avaient été rompues entre la France et le régent. Un très jeune homme, mon ami d'enfance, le fils aîné du duc Decazes, était resté seul, occupant l'ambassade sans titre bien défini, mais avec une adresse et un savoir-faire précoce, présage des talents dont il a depuis fait preuve. Il avait su nouer des relations même parmi nos adversaires, et acquérir assez d'influence pour qu'on pût lui attribuer une part dans le revirement politique qui venait d'amener la chute du parti antifrançais. Les vainqueurs n'avaient pas restauré à la vérité la régence de Christine : mais, ce qui revenait à peu près au même, ils avaient proclamé la majorité de sa fille, laquelle, à peine âgée de treize ans, ne pouvait guère gouverner autrement que sous l'influence maternelle. Nous rentrions donc en vainqueurs dans la péninsule, et c'est bien ainsi que l'entendait le nouvel ambassadeur M. Bresson, — le même que j'avais connu à Berlin l'année précédente, — et avec qui je franchis la Bidassoa dans les derniers jours de novembre 1843.

Je me sers de cette expression un peu solennelle parce qu'elle donne l'idée de ce que pouvait être encore à cette époque, et de ce que probablement n'est plus aujourd'hui, l'entrée d'un ambassadeur de France en Espagne. Quelque chose restait évidemment du prestige qui devait environner le représentant de Louis XIV, allant visiter son petit fils. En France même, depuis Bordeaux jusqu'à Bayonne, les populations se pressaient sur notre passage. A Irun, les troupes espagnoles nous attendaient sous les armes, drapeau déployé et tambour battant aux champs. L'Alcade vint nous haranguer, et tout le long de la route jusqu'à Madrid, les mêmes cérémonies se renouvelèrent. Il est vrai que troupes et municipalités ne payaient pas de mine. Leurs vêtements étaient véritablement en haillons, et, vu la réputation que l'Espagne avait encore d'être la terre classique des brigands, quand on les voyait s'approcher de nos voitures à quelque distance en avant des villes, dans les plaines constamment désertes de la Castille, on ne savait pas à qui on avait affaire. Un soir, en particulier, que faisant route par une nuit assez noire, je m'étais complètement endormi, je fus réveillé en sursaut par un brusque temps d'arrêt et des sons inarticulés. A la lueur de la lune qui se levait, j'aperçus des gens de mauvaise mine portant des manteaux en loques et des fusils en bandoulière et qui met-

taient la main sur la bride de nos chevaux. Je crus que le coup était fait, et je pensai à Gil Blas dans la caverne de Rolando. C'était tout simplement l'escorte qu'on nous avait donnée pour nous faire honneur, et qui aidait nos postillons à rattacher les traits dénoués de l'un de leurs chevaux.

Cet aspect de désolation ne régnait pas seulement dans les campagnes. Madrid présentait absolument le même spectacle. Je ne sais si après quarante-cinq ans aujourd'hui révolus depuis la date à laquelle je me reporte, la ville a fait des progrès de luxe, et seulement de propreté. Mais à cette époque, et au lendemain d'une longue guerre civile, il n'était presque pas de bourgade de France qui ne l'eût emporté à cet égard sur la capitale de Charles-Quint et de Philippe II. Les commodités les plus simples de la vie, en fait de mobilier et même de nourriture, étaient difficiles à s'y procurer et comme ce dénuement d'agréments matériels n'était compensé par aucune beauté d'art ni de nature, — le site de Madrid est affreux, et sauf un magnifique musée, la ville ne possède aucun monument curieux, — l'impression totale était très pénible. Celui de nous qui s'y montra le plus sensible fut notre ambassadeur M. Bresson, qui, déjà très désolé de quitter Berlin où il s'était fait une douce existence, tomba dans une mélancolie vraiment exagérée, en se trouvant, dans une maison mal meublée, aux prises avec une mauvaise cuisine. Il resta plusieurs jours ne voulant voir personne ni s'occuper de rien, dans un état de prostration. Lorsque, plusieurs années après, j'ai appris l'acte de désespoir par lequel il avait mis fin à ses jours, en arrivant aussi dans un poste diplomatique qui lui déplaisait, je me suis rappelé la surprise que cette défaillance m'avait causée, et je ne suis pas sûr que nous n'ayons pas été sur le point de voir à Madrid un dénouement aussi tragique que celui dont Naples a été témoin.

C'était pourtant, sauf ces accès de faiblesse plus physique évidemment que morale, un homme très distingué, et même d'un caractère très énergique que M. Bresson. Sa renommée était grande à ce moment dans la diplomatie européenne; elle n'était pas due cependant aux qualités qui passent pour essentielles à la profession, car il n'avait rien de gracieux et rien d'insinuant dans les manières. Son abord était sec, un peu rude et sa haute stature absolument dénuée de grâce. Son art consistait, à ce que j'ai cru remarquer, à démêler, dans le

milieu politique où il devait agir, une ou deux personnes en particulier dont l'influence était dominante ou principale, et en concentrant sur celle-là toute son action, à tâcher de les soumettre à son ascendant.

Il y réussissait par l'effet d'une conversation qui était vive, pressante et douée d'une certaine autorité naturelle. C'est ainsi, qu'à Berlin, il s'était rendu absolument maître de l'esprit du prince Wittgenstein, ami et confident du vieux roi de Prusse Frédéric-Guillaume. C'est la même opération que je lui vis faire avec le même succès sur le vainqueur d'Espartero, le général Narvaez, qui était le personnage important de la monarchie restaurée, et le véritable dominateur de la situation. En très peu de jours, il s'était mis dans son intimité, et devenait son conseiller et son confident.

Je pouvais me rendre compte de ses moyens de succès par les merveilleuses dépêches qu'il nous donnait à copier chaque semaine. Un courrier partait régulièrement de l'ambassade pour Paris, tous les samedis dans la nuit. C'était un cavalier qui faisait en quarante heures, sans débrider, le portefeuille attaché sur le devant de sa selle, le trajet de Madrid à Bayonne. Pour qu'il pût arriver pour la poste du lundi, il ne fallait pas le retarder même d'une demi-heure. Après m'avoir fait rédiger une dépêche très insignifiante sur les événements du jour, M. Bresson se mettait à l'œuvre après son dîner, et dans une lettre confidentielle qui n'avait jamais moins de huit ou dix feuilles très serrées, rendait compte à M. Guizot de ses conversations avec les ministres espagnols. Nous attendions, mes deux collègues et moi, en permanence de huit heures à minuit, l'envoi qu'il nous faisait de quart d'heure en quart d'heure de chaque feuille qu'il venait d'écrire et dont l'encre était à peine séchée. Pas une rature, pas un renvoi ; la lettre, écrite au courant de la plume, rendait la pensée avec une précision et une justesse qui ne laissaient rien ni à désirer ni à compléter. L'écrivain n'éprouvait aucun besoin de se relire pour être sûr de n'avoir rien oublié ou de n'avoir rien laissé échapper qui dût être rectifié. C'est un tour de force que je n'ai vu égaler par personne, et depuis près d'un demi-siècle que j'écris, je suis si loin de pouvoir y atteindre, que le souvenir m'en pénètre encore d'admiration.

Le sujet de ses lettres était varié : c'étaient le plus souvent

les incidents de la politique intérieure de l'Espagne, sur lesquels le gouvernement français avait encore la prétention traditionnelle depuis Louis XIV d'exercer une certaine action.

Quand je songe que nous nous croyions alors en droit de donner des conseils, de promettre notre appui et de faire craindre notre mécontentement, une triste comparaison fait apprécier tout ce que nous avons perdu en fait de considération et d'influence. Quel est aujourd'hui le gouvernement d'Europe qui permettrait à un ambassadeur de France de lui faire part du moindre avis, et tiendrait compte, soit de son approbation, soit de son blâme? Le plus petit canton suisse enverrait promener cet importun. Je ne me rappelle pas bien sur quoi portaient les conseils de M. Bresson, et si je m'en souvenais, tant d'événements divers ont eu lieu depuis lors, soit en France, soit en Espagne, qu'on ne trouverait aucun intérêt à revenir sur des faits absolument oubliés. A part le général Narvaez (et encore quel Français le connaît aujourd'hui?) et le général Serrano, que nous avons vu depuis lors dictateur, et dont la renommée commençait alors, tous les hommes politiques qui occupaient la scène à cette époque à Madrid ont disparu sans laisser de trace.

Mais, à travers ces péripéties assez insignifiantes de la politique espagnole, M. Bresson avait ordre de poursuivre un but qui paraissait plus considérable, qui l'était en effet, bien que l'intérêt en ait disparu, au moment où il a été atteint.

Il s'agissait de déterminer le choix de l'époux qui serait donné à la jeune reine, et de ce choix dépendait la question de savoir si la maison de Bourbon resterait en possession du trône dont l'acquisition, plus d'un siècle auparavant, avait coûté si cher à la France. Quand le Gouvernement du roi Louis-Philippe s'était décidé à reconnaître pour reine la fille de Ferdinand VII, contrairement aux prétentions de son oncle don Carlos, tout le parti légitimiste avait fait chœur pour lui reprocher de compromettre par cette adhésion toute l'œuvre de Louis XIV.

Il avait eu beau dire que la loi salique n'avait jamais existé régulièrement en Espagne, et que Louis XIV n'avait jamais songé demander à son petit fils de l'établir, le grief n'en subsistait pas moins, d'autant plus que l'Angleterre avait mis à nous imiter et même à nous devancer dans la reconnaissance de la succes-

sion féminine un empressement suspect, qui pouvait bien n'être pas complètement désintéressé. Elle n'avait pas de raison pour attacher le même prix que nous au maintien de nos alliances de famille.

Le moment était venu de voir si, en effet, on avait fait un métier de dupe et si la royauté de la branche cadette allait laisser périr entre ses mains une des conquêtes les plus appréciées et les plus chèrement payées de la branche aînée.

Le mariage de la jeune reine avec un prince de la famille de Bourbon était donc un point capital pour la politique du Gouvernement de Louis-Philippe, et en particulier pour M. Guizot, chaque jour accusé par toutes les oppositions réunies de ne savoir pas défendre, tantôt contre les puissances du Nord, tantôt contre l'Angleterre, les intérêts et la dignité de la France.

Il ne manquait pas de jeunes princes de Bourbon entre lesquels la Reine pouvait choisir ou du moins on pouvait choisir pour elle. Il y avait d'abord ses cousins germains, les fils des Infants, don Carlos ou François de Paule, puis les fils du roi Louis-Philippe lui-même, les ducs d'Aumale et de Montpensier qui étaient encore à marier l'un et l'autre. Ceux-ci eussent été assurément, pour toute sorte de raisons, entre autres, pour leurs mérites et leurs agréments personnels, de beaucoup les meilleurs partis, et je ne sais si au fond de l'âme leurs parents n'auraient pas été heureux de voir l'un d'eux si bien placé. Mais une grave difficulté diplomatique s'y opposait. L'Angleterre avait positivement déclaré qu'elle considérerait le mariage d'un prince français avec une reine d'Espagne dont il partagerait nécessairement le pouvoir, comme contraire aux renonciations réciproques stipulées dans le traité d'Utrecht, et en vertu desquelles toutes les branches de la maison de Bourbon régnantes en France avaient été exclues du trône d'Espagne, tandis que la branche appelée à régner en Espagne était déclarée inapte à régner jamais en France.

La prétention était plus ou moins fondée, et en tout cas, on aurait pu y répondre en offrant d'exiger du futur époux de la Reine une renonciation du même genre. Mais derrière cette argumentation se cachait une lutte d'influence qui n'avait jamais cessé d'exister entre les diplomaties anglaise et française sur le terrain de Madrid. Il n'y avait donc aucune espérance de faire accepter à l'Angleterre ce qu'elle appelait une infraction

aux traités, et ce qui en réalité eût été l'accroissement d'une influence rivale et la diminution de la sienne. Louis-Philippe, qui au début de son règne avait refusé la couronne de Belgique pour son second fils, le Duc de Nemours, afin de ne pas compromettre la paix de l'Europe, n'était pas d'humeur à sacrifier ce résultat qui était sa gloire en même temps que son intérêt, pour le plaisir de faire asseoir un autre de ses fils à côté du trône d'Espagne.

De bon accord, par conséquent, entre les ministres anglais et français, M. Guizot et lord Aberdeen, tous deux animés d'intentions pacifiques, et même entre le roi Louis-Philippe et la reine Victoria, on était convenu du compromis que voici. Le Roi renonçait absolument à toute prétention de marier un de ses fils avec la reine Isabelle, mais, en revanche, le Gouvernement anglais promettait son concours pour que le choix du mari à chercher ne sortît pas du cercle de la maison de Bourbon.

C'était à merveille pour tout le monde, excepté pour la personne la plus intéressée, c'est-à-dire pour la mariée elle-même, qu'on n'avait pas consultée, et si elle était trop enfant encore pour avoir un avis et former un vœu, elle avait une mère qui pensait et voulait pour elle. Or la reine Christine, en bonne mère, et il faut le dire aussi en bonne Espagnole, s'était mis en tête de tirer parti du mariage de sa fille, pour donner à son trône encore chancelant, — jouet depuis dix ans de l'esprit révolutionnaire, et mal vu par toutes les puissances du Nord qui refusaient de le reconnaître, — un appui sérieux de nature à le défendre contre ces divers dangers. Un prince français faisait très bien son affaire. C'était l'appui de la France assuré, et on faisait alors cas de la force qu'on nous supposait, et dont nous pourrions faire usage pour venir en aide à nos amis : mais un des petits princes espagnols ou napolitains n'apportait absolument rien en dot que sa personne, qui, d'après ce qu'on savait d'eux, de leur éducation et de leur mérite, ne pouvait être qu'une chétive acquisition.

La sage Christine, en Napolitaine de naissance, et Espagnole par alliance, savait à quoi s'en tenir sur chacun d'eux, et ne voulait entendre parler d'aucun. Quand on la pressait, elle laissait très bien entendre que, si on ne lui faisait pas venir de France le prétendant qu'elle préférait, elle irait en chercher un

en Allemagne, et probablement dans cette famille de Cobourg qui semblait avoir fait la spéculation de monter sur les trônes d'Europe par une suite de mariages, qui avait déjà donné un roi à la Belgique, et qui faisait souche de rois futurs en Angleterre et en Portugal. De telle sorte que la négociation dont M. Bresson était chargé pouvait se traduire à peu près dans ce dialogue. La France, plus ou moins sincèrement appuyée par l'Angleterre, offrait à la Reine une liste de dix à douze noms en lui disant : Voilà ceux que je vous permets d'épouser ; choisissez. La Reine répondait : Aucun d'eux ne me convient : donnez-moi un de ceux qui n'y sont pas, et que vous connaissez mieux que personne, ou j'irai chercher fortune ailleurs.

Tel fut le jeu très serré, qui fut suivi pendant toute l'année que je passai à Madrid. L'intérêt en était très grand, et ce qui y ajoutait encore, c'est que si on était à peu près sûr de la loyauté du ministre anglais, lord Aberdeen, très galant homme, incapable d'un double jeu, il n'en était pas de même de son représentant à Madrid, M. Henri Bulwer, frère du célèbre romancier. Celui-là n'était pas l'ami personnel ni le confident préféré de lord Aberdeen. Par ses relations politiques, il appartenait plutôt au parti opposé et faisait partie de la clientèle de l'ancien ministre whig, et anti-français par excellence, lord Palmerston. On l'avait conservé, par suite d'une de ces nécessités parlementaires qui ne sont pas le moindre des inconvénients du gouvernement constitutionnel. C'était d'ailleurs un homme de mœurs très corrompues et d'un caractère peu sûr. Enfin, à peine arrivé, il s'était laissé entourer par tous les hommes du parti vaincu, les révolutionnaires espagnols qui ne souhaitaient aucun bien ni à la France, ni à sa monarchie. Il était donc fort à craindre que l'appui qu'il avait ordre de nous prêter ne fût qu'apparent, et qu'à part lui, il envisageât sans crainte l'hypothèse où la reine Christine, serrée de trop près par la France, et cherchant à s'échapper du dilemme où nous voulions l'enfermer, viendrait à offrir sa fille à un cousin de la reine d'Angleterre. Il ne ferait certainement rien pour empêcher ce résultat, heureux encore si, sous main, il ne travaillait pas à l'amener. C'était donc un auxiliaire qu'il fallait surveiller de près, et qui pouvait manquer dans la main d'un moment à l'autre. La lutte diplomatique n'en était que plus piquante et plus féconde en incidents variés.

On sait, et j'aurai à rappeler tout à l'heure, comment elle a fini. Mais je ne restai pas à Madrid assez longtemps pour voir ce dénouement.

Mon séjour fut même plus court qu'il n'aurait dû l'être dans la pensée de ceux qui m'y avaient envoyé. J'eus le mauvais goût, dans le courant de l'année, de me faire avec M. Bresson une assez sotte querelle. Dire de quel côté fut le plus grand tort, je ne le saurais, en vérité, aujourd'hui. Sans doute, ses procédés à mon égard furent très répréhensibles, puisqu'il alla, — il en a convenu, — jusqu'à ouvrir, pendant une courte absence que j'avais faite de Madrid, une des lettres que j'adressais à mon collègue d'ambassade, Henri Mercier. Mais pour être tout à fait équitable, je dois bien convenir que je l'avais un peu poussé à bout par une attitude peu conforme à la subordination qu'on doit à un supérieur. Accoutumé à une confiance complète de la part de M. Guizot et de M. Desages, je ne pouvais prendre mon parti d'être tenu plus qu'à l'écart de certaines confidences. Puis je jugeais sévèrement certains traits de sa conduite, et je donnais à mes jugements la forme railleuse qui m'a toujours été trop habituelle ; et je ne songeais pas assez que dans les ambassades plus qu'ailleurs les murs ont des oreilles. Bref, nous en vînmes à des rapports si aigres et si tendus que je demandai à être rappelé, et il y consentit sans peine.

Je quittai l'Espagne dans les premiers jours de l'année 1845, sans avoir visité autre chose hors Madrid que Tolède, Aranjuez et l'Escurial. J'avais différé de jour en jour le voyage de Grenade et de l'Andalousie, et n'eus pas le temps de l'accomplir. Si ce fut la conséquence de ce que M. Thiers a appelé plus tard mon mauvais caractère, j'en ai été puni, car je regrette encore aujourd'hui de n'avoir pas emporté ce souvenir.

Je rapportais pourtant quelques résultats précieux de ce séjour un peu écourté. D'abord la vue d'un pays nouveau, le contact avec des étrangers qui n'ont ni les mêmes sentiments, ni, pour tout dire, les mêmes préjugés que ceux dont on a été imbu dès l'enfance, élargit toujours l'esprit et l'ouvre à des points de vue nouveaux. Puis j'avais fait deux amitiés précieuses dans la personne de mes deux collègues Decazes et Mercier qui m'avaient l'un et l'autre loyalement soutenu dans ma lutte contre l'ambassadeur. L'un de ces amis a été depuis

mon collègue au ministère, et notre affection, qu'aucune rivalité politique n'est venue altérer, n'a fini qu'à sa mort. Les révolutions m'ont momentanément séparé de Mercier, engagé au service de l'Empire et finissant par être l'ambassadeur de Napoléon III dans cette même ville de Madrid où nous avions fait nos premières armes. Mais quand la chute de l'Empire l'eut rendu à son tour à la vie privée, nous nous sommes rencontrés, rapprochés, et j'ai pu lui serrer plusieurs fois cordialement la main pendant la longue et douloureuse maladie qui l'a enlevé. Lui et Decazes ont fini à deux mois de distance la même année. C'étaient deux cœurs généreux, et, à des degrés différents, deux esprits distingués.

Je rapportais aussi de ce séjour en Espagne la connaissance assez intime de deux autres aimables Français qui ont brillé tous deux depuis dans des carrières différentes, mais qui étaient alors, ainsi que moi, au début de la vie. L'un était Édouard Thouvenel, entré comme moi dans la diplomatie et arrivé déjà à peu près au même grade.

Je l'avais connu au ministère des Affaires étrangères, où il faisait partie de la même direction politique que moi, mais je ne sais pourquoi nous ne nous étions guère rapprochés. Il vint faire le voyage d'Espagne pendant que j'y étais, et passa quinze jours à Barcelone pendant que l'ambassade s'y était transportée pour suivre les deux reines qui y venaient prendre les bains de mer. Nous nous y liâmes alors très intimement. Il avait le sentiment littéraire très développé, ce qui manquait un peu à mes compagnons d'ambassade, et ce dont, avec l'éducation que j'avais reçue, j'avais quelque peine à me passer. Nous nous mîmes à lire ensemble des poèmes anglais et espagnols, et en particulier, je me rappelle, les passages de *Childe Harold* et du *Don Juan*, de lord Byron, qui contiennent les descriptions des mœurs et des paysages d'Espagne. J'ai gardé de ces lectures communes faites en présence d'une très belle nature, par des jours d'une pureté splendide, le plus agréable souvenir.

Souvent nous allions achever la journée et passer la soirée à bord d'un petit brick français appelé le *Palinure*, qui était à l'ancre dans le port, pour le service de l'ambassade. Ce petit navire était commandé par un jeune officier, fils d'un vieil amiral, collègue de mon père à la Chambre des pairs, M. Jurien de la Gravière. Lui aussi avait des goûts très prononcés de litté-

rature : ce qui, avec un grand charme de manières, rendait son commerce très agréable. Que de conversations nous fîmes alors tous les trois sur le pont du *Palinure*, par d'admirables nuits étoilées, jusqu'à des heures très avancées de la nuit. Jurien avait à son bord l'amiral son père qui était venu lui faire visite, et celui-là n'était pas le moins intéressant à entendre. Engagé dans la marine avant la Révolution, il avait fait partie de l'expédition du *d'Entrecasteaux* que Louis XVI envoya à la recherche de La Pérouse. C'était un vieillard de la plus aimable humeur. Il était intarissable en récits très intéressants sur la marine de l'Ancien Régime, et les vicissitudes de sa transformation pendant la Révolution et sous le premier Empire.

Nous nous séparâmes, Thouvenel, Jurien et moi, devenus amis très intimes, et promettant, — ce que nous avons fait effectivement pendant plusieurs années, — de rester en correspondance, sur quelque point et à quelque distance les uns des autres que nous portât le hasard des carrières voyageuses que nous avions à suivre. Mais la politique ici encore est venue nous séparer. Thouvenel a suivi, sous l'Empire, la carrière de la grande ambition. Il a été ambassadeur, ministre, sénateur, puis disgracié pour avoir, dans les difficultés de la question romaine, dépassé de quelques lignes la mesure exacte dans laquelle il convenait à Napoléon III de servir l'Italie aux dépens du Pape. Relégué dans une véritable sinécure, la dignité de grand referendaire du Sénat, il est mort de ce que les Anglais appellent par une expression tout à fait appropriée : *a broken heart*, la maladie de cœur qu'engendre un grand chagrin d'amour ou d'ambition trompée. Quant à Jurien, il a suivi plus paisiblement sa carrière de marin, dont il occupe encore aujourd'hui le grade le plus élevé. La politique est venue pourtant le chercher un jour, où il a eu à conclure, aux débuts de la fatale expédition du Mexique, une convention qui aurait épargné à la France une humiliation et des désastres, mais qui n'a pas été ratifiée. Il avait pris, avec un peu trop de modestie peut-être, son parti de ce désaveu, dont l'Empereur l'a consolé en le mettant comme aide de camp dans son intimité. A travers ces vicissitudes, il est resté fidèle à la littérature, il a beaucoup écrit, et ses vingt-cinq ou trente volumes l'ont conduit à l'Académie, où je suis heureux de le retrouver, quoique j'aie de la peine à reconnaître en lui le brillant officier du *Palinure*.

Il en dit probablement autant de moi, qui ne ressemble plus guère au jeune secrétaire d'ambassade de Barcelone.

Parmi les Espagnols, je fis aussi quelques connaissances dont j'ai gardé le souvenir. Je vis assez familièrement Donoso Cortès, alors jeune littérateur assez brillant, mais nullement touché de la grâce et ne se préparant pas à devenir l'espèce de prophète qu'a fait de lui une école religieuse un peu étroite de France, et le Jérémie du XIXe siècle qui devait déplorer en termes éloquents la corruption de la société moderne. Je vis de près aussi deux hommes qui avaient joué un grand rôle dans la guerre héroïque soutenue par la nation espagnole pour son indépendance : Castaños, celui qui avait fait honteusement capituler le général Dupont, dans les montagnes de l'Andalousie, et qui portait en raison de ce souvenir le titre de duc de Baylen et Palafox, le héros de la résistance désespérée de Saragosse. Le premier était un aimable homme, modeste, simple dans ses mœurs, n'ayant pas l'air de se douter ni de vouloir convenir qu'il était en réalité le Wellington de l'Espagne, et le premier qui eût fait reculer la fortune jusque-là invincible des armes françaises. Il avait un tour d'esprit doucement et finement railleur, qui rappelait bien la réponse qu'on lui prête quand le général Dupont, se rendant à lui, lui dit avec emphase : « Général, je vous remets une épée illustrée par bien des combats. — J'en suis d'autant plus aise, répondit-il, que pour moi, c'est la première fois que la mienne sert à quelque chose ! » Comme indépendamment du titre de duc, on ne lui avait assuré que des pensions très irrégulièrement payées, il vivait dans une gêne voisine de l'indigence et très noblement supportée. Quant à Palafox, soit que l'âge eût affaibli son intelligence, soit qu'elle n'eût jamais été à la hauteur de son caractère, c'était un vieillard morne et silencieux, dont je n'ai jamais pu tirer une parole qui valût la peine d'être écoutée.

Mais la plus intéressante des connaissances que j'eus occasion de faire, bien que je fusse loin alors de me douter que j'en devais garder le souvenir, c'était celle d'une jeune fille de dix-huit ans, qui devait, moins de dix ans après, devenir la souveraine de la France. Eugénie de Teba était la fille de la comtesse de Montijo, Anglaise de médiocre naissance, épousée par un grand d'Espagne, pour sa beauté et pour sa fortune, et qui tenait à Madrid le seul salon où l'on fût reçu à l'euro-

péenne. Dans toutes les autres maisons, même appartenant aux plus nobles et aux plus riches, il n'y avait jamais rien qui ressemblât à une soirée comme nous l'entendons. On se réunissait quelquefois le soir, dans une chambre mal éclairée, faisant cercle autour d'un brasero très peu échauffé. L'obscurité et le froid portant au sommeil, à peine si on échangeait de loin en loin quelques paroles. C'était le matin, au soleil, sur la Puerta del Sol, ou au Prado, que la verve ou la grâce qui ne manquent pas en Espagne se montraient à leur avantage. Chez Mme de Montijo on retrouvait les habitudes de Londres ou de Paris, et ses deux filles, dont l'une, la duchesse d'Albe, venait de se marier, aidaient très bien leur mère à faire bon accueil aux étrangers. Chose singulière : la jeune Eugénie, que sa beauté devait placer sitôt après sur un trône, passait alors pour la moins agréable des deux.

La couleur rousse de ses cheveux lui faisait tort : on n'avait pas alors réhabilité contre un injuste dédain cette nuance dont les peintres italiens ont tiré souvent si bon parti. Mais si sa figure n'était pas justement appréciée, en revanche, sa conversation vive et piquante lui avait déjà fait une réputation. On la trouvait bien un peu libre dans ses manières, si non dans ses propos, et visant à une originalité un peu inquiétante. Rien ne donnait moins l'idée du caractère qu'elle devait montrer plus tard, supportant, sans être trop éblouie ni enivrée, une grandeur inespérée, toujours convenable, bien que frivole dans ses jours de prospérité, digne et courageuse dans le malheur. Je sais qu'elle n'a jamais oublié les relations, pourtant assez peu intimes, que nous avions eues : elle les a rappelées à mon frère qu'elle rencontra à Toulon comme lieutenant de vaisseau, sur un bâtiment qu'elle visitait comme Impératrice. L'Empereur aussi me recevant, quand je lui fus présenté par l'Académie, fit allusion à ce souvenir. Il ne me dit pas, par exemple, si elle se rappelait que nous avions figuré ensemble, un soir, chez sa mère, dans un tableau vivant, où je faisais à côté d'elle, je ne sais plus quel personnage, et que je remarquai alors que sa chevelure dorée, loin de lui nuire, la faisait ressembler à une des beautés de Raphaël et de Titien.

Je ne revins à Paris, dans le mois de janvier 1845, en quelque sorte que pour toucher barre. Je n'y étais pas depuis quelques semaines qu'une nouvelle mission, bien autrement inté-

ressante pour moi que la première, m'était assignée par M. Guizot. Je dus accompagner mon père à Londres où il se rendait chargé de faire reviser les conventions qui donnaient aux marines anglaises et françaises le droit réciproque de visiter dans les parages voisins des côtes d'Afrique, les bâtiments de commerce des deux nations.

On sait, et toutes les histoires du temps rapportent ce que c'était que cette question du droit de visite qui a joué dans les discussions parlementaires et diplomatiques d'alors un rôle très disproportionné à son importance. C'était le résultat d'une entente établie, d'abord entre l'Angleterre et la France, et ensuite entre la plupart des gouvernements de l'Europe, pour la répression de l'infâme trafic de la traite des noirs. Les commerçants criminels qui se livraient à cet odieux négoce, pourchassés par les croiseurs des différents pays, avaient ordinairement la précaution de se munir de différents pavillons et de plusieurs séries de faux papiers de bord, afin d'échapper ainsi à la surveillance et à la répression de chaque nation en particulier. C'était afin de tromper cet artifice que les divers gouvernements s'étaient mis d'accord pour se donner un droit réciproque de visite sur les bâtiments de commerce les uns des autres. Les traités consacrant cette faculté existaient en 1841 depuis dix ans déjà et s'exécutaient sans avoir donné lieu à aucune réclamation quand M. Guizot eut la malencontreuse idée, sur la demande du gouvernement anglais, de les renouveler par une convention nouvelle qui étendait sur certains points les dispositions antérieurement accordées. La convention était déjà signée par le ministre anglais et l'ambassadeur de France, quand elle fut violemment dénoncée à la tribune française par M. Billault, représentant de la ville de Nantes, comme sacrifiant l'honneur du pavillon et les intérêts du commerce français. L'opinion publique très montée contre l'Angleterre, depuis la malheureuse issue de l'affaire d'Égypte en 1840, fit écho à l'orateur nantais, et l'opposition exploita avec passion ce nouveau grief contre M. Guizot. Bref, il n'y eut pas moyen de ratifier la convention nouvelle et M. Guizot fut obligé de se refuser de faire honneur à la signature de son ambassadeur.

C'était une grave infraction aux règles diplomatiques, la réserve de la ratification n'ayant, en principe, d'autre motif

que l'intérêt de s'assurer si l'ambassadeur n'a pas dépassé ses instructions et excédé ses pouvoirs, et ne constituant nullement pour un gouvernement le droit de s'affranchir des obligations régulièrement contractées par son représentant. Le Gouvernement anglais, représenté alors par lord Aberdeen, qui entretenait avec M. Guizot des rapports d'affection presque personnelle, désireux d'ailleurs très sincèrement de maintenir de bonnes relations avec la France, s'était pourtant prêté d'assez bonne grâce à cette dérogation aux usages. Mais l'opposition française, loin d'être calmée, fut excitée encore au contraire par ce succès et demanda ou plutôt exigea quelque chose de plus ; elle déclara qu'elle ne se tiendrait pas pour satisfaite, si elle n'obtenait pas l'abrogation des conventions antérieures, régulièrement et pacifiquement existantes depuis des années : et bon gré, mal gré, tout en demandant du temps pour arriver à ce résultat sans déchirer les traités par la force, M. Guizot fut obligé de le promettre.

C'était cette parole, donnée depuis deux ans déjà, et qu'on sommait toujours de tenir, que mon père était chargé d'aller dégager à Londres. La mission que le gouvernement anglais avait consenti à accueillir, sans pourtant s'engager à l'écouter jusqu'au bout, consistait à rechercher avec un commissaire anglais quelque moyen d'assurer efficacement la répression de la traite tout en renonçant à l'usage du droit de visite. Ce qui rendait cette négociation particulièrement difficile, c'est que, si M. Guizot agissait contraint et forcé par la Chambre française, et défendant sa position contre les attaques acharnées de ses adversaires et les défaillances de ses propres amis, la situation de lord Aberdeen était à peu près pareille, et il n'était guère plus à l'aise. Lui aussi avait affaire à des ennemis politiques très acharnés, et peu bienveillants pour la France, — il suffit de nommer lord Palmerston, — tout prêts à lui reprocher ses faiblesses, et à exciter contre lui l'orgueil anglais, tout aussi inflammable que la vanité française, et parmi ses amis figurait ce qu'on appelait le parti des saints, c'est-à-dire des protestants dévots, très zélés pour la répression de la traite des noirs, et ayant fait de l'abolition de l'esclavage et de ses conséquences, un point d'honneur en même temps qu'un cas de conscience.

Il fallait donc négocier sous le feu à chaque instant croisé

des tribunes anglaises et françaises, et ayant pour unique point d'appui la bonne volonté réciproque de deux ministres, qui pouvaient l'un et l'autre être renversés à tout moment par un vote parlementaire; et, quand on songe qu'un faux pas, ou seulement une mesure mal comprise à Londres ou à Paris pouvait mettre deux grandes nations aux prises et le feu à l'Europe, je ne crois pas que jamais négociation ait été à la fois plus complexe et plus délicate.

Mon père avait été choisi par M. Guizot comme négociateur, et facilement agréé par le gouvernement anglais non seulement en raison de sa grande situation politique, et de ses anciennes relations avec les principaux personnages politiques de Londres, mais surtout parce que ses travaux sur l'abolition de l'esclavage, et son dévouement connu à cette grande cause, servaient de garantie au parti des *Saints*, et les rassuraient contre la pensée que l'intérêt des noirs pût être sacrifié à des considérations politiques. Il était de plus, lui-même, l'auteur d'une des conventions qu'il s'agissait de résilier. On ne pouvait le soupçonner de travailler sans motif grave à détruire son propre ouvrage.

Le commissaire avec lequel on l'aboucha était un docteur Lushington, jurisconsulte considérable et cher aussi à tous les abolitionnistes. C'était un brave homme, à courtes vues, dont le zèle religieux ne tenait nullement du fanatisme, et nous ne fûmes pas longtemps à nous apercevoir que, désireux pour plus d'un motif de plaire à son gouvernement, il ne demandait pas mieux que d'entendre raison, pourvu qu'on lui dorât un peu la pilule, et qu'il pût la passer ainsi dorée à ses confrères en Dieu et en anti-esclavagisme.

Dans ces conditions, la négociation fut vraiment assez amusante. Nous nous rendions tous les jours mon père et moi au palais de Saint-James où nous rencontrions notre docteur escorté, comme l'était mon père lui-même, de son jeune fils. On était convenu de faire comparaître devant la Commission des officiers des deux marines ayant vécu et navigué sur les côtes d'Afrique, pour s'enquérir auprès d'eux et des résultats de l'exercice du droit de visite, et des moyens qu'on pourrait inventer pour y suppléer. Des officiers anglais, nous ne pûmes rien tirer du tout. Ils avaient exécuté leur consigne, étaient prêts à le faire encore, prêts aussi à y renoncer, répondant à

toutes les questions par oui et par non, et incapables d'inventer un expédient et de nous fournir une idée.

Tout autres étaient les officiers français, pleins de feu, pleins d'entrain et pleins de discours ; racontant ce qu'ils savaient, et peut-être y ajoutant ce qu'ils ne savaient pas, vantant ce qu'ils avaient fait, et peut-être ce qu'ils n'avaient pas fait et suggérant plus d'un moyen, bon ou mauvais, d'atteindre le résultat auquel ils voyaient qu'on attachait un prix suffisant pour leur savoir gré d'y avoir concouru. Jamais la différence spécifique de deux nations ne fut plus évidente. Le plus brillant, le plus loquace, et le plus ingénieux de tous, ce fut le jeune capitaine Bouët-Willaumez, depuis lors chef d'état-major de la flotte de Crimée, amiral et tout à fait au premier rang dans sa carrière.

Il enleva véritablement la Commission, et ce fut grâce à lui que nous pûmes conclure une convention dont je ne me rappelle bien ni les termes ni même l'esprit.

Il s'agit, je crois, de substituer au droit de visite, un accord pour travailler en commun à conclure des traités avec les principaux chefs noirs de la côte d'Afrique, afin de les faire renoncer à l'exercice de la traite. La convention devait durer cinq années, au bout duquel laps de temps on verrait si elle avait produit les fruits qu'on en attendait. A l'expiration de ces cinq années, le Gouvernement de Louis-Philippe n'existait plus et je ne sais ce qui est advenu de la convention.

Bien nous en a pris cependant qu'elle ait pu être signée cette année-là ; car six mois seulement après, toute la face des affaires politiques en Angleterre avait changé ; le ministre ami de la France et de M. Guizot avait quitté la place, et nous nous serions trouvés en face d'un adversaire malveillant et ne cherchant que plaies et bosses, tel que lord Palmerston. Les mois que nous passâmes à Londres, en effet, furent les derniers de l'existence paisible du grand ministère conservateur que présidait l'illustre Robert Peel. On sait que ce grand homme d'État, ce *leader* parlementaire sans pareil, après avoir vu son parti, le vieux parti tory des Pitt, des Castlereagh et des Wellington, à peu près anéanti par le bill de réforme électorale de 1831, avait repris courageusement et mené à fin la tâche de reconstituer une majorité conservatrice sur le terrain électoral ainsi renouvelé. Il ne lui avait pas fallu moins de dix ans d'effort et

d'habileté pour venir à bout de ce tour de force patriotique, et il y avait alors quatre ans écoulés depuis qu'il avait pu revenir à la tête de l'État, avec un Cabinet composé d'hommes politiques et d'orateurs presque tous de premier ordre, dignes de le comprendre et de le seconder.

On aurait donc pu croire que l'atteinte portée par le bill de réforme à la vieille constitution sociale de l'Angleterre était réparée et que le seul effet avait été de donner aux intérêts conservateurs une base plus large et plus solide. Extérieurement même on n'apercevait aucune différence sensible avec l'*Old England*, telle que Montesquieu et Voltaire nous l'avaient fait connaître : il semblait que ce fût encore la terre classique et l'asile privilégié de l'aristocratie. Il n'en était rien, le coup avait pénétré plus profondément, et on l'a bien pu voir par les pas rapides que l'Angleterre a faits depuis lors sur la pente démocratique. Mais où le changement déjà le plus sensible s'était opéré c'était dans l'état d'esprit du chef du parti conservateur lui-même. Avec le sens politique qui avait toujours été sa qualité principale, Robert Peel avait compris que parmi les doctrines qui avaient fait *le Credo* de l'ancien parti tory et les institutions qu'il regardait comme son rempart, il en était qui avaient péri sans retour. La religion d'État exclusive et intolérante fondée sur la haine du papisme avait fait son temps, de même la protection appliquée à l'agriculture et aboutissant, dans un pays qui ne fournit pas assez de blé pour sa subsistance, à créer un véritable privilège pour la propriété foncière.

Il avait ainsi adopté, sans le dire, la plus grande partie des principes qu'il avait combattus depuis sa jeunesse, et au nom desquels il était arrivé au pouvoir, et il essayait de faire passer insensiblement dans l'esprit de ses amis l'évolution qui s'était opérée dans le sien. Ce travail d'abord inaperçu commençait à être visible, et causait une sourde rumeur et un mécontentement encore latent dans les rangs du parti qui avait vu en lui son sauveur et en venait à se douter qu'il avait peut-être à faire à un renégat ou tout au moins à un déserteur.

C'était très curieux à observer, il y avait là un dessous des cartes parlementaires dans lequel je pus pénétrer grâce aux relations de mon père avec les membres du parti libéral, qui s'étonnaient et s'amusaient des avances ainsi faites à leurs idées

par le chef de leurs adversaires, et du trouble qui en résultait dans les rangs de son armée.

J'entendis à ce sujet les conversations les plus intéressantes, soit à dîner chez le vieux marquis de Lansdowne et chez le célèbre Brougham, soit à un déjeuner périodique qui avait lieu chaque semaine chez le professeur Hallam, l'un des docteurs constitutionnels les plus renommés et où je rencontrai plus d'une fois l'illustre Macaulay dépeignant avec une verve intarissable le rôle original et souvent comique de cette situation.

J'en eus même le spectacle donné tout à fait sur le grand théâtre et par les premiers sujets dans une représentation parlementaire. Ce fut à l'occasion d'un bill présenté par le Cabinet pour accorder une subvention au séminaire catholique de Maynooth. La raison alléguée pour cette largesse, jusque-là sans exemple, était la nécessité de faire quelque chose pour adoucir les ressentiments de la nation irlandaise contre la domination anglaise (par parenthèse, on a fait bien davantage depuis lors, et on n'y a guère réussi).

Mais rien ne pouvait être plus contraire aux sentiments et aux préjugés du parti ministériel. On avait déjà eu bien de la peine à lui faire accepter l'émancipation des catholiques qui les avait relevés d'une incapacité séculaire. Mais aller jusqu'à donner au clergé de la *Grande Babylone* une part dans les revenus publics, c'était l'abomination de la désolation. Rien ne fut plus curieux que ce débat, où Peel avait plus à faire à ses amis qu'à ses adversaires.

Rien de plus habile et de plus éloquent que son discours, et sa péroraison faisant appel à l'union de tous les sujets britanniques, en face de dangers qui pouvaient venir de l'étranger, m'est restée dans la mémoire comme un des morceaux les plus élevés et les plus vibrants d'éloquence que j'aie jamais entendus. Il eut encore l'autorité suffisante pour entraîner ce jour-là, bon gré mal gré, sa majorité à sa suite... Mais auparavant, il avait eu l'ennui d'entendre Macaulay, dans un discours très véhément bien qu'évidemment très préparé, lui reprocher ses palinodies et rire de ses embarras. Celui-là me fit moins d'impression : son rude accent écossais, et son débit saccadé, qui ressemblait au bruit d'un piston de machine à vapeur, étaient désagréables ; de plus, il était évident qu'il était plus occupé de l'effet littéraire que du résultat politique de son discours. Aussi

l'écoutait-on avec curiosité, mais sans émotion, comme un professeur ou un prédicateur en chaire. La séance se prolongea jusqu'à cinq heures du matin. C'était encore l'usage, qui vient, m'assure-t-on, de disparaître, de veiller toute la nuit. Nous étions au mois de mai. Quand je sortis, les premiers rayons du jour commençaient à dorer les flèches de la vieille abbaye de Westminster qui fait face aux bâtiments où se tient la Chambre des communes. Cette nuit m'a laissé un long souvenir. Je rentrai plein d'enthousiasme pour les triomphes de l'éloquence et les émotions des luttes parlementaires. Je n'avais pas besoin de cette excitation.

Je ne sais si je me trompais, et si la connaissance que j'avais des débats intérieurs de la majorité conservatrice ne me faisait pas donner de fausses interprétations à des indices en réalité sans valeur, mais il me semblait apercevoir des traces de ce dissentiment même dans les réunions purement mondaines où, en ma qualité d'attaché à la mission de mon père, j'étais invité, et où je trouvais souvent le cabinet tout entier réuni. Je croyais voir que, dans les soirées aristocratiques, Peel était déjà mal vu et secrètement mal à l'aise. Son origine, on le sait, n'avait rien de nobiliaire, il était le fils d'un grand industriel, enrichi par son travail; mais ce n'était pas le premier exemple donné par l'aristocratie anglaise d'un accueil libéral et intelligent, fait à un homme nouveau dans ses rangs. Ce n'était même pas le premier qu'elle eût eu le bon esprit de mettre à sa tête, et Canning, fils d'une actrice, était parti de bien plus bas. Les impertinences de nos marquis pour les parvenus ont toujours été, m'a-t-on dit, inconnues en Angleterre, et de même, les susceptibilités envieuses et ombrageuses qui rendent, même encore aujourd'hui, les relations de la bourgeoisie avec l'ancienne noblesse toujours difficiles. Peel aurait donc dû se trouver parfaitement à sa place à la tête d'un parti dont il était l'honneur, et qui se rangeait derrière lui avec autant de docilité que de reconnaissance. Et cependant, il y avait dans son attitude, au milieu de ce grand monde qui lui faisait fête, quelque chose de gauche, d'emprunté et dans son regard je ne sais quoi de maussade et de malveillant. S'il eût été Français, j'aurais juré qu'il souffrait de n'être pas l'égal par la naissance de ceux dont il était devenu le supérieur par le talent. Je retrouvais en lui l'apparence de cette vanité et de

cette morgue bourgeoises que je croyais avoir laissées de l'autre côté de la Manche. Et d'autre part, je croyais bien aussi avoir surpris sur son passage quelques regards moqueurs et quelques chuchoteries à voix basse qui n'indiquaient pas que ses nobles hôtes ou ses élégants convives le regardassent tout à fait comme un des leurs. Une fois, entre autres, j'en suis certain, ce fut le plus éloquent après lui de ses collègues, lord Derby, — alors lord Stanley, le père de lord Derby actuel, — qui fit remarquer devant moi (je crois même parlant à ma personne) que Peel, dans un salon, ne se tenait pas absolument comme tout le monde.

Le résultat de mes observations fut que, lorsque six mois après, on apprit que Peel rompait en visière à ses amis, en proposant l'abolition des lois sur les céréales et qu'une scission profonde et violente s'opérait dans le parti conservateur, cette nouvelle ne me causa aucune surprise. Je ne fus pas étonné davantage quand je sus que, tandis que la plupart des membres de son cabinet le suivaient dans cette volte-face, lord Stanley refusait de s'y associer, et recueillait ainsi l'héritage de la direction du parti si tristement découronné! Enfin mes soupçons sur les sentiments intimes de cet homme illustre se sont trouvés confirmés par la clause de son testament qui a interdit à son fils d'accepter jamais la pairie. Le premier et le plus grand des deux Pitt avait fini sous le nom de lord Chatam. La pairie avait été déposée sur la tombe de Canning, et personne n'avait trouvé que son fils manquât à sa mémoire en l'acceptant. Le sentiment qui a dicté cette dernière volonté de Peel était donc absolument nouveau, et ce dédain un peu affecté pour la première des dignités de son pays, ce plaisir à en affirmer le néant, montre que le sentiment démocratique avait déjà pénétré dans cette grande âme, non pas sous sa forme et avec ses aspirations les plus élevées. Je ne m'étais pas absolument trompé.

Une autre observation qui ne m'a pas déçu davantage, — mais cette fois j'y fus aidé par mon père, — me fit découvrir ce que peu de personnes savaient alors, et ce qui a été révélé depuis lors avec une publicité un peu indiscrète : l'empire, à peu près absolu, que le prince Albert exerçait déjà sur la Reine, dont il semblait par son attitude être plutôt le premier chambellan que le mari. Cette situation d'un mari placé au-dessous de sa femme, et faisant le ménage pendant qu'elle

gouverne, était si étrangère à nos habitudes que je n'en avais aperçu jusque-là que le côté ridicule. Mais plus d'un indice nous avertirent bientôt, mon père et moi, qu'en réalité l'intimité des deux époux était politique tout autant que domestique, et que le Prince, maître chez lui, l'était par là même partout où la constitution anglaise permet à la royauté de se faire écouter et obéir. Il savait tout et décidait de tout. Aussi, un soir, rentrant d'un dîner à Buckingham Palace, où mon père avait causé avec la Reine et lord Aberdeen, le prince restant tout le temps en tiers, mon père me dit : « Je crois que je viens de faire un coup de maître. » Il s'agissait de faire comprendre à la Reine et au ministre l'incident de notre séance de la commission de ce matin, — je ne sais plus de quel détail il était question, — et je me suis adressé tout le temps au prince Albert, comme si je ne doutais pas qu'il ne fût au courant de tout et qu'en définitive, ce fût son opinion surtout qu'il m'importait de connaître et son avis que je voulais suivre. J'ai vu sur le visage de la Reine que je ne pouvais lui faire de plus adroite flatterie. »

On a vu depuis combien la confiance de la Reine était bien placée, et combien son cœur avait bien guidé son jugement. Mais alors, il aurait été difficile de deviner un esprit supérieur sur la physionomie de ce jeune homme un peu bellâtre, et dont les traits, d'une régularité assez fade, n'étaient relevés par aucune vivacité d'expression.

J'eus quelque mérite à faire toutes ces observations avec assez de sang-froid pour en avoir gardé la mémoire, car pendant cette mission de mon père qui ne dura pas beaucoup plus de deux mois, le plus grand événement de ma vie se décidait, celui qui m'a donné d'abord la plus grande somme de bonheur, puis causé les plus douloureux déchirements, et laissé le plus profond regret. Mon mariage avec Mlle de Béarn, déjà prévu au moment où mon père partait pour Londres, arrêté, en son absence, pendant un rapide voyage que je fis avec son consentement, devait se conclure à son retour, et fut célébré, en effet, le 19 juin de cette année. Cette union n'avait d'abord été, suivant l'usage français, qu'une affaire de convenance discutée entre des amis et des parents, puisque je n'étais pas connu de Mlle de Béarn, et que je ne l'avais moi-même jamais rencontrée, et j'eus même quelque peine à obtenir que nous puissions nous

voir deux ou trois fois dans une maison amie, avant d'être engagés l'un envers l'autre. Mais ces deux ou trois fois avaient suffi pour faire naître des deux parts un attrait réciproque qui ne nous trompait pas sur l'affection plus vive que nous devions concevoir, dès que nous nous serions mieux connus.

Cette affection si prompte à naître a pourtant duré quinze ans sans qu'un nuage ou même une ombre soient jamais venus l'altérer. Aux premiers entraînements de la jeunesse ont succédé la confiance la plus entière, une sympathie complète sur les sujets les plus élevés et les plus graves, l'union enfin du fond même de l'intelligence et de l'âme.

Le jour qui m'a enlevé cet ange, qui était la lumière de ma vie, en a fini pour moi avec tout ce qui peut porter, en ce monde, le nom de bonheur. A cette douleur qui se renouvelle, toutes les fois que ma pensée se reporte à ce passé évanoui, se joint un regret qui, pour être moins vif, n'en est pas moins aussi très sensible; c'est que la rare distinction de cet être que Dieu avait comblé de ses dons n'ait pas été aussi appréciée, et n'ait pas laissé après sa mort autant de souvenir que si elle était restée quelques années de plus sur la terre. Sa grande beauté faisait l'admiration de tous, et on lisait toute la perfection de sa nature morale et dans la pureté de ses traits et dans l'élévation de son regard. Mais une extrême timidité, qui était une vraie souffrance dont rien n'avait pu la délivrer, ne lui a pas permis de prendre dans une société, comme celle où je la faisais vivre, et où la valeur intellectuelle était mise au-dessus de tout autre, toute la place qui lui appartenait. La timidité est contagieuse, on se tient involontairement à une certaine distance des personnes timides, et on éprouve malgré soi quelque chose de l'embarras qu'on leur cause.

Pauline triomphait pourtant déjà de cette réserve que l'on prenait souvent pour de la froideur, et elle aurait achevé de la vaincre quand serait venu le devoir de guider ses enfants dans le monde et d'assister son mari dans les épreuves de la vie publique. Mais c'est à la sortie de la première jeunesse que l'a atteinte le mal cruel auquel nous l'avons disputée quatre années et qui a fini par nous l'enlever. Ses enfants étaient trop jeunes quand ils l'ont perdue pour se rappeler d'elle autre chose que sa tendresse. Je puis dire tristement que je suis le seul à me la représenter telle qu'elle était, et à voir encore son

image planer au-dessus de ce beau lieu de Broglie, où je l'amenai dès le jour même de mon mariage, et où nous avons passé depuis lors de si heureuses, mais trop courtes années.

Après ces quelques jours passés à Broglie, je profitai de ce qu'aucun poste fixe ne m'était assigné dans la diplomatie pour faire avec ma jeune femme un voyage de quelques mois en Italie. Nous allâmes directement à Rome par la voie de mer qui était alors la plus directe, faisant escale seulement à Gênes et à Livourne, pour débarquer à Civita-Vecchia.

Ma disposition d'âme était très différente de celle qui avait assombri quelques années auparavant mon premier passage en Italie. Sept années, — de dix-sept à vingt-quatre ans, — amortissent l'amertume des plus vives douleurs, et sans perdre le souvenir de ma mère, j'avais le sentiment d'avoir fait un choix digne d'elle, et qu'elle aurait approuvé. Je me livrais donc sans contrainte à une vivacité d'impression qui était accrue encore par le spectacle de la joie presque enfantine de ma femme. La saison aussi était bien plus favorable. J'avais vu l'Italie à travers les brumes de l'hiver, je l'avais abordée en franchissant des torrents grossis par un déluge de pluie. Nous débarquions, cette fois, en pleine terre méridionale par un soleil éclatant du mois de juillet qui, pendant les six semaines que nous dûmes rester à Rome et à Naples, ne nous fit pas défaut un seul instant.

Cet éclat de l'Italie, sous la lumière de l'été, était alors à peu près inconnu des habitants du Nord, même de l'humeur la plus voyageuse. Ce n'était pas la coutume de visiter l'Italie pendant l'été. On craignait la fatigue de la route par les chaleurs caniculaires et la réputation d'insalubrité de la campagne de Rome; et il était si difficile de revenir une fois arrivé, qu'on ne se décidait à un si grand déplacement que dans une saison où l'on croyait pouvoir séjourner quelques mois de suite. J'eus donc un moment de surprise et d'enchantement en retrouvant Rome et Naples transformées par cette splendeur éblouissante. Je croyais ne les avoir jamais vues, et, aujourd'hui que tout est facile, je conseillerai toujours à ceux qui voudront faire connaissance avec l'Italie, de commencer par la voir au cœur de l'été. A toute autre époque, ce n'est pas vraiment l'Italie qu'on voit.

Notre course était pourtant trop rapide pour que cette fois, pas plus que la première, je pusse visiter, en fait de monu-

ments, d'églises, de musées, et de points de vue, autre chose que ce que tout le monde est obligé de voir. C'est l'année suivante seulement que, rappelé à Rome comme secrétaire d'ambassade, et y faisant un séjour qui dura plus de deux ans, j'ai pu découvrir tout ce qui se cache de richesses enfouies dans cette terre privilégiée, et y laisser pour jamais attachée une partie de mon cœur.

Ce fut cependant ce premier séjour qui m'amena naturellement au second : car c'est à mon retour à Paris, après ces quelques semaines d'excursion, que je demandai à M. Guizot de me placer à Rome auprès de M. Rossi, qui y représentait la France, comme ministre, et bientôt après comme ambassadeur. Je dois convenir que le goût des arts et de la nature ne fut pas le seul motif qui me fit demander cette faveur. La politique, qui s'était rendue maîtresse de mon intelligence, ne perdait jamais ses droits, et j'avais laissé à Rome une situation curieuse que j'étais désireuse de suivre et d'étudier. Je ne me doutais pourtant pas des surprises qui m'y étaient réservées.

Je viens de nommer M. Rossi, et, bien que cet homme célèbre ait dû à sa mort héroïque une juste renommée, il a été si loin cependant, dans sa vie traversée par tant d'orages et brusquement finie, de se faire connaître tout entier, et, suivant une expression fameuse, *de remplir tout son mérite*, que j'éprouve une certaine satisfaction à lui rendre ici, — même dans cet écrit obscur que personne peut-être ne sera appelé à lire, — un hommage tardif. Le bonheur de mon enfance et ensuite les vicissitudes de ma carrière m'ont permis d'approcher de bien des hommes éminents. J'ai vu de près M. Guizot, M. Thiers, M. de Montalembert, M. de Falloux, et, hors de France, MM. Gladstone et Disraëli. Sans faire tort à ces noms illustres, je dois dire que M. Rossi est le seul qui m'ait laissé l'impression de ce que pouvait être un grand homme : cette union de l'intelligence et de la volonté qui caractérise dans l'histoire tous ceux à qui la postérité a donné le nom de grand ne m'a jamais paru aussi pleinement réalisée que chez M. Rossi.

Cette appréciation surprendra, mais cette surprise même provient d'une particularité presque sans exemple de la vie de M. Rossi qui atteste de quelles facultés il était doué. Il est, je crois, le seul homme à qui il soit arrivé d'avoir eu, dans une existence assez courte, — il n'avait pas soixante ans quand il a

été frappé à mort, — trois fois sa fortune à faire en partant du degré le plus bas pour arriver au sommet.

Né d'une famille toscane assez honorable, mais peu relevée, il avait débuté comme simple avocat au barreau de Bologne : à vingt-huit ans, sa réputation était déjà telle, que, dans la triste équipée faite par Murat pendant les Cent-Jours, pour reconquérir et affranchir le royaume de Naples, ce roi d'un jour n'avait cru mieux faire, pour s'attirer les faveurs et la considération des libéraux italiens, que de l'appeler au ministère des Finances. Cette désignation l'avait mis trop en évidence pour qu'il trouvât prudent de rester, après la réaction qui suivit, dans les Romagnes, sous la main du Gouvernement pontifical restauré. Il émigra en Suisse à temps pour ne pas être exilé, et le voilà cette fois, inconnu, étranger, sans fortune et sachant mal le français, obligé de refaire sa situation à la sueur de son front. Il y travailla avec un tel succès que, quinze ans après, il était citoyen suisse, professeur très applaudi à l'Université de Genève, puis membre du Conseil législatif de cette ville, et envoyé en cette qualité pour la représenter à la Diète fédérale. Il fut l'auteur et le rapporteur d'un projet de revision de la Constitution suisse qui aurait épargné peut-être à ce pays plus d'une révolution, et l'eût porté certainement lui-même à la présidence de la Confédération si, l'unanimité étant nécessaire pour toute modification constitutionnelle, quelques voix des plus petits cantons n'avaient manqué pour l'obtenir. Il rentra à Genève découragé, et y reçut, des amis qu'il s'était faits à Paris, l'invitation de remplir une chaire d'économie politique au Collège de France ! Une fois de plus, le voilà parti pour un pays nouveau, où il est si mal reçu, qu'à sa première leçon, ses élèves refusent de le laisser parler, et ses collègues, ravis de voir cet intrus si malmené, ne font aucun mouvement pour le défendre. Mais laissez passer seulement dix années, et à la chaire d'économie politique du Collège de France, il aura joint celle de droit constitutionnel à la Faculté de Droit, et sera, dans toutes les deux, le professeur le mieux vu et le plus écouté. Il entre à l'Institut, puis au Conseil supérieur de l'Instruction publique, et enfin, doté par une loi spéciale de lettres de grande naturalisation, — elles étaient nécessaires alors, — il vient s'asseoir à la Chambre des pairs. Pareille aventure est-elle jamais arrivée dans l'histoire?

J'avais pu suivre de près la dernière de ses ascensions, parce que c'était mon père qui, ayant fait connaissance avec lui pendant ses séjours en Suisse, l'avait apprécié, mis en relation avec ses amis, et lui avait ouvert ainsi les portes de la France. Il en demeurait reconnaissant, et les petites soirées de la rue de l'Université n'avaient pas de visiteur plus assidu.

Je causais avec lui très familièrement, et ses conseils m'avaient été des plus utiles pour mes études de droit. Il n'avait même pas tenu à lui de me communiquer un autre genre de connaissance. Car il était grand chasseur, — ce qui était alors un goût beaucoup moins fréquent qu'aujourd'hui, — et on m'avait recommandé à lui pour m'initier à ce genre de plaisir. Je crois même que c'est lui que mon père avait chargé de me choisir mon premier fusil, qui, hélas! a été aussi le dernier, car je n'ai jamais su le manœuvrer, et, s'il avait eu à présider un concours de tireurs, M. Rossi ne m'aurait certainement pas donné autant de boules blanches que j'en ai reçues de lui à mes examens de droit.

Le voyant ainsi sur un pied d'intimité, je croyais le bien connaître, et je n'avais pas manqué de remarquer, non sans quelque malice, avec quel art il avait conduit sa barque sur la mer semée d'écueils des salons politiques de Paris. Quoique suffisamment fidèle à ses premiers amis, il avait su ne pas rompre et même se mettre en bonnes relations avec les nuances un peu différentes de la société parlementaire. Entre M. Guizot, M. Thiers et M. Molé, il naviguait sans se heurter nulle part. La chronique de la *Revue des Deux Mondes*, que l'habile rédacteur M. Buloz lui avait confiée, était assez franchement ministérielle sans pourtant être irréconciliable avec l'opposition. La merveilleuse connaissance de la langue française qu'il avait acquise, l'aidait à donner à sa pensée le tour qui plaisait aux uns sans blesser les autres. Dans la conversation, il parlait avec une lenteur un peu affectée, comme s'il eût été embarrassé de trouver ses mots, en réalité pour chercher ceux qui le compromettaient le moins. Et puis, il avait établi, une fois pour toutes, qu'il était atteint, le soir, d'une envie de dormir souvent invincible, et le sommeil arrivait à point, quand la conversation touchait à des sujets trop brûlants. De cet ensemble de prudence et d'adresse, j'avais conclu qu'il était surtout un habile homme. On m'aurait bien surpris si on m'avait dit que cet

homme, qui savait si bien se ménager, serait, à un jour donné, le plus courageux et même le plus téméraire des ministres, entreprenant pour sauver la Papauté, non par élan de foi chrétienne, mais par conviction raisonnée de politique, une tâche à peu près impossible, faisant tête aux passions révolutionnaires déchaînées, et offrant sa poitrine découverte au fer des assassins. C'est ce mélange de qualités si opposées qui me fait voir encore en lui l'homme le plus étonnant que j'aie rencontré.

Au moment où je le retrouvais à Rome, il venait d'accomplir peut-être le plus grand de ses tours d'adresse. Ce libéral Italien, parti vingt ans auparavant des États pontificaux pour éviter une proscription certaine, avait bien eu le courage d'accepter de M. Guizot la mission d'aller entretenir le Pape des difficultés religieuses qui étaient venues compliquer en France la tâche du gouvernement conservateur, et solliciter son intervention pour les aplanir. Je n'entrerai pas dans le détail de ces difficultés, sur lesquelles j'aurai plus tard occasion de revenir, quand je devrai raconter la part que j'ai prise moi-même à d'autres luttes du même genre ! J'aurai à apprécier les hommes qui furent mêlés à cette première phase d'une croisade pour la liberté religieuse qui n'est pas encore terminée. Mais je ne jugeais point alors, ni leur caractère, ni leurs efforts comme je l'ai fait depuis. Mon attachement pour le Gouvernement de 1830, et pour le ministère de M. Guizot, me faisait prendre avec impatience et condamner avec sévérité tout ce qui accroissait des embarras dont je connaissais la gravité. Je n'étais pas juste pour tous ses adversaires et j'ai dû, depuis lors, leur faire souvent amende honorable. Je me bornerai donc à rappeler qu'à la suite de polémiques d'une extrême vivacité, allant jusqu'à l'injustice et à l'injure, soutenues par les défenseurs de la liberté de l'enseignement contre le monopole universitaire, les partisans de ce monopole, aidés de l'opposition de gauche, dont les instincts irréligieux et voltairiens entraient facilement en éveil, avaient répondu en poussant l'ancien cri de guerre contre les Jésuites qui avait eu tant d'écho dans l'Ancien Régime et sous la Restauration. On avait demandé aux Chambres la mise à exécution d'une de ces vieilles lois contre les congrégations, tristes legs des époques révolutionnaires, qui servent tour à tour à toutes les tyrannies administratives ou jacobines,

et les députés, même conservateurs et ministériels, séduits par l'appât d'une fausse popularité, n'avaient pas osé s'y refuser.

Un vote à peu près unanime de la Chambre des députés avait mis le Gouvernement en demeure de procéder à la dissolution des maisons de Jésuites existant à Paris. Ce vote jetait le Gouvernement dans une cruelle perplexité. Résister à l'unanimité des Chambres appelant l'exécution d'une mesure après tout légale, bien qu'odieuse, n'était guère possible : d'autre part, l'esprit libéral de M. Guizot répugnait à un acte aussi violent, et le Roi ne se souciait pas, en y attachant son nom, de révolter bien des consciences chrétiennes auprès desquelles l'établissement de Juillet n'était pas déjà trop bien vu. Le seul moyen de sortir de cette pénible alternative était d'obtenir que la Cour de Rome, ayant égard, avec sa prudence traditionnelle, à la difficulté des temps, conseillât aux Jésuites de céder momentanément à l'orage et de faire disparaître au moins l'apparence extérieure de leur situation extra-légale. C'est cet acte de sagesse que M. Rossi s'était chargé d'aller obtenir de Grégoire XVI.

Dire quelle surprise le choix d'un tel missionnaire avait causée en Italie, au premier moment, quel soulèvement, quel scandale chez tout le monde religieux, et même dans la société aristocratique de Rome, ce serait impossible.

Envoyer au Pape un de ses propres sujets, émigré pour ne pas lui obéir! Faire représenter un Gouvernement royal par un ancien révolutionnaire, et demander au Pape de sacrifier aux injonctions de l'insolent qui venait le braver chez lui, une des colonnes de l'Église, c'était un excès d'audace, une insulte dont on ne saurait que trop tôt et avec trop d'éclat le faire repentir. Il fallait le renvoyer sans l'entendre; et, il faut dire qu'en France même, dans une partie du public, l'étonnement n'avait pas été moins grand. Bien des gens à qui la fortune rapide de M. Rossi ne paraissait pas justifiée étaient mécontents de lui voir monter encore cet échelon, et l'impression était surtout fâcheuse chez mes collègues petits et grands de la carrière diplomatique, qui voyaient, avec autant de répugnance qu'autrefois les professeurs du Collège de France, un intrus se glisser dans leurs rangs. Car ce n'était pas une mission extraordinaire et hors cadre qu'on donnait à M. Rossi : il avait beaucoup tenu, — je dirai pourquoi tout à l'heure, — à être nommé, sinon ambassa-

deur, au moins ministre avec résidence et à poste fixe, et pour lui faire place on avait dû faire déménager un peu brusquement l'ambassadeur qui tenait l'emploi, le vieux comte de la Tour-Maubourg, malade et presque mourant. C'était donc pour tous les aspirants diplomates un concurrent improvisé qui se plaçait en travers de leurs espérances. Qu'allait faire ce novice, cet avocat, ce professeur dans une carrière où l'expérience et les traditions paraissaient avant tout nécessaires?

Il fit si bien que, moins de six mois après, il avait su d'abord se faire admettre, puis écouter, et le Pape venait non pas précisément de donner l'ordre, — on ne va pas à Rome si vite en besogne ni par si droit chemin, —mais, ce qui revenait absolument au même, le conseil au Père général de la Société de fermer momentanément les maisons de Jésuites existant en France. C'était un triomphe inespéré, et rien n'égalait la stupeur du public hostile ou incrédule.

Émerveillé du résultat que je trouvais à peine accompli à mon arrivée, je ne me fis pas faute de demander à M. Rossi, par quel art il y était parvenu.

Je le vois encore me regarder en souriant. « Oh! c'est bien simple, il m'a suffi de les convaincre que, s'ils ne m'accordaient pas ce que je demandais, ils me retrouveraient le lendemain mécontent devant eux et ne pourraient pas se débarrasser de moi. Si j'avais consenti, comme M. Guizot me le demandait, à me charger d'une mission extraordinaire pour un objet déterminé, ils se seraient hâtés de me le refuser pour me faire faire mes paquets le lendemain. Mais j'ai voulu être ambassadeur et non envoyé extraordinaire, et avant de parler de rien, j'ai voulu commencer par m'établir, comme si je devais finir ici mes jours. Alors ces gens se sont dit : C'est pour tout de bon. Le roi de France y tient et ne nous lâchera pas que nous n'ayons cédé. Le plus court est de s'exécuter. » Je ne dis pas que tout se fût passé aussi simplement qu'il me le dit, ni que le merveilleux art de conversation dont il était doué, n'eût pas été pour au moins autant dans son succès que cette petite manœuvre! Mais il est certain qu'il y avait eu là un coup d'œil politique en même temps qu'un coup de hardiesse. Car, s'il eût échoué, sa situation comme ambassadeur eût été intenable. La déroute eût été telle qu'il n'aurait pu garder la position; il aurait fallu lever le camp sans délai et

revenir en France sans tambour ni trompette, au grand divertissement de ceux qui s'étaient moqués de sa présomption ou indignés de son impertinence. Sa fortune politique et sa réputation ne s'en seraient pas relevées. Habile et hardi, c'était là l'homme, il était profond calculateur jusqu'au moment où il se révélait comme un joueur téméraire.

Je partis de Rome, comme je l'ai dit, emportant de M. Rossi la promesse qu'il appuierait auprès de M. Guizot la demande que j'allais faire pour lui être attaché comme premier secrétaire.

J'avais longtemps causé avec lui d'avance de toutes les affaires dont il était chargé. Mais, chose qu'on aura peine à croire, ce dont nous avions le moins parlé, c'était de la situation intérieure de l'Italie et des mouvements politiques qui pouvaient s'y faire sentir. Personne autour de nous n'y songeait. L'effervescence révolutionnaire qui s'était manifestée dans plusieurs parties de la Péninsule, dans les Romagnes en particulier, après la Révolution de Juillet, était depuis longtemps calmée, et l'évacuation d'Ancône par les Français avait achevé d'en effacer le souvenir.

La domination de l'Autriche, quoique toujours détestée en Lombardie, y paraissait établie avec une solidité inébranlable, et tous les souverains d'Italie, grands et petits, depuis le Piémont et Naples jusqu'à Lucques et Modène, prenaient leur mot d'ordre à Vienne. Tout était calme et mort : chez M. Rossi lui-même, je ne retrouvais plus aucune trace du patriotisme italien, qui avait enflammé sa jeunesse. Il semblait avoir perdu non seulement toute espérance de succès, mais même tout souvenir de la cause à laquelle il avait sacrifié à vingt ans sa fortune et presque sa vie.

En quittant Rome, cependant, nous comptions, avant de rentrer en Suisse, où mon père m'attendait, visiter Venise et revenir par Milan et le Simplon. A Ancône, j'appris avec surprise que des émeutes assez graves dont le motif n'était pas bien connu, avaient éclaté sur plusieurs des points des Romagnes que nous devions traverser. Le consul de France que je connaissais m'engagea à ne pas poursuivre ma route de ce côté. Je trouvai le conseil ennuyeux et, partant, d'une timidité exagérée. Mais j'étais encore si peu habitué à ma responsabilité de jeune mari, que j'aimai mieux pécher par excès de pru-

dence, et je pris le parti de revenir sur mes pas, de renoncer à voir Venise cette année-là, — je ne l'ai revue qu'une fois, plus de trente ans après, — et nous fîmes route sur Florence. Je n'y étais pas plus tôt arrivé que j'apprenais que les émeutes qui m'avaient fait reculer étaient déjà apaisées, et que personne n'y pensait plus ; et je me trouvai assez penaud d'avoir eu peur là où il n'y avait aucun danger. Le calme des maîtres de l'Italie n'avait pas été troublé un seul instant.

Tout le monde en était là encore un an plus tard, lorsqu'après un hiver passé à Paris pour présenter ma jeune femme à mes amis, je faisais mes paquets pour me rendre au poste que M. Guizot avait eu la bonté de m'accorder. Avant de partir, j'étais allé à Broglie mettre ordre à quelques affaires et soigner les intérêts d'une candidature électorale que je comptais poser, dès que j'aurais atteint l'âge légal. Ce fut là que M. Guizot m'envoya un courrier porteur d'une dépêche ainsi conçue : « Le Pape est mort, le conclave va s'ouvrir. Faites partir le secrétaire. » — Je ne fis qu'un saut de Broglie à Paris, et j'étais dans le cabinet de M. Guizot, avant même d'avoir paru chez moi faire part à ma femme de l'incident qui allait précipiter mon départ. M. Guizot, comme je m'y attendais, me donna l'ordre de partir sur-le-champ en emportant les lettres de créance qui allaient accréditer M. Rossi auprès du conclave. Il fallait voyager vite, et sans perdre une heure : l'état de ma femme ne lui permettait pas tant de célérité; je devais la quitter pour quelques semaines. Dans la première année d'un mariage très tendre, toute séparation est pénible : il lui fallut donc un peu de sagesse pour s'y résigner. Quant à moi, j'avoue que la nouveauté du spectacle auquel j'allais assister distrayait mon esprit de toute autre pensée.

Avant de me mettre en route, M. Guizot voulut que je visse le Roi. Je ne lui avais été jamais présenté que comme le plus insignifiant des jeunes attachés de sa diplomatie, et un petit salut bienveillant était la seule faveur qu'il m'eût accordée Cette fois, il voulut bien causer avec moi en tête-à-tête quelques minutes, et ce ne fut que chez lui, je dois le dire, que je trouvai une préoccupation des agitations qui pouvaient suivre, dans l'état de l'Europe, le changement d'un souverain quel qu'il fût : il me dit à plusieurs reprises avec un ton d'autorité qui ne lui était pas habituel : « Vous direz à M. Rossi que ce que je

veux, c'est un pape tranquille. Il y a assez de trouble dans le monde. » Jamais vœu n'a été moins exaucé.

Je partis, faisant route aussi rapidement que je pouvais. Mais la rapidité d'alors serait le pas de tortue d'aujourd'hui. Après trois jours de poste, nuit et jour, jusqu'à Marseille, il fallait prendre le paquebot et faire escale à Gênes et à Livourne pour aborder à Civita-Vecchia. Quelque pressé que je fusse d'arriver, je croyais pourtant avoir bien du temps devant moi avant d'avoir à saluer l'élection du nouveau pape. Car jamais conclave en effet n'avait duré moins de quelques semaines et le plus souvent de quelques mois. Il était de règle en général qu'avant de procéder à aucune opération sérieuse, on attendait les cardinaux étrangers venant de France et d'Espagne et d'Autriche et apportant *l'exclusive* de leur gouvernement. Je pensais surtout à ne pas faire attendre M. Rossi et à ne pas retarder le moment où il ferait, en entrant solennellement au conclave, une allocution aux cardinaux qui, partant de l'ambassadeur qui venait d'obtenir la dissolution des jésuites, aurait dans le monde religieux un grand retentissement.

Je débarquai à Civita-Vecchia le 12 juin au matin, et pendant qu'on descendait du paquebot ma voiture et qu'on cherchait des chevaux pour l'atteler, je vis arriver la diligence qui avait quitté Rome la veille au soir. Un groupe nombreux l'attendait, et de toutes les bouches sortit cette interrogation : « *È fatto il Papa?* » Un gros homme barbu que je vois encore répondit sur-le-champ : « *Si, è fatto e liberale coglione!* »

Une exclamation de joie s'éleva et ce fut l'accent avec lequel cette parole était prononcée, comme l'énergie même du gros juron qui l'accompagnait, qui me fit comprendre à quel sentiment jusque là soigneusement, comprimé des populations, répondait la nouvelle ainsi donnée. Ce fut le premier pressentiment que j'eus de la nouvelle série d'événements qui allaient se dérouler devant mes yeux.

BROGLIE.

(A suivre.)

L'ÉCHEC
DU
SÉPARATISME RHÉNAN

II. — 1923-1924 (1)

LA DEUXIÈME TENTATIVE

On se souvient des circonstances qui provoquèrent, en juin 1923, la renaissance du mouvement séparatiste. L'occupation de la Ruhr, l'établissement au Rhin de l'ancien cordon douanier franco-allemand de 1921, l'expulsion en masse des fonctionnaires prussiens avaient relevé le prestige de la France, et donné aux populations rhénanes l'impression de n'être plus en tutelle comme par le passé. La politique de folle résistance du chancelier Cuno, l'abandon moral et matériel par Berlin des pays occupés, la chute catastrophique du mark achevèrent de convaincre les Rhénans que le moment était venu de secouer leur apathie, et d'assurer eux-mêmes leur salut. Ce fut l'époque des assemblées populaires qui se tenaient un peu partout, à Bonn et à Mayence, à Wiesbaden, à Coblence et à Aix-la-Chapelle : partout, sauf en zone anglaise, sauf à Cologne, la citadelle du Centre que le Reich se réservait de faire intervenir en temps opportun. A Dusseldorf, un nouveau venu, Matthes, menait ferme l'agitation syndicale, coupant les ponts derrière lui, comme l'avait fait auparavant Smeets, mais avec une énergie brutale qui manquait maintenant à celui-ci. Dorten, lui, hésitait encore. L'expérience du passé lui conseil-

(1) Voyez la *Revue* du 15 janvier.

lait d'être prudent. Le succès foudroyant, presque inespéré, de sa première manifestation de Coblence, à laquelle, le 29 juillet, plus de six mille Rhénans assistaient, emporta ses derniers doutes. Six semaines après, il se ralliait ouvertement à la thèse radicale de Matthes. Un arrangement intervenait entre les deux hommes : Matthes se réservait le nord et Dorten le sud, et tous deux, dans la ville prussienne de Wiesbaden, dans la grande salle du Kurhaus, face à la loge impériale, déclaraient la guerre à la Prusse.

On passe facilement d'un extrême à l'autre et l'effondrement du séparatisme donne à penser aujourd'hui que l'agitation rhénane, sur laquelle on fondait de si grands espoirs, était artificielle et factice. C'est une erreur et une injustice. Elle était certes née de circonstances passagères : aucun moment n'était plus favorable à la cause de l'indépendance que celui où le Reich, en proie aux difficultés économiques les plus graves, devait faire face à la fois contre la France, contre la Saxe et contre la Bavière. Il fallait tout cela pour stimuler l'énergie des Rhénans timorés, ouvriers, paysans, petits bourgeois, manquant de cadres et d'aristocratie, abrutis par une longue servitude, désorientés par la sourde hostilité de leur clergé. Mais le rêve était devenu réalité. L'impulsion était donnée. Il semblait que le mouvement ne s'arrêterait plus.

Il a échoué cependant. Ce n'est pas ici le lieu d'analyser toutes les causes de cet échec. Il suffira de les rappeler brièvement. Elles sont multiples : hostilité du Centre; hostilité des syndicats; dissensions entre les chefs; difficultés financières; îlot de résistance britannique de Cologne.

Ces obstacles étaient prévus. On pouvait en triompher, à condition que d'autres, inattendus n'eussent pas surgi de l'extérieur. C'est pourtant ce qui arriva.

On se souvient que la Belgique, dans la crainte soudaine d'un encerclement imaginaire, lança deux chefs sans envergure, Deckers et Guthardt, qui proclamèrent le 21 octobre la République rhénane, à Aix-la-Chapelle. Dorten, Matthes et Smeets, surpris, partirent à la débandade, dans une confusion extrême, et sans même avoir eu le temps de se concerter. Au bout de huit jours, Deckers était à toute extrémité; Matthes arrivait à point, le 2 novembre, pour le sauver, et le relever de ses fonctions. En deux heures, par une opération remarquable-

ment conduite, il reprenait l'hôtel de ville d'Aix-la-Chapelle aux schupos prussiens. Et l'on assistait alors à ce douloureux spectacle : Bruxelles, inquiète de l'échec de Deckers et des suites de l'échauffourée, donnait l'ordre à son Haut-Commissaire de chasser Matthes de la ville qu'il venait de prendre. Comme en 1919, la France restait seule des Alliés à ne pas faire le jeu de la Prusse.

Dès lors, le séparatisme était condamné. Il pouvait vivre encore deux mois, s'obstiner à durer. Il était frappé à mort. Paris ne pouvait pas entrer en opposition ouverte avec Bruxelles sur la question rhénane, au moment où l'entente franco-belge dans la Ruhr était plus que jamais nécessaire. Et cependant, seule une reconnaissance rapide de la jeune République par la France et la Belgique, — à défaut de l'Angleterre, — pouvait rendre courage aux hésitants, amener aux chefs de l'insurrection les concours nécessaires pour organiser le succès, résoudre sans retard les problèmes financiers qui pressaient d'autant plus que les chefs séparatistes, réduits à se procurer de l'argent en procédant à des réquisitions ou en faisant de la fausse monnaie, gagnaient rapidement à ce jeu une admirable impopularité. Le peuple demandait de l'ordre, d'où qu'il vînt, et c'est en fin de compte une aggravation de son désarroi que, la mort dans l'âme, Dorten, Matthes et Smeets lui apportaient.

LA RÉACTION PRUSSIENNE

Berlin triomphait, mais avec modestie. Le docteur Schacht n'avait pas encore réalisé la géniale escroquerie du *rentenmark* et rétabli le crédit de l'Empire. Le président Ebert, après quelques insolences, avait dû proclamer, le 27 septembre, la fin de la résistance passive, et le successeur du chancelier Cuno, M. Stresemann, beaucoup plus humblement en était réduit à demander l'aman. On sentait à Berlin la nécessité toute provisoire de jeter du lest en Rhénanie. On fit appel au Centre, qui ne marchande jamais son dévouement dans les cas difficiles. On sortit l'autonomie de la galerie des accessoires de théâtre. Elle était un peu usée, mais les Rhénans guéris de Dorten n'étaient guère difficiles. On la retapa, et l'on chargea Conrad Adenauer, bourgmestre de Cologne, de la présenter au public.

Adenauer, flanqué de son ami Hagen, président de la

Chambre de commerce de Cologne, entra en relations avec la Haute Commission interalliée. On forma un Comité des Quinze, puis un Comité des Soixante, qui se réunirent d'abord souvent, puis moins souvent et qui, en fin de compte, ne se réunirent plus du tout. On jeta les bases d'une banque rhéno-westphalienne, au capital de 6 millions de dollars, avec participation allemande, française, anglaise et belge. On annonça l'émission prochaine d'une monnaie locale, le mark rhénan, qui fut sur le point de sortir et que personne ne vit jamais.

C'est qu'entre temps, — il faut battre le fer pendant qu'il est chaud, — la victoire de la Ruhr s'était volatilisée (on se mettait à parler d'experts), la Bavière était rentrée dans le droit chemin, le *rentenmark* commençait de répandre en Rhénanie la gloire de ses pères ennemis, le nationaliste Helfferich et Schacht le démocrate. L'archevêque de Cologne lui-même avait cessé de clamer au monde entier la misère des populations rhénanes, et Conrad Adenauer, toujours flanqué de son ami Hagen, en était réduit à prendre le train pour Berlin, afin de se disculper d'avoir entretenu des relations compromettantes avec M. Tirard, tout comme Kastert et Kuckhoff avaient dû, en 1919, plaider les circonstances atténuantes, et promettre de ne plus mettre les pieds chez le général Mangin.

Les deux compères ne devaient être définitivement pardonnés que le 11 mai dernier, jour de l'inauguration de la première foire internationale de Cologne, où l'on fit beaucoup de politique, et peu d'affaires. Ce jour-là, le chancelier Marx servit d'honnête courtier. J'entendis, au Gurzenich, le président Ebert affirmer à un public assez froid, — on n'a jamais beaucoup aimé à Cologne le chef de l'État, empereur ou président d'une République d'Empire, — qu'aucun sacrifice qui fût dans la mesure des forces du Reich, ne serait trop pénible pour racheter la liberté des populations rhénanes. « Nous avons hésité longuement, précisait à son tour, avec une certaine candeur, le Rhénan Marx, à accepter les rapports des experts comme base d'un règlement au moins provisoire de la question des réparations. Nous l'avons fait sans aucun enthousiasme. Si nous avions pu faire autrement, si nous avions espéré le moins du monde arriver à délivrer par nos propres moyens la Ruhr et l'Allemagne, personne n'aurait hésité un seul instant. »

Après les bons procédés, l'intimidation ; le ministre de

l'Intérieur prussien, Severing, déclarait au public colonois : « La Rhénanie industrielle appartient à la Prusse et à l'Allemagne tout entière. » Conrad Adenauer se levait alors, et proposait à l'assistance, en signe de fidélité, de pousser des « hoch » en faveur du Reich. Et la cérémonie prenait fin sur l'exécution du *Deutschand über Alles* et de l'ouverture des *Maîtres Chanteurs*, dont le titre même, en pareille circonstance, était d'un symbolisme assez savoureux pour des oreilles françaises. La pièce était jouée. Il n'était plus question de fédéralisme, ni même d'autonomie. Il n'y avait plus que des Prussiens.

CAUSES DE CET ÉCHEC

On se tromperait en ne voyant dans cette manifestation de Cologne qu'une mise en scène fort bien réglée, mais dénuée de toute sincérité. Le Reich l'avait échappé belle et se réjouissait de s'en être tiré à si bon compte. Quand on connaîtra mieux l'histoire de la période qui s'étend de novembre 1923 à janvier 1924, on s'apercevra avec étonnement que l'échec des tentatives insurrectionnelles n'avait nullement sonné le glas du séparatisme. Les bandes armées étaient devenues profondément impopulaires, mais on en voulait plus encore à Berlin d'être incapable d'assurer l'ordre et d'aboutir à une entente quelconque à ce sujet avec la France. Il est curieux, par exemple, qu'à Trèves, le bourgmestre de la ville, membre influent du parti du Centre, après avoir rendu hommage à l'impartialité des autorités françaises, ait publiquement lavé les séparatistes, dont il ne niait d'ailleurs pas les excès, du crime de haute trahison. Bien des gens paisibles, sans les approuver, se sentaient portés à les excuser d'avoir tenté n'importe quoi. Le pessimisme était profond dans toutes les couches de le population. Les évêques rhénans, réunis à Fulda, s'attendaient à la catastrophe, et croyaient inévitable l'avènement du bolchévisme. Le détachement de Berlin était tel que le manifeste adressé par les différents partis politiques, le 22 octobre, aux populations pour les adjurer de ne pas participer au *pustch* et de rester dans la légalité, ne contenait pas une protestation de fidélité à l'adresse de la Prusse. Le mot que l'on mettait en 1919 dans la bouche de Trimborn à propos de la République rhénane : « Si elle doit venir, elle viendra », était vraiment alors le mot de la situation.

Peu à peu, la résignation avait fait place à la colère. L'abandon de la résistance passive, qui n'était suivi d'aucune véritable négociation avec Paris, n'avait amené aucune détente en Rhénanie. L'entrevue qui eut lieu à Hagen, le 22 octobre, au lendemain du *putsch*, entre MM. Stresemann, Fuchs, Braun et les représentants des territoires occupés, avait été fort orageuse, et l'on s'était séparé fort mécontent de part et d'autre. La solution extrémiste prônée le 8 novembre à la diète provinciale par le docteur Jarres, futur ministre de l'Intérieur, et, pour trois jours encore bourgmestre de Duisbourg, qui consistait à suspendre tout secours du Reich à la Rhénanie, afin de laisser à la France la lourde charge de l'entretien de la province occupée, avait littéralement indigné l'opinion rhénane. Et le 23 novembre, la chute de Stresemann portant à son comble le gâchis politique, amenait le député démocrate Erkelenz à proclamer à Barmen, dans un discours retentissant, que l'heure de l'indépendance paraissait avoir sonné. Au même moment, les magnats de la Ruhr passaient sous les fourches caudines des accords de la MICUM. L'opinion générale était que devant l'impuissance de Berlin, la séparation était devenue nécessaire pour épargner la vie de plusieurs millions d'individus. L'État rhénan de seize millions d'habitants, qui eût entraîné à sa suite les trois millions et demi de Hanovre et eût réduit de moitié la population de la Prusse, était bien près d'être réalisé.

Une fois de plus, sans le vouloir peut-être au fond, ce fut le Centre qui sauva tout. Ses représentants s'étaient, dans les diverses entrevues avec les ministres du Reich, épuisés en récriminations stériles. Ils se révélèrent incapables de mettre sur pied un programme constructif. A la Diète provinciale réunie le 6 novembre, la désunion du Centre apparut. La Hesse et le Palatinat n'y étaient pas représentés, non plus que dans le Comité des Soixante, et les députés catholiques du Nord ne purent sortir des compétitions locales et des questions de clocher qui divisaient Coblence, Cologne, Essen et Dusseldorf. Les attaques des partisans de la Prusse les laissèrent sans défense : il suffit que le socialiste Haas, appuyé par le docteur Jarres, affirmât que l'autonomie mène au séparatisme et le séparatisme à l'annexion, pour que le Centre abandonnât des revendications qui paraissaient tout près d'aboutir.

La République rhénane se serait peut-être faite sans le Centre rhénan et malgré lui. Il fallut l'arrivée au pouvoir du Rhénan Marx, le 1er décembre, après une crise de cabinet sans précédent, pour sauver définitivement l'unité allemande. Dès le 4, le nouveau chancelier désapprouvait au Reichstag, dans sa déclaration ministérielle, ceux de ses compatriotes et collègues de parti qui n'avaient pas craint de causer avec la H. C. I. T. R. En écho à ses paroles, le président Braun affirmait au Landtag prussien que la Prusse n'entendait pas renoncer à ses droits souverains. Les résistances particularistes devenaient alors de plus en plus faibles. Le 15 janvier 1924, le Comité des Soixante faisait un dernier acte d'indépendance, en protestant contre la décision du Reich de ne pas payer les frais d'occupation. Le 25, le docteur Marx, sans nier d'ailleurs les services rendus au cours d'une période critique, l'invitait formellement à cesser toute activité. Au cœur même du Centre, la tendance de Berlin avait vaincu celle de Cologne, et sauvé l'œuvre de Bismarck.

LES TENTATIVES D'AUTONOMIE DU PALATINAT

Il y a quelque monotonie à répéter que le Reich, en 1923, voyait seulement dans l'autonomie une concession toute provisoire, faite au malheur des temps, et que les partisans de celle-ci étaient voués à une fin lamentable qui les verrait traqués comme de vulgaires séparatistes. Il n'est peut-être pas cependant inutile de jeter un rapide coup d'œil sur les événements du Palatinat, parce qu'en cette région, les revendications locales ne dépassèrent jamais le plan de l'autonomie. La démonstration n'en sera ainsi que plus nette.

Le coup d'Aix-la-Chapelle, du 21 octobre, ne déclencha pas dans le Palatinat le mouvement insurrectionnel qui avait éclaté en Hesse et en Prusse rhénane. Très différents des autres Rhénans, ayant conscience de ces différences et peu soucieux au reste de politique pure, les Palatins étaient las de la politique de réaction et d'aventures qui mettait aux prises à Munich, les partisans « noirs-blancs-rouges » de Ludendorff, et ceux « blancs et bleus » de von Kahr. Démocrates convaincus, ils ne demandaient qu'à s'administrer eux-mêmes, mais ils y tenaient. Un instant, ils crurent pouvoir réaliser leurs aspirations par la voie légale : le député socialiste Hoffmann, ancien

président du Conseil de Bavière, rentré depuis dans le rang en qualité de simple instituteur, tenta d'amener la Diète de Spire à peser sur Munich pour obtenir l'autonomie palatine. La Diète jugea prudent de se récuser, et Munich cassa aux gages cet instituteur trop zélé, qui dut plus tard se désister de son mandat de député. Pour goûter toute la saveur de cet incident, il faut se souvenir qu'à cette même époque le commandant de la Reichswehr bavaroise, le général von Lossow, tout dévoué à von Kahr et au cardinal Faulhaber, invitait par radio-télégramme les différentes Reichswehr d'Allemagne à refuser l'obéissance à leur maître, le général von Seeckt.

Deux semaines après, le chef paysan Heinz, devant l'échec d'Hoffmann, décidait de passer à l'action, pour conquérir par les armes l'autonomie (l'autonomie seulement), qu'il ne fallait plus espérer obtenir de bonne grâce. En vingt jours, ses troupes, pour la plupart disciplinées et de bonne tenue, occupaient toutes les villes du Palatinat. Sur 600 communes, 450 donnaient leur adhésion au mouvement. Mais Heinz se heurtait bientôt aux mêmes difficultés que Dorten et Matthes. L'évêque de Spire, Mgr Sebastian, décidé à exécuter à la lettre les instructions du cardinal archevêque de Munich, Mgr Faulhaber, mettait au ban de l'Église ce bon catholique pratiquant. Dans un esprit de touchante union, le président du Consistoire protestant, le pasteur Fleisschmann, en usait de même à l'égard de ses ouailles suspectes de tiédeur envers la Bavière, en révolte elle-même contre le Reich! Le gouvernement de M. MacDonald, doublement partisan de l'unité allemande, puisque Anglais et socialiste, annonçait l'enquête de son Consul à Munich, M. Clive. Dès lors, les nationalistes, encouragés par l'échec du mouvement en Prusse rhénane, avaient beau jeu. Cinq jours avant l'arrivée de M. Clive à Spire, le 9 janvier, Heinz était sauvagement assassiné à coups de revolver. Le 12 février, l'office de meurtre d'Heidelberg passait froidement à l'assassinat collectif par l'épouvantable tuerie, à la hache et à la benzine, de Pirmasens. Et les attentats individuels, toujours impunis, continuaient au milieu d'une population terrorisée, jusqu'au jour, — le 17 mars, — où les fonctionnaires bavarois reprenaient en mains l'administration du pays. Entre temps, grâce à la poigne de von Seeckt, la Bavière de von Kahr avait fait sa soumission à l'Empire. Dans

le Palatinat, la victoire de Munich était en définitive celle de Berlin.

L'AVENIR DU SÉPARATISME

Cependant, malgré le prodigieux redressement du Reich, l'idée fédéraliste n'est pas morte. En dépit de ces exemples peu encourageants, il se trouve encore de bons esprits pour continuer à chevaucher la chimère de l'autonomie. Ce sont, en général, de doux théoriciens, qui espèrent encore voir, quelque jour, la Prusse prendre conscience de l'abjection de ses procédés et sacrifier ses méthodes de domination brutale sur l'autel de la vertu. Certains, toutefois, semblent revenir de leurs illusions. Tel, le docteur Schmittmann.

Le docteur Schmittmann est un personnage. Professeur de droit international à l'Université de Cologne, membre honoraire de la Diète législative de Prusse, il avait succédé pendant la guerre à l'ancien chef du Centre rhénan, le député Trimborn, à la direction de l'enseignement en Belgique. C'est donc un Allemand incontestable, dont on ne saurait récuser le patriotisme. Ses opinions ne l'en ont pas moins contraint à résigner son mandat de député. C'est qu'en 1920 le docteur Schmittmann a publié, sous le titre *Prusse-Allemagne* ou *Allemagne allemande*, un livre qui eut un très grand retentissement. A cette époque, il croyait encore au fédéralisme. « La Prusse doit mourir pour que l'Allemagne vive », répétait-il alors avec un bel optimisme. Il semble aujourd'hui avoir renoncé à convaincre, par la douceur, la Prusse et ses fonctionnaires de la nécessité de faire hara-kiri. En homme bien élevé, il s'est sans bruit détaché du Centre rhénan, dont le chef actuel, le conseiller d'État Monnig, déclarait au mois de mars dernier : « Nous ne sommes pas des adversaires de la Prusse, nous sommes des Prussiens *et voulons le rester*. La présence des fonctionnaires prussiens est pour nous aussi naturelle que le fait que, dans chaque maison, c'est le père de famille qui est le maître. »

Car le Centre, aujourd'hui, en est là. Certes de telles déclarations n'ont pas été unanimement approuvées. Des résistances, tout dernièrement, se sont fait jour de la part des partisans de la Grande Allemagne « noir-rouge et or ». La revue *Allge-*

meine Rundschau a ouvert là-dessus ses colonnes à une très curieuse controverse entre deux Rhénans, les docteurs Albert Lotz, de Brül, et Heinrich Staab, de Neuss. Elle « situe » bien la position des deux pangermanismes en présence.

« Nous repoussons ici, à la frontière rhénane, écrit fièrement le docteur Lotz, même le plus léger soupçon tendant à faire supposer que nous ayons besoin de la Prusse, ou même de quoi que ce soit, pour conserver notre germanisme. Nous protestons, encore plus énergiquement, contre toutes les généralités doctrinales reposant sur la force. La tendance, devenue depuis 1918 vraiment insupportable, de confondre toujours la Prusse avec l'Allemagne, et même avec la grande Allemagne, n'est-elle pas tout simplement un acte de duperie maladive de la part d'un État particulier? »

Et le docteur Lotz de faire ressortir la loyauté des Rhénans qui se sont tus pendant cinq ans, pour éviter d'augmenter les embarras du Reich. « Pour eux, cependant, la question rhénane n'était et n'est nullement une question purement rhénane, mais bien plutôt, une question de la *grande Allemagne*, et partant, une nécessité européenne. » Encore et toujours cette « conception mondiale », cette *Weltauschauung* de la grande Allemagne opposée, par un curieux renversement de valeurs, au militarisme et au particularisme prussiens : « L'attitude de la Prusse manque absolument d'idéal. Le sentiment politique de la Prusse est absolument anti-allemand. Il provient de la Rome païenne. »

La Rhénanie, pense le docteur Lotz, se doit d'être fidèle à l'antique héritage spirituel, qui fait d'elle un pont entre l'Est et l'Ouest. Au temps de Charlemagne, elle fut le point de départ et le centre de l'histoire chrétienne et occidentale. Chez elle, l'esprit de Cluny et d'Assise trouva son expression la plus sainte. Chez elle, enseignèrent saint Thomas et Albert le Grand. Chez elle, la forme romane s'unit à l'esprit germanique, la profondeur allemande s'allie à l'initiative franque. « Nous, Rhénans, avons notre mission culturelle germano-romane particulière. Elle se base sur l'histoire, et sur le caractère national. Pour la réaliser, nous avons besoin d'une volonté héritée, non imposée, car notre pensée est catholique, non protestante; elle s'inspire de la grande Allemagne, non d'une petite Allemagne; elle est occidentale et non slave, tra-

ditionnelle et non coloniale. Nous avons la notion de l'idée impériale d'Aix-la-Chapelle, de Mayence et de Francfort; nous aimons la conception gothique du dôme de Cologne, — mais non l'esprit étroit et le style cassant de la culture berlinoise d'un Raffke... La question allemande sur le Rhin se résume en ceci : pour la grande Allemagne, liberté et union des nations. Vive la nouvelle Allemagne! Et avec cette Allemagne et par elle, vive l'Europe pacifiée, l'Occident chrétien! »

A ce cri d'immense espérance, exhalé en périodes lyriques et quelque peu hugolesques, Heinrich Staab, l'autre Rhénan, répond sèchement, dans un style de pédant de collège : « La notion de fédéralisme n'est même pas claire. Toutes les déclarations de ceux qui, en général, se désignent sous le nom de fédéralistes allemands prouvent, et le docteur Lotz en fournit de nouveau la preuve, qu'une théorie des moins claires est imposée, en vertu d'impressions des plus subjectives, et en dépit de l'évolution historique, au développement spirituel et continu. » Et ce membre du Centre poursuit, en bon élève de Treitschke : « On ne fait pas l'histoire avec des prétextes, surtout à des époques historiques dangereuses. On la fait systématiquement... En principe, il faut commencer par se mettre d'accord sur le sens du mot fédéralisme. Entre Allemands, le fédéralisme peut moins que jamais être considéré comme un but d'éducation. Cela fait partie du caractère national de devoir tendre plutôt à une conception centripète qu'à une conception centrifuge du Reich pour pouvoir, dans le chaos des différences, transporter l'empire, vieux de 1100 ans, dans les temps modernes. Cette nécessité se fait plus sensible encore au siècle de la démocratie. »

De cet article touffu et rocailleux, dogmatique et réaliste, émergent des formules presque nettes, en comparaison du reste : « L'opposé du fédéralisme me semble être le centralisme, qu'en qualité de fédéraliste, je combats tout autant que le fait le docteur Lotz. Mais l'unitarisme me paraît devoir être l'âme nécessaire du fédéralisme, sans laquelle il n'est que le balbutiement, sans vie, d'un des membres à l'égard de l'autre, que séparation, particularisme, appel aux faiblesses d'un caractère particulier, théorie vague... » Tout ce pathos, pour amener ceci : « En qualité précisément de Rhénan, je considère que la mission de ma petite patrie est de ne pas se laisser entraîner

dans le tourbillon, mais de veiller, en le guidant, à ce que soit imposé aux deux instincts particularistes, bavarois et « borussien », le frein d'une douce contrainte confraternelle (1).

« J'approuve de tout cœur le docteur Lotz, lorsqu'il écrit que la contrée rhénane est le point de départ et le centre de la conception chrétienne et occidentale. Je sais que notre patrie est le berceau de la culture chrétienne du moyen âge en Allemagne. Or, c'est précisément indigne de cette situation de la Rhénanie que de vouloir l'entraîner dans la folie de la création d'États particuliers. Son histoire, le caractère du peuple qui l'habite, sa situation géographique, les conditions religieuses qui la régissent, parlent contre cette conception de la réalisation du fédéralisme. La mission de la Rhénanie, plus particulièrement la mission du catholicisme rhénan, consiste en ceci : agir en Prusse, pousser la Prusse à réaliser l'idée du sentiment national et médiéval. Une forte minorité catholique contient le gros du protestantisme allemand. Si l'on veut faire l'office de pont « culturel », il faut trouver tout d'abord de solides assises en soi-même. Celui qui veut pouvoir mettre progressivement les forces rhénanes au service d'une nouvelle Europe, doit tout d'abord chercher le bon chemin à travers l'Allemagne, avant de pénétrer dans le domaine européen. »

A ce réquisitoire confus, mais sans pitié, le Dr Lotz, descendant des nuages, peut bien opposer arguments sur arguments. Il peut railler agréablement, s'inscrire en faux contre les assertions de son contradicteur, affirmant que la jeunesse, à quelques exceptions près, n'a cure de toutes les associations Windthorst et Quickborn, au fédéralisme catholique plus ou moins prononcé. Il peut une fois de plus proclamer sa foi dans les États-Unis d'Allemagne, précurseurs des États-Unis d'Europe Il peut enfin déclarer « qu'on ne peut que plaindre ceux qui, malgré tout, croient que le catholicisme rhénan, uni au protestantisme *ostelbien* dans l'État prussien, fait de celui-ci le soutien du Reich. Si, soutient-il, nous ne sommes pas capables de contenir plus complètement le gros du protestantisme allemand, et l'histoire en montre l'impossibilité, nous devrons alors, après avoir examiné à fond nos conceptions historiques,

(1) Qu'on goûte l'ironie spéciale de « ce frein d'une douce contrainte confraternelle » imposé au lendemain des massacres de Dusseldorf et de Pirmasens, par les Rhénans, à la Prusse et à la Bavière.

apprendre enfin à nous appuyer sur d'autres éléments. »

Lesquels ? Il ne le dit pas. Car, en dernière analyse, c'est Staab qui se trouve avoir raison. Toutes ces aspirations confuses qui agitent les cerveaux rhénans, tous ces rêves et ce sentiment profond d'une supériorité intellectuelle et « culturelle », qui, suivant les heures et les circonstances, se traduisent par le séparatisme, le fédéralisme ou l'autonomie, se heurtent à la rigide armature, à la volonté de fer de la Prusse. Le populiste von Kardorff, qui faillit devenir chancelier, au cours de la crise de novembre 1923, ne cachait pas à cette époque son intention de poursuivre, dès son arrivée au pouvoir, la suppression de l'article 18, néfaste à l'unité du Reich. Noske et Severing ont su faire échouer le plébiscite du Hanovre, et, en fin de compte, la première, peut-être la seule véritable application positive de l'article 18, a tourné en 1921 en faveur de la Prusse, le jour où elle s'est annexé par la voie légale le district de Pyrmont. Quelle ironie dans ce petit fait !

Entre la Prusse et le Centre, la partie n'est pas égale. Le Centre peut encore se faire illusion ; dans les moments de crise, il est l'intermédiaire rêvé, il est le sauveur, la branche que saisit l'homme qui se noie, et qui lui permet d'atteindre la berge. Mais vienne l'accalmie, reparaissent les forces. Alors, quel mépris profond pour ces Allemands de seconde zone, qui cherchent leur mot d'ordre dans la Rome papale, honnie de Ludendorff ! Comme le Centre pèse peu, à ce moment, dans la balance, et qu'on lui sait peu gré d'intervenir partout (même en Allemagne libre) où se dessine un mouvement d'indépendance, afin de le faire avorter pour le plus grand profit de la Prusse ! Il faut, pour lui rendre quelque sentiment de fierté, ces menaces d'un nouveau *kulturkampf*, qui marquent automatiquement tout regain de vitalité de la Prusse « païenne » du docteur Lotz. Il faut la floraison de toute cette « littérature du fanatisme, de l'intolérance et de l'hystérie nationalistes, » flagellée par la revue socialiste *Glocke*, qui porte les Wulle, les Graefe et les Maurenbrecher à remplacer la croix du Sauveur par la croix gammée, à rejeter l'idéal du Christ parce qu'il était juif, et à lui préférer Wotan, qui au moins était un pur Allemand, ou, comme ils disent dans leur jargon, un véritable aryen.

Alors, mais alors seulement, le Centre réagit et se défend. Il élève la voix, quand Ludendorff, en septembre dernier, télé-

graphie au président du Congrès de la ligue évangélique, qu'il « attend de l'Église protestante, seule conforme aux sentiments religieux allemands et à la recherche de Dieu, qu'elle repousse avec plus de force les aspirations impérialistes de l'ultramontanisme, et combatte avec la dernière énergie toutes les tentatives faites en vue de démembrer la Prusse. » Il se sent touché, lorsqu'au même congrès, le professeur Hœffer déclare que « le moment viendra où le protestantisme aura besoin d'alliés pour lutter contre ses adversaires et devra s'assurer le contrôle des partis politiques », qu'il voit cet appui dans le mouvement raciste, « si on influe sur son développement et si on le surveille en ce sens, car c'est dans l'union de l'idée raciste et du protestantisme que se trouve le salut du peuple allemand. »

Il se sent touché et n'en poursuit pas moins son rêve, plus humain, sans doute, que celui des gens de Berlin, mais infiniment moins logique. Peut-être comprendra-t-il un jour qu'il peut être préférable d'agir par le dehors plutôt que par le dedans, qu'un État unique où la Prusse ne domine pas est une impossibilité et que, lorsqu'on a affaire à des fous furieux, la méthode qui consiste à tendre la joue gauche après la droite est plus évangélique que politique. En tout cas, nous n'en sommes pas là. Il est permis de penser qu'en face du fait accompli d'une séparation brutale, les catholiques rhénans se seraient repris, organisés, et que le jeune État, premier né d'une harmonieuse fédération, eût incité les autres pays à se libérer de l'hégémonie brutale de la Prusse. La Rhénanie aurait alors pu assumer sa mission traditionnelle, être le pont jeté entre l'Ouest et l'Est. Mais il serait puéril d'attendre seulement ce résultat d'une heureuse évolution. Et l'heure des révolutions est passée. Elle peut revenir dans cette Allemagne si instable, où tout se transforme si rapidement. Mais les Rhénans sauront-ils saisir l'occasion ? Et nous, saurons-nous vouloir ?

GUY DE TRAVERSAY.

A L'EXPOSITION RONSARD

Ronsard et son temps ! Quel beau titre, ambitieux, mais que tient si bien l'Exposition de la Bibliothèque nationale organisée en l'honneur du quatrième centenaire de la naissance de Ronsard par M. Roland-Marcel et ses collaborateurs auxquels s'est joint M. Alfred Pereire, et par le comité que préside M. Pierre de Nolhac avec autant de maîtrise que d'activité. Une fois de plus, ont été mises sous les yeux de tous des richesses étonnantes, pas toujours familières aux érudits, mais tout à fait inconnues du public, celles du vieux dépôt qui remonte au règne de Charles V, un legs des âges, sans doute, mais aussi l'héritage de tant de loyaux serviteurs : je pense, par exemple, au fonds Dupuy pour le XVIe siècle. La Bibliothèque Sainte-Geneviève a prêté quelques magnifiques crayons ; le Musée de Versailles, une série de portraits peints fort intéressants. L'effigie d'Étienne Pasquier, l'érudit et caustique avocat, avec sa calotte noire, tout de noir vêtu, maussade et le poil grison, celle de Guy du Faur de Pibrac, tout rond, sanguin, sans beaucoup de cervelle, amis de Ronsard, sont des documents précieux et d'une rare qualité psychologique. C'est dommage seulement que le Louvre, dont les collections remontent précisément à François Ier, — au temps du Primatice, elles étaient installées dans les bains à l'antique, — n'ait pas enrichi l'Exposition de quelques pièces hors ligne qui sont la gloire de la salle des portraits du XVIe siècle, de quelques morceaux de sculpture qu'il faut aller voir dans la salle, si heureusement remaniée, de Germain Pilon.

Mais telle qu'elle se présente à la Bibliothèque nationale, l'Exposition consacrée à Ronsard et son temps, donne un choc

dont on ne peut se défendre. Des petits marbres antiques, délicatement choisis, une tête de jeune faune, un cortège de bacchantes, si bien placés au centre de la pièce, nous rappellent que le paganisme est au cœur même de l'œuvre de Ronsard. Des grandes tapisseries datant du début du XVIIe siècle, faites sur des cartons antérieurs et exécutés par la manufacture de Mincy, qui précéda celle des Gobelins, des murs tendus de beaux dessins aux vitrines contenant manuscrits, imprimés, somptueuses reliures mosaïques, on va émerveillé. Nous avons l'impression d'être introduits tout à coup dans le XVIe siècle français, que nous commençons seulement de connaître, à la cour de Valois et de Médicis, où les hommes sont si beaux et les femmes si peu plaisantes. Il est bien que tant d'effigies soient dressées autour de Ronsard, qui avait promis à leurs modèles l'immortalité. Le poète a tenu sa parole. Ils revivaient dans ses vers ; ils revivent aujourd'hui sous nos yeux.

Ronsard nous accueille surtout, comme il convient, par la série très importante de ses éditions originales. Il y a là l'*Avant entrée du roy très chrestien Henry II* (exemplaire unique prêté par la Bibliothèque de Troyes); les éditions rarissimes des *Amours* de 1552 où nous voyons le charmant médaillon de Ronsard lauré, sur sa vingt-septième année, et celui de Cassandre qui reproduit peut-être la petite peinture de Nicolas Denisot que portait sur lui Ronsard, quand il disait, dans les bois touffus de son pays, la beauté de Mme de Pray et sa douleur; la mince et touchante plaquette de la *Suite des Amours* de 1555 où apparaît la simple Marie paysanne. Ronsard est encore sur la petite caricature du factum de La Baronie, sous l'aspect du vieillard cacochyme qui se chauffe près de son feu, non loin du coffre où il accumule les trésors que lui rapportait la messe, suivant les Réformés, les biens du pauvre poète tonsuré, qui nous a dit avoir plusieurs fois serré sa ceinture, n'ayant pas déjeuné !

Mais Ronsard, « charmeur des hommes et des femmes », comme le qualifie déjà l'épigramme grecque des *Odes* de 1550, est surtout à la page ouverte de l'édition in-folio de 1584, dont la première page porte la signature de d'Urfé. Ce grand livre ouvert est vraiment le testament du poète, sa bible, sa passion, le livre qu'il est venu corriger à Paris, si malade

déjà, dans l'hiver rigoureux de 1583, entrant dans la forêt de ses poèmes comme le bûcheron dans la forêt de Gastine, cruel à lui-même, imposant à ses *Amours* une nouvelle ordonnance, donnant à une maîtresse ce qu'il avait dit de l'autre; car rien ne comptait plus à ses yeux que la beauté de son œuvre. Ainsi, il lègue à la postérité ses vers, comme il voulait qu'ils fussent récités à l'avenir.

Et Ronsard revit encore dans le cortège de ses amitiés. L'homme était, comme il s'est dépeint, mélancolique, fantasque, très sensible. Parce qu'il s'est brouillé, peu de temps d'ailleurs, avec Pierre de Paschal, qu'il a rompu avec son disciple Grévin, avec son vieil ami l'helléniste Florent Chrestien qui l'avaient injurié, on a fait de lui le plus mauvais des confrères. Rien n'est plus faux; Ronsard aimait tendrement les écrivains ses contemporains. En parcourant leurs œuvres, j'ai toujours été étonné des hommages qu'il se plaisait à rendre au talent d'autrui. Il en a été très aimé.

Saluons donc au passage Jean Dorat, son vieux maître de grec, l'helléniste incomparable, le paysan limousin Dinemandi, qui a su le grec comme un Grec, et donné à ses disciples les commentaires enthousiastes de Platon et de Pindare, qui sont à la base de la doctrine de la Pléiade. Le voici, malingre, avec son front ridé, sur une belle médaille et sur le frontispice gravé de ses *Poemata*. Allons aussi vers Joachim du Bellay, le gentilhomme angevin, comme Ronsard était le gentilhomme vendômois. Une page d'un bel album de portraits nous montre sa physionomie aiguë, si française. Il est tout vivant, celui-là, que Ronsard évoque dramatiquement comme un fantôme mort. On conçoit le plaisir qu'il y avait à discuter avec l'auteur de la *Deffense et illustration*, qui ne pouvait souffrir les Italiens, qui a vu dans Rome un décombre, qui a traité les Vénitiens de « coyons », et dont l'écriture, que nous avons sous les yeux, est, comme celle de Ronsard, une gothique française, mais si souple et légère.

Voici Pierre de Paschal qui, sans mériter la réputation de latiniste admirable que lui firent ses contemporains, est loin d'avoir été un paresseux et un hâbleur ignare, Paschal, « Paschal garonnant », comme dit Ronsard, méridional, verbeux, qui a écrit de sa main l'étonnant journal en français des événements de Paris, en 1562, qui nous fournit un tableau si tra-

gique de l'année où Ronsard fera entendre sa grande parole française dans le *Discours des misères de ce temps*. Et Ronsard, qui a vu mourir Turnèbe, portera sur ses épaules à sa dernière demeure des Augustins, le charmant Remy Belleau qu'il aimait tendrement, le chantre de la nature et des bestioles. Il formera un disciple aimant de son secrétaire Amadis Jamyn qu'il nourrit près de lui. Devant le jeune Desportes lui-même, devant le triomphe de l'italianisme musqué que protège Henri III, Ronsard n'aura que des paroles magnanimes, à peine nuancées d'une ironie que nous lui prêtons peut-être.

Car, jusqu'au terme de sa vie, Ronsard, qui avait été dans son art un grand révolutionnaire, admirera la hardiesse, cherchera le renouvellement. Il doit quelque chose à Jamyn : la connaissance d'Hélène ; à Desportes, le style nouveau de ses sonnets, au temps ou Vénus « mignardait les moustaches de Mars ». Jusqu'à ses derniers jours, nous verrons Ronsard préoccupé des recherches des jeunes, attentif à leur hommage, comme il se montra envers le jeune Flaminio de Birague, dont on aurait voulu regarder l'étonnant portrait.

Ronsard, qui avait nourri sa poésie d'érudition, protestera seulement contre celle des jeunes « latiniseurs », comme Jacques-Auguste de Thou. Parvenu à la maîtrise que donne l'âge, il ne s'éleva guère que contre l'enflure et le grotesque des jeunes, Du Bartas et Du Monin, épris qu'il est du souverain style, « ni trop haut, ni trop bas », qu'il s'est créé à l'imitation de son maître Virgile. Ainsi Ronsard nous apparaît dans le cortège de ses amitiés littéraires, parmi les poètes qui lui feront si imposante escorte à son tombeau, où l'on peut même remarquer quelque presse.

Mais il serait vain de ne chercher Ronsard que dans l'entourage de ses maîtres et de ses émules. Un poète tel que lui, si parfaitement intelligent, — ses premiers amis, comme Guy de Brués, ont reconnu en lui le philosophe, — a compris toutes les formes du beau. Voilà un point de vue intéressant que l'Exposition met parfaitement en lumière.

C'est dans un cortège de musiciens qu'en 1552, chez la veuve Maurice de la Porte, au Clos Bruneau, Pierre de Ronsard chanta ses amours. De bons musiciens l'accompagnent : P. Certon, C. Goudimel, Marc-Antoine de Muret et Janequin.

Car il avait fait mettre à la fin de son livre la musique « sur laquelle tu pourras chanter une bonne partie du contenu en icelluy ». Ainsi le poète fait éditer ses *Amours* aux accords du luth. En 1569, il adressa son poème du *Souci* au bon chanteur Guillaume Cherouvrier. Des vers de Ronsard ont été mis en musique par la plupart des musiciens de son temps. L'année sanglante de la Saint-Barthélemy, Ronsard préfaça les *Meslanges de chansons*, donnant une louange si sentie aux musiciens passés et présents, en particulier au divin Orlande. On voit que si Ronsard a beaucoup aimé la musique, les musiciens ont toujours beaucoup aimé ses vers. L'intéressante vitrine de l'Exposition nous le rappelle. Elle place sous nos yeux l'étonnant *Balet comique de la roine* de 1582, où Hélène de Surgères parut en nymphe. Une grande peinture du Musée de Versailles représentant le bal des noces de Joyeuse, un protecteur de Ronsard qui collabora à la fête avec Desportes, nous retrace la dernière des fêtes platoniciennes, qui enchanta Henri III au Louvre.

C'est tout le Louvre, les artistes qui l'édifièrent et l'ornèrent, qu'il faudrait évoquer après les musiciens, pour faire comprendre ici Ronsard. L'Exposition nous y aidera. Les *Odes* en particulier, où l'on n'a vu jusqu'à présent que des transcriptions pindariques, ne forment guère qu'une série de médaillons à l'antique, de portraits d'apparat dans des costumes mythologiques qui évoquent la splendide Cour de Henri II, les salles aux belles boiseries, d'un si noble style, qui nous font penser à Versailles. Les triomphes d'Henri II, ce grand moment d'expansion française sur le Rhin, les victoires sur les Anglais, ont consolidé nos frontières et assuré le triomphe de la langue française, du style nouveau. Ch. Fontaine l'a dit très clairement : il faut désormais écrire en français pour chanter les triomphes de la France. Il y a là un parallélisme frappant avec les années victorieuses de la jeunesse de Louis XIV. Mais le travestissement à l'antique était alors quelque chose de beaucoup plus naturel. Toute la Cour de Henri II figure au banquet des Dieux sur la coupe de Léonard Limosin; et ce n'était pas là absolument une innovation, comme le prouve la miniature exposée de François Ier, où il est figuré portant les attributs de Minerve, de Mercure et de Diane. Quand Henri II entre à Paris, il fait cabrer son cheval blanc parmi la foule, et se

montre équipé comme un empereur romain. Les gens du collège Coqueret ont collaboré à cette royale mascarade. Diane de Poitiers, la vieille amie du Roi, est la sœur d'Apollon; l'épouse, Catherine, une Junon. Avant d'être écrite, l'allégorie de la *Franciade*, a été sculptée au Louvre sous la forme d'une *Renommée* par Pierre Lescot, le grand ami du poète, celui qu'il rendit confident de sa vie et de ses aventures. Ronsard l'a défendu contre les Italiens qu'il ne pouvait souffrir, prenant son parti contre Philibert de l'Orme, son rival. Et Ronsard admirait beaucoup Germain Pilon qui, sur l'ordre de Catherine, a sculpté les Grâces françaises, dignes d'Athènes, pour soutenir le cœur de Henri II :

Par une royne où sont toutes les grâces,
Trois Grâces sont mises dessus ce cueur...

Il a erré à Saint-Denis, au moment où Germain Pilon travaillait au tombeau des Valois, au pied desquels Ronsard se réservait une place. Denisot du Mans, peintre et poète, avait été jadis son compagnon. Et c'est à Jeannet, c'est-à-dire à Jean Clouet, que Ronsard avait demandé le portrait de sa maîtresse.

Clouet est le nom prestigieux du dessinateur précis, et un peu sec, auquel on donnait, il y a quelques années, tous les beaux dessins de Chantilly, de Sainte-Geneviève, de la Bibliothèque nationale, et qui sont vraiment les joyaux de l'Exposition que nous parcourons. Mais nous savons aujourd'hui que François Clouet qui travailla jusqu'en 1572, n'est qu'un nom passe-partout. Il a à ses côtés Jean de Court, connu surtout par des témoignages contemporains, Antoine Caron, François Quesnel et les expressifs Dumontier.

Ces crayons anonymes du XVIe siècle triomphent une fois de plus aujourd'hui. Ce sont des merveilles qui retiennent naturellement la faveur du public. Imaginez un trait délicat et précis, fixant tout l'intérêt sur le visage, pris de trois quarts, traduisant la vie même, abandonnant à des indications plus sommaires, mais d'une science consommée, ingresque, le détail du costume. Un fard délicat colore ces dessins, indiquant la nuance des yeux, des cheveux, rosit les joues et les lèvres. Ils évoquent pour nous la Cour de François Ier, d'Henri II, ressuscitent les premiers protecteurs de Ronsard, Michel de

l'Hospital, Odet de Coligny, Marguerite de France, Diane de Poitiers qui nous fait penser à Mme de Maintenon, la série des Médicis affreuse, avec Catherine si lourde et grasse, que Ronsard a si bien servie et dont il a traduit la pensée tolérante, Charles IX, son élève en poésie, qui nous apparaît tour à tour enfant, et sous les traits tirés de l'homme, Henri III avec son grand front migraineux, prématurément vieilli, si triste, le mystique dépravé dont l'image est encore moins cruelle que les rapports des ambassadeurs et des correspondants italiens qui nous le font connaître, mais qui demeura toujours si brave et éloquent :

Voicy du roy Henri troisième l'image
Qui mesprisa la vie, ennemis et dangers...

Instinctivement, nous allons aux crayons de femmes que Ronsard a chantées et aimées, en souvenir des portraits littéraires, si admirables, qu'il a tracés d'elles, de leurs toilettes chargées de tant de perles et de verroteries, comme les modèles de Véronèse :

De quoy te sert mainte agate gravée,
Maint beau ruby, maint riche diamant?
Ta beauté seule est ton seul ornement.
Beauté qu'Amour en son sein a couvée...
Cache ta perle en l'Orient trouvée,
Tes grâces soyent tes bagues seulement.

Mais il faut le dire, une désillusion nous attend ici. Sauf le portrait présumé de Gabrielle d'Estrées, qui a tout le charme d'un pastel du XVIIIe siècle, nos dessinateurs du XVIe siècle n'excellent pas dans les effigies féminines; Ronsard les fait oublier de tout son génie. Quelle absence de grâce et de volupté dans la plupart de ces figures, encore raidies, sans sourire, engoncées dans les collerettes et les robes montantes! Mais quel témoignage précieux aussi sur la Cour de Catherine, sur l'escadron des filles que nous voyons toujours à travers les hâbleries égrillardes de cet affreux Brantôme, le laid Gascon dont il faut regarder la revêche figure. C'est un fait que la Cour de Catherine, une maison ouverte à la française, et non fermée à la façon d'Espagne, était parfaitement tenue. Catherine y faisait observer la discipline, corrigeant elle-même les filles d'honneur de sa main. Elles portaient des robes longues, épaisses et

raides, qui les dissimulaient complètement, de chastes voiles, des cols montants. Ces escadrons de filles ne nourrissaient pas généralement d'intrigues amoureuses et politiques, comme l'a rapporté Brantôme. Le platonisme y fleurissait, avec ses hypocrisies parfois. Voici Marie Stuart, dont Ronsard conservait un portrait dans son « étude parée de livres », la reine savante et triste, dans les voiles blancs de son veuvage. Mais vraiment on voudrait mettre en doute le portrait de Françoise d'Estrées, l'Astrée de Ronsard, figure si déplaisante; celui de la moutonnière Marie de Clèves dont Henri III devint fou; et celui de la belle Chasteauneuf qui n'est pas belle. Il ne faut pas relire l'enchanteur portrait de la Charite, Marguerite de Valois, qui dansait « en roulant divinement le pas », la royale Hippolyte de Desportes, le feu follet des fêtes de la Cour, devant des crayons qui ne la flattent pas:

En ses yeux bruns toute délicatesse...
Sa bouche estoit de mille roses pleine.

Une figure est bien aimable cependant, celle de Madeleine de Laubespine, que Ronsard louangea; et la savante maréchale de Retz, dans son habit de Cour, est fort digne, avec un front où rayonnent l'intelligence et l'honnêteté. Comme j'aime son album de vers, aux belles lettres ornées, qui fait tant songer à la Guirlande de Julie!

Oui, ce sont vraiment les effigies d'hommes qui nous retiennent surtout, les Chastillon, les Guises, Anne de Joyeuse, l'amiral, un vrai séducteur, si beau et aimable. Mais entre toutes ces figures d'hommes, nous nous arrêterons devant Béranger Le Guast, le grand ami de Brantôme, celui que Ronsard rendait le confident du « chaud de ses artères ».

Que l'homme nous apparaît vivant, élégant, cynique comme il était, le torse bombé, net comme la lame de l'épée qu'il fit admirer à Brantôme dans la cour du Louvre, le beau capitaine des gardes! « Souci de Mars et de Cypris », il était brave et batailleur, très aimé d'Henri III qui l'avait vu monter à l'assaut du bastion de l'Ange, à la Rochelle, où il fut blessé. Il recevait admirablement dans son hôtel d'Anjou. Ronsard y fréquentait, retrouvant les beaux esprits d'alors : Brantôme qui lui faisait la lecture des auteurs italiens; Beaujoyeux, le premier violon de Catherine, Italien spirituel; Charles d'Épinay, l'évêque de

Dol ; le jeune Agrippa d'Aubigné qui ne méprisait pas, en ce temps-là, la compagnie de ces viveurs. Et c'est là qu'un soir Dorat lut pour la première fois le conte de *la Matrone d'Éphèse*. Aux dîners de Le Guast, on parlait surtout de l'amour, des plaisirs et des déplaisirs qu'il nous donne. Mais dans l'amour, Le Guast, cruel, qui s'était couvert de sang innocent à la Saint-Barthélemy, appréciait surtout la vengeance. Amant de Françoise d'Estrée, l'Astrée de Ronsard, Le Guast avait tué en duel Antoine d'Alègre, cousin d'un gentilhomme professionnel de l'assassinat, le baron de Vitteaux. Ce dernier devait s'introduire un soir dans sa maison, après que Le Guast eut placé sa garde au Louvre, et l'égorger dans la ruelle de son lit, « laissant Mme d'Estrée forcenée d'avoir perdu son amant ».

De telles figures, unissant à la violence le raffinement, la culture à la force physique, nous captivent. Mais d'autres vitrines, sans parler à nos yeux, sont pour nous l'objet de bien des réflexions. C'est une fort heureuse idée, par exemple, d'avoir songé à grouper, autour de Ronsard et de la Pléiade, les poètes provinciaux. Car la France du XVIe siècle était encore un agrégat de provinces, soumises parfois de nom à l'autorité royale. Il y avait là des centres de culture, d'opposition aussi à la monarchie centralisée, dont le protestantisme et la Ligue éprouvèrent la puissance. Un Ronsard est demeuré un « vieux Gaulois », très attaché à sa terre.

Enfin, dans la France de ce temps, surtout au temps de Henri III, on aurait pu remarquer bien des centres traditionnalistes qui s'opposaient tout naturellement à l'étranger, à l'italianisme que représentait le goût nouveau d'Henri III et de sa cour. Il y avait là comme une manière d'opposition. Dans nos provinces, qui ne suivaient pas la mode de Paris, ni celle de la Cour, Ronsard compta une foule d'admirateurs, d'imitateurs jusqu'à ses derniers jours. On était resté fidèle à son premier style, à celui dans lequel il avait chanté sa Cassandre. On lui savait gré, sans doute, d'être demeuré un pur Français, de ne pouvoir souffrir les Italiens, les mœurs mauvaises, la fausse splendeur, les excès de l'âge nouveau. Ce « style Cassandre » est repris par l'Auvergnat Jean de Boyssières, par le Savoyard Claude de Buttet, par le Breton Charles d'Épinay, par l'Angevin Pierre le Loyer, par le Dijonnais Claude Turrin, par le Bordelais Pierre de Brach, par Jean de

la Jessée le Gascon, tous disciples de Ronsard qui s'inclinaient devant son génie. La guerre religieuse a brisé bien des amitiés. L'âge est venu. Ronsard s'est retiré sur ses terres. Un jeune Champenois, son disciple, Amadis Jamyn le parfait secrétaire, va cueillir pour son maître la fraîche salade défendue par les médecins, et il a lu Homère près de lui. Et c'est un autre jeune provincial, Claude Binet du Beauvaisis, fort spirituel et si épris de la vie pastorale, qui recueillit certaines de ses confidences, et qui écrira le *Discours de la vie de Ronsard*, qui a été le point de départ de tant de recherches biographiques. Ainsi Ronsard, gentilhomme de ce Vendômois, que Michelet a dit si « prosaïque », Français du cœur de la France, qui voulut mourir à Saint-Cosme, « l'œillet de la Touraine », nous apparaît dans le cortège des poètes provinciaux, donnant sa fleur et son parfum dans le corbillon des fruits de son pays.

C'est encore une idée très heureuse d'avoir réuni dans les vitrines de l'Exposition des pièces caractéristiques de ce temps, les images des fêtes, des guerres et des massacres qui donnent le frisson. Car le seizième siècle français, la grande époque de l'art, enfanta dans la douleur, dans les affres d'une révolution politique et religieuse, où tout a été remis en question, même le roi dont la race finit.

Quels rares moments de repos cet âge nous présente avec les fêtes diplomatiques de Fontainebleau ou de Bayonne! Mais ces heures d'apaisement, Ronsard les a goûtées avec le sentiment d'une consciente volupté. Quel dommage de ne pas les voir évoquées ici par les belles tapisseries des Offices de Florence, pièces splendides où revivent les cartels et les mascarades, les grandes chasses de Fontainebleau, au temps où l'on chantait sur un air grave et pompeux le triomphe de l'amour! Mais une telle réunion de documents nous présente déjà ici tant d'aspects de ce XVIe siècle, où l'âme élargie et mélancolique s'envole à la suite des aventuriers, vers l'Amérique, le Pérou ; elle nous ouvre ce domaine, plus infini encore que le monde connu, et qui est celui des sciences. Là encore, nous trouverons Ronsard attentif, qui a connu André Thevet, ses voyages et son malheur, Ambroise Paré, le chirurgien du Roi, pour lequel le poète écrit un sonnet préfaçant les *Œuvres* (1575).

Ainsi Ronsard, qui n'est représenté ici que par la médaille de Primavera, les portraits de ses éditions (on aurait bien voulu voir le beau crayon de l'Hermitage), n'a jamais été mieux peint que par cet ensemble où nous voyons tous ses amis, tous ses protecteurs et ses contemporains.

Il revit vraiment dans sa grande et mauvaise écriture, dans ses paraphes orgueilleux. Qui peut voir sans émotion le brouillon du beau discours académique prêté par M. Henri de Rothschild, la méchante lettre écrite à son vieil ami Scévole de Sainte-Marthe à propos d'Hélène : (« c'est un grand malheur de servir une maîtresse qui n'a jugement ny raison en notre poésie »), la lettre à Baïf à propos de la *Pædotrophia* de Sainte-Marthe ?

C'est bien le lieu d'évoquer son ombrageuse et haute personnalité. Qui se contenterait aujourd'hui de la page sotte de Michelet : « Au faux Achille (Henri II), un faux Homère, au faux César, un faux Virgile... » Et Michelet exécute le maniaque enragé de travail, qui se ronge les ongles, rime le jour et la nuit sans lâcher prise, le « capitaine Ronsard » qui frappe comme un sourd sur la pauvre langue française, que personne ne comprend et que tous admirent. Ainsi, Michelet écrit l'histoire, suivant ses crises d'amour et de haine, Michelet qui ne lit plus rien, en 1856. Mais, suivant son mot si juste, si l'histoire doit être une résurrection, Ronsard ressuscite vraiment à l'Exposition du quatrième centenaire. Il nous apparaît qu'il a été à la fois un grand artiste et un grand serviteur, disons le mot. Son œuvre est inspirée par des circonstances réelles, par la vision même de son temps.

En donnant un dernier regard à tant de reliques ici rassemblées, nous pensions que les plus belles aventures sont toujours dans l'ordre spirituel. C'est une belle aventure que la vie de Ronsard, le petit gentilhomme « sourdaud », incompris des siens, l'élève du collège Coqueret, qui, entouré d'un petit nombre de camarades, s'est jeté, en cet âge de bataille, au pillage de la littérature grecque et latine, avec sa Brigade qui deviendra la Pléiade. Ces Gallo-Grecs, comme ils se nomment, ont vraiment donné l'assaut à l'antiquité. Ronsard, le plus batailleur, sera le plus vite assagi. Un autre eût dû étouffer sous le fatras de Pindare et de Lycophron. Mais déjà Virgile et Homère sont ses guides. Le vieux Gaulois qu'il est demeuré, au tempérament

dru et fort, à travers l'Oarystis s'achemine vers l'amour de la simple Marie. Et le voici tout français, attentif aux événements de son temps, dont il fait vraiment la chronique, chantre des fêtes curiales, polémiste inspiré à l'heure des luttes religieuses. Avec une souveraine aisance, et tant de raison, il se montre le bon serviteur, conseillant ou gourmandant ses maîtres, la reine mère et ses fils. A l'automne de sa vie, dans le silence de sa campagne qu'il aima passionnément, il se tourne vers la contemplation de la Nature chantant les saisons, les étoiles, la vie et la mort, l'éternelle métamorphose.

Il relit son Virgile, son Homère, et Lucrèce, dans ses bénéfices ecclésiastiques qu'il administre avec soin et générosité. Il est tout païen et il demeure catholique, chantant les processions et les hymnes des saints gravées dans les églises de son pays. Il fera même une fin chrétienne fort édifiante.

Tel fut l'homme dont nous saluons le buste en sortant de l'Exposition, entre la haie de lauriers qu'il eût aimée. Il nous regarde incliné douloureusement, dans la maigreur de ses derniers jours, car la statue est sans doute faite d'après le masque funèbre pris à Saint-Cosme. Et nous avons le sentiment que lui, qui avait goûté toutes choses, tous les plaisirs, connu toutes les curiosités, qui était sorti du banquet de la vie « saoul du monde », comme il l'a dit à Villeroy, n'eût été étonné ni de l'injuste abandon qui si longtemps entoura son œuvre, ni de la foule nombreuse et mondaine qui défile aujourd'hui devant lui :

Nous devons à la Mort et nous et nos ouvrages :
Nous mourons les premiers, le long reply des âges
En roulant engloutist nos œuvres à la fin :
Ainsi le veut Nature et le puissant Destin...
Quant à moy, j'aime mieux trente ans de renommée
Jouissant du soleil, que mille ans de renom
Lorsque la fosse creuse enfouyra mon nom,
Et lorsque notre forme en une autre se change.
L'homme qui ne sent plus n'a besoin de louange.

PIERRE CHAMPION.

PROBLÈMES
DE LA VIE ET DE LA MORT
LES COLLOÏDES

Henri Poincaré, qui fut un puissant théoricien, a écrit contre les théories les choses les plus meurtrières qui aient jamais été proférées. Il a montré leur caractère aléatoire, leur impossibilité de parvenir jusqu'à l'essence même des choses, et il a cru leur faire beaucoup d'honneur lorsque, après leur avoir dénié toute capacité d'atteindre la *vérité*, il leur a concédé cette vertu : c'est qu'elles sont *commodes*. Et pourtant Poincaré a consacré toute sa vie à la théorie...

C'est que, comme il l'a dit, un amas de faits n'est pas plus une science qu'un tas de pierres n'est une maison, et qu'une maison est infiniment plus utile et plus agréable et plus commode qu'un tas de pierres. C'est que, comme l'a dit Bacon, il n'est de science que du général. C'est que, après le besoin de vivre, le besoin de philosopher est le plus puissant qui soit dans l'âme humaine. C'est que, à la guerre, — et quelle guerre est plus passionnante que celle de l'esprit humain contre l'inconnu ? — mieux vaut un plan imparfait que pas de plan du tout : parce qu'un plan est un animateur de la volonté, qu'il implique des hypothèses génératrices d'actions. Pareillement dans la science, l'hypothèse a toujours, même quand elle est fausse, l'avantage de suggérer des recherches et des expériences, quitte à être ensuite dévorée par celles-ci, à l'inverse de la légende d'Ugolin.

Pour ces raisons, et d'autres encore qu'il est superflu de développer ici, car chacun les sent plus ou moins intuitivement, toute doctrine qui tente d'assembler en une synthèse les

faits qui concernent notre être, les faits biologiques, doit forcément passionner les esprits curieux, Or, tout justement, une théorie vient de voir le jour qui, à mon avis, n'a pas jusqu'ici attiré suffisamment l'attention et qui tend à concentrer en une synthèse puissante les données les plus récentes que la biologie a apportées dans les problèmes de la vie et de la mort.

Cette théorie que je voudrais, aussi clairement mais aussi brièvement que possible, exposer aux lecteurs de la *Revue*, est due à M. Auguste Lumière de Lyon qui, en collaboration avec son frère M. Louis Lumière, a déjà apporté dans la photographie, la chimie et la cinématographie, le beau contingent de travaux que tout le monde connaît.

La théorie biologique de M. Auguste Lumière est, comme on le verra, simple et fortement synthétique. Cela seul doit lui mériter l'attention. Par ailleurs, elle est fondée sur un certain nombre d'expériences et d'analogies impressionnantes. Enfin, elle a le grand avantage de suggérer des recherches et des expérimentations nouvelles, et cela surtout est précieux. Car autre chose est une théorie invérifiable et en quelque sorte mystique, et qui plane au-dessus des prosaïsmes du monde observable ; autre chose est une théorie que s'impose le critère des faits. Que ceux-ci ne puissent et même ne doivent nécessairement quelque jour infirmer la *théorie colloïdale* de M. Auguste Lumière, c'est ce qui *a priori* me paraît certain. Il n'est point de doctrine qui ne passe quelque jour, après avoir résisté plus ou moins longtemps. Il en est ainsi, parce que toute théorie, — j'entends toute bonne théorie, — est un *coagulum* de notre pensée logique et d'un certain nombre de faits connus. Comme notre pensée ne saurait contenir tout l'univers dont elle n'est qu'une parcelle médiocre ; comme, d'autre part, les *faits* connus aujourd'hui ne sont qu'une faible fraction de ceux qui seront connus demain, il s'ensuit nécessairement que le *coagulum* théorique de l'une et des autres doit être incomplet, imparfait, et devra être quelque jour remplacé par un autre mieux adapté aux choses.

Nous avons vu que la loi de gravitation de Newton, qu'on croyait propre à contenir pendant une dizaine de siècles toute l'astronomie, a dû subir le sort des choses en apparence les plus perdurables. Souhaitons à la théorie de M. Auguste Lumière de durer aussi longtemps ; et même, si, comme je ne me

le dissimule point, cela ne devait point être réalisé, il sera toujours beau d'avoir abrité et synthétisé, fût-ce un temps, un ensemble de faits biologiques connus aujourd'hui.

***

Mais avant tout il importe que j'éclaire un peu ma lanterne. J'ai appelé l'hypothèse de M. Lumière *Théorie colloïdale de la vie*. Voilà le grand mot lâché. Que mes lecteurs ne s'effrayent point de son aspect un peu barbare, car il dissimule des êtres passionnants. Et voyons d'abord ce qu'on appelle un colloïde, une chose colloïdale. Cela seul est, par soi-même, et en dehors même des aperçus biologiques que nous dirons, un sujet passionnant et qui vaut que nous nous y arrêtions quelque peu.

Qu'est-ce qu'un *colloïde*? Quand on cherche à définir exactement ce terme, on constate que c'est très difficile. Qu'on n'aille point à ce propos jeter aussitôt la pierre aux hommes de science. Les choses les plus communes sont souvent les plus difficiles à définir. Qu'est-ce qu'un être vivant? Bien avisé celui qui le définira précisément et les physiologistes en sont encore à chercher un signe net, absolu, univoque qui permette de distinguer la matière vivante de la matière morte. Il en est de même dans bien d'autres domaines. Qu'est-ce qu'un animal? qu'est-ce qu'une plante? Nous savons que l'âne, que l'homme est un animal. Nous savons aussi que le laurier et le chardon sont des plantes dont ces deux animaux aiment respectivement à se nourrir. Mais, aux confins de la zoologie et de la botanique, il existe des êtres simples, et particulièrement des êtres marins dont nul ne peut dire avec certitude s'ils sont animaux ou plantes et que les naturalistes, selon leur école, rangent dans l'une ou l'autre catégorie. Eh bien ! il en est de même des *colloïdes*. Il n'existe pas de définition parfaitement générale et univoque de ces substances, car on en connaît qui ne rentreraient que partiellement dans la définition. Le mieux est donc que nous tâchions de définir ce que sont les colloïdes, non par des mots mais par des faits.

La terminologie généralement usitée dans ce domaine est celle qui a été créée par le chimiste anglais Graham. C'est lui qui, en 1861, a introduit dans la science ces deux termes de *colloïde* et de *cristalloïde*.

Voici une expérience très simple : versons au fond d'un

vase de verre cylindrique une solution colorée plus dense que l'eau, par exemple une solution bleue de sulfate de cuivre, et cela jusqu'à mi-hauteur du verre. Puis versons très doucement au-dessus, avec des précautions spéciales et par le moyen d'une pipette, de l'eau. Si l'opération a été bien menée, et avec suffisamment de délicatesse, l'eau ne se mélangera pas au sulfate de cuivre, mais restera au-dessus, et il y aura entre les deux liquides une surface de séparation nette.

Si nous laissons ensuite en repos nos deux liquides ainsi superposés dans le vase immobile, et dans un local à température constante, et que nous revenions le lendemain, nous constaterons que, au lieu de la surface de séparation nette de l'un des liquides, il y a une zone de transition d'environ un ou deux centimètres d'épaisseur et dans laquelle l'eau ne sera plus incolore, ni bleu foncé, comme la solution cuivreuse, mais bleu dégradé, comme si une partie de sulfate de cuivre avait monté dans l'eau pure tandis qu'une partie de celle-ci descendait dans la solution cuivrée. Il y a eu en effet compénétration partielle des deux solutions et ce phénomène est dû à la *diffusion* des particules des deux liquides. Si nous prolongions cette expérience, nous verrions que, trois jours après, l'épaisseur de la zone de transition entre les deux liquides n'est que de trois centimètres. La *diffusion* des molécules liquides est donc un phénomène très lent.

Mais il y a un moyen de la rendre plus rapide, et voici une autre expérience de Graham qui y pourvoit.

Plaçons notre solution de sulfate de cuivre dans un tube de verre, dont le fond est constitué par un morceau de parchemin ou de papier parcheminé, qu'on aura ficelé à la partie inférieure du tube. Plongeons ensuite ce tube dans un vase de verre contenant de l'eau pure. Au bout de quelques instants, nous verrons le sulfate de cuivre traverser la membrane parcheminée de son récipient et tomber, sous forme de traînées bleues, vers le fond de l'eau. Si on renouvelle de temps en temps celle-ci (à mesure qu'elle bleuit) la transsudation du sulfate de cuivre continuera relativement vite, et le tube qui contenait ce sulfate finira par ne plus contenir que de l'eau pure. Refaite avec un grand nombre de substances, l'expérience donnera le même résultat : par exemple, si, au lieu d'une solution de sulfate de cuivre, on emploie une solution de sel marin ou de sucre. En revanche, avec d'autres substances, le résultat sera différent et la solution

ne transsudera pas d'une manière appréciable à travers la membrane. Tel sera par exemple le cas avec une solution de *gomme arabique* : elle restera indéfiniment sur la membrane sans traverser celle-ci pour se mêler à l'eau sous-adjacente. En tout cas, dans ce cas, même si la diffusion à travers sa membrane n'est pas nulle, elle est extrêmement lente.

Graham a trouvé, par exemple, qu'à travers la même membrane, il passe, dans le même temps, mille fois plus d'une solution de sucre que d'une solution de gomme arabique. Il y avait donc là un phénomène tout à fait nouveau, une séparation nette entre deux catégories de substances. Et c'est ainsi que Graham dans son célèbre mémoire, *la Diffusion appliquée à l'analyse*, a été amené à distinguer deux sortes de substances dissoutes : celles qu'il a appelées les *cristalloïdes* (parce que la plupart des corps cristallisables en font partie) et celles qu'il a appelés les *colloïdes* (parce que parmi elles se rangent les solutions de *colles*, telles que la gomme arabique, l'amidon, la gélatine, etc... et que ces substances, en général, ne sont pas cristallisées à l'état solide, mais amorphes).

Le phénomène de la diffusion à travers une membrane a été appelé par Graham la *dialyse* et le terme est consacré aujourd'hui. D'après la définition de Graham, les colloïdes sont donc les substances non dialysables.

Mais il est apparu bientôt que cette définition ne pouvait avoir un caractère absolu, parce que certaines substances dialysent ou ne dialysent pas, selon la nature de la membrane utilisée. Par ailleurs, la terminologie de Graham a paru n'être pas impeccable, lorsqu'on a découvert que certaines substances organiques telles que l'hémoglobine du sang et l'albumine, bien que non dialysables, peuvent être cependant cristallisées.

La terminologie introduite par Graham n'en continue pas moins à être utilisée, et non sans raison, car elle correspond au plus grand nombre de faits et les caractères colloïdaux définis par lui se trouvent plus nettement définis lorsqu'on leur ajoute d'autres propriétés découvertes depuis et dont il n'y a pas lieu ici de parler.

*
* *

Les mesures faites, par les procédés habituels, des poids moléculaires des substances colloïdales ont montré que ces poids

sont en général très grands comparativement à ceux des substances cristallisables ordinaires. Et nous touchons ici à un ordre de faits qui va nous introduire dans l'intimité même de la structure des colloïdes et nous éclairer soudain sur leur nature et sur la cause de leurs singulières propriétés.

Le poids absolu, le poids réel de la molécule d'un corps est toujours un nombre extrêmement petit. Par exemple le poids d'une molécule de sucre égale à peu près le demi-millième de la milliardième partie d'un millionième de milligramme. C'est peu en fait, et c'est bien long quand il s'agit de l'exprimer avec des mots. Pour désencombrer leur langage, les chimistes ont pris l'habitude d'exprimer non pas les *poids vrais* des molécules mais leurs *poids relatifs*, étant convenu, *a priori*, que celui de l'oxygène sera égal à 32. Dans ces conditions, le poids moléculaire relatif du sucre est égal à 342.

Or presque tous les cristalloïdes ont des poids moléculaires relativement faibles et le plus souvent inférieurs à 500. Au contraire, lorsqu'on détermine par certaines méthodes ceux des colloïdes, on trouve des nombres généralement énormes.

Ainsi pour l'amidon on a trouvé un poids moléculaire variant entre 20 000 et 30 000, pour l'albumine on a trouvé des nombres allant jusqu'à 15 000, etc. C'est un caractère singulier des colloïdes, que le poids moléculaire trouvé pour un corps donné n'est pas un nombre fixe, mais varie selon la manière dont le colloïde a été préparé et même selon le temps depuis lequel il est en solution.

Et dès maintenant ceci nous permet de comprendre pourquoi une solution colloïdale diffuse beaucoup plus lentement à travers une membrane qu'une solution ordinaire. En effet les molécules dissoutes de la première étant beaucoup plus lourdes c'est-à-dire beaucoup plus grosses, il est tout naturel qu'elles traversent beaucoup plus difficilement et beaucoup plus lentement les pores de la membrane dialysante.

Ces inductions ont été confirmées et de la manière la plus éclatante par l'étude optique des solutions colloïdales et surtout par leur observation au moyen de l'ultra-microscope. L'ultra-microscope est un merveilleux instrument qui permet de voir des objets encore plus petits que ceux que décèle un microscope de même puissance. Il consiste essentiellement en un microscope qui permet d'observer le liquide à étudier, après

avoir éclairé celui-ci *latéralement* par un faisceau de lumière intense, tandis que dans le microscope ordinaire l'objet est éclairé par un faisceau dirigé dans le sens du rayon visuel. Dans ces conditions, l'expérience, d'accord avec la théorie qu'on me saura gré de ne pas développer ici, montre que l'on voit des objets dont la petitesse échapperait au microscope ordinaire.

Grâce, en particulier, aux dispositifs ingénieux imaginés par deux physiciens français, MM. Cotton et Mouton, l'ultra-microscope a permis de pousser très loin l'étude des colloïdes. Par lui, on est arrivé à voir et à dénombrer les particules en suspension dans une solution colloïdale. Bien mieux, on est arrivé à connaître directement le poids de chacune d'elles. Connaissant, en effet, la teneur en or d'une solution d'or colloïdal par exemple, il suffit de compter le nombre des particules qui sont visibles dans le champ de l'ultra-microscope, ou mieux (car ces particules sont en mouvement perpétuel) de compter les particules qui traversent le champ en un temps donné. Une simple règle de trois donne alors le poids de chaque particule et partant sa grosseur.

On a trouvé ainsi que les particules colloïdales ont des diamètres allant de 2 millionièmes à 1 dix-millième de millimètre, ce qui est beaucoup,... moléculairement parlant.

Ces études optiques ont été complétées par les belles recherches, qu'a permis la réalisation par M. Malfitano, des ultra-filtres au collodion, avec lesquels on peut former à volonté des membranes qui servent pour la dialyse des particules colloïdales de telle grosseur donnée à l'exclusion des autres.

Toutes ces méthodes ont permis finalement d'arriver à connaître relativement bien la nature et la constitution intime des particules colloïdales. On sait qu'il existe en chimie certains corps composés qui sont formés par la *condensation* de plusieurs molécules d'autres corps. Par exemple le benzène, dont la formule est C^6H^6, est formé par la condensation de trois molécules d'acétylène, dont la formule est C^2H^2. Eh bien, sans entrer à ce sujet dans des détails fastidieux, il me suffira de dire ici qu'on est arrivé à démontrer que les particules colloïdales ne sont que des molécules complexes ainsi formées par *condensation* plus ou moins poussée des molécules constituantes.

Les particules colloïdales sont donc des *complexes*, — c'est le

terme consacré, — dans lesquels les molécules constituantes initiales peuvent être assemblées en très grand nombre, de manière à former des molécules résultantes relativement énormes.

Enfin, il est une propriété des colloïdes sur laquelle il convient que nous attirions l'attention, car elle joue un rôle important dans les conceptions de M. Lumière. C'est la transformation spontanée de ces corps : les solutions colloïdales très longuement dialysées finissent par se coaguler spontanément, même si on les place dans des récipients scellés. Tel est le cas pour l'oxyde ferrique, l'albumine, la silice, etc. Les solutions d'amidon préparées à chaud se modifient à froid, se troublent et finissent par déposer. Il en est de même, semble-t-il, de la plupart des liquides organiques et notamment des vaccins qui, conservés en tubes scellés, perdent par ce motif lentement leur pouvoir curatif.

Tout l'exposé que nous venons de faire au sujet des colloïdes, outre qu'il se justifie par l'intérêt que présentent ces curieuses substances, avait surtout pour objet de nous armer en vue de comprendre la théorie de M. Auguste Lumière.

Si les colloïdes ont un puissant intérêt, c'est en effet parce que la plupart des tissus vivants et des humeurs dans lesquelles baignent ces tissus sont, comme nous allons voir, des substances colloïdales. Sont en effet des colloïdes : l'amidon, le glycogène, le tannin et les gommes et mucilages, la cellulose qui constitue l'essentiel des végétaux, l'albumine des œufs, l'hémoglobine et la fibrine du sang, la caséine du lait, la gélatine, et toutes les substances dites protéiques qui constituent à peu près tous les tissus des êtres vivants : albumines, nucléines, globulines, albumones, peptones, etc.

Et c'est pourquoi on a pu dire que la chimie de la matière vivante est la chimie des colloïdes.

*
* *

Dans cet exposé des idées de M. Auguste Lumière, je ne saurais mieux faire que de le prendre lui-même pour guide et de suivre la marche de ses idées telles qu'il les a exposées notamment dans ses communications à l'Académie des Sciences.

Quelques constatations d'ordre général ont été à l'origine des conceptions et des recherches de ce savant. Il a remarqué d'abord que les principaux traités biologiques les plus récents ne nous indiquent point pourquoi la composition chimique des

humeurs et des tissus de chaque espèce animale demeure absolument constante, en dépit de la diversité des aliments ingérés. Pourquoi et comment l'animal réalise-t-il et maintient-il lui-même, aux dépens des matériaux si variés qu'il emprunte au milieu extérieur, la fixité et l'équilibre constant de ce milieu vital sans lesquels la vie est impossible : proportions de l'oxygène des albumines, du sucre, constance de la température? Pourquoi et comment se réalise la constance de ce milieu aquatique et salin dans lequel baignent toutes nos cellules et qui font des animaux aériens, suivant l'expression de Dastre, des « aquariums vivants » ?

Et puis, pourquoi la plupart des médicaments introduits dans l'organisme ne changent-ils en aucune façon, et pas plus que ne font les aliments, la composition humorale et tissulaire des êtres vivants, bien que les substances protéiques dont ils sont constitués soient douées d'affinités chimiques notables ?

Pourquoi, d'autre part, certains autres agents thérapeutiques ou toxiques déterminent-ils des troubles considérables dans les fonctions organiques, à des doses infinitésimales, sans qu'il y ait proportionnalité entre ces doses et les effets qu'elles produisent ?

Pourquoi enfin, et cette remarque a particulièrement frappé M. Lumière, les grands symptômes des maladies aiguës sont-ils toujours analogues et consistent-ils toujours en hyperthermie, congestions, hémorragies, vomissements, diarrhée, agitation, dyspnée, convulsions, éruptions, etc..?

On peut en effet rapprocher, à titre d'exemple, les faits suivants. Supposons qu'un sujet réceptif soit mis en contact avec un scarlatineux et qu'il soit contaminé, qu'un autre, prédisposé, soit soumis au traitement intraveineux par l'arsénobenzol, qu'un troisième sensibilisé par une imprégnation antérieure, reçoive une injection de sérum du cheval. On constatera que ces trois sujets, après une incubation de quelques jours, présenteront de la fièvre, une éruption, de l'arthralgie. Les accidents seront semblables, tandis que les agents qui les ont produits sont essentiellement différents. Le microbe de la scarlatine, un composé chimique arsénical et un sérum qui n'ont entre eux aucun rapport apparent, provoquent les mêmes symptômes pathologiques. Pourquoi ? Et, fait plus

singulier encore, ces symptômes n'apparaîtront qu'après une incubation d'une semaine environ.

Quelle est donc la signification de cette durée d'incubation si fréquemment nécessaire à l'apparition des troubles morbides?

Les recherches antérieures nous ont laissés dans la même ignorance en ce qui regarde l'action des glandes à sécrétion interne, la genèse du cancer et des affections chroniques ou mentales; elles ne nous expliquent pas plus la raison pour laquelle toute maladie, une fois déclarée, suit son cours. Mais ce cours, on peut bien l'avouer, aucun agent thérapeutique ne peut, en général, l'arrêter. Il en résulte que les médications ne sont que des moyens préventifs ou palliatifs et non curatifs et que le médecin se trouve réduit, la plupart du temps, à employer des remèdes purement symptômatiques.

Si on passe systématiquement en revue toutes les questions physiologiques et médicales, on rencontre à chaque instant des énigmes de ce genre, qui sont restées aussi mystérieuses à l'heure actuelle qu'au temps d'Hippocrate... je n'ose dire de Molière. Certes, il serait absurde de nier que les découvertes biologiques modernes aient une grande importance. Il est hors de doute, pour citer seulement la plus notoire, que la microbiologie, avec les géniales conceptions de Pasteur, a éclairé magistralement la genèse des infections, créé une prophylaxie efficace de maladies microbiennes et développé à un haut degré les méthodes vaccinales et vaccinothérapiques. Mais les auteurs classiques nous laissent encore ignorer ou du moins douter pourquoi certains microbes sont pathogènes, par quel processus ils sont nocifs et comment s'établit l'immunité vaccinale.

M. Auguste Lumière pense que, si l'on n'a pas pu jusqu'ici donner une réponse précise à ces questions, c'est qu'il manquait au biologiste une idée directrice générale capable de lier entre eux tous ces problèmes. Et cette idée capable d'éclairer tout cela, il croit la découvrir dans les propriétés ou du moins dans certaines propriétés de la matière à l'état colloïdal, qui forme, pour la plus grande part, l'organisme des êtres vivants.

On sait, nous l'avons dit, que les matériaux formant les cellules et les tissus des animaux ainsi que les liquides circulants ou interstitiels qui imprègnent leur économie consistent principalement en protéines, substances complexes renfermant

du carbone, de l'hydrogène et de l'azote et, en plus faibles proportions, nombre d'autres éléments.

La structure intime de ces protéines ne nous est que très imparfaitement connue. Nous savons cependant que leurs solutions sont plus ou moins limpides et que, comme nous l'avons exposé ci-dessus, ces substances ne sont pas dialysables, c'est-à-dire qu'elles ne traversent pas les membranes semi-perméables qui sont, en quelque sorte, des filtres à mailles très serrées.

Pour nous faire une idée de l'arrangement moléculaire qui constitue l'état colloïdal, nous pouvons prendre un exemple concret emprunté à un colloïde synthétique, car on peut expérimentalement créer cet état particulier de la matière au moyen de substances minérales.

Quand on verse, par exemple, une solution de sulfate de cuivre dans une solution de ferrocyanure de potassium, il se forme du ferrocyanure de cuivre, précipité rouge brun qui tombe au fond du récipient, cette substance étant beaucoup plus dense que l'eau et complètement insoluble. Mais, si l'on opère avec des proportions de réactifs bien déterminées, en éliminant le sulfate de potasse qui s'est produit dans la double décomposition saline, on peut voir, dans certaines conditions, le précipité se disperser et se mettre en suspension permanente dans le liquide, en donnant une liqueur brune transparente ressemblant à une solution. La substance se trouve ainsi à l'état colloïdal.

Malgré leur grande densité, les particules de ferrocyanure de cuivre ne se rassemblent plus alors à la partie inférieure du vase qui renferme la liqueur.

Quel est donc le phénomène singulier grâce auquel la pesanteur n'exerce plus son action sur les particules insolubles ?

Dans cet état, les molécules de ferrocyanure de cuivre se trouvent groupées en agrégats irréguliers comportant chacune des millions d'éléments moléculaires.

Ces amas granulaires, dont les dimensions varient de 1/10 000 à 1/100 000 de millimètre, sont trop petits pour être vus aux plus forts grossissements du microscope, mais on peut les apercevoir, comme nous l'avons dit, avec le dispositif ultra-microscopique.

Chacun de ces agrégats est porteur d'une charge électrique

et se trouve entouré par une couche extrêmement mince de ferrocyanure de potassium, couche qui porte aussi une charge électrique, mais de signe contraire à celle du noyau granulaire. Cette couche extérieure extrêmement ténue s'est fixée à l'extérieur du noyau colloïdal en vertu de ce phénomène que les physico-chimistes appellent l'*adsorption*, phénomène purement physique et qui fait que, lorsque certains corps présentent une grande surface, ils sont aptes à fixer, à faire adhérer à cette surface une partie des molécules des corps adjacents. C'est ainsi que le charbon poreux *adsorbe* un grand nombre de gaz. C'est ainsi que le noir animal *adsorbe* les matières colorantes. Une industrie tout entière, celle de la teinture, est fondée sur les phénomènes d'adsorption. Si ces phénomènes se produisent autour des granules colloïdales, c'est que ceux-ci, à cause de leur petitesse, présentent une énorme surface totale. Ainsi, par exemple, la surface totale d'un centimètre cube d'or, quand cet or est réduit à l'état de particules colloïdales dont chacune a un dix-millionième de millimètre de diamètre, est égale à mille mètres carrés. Et c'est précisément parce que les particules colloïdales ont une surface très grande par rapport à leur masse que la résistance du liquide où elles sont suspendues s'oppose à ce qu'elles tombent avec une vitesse sensible vers le fond du vase.

Naegeli a donné le nom de *micelle* au système constitué par le granule colloïdal et la mince couche périgranulaire qui l'entoure.

On sait que les molécules des liquides, tel que celui dans lequel les micelles se trouvent en suspension, sont en perpétuelle agitation et, dans leur déplacement continuel, ces molécules liquides entraînent les micelles qui sont ainsi animées d'un mouvement que l'on appelle le *mouvement brownien*. Ce mouvement est d'une parfaite irrégularité et l'activité de l'agitation est inversement proportionnelle à la viscosité du liquide intermicellaire et à la dimension des grains.

Dans ce mouvement d'agitation, les micelles sont précipitées les unes contre les autres ; mais, dès qu'elles arrivent au voisinage de leur contact, les charges électriques des couches périgranulaires, qui sont toutes de même signe, tendent à écarter les éléments les uns des autres. On sait, en effet, que quand des

corps présentent une électrisation de même signe, ils se repoussent.

Ce sont ces phénomènes d'agitation moléculaire et de répulsion électrique qui empêchent les micelles de se rassembler, qui assurent, en un mot, l'état colloïdal.

Dans l'ensemble que nous venons de citer, la charge électrique de la couche périgranulaire est liée à ce fait que le granule de ferrocyanure de cuivre a retenu, absorbé une petite quantité de ferrocyanure de potassium qui, malgré sa solubilité dans l'eau, se trouve fixée à chaque masse granulaire. La proportion de cette sorte d'impureté nécessaire au maintien de l'architecture colloïdale peut être très faible et représenter seulement 1/1000 du poids de ferrocyanure de cuivre.

Si l'on fait réagir sur la suspension un réactif convenable, tel que le sulfate de cuivre, capable de saturer l'impureté, c'est-à-dire, en l'espèce, le ferrocyanure de potassium formant la couche périgranulaire, cette couche cessera d'exister, les granules s'agglutineront, tomberont au fond du récipient : l'état colloïdal sera détruit.

Or, pour saturer la minime proportion de ferrocyanure de potassium, il suffit d'une quantité très faible de réactif, de l'ordre de grandeur de la couche périgranulaire elle-même, soit 1/1000, par exemple, du poids des granules. Les choses se passent de la même façon avec les colloïdes naturels de nature protéique qui composent les êtres vivants.

Autrefois, on expliquait difficilement l'action sur l'organisme de doses infimes de certaines substances, ainsi que la non-proportionnalité des effets aux doses thérapeutiques ou toxiques.

Les considérations précédentes permettent de comprendre ces phénomènes avec la plus grande facilité.

En effet, une quantité quasi infinitésimale d'un poison pourra être suffisante pour précipiter spécifiquement, par ce processus de saturation périgranulaire, certains colloïdes organiques et détruire ainsi la vitalité de quelques groupes de cellules ou modifier leur fonctionnement. Lorsque la dislocation de l'architecture colloïdale aura été ainsi réalisée, toute proportion plus grande du même toxique sera inopérante.

*
* *

Lorsque dans leur agitation moléculaire brownienne, le hasard des rencontres veut que deux micelles viennent à être précipitées l'une contre l'autre, avec une force suffisante pour contrebalancer l'action répulsive des charges électriques de la couche périgranulaire, les granules parviennent à se rapprocher au point que la cohésion les attache d'une façon définitive. Les deux micelles n'en forment alors plus qu'une avec un noyau granulaire augmenté.

C'est par ce processus que, selon M. Lumière, les colloïdes abandonnés à eux-mêmes, sans aucun traitement, se transforment d'une façon continuelle, sans pouvoir revenir à leur état antérieur. Les granules grossissent progressivement et on dit que le colloïde *mûrit* peu à peu, jusqu'au moment où les masses granulaires agglutinées se rassemblent sous forme de flocon. Il y a alors *floculation* et l'état colloïdal est totalement détruit.

Les colloïdes ont, par conséquent, une durée d'existence propre. Le *mûrissement* (ou *maturation*) est plus ou moins rapide, suivant la viscosité du liquide, la grosseur des granules, l'importance des charges électriques, etc.

M. Auguste Lumière a publié à cet égard des photographies ultra-microscopiques bien suggestives, où l'on voit le grossissement progressif des grains d'une émulsion de bromure d'argent, par exemple, jusqu'à cessation de l'état de suspension.

De cette propriété fondamentale des colloïdes : mûrissement et évolution inéluctable vers la destruction de la structure micellaire, ce savant croit pouvoir tirer les déductions suivantes dont on ne saurait nier l'importance en ce qui regarde la croissance, la nutrition, la sénilité et la mort.

a) *Croissance.* — A l'origine, l'être vivant est constitué par une cellule unique qui se multiplie ; cet être grandit tout d'abord avec une rapidité considérable, le volume de l'ovule de certains animaux supérieurs est multiplié par 125 000, quinze jours après sa fécondation. Puis la prolifération cellulaire devient de plus en plus lente et finit par s'arrêter.

La croissance, c'est-à-dire la puissance d'assimilation dépend nécessairement de l'activité des échanges qui peuvent se faire au sein des colloïdes constitutifs, des cellules et des tissus, et

dont l'ensemble constitue ce qu'on appelle le *métabolisme*. On n'avait trouvé jusqu'à ces temps derniers aucune explication de la diminution de la faculté assimilatrice avec l'âge. Or, on peut rapporter ce fait aux propriétés des colloïdes.

En effet, l'intensité des échanges est d'autant plus grande que la surface des éléments qui réagissent est plus considérable. Lorsque le colloïde est nouvellement formé, les granules présentent des dimensions minima, puis, petit à petit, par mûrissement, se réunissent, et, au fur et à mesure qu'ils s'accolent, leur surface active diminue.

Prenons deux sphères granulaires de volume égal, dont nous représentons la surface par 1, pour chacune d'elles; la somme des surfaces de ces deux éléments séparés sera donc 2; si ces deux sphères se réunissent pour donner un granule unique, celui-ci aura un volume double, mais le calcul montre que sa surface sera seulement 1,6 au lieu de 2. Par conséquent, les surfaces de contact et l'activité des échanges doivent diminuer au fur et à mesure du grossissement granulaire, c'est-à-dire lorsque les sujets avancent en âge.

b) *Nutrition.* — Beaucoup de traités de thérapeutique nous enseignent que certains médicaments sont des modérateurs et d'autres des accélérateurs de la nutrition, mais M. Lumière a contesté depuis longtemps que ce fût exact (1).

D'après l'expérience, toutes les substances que l'on peut donner à des chiens, par exemple, ne modifient en aucune façon leur métabolisme; les quantités d'urée, de phosphates et de chlorures urinaires qu'ils excrètent sont les mêmes que celles des sujets pris pour témoins et qui ne reçoivent aucun médicament.

Tant que ces médicaments n'altèrent pas les organes, ils ne peuvent effectivement apporter aucun changement dans la fonction.

Pour influencer les échanges micellaires, il faudrait modifier l'étendue des surfaces de contact au niveau desquelles ces échanges s'effectuent; la nature des transformations peut varier, mais leur intensité ne dépend que de la grandeur des surfaces de réaction. Nous avons vu plus haut que ces surfaces étaient d'autant plus grandes que les granules étaient eux-mêmes plus petits.

(1) A. et L. Lumière et J. Chevrotier, *Variation dans la composition des urines du chien. Arch. de Médecine expérimentale*, mai 1903, p. 417-466.

Le problème du ralentissement et de l'accélération de la nutrition se trouve donc réduit à la variation de la dimension des granules. Or, il semble impossible de diviser ces granules, dans l'état actuel de nos moyens. Leur diamètre est, au moment de la formation du colloïde et jusqu'à nouvel ordre, minimum, et ne peut subir la moindre réduction ; les micelles mûrissent inévitablement en augmentant de volume par juxtaposition granulaire, et l'évolution inverse qui serait une sorte de démûrissement n'est réalisable par aucun procédé.

Si tout cela est vrai, quel bienfait ou du moins quel changement apportera dans la condition humaine le savant qui quelque jour trouvera le moyen de subdiviser physiquement ou chimiquement les granules colloïdaux ! Ce sera peut-être la vie humaine prolongée à l'infini, le vrai rajeunissement. Quel beau roman à la Wells il y aurait à faire avec ce rêve, en attendant qu'il devienne... ou ne devienne pas une réalité !

Auparavant, on ne pourrait songer qu'à l'ambition plus modeste de ralentir le métabolisme : pour cela, il faudrait pouvoir procéder à la réunion ménagée des granules, sans aboutir à la floculation et nous n'entrevoyons même pas la méthode par laquelle cela pourrait être réalisé ou seulement tenté.

En tout cas, dans ces hypothèses, les propriétés des colloïdes nous permettent de comprendre les conditions immuables dans lesquelles le métabolisme s'établit chez les êtres vivants. Elles nous font saisir, en outre, les raisons de l'impossibilité où nous nous trouvons de modifier le régime des échanges nutritifs par des médicaments.

c) *Sénilité.* — On a attribué les phénomènes de sénescence à une diminution de la force vitale, à l'épuisement, à l'usure de l'énergie ou à la perte de quelque substance essentielle à la vie. Ce sont là des mots et non des explications. On a incriminé aussi l'accumulation de produits toxiques dans l'organisme, l'auto-intoxication (Metchnikoff), sans nous dire comment les effets de cette intoxication sont susceptibles de conduire à la dégénérescence sénile.

M. Auguste Lumière n'admet pas ces théories et nous rappelle d'abord en quoi consiste cette dégénérescence. Chez les vieillards, on retrouve toujours les mêmes transformations tissulaires et organiques : *atrophie des éléments nobles et spécifiques et leur remplacement par du tissu conjonctif hypertrophié.*

Metchnikoff estime que ces changements proviennent d'une lutte entre les deux types cellulaires, lutte dans laquelle interviennent les *phagocytes;* ces globules blancs, macrophagiques, viendraient s'accumuler dans l'intimité des parenchymes, en détruire les éléments et produire le tissu conjonctif qui remplace le tissu normal.

Mais M. Lumière est d'avis que la thèse de Metchnikoff ne saurait être admise, parce que la sénilité s'observe dans toute l'échelle des êtres vivants, notamment chez ceux qui n'ont point de macrophages.

Metchnikoff avait soutenu, en outre, que si le processus de la sclérose aiguë et précoce est déterminé par les poisons, celui de la dégénérescence scléreuse tardive et à marche lente, qui constitue la sénescence... je veux dire la vieillesse, doit aussi être le résultat d'une intoxication lente et chronique.

Pour lui, cette intoxication chronique serait due à la résorption des poisons élaborés dans l'intestin par les microbes qui pullulent au sein des matières fécales en rétention. M. Lumière a combattu cette thèse, mais, comme dit Kipling, ceci est une autre histoire...

Pour M. Lumière, c'est encore le même processus de floculation colloïdale qui entre en jeu dans la sénilité, de la façon suivante : les cellules épithéliales, celles qui forment les parenchymes spécifiques des organes, celles qui font par exemple que le tissu cérébral est différent du tissu musculaire, ont un protoplasma relativement fluide, le mouvement brownien y est actif et le mûrissement fatal des colloïdes qui composent ces éléments doit donc s'effectuer relativement vite.

Au contraire, les matériaux colloïdaux de la charpente conjonctive sont denses, compacts, beaucoup plus stables et résistent plus longtemps à la coagulation. Il arrivera donc que les cellules nobles perdront leur vitalité, alors que le tissu conjonctif continuera à vivre, et même à se développer; il y aura, par conséquent, envahissement des organes par les éléments conjonctifs, puis sclérose et sénescence des organes et de l'individu lui-même.

Pour retarder ces transformations et l'envahissement conjonctif, il faudrait trouver un moyen d'agir sur la structure des colloïdes protéiques, ce qui n'est pas possible dans l'état actuel de nos connaissances, et c'est pour cela que la sénilité et la mort sont inévitables.

Les différences de longévité des espèces animales peuvent s'expliquer aisément par ce fait que les colloïdes qui les constituent évoluent plus ou moins vite vers la floculation.

Ainsi, si nous mourons, si nous vieillissons, c'est parce que rien ne peut ralentir la congrégation progressive de nos granules colloïdales. Aucun des philosophes qui ont médité et sermonné sur la mort, ne nous en avaient averti jusqu'ici !...

***

Quand on traite une culture de levure de bière par une matière colorante telle que le bleu de méthylène, en solution faible, seules les cellules mortes se colorent. Tant que les germes restent vivants, les matériaux qui les composent ne fixent pas le réactif. Ces matériaux sont cependant essentiellement constitués par des substances protéiques à fonctions complexes qui devraient se combiner aux couleurs d'aniline. Pourquoi, d'ailleurs, cette combinaison s'effectue-t-elle avec énergie dès que les cellules sont mortes et pourquoi est-elle impossible aussi longtemps que les germes conservent leur vitalité, c'est-à-dire tant que l'état colloïdal de ces éléments subsiste ?

Si l'on tue, en effet, les cellules de levure par un moyen quelconque, la chaleur, les antiseptiques ou poisons, quels qu'ils soient, on détruit la forme colloïdale ; les granules s'accolent en amas immobiles, les influences électriques qui maintenaient les micelles en suspension cessent d'exister par la disparition des couches périgranulaires et, par conséquent, de leurs charges : il y a floculation. Les réactions chimiques entre les amas granulaires floculés et la matière colorante s'effectuent aussitôt et la cellule se colore.

D'autre part, quand on injecte du bleu de méthylène à un animal vivant, le colorant se répand dans l'organisme, imprègne momentanément les tissus, puis il est éliminé sans réagir en aucune façon sur les tissus vivants.

Dans les colorations appelées improprement « vitales », utilisées par les histologistes, le colorant se répand dans les espaces intercellulaires en donnant des différences de teintes qui ne correspondent point à une attraction élective de la couleur, mais à une simple imbibition irrégulière des tissus ; ils se fixent, en outre, sur les granulations floculées que l'on rencontre

dans les liquides humoraux aussi bien que dans les protoplasmas cellulaires et qui proviennent de l'usure de certains colloïdes. Enfin, ils provoquent, avec un retard plus ou moins long, la floculation des éléments colloïdaux les plus sensibles à leur action coagulante, de sorte que l'on ne colore jamais que des éléments morts.

La résistance du granule micellaire à la teinture, malgré les aptitudes chimiques de ses protéines, est donc un fait indiscutable, selon M. Lumière.

Il remarque en outre, que, quels que soient les aliments ou les médicaments ingérés par un sujet normal, tant que ces substances ne déterminent pas d'altérations des cellules se traduisant par la perte de leur vitalité, elles n'apportent aucun changement dans la composition chimique des organes et des humeurs.

Et cela est fort heureux. Si, en effet, tous les composés qui passent dans l'intimité de l'économie pouvaient réagir comme ils réagissent sur les mêmes protéines lorsqu'elles sont floculées, la vie serait impossible, car de profondes perturbations surviendraient au moindre contact de l'organisme avec les agents alimentaires, médicamentaux ou étrangers quelconques venant de l'extérieur.

Cette merveilleuse constance dans la constitution tissulaire et humorale n'est explicable que par cette propriété curieuse du granule colloïdal de résister aux réactifs qui l'entourent. Il est probable que cette immunité granulaire t ient à ce que les phénomènes électriques qui isolent mécaniquement les éléments micellaires les uns des autres, les isolent aussi des substances étrangères.

M. Lumière apporte encore une autre série de preuves à l'appui de cette notion de l'immunité granulaire : d'abord les colloïdes alimentaires introduits dans le tube digestif ne peuvent subir la fragmentation par les ferments digestifs qu'après avoir été coagulés. Ensuite, les ferments, les diastases produits par les glandes digestives notamment, font floculer les matières albuminoïdes avant de les désagréger.

Il ne paraît pas y avoir de digestion sans destruction préalable de l'état colloïdal des aliments, sans floculation, et c'est pour cela que la viande très fraîche est difficile à digérer.

Jusqu'ici, l'attention n'avait point été attirée sur ces faits et

cette propriété, l'*immunité granulaire*, qui joue un rôle capital dans les idées de M. Lumière, paraît avoir complètement échappé aux expérimentateurs qui ont étudié les colloïdes.

***

Depuis l'époque, déjà reculée où Graham s'est appliqué à étudier la forme colloïdale de la matière, une multitude de physiciens, de chimistes et de physiologistes ont, à leur tour, poursuivi des investigations sur ce sujet.

C'est par milliers que l'on compte les travaux effectués dans ce domaine, et ces travaux ont été rassemblés, tant en France qu'à l'étranger, dans de nombreux et volumineux ouvrages.

L'expérimentation a porté surtout sur les variations qui, par suite d'influences diverses, surviennent dans la tension superficielle, la viscosité, la conductibilité électrique, le potentiel de membrane des colloïdes ou leurs propriétés organoleptiques, etc.

La plupart de ces recherches concernent des phénomènes qui dépendent du degré d'ionisation du liquide intermicellaire, de modifications de l'hydratation ou du volume des granules ou de quelques autres différences internes dans les éléments colloïdaux.

Du point de vue biologique, quelles ont été les conséquences de ces innombrables recherches? Nous sommes forcés d'avouer qu'elles ont été bien minimes. Elles n'ont expliqué aucun des grands phénomènes de la vie et de la maladie, et M. Lumière croit pouvoir nous expliquer la raison de cette impuissance.

Ce ne sont pas, en effet, ces propriétés des colloïdes qui comptent le plus en physiologie, car, sans altérer d'une façon appréciable les fonctions organiques, on peut introduire dans le milieu humoral qui baigne nos organes, des substances qui modifient notablement, mais temporairement, les constantes physiques du plasma.

Ce sont, au contraire, les caractères des colloïdes auxquels on n'avait pas songé jusqu'ici, tels que l'immunité du granule micellaire, ou ceux qui avaient été fort négligés, comme le mûrissement et la floculation qui, selon M. Lumière, jouent le rôle capital dans la vie.

Ces grands caractères fondamentaux : immunité granulaire, mûrissement et floculation, lui ont donné déjà la clef de quelques grands phénomènes de la croissance, de la nutrition, de la sénilité et de la mort inéluctable ainsi que de la merveilleuse constance de composition des organismes vivants et de nombre de faits dont la seule nomenclature nous entraînerait trop loin. Nous allons voir maintenant que ces mêmes propriétés des colloïdes éclaireront, dans la théorie de M. Lumière, d'une manière éclatante, la genèse de troubles pathologiques qui, depuis des siècles, demeurait complètement énigmatique.

***

A l'état de santé, les fonctions des organes s'accomplissent avec une parfaite régularité. Pendant toute la durée de la vie, le cœur bat sensiblement avec la même cadence ; les échanges métaboliques dont les tissus sont le siège, s'opèrent avec une remarquable constance qui se traduit par la stabilité de la calorification, la température centrale, chez l'homme sain, ne variant que de quelques dixièmes de degrés ; les sécrétions des glandes internes et externes s'adaptent également avec la plus grande exactitude au rôle qu'elles ont à remplir pour assurer l'équilibre vital.

Tous ces appareils organiques fonctionnent avec une harmonie merveilleuse et tous sont commandés, comme on le sait, par un système nerveux spécial qui les relie entre eux directement ou par l'intermédiaire des centres nerveux : c'est le système vago-sympathique, qui préside à tous les actes de la vie organo-végétative.

Par quel mécanisme, cette admirable régulation et cette coordination fonctionnelle fondamentale sont-elles ainsi réalisées ? Nous l'ignorons encore, mais si la recherche des processus qui interviennent dans ce mécanisme est fort attachante, bien plus angoissante encore est la détermination des causes susceptibles de le dérégler.

La plupart des symptômes pathologiques, en effet, et, en particulier, les symptômes généraux des maladies aiguës et même chroniques proviennent de perturbations dans l'équilibre du sympathique. M. Lumière montre, de manière à emporter la conviction, que c'est par le dérèglement du sympathique que surviennent les troubles circulatoires, vaso-moteurs,

fluxionnaires, hémorragiques, thermiques, respiratoires, sécrétoires et même certains troubles nerveux et psychiques.

Ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, on ne peut pas ne pas être frappé par ce fait que les mêmes symptômes se retrouvent à peu près dans toutes les maladies aiguës, quel que soit l'agent qui les provoque.

Suivant des modalités quelque peu différentes et à des degrés d'intensité divers, on peut soutenir avec M. Lumière, que les maladies aiguës se manifestent toujours par des troubles de même nature : phénomènes respiratoires et circulatoires, congestions, fluxions, phlegmasies, hémorragies, fièvre, frissons, convulsions, vomissements, diarrhée, éruptions, etc..., qu'elles soient engendrées par des microbes pathogènes, des sécrétions glandulaires excessives, des poisons chimiques organiques ou minéraux et même des agents physiques.

Il est un fait plus curieux encore : quand des animaux succombent aux intoxications ou aux infections expérimentales aiguës ou subaiguës, aux chocs anaphylactiques ou de même nature, aux traumatismes et aux asphyxies de toute sorte, à la section ou à la vive irritation des pneumogastriques, on remarque que les lésions viscérales révélées par l'examen histologique sont plus ou moins marquées, mais semblables.

Cette remarquable similitude des symptômes et des lésions semble établir que les effets du dérèglement sympathique sont analogues et on est ainsi conduit à supposer que la cause qui détermine ce dérèglement est toujours la même.

Pourquoi donc et comment l'harmonie du système nerveux sympathique peut-elle se trouver détruite par la floculation des colloïdes organiques en provoquant des troubles et des lésions invariablement comparables?

C'est par l'analyse des phénomènes anaphylactiques que M. Lumière s'est proposé d'élucider ce problème.

Mais d'abord, il convient de rappeler en quoi consistent les phénomènes anaphylactiques découverts autrefois par M. Charles Richet. On sait qu'un grand nombre de matières albuminoïdes étrangères à l'organisme d'un animal peuvent être d'emblée introduites dans sa circulation sans aucun inconvénient. On peut, par exemple, injecter dans les vaisseaux d'un cobaye plusieurs centimètres cubes d'albumine d'œuf sans provoquer le moindre accident. Mais si l'on a imprégné une pre-

mière fois l'organisme d'un animal normal d'une très petite quantité de cette substance, il se produira, au bout d'une quinzaine de jours, une modification permanente de ses liquides humoraux, qui le rendra sensible à une deuxième dose de la même albumine, à tel point que quelques milligrammes de celle-ci injectés dans les vaisseaux entraîneront fatalement la mort en quelques minutes.

A l'occasion de cette injection seconde, l'équilibre du système sympathique sera subitement bouleversé, car on observera du prurit, du hoquet, puis des effets vaso-moteurs importants; la pression artérielle subira une chute considérable, et il se produira en même temps une congestion viscérale intense avec des hémorragies; des convulsions surviendront ainsi que des troubles de la respiration et des sécrétions, troubles qui se termineront par le coma et la mort en peu d'instants.

Comment l'état anaphylactique peut-il s'établir spontanément chez l'homme et chez les animaux et comment peut-il occasionner les accidents précités, à des degrés divers?

On sait que ce sont les substances albuminoïdes étrangères aux tissus et aux humeurs d'un individu qui, pénétrant dans son économie, sont capables de produire la *sensibilisation anaphylactique*. Cette sensibilisation par elle-même n'a aucun inconvénient, tant que la même substance protéique ne pénètre pas de nouveau dans le milieu interne du sujet préparé par la première imprégnation.

Or, les matières albuminoïdes ne peuvent pas, de toutes pièces, être introduites dans l'organisme protégé par la peau et par les muqueuses qui le limitent et le séparent du milieu extérieur.

La peau et les muqueuses comportent des couches de cellules juxtaposées et superposées et forment ainsi une sorte de filtre qui ne se laisse pas traverser par les grosses molécules d'albumine. Pour que celles-ci franchissent cette barrière, il faut qu'il y ait une lésion traumatique ou inflammatoire qui détruise, en un point du revêtement, la continuité des couches filtrantes.

Dans la digestion, les protéines sont hydrolysées, — je veux dire dépouillées de leur forme colloïdale, — par les ferments glandulaires. Leur molécule est simplifiée, sectionnée et ce n'est qu'après cette désagrégation que les fragments albuminoïdiques

peuvent être absorbés; mais, s'il y a une lésion du tube digestif, érosion, inflammation, destruction partielle par des agents chimiques etc..., les grosses molécules d'albumine ne sont plus retenues et pénètrent dans l'organisme en déterminant, au bout d'un temps plus ou moins long, en général, de quelques semaines, ce singulier état de sensibilité anaphylactique dont la genèse ne nous est pas connue.

Lorsqu'à une époque plus ou moins éloignée de la sensibilisation, qui peut se chiffrer par des mois ou des années, la même albumine vient à passer de nouveau dans le milieu intérieur par suite d'une nouvelle lésion, elle déclenche la crise anaphylactique plus ou moins intense, suivant les quantités du produit qui entre en jeu et la vitesse de sa pénétration dans le sang du sujet anaphylactisé.

M. Lumière a réussi à démontrer, avec beaucoup de vraisemblance (1) que le cataclysme anaphylactique résulte d'une floculation qui se produit dans le sérum par l'action de l'albumine préparante. Le sérum de l'animal sensibilisé acquiert en effet la curieuse propriété de *précipiter* (comme disent les chimistes), lorsqu'on le mélange à la même matière albuminoïde qui a servi une première fois à le sensibiliser. Il ne se produit rien de semblable chez les animaux dont le milieu intérieur n'a pas été préalablement en contact avec cette albumine.

Les animaux préparés à l'aide d'une albumine déterminée ne sont ultérieurement sensibles qu'à celle-là et non aux autres albumines; la sensibilisation est remarquablement spécifique.

Au moment de l'administration de la « dose seconde déchaînante » (c'est ainsi qu'on dit à la Faculté), il se produit une destruction de l'état colloïdal de certains éléments du plasma sanguin; les granules de ces éléments s'accolent en donnant des floculats qui viennent exciter les terminaisons nerveuses, aboutissant à l'intérieur des vaisseaux sanguins.

C'est ainsi que, d'après M. Lumière, ces floculats, ces colloïdes agrégés, déclencheraient le déséquilibre des fonctions de la vie organique.

Il se produit une sorte de choc qui est d'autant plus violent que l'arrivée du floculat au niveau des centres nerveux est plus brusque.

Il semble résulter en effet des expériences nombreuses sur

(1) Auguste Lumière, *le Problème de l'anaphylaxie*, Paris, Doin, éditeur, 1924.

l'anaphylaxie poursuivies par M. Auguste Lumière depuis plusieurs années que tous ces accidents, dus à la perturbation de l'appareil sympathique, sont d'ordre purement physique, la composition chimique du floculat n'intervenant en aucune façon dans le phénomène.

La preuve irréfutable de cette notion réside, pour l'auteur, dans ce fait que l'on peut déchaîner le même bouleversement sympathique, les mêmes accidents et les mêmes lésions, en introduisant dans la circulation des précipités floculés chimiquement inertes, et, quelle que soit leur composition, seule leur forme physique importe.

Si l'on injecte dans les vaisseaux des suspensions de sulfate de baryte, de métaux finement divisés, de sels insolubles ou de substances les plus diverses sans aucune aptitude à réagir chimiquement et d'une complète insolubilité, quelle que soit leur nature et à la seule condition de se présenter sous forme d'agrégats floculés, tous ces corps permettront de reproduire les symptômes de l'anaphylaxie et des maladies aiguës : prurit, hoquet, convulsions, vomissements, congestions, hémorragies, dyspnée, hyperthermie, paralysie, coma, etc., etc. Les lésions viscérales, qui seront la conséquence de ce traitement, seront également identiques à celles de l'anaphylaxie.

Une expérience nouvelle de M. Lumière a récemment montré que le point de départ des désordres organiques se trouve bien au niveau des centres nerveux. Lorsqu'on ajoute en effet une petite quantité d'acide chlorhydrique dilué à du sérum, il se produit une précipitation, de sorte que si cette liqueur acide est injectée dans le sang, elle devra provoquer le déséquilibre sympathique et entraîner des phénomènes de choc. C'est bien ce qui se passe quand l'injection est pratiquée dans le cœur gauche qui irrigue directement les centres nerveux; aussitôt après, l'animal est pris de convulsions violentes bientôt suivies de coma, puis il semble se rétablir, mais meurt en 24 heures avec des lésions viscérales hémorragiques. Or, la même injection faite dans le cœur droit est complètement inoffensive; dans ce dernier cas, le floculat produit dans le sérum ne va pas directement aux centres nerveux ; il est d'abord projeté par le cœur droit dans le réseau des capillaires pulmonaires, qui forme une sorte de filtre empêchant le précipité d'arriver brusquement aux centres nerveux.

L'analyse des phénomènes anaphylactiques et les expériences réalisées en injectant dans le sang des précipités inertes quelconques ou des substances capables de donner des floculats démontrent donc bien que ce sont les particules solides, disposées en amas irréguliers et charriées par le torrent circulatoire qui, par un processus purement mécanique, dérèglent les fonctions du système sympathique et occasionnent ainsi les troubles constatés.

Généralisant cette explication, M. Lumière s'est demandé si nous pouvons conclure que ce sont toujours les floculats qui sont responsables des accidents pathologiques qui caractérisent les maladies aiguës.

Les considérations suivantes que nous lui empruntons semblent montrer que cette conception s'accorde bien avec les faits.

* * *

Pourquoi certains micro-organismes sont-ils pathogènes, et par quel mécanisme déclenchent-ils des accidents pathologiques? Une théorie qui a cours l'attribue à des poisons sécrétés par les microbes, poisons spécifiques, et qui auraient une action élective sur certains tissus. Mais la théorie colloïdale permet de concevoir autrement le phénomène.

Selon M. Lumière, les microbes sont pathogènes, lorsque leurs produits d'excrétion ou les autolysats de leur protoplasma produisent une précipitation dans le sérum des animaux réceptifs ou présentent une affinité élective pour certaines cellules de leur organisme dont ils détruisent ou modifient la structure colloïdale.

Les substances d'origine microbienne peuvent donc réagir soit sur les humeurs, soit sur les éléments cellulaires. Mais de ces deux effets, celui qui se manifeste le plus fréquemment se rapporterait à l'action floculante de ces substances sur les liquides humoraux. Ce seraient principalement les excréta des micro-organismes pathogènes qui, en imprégnant le milieu intérieur des animaux, déterminent une floculation dans le sang, dont l'action irritative sur les terminaisons nerveuses endovasculaires des centres sympathiques provoque fatalement la rupture de l'équilibre sympathique, de même que les précipités inertes qu'on introduit dans la circulation et de la même

façon que les sérums déchaînants chez les sujets anaphylactisés.

Ce qui est certain en tout cas, c'est que les symptômes de la plupart des infections se traduisent par des troubles congestifs, respiratoires, avec agitation, frissons et même convulsions, fièvre, vomissements, diarrhée, éruptions, etc... Et cette remarque qu'on ne saurait trop répéter est toute en faveur de la thèse de de M. Lumière.

Le mécanisme qu'il invoque pour expliquer la genèse des accidents pathologiques dans les infections ne semble donc pas une simple vue de l'esprit. Il semble d'ailleurs démontré par de nombreuses expériences et notamment par celles dans lesquelles en faisant réagir, *in vitro*, l'excrétion microbienne sur le sérum des animaux réceptifs, on voit la floculation se produire. Après élimination, par centrifugation, du précipité qui prend ainsi naissance, le mélange qui était nocif perd toute sa toxicité.

Le floculat n'est donc pas un mythe, il est visible et sa nocivité n'est pas douteuse.

Certes, on ne saurait prétendre que toute la pathologie des maladies infectieuses se réduise à ce seul processus de floculation humorale : il est sûr, et M. Auguste Lumière ne se le dissimule pas, que certains produits bacillaires sont susceptibles aussi de se fixer électivement sur certaines cellules, comme nous le verrons plus loin.

La nature arrive parfois à ses fins par des voies disparates, et la maladie est, hélas ! une de ces fins.

*
* *

Indépendamment des influences microbiennes et anaphylactiques, on a souvent invoqué, comme principales origines des maladies, les auto-intoxications et les irrégularités dans les sécrétions des glandes internes.

Bouchard paraît avoir, l'un des premiers, attiré l'attention des biologistes sur ce fait que les cellules abandonnent parfois des substances toxiques dont la résorption occasionne des symptômes morbides.

Lorsque des tissus sont lésés par chocs violents, par écrasement, des troubles extrêmement graves, entraînant même parfois la mort, peuvent survenir à la suite de ces traumatismes étendus sans qu'aucun processus microbien intervienne dans ces phénomènes, les tissus renfermant en eux-mêmes les

facteurs de leur toxicité. Nous en avons vu trop d'exemples durant la guerre.

D'autre part, à la suite de l'irradiation intense de tumeurs par les rayons X ou le radium, il arrive que la résorption des tissus modifiés par ces traitements conduise à des sortes d'empoisonnements aigus.

D'ailleurs, quand on prépare une macération aseptique d'organes normaux dans le sérum physiologique et qu'on injecte ces extraits à des animaux, aussitôt après leur obtention, on voit survenir les troubles circulatoires, respiratoires, convulsifs, qui caractérisent le dérèglement de l'appareil sympathique.

Dans tous ces cas : traumatismes, irradiations, résorption tissulaire, il se fait, au sein du plasma sanguin, un mélange de colloïdes qui, chez le sujet sain, sont normalement séparé, les uns des autres. Et M. Lumière pense que les colloïdes protoplasmiques des cellules, ajoutés aux colloïdes des humeurs circulantes et du sérum en particulier réagissent les uns sur les autres en donnant un floculat qui déclenche le cataclysme sympathique.

Il a en effet été démontré expérimentalement par lui et ses collaborateurs que les extraits tissulaires fraîchement préparés, renfermant des mélanges de colloïdes, sont le siège de floculations successives auxquelles on semble pouvoir rapporter les accidents toxiques provoqués par ces extraits (1).

Les choses paraissent se passer dans les brûlures graves comme dans les traumatismes et dans les autres intoxications cellulaires. Ce sont encore les réactions inter-colloïdales qui engendrent des précipitations plasmatiques nocives et qui altèrent les fonctions sympathiques par le mécanisme d'excitation physique que nous avons indiqué.

En veine d'hypothèses ingénieuses déduites toujours du même et clair principe initial, et jouant, si j'ose dire, la difficulté, M. Lumière s'est proposé finalement d'expliquer par sa théorie jusqu'aux phénomènes que produisent en nous les émotions, que messieurs les docteurs appellent « chocs émotionnels ».

Il arrive parfois que des émotions extrêmement vives soient

(1) Auguste Lumière et Henri Couturier, *Sur les propriétés toxiques des extraits et des autolysats tissulaires*. *Journal de Physiologie et de Pathologie générale*, 1924, p. 716-721.

suivies d'états mentaux persistants et graves dont la pathogénie est demeurée jusqu'ici complètement énigmatique.

Une grande frayeur, un chagrin subit et violent, une impression morale intense chez un sujet qui se trouvait précédemment en parfait équilibre mental, peuvent tout à coup troubler sa raison et occasionner des désordres psychiques persistants et même parfois définitifs.

Il ne paraît pas que ces psychoses puissent, à leur début du moins, être attribuées à des lésions cellulaires, car elles peuvent aussi guérir subitement à la suite de chocs humoraux thérapeutiques, par exemple, apportant un changement dans les colloïdes plasmatiques (choc par les métaux colloïdes, chocs peptoniques, etc...).

Voici comment M. Lumière propose d'expliquer ces accidents mentaux par la théorie colloïdale. Le choc émotionnel se manifeste, tout à son début, par un premier trouble vasomoteur; le sujet pâlit le plus souvent, sa pression artérielle s'abaisse dans des proportions parfois considérables et au point que l'irrigation bulbaire peut devenir insuffisante et la syncope se produire; il se fait en même temps une congestion viscérale analogue à celle que l'on observe dans les chocs anaphylactiques ou anaphylactoïdes.

Pour compenser la chute de pression dans les vaisseaux, les liquides tissulaires qui auront gardé leur pression normale pénètrent par osmose dans la circulation sanguine, les colloïdes des tissus, qui étaient antérieurement séparés du plasma sanguin, se mélangent ainsi normalement à celui-ci. De la sorte, les matériaux colloïdaux tissulaires et plasmatiques, réagissant les uns sur les autres, peuvent donner une floculation qui serait l'origine des troubles sympathiques et mentaux.

M. Lumière pense que le rôle des floculats humoraux ne semble pas se limiter à l'excitation des terminaisons nerveuses du sympathique pour engendrer les désordres des grandes fonctions vitales. Ils peuvent aussi, charriés par la circulation, s'arrêter dans les vaisseaux capillaires et principalement dans ceux de la peau et constituer ainsi des obstacles à l'irrigation sanguine; suivant les formes et les dimensions de ces floculats, ils pourront s'immobiliser dans des vaisseaux de divers calibres. S'ils sont de dimensions très petites, ils arriveront jusqu'aux plus fins capillaires cutanés et détermineront des phénomènes

éruptifs superficiels; s'ils sont plus volumineux, ils conditionneront des dermatoses ou des phlegmasies locales.

Il faut parfois un certain temps de mûrissement colloïdal pour que des agents modificateurs entraînent la floculation, c'est ce qui expliquerait les durées d'incubation nécessaires pour que ces accidents pathologiques éclatent.

Chez un sujet sensibilisé par une imprégnation antérieure, par exemple, l'injection de quelques centimètres cubes de sérum antidiphtérique ou antitétanique ou même de simple sérum de cheval, passera tout d'abord inaperçue, puis, au bout d'une semaine environ, la température s'élèvera et une éruption urticarienne surviendra. C'est au bout de ce temps que la floculation de quelques éléments sériques aura lieu, après maturation préparatoire progressive et qu'elle troublera l'équilibre sympathique en même temps qu'une fraction du précipité s'immobilisera pour un temps dans les territoires cutanés qui seront le siège de manifestations éruptives.

Il est à remarquer d'ailleurs que ces éruptions se font de préférence sur la face externe des membres, au niveau des articulations et du côté de l'extension, c'est-à-dire dans les régions où la température des téguments est la plus basse. Cela s'explique, d'après les conceptions de M. Lumière, parce que le refroidissement s'accompagne de vaso-constriction, de réduction de calibre des capillaires et c'est, par conséquent, en ces points que les précipités seront le plus certainement retenus.

Parmi les produits pathogènes qui parviennent à passer dans le milieu intérieur des animaux, il en est qui respectent les liquides humoraux mais qui, de par leurs affinités particulières, jouissent de la propriété de détruire la forme colloïdale de certaines cellules.

Il existe, par exemple, des races de microbes pathogène notamment de streptocoques, dont les produits d'excrétion se combinent aux colloïdes formant l'enveloppe des globules rouges du sang, les font floculer et détruisent la continuité de la membrane qui limite ces cellules en déterminant ainsi la destruction de celles-ci.

D'autres excrétions microbiennes, telles que celle du bacille du tétanos, agissent électivement sur des éléments nerveux et provoquent des contractures; d'autres enfin, comme celle du bacille de la diphtérie, se fixeront spécifiquement sur certaines cellules motrices entraînant des paralysies.

Les symptômes tels que ceux-ci, qui dépendent de floculations cellulaires, sont relativement plus rares que ceux qui proviennent de la floculation humorale, parce que les toxiques, en pénétrant dans l'économie, se mélangent d'abord aux humeurs, et que les protoplasmas cellulaires sont mieux protégés que les liquides d'imprégnation organique. Alors que la floculation humorale conduit aux symptômes communs à un grand nombre d'affections, la floculation cellulaire est plus particulièrement spécifique dans certaines maladies et cela se conçoit, l'action des poisons cellulaires étant plus élective. Alors que les troubles généraux dus à la floculation sérique sont passagers ou procèdent par crises, ceux qui relèvent de la floculation cellulaire sont plus persistants et parfois définitifs, lorsque la réparation des cellules ou leur remplacement est impossible.

D'autres désordres cellulaires peuvent aussi se produire qui ne relèvent pas de la fixation élective des agents pathogènes sur les cellules, mais qui sont une conséquence de la floculation humorale.

Quand cette floculation est suffisamment abondante et qu'elle se produit soudainement dans les vaisseaux, les phénomènes vaso-moteurs qui en résultent peuvent être considérables. Comme on l'a indiqué plus haut, la dilatation des capillaires viscéraux peut aller jusqu'à leur rupture. Il se produit alors des effets congestifs accompagnés d'hémorragies organiques. Ces hémorragies entraînent des lésions cellulaires qui sont plus ou moins longues à se réparer, elles modifient la circulation intra-organique et, par conséquent, le métabolisme et les fonctions de l'organe.

On voit donc que, dans cette théorie, c'est toujours la destruction de l'état colloïdal, c'est-à-dire la floculation, qui est le point de départ des états pathologiques, qu'il s'agisse d'infection microbienne, d'anaphylaxie, d'intoxication ou d'auto-intoxication, de traumatismes, de troubles dans les sécrétions glandulaires. Ce sont toujours les floculats qui donnent naissance aux symptômes morbides.

Lorsque cette floculation s'est produite, on n'a trouvé jusqu'ici aucun moyen de la faire disparaître et c'est pour cela qu'on ne guérit pas les maladies. Il faut qu'elles suivent leur cours. Les agents thérapeutiques ne peuvent être que des moyens prophylactiques susceptibles d'éviter la production des

floculats ou des moyens palliatifs permettant de combattre les symptômes qu'ils provoquent.

Telle est dans ses grandes lignes la théorie colloïdale de la vie et de la maladie ; telle est la neuve et belle conception synthétique apportée en biologie et en pathologie par M. Auguste Lumière.

On ne saurait se dissimuler que, même si cette théorie est vraie, elle laisse dans l'ombre bien des difficultés et n'a fait que reculer certaines autres. Il reste et il restera à élucider par quel mécanisme les floculats agissent sur les terminaisons endo-vasculaires du système sympathique. Or, c'est précisément à ce mécanisme qu'aboutit toujours et dans tous les cas la théorie. Mais il sera déjà bien beau d'avoir réuni en un faisceau unique tant de faits disparates et épars. Et, pour faire une comparaison dont la modestie de M. Lumière aurait tort de s'offenser, — car comparaison n'est pas raison, — si celui qui a énoncé la loi de gravitation n'a pas expliqué le pourquoi de la gravitation, il a du moins fait le très grand progrès de réunir en une seule les lois de Képler.

L'état colloïdal conditionne la vie, et la floculation des colloïdes humoraux et cellulaires détermine la maladie et la mort. De ces deux affirmations apportées par M. Auguste Lumière, la première pourra être admise par la plupart des biologistes. La seconde est encore à mille lieues d'être accueillie par la science officielle et elle soulèvera sans doute plus d'une controverse. Il n'en est pas moins vrai qu'elle est simple, rationnelle, compréhensive, par ailleurs appuyée fortement sur l'expérimentation et que le critère des faits ne lui paraît pas jusqu'ici défavorable.

De quelle théorie pathologique générale pourrait-on en dire autant ? Mais existe-t-il même une théorie pathologique générale en dehors de celle-là ? Que messieurs les persifleurs stériles nous en proposent une autre, meilleure ou non. Après, il sera temps de dédaigner celle-là.

CHARLES NORDMANN.

REVUE LITTÉRAIRE

LA JEUNESSE D'UNE MUSE : DELPHINE GAY (1)

Ce joli nom de muse, on l'avait donné à Delphine Gay, dès sa prime jeunesse ; ou bien elle l'avait pris elle-même et voulait s'appeler la Muse de la patrie. Elle ne manquait point de talent ni d'un zèle qui la fit croire à son génie. Un joli nom, celui de muse; et l'on dirait que la personne qui le porte a, en ce monde, un privilège qui la dispense de subir les conditions ordinaires de la vie. Elle paraît ; la poésie s'épanouit en elle. Delphine Gay avait, en outre, une beauté à laquelle il fallait qu'on rendît hommage. Elle fut célèbre à vingt ans. Elle eut, pour l'admirer, pour la fêter, sa cour des plus grands poètes d'alors. La gloire et la beauté, la jeunesse !

Or, M. Henri Malo, poète et romancier, chercheur avisé du menu détail de l'histoire, et très savant, très attentif, et qui aime beaucoup trop la vérité pour la tourner à la louange ou au dénigrement, vient de publier, sous le titre d'*Une muse et sa mère*, un récit le plus exact, méticuleux même, de la vie qu'ont menée, jusqu'au mariage de Delphine, Sophie Gay, bonne mère, et la muse sa fille. Je ne sais guère de récit plus douloureux.

Est-ce que Sophie et Delphine ont été très malheureuses ? Non. Plus étourdies que malheureuses. Étourdies, et pourtant très habiles. Industrieuses : la mère plus que la fille. Occupées l'une et l'autre de réussir, bien résolues à ne négliger rien pour mériter l'applaudissement des cénacles et des multitudes. Leur ambition n'est pas vile : on n'y voit ni bassesse ni laide convoitise d'argent. Leur ambition

(1) *Une muse et sa mère, Delphine Gay de Girardin*, par M. Henri Malo (Émile-Paul éditeur).

n'est que ridicule. Et pourquoi? Est-ce à cause de l'inégalité que nous apercevons entre Sophie et le titre qu'elle réclame de mère d'une muse, entre Delphine et ce qu'elle prétend? C'est aussi à cause du mal et, j'allais dire, du tintouin qu'il faut que ces deux femmes se donnent pour obtenir les apparences d'une souveraineté qui leur devrait appartenir par chance ou volonté surnaturelle. Et je crois qu'elles sont elles-mêmes dupes de leur intrigue bien montée; cela les rend plus honorables, mais plus comiques.

Sophie était née au début de Louis XVI, d'un financier, Nichault de La Valette, et d'une Lyonnaise d'origine florentine, Antoinette-Françoise Peretti. Ces Peretti-là se vantaient de trouver dans leur lignée un pape et des plus fameux, Sixte-Quint, né Félix Peretti. Et la jeune Delphine, un jour que des fats lui parlaient de leurs ancêtres : « Moi aussi, réplique-t-elle, moi qui ne déploie pas ma généalogie, j'ai un ancêtre. — Et quel est-il? — Un gardeur de cochons, Félix Peretti. — Sixte-Quint? — Précisément! » Les fats se le tinrent pour dit. Fatuité d'elle, à son tour? Pas du tout! On la voudrait qui descendît de Jupiter; et elle se voudrait ainsi. L'on sent que son grand oncle pape ne la contente pas et que, faute d'un dieu dans ses parchemins, elle n'entend dater que de soi.

Cette réponse de Delphine est assez drôle et montre en elle une verve que sa mère eut encore plus vive. Celle-ci, une diablesse! A deux ans, elle a reçu le baiser de Voltaire. Toute sa vie, elle eut de l'esprit, l'eut très hardi, l'eut imprudent. On cite d'elle un mot qui est du jour qu'elle fit sa première communion. Elle portait sa première robe longue; elle en était fière et, dans le défilé, se retournait pour veiller au bel effet de sa traîne. L'une de ses compagnes la reprit d'importuner tout le monde avec sa tête, avec sa queue. « Mais, toi, tu n'as ni queue ni tête! » riposte cette petite Sophie. Steibelt lui apprend le piano : ce coquin de Steibelt, un voleur, mais un musicien.

Elle n'a guère plus de quinze ans et elle épouse, le 1er octobre 1791, un financier, Gaspard Liottier, qui est riche, mais qui a vingt ans de plus qu'elle et mauvais caractère. Elle lui donne de deux en deux ans trois filles et, quoi qu'il en soit de lui, dès le lendemain de thermidor, elle s'amuse. Quelle époque! Elle en a, plus tard, indiqué le plaisir : « Un délire joyeux succédant à toutes les angoises de la peur et aux cris du désespoir! Chacun semblait avoir obtenu un congé de la mort, qu'il fallait employer le plus gaiement possible; l'absence de toute vanité servait merveilleusement ce projet. Les tortures dont

on sortait ne rendaient pas difficile en plaisirs ; et l'on s'amusait tout bonnement pour s'amuser, se cotisant pour subvenir aux frais d'un bal que nul n'était assez riche pour donner, où les femmes dansaient en robes de mousseline unie, n'ayant pour ceinture qu'une corde de laine, et les hommes en pantalon de nankin, sorte d'innovation alors très hardie, qui donnait à ces réunions un air de bal champêtre et en excluait tout cérémonial. En ce temps-là, la danse comptait encore parmi les arts; ce n'était pas comme aujourd'hui le triste talent de frotter un salon en mesure ! » Elle écrivait cela en 1851. Qu'est-ce qu'elle écrirait aujourd'hui ? Mais, en vérité, la même chose. Et dans un demi-siècle, et dans un siècle ou deux ? La même chose, en vérité !

Mieux elle s'amusa, sous le Directoire, et mieux elle s'aperçut que son mari ne lui plaisait pas, qui était vieux, qui était incommode et qui, la trouvant dépensière, en devenait plus avare. Elle divorça et bientôt épousa en secondes noces Jean-Sigismond Gay, lequel avait une sœur qui fut mère d'Hortense Allart, celle-ci une des belles amies de Chateaubriand, la plus aguichante peut-être. Jean-Sigismond n'est pas riche, mais débrouillard, intelligent ; et il a plu à Sophie. Elle fait connaissance avec Mlle Contat, de la Comédie Française, et avec Mlle Georges, qui la trouve « une aimable et spirituelle femme » et ajoute : « Bon Dieu ! qu'elle doit être fatiguée ; elle parle bien, mais elle parle sans discontinuer ! » Elle dîne chez la marquise de Condorcet et a pour voisins de table Chénier (Marie-Joseph) et le vicomte de Ségur, deux hommes qui ont tout ce qu'il faut pour ne guère s'entendre. Ségur dit de Chénier : « Moi, le haïr ? Pas le moins du monde ! Pourvu qu'il veuille bien ne pas fraterniser avec moi ; car vous savez ce qu'il en coûte... » Et elle écrit *Laure d'Estell*, son premier roman.

Le charmant chevalier de Boufflers donna au *Journal de Paris* un article intitulé *Conversation entre un vieil homme de lettres et un jeune* : « Mon parti est pris, mon cher maître. Au fait, quand tout le monde écrit, pourquoi n'écrirais-je pas ? Pourquoi ne chercherais-je pas aussi à me distinguer ? — Mon ami, prenez-y garde, peut-être que la manière la plus sûre de se distinguer, quand tout le monde écrit, ce serait de ne pas écrire. — Ce serait aussi le moyen de n'être pas lu. — Vous auriez cela de commun avec beaucoup d'écrivains. — Je suis tourmenté de mes idées. — Heureux jeune homme ! Et où sont-elles, vos idées : dans votre mémoire ou dans votre imagination ? — Il me semble que les écrivains n'y regardent pas de si près... » Le jeune homme a résolu d'écrire un roman. Le vieil homme de lettres,

à ce propos, le conseille et lui dit par exemple : « Dispensez-vous d'imaginer ; il ne faut que regarder. » Il ne lui cache pas les difficultés que doit vaincre l'auteur d'un roman digne d'estime. Et le jeune homme : « Savez-vous, mon cher maître, que voilà trop de conditions que vous exigez pour un travail de haute fantaisie ; et où trouver un roman qui les rassemble? — Chez Pougens, libraire, quai Voltaire : demandez *Laure d'Estell*, par Mme... » Ce Boufflers s'y connaît, qui est l'auteur d'*Aline, reine de Golconde* et l'auteur d'un autre roman, sa vie toute pleine d'amour.

Laure d'Estell fit quelque bruit. Ce fut à cause d'un portrait peu indulgent qu'y avait tracé Sophie Gay de Mme de Genlis; une querelle s'ensuivit, dans les journaux, dont le roman profita, qui du reste n'est pas sans charme.

Sophie Gay sera bientôt célèbre. Il faut que son mari, pour être digne d'elle ou n'être pas ridicule auprès d'elle, se dépêche : il fonde une banque à Aix-la-Chapelle et s'y montre un homme d'affaires si remarquable qu'au mois d'avril 1803 le Premier Consul n'hésite pas à le nommer receveur général du département de la Roër, en résidence à Aix-la-Chapelle, où Sophie fera figure élégante.

Elle met au monde, à Aix-la-Chapelle, le 25 janvier 1804, une fille que nomme Delphine sa marraine, la marquise de Custine. Cette Custine est fille de Mme de Sabran, par ainsi belle-fille du chevalier de Boufflers qui lui a donné le surnom de la « reine des roses », et l'une des plus jolies amantes de Chateaubriand.

Voilà le ménage Gay installé. Sophie reçoit d'une façon presque fastueuse. Elle dépense beaucoup d'argent, et encore plus d'esprit. On lui trouve la taille belle, un visage intelligent, de l'esprit surtout, de l'esprit fort plaisant, varié, qui amuse, qui fait peur, qui fait trembler, qui fait sourire. Tous les soirs, on joue chez elle au whist, au quinze, à la bouillotte. « Jamais, dit Norvins, l'hospitalité de la civilisation n'avait eu cet attrait, cette couleur, ce caractère. » Sophie passe les hivers à Paris. Elle a, rue des Mathurins, au coin du passage Sandrié, une grande maison, avec un jardin. Ses réceptions fréquentes sont très courues.

Mais le succès la grise. Elle a perdu la tête, un soir que, chez elle, avec de malins partenaires, elle se raille de Ladoucette, le nouveau préfet d'Aix-la-Chapelle, un homme très aimable d'ailleurs, la douceur même, comme le nom qu'il porte le promet, la douceur même et, soudain, la rancune même, si l'on a trop compté sur sa mansuétude. Les propos de Sophie Gay lui sont rapportés. Il jure

de se venger. Il provoque un examen de la comptabilité du receveur général Jean-Sigismond Gay. Or, la comptabilité d'un receveur général n'est, parait-il, jamais en règle d'une manière absolument rigoureuse. Après examen, l'on s'avise de conclure qu'au 24 décembre 1810, Jean-Sigismond Gay devait à l'État sept cent vingt francs cinquante-deux centimes ; et, quinze mois plus tard, au moment de ces conclusions, ladite somme, plus les intérêts.

Jean-Sigismond Gay, révoqué, ne fut désormais qu'un banquier pareil à d'autres, dans la ville où il avait été receveur général, un gros personnage. C'est, pour Sophie, et par sa faute, une diminution de revenus et, plus pénible encore, une diminution de son prestige. Elle ne se laisse point abattre et, sans doute afin de rattraper ce qu'elle a perdu de prestige et d'argent, se met à écrire avec plus d'assiduité que naguère. Elle publie en 1815 *Anatole*, son roman le plus célèbre et jugé par Gœthe « l'ouvrage le mieux écrit, le plus rempli d'idées fines, spirituelles, d'appréciations profondes, de connaissance du cœur humain, qui ait été imprimé depuis vingt-cinq ans ». C'est une amie de Gœthe qui l'a dit à Jean-Sigismond Gay. *Anatole* a une autre gloire et la plus enviable. Le matin que Napoléon quittait Malmaison pour la dernière fois, il sortait et il tendit au baron Fain ce petit volume en lui disant : « Voici un livre qui m'a distrait cette nuit. » Un livre qui a distrait l'insomnie de l'Empereur à la veille de l'exil, quel honneur pour Sophie Gay ! L'a-t-elle su ?

Elle aurait dû, si elle l'a su, ne plus écrire et s'en tenir à ce touchant triomphe. Elle écrivit encore, et des romans, et du théâtre. Elle eut, dans le roman plus qu'au théâtre, des succès qui n'étaient pas éclatants. Mais Delphine sort de pension. Tout l'espoir que Sophie avait jamais eu, toute son ambition, tout son rêve de littérature et de poésie qu'elle a esquissé, qu'elle n'a point mené au parfait achèvement, tout cela se reporte sur Delphine, enfant merveilleuse et qu'elle charge de combler ses vœux les plus ardents, ses vœux de gloire.

Delphine a seize ans. Elle passe l'été dans une maison de campagne que possède sa mère, non loin de Paris, à Villiers-sur-Orge ; puis le commencement de l'automne lui inspire une élégie, *la Noce d'Elvire*, dont voici les premiers vers :

Jeune fille, où vas-tu si tard?
D'où vient qu'à travers la vallée
Tu portes tes pas au hasard?
Pourquoi les égarer dans cette sombre allée?

Ce sont de petits vers simples et qui ont quelque gentillesse, où Delphine se laisse mener par l'attrait de la rime, comme son Elvire par le hasard. Elle prélude. Sa mère lui donne deux conseils. Premier conseil : « Si tu veux qu'on te prenne au sérieux, donnes-en l'exemple. Étudie la langue à fond. Pas d'à peu près. Remontres-en à ceux qui ont appris le latin et le grec. » Et Delphine apprend le latin. L'autre conseil : « N'aie dans ta mise aucune des excentricités des bas-bleus. Ressemble aux autres par ta toilette; ne te distingue que par ton esprit. » Et Delphine sera modestement habillée de mousseline blanche, avec une écharpe de gaze bleue; elle ne mettra pas de fleurs dans ses cheveux. Elle est douce et obéissante.

Dans les châteaux du voisinage, à Longpont chez la duchesse de Maillé, puis ailleurs, où la conduit Sophie, elle récite son élégie le mieux du monde et recueille ses premiers applaudissements. Elle annonce à qui veut l'entendre le projet qu'elle a formé de ne pas se marier, de rester fille, ou plutôt muse; elle est entrée en poésie comme, en religion, telle de ses compagnes.

En 1821, qu'elle a dix-sept ans, ce n'est pas une petite élégie qu'elle écrit, mais, sous la dictée de l'histoire, un *Chant ossianique sur la mort de Napoléon* : grand sujet et, sans doute, un peu trop grand pour elle. La même année, l'Académie française propose, pour le prix de poésie qu'elle décernera l'année suivante, « le dévouement des médecins français et des sœurs de Saint-Camille lors de la peste de Barcelone. » Aussitôt Delphine se met à l'ouvrage. Le dévouement des médecins ne lui dit rien qui vaille la peine de l'écrire en vers; elle se borne au dévouement des sœurs, qui l'a vivement touchée. Elle envoie son poème à l'Académie et recherche, en attendant mieux, les succès de salon.

Sa marraine, la reine des roses, la prie avec sa mère à des soirées où elle rencontre Chateaubriand. Comme elle a une jolie voix et le talent de bien lire, on lui fait lire des fragments des *Martyrs* et d'*Atala;* les compliments de l'auteur la récompensent. Mme Récamier l'invite aussi, chez qui elle récite, « avec une grâce, une justesse d'inflexions, un sentiment » dont l'auditoire est bien ému, *la Pauvre fille* de Soumet. Que voulez-vous? c'est la poésie à la mode; et l'on a, pour cette *Pauvre fille*, des trésors de sensibilité que l'on prodigue : on les eut bientôt épuisés. Mais Sophie se penche à l'oreille de Mme Récamier : « Demandez à Delphine de vous dire quelque chose d'elle... » Évidemment, Delphine se fait un peu prier. Mme Récamier n'insiste pas; elle se méfie, elle craint pour la

petite muse un auditoire difficile. Sophie ne se méfie pas; elle insiste. Et, il faut que Delphine récite le poème qu'elle a envoyé à l'Académie. C'est un enchantement.

Le 24 août 1822, grande séance de l'Académie; le comte de Ségur, directeur; Laya, chancelier; Villemain, rapporteur. Beaucoup de monde; et l'on s'attend qu'il y ait une surprise. L'Académie va décerner le prix de poésie. Premier prix, M. Allitz; deuxième prix, M. Chauvet; et un accessit à M. Pichat. C'est tout? Pauvre Delphine! Le rapporteur ajoute : « Si l'auteur du numéro 103, en ne traitant qu'une partie du sujet, n'avait donné pour excuse et son sexe et son jeune âge, l'Académie, à la perfection et au charme de plusieurs passages, aurait pu croire que la pièce était l'ouvrage d'un talent exercé dans les secrets du style et de la poésie; mais la simplicité touchante de divers tableaux, la délicatesse, je dirai même la retenue des pensées et des expressions, auraient permis d'attribuer l'ouvrage à une personne de ce sexe qui sait si bien exprimer tout ce qui tient à la grâce et au sentiment. En se restreignant à l'éloge des sœurs de Saint-Camille, l'auteur se plaçait en quelque sorte hors du concours; et dès lors l'Académie, qui a jugé l'ouvrage digne d'une mention honorable, a cru juste de lui assigner un rang distinct et séparé des autres mentions. » Ami très intime des Gay, Alexandre Duval donna lecture de ce poème; « il ne s'est trouvé que des larmes pour la poésie de sa jeune amie. » Elle était là. Et, quand elle sortit, la foule très élégante qui assiste à ces réunions lui fit l'hommage de ses acclamations, l'escorta, changea en un triomphe le joli succès de Delphine. Le *Journal des Débats*, *la Quotidienne*, le *Moniteur* célébrèrent ses louanges. Chateaubriand, qui était alors ambassadeur à Londres, apprit par une lettre de Mme Récamier tout cela. Il écrivit à Delphine : « Je sais pourquoi vous dites si bien les vers : vous parlez votre langue. » Voilà comme Delphine, à dix-huit ans, fut consacrée la muse qu'elle espérait devenir.

Sa grande journée académique est de la fin d'août 1822; quatre mois plus tard, son père Jean-Sigismond Gay meurt subitement à Aix-la-Chapelle. M. Henri Malo nous l'annonce en quatre lignes : c'est qu'il n'a rencontré, si attentives que fussent ses recherches, aucun témoignage, aucun indice du chagrin qu'ont dû éprouver, de cette mort inattendue, Sophie et Delphine. Et je n'en conclus certes pas qu'elles n'aient éprouvé aucun chagrin. Mais il y a quelque tristesse à constater que les sentiments véritables tiennent si peu de place ou ne se voient seulement pas dans le récit le plus détaillé de

l'existence d'une muse. Je disais que Delphine était entrée en poésie comme elle serait entrée tout aussi bien en religion : elle paraît séparée de ce qui n'est pas son rôle de muse ; elle n'est plus très humaine, à ce qu'il semble.

Veuve et privée des ressources que lui procurait de loin, d'Aix-la-Chapelle, Jean-Sigismond Gay, Sophie se montre une femme des plus actives : elle écrira désormais davantage et fera son métier d'écrire pour subvenir à ses besoins. Mais elle compte, beaucoup plus que sur le talent qu'elle a, sur le génie qu'elle attribue à Delphine. Et elle lance résolument Delphine.

Elle s'occupe de fonder, avec Émile Deschamps, Soumet, Guiraud, *la Muse française*, qui aura d'autres collaborateurs, tels que Victor Hugo et Alfred de Vigny, et des collaboratrices, telles que Mme Tastu, Mme Bourdic Viot, Mme Verdier, Mme Dufrenoy, toutes dames qu'on ne lit plus, mais qu'on lisait, et Marceline Desbordes-Valmore. *La Muse française* sera bien dévouée aux intérêts de Sophie, louera ses « charmants ouvrages » et la « munificence » de son art, bien dévouée aux intérêts de Delphine, louera grandement ses *Essais poétiques* et publiera deux chants d'une *Magdeleine* qui ne fut point achevée. Bonne affaire, *la Muse française!*

Et voici maintenant l'activité de Delphine.

Vers la fin de l'année 1824, le baron Gros vient de terminer, à l'église Sainte-Geneviève, ci-devant et ci-après Panthéon, les peintures de la Coupole. Il en a reçu la commande le 9 août 1811, sous l'Empire; et il y a représenté alors l'Empereur, l'Impératrice et le roi de Rome. Sous la Restauration, le thème change; ou bien le thème ne change pas, mais seulement les personnages : il faut que l'Empereur se transforme en Louis XVIII, l'Impératrice en Duchesse d'Angoulême, et le roi de Rome en Duc de Bordeaux. Terrible comédie, et dont il semble que le peintre ait durement souffert! Muse de la patrie, Delphine subissait avec sérénité les tribulations de sa dite patrie; et comme elle avait chanté la mort de l'Empereur, elle chanta aussi la monarchie, la substitution de Louis XVIII à Napoléon, seconde mort de l'Empereur. Le 21 avril 1825, elle eut improvisé, non pas du jour au lendemain, son poème; et l'on avait soigneusement improvisé une fête où elle le débiterait magnifiquement. L'on établit, plus haut que le maître autel, « entre ciel et terre », sur une estrade, deux fauteuils, l'un pour le peintre et l'autre pour la poétesse. Et elle débita son poème d'une façon qui parut merveilleuse. Le lendemain, la duchesse d'Abrantès demandait

à Gros s'il était content du poème. Il répondit : « Je n'en sais rien ! Je verrai cela plus tard. Hier, je n'ai aperçu qu'une femme ravissante de jeunesse et de beauté, qui me parlait. Mais, ce qu'elle m'a dit, je n'en sais plus rien. » Et la duchesse d'Abrantès vit que le bonhomme avait la tête « complètement tournée », dit-elle.

Cinq semaines plus tard, le 29 mai, Charles X est sacré à Reims. Le lendemain, Delphine écrit à ce propos l'un de ses plus fameux poèmes, *Vision*. Jeanne d'Arc lui apparaît, lui dit l'espoir qu'elle a fondé sur Charles X et néanmoins la prie de veiller au gouvernement de ce Roi : s'il manque le moins du monde au serment qu'il a fait de maintenir les lois, l'égalité de la justice et la liberté des cultes, Delphine en avertira la France. C'est la mission que Dieu lui assigne et pour laquelle il l'a pourvue de poésie. Elle rallumera et tiendra bien allumé le flambeau de la Vérité. Elle est, par la volonté de Dieu, la muse de la patrie. Ce poème parut un peu emphatique et arrogant à certains juges qui, d'une belle jeune fille, attendaient plutôt de douces confidences que de si grandioses bavardages. *Le Globe* se moqua de Delphine : « Heureusement, il ne s'agit, pour Mlle Gay, ni de persécutions ni de bûcher. Son courage peut se déployer sans péril dans les salons et à l'ombre de la cour. La patrie n'a pas besoin non plus de sacrifices : il en est un surtout qu'elle défend à ses filles bien aimées, celui de la modestie ; ce fut toujours, en France, la première leçon des mères. » Enfin, Delphine a, cette fois, crié trop fort.

Trois mois plus tard, elle eut sa revanche. Villemain, de la part de la duchesse de Duras, la prie de « quêter pour les Grecs ». Elle écrit aussitôt un poème, *la Quête pour les Grecs*. Et l'on imprime son poème, on le distribue, on le place, on le vend. « Nous le vendons, au profit de ces malheureux, écrit Sophie, depuis trente sous jusqu'à cent mille francs. » Cela fit, en deux mois environ, trois mille francs que Delphine remet à M. Ternaux, président du comité des Grecs.

Le 20 décembre de la même année, Delphine apprend la mort du général Foy. Elle l'a rencontré naguère au Mont-Dore. Elle l'admire ; elle est touchée de savoir qu'il est mort et, de son émoi, elle tire un poème.

Il n'est pas une circonstance un peu voyante qui n'exige d'elle un poème. Il faut qu'elle ait son inspiration toute prête, sans relâche : on ne sait pas ce qui peut arriver qui la prenne au dépourvu. Elle a réponse à tout événement.

Mathieu de Montmorency était malade. On venait aux nouvelles

chez sa grande amie Mme Récamier. Un jour, Sophie, mère de la muse, fait une entrée toute effarée. Elle demande, et le souffle lui manque : « Eh bien ! comment va M. le duc de Montmorency? — Beaucoup mieux, répond Mme Récamier; je l'ai vu il y a deux heures : la saignée lui a été très salutaire. — Ah ! que vous me faites de bien ! » Et Sophie, mère de la muse, disparaît comme elle est venue. L'entrée si prompte et la sortie pareille ont surpris les personnes qui étaient là. Et l'on sourit. Et Mme Récamier demande à Dugas-Montbel ce que lui disait Ballanche à l'oreille : « Ballanche? Madame, ne vous fiez pas à lui ; avec son air si bon et si doux, c'est une très mauvaise langue. Il prétend que Mme Gay est venue ici prendre des informations pour savoir si sa fille doit se mettre à faire des vers sur une convalescence ou sur une mort. » Voilà comme on se moque de Delphine; et c'est la faute de Sophie. Plaignons Delphine, muse qui n'en sait rien.

Le duc de Montmorency mourut le vendredi saint 1826. A Saint-Thomas d'Aquin, sa paroisse, il priait ; il défaillit subitement, il était mort. A quelques jours de là, Gérard donnait une soirée. Il y avait Ingres, Pradier, Delécluze; et la causerie allait, sur l'art, sur la beauté, sur la peinture. Voici tout à coup Sophie Gay, et qui n'attend pas de savoir où l'on en est de tout cela. Elle interrompt Gérard. Elle lui dit : « Mon cher, *nous* avons fait des vers sur la mort de M. Mathieu de Montmorency. Ils seront demain dans les journaux ; et nous voulons que vous les connaissiez avant tout le monde. » *Nous*, c'est évidemment Delphine. C'est également Sophie : elle a bien son emploi dans cette industrie poétique où Delphine, toute seule, ne suffirait pas.

Elle amène Delphine. Et Delphine va réciter son poème sur la mort de M. le duc de Montmorency, devant une assemblée digne de l'entendre. Elle lève les yeux au ciel et prend la pose qu'a rendue célèbre son portrait par Hersent. Nulle timidité ne la gêne. On l'applaudit, on la complimente. Et, à peine a-t-elle fini de déplorer la sainte mort de M. de Montmorency, Sophie se lève et dit à Gérard : « Mon cher, nous sommes désolées de vous quitter si brusquement ; mais nous devons passer encore chez deux amis ce soir... Ces vers sont beaux, n'est-il pas vrai?... M. de Chateaubriand a été bien frappé de celui-ci : *donner à la vertu tout l'éclat de la gloire*. Mais Delphine avait un si beau sujet : M. de Montmorency mourant le même jour que notre Sauveur ! C'est admirable, c'est sublime. N'est-ce pas, Gérard?... Mais nous vous quittons. Adieu, adieu ! » Et elle se sauve,

traînant la muse sa fille après elle. Assurément elle est ridicule ; et il en rejaillit quelque chose sur la muse sa fille.

Or, Delphine a, toute jeune, déclaré qu'elle ne se marierait pas. Elle est moins jeune et la résolution qu'elle a prise, et qui s'éloigne, ne lui paraît plus attrayante. Elle se marierait volontiers. Elle se lasse d'une solitude où son génie commence de ne lui suffire plus. Elle voudrait que « le flambeau de la gloire » lui fût « un phare allumé pour attirer l'Amour ». Sophie aussi trouve qu'il serait temps de lui donner un époux. Un printemps qu'elles sont à Villiers-sur-Orge, Sophie écrit à Guiraud : « Donnez-nous quelques moments ; ce sera la plus douce récompense de notre amitié pour vous. Que faites-vous de l'ange Victor et de ce charmant poète de l'adultère ? Tous deux m'avaient promis une visite champêtre ; mais, je le vois, l'un est trop occupé dans le ciel et l'autre sur la terre, pour se déranger en notre faveur. » L'ange, c'est Victor Hugo. Et ce charmant poète de l'adultère ? Alfred de Vigny. Sophie l'attire assidument chez elle ; et Delphine a, pour lui, un sentiment qui s'éveille. Vigny, de son côté, l'aimerait ; il l'épouserait, si Mme de Vigny la mère y consentait : Mme de Vigny la mère n'y consent pas. Et Vigny épouse une Anglaise que l'on croyait qui possédait, en Polynésie, des îles. En 1826, le jeune ménage de cette Anglaise et du charmant poète de l'adultère vient à Paris et s'y installe. Pour épargner à Delphine la rencontre de ce bonheur, qu'elle croit un bonheur et c'est trop dire, Sophie l'emmène voyager en Italie, où de nouveaux succès l'attendent : succès de muse, non de femme.

Lamartine était alors secrétaire de l'ambassade française. Le poète et la poètesse eurent leur première entrevue à Turin devant la chute et les cascades merveilleuses du Vélino. Le poète trouva la poétesse une beauté parfaite. Et ne l'aima-t-il point ? Il a écrit : « C'était de la poésie, mais point d'amour. Je l'ai aimée jusqu'au tombeau, sans jamais songer qu'elle était femme : je l'avais vue déesse à Terni ! » Voilà ce qui arrive à Delphine : sa glorieuse qualité de muse écarte d'elle un hommage terrestre et humain.

Lorsqu'elle fut de retour en France, on crut qu'elle épouserait Armand-Charles-Louis de Lagrange, général de division et comte de l'Empire. Elle avait vingt-cinq ans, lui quarante-six. Et il avait les cheveux déjà blancs. Mais il était fort riche, et bel homme, de grande taille, un visage militaire. Le mariage ne se fit pas. Mirecourt prétend que Sophie eut la responsabilité de cet échec. Le général de Lagrange la vit un soir entrer chez le baron Gérard, qui recevait ; et elle fit son

entrée « avec toutes sortes de chassés-croisés et de pas de gavotte ; » et elle chantait, comme une vieille toquée, une chanson leste du Directoire. Le général n'aimait pas ça ; et il se retira. Une amie de Sophie l'interrogeait sur ce mariage manqué. Elle répondit, sur un ton dolent : « Ah! pourquoi réveillez-vous les cruelles douleurs d'une mère ? Il n'est que trop vrai ! M. de Lagrange a trouvé le moyen d'arriver au cœur de ma fille par son imagination... » Elle ajouta : « Et il s'est conduit avec elle comme un cochon ! » Ainsi parlait la mère de la muse, dans les moments qu'elle cédait à son impulsion naturelle. Et Delphine avait, pour un mariage, les deux inconvénients de sa divinité, puis de sa mère si humaine.

Elle composait, à propos de tout, des poèmes : elle en composa un, *Ma réponse*, à propos de l'état de fille où elle s'éternisait :

On accuse mon cœur de ne pouvoir aimer...

On l'accusait de ne chanter que la gloire et non l'amour :

Toi qui sais mon regret, ma harpe, défends-moi.

Et elle esquissait le portrait de maints jeunes gens et de toute sorte qu'elle n'avait aucune envie d'épouser. L'un, qu'elle appelle « tribun », qu'elle appelle « rhéteur » et qui « fait, en parlant d'amour, des essais d'éloquence », ressemble au jeune Adolphe Thiers. Quelques-unes de ses poésies de cette époque, *Découragement*, *Je n'aime plus*, etc., portent la marque d'une mélancolie où succomberait son orgueil.

Elle va pourtant se marier. Elle ne le sait pas encore ; elle le saura bientôt. Elle épousera, le 1er juin 1831, à Saint-Roch, un jeune homme qui a deux ans et demi moins qu'elle et qu'on trouve « un peu petit et maigre pour sa belle moitié », mais d'une intelligence remarquable et entreprenante, Émile de Girardin.

Huit jours plus tard, le 9 juin, Chateaubriand écrit à Juliette Récamier : « Delphine mariée ; ô Muses ! » Car les neuf muses de la fable avaient gardé le célibat.

André Beaunier.

REVUE MUSICALE

Théatre de l'Opéra : *L'Arlequin*, comédie lyrique en cinq actes et six tableaux ; poème de M. Jean Sarment, musique de M. Max d'Ollone. — La musique et le cinéma (à propos du *Miracle des Loups*).

L'Arlequin, « ou Du danger pour les jeunes personnes de s'amouracher des comédiens. » C'est un joli conte, mais non pas de ceux de *Ma mère l'Oye*. *L'Arlequin* a moins de naturel et de simplicité. Un soupçon d'afféterie, de mignardise et même d'enfantillage en gâte par endroits la poésie, la pensée ou le sentiment, et même le style. Ajoutons que pour l'imagination et la fantaisie, la comédie de M. Sarment ne laisse pas de rappeler un peu, comme les précédentes, le théâtre de Musset. Arlequin et la petite princesse Christine, au début du moins, nous parurent des cousins pas très éloignés de la princesse Elsbeth et de Fantasio.

Il y avait une fois un roi, un vieux brave homme de roi. Il régnait sur une île, île fortunée, où le malheur, public ou privé, n'était pas connu. La vie s'y passait dans l'innocence et les plaisirs. La mort même ne frappait que les personnes très âgées, et elle les frappait doucement. Seule, la fille du roi, la petite princesse Christine, n'était pas heureuse. Elle s'ennuyait. Insensible aux tendres aveux du jeune seigneur Beppo, son ami d'enfance, elle rêvait d'aventures et de romanesques amours. Or, le jour de ses dix-sept ans, une fête se donna pour elle dans les jardins du palais. On y fit venir le premier comédien d'Italie, le fameux Arlequin. *Saltavit et placuit*. Sous son masque noir, en son bel habit diapré, il plut à la fillette. Et si vite, et si fort, qu'elle se jeta dans ses bras et d'urgence se fit enlever par lui sur son navire.

D'abord étonné, puis ravi d'amour, il la conduisit à Capri, son île natale, qu'après quelque vingt ans de voyages, ou de « tournées », il

se languissait de revoir. Mais dès les premières heures de la traversée, le charme commença de se rompre. Il l'avait avertie, elle n'avait pas voulu le croire. « Le masque tombe, l'homme reste, et le héros s'évanouit. » L'homme a passé le bel âge, son visage démasqué paraît moins jeune et ses tempes montrent des cheveux gris. Adieu les pirouettes, les entrechats, et surtout ces pieds de nez dont Christine vante et regrette avec un peu trop d'insistance peut-être la séduction particulière.

Plus décevante encore que le voyage est l'arrivée. En son pays, le comédien longtemps errant ne retrouve rien ni personne. Parents, amis, témoins ou souvenirs de son enfance et de sa jeunesse, tout a disparu. Et l'on ignore tout de lui, même sa renommée. Seule une vieille femme se rappelle, — et encore vaguement, — le petit garçon, fils d'un pauvre sabotier, qu'il fut naguère. Elle l'a bercé de ses mains et de ses chansons. Et même elle a gardé de lui sa première poupée. Elle la lui rend. Alors pour Arlequin, dans ses bras, contre son cœur et sous ses baisers, l'humble jouet prend un sens, une grandeur, symbolique sans doute, mais tout de même emphatique démesurément.

Au moment de monter sur la scène, il confie à Christine la chère, la précieuse poupée, — comme il ferait son bonheur, — sa vie et son âme elle-même. Mais au cours de la représentation une bagarre survient. Les injures pleuvent, puis les coups. Arlequin est sifflé, honni; Christine frappée, foulée aux pieds, et la poupée mise en pièces.

C'est la catastrophe. Envoyé par le roi de l'île heureuse, le fidèle Beppo vient chercher Christine à demi morte et le malheureux Arlequin. Il les ramène tous deux. Elle meurt. On s'y attendait. Le vieux monarque, triste et pleurant pour la première fois, descend de son trône et, sur sa prière instante, Arlequin y monte à sa place. Arlequin sera roi. C'est à quoi l'on ne s'attendait guère.

Qui donc enfin nous donnera des opéras courts! Je veux dire pas plus longs qu'un *Orphée*, un *Don Giovanni*, un *Freischütz*, un *Barbier de Séville*. Deux heures de musique, bonne ou mauvaise, c'est assez. Mais *l'Arlequin* dure bien davantage. *L'Arlequin* dure trop. On aurait pu facilement l'abréger. A perdre un peu, et même beaucoup, l'ouvrage aurait gagné plus encore. Ainsi la scène d'amour du second acte, où nous reviendrons, est délicieuse. Mais la fin de l'acte en affaiblit l'impression et la mémoire. Le tableau du navire n'était pas indispensable. Inutile aussi, pour ne pas dire ennuyeux, tel *arioso* du vieux roi. Sans compter que certains propos de

l'excellent monarque sentent un peu la féerie ou l'opérette. Quelques retouches ou coupures auraient aisément corrigé ces fautes vénielles.

Mais si la musique de M. d'Ollone a le tort d'être longue, elle a le mérite aussi d'être légère : qualité peu commune aujourd'hui. Elle possède l'esprit de finesse. Elle n'a garde de faire, comme telle ou telle autre, la grosse voix, et pour ne rien dire. Elle dit souvent, à mi-voix, des choses charmantes. Non pas qu'elle ne trahisse par moments la recherche et l'artifice, à moins que ce ne soit l'embarras. Par exemple est-ce à dessein et pour s'amuser, à la mode du jour, à la dernière mode, que le musicien a donné pour « motif » (le vilain mot!) à Christine une série de quintes montantes et grinçantes qui ne conviennent guère au caractère et à l'aspect de la petite princesse. Nous savons bien qu'à l'audition tout s'arrange et que ces choses-là sont sauvées par les sonorités de l'orchestre. Il vaudrait encore mieux qu'elles le fussent également à la lecture. Il y a comme cela dans l'harmonie de M. d'Ollone pas mal de petits désagréments. La déclamation ne va pas non plus toujours toute seule. Mais elle a ses moments aussi, et de beaucoup les plus nombreux, de naturel, d'aisance et de liberté. Mainte scène est récitée au moins autant que chantée par la voix monotone à dessein, presque nue, et qu'un orchestre sobre, discret, mais expressif, accompagne ou voile à peine. En ce genre-là nous avons beaucoup aimé l'entretien d'Arlequin avec la vieille gardienne de son enfance, qui ne le reconnaît qu'à demi, et surtout les derniers moments de la petite princesse. Christine meurt un peu à la manière de Mélisande, et c'est une fort touchante façon de mourir.

Le don mélodique même ne manque pas à M. d'Ollone. Le thème initial de l'œuvre, qui circule à travers tout le premier acte, donne bien la sensation de la félicité publique à laquelle préside et s'associe le roi de l'île heureuse. Le motif — oh! que ce terme décidément est fâcheux! — le motif d'Arlequin est musical entre tous. Il l'est avec souplesse, avec force, avec éclat. Bondissant et rebondissant, il prépare d'abord une entrée brillante et triomphale au personnage. Puis, le suivant de scène en scène, triste et joyeux, lumineux et sombre tour à tour, il change avec lui sans cesse et lui ressemble toujours.

Trop souvent oubliés ou dédaignés aujourd'hui, les chœurs ont un rôle dans la comédie et dans le drame (bagarre du quatrième acte). Selon les circonstances et les situations, la musique fait une part, qui

n'est pas petite, à la gaîté de la foule, à sa joie, à sa colère. Mais surtout il est une scène, entre deux personnages seulement, les deux principaux, dont le souvenir, et le souvenir charmé, nous reste. La déclaration d'amour de la princesse à l'Arlequin et, devant l'immense flatterie de cet amour déclaré par elle, sa surprise à lui, puis son trouble, son inquiétude et ses justes pressentiments, son ivresse enfin et son extase, voilà le centre, ou le cœur du poème. Et ce cœur, dans la musique et par elle, a battu. Pour le coup nous ne reprocherons pas à cette scène-là d'être trop longue. Et nous ne rechercherons pas non plus comment elle est faite, ou de quoi. La mélodie, l'harmonie, l'orchestre, le chant, la déclamation, Verdi répétait volontiers : « Il y a tout cela dans la musique. » Et il ajoutait aussitôt : « Mais surtout il y a la musique. » Écoutez cette scène, ou lisez-la seulement, et vous comprendrez, vous sentirez ce que Verdi voulait dire.

Dans le rôle d'Arlequin, M. Vanni Marcoux a fait applaudir comme de coutume son triple talent de chanteur, de comédien et de tragédien. Mlle Denya (la petite princesse) fut une ingénue lyrique pleine de grâce. Louons M. Huberty, le bon roi, de prononcer aussi bien qu'il gouverne, et Mlle Lapeyrette de composer avec beaucoup d'art le personnage touchant de la grand mère aux chansons. Quant au spectacle, nous en avons trouvé les divers éléments inégaux en beauté : costumes élégants, figuration brillante et spirituelle, décors tristes et lourds. Avec ses maisons de couleur noirâtre, sous un ciel épais où sont plaqués des nuages d'un blanc sale, ce n'est pas Capri qu'on nous a montré, c'est Anzin. Mais au premier acte un détail de mise en scène a fait plaisir. Devant le roi défilent en cérémonie les corps de l'État : Université, Clergé, Magistrature, chacun d'ailleurs ne comptant qu'un unique personnage. Lorsque parut l'archevêque, tout le monde s'agenouilla sur son passage et sous sa bénédiction. Par ordre ou par hasard, le grand maître de l'Université resta seul assis. C'est peu de chose sans doute, mais quelque chose qui dénote un sentiment très fin de l'actualité politique.

Avec plus de curiosité peut-être que de confiance et seulement pour essayer, un musicien du plus grand mérite, l'auteur de la *Fille de Roland*, de *Marouf* et de *l'Appel de la mer*, s'est proposé d'associer la musique, j'entends une musique digne de ce nom, et le « cinéma ». Depuis quelque temps la question de leur alliance se posait. Comme on dit, elle était « dans l'air ». L'essai de M. Rabaud, pour intéressant

qu'il soit, ne l'a pas résolue. L'épreuve nous ferait plutôt conclure à l'incompatibité de ces deux éléments ou de ces deux valeurs inégales : la musique, celle au moins dont nous parlons plus haut, et les pellicules.

Une chose est certaine : la plupart des auditeurs-spectateurs musiciens du *Miracle des Loups* ont avoué, non sans regret, peut-être avec un peu de honte, qu'ils avaient à peine entendu la musique de M. Rabaud, pour cette raison qu'il leur avait été impossible de l'écouter. La vision, seule, impérieuse et jalouse, avait absorbé leur attention, occupé leur esprit tout entier.

Vous connaissez les deux vers latins :

Segnius irritant animos demissa per aurem,
Quam quæ sunt oculis subjecta...

Ce qui veut dire en français, et moins bien : « L'esprit est plus faiblement touché par les choses que perçoit notre oreille que par celles qui s'offrent à nos yeux. » Le cinéma confirme cette proposition. Pourtant d'autres spectacles, accompagnés également de musique, et sans paroles, semblent y contredire. D'où la difficulté. Le ballet et la pantomime sont au nombre des formes ou des genres où s'intéressent également notre ouïe et notre vue, où l'une et l'autre prennent un commun plaisir. Dans le drame lyrique même, à de certains moments, le chant se tait et la musique n'accompagne, ne commente, n'illustre plus que des mouvements, des gestes et des attitudes. Et ces moments-là, qui ne sont pas rares, ne sont pas non plus sans beauté. Chez Wagner, pour ne citer que lui seul, ils abondent. Au dernier acte de *Tannhäuser*, c'est Élisabeth reprenant le chemin de la Wartburg, sans une parole et sous les yeux de Wolfram également silencieux. Rappelez-vous, (premier acte de la *Walkyrie*), Sieglinde versant une onde fraîche aux lèvres altérées de Siegmund ; enfin et surtout Iseult et Tristan buvant l'un après l'autre, et muets tous deux, le philtre d'amour. Ce sont bien là des tableaux vivants, et mouvants et sonores. Pourquoi donc, à ceux que l'écran nous présente, la musique, et la meilleure, pour en accroître encore la vie, ne saurait-elle ou ne daignerait-elle pas s'unir?

Peut-être et premièrement parce que le ballet ou la pantomime donnent une représentation plus réelle et plus idéale à la fois que ne fait le cinématographe, de la vie et de l'humanité. La beauté, la grâce physique y a plus de part. Elle y est plus sensible et plus proche de nous. Et puis le cinéma garde toujours en soi quelque chose d'arti-

ficiel et de machinal, ou de mécanique. Il n'a pas d'âme. La matière y domine l'esprit au lieu de le servir et de l'exprimer. Par définition et par nature, le cinéma, c'est le mouvement, rien d'autre. Et quel mouvement ! Immodéré, vertigineux et ininterrompu. Or, s'il est bien vrai que la musique est mouvement elle aussi, elle n'est pas celui-là. Elle a ses repos et ses demi-repos, ses pauses et ses demi-pauses. Elle se presse à certains moments, mais à d'autres elle se ralentit et même elle s'arrête. Elle prend un temps, ou plusieurs temps. Elle se donne et nous donne du répit et du loisir. Mais toute relâche est interdite au cinéma. « Marche, marche ! » Il ne peut suspendre sa course, ou son vol, sous peine de mort.

C'est plus qu'une entreprise hardie, une pénible besogne, de composer la musique d'un film. Il faut littéralement l'écrire à l'heure, au quart d'heure, à la minute. « Pour la grosse figure de Louis XI, vingt secondes. » Le musicien du *Miracle des Loups* a reçu des avis de cet ordre-là. D'autres indications, de ce genre-ci, lui furent également données : « Comptez sur quinze cents mètres à l'heure. » Ainsi, par une étrange et double contrainte, la musique au cinéma se trouve obligée de tenir compte en quelque manière, et le compte le plus rigoureux, non seulement de la durée, mais de l'espace. Elle fera sagement de s'abstenir désormais d'une alliance qui la gêne et ne l'honore point. Autant que le mouvement et l'action, peut-être davantage, elle a pour domaine la pensée et le sentiment. Le cinéma les ignore. Elle et lui ne sont pas du même ordre Si la musique est indispensable au cinéma, — et nous croyons en effet qu'il ne saurait s'en passer, — la plus médiocre peut lui suffire. Il n'en comporte et n'en mérite pas d'autre.

Il va sans dire, mais cela va mieux encore en le disant, que nous avons le plus vif désir de pouvoir écouter au concert, sous forme de « suite d'orchestre », avec une notice explicative, mais sans images, la musique de M. Henri Rabaud.

CAMILLE BELLAIGUE.

RÉCEPTION
DE M. JONNART
A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Le 15 janvier dernier, « sous le sourire d'Élisabeth », pour parler comme M. Maurice Donnay, se réunissait une brillante, nombreuse et frémissante assistance. Beaucoup de prêtres, plusieurs évêques, un cardinal, un nonce : ne s'agissait-il pas de voter le maintien de l'ambassade au Vatican? Et l'on se disait aussi tout bas que peut-être allait-on assister à l'une de ces manifestations de collégiens mal élevés dont la coutume ne s'est pas encore établie sous la Coupole. Ce secret espoir n'a pas été entièrement trompé.

Deux heures sonnent. Roulement de tambour. Les académiciens, fort nombreux, entrent et se placent. Un peu ému, à ce qu'il semble, et se trompant même de banc, M. Jonnart vient enfin s'encadrer entre ses deux parrains, le maréchal Foch en habit vert et M. Marcel Prévost. Moustache blanche, teint coloré, chevelure de neige : une figure d'ancien militaire. « Peut-être aussi, a-t-il dit de Paul Deschanel, à l'approche des responsabilités, ressentait-il ce trouble et ce tourment qui, parfois, dans les hautes consciences, paralysent l'esprit de décision. » N'y a-t-il pas là, de la part de M. Jonnart, un retour sur lui-même? Oui : mais ce scrupuleux n'a pas manqué d'esprit de décision quand il a défendu contre Émile Combes le maréchal, alors général Lyautey, puis, plus tard, déposé le roi Constantin ; et peut-être l'originalité de sa physionomie consiste-t-elle précisément dans cette union de deux qualités contraires.

D'une voix d'abord mal assurée et un peu sourde, M. Jonnart a prononcé un discours excellent et qui fera plus d'effet encore à la lecture. Il a tracé un portrait exact et fin de Paul Deschanel, de l'homme public d'ailleurs plutôt que de l'homme privé. Il a très bien

mis en relief l'ensemble fort séduisant des qualités qui faisaient de lui le président presque idéal d'une Chambre française : une haute et vaste culture de lettré et d'essayiste, une extrême souplesse d'esprit, une vive curiosité des problèmes d'aujourd'hui et même de demain, une éloquence « un peu parée », un accueillant libéralisme et une aimable modération de jugement. Il a justement insisté sur l'ardeur vigilante de son patriotisme, et peut-être, à ce propos, aurait-il pu citer son mot célèbre d'après Agadir : « Le fifre allemand a sonné le ralliement français. » « Le président Deschanel, écrivait déjà Jules Lemaitre en 1898, n'a cessé de grandir en talent, en science des hommes, en liberté d'esprit, en courage et en autorité. Je voudrais, et je ne m'en cache pas, qu'il devint très populaire. » Paul Deschanel était né Président, et il aurait pu être, durant de longues années, un admirable président de République, — d'une République peut-être plus athénienne que celle où nous avons l'heur de vivre. Hélas! l'envieuse Némésis ne lui a pas permis d'accomplir toute sa destinée, et en évoquant avec émotion la douloureuse tragédie de ses derniers jours, M. Jonnart a eu grandement raison de rappeler « les cruelles imaginations d'un Shakspeare ou les terribles enseignements d'un Bossuet ».

La réponse de Mgr Baudrillart a été débitée d'une voix grave et nette, et qui, de toutes façons, passait la rampe. Elle a eu grand succès. C'est le modèle du discours académique, courtois, mesuré, fort spirituel, solidement construit, très varié et libre de ton, et touchant, sans y trop appuyer, à toute sorte de hautes questions. Prêtre et « directeur » de l'Académie, l'orateur, et son auditoire lui en a su beaucoup de gré, a usé de sa double autorité pour faire entendre quelques vérités qui s'adressaient en fait à l'opinion et au pays. Il a retracé à grands traits, vigoureux et fermes, la carrière administrative et politique de M. Jonnart. Il a appris à ceux qui l'ignoraient que cette carrière avait été souvent interrompue et comme paralysée par les suites d'un terrible accident de voiture, et, après avoir ainsi expliqué certaines retraites prématurées qui avaient un peu surpris une opinion maligne et mal informée, il a finement caractérisé, en termes précis et justes, qui rappelaient l'historien de profession, la part de collaboration qu'a prise le récipiendaire à l'histoire coloniale, politique et religieuse de notre temps.

Gouverneur général de l'Algérie, nul n'a plus fait que M. Jonnart pour coloniser et pour assimiler cette terre d'élection, pour y faire aimer la France et la civilisation française : la fidélité et le dévoue-

ment des indigènes pendant la guerre ont été la meilleure preuve de la vitalité et de la solidité de son œuvre.

Choisi comme mandataire des Alliés, en 1917, pour ramener dans le droit chemin la Grèce qui s'en écartait, — M. Recouly a raconté ici même, en son temps, cette dramatique histoire, — M. Jonnart, par son énergie, sa lucide et rapide résolution, a eu le mérite, en moins d'un mois et sans effusion de sang, de remplir au delà de toute espérance sa délicate mission, et de procurer à l'Entente un nouvel allié.

Enfin, la guerre finie, c'est lui encore qui est désigné pour renouer les relations avec le Saint-Siège. Tâche très délicate aussi, mais dont les résultats, déjà fort importants, « justifient l'ambassade et honorent l'ambassadeur ». Ici, Mgr Baudrillart n'a pu s'empêcher, avec une discrète ironie, et aux applaudissements de la salle, de dénoncer le véritable crime de lèse-patrie que voudraient commettre ceux qui envisagent froidement l'éventualité d'une nouvelle rupture avec Rome. Sur ce terrain d'ailleurs, comme sur quelques autres, il a le plaisir de se trouver entièrement d'accord non seulement avec M. Jonnart, qui, à vrai dire, est orfèvre, mais avec Paul Deschanel. Celui-ci, en effet, dans les dernières années de sa vie, avait prodigué à ses concitoyens les avertissements salutaires : il prêchait inlassablement l'union sacrée, le culte de l'ancienne France, le respect de l'institution militaire, le danger du pacifisme, la nécessité de conjurer à tout prix la crise de la natalité, de « ne pas toucher aux choses d'Alsace ». Toutes ces allusions presque involontaires aux mortelles erreurs de nos gouvernants d'aujourd'hui, ont été, comme bien l'on pense, saisies et soulignées par l'auditoire avec une chaleur fort significative.

Je ne sais si quelques-uns des députés qui composent la majorité de la Chambre, quittant pour une heure leur Palais-Bourbon, s'étaient, le 15 janvier, aventurés à l'Académie. Je le souhaiterais : aux applaudissements qui ont salué les très opportunes déclarations de Mgr Baudrillart, ils auraient eu la sensation directe de ce que pense la France intellectuelle.

— Cela, direz-vous, n'eût point modifié leur vote. — Assurément : mais croyez-vous qu'on puisse aujourd'hui gouverner bien longtemps contre l'opinion ?

VICTOR GIRAUD.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Les élections allemandes du 7 décembre, dont les journaux du cartel des gauches voulaient à tout prix faire un succès pour la démocratie, viennent d'avoir un double épilogue. Un ministère de droite s'est constitué sous la présidence du Dr Luther; le ministère prussien que dirigeaient MM. Braun et Severing, social-démocrates, a donné sa démission : pour le Reich comme pour la Prusse, le nationalisme monarchiste l'emporte. La période révolutionnaire, ouverte en novembre 1918 sous le coup du désastre militaire, est close. L'Allemagne se dirige, prudemment encore, mais résolument, vers l'expansion économique, la restauration monarchique, la destruction du traité de Versailles.

C'est l'habile manœuvre de M. Stresemann qui a fait échouer les démarches de M. Marx pour la constitution d'un ministère dont le Centre aurait été l'axe; c'est lui qui, pour mettre fin à une trop longue crise, a décidé ce même parti à donner son appui à un cabinet de droite que préside M. Luther, mais dont M. Stresemann inspirera la politique.. Bourgmestre d'Essen durant la « résistance passive », M. Luther appartient à ce corps de hauts fonctionnaires qui font, dans l'administration des grandes villes, l'apprentissage du gouvernement de l'État; il fut, dans le cabinet Marx, un énergique ministre des Finances ; il est, par toutes ses affinités, un homme de droite; son ministère qui se présente comme « au-dessus des partis » ne se compose en fait que de membres de la fraction allemande-nationale et du parti populiste, et de fonctionnaires connus pour partager leurs tendances; M. Braun est un centriste de peu d'autorité; quant à M. Gessler, s'il est encore inscrit au parti démocrate, il n'en partage plus les tendances, mais, depuis 1920, tous les partis sont d'accord pour maintenir à la tête du département de la guerre, sous le nom de ministre de la Reichswehr, le même chef organisateur dont l'autorité couvre l'activité

militaire du général de Seeckt. Le ministre de l'intérieur, M. Schiele, est le président du groupe parlementaire des allemands-nationaux ; monarchiste militant, on peut compter sur lui pour nettoyer l'Allemagne des fonctionnaires républicains. Pour M. Neuhaus, ministre de l'économie publique, c'est mieux encore ; il a donné sa démission de directeur au ministère du Commerce, en 1921, plutôt que de prêter serment à la constitution prussienne, et, lorsqu'il était président de la jeunesse nationaliste, il était étroitement lié avec le lieutenant Gunther, l'un des assassins de Rathenau. Ce sont des faits que le public français doit connaître ; ils caractérisent la politique qui se dessine en Allemagne.

Le Centre donnerait-il son appui à la combinaison Luther? Il essaya d'abord de poser des conditions auxquelles il fut répondu évasivement. La déclaration ministérielle fut incolore et grise à souhait : le ministère continuera la politique du chancelier Marx ; on ne touchera pas au plan Dawes dont l'exécution sera poursuivie. Dans ces conditions, le Centre crut pouvoir donner son appui au cabinet du bloc des droites ; la *Germania* expliqua que le ministère Luther n'était qu'un essai, une combinaison d'attente et qu'il était avant tout nécessaire de mettre fin à la crise. Le scandale de la banque de Prusse, où plusieurs membres du Centre sont compromis, inclina le groupe à se montrer conciliant. Le 22 janvier, le Reichstag approuva la déclaration ministérielle par 246 voix contre 160 et 39 abstentions. Un schisme s'est produit dans les rangs, jusque-là si disciplinés, des catholiques ; tandis qu'une soixantaine de députés votaient pour le ministère, un petit groupe, sous la conduite de l'ancien chancelier Wirth, prenait position contre. Depuis longtemps ces tendances divergentes partagent le groupe en deux fractions inégales ; cette fois, la coupure semble définitive. Sans doute l'existence du ministère reste très précaire, puisqu'il n'a pour lui que la moitié moins un du Reichstag (246 sur 493) ; mais la politique de droite vient de remporter un grand succès en renversant, avec le concours des communistes, la « grande coalition » qui exerçait le pouvoir en Prusse et où deux social-démocrates, MM. Braun et Severing, jouaient les premiers rôles (23 janvier). La crise sera difficile à résoudre et, cette fois encore, la solution dépend du Centre. Mais les conservateurs sont trop heureux de leur double victoire pour renoncer à leurs avantages ; nous allons assister à la revanche brutale du vieil esprit prussien sur les forces démocratiques et socialistes. Cette évolution de l'Allemagne, il convient de

l'avoir toujours présente à l'esprit pour mesurer à quels dangers la politique du bloc des gauches expose la France.

Le 14 janvier, la Conférence des ministres des Finances s'est terminée par un accord et, une fois de plus, c'est la France, et la France seule, qui fait des concessions; notre créance sur l'Allemagne subit encore une diminution sans que nos charges à l'égard de nos alliés soient allégées. La répartition des bénéfices de l'exploitation de la Ruhr se fait surtout à l'avantage de la Belgique, en vertu du droit de priorité qui lui a été reconnu; cette priorité sera, de ce fait, plus tôt éteinte et notre part dans les paiements allemands s'en trouvera accrue. Il est entendu que les frais d'occupation de la Ruhr seront prélevés sur les bénéfices; mais seuls les frais d'exploitation seront soldés sur l'encaisse en espèces; les frais d'occupation militaire seront prélevés sur les bénéfices perçus en nature, en charbon principalement, si bien que l'opération se traduira en fin de compte par un versement d'une centaine de millions que le trésor français devra opérer au bénéfice du trésor belge. — Sur un autre point, les intérêts français sont lésés. Les frais d'occupation de la rive gauche du Rhin et des têtes de pont sont ramenés à une somme forfaitaire annuelle de 160 millions de marks-or sur laquelle 110 millions reviendront à la France, qui va se trouver ainsi dans l'alternative ou de réduire ses troupes d'occupation en Rhénanie, c'est-à-dire de diminuer ses garanties de sécurité, ou d'employer à les payer une partie des annuités du plan Dawes. — Le droit des États-Unis à obtenir une part des annuités allemandes est reconnu et cette part est fixée à 2 1/4 pour 100; on trouvera que c'est beaucoup, si l'on considère que les États-Unis n'ont que des dommages de guerre insignifiants et que des pays comme la Yougoslavie et la Roumanie, dont le territoire a été ravagé, ne reçoivent que 1 pour 100. Les pourcentages fixés à Spa ne sont pas modifiés; les 2 1/4 pour 100 attribués aux États-Unis sont prélevés à part, ce qui revient à dire que la France, par exemple, au lieu de toucher 52 pour 100, ne touchera que 52 pour 102 1/4. Ainsi va toujours s'amenuisant, comme la peau de chagrin, une part qui est cependant bien loin de représenter les dégâts matériels subis par le sol national.

Les États-Unis rentrent, par cette voie détournée, dans le syndicat des créanciers de l'Allemagne et toutes les Puissances alliées seront d'accord avec M. Theunis pour s'en féliciter; mais, à peine les représentants des États-Unis à la conférence de Paris avaient-ils mis leur signature au bas du protocole, que la presse entamait une campagne

et que la Commission des affaires extérieures du Sénat, présidée par M. Borah, s'insurgeait : le Sénat veut bien que les États-Unis participent aux répartitions du plan Dawes, mais il n'accepte pas qu'ils se trouvent par là impliqués dans les affaires européennes. Nous sommes en présence d'un conflit d'autorité entre le pouvoir exécutif et le législatif, qui prétend empiéter sur les prérogatives du Président; de ce même conflit nous avons déjà été victimes au temps de M. Wilson. M. Borah et ses collègues voudraient obliger M. Coolidge et le nouveau secrétaire d'État M. Kellogg, successeur de M. Hughes, à soumettre à la ratification sénatoriale les textes signés à Paris : une motion ayant cet objet a été votée le 22 sans débat et à l'unanimité. Le moment vient pour M. Coolidge de donner sa mesure comme homme d'État. Pour la France, la leçon est claire : l'heure n'est pas propice pour négocier avec Washington le règlement des dettes.

En Angleterre, de très vives discussions s'élèvent à propos du mémoire que M. Clémentel a remis à M. Churchill sur la question des dettes. Le ministère adoptera-t-il le point de vue de la note Balfour ou celui de la note Curzon ? La différence est d'importance (1) : la note Balfour dit que l'Angleterre ne demandera à ses débiteurs que ce qui lui est nécessaire pour payer ses créanciers, sans faire de distinction entre le débiteur allemand et les débiteurs alliés, tandis que la note Curzon accepte de ramener les dettes alliées à la différence qui séparera les paiements faits par l'Allemagne à l'Angleterre des versements à faire par l'Angleterre à l'Amérique, et envisage surtout le paiement de la dette française par la remise à la Grande-Bretagne de titres allemands des réparations. Un communiqué de la Trésorerie avoue avec ingénuité pourquoi le Gouvernement britannique n'a plus de raisons de se montrer généreux : « Les offres de M. Bonar Law tendaient à dissuader le Gouvernement français d'entrer dans la Ruhr ; celles de lord Curzon tendaient à lui faire évacuer la Ruhr : elles ont été rejetées par M. Poincaré. Le Gouvernement anglais se croit donc en droit de proposer aujourd'hui des conditions différentes, qui ne sont pas forcément à tous égards plus onéreuses. » N'est-ce pas à encadrer ? Il fallait y songer avant d'abandonner nos gages ! M. Layton dans son *Economist*, qui passe pour refléter les vues de la Cité, M. Keynes lui-même dans la *Nation*, le *Times* de son côté, et une grande partie de la presse, reconnaissent que les dettes interalliées ne peuvent être

(1) Nous en empruntons la définition au *Bulletin quotidien de la Société d'études et d'informations économiques.*

considérées comme purement commerciales, et qu'il serait inique que la France se vît obligée de verser à ses alliés tout ce qui lui reviendra d'après le plan Dawes. Ce caractère moral des dettes interalliées a été, à la Chambre, mis en lumière avec une force de conviction et de persuasion incomparable par l'un des chefs de l'opposition républicaine, M. Louis Marin. S'élevant au-dessus des mesquineries arithmétiques, dans une superbe envolée d'éloquence et d'émotion, qui a soulevé des applaudissements presque unanimes, il a montré les sacrifices que la France a faits pour le commun succès et demandé en quelle monnaie de tels services se payent. Une si noble et si juste manifestation de l'opinion nationale pourrait devenir, pour le Gouvernement, un puissant argument dans ses négociations avec les Alliés. L'arme aurait été plus forte encore, si la majorité n'avait bassement refusé l'affichage des paroles qui avaient un moment apporté à la Chambre l'écho vibrant du sentiment unanime du pays. Le discours de M. Marin a été, aux États-Unis et en Angleterre, le prétexte d'une recrudescence de la campagne sur la question des dettes : la France devra payer tout ce que ne paiera pas l'Allemagne. Le Gouvernement français n'a pas à s'en émouvoir : il aura l'opinion pour lui, s'il refuse de discuter tout règlement qui rendrait la France garante des paiements de l'Allemagne ; ou bien alors, s'il prend des engagements, qu'il exige en échange, de la part des Anglais et des Américains, celui d'être toujours à nos côtés pour obliger l'Allemagne à payer. Il n'y a pas urgence à régler la question des dettes tant que le plan Dawes ne fonctionne pas dans sa pleine efficacité : ni l'Angleterre, ni les États-Unis ne pratiqueront à notre égard la politique de Shylock.

La Chambre, poursuivant péniblement la discussion du budget, s'est trouvée en présence de la proposition du Gouvernement tendant à réduire de 150 000 fr. les crédits pour les Affaires étrangères : c'est sous cette forme que se pose la question du maintien ou de la suppression de l'ambassade de France auprès du Saint-Siège. Personne n'a entendu dire qu'une difficulté quelconque ait mis en opposition le Saint-Siège et la France ; ni publiquement ni secrètement il n'a surgi, entre les deux pouvoirs, un de ces débats pénibles et insolubles d'où peut résulter la rupture des relations diplomatiques ; chaque fois qu'il en a eu l'occasion, le président du Conseil s'est plu à rendre justice au tact et à l'esprit de conciliation du nonce apostolique Mgr Cerretti. C'est simplement parce qu'un faible déplacement de suffrages, provoqué par des raisons qui n'avaient rien à voir avec

l'ambassade auprès du Saint-Siège, a changé l'axe politique de la nouvelle Chambre qu'il paraît nécessaire au Gouvernement d'infliger à la plus haute autorité morale qui soit au monde, et pour laquelle il proclame son respect, un affront gratuit en rompant avec lui des relations diplomatiques que tant et de si éminents républicains ont proclamées nécessaires. Il faut, pour en venir là, que M. Herriot et ses amis se croient bien sûrs de leur propre infaillibilité. Il n'est pas vrai de prétendre que, sur ce point, le suffrage universel a été consulté et s'est prononcé ; en très peu de pays, sur très peu d'affiches électorales, la question a été posée. Les élections de gauche se sont faites sur la vie chère, sur l'augmentation du traitement des fonctionnaires, sur la paix que l'on se vantait d'assurer ; or sur rien de tout cela le gouvernement du cartel n'a pu apporter à ceux qui ont cru en lui les satisfactions qu'ils attendaient : la vie est plus chère ; il n'y a pas d'argent pour augmenter les traitements ; la paix n'est ni plus ni moins assurée qu'il y a six mois ; alors il faut bien détourner l'attention du pays et, pour satisfaire les comités radicaux, s'attaquer à l'Église. Les pouvoirs occultes l'exigent du Gouvernement qui l'a inscrit dans la déclaration ministérielle et qui n'est plus libre de se dédire. Il est d'ailleurs surveillé de près ; les noms des députés qui se sont laissé entraîner à applaudir M. Briand ont été repérés avec soin par certains personnages spécialement apostés à cet effet. A elle seule, la manière dont est posée la question de l'ambassade est une provocation aux catholiques français, une injure aux catholiques du monde entier et, pour nous, une humiliation nationale : comment l'étranger aurait-il confiance en la politique d'un pays dont les relations diplomatiques sont à la merci d'une saute de vent électorale? Les nations sont des êtres collectifs et permanents ; nous nous plaignons, avec raison, que la Russie révolutionnaire renie les dettes de la Russie impériale, que les Américains n'aient pas fait honneur à la signature du président Wilson ; la France de 1925 n'est pas une personne morale différente de celle de 1921 qui a repris les relations avec le Pape ; le précédent que M. Herriot voudrait créer est très grave, et ce n'est pas parce qu'il vise un pouvoir désarmé qu'il restera pour nous sans conséquences. « Dans l'intérêt supérieur de la France, dans l'intérêt de sa force morale, a dit M. Briand, prenez d'autant plus de précautions, agissez avec d'autant plus de prudence et de justice que vous n'avez affaire qu'à une force morale. »

C'est le rapporteur général, M. Henry Simon, qui a ouvert le

débat. Sa thèse annonce et prépare l'exposé du président du Conseil; elle ouvre les mêmes horizons, elle appelle les mêmes critiques. M. Fernand Engerand lui a répondu : dans un discours nourri de faits et d'idées, il a montré, avec beaucoup de force et de modération persuasives, tout ce que perdra la France à n'être plus présente au siège de la catholicité, ce grand carrefour où viennent s'enchevêtrer de si hautes influences spirituelles et tant d'intérêts matériels âprement disputés. M. Oberkirch a souligné, pour l'Alsace spécialement, les conséquences déplorables du retrait de l'ambassade. Mais les deux sommets de ce grand débat ont été le discours de M. Aristide Briand et celui du président du Conseil. Le discours de M. Briand est d'abord un acte de courage, il est ensuite un geste d'homme d'État. Mûri par l'expérience, revenu de bien des illusions, sceptique sur les doctrines et désabusé des hommes, M. Briand a acquis la foi en la valeur des grandes forces morales qui mènent le monde. Dans son récent voyage à Rome, où il représentait la France au Conseil de la Société des nations, il a été frappé des démarches que multiplia son collègue M. Austen Chamberlain pour assurer aux intérêts britanniques, si gravement menacés dans tout l'ancien continent, les sympathies actives du Saint-Siège; il a vu les représentants des États de l'Europe centrale et orientale, nés ou agrandis par la victoire de la France, se groupant autour de l'ambassade de France, leur centre naturel, se demander non sans angoisse quel patronage ils invoqueront, si elle vient à disparaître. Qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, la victoire des Alliés dans la dernière guerre est un succès pour le catholicisme; il suffit, pour le prouver, de constater la résurrection de la Pologne, qui donne à l'Europe nouvelle sa physionomie. Disparu le grand empire luthérien dont Guillaume II se vantait d'être « l'évêque suprême »; disparu le grand empire orthodoxe dont le tsar était le chef politique et religieux; et des ruines du grand empire catholique d'Autriche-Hongrie, disparu lui aussi, sont nés ou se sont agrandis des États nouveaux qui, pleins de jeunesse et de vitalité, tendent vers la France leurs mains confiantes et concluent des concordats avec le Saint-Siège. Pas plus que le cardinal de Richelieu ne pouvait, dans l'Europe de son temps, faire une politique qui ne s'appuierait pas sur les États protestants du nord, la France d'aujourd'hui ne peut mener, dans l'Europe d'après la guerre, une politique anticatholique; ou, si elle s'y risque, c'est à son pire détriment. C'est sous l'empire de cette vision et avec le

souvenir de l'acte de haute politique internationale et de réconciliation nationale accompli par lui quand il prit l'initiative d'envoyer à Rome un ambassadeur, que M. Briand a parlé le 22 janvier.

La question est mal posée : la thèse du rapporteur général serait à sa place s'il s'agissait de savoir s'il convient de reprendre les relations interrompues avec le Saint-Siège ; mais il s'agit de rompre sans motif les relations existantes. A cette question d'intérêt ne devrait se mêler aucune question de parti ; « un parti, quand il arrive au pouvoir, n'est plus un parti ; il a la charge de la France tout entière, de tous les Français : c'est la doctrine de tous mes amis républicains. » Les questions religieuses, en France, ont été mêlées par l'histoire aux questions politiques, mais certaines discriminations sont nécessaires ; il est des catholiques qui ne veulent pas d'une politique irritante : « ceux-là ne sont pas nos ennemis ; ne fussent-ils que vingt, nous devons respecter leur opinion et leur conscience. Notre intérêt est même de ne pas obliger, sous l'influence d'une fausse interprétation, tous les éléments de la population catholique à se solidariser dans la même bataille. » Puis M. Briand, montrant tous les grands fondateurs de la République résolus à maintenir les relations avec le Vatican, insiste sur la nécessité d'un contact permanent ; ce même Gouvernement qui demande la suppression de l'ambassade, réclame le maintien au quai d'Orsay d'un conseiller technique pour les affaires religieuses ; il sera, dit le rapport de M. Simon, « d'autant plus nécessaire qu'il n'y aura plus de relations diplomatiques avec le Saint-Siège » et il énumère une longue série de questions qui sont précisément celles que traite l'ambassade et qu'il faudra bien continuer à traiter. Diplomatie de la présence : la France est auprès des Soviets, mais « les Soviets seraient déjà auprès du Saint-Siège, si on avait prêté l'oreille à leur demande... Comme ils pratiquent la vie intense qui s'impose à la diplomatie moderne, ils approchent, et peut-être seront-ils là demain, quand nous n'y serons plus ». Vous quittez Rome ; d'autres s'apprêtent à y venir et, s'ils n'y trouvent plus la France, c'est la France qui y perdra plus que le Saint-Siège. Et M. Briand montre le péril : il a d'abord ce mot profond : « une telle rupture, c'est grave ; on ne risque rien, c'est entendu, et c'est tant pis ! Il vaudrait mieux risquer quelque chose... Nous sommes à une époque où les forces morales grandissent et c'est heureux pour la France qui en possède d'immenses. » On va donc supprimer les crédits ; mais qu'arrivera-t-il si le Pape, n'ayant eu avec le Gouverne-

ment de la République aucun différend, maintient son nonce ? « Si alors, vous sortez de la méthode d'omission budgétaire, si vous rendez ses passeports au nonce, le lendemain vous aurez des protestations du Saint-Siège dans toutes les chancelleries. » Un contrat a été conclu par un Gouvernement français, un autre n'a pas le droit de le déchirer sans motif. « Si demain vous rompez avec Rome, vous n'aurez pas une seule raison à invoquer, car les élections dernières ne constituent pas une raison valable dans le domaine diplomatique. » Dans tous les pays, les catholiques qui sont nos amis s'affligeront, et la France sera diminuée. A l'intérieur, au moment où le péril financier exige le concours de toutes les bonnes volontés, une blessure profonde aura été faite à un grand nombre de Français. A l'extérieur, nos ennemis exploiteront contre nous la rupture. Dans une éloquente péroraison, M. Briand adjure le Président du Conseil « de ne pas aller à l'irréparable. »

Mais « l'irréparable », c'est précisément ce que veulent le cartel des gauches et les forces occultes qui inspirent ses actes. Que l'autorité morale de la Papauté grandisse, que la France ne puisse déserter le Vatican sans nuire à ses intérêts, peu leur importe, pourvu qu'un coup soit porté au rayonnement supra national du Saint-Siège ; on s'imagine que l'absence d'un ambassadeur de France sera suivie d'autres absences et que, peu à peu, le Pape, muré, comme dans un cloître, dans ses fonctions purement spirituelles, sans action sur la vie des nations, entouré de prêtres et de moines, finira par s'étioler comme le « Bouddha vivant » de Mongolie. Tel est l'objet que, depuis longtemps, poursuit la franc-maçonnerie et qu'elle a cru atteindre en détruisant le pouvoir temporel. Voilà ce qui se cache, sans que peut-être M. Herriot s'en rende compte, derrière le « principe », si souvent invoqué par M. H. Simon et par lui-même, de séparation du spirituel et du temporel. « Périssent les colonies plutôt qu'un principe, » a rappelé M. Engerand. Le discours de M. Herriot, dans sa partie qu'on pourrait appeler doctrinale, est consacré à l'exposé de ce principe et, à l'appui, apparaissent les légistes de l'ancien régime, le gallicanisme, les luttes de nos rois contre les papes, tout un exposé historique assez tendancieux mais qu'il faudrait de longues pages pour redresser. Ah ! qu'il voyait juste et loin, le grand penseur qui a écrit *les Morts qui parlent* ! Et comment fonder la paix religieuse, que M. Herriot affirme souhaiter, sur tant de souvenirs historiques que chacun peut tirer à soi ? Pourquoi ne pas s'en tenir au grand souvenir d'hier : toute la France

debout, tendue vers le même ennemi à expulser, réconciliée dans le même geste d'abnégation patriotique et d'union sacrée ? M. Herriot allègue avoir « offert la paix aux catholiques » ; mais c'est dans sa déclaration ministérielle qu'il annonce la suppression de l'ambassade auprès du Vatican et les mesures préparatoires pour l'abrogation du Concordat en Alsace : double et irréparable faute qui pèse sur sa destinée ministérielle, mais qui pèse aussi sur la France!

L'argumentation de M. Briand a porté, et il faut donner aux députés de la majorité des arguments convenant à des habitués des réunions publiques : de là l'accumulation de petits faits d'où le Président du conseil espère faire sortir l'impression que l'ambassade ne sert à rien, a été plus nuisible qu'utile. Apparaît d'abord une formule chère à M. Herriot : la politique traditionnelle, « c'est non que le catholicisme protège la France en Orient, mais que la France laïque, l'État français protège les intérêts catholiques ». A l'appui de cette thèse, M. Herriot me fait l'honneur d'invoquer l'autorité de mes livres. Il me permettra de lui dire que mon livre *la Chine qui s'ouvre* montre précisément le contraire. Lorsque François Ier, en 1536, conclut un traité d'alliance avec Soliman, il s'agissait de sauver l'indépendance de la France; le Saint-Siège n'entre pas en jeu; le roi de France profite de sa bonne amitié avec le Sultan pour s'instituer le protecteur des pèlerins catholiques, des marchands qui voyagent dans les États du Grand Seigneur. Cette protection s'étend aux catholiques de toutes les nations et, par extension, aux catholiques sujets du Sultan. Jusqu'ici M. Herriot est dans le vrai. Mais, avec le temps, les autres nations obtinrent des Sultans les mêmes prérogatives que le roi de France, au moins en ce qui concerne leurs nationaux, si bien que, quand l'article 62 du traité de Berlin (1878) consacra le principe du protectorat français, la France n'aurait eu à protéger que ses propres nationaux et ceux de quelques petits pays, si le Saint-Siège n'était intervenu pour prescrire aux missionnaires, aux religieux, de quelque nationalité qu'ils fussent, d'invoquer la protection de la France qui se trouvait ainsi participer au caractère supra-national du catholicisme. Ces actes, dont le texte se trouve dans mon livre, sont la circulaire *Aspera rerum conditio*, signée du cardinal Simeoni, préfet de la Propagande, du 22 mai 1888, et la lettre du pape Léon XIII au cardinal Langénieux du 20 août 1898, au moment du voyage de Guillaume II en Palestine. Ce que les Papes avaient jusqu'alors accepté comme un fait, Léon XIII le consacre comme un droit. Ces actes ont été confirmés,

pendant la guerre, par une lettre du cardinal Gasparri à M. Denys Cochin, alors ministre d'État. Le « protectorat catholique » de la France est donc fondé à la fois sur les traités internationaux et sur les actes du Saint-Siège; et ceux-ci sont les plus récents. Il est surprenant que M. Herriot les ait passés sous silence et qu'il ait nié, après M. H. Simon, toute intervention du Saint-Siège.

D'ordinaire les gouvernements s'appliquent à cacher leurs insuccès diplomatiques ; M. Herriot, au contraire, recherche, dans l'histoire de ces dernières années, toutes les circonstances où, selon lui, l'ambassade aurait pu obtenir de meilleurs résultats, et il en conclut qu'il faut la supprimer. Il est facile de répondre que, quinze années d'absence ayant rompu tous les fils et laissé à nos adversaires le champ libre, l'ambassade rétablie ne pouvait avoir du premier coup sa pleine efficacité. Il serait piquant de reprendre un à un les griefs invoqués par M. Herriot et de montrer que, dans chaque cas, la conclusion qui s'impose, c'est : il faut maintenir et renforcer l'ambassade. M. Jonnart, à la tribune du Sénat, ne manquera pas de le faire. Qu'il y ait, entre la France et le Saint-Siège, certaines difficultés, certaines oppositions d'intérêts, qu'un petit nombre d'évêques français souhaitent peut-être qu'il n'y ait plus de nonce à Paris, autant de raisons de maintenir les relations diplomatiques. La tradition française, c'est l'entente directe entre le Gouvernement et le Saint-Siège pour résoudre les difficultés d'ordre religieux ; s'il avait fallu attendre l'adhésion unanime de l'épiscopat, Henri IV serait encore protestant et le Concordat ne serait pas signé. Il ne s'agit pas aujourd'hui de choisir, comme le dit M. Herriot, entre deux doctrines ; il s'agit de la paix intérieure et de la grandeur de la France au dehors. « Les États doivent être absolument libres et, s'ils n'ont aucun droit de s'immiscer dans le dogme et dans la hiérarchie ecclésiastique, nul ne peut porter la main sur leurs lois. » Pure théorie. On ne supprime pas plus les rapports du spirituel et du temporel que ceux de l'âme et du corps. Il y a longtemps que l'histoire et la science sociale nous ont appris que la loi de la vie, pour les nations comme pour les individus, c'est l'interdépendance.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

LE CŒUR ET LE SANG

DERNIÈRE PARTIE (1)

XIII. — LA BÉNÉDICTION DES TOITS.

Nous restâmes encore le lendemain à l'Écot, sur la prière d'Étienne et de Josette Gallice, pour assister à la bénédiction des maisons.

C'est la coutume de Savoie. Un jour du mois d'août ou du mois de septembre, selon les caprices du soleil, le curé de la paroisse monte de la vallée, en aube et en surplis, suivi de ses clercs et accompagné par la population, pour bénir les chalets éparpillés dans la montagne. Là, il trouve un nouveau cortège. Car les bergers, convoqués, sont descendus avec les troupeaux. En sorte que les bêtes prennent part à la cérémonie en plein vent. Les vaches, ayant toutes au cou leurs sonnailles, mènent un grand tintamarre, comme les petits servants à l'Élévation. Les chefs de famille présentent à l'officiant, au seuil de leur demeure, le pain et le sel, et l'officiant, après avoir tracé le signe de la croix, asperge d'eau bénite le seuil et les poutres. Son geste de consécration s'étend jusqu'aux toits couverts de chaume ou de plaques de schiste. Mais les pâtres comptent bien qu'elle s'étend plus loin encore, jusqu'à leurs troupeaux pressés, vaches, brebis et chèvres, qu'ils maintiennent tant bien que mal dans le voisinage et qu'ils n'ont pas amenés pour en faire de simples figurants. Pendant la Révolution, les paysans de l'une ou l'autre province de France, qui se contentaient fort bien

Copyright by Henry Bordeaux, 1925.

(1) Voyez la *Revue* des 1er janvier, 15 janvier et 1er février.

pour eux-mêmes des prêtres assermentés, s'en allaient de nuit, au péril de leur vie, chercher dans leur cachette les prêtres qui avaient refusé le serment, pour les amener sur leurs champs et les inviter à bénir les moissons futures. Pour la terre, il leur fallait de véritables et authentiques représentants de Dieu, car la terre est sacrée.

De la terrasse de la maison Gallice qui surplombe le cours de l'Arc, nous vîmes de loin venir la procession de Bonneval, sur le sentier. Elle avait pris la rive gauche où la voie est meilleure. Elle franchit le petit pont jeté sur l'eau verte du torrent qui bouillonne, gravit les dalles taillées, s'arrêta quelques instants, — la durée d'un Pater et d'un Ave, — devant le petit oratoire de Notre-Dame de la Merci, s'engouffra dans la ruelle étroite du hameau de l'Écot pour s'épanouir, à la sortie, autour de la chapelle. Cette chapelle, très ancienne, est bâtie sur le roc; son abside romane n'est pas sans art et renferme une statue de saint Sébastien blessé, due au ciseau de l'un de ces Clapier, sculpteurs et peintres décorateurs de toutes les églises de la Haute-Maurienne, de Lanslebourg à Bessans et Bonneval, primitifs en retard aux expressions naïves et figées.

Nous nous joignîmes à l'assistance qui se pressait autour de nous pour entendre la messe, ou du moins pour en recueillir quelque parcelle, et l'assistance était elle-même encerclée par le bétail parqué dans les prés, rares à cet endroit, et les éboulis entre le torrent et la pente. Ce spectacle se déroulait dans le soleil du matin, déjà chaud malgré l'automne menaçant, et dans tout l'éclat de cet automne qui rend la montagne pareille à un jardin multicolore à cause des teintes rouges des airelles, dorées des fougères, mauves et violettes des rochers et des moraines. Au-dessus de nous les glaciers de la Lévanna semblaient suspendus dans l'azur. Après l'office, le prêtre s'avança sur le seuil de la petite chapelle et leva en l'air l'ostensoir, au-dessus de la foule agenouillée, au-dessus de la masse grouillante des animaux. Sa bénédiction s'élargit jusqu'à la barrière des monts géants qui fermaient le val. Puis, ayant quitté les ornements sacerdotaux, ne gardant que le surplis et l'aube sur sa soutane, il visita successivement chacun des feux de l'Écot.

Autrefois, l'Écot en comptait douze ou quinze. Mais après la guerre, cinq seulement y brûlent encore. Cinq familles assez

solides pour y supporter la rigueur des saisons. Quand l'officiant arriva devant la maison Gallice, Étienne Béard, qui avait préparé selon l'usage le sel et le pain, les passa de force à Michel :

— A toi, Michel, de les offrir. C'est la maison de ton père.

Le jeune homme dut s'exécuter, devant les habitants du village qui, sauf les plus jeunes, le reconnaissaient. Publiquement, il était réhabilité et remis à sa place par son beau-frère qui, membre du Conseil municipal, était presque un personnage dans la commune, par le curé qui, jadis, l'avait poussé au séminaire et qui, après avoir aspergé la porte et le toit, lui adressa quelques paroles de bienvenue devant tout le monde, et enfin par les uns, par les autres, par tous, car chacun tenait à honneur de suivre le mouvement.

La cérémonie terminée, le prêtre s'installa au soleil, dans le voisinage d'une eau courante qui descendait à l'Arc, pour manger et boire, étant venu de Bonneval par la chaleur commençante du jour. Le cortège tout entier l'imita. Je vins m'asseoir à côté de lui. Autour de nous, c'était cette rumeur lointaine qu'on entend dans la haute montagne, bruit du torrent et des cascades, clochettes des troupeaux, et palpitation de la nature dans la lumière. Il me sembla que Jésus avait dû connaître des heures pareilles sur les pentes du Mont-Thabor, au-dessus du lac de Tibériade.

J'aime à causer avec les curés de village. Les curés, les juges de paix, quelques vieux paysans, voilà de bons interprètes de la vie pratique, et tout pesants d'expérience comme ces chars qui rapportent la moisson. Celui-ci pouvait avoir cinquante ans. Néanmoins, il avait fait la guerre. Sa parole était brève et sa mine insensible, avec un grand nez qui reniflait le vent. Il menait ses paroissiens avec une vigueur qui recouvrait la plus ardente charité. Je le savais, pour avoir fréquenté l'abbé Sauvère autrefois, du temps de mes randonnées dans les Alpes avec Thomas Gallice.

— Monsieur le curé, lui demandai-je, pourquoi n'allez-vous pas aussi bénir le Mollard ?

Le Mollard est un groupe de quelques maisons, un peu plus haut encore que l'Écot, sur le sentier qui mène en Italie. Nous pouvions le voir, des pierres qui nous servaient de sièges, qui riait au-dessus de nous.

— Parce que, me fut-il répondu, le Mollard est abandonné. Il n'y a plus personne. Il était jadis à l'extrémité de ma paroisse. Le dernier hameau, maintenant, c'est l'Écot. Et l'Écot se dépeuple.

Je repris ma question sous une autre forme :

— Pourquoi s'en va-t-on ?

L'abbé Sauvère, ayant achevé son frugal repas, composé d'œufs durs, de fromage et de pain, se leva et me proposa de monter avec lui jusqu'à ce Mollard qui m'intéressait. Nous emmenâmes avec nous Michel Gallice. De près, le hameau désert portait en effet les traces de la mort : les murs se lézardaient, les poutraisons des toitures fléchissaient, les plaques d'ardoise glissaient, les fenêtres se descellaient et les portes mêmes, vermoulues, avaient cédé à la pression des neiges. Sans nous lasser, nous fouillâmes toutes ces demeures, comme on s'arrête, au cimetière, devant les tombes délaissées. La plupart étaient nues à l'intérieur. L'une ou l'autre recélait encore quelque débris de mobilier, table boîteuse, chaise dépaillée, restes de vaisselle ébréchée, et même un crucifix de bois oublié avec une branche desséchée de buis bénit fixée en panache dans un des bras. Le buis tomba en poussière quand je voulus le cueillir.

— Pourquoi s'en va-t-on ? répétai-je. Le site est plaisant : l'Arc au-dessous, la vallée qui s'ouvre et, sur nous, les glaciers suspendus. Il y a là-bas de belles prairies pour les troupeaux.

— Oui, m'approuva Michel Gallice, on ne serait pas mal ici.

Et je constatai qu'il avait repéré la seule maison à peu près intacte, construite en belles pierres de taille. La pensée de créer un foyer le travaillait-elle enfin, maintenant qu'il était redevenu un homme libre ?

— Pourquoi l'on s'en va ? me répliqua enfin le curé, en me prenant le bras, et je me sentis menacé, tant son étreinte était rude et son nez acéré et frémissant. Mais parce que le paysan n'aime plus la campagne. Le travail en plein air, la dépendance du temps qui oblige à interroger le ciel, l'union avec la terre qui réclame beaucoup de sueur, mais qui est maternelle en somme, et qui paye tout de même ses fidèles serviteurs, et surtout qui repose le cœur, la cervelle, les yeux, tout ce qui chez l'homme a le plus besoin de paix et en cherche le moins, c'est

la vie normale, saine, monotone, heureuse. Eh bien ! personne n'en veut plus.

— Personne n'en veut plus?

— Oh ! pas dans cette vallée de l'Arc, bien sûr, qui est restée honnête, laborieuse, rude et religieuse, ou du moins pas encore, bien que, vous le voyez sur place, l'exode ait commencé. Mais ailleurs, dans la vallée des Arves par exemple, où je fus vicaire, et dans combien d'autres ! Dans chaque village, vous trouverez des maisons vides. La ville. Chacun veut la ville, pour s'y gâter sans profit. Car les hommes, voyez-vous, monsieur, sont comme les pommes qui pourrissent quand on les entasse.

— Chacun veut la ville, pourquoi? savez-vous pourquoi, monsieur le curé?

— Certainement je le sais. Le goût des villes, ça les prend comme la teigne, par toute la tête. Souvent le mal commence au service militaire. Pourquoi ne pas le faire dans des camps, avec beaucoup d'exercices, en quelques mois? Pourquoi ces casernes dans des quartiers pourris? Quand nos conscrits en reviennent, ils crachent sur leur charrue et, le soir, au lieu d'aspirer à grandes bouffées l'air qui descend de la montagne, ils regrettent le café-chantant. Quant aux filles, il leur faut des gâteaux au lieu de châtaignes, et des chapeaux, entendez-vous, des chapeaux au lieu des bonnets de leurs mères. C'est le progrès !

L'indignation éclatait dans ses yeux, gonflait ses narines comme des voiles.

— Comment les retenir? demandai-je.

— Ah ! voilà. Les institutions et les impôts sur les successions sont pour une part dans leur fuite. Avec nos lois, il n'y a plus de foyers durables. C'est l'instabilité organisée, quand la sécurité était le plus grand attrait de la vie rurale. A chaque mort, on liquide. Quel héritage résisterait à tant d'assauts? Et pourquoi améliorer le domaine, quand on n'est plus certain de le conserver dans la famille et qu'on ne peut plus compter sur le temps? L'héritier même à qui le père laisse le quart, avec quelles ressources garderait-il les immeubles? Tandis que ses frères, travaillant au dehors, économisaient leurs salaires, il maintenait la terre, lui, et soignait les vieux sans compensation. Il s'est usé pour les autres qui n'en tiennent aucun compte

et qui se hâtent de réclamer leur part. La liberté du testament groupait la famille autour d'un chef indéfiniment renouvelé. Le partage forcé émiette la terre, sans profit pour personne, et retient tous les enfants prisonniers. Chacun gaspille ses meilleures années à gratter un lopin grand comme un mouchoir de poche, sa part d'héritage, jusqu'au jour où, de déception en déception, il le réalise à vil prix et gagne la ville. Ces lopins juxtaposés, c'était la continuité de la famille assurée sur le même domaine.

Ces critiques de nos mœurs me sont familières. Tant de procès en partage m'en ont démontré la justesse. Mais il me plaît de leur imposer le contrôle d'une expérience nouvelle.

— Michel, as-tu choisi ta maison?

Le jeune homme palpait les murs épais, qui avaient résisté à l'abandon injuste des hommes.

— Au Mollard, reprit l'abbé Sauvère, il ne restait plus à la fin qu'un vieux ménage dont les enfants avaient émigré à Paris. L'homme était un ivrogne, et la femme une sainte. Quand il tomba malade pour mourir, elle le sut et m'avertit. Dans son lit, tout perclus, il me nargua. « Est-ce pas dommage, monsieur le curé, me cria-t-il, de s'en aller une année où, dans la plaine, le vin est bon et à bas prix? » Pendant que je l'administrais, il avisa une bouteille qui était à sa portée et se mit à boire. Je crus que c'était une drogue : c'était du vin blanc. Et il passa en buvant. Peu après, ce fut le tour de la femme. Elle se confessa, communia. C'était au mois d'août, le temps des mouches qui sont pénibles à la campagne. Comme je revenais de Bonneval, le soir, et lui demandai : « Eh bien, Péronne, il n'y a plus rien qui vous inquiète? » elle me répondit tranquillement : « Monsieur le curé, il n'y a plus que les mouches. » Elle décédée, le hameau est entré dans le silence. Lui aussi, il est mort. Voyez.

J'objectai :

— Mais il peut revivre. Ces pierres tiennent encore bon.

— Non, monsieur l'avocat, ce n'est pas à croire. Et puissions-nous garder tout notre monde dans les villages du bas, à Bonneval, à Bessans, à Lanslevillard, bien qu'ils soient moins menacés que ceux de tant d'autres vallées!

— Pourquoi le sont-ils moins?

— Oh! tout simplement parce qu'ils ont gardé la foi de leurs pères. Il n'y a pas d'autre raison, et c'est en vain qu'on la cher-

cherait ailleurs. L'exode des campagnes et la dépopulation sont la rigoureuse conséquence de la décadence religieuse. La société des âmes nous ouvre, à nous autres prêtres, bien des perspectives sur la vie sociale. Or, nous pouvons suivre, parallèlement au développement de l'athéisme, la progression de deux sentiments qui tueront la famille et la terre, c'est-à-dire l'armature d'un peuple : l'ennui et l'égoïsme.

— L'égoïsme, monsieur le curé, je vous comprends. Mais l'ennui?

— C'est le plus grand danger à la campagne. Hors les gros travaux, comment s'y distraire? La ville offre ses lumières, ses cafés et ses cinémas. Chez nous, quand la nuit tombe à quatre heures; durant les longues saisons de neige, que devenir? L'église, seule, avait su voir le péril et y parer. Elle y parait par le moyen de ses cérémonies, de ses fêtes, de ses prières en commun, par la représentation des mystères, — il y avait à Lanslevillard et à Bessans des salles de spectacles et tout l'hiver la paroisse entière y travaillait, brodant les costumes, peignant les toiles de fond, apprenant les rôles, chantant les cantiques, — enfin par le sens de la vie intérieure qu'elle seule, dans les milieux paysans, a jamais su répandre. Vous venez de me voir bénir les toits et les animaux, et jusqu'aux montagnes. Toute la vie rurale en est transformée.

Frappé de ses arguments, je ne pus me tenir de conclure :

— Ah! monsieur le curé, comme vous vous accorderiez avec l'un de mes maîtres les plus chers, Fustel de Coulanges! L'auteur de *la Cité antique* nous montre les Grecs et les Romains honorant le foyer en y élevant un autel aux dieux lares, peuplant les campagnes des nymphes attachées aux sources et aux arbres. L'Église, qui sanctifie les pierres de la maison, le travail des champs, la paix du jour et celle du cœur, a sauvé la poésie de la terre.

Cependant Michel, qui n'avait point mêlé sa voix aux nôtres, comme nous nous préparions à quitter le Mollard désert et à reprendre le chemin de l'Écot, arrêta par la manche l'abbé Sauvère :

— Monsieur le curé, si vous bénissiez encore ce toit?

Un peu étonné, l'homme de Dieu s'informa :

— Pourquoi le bénir? Il n'est pas habité.

— Il le sera peut-être, un jour ou l'autre, on ne sait pas.

Et le jeune homme sourit. Je ne me souvenais pas de l'avoir vu sourire. Il en était rajeuni. Il ne portait plus que vingt ans. Vingt ans, et tous les espoirs, et l'amour.

Le prêtre se prêta à son caprice et sanctifia la maison vide. Lui aussi, prévoyant l'avenir, se réjouit. Redevenu un homme comme nous après le court office, il ajouta ce renseignement :

— La maison est à François Ferley, qui en a une autre à Bonneval où il s'est installé. Vous l'aurez, Michel Gallice, pour une bouchée de pain. A quand le mariage?

Cette fois, Michel détourna la tête, pas assez vite pour nous cacher sa rougeur.

XIV. — LE SECRET DE MICHEL GALLICE

Les plus petits n'étaient pas éveillés quand nous partîmes de bon matin, Michel Gallice et moi, pour Cérésole Reale en Italie par ce col du Carro qu'il avait tant de fois traversé avant et après le meurtre. Mais Étienne Béard et l'aîné, Thomas, — j'allais dire son fils aîné, — nous accompagnèrent un bout de chemin jusqu'à ce hameau abandonné du Mollard qui revivrait peut-être un jour. Par un de ces retours imprévus que la vie imagine, l'enfant s'était pris d'une affection soudaine pour le frère de sa mère, lui trouvant sans doute cette jeunesse et cette fraîcheur qui plaisent chez des parents. Nous eûmes toutes les peines du monde à le renvoyer : il aurait voulu nous suivre à travers la montagne. Quant à Étienne, il dit gravement à son beau-frère :

— C'est convenu. Quand tu reviendras, tu prendras ta place à la maison.

— Non, pas à la maison de l'Écot. Elle est à toi. Mais peut-être dans une autre.

— Dans une autre?

— Oui, une voisine.

— A ton idée.

Notre caravane ainsi réduite, nous remontâmes le cours de l'Arc dont la source était proche avant d'aborder le col.

Michel marchait devant moi sur le sentier qui peu à peu se perdait. Nous n'échangions plus aucune parole. Lui devait ranimer ses souvenirs en posant ses pieds sur les empreintes d'autrefois, ou peut-être suivait-il son rêve. L'ascension fut

longue et même, sur la fin, assez pénible. Cependant nous franchîmes la passe avant de sortir les provisions des sacs. Nous nous installâmes pour déjeuner au-dessus du glacier, sur le versant italien, en plein soleil. Mais le soleil, à ces altitudes, n'est jamais que bienfaisant. Une bouteille de vin blanc de Pontamafrey, donnée par Étienne Béard, poussa dans l'estomac le pain, le jambon et le fromage. Comme je bourrais une pipe avant de repartir, Michel consulta le soleil :

— Nous arriverons tard, monsieur l'avocat. De ce train-là il faut près de cinq heures pour la descente. Parce que le glacier a des crevasses. J'ai emporté une corde.

— Eh bien! nous ne sommes pas pressés. Tout à l'heure nous nous corderons. Et nous débarquerons à Cérésole à la nuit tombante. L'hôtel Bellagarda doit rester ouvert jusqu'au premier octobre. Je ne marche tout de même pas comme toi, mon garçon.

En effet, il était de l'école de Chavert et grimpait à la façon des chamois. Mon calme parut le décontenancer.

— Voyons, repris-je pour l'amadouer, nous ne ferons pas ce soir même notre visite.

— Il faut d'abord savoir, murmura-t-il, si *elles* sont encore là.

— C'est juste, Michel : mais dans un village tout le monde se connaît.

Il ne songeait qu'à son pèlerinage. Au bout de quelques instants, il reprit :

— Je vous indiquerai leur maison. C'est tout en haut, presque sur le sentier. Alors, demain matin, vous leur porterez la somme. Vous leur expliquerez.

— Eh bien, mais, et toi, Michel? Tu ne veux donc pas les voir.

— Ça n'est pas nécessaire.

N'étais-je pas son ambassadeur? La mère et la sœur de la victime ne désiraient point sans doute se retrouver en présence du meurtrier. Pourquoi, alors, celui-ci était-il venu? Pour me servir de guide seulement? Et la maison du Mollard, son projet était-il donc d'y fonder un foyer à lui tout seul? Je crus surprendre une arrière-pensée que je cherchai à élucider sans retard :

— Écoute, Michel, tu ne m'as pas tout dit. Pour que je

sache leur parler, il faut que je sois informé de tout. Nous en étions restés, à Lovitel, avant le jugement dans la grange, quand tu m'as confié ta cause, à la monstrueuse proposition que t'a faite Milio Missa, la veille de sa mort.

— Oui, acquiesca le jeune homme.

Et il détourna la tête comme s'il avait honte à distance, après dix ans, de ce qu'il avait entendu de la bouche qu'il avait à jamais fermée. Il ne me redirait, ni à moi ni à personne, l'insultant propos qu'il m'avait révélé sous le coup de son indignation contre la ténébreuse intrigue ourdie par Maliveau et dont le poison lui avait peut-être versé le conseil de sang. Quand Milio Missa était sorti à minuit de chez la Carlotta qu'il devait épouser le lendemain, Michel Gallice l'avait retenu dans l'ombre par le bras et l'avait prévenu qu'il lui interdisait ce mariage sous peine de mort. L'autre, pris à l'improviste, avait ricané et familièrement, avec des inflexions câlines dans la voix, en bon joueur d'accordéon, il lui avait répondu : — « Écoute, je t'ai pris ta sœur. Eh bien! prends la mienne : nous serons quittes. Elle est saoule de toi. Viens avec moi : je t'ouvrirai sa chambre... » Telle avait été l'infâme invitation de l'Italien qui, le lendemain matin, selon l'avertissement donné, était tué d'une balle au bord de la maison de Carlotta Monti. Et voici que je me demandais si le châtiment n'était pas la punition de cette injure plutôt encore que l'œuvre de justice exercée par le frère de Josette, par le chef de la famille Gallice.

— Tout de même, formulai-je, c'était une fameuse canaille, ce Milio Missa. On aurait, en cour d'assises, répété son offre, que c'était l'acquittement certain.

— On ne l'aurait pas répétée, déclara mon compagnon en me fixant dans les yeux, et vous m'avez promis le silence.

Comme ce silence lui tenait au cœur! Après le meurtre, je le savais, Michel était retourné à l'Écot, peut-être jusqu'en Italie : pourquoi? Je lui posai la question :

— Oui, confessa-t-il, j'ai passé le col de nuit, avec la lune. Je ne sais pas comment je m'en suis tiré. Le matin, au petit jour, j'ai frappé à la fenêtre.

— A quelle fenêtre?

— Celle de Bianca.

Pour la première fois, il prononçait ce nom que j'attendais. Enfin! Il continua :

— Elle a ouvert. En me reconnaissant, elle s'est rejetée en arrière. Je l'ai appelée doucement. Elle est revenue. Elle m'a dit : « Va-t'en. » J'ai dit : « Bianca, je m'en vais à la justice. » Alors elle m'a dit : « Attends. » Elle est allée ouvrir la porte, elle a inspecté le chemin : personne n'y passait. C'est loin des autres habitations. Vous verrez. Elle m'a fait entrer : « Ma mère est à la messe, qu'elle m'a dit. Il faut partir. — Non, Bianca, je vais me dénoncer. » Alors elle a marché sur moi. J'ai cru qu'elle voulait me frapper. C'était son droit : « Est-ce que nous t'avons dénoncé, ma mère et moi? Quand le juge nous a interrogées, nous avons répondu que nous ne savions rien. » Et puis, elle s'est tournée vers une petite madone qui était sur une planche : « Jure-moi, qu'elle m'a dit, sur *elle*, que tu auras la bouche cousue, comme nous? » J'ai juré. Je ne pouvais pas faire autrement.

— Et tu es parti ?

— Et je suis parti.

Son secret, cette fois, m'est confié tout entier, et c'est, je m'en doutais, un secret d'amour. Renan a écrit dans ses *Souvenirs de jeunesse* que l'amour en Bretagne est une volupté intérieure qui use et tue. L'amour, pour l'ancien séminariste devenu chasseur de chamois, a été cette volupté intérieure. Il s'en est chaque jour nourri. Depuis dix ans, il le dévore. Mais, au lieu d'en mourir, il a tué pour lui, et pour lui il rachète.

Dans *le Cid*, le justicier immole sa passion à sa race. Mon petit Cid de Bonneval a mêlé à l'injure faite à sa famille l'injure faite à son amour, mais sa Chimène n'en a rien su et n'en saura rien. A moins que...

Cette Bianca inconnue l'a sauvé. Après le meurtre, elle n'a pas donné le nom du coupable, quand elle le connaissait. Elle a eu la présence d'esprit et le courage de se taire et, bien plus, elle a obtenu la complicité maternelle. Quel combat a dû se livrer dans ce cœur de jeune fille! Les deux femmes, avait constaté Michel à son premier voyage en Italie, se signaient avant et après les repas, devant les oratoires et les croix des carrefours. Elles étaient sans nul doute pieuses et scrupuleuses. Milio représentait à leurs yeux le nom, l'autorité, l'avenir. Elles s'étaient sacrifiées pour lui. Le devoir leur imposait de le défendre, de poursuivre l'assassin. Et cependant, elles ont renoncé à toute vengeance. L'amour a été le plus fort. Le misé-

rable amant de la Carlotta l'avait bien pressenti, avec cette sûreté des séducteurs professionnels, quand il voulait spéculer sur la tendresse cachée de sa sœur pour fléchir son ennemi et payer la rançon de Josette Gallice. J'étais en présence de ce prodige : un double amour qui ne s'était jamais déclaré et qui avait foudroyé deux vies, mais à la façon dont la foudre tombe dans nos montagnes où elle se brise elle-même contre le rocher qu'elle fend. Michel portait encore la marque de feu. De l'autre côté de la Lévanna, Bianca demeurait-elle stigmatisée elle aussi ? Nous le saurions bientôt.

Je me levai et donnai le signal du départ. Michel me passa sa corde autour du corps et prit la tête de notre petite caravane. Sur notre droite, la masse blanche de la Lévanna aux quatre cimes nous dominait. Nous abordâmes le glacier d'où l'on descend en pente raide sur le val d'Orco. Mais ce spectacle, pourtant magnifique et toujours nouveau, ne me passionnait pas, bien que je n'aie jamais pénétré en Italie par ces portes de la montagne sans une joie de conquérant. Le drame passionnel qui, depuis dix ans, attendait son dénouement me prenait tout entier. Dans *le Cid*, notre vieux poète ne laisse-t-il pas entrevoir assez effrontément le mariage de Chimène et de Rodrigue ? Les paysans de nos Alpes auraient-ils plus de délicatesse et d'honneur que les Castillans ? La rêverie sur le seuil de la maison déserte, au Mollard, ne m'autorisait-elle pas à un autre espoir ? Pour tâter Michel, je fis tout haut cette réflexion :

— Après tout, *elles* n'ont pas dû le regretter beaucoup, cet affreux gredin.

Il ralentit sa marche et la corde se détendit :

— C'était leur fils et leur frère, me répondit-il.

Nous recommençâmes d'avancer en silence. Bah ! son inquiétude n'était-elle pas déraisonnable ? Ces dix ans écoulés, avec la guerre par surcroît, avaient dû tout bouleverser, tout balayer. Bianca s'était sans doute mariée. Elle aurait même eu le temps, avec l'aide de la guerre, de devenir veuve. Nous ne trouverions personne à Cérésole. Que reste-t-il de nos amours après dix ans ? Mais, après dix ans, Michel avait-il changé ? Pauvre Michel : ne courait-il pas à une désillusion ? Sa volonté et sa passion, tendues vers un but unique, le portaient à cette recherche du passé, qui vraisemblablement n'aboutirait pas.

Cérésole Reale est un long village en pente, moins haut que Bonneval, assez plaisant, malgré le voisinage des glaces, entouré d'alpages, de bois de pins et d'eaux bondissantes. Une source ferrugineuse et un climat salubre en ont fait une station d'été, avec de bons hôtels simples. Mais nous n'y venions pas en touristes. Je m'attendais, à la descente, à la désignation de la maison Missa par mon taciturne compagnon. Celui-ci était si absorbé qu'il garda pour lui le travail de ses yeux. Il était remué jusqu'au fond de l'être par ce pèlerinage. La nuit venait et confondait les plans. Elle le gênait peut-être dans ses recherches.

A l'hôtel Bellagarda, tandis que je m'installais, il sortit :

— Tu vas te renseigner? lui demandai-je. Reviens pour le dîner.

Au dîner, il s'assit en face de moi et, comme il ne semblait nullement pressé de m'apporter le résultat de son enquête, je dus le questionner :

— As-tu trouvé à qui parler ?

— Je n'ai parlé à personne.

— Alors, tu ne sais rien?

Il attendit pour me répondre, comme s'il écoutait des voix :

— *Elles* sont toujours là, finit-il par me dire.

— Ah! tu as retrouvé leur maison? Tu les as vues?

— A travers les vitres. C'était mal éclairé. Deux ombres. L'une était assise. L'autre allait et venait.

— Deux ombres. Ce n'étaient peut-être pas elles. Le chalet a pu changer de propriétaire. Qu'en sais-tu?

— Je sais.

Il avait dit : *je sais,* avec l'autorité que montrait Chavert le garde-chef à Lovitel, quand il avait relevé la voie de quelque chamois. Je ne pouvais que m'incliner : les recherches n'avaient pas été longues et n'auraient donné l'éveil à personne. Les dix années révolues commençaient de s'abolir.

— Bien, Michel. Demain matin tu me conduiras et tu m'attendras à quelque distance, puisque tu ne veux pas m'accompagner.

XV. — BIANCA

— C'est là, me dit Michel en me désignant un chalet isolé, proche le chemin qui descend du col.

Nous avions passé, la veille, dans son voisinage immédiat, mais il ne me l'avait pas montré, désireux sans doute de garder pour lui seul l'émotion du retour.

— La tire-lire est lourde et la liasse de billets épaisse. Tu as mis de côté beaucoup d'argent, Michel. C'est le prix du sang et Milio Missa ne valait pas si cher.

Mais il est rebelle à mes appréciations. Il regarde la petite maison qui m'attend. Je lui recommande de ne pas s'en aller :

— Reste auprès de cette croix. Si j'ai besoin de toi, je t'appellerai.

— Oh! vous n'aurez pas besoin de moi.

— Encore faut-il que je sache où te retrouver. A tout à l'heure, mon petit : je parlerai en ton nom.

— A tout à l'heure, monsieur l'avocat.

Et il me tend la main, sous la contrainte d'un sentiment qu'il désirerait en vain me cacher. Je la lui serre affectueusement. La mission dont il me charge est pour moi sacrée. En me retournant sur le chemin, je le revois immobile, debout à l'ombre de la croix : il m'accompagne du regard, et ses yeux de voyant ne perceront-ils pas les murs pour suivre la scène de l'intérieur?

Me voici devant le chalet qui, je le constate d'un coup d'œil, aurait grand besoin de réparations et sent la misère. Un homme aurait remplacé ces plaques d'ardoise, bouché ces trous sur la façade, consolidé cette poutre branlante de l'avant-toit. Un homme, dans nos vallées, est toujours un peu charpentier et maçon. Bianca n'est sûrement pas mariée. Serait-elle donc demeurée fidèle au souvenir du meurtrier de son frère? Dans tous les cas, le prix du sang sera le bienvenu.

Je frappe à la porte. Personne ne m'appelle. Les deux femmes sont-elles sorties? J'entre à tout hasard. La première pièce, la pièce principale, celle qui sert de cuisine et de salle à manger, m'offre ce spectacle : une poule noire effrayée saute sur le rebord de la fenêtre ouverte, tandis qu'une femme, assise à côté du fourneau, ne daigne même pas me regarder ni remar-

quer ma présence. Je salue et j'aligne quelques mots de bienvenue. Pas de réponse. J'examine plus attentivement mon hôtesse : elle ne doit pas être âgée, cinquante-cinq ou soixante ans, elle est vêtue de noir, décemment, et porte un bonnet sombre, soigneusement noué sous le menton ; elle est bien calée sur le seul fauteuil de la chambre, mais elle paraît absente. Ses yeux vitreux n'ont plus de flamme. Elle les fixe sur moi sans parvenir à leur donner une expression de connaissance. Ils sont comme prolongés par deux rigoles le long du nez, comme si le travail des larmes avait creusé ces canaux. Elle n'est pas assez vieille pour être retombée en enfance. Le malheur a-t-il conduit la mère de Milio Missa jusqu'à la folie? Dans la préparation de mon plan, j'avais songé à me faire d'elle une alliée, à me servir de sa foi religieuse pour la mener au pardon, à l'oubli, à l'acceptation d'une réparation, et peut-être pour l'intéresser à l'avenir de sa fille. Et voici que je ne puis même pas tirer d'elle un simple bonjour. Le meurtre de son fils lui a-t-il détraqué la cervelle, et la responsabilité de Michel Gallice serait-elle plus redoutable que je l'imaginais? Savons-nous les ravages que peuvent occasionner les conséquences de nos fautes ? Cette démente dans une masure branlante, quel cauchemar pour un criminel!

Je ne puis prolonger davantage le tête-à-tête avec cet être inerte dont j'ai tenté vainement de tirer au moins un renseignement sur l'absence et le retour de Bianca. Celle-ci, pourtant, ne doit pas s'être beaucoup éloignée. Elle assure une garde absorbante. Dans quel état la découvrirai-je elle-même ? Vieillie, résignée et courbée sous le poids des maux, ou révoltée et aigrie à force d'avoir souffert ? Je me décide à sortir et à l'attendre sur le chemin.

Ma patience sera bientôt récompensée. Je la vois revenir de la fontaine avec deux « ciselins » d'eau suspendus à une perche que supporte l'épaule. Elle est bien mince et fragile pour ces lourds travaux. Elle se tient droite pourtant. Éliézer ne dut pas dévisager Rébecca portant l'amphore avec plus d'attention : il cherchait la fiancée de son maître ; serait-ce une fiancée que je viendrais chercher, moi aussi, pour un autre ? Celle-ci est vêtue pauvrement, mais proprement. Elle a les pieds nus, la cheville étroite, les jambes fines. Les cheveux sont très noirs, la peau est uniformément hâlée. « Blanche comme son nom, blanche

comme la lune », m'avait dit sur le chemin de Bonneval, autrefois, son frère, cette canaille de Milio. Mais cette blancheur a été dévorée par le soleil et par la peine. L'ovale est allongé, un peu trop, comme celui de certaines vierges milanaises dont le modèle est peut-être venu de ces hautes vallées, et les traits seraient un peu flétris sans l'illumination des yeux qui les transfigure. Elle a dû être belle. Elle peut l'être encore, mais seulement dans l'émotion ou le bonheur, car elle a passé l'âge de la première jeunesse où s'exaltent les races méridionales.

Je m'avance à sa rencontre, le chapeau à la main. Parle-t-elle le français, ou devrai-je l'entretenir en italien ? Je sais que, sur ce versant des Alpes, nos paysans de la Maurienne se font aisément comprendre par le moyen d'un patois qui mêle hardiment les deux langues. A tout hasard, je lui demande :

— Mademoiselle Bianca Missa, n'est-ce pas ? C'est bien vous.

Interdite, elle considère sans aménité cet étranger qui lui barre sa porte et qu'elle dérangera pour rentrer chez elle, et même elle montre un peu de crainte. Se souvient-elle qu'après la mort de son frère, son domicile fut ainsi envahi pour des interrogatoires, pour des convocations en justice ? Mais non, cela est si vieux, et puis je ne suis ni un magistrat ni un policier, puisque je m'exprime en français.

— Oui, monsieur, me répond-elle, et tout de suite sur la défensive, elle ajoute : — Que me voulez-vous ?

— Ne désirez-vous pas que nous entrions ?

Elle hésite : à cause de sa mère, ou parce qu'elle se défie de moi ? Notre conversation ne peut se tenir sur ce chemin où l'on passe. Elle se décide à me précéder à l'intérieur où sa présence met pour un instant une lueur de lucidité dans le regard vide de la malade qui, de toute évidence, ne vit que d'elle et par elle. Je lui désigne la pauvre femme :

— Il y a longtemps ?

— Non, monsieur, pas très longtemps. C'est passager. Ma mère va déjà mieux.

Elle défend le foyer et ne permet pas à un intrus de la plaindre. Cette fierté m'obligerait à battre en retraite, si je n'avais mon œuvre à accomplir, et je continue :

— Après le malheur ?

Interloquée en me découvrant au courant des choses, elle se dresse pour m'arrêter dans mon enquête :

— Quel malheur, monsieur ?

— La mort de votre frère.

— Mon frère Emmanuele a été tué sur le Piave. Il avait dix-neuf ans.

Je ne pensais pas à celui-ci, le dernier, le Benjamin fauché dans sa fleur.

— Ah ! dis-je, excusez-moi, je ne savais pas. Votre mère a été bien éprouvée en effet.

Je tâche à l'attirer en lui témoignant de la sympathie, mais, comme ces perdrix qui flairent le chasseur et n'osent se poser sur un champ, elle soupçonne le danger et, me tenant à distance, réclame une explication :

— Pardon, monsieur : qui êtes-vous ?

C'est juste : je me nomme, j'indique ma profession : avocat à Chambéry.

— Chambéry, répète-t-elle subitement intéressée, et sa voix chantante donne aux trois syllabes un rythme musical.

— Vous connaissez, mademoiselle Bianca ?

— Mon printemps s'est passé là, monsieur. Mon père travaillait au chemin de fer. C'est là que j'ai appris le français, à l'école des sœurs. Après son décès, nous sommes revenus ici.

En quelques mots, elle m'a conté l'histoire de ces familles d'émigrants piémontais qui s'en vont chercher fortune en Savoie, sur le port de Marseille, ailleurs encore, et reviennent dans leur vallée natale avec leurs économies. Le moment est favorable pour aborder l'objet de ma mission. Ce rappel de Chambéry l'a visiblement amadouée. Je commence donc en la regardant bien en face :

— Maintenant que vous connaissez qui je suis, écoutez-moi. Je viens de la part de quelqu'un qui vous a fait du mal dans les temps et qui désire le réparer...

Jamais, non jamais je n'eusse imaginé son exclamation. Quel aveu d'amour lui peut être comparable ?

— Alors, dit-elle simplement, il est vivant !

Il est vivant ! Tant d'années, et la guerre les ont séparés. Elle ne savait plus rien de lui. Et voici que, recevant de ses nouvelles sans même que je l'eusse nommé, elle n'a pu retenir ce cri. Par surcroît, elle me livre son secret, et ne s'en aperçoit même pas. Cependant nous sommes, désormais, liés, et je peux lui parler directement :

— Oui, Bianca, il est vivant. Il a vécu dans l'idée de la réparation et du repentir.

Déjà elle se ressaisit et je vois bien qu'elle se raidit contre l'émotion qui la secoue. J'ai cru tenir la victoire, je me suis trompé. Il y faudra beaucoup de douceur et de vigilance. La jeune fille a mis la table entre nous : elle s'y appuie des deux mains, comme pour soutenir sa faiblesse. Au coin du feu, la folle, excitée par le bruit de nos voix, agite la tête comme si elle suivait notre conversation :

— Nous ne l'avons pas dénoncé, me répond-elle, nous n'avons rien réclamé.

— Il voulait se dénoncer lui-même, Bianca. C'est vous qui l'en avez empêché. Vous le lui avez fait jurer, tenez, devant cette madone qui est là sur une planchette, contre le mur, au-dessus de votre mère.

A ce souvenir elle baisse la tête. Ce matin-là, ne s'est-elle pas rendue coupable envers la victime? Ne l'a-t-elle pas trahie en faveur du meurtrier? N'a-t-elle pas révélé à celui-ci un sentiment inavouable dont elle devrait avoir honte, et dont, à distance, elle rougit encore sous son hâle? Ah! comme je suis loin d'avoir pénétré ce cœur de passion et de noblesse ensemble!

— Oui, dit-elle, cela valait mieux ainsi. Mais a-t-il demandé le pardon de Dieu?

— Il l'a demandé, la veille d'une attaque à la guerre. Il s'est confessé et il a reçu l'absolution.

Elle se signe aussitôt, et la folle répète le signe de croix, pendant que j'ajoute :

— C'est votre pardon qu'il veut.

— Le nôtre? Puisque Dieu a pardonné.

— Mais vous?

— Nous ne sommes que deux pauvres femmes.

Comme si elle n'avait pas fait bien plus que pardonner! Après un silence, je reprends :

— Depuis dix ans, il ne pense qu'à réparer. Il s'est nourri de peu de chose. Il a mis de côté sa paie de garde-chasse, sa paie de sergent dans la guerre.

— Pourquoi?

— Pour que je vous l'apporte, à votre mère et à vous.

Elle met ses deux mains devant elle comme pour repousser la tentation :

— Non, non, pas d'argent !

Pas d'argent ! et il suffit d'un coup d'œil circulaire pour constater le délabrement du chalet, l'usure des meubles, la pénurie de la vaisselle et toutes les menaces de la misère, aggravées par cette folle dont les yeux, à force de pleurer, ont perdu leur lumière intérieure. Comme on essaie après la fonte le bronze des cloches, le malheur est le maître d'atelier qui frappe les âmes pour mesurer leur son.

Je tenterai pourtant de la convaincre. Il faut que je réussisse. La justice l'exige, et la pitié plus encore :

— Vous vous trompez, Bianca. Ce n'est pas de l'argent que je vous apporte. C'est de la sueur, c'est du travail, c'est du repentir, c'est votre pensée. Voilà de quoi est fait ce que vous devez recevoir de lui. Les grains de votre chapelet, que sont-ils devenus sous vos doigts ? Sont-ils des osselets ou des prières ? Sa prière, à lui, sa prière d'homme, la pouvez-vous refuser ?

Mais elle ne veut pas se rendre et se sert même de son dénuement pour me résister :

— C'est parce que nous sommes pauvres que vous êtes venu ?

— N'écoutez pas l'orgueil, Bianca. Il ne donne que de mauvais conseils. Si vous étiez riches, il vous faudrait accepter tout de même le prix du sang, pour le distribuer aux malheureux. Vous n'avez pas le droit d'en changer la destination. Écoutez-moi, je pourrais être votre père et je connais la vie. Cette aide est légitime et même elle vous arrive bien tard. Sans la guerre et sans votre commandement de silence, elle vous eût été apportée plus tôt.

Elle s'obstine et se débat contre elle-même dans son obstination, répétant son : *Je ne veux pas*, de fierté et de douleur. Mais je la pressens ébranlée et j'achève :

— Pour votre mère, vous ne pouvez pas refuser.

Elle a jeté un regard de commisération et d'infinie tendresse sur la triste créature déchue qui est confiée à sa seule garde. Non, elle ne peut pas refuser, elle le sent bien, et qu'elle est à bout de courage et d'efforts, et que ma venue est quasi providentielle. Mais l'orgueil n'est-il pas notre grande protection contre l'amour, la barricade qui, rompue, livre la place ? J'ai posé la boîte qui contient la tirelire d'Étienne Béard et la liasse des billets sur le rebord de la cheminée sans lui demander son autorisation. Elle murmure dans un sanglot :

— C'est mal.

Il me semble qu'elle s'est rapprochée, que, plus humble, elle sera plus soumise à son destin, et que ce destin exige d'elle davantage. Je remplirai donc une autre mission dont je n'ai pas été chargé. Tant de fois, dans les Alpes, j'ai cueilli des fleurs sur les abîmes. Défier le vertige, n'est-ce pas humain ?

— Bianca, je vais partir : que lui dirai-je de votre part, quand je le reverrai ?

Il faut bien qu'elle soit vaincue en effet pour me répondre :

— Pourquoi n'est-il pas venu ?

Dépassera-t-elle, dans son amour voilé, toutes les phrases d'amour les plus passionnées?

— Bianca, il est là. Je vais l'appeler.

Je me précipite vers la porte. Mais, d'un bond, elle m'a devancé :

— Non, non, se reprend-elle : je croyais qu'il était loin. Je ne veux pas le voir. Je ne veux pas le voir.

Je la prends doucement par les poignets pour obtenir le passage, mais les lâche aussitôt, parce que la folle s'est levée, s'imaginant que je brusquais sa fille :

— Bianca, petite Bianca, laissez-moi passer. Ne lui refusez pas cette suprême grâce, cette joie. Il l'attend depuis dix ans.

— Eh bien ! se radoucit-elle, dites-lui que j'ai pardonné. Depuis longtemps. Depuis toujours. Dites-lui que j'ai prié pour lui dans la guerre. Quand la mère priait pour Emmanuele avant de se coucher, je mêlais son nom. Mais qu'il ne vienne pas ici, je vous le défends.

— Bianca, vous aussi, vous l'attendez depuis dix ans. Son péché a été absous par le prêtre, la justice des hommes est morte, il a vécu pour cet instant, et vous-même, chaque soir, vous avez prié pour lui. Il faut que vous vous expliquiez ensemble. J'ai l'autorité de l'âge pour vous le demander. J'ai celle de l'expérience, celle de la vérité. Je connais ce qui peut être permis à la noblesse du cœur dans les cas les plus tragiques. Vous n'avez plus le droit de fermer la porte au destin. Je vais l'appeler. Je vous laisserai tous deux. Vous déciderez librement, après que vous aurez parlé. Mais vous ne pouvez plus vous taire ni l'un ni l'autre. Il y a des silences qui étouffent. Bianca, il faut m'obéir.

Pauvre fille ! elle a dans les yeux cet or vacillant des chevrettes enrochées dans la montagne qui ne peuvent plus fuir et qui sentent venir l'agonie. Mais n'est-ce pas le bonheur qui vient et sommes-nous aussi faibles devant lui que devant la mort ?

— Eh bien ! murmure-t-elle, allez le chercher, mais à une condition.

— Je m'y soumettrai.

— Cela se passera ici, devant vous.

— Oh ! non.

— Devant vous, ou je me sauve dans les prés.

Sous sa contrainte, j'incline la tête en signe d'assentiment. Puis elle me montre sa mère au regard vide :

— Et devant elle.

XVI. — FACE A FACE

Je cours jusqu'à la croix. Michel n'a pas bougé pendant mon absence. Il s'appuie à la colonne, la tête presque sous les pieds du Christ. Il ne se dérange pas pour venir à ma rencontre. Est-il cloué au bois, lui aussi, comme le Supplicié ?

— Michel, lui dis-je encore tout essoufflé, elle t'attend.

Je pensais l'émouvoir et il ne donne aucun signe de joie.

— Non, me répond-il, j'ai réfléchi, ce n'est pas possible.

Je n'avais pas prévu sa résistance, à lui. Se dérobe-t-il comme elle devant la menace du bonheur ? Je répète, comme s'il n'avait pas compris :

— Elle t'attend.

Cette fois, il se contente de secouer la tête. Stupéfait, un doute me vient à l'esprit :

— As-tu changé, Michel ? Ou la crois-tu changée ?

Quel regard de reproche il m'adresse, comme si le sentiment qu'il a pour elle pouvait jamais subir une altération, comme si le temps y pouvait quelque chose, comme si une image intérieure pouvait dépendre de conditions physiques ! Je le prends par le bras, avec amitié :

— Alors, viens avec moi.

Et pour le décider je lui rends compte de ma visite, je lui dis le délabrement du chalet, la mort du cadet à la guerre, la folie de la mère, le courage de la fille, le refus de l'argent et

l'humble douceur de l'acceptation, et le pardon de toujours, et la prière de chaque soir, et l'attente. Il est touché, il a recouvré le sentiment, et cependant il proteste encore :

— Ce n'est pas possible. Je ne saurai pas parler. Il y a trop longtemps.

— Je serai là, Michel. Pourquoi tant parler? Vous vous accorderez vite. Dans la grange aussi tu craignais de ne pas t'expliquer. Tu as bien défendu ton honneur d'homme.

Il esquisse un geste : son honneur d'homme, qu'est-ce que cela auprès de ce qui se joue en ce moment? Sa bouche grimace dans un sourire manqué :

— J'ai peur, là.

— Oui, tu as peur, comme tout le monde avait peur la veille d'une attaque. Et puis l'on marchait, et l'on sentait, en marchant, quelque chose de puissant en soi qui vous entraînait, quelque chose qui était plus fort que soi. Tu t'es confessé, tu es prêt : viens.

Il se passe la main sur la bouche comme pour la désaltérer par ce contact et il se jette en avant, comme à la guerre en franchissant le parapet de la tranchée. Je le rattrape au vol :

— Pas si vite, Michel. Garde ton souffle. Tu en auras besoin.

Le premier, je franchis le seuil de la maison Missa. Michel s'y glisse derrière moi, la tête basse, le chapeau à la main, comme s'il entrait à l'église au moment de la consécration, quand Dieu est appelé sur l'autel par le prêtre. Bianca est debout, vers la fenêtre, à côté de sa mère assise que notre groupe intrigue sans la sortir de l'hébétude. Au-dessus d'elle, juste au-dessus d'elle, sur la planchette, je puis voir la grossière statuette de la Vierge devant qui elle a demandé et obtenu le serment du coupable. Elle s'est mise sans le chercher sous la protection de ces deux femmes, de ces deux mères, mais l'une est mystérieuse et lointaine, et l'autre présente et absente ensemble. Pourquoi ce refuge, et contre qui? Contre elle-même? Peut-on jamais se fuir? Je les regarde tour à tour, elle et lui. Il a osé lever les yeux sur elle. Elle a gardé les yeux posés sur lui. Après dix ans, ils sont face à face. Ah! les visages des hommes et ceux, plus doux et clairs, plus lisses et délicats des femmes, comme nous les connaissons mal dans la vie quotidienne! Comme nous savons peu les interroger, les pressentir, les comprendre! Ceux des passants et des passantes que nous

frôlons, nous n'apercevons le plus souvent que leur médiocrité, quand un peu de patience et de divination nous révélerait en eux l'empreinte humaine et la ressemblance divine. Les paysans de Domrémy ont-ils été frappés de l'irradiation de leur Jeanne, et ceux de Lourdes ont-ils été traversés du rayon mystique de leur Bernadette ? O visages comparables aux cimes des Alpes dans la nuit, avant l'aube ! Elles font, dans l'ombre, un dessin obscur, vaguement inquiétant et solennel. Qu'elles reçoivent, comme des cœurs visés par l'arc de l'Amour, la première flèche du soleil : elles resplendissent et leur neige immaculée, après s'être parée de clarté, la renvoie comme un miroir. Foudroyées de lumière, elles deviennent elles-mêmes lumineuses. Dans l'or transfigurées, elles vibrent, elles s'émeuvent, elles prennent le mouvement de la vie et le Psalmiste a pu dire qu'elles bondissaient comme des agneaux...

Michel et Bianca face à face, après dix ans, ont dans leurs yeux toute leur jeunesse retouvée. Mais ils se taisent. Pourquoi parler ? Ne sera-ce pas rompre l'enchantement ? Elle dit la première, d'une voix troublée que l'habitude du courage quotidien raffermit :

— Bonjour, Michel Gallice.

Elle a rempli son devoir d'hôte. Elle l'a salué en lui donnant son prénom et son nom de famille. Plus troublé qu'elle, il murmure :

— Bianca, c'est vous.

Et je remarque ce *vous*. Le tutoiement familier qu'emploient les paysans entre eux, il l'a rejeté naturellement. Il s'adresse à elle comme à une demoiselle, ou comme à celle que l'on prie en lui disant : *Je vous salue, Marie, pleine de grâce*. Elle est sa madone et, s'il s'écoutait, il s'agenouillerait : ce serait bien plus simple et plus expressif que toutes les paroles du monde. Le silence de nouveau retombe. Ils se sont reconnus : n'est-ce pas assez ? Faudra-t-il que j'intervienne pour favoriser une autre reconnaissance, celle du sentiment qui est en eux et qu'ils n'appelleront donc jamais par son nom ? C'est encore elle qui se décide :

— Michel, j'ai accepté de te revoir. Tu as été bon pour nous. J'avais refusé. Ton ami a insisté. C'est ton chapelet à toi. Alors je l'ai pris. Il est là, sur la cheminée. Parce que la mère est malade. Nous avons eu du malheur : Emmanuele...

Elle est à bout. Il lui faut un tel effort pour ne pas se contenter des larmes, pour refouler celles qui voileraient ses yeux grands ouverts, ses yeux devenus immenses où apparaît toute son âme refoulée, à elle, depuis dix ans, ses yeux qui regardent pour dix ans de retard ce visage d'homme et qui ne veulent pas être embrumés, afin de ne rien perdre de la nourriture dont ils se rassasient.

Et Michel, qui n'a pas quitté sa posture d'adoration ni retrouvé la plénitude de sa voix, répond :

— Je sais... Vous ne m'en voulez plus, Bianca?

— Oh! soupire-t-elle.

Comme s'il ne devait pas savoir qu'elle a pardonné! Alors, le changement que j'escomptais se produit brusquement en lui. Il est d'une telle soudaineté que j'en serai tout ébranlé, comme elle. Le sergent Gallice devait se précipiter ainsi à l'assaut, ordonner ainsi la marche en avant.

— Bianca, dit-il, venez.

Il a pris sa résolution, ses responsabilités. Il accepte le destin. C'est assez peiner, endurer et souffrir. C'est assez résister. La terre a reçu la victime. Les temps sont révolus. La justice de Dieu ni celle des hommes n'ont plus rien à opposer : « Venez, Bianca, venez : de l'autre côté de la montagne il y a une maison qui vous attend, il y a le foyer à qui toute femme est vouée, il y a la race à venir, la paix et le bonheur, il y a surtout cette chose que nous ne savons pas, nous autres, analyser ni approfondir, cette chose inconnue, mystérieuse et fatale, qui nous pousse insensiblement l'un vers l'autre, moi vers vous, et vous vers moi, sans que nous puissions l'écarter, et qui nous met à part des autres hommes et des autres femmes, qui décrit autour de nous un grand cercle de solitude à l'intérieur duquel il n'y a que nous. Qu'importe dès lors que j'aie tué votre frère! J'ai expié et vous avez pardonné. Venez, Bianca... »

Tout ce qui est contenu dans cet appel, net et impératif comme un coup de clairon, elle l'a entendu. Elle a croisé ses mains sur la poitrine, sur son cœur éclaté. Il lui offre sa vie. Elle consent à pleurer. Il n'est plus besoin de le voir, puisqu'elle le verra toujours. Cependant elle se reprend et, montrant sa mère qui, par des ondes invisibles, est tout agitée, comme si elle partageait notre émotion, objecte :

— Elle?

Mais il met l'objection en pièces comme on brise un engin de tranchée :

— Nous l'emmènerons, Bianca. Il y a de la place.

Elle n'a vraiment plus qu'à se rendre. Dois-je les pousser dans les bras l'un de l'autre pour qu'ils célèbrent d'un baiser dont leurs lèvres ont soif depuis dix ans leurs fiançailles? Mais, comme ils sont plongés dans une sorte d'extase qui dépasse la douceur des étreintes, mon attention est détournée d'eux par la folle qui, depuis quelques instants, donnait des signes d'inquiétude et semble avoir vaguement deviné qu'elle est l'objet d'un litige et qu'elle joue son rôle dans nos conciliabules. N'ayant pas assez de lucidité pour traduire sa préoccupation par des mots, elle entonne une chanson. C'est une chanson plaintive, une sorte de berceuse dont elle a dû se servir, autrefois, pour ses enfants. Les deux jeunes gens échangent un sourire de complicité par-dessus sa tête. Désormais ils seront deux à veiller sur elle.

— Elle a des heures de raison, assure à mi-voix Bianca.

Quel est donc cet air qu'elle fredonne? Il ne m'est pas inconnu. Je l'ai entendu, c'est certain. Et Michel aussi : je le devine à sa figure. Ce n'est pas une berceuse, c'est une romance sentimentale. *Quanno sponta la luna a Marachiare...* C'est la chanson napolitaine que Milio Missa modulait dans la maison Gallice à l'Écot en s'accompagnant de l'accordéon. C'est la chanson qui a séduit Josette, il y a dix ans. Le chanteur, sans doute, en avait rempli sa demeure de famille et sa mère l'avait retenue. Et voici que la pauvre démente se lève de sa chaise. *Quanno sponta la luna...* Elle est au bout du couplet. Elle s'avance vers les jeunes gens terrifiés qui, pour la première fois, se sont rejoints comme pour se protéger l'un l'autre, — contre qui? contre une vieille folle inoffensive qui ne leur peut vouloir aucun mal, qui est faible et douce comme un enfant? Elle fixe ses yeux morts sur le visage de Michel et tend les bras en murmurant :

— Milio!

Quelle pensée a traversé tout à coup cette cervelle fêlée? S'est-elle rappelé les anciennes visites du frère de Josette Gallice outragée, et sa mémoire qui fonctionne sans contrôle comme les aiguilles d'une horloge sur un cadran désert a-t-elle opéré un rapprochement intermittent avec le souvenir de son

fils aîné tué au bord de la maison de Carlotta Monti? Michel épouvanté a reculé devant cet embrassement sacrilège. Il ouvre la porte et s'enfuit. Je le poursuis et le rattrape devant la croix :

— Attends. Il le faut.

Mais il s'est écroulé sur la pierre qui forme socle. Il verse sans bruit ces larmes d'hommes, plus rares que celles des femmes, qui livrent aussi plus de détresse intérieure. Je commande, comme si j'étais son chef à la guerre :

— Tu ne partiras pas d'ici avant que je sois revenu.

Il ne répond ni oui ni non. Il gît à mes pieds, comme un sapin que la hache a couché. Je m'éloigne et vais chercher Bianca. La jeune fille a calmé sans difficulté sa mère. Presque de force je la tire par la main et la ramène. Au carrefour, sous la croix, Michel n'a pas changé de position. Il ne nous a pas entendus venir.

— Michel, lui dis-je, relève-toi. Elle est venue. Elle est là.

Il se relève en hâte, pour ne pas accuser devant elle sa faiblesse. Je prends sa main et l'unis à celle de la jeune fille que je n'ai pas lâchée. Dès que je les abandonne à elles-mêmes, les deux mains retombent. Pourtant, n'ont-elles pas senti leur chaleur, leur douceur, le chaud tremblement de leur chair? J'interviens encore :

— Bianca, écoutez-moi. Votre mère n'a plus sa raison. Si elle l'avait, si elle la recouvre un jour, elle ne vous refusera pas son consentement. Le temps a passé. Vous avez souffert assez tous les deux...

Et pour achever de la convaincre, j'ajoute cet argument que je tenais en réserve :

— C'est à cause de vous, Bianca, et non pas seulement à cause de sa sœur, que Michel a frappé. Le savez-vous?

— Je ne veux pas, refuse Michel, qu'elle le sache.

— Alors parle, toi.

— Elle m'appelle, murmure Bianca, reconnaissant la voix de sa mère.

Michel n'a plus à lui qu'un instant. Trouvera-t-il le mot de passion qui les libérera du poids du passé?

— Bianca, dit-il gravement, il y a le cœur.

Le cœur. C'est le premier mot d'amour qu'il prononce. Elle en est toute secouée, comme le feuillage du peuplier sous le vent. Et puis elle laisse tomber à son tour :

— Michel, il y a le sang.

Qu'a-t-elle trouvé là ? Est-ce la parole de Lady Macbeth : « Du sang !... encore du sang !... cette tache... Tous les parfums de l'Arabie ne rendraient pas suave cette petite main... » Et voilà pourquoi leurs mains sont retombées le long de leurs corps, lorsque je les ai jointes. L'une des deux portait la tache qui ne s'efface pas. En deux répliques, les deux amants qui s'appelaient depuis dix ans à travers la montagne, comme Héro et Léandre à travers la mer, — mais que sont les obstacles naturels auprès de ceux que nous portons en nous ? — ont mesuré l'abîme qui sépare les races, quand le sang a coulé. Mystère du sang répandu que le prêtre peut racheter, qui ne tue pas les âmes, qui ne rompt pas l'amour, mais qui rend le baiser sacrilège !

Ma mission est remplie. Toute intervention est désormais inutile. Je ne compte plus dans la tragédie où les acteurs, ayant tout dit, n'ont plus besoin de confident. Simplement, sans douleur apparente, Bianca salue :

— Adieu, Michel.

Et il répond avec docilité :

— Adieu.

Nous nous éloignons, lui et moi, sur le sentier qui mord les pentes de la Lévanna et nous doit ramener en Savoie. Elle estime inutile un dernier sacrifice, celui de renoncer à le voir jusqu'au dernier moment. Et, à chaque tournant, jusqu'à ce que la distance nous la cache, nous la pouvons retrouver elle-même appuyée à son tour au pilier de la croix, la tête sous les pieds du Supplicié. Quand elle a disparu, Michel, qui n'a pas encore ouvert la bouche, laisse entendre une sorte de râle, pareil au bramement du chamois qui va mourir...

XVII. — ÉPILOGUE

« Le malheur, a écrit Balzac dans *Albert Savarus*, fait dans certaines âmes un vaste désert où retentit la voix divine. »

Je revois, au retour où il m'entraîna à une allure de fuite, Michel Gallice qui marchait devant moi s'arrêter brusquement quand nous arrivâmes à la nuit tombante au Mollard, devant cette maison abandonnée qu'il avait choisie à l'écart pour son foyer et qu'il avait demandé au prêtre de bénir par avance. Là,

ému par la cérémonie et par sa réhabilitation devant toute la paroisse assemblée, il avait osé penser à unir sa vie à celle de Bianca. Sans une parole, nous redescendîmes sur l'Écot. Il n'est pas de ceux qui livrent leur douleur.

Dans la demeure paternelle, il ne passa que le temps de laisser à sa sœur Josette sa part d'immeubles. Il souleva en l'air une fois encore l'aîné des enfants, Thomas, celui qui lui a coûté son bonheur. Puis il reprit le chemin du lac Lovitel et son métier de garde-chasse.

Je l'ai retrouvé cette année. Ses camarades ont fini par admettre, — sinon par comprendre, — son humeur taciturne et sauvage : car il est toujours prêt à rendre service, ses gestes sont conciliants et sa charité inépuisable. Les Chartreuses, autrefois, recevaient ces désespérés qui n'attendent plus rien de la vie et qui vivent cependant. Ainsi le vieux Jean-Pierre Couvert, quand il connut que sa maison de Bessans avait été souillée par l'inceste et le fratricide, se retira-t-il à Hautecombe qu'isole le lac du Bourget. Michel Gallice est demeuré dans la solitude du monde. Mais la montagne est son immense monastère. A la façon dont il en convoite du regard les sommets, tandis que nous traquons nos chamois, je pressens qu'il y poursuit une autre chasse : sur la voie saignante de son unique amour écorché, la chasse de Dieu...

HENRY BORDEAUX.

L'IMPÉRATRICE CHARLOTTE

ET L'AVENTURE MEXICAINE

LETTRES INÉDITES

Le 14 avril 1864, les salves d'artillerie et les ovations de milliers de spectateurs saluaient l'empereur Maximilien, frère de l'empereur François-Joseph, et l'impératrice Charlotte, fille du roi des Belges Léopold Ier et de la princesse Louise d'Orléans, qui s'embarquaient, sur la frégate autrichienne la *Novara*, dans le port de Trieste. Les souverains allaient, le cœur léger, à la conquête de leur empire du Mexique. Ayant exercé pendant deux ans la vice-royauté de Lombardo-Vénétie, l'archiduc Maximilien, qui comptait à peine trente-deux ans, et l'archiduchesse Charlotte, vingt-quatre, avaient mené depuis la guerre d'Italie, dans leur superbe résidence de Miramar, une existence retirée qui pesait à leur besoin d'activité. Aussi, fut-ce avec enthousiasme qu'ils accueillirent la couronne que leur offrait Napoléon III.

On connaît cette désastreuse aventure mexicaine où Maximilien perdit la vie et Charlotte la raison. Il n'y a pas, dans l'histoire, d'infortune plus tragique que celle de la malheureuse Princesse, seule survivante de cette catastrophe. Même s'il est prouvé que son ambition ait eu sa part dans le drame mexicain, l'expiation aura été assez cruelle pour que nous nous inclinions avec une respectueuse pitié devant un pareil destin.

Ambitieuse, certes, Charlotte l'était. Son frère, le comte de Flandre, déplorera un jour « son excessif désir d'être la souveraine de n'importe quoi et n'importe où, qui l'a poussée dans

Copyright by Comtesse de Reinach Foussemagne, 1925.

l'affaire mexicaine ». Mais Maximilien avait au moins autant d'ambition que son épouse. L'Impératrice n'a même pas exercé sur lui toute l'influence à laquelle lui donnaient droit ses admirables qualités morales et intellectuelles.

J'ai en mains des centaines de ses lettres, depuis celles, où, d'une écriture à peine formée, elle exprimait à ses grands parents, le roi Louis-Philippe et la reine Marie-Amélie, des vœux pour les anniversaires ou le nouvel an, celles qu'elle écrivait à la comtesse d'Hulst, qui avait veillé sur son éducation, à la comtesse de Grünne, son amie de jeunesse, jusqu'à celles qui trahissent la déroute de la raison. Il m'est accordé d'en reproduire ici un certain nombre; elles contribueront à placer dans une lumière exacte le noble caractère, l'âme haute, la figure si belle et si douloureuse de l'impératrice Charlotte.

LES DÉBUTS D'UN EMPIRE

L'histoire de l'essai d'empire tenté au Mexique par Maximilien et Charlotte peut se diviser en deux périodes. La première, de l'arrivée des souverains jusque vers la fin de 1865, est celle où ils abordent avec une généreuse confiance, mais de très haut et sans en bien saisir les détails, la lourde tâche qu'ils ont assumée; la seconde comprend les années 1866 et 1867, où, par l'imminence du départ des troupes françaises, leur empire marche à la catastrophe.

Dans l'une et l'autre de ces deux périodes, le rôle de l'impératrice Charlotte a été important. La figure de la princesse n'apparaît ordinairement chez les historiens qu'au moment des ultimes revers. Dès l'origine, elle a eu sa place, et, disons-le, sa responsabilité dans le drame; son action fut, en effet, plus profonde, son influence plus marquée qu'on ne le croit. Elle s'était passionnément attachée à l'affaire mexicaine et, finalement, elle a consacré ses dernières forces au triomphe d'une cause déjà désespérée.

M. Émile Ollivier, dans *l'Empire libéral*, a écrit que Maximilien, appelé au trône par les conservateurs, aurait dû gouverner hardiment avec ce parti, que c'eût été la seule chance de succès d'une entreprise vouée autrement à un échec certain. Au contraire, Maximilien et Charlotte se persuadèrent que rien ne serait plus facile que de grossir le nombre de leurs partisans

par des avances faites aux libéraux. Ce fut l'effet des extraordinaires illusions que, dès leur arrivée, ils se firent sur leurs nouveaux sujets et sur la possibilité de les conquérir, illusions que l'on trouve fréquemment exprimées dans la correspondance de l'Impératrice.

« Le peuple, écrit-elle, le 28 juin 1864, à la comtesse de Grünne, le peuple est ici facile et bon par nature ; quand on s'imagine qu'on va dans un coupe-gorge, on se trompe. Avec des troupes sûres, on a toute cette population dans sa poche, car d'elle-même elle n'a jamais fait de révolution. D'un autre côté, elle est intelligente et apprend facilement ce qu'on lui enseigne. Les éléments d'avenir ne manquent donc pas; seulement ils sont épars et dans une grande confusion. De les réunir et de les développer, ce sera une grande besogne ; elle est faisable, mais longue et ardue. »

Cette lettre, adressée à la reine Marie-Amélie, marque encore plus de confiance :

Chapultepec, le 26 juin 1864.

« Ma bien-aimée grand maman,

« Je viens avant tout vous offrir mes plus tendres vœux pour la Sainte-Amélie. Que Dieu vous protège et vous bénisse comme je le lui demande du fond du cœur. Quant à nous, nous allons bien, nous sommes arrivés ici sans encombre, malgré le mauvais état des routes, et nous avons été reçus avec une joie et une affection sincère par notre nouvelle patrie.

« J'ai fait vos messages au général Neigre qui en a été très reconnaissant et s'est fort informé de vous. J'ai vu aussi le général Courtois d'Hurbal. Toute l'armée française paraît satisfaite de nous voir ici, en bonne condition et avec chances que tout continue à bien marcher. C'est une juste récompense à ses efforts. Pour moi, avec le sang qui coule dans mes veines, je ne puis la voir sans un grand plaisir et une affection sincère. Elle le sait du reste bien. Quand on représente ce pays-ci comme violenté dans ses sentiments, on se trompe, car il y a dans toutes ses manifestations un caractère non équivoque. Il a une profonde confiance en Max et il attend tout de lui. Ce sont des gens dociles, sans les révolutions militaires, qui sont devenues impossibles aujourd'hui ; il n'y en aurait jamais eu,

car, de fait, personne ne les aime. En outre, il y a de l'intelligence et le désir du progrès, du patriotisme joint à un pressentiment vague d'une grandeur future. Les éléments ne manquent pas; l'œuvre est difficile certainement, mais faisable avec de la persévérance et du courage; ni l'un ni l'autre ne feront défaut de notre côté.

« Le pays est très beau. Si vous voyiez ce que j'ai sous mes fenêtres ! C'est Palerme et la plaine de Bagheria Cela rappelle énormément l'Europe en général et l'Italie en particulier. Max convient que, dans tous ses voyages, il n'a jamais rien vu de semblable à la vue de Chapultepec. Le climat est fort agréable, il ne fait jamais chaud, et cependant nous avons eu des journées magnifiques. Nous voyons quelquefois des colibris sur notre terrasse. On est très bien pour nous. Je n'ai jamais entendu autant crier et pousser des vivats, pas même en Belgique; en cela, les Français et les Mexicains ont rivalisé.

« Ainsi, chère grand maman, soyez tranquille sur notre compte; nous ne courons aucun danger, on commence à nous aimer et nous avons chance de réussir. La régénération et le bonheur d'une nation valaient bien la peine de faire le voyage.

« Je vous embrasse de tout mon cœur, Max vous baise les mains et je suis, pour la vie, votre tendrement dévouée petite-fille

« CHARLOTTE. »

Peu de jours après, rendant compte des premières tentatives de fusion des partis et des succès obtenus sur ce point, l'impératrice Charlotte a quelque peine à modérer l'expression de sa joie et de ses espoirs.

Mexico, le 10 juillet.

« Chère et bien-aimée grand maman,

«...Les troupes mexicaines ont eu un succès brillant à Zitaenaro et ont fait une attaque à la baïonnette aux cris de « *Viva el Emperador !* » L'exemple de l'armée française commence à produire de l'émulation. Max a choisi pour ministre des Affaires étrangères un homme éminent qui possède les sympathies de tous les partis, et nous avons souvent à notre table d'anciens employés de Juarez. Ce qui surprend ici, c'est que le Gouvernement prend pour la première fois sa tâche au

sérieux ; on ne lance plus de proclamations dans tous les carrefours, avec de grands mots ronflants, mais on travaille et on s'occupe assidûment de l'amélioration du pays. La population le comprend et, comme elle n'a jamais été habituée au bon vouloir de personne, son enthousiasme va toujours croissant et dégénère presque en idôlatrie. Heureusement que nous calmons autant que possible ce qu'il y a d'exagéré, sinon ils nous mettraient au troisième ciel incontinent...

« Les zouaves, de garde au palais, sont magnifiques. A Chapultepec, c'est le 7e de ligne. Je ne puis vous cacher que je les vois tous avec un grand plaisir et lorsque, le soir, les tambours passent, battant la retraite, je vais souvent les entendre sur mon balcon. Bazaine nous a donné un bal splendide, sous l'égide des deux drapeaux tricolores, le nôtre et celui de la France, qui se mariaient fraternellement dans la décoration de la salle. »

« CHARLOTTE. »

Et deux semaines plus tard, le 24 juillet 1864, toujours à son auguste aïeule :

«...Nous continuons à aller bien et tout le reste aussi. Max gouverne avec sagesse, moi je visite les écoles où j'espère faire des améliorations. Il n'y a qu'une salle d'asile, tenue par des Sœurs de charité françaises, que j'ai trouvée sur un excellent pied, tout à fait comme en Europe. On pourra faire des enfants ce qu'on voudra ici, car ils sont naturellement bons et intelligents.

« Le général Uraga s'est soumis à Max, ce qui affaiblit beaucoup le gouvernement de Juarez dont les bandes se contentent de ravager le pays, refoulées de plus en plus par les troupes françaises. Le climat est superbe, bien que nous soyons dans la saison des pluies. Les matinées sont radieuses, l'air d'une fraîcheur délicieuse. Les oiseaux chantent à tue-tête. Il ne fait chaud qu'au soleil, et cela très modérément, infiniment moins qu'en Europe à la même époque. Nous passons la plus grande partie du temps à Chapultepec, ensuite nous venons pour quelques jours ici.

« La mission que nous avons à remplir dans ce pays-ci est d'un intérêt toujours croissant, et nous ne nous repentons pas de l'avoir entreprise. Avec un peu de patience, le progrès sera rapide.

« CHARLOTTE. »

Même note et plus optimiste encore le 10 août :

« ... Max est parti aujourd'hui pour un voyage dans l'intérieur, qui, j'espère, ne sera pas trop long, mais certainement ne manquera pas d'être fécond en grands et heureux résultats. Les opérations militaires sont très avancées. Une expédition est partie pour Monterey, une autre pour Oajaca. Plus que tout cela, les progrès dans l'opinion publique sont immenses; Max, estimé et respecté dès le premier jour, est adoré aujourd'hui. Les membres du parti républicain disent que, bien qu'ils ne soient pas encore monarchistes, ils sont « maximilianistes ». Quand je songe que nous ne sommes ici que depuis le 28 mai, je trouve que nous n'avons pas perdu notre temps. Le Gouvernement se distingue surtout par une grande prudence, et c'est ce qui frappe ce peuple, habitué à voir rendre tous les jours des lois pour les révoquer le lendemain. Il s'aperçoit que, pour la première fois, le pouvoir réfléchit et ne se rétracte pas. Nous avons reçu hier trois généraux d'Uraga qui, il y a quinze jours, étaient en armes contre nous. Cela ne manque pas d'un certain intérêt...

Dès lors, et jusqu'à la fin de 1864, ce ne sont plus, dans chacune des lettres adressées à la reine Marie-Amélie, que dithyrambes sur la popularité de Maximilien, les adhésions, les ralliements inespérés obtenus par le nouvel Empire.

Mexico, le 10 septembre.

« Ma bien-aimée grand maman,

« ... Vous pouvez parfaitement croire tout le bon que les journaux disent du Mexique, car rien n'approche de l'enthousiasme et de la confiance avec lesquels Max est reçu partout. C'est une grande œuvre que la nôtre, car tout est à faire, mais les progrès sont déjà grands, et le pays est avec nous. Je me sens parfaitement heureuse ici et Max aussi ; l'activité nous convient ; nous étions trop jeunes pour ne rien faire. Entre hier et aujourd'hui, j'ai visité quatre écoles primaires, et une cinquième en allant d'un endroit à un autre.

« Max, qui voyage dans l'intérieur, est malheureusement tombé malade, à Irapuato, d'une forte angine. Cela m'a bien inquiétée, surtout n'étant pas près de lui, mais sa santé commence à se rétablir. Il poursuivra sa course plus avant dans le

pays, de sorte que je suppose qu'il ne sera pas de retour pour le 16, jour où se célèbre ici l'anniversaire de l'indépendance. Je serai donc obligée de fonctionner seule.

« La saison des pluies est assez avancée. Cependant, hier et aujourd'hui, nous avons eu des journées radieuses, plus riches encore en lumière que celles d'Italie. Je voudrais qu'il vînt ici quelque bon peintre pour rendre ces magnifiques effets, le matin surtout.

« Je reviens d'une course à Tlalpan, où j'ai passé la journée, déjeuné dehors dans un endroit ravissant et visité, outre les écoles, deux fabriques, l'une de papier, l'autre de coton. Demain, je tiendrai le conseil des ministres, d'après le désir de Max. Je donne aussi, tous les dimanches, en son nom, des audiences publiques, et je tâche de satisfaire les pétitionnaires, autant que possible. Cependant il me tarde bien que Max revienne, car il m'est bien plus doux de le voir que de gouverner. Le matin, je monte de temps en temps à cheval, ce qui me fait grand bien. C'est la seule heure sûre en cette saison, car le soir il pleut presque toujours. C'est réglé comme une horloge.

« CHARLOTTE. »

Durant le voyage de l'Empereur, Charlotte exerça la régence avec une autorité, une intelligence, une activité, dont témoignent tous les contemporains. Elle en dit un mot dans cette lettre :

Mexico, le 23 octobre.

« Ma bien-aimée grand maman,

« Je pars demain pour Toluca, où je vais au-devant de Max. Son voyage a continué à être une ovation perpétuelle et a fait un bien énorme partout. A Morelia, la foule voulait le porter sur ses épaules et les dames de la ville voulaient lui donner un *abrazo*, ce qui est reçu dans les mœurs espagnoles, quoique cela ne s'applique pas aux souverains.

« Moi, je me suis occupée autant que j'ai pu à tenir tout en ordre et en paix, et à satisfaire le monde autant que possible. J'ai tenu les conseils et donné les audiences que Max désirait, ce qui fait que le nombre des affaires a abrégé le cours du temps, qui eût été fort long sans cela. J'ai invité assez de monde à dîner, Mexicains et Français, entre autres à l'occasion

de l'élévation de Bazaine au maréchalat. Courtois d'Hurbal a aussi dîné avec moi. Hier, cela a été le tour d'un général qui a beaucoup fait parler de lui et chez qui habitait Juarez, il y a peu de mois, Santiago Vidaurri, l'ancien gouverneur de Nuevo Leon, un de ces types qu'on ne trouve qu'au milieu de l'anarchie des républiques hispano-américaines. Il a l'air simple, mais il est fort rusé et exerce, ou plutôt exerçait, un immense prestige sur les provinces frontières du Nord. Uraga, cet autre général juariste, est arrivé aujourd'hui. Il a dîné avec Max pendant son voyage. Il se rallie tous les jours d'anciens républicains, et un journal vient de se fonder conciliant tous les partis et avec cette épigraphe de Max : *Olvidemos las sombras pasadas.* « Oublions les ombres du passé. » En somme, les choses continuent à marcher on ne peut mieux.

« CHARLOTTE. »

Dès le début du règne, Maximilien avait confié a un ancien ami de Juarez, Fernando Ramirez, le portefeuille des Affaires étrangères. Au retour de son voyage, il nomma deux libéraux ministres de l'Intérieur et de la Justice. Charlotte vit dans ce fait un gage de consolidation de l'Empire, qu'elle s'empressa de signaler à son aïeule.

Palacio Nacional, le 21 novembre.

« Ma bien-aimée grand maman,

« ... Max, comme vous le savez déjà, est de retour dans sa capitale, en parfaite santé depuis le 25 dernier. Il a été reçu avec un enthousiasme inouï, rehaussé par l'absence de tout éclat officiel; vous en verrez les détails par la revue de *l'Estafette* ainsi que le compte rendu des principaux événements du mois. J'avais été au-devant de Max à Toluca, accompagnée du maréchal Bazaine. Ce dernier, après m'avoir offert en route un charmant déjeuner sous la tente, au « Llano de San Lazar », ravissante vallée qui rappelle les Alpes, nous offrit, en revenant, de passer la nuit à Cuajimalpa, où il avait improvisé un camp dans une situation admirable. C'est ce qui motive la lettre de remerciements que lui a écrite Max. Cela prouve, en outre, combien nos relations avec l'armée française sont franches et cordiales. Voici un autre extrait tiré de *l'Ère nou-*

velle, journal de M. Masseras, qui donne la description d'un banquet à Chapultepec offert par Max à son escorte. Je pense que cela vous intéressera; l'enthousiasme des soldats français était très grand; nous avons parlé presque avec chacun d'eux en particulier. Le maréchal a fort bien parlé et avec beaucoup d'élan, m'a-t-on dit. Il nous est très attaché et a toutes les raisons de l'être, car nous le traitons vraiment amicalement.

« Les volontaires belges sont arrivés et en route; Bombelles les escorte. Ils sont au nombre de six cents environ; le Nonce les suivra de près, ainsi que les ministres d'Autriche et d'Espagne. Je me réjouis extrêmement de voir ces excellents Belges qui ne se sont pas laissé intimider par tout ce qu'on a dit pour les empêcher de venir. Les officiers français leur préparent aussi, m'a-t-on dit, une bienvenue très chaleureuse, surtout à Van der Smissen, qui a servi en Afrique.

« Max vient de rendre plusieurs décrets d'une rare sagesse, ainsi qu'une circulaire aux préfets qui est un modèle de tout ce qu'on peut dire de libéral, de noble et de juste. Le parti libéral presque en entier est rallié au Gouvernement et vient de fournir les plus grandes intelligences du pays pour les postes ministériels. Ce sont des hommes nouveaux arrachés à l'obscurité et à l'étude, étrangers aux guerres civiles et animés seulement du désir de régénérer leur patrie. Hier et vendredi, nous avons assisté à la distribution des prix à l'Université et à l'École des Mines. Ce soir, nous avons les recteurs et les professeurs à dîner. Dans ce moment, Max est dans le salon d'à côté, tenant le conseil des ministres. Il m'a dit avoir été satisfait de mon gouvernement; en effet, je me glorifie d'avoir extirpé le brigandage dans les environs et d'avoir fait réparer la partie détériorée d'une rue. Ce ne sont pas de grands titres de célébrité, mais c'est toujours quelque chose pour ce pays-ci, où tous les gouvernements n'en ont pas fait autant, au contraire; ils ne se sont occupés que d'embrouiller et de détruire.

« Chapultepec embellit tous les jours sous la main heureuse de Max. Les pluies ont cessé entièrement; c'est comme le commencement de l'été; on dirait que le temps est le même qu'au mois de juillet. Le climat rappelle celui de l'Italie à l'état de perpétuité, c'est-à-dire que les journées incomparables de l'Italie sont ici la situation normale...

« CHARLOTTE. »

LES NÉGOCIATIONS AVEC LE SAINT-SIÈGE

En 1861, Juarez avait fait voter par le Congrès la nationalisation des biens de l'Église. Une grande partie de ces biens avait été aliénée, et il était difficile à Maximilien de revenir sur les ventes déjà opérées. S'arrêtant à un moyen terme, il proposa au Saint-Siège de valider les ventes faites régulièrement, mais d'en affecter le produit aux frais du culte. Le nonce pontifical, Mgr Meglia, se montra intraitable. Après des discussions orageuses, il déclara qu'il y avait entre ses instructions et les propositions du gouvernement impérial un fossé trop profond pour être comblé.

L'impératrice Charlotte fut mêlée de très près à ces négociations. Elle fit elle-même une suprême et vaine démarche auprès du Nonce. Dès le début, elle avait indiqué la gravité de la question dans cette lettre :

Mexico, le 11 décembre.

« Ma bien-aimée grand maman,

« ... L'arrivée du Nonce est un fait important pour le règlement des questions ecclésiastiques. J'espère que, grâce à nous, ce pays deviendra sainement catholique en même temps que libéral, car il n'était ni l'un ni l'autre. Les scandales du clergé étaient tels qu'il faut bien qu'elle soit divine, notre sainte religion, pour n'avoir pas encore succombé, bien qu'elle n'aurait pas tardé à disparaître sans les réformes qui vont être entreprises.

« L'ascendant de Max augmente tous les jours, avec l'enthousiasme et l'admiration qu'il inspire. On voit pour ainsi dire à vue d'œil cette nation si corrompue et si abaissée se relever à la conscience de sa dignité et de son avenir, et cela rien que parce que Max l'attire à son niveau depuis le jour où il s'est fait franchement Mexicain.

« CHARLOTTE. »

Malgré son ton optimiste, l'Impératrice reconnaît, dans la lettre suivante, l'échec des négociations avec l'envoyé du Saint-Siège.

Chapultepec, le 11 janvier 1863.

« Ma bien-aimée grand maman,

« ... Ici, tout va bien ; Max a publié, avant la fin de l'année dernière, une lettre que vous aurez lue dans les journaux, rassurant le pays sur le compte de la nationalisation des biens ecclésiastiques. Nous aurions préféré que le nonce eût voulu de suite conclure un concordat, — ce qu'on n'avait cessé d'écrire à Rome, — mais, vu son refus catégorique, Max ne pouvait plus laisser planer aucun doute sur ses intentions, et le pays a accueilli sa lettre avec grande reconnaissance. On a évité de lui donner la forme de décret, par une nouvelle déférence pour le Saint-Siège dont on espère maintenant plus facilement la sanction. De fausses informations ont seules pu la différer, car le clergé, ici, est si peu ce qu'il doit être qu'on ne peut le rendre vraiment chrétien qu'en le mettant dans une position analogue, avec traitement de l'État, à celle qu'il occupe en France et en Belgique.

« CHARLOTTE. »

L'Impératrice fait encore allusion à la question religieuse dans une lettre du 26 janvier, intéressante à divers titres.

Palacio Nacional, le 26 janvier.

« Ma bien-aimée grand maman,

« Je sors d'avoir reçu onze blessés de la *Estanzuela*, du 2e zouaves, qui partent à la fin de la semaine et que le colonel m'a amenés. Pauvres gens! Cela m'a fait plaisir de les voir et de leur parler; je leur ai fait parvenir un peu d'argent pour la route.

« Vous ne savez pas qui j'ai eu dernièrement à un de mes bals? Michel Ney, le fils de la duchesse d'Elchingen, un gros jeune homme blond, un peu chauve, avec deux médailles et la croix de la Légion d'honneur; il est capitaine de chasseurs d'Afrique et on l'appelle le capitaine Ney. Il paraît qu'on en est fort content et que c'est un bon soldat. Cela m'a fait grande impression de le rencontrer ici, en pensant combien chère maman était liée avec sa mère. Il rappelle un peu son père par l'air robuste, mais il n'est pas si grand. Je n'ai pu m'empêcher de penser aux jeunes gens de son âge qui jouaient avec

lui jadis et qui, certes, lui envient son uniforme. Ce que c'est que les destinées humaines !

« On ne sait rien encore d'Oajaca. Le général Douay est de passage ici ; c'est un homme extrêmement intelligent auquel Max va donner la grand croix de Guadeloupe ce soir.

« Le général L'Hériller s'acquitte avec beaucoup de talent et d'énergie de son intérim du commandement en chef. A Vera-Cruz, le commandant Cloué vient de recevoir celui de la division navale.

« D'assez grosses mesures sont en train d'être prises, la revision des biens vendus du clergé, mesure d'équité tout à fait indispensable. Quand tout cela sera achevé, le Mexique aura fait un grand pas vers l'avenir. Le chemin de fer va se poursuivre activement et l'on s'est entendu avec la compagnie anglaise. Nous continuons à habiter Chapultepec ; je suis ici par exception, à cause du dîner de ce soir auquel assistent le ministre de France et le général Douay.

« Nous montons à cheval ensemble tous les deux jours et je mets un sombrero mexicain qui me garantit du soleil ; j'ai aussi la bride et la selle de dame à la mexicaine, Max portant toujours le costume national pour l'équitation.

« Je crois vous avoir dit que je donne des soirées dansantes tous les lundis ; nous sommes bientôt à la cinquième, et la dernière était animée et fort brillante, vu le grand nombre de jolies femmes et de belles toilettes. La distinction dans un salon est naturelle à toute la race espagnole. Nous avons assisté aussi à un bal que nous a donné le commerce de Mexico à la *lonja*.

« CHARLOTTE. »

En février, Maximilien confirma par deux décrets les dispositions contenues dans sa lettre au Nonce et reconnut le catholicisme comme religion d'État. Charlotte défend cette décision en des termes qui nous prouvent et l'intérêt porté par elle à la brûlante question qui s'agitait et la part qu'elle eut à sa solution.

Chapultepec, le 14 mars.

« Ma bien chère madame de Grünne,

«... Nous travaillons à rendre ce pays catholique, car il ne l'était pas et ne l'a jamais été. Ce n'est pas comme la Belgique,

que l'on travaille à rendre autre chose. J'ai écrit là-dessus au Père Dechamps. Je ne sais s'il vous en aura parlé. A mes yeux, l'Empereur a donné une grande preuve de ses sentiments en proclamant ouvertement la religion catholique professée et protégée par l'État. C'est le premier fait de ce genre de la part d'un prince libéral au XIXe siècle, et je crois que cela finira peut-être par ramener les sociétés européennes sur le vrai sentier ; car il y a des choses que l'on ne saurait, même au point de vue politique, livrer à ce vague absolu qui finit par engendrer un si grand nombre d'erreurs et tant de confusion jusqu'à ébranler tout l'ordre social. On voit en Belgique ce que vaut la parité complète de tous les cultes. Une autre erreur aussi fâcheuse est la séparation entière de l'Église avec l'État. En échange de la protection naît naturellement le droit de contrôle, et ceux qui déclament en France contre le Concordat ont, à mon sens, parfaitement tort. Le plus grand bonheur qui puisse arriver à un clergé, c'est d'être sous la double surveillance d'une autorité qui est la source de toute vérité spirituelle et d'un pouvoir vraiment chrétien qui reconnaît la délimitation qui de droit divin existe entre les deux puissances...

« Malgré notre éloignement, je crois que nous aiderons à résoudre quelques-unes des grandes questions religieuses et sociales qui divisent les hommes. Nous avons à notre frontière nord un pays si prôné jadis et qui, s'étant voulu passer de tout, de religion, de principes, etc., a fini par se passer de liberté. Aujourd'hui, on s'y égorge de telle façon que bientôt un million d'hommes auront péri, immolés en holocauste à son imprévoyance et à ses mauvaises passions.

« CHARLOTTE. »

La comtesse d'Hulst est fort alarmée par les bruits qui courent en Europe au sujet du Mexique. L'Impératrice la rassure dans ce spirituel billet :

Palacio Nacional, le 11 mars.

« Ma bonne Comtesse,

« J'entends dire qu'on vous fait des récits atroces du Mexique, et qu'on nous représente comme dans un coupe-gorge ou près d'être sacrifiés aux faux dieux d'après les règles antiques de la religion aztèque. Il n'est rien de tout cela, nous

sommes dans un beau et grand pays, nous tâchons d'y faire la félicité de nos semblables et nous sommes parfaitement satisfaits. Je ne sais qui ne le serait pas. Si on vous raconte qu'on nous assassine, ce n'est pas vrai. Personne ici n'est jamais mort assassiné. Maintenant, si on vous a parlé des routes, je conviens qu'elles ont besoin d'être refaites, et si l'on vous a dit qu'il y avait encore des brigands, c'est exact; mais comme nous n'allons que de Chapultepec à Mexico et de Mexico à Chapultepec, nous n'avons jamais chance d'en rencontrer.

« Hors ces deux choses, je ne vois pas ce qu'il y a à reprocher au Mexique. Nous nous promenons avec plus de liberté et moins de gardes qu'on ne se promène chez vous, et tous les Indiens nous tirent le chapeau en souriant. Essayez de faire cela dans la grande Babylone que, par parenthèse, vous savez que j'aime beaucoup, et vous verrez.

« CHARLOTTE. »

Elle tient également à calmer les inquiétudes que ces rumeurs avaient inspirées à la reine Marie-Amélie.

« Max est tout activité : voilà plusieurs jours de suite qu'il préside le conseil d'État; tout progresse à vue d'œil, on reconnaît à peine les Mexicains. Il y aura un an, le 10, de l'avènement au trône. Plusieurs décrets et décorations, aussi des charités, seront publiés ce jour-là. Nous avons fait avant-hier une promenade à pied au *Paseo de la Viga*, salués par les acclamations les plus enthousiastes. On ne pourrait pas se promener ainsi en Europe, surtout sans agents de police.

« Vous voyez donc, chère grand maman, que tout marche fort bien. Je ne sais quelles sont les personnes qui vous font des rapports inquiétants et d'où elles les tiennent, à moins qu'elles ne les inventent. Si l'on se figure que ce pays-ci sortira tout organisé du cerveau de Max, comme Minerve de celui de Jupiter, évidemment, ces miracles ne sont pas possibles; mais il y a moyen de faire cela peu à peu et l'on est en train de le faire. Nous avons des sermons de carême deux fois la semaine qui sont vraiment bons et les charges de cour se présentent déjà fort bien. Tout se fait ou se fera. »

Le lendemain, Charlotte annonce le départ d'une députation pour Rome :

Palacio Nacional, le 29 mars.

« Ma bien-aimée grand maman,

« Vous saurez que l'on a envoyé une députation à Rome pour conclure le Concordat. Il était impossible de s'entendre avec Rome avant de lui présenter des faits accomplis, et ici il ne s'agissait pas des biens du clergé proprement dits, mais des biens des *évêques* qui nageaient dans l'abondance pendant que les simples prêtres mouraient de faim.

« Maintenant l'État y pourvoira, de sorte que la religion sera infiniment mieux dotée qu'avant, et le Pape sait bien du reste que les souverains temporels ont des devoirs qui ne sont pas toujours les mêmes que les siens, puisque l'Église ne peut rien aliéner, tandis que l'État ne peut permettre des propriétés territoriales sur lesquelles il n'a aucun contrôle.

« Je vous envoie la revue de la quinzaine. Ne vous alarmez donc plus, chère grand maman ; chaque pas qui produit ici une commotion quelconque est un pas fait en avant. Tout marche à souhait, et jamais rien de pareil ne s'était vu antérieurement.

« CHARLOTTE. »

Le 23 août, l'Impératrice adresse à Mme de Grünne une lettre où la situation religieuse du nouvel empire est exposée et jugée avec un sens, une clairvoyance, une hauteur de vues vraiment remarquables.

Palacio Nacional, le 23 août.

« Ma chère madame de Grünne,

« Ne nous croyez pas de mauvais chrétiens ici ou près de le devenir. Nous faisons depuis quelques mois des efforts inouïs à Rome pour obtenir un arrangement. Priez bien pour que Dieu éclaire le Saint-Père sur les vrais intérêts de l'Église, et tâchez, s'il est possible, d'écrire à votre cousin, Mgr de Mérode, pour qu'il travaille dans ce sens ; qu'il se souvienne d'être Belge et fils de son père, si modéré et si juste dans ses principes, comme dans ses actes. Dites-le lui de ma part, si vous voulez. Rappelez-lui que nous sommes toujours ces mêmes princes qui n'avons pas voulu quitter l'Europe sans recevoir la bénédiction du Vatican ; qu'il compte le nombre des souverains régnants, ou près de l'être, qui seraient disposés à faire pareille chose et

à imiter cet exemple. Pour les exilés, il n'y a vraiment pas de mérite, car le malheur rapproche plus de Dieu que la prospérité. S'il a toujours ses entrées franches près du Pape, qu'il lui dise ce que je vous écris, qu'il lui dise que je me prosterne à Ses pieds; mais qu'Il est notre Père, qu'Il ne nous traite pas ainsi, et qu'Il ne nous abandonne pas, quand il n'y a que Ses ennemis qui s'en réjouiront. S'Il nous croit différents de ce que nous étions l'année dernière, c'est qu'on L'a circonvenu; nous sommes les mêmes, toujours, Ses enfants ; mais nous Le supplions de nous écouter et de se rappeler que, s'il y a eu des moments d'amertume entre nous, c'est un malentendu causé par le Nonce et rien d'autre. Je désire que tout ceci ne soit dit qu'en recommandant à votre cousin le secret le plus complet envers qui que ce soit, sauf le Pape. J'espère que les négociations continueront, mais c'est pour parer à toute éventualité.

« Quant à ce que vous pensez, chère madame de Grünne, que je juge trop sévèrement la piété des peuples du Midi, je crois que vous vous trompez : regardez la statistique des crimes et jugez. Vous dites que cela n'empêche pas la foi; mais la foi sans les œuvres, ou avec des œuvres contraires, ressemble assez à la crainte qui est le commencement de la justice, mais pas à l'amour de Dieu ou à la foi fervente qui justifie.

« Chez les Français, par exemple, je crois qu'il y a cette foi dont vous parlez, oubliée souvent, mais rayonnante dans le danger ou au moment de la mort; la pratique n'y est pas toujours non plus, mais il y a quelque chose au fond du cœur. Ici, il me semble que le cœur n'y est guère ; c'est une routine. Il n'y a guère de chaleur là-dedans; et chez ceux qui font étalage d'opinions religieuses, je retrouve plus le sombre isolement de Philippe II que la charité de saint Vincent de Paul, cette charité qui aime et qui ne hait pas. Je vois habiller des saints et des crucifix de diverses couleurs, porter un Jésus de cire avec des flambeaux allumés; mais je ne vois pas visiter le Saint-Sacrement, ou soulager beaucoup les membres de Jésus souffrant. Et tout cela, encore, c'est le vieux Mexique, celui qui s'éteint et qui forcément fait place à un autre, qui ne sera guère croyant, si Rome ne tend pas une planche de salut à ce peuple qui l'implore.

« Nous sommes sur ce continent mobile où s'agite le colosse [les États-Unis] qui défriche les forêts vierges, recueille les

déshérités de la civilisation et abrite toutes les expressions de la pensée humaine sous le vaste manteau de ses libertés. Le colosse est à nos portes; il sort victorieux d'une lutte de géants; il ne songe pas à une annexion matérielle, mais à une conquête morale. Qu'on y songe à Rome! Ce n'est pas de ne tolérer aucun culte qui l'empêcherait: les mesures violentes amènent les sanglantes réactions. Ce qui est dans la nature des choses suit son cours; à moins qu'on n'élève une muraille d'airain entre un peuple et un autre, au lieu de chemins de fer et de télégraphes qui rapprochent les corps et les âmes. De là, le danger de n'avoir pas une piété vraie, tolérante et sincère, dans la partie de la population appelée à résister au torrent. Eh bien! à tout cela, notre Saint-Père songe-t-il?

« Nous avons trouvé l'Église dépouillée de tout, errante et exclue de la société; les prêtres n'étaient même plus citoyens. Nous avons rappelé les évêques; ils sont rentrés au sein de leurs diocèses; la religion catholique a été déclarée religion d'État, au lendemain de son divorce avec lui; nous doterons convenablement le clergé en échange des biens qu'un autre lui a enlevés, *par des lois non révoquées et en vigueur* à l'époque de notre arrivée. Qu'y a-t-il dans tout cela qui ne fasse supposer que Rome devrait venir au-devant de nous et nous proposer spontanément un Concordat, qu'elle a accordé spontanément à celui qui a relevé les autels en France? Quant à faire revenir sur l'affaire des biens ecclésiastiques, cela n'est pas possible. Où cela a-t-il été fait? Le principe de la justice est sauf dès que la propriété est rendue sous une autre forme, celle de la dotation.

« Voilà un bien grave entretien; c'est le souvenir de nos conversations qui m'y a conduite, et, j'espère, le Saint-Esprit, si quelque bien pouvait résulter de la lettre à votre cousin...

« CHARLOTTE. »

ROLE POLITIQUE DE L'IMPÉRATRICE

Au milieu de ces difficultés, un événement considérable vint encore compliquer la situation : c'était la fin de la guerre de Sécession par la défaite des États du Sud, sous les murs de Richmond (1er avril 1865). Les États du Nord qui, jusqu'alors,

n'avaient pu que prêter un appui moral au parti radical mexicain, allaient, par leur victoire, avoir les mains libres et être en mesure de fournir à Juarez une aide plus effective.

L'Impératrice comprit le nouveau danger auquel était exposée la monarchie naissante ; dans une lettre du 26 avril, elle faisait part de ses craintes au chef du cabinet privé de Maximilien, M. Eloin, alors en mission en Europe.

« Vous devez savoir, lui écrivait-elle, qu'à l'époque où le parti appelé conservateur demanda l'intervention de la France, le parti appelé libéral était au moment d'obtenir celle des États-Unis. Aujourd'hui que la chute de Richmond et l'incertitude qui règne sur ses résultats probables ou possibles ont remis l'Empire en présence de la République, c'est une seconde crise qui s'ouvre, dont on sortira aussi bien que de celle des biens du clergé, mais qui demande de l'attention. Tout ce qui dans le parti libéral s'appelle rouge voudrait revoir la république. Ils ont voulu voir ce qu'ils retireraient de l'Empereur; maintenant ils savent que cela ne va pas au delà et ils s'adressent ailleurs. La situation est délicate : on ne peut guère rejeter ces hommes d'une manière éclatante, et cependant il faut beaucoup s'en défier et prendre garde à leurs conseils. »

En 1865, l'Empereur s'absenta de Mexico à plusieurs reprises, et Charlotte assuma chaque fois la régence. A sa grand mère elle rapporte, en même temps que les ovations qui accueillent Maximilien partout où il passe, les divers événements qui intéressent l'empire.

Palacio de Mejico, le 10 mai.

« Ma bien-aimée grand maman,

« Max est à Orizaba, très satisfait, et trouvant que le pays ressemble à la Suisse et au Brésil à cause de la richesse de la végétation. Negrete vient d'être chassé de Matamoros, le 4 mai, par le débarquement des troupes françaises. Les événements des États-Unis continuent à nous tenir en suspens; on dit que la paix est faite, je ne sais ce qu'il faut en conclure. Ici, il fait un temps de printemps. J'ai fait une course à un joli endroit des environs qui s'appelle la *canada*, avec le ministre d'Angleterre et sa fille qui sont très aimables.

J'ai tenu une fois le conseil des ministres. Du reste, il ne s'est rien passé de saillant, excepté un affreux accident, un incendie où ont péri le colonel Tourre, du 3e zouaves, qui n'avait que trente-huit ans et qui était fort estimé; un officier du 99e, le vicomte de Labrousse et deux zouaves. La douleur a été générale dans l'armée et dans la population française.

« Coïncidant avec les succès momentanés des juaristes dans le Nord, c'était de sombre augure, mais les événements de Matamoros vont changer le cours des affaires militaires. Max est fort content de l'accueil qu'il reçoit partout et des dispositions des populations. Le général Douay arrivera dans les premiers jours de juin. Son retour nous fait grand plaisir, car c'est un homme fort distingué, très aimé dans le pays. L'avenir se présente donc, même dans le cas d'un conflit peu probable avec les États-Unis, sous les meilleurs auspices.

« CHARLOTTE. »

Dans ses lettres, Charlotte laisse souvent percer une initiative, une force de volonté, un goût des responsabilités qui font contraste avec les hésitations, les atermoiements de Maximilien.

« Je suis bien aise, écrit-elle à Mme de Grünne, le 14 mars 1865, que vous ayez approuvé ma conduite pendant l'absence de l'Empereur. Je tâche de faire le bien que je peux dans toutes les directions, et surtout de ne pas gâter celui que font les autres. Je me sens devenir, je l'avoue, assez énergique au milieu d'une situation si exceptionnelle et où il faut avant tout compter sur soi-même. Je conduirais au besoin une armée. Ne vous moquez pas de moi ! J'ai l'expérience de la guerre, rien qu'à voir faire la petite guerre qui se fait dans ce pays-ci, et je ferais au besoin de grandes choses. »

Dans les notes inédites, trop rares, qui nous sont parvenues, datées de sa régence, apparaissent bien cet esprit précis et net, ce sens des réalités, cette « objectivité vigoureuse » qui caractérisent ceux qui savent commander et prévoir. « Les affaires qui traînent ne valent rien, écrit-elle, ou bien c'est faisable, ou cela ne l'est pas. Si vous attendez que l'Empereur revienne et qu'il en parle au maréchal Bazaine, cela sera remis aux calendes grecques. L'Empereur ne fera point de demande, le maréchal ne prendra point de décision. Voilà ce qui arrivera !... » — Ou

encore: « L'impossible n'est pas français, disait Napoléon. Je ne l'admets pas non plus et espère un résultat... » — A une demande déraisonnable, elle répond : « Je ne veux pas en entendre parler, et que B. n'insiste pas. Ce qui chez nous ne s'obtient pas au travers de la porte s'obtient encore moins par la fenêtre. »

Des critiques ayant été adressées au Gouvernement par M. Masseras, rédacteur en chef de *l'Ère nouvelle*, journal français publié à Mexico, l'Impératrice écrit à M. Eloin:

« Si les journaux qui se disent les soutiens du Gouvernement et qui ont vis-à-vis des Mexicains l'autorité d'un langage européen, se mettent à nous représenter tous comme des imbéciles et M. Masseras comme le protecteur et le grand mufti de la presse, il est impossible que cela ne nous discrédite pas et n'ouvre pas les yeux du public, inutilement, sur de petites erreurs qu'il n'aurait jamais remarquées, puisqu'il n'y connaît rien... Ce qui n'est pas fait se fera; ce qui est mal fait se réparera... Il [Masseras] est publiciste, mais son journal n'a aucune autorité pour dire tout cela, et surtout pour éveiller l'attention sur des erreurs anciennes et commises. C'est manquer de tact, de politique et de sens commun. Quant à ce qu'il avance, que la presse est pressurée et manque de polémique, qu'il essaie de dire à l'empereur Napoléon ce qu'il nous a débité aujourd'hui, et nous verrons! C'est le ton qui fait la chanson ; on voit bien si l'intention est hargneuse ou bienveillante. Depuis quelque temps, son journal respire une humeur maussade et petitement tracassière. Il ne serait pas mauvais d'en rechercher l'origine ou l'influence *diplomatique* que peut-être elle traduit. »

Contrairement à Maximilien, Charlotte aimait assez les réunions, les réceptions, les fêtes et cérémonies officielles, où elle devait souvent remplacer l'Empereur. Elle en parle fréquemment à la reine Marie-Amélie.

Palacio Nacional, le 11 juillet.

« Ma bien-aimée grand maman,

« Nous sommes très contents des nouvelles de Rome et des dispositions du Pape. Il n'y a plus apparence de flibustiers américains d'aucune espèce. Nous venons de donner hier un bal de

Cour, avec assistance du corps diplomatique, d'environ mille personnes. Ç'a été le premier de cette catégorie, car les bals de cet hiver n'ont été que des soirées. Il y faisait chaud, mais l'ensemble a été fort brillant. C'était une cour européenne, bien montée, sur le sol vierge et démocratique du nouveau continent. Vous verrez le reste des événements par les revues. Le général Douay est revenu, à notre grande satisfaction : c'est un homme charmant et de la plus haute capacité.

« Max a ouvert solennellement l'Académie des Sciences et a prononcé à cette occasion un magnifique discours; je vous envoie tout cela en espagnol. J'ai dit aussi quelques mots rédigés par moi, sans rature, à la réception du 6 juillet.

« CHARLOTTE. »

Dans la lettre suivante, l'Impératrice revient sur les affaires ecclésiastiques, l'attitude des États-Unis, sur ses occupations en l'absence de Maximilien.

Palacio de Mejico, le 28 août.

« Ma bien-aimée grand maman,

« Max a été faire un petit voyage aux mines de Pachnea et en reviendra, je pense, d'ici à peu de jours.

« En son absence, j'ai beaucoup à faire pour distribuer toutes les affaires qui doivent lui être envoyées et donner des solutions à celles que j'ai faculté de résoudre. Je souhaite vivement et j'espère encore que la réconciliation avec Rome pourra s'effectuer; nous faisons notre possible pour cela, mais les dispositions y sont peu conciliantes et cela, pas depuis les événements de cet hiver, mais depuis fort longtemps. Pour ma part, je vous assure, chère grand maman, que je suis très soumise à tous les décrets de l'Église, mais je crois, comme l'a toujours cru l'Église de France, qu'au temporel un souverain est parfaitement maître chez lui.

« Je vous envoie deux revues de la quinzaine, dont celle qui paraît au Cabinet est rédigée par moi, d'après le texte espagnol.

« On s'occupe beaucoup de l'amélioration de la route qui va à Vera-Cruz et j'espère qu'au moyen d'un chemin de fer dit « américain », on y parviendra. Cela sera un avantage jusqu'à l'achèvement du chemin de fer à vapeur. Moi je continue à

m'occuper spécialement de la bienfaisance qui fait quelque progrès et qui en fera, j'espère, avec le temps. Je vais aussi m'occuper des travaux d'embellissement de l'Alameda que Max a désiré me confier. Les nouvelles d'Amérique sont excellentes et personne ne songe à nous inquiéter.

« CHARLOTTE. »

L'Impératrice ne put donner que trop rarement carrière à ses qualités de décision et de fermeté. A l'ordinaire, ne lui étaient réservées que les affaires de bienfaisance et d'éducation. Cependant elle a exercé sur Maximilien une influence presque toujours heureuse, avec une discrétion dont elle se rend le juste témoignage dans cette lettre si curieuse :

Chapultepec, le 29 septembre.

« Ma bien-aimée grand maman,

« En réponse à vos observations sur les cérémonies du 6 juillet, Max m'a priée de vous dire que c'est par son désir que je tins sa place ce jour-là, comme je suis la seule personne appartenant à la dynastie mexicaine hors lui-même, et qu'il est d'usage en Autriche que les princes de la famille assistent à la cérémonie religieuse dans ces sortes d'occasions. Du reste, chère grand maman, si Max n'a pas reçu lui-même les félicitations le matin, il a paru ensuite à l'ouverture de l'Académie des sciences qu'il a inaugurée par un magnifique discours qui, certes, valait bien le mien.

« Quant à mon grand manteau royal auquel vous voulez bien faire allusion, c'est toujours le même que j'ai reçu dans mon trousseau et avec lequel j'ai fonctionné en Italie et partout, bien avant de porter la couronne du Mexique. Je ne sais pourquoi les journaux en font chaque fois une description nouvelle; je le mets ici quatre fois par an. Je puis vous assurer qu'avec mon quart de siècle actuel, ces cérémonies ne font nullement mes délices et que, comme le soleil m'a assez brûlée, je suis loin de m'admirer du tout. Lorsqu'en Italie, j'avais dix-huit ans et que j'entendais des exclamations dans la foule qui me voyait passer, j'avoue que j'éprouvais une de ces satisfactions que l'on a sur le seuil de la vie. Mais aujourd'hui, je vieillis, sinon aux yeux des autres, du moins aux miens, et

mes pensées et mes sentiments sont bien loin de mon extérieur.

« Ainsi vous voyez, chère grand maman, que je ne suis pour rien dans l'étiquette du 6, et que c'est Max qui l'a voulu ainsi à mon corps défendant, car je lui disais même : « La population se fatiguera de voir toujours ce même manteau et ce même cortège. » Quant à la bienfaisance, je m'en occupe beaucoup et nous venons d'obtenir un crédit de 20 000 dollars (100 000 fr.) jusqu'à la fin de l'année pour subventionner les établissements les plus nécessiteux. Une partie de cette somme a été répartie dans la séance que j'ai tenue ces jours-ci. A propos de tout cela, je ne suis pas fâchée de rectifier plusieurs choses que l'on a dites sur mon compte.

« On dit que j'ai de l'influence et que j'ai fait faire ou conseillé telle ou telle chose. Max m'étant de beaucoup supérieur en tout, je ne sais d'abord comment je ferais pour lui inspirer quoi que ce soit, et ensuite je suis trop loyale pour rechercher aucune influence. Ce que Max ne me dit pas, je ne le lui demande même pas, et je mets là-dedans plus de scrupule depuis que nous sommes souverains qu'avant, parce que je respecte la dignité dont il est revêtu. Je l'aide en ce que je puis; je fais dans ce moment l'office d'un chef du Cabinet en service extraordinaire, mais je ne fais que lui faciliter le travail ou lui épargner du temps; il n'y a que nous ici qui travaillions, et que je m'en acquitte bien ou mal, je ne m'en vante à personne. Il me semble qu'il est tout naturel, dans une position comme la nôtre, que la femme qui n'est pas mère de famille aide directement son mari. Je le fais parce qu'il l'a désiré, je le fais par le goût de l'occupation utile dont je suis avide, je ne le fais pas par deux grains d'ambition. Chez les laboureurs, la femme contribue quelquefois à la culture du champ : ici, c'est un grand champ bien en friche, il n'y en a pas trop de deux, n'ayant ni enfant, ni rien de mieux à faire. Tout ceci, je ne vous le dis, chère grand maman, que pour que vous jugiez de la véracité des jugements que l'on porte à Rome et ailleurs, où on me prend pour une espèce de virago, quand je suis absolument telle que vous m'avez connue et moins attachée à ma volonté et à ma personne que jamais, parce que c'est une besogne très stérile que la vanité, l'égoïsme et l'ambition. L'ambition de faire le bien, peut-être en ai-je, mais ce n'est pas pour qu'on en parle, c'est pour qu'il soit fait.

Je ne dois faire connaître que ce qui revient à la femme de Max, que le public doit estimer, et cette femme, il est vrai que c'est moi, mais j'en fais abstraction dans cette circonstance; et cela me fait l'effet comme si cela ne rejaillissait que sur cette qualité et non sur ma personne.

« Je vous adresse la description des fêtes du 16 septembre. Le discours de Max a été magnifique et il a fait sensation. Il est impossible de parler d'une manière plus noble et plus émouvante. Nous posons samedi la première pierre de la statue de Morelos, ou plutôt, nous assistons à son inauguration sur l'une des places de Mexico.

« Plusieurs membres de la famille de l'empereur Iturbide ont été élevés au rang de princes. On a vu là-dedans toute sorte de pronostics pour la succession ; ce n'est qu'un acte de justice, de la part d'un Empereur sur le trône, de prendre sous sa protection les descendants d'un Empereur détrôné et qui n'était pas de sang royal. Nous avons au palais, en attendant qu'on leur prépare une demeure, la princesse Joséphine Iturbide, élevée aux États-Unis, et le petit Augustin, enfant de deux ans, frais et rose, pas trop bien élevé jusqu'à présent. L'autre, le jeune Salvator, âgé de quinze ans, son cousin, est élevé à Paris, au collège Sainte-Barbe, d'où il entrera probablement à Saint-Cyr et deviendra, j'espère, officier français. Le reste de la famille retourne en Europe. Les fils de l'empereur Iturbide avaient contracté aux États-Unis des habitudes de jeu et de boisson, qui rendaient leur élévation à la même dignité que leurs neveux impossible. Voilà le fond de l'affaire, dans le cas où les journaux l'envisageraient différemment.

« CHARLOTTE. »

Charlotte insiste sur l'union parfaite qui règne entre elle et l'Empereur.

Vera-Cruz, le 23 décembre.

« Ma bien-aimée grand maman,

« Je viens vous remercier de plusieurs de vos chères lettres que j'ai reçues en voyage et ici (il y en avait une du mois de septembre), et vous féliciter de tout mon cœur de la naissance de la fille de Paris (1) en vous priant de lui exprimer ainsi qu'à

(1) Marie-Amélie, née à Twickenham, le 28 septembre 1865, fille aînée du Comte et de la Comtesse de Paris, mariée à Lisbonne, le 22 mai 1886, au Prince Royal, devenu le roi Carlos Ier de Portugal.

Isabelle, ce même sentiment, et enfin vous dire que je reviens du Yucatan, que j'y ai été reçue avec le plus grand enthousiasme et que je me porte, grâce à Dieu, parfaitement bien. Je désire que ce soit par moi-même que vous appreniez mon heureux retour. Ce que vous aviez la bonté de me dire, dans votre dernière lettre, sur la part qui revient aux femmes en ce monde, rentre tout à fait dans mes idées et je suis heureuse que vous ayez approuvé ma conduite et les explications que je vous ai données. Si vous me voyez me mettre plus en avant qu'on n'a l'habitude de le faire, soyez toujours persuadée que c'est par le désir et pour le bien de Max ; n'y ayant ni héritier, ni autre prince, je suis provisoirement obligée de remplir différents rôles, mais je tâche de faire attention à ce que ces rôles de circonstance ne me fassent pas perdre de vue le principal Nous sommes du reste, Max et moi, tellement unis en politique comme en autre chose qu'il n'y a pas à craindre qu'on cherche à nous séparer en rien, et, si j'obtiens des succès isolés, je les rapporte toujours à lui et il en est souverainement fier et satisfait, comme de ce qui vient de se passer au Yucatan.

« Je pars aujourd'hui pour Mexico, et je vous embrasse de tout mon cœur en me disant pour la vie,

« Votre tendrement dévouée petite-fille

« CHARLOTTE. »

LES ÉPREUVES D'UNE SOUVERAINE

Vers cette époque, deux deuils vinrent successivement frapper l'Impératrice. Au retour de son voyage triomphal au Yucatan, elle apprit la mort de son père Léopold Ier, survenue le 10 décembre 1865, et elle écrivit au Duc de Nemours :

Cuernavaca, le 28 janvier 1866.

« Mon cher oncle,

« J'ai été bien touchée de votre aimable lettre et de l'affectueuse expression de votre sympathie. Je sais combien vous aurez partagé notre juste douleur, vous qui depuis tant d'années avez regardé mon bien-aimé père comme un frère et un ami. Il m'a été bien pénible de ne pouvoir assister à ses derniers moments et recueillir de sa bouche les mots du suprême adieu

que l'on aime à se rappeler pendant toute la vie. Je ne puis trouver d'adoucissement à mes regrets que dans la pensée d'avoir accompli un de ses désirs en venant ici, et dans celle d'avoir reçu sa bénédiction en Angleterre la dernière fois que j'eus le bonheur de le voir. C'est toutefois l'un des plus grands sacrifices que j'aie pu porter à ma nouvelle patrie que d'avoir perdu à cause d'elle la satisfaction de voir encore un père adoré. Le Mexique l'a du reste compris ainsi, et avec ce tact naturel des peuples méridionaux, il n'y a pas de preuves d'affection et d'intérêt que je n'aie reçues de toutes parts avec une touchante unanimité. Les fleurs et les drapeaux ont été remplacés par des tentures de deuil, les cris et les fusées, si ordinaires, par une expression de sympathique tristesse, même chez la population indienne. L'*ayuntamiento* [conseil municipal] de Mexico a spontanément invité les habitants à décorer de noir leurs fenêtres, ce qui a eu lieu pendant trois jours. Je reçois encore tous les matins des lettres de condoléances tant de corporations que d'individus, et mon cher père était si révéré, que même au fond des bourgades du Yucatan où l'on parle à peine l'espagnol, j'ai entendu maintes fois : « *Viva el rey Leopoldo! viva el gran Leopoldo!* » là où l'on savait à peine ce que c'est que la Belgique.

« Adieu, mon cher oncle, l'Empereur vous remercie également des sentiments que vous m'avez chargée de lui exprimer, et en vous priant de dire mille choses affectueuses à mes cousins et cousines qui se sont souvenues de moi en cette occasion, croyez-moi toujours votre bien dévouée nièce

« CHARLOTTE. »

Le 24 mars 1866, la reine Marie-Amélie acheva, à Claremont, une existence si féconde en vicissitudes; une douleur du moins lui fut épargnée, celle de voir la catastrophe où allait sombrer l'entreprise mexicaine qu'elle avait désapprouvée avec tant de clairvoyance.

Ce double deuil, s'ajoutant à des déceptions d'ordre intime, affecta profondément l'Impératrice et la tint à l'écart de la vie politique pendant les premiers mois de 1866, précisément à l'époque où les affaires se gâtaient : la mésentente entre Bazaine et Maximilien s'accentuait chaque jour; les juaristes, encouragés par les États-Unis, devenaient de plus en plus

menaçants; la pénurie financière n'avait jamais été aussi grave, et, comme pour achever le malheureux empire de Maximilien, Napoléon III annonçait son intention de rapatrier prochainement l'armée française. Dans une lettre d'une belle fierté adressée à la comtesse d'Hulst, l'Impératrice affecte de ne pas ajouter foi à cette redoutable éventualité

Palacio de Mejico, le 18 mars.

« Chère et bonne Comtesse,

« Merci mille fois de votre affectueuse lettre et de votre sympathie pour mon malheur. Ne me croyez pas changée par de lointaines grandeurs qui, sur ce continent, ne sont pas entourées de l'encens et du prestige séculaire de l'ancien monde ; la souveraine du Mexique n'a jamais cessé d'être votre enfant et chaque mot de vous lui va toujours au cœur. Cependant laissez-moi, avec mon vieil abandon, rectifier quelques impressions où vous me semblez trop désespérer de la miséricorde de Dieu à notre égard. Notre entreprise, que vous jugez trop sévèrement et que vous regardez comme impossible, ne l'est point ; ce qui en sera, le Ciel seul le sait, mais ce ne sera toujours pas par notre faute qu'elle manquera. N'ajoutez pas trop foi à ce que vous entendez dans notre chère France ; je ne chercherai pas à apprécier les motifs qui font répandre ce bruit assez neuf, après tant d'argent et de soldats dépensés, que cette expédition du Mexique, « la gloire du règne », s'est brisée tout à coup à des obstacles imprévus et inconnus jusque-là.

« Elle est toujours ce qu'elle a été, une idée hardie, difficile, mais où est le mérite sans les risques ? Elle a fondé un Empire qui n'est pas purement une chimère.

« Vous verrez peut-être là-dedans un reflet de l'ambition que le monde m'attribue, et cependant je n'ai pas été le mobile de notre voyage au Mexique, mais je ne serai pas non plus de ceux qui voudraient se rembarquer parce qu'il y a trois ou quatre nuages dans l'air, ou cinq ou six brisants sur la côte.

« Mettez-vous à ma place, et demandez-vous si la vie de Miramar est préférable à celle de Mexico. Non, cent fois non, et je préfère pour ma part une position qui offre de l'activité et des devoirs, même des difficultés, si vous voulez, à contempler la mer jusqu'à l'âge de soixante-dix ans.

« Voilà ce que j'ai quitté, voilà ce que j'ai acquis, maintenant tirez le bilan et ne vous étonnez plus que j'aime le Mexique.

« CHARLOTTE. »

En juin, on reçut à Mexico une note catégorique du gouvernement français fixant le terme de l'intervention. La première pensée de Maximilien fut d'abdiquer. Mais sortant de sa retraite, Charlotte combattit cette résolution de toute son énergie. Pour sauver l'Empire, elle décida de tenter elle-même une suprême démarche auprès de Napoléon III et, le 9 juillet 1866, la courageuse souveraine quittait Mexico qu'elle ne devait plus jamais revoir.

UNE AME EN DÉTRESSE

Un mois plus tard, après une traversée fatigante, elle arrivait à Paris. Les 11 et 13 août, elle eut avec Napoléon III et l'impératrice Eugénie, à Saint-Cloud, des entrevues qui lui laissèrent peu d'espoir. Le 19 août, l'Empereur vint lui-même au Grand-Hôtel, où elle était descendue, et lui fit part de sa résolution irrévocable de mettre fin à l'appui militaire et financier de la France au Mexique. Le coup fut terrible pour la malheureuse princesse. C'est après cette entrevue que, pour la première fois, sa raison vacilla, comme le prouvent ses lettres à Maximilien, récemment publiées par le comte Corti (dans son ouvrage *Maximilian und Charlotte von Mexico*) et où elle voit en Napoléon III l'incarnation de Satan.

Cependant rien dans l'attitude de l'impératrice du Mexique ne laissait encore soupçonner le dérangement cérébral que révèlent ces documents. Ce n'est d'ailleurs, et le fait est à noter, que dans ses lettres à Maximilien qu'on relève des signes d'aberration. Avec ses correspondantes ordinaires, la comtesse d'Hulst et Mme de Grünne, Charlotte reste parfaitement sensée. Ainsi, le 21 août, elle avait écrit à la comtesse de Grünne :

« Ma bien chère madame de Grünne,

« Merci de votre lettre de Blankenberghe. Je vous aurais certainement fait avertir de mon arrivée à Bruxelles; mais, pour le moment, les raisons qui me retenaient à Paris ayant cessé d'exister, je pars après-demain pour Miramar.

« Priez pour moi et pour le Mexique. J'y ai laissé les choses toutes susceptibles de s'arranger; mais de hautes volontés, de ce côté-ci de l'Atlantique, en ont décidé autrement et en subiront probablement le contre-coup. Dans tous les cas, j'ai fait mon devoir, l'Empereur restera fidèle au sien, et Dieu nous protégera ou nous fera connaître sa volonté.

« Je vous embrasse du meilleur de mon cœur.

« CHARLOTTE. »

L'Impératrice quitta Paris le 23 août et se rendit à Miramar où l'on remarqua les premières manifestations extérieures de sa maladie, — manifestations passagères, car cette lettre à la comtesse d'Hulst ne décèle aucun trouble d'esprit :

Miramar, le 7 septembre.

« Ma bonne Comtesse,

« Si vous ne désirez point porter la croix (1) que je vous ai envoyée, gardez-la au moins comme souvenir personnel de nous qui n'a rien à voir avec l'Empire du Mexique. Je verrais avec peine que ce que ma vénérée grand mère a accepté elle-même avec tant de bonté, vous ne le fissiez pas de même, et pour cela aucune permission n'est nécessaire. Si je ne vous l'ai pas expédiée antérieurement, c'était que je voulais vous l'apporter moi-même, ce dont j'ai été empêchée par l'indisposition [de Mme d'Hulst] qui m'a privée de vous voir. J'espère du reste que de quelque manière cette occasion se retrouvera, et je me recommande bien à vos prières en me disant toujours

« Votre bien affectionnée

« CHARLOTTE. »

[P.-S.]. — « J'ai reçu par le câble, fin août, des nouvelles de l'Empereur, qui allait bien, et j'attends celles du paquebot. Je sais le motif de tendre dévouement qui inspire vos craintes, mais je pense que d'ici à peu on verra clairement la Providence dessiner sa volonté selon que la chose sera faisable ou deviendra impossible. Jusque-là, tout le reste serait, vous le comprenez, l'abandon de gens dont l'intérêt bien entendu est que nous continuions à les gouverner, tandis que notre départ

(1) Ordre de Saint-Charles, fondé, le 10 avril 1865, par l'empereur Maximilien, de concert avec l'impératrice Charlotte, et exclusivement réservé aux femmes.

serait la perte plus ou moins rapide, mais irrévocable, de leur nationalité. L'avenir prouvera s'ils comprennent ou non cet intérêt. En attendant, j'ai l'intention d'aller sous peu à Rome pour tenter à tous les points de vue ce qu'il est en mon pouvoir de faire en faveur de notre pays d'adoption ; tant que je lui appartiendrai, ce sera là ma ligne de conduite.

« Je suis ici, à Miramar, dont vous m'écriviez, chère bonne Comtesse, que c'était si triste de vivre sur un rocher à regarder la mer ; là-bas nous avons un empire baigné par les deux océans, une tâche à remplir qui n'est que méritoire, et vous n'êtes pas contente non plus. Dites-moi, ma Comtesse, ce qu'il faut faire pour avoir votre approbation. »

Le 18 septembre, l'Impératrice se mit en route pour Rome, dans l'espoir d'obtenir du Pape le concordat qu'il avait été impossible de conclure avec le Nonce. Elle arriva dans la Ville Éternelle le 25 septembre et fut reçue le surlendemain par le Saint-Père. Pie IX maintint le veto opposé à la sécularisation des biens du clergé au Mexique et son refus de tout Concordat. Charlotte sortit accablée de cette audience ; la seconde, qui eut lieu le 30 septembre, fut l'occasion des scènes les plus désolantes.

Le Pape, après sa messe, prenait son déjeuner ; une tasse de chocolat était posée devant lui ; subitement, au milieu de la conversation, Charlotte y trempe les doigts et, les portant à sa bouche, déclare qu'elle meurt de faim, que tout ce qu'on lui sert est empoisonné ; que les gens de son entourage, soudoyés par Napoléon, en voulaient à sa vie. Le Saint-Père, plein de compassion, essaie en vain de la calmer. Le cardinal Antonelli, appelé, l'engage à rentrer à l'hôtel. Elle refuse de quitter le Vatican, où, dit-elle, elle se sent en sécurité. On est obligé de l'installer pour la nuit dans la bibliothèque pontificale ; des lits y sont dressés pour elle et pour sa dame d'honneur, Mme del Barrio.

Ce n'est que le lendemain soir qu'elle consentit à se laisser ramener à son hôtel. En proie à l'idée fixe d'empoisonnement, elle ne buvait que l'eau puisée par elle-même aux fontaines publiques, ne mangeait que les aliments préparés devant elle par une servante qui était seule exceptée de ses soupçons, passait les nuits sans sommeil. Le comte de Flandre, prévenu, accourut à Rome et emmena sa malheureuse sœur.

LA CHUTE DANS LA NUIT

A Miramar, on put se rendre compte de la nature de la maladie. Il s'agissait d'une folie, avec intervalles lucides parfois assez longs, et qui se traduisait par l'idée fixe d'empoisonnement, de la mégalomanie et des terreurs religieuses. Comme traitement, les médecins aliénistes prescrivirent l'isolement.

En août 1867, la reine Marie-Henriette se rendit à Miramar et ramena sa belle-sœur en Belgique.

L'Impératrice fut installée au château de Tervueren, où de grands et beaux appartements avaient été préparés, un personnel d'élite réuni. Le bruit ayant couru que Charlotte était violemment agitée, des barreaux avaient été posés aux fenêtres. Elle s'en aperçut et dit simplement : « Tiens, le Roi a fait mettre des grilles ; il a peur sans doute que je me jette par la fenêtre. »

On connaît le lamentable épilogue de l'entreprise mexicaine. Pendant que sa femme se débattait dans les affres de la folie, Maximilien, abandonné par la France, avait été, après une courte lutte, pris dans Queretaro par les juaristes, et était tombé, le 19 juin 1867, sous les balles d'un peloton d'exécution. Sur l'avis des médecins, on cacha tout d'abord à l'Impératrice le terrible sort de son époux. Elle n'en fut instruite qu'en janvier 1868, quand le *Novara* ramena le corps en Europe. Charlotte pleura longtemps dans les bras de la reine Marie-Henriette et, pour la première fois depuis sa maladie, demanda à se confesser.

L'émotion provoquée par la tragique révélation sembla d'abord avoir produit une révolution salutaire dans l'état de l'Impératrice. Les jours qui suivirent, la malade fut jugée assez bien pour demeurer à Laeken. C'est de là qu'elle écrivit à Mme d'Hulst cette lettre si touchante, si parfaitement lucide :

Laeken, 28 janvier 1868.

« Ma bonne et chère Comtesse,

« Le langage de votre affection maternelle m'a été doux au milieu de ma si profonde douleur. Comme vous le dites, Dieu seul a des consolations pour de telles pertes qui brisent en un jour le bonheur de toute la vie. Priez-le bien pour moi, priez-le

pour celui qui, pendant dix ans, m'a rendue heureuse, priez-le pour que j'accomplisse toujours sa sainte volonté.

« Lorsque je me reporte à ce soir qui précéda mon mariage et que je passai avec vous, combien étais-je loin de prévoir que toutes ces joies dussent être si courtes, cette union si tôt rompue! Dieu sait ce qu'il fait. Sans doute qu'il lui a semblé que mon bien-aimé Empereur avait déjà mérité l'éternité, et qu'il a voulu ne pas lui faire attendre la récompense. Certainement, il est impossible de voir une fin plus belle et plus chrétienne, qui même, s'il est permis de faire cette comparaison, ait eu plus de rapport avec le sacrifice accompli sur le Calvaire. Si les hommes traitèrent ainsi le Fils de Dieu, comment s'étonner qu'ils n'aient pas épargné non plus celui des Rois, dont le seul crime aussi avait été de faire le bien et de se dévouer pour le salut des autres?

« Priez donc toujours pour moi, ma chère Comtesse, et croyez-moi constamment, comme par le passé, votre tendrement affectionnée

« CHARLOTTE. »

L'amélioration se maintint plusieurs mois et on put même envisager une guérison définitive.

Voici, en effet, deux lettres, adressées à la comtesse d'Hulst, qui témoignent encore de la plus entière liberté d'esprit, sont du ton le plus naturel.

Dans la première, Charlotte revient surtout sur les événements de son enfance, qui sont, comme elle le dit, les « points lumineux » de sa vie :

Laeken, le 17 août.

« Chère et bonne Comtesse,

« Je prends la plus vive part à vos peines et à la maladie si prolongée du comte qui doit bien vous affliger. Il est vrai que je pense beaucoup à vous. Les saintes journées dont vous me parlez resteront toujours gravées dans ma mémoire, car je vous devais la préparation qui en a fait des points lumineux dans ma vie. La petite Vierge du 5 mars est suspendue ici, comme autrefois; le petit livre de l'*Imitation*, le *Combat spirituel* y sont également et je les ouvre souvent.

« Que vous dirai-je, à mon tour, de ma famille? Léopold a

ses trois enfants fort gentils, dont le fils souffrant depuis trois mois; mais on a l'espoir qu'il pourra encore se rétablir. La Reine a été pour quelque temps à Spa, que nous avons aussi visité ensemble. Philippe et sa femme sont en voyage. Ils se sont installés dans un superbe palais ruisselant de dorures, place Royale, pas loin de l'hôtel de Flandre. Le parc de Laeken a été beaucoup changé et remanié dans le style moderne. Mes anciennes chambres, en bas, sont devenues la demeure royale, et l'on puise des inspirations politiques, là où avaient lieu nos pieuses conversations. J'ai vu plusieurs fois Mgr de Malines, [cardinal Dechamp] et profité de sa présence avec Marie. Il n'est guère changé, le costume excepté. Mme de Grünne vient souvent également, comme elle vous l'a écrit.

« Adieu, chère bonne Comtesse. Je viens de me figurer que je causais avec vous en réalité, comme j'avais espéré le faire à pareille époque, il y a deux ans. Je vous embrasse, et, dans l'espoir que vous me donnerez bientôt encore de vos nouvelles, je me dis toujours

« Votre tendrement affectionnée

« CHARLOTTE. »

Dans la seconde lettre, écrite en remerciement des souhaits de fête que lui avait adressées sa vieille et fidèle amie, l'Impétrice lui trace un tableau de ses occupations, lui fait de sa vie et de son installation, à Laeken, une description où ne se trahit pas une défaillance, où pas un mot ne sonne faux.

Laeken, le 2 novembre.

« Ma bonne Comtesse,

« Je reçois aujourd'hui votre aimable lettre avec plaisir et gratitude. Je regrette seulement d'apprendre la situation douloureuse où vous laisse l'état prolongé du Comte. Quant à moi, comme vous le dites, il n'y a plus d'anniversaire joyeux, moins peut-être celui qui m'a été souhaité encore il y a deux ans, par le câble transatlantique, par celui auquel ma vie était vouée. Je vis au jour le jour dans ma solitude, lisant beaucoup, brodant, écrivant, me promenant autour du parc. Marie a détaché près de moi deux dames qui sont fort bien, Mme Moreau, fille du général Frison, et Mlle de Bassompierre, qui assure descendre du fameux maréchal. Mon neveu est à peu près le même; j'ai

été portée à augurer favorablement de sa guérison ; j'espère que je ne me trompe pas. Ses parents en sont naturellement fort occupés. Les filles prospèrent; c'est l'aînée qui m'a apporté votre lettre ; elle est assez grandie depuis que je suis ici.

« La Reine m'a arrangé depuis cet été un charmant salon avec un goût parfait et une tendre sollicitude dont j'ai été très touchée. J'habite ce qui composait les anciennes chambres de Léopold et de Philippe ; je dîne là où était le billard sur lequel jouait M. de Briey.

« Il est probable que le ménage royal passera aussi l'hiver à Laeken et non à Bruxelles. Philippe et sa femme ont été quelque temps à Tervueren, d'où ils sont retournés à leur somptueux hôtel en ville.

« Adieu, ma bonne Comtesse. Vous me demandez nos prières ; les rôles sont renversés, c'est moi qui me recommande aux vôtres avec une sincère et filiale ardeur.

« Croyez-moi toujours votre tendrement affectionnée

« CHARLOTTE. »

Mais bientôt les symptômes alarmants reparurent, et tout espoir dut être abandonné.

La dernière lettre sensée, écrite par l'Impératrice à la comtesse d'Hulst, est du 24 mars 1869 :

« Ma bien chère Comtesse,

« Aujourd'hui, jour de la mort de ma vénérée grand mère et de la naissance de mon bien-aimé Philippe, j'apprends le coup cruel qui vous a frappée. Croyez à la part vive et sincère que j'y prends.

« Saint Joseph, patron de la bonne mort, auquel ce mois est spécialement consacré, aura accompagné cette âme chrétienne au Ciel. Je prie Dieu de vous accorder toutes ses consolations.

« Mon cœur et mes pensées sont avec vous, priez aussi pour moi. Et croyez-moi toujours votre tendrement affectionnée

« CHARLOTTE. »

En mai 1869, la malade fut ramenée à Tervueren, où elle demeura dix ans. Le 3 mars 1879, cette résidence fut détruite par un incendie. Cet événement provoqua une heureuse réaction.

L'Impératrice revit sa famille à Laeken, se décida à se livrer à quelques menus travaux, à écouter la lecture, à faire toilette, à sortir dans le parc, à dîner avec les personnes de sa suite.

Le 5 avril 1879, elle fut installée au château de Bouchout, où elle vit encore.

A partir de ce moment, les périodes de lucidité, jusque-là assez fréquentes, vont s'espaçant de plus en plus pour disparaître complètement. Les ténèbres se font peu à peu en cette âme jadis si vaillante, en cet esprit si lumineux. La vie de l'infortunée souveraine se partage entre des crises caractérisées par des actes de violence, d'emportement, une monomanie destructive, et des périodes de calme physique, d'existence presque végétative où, cependant, elle reprend quelque goût à des occupations ordonnées.

Sans se lasser, depuis cinquante-sept ans, son entourage a noté avec un soin pieux, en des rapports qu'il nous a été permis de parcourir, les diverses phases de ces étranges égarements.

Impatientée des lenteurs d'une servante, elle s'écria un jour : « Quand je régnais, je levais le doigt et la femme de chambre venait. » Il n'est pas rare de l'entendre prononcer des phrases de ce genre : « Ne faites pas attention, monsieur, si on déraisonne... Oui, monsieur, on est vieux ; on est bête, on est fou... La folle est toujours vivante... Monsieur, vous êtes chez une folle. » La Princesse conserve une certaine notion des dates, non des années, mais des jours, des anniversaires : ceux de sa naissance, de sa fête, de sa première communion. Elle a parfois des accès passagers de gaieté. Ainsi, un jour, sa vieille dame d'honneur, Mlle de la Fontaine, tardant à accourir à son appel : « Rien d'étonnant, fait l'Impératrice, avec une dame séculaire ! » Une autre fois, elle accueille par ces mots, la même dame, dont le chef s'ornait d'une perruque : « Voilà le vieux des vieux, mais pas le jeune vieux! Les cheveux ne deviennent donc jamais gris? »

Ces dernières années encore, elle acceptait de s'occuper de sa toilette, d'échanger ses douillettes du matin contre des robes d'intérieur princesse, de coiffer ses cheveux, coupés courts, de bonnets à rubans assortis aux couleurs de ses robes, de chausser des souliers à rubans pareils. Elle écoutait les lectures faites par ses dames d'honneur, se mettait quelquefois au piano et exécutait même des morceaux à quatre mains,

travaillait à de menus ouvrages d'aiguille et de broderie, prenait, à l'occasion, plaisir à une partie de cartes. Le premier de chaque mois, régulièrement, elle tenait à aller mettre le pied dans le canot amarré à l'appontement de la pièce d'eau du château.

Mais, la plupart du temps, la malheureuse s'absorbe en de longs silences, ou au contraire en des conversations, des discussions passionnées en français, anglais, allemand, italien, espagnol avec d'imaginaires interlocuteurs, discussions trop incohérentes, trop décousues, pour qu'on puisse deviner quelles pensées occupent ce cerveau.

Du passé, du Mexique, de Maximilien, elle n'a jamais parlé directement à personne. Mais dans ses soliloques passent de temps en temps, bien rarement, des phrases, des interjections qui prouvent que parfois sa pensée obscurcie revient sur ces lamentables souvenirs : « Monsieur, on vous a dit qu'on avait eu un époux ; un époux, monsieur, empereur ou roi !... Un grand mariage, monsieur, et puis la folie !... La folie est faite des événements !... Monsieur, vous êtes cause de l'assassinat !... S'il avait été aidé par Napoléon !... »

Des événements contemporains, la malade ne paraît avoir qu'une faible conscience. On lui a caché les morts survenues dans sa famille. Les a-t-elle soupçonnées ? Peut-être. Un jour on lui a entendu dire : « Moi aussi, je mourrai ! *Miserere mei, Deus !* »

Qui pourra, sinon la mort, libérer de la nuit où elle est ensevelie cette âme désolée et plaintive ?

Comtesse de Reinach Foussemagne.

POUR VERSAILLES, REIMS ET FONTAINEBLEAU

UNE GRANDE LIBÉRALITÉ AMÉRICAINE

Le don d'un million de dollars que M. Rockefeller junior a fait récemment à la France est un acte d'une portée très haute : il prouve qu'une solidarité intime unit, désormais, tous les esprits éclairés, toutes les âmes nobles dans un amour commun pour les monuments laissés par les siècles antérieurs aux temps actuels et futurs. Cet internationalisme de la beauté est une grande acquisition de l'esprit humain. Et c'est aussi une leçon pour l'humanité. Personne ne s'aviserait plus, à l'avenir, de dégrader un temple antique pour augmenter les collections d'un musée ; personne ne se permettrait plus d'enlever les monuments des arts en vertu du droit de conquête ; et si, au cours de la dernière guerre, on a osé tirer sur la cathédrale de Reims sous un prétexte militaire, ce forfait a soulevé l'indignation de tout le monde civilisé. L'humanité entière se déclare responsable d'une pareille dette de guerre. La vraie civilisation, — si différente de la « culture », — s'élève à jamais contre une telle violation du droit des gens et du droit des morts puisqu'elle s'inscrit spontanément pour la réparer.

La donation Rockefeller obéit à un sentiment plus touchant encore, je veux dire « à la grande pitié qu'il y a au royaume de France ». De ce sentiment, la France est profondément émue : il y a donc des étrangers qui éprouvent ce qu'elle éprouve elle-même, quand elle assiste à la disparition lente ou brutale de ses plus beaux monuments !

Depuis deux mille ans, depuis que le phare de la Turbie a

été allumé sur nos hauteurs pour y répandre la lumière méditerranéenne, cette antique population de la Gaule a travaillé, sans une minute de répit, à tisser cette vêture d'édifices qui a perpétué sur son sol et transmis à d'autres peuples les traditions, la technique, l'idéal qu'elle avait reçus des anciens. L'Asie, l'Égypte, la Grèce, Rome, le Moyen-âge, la Renaissance, le paganisme, le christianisme, tous les *temps* de l'histoire, toutes ses actions et réactions se sont inscrits sur ces *memoranda* de pierre. Or, c'est, maintenant, un homme venu du continent de Christophe Colomb qui aide la France à préserver ce qui n'a pas disparu de cet incomparable patrimoine.

Mon collègue à la Commission Rockefeller, M. Paléologue, me disait : « N'est-ce pas un fait providentiel de voir ce palais de Versailles, où Franklin fut reçu par le Roi de France dans sa gloire, devenir l'objet de la sollicitude généreuse d'un des fils libres de la grande République américaine ? » En un siècle et demi, ce cycle s'est accompli. Tant est profonde l'unité de sentiments que les grands faits historiques, — surtout quand le cœur y est pour quelque chose, — impriment au cœur de l'humanité !

***

Une fois sa décision prise, le généreux donateur ne s'est pas désintéressé des modalités de l'application. Un exposé précis a fait connaître la pensée exacte qui présidait à cet acte mûrement réfléchi : « M. Rockefeller, était-il dit dans un document communiqué aux organisations compétentes, estime de la plus haute importance que le don est fait de telle façon qu'il ne remplace pas les dons individuels ou ceux de l'État français. Il doit ne gêner en rien les travaux entrepris avec les produits provenant d'autres ressources, et notamment avec les sommes inscrites normalement au budget. »

Des précisions apportées au sujet des dépenses concernant Reims, Fontainebleau et Versailles, il résultait que le donateur portait son attention particulièrement sur les travaux de réfection des constructions proprement dites : à Reims, le toit et la flèche ; à Fontainebleau, les toits, les murs, les menuiseries et la ferronnerie exposées à la destruction, le rejointoiement des pierres « et tous autres travaux de ce genre qui auront pour résultat de parer à une désagrégation chaque jour plus grande

dans le château et dans le parc, si on n'y remédie pas rapidement ». A Versailles enfin, les sommes allouées devaient s'appliquer à la restauration, tant en ce qui concerne les bâtiments que le parc, « le tout en accord et collaboration avec les travaux actuellement faits ou projetés par l'État ».

L'ordre des travaux à engager sur ces nouvelles données se développait donc ainsi qu'il suit : les réparations aux toits contre les infiltrations d'eau et les intempéries; les réparations extérieures nécessitées par les intempéries; la peinture des boiseries extérieures, la mise en état des ferronneries, le rejointoiement des pierres. Cette partie de l'œuvre une fois menée à bonne fin, on pourrait songer à la restauration intérieure, à celle des treillis, statues, fontaines, etc.

Ces directives étaient la sagesse même; elles indiquaient aussi la volonté de principe, de collaborer en toute confiance avec l'administration française compétente, c'est-à-dire, dans ce cas, l'administration des Beaux-Arts aidée des organismes qui l'entourent et, au premier rang, la Commission des monuments historiques; elles marquaient le désir de laisser au Gouvernement français l'autorité qui lui appartient avec la part de responsabilité qui lui incombe; elles exprimaient, en outre, la volonté formelle, — ces principes étant observés et ces sages distinctions assurées, — de faire passer avant tout les travaux ayant trait à la construction, à la consolidation, à la préservation des parties essentielles et de laisser au second plan les projets visant à la restauration proprement dite ou à l'embellissement.

La ligne de conduite ainsi tracée fut acceptée sans nulle difficulté par les groupements et les personnalités chargées, soit par l'administration française, soit sur la désignation de M. Rockefeller lui-même, de veiller à l'exécution. Pour répondre aux intentions du donateur, il fut fondé un comité franco-américain chargé de suivre la marche générale des travaux et d'allouer, selon les besoins, les crédits nécessaires; l'accord s'établit sur les principes, et l'on se mit au travail.

*
* *

On était d'ores et déjà, en présence de plans et devis longuement élaborés et étudiés par les architectes que désignaient leurs fonctions officielles et dont le mérite, la loyale et droite bonne volonté sont reconnus par tous.

S'il est un reproche à faire à ces architectes, ce n'est assurément ni celui d'insouciance, ni celui d'incompétence. Tous ont obtenu les situations qu'ils occupent à la suite d'examens sévères et comme développement d'une carrière d'études, d'expériences et de travaux achevés. Une fois arrivés à ce point culminant où leur est confiée la garde des palais et monuments nationaux, tous se consacrent avec ferveur, avec passion à leur tâche. Toujours en appétit des ressources nouvelles que réclame leur clientèle de marbre et de pierre, leurs projets d'emploi sont prêts longtemps d'avance. Ils voudraient parer au mal partout et tout de suite.

La libéralité de M. Rockefeller survint comme une manne. Ces hommes de l'art qui l'avaient tant désirée et qui l'avaient encouragée par la confiance qu'ils inspiraient et par les desiderata qu'ils avaient formulés, n'eurent qu'une idée, eux qui attendaient depuis si longtemps : agir sans une seconde de retard. De là, sans doute, certaines hâtes qui provoquèrent les critiques que l'on sait.

Versailles fut, d'abord, sur le tapis et l'opinion fut saisie soudain de la question de l'abattage des arbres autour du bosquet de la fameuse colonnade de Mansart; et, par suite, son attention fut attirée préventivement, — car, ici, rien n'était entrepris, ni même entamé, — sur d'autres points, les travaux des toitures, ceux de l'Orangerie, ceux de Trianon, le déplacement des statues de la cour d'honneur. La polémique, une fois la porte ouverte, se lança sur ces diverses pistes : tant est vive la sensibilité française quand il s'agit des monuments de notre passé!

Nous y reviendrons; mais, d'abord, il faut suivre l'ensemble des mesures qui furent décidées selon les lignes générales tracées par le donateur.

*
* *

Il s'agissait donc de disposer de la somme toujours intacte allouée par M. Rockefeller pour chacun des trois ordres de travaux prévus : Reims, Fontainebleau, Versailles.

Avant tout, Reims.

La pensée de M. Rockefeller ne laissait aucun doute; le document déjà cité portait en premier lieu :

« Il s'agit de remplacer le toit et la flèche de la cathédrale en refaisant ce qui existait auparavant. » Il était prescrit, en

outre, qu'on recevrait, pour ces travaux, une somme de 250 000 ou même 300 000 dollars.

Pour le toit de la nef, il parut convenable de s'en tenir, d'abord, à la réfection du toit lui-même. Le comité se trouvait en présence d'un projet de l'administration des Beaux-Arts, conçu et étudié à fond par M. Deneux, architecte de la cathédrale. La maquette en était présentée : il s'agissait, par un procédé nouveau, mais auquel les belles inventions de Philibert Delorme n'étaient pas étrangères, d'élever sur une articulation de pièces en ciment armé, substituée aux charpentes de bois devenues à peu près irréalisables, une couverture exactement pareille à celle qui avait été détruite par le bombardement.

Certains détails, malgré leur importance, comme celui de l'arête ayant jadis couronné le faîte, et comme la construction de la flèche qui, élevée au moyen âge, n'existait plus en 1914, furent réservés, et l'ensemble du projet parut d'une exactitude, d'une beauté et d'une technique si parfaites qu'on se décida sans nouveaux retards : le comité franco-américain ouvrit à l'administration des Beaux-Arts les crédits nécessaires pour que la toiture de Reims fût commencée, et pût être achevée sans désemparer.

Passons aux travaux de Fontainebleau. M. Rockefeller avait alloué à Fontainebleau, « château et parc », une somme de 50 000, et, au besoin, de 100 000 dollars. Les indications données sur la méthode à suivre comportaient une réfection sérieuse de toute la partie des bâtiments dont la sécurité et la solidité étaient compromises.

La Commission des monuments historiques s'était déjà saisie de la question. Son avis motivé se complétait par une étude approfondie émanant de M. Brey, architecte du palais. Une visite faite au château et dans le parc par deux membres du comité franco-américain qu'avait bien voulu accompagner la marquise de Ganay, présidente de la Société des amis de Fontainebleau, confirma l'opinion émise par la commission des monuments historiques sur la convenance et l'ordre des travaux.

On se trouvait, à Fontainebleau, en présence de graves périls pour la santé de l'édifice. Les toitures ne protégeaient plus la construction intérieure. Depuis longtemps, la nécessité

de refaire les combles et couvertures au-dessus des grands appartements s'imposait. Les projets étaient mûrement élaborés ; ils consistaient à projeter au-dessus de la jonction des deux toits une voûte en plomb destinée à recouvrir, une fois pour toutes, cette jonction toujours déficiente. La dépense était évaluée à près d'un million de francs. L'utilité et l'urgence étaient incontestables. La somme fut accordée sans délai.

De même, il était conforme aux vues du donateur et à des nécessités non moins urgentes, de procéder à la remise en état des fenêtres et portes du palais, au rejointement des bâtiments en pierre de taille ou balustres, des enduits des façades. Disons franchement qu'il y avait là comme une lèpre courant sur la figure de la noble demeure et qu'il fallait guérir. Un crédit de 150 000 francs fut ouvert à cet effet. Enfin, le donateur avait expressément visé la mise en état du parc. Ici, ce qui pressait le plus, c'était la réparation des bassins dont les eaux se perdaient, celle des perrons lamentablement écroulés ou disjoints, la consolidation des fontaines de Diane et d'Ulysse, des berges de Romulus. A cet effet, un crédit de 202 000 francs fut voté : il importait, en effet, d'aborder ces travaux avant la venue de l'hiver.

D'autres questions se posaient que connaissent bien les familiers de Fontainebleau : il s'agit surtout de la remise en état des eaux, de l'étang des Carpes, du grand parc et du canal ; il s'agit surtout de la réfection des combles et façades de l'ancienne Comédie. Ces travaux sont désirables, il ne semble pas qu'il puisse y avoir deux avis à ce sujet : les toitures et façades, détruites ou altérées à la suite de l'incendie de 1887, défigurent complètement cette partie de l'édifice. Quand, au cours de la visite, les yeux tombent soudain sur cette page meurtrie et dénudée dont la ligne horizontale, obtenue par une réparation de fortune, fend le ciel si disgracieusement, on se croirait aux pays dévastés. Voici, d'ailleurs, les constatations techniques relevées par les hommes de l'art :

« Des façades délabrées, mal protégées, depuis ce temps, contre les intempéries, présentent des pierres disjointes, effritées par la gelée, remplacées par endroits par de mauvais enduits, des corniches qui menacent ruine, de grandes parties d'enduit détachées, le grand pignon laissé à nu du côté des appartements avec une souche de cheminée qui s'écroule ; et

les couvertures voisines subissant l'influence de ce triste abandon sont en très mauvais état... »

Il est vrai qu'un comble provisoire a été mis à la place de l'ancien comble, lorsque, sur une initiative généreuse, on a établi dans le palais l'école des architectes et artistes américains. Mais il faut bien reconnaître, aussi, que ce comble n'a ni lignes adéquates ni chance sérieuse de durée; et la pénible impression que donne ce coin du palais s'accentue encore, quand on voit, à l'intérieur, ces beaux couloirs et ces salles splendides transformées en cuisines, en buanderies, en débarras; le tout paraît livré à une négligence indéfendable, alors que l'objet nouveau auquel cette partie du palais est destinée, à savoir l'enseignement de l'art et notamment de l'art architectural, devrait la protéger contre le délabrement et contre les risques d'un nouvel incendie.

La pensée de M. Rockefeller paraissait bien avoir été de remédier à cet état de choses et aussi de consacrer certaines sommes à l'entretien des eaux, étangs et bassins. Cependant, en présence de nécessités plus urgentes, et pour permettre une étude plus complète, il fut sursis à ces travaux. Les disponibilités éventuelles et les résultats d'une étude définitive permettront de prendre une décision ferme à bref délai.

***

Restait la question qui a passionné l'opinion, les travaux engagés au palais de Versailles.

Il ne paraît pas douteux que M. Rockefeller ait eu une sollicitude toute particulière pour Versailles. Son sentiment à ce sujet s'est exprimé, il est vrai, très discrètement ; avec un tact parfait, il formula l'observation suivante : « Le peuple français, qui réagit si vivement et a une sensibilité si fine, pourrait trouver malséant qu'un Américain tentât de dicter la manière de procéder aux frais d'entretien de propriétés françaises. Il va sans dire que le comité, se conformant strictement aux termes du don, a le pouvoir suprême et sans appel en ce qui concerne la répartition de ce don, etc... » Mais, ce scrupule étant respecté, l'intention du donateur n'en résulte pas moins d'un fait, c'est qu'il alloue, pour les travaux à entreprendre à Versailles, la somme la plus importante de toutes. « Le reliquat du don, dit le document précité, qui s'élèverait probablement

à 700 000 dollars ou certainement pas à moins de 600 000 dollars, serait consacré à la restauration de Versailles, tant en ce qui concerne les bâtiments que le parc. »

Ici, aussi, les études étaient prêtes. On se trouva en présence d'un premier programme qui comportait la réfection simultanée du château et des jardins. Ce programme, qui souleva quelques objections vite écartées, se présentait ainsi qu'il suit : réfection des menuiseries et fermetures extérieures ; remise en état des parcs et jardins du domaine ; restauration du théâtre de Marie-Antoinette, restitution des trophées, pots à feux, balustrades ; enlèvement des statues de la cour d'honneur.

On sait quelle tempête a soulevée l'entreprise immédiate du n° 2 : entreprise qui commença avec une hâte surprenante par l'abattage des arbres du bosquet autour de la colonnade de Mansart. Les protestations éclatèrent de toutes parts. Jamais le vers de Ronsard n'eut une application aussi spontanée :

Écoute, bûcheron, arrête un peu ton bras !...

L'œil des familiers de Versailles était habitué aux magnifiques ombrages qui entouraient de leur auguste balancement la blancheur des colonnes. Ce tableau classique où le génie de l'architecte se mariait à celui de Le Nôtre ; l'union séculaire de l'art et de la nature, le tout donnait une impression de sérénité et de grandeur qui paraissait devoir être à jamais respectée... Cependant, il faut bien le reconnaître, la nature avait poursuivi son œuvre ; les arbres avaient grandi, leurs troncs s'étaient élancés et leurs ramures mêmes avaient, en épuisant leur sève, perdu de leur fraîcheur ; les racines se glissaient jusque sous les dalles de marbre et sous les piédestaux, menaçant la colonnade elle-même ; à chaque hiver, les feuilles pourries colmataient les eaux, la neige et la glace disjoignaient les pierres. Les dix années écoulées depuis 1914, avec la négligence suite de la guerre, avaient ajouté au mal déjà accompli et au péril menaçant. Un jour ou l'autre, il faudrait engager la lutte même contre ce qu'il y a de plus précieux, mais aussi de plus redoutable dans les jardins, — les arbres.

Cette lutte, on l'engagea, — sans d'ailleurs que la donation Rockefeller y fût pour rien, — mais combien rudement ! Le promeneur, sans avoir le temps de se prémunir contre sa surprise,

se trouva, un triste matin d'automne, en présence d'un « bois sacré » dénudé, devant un Hubert Robert saigné à blanc... Le bûcheron dut arrêter son bras. Mais le mal était fait et la polémique était engagée. Elle dure encore : elle a fait, à son tour, des victimes. Peut-être, au printemps prochain, les arbres qui sont restés, — car il en reste, heureusement, — apporteront-ils, par leur frondaison nouvelle, quelque adoucissement à cette douleur éloquente. Attendons, de la nature elle-même, le remède au mal qu'elle a causé et qu'elle a subi.

La polémique a eu, du moins, cet avantage d'éveiller l'attention publique et de faire apporter des modifications profondes au programme, ou mieux de faire adopter un programme nouveau, qui, cette fois, se rapproche beaucoup plus des intentions mieux connues du donateur.

Ce nouveau programme met en première ligne la réfection des couvertures, puis les autres réparations extérieures nécessaires pour arrêter les dégâts causés par les intempéries, ensuite les travaux de peinture sur les boiseries extérieures, les ferronneries et les rejointoiements divers à exécuter dans les bâtiments, les jardins. C'est seulement lorsque toutes ces opérations seront achevées que, selon une indication finale du document déjà cité, seront envisagées, s'il y a lieu, les réfections de treillages, la restauration des statues et des pièces d'eau dans les jardins.

Il ne peut être question de donner ici le détail des travaux qui, pour les couvertures du grand palais, intéressent notamment celle de la Galerie des glaces, celle de l'attique nord, côté jardins, celles des ailes nord et sud du pavillon des Ministres. Sont prévues, en plus, la restauration des façades, ailes nord et sud, aile Gabriel et pavillon Dufour, façade de la rue des Réservoirs, ancien Opéra, bâtiment des Acteurs, façade sur la Cour des princes.

Une question très délicate se posait au sujet de Trianon : personne ne mettait en doute la nécessité de remédier à l'état de délabrement du théâtre de la Reine, de Trianon sous bois, des grands communs de Trianon. En ce qui concerne spécialement Trianon sous bois, il ne pouvait être question de modifier en quoi que ce fût les couvertures refaites. Mais, pour celles qu'il s'agissait de remplacer, devait-on s'en tenir aux toitures de Gabriel, qui altèrent l'effet des balustrades, ou revenir, avec les moyens de construction modernes qui donnent toute garantie

de solidité, au dessin primitif, celui qui avait été réalisé par Mansart? Après une discussion où M. André Hallays exposa avec une grande autorité ce *cas* difficile, on s'arrêta à l'idée de ménager graduellement, pour l'avenir, un retour à la conception de Mansart.

En ce qui concerne d'autres travaux d'une importance non moindre et d'une urgence plus grande encore, s'il est possible, il ne pouvait y avoir de débat; il s'agit de la restauration des menuiseries extérieures, serrurerie, peinture, vitrerie, pour le palais de Versailles lui-même, pour la grande Orangerie de Versailles, pour le théâtre de Trianon, pour les façades du grand et du petit Trianon.

De même, pour la restauration des ferronneries, grille de l'orangerie (Versailles), cour d'honneur de Trianon; rampe extérieure de Trianon sous bois. L'aspect lamentable des grands Communs de Trianon motivait, de l'avis unanime, une mise en état immédiate : c'est une ruine honteuse due à une négligence prolongée pendant de longues années; il faut sauver ces délicieuses demeures, tandis qu'il en est temps encore et leur rendre leur bonhomie et leur charme primitifs.

Sur ces données générales, conformes à l'avis de la Commission des monuments historiques, au rapport des architectes et, comme on l'a dit déjà, au sentiment exprimé avec tant de discrétion par le donateur, les crédits pour Versailles furent accordés, étant entendu que les autres travaux, comme les élagages, les treillis, le déplacement des statues, etc., étaient, jusqu'à nouvel ordre, réservés.

A Reims, à Fontainebleau, à Versailles, on travaille.

On travaille, et cela aussi est une considération qui a son prix. Le temps a son mot à dire. Retarder indéfiniment, sous prétexte d'échapper à la critique, c'est un autre genre de responsabilité qui ne va pas sans d'autres graves inconvénients. Les Américains sont les « hommes du fait » : ils désirent voir leurs intentions se réaliser, ne serait-ce que pour les compléter et les parachever, le cas échéant.

Certes, les sujets de discussion ne manquent pas, soit dans les parties réservées, soit dans les parties non réservées. Les hommes de l'art ne sont pas tous du même avis, *grammatici certant*. L'opinion est trop souvent divisée, ne serait-ce que pour

faire sentir son autorité. Qu'on la consulte et qu'on travaille devant elle au grand jour, fort bien : mais à une condition, c'est que les discussions ne retardent pas l'œuvre indéfiniment! Car, enfin, il faut aboutir.

Il est facile de deviner les divergences d'appréciations qui peuvent se produire, par exemple, au sujet de l'arête et de la flèche de Reims, au sujet de la reconstruction de la toiture du théâtre de Fontainebleau, au sujet de l'étang des Carpes, etc. Et à Versailles, que ne dira-t-on pas, quand il s'agira de décider s'il convient de nettoyer les statues du parc, de toucher aux bassins, de déplacer les statues de la cour d'honneur? Chacune de ces résolutions, qu'il faudra bien prendre pourtant, — soit qu'on agisse, soit qu'on renonce à agir, — provoquera ce qu'on appelle, dans les assemblées parlementaires, des « mouvements divers ». Qu'au moins, ces mouvements ne s'annulent pas jusqu'à créer l'immobilité.

Un donateur qui est, à la fois, un homme de goût et un homme d'action, a offert à la France les sommes nécessaires, pour sauver ou reconstituer les plus beaux et les plus précieux parmi les monuments français. Quand il viendra parmi nous, au printemps, à l'été peut-être, qu'on puisse lui montrer, du moins, des toitures refaites, des murs consolidés, des façades et des balcons reconstitués, et non pas seulement de savants rapports, de brillants articles et de beaux duels au premier sang!

GABRIEL HANOTAUX.

J.-B. DE LA SALLE

ET LES

FRÈRES DES ÉCOLES CHRÉTIENNES

Il y a exactement deux cents ans que furent approuvées, par le Saint-Siège, les règles de l'Institut des Frères des Écoles chrétiennes, où il est défini que cette congrégation se propose pour objet « la gloire de Dieu et le service des pauvres ». La Bulle de Benoît XIII est datée du 25 janvier 1725.

Date importante au delà de l'appréciation commune. Dans les nombreux pays où les Frères sont reçus avec honneur et libres d'enseigner les enfants du peuple, en Europe, où ils ont 432 écoles; en Asie, où ils ont 50 écoles; en Afrique, où ils ont 55 écoles; en Amérique, où ils en ont 282, cette date a été fêtée, marquée par des réunions, des remerciements bien dus. Chez nous, je ne sais ce qui s'est passé. Nous aurions eu surtout des excuses à présenter à de si bons serviteurs, dont toutes les écoles, — plus de 1 500, — ont été fermées. Du moins convient-il, à l'occasion du deuxième centenaire de cet Institut de la charité intellectuelle, de relire avec une certaine attention, quelques traits de la vie de son fondateur Jean-Baptiste de la Salle : on y peut trouver des raisons d'admirer, de moins s'étonner des ingratitudes passagères, et de ne point douter des retours de la justice.

L'homme qui devait fonder, pour l'éducation des enfants du peuple, l'Institut des Frères des écoles chrétiennes, appartenait à une famille de noblesse ; celui qui devait montrer une conformité si attentive et si soutenue à l'esprit de pauvreté était un riche. La Providence a de l'esprit : elle entend l'avan-

tage des pauvres mieux que les pauvres eux-mêmes. Ceux-ci, consultés, auraient répondu, j'imagine : « Puisque le Seigneur se prépare à nous envoyer un saint, qui aimera nos enfants, les tirera de la rue où ils se perdent, et leur apprendra la lecture, l'écriture, le calcul, le catéchisme et l'histoire du peuple de Dieu, nous demandons que ce délégué, pour un si grand office populaire, soit choisi parmi nous. Qui sera capable d'exprimer notre misère, s'il ne l'a éprouvée lui-même? Quel apôtre, né dans un autre milieu, pourrait savoir quel langage employer avec nous, quelle discipline établir dans les écoles, quels conseils donner à des petits garçons qui n'auront pas, sans doute, d'autres métiers que les nôtres ? Que vaudrait l'avis d'un noble en tout cela ? » Dieu, il faut le croire, pensait autrement que ces discoureurs imaginaires. Ayant à envoyer, à ses amis les pauvres du royaume de France, le meilleur homme qui se pût voir, et le plus capable de les servir, il fit choix d'une famille rémoise fort considérable, et, du mariage de Louis de la Salle avec Nicole Moët de Brouillet, fit naître Jean-Baptiste, le 30 avril 1651.

C'était le premier enfant, qui devint, par degrés, l'aîné de dix. Ces La Salle étaient riches. Je crois qu'un peu de commerce avait embelli leurs finances, au siècle précédent. Mais Louis de la Salle, le jeune père de Jean-Baptiste, était de robe, et remplissait une charge de conseiller au présidial de Reims. Il habitait, rue de l'Arbalète, près de la place du Marché, un bel hôtel, appelé hôtel de la Cloche, qui fut endommagé fortement, mais non détruit, pendant la guerre de 1914 (1). Excellent homme, pieux, cultivé, il vivait comme les grands magistrats de son temps, estimant que le décor de la vie, les prérogatives de la charge, les relations, un air de bienséance et de dignité ne doivent point être abandonnés de ceux qui les ont reçus, et qu'à maintenir son rang, on sert encore l'État. Il y a du vrai dans cette vue, et même beaucoup, un peuple n'étant

(1) Deux autres maisons, à Reims, furent habitées par Jean-Baptiste de la Salle : l'une, dans la rue Sainte-Marguerite, devenue rue Destenque, et qui, se trouvant dans le proche voisinage de la basilique, fut presque entièrement détruite par les bombes allemandes ; l'autre rue Neuve, — aujourd'hui rue Gambetta, — et dont il ne reste pas trace. On ne doit pas s'en étonner : des 14 000 maisons que comptait la ville, en juillet 1914, les Rémois n'en ont retrouvé, après l'armistice, que 60 qui fussent encore habitables. Une douzaine seulement de ces maisons étaient intactes.

point une agglomération, mais une hiérarchie de charges et de services. Le plus difficile sera toujours de discerner les circonstances où il faudra, pour soi-même ou pour d'autres, renoncer à son rang et à ce qui s'ensuit. Elles ne sont pas communes. Un grand cœur suffit à les reconnaître. Le conseiller au présidial accepta généreusement que son fils aîné, élevé au collège des Bons-Enfants, se décidât pour l'état ecclésiastique, et qu'il fût tonsuré, à l'âge de onze ans, dans la chapelle archiépiscopale de Reims. Il trouva simple, — plus simple que nous, — qu'en janvier 1667, l'adolescent de moins de seize ans fût installé parmi les chanoines de Notre-Dame de Reims, en conséquence de la renonciation qu'avait faite le vieux chanoine Dozet, parent des La Salle; il engagea même son fils, dont l'intelligence était vive et la piété connue, à achever ses études cléricales à Paris, élève de Saint-Sulpice, et de la Sorbonne, qui était alors édifiante et savante tout ensemble. Il mourut quelques mois après sa femme, le 9 avril 1672, n'ayant point eu à se prononcer sur le grand changement social, comme nous dirions aujourd'hui, sur le complet abandon de son rang et de sa fortune, auquel allait bientôt se résoudre son fils. Mais, à la façon dont il fit les premiers sacrifices, je ne doute guère qu'il eût accepté les autres.

Jean-Baptiste revint à Reims, pour prendre soin de la famille orpheline. Il n'était pas encore prêtre. Mais chez lui l'esprit d'ordre, de méthode, et déjà de communauté, était formé. Ce très jeune aîné gouverna ses frères et sœurs avec tant de sagesse qu'il ne perdit pas une des âmes qui lui étaient confiées; avec tant de religion que trois d'entre elles, — deux frères, une sœur, — entrèrent comme lui au service de Dieu; avec une si juste mesure du travail et de la récréation, que pas un de ces petits de La Salle, de l'hôtel de la Cloche, ne trouva dure la règle, celle d'une espèce de couvent familial, que le frère aîné avait établie, et que cette solide jeunesse du XVIIe siècle acceptait avec respect.

On le voit, il avait commencé de s'engager dans la voie du renoncement à soi-même et du charitable soin des autres. Déjà il savait ce qu'il en coûte d'être un petit chef. Déjà il avait peur d'en devenir un grand. Ce pressentiment de la charge et ce sentiment de la responsabilité devaient même le

troubler, à chaque étape nouvelle de sa vocation. Cela n'a rien de commun avec le manque de courage. Il n'avait aucun orgueil, et voulait simplement être sûr qu'il était appelé. Sous-diacre le 2 juin 1672, il ne reçut le diaconat que quatre années plus tard, et deux années encore s'écoulèrent avant qu'il devînt prêtre, le 9 avril 1678. Dans la suite, il ne prendra d'initiative, il ne répondra aux demandes de fondations qu'après un long examen et de longues prières; il sera celui qui n'obéit qu'au conseil affirmé de Dieu. Chacun de nous a connu des officiers qui ne s'engageaient point sans un ordre écrit : lorsqu'ils en avaient un, rien ne les arrêtait plus, si ce n'est la mitraille et la mort.

Or, cette volonté divine, pour ceux qui savent lire les langues sans alphabet, est écrite dans les circonstances. Observez de quelle façon elle montre le chemin à Jean-Baptiste de la Salle.

*
* *

Les séminaristes de Saint-Sulpice avaient connaissance des œuvres établies dans la paroisse; ils s'entretenaient des inventions de la charité, et notamment, à l'époque où le jeune Rémois faisait ses études cléricales, des « petites écoles ». Les écoles primaires payantes étaient fort répandues au royaume de France, et depuis fort longtemps : il manquait, dans les villes, des écoles pour les très pauvres gens. Les âmes saintes souffraient de cette dure condition des pauvres. Le curé Bourdoise avait écrit, en 1649, au directeur de Saint-Sulpice, M. Olier : « Pour moi, je le dis du meilleur de mon cœur, je mendierais volontiers de porte en porte, pour faire subsister un vrai maître d'école. Comme saint François Xavier, je demanderais, à toutes les universités du royaume, des hommes qui voulussent, non pas aller au Japon, et dans les Indes, prêcher les infidèles, mais du moins commencer une aussi bonne œuvre. » Tout Saint-Sulpice, depuis ce temps-là, professeurs et élèves, priait pour que Dieu suscitât une sorte de séminaire de maîtres chrétiens, et qui ne se feraient point payer. Sans aucun doute, Jean-Baptiste avait prié avec ses camarades à cette intention, ne prévoyant pas qu'il serait choisi lui-même, et qu'il allait sacrifier son temps, ses biens, son esprit, et tout ce qu'on peut perdre de paix extérieure, à cette inven-

tion de la charité française, pour le bien du menu peuple.

Il n'y avait pas que les catholiques parisiens, en effet, qui souhaitassent de voir s'ouvrir partout les petites écoles. L'idée du curé Bourdoise, d'autres l'avaient eue déjà, et mise en œuvre, dans cette France où personne ne sème, sans qu'elle lève, une graine de charité. A Rouen, par exemple, le P. Barré et Mme Maillefer avaient ouvert des écoles gratuites pour les filles pauvres et, avant eux, saint Pierre Fourier, dans une autre province. A Reims même, le directeur de conscience de Jean-Baptiste, Nicolas Roland, avait commencé d'établir plusieurs œuvres pies, une conférence hebdomadaire de prêtres, un asile pour les orphelins, et aussi les premières écoles populaires féminines et une petite congrégation où se recrutaient et se formaient les maîtresses.

Ce bon théologal mourut quelques jours après que son pénitent fut devenu prêtre, et, par testament, le chargea d'obtenir des Lettres patentes, pour établir en droit la congrégation nouvelle, les *Sœurs du saint Enfant Jésus*. Voici donc le chanoine de La Salle obligé de prendre en main la cause de l'enseignement gratuit, de la plaider auprès des puissants, c'est-à-dire de la bien connaître. Il la gagne, grâce à ses relations, et particulièrement grâce à l'appui de l'archevêque, Maurice Le Tellier, frère du ministre Louvois. Les Lettres patentes sont enregistrées dès le mois de février 1679. Et le chanoine victorieux suppose qu'il va être libre, en remplissant les charges de son canonicat, de devenir, comme ses confrères, « prudente et discrète personne », et de déterminer, les années venant, quel emploi il fera de ce zèle dont il se sent pénétré. Non, non ! il a eu pitié de l'âme du pauvre, il a tracé lui-même, sans y prendre garde, la route de son voyage : il entrera dans la peine magnifique et sans fin, car la misère, qui n'a jamais assez d'amis, est bien jalouse de ceux qu'elle a. Il a juré d'aimer les pauvres ; il ira bien plus loin : il deviendra l'un d'eux. C'est la merveille de la loi de charité. Au temps antique, les esclaves étaient sans amis. Depuis lors, il s'est trouvé des hommes et des femmes, en chaque siècle, non seulement pour aimer les pauvres, mais pour aimer la pauvreté. Au XVIIe siècle, qui eut à réparer tant de maux du siècle précédent, les gamins des villes ou des villages qui n'avaient pas de quoi payer le maître d'école, demeuraient le plus souvent

ce que nous appelons des illettrés. Il y a de plus grands malheurs, mais c'en est un. Pour y porter remède, Dieu se servit de cette sorte d'hommes qui lui obéissent le mieux : et il envoya, vers les plus délaissés des enfants de France, un grand saint, et d'autres plus petits avec lui, comme presque toujours. Ils vont par groupes. A quoi reconnaissent-ils leur vocation? A de toutes petites choses, je le répète.

Voyez plutôt, pour Jean-Baptiste de la Salle. Au début de l'année 1679, ce chanoine rémois entra chez les religieuses de la communauté de l'Enfant Jésus, en même temps qu'un homme déjà vieux, qui n'était point de ses relations, et qui venait, recommandé, pour s'entendre avec lui, et lui proposer de fonder à Reims une œuvre charitable. Cet homme, Adrien Nyel, avec un compagnon, arrivait de Rouen, où, je l'ai dit, cette sorte d'œuvre avait été entreprise. Nyel et M. de la Salle furent présentés l'un à l'autre par la supérieure ; ils causèrent ; le chanoine admira le projet, et, comme il voulait l'étudier, ainsi que l'y poussaient la Providence et son propre tempérament, il invita Nyel à descendre, pour quelques jours, dans l'hôtel de la Cloche. C'était ouvrir toute grande la porte à la vocation inconnue. « Je n'y pensais nullement, a-t-il écrit... Si même j'avais cru que le soin de pure charité que je prenais des maîtres d'école eût dû jamais me faire un devoir de demeurer parmi eux, je l'aurais abandonné. » Que j'aime ces héros qui ne s'en font point accroire ! Peu de semaines après, le 15 avril, la première école charitable de garçons était fondée, dans la paroisse Saint-Maurice de Reims. Adrien Nyel et un jeune compagnon, venu de Rouen avec lui, étaient les instituteurs. On devait agir avec prudence et ne pas célébrer l'événement. Le curé passerait pour avoir établi l'école sans le concours du chanoine de Reims : il ne dénoncerait point ces bienfaiteurs discrets, qui étaient M. de la Salle et Mme Maillefer la Normande, car il fallait ne pas augmenter la jalousie, déjà éveillée, des maîtres des écoles payantes.

Pauvre Jean-Baptiste de la Salle ! Pauvre chanoine ! Son repos est bien fini, ou, si l'on préfère, la disposition de soi-même ! En effet, trois jeunes hommes s'étant présentés, peu après l'ouverture de l'école, pour enseigner aussi les pauvres, furent logés, comme les premiers, au presbytère de Saint-Maurice. L'abbé de la Salle avait conduit naturellement les négo-

ciations, donné quelques conseils aux hôtes du curé, et voici qu'une autre école pouvait être ouverte, dans une autre paroisse de Reims : elle le serait donc. M. de la Salle se trouva pris dans sa propre charité. N'était-il pas l'homme indispensable, le chef nécessaire de la seconde fondation, puisqu'il s'était déjà occupé de la première ? Comment refuser ? Il dut se remettre à l'œuvre, il dut aussi aider de ses deniers le curé de Saint-Maurice, qui trouvait lourds, on le comprend, la nourriture et l'entretien de cinq commensaux, en plus de ses vicaires et de son domestique.

***

Cette fois, M. de la Salle comptait bien s'en tenir là. Il avait fondé deux « petites écoles », celle de Saint-Maurice et celle de Saint-Jacques : avant d'aller plus loin, on attendrait un peu. Mais il devint évident que M. Dorigny, curé de Saint-Maurice de Reims, n'avait pas de plus grand désir que de reprendre la libre possession de son presbytère encombré.

Non loin des remparts, sur la paroisse de Saint-Symphorien, une grande maison était à louer. Comme elle convenait bien, pour loger les maîtres! La dépense était honnête. Le chanoine généreux n'habitait pas loin de là. Il loua la maison, y installa les premiers instituteurs des pauvres, et, jugeant avec raison qu'il convenait qu'ils eussent une véritable règle, eut l'obligeance de leur indiquer les heures de lever, de repas, de coucher, de classe, d'étude et de prière, puis, comme il convenait aussi, vint visiter souvent ses obligés. Petit à petit et sans l'avoir cherché, il était devenu une sorte de supérieur officieux d'une congrégation non encore formée, et qui se développait. Car Adrien Nyel, son second, ne se sentit pas plus tôt au large, qu'il se mit en campagne, pour recruter de nouveaux maîtres. Il y réussit, ce qui conduisit M. de la Salle à entreprendre une troisième fondation : les gamins de Saint-Symphorien eurent aussi leur école.

En une année, le fils de l'ancien conseiller au présidial était entré bien avant dans l'entreprise nouvelle, et compromis, selon le monde, avec de bien petites gens. On ne manquait, au XVIIe siècle, ni de charité ni d'étiquette, mais faire l'une aux dépens de l'autre choquait ceux des gens de qualité qui n'étaient pas des saints. M. de la Salle reçut des avertissements

de ses parents proches et de ses amis ; on lui fit honte, — on essaya du moins, — de ne plus vivre selon son rang, et de donner plus de temps à des maîtres d'école, venus on ne sait d'où, à des apprentis éducateurs, et à des drôles de la rue, qu'aux familles du monde et du bon ton, à la sienne particulièrement. Sa singularité parut décidément intolérable quand il eut l'âge de trente ans, c'est-à-dire en 1681. L'année précédente avait permis de juger qu'Adrien Nyel vivait trop dans l'avenir et dans l'agitation d'esprit pour bien conduire la communauté naissante. Tout y allait médiocrement : ferveur, régularité, goût du devoir obscur. Des jeunes gens, entrés là pleins d'ardeur, parlaient maintenant de quitter un labeur si ingrat. M. de la Salle s'en fut consulter le P. Barré, qui était alors à Paris, et reçut de lui cet avis : « Voulez-vous former les maîtres à la piété, et leur faire aimer leur état, à cause du bien qu'ils y peuvent faire ? vous devez les loger chez vous, et vivre avec eux, en leur société. »

L'autre comprend alors que c'en est fait des projets « raisonnables » et de la considération du monde, et il se jette à Dieu. Déterminé et prudent, il commence par recevoir les maîtres, chez lui, pour les repas seulement ; quelque temps après, aux fêtes de Pâques, il les réunit, toujours dans sa maison, de sept heures du matin jusqu'à la prière du soir, et leur prêche une retraite qui développe en eux la ferveur, l'esprit de communauté et la joie. A la Saint-Jean d'été, époque des renouvellements de loyer, je suppose, il appelle enfin, dans son hôtel, pour les loger et vivre avec eux, ces collaborateurs pauvres et amis des pauvres. Il les fait manger à sa table, près de ses frères, et, chaque jour, les bourgeois de Reims étonnés, plusieurs se disant scandalisés avant de s'avouer, plus tard, édifiés d'un tel exemple, voient le chanoine de la cathédrale, et ses frères, en compagnie de ces instituteurs encore peu dégrossis, et dont le costume ne pouvait passer pour élégant.

Les contradictions commencent, mais l'œuvre est bénie. Elle se répand. Dans l'année 1682, des maîtres sont envoyés, par M. de la Salle, aux écoles de Rethel, de Guise, de Laon, de Château-Porcien. Le gentilhomme avait décidément abandonné les préjugés, je ne dis pas de tous les gens du monde, mais de ceux dont le jugement, en ces questions souvent mal posées, manque un peu de consistance : et cela fait un compte ! Il se

mettait volontairement hors de la mode et de la coutume, il se rangeait, par charité, dans l'ordre inférieur où il n'était pas né. Cependant c'était lui qui avait raison. Ces biens de la politesse et du rang, formés par de longs soins et mille causes secondes, il ne les abandonnait pas : il en changeait seulement l'usage. Une expérience encore nouvelle, mais certaine, lui avait révélé que la beauté du nom, la culture, l'esprit, le charme des manières, ajoutent un grand pouvoir à la parole et à l'exemple d'un missionnaire du peuple.

Le peuple en général, le nôtre plus qu'en toute autre nation, est sensible à la distinction et à la bonne grâce d'un homme ou d'une femme. Il s'en faut qu'il faille changer de langage et renoncer aux prévenances, quand on vit un moment, ou des heures, ou des jours, dans un milieu d'une moindre instruction et d'une éducation moindre! L'habileté même consiste à ne pas changer. Tout de suite cette politesse est comprise : elle ouvre des chemins dans des cœurs très fermés; elle répare beaucoup d'injures, d'oublis, de maladresses; elle devient vertu. La guerre a rappris, à beaucoup d'officiers et de soldats, cette fraternité entre inégaux, qui est un des moyens d'une société parfaite. Je crois qu'un homme de bonne race en use de la sorte par instinct héréditaire. Il ne fait point effort. S'il est, de plus, surnaturel, quel ami complet! Son éducation même lui permet de deviner des peines qu'il n'a pas souffertes, lui inspire des attentions et des paroles qu'un ami moins affiné n'eût peut-être pas trouvées. Il prévoit pour les imaginations un peu courtes; entreprend, pour la pauvreté, cent démarches, et réussit parfois où l'autre aurait échoué; il accueille la visite même importune, il la rend; il se prépare à ne point recevoir de remerciement. « C'est son goût », disent les gens. Cela peut être vrai. Cela ne l'est pas toujours. Mais aussi, comme il importe peu!

Les simples spectateurs, dans le monde champenois, ne se gênaient donc pas pour critiquer M. de la Salle. Quelle idée de les quitter, pour s'occuper des petites écoles! Était-ce tolérable? Il les eut décidément contre lui, et les étonna fort en paraissant ne s'en pas troubler. Quand sa famille lui reprochait de ne faire sa compagnie que de personnes sans manières et qui savaient seulement l'*a b c*, il écoutait, les bras croisés, et ne répondait pas. Il eût pu dire que la même parole de blâme

avait été adressée au premier gentilhomme de la terre, à celui qui déclarait avoir pitié de la foule, et dînait avec les petites gens. Mais non, il se taisait. Son principal souci était le bien de ces écoliers dont les autres régents de la ville ne voulaient pas, sa visite quotidienne aux petits gueux rattrapés. Mais s'il écrivait à quelque magistrat municipal, il le traitait comme il eût fait un ambassadeur, tout au moins son égal en noblesse et richesse, ainsi qu'en témoigne cette formule d'une de ses lettres, de cette époque-là précisément, adressée à un échevin de Saint-Porcien : « Quand je ne prendrais que très peu d'intérêt à ce qui regarde la gloire de Dieu, il faudrait que je fusse bien insensible, pour ne pas me laisser toucher par les instantes prières de monsieur votre doyen, et par la manière obligeante avec laquelle vous me faites l'honneur de m'escrire aujourd'hui. »

C'était un bel homme, d'agréable visage, et dont la courtoisie inspirait confiance, ce qui n'est pas toujours. Bel avantage, quand on en use uniquement, comme lui, pour faire aimer une loi, une foi, un Dieu.

Il avait commencé de quitter le monde ; il le quitta bientôt tout à fait. En 1682, il abandonnait définitivement son hôtel, et se retirait, avec ses collaborateurs, dans une maison louée, située dans un quartier sans gloire. Le voici au milieu de son peuple. Pense-t-on que cette générosité fût comprise de ceux de son entourage ? Pas même de ses Frères de l'école chrétienne. Plusieurs disaient, se voyant embarqués dans une vie austère, équipage tenu en mains, peu nourri, non payé : « S'il se ruine, s'il meurt, que deviendrons-nous ? Que sera notre vieillesse ? L'hôpital nous guette ! » A cette époque déjà, la préoccupation de la retraite travaillait les apprentis-instituteurs. Il leur répond en renonçant à son canonicat et aux bénéfices de cette charge, et, peu après, à tous ses biens, qu'il distribue aux pauvres. Puis il convoque, pour une retraite de dix-sept jours, les directeurs des écoles de Reims, de Rethel, de Guise, de Laon, afin de demander aux âmes tout ce qu'elles pouvaient donner, et de les lier, si elles y consentaient, en une sorte de communauté religieuse. Pas encore de constitution écrite, il était trop tôt : des usages convenus, des promesses, des intentions, des indications.

Ceux qui sortirent de retraite, pleins d'ardeur, le dimanche

de la Trinité 1684, étaient au nombre de douze. Ils se donnèrent rendez-vous pour l'année suivante : mais l'année suivante, ils ne furent plus que huit à revenir. Pourquoi s'étonner? Huit! n'était-ce pas plus qu'il ne fallait cependant pour persévérer? M. de la Salle fut de cet avis. On se remit à l'œuvre, comme si on avait été cent.

Cet héroïsme à plusieurs fois se rencontre chez tous les fondateurs, et mêle je ne sais quoi du martyre au mérite de leur volonté. Ce fut dans ces derniers temps de la vie à Reims, que M. de la Salle accepta de modifier le costume des maîtres. Le maire de la ville lui ayant fait remarquer qu'ils étaient un objet de pitié, en hiver, par la pluie et la neige, avec leur habit court, conseilla de leur donner au moins la « capote » à manches flottantes que portaient les paysans champenois. Le manteau de la campagne fut adopté. M. de la Salle prescrivit, comme vêtement de dessous, la soutane fermée par des agrafes de fer; il ajouta le rabat blanc, le chapeau tricorne, les souliers à semelles épaisses des porteurs d'eau et des fendeurs de bûches; ainsi se trouva composé le costume dont Maurice Barrès, toujours généreux, et qui fut tant de chez nous, a pu dire, dans son rapport à la Chambre des députés, que c'est là un « vieux costume, suranné peut-être, mais si français, le plus français qui soit, après celui des Sœurs de Saint-Vincent de Paul. »

Pour que l'œuvre devînt nationale, il fallait à présent que le grand Paris l'adoptât. Le curé de Saint-Sulpice, M. de la Barmondière, avait bien eu, sur sa paroisse, sept écoles pour les enfants pauvres, fondées naguère par le saint M. Olier, mais elles étaient mortes, l'une après l'autre, faute de bons maîtres. Il n'en restait qu'une, établie rue Princesse, très fréquentée, où un prêtre, attaché à la paroisse, avait grand peine à maintenir l'ordre, n'étant aidé que par un petit jeune homme, et par un brave bonnetier du quartier, qui apprenait aux enfants le tricot. Comme ils avaient ainsi les deux mains occupées, et les yeux de temps à autre, pour un regard aux aiguilles, les écoliers se tenaient à peu près tranquilles : mais le progrès des études était lent. Le curé de Saint-Sulpice, voulant sauver l'école, et rallumer la mèche qui fumait encore, mais si peu, fit connaître cette misère aux maîtres de Reims, et leur dit : « Venez m'aider! » M. de la Salle dut entendre le concert des âmes qui l'appelaient : toutes celles des petits Parisiens qui seraient

sauvés, en ce monde et dans l'autre, s'il acceptait. Il ne tarda aucunement, confia ses écoles de Reims à un frère nommé L'Heureux, prit avec lui deux compagnons, et partit à pied pour Paris. Le 24 février 1688, ils entraient dans l'école de la rue Princesse. C'était un grand bonheur qui venait à beaucoup de pauvres gens ; le diable dut s'en douter, car les difficultés, qui n'avaient point manqué au début de l'œuvre, se multiplièrent, à ce moment où elle prenait de l'accroissement.

***

Je ne raconterai pas chacune de ces épreuves auxquelles fut en butte M. de la Salle : on peut en lire le récit dans ses biographies. J'indiquerai seulement quelques-unes des oppositions, hostilités, traverses, jalousies, incompréhensions, que dut vaincre, par la patience surtout, ce noble ami des pauvres.

Les anciens instituteurs, nommés par M. de la Barmondière, constatèrent promptement le succès des nouveaux maîtres. On avait conservé les vétérans, y compris le professeur de tricot. C'était une erreur. Ils furent tout dépités, et crièrent qu'ils se retireraient, plutôt que d'obéir à des règles nouvelles. Pour un peu plus, ils eussent réclamé le droit de conduire seuls à la mort la septième et dernière école du curé de Saint-Sulpice. On ne les écouta point d'abord.

Mais l'un d'eux, voyant qu'on ne s'émouvait pas assez, quand il attaquait le règlement, s'avisa de calomnier le directeur. En quoi il se montrait habile, et même homme d'expérience, car l'attention du badaud, écouteur de métier, déjà si facilement acquise aux contes les plus étranges touchant un abus, la sévérité d'une discipline ou d'une mesure, court d'elle-même, toute ravie et bouche bée, vers qui parle mal du prochain. On n'a jamais trouvé meilleur moyen d'avoir des partisans. M. de la Barmondière lui-même, sans croire à ces ragots qui couraient la paroisse, en fut affecté au point de dire à M. de la Salle que, les vacances étant proches, les Frères devraient songer à quitter Paris, et qu'il serait sans doute préférable qu'ils n'y revinssent pas. Il ne put, toutefois, soutenir ce rôle. Quand il vit entrer chez lui M. de la Salle, venant lui faire ses adieux et ne se défendant point, il fut plus qu'à demi éclairé sur la vertu d'un tel homme, et l'enquête qu'il fit faire ensuite, par un ami très sûr, acheva de le convaincre qu'il fallait garder, au

contraire, les maîtres de l'école charitable, et les défendre.

Un an plus tard environ, et M. de la Barmondière étant mort, il y eut une poussée vive pour décider M. de la Salle à modifier le vêtement des Frères. Il ne s'agissait plus de les vêtir chaudement; Paris a toujours été élégant : on en voulait surtout à cette capote aux manches ballantes. Mais le supérieur tint bon; il représenta, à ceux qui le critiquaient, qu'une règle tombait toute, si les morceaux pouvaient être ôtés, et il garda le manteau de la campagne rémoise.

Ce furent alors les pédagogues qui firent, contre l'Institut nouveau, une attaque brusquée et judiciaire. Déjà le succès de l'école charitable de la rue Princesse les avait inquiétés. Les Frères apprenaient gratuitement la lecture, l'histoire, l'écriture, le calcul, le catéchisme, et le reste, ce que les régents en titre et possession enseignaient eux-mêmes, moyennant une petite rétribution : n'était-ce point là une concurrence fâcheuse? Ne devait-on pas craindre que des enfants qui pouvaient payer ne devinssent les élèves de ces Frères de M. de la Salle? Si quelques solvables allaient mettre leurs fils à l'école gratuite! Les maîtres appointés entrevirent la ruine de la corporation. Celle-ci fit un procès en règle à M. de la Salle et aux Frères, et le gagna devant le chantre de Notre-Dame, l'écolâtre Claude Joly, qui était du métier, et se hâta de supprimer, par jugement, les écoles gratuites de Saint-Sulpice. Il fallut en appeler au Parlement. M. de la Salle, troublé et confiant, alla faire un pèlerinage à Notre-Dame des Vertus, à Aubervilliers, avec les Frères, y pria tout un jour, puis rédigea un mémoire plein de précision et de force, qui lui donna raison auprès des conseillers. Les maîtres des écoles payantes le laissèrent ensuite en paix, pendant huit ans.

Hélas! le succès de sa défense ne le déchargeait que d'un souci. Des défections se produisaient autour de lui, et parmi les maîtres les plus aimés. Ses deux compagnons de jadis, dans le voyage de Reims à Paris, quittaient le fondateur. D'autres maîtres se retiraient de la communauté qu'il avait laissée, à Reims, aux mains du frère L'Heureux. Celui-ci avait été appelé à Paris. Les bons chefs sont difficiles à remplacer. Huit Frères de Reims se séparèrent de l'Institut, quand cet homme de bon sens ne fut plus là pour les conduire. Le pauvre M. de la Salle crut bien faire, dans cette traverse, en faisant

venir à Paris les adolescents du petit noviciat établi en Champagne, et parmi lesquels il recrutait la plupart de ses maîtres d'école. Il les aurait ainsi sous sa garde. Mais, à peine cette jeunesse fut-elle installée à Paris, que le clergé désira d'avoir, en ces jeunes gens, des servants de messe. Erreur! Complaisance funeste! Dans le milieu de Paris, les petits Rémois se dissipèrent; l'œuvre du noviciat fut, pour un temps, compromise, et M. de la Salle, qui s'épuisait en austérités, battu de cette sorte par l'inquiétude et la trahison, tomba malade gravement. On crut qu'il allait mourir. A ses Frères, réunis autour de son lit, il ne put dire que ce testament : « Je vous recommande une grande union et une grande obéissance. »

Il ne mourut pas : mais son ami le meilleur mourut, Henri L'Heureux, qu'il espérait charger bientôt de gouverner l'Institut. A cette date, en 1691, M. de la Salle eût désespéré de son œuvre, s'il n'avait point été un saint, c'est-à-dire un homme pour qui l'espérance est devenue vertu. La provision ne s'épuisa pas. Dans Vaugirard, qui était alors la campagne proche de Paris, il loua une maison et un jardin, pour ses compagnons que le séjour prolongé rue Princesse avait rendus malades. Il leur fit faire une longue retraite, à la fin de laquelle, prenant en secret deux des maîtres les plus courageux, il prononça avec eux, le 21 novembre, le vœu que voici : « Faisons vœu d'association et d'union pour procurer le dit établissement, — l'Institut des Frères, — sans nous en pouvoir départir, quand même nous ne resterions que nous trois dans ladite société, et que nous serions obligés de demander l'aumône et de vivre de pain seulement. »

De tels amis des pauvres ne pouvaient point ne pas triompher finalement de tant de misères et de tant d'oppositions; mais ils en subirent beaucoup d'autres, dont ils triomphèrent de même avec le temps; et quand on lit attentivement l'histoire des débuts de cette grande communauté de charité intellectuelle, qui se nomme l'Institut des Frères des Écoles chrétiennes, on s'aperçoit que la Constitution qui devait la régir fut rédigée, en somme, article après article, par les leçons de l'épreuve, maîtresse d'école elle aussi.

Ainsi M. de la Salle n'eut point de repos, jusqu'à sa mort, qui arriva le 7 avril 1719. Quand on lui annonça, au cours de sa maladie, que le mal était sans espoir, il manifesta

une joie tranquille. « J'espère, dit-il, que je serai bientôt délivré de l'Égypte, pour être introduit dans la véritable Terre promise. »

Instituteurs et institutrices, jeunes vicaires de campagne, ne vous étonnez pas que vos œuvres soient si fortement combattues. Vos écoles, vos patronages, vos confréries, vos cercles et vos associations traversent parfois de durs moments? Vos fidèles de la première heure vous abandonnent? le recrutement devient difficile? les ressources manquent? le village, heureux d'avoir un sujet de conversation, se moque ou vous accuse? M. de la Salle a connu tout cela. Il a aimé jusqu'au bout le peuple de France. On l'a vu souffrir, on l'a vu prier, on l'a vu recommencer : on ne l'a pas vu se décourager. Si nous imaginons les saints, — et cela est permis, — parés d'autant de bijoux des cieux qu'ils ont sauvé d'âmes, celui-là est vêtu comme un astre. Que d'enfants, dont nul ne prenait soin, pas même les parents, il a instruits, tirés du vice, transformés en honnêtes jeunes hommes, par lui-même et par ses Frères des Écoles chrétiennes! Tout ce qui, dans un État, travaille à ruiner les âmes et la paix, s'acharnera, jusqu'à la fin du monde, contre l'instituteur chrétien, et, par là même, définira son mérite.

René Bazin.

LA FAILLITE

DE LA

MÉTAPHYSIQUE BOLCHÉVISTE

I

Ce titre, au premier abord, pourra surprendre et même scandaliser par les ambitions philosophiques qu'il attribue au bolchévisme. La révolution russe a-t-elle été autre chose qu'un « chambardement général », chaotique et aveugle ? Est-il permis de rattacher ses négations brutales et ses réalisations hâtives, ses démences et ses bestialités, à une conception métaphysique ou scientifique de l'univers ? Le communisme n'est-il pas avant tout une « dynamique révolutionnaire », rigoureusement limitée à la poursuite de buts pratiques et réfractaire, par essence, à des préoccupations qui dépassent ses luttes quotidiennes et ses programmes immédiats ? Les cataclysmes politiques impliquent-ils, par ailleurs, la nécessité d'une nouvelle cosmologie ? Le « grand soir » a-t-il besoin d'une justification philosophique ?

I. — LES ORIGINES D'UNE MÉTAPHYSIQUE DE CLASSE

De pareilles questions ne manqueraient pas de provoquer un sourire de mépris aux lèvres des hommes qui président aujourd'hui aux destinées de la Russie et de la révolution mondiale. Qu'ils s'appellent Trotzky, Zinovief, Staline, Radek ou Djerdjinski, tous, praticiens de l'action directe, promoteurs de la stratégie communiste ou simplement inquisiteurs et bourreaux, tous s'affirment des intellectuels typiques. Ajoutons :

des intellectuels dénués de formation classique, sans attache avec un milieu national ou social déterminé, des cerveaux sans discipline, des ambitions sans frein. On imagine les ravages opérés dans ces terrains volcaniques par les semences empoisonnées de Hégel et de Marx, ces deux pères spirituels de la frénésie russe. Avant de s'attaquer aux réalités vivantes, des générations entières de révolutionnaires, depuis longtemps, avaient confondu leurs abstractions avec le champ de leurs expériences futures. Les wagons plombés, mis à la disposition de Lénine et de ses amis par l'état-major allemand, contenaient un véritable chargement de virus métaphysique, *made in Germany*. La Russie, par avance, était réduite à des schémas élaborés dans l'exil. Les classes sociales : autant de *noumènes*. La guerre civile : développement pur et simple d'une équation transcendante. Déjà, dans ses premiers ouvrages, tels que *Tchto delat* (Que faire ?). Lénine mettait la théorie à la base de tout mouvement révolutionnaire digne de cette épithète : « Le parti, écrivait-il textuellement, ne saurait remplir son rôle militant qu'à la condition d'être guidé par une théorie d'avant-garde » ; il condamnait avec dédain les « déclenchements de forces sociales irrationnelles », qui « diminuent l'importance des éléments conscients du prolétariat ».

La révolution est donc une science. A ce titre, elle peut être enseignée comme la minéralogie ou la botanique. Elle a sa dialectique, sa méthodologie, ses séminaires d'application, ses laboratoires d'expérience. Autodidactes pour la plupart, les leaders bolcheviks professent pour les conférences et les cours un véritable fétichisme, le respect superstitieux des ratés qui ont échoué au seuil des universités. L'enseignement *ex cathedra* comporte à leurs yeux l'irrésistible faculté de transformer d'emblée la parole en action. De là ses dangers ; de là ses avantages. Si cette puissance créatrice prêtée aux écoles supérieures inspire d'effroyables représailles contre la « science bourgeoise », elle justifie, en revanche, la multiplication des chaires destinées à préparer des docteurs ès révolution. Qu'il suffise d'énumérer les universités communistes, l'Université Sverdlof à Moscou, l'Université Zinovief à Pétrograd, l'Université des peuples d'Orient, l'Université des peuples d'Occident, l'Académie socialiste, l'Institut de Karl Marx, la grande Académie de propagande, la faculté des Sciences sociales à la première

Université d'État, l'Institut des « professeurs rouges », les cours politiques pour le haut commandement auprès de l'Académie de l'état-major, enfin un réseau serré de « facultés ouvrières », les *Rabfak*.

Mais la révolution, dans toutes ces Sorbonnes de l'action directe, se borne-t-elle à demeurer une discipline purement scientifique? Les programmes ont beau comporter des enseignements d'ordre aussi pratique que la stratégie de la guerre civile, la tactique des combats dans la rue, les meilleures méthodes pour espionner les ennemis de classe; la théorie a beau se doubler d'exercices et les candidats aux diplômes de la IIIe Internationale s'appliquer à l'art d'élever des barricades et de pétroler les institutions bourgeoises : à chaque pas, les professeurs versent dans une spéculation échevelée. Le vice rédhibitoire de leur formation intellectuelle les pousse fatalement à ériger en valeurs absolues le drame révolutionnaire et ses principaux personnages. Comme dans la fumée des parlotes d'émigrés, — la *Fumée* déjà évoquée par Tourguénief, — les hallucinations continuent à prendre corps; le prolétariat et la bourgeoisie revêtent les allures d'entités scolastiques et se livrent, en dehors des contingences, aux âpretés livresques d'un éternel pugilat. Rien ne ressemble davantage à l'enseignement médiéval : la science bolchévique en emprunte le jargon et les formes : elle est toute pénétrée d'une métaphysique démodée.

Depuis un an, le culte hyperbolique d'un homme est venu encore aggraver ces archaïsmes. Le rayonnement posthume de Lénine a éclipsé même le prestige dont il jouissait, chef d'école et d'État, dans l'apothéose de son autocratie communiste. Si, de son vivant, il avait déjà pleinement le droit d'affirmer : « Le bolchévisme, c'est moi », après sa mort, cette intégration est devenue encore plus parfaite, encore plus absolue. Dans la bouche de ses disciples, le bolchévisme a cédé sa place au Léninisme. Karl Marx, sans doute, demeure toujours le grand initiateur, mais déjà lointain et pâli : une idole vénérable, mais à moitié submergée sous la poussière des archives et des gloses révolutionnaires. Personne ne lui conteste d'avoir orienté le prolétariat vers la terre promise. Mais c'est à Lénine, à Lénine seul, qu'on reporte l'honneur d'avoir dégagé la quintessence révolutionnaire du marxisme et d'avoir

conduit la classe élue jusqu'à la Judée communiste. Théoricien des convulsions sociales, géomètre de l'émeute, métaphysicien de la guerre civile, Lénine ne s'est pas contenté de perfectionner l'œuvre scientifique du Maître : pour employer la terminologie moscovite, il a été un réalisateur « sur une échelle planétaire »; dans le fracas d'une catastrophe historique sans précédent, il a justifié sa doctrine par une expérience sans appel. Amendé et vérifié, ce néo-marxisme s'impose désormais comme la seule dogmatique orthodoxe de toutes les révolutions à venir : en dehors de l'interprétation russe, il n'y a qu'hérésie et trahison. « Nous sommes les plus riches hérétiers de l'univers, s'écrie Zinovief dans l'oraison funèbre qu'il avait consacrée à Lénine. Aucun parti politique au monde n'a reçu un héritage comparable au nôtre. Nous devons étudier avec un soin infini le legs magnifique dont nous sommes bénéficiaires... Des aveugles osent tracer des parallèles entre Lénine et Napoléon, Pierre Ier, Cromwell... Or, le globe n'a pas encore connu de figure aussi grandiose, et tous les personnages de l'histoire sont de misérables nains à côté de notre géant... Sans Lénine, Karl Marx ne serait pas aujourd'hui Karl Marx. »

Cette phraséologie ne contient pas uniquement du lyrisme funéraire : elle correspond à une impérieuse nécessité doctrinale et politique. Quelques jours avant de s'effondrer dans son nirvana cérébral, Lénine donnait à ses disciples ce conseil *in extremis* : « Par-dessus tout, évitez les schismes au sein du parti communiste... Conservez intacte et pure l'autorité du Comité central... » Le moribond donnait par là la pleine mesure de sa dextérité tactique. Il comprenait parfaitement que, pour dominer un pays de petits producteurs ruraux, le parti communiste, — infime minorité! — devait rester un « monolithe sans fissure ». Il savait qu'au moindre craquement de la pragmatique révolutionnaire, la désagrégation de l'état-major qu'il avait si laborieusement constitué entraînerait la chute de la dictature soviétique. Tant qu'il avait la pleine possession de ses facultés mentales, il parvenait toujours à suppléer, par les ressources de son incomparable casuistique, aux louvoiements et aux défaillances de la doctrine. Son autorité lui permettait de défier toutes les contradictions et de masquer les pires compromis sous l'euphémisme de « retraites stratégiques ».

Elle s'imposait avec assez de force pour apaiser les mortelles jalousies qui dévoraient ses disciples, pour remédier aussi à leur dépravation, à leur mesquinerie, à leur nullité. La vérité, c'est que Lénine seul, grâce à son prestige de pape révolutionnaire, donnait au parti communiste l'apparence d'un impeccable monolithe. Aux pierres branlantes d'un édifice pourri, il fournissait l'armature et le ciment de sa seule personnalité. Ainsi s'expliquent, pendant les deux ans qu'a duré la maladie de Lénine, les efforts désespérés du communisme aux abois pour galvaniser un « cadavre vivant ». Le cerveau en bouillie, la bouche crispée par un rire idiot, Lénine restait toujours une façade et un drapeau. De temps en temps, pour leurrer l'opinion sur l'irrémédiable hébétement du grand chef, la camarilla bolchévique exhumait quelque vieil article inédit ; elle n'hésitait pas, souvent, à pasticher le style du paralytique et, lorsque des rumeurs trop sinistres soulevaient la plèbe, à promener dans une automobile, aux côtés de Mme Kroupskaïa, un sosie complaisant.

La béatification de Lénine relève des mêmes nécessités que ce carnaval macabre. Pour assurer la pérennité de la doctrine, il a fallu galvaniser cette fois un vrai cadavre. La dépouille de Lénine repose à une place d'honneur que pas un tsar n'eût osé ambitionner, à l'entrée du Kremlin, cœur de la Russie, et face au monument de Minine et Pojarsky, sauveurs de l'antique Moscovie. Son mausolée est un symbole, la pierre angulaire du communisme, le sanctuaire de la révolution. Les troupes lui présentent les armes, les drapeaux rouges s'inclinent; les yeux fixés sur la tombe du prophète, les recrues prêtent serment à la « patrie prolétarienne ». Trahir cette patrie équivaut au double crime de trahir la mémoire de Lénine et les préceptes du léninisme. La doctrine se confond avec un homme dont la moindre ligne, la moindre boutade, deviennent d'infaillibles critères. L'association de la jeunesse communiste se range solennellement sous les auspices du maître : elle précise son loyalisme révolutionnaire en s'appelant désormais « léniniste ». Les nouvelles promotions de communistes s'inspirent de la même piété : appels de Lénine, classe de Lénine. A l'Université Sverdlof, Staline professe tout un cours sur les « Bases du léninisme ». La liste des académies communistes s'enrichit d'un institut consacré spécialement à l'étude du

système léniniste. Édités aux frais de l'État, les ouvrages de Lénine sont l'objet d'une publicité frénétique et d'une vulgarisation à outrance. Jamais, il faut en convenir, des marxistes n'ont transgressé avec plus de désinvolture un principe fondamental de leur doctrine en accordant une telle importance historique à un individu.

Il est vrai que jamais un chef d'école ou un chef d'État, même les initiateurs et les réformateurs de génie, n'ont imprimé à leur œuvre un cachet aussi indélébile de leur personnalité. La Russie bolchéviste est la chair de la chair de Lénine : tout y porte sa marque de fabrique et sa griffe; à chaque pas, et dans tous les domaines, éclatent les stigmates d'une irrépudiable paternité; l'U. R. S. S. n'a de pensée officielle qu'en fonction de Lénine; elle a épousé ses méthodes mentales, elle a conservé même ses grimaces et ses tics, ses manies et ses lubies. Poussée à ce degré, une filiation psychologique dénote nécessairement une sorte d'harmonie préétablie entre la structure cérébrale de Lénine et les particularités de la métaphysique communiste. Pour avoir de celle-ci une conception exacte, il est indispensable d'étudier le prisme monstrueux au travers duquel, depuis plus de sept ans, la lumière des choses se brise aux yeux de la Russie.

*
* *

Le terme « monstrueux » n'est nullement employé ici dans un sens péjoratif. Lénine relève de la tératologie mentale comme les frères siamois relevaient de la tératologie physiologique. Il est l'aboutissement définitif, la résultante, l'incarnation, de tout ce que les révolutionnaires russes, depuis Tchadaef, ont légué à leurs successeurs de nihilisme moral et de cynisme intellectuel. Une ébauche de Lénine, on pourra la reconnaître en ce prodigieux visionnaire proclamé fou par oukase de Nicolas Ier; on la trouvera encore dans les fictions prophétiques de Tourguénef et de Dostoïevsky, la sécheresse scientifique d'un Basarof, l'athéisme canaille d'un Smerdiakof. Mais l'hypertrophie cérébrale, chez Lénine, s'est développée sur un fond de table rase que les romanciers ont osé à peine entrevoir, un néant sentimental et moral, qui permettait des licences encore insoupçonnées aux débauches de la pensée et aux soubresauts de l'orgueil. Écoutons Tchadaef : « La Russie

n'appartient ni à l'Europe ni à l'Asie, ni à l'Ouest ni à l'Est ; elle n'a pas de traditions ; elle n'a pas fait ses humanités ; elle n'a pas été élevée à l'école divine de l'histoire. Peuple sans parenté, sans passé, sans mémoire, nous n'avons pas pris l'habitude de la civilisation, cette deuxième nature ; nous avons l'air de nomades, et, dénués d'attaches spirituelles, nous campons dans des bivouacs. Tout nous manque : les souvenirs charmeurs de l'adolescence nationale, les figures légendaires, les enseignements de l'expérience »... Rapetissé à la mesure d'un homme, ce terrible diagnostic contient en puissance la clef de la psychologie léniniste. Oulianof, grand lunaire du bolchévisme, s'inscrit en dehors de l'espace et du temps, en dehors de la civilisation, en dehors de l'humanité. Son olympisme est affranchi de toutes les lois et de toutes les catégories. Pas un souffle de poésie, pas un frisson de pitié, pas une trace de tradition ou de nostalgie historique : une machine à penser devant une table de vivisection ! Un appareil de précision d'ailleurs, mais avec tous les vices inhérents aux machines même les plus perfectionnées. Si abondante que soit la substance grise, un cerveau sans âme est toujours d'avance condamné à la suffisance d'un rationalisme vulgaire.»

Déjà, Joseph de Maistre redoutait, à la tête de l'émeute russe, l'apparition d'un « Pougatchef universitaire ». Le grand écrivain ne s'est trompé que sur le degré de l'enseignement suivi par la révolution : le Pougatchef bolchévik est un primaire. Malgré la puissance de sa pensée et le tour scientifique de ses livres, Lénine a toujours eu du primaire l'intransigeance dédaigneuse, l'assurance inébranlable, les affirmations béates, l'incapacité organique de supporter une objection. Trotzky a insisté longuement sur cette « faculté d'être sourd et aveugle pour les événements étrangers au but poursuivi », la superbe indifférence de Lénine envers les « causes secondaires et les circonstances fortuites ». L'avarie du cerveau, de plus en plus, avait aggravé chez Lénine ses tendances invétérées à la monomanie ; et ses derniers discours n'ont été qu'un triste ânonnement de pléonasmes, débités par un bourreau cérébral.

Et, pour couvrir la nudité de ces idées fixes, un style qui en accentuait encore davantage l'impudeur : mélange d'annotation algébrique et de trivialité ordurière. Lénine, de tout temps, s'est complu dans un cynisme goguenard et populacier. Il a été

l'expression la plus parfaite du méphistophélisme congénital de la révolution russe. Il n'a jamais eu que des grimaces gouailleuses pour la moindre manifestation d'une aristocratie intellectuelle, artistique, littéraire; il a toujours tiré la langue à la poésie et livré la fleur de la vie au piétinement des bottes moujiks. Hissé au faîte du pouvoir, il s'est contenté, au Kremlin, d'un cabinet de travail à peine plus confortable que son garni de Zurich ou de Carouge : une table à écrire, des chaises viennoises, un fauteuil canné et, sur les murs, des diagrammes et des cartes géographiques. Un seul portrait : celui de Karl Marx. Un seul bibelot : un singe en bronze avec un crâne humain dans les pattes, — symbole du darwinisme. Par les fenêtres, Moscou a beau déployer ses féeries byzantines... Pour le prophète en veston râpé qui mâche une croûte de pain noir entre deux séances du comité exécutif, l'univers se réduit à ces diagrammes, à ces cartes, à ce gorille, premier ancêtre du prolétariat victorieux. A l'usage des camarades qui éteignent des cigarettes contre des Gobelins, la pensée se dépouille de son auréole. Et, derrière le masque mongol, on entend ricaner l'éternel Smerdiakof des *Frères Karamzsof*.

Tout ce sadisme n'a pas seulement dépravé d'une manière irréparable les mœurs du parti communiste : il en a pourri aussi le cerveau; il en a vicié les procédés de raisonnement. Qu'il s'agisse de science, de philosophie ou de politique courante, c'est la même absence de scrupules dans les moyens; la même violence imposée aux réalités pour les emprisonner dans des cadres marxistes; la même exploitation des plus bas instincts et des plus odieuses promiscuités. Tout est permis au service de la « cause » : collaboration avec l'*Okhrana*, avec l'État-major ennemi, avec les banques étrangères, avec les récidivistes de droit commun. L'un des *Possédés* de Dostoïevsky, Verkhovensky, avait déjà découvert un facteur révolutionnaire dans Fedka, le forçat. Lénine n'a fait que pousser au paroxysme cette indulgence envers les bagnards.

Les émeutiers de salon, les snobs communistes devraient lire et relire *les Années de victoire et de défaite*, par Vladimir Voïtinsky, témoignages écrasants sur les tares morales et intellectuelles du sectarisme moscovite. Recueillis par un ami écœuré, les aphorismes de Lénine sont un effroyable miroir : « On ne fait pas la révolution avec des mains propres, ni en

gants blancs... Le parti communiste n'est pas une pension de jeunes filles nobles... Il est interdit de juger les communistes d'après les mesquines mesures de la morale bourgeoise... Un vaurien peut nous être utile, précisément parce qu'il est un vaurien... Un bandit, un récidiviste, est plus précieux sur les barricades qu'un Plékhanof... Le camarade Victor, voilà un révolutionnaire irremplaçable : il se fait entretenir par la femme d'un riche marchand pour pouvoir verser de l'argent au parti... Serge Malychef, un excellent député : il n'hésitera pas, s'il le faut, à casser la figure au président de la Douma... »

Le bolchévisme procédera-t-il autrement pour échafauder sa métaphysique ?

II. — UNE THÉOCRATIE DE PRIMAIRES

La métaphysique léniniste sera donc une métaphysique de classe, une métaphysique « prolétarienne ». Aux curiosités superficielles des analphabètes, investis d'une dictature césarienne, elle devra fournir des réponses précises, moulées dans des formules à l'emporte-pièce. Libre aux bourgeois d'employer leurs loisirs à faire la chasse aux causes premières et à poursuivre des songes creux. Il faut qu'au cours d'un meeting, le labeur quotidien achevé, l'ouvrier soit en mesure de clarifier tous les mystères. Scolastiques à souhait dans leur enseignement révolutionnaire, jongleurs d'abstractions, brasseurs d'absolu, les bolchévistes, en matière de métaphysique, éteignent les étoiles et rampent sur terre. L'hégélianisme qui a nourri leur jeunesse se ravale à une déclamation de misérables tautologies. Rien de vrai au delà du réel ; pas de substance aristocratique derrière les phénomènes perceptibles par le prolétariat : la vérité, c'est la réalité quotidienne, objet direct d'une connaissance exacte, et tout ce qui dépasse ce matérialisme de hottentots est un luxe frivole de capitalistes.

Chaque jour les journaux destinés à la consommation populaire, la *Bednota*, la *Derevenskaia Kommuna* et surtout le *Bezbojnik*, organe de propagande antireligieuse, contiennent une rubrique où les plus vastes problèmes sont tranchés en dix lignes. Les énigmes séculaires sont déchiffrées en un langage de réunion publique. La naissance du monde devient aussi simple que l'expropriation des banques ou la répartition des

cartes alimentaires. La « clarté offensante, la clarté injurieuse », reprochée par Trotzky, — cet unique révolté, — aux méthodes de la dialectique léniniste, inonde les ténèbres cosmologiques d'une lumière de lampe à arc. Expurgées de toute nuance, dégradées au niveau d'un abécédaire squelettique, les grandes hypothèses matérialistes sont offertes au moujik, — nous le verrons plus tard, — sous forme d'un appendice à la constitution soviétique. Comme toujours, les primaires demandent à la science des satisfactions qu'elle est impuissante à leur fournir. « Un ouvrier électricien, écrit Lounatcharsky, qui, en tournant un commutateur, peut éclairer une ville entière, ne croira plus jamais que Dieu ait créé le soleil... »

Il n'y a pas là qu'une boutade. Le léninisme, même pour les plus doctes entre les leaders bolchévistes, est inséparable d'une sorte d'apriorisme évolutionniste. Le gorille qui grimace à la place d'honneur, sur la table de Lénine, préside à toute la métaphysique officielle. Il domine de ce socle l'école philosophique des soviets. « Que n'enseigne-t-on pas à l'université communiste de Sverdlof, écrivaient les *Izvestia* à l'occasion du cinquième anniversaire de cet établissement pédagogique? La géographie, la statistique, l'histoire de la Russie, les phases du mouvement ouvrier, la constitution prolétarienne, la physique, la chimie, les mathématiques, la biologie, l'astronomie, la géologie, le matérialisme historique...! Mais si, par le caractère de son programme, cette université se présente comme une école de sciences sociales, l'enseignement n'y accorde pas moins une grande place aux sciences naturelles... Le professeur Zavodsky, marxiste convaincu, enfonce admirablement les conceptions matérialistes de l'univers dans le cerveau d'une jeunesse qui a quitté l'enclume ou la charrue... Toute l'essence du matérialisme est là, dans une série de bocaux, depuis le liquide trouble où nage l'infusoire jusqu'au poisson, jusqu'au singe, jusqu'à l'homme... Tout le marxisme dans un bocal! »

A l'Institut des « professeurs rouges », chargé de former un corps enseignant digne de la confiance soviétique, les élèves sont astreints, avant de se choisir une spécialité, à suivre des cours communs sur les « fondements du marxisme », soit, en dehors de l'étude approfondie du *Kapital*, des leçons de matérialisme dialectique, historique, sociologique, économique. Le professeur Pokrovsky, directeur de l'Institut, a fait de ce pro-

gramme, dans la *Pravda*, une apologie qui dénonce en toute leur étendue ambitieuse les prétentions que s'arroge le communisme révolutionnaire. « La seule méthode vraiment scientifique, écrit-il, est celle du matérialisme historique. Le marxisme seul, en effet, se hausse au niveau d'une science, car seul il est conforme aux sciences naturelles (1)... Tandis que toutes les autres méthodes ne sont qu'une idéologie des classes dominantes, le marxisme est l'adaptation organisée de l'homme aux conditions matérielles de l'existence... »

Ainsi s'explique la filiation logique qui apparente le système léniniste au plus vulgaire des matérialismes. Pour réaliser avec succès le bonheur social, la révolution doit écarter de sa clientèle toute pensée, toute inquiétude, susceptibles de la distraire de ses préoccupations pratiques. Comment circonscrire les soucis de l'humanité aux conditions purement matérielles de l'existence, si la matière n'est pas l'alpha et l'oméga de l'univers bolchévisé? Le spiritualisme devient en bloc un ennemi de classe. C'est un allié des capitalistes, le suppôt de la bourgeoisie. Le prolétariat n'a que faire des doctrines qui se réclament de forces invisibles et de présences impalpables. Comme Heine, il « abandonne le ciel aux moineaux ». C'est sur la terre déblayée de ses parasites, la terre rénovée par la guerre civile, enrichie par une collaboration intime de l'homme avec la machine, qu'il édifiera son royaume des cieux véritable, ce paradis rouge dont Lénine avait déjà donné l'avant-goût dans cette formule édifiante : « le communisme plus l'électrification. » Qu'un tracteur américain arrive dans un « coin d'ours » de la république fédérative, les membres de la « cellule » locale promènent en triomphe le mécanisme ronflant et trépidant, les moujiks « conscients » agitent des chiffons ponceau et bêlent *l'Internationale* : l'Éden léniniste entrebâille ses portes. Fait éminemment symptomatique, l'idéologie communiste ne cesse jamais de s'ériger en champion de la Science avec un grand S : elle en exproprie les conquêtes, elle s'en annexe les méthodes, elle s'acharne à dénoncer l'antinomie irréductible entre le maintien des « régimes capitalistes » et les possibilités de progrès. Les « classes dominantes » ne s'attardent-elles pas

(1) Les programmes de certaines facultés ouvrières portent sur les « bases biologiques du matérialisme dialectique » et les « bases biologiques de l'économie politique ».

à étudier Platon et Kant en même temps que des manuels de chimie, ne construisent-elles pas des églises à côté de leurs laboratoires? « Évidemment, daigne concéder Pokrovsky, un microscope, qu'il soit manié par un bourgeois ou par un prolétaire, demeure toujours un microscope : la qualité des observations est indépendante de la classe spécifique à laquelle appartient l'opérateur, tandis que les divergences sociales reprennent tous leurs droits en matière d'investigations philosophiques, sociales, historiques, économiques. » En d'autres termes, seul un communiste peut devenir un savant capable de dresser un système d'ensemble et de fournir une explication générale raisonnée. Le léninisme est donc à la racine de toute connaissance; ses méthodes sont infaillibles; il est le Verbe, il est la Vérité.

Mais ici, la charpente scientifique de la doctrine ne laisse pas de craquer lamentablement. Le léninisme pourra brandir à satiété des préparations anatomiques : paradoxe incroyable, sa métaphysique, si fière de s'émanciper de toute tutelle, si bouffie de prétentions rationalistes, sa métaphysique accuse la survivance de la tare bourgeoise par excellence : elle est une religion! Son matérialisme darwiniste porte un caractère confessionnel. Sous un badigeonnage de terminologie scientifique, il n'est qu'une médiocre transposition sur un plan révolutionnaire de conceptions religieuses courantes. N'a-t-il pas son *Credo*, ses fidèles, ses messies, son église?

De même que les théories révolutionnaires du bolchévisme attestent une permanente infiltration de métaphysique, cette métaphysique à son tour décèle une incorrigible tendance à se transformer en dogme religieux. Toujours le moyen âge, en pleine république d'avant-garde, en pleine éclosion du communisme intégral : pas de science sans métaphysique, pas de métaphysique sans religion. Et si cette confusion, au moyen âge, avait la poésie mystique des synthèses primitives, le charme matinal d'une époque assez jeune pour nourrir des ambitions illimitées, aujourd'hui, sous le fatras d'une érudition simpliste, elle n'est qu'un charabia d'ignorants prétentieux. Le bolchévisme est puni, somme toute, par où il a péché : après avoir dressé des barricades contre la religion et la métaphysique, il a sombré dans une caricature de la métaphysique et de la religion.

Le matérialisme soviétique est-il autre chose qu'un article

de foi? « Je crois en la terre », écrit l'un des bardes attitrés du Kremlin, Louka Poufilof, auteur d'un véritable *Credo* léniniste. « La terre, — immense outil du prolétariat, source éternelle de toute félicité, mamelle féconde de l'humanité laborieuse ! »

Comme d'autres mettent leur confiance en Dieu, le bolchévisme s'attache à la matière. Il en fait sa Providence, la cause première et finale de tout son système. Et, pour sauvegarder son finalisme, le voici aux prises avec le plus métaphysique et le plus religieux des problèmes : celui de l'existence du mal. Le marxisme « scientifique » a beau lui souffler une solution paresseuse : l'effet d'une lutte zoologique, d'une brutale sélection d'espèces, — un phénomène comme un autre... Mais ici, le bolchévisme tourne résolument le dos aux infusoires de l'université Sverdlof; il oublie les conseils du macaque qui inspirait à Lénine la rédaction de ses décrets : c'est dans un esprit métaphysique et religieux qu'il aborde le problème du mal et confesse ainsi, d'une manière implicite, l'insuffisance de ses méthodes darwinistes. Impuissant à découvrir la moindre trace d'explication à travers ses microscopes, le matérialisme historique se résigne à chercher dans un péché originel la raison primordiale des injustices et des souffrances; la seule modalité qu'il apporte à une conception essentiellement biblique, c'est de la transposer sur un plan révolutionnaire : le péché originel est d'ordre économique, il est tout entier dans l'emprise individuelle sur la matière; bref, il est la propriété privée. Mais qui dit péché originel, dit aussi rédemption : le matérialisme historique n'a pas échappé à cette nécessité; il ne s'est pas arrêté à mi-chemin, dans ses plagiats religieux, en enfermant pêle-mêle, avec des protoplasmas et des larves, l'espérance elle-même au fond de ses bocaux.

A la place du peuple élu par Dieu pour engendrer le Messie, c'est une classe sociale qui devient l'Israël marxiste. Porteur de la vérité, le prolétariat rachètera les péchés du monde; martyrisé, crucifié dans la personne de plusieurs générations révolutionnaires, il finira par pousser sur l'avant-scène internationale un prophète victorieux. Rien ne manque, on le voit, à cette idéologie purement religieuse du matérialisme historique : rien, pas même la croyance en une vie future. Le royaume des cieux, ramené sur terre, ne s'entr'ouvre qu'au bout des convulsions et des affres d'un cataclysme social, sous l'aspect d'une

république universelle de soviets prolétariens. Et, pour assurer à leur classe la jouissance de ce paradis hypothétique, les ouvriers sont appelés à suivre aveuglément leurs chefs sur de nouveaux calvaires.

Car, morts ou vivants, ces chefs sont infaillibles : Karl Marx est le seul dieu, Lénine est son prophète, le parti communiste est son Église. Telle est la conséquence pratique du matérialisme bolchéviste dans sa folle aspiration à l'universalité. Le Kremlin s'érige en « Vatican moujik ». Moscou remplace Jérusalem, Rome et La Mecque. Saint Synode de l'émeute, le Comité exécutif de la IIIe Internationale, joint au bureau politique du parti communiste, assure la continuité des traditions, la pureté de la doctrine, l'exercice de la souveraineté spirituelle. Aucun écart n'est toléré dans le troupeau des fidèles. Au moindre symptôme de schisme, les grands prêtres font entendre les tonnerres de leurs bulles sans appel. S'ils réunissent des conciles œcuméniques, c'est seulement pour perfectionner leurs moyens de prosélytisme, pour multiplier leurs missionnaires, pour enregistrer des conversions ou pour lancer des anathèmes. A la manière d'une révélation sacrée, la dogmatique révolutionnaire est en dehors des variations humaines. A l'heure du baptême communiste, les catéchumènes en acceptent sans réserve les vérités et la discipline. Ils n'ont plus qu'à s'agenouiller devant les tables de la loi et qu'à baiser la mule de leurs interprètes.

Par là s'éclaire sous son jour véritable le dernier balbutiement d'une pensée atteinte de sclérose : « Évitez les schismes... Conservez intacte et pure l'autorité du Comité central... » Lénine, le Smerdiakof de cauchemar, singeait un testament sacré : il traitait en apôtres la clique d'aventuriers qu'il avait attachés à son char; il fondait une religion, il bâtissait une église. Et c'est peut-être dans cette hiérarchie et dans cette discipline, dans cette structure ecclésiastique imprimée au parti communiste, que son cynisme invétéré avait réellement donné sa pleine mesure. L'embrigadement du prolétariat sous la bannière d'une autorité intransigeante et rigide, n'impliquait-il pas un manque de confiance absolu envers le prolétariat lui-même? Tout en puisant dans le droit divin de l'ouvrier la source de son pouvoir, Lénine a professé le plus cinglant des mépris pour sa clientèle. Il a toujours jugé le prolétariat inca-

pable de réaliser sa destinée messianique, s'il était livré à ses propres forces. Pour conduire ce *minus habens* sur les sommets de la domination mondiale, le léninisme devait l'encadrer de hiérophantes, doublés de gendarmes, et lui imposer des impératifs catégoriques applicables par la *Tchéka*.

Ici éclate la nature définitive de la métaphysique bolchéviste : elle n'est pas uniquement une religion représentée par une Église ; elle comporte, en dernière analyse, l'établissement d'une véritable théocratie. La spéculation révolutionnaire, chez Lénine, s'accommodait d'une tranchante philosophie de pharmacien radical.

Mais supposons, un instant, M. Homais investi d'une puissance temporelle et spirituelle illimitée ; supposons M. Homais devenu le Lama et le Tamerlan du communisme. L'univers entier sera réduit par oukase au dénominateur marxiste. Les vérités prolétariennes seront exécutoires sur-le-champ, comme des exploits d'huissier. L'*Okhrana* sera mobilisée au service de la « libre pensée ». Elle pratiquera la terreur rouge dans le domaine des idées et des croyances avec la même implacable et froide cruauté que les « suppressions physiques » ; elle incarcérera les faits gênants et traînera sur l'échafaud les doctrines ennemies. A l'exemple de ce Serge Malychef, si admiré par Lénine pour la qualité de ses biceps prolétariens, le bolchévisme ne se bornera pas à « casser la figure au président de la Douma », à la Douma elle-même, à l'Assemblée constituante, à la démocratie : il « cassera la figure » aux savants et aux prêtres ; il lancera, contre les églises et les bibliothèques, une tourbe interlope conduite par des forçats comme Fedka ou des proxénètes comme Victor ; il souillera des icones, des croix et des livres ; il poursuivra Dieu pour crime de contre-révolution.

Les persécutions religieuses, depuis l'assassinat des évêques jusqu'à l'aménagement des *dancings* dans les églises, depuis l'enseignement officiel de l'athéisme jusqu'aux liturgies obscènes célébrées par la jeunesse communiste, toutes ces messes noires d'une plèbe déifiée, toutes ces démences d'un sabbat prolétarien, tout ce satanisme de ruisseau, on les trouve en puissance dans le sadisme goguenard du chef et la perversion de la science aux mains des vandales socialistes. Le marxisme dit scientifique aboutit au « règne du goujat » entrevu par Mérejkovski, du goujat hissé au faîte d'une autocratie intégrale

et d'une infaillibilité universelle, couronné patriarche, tsar et président de toutes les académies, vautré sur le trône, les pieds sur l'autel et roulant une pincée de tabac méphitique dans un feuillet de l'Évangile ou de Platon.

III. — LA PUISSANCE DES TÉNÈBRES

Qu'une doctrine ait besoin, pour gagner les masses, de recourir au gendarme, cela suffirait à prouver sa faillite idéologique. Mais une banqueroute de cet ordre importerait assez peu aux yeux des sectaires, interprètes de l'absolu marxiste, si, cédant à la trique, le moujik remplaçait les icones par les portraits de Karl Marx et de Lénine : à force de contempler la barbe hirsute de l'un et le facies oriental de l'autre, à force de relire l'*Alphabet communiste* de Boukharine et de voir, sous ses fenêtres, des galopins et des tricoteuses s'exercer aux parodies liturgiques, le prolétaire ne manquerait pas de s'émanciper peu à peu de l' « hypnose religieuse... »

Toujours aprioriste et optimiste à souhait, le matérialisme historique admet, à titre d'indiscutable postulat, que le prolétariat est athée, marxiste et darwiniste d'instinct. Mais, pour mieux l'asservir, la bourgeoisie s'est employée, pendant des générations entières, à étrangler le vieux fond primitif sous une couche artificielle de croyances, de rites, de préjugés, destinés à garantir la suprématie des classes possédantes. Au-dessus de la chapelle de Notre-Dame d'Ibérie, à l'entrée du Kremlin, flotte toujours une immense inscription, que M. Homais, naturalisé bolchévik, eût signée des deux mains : « la religion est l'opium à l'usage du peuple. » Dissiper les vapeurs de ce narcotique, éveiller la conscience du prolétariat enfumée par une intoxication séculaire : tel est, évidemment, le devoir d'un État-Providence, qui a nationalisé la vérité comme les banques, les mines et les chemins de fer. Et, pour réussir dans cette œuvre de libération intellectuelle et sociale, tous les moyens sont justifiables, tous les arguments sont légitimes, y compris de préférence l' « argument du bâton ». Pour faciliter les couches du communisme, un chirurgien révolutionnaire n'a pas le droit d'hésiter devant une opération césarienne. Messianistes à rebours de l'école slavophile, les bolchéviks opposent, sans se lasser, à l'acte de foi extatique de Dos-

toïevsky, — « le peuple russe porteur de Dieu », — la terrible lettre de Bélinsky à Gogol : « On croit que le peuple russe est le plus religieux des peuples au monde... Mensonge, mensonge ! La base d'une religion, c'est la piété, c'est le respect, c'est la crainte de Dieu... Or, le Russe ne redoute pas d'invoquer le Ciel en se grattant le dos. Il dit d'une icone qu'elle est utile aux prières, mais qu'elle ne peut même servir de couvercle à une marmite. Examinez bien ce peuple : vous verrez que, par essence, c'est un peuple profondément athée. Beaucoup de superstitions ; pas une trace de religion... Le peuple russe se distingue radicalement des catholiques français : l'exaltation mystique n'est pas dans son caractère ; il a trop de bon sens, trop de clarté positive dans le cerveau, et c'est peut-être là que réside l'immensité des destinées historiques qui l'attendent dans l'avenir »...

Les exégètes bolchéviks n'ont guère eu de peine à tirer de ce texte des conclusions favorables à leur propagande : les destinées historiques du peuple russe se confondent avec la révolution communiste dont il est l'artisan, l'avant-garde, la « fierté et la fleur » ; le marxisme a trouvé en Russie son premier et véritable terrain d'adaptation ; il a dans le moujik, guéri de ses sorcelleries byzantines, l'apôtre-né de l'athéisme scientifique. Chose curieuse, cependant, même les plus récentes recrues du bolchévisme, ralliées au parti sous le nom de « promotion léniniste », c'est-à-dire la jeunesse ouvrière qui, faute de contre-poison, devait offrir le moins de résistance à l'emprise du matérialisme, même ces derniers venus témoignent d'étranges inquiétudes confessionnelles. Au cours d'un meeting, auquel ont pris part environ 2000 de ces catéchumènes, le camarade Zorine, l'un des meilleurs lieutenants de Zinovief, s'est vu saisir de 86 interpellations dont 23 concernaient les problèmes religieux. Non sans mélancolie, la *Pravda* en a signalé les plus indiscrètes : « Le Christ et ses apôtres ont-ils été des menchéviks ou des bolchéviks ? N'ont-ils pas été poursuivis par le gouvernement et le clergé ? N'ont-ils pas souffert pour le peuple ? Le communisme peut-il être l'objet d'une foi religieuse ? Peut-on vivre en général sans foi ? Les enfants doivent-ils être élevés dans la religion chrétienne si la mère seule est restée pratiquante ?... » Toutes ces questions dénoncent une singulière préoccupation de concilier

la nouvelle doctrine avec les croyances des ancêtres ; elles laissent entrevoir, au fond des âmes les plus dévergondées par la propagande athéiste, le clignotement d'une lueur mystique, pareille à ces veilleuses qui brûlent en Russie devant les images saintes. Trop souvent d'ailleurs, aux dires de la presse moscovite elle-même, cette flammèche, attisée par les persécutions, s'exalte au point d'incendier les foules et de les jeter contre les baïonnettes de la tchéka : la profanation des reliques avec le concours du cinématographe, l'expropriation des objets du culte, l'arrestation du Patriarche, la fermeture des églises, même l'abolition du calendrier Julien, ont provoqué, sur le front religieux, d'innombrables effusions de sang. Faut-il s'en étonner si, toujours d'après la *Pravda*, même des communistes brevetés se marient à l'église, font baptiser en cachette leurs enfants et confectionnent des gâteaux de Pâques ornés du pentagramme soviétique ?

Mais, dans sa guerre contre Dieu, le bolchévisme ne s'attaque pas seulement aux inépuisables réserves de mysticisme dont Bélinsky niait les disponibilités : il se heurte aussi parfois à ce « bon sens, à cette clarté positive du cerveau », qui devaient précisément, dans l'esprit des communistes, faciliter une rapide déchristianisation de la Russie. C'est que l'Église avait des réponses à toutes les préoccupations spirituelles des masses ; elle fournissait une réglementation morale au moujik qui, bien avant *les Frères Karamazof*, avait déjà admirablement compris que « tout était permis, si Dieu n'existait pas ». Le bolchévisme peut-il se targuer des mêmes prérogatives ? Tandis que le plus humble des villageois sait à quoi l'on reconnaît un chrétien véritable, le parti communiste est encore incapable de donner une définition exacte de ses adeptes. A défaut d'autres critères, il envisage parfois la vérité sous un angle héréditaire ; il en fait l'apanage de l'aristocratie prolétarienne. Dangereuse équivoque ! L'écrasante majorité des leaders communistes se compose de bourgeois dévoyés ; le père de Lénine lui-même avait un grade dans le *Tchin*, et la lignée des Tchitchérine remonte au XIVe siècle.

Toujours inquiet de retrouver le *barine* (Monsieur) sous le camarade, le moujik, lui, redoute d'instinct la formation d'une nouvelle noblesse, fût-elle issue du marteau et de l'enclume. Ce qui l'intéresse, comme en témoignent les mêmes numéros

de la *Pravda*, c'est de savoir « si un communiste peut vivre à la manière d'un bourgeois, s'il a le droit d'avoir des domestiques, des bagues, des vêtements élégants, et surtout, bien entendu, de la terre, du bétail, des instruments aratoires. » Puisque le péché originel est de nature économique, et que la rédemption consiste à exproprier le riche, ces questions, toutes puériles qu'elles paraissent, touchent à l'essence même de la métaphysique bolchéviste. Rayé de la liste du parti par une commission de contrôle pour avoir aménagé une petite ferme, un vieux communiste interroge ses juges : « M'auriez-vous exclu pour un dindon ? — Non, répond la Commission. — Et pour deux ? — Non, réplique la Commission après une seconde d'hésitation caractéristique. — Je vous serai donc reconnaissant de m'indiquer le nombre exact de dindons auquel a droit un communiste loyal. » La Commission, fait observer la *Pravda* (25 août 1923), n'a pas été en mesure d'élucider un problème dont dépendait pourtant l'existence de toute une famille. Engels, Marx et Lénine avaient dédaigné, en effet, de prévoir ces détails de basse-cour, mais ces détails, qui dominent la vie de 80 pour 100 de la population russe, leur font toucher du doigt l'impuissance d'une religion matérielle à trancher les difficultés matérielles les plus simples.

Encore une fois, référons-nous à la *Pravda*, le porte-parole officiel du parti communiste. L'abolition du mariage religieux provoque à tous les metings ces questions angoissantes : « Au point de vue communiste pur, comment réglementer l'institution de l' « amour libre » ? Où s'arrête la liberté, où commence la licence? Quels sont les devoirs réciproques des conjoints qui se sont « librement » associés? Quels sont leurs devoirs envers les enfants ? Un communiste a-t-il le droit de changer chaque année de femme? » Doctrine universelle, religion, métaphysique, science, morale, le bolchévisme, à moins d'accuser une redoutable banqueroute, se devait d'apporter des solutions rationnelles à tous ces problèmes. Mais les canons communistes restent muets; Lénine garde son sourire canaille de sphinx kalmouk. « Nous avons brisé en éclats les préjugés religieux, déclare Trotzky dans son livre *Voprossy Byta* (Questions de mœurs) : nous n'avons rien donné en échange... L'amour libre a eu surtout pour effet des enfants abandonnés... On se bat dans les familles à cause des enterrements et des

baptêmes... L'homme met les icones en miettes, la femme lacère les portraits de Karl Marx... » Trotzky aurait pu ajouter que les contrats matrimoniaux contiennent parfois des clauses et des termes qui dénoncent une évolution darwiniste à rebours.

« Commençons par agir; on verra ensuite... » Lorsqu'il condescendait à relever les objections de ses adversaires, Lénine n'allait jamais au delà de cet empirisme militant. Comme une trombe le bolchévisme a passé sur l'immense étendue glorifiée par Pouchkine, « depuis les froids rochers de la Finlande jusqu'aux rivages ardents de la Colchide ». Et si, par une grâce vraiment exceptionnelle, la faveur a été accordée à Lénine de mourir dans l'inconscience, d'autres, à sa place, ont pu mesurer la déchéance de son œuvre et la stérilité de ses méthodes.

Tel Satan à la fin d'un sabbat, Trotzky, le surhomme rouge, ne voit plus autour de lui qu'un effroyable désert : « Le prolétariat est pauvre en traditions. Sa culture est misérable : il est dépourvu des notions et des habitudes intellectuelles les plus élémentaires... » Est-ce le même Trotzky qui, en octobre 1917, découvrait de la grandeur jacobine chez des matelots dépeçant une toile de Rembrandt pour en feutrer leurs bottes poisseuses de boue et de sang? Est-ce le même Trotzky qui applaudissait sans réserve des ouvriers tentant de faire sauter Pétrograd pour édifier la cité marxiste, la « Sainte Commune », sur les décombres impériaux?

Le prolétariat, à cette époque héroïque, s'affirmait doté d'une véritable puissance créatrice; la révolution paraissait capable d'engendrer du jour au lendemain un monde nouveau. On bâclait des décrets dans la folle certitude de leur réalisation immédiate. On faisait preuve des mêmes défauts d'imprévoyance, d'audace puérile, d'assurance fanfaronne, qui avaient toujours compromis les offensives de la Russie. Écoutons Trotzky : au bout de sept ans d'expériences frénétiques, il se résigne à reconnaître que les « mœurs et la psychologie sont terriblement conservatrices »! Au bout de sept ans d'efforts cyclopéens, il confesse, à la place de l'Éden communiste, le « règne des forces destructives, des forces chaotiques ». Et Trotzky n'est pas seul à prendre conscience de ce lamentable effondrement. Affamée et démoralisée, la classe élue se meurt; elle est presque morte. « Nous sommes fatigués, nous sommes fatigués », s'écrie la *Pravda* (12 octobre 1924). « Nous sommes

les derniers de notre caste, nous n'avons pas à vivre longtemps », pleure un élégiaque soviétique, le camarade Cherchénevitch. Et le poète Asséef, l'une des gloires moscovites, avoue une banqueroute encore plus retentissante : « Comment puis-je te chanter, tribu communiste ? Tu n'es plus teintée de rouge prolétarien, tu es rousse », — rousse comme les clowns qui s'affublent invariablement en Russie de perruques carotte. De plus en plus, chez des bolchévistes jadis convaincus, s'observent cette mortelle lassitude et cet incurable désenchantement. Certains, comme Kouznetzof et Loukovitinof, ont préféré chercher dans le suicide l'oubli de leurs illusions.

* * *

Et si, parmi les démiurges, aux sommets de l'Olympe bolchéviste, la démoralisation revêt des formes aussi dramatiques, il n'est que trop naturel de voir les grandes masses, exaspérées par la souffrance, mobiliser contre le communisme toute leur capacité de fanatisme et de haine. « Les paysans nous considèrent comme des messagers de Lucifer, écrivent aux *Izvestia* (5 février 1923) des soldats rouges revenus dans leurs villages; ils nous adressent la parole seulement à la condition d'avoir des oignons dans leurs poches, moyen infaillible pour combattre les tentations du démon. » D'après le *Rabotchii Pout*, les moujiks font rebaptiser leurs filles courtisées par des fonctionnaires bolchéviks. Partout, comme le constate presque chaque numéro de la *Pravda*, en novembre et décembre 1924 les campagnes se livrent à une véritable Saint-Barthélemy des *selkors*, correspondants ruraux de la presse moscovite, en réalité agitateurs et mouchards et, pour les paysans, autant de monstres vomis par l'enfer. Partout, sans en excepter la capitale, le siège du fameux « Vatican moujik », aux alentours mêmes du Kremlin, des histoires terrifiantes, colportées à mi-voix, identifient toujours davantage le communisme avec le diable ; tantôt c'est un membre du *komsomol* (1), dont la langue grossit comme une trompe en punition de ses blasphèmes; tantôt un enfant aux pieds de bouc qui naît dans une famille communiste ; tantôt un orateur officiel qui se met à coasser, métamorphosé en grenouille.

(1) Association de la Jeunesse communiste.

« La Russie entière, assurent les journaux soviétiques, se débat au milieu de préjugés sauvages et de superstitions barbares. » Mais sur qui retombe la principale responsabilité de cette recrudescence de folies médiévales, sinon sur le communisme lui-même ? Si l'assaut déclenché contre les croyances a eu pour conséquence infiniment heureuse de relever le prestige d'une Église trop pliée jadis sous la férule bureaucratique, de la rendre moralement plus forte que jamais par le martyre et de grouper, enfin, autour des vieilles icones historiques les dernières épaves de l'« Intelligence » décimée, il n'a pas manqué, — de pair avec cette résurrection bienfaisante, — d'exacerber aussi le mysticisme dévorant de la foule et d'ouvrir toutes les écluses à la « puissance des ténèbres ». En pleine gestation communiste, l'an mille s'attarde toujours.

Un souffle de panique balaie les troubles profondeurs du pays. Qu'un aérolithe s'abatte dans un district dont un récent décret avait changé le nom traditionnel en « Léninsky, » les moujiks s'affolent. C'est le crachat du prophète Élie, disent les uns; c'est la lune qui a fini par éclater, affirment les autres; mais tous sont d'accord pour attribuer le phénomène aux colères du ciel : « Les mécréants ont voué notre district au diable, et voici, comme châtiment, un caillou de six mille pouds » (*Izvestia* du 3 février 1923). Une bonne moitié de la population russe guette les signes précurseurs de l'Apocalypse et croit entendre résonner les trompettes du Jugement dernier. « Un peuple qui renie Dieu est condamné à la perte », déclarent gravement des paysans au correspondant de la *Pravda* (n° 181 de 1923). « Une immense vague déferlera sur la plaine russe et détruira tout, sous la chevauchée d'une infernale écume. » Cette prophétie, en décembre de l'année dernière, a plongé Moscou dans une telle consternation que les commissaires du peuple ont cru devoir la faire démentir par un géologue célèbre, l'académicien A. Pavlof. Mais qu'importent au moujik les académiciens, les géologues, les professeurs ! Ici une « poule enflammée » a traversé les espaces ; ailleurs, les sauterelles des Écritures ont dévoré des soviets. Les rumeurs les plus saugrenues trouvent une clientèle de visionnaires. Les cauchemars s'objectivent. Tout devient un prétexte pour amplifier les angoisses; tout prend une mystérieuse et tragique signification ; même les progrès de la science, même les bienfaits de la

civilisation, ne sont plus aux mains du communisme qu'un maléfice de Belzébuth.

Lors de la grande famine en 1921, des hordes paysannes saccageaient de préférence les stations météorologiques, ces inventions du diable et des soviets, qui « bravaient le ciel et empêchaient la pluie » (*Krasnaia Gazeta* du 21 juillet); ils déterraient les pécheurs décédés sans extrême onction et fabriquaient des cierges avec la graisse pourrie de cadavre (*Bednota* du 14 juillet) : or, au bout de deux ans, hier comme aujourd'hui, c'est toujours le même envoûtement, ce sont toujours les mêmes pratiques stupéfiantes. Au pays du matérialisme scientifique, de l'Université Sverdlof, de l'athéisme érigé en religion d'État, l'aménagement des fils télégraphiques démontre sans appel que « les temps sont révolus ». « Nos pères nous avaient prédit la disparition du monde lorsque la terre serait entortillée de fils de fer » (*Pravda* du 15 mai 1923). La Vierge apparaît en Podolie, ordonne aux villages de creuser des tombes collectives et de planter des croix expiatoires; la nouvelle s'en répand avec une foudroyante rapidité à travers la région entière et de 500 verstes à la ronde des cortèges extatiques s'acheminent vers cette « vallée de Josaphat ».

Patrie de Saint-Serge, dont la Laure est devenue le sanctuaire de la foi éclairée, la Russie est toujours restée aussi le berceau des *Klikouchi*, ces indéfinissables voyants des carrefours et hiérophantes des bas-fonds, crétins et génies, sorciers et dévots, blasphémateurs et prophètes. Chargés de chaînes sous leurs loques sordides, ces histrions de l'Église, ces monstres du Christ, ont rempli l'histoire moscovite de leurs prières et de leurs imprécations. Les tsars, à tour de rôle, leur baisaient la main et leur donnaient le knout. Saint Basile, qui crachait au visage d'Ivan le Terrible, n'a été, somme toute, qu'un *kukoucha* canonisé. Dans la première moitié du XVIIe siècle, un autre klikoucha, Térechka, terrorisa le Patriarche en personne. Dès qu'une calamité populaire ravageait la Russie, une armée de klikouchi surgissait des coulisses moscovites pour communiquer aux foules la contagion de leur délire. Pierre le Grand lui-même s'est usé dans la lutte contre cette épilepsie éminemment nationale. Le bolchévisme aussi. N'a-t-il pas, d'ailleurs, renouvelé de l' « époque trouble » toutes les conditions historiques les plus propices au pullulement des convulsionnaires,

— épidémies, famines, désordres intérieurs? Et les rhéteurs de la IIIe Internationale sont-ils autre chose après tout que des klikouchi marxistes?

* * *

Rien ne ressemble plus à l'antique Moscovie que l'Union des Républiques Socialistes des Soviets. Électrification, communisme, athéisme, matérialisme? un nouveau décor à la Potemkine : du socialisme en toc, des machines en carton et, pour remplacer le prolétariat, des figurants recrutés par la tchéka et conduits par des derviches-tourneurs. La première application du marxisme dialectique, biologique, historique, a rejeté en droite ligne la Russie moderne vers toutes les frénésies et vers toutes les déliquescences de son « époque trouble ». Des repris de justice au pouvoir, des querelles byzantines dans le clergé, la danse macabre du choléra et de la lèpre, la chair humaine vendue sur les marchés et, partout, la hantise et la soif du surnaturel, un épais grouillement d'imposteurs, de revenants, de devins, l'hystérie collective d'une nation aux prises avec la bête apocalyptique.

Sous des titres où s'accumulent d'irrécusables aveux de détresse : « Retour au moyen âge », « Impénétrables ténèbres », « Victoire des popes », — la presse de Moscou ne se lasse pas de stigmatiser l' « obscurantisme » d'un peuple prédestiné à bolchéviser l'univers et qui s'acharne à confondre le communisme avec le règne de l'Anté-Christ! La fédération soviétique tout entière est sillonnée de pèlerinages, la population revenue à l'état nomade pour faire la chasse aux miracles, pour retrouver Dieu, la Vierge, les Saints expulsés par la *G. P. O.* Aux environs de Kief, où les guerriers de Vladimir avaient noyé leurs idoles, des icones soudain se mettent à verser des larmes; les croix distillent du sang dans les bourgades de Volhynie et de Podolie; près de Poltava, les rameaux sécrètent de l'eau bénite; à Saltykovo, un ruisseau reflète le visage divin du Sauveur... Autour de tous ces sanctuaires improvisés, d'immenses multitudes bivouaquent en plein air, clouent leurs images saintes aux troncs des arbres, transforment les forêts en tabernacles, s'épuisent en cantiques et en prières. Trop souvent, à la grande satisfaction des soviets, des charlatans s'empressent de monnayer ces

extases : des boisseaux de blé et des quartiers de viande engraissent journellement des milliers de Raspoutines villageois ; les autorités interviennent alors au nom de la loi et de la science outragées ; des échauffourées éclatent ; le sang coule ; mais le peuple n'en reste pas moins attaché à ses klikouchi, même véreux, même funambulesques, pourvu qu'ils lui ouvrent en fraude une percée sur le ciel, pourvu qu'ils anathématisent un régime abhorré, pourvu qu'ils ressuscitent le Tsar, la Tsarine, le Césarévitch. Car la métaphysique bolchéviste en est là : elle se voit obligée de lancer sa police aux trousses des « faux Dimitri » ! N'avait-il pas suffi, pour mettre en ébullition tout le gouvernement de Penza, qu'une institutrice névrosée, Claudine Polikarpovitch, se fît proclamer l'impératrice Alexandra et un baladin de foire, Sacha Troudenkof, le grand-duc Alexis?

Si nombreuses que soient ses prisons et implacables ses procédés inquisitoriaux, la tchéka s'affirme impuissante à endiguer une lame de fond, toujours grossie par l'océan populaire. Armé jusqu'aux dents, l'État bolchéviste est contraint de battre en retraite. Pour faire concurrence aux cérémonies religieuses, le matérialisme communiste est acculé à la triste nécessité de chercher des dérivatifs dans l'imitation des « préjugés » qu'il combat. Aux noms illustrés par les apôtres, les prophètes et les saints, il oppose une collection barbare de sobriquets révolutionnaires : il y a de petits garçons qui s'appellent Lénine, Radek, Troud (travail), Kim (abréviatif de l'Internationale de la jeunesse communiste), Profsoiouz (abréviatif d'unions professionnelles), Rem (synthèse de ces trois termes sacrés : révolution, électrification, paix) ; les petites filles s'adornent d'appellations non moins bizarres : Fédération, Commune, Octobrine, Ninel (le nom de Lénine écrit à rebours). A la place du baptême chrétien, un baptême communiste : une « collectivité ouvrière » dans le rôle de parrain ; et, pour vouer le nouveau né à sa mission révolutionnaire, un diplôme calligraphié à l'encre rouge offert par la « cellule athée » de sa résidence : « Nous ne te bénissons pas au nom de la Croix, héritage de l'ignorance et du servage, mais au nom du drapeau rouge, drapeau du travail et de la lutte... Que les ouvriers de tous pays, de toutes races, de toutes couleurs, te soient également proches. Confonds dans la même haine les rois, les banquiers, les indus-

triels et les popes de toute la terre. Sois un loyal disciple de Lénine; tiens haut et ferme l'étendard de la science, demeure toujours fidèle à la IIIe Internationale... »

Mais le bolchévisme ne se borne pas aujourd'hui à emprunter ses rites et ses coutumes aux religions; sa métaphysique n'aboutit pas seulement, de défaite en défaite, à l'établissement d'une théocratie policière et d'un culte d'État. Pour mettre l'Église en échec, elle n'a plus d'autre moyen que de recourir aux déformations de l'Église elle-même. Pour mater le clergé sommé de son Patriarche et rendu par la chute du tsarisme à son autonomie primitive, elle se résigne, en désespoir de cause, à encourager des schismes susceptibles de lui fournir des auxiliaires. Après avoir fusillé des klikouchi à tour de bras, c'est au klikoucha que le matérialisme historique propose son alliance. Issue des bocaux remplis d'infusoires, une doctrine fondée sur les sciences naturelles s'engage à la suite des sorciers, des devins et des contorsionnaires. L'éternel klikoucha russe!

Sous la protection officielle ou tacite des soviets, les pires hérésies finissent par s'écheveler librement sur la terre classique de toutes les démences religieuses. Les *doukhobors* reviennent en masse des États-Unis; les vieux croyants multiplient leurs paroisses; les coureurs et les *khlysty* renouvellent leurs tournoiements dionysiaques; des aliénés se mutilent, se jettent dans les flammes, s'enterrent vivants, se crèvent les yeux.

Le sadisme léniniste exploite ces folies contre l'Église avec la même désinvolture cynique qu'il utilisait les forçats contre la démocratie. Il réussit même à embrigader des klikouchi à sa solde parmi les moines dévoyés et les popes débauchés. Dans d'étranges « communes monastiques », des diaconesses se signent au nom du Père, le Travail, du Fils, l'Ouvrier, et du Saint-Esprit, l'Indignation populaire contre le péché social. Une mystérieuse confrérie annonce la création d'une « IIIe Internationale religieuse » (*tretii interreligial*), la fusion de l'Église avec l'organisation de Zinovief, la canonisation de Marx, de Liebknecht, de Darwin et, pour remplacer les offices, le « culte du centre psychique sur la base de l'évolution des espèces. » Comme toujours, en matière de « stratégie bolchéviste, » une écœurante promiscuité confond dans la même bacchanale le

thaumaturge et le mouchard, l'apôtre et l'agent provocateur. L'*Okhrana* se jette au travers des conflits dogmatiques, règlemente les schismes, préside aux saturnales des sectaires, ces fameuses *radénii* où le mysticisme se vautre dans l'orgie avec des grognements de bête. L'évêque Antonin, destitué pour des mœurs inquiétantes sous l'ancien régime, échafaude une nouvelle organisation ecclésiastique, « la renaissance de l'Église » ; l'évêque Ioanniki fonde l' « Église libre des travailleurs », qui ravale l'Évangile à une simple ébauche du *Kapital* de Marx ; une basse créature de Raspoutine, le prêtre Belkof, fonde un « syndicat de travailleurs religieux » ; le prêtre Voïdensky, opportuniste aigri, prêche l'élection des curés par des soviets de paroissiens ; enfin, le célèbre Krasnitzky, ancien membre des « Cents noirs » ultra monarchiste, véritable pourvoyeur de la tchéka, oppose à l'ancienne orthodoxie les bouffonneries révolutionnaires de son « Église vivante ».

Il ne restait plus à la métaphysique bolchéviste qu'un seul pas à faire pour fournir la preuve suprême de son impuissance de gouverner le moujik sans la coopération d'une Église. Et ce pas, elle l'a franchi en copiant avec une plate servilité les méthodes les plus brutales de l'autocratie tsariste. Anomalie dont le prestige « scientifique » du matérialisme ne saura jamais se relever. Un pouvoir athée a convoqué un concile falot (juin 1924), pour destituer le Patriarche et pour dicter aux citoyens le devoir d' « aider les Soviets à organiser le règne de Dieu sur la terre ». Incapable d'extirper la foi, malgré toutes les prouesses de ses bourreaux et le prosélytisme de ses « professeurs rouges », l'État marxiste en a concédé le monopole d'abord à l' « Église vivante », puis, après la soumission de Krasnitzky, à un Saint-Synode calqué sur celui de l'Empire, une assemblée de bureaucrates en soutane courbés sous le talon soviétique. Le mépris général où s'effondre toujours plus bas ce commissariat ecclésiastique n'entache en rien la certitude que, trop faible pour briser les autels, le bolchévisme a tenté de les nationaliser à son profit.

SERGE DE CHESSIN.

(A suivre.)

LE LIVRE DE RAISON

VIII[1]

LE LIVRET MILITAIRE

XXX. — INCORPORATION

Je l'ai trouvé oublié dans mes papiers en les triant. Il date de 1889. Il y a trente-cinq ans que j'ai été déclaré « bon pour le service ». Un rien de mélancolie m'est venu à feuilleter ces pages que le temps a jaunies déjà, où l'écriture pâlit, où les corrections à l'encre rouge, seules, ont gardé leur couleur, la rutilance des jours printaniers, des matins étincelants... Mais que de choses, que d'images il a réveillées; que de rêves, de projets, d'ivresses, d'illusions incessamment dissipées et reformées, de battements de sang, de battements de cœur, alors que la vie se déployait comme un fleuve spacieux où s'embarquer avec l'aurore!... Je veux me livrer un moment à ces souvenirs...

Je lis : 9e régiment de chasseurs; matricule 1183. Appelé, arrivé au corps et chasseur de 2e classe, à compter du 15 novembre 1890... J'arrivais de Paris. Mon père, mes études tardivement achevées, avait voulu que je vécusse quelque temps dans la ville éclatante, harmonieuse et polie, afin que, fils du sol, j'en reçusse une empreinte de grâce et de juste beauté. Je dirai quelque part avec quel étonnement ravi j'ai erré dans ses rues, ses jardins et ses places, visité ses palais, ses musées, ses églises, hanté ses théâtres, foulé ses avenues, l'incomparable chemin

(1) Voyez la *Revue* (15 mars 1922 — 1er novembre 1924).

surtout, fait de cimes et de façades parallèles, qui monte à l'Arc de Triomphe, l'Arc unique, pour qui Rome même eût manqué de trophées, et qu'emplit aujourd'hui l'humble gloire d'un soldat inconnu... Le 9e chasseur tenait garnison à Auch, au quartier Espagne, dans la ville basse. Espagne, général de division du premier Empire, était un des sabreurs de Napoléon. Les anciens menaient les recrues le saluer, debout sur son socle, en avant de grandes Halles... Je débarquai par un après-midi lumineux d'automne. L'été de la Saint-Martin n'est point ici un vain mot. La flamme oblique, vive toujours, quoique adoucie, touche la terre de plus près et retient encore le froid, malgré l'approche hâtive de la nuit. Jamais le ciel n'est plus limpide, l'horizon plus profond. Dans les heures tièdes de la journée où l'air a fini de vibrer, c'est comme une atmosphère de cristal d'un bleu tendre à travers lequel toute chose fait trait ou rayon. Une étroite maison sur un coteau se dessine et luit comme un temple... C'est dans cette clarté que je franchis le corps de garde.

Je fus happé, affecté, versé au 2e peloton du 1er escadron, conduit à ma chambrée, et là tout de suite entouré, interrogé, et puis pourvu d'un châlit, d'une gamelle et d'un quart, d'une miche, parce qu'il fallait ce soir même manger et dormir; enfin présenté à mon ancien. La présentation se fit avec cérémonie. Un ancien, en ce temps, c'était comme la moitié du bon Dieu; initiateur et protecteur à la fois. Le mien s'appelait Pédousseau. A tant d'années de distance, je le vois encore gras et petit, tassé, crasseux à souhait, la figure ronde, épanouie, piquée d'une éternelle cigarette, où des yeux gris magnifiques mettaient on ne sait quelle nostalgie de pâtre exilé. De fait, il venait de Bigorre, et berger de la montagne, il ne pouvait oublier les hautes altitudes... Il était garde-manège. Personne comme lui pour arroser, herser, ameublir les pistes, égaliser l'immense lit de sciure de bois; pour dresser une haie, équiper une barre sur les chandeliers, sans commandement, car il connaissait les habitudes de chacun; pour rattraper une bête qui s'était déchargée de son homme et se ruait au galop, ou promener en rond la monture de l'officier, pied à terre, en n'ayant garde de gêner la reprise; personne comme lui pour ouvrir les portes juste à temps à la fin du travail: ni trop tôt, de peur d'énerver les chevaux impatients déjà de sortir, ni trop tard, de crainte de ralentir l'écoulement de la colonne ou

de provoquer en queue des à-coups. Aussi paraissait-il inamovible. Il vivait serein, placide, imperturbable.

De lui, j'appris à faire mon lit, ma charge, à fourbir les aciers, à astiquer les boutons, à cirer et à lustrer les cuirs. J'appris à balayer la chambrée, et puis les pavés de la cour, en avançant parallèlement des deux jambes, à balayer d'un grand coup circulaire qui laissait la place nette « comme un parvis d'autel qu'on lave tous les soirs », à étriller Alliance ou Graminée ou Particule, — on leur donne des noms au hasard, en feuilletant un dictionnaire; — à distribuer la botte ou l'avoine, l'œil attentif à ceux qui mordent et à ceux qui tapent, ce qui se devine aux mouvements de l'oreille : j'appris à seller et à brider ma bête selon les us régimentaires, enfin à tenir mes armes, la carabine surtout, où tant de pièces doivent jouer d'un glissement onctueux, sans qu'il reste cependant un atome de graisse.

Après quoi il passa à ma personne. Il s'agissait de m'attifer en cavalier léger. S'il voulait bien se négliger, en treillis et en bourgeron, même paraître sans soin, constellé de taches, il entendait que je fusse propre, brillant, étincelant comme un miroir. Jamais, recrue, je ne sortis sans subir son inspection. Il m'inspectait de l'éperon à la gourmette du schako. Il n'eût point souffert qu'on me fît faire demi-tour au corps de garde. Il m'initia à marcher, à évoluer, à passer rapide et cambré sous la veste bleue aux boutons nickelés, et le pantalon rouge basané, la main sur le sabre et le pied sonore... Plus tard, quand j'ai vu dans Musset, dans ses *Nuits*, je crois, une de ses belles écouter, palpitante, « dans l'écho du pilier, résonner l'éperon d'un hardi cavalier », j'ai souri, me souvenant des leçons de Pédousseau.

Il s'intéressait encore à ma moralité. Les premiers jours, il m'accompagna par les rues « pour m'expliquer les choses ». Ennemi de la débauche, portant un cœur sentimental qui emplissait ses yeux songeurs et magnifiques, il détestait et méprisait les filles, celles qu'il appelait les « fumelles », pour femelles. Depuis, de ce dégoût, j'ai beaucoup estimé mon ancien. Bien entendu, il me mena saluer le général Espagne. Nous joignîmes ensemble les talons devant l'héroïque figure. La promenade s'achevait au restaurant la Verdure, à l'ombre de platanes géants, au bord du Gers, au-dessous du pont de la Treille. Une taverne chère aux cavaliers : salle basse, longue, étroite, tables

et bancs massifs, lumière obscure, mais où une vaste cheminée flambait et rougeoyait au fond, comme un feu de la Saint-Jean. Un parfum de cuisine savante, rôtie ou sur la braise, aux recettes familiales, sortait de cet antre crépitant, tandis que les éclats de voix et les cliquetis de sabres sonnaient à travers l'odorante vapeur. Je régalais mon ancien. J'ai mangé là des garbures au fromage, longuement mijotées dans des plats de terre, que je n'ai plus retrouvées nulle part.

Je ne connus Pédousseau qu'un an Il était de la classe. Il partit après les manœuvres. Je ne l'ai pas revu. Peut-être, les cheveux blanchis comme moi, descendu des hauts plateaux vers nos régions avec son peuple laineux, il le paît non loin d'ici, appuyé sur son bâton de néflier...

Le soir de mon arrivée, j'ignorais toutes ces choses... La soupe avalée, une tournée de vin payée à ma chambrée, je m'accoudai à une balustrade pour regarder ce quartier, les bâtiments, les cours, le Gers qui coulait au milieu, le pont jeté dessus, les abreuvoirs et leurs prises d'eau, la piste cavalière bordée d'arbres feuillus encore, le manège, les infirmeries allongées sur la gauche et, aux extrémités de l'immense quadrilatère, les deux portes, les deux sorties donnant, l'une sur le corps de garde et la ville, l'autre, sur la route nationale d'Agen, et au delà, le pays, des collines succédant à des collines : tout cet habitat immédiat ou lointain, qui devenait pour trois ans ma demeure et le champ de mes chevauchées futures. Je le contemplais avec joie. J'avais repris pied sur mon sol, sur ma terre, dans le coin du monde où j'avais commencé de respirer. Tout de suite, j'avais retrouvé le goût de l'air, reconnu la lumière, senti ma chair et mon cœur baigner dans une ambiance propice, tandis que les murs mêmes m'accueillaient, répondant en échos familiers au bruit rapide de mes pas. Pour les gens, la plupart alertes et affinés, marqués de l'empreinte sarrasine, j'étais allé à l'instant à eux, les reconnaissant de ma race, engagé par le sourire facile qui est leur, qui est nôtre, que nul n'attend longtemps. Où donc aurais-je mieux aimé servir? chausser l'éperon? devenir cavalier?... Et sous la nuit qui s'était faite, mais constellée, toute piquée de feu comme un abîme illuminé, où la lune pleine s'avançait rayonnante, effaçant tout un moment autour d'elle, on aurait dit que cette nature inerte et vive, de l'enceinte des corps de

bâtiments à triple étage, élevés sur les écuries, ouverts de degrés en degrés sur des arcades, au cercle des collines qui se massaient à l'horizon, voulait m'environner et m'envelopper, de ce geste rigide et muet que l'ombre prête aux choses, me garder, comme un enclos paternel se referme sur le fils revenu.

Ce fut alors que l'extinction de feux sonna. Celui qui la sonnait se nommait Bonnefemme. Trompette renommé pour son coup de langue dans tout le régiment, il tirait de son instrument un chant martial, éclatant et perlé, qui faisait dresser le front. Il avait aussi le secret des sons filés et comme soupirés. Sa sonnerie du soir mettait tout le monde aux fenêtres. Il l'achevait par une note triste et soutenue, qui se brisait tout à coup, qu'on n'aurait jamais crue sortie d'une bouche de cuivre, mais bien d'une âme déchirée, quelque part, sous la nue...

XXXI. — UN OFFICIER, L'ÉTENDARD

Le lendemain je fus habillé. Pédousseau me suivit au magasin de peur que l'on ne m'affublât de vêtements pour ventripotent. J'étais mince comme une anguille, j'aurais pu passer comme elle à travers une touffe de joncs... Je reçus tout l'assortiment d'un cavalier de 2e classe : treillis, bourgeron, manteau, veste, pantalon bazané et bottes, le tout numéro 1 et 2, et képi, calotte, celle-ci pliée, faite comme un croissant de lune, d'une lune sur qui l'azur aurait déteint, et schako avec gourmette et plumet dans son étui, un épi de plumes de coq noires qui, déployé, retombait en faucille comme sur le sonore gallinacé lui-même... Enfin je fus muni d'un jeu d'effets de pansage dans leur musette, en attendant les armes, la carabine fuselée et le sabre courbe à l'air de yatagan, d'où la dragonne pendait, passée à la coquille.

Je descendais de corridor en corridor à ma chambrée, tout ce « fourbi » pêle-mêle dans un sac sur mon épaule, lorsque je vis, débouchant du corps de garde, un officier entrer au galop rassemblé dans la cour. Je m'arrêtai, ébloui. Jamais pareil spectacle d'élégance équestre ne m'avait frappé. Le soleil, levé dans ce ciel cristallin que j'ai dit, inondait le quartier de sa pluie étincelante, allumant les centaines de vitres des façades entres les arcs, ricochant de pavé en pavé en flèches diamantées,

et tout n'était que frisson, rayonnement matinal. Le groupe s'avançait dans ce soleil éclos... La bête, tout en lignes, savamment chevauchée, s'en allait foulée par foulée, tranquille et cadencée, sans que le ralentissement de l'allure ramassât en rien sa silhouette, s'en allait, attentive à l'action invisible des aides, comme si elle avait répondu à des mots murmurés à l'oreille. Elle était de la plus belle couleur de robe d'animal, alezan doré, et des reflets couraient sur elle, parmi le plissement de son poil lustré.

Pour lui, le cavalier, vêtu de ce drap satiné d'autrefois, chatoyant comme un tissu liberty, le képi tricolore au front, le dolman bleu aux flancs, la culotte rouge aux jambes, et le mollet pris dans la botte vernie, et le talon chaussé de l'éperon nickelé, étoilé, il resplendissait de l'éclat même de l'étoffe soyeuse, avivé par le balancement léger dont il suivait le branle du galop, et semblait un arc en ciel attardé, un de ces arcs du matin qui naissent après la rosée. Son buste seul oscillait sur l'étroite selle. Immobile des pieds à la ceinture, les coudes au corps, les doigts fermés sur les rênes, il paraissait comme appliqué sur sa bête, et soulevé dans un même rythme, du même souffle. Leur aisance à tous deux était incomparable. Ils glissaient sur le sol en le rasant. On ne se lassait point de les regarder passer, progresser, et eux, se sentant admirés, ou comme s'ils percevaient un applaudissement muet, ils se soudaient de plus en plus l'un à l'autre, et ils abaissaient encore l'allure, jusqu'au pas presque d'un homme...

Depuis que j'étais haut comme un cèpe, enfant sur un poney, adolescent sur un de ces cadédis illustrés par d'Artagnan, je montais aux côtés de mon père. Rien ne m'étonnait, même monté à cru. Mais j'étais sans principe, sans art ni science. Ce pouvoir d'imprimer une allure, de la soutenir, de la cadencer, de l'accélérer ou de la réduire, de l'éteindre presque, cette domination de l'homme, cette soumission de la bête, cette entente absolue où tout semblait deviné, autant de choses insoupçonnées de moi qui me pénétraient d'admiration. Le Centaure antique revivait incarné sous mes yeux. Par malheur le groupe admirable tournait déjà dans l'autre cour... A ce moment, la trompette de Bonnefemme éclata. L'instrument haut, légèrement renversé en arrière, il appelait aux ordres les gradés de semaine, et poussait aux quatre coins du

quartier ses notes impérieuses. On aurait dit qu'il voulait escorter le Centaure de sa fanfare, envoyer son chant ardent bondir autour de lui, à travers la lumière matinale qui l'enveloppait de ses éclats. Et le groupe disparut dans ce bruit héroïque d'airain...

Je demandai : Qui est-ce ? — Le lieutenant des M... — Que monte-t-il ? — La jument Ventrière, un anglo-arabe. — On me dit que la bête était célèbre dans les concours hippiques et les chasses à courre de la région. Elle y tenait tête aux irlandais massifs et aux grands purs-sang charnus débarqués d'outre-Manche, aussi inépuisable d'haleine qu'eux, aussi vite. Avec cela d'une sûreté unique. Son maître avait fait et gagné le pari de monter avec elle, déferrée, l'escalier monumental de la ville, qui part du Gers et aboutit au chevet de la cathédrale par une double révolution de 370 marches coupées de paliers plantés d'arbres, spacieux comme des places, où souffler en chemin. Il aurait ce jour-là, je crois, escaladé le firmament.

Le lieutenant des M... était légendaire dans le corps d'armée ; grand, svelte, flexible, les flancs évidés comme un lévrier héraldique, le pas rapide, avec un balancement à peine perceptible des épaules, la face d'un brun mat, au nez finement épaté, aux lèvres charnues, les yeux gris, caressants et chauds, des cheveux ondulés en brosse, une expression ardente répandue sur les traits, il possédait autant de charme qu'une femme, et en avait aussi les mains et les pieds. Cette apparence cachait des fibres et des nerfs, un tempérament d'acier. Sa résistance à la fatigue, aux veilles, aux excès, tenait du prodige, comme la désinvolture avec laquelle il abusait de ses forces. Où un danger, où un risque s'offrait, il y courait, pour le plaisir et l'orgueil de le tenter. Il menait sa vie comme une partie de jeu, une de celles où il passait la nuit. Ses exploits hippiques ne se comptaient plus. On citait celui-ci : un jour, en steeple, ses sangles ayant éclaté, il s'était baissé, les avait ramassées, rabattues sur l'encolure, sans perdre une foulée, et avait continué, emportant ainsi l'épreuve... L'âme de même était toute de hardiesse et de feu. Rien n'approchait de son indépendance de pensée, de sa liberté d'acte. Ses amours étaient retentissantes. Femmes du monde, filles des champs, il les convoitait également, pourvu que celles-ci fussent savoureuses comme un fruit de plein vent, et celles-là capiteuses comme fleurs de

serre. Il les cueillait avec des doigts avides, avec un frémissement dont il n'était pas maître. Égaré dans notre temps, fait pour la conquête et le rapt, on le voyait entrant dans une ville forcée, l'armure mi-rompue, au glas du tocsin, le regard en quête de proies vives et de butin gisant...

S'il avait les instincts, il avait aussi les dons des grands aventuriers d'autrefois. Les intellectuels : instruit, artiste, éloquent ; surtout les militaires. Partout dans le champ du métier il primait : au quartier, à la manœuvre, à la critique des opérations. Il était fertile, sagace, inventif ; il procédait par saillies et intuitions, si perçantes qu'elles semblaient des divinations. Il possédait à l'aigu le sens du terrain, ce coup d'œil jeté dans l'espace, qui est le propre du cavalier. Enfin, entraîneur d'hommes incomparable, aimé d'eux et suivi aveuglément. Car le cœur, la générosité par moments emportait tout chez lui. On lui connaissait des retours profonds comme ses écarts, où il se jetait aussi tout entier. Nature débridée, qui attachait par ses emportements mêmes...

Avec tous les autres, à cet âge où les êtres exceptionnels par quelque endroit fascinent, je subis son prestige. Il restait environné pour moi de cette gloire matinale où je le vis en arrivant. Je le disais, il le sut. Un jour, en reconnaissance tous deux, il vint à moi. Il ne cessa jamais depuis, en dehors du service, d'effacer la distance mise entre nous par le grade. Nous nous liâmes, plus tard, intimement. Nous ne nous sommes jamais oubliés... Il eut le bonheur de bien finir. Colonel, quadragénaire à peine, il fut pulvérisé par un boulet, dans l'exercice de son commandement, à la tête de son unité, durant la Grande Guerre. Comme le phénix, il renaquit sans tâche de sa cendre sanglante...

J'éprouvai peu après une autre impression, impérissable celle-là. Non plus venue d'un homme, venue d'une chose, d'un emblème sacré, l'étendard. Chaque année, dès qu'elles faisaient figure de troupe, on le présentait aux recrues. On nous aligna dans la cour pour l'attendre, à pied, en petite tenue, sur deux rangs, nos officiers en tête. Un des derniers après-midi d'automne régnait, pur et froid, un de ceux où le soleil recommence à croître. La veille, la théorie avait porté sur l'étendard. On nous avait cité les noms des batailles écrites sur ses plis ; raconté les épisodes des combats ; on nous avait appris ce qu'il

représentait : âme du régiment, image de la Patrie ; et dit qu'il servait de guide et de point de ralliement ; que tout restait sauf encore tant qu'il flottait ; qu'il n'était jamais plus précieux qu'en lambeaux ; qu'il fallait enfin mourir sous ce haillon, ou le sauver... Des générations et des générations de cavaliers, nos anciens, l'avaient entouré de ferveur et d'amour avant nous, suivi dans le sang, dans le feu, et maintenu toujours intact et debout. C'est pourquoi il était saint, consacré par de si longs sacrifices... Aussi quand il parut, à l'autre bout du quartier, arrivant au galop ralenti par la porte d'Agen, au milieu de son escorte sabre au clair; quand il franchit le pont dans un bruissement de soie lumineuse suscité par le vent de la course, et que, soudain, il s'arrêta, retombant le long de sa hampe, paraissant plus haut maintenant au-dessus des encolures encapuchonnées; que, bêtes et hommes faisant face, la fanfare, massée à cheval sur le côté, entonna pour le saluer un chant grave, solennel, religieux, aux sonorités assourdies, une sorte d'hymne, pareil à ceux qui s'élèvent aux cérémonies d'un culte, un frisson inconnu courut nos rangs, et les cœurs battirent dans les seins immobiles, les cœurs qui se donnaient à jamais... Puis un grand silence vint ; le colonel, aigrette au front, nous présenta l'emblème, nous répéta brièvement les fastes, les consignes, la leçon sublime, nous fit défiler, et fit ensuite fermer le ban par le même salut, le même chant recueilli. Et l'étendard tourna bride, prit du champ en rayonnant sur son escorte, disparut, à l'allure de l'arrivée, entre les flammes bondissantes jetées par les lames nues... Le jour entier nous restâmes pénétrés de sa présence...

Après ces impressions, après ce frémissement, le métier me sembla léger. La besogne matérielle, des pansages aux corvées de quartier ou de fourrage, des gardes d'écurie aux soins des litières, et dans le monde moral la suggestion absolue, l'adaptation à un milieu rude et libre, les heurts, les froissements inévitables s'adoucirent, perdirent de leur contrainte et de leur vulgarité. Je pris goût à cette vie martiale. Brigadier en mars 1891, avec mon cheval Craqueur, sec et mince comme un coureur arabe, maréchal des logis en mai 1892, avec mon cheval Dactyle d'abord, qui ressemblait à une ébauche de hunter, avec Chalumeau ensuite, haut pur-sang de poil blond, de crins d'or comme une vierge scandinave, dont on m'avait

dit au dressage : « Mettez-le bien, vous le garderez » : je servis avec alacrité. C'était le sentiment commun. Venus pour nous instruire, pour apprendre à porter les armes, à défendre le pays, à redresser le front, nous ne connaissions pas ces propos, ni ces idées dissolvantes ou impies qui ruinent la confiance, le dévouement, la fidélité à la tâche nationale. La discipline gardait sa prise et sa force sur nous. Les marques extérieures du respect ne nous coûtaient pas; elles ne nous semblaient point humiliantes; nous les rendions la tête haute, les yeux dans les yeux, avec une déférence affectueuse; il y était répondu avec sympathie, et un rien de sourire sous la moustache. Une vive émulation était répandue dans l'unité entière. Quand une inspection était annoncée, nombre de pelotons passaient la nuit pour la préparer. On s'y divisait la besogne. Ceux-ci astiquaient les effets et les armes, ceux-là les harnachements, les derniers s'emparaient des chevaux. Le lendemain, déployés, on se jugeait, on s'estimait de l'œil à la lumière, dans le miroitement des aciers, des cuivres, des cuirs jaunes, sous les plumets d'un noir éclatant qui tremblaient. On aurait dit que le soleil se levait dans nos rangs... C'étaient toute la tenue et l'apparat, la tradition d'ancien régime. Les gens du crû, d'aucuns hostiles à cette survivance, ne s'y trompaient point; ils nous appelaient le « Royal-Gascogne ». Un souffle lointain, en effet, animait le régiment. Un grand souffle par moments : celui de l'honneur, du devoir. Nos chefs s'étaient donné mission de l'attiser. L'un d'eux entre autres, vieil officier de 1870, atteint par la limite d'âge, qui s'en allait avec l'amertume de manquer à la revanche tant espérée. Souvent, de service, il pénétrait dans nos chambrées à l'heure de la théorie, il l'interrompait et, à mots sourds, rappelait l'année terrible, le désastre, la rançon payée, l'amputation subie. Il nous parlait comme à des fils; il nous disait : « Vous laverez la honte... » Certes, si l'on eût ouvert son cœur expiré, on y eût trouvé le nom de Sedan, comme le nom de Calais dans le cœur d'une reine; Sedan, où il avait passé sous les fourches caudines.

XXXII. — LA COLLINE

On la voit de la ville s'élever à l'Est, de l'autre côté de la rivière. Quelques maisons y sont disséminées, sous leurs toits de tuiles rouges à pente double, blanchies à la chaux, où les

volets de couleur pâle se distinguent à peine, et que des cyprès marquent éternellement de leur flèche verte. Des sentiers encaissés et pierreux y montent, entre des haies poussiéreuses. Ils zigzaguent jusqu'au sommet occupé par un chemin de crête où ils aboutissent tous. On peut l'aborder par le haut ou par le bas. A part quelques jardins potagers d'apparence maigre, rien ne croît plus sur ce sol où des vins renommés jadis, avant le phylloxéra se corsaient dans le silex, et la colline érosée par le vent et la pluie, brûlée du soleil, a pris cette teinte rousse, comme consumée des sables arides où il n'y a point d'ombre. Sa nudité et sa stérilité sont égales. La lumière par-dessus envahit tout d'un coup la ville.

Celle-ci, assise en face presque sur son massif, sous le pan opposé du ciel, avec sa cathédrale allongée au milieu, dans une attitude de sphinx, escalade la pente de rues en rues, si raides parfois qu'elles sont faites d'escaliers, où se voient des arcs, où les toits s'avancent à se toucher, et s'étage pêle-mêle avec des airs de cité d'Orient, qui s'abrite des ardeurs aériennes. La ressemblance frappe à l'instant. Bâtie de pierres blanches à grande taille, vieillies par le temps, elle brille sous le moindre rayon, et elle a revêtu ce ton chaud des antiques murs érigés au désert. Quelques palmiers épars dans d'étroites cours achèvent le mirage... Les deux collines, la vide et la peuplée, sont à la même hauteur. De celle de l'Est, les dimanches ou les jours de foire, on peut apercevoir la foule qui circule sur les places de l'autre, en chapelets rompus, ou les files des animaux qui s'y croisent. Mais le tout petit, rampant, comme écrasé sur la terre. La nuit, ce n'est plus qu'une montagne obscure, un entassement immense d'ombre troué de points de feu... La ville est montée là au moyen âge pour se ceindre, se garder, se défendre. Entre les forts d'arrêt de Saint-Cricq et de Montégut, de chaque côté de la brèche naturelle ouverte vers l'extérieur, elle respirait en surveillant l'étranger. Avant, nonchalamment, à l'abri des alertes, elle s'étendait le long des rives grasses du Gers, jouissant de la vie, quand la plus longue paix connue régnait sur le monde, « aux jours altiers de la force romaine ».

Maréchal des logis, j'acquis plus de liberté et le droit de sortir avec mon cheval d'armes. Ce fut bientôt sur Chalumeau. J'avisai vite la colline, d'où l'œil plonge ou porte loin sur ce

pays osseux qui prend par endroits, l'été, l'aspect aride que l'on prête à la Palestine. Je la gravis souvent. J'y louai enfin une petite maison, quatre murs blancs sous tuiles rouges, avec une étable adossée contre, où je lâchais Chalumeau. Là, seul, ou avec des amis, j'ai vécu des après-midi et des soirées sans but aucun, rien que pour me donner de l'air, être à moi, muser, jouir de l'heure, dans cette insouciance du temps qui fuit particulière aux jeunes gens. De loin en loin, permissionnaire de vingt-quatre heures, j'y couchais, y montant avec la première étoile. Seul, je m'y suis enivré de lecture. J'en étais alors aux grands romantiques, abîmé dans leur lyrisme, écoutant, au milieu de ce paysage, quasi biblique, leurs voix immortelles se mêler au bruit du vent d'autan qui soufflait alentour...

Une fois, pour m'emporter plus haut dans l'illusion, je vis venir un aigle noir des Pyrénées : « l'aigle impétueux » de l'Enchanteur. C'était en août, à l'époque de la migration des ortolans vers l'Afrique où ils hivernent. Un passage avait lieu. Descendu des monts, le rapace s'avançait à leur rencontre. Il grossissait à l'horizon de minute en minute. Mais les migrateurs l'aperçurent. Ils s'abattirent comme une nuée, ils se dispersèrent dans les haies, les buissons, les arbres esseulés. Lui, alors, se mit à croiser. Il s'abaissait par moments jusqu'à portée de fusil, scrutant les environs de son œil infaillible, sachant bien qu'ils n'arrêteraient pas là leur voyage.

Il fouettait l'air de ses ailes, et, sur le sol nu inondé de jour, on voyait son ombre, une ombre gigantesque, s'ouvrir et se refermer avec le battement de son envergure. Un coup de feu partit. Atteint, l'oiseau chancela, mais se raidissant, tout crispé, sans un cri, dans un effort farouche, il se releva, tandis que des gouttes de sang pleuvaient avec des plumes. Il reprit son essor; à grandes ailes il cingla vers le ciel, vers le soleil sans doute qu'il ose, dit-on, fixer, dans lequel il ne fut bientôt plus qu'un point obscur. Je n'ai jamais oublié ce sursaut, ce redressement muet sous le plomb, ni cette manière de monter blessé vers la lumière, pour guérir ou pour mourir...

Ma libération vint... Une dernière fois je montai sur le chemin de crête, au soleil couchant, pour voir l'échappée sans fond sur les Pyrénées, par où l'aigle stoïque avait débouché,

pour poser les yeux sur le seuil clos, et regarder la ville étagée, la ville aux pierres blanches traversée des flèches d'or ou de pourpre de l'astre. Gagnant vers l'ouest, elle semblait attirée comme lui vers l'abîme... Et puis je rendis mes effets, mes armes, mon cheval, et je tournai pensif cette page de ma vie... On m'a dit, depuis, que le nombre des maisons abandonnées allait croissant sur la colline aride, et que des cyprès tombés en augmentaient encore la solitude et la nudité.

XXXIII. — AU CONTACT

Officier de réserve, assidu à mes périodes, heureux de revêtir l'uniforme qui rend au corps et à l'âme une élastique allure, de me retremper dans la discipline militaire, subordination et commandement à la fois, conscient enfin, comme tous ceux de ma génération, de porter les armes pour de justes représailles, de filiales revendications, de stage en stage, je m'apprêtais aux jours brûlants que je sentais venir, à l'heure du sacrifice, de la délivrance espérée aussi... Le tocsin sonna. Ébranlé dans tous les clochers de France, haletant, il ne retentit nulle part aussi impérieusement que dans les cœurs. Il nous jeta sur le chemin de nos régiments. Il se taisait à peine, que nous étions armés...

Le 3 août, au matin, je ralliai mon corps. Mis à la tête d'un escadron, le 9e, comme lieutenant-commandant, dans le groupe divisionnaire 9 et 10, je reçus avec une grave joie ma nomination. En même temps, un contingent d'hommes et de chevaux m'arrivait. Un recrutement du même coin, du pays d'Armagnac, sorti de communes jointives, de terres, d'enclos voisins, les chevaux la plupart élevés par les hommes, et d'un sang ardent, d'un cœur égal. Bien faits pour chevaucher de compagnie, fringants, rapides et sans peur. Jeunes gens, officiers et cavaliers de vingt ans moins âgés que moi, jeunes bêtes hennissant encore, dont l'image martiale ne s'effacera jamais de ma mémoire.

Montés, équipés, mis au point en quelques jours, nous partîmes. Ce fut par un après-midi torride. L'ombre même brûlait. La ville entière était descendue sur le quai d'embarquement. Les adieux étaient finis. Il n'y avait eu ni chants, ni cris, ni larmes, rien qu'une angoisse immense, mais

digne et contenue, et des fleurs restaient aux mains des hommes pour prolonger les étreintes. Ils les respiraient, les regards attachés sur leurs femmes, leurs enfants, leurs pères, leurs mères, tout leur foyer vivant; les bien-aimés dont le visage avait pâli; ils les respiraient, impatients d'entendre le sifflet du départ, et le redoutant à la fois... La veille, pour être plus à ma tâche, j'avais fait aussi mes adieux, dans le même sentiment poignant...

Nous attendions. Tout le monde embarqué, les officiers erraient sur le trottoir, le long du convoi. Aucun bruit, sinon, dans les wagons-écuries, le piétinement sourd des chevaux qui chassaient les mouches. Tout le peuple assemblé se tenait en arrière. Les bras vides maintenant, il les laissait tomber. Ce fut alors que, fendant la foule, résumant en elle sans le chercher, le drame intérieur qui se jouait en ces milliers d'êtres, une grande jeune fille s'avança vers nous et rejoignit le lieutenant F... On eût dit une statue en marche. L'officier me la conduisit. « Vous permettez, dit-il, c'est ma fiancée ? » Elle venait une dernière fois lui sourire. Je m'écartai. Mais, invinciblement, elle se rapprocha. Elle murmura : « Vous me le ramènerez, n'est-ce pas, monsieur? — Avec la victoire, mademoiselle. Voyez comme il part : heureux d'emporter votre amour, heureux d'aller se battre pour son pays ». Ce fut tout. Le train sifflait. Elle lui tendit la joue, et puis il sauta dans le wagon... Tant que le convoi s'écoula, on put voir la noble fille, immobile, le regarder s'éloigner, en mordant sa lèvre pour ne pas pleurer...

En route, F... me conta leur histoire. Ils étaient fiancés depuis deux mois. Fils et fille uniques de deux familles amies, ils s'aimaient depuis leur enfance. Ils allaient toucher enfin ce rêve de s'unir. Ne croyant pas l'orage si proche, ou qu'il se dissiperait, ils avaient employé les premiers jours radieux de l'été, où la terre épanouie livre ses fruits ou achève de les mûrir, à choisir une villa écartée, aux abords d'une grande cité du Sud-Ouest, le long du fleuve étalé, au fond d'un vignoble illustre. Ils la meublaient, la tapissaient, l'ornaient; devant le sourire attendri des leurs ils bâtissaient, ils tissaient plutôt leur nid... En éclatant dans la haute tour de l'église, derrière eux, sur le coteau, le tocsin les avait tous dispersés... Et, ce disant, F... regardait par la portière le paysage courir,

avec des yeux fixés, comme s'il voyait la maison aux volets clos surgir de chaque site, avec des yeux si tristes et si lointains, si brumeux, que je les croyais brouillés de larmes. Il n'en était rien. Mais j'ignorais encore le destin de ces pauvres prunelles assombries...

Au front, notre rôle commença tout de suite : couverture à petite et à grande distance, explorations d'escadron, combats à pied, le jour, à la carabine, avant-postes de nuit, en vedettes doubles, sur les éperons, au carrefour des routes, à l'entrée des ponts, « toujours l'air, toujours le travail » ; renseignements cherchés et fournis sur le flanc même des colonnes ennemies en écoulement, poursuites silencieuses à l'ombre immense des Hauts-de-Meuse, coups de sonde dans la Woëvre sans fin, ondulée à peine, bruissante des blés opulents, pointes d'officiers à travers un territoire entier : tout le service de découverte et de surveillance en un mot, où il faut voir sans être vu, savoir pour instruire, combattre pour protéger, où il faut surtout aborder, percer les lignes adverses. Comme si on soulevait un rideau sur quelque vaste enceinte dans la pénombre, confusément peuplée...

Nous eûmes vite des pertes... Un matin, étant d'exploration, descendu de nuit jusqu'à mi-pente des Hauts-de-Meuse où je devais me trouver au petit jour, comme j'attendais des ordres, l'escadron pied à terre, bride au bras, à l'abri d'une de ces hautes sapinières à l'aspect pyramidal qui escaladent là-bas les côtes, un cavalier parut. Il portait un pli, je l'ouvris. Il émanait du commandant de G..., chef de groupe. Il ne s'agissait plus d'une exploration d'unité, seulement d'une pointe à pousser, pour découvrir l'ennemi de la forêt de Spincourt à la rivière de l'Orne avec, comme limite extrême, le village d'Éton. Mission périlleuse, sur cette étendue plate où les blés, debout encore ailleurs, étaient là fauchés et liés... Je demandai : « A qui le tour, messieurs, pour une reconnaissance d'officier ? » J'avais établi un tour de service, de casse, comme ils disaient, parce qu'ils voulaient tous et toujours partir. F... répondit : « C'est à moi de marcher. » Il prit quatre cavaliers, dont son ordonnance, et se mit en selle. Comme il descendait un lacet, je lui criai : « Souvenez-vous : voir sans être vu... » Il fit oui de la tête, et bientôt la reconnaissance s'orientait dans la plaine en cherchant des cheminements défilés.

L'ordre portait encore : « Attendre sur place pour transmission de renseignements, jusqu'à midi ; rejoindre ensuite, direction les Éparges... »

A ce moment, balayant les brumes, le soleil ruisselait de proche en proche sur le pays et amenait toutes choses à la lumière et à la vie, comme si on eût roulé dans l'espace et plié un linceul humide. Et toutes les choses sortaient du voile déchiré à leur manière ou avec leurs particularités : les villages accroupis, qui semblaient au ras du sol ; les fermes isolées, au milieu de leurs mirabelliers, dont les volets s'ouvraient, d'où les bêtes s'échappaient par vols ou par bonds ; et les chaumes étalés, bossués de leurs meules ; et les longues futaies courant obliquement, et les eaux qui roulaient sur un lit de niveau presque : les sites, les demeures, les flots frappés de rayons, et luisant tout à coup, avant de s'asseoir dans la clarté répandue. Et nous nommions les grands signes du sol apparus. Et le village d'Orne, aux deux collines jumelles, faites pour les comparaisons charnelles et démesurées de l'Ecclésiaste ; et celui de Maucourt flanqué de ses vergers ; et Dieppe, au bord de ses pâturages ; et, plus loin, la rivière issue des Jumelles comme un lait intarissable ; plus loin encore, sa lisière parsemée d'étangs qui renvoyaient les feux de l'astre, la forêt de Spincourt, comme alignée à l'horizon... Comme s'il naissait pour la première fois au jour, une tranquillité joyeuse enveloppait ce coin du monde... Mais, resserrant leur champ d'action, de chaque côté de l'épaisse muraille naturelle, des masses adverses gagnaient à la rencontre les unes des autres : lignes grises des Allemands confondues avec la terre, lignes des nôtres, rayant de rouge ce grand pays étendu... Les artilleries se taisaient encore...

Les premières heures passèrent. Un silence inusité régnait dans la plaine. Bientôt les conversations tombèrent, sans aliment, comme si elles se mettaient à l'unisson. On n'entendit plus que le craquement des allumettes des fumeurs... Cependant, à mesure que la chaleur montait, au-dessus de nous, sous les longs sapins étagés, un bourdonnement incessant, un murmure vibrant, harmonieux, sortait des sombres aiguilles, que l'on n'entend nulle part ailleurs, qui n'est le bruit d'aucun souffle, le son d'aucune voix vivante, mais le frémissement musical de millions d'ailes d'insectes en maraude ou en amour

durant la saison chaude, et qui emplissait les voûtes végétales d'une sorte de chant soupiré inoubliable... Il accompagnait les pas que nous faisions de long en large, il trompait l'attente, plus lourde à mesure que le temps s'écoulait. Il était dix heures. Aucun renseignement encore. Nous savions F... énergique, hardi, mais circonspect; rien ne justifiait les commentaires. J'avais un télémètre, je le braquai sur l'horizon.

— On dirait, fis-je, tout là-bas, une forte poussière... regardez, C..., à votre tour.

Et je passai la lorgnette au lieutenant C...

— De la poussière, en effet, lourde, épaisse, étendue.

— Faite par quoi? artillerie, cavalerie.

— Non, infanterie; elle reste bas.

Et, de nouveau, les voix tombèrent. Nous nous assîmes. Alors, un loustic, un brigadier dit : « Peut-être ils cassent la croûte, un moment. » On haussa les épaules. Nous supputions à présent le temps nécessaire à l'aller et au retour, avec des chevaux frais encore, les arrêts et les détours forcés comptés, et l'observation faite, l'inquiétude nous venait, comme l'eau peu à peu s'infiltre. Nous étions tous gênés par un poids inconnu. Que faisaient-ils donc? Je rompis le silence. « Ils sont sans doute au contact. Il faut se rendre compte minutieusement. » Personne ne répondit mot. Les yeux ne se lassaient pas d'interroger la plaine, espérant voir s'y détacher un cavalier, à la lisière d'un boqueteau, au tournant d'un relief, derrière une meule, qui permît quelque supposition. Rien toujours. On branlait la tête. C... reprit : « Non pour moi quand j'y suis, mais pour les autres, je tremble toujours durant ces reconnaissances. En rouge et bleu, schako en tête, balancés sur nos chevaux, nous apparaissons, nous étincelons comme un étendard qui défile. On peut nous tirer à bout de hausse... » Nul encore ne releva la remarque.

Onze heures. Quelqu'un crut bien faire; il rappela qu'ils n'étaient pas seuls, que, de tous les escadrons divisionnaires de notre front, ce matin, des reconnaissances semblables étaient parties, se reliant, s'appuyant, comme si le commandement avait jeté un vaste coup de filet pour drainer indices, renseignements, précisions. Inutile coude à coude...

Onze heures et demie... Là-haut, le bourdonnement musical n'avait cessé de s'enfler aux approches de midi, comme si les

millions d'ailes vibraient de plus en plus fort avec les rayons. Il prenait l'ampleur et la sonorité d'un concert lointain apporté par le vent, qui le disperse en bouffées allègres dans les airs. En face de notre angoisse, c'était toute la joie des êtres inanimés abandonnés à leur instinct, ignorants de l'incertitude humaine...

Ma montre marquait midi. Je commandai : à cheval ! Et l'escadron remonta la pente.

A l'étape, marchant en tête avec C..., chef du peloton, j'aperçus le vaguemestre qui nous attendait en avant des premières maisons.

— Des lettres, fis-je, en le montrant.

C... ajouta :

— Dieu merci ! depuis qu'elles tardent...

Le sous-officier accourait.

— Eh bien ! c'est tout ?

— Oui, mon lieutenant, il n'y en a qu'une : pour M. F...

Un pressentiment subit m'envahit, un éclair. Je me tournai vers C... :

— Il ne la recevra jamais ; il est tué.

C... baissa la tête, comme frappé d'évidence...

Et puis d'autres morts vinrent recouvrir ces premiers morts sur la terre et dans les cœurs, leur souvenir, leur sang, comme le flot roule sur le flot ; on s'entretint de moins en moins d'eux...

Au milieu de l'automne, une lettre fit revivre notre émotion. Elle était de l'ordonnance de F..., prisonnier en Allemagne.

...Tout de suite ils se sentirent exposés. Frappés de face par le soleil, ils eurent l'impression de faire cible. Mais le mouvement, le souci de guider leur monture, l'intérêt de leur mission dissipèrent l'appréhension, et ils ne songèrent plus qu'à la partie engagée : tout oreilles et tout yeux. Ils progressaient par bonds. Ils gagnaient rapidement un point d'observation à l'abri, formant écran, pan de mur, pli de terrain, corne de bois, d'où ils battaient l'environ. F..., en avant, s'arrêtait à l'endroit propice, inspectait du regard l'alentour, et faisait signe : « Toi, va par ici ; toi, va par là. » Et ils repartaient. A la hauteur de la fourche de l'Orne, comme un cavalier s'était

attardé pour faire boire, tout à coup un grand bruit s'éleva de l'eau. Ils se retournèrent. L'homme, tombé la tête la première, était là planté dans la vase comme un pieu, et le cheval, selle vide, ruait, retenu par la bride à un buisson. On courut à l'homme, on le retira de l'eau. Il était mort. Un filet de sang suintait sous son schako. On l'assit contre un tronc, on y attacha la bête, pour emporter l'un et prendre l'autre en main au retour, et on poursuivit. L'étonnement chez eux passait l'appréhension. D'où venait cette balle? Ils n'avaient rien entendu ; pas même le petit sifflement ricaneur du fin projectile.

Plus loin, ils franchirent l'Orne. Et, tandis qu'ils soufflaient, défilés sous des mirabelliers, F... crut voir quelque chose ramper en avant de l'étang d'Amel. Il braqua sa jumelle. Mais non, rien ne bougeait. Il pensa qu'il s'était trompé dans son désir de voir, ou avait remué en réglant l'instrument. Il se trouvait en ce moment entre Amel, à sa droite, et l'étang, à sa gauche, étincelant, piqué de joncs. Il importait de sortir du couloir, ils prirent le galop, et se tapirent au revers d'un court mamelon. Il était dix heures. On apercevait tout un coude de la route d'Amel à Senon, voie plate, jalonnée d'arbres. Au loin, dans la même direction, des abois sourds, mais furieux s'élevaient, comme font les chiens au passage d'étrangers. F... reprit sa lunette. Il tressaillit... Comme une foule en marche débouchait sur la chaussée... Elle gagnait d'arbre en arbre, tandis qu'une lourde poussière flottait bas, comme versée aux pieds des troncs : celle-là même que nous avions relevée. Ils comprirent à l'instant. De l'infanterie passait. Ils mirent pied à terre, et, muets, bride au bras, se hâtèrent pour se rapprocher de l'objectif. Ce fut comme un cheminement vers une proie. Ils firent halte. Maintenant, à la jumelle on distinguait les formations. F... prit sa montre et, posément, compta la durée de leur écoulement. Il aurait presque battu des mains ; ses cavaliers comme lui se tenaient à peine de joie. Et puis il s'écria : « Cette fois, nous avons vu ; à cheval ! » Ils sautèrent en selle.

Une décharge les abattit... A quelques centaines de mètres entre eux et la colonne en marche, dissimulés dans une de ces tranchées en arc qu'ils multipliaient dans ces plaines rases, où ils s'enfonçaient jusqu'aux épaules, où ils n'étaient découverts

que trop tard, quand on se trouvait à leur portée, des éclaireurs ennemis, — une section entière, — avaient fait feu. Les cavaliers étaient éventés depuis la fourche de l'Orne. A terre maintenant, l'un perdait ses entrailles, l'autre râlait les reins brisés, et F... gisait, le côté gauche ouvert. Le sang s'en échappait par jets. Seul, l'ordonnance dont la bête avait roulé était sauf. Et les autres chevaux, étriers ballants, sabre cliquetant, galopaient bride abattue, épouvantés, hennissants, et traçaient de grands cercles à travers les champs moissonnés, dont ils semblaient ne pouvoir s'écarter, comme des oiseaux surpris par un coup de fusil...

Cependant, ayant sauté hors de son fossé, l'ennemi accourait : officier en tête, le doigt sur la détente. Mais, en arrivant, l'Allemand contint sa troupe. Il ne soupçonnait pas ce dévouement... Aussitôt relevé que tombé, le survivant, le seul échappé, s'était empressé vers son chef. Agenouillé, l'ayant accoté contre lui, essuyant ses lèvres blanches, lui parlant comme il savait, il l'aidait à mourir : doucement, pieusement, fraternellement. Rien d'autre au monde ne l'occupait, et le soin de sa vie moins que tout. L'officier ennemi songeait. Par bonheur, il avait un cœur d'homme. Il remit son arme à l'étui, et s'avança. Il contempla le groupe embrassé et il dit, en français, sans doute pour n'être point compris des siens, et parlant d'eux, il dit comme en lui-même : « Lequel ferait pour moi ce que fait ce cavalier ? » Et il se pencha pour assister aussi l'agonisant. F..., qui avait les yeux baissés, averti par je ne sais quel instinct, les releva. Deux fois il fit signe : « Allez-vous-en ! » L'Allemand obéit, il se redressa, il recula... Et le moribond rendit l'âme...

La lettre ajoutait : « En mourant, il joignit les mains et sourit... peut-être il avait vu la France... » La France... et elle aussi, la fiancée quittée debout... Les visages les plus aimés se confondaient alors pour nous avec celui de la Patrie...

XXXIV. — LA DISSOLUTION

Le livret porte enfin : devra être libéré du service militaire le 1er novembre 1915... Mais, j'étais officier, et, cette année-là, nous occupions la tranchée de Calonne, en grand garde, en face des lignes plus élevées de l'ennemi, enfoui sur

la côte de Combres. Nommé capitaine à titre définitif, maintenu à la tête de mon unité, je relevais avec elle un contingent correspondant d'infanterie. Si j'avais connu alors la mention, — que je viens de dire, — j'en aurais savouré l'ironie, non remâchée; nous ne nous arrêtions pas à ces jeux du destin. Le premier hiver de la guerre fut particulièrement dur. Je ne crois pas que l'on ait jamais autant souffert dans sa chair. Que de fois, de relève, je me suis remémoré le dessin de Raffet où l'on voit, au bas d'une colline, dans la brume, de l'eau jusqu'au ventre, le fusil à l'épaule, de crainte d'en mouiller le bassinet, des grognards, immobiles, attendre placidement l'heure de l'attaque en se confiant mutuellement à voix basse, sous la moustache : « Heureusement qu'ils ne nous savent pas là... » — Ils, c'est-à-dire l'ennemi : les Autrichiens, les Russes, les Prussiens ou les Anglais : toute la terre... Nous avons fait aussi bien. A court de réseaux barbelés pour nous protéger, à court de rondins pour nous retrancher ou nous abriter, mesurant nos munitions, sans feu, enfoncés dans des bourbiers gelés, inondés de pluies torrentielles que rabattaient des vents cuisants, ou flagellés de gouttes de verglas qui changeaient nos manteaux autour de nous en chappes de glace, et n'ayant, comme lits, pour dormir, sous des toits faits de terre et de troncs mal joints, à travers lesquels tout suintait, que des claies inégales et noueuses, qu'il fallait monter de pieu en pieu au-dessus de la boue épaissie : tandis que les balles de mitrailleuses déferlaient brûlantes ou que l'on nous soumettait à des tirs concentrés : nous avons tenu, non des heures, mais des mois; quelques-uns, plus heureux, des années. Nous aimions même notre misère. Incomparable race de France qui, du grognard sous son bonnet au poilu sous son casque, n'est jamais lasse d'héroïsme...

Mais, tout a une fin... Un jour, le même tocsin qui nous avait jeté sur nos armes, nous les fit déposer. De tous les clochers du territoire il ébranla de nouveau la terre et le ciel, formidablement joyeux cette fois, si bondissant que les échos n'avaient point le temps de répondre. Et puis la clameur triomphale se tut, de bouche en bouche d'airain, et l'on reprit la vie comme elle se présentait, en se pliant aux circonstances. L'armée céda aux nécessités d'une refonte. Nombre de corps, de ceux qui avaient débouché radieux sous l'Arc ébloui, quand

les peuples vainqueurs s'y donnèrent rendez-vous pour défiler tout saignants encore, devenus inutiles, furent dissous. On en sacrifia beaucoup. Ils s'en allèrent grossir des unités anciennes ou nouvelles, et les feuilles d'affectation individuelles dispersèrent aux quatre coins du pays les chefs, les hommes, les bêtes et les choses elles-mêmes. Ce fut comme un dernier souffle du feu... Le 9e chasseurs subit le sort imposé. On le raya de l'effectif. L'étendard, descendu de son destrier, vint planer sous les voûtes fameuses, à l'ombre du Dôme d'or, non point abandonné, mais confondu, perdu dans tant de gloire qu'il n'en est plus qu'un rayon. Et ceux qui l'avaient suivi, fascinés, ne savent plus sans doute où le trouver dans cette apothéose, pour le saluer au repos.

Touché comme les autres par un ordre de mutation, je quittais le service armé. J'en reçus une impression inattendue. Tandis que je me revoyais, comme si c'était hier, entrant au régiment, dans l'éblouissement et la ferveur que j'ai dits; y vivant ces années fougueuses, impatientes, où l'on jette sa gourme comme un étalon son écume; et puis y revenant de stage en stage m'assouplir et me retremper comme un glaive qui va servir; et puis y commandant sous l'orage de fer, je sentis que c'en était fini avec lui de ma force vive, de cet âge altier où l'on ose tout assumer, que je lui avais si longtemps consacré... Encore un autre pas, et je connaîtrais ce déclin où l'on ne compte plus que sur ses fils pour vaincre l'ombre...

JOSEPH DE PESQUIDOUX.

POÉSIES

LA TENDRE EFFIGIE

ÉPIGRAPHE

Pour placer la « tendre effigie »,
Je voulais construire un autel,
Sur lequel, — pieuse vigie, —
Brûlerait l'amour immortel...

Mais, dans mon âme inconsolée
Où la douleur pleure à jamais,
Pour cette image que j'aimais,
Je n'ai dressé qu'un mausolée !

LE RENOUVEAU

C'est le renouveau sur toutes les branches !
Ce sont des chansons dans tous les halliers !
Le jardin s'émeut sous les guimpes blanches
Que l'Avril accroche à ses espaliers !

Riche de conseils mutins, tu te penches,
Printemps, sur l'allée aux buis bien taillés,
Où les boutons d'or suivent les pervenches
Comme un fol essaim de gais écoliers.

C'est le renouveau sur toutes les lèvres,
Dans les cœurs gonflés d'amoureuses fièvres;
Et pour tous les yeux, c'est le renouveau !

Pourtant, loin de vous, pour moi c'est la pluie...
Malgré la senteur qui monte au cerveau,
Le ciel de novembre en mon cœur s'ennuie.

POUR ALLER JUSQU'A LUI

Pour aller jusqu'à lui, vous mettrez, — mes pensées, —
Non de riches colliers ni de brillants atours,
Non la tunique merveilleuse des Amours,
Ni même votre joie aux ardeurs nuancées...

Mais pour aller vers lui, vous mettrez simplement
Vos robes de candeur des matins de la vie,
Pour que nul artifice et que nul ornement
Ne déguise à ses yeux votre grâce attendrie.

Vous vous présenterez sans dire votre but,
Ignorant le trésor que vos mains ont en elles,
Des chansons à la bouche et du rire aux prunelles,
Plus fraîches que la source où sa lèvre aura bu.

Vous ne chercherez pas de troublante attitude :
Vous vous présenterez vous tenant par la main,
A l'heure qui pour lui fait de la solitude,
Comme un groupe d'enfants trouvé sur son chemin.

Vous oublierez ce que mon regard a vu luire
Dans l'arc-en-ciel du rêve ou le cristal des mots,
Pour que votre ignorance ait ses yeux pour flambeaux
Et que de leur désir ils veuillent vous instruire.

Vous n'aurez plus aucun orgueil ; vous oublierez
Les soucis de mon âme et le conseil des livres ;
Vous vous échapperez toutes de moi, comme ivres
Du seul instant de paix que vous lui donnerez.

Comme des filles sont par leur mère enlacées
Pour cette confidence où l'amour veut savoir,
O mes douces, et vous, mes profondes pensées,
Que j'aime à rassembler autour de moi, le soir,

Vous les sombres, et vous en lumière fécondes,
Qui me versez le miel ou buvez ma langueur,
Je vous laisse échapper du jardin de mon cœur,
Comme un essaim subtil et fou d'abeilles blondes.

Allez vers lui ! Pour qu'il vous rencontre, suivez
Le chemin bleu fleuri de houx que l'ombre habite
Soyez tous les accords, tous les parfums rêvés,
Et ne parlez que si son désir vous invite,

Tournez autour de lui votre ronde, dansez !
Et rapportez son cœur prisonnier dans la ronde,
Ce cœur plein de richesse où la tendresse abonde,
Et plus doux que la mousse à vos pieds cadencés !

PAYSAGE

Faut-il que les lieux chers où passa ton image
Aient conservé ta grâce et gardé ton visage,
Pour que l'ivresse en moi refleurisse, à revoir
Le lac au clair regard, la forêt au front noir,
Les bords de la rivière où chante le lavoir,
Et les sentiers du parc sablés comme une plage !...

J'épouse le clair paysage :
Vivant en lui, je vis en toi ;
Là, tu berças ton enfant sage ;
Ici, je compris ton émoi...

Seule, je suis la blanche route,
Où je te rencontrai jadis...
Le souvenir chante, et j'écoute
Ce tendre écho de paradis !

J'atteins les maisons du village ;
Et, si je tremble à leur accueil,
C'est qu'un peu de ta chère image
Me sourit encor à leur seuil !

Je reprends la petite allée
D'où ma peine a fui sans retour ;
Des yeux j'embrasse la vallée,
Dans mon cœur je tiens ton amour...

Et mon âme s'attache à l'âme de ces pierres,
Mes regards sont rivés à ce calme horizon,
Tandis que le clocher, — au clavier des lumières
Ajoute tout à coup des notes de prières,
Qui mêlent la ferveur à ma tendre oraison.

MATINÉE GRISE

Le brouillard, dont l'écharpe fine
S'accroche aux squelettes des arbres,
Sur les bosquets et sur les marbres
Traîne sa mauve mousseline...

L'eau de l'étang toute embrumée
N'est plus qu'un miroir sans visage,
Car la beauté du paysage
Ne s'y reflète plus charmée!

Oh! ne dirait-on pas, — mon âme, —
Que cette eau morte est ma jeunesse?...
Tes yeux n'y plongent plus leur flamme!
Tu n'y mires plus ta tendresse!

Tout est désert et gris. Le givre
A mis des dentelles étranges
Sur les sapins aux longues franges...
On n'a plus la force de vivre.

L'écho se tait. L'ombre est glacée.
Et du souvenir qui se fane
Parmi la brume diaphane
L'empreinte même est effacée.

Adieu l'azur et l'émeraude
Des beaux jours de notre allégresse!
Vois se rire de ma détresse
Le spectre de l'hiver qui rôde...

Oh! la force de l'habitude! —
J'évoque ton âme, étrangère
A ma douleur qui s'exagère
Dans l'attente et la solitude!

Et cependant que se balance
La chanson morte du silence,
Je promène mon âme lasse
D'être si seule dans l'espace...

NE MAUDIS PAS L'AMOUR

Toi qui meurtris tes doigts aux premières épines,
Croyant que l'infini peut tenir en un jour,
Rappelle-toi qu'il est des souffrances divines,
Ne maudis pas l'Amour!

Toi qui bois le Bonheur à la coupe profane,
Livre ton cœur frivole à l'ivresse d'un jour,
Mais, devant le néant du plaisir qui se fane,
Ne maudis pas l'Amour!

Et toi, qui vois languir une tendresse morte,
Que les destins jaloux blessèrent jour par jour,
En dépit de son deuil que ton âme soit forte,
Ne maudis pas l'Amour!

C'est le levier du monde et l'axe de la vie!
Sur notre obscur chemin lui seul verse du jour:
Et même si ta Joie est de douleur suivie,
Mon cœur, mon pauvre cœur, ne maudis pas l'Amour!

HÉLÈNE SÉGUIN.

LE PÉRIL ALLEMAND

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE EN 1925

Le récent discours de M. Herriot, en dénonçant le péril allemand, a ouvert les yeux aux plus incrédules, et forcé l'attention de ceux qui ne voulaient pas voir. Au lendemain d'une guerre victorieuse, alors que la France se débat au milieu des pires difficultés, nous assistons à ce paradoxe d'une nation vaincue qui, avec une angoissante rapidité, opère de toutes manières son redressement. Tel est le fait sur lequel il importe que le pays soit renseigné et ne conserve aucune illusion. C'est l'objet de ces pages où l'on s'est placé au seul point de vue économique. Écrites à l'aide d'impressions recueillies au cours de nombreux voyages d'enquête, on souhaiterait qu'elles fussent pour tous un avertissement.

« Nous sommes aujourd'hui, écrivait, il y a quelques jours, un publiciste allemand, à un tournant de notre histoire. Il s'agit d'établir sur des bases solides la charte du commerce allemand dans le monde, et de reprendre, dans de bonnes conditions, l'œuvre que la guerre a interrompue. » Le redressement économique de l'Allemagne est le grand fait qui frappe en ce moment tous ceux qui étudient les problèmes de l'après-guerre. Quel changement depuis le jour de l'Armistice ! Le peuple allemand était alors dans un complet désarroi. Le

grand état-major avait confié à Erzberger, chargé de négocier avec les représentants de la France : « La situation est devenue telle qu'il faudra accepter, quelles qu'elles soient, les conditions qui nous seront imposées. » Nous jouissions alors d'un incomparable prestige : hélas! nous avons été comme le joueur qui, ayant les principaux atouts dans la main, ne sait pas s'en servir.

Les premiers mois qui ont suivi la capitulation ont été pour l'Allemagne une période difficile. La clef de voûte qui soutenait l'édifice était tombée. L'arrivée au pouvoir des socialistes entraînait d'énormes dépenses. Aux fonctionnaires, généralement capables, de l'ancien Empire, avaient été substitués beaucoup d'incompétents. L'avenir paraissait sombre. Dans l'Allemagne du Sud comme dans les régions rhénanes, grande était l'irritation contre les dirigeants de Berlin.

Profitant de la faiblesse et des hésitations des Alliés, l'Allemagne s'est peu à peu ressaisie. Dès 1919, je constatais que l'idée fondamentale autour de laquelle gravitaient toutes les préoccupations, était, après avoir perdu la victoire militaire, de remporter la victoire économique. C'était une grosse affaire! Les équilibres qui s'étaient établis pendant la période d'essor industriel qui avait précédé la guerre, étaient détruits. Avant toute chose, il fallait gagner du temps. Il était à prévoir, en effet, que le temps travaillerait pour les vaincus, des discussions devant s'élever entre les vainqueurs, dont les intérêts n'étaient pas les mêmes, et paralyser l'action mal concertée des Alliés.

Gagner du temps, c'était surtout nécessaire pour organiser la faillite. Quand la guerre a éclaté, l'Allemagne était très riche; le professeur Arnold Steinmann-Bucher, directeur de la *Deutsche Industrie Zeitung*, dans un livre qui avait eu beaucoup de retentissement, avait cru pouvoir évaluer à 350 milliards de marks (marks-or bien entendu) la fortune de l'Allemagne. Cette fortune ne s'était pas évanouie. Les économistes allemands faisaient ce raisonnement, pendant la guerre : « Si nous sommes gênés par le blocus, qui nous empêche d'acheter bien des choses dont nous aurions besoin, du moins cela aura-t-il plus tard un incontestable avantage. Notre richesse n'étant pas détruite, nous serons à la fin de la guerre dans une meilleure situation que la France. L'occupation par nos armées de dix départements (dix départements qui donnaient plus du tiers de toute la production

nationale) oblige les Français à acheter dans les autres pays une prodigieuse quantité de choses, et nous coulons avec nos sous-marins les bateaux qui les apportent. » Nous constatons aujourd'hui que, pour cynique qu'il fût, le raisonnement était juste.

Mais il s'agissait de placer en lieu sûr la richesse que l'Allemagne avait conservée et de montrer des caisses vides aux créanciers. L'exode des capitaux allemands est un des faits les plus curieux de cette « période de transition » dont les Allemands, désireux de se dérober à tous les engagements qu'ils avaient pris, ont tiré le parti que l'on sait. Ils sont arrivés à constituer toute une Allemagne financière en dehors des limites géographiques de l'Empire, une Allemagne disséminée dans tous les pays du monde, et presque insaisissable.

Gagner du temps, c'était fort utile aussi pour reconstituer l'activité économique du pays et il fallait arriver à ce résultat avant que la France eût pu remettre en état ses régions dévastées. Si résolus que fussent les Allemands à éviter presque entièrement les paiements qui avaient été promis, quelques-uns reconnaissaient pourtant qu'ils étaient équitables. Je me rappelle ce que m'avouaient alors des secrétaires de syndicats ouvriers. « Nous espérons, me déclarait un jour l'un d'eux, que sur nos six jours de travail hebdomadaire, on nous laissera travailler trois jours pour le pays, mais il faudra sans doute que nous consacrions la moitié de notre travail à réparer le mal qui a été fait. » Anciens combattants, ils savaient à quelle abominable tâche ils s'étaient livrés pendant les dernières semaines des hostilités; les généraux leur avaient, par pure méchanceté, imposé des actes de destruction inutiles, auxquels ils s'étaient d'ailleurs livrés de tout cœur, avec cette *Schadenfreude*, ce plaisir de faire du mal, qu'on a si souvent signalée. Ils étaient heureux de retarder ainsi l'œuvre de restauration des départements envahis.

Ce qui doit surtout frapper ceux qui étudient la situation actuelle de l'Allemagne, c'est la façon dont les industriels ont su, sans le moindre scrupule, profiter de la baisse du mark. Le prix de revient des objets manufacturés est toujours moins élevé dans les pays à monnaie dépréciée que dans les autres. Il a fallu sans doute augmenter les salaires, mais l'augmentation ne s'est pas faite au jour le jour. Il y eut des périodes de « décalage », dont les industriels ont largement tiré profit; ils ont pu reprendre, en faisant concurrence aux produits de tous

les pays à change élevé, leur œuvre de pénétration à l'étranger. Ils ont eu grand soin de ne pas ramener en Allemagne l'argent qu'ils gagnaient de cette manière; cet argent fut placé par eux dans des entreprises de toute sorte, dans celles surtout qui purent fournir à leurs usines les matières premières dont ces usines avaient besoin. Des milliers d'industriels ont ainsi réalisé un double bénéfice. Ils ont été puissamment aidés, il faut le dire, par les nombreux Allemands établis dans tous les pays du monde. Il semble que nous ayons soudain oublié, quand la guerre a pris fin, qu'il y a plus de 14 millions d'Allemands aux États-Unis; il y en a un million et demi dans les autres États de l'Amérique; il y en a des milliers dans toutes les villes de commerce un peu importantes de l'univers. La « belle France » les attire de nouveau : ils reviennent en grand nombre dans notre pays.

Les magnats de l'industrie allemande se sont enrichis d'autant plus aisément que les impôts qu'ils avaient à payer, par suite de la baisse constante du mark, étaient insignifiants. Dès 1920, beaucoup de gens se sont imaginés que le mark allait inévitablement remonter et ont, dans cet espoir, acheté d'énormes quantités de marks, dont les Allemands se sont dessaisis avec empressement, en échange d'excellentes devises étrangères qui leur sont aujourd'hui fort utiles. Toutes les banques de l'Allemagne, depuis la banque d'Empire jusqu'aux plus modestes établissements financiers, en ont de grosses provisions.

Il est à peine besoin de faire remarquer que bon nombre d'Allemands ont été victimes de ces procédés. Les petits rentiers, les retraités, la plupart des personnes qui n'avaient que des revenus fixes ont été à peu près ruinées. La veuve d'un riche avocat, qui avait largement souscrit à divers emprunts, emprunts d'État et emprunts communaux, m'expliquait dernièrement comment, ayant été remboursée à l'époque où le mark ne valait déjà plus que 2 ou 3 centimes, elle avait vu peu à peu ses revenus diminuer des 99/100es. Les ouvriers ont été beaucoup moins éprouvés que les classes moyennes; ils ont d'ailleurs accepté avec résignation une augmentation du coût de la vie qui était supérieure à l'augmentation des salaires; ils ont été pleins d'indulgence pour les industriels qui s'enrichissaient d'une façon fabuleuse, pour cette raison dont j'ai recueilli

l'aveu dépouillé d'artifice que, si on obligeait ceux-ci à ramener en Allemagne l'argent qu'ils plaçaient à l'étranger, il faudrait sans doute donner une partie de cet argent à la France. On leur faisait croire au surplus que la tactique sur laquelle ils fermaient si complaisamment les yeux était le meilleur moyen de se soustraire aux exigences du Traité de Versailles. Je me rappelle à ce propos la réponse significative d'un de ces ouvriers auquel je demandais quel était son sentiment à l'égard d'Hugo Stinnes, le chef d'état-major des grands industriels. « Nous n'avons, me répondit-il, aucune affection pour lui, mais il est très fort. » L'Allemand s'est toujours incliné, il s'inclinera toujours devant la force. Ceux-là se trompent lourdement qui s'imaginent qu'on obtiendra quelque chose de lui par d'autres procédés que par la contrainte. Les gestes amicaux dont nous avons été prodigues depuis quelques mois, n'ont produit aucun effet réel.

* * *

L'effondrement du mark a permis à l'Allemagne de se débarrasser aisément de ses dettes ; elle a pu se donner une monnaie nouvelle ; elle est revenue au mark d'avant-guerre ; le rentenmark a préparé la résurrection du mark-or.

Le Gouvernement aurait pu recourir plus tôt à cette opération; il a attendu que le mark-papier fût sans valeur : 1000 milliards correspondant à 10 pf. Il a demandé alors aux grands propriétaires et aux grands industriels une garantie hypothécaire qui, jointe aux 500 millions de marks-or que la Reichsbank possédait encore, et aux devises étrangères dont elle s'était munie, a paru offrir une garantie suffisante pour assurer la stabilité de la monnaie nouvelle. Il décida en outre que le rentenmark ne devrait pas sortir des frontières de l'Empire et promit de ne pas faire d'inflation. Cela a suffi pour ramener la confiance : l'Allemand est si crédule ! L'intervention des grands industriels, qu'on savait fort riches, produisit un effet considérable. On a pu voir une fois de plus, quel est, en matière économique, le rôle de ces « impondérables » auxquels Bismarck attachait jadis une si grande importance. Le gouvernement de Berlin, qui organise si bien la propagande, n'a pas manqué de dire au peuple : « Voyez donc ce qui est arrivé : la France voulait nous étrangler. Eh

bien! dans la bataille financière, corollaire obligé de la lutte à main armée, c'est nous qui sommes aujourd'hui vainqueurs. Il suffisait en 1914 de donner 1 fr. 25 pour avoir 1 mark ; il faut maintenant donner près de 5 francs! » Le succès de l'emprunt Dawes a encore accru la confiance. Il avait été souscrit en quelques jours, on peut même dire en quelques heures, sur les différentes places où il avait été négocié. Au même moment, l'Allemagne célébrait en termes dithyrambiques la traversée triomphale du zeppelin, qu'il avait fallu livrer aux États-Unis; je me trouvais alors à Berlin et j'ai été témoin de l'explosion de joie qui suivit : on répétait sur tous les tons que c'était une grande victoire allemande. A l'emprunt consenti en exécution du plan Dawes s'ajoutèrent promptement beaucoup de prêts particuliers. Bon nombre d'industriels allemands reçurent des sommes considérables d'Amérique, d'Angleterre, de Hollande, de Suisse, des Pays scandinaves.

* * *

L'Allemagne sans doute est aux prises avec mille difficultés. Mais, parmi elles, nous avons attaché trop d'importance aux difficultés d'ordre politique. La politique ne passionne pas les Allemands comme les Français : pour eux, elle est chose secondaire. « L'Allemand, me disait l'ancien vice-chancelier, Karl Helfferich, peu de jours avant l'accident dont il fut victime, est *unpolitisch* », ce qui signifie qu'il est incapable d'organiser par lui-même un gouvernement démocratique satisfaisant. L'expérience qui a été faite après la guerre, d'une République socialiste, n'a pas été encourageante. La Constitution de Weimar, si démocratique en apparence, n'enthousiasme personne. La socialisation, autour de laquelle on a fait tant de bruit, n'a pas modifié autant que nous nous l'imaginons, le tempérament du peuple allemand. Question secondaire, par comparaison avec les grands problèmes qui sont aujourd'hui posés.

J'ai demandé à beaucoup d'Allemands ce qu'ils pensaient de la démocratisation de l'Allemagne. « C'est une transformation qui ne pourra se faire que bien lentement, m'ont répondu maintes fois mes interlocuteurs ; nous ne savons pas quelle est la forme de démocratie qui nous convient. Vous avez en France une démocratie qui est l'objet de bien des critiques ; il y a d'autres

types de démocraties, en Suisse, aux États-Unis, dans les républiques de l'Amérique méridionale : nous ne savons pas bien où il faut que nous cherchions nos modèles ; nous avons été élevés dans les cadres d'un régime monarchique, il nous faudra longtemps pour nous démocratiser. » Un socialiste autrichien, M. Austerlitz est, allé plus loin. La démocratisation de l'Allemagne est, d'après lui, une « utopie ». La démocratie, a-t-il dit, est « un état d'esprit, bien plus qu'un ensemble d'institutions ; il peut y avoir dans un pays une foule d'institutions démocratiques sans qu'on puisse soutenir qu'il est vraiment une démocratie. L'histoire prouve que l'Allemand préfère l'ordre et la discipline à la conscience de soi ; le propre de la politique allemande, c'est l'idée monarchiste ; la monarchie en Allemagne est une religion. » Nous ne devons pas oublier non plus que le vieil empereur Guillaume Ier, pour lequel on conserve une si grande vénération, que Bismarck comme lui, et Bismarck est toujours pour les Allemands le grand homme, étaient des adversaires résolus de la démocratie. Souhaitons, disaient-ils l'un et l'autre, que l'Allemagne ne se démocratise pas; elle ne parviendrait jamais, avec un régime démocratique, à réaliser les hautes destinées auxquelles elle est appelée. La plupart des Allemands, j'en suis persuadé, salueraient avec joie le retour des Hohenzollern.

Si l'Allemand ne se passionne pas pour la politique, il s'intéresse beaucoup aux problèmes économiques. Le peuple allemand marchait en 1914 avec une confiance prodigieuse vers la conquête économique du monde : il veut retrouver le plus tôt possible la situation qu'il avait à ce moment, et surtout l'aisance à laquelle il s'était vite accoutumé. Il est prêt à tout accepter pour retrouver cet heureux temps. Une habile propagande a réussi à lui persuader que c'est la France qui, par ses exigences, l'empêche d'y revenir ; c'est l'un des motifs pour lesquels sa haine à notre égard n'a, depuis six ans, cessé de grandir Les dirigeants emploient ce sentiment de haine comme un levier pour exciter les foules contre nous. Tous les Allemands sont d'ailleurs convaincus que l'Allemagne n'a aucune responsabilité dans une guerre « qui lui a été imposée ».

L'animosité dont j'ai recueilli des preuves dans toutes les classes de la population, animosité derrière laquelle on aperçoit, plus ou moins dissimulé, un grand désir de

revanche, se combine aujourd'hui avec la satisfaction que cause le redressement financier. Le docteur Luther, aujourd'hui chancelier, hier ministre des Finances, a réalisé l'équilibre du budget. La vie sans doute est chère et les impôts sont bien lourds, mais les recettes dépassent maintenant les dépenses de plusieurs centaines de millions de marks-or.

On demande au Gouvernement de reprendre l'idée d'une valorisation (*Aufwertung*) des anciennes dettes, et on espère obtenir quelques versements supplémentaires pour les dettes qui ont été frauduleusement remboursées avec du papier sans valeur. Le gouverneur de la Banque d'Empire, malgré les sollicitations dont il est l'objet, n'est pas favorable à cette mesure. Les Allemands ont une autre idée que nous de la justice. Ils ne s'indignent pas, comme nous le ferions à leur place, de voir que tant de gens ont été victimes d'une iniquité, et trouvent suffisant que les plus malheureux obtiennent quelques subsides. « Ne peut-on admettre que dans la bataille économique, il y ait également des victimes? » me disait froidement M. Schacht.

L'équilibre du budget a permis au surplus des diminutions d'impôt appréciables. Ces diminutions sont en rapport avec le placement de l'emprunt des réparations. L'impôt sur le chiffre d'affaires a été ramené de 2 à 1 et demi pour 100, la taxe de luxe de 15 à 10. Et on a pu majorer les versements réclamés par les *Länder* (ce mot désigne les « régions » entre lesquelles l'Allemagne, depuis la disparition des anciens États, a été divisée). La Reichsbank a décidé d'augmenter son encaisse or par des achats de lingots à l'étranger; ces achats, qui ont commencé au mois de juin dernier, ne se termineront, a dit encore M. Schacht, que lorsque l'encaisse aura atteint la proportion qu'elle doit avoir par rapport à la circulation fiduciaire.

***

Le relèvement financier de l'Allemagne a singulièrement facilité la reprise de l'activité industrielle en même temps qu'il a diminué le rôle des spéculateurs. Les industriels se plaignent sans doute de manquer de disponibilités, quoiqu'on assiste en ce moment au rapatriement d'une partie des capitaux allemands qui s'étaient évadés pendant l'inflation. Ils sont un peu gênés, on ne peut le nier, pour payer les intérêts que néces-

sitent les prêts consentis par des Anglais ou des Américains. Il est certain cependant que les principales branches de la production font de notables progrès, et que le nombre des chômeurs a diminué. Les renseignements qui nous sont fournis par le *Bulletin* de la Chambre de commerce pour les provinces rhénanes, qui paraît à Mayence, par le *Bulletin* d'informations économiques de Coblence, par les revues et les journaux s'occupant de questions économiques, permettent d'affirmer que les principales branches de la production (production minière, métallurgique, textile, industries chimiques, etc...) ont tort de se plaindre. Quelques maisons pâtissent sans doute de diminutions, qu'elles trouvent naturellement fâcheuses, dans les commandes ; ces diminutions tiennent à ce que les pays étrangers où les budgets ne sont pas encore en équilibre sont obligés de se restreindre, mais la consommation intérieure, malgré la cherté de la vie, se développe.

Le commerce extérieur souffre, comme certaines industries, de l'élévation des prix. Mais les lamentations de ceux qui écrivent que la balance commerciale est mauvaise ne sont pas fondées. Nous pouvons leur faire observer que les importations, si elles dépassent un peu trop en apparence les exportations, se composent, en grande partie, de matières premières destinées à alimenter des usines de toute sorte ; les industriels allemands n'hésitent pas en ce moment à constituer des stocks considérables, et l'Allemagne s'apprête à partir de nouveau à la conquête économique du monde. Des informations récentes me permettent d'ajouter que les commandes venant du sud-est de l'Europe, augmentent actuellement ; les affaires d'exportation avec la Suisse et la Hollande, avec l'Italie et l'Espagne, avec les Pays scandinaves, avec l'Égypte et les Indes, se développent.

Les industriels allemands ont dès maintenant repris cette tactique du *dumping*, grâce à laquelle ils ont déjà enfoncé des portes qui ne voulaient pas s'ouvrir. J'ai trouvé dernièrement dans les magasins de l'Europe centrale quantité d'articles allemands qui étaient moins chers qu'à Berlin. La situation des chemins de fer allemands est de son côté beaucoup meilleure. La création d'une grande compagnie (*Reichseisenbahngesellschaft*), qui s'est substituée à l'État, permet de réaliser des économies et de faire au besoin quelques sacrifices. Le réseau électrique s'étend déjà sur une grande partie de la

Saxe, du Brandebourg, du Mecklembourg, de la Westphalie; depuis peu ont été construits des wagons à déchargement automatique, et des locomotives à turbines qui sont une spécialité de la maison Krupp. L'achèvement des canaux, — il se fait en grande partie avec l'argent américain, — est poursuivi avec ardeur; enfin on escompte les effets de la construction du canal à grande section, qui doit relier le Rhin au Danube.

La marine marchande se reconstitue avec rapidité. L'Allemagne, avant la guerre, disposait d'un peu plus de 5 millions de tonnes, la flotte de commerce avait été réduite en 1918 à 400000 tonnes; elle dépasse aujourd'hui 3 millions ; elle aura bientôt la même importance qu'avant les hostilités. Les journaux vantent complaisamment les efforts des grandes compagnies et l'activité des chantiers de construction. Le *Norddeutscher Lloyd* vient de lancer les vapeurs *Derflinger*, *Coblenz*, *Trier* ; et le *Stuttgart* est entré au service de la ligne New-York Canada. Des paquebots de fort tonnage, tels que le *Sierra Cordoba*, ont été mis en service pour relier l'Allemagne à l'Amérique du Sud. Les deux plus grands bateaux à essence, le *Monte Sarmentio* et le *Monte Olivio*, ont été affectés au service de la *Hamburg Sud Amerikanische Dampfschiffahrts-Gesellschaft*. La construction des bateaux à moteurs a beaucoup augmenté; la compagnie *Hamburg-Amerika* a mis en service une série de paquebots d'environ 10 000 tonnes, pour desservir l'Asie orientale. Les services à destination du Mexique et de l'Amérique centrale ont été améliorés.

Les économistes vantent beaucoup l'invention du professeur Flettner, qui a cherché à utiliser au moyen de cylindres la force du vent; Flettner a imaginé de profiter de la réaction qu'il produit en venant frapper ces cylindres lorsqu'ils tournent sur eux-mêmes à une certaine vitesse. Le résultat en serait une grande économie de charbon et de main d'œuvre; la compagnie *Hamburg-Amerika* aurait déjà, parait-il, traité, pour l'installation de ce système sur une dizaine de ses navires... Est-il besoin de faire remarquer que l'Allemagne trouve aisément pour toutes ces transformations les millions qu'elle nous doit, et qu'elle se déclare incapable de fournir dans tous les cas où ils serviraient à nous payer?

***

Le rétablissement d'une monnaie stable a rendu toute leur importance aux « cartels ». La *Gazette populaire de Cologne* n'hésitait pas à écrire, il y a quelques jours, qu'on n'aurait jamais supposé que le mouvement de concentration, qui avait déjà rendu tant de services à l'Allemagne avant la guerre, pût prendre, en si peu de temps, l'intensité qu'on lui voit aujourd'hui. Contentons-nous de signaler la récente création d'une Ligue impériale (*Reichsbund*) de l'industrie métallurgique, dont le but est de grouper « dans une grande coalition nationale tous ceux qui s'occupent de métallurgie ». Son attention se porte sur les problèmes de l'exportation : elle vient d'organiser des conférences, qui sont faites par les techniciens les plus compétents, chargés d'examiner, sous tous leurs aspects, les problèmes qui sont posés. « Le marché du fer, écrit la *Gazette de Francfort*, est en ce moment très animé : non seulement les demandes augmentent ; mais, ce qui est plus important encore pour nos usines, les prix semblent vouloir se relever. Les craintes inspirées par la concurrence résultant des offres que font le bassin de la Sarre et la Lorraine, ne se sont pas réalisées. La tendance reste ferme, aussi bien dans les usines que dans le commerce. »

L'Allemagne est pauvre en houille blanche ; elle vient pourtant de monter en Bavière, sous le nom de *Bayernwerk*, la plus grande Centrale électrique qui existe en Europe ; d'autre part, dans le Vogelsberg oriental, trois grands barrages sont en construction, grâce auxquels on obtiendra une réserve d'eau de 1 million 1/2 de mètres cubes ; une Centrale hydraulique est en voie d'installation près de Mus à la frontière prussienne ; la chute sera de 130 mètres. Ces preuves multipliées d'activité facilitent singulièrement la propagande de l'Allemagne à l'étranger.

« Aucun pays, écrit M. Houghton, ambassadeur américain à Berlin, n'offre plus de garanties de bons placements que l'Allemagne », déclaration d'autant plus importante, — mais surtout d'autant plus inquiétante pour nous, — que l'avenir économique est en grande partie fondé sur le crédit. Les journaux allemands ne manquent pas de dire à l'occasion, que l'Allemagne s'avance maintenant d'un pas sûr vers de glorieuses destinées. Les uns

vantent complaisamment les qualités de la main d'œuvre : « c'est, écrivent-ils, la meilleure, la plus assidue, la plus disciplinée de l'Europe; son rendement avait diminué après la guerre, il s'est déjà intensifié; une meilleure alimentation permet à l'ouvrier de fournir une somme de travail plus considérable; nous avons à notre disposition un outillage excellent, le meilleur de l'Europe, et le rythme de notre fabrication est plus rapide que celui de la France. » D'autres rappellent que, pendant la guerre, l'Allemagne avait orienté vers les écoles techniques, industrielles et commerciales, les jeunes gens de 14, 15, 16 ans, trop jeunes pour aller se battre. Ces jeunes gens, devenus aujourd'hui des hommes, sont d'excellents auxiliaires pour aider les industriels à marcher de nouveau à la conquête du monde. D'autres enfin parlent de la forte natalité des populations germaniques. En quatre ans, l'excédent des naissances sur les décès a été de 2170000. Ainsi, l'Allemagne a largement compensé les pertes que la guerre lui a infligées! Pendant la même période, l'excédent des naissances sur les décès a été, en France, de moins de 150000; nous n'avons pas même retrouvé la dixième partie des vies humaines que nous avons perdues!

Toutes ces constatations inspirent aux vaincus d'hier un sentiment d'orgueil inimaginable. L'orgueil conduit facilement à la haine et prédispose à la violence. Il y a, disait autrefois Nietzsche, une vertu dans la violence: du moins, les Allemands en sont persuadés et s'inspirent des conseils de leur philosophe. L'attitude de leurs délégués dans les négociations commerciales, qu'ils ont fait traîner en longueur, est significative. Le Gouvernement voudrait se servir du traité de commerce comme d'une arme politique; le ton hautain des représentants de l'industrie lourde, *Schwerindustrie*, est d'autant plus inquiétant qu'ils s'entendent avec les grands propriétaires fonciers, pour paralyser les forces de l'opposition. Ils cherchent, par des mesures de protection à outrance, à s'assurer le monopole du marché intérieur. Et s'ils acceptent de recevoir en Allemagne une certaine quantité de produits métallurgiques français, c'est à la condition que ces produits leur soient livrés en vertu de contrats « privés » conclus en dehors de tout traité de commerce. Ils ne cachent pas leur désir de favoriser l'industrie sarroise au détriment de l'industrie lorraine; ils sont prêts à faire les sacrifices qu'il faudra pour conquérir une position

dominante et priver notre métallurgie française du coke westphalien dont celle-ci a besoin. Les journaux nationalistes, qui ont épousé les idées des métallurgistes, préconisent la fermeté. « La France, écrit l'un d'eux, a plus d'intérêt que l'Allemagne à la conclusion du traité ; l'industrie allemande n'a pas besoin des importations françaises ; la Lorraine a un excès de production en minerai, en fer brut, et en objets demi-ouvrés. » Nous lutterons, ajoute l'*Anzeiger* de Mayence, jusqu'à ce que nous obtenions le rétablissement de la pleine liberté du trafic avec le bassin de la Sarre, qui est un pays allemand, séparé momentanément du Reich.

Un autre ajoute : « Si l'Allemagne doit exécuter les charges du plan Dawes, elle ne peut atteindre à ce but que par l'augmentation de son exportation, ce qui implique l'hypothèse de marchés ouverts à l'étranger. La France, par son protectionnisme à outrance, a déjà rendu difficiles ses relations avec beaucoup de pays ; notre exportation a été si maltraitée par les Français depuis la fin des hostilités, qu'elle n'a vraiment pas à redouter une nouvelle aggravation. La France a beaucoup plus à demander à l'Allemagne que l'Allemagne à la France ; mais la France semble méconnaître le signe des temps ! »

Il est d'ailleurs probable que les grands industriels allemands ont trouvé en Suède, en Espagne, en Amérique, comme on l'a affirmé, la plus grande partie du minerai de fer dont ils ont besoin. Ils se croient capables de procéder par intimidation, comme ils faisaient en 1914. La lutte qu'ils veulent engager contre nous sera dure ; mais ils comptent pour triompher sur l'appui des Anglais, qui ont des marchandises et de l'argent à exporter, et ils étudient les combinaisons qu'ils peuvent faire avec l'Angleterre sur la base du traité qui a été conclu au mois de décembre dernier. Ils sont soutenus par les représentants de l'industrie textile, qui redoutent la concurrence de l'Alsace. Quelques industriels paraissent souhaiter une « entente » propre à faire baisser le prix de la vie. Suivra-t-on leurs conseils ? C'est bien douteux maintenant.

* * *

Le redressement économique de l'Allemagne réagit forcément sur l'évolution politique du pays. Les dirigeants actuels ont été les collaborateurs des mesures qui ont ramené la stabi-

lité monétaire et préparé le retour à une vie normale. De même qu'au mois de novembre 1918 nous n'avons pas su profiter de la situation dans laquelle nous nous trouvions; de même, au mois de septembre 1923, nous n'avons pas su tirer parti de la nouvelle capitulation à laquelle l'occupation de la Ruhr avait réduit l'Allemagne. Les conversations que j'ai eues à ce moment avec M. Stresemann, alors chancelier, et aussi avec un certain nombre d'industriels, m'ont prouvé que l'Allemagne était alors disposée à s'incliner, à accepter le *modus vivendi* qui lui serait imposé; nous avons laissé échapper une occasion qui ne se présentera plus...

La première année de la stabilisation monétaire a eu des conséquences que nous n'avions pas prévues. La vie monétaire étant rétablie, nous sommes en présence d'un effort combiné des grands industriels et des grands propriétaires fonciers, dont les classes moyennes et les classes ouvrières osent à peine contrecarrer les projets. La grande industrie est d'autant plus forte qu'elle a déjà été partiellement dédommagée des charges que lui avaient imposées les contrats passés avec la MICUM. La tâche des démocrates, les moins mal disposés à notre endroit, est d'autant plus ardue qu'ils se heurtent à un sentiment de confiance croissante envers ceux qu'on regarde comme les plus capables de ramener l'Allemagne à sa prospérité passée. Nous devons nous attendre à un « sabotage » du plan Dawes. L'Allemagne va faire semblant de s'incliner en essayant, — les derniers discours de M. Stresemann sont caractéristiques, — de prouver qu'en réalité elle ne peut pas exécuter. Les nationalistes seront volontiers écoutés quand ils diront que la résistance est nécessaire pour arriver à l'œuvre de reconstruction désirée. Nous ne pouvons pas plus aujourd'hui qu'hier compter sur la bonne foi de nos débiteurs. Ma conviction formelle est que l'Allemagne acceptera sans résistance le changement de régime qui, à plus ou moins brève échéance, sera sans doute inévitable.

M'objectera-t-on qu'il y a en Allemagne des pacifistes qui font quelque bruit? Je ne crains pas de dire que leur volonté de paix est fragile. « La démocratie, écrivait le *Vorwärts* au moment des élections, c'est la paix! » Or, l'Allemagne tourne le dos à la démocratie. La jeunesse est de plus en plus nettement orientée vers la pensée d'une revanche; le baron de

Gayl disait dernièrement à Kœnigsberg, à l'occasion d'une fête donnée en l'honneur du maréchal de Hindenburg, que l'Allemagne ne se dégagerait des entraves qu'on voulait lui imposer qu'en revenant aux traditions qui ont fait sa force, c'est-à-dire à la politique « du fer et du sang ».

Un Américain, récemment chargé d'une enquête sur la situation de l'Allemagne, n'hésite pas à conclure que l'Allemagne « se prépare pour une nouvelle guerre ». Il va jusqu'à expliquer quelles sont les étapes par lesquelles elle compte passer. Les manifestations qui se sont produites le 18 janvier dernier sont aussi significatives qu'inquiétantes. Un des doyens de l'Université de Berlin m'a nettement avoué qu'une nouvelle guerre lui paraissait inévitable; un pacifiste, que j'interrogeais sur les dispositions des étudiants, reconnaissait que leur état d'esprit était en effet « un grand danger pour l'avenir ». « Vous connaissez, me disait un autre, le patriotisme de notre jeunesse, elle ne restera pas indéfiniment sous le coup de l'humiliation qui lui a été imposée. »

Le redressement économique de l'Allemagne nous met en présence de grands dangers sur lesquels il importe d'ouvrir les yeux. Cessons enfin de croire que nous puissions jamais arriver à maintenir la paix en faisant confiance à une nation qui s'obstine, avec plus d'opiniâtreté que jamais, à soutenir qu'elle est innocente et n'a aucune responsabilité dans le cataclysme qui a bouleversé le monde! « La paix que vous nous avez imposée, a osé me dire un savant historien, est le plus grand crime qui ait jamais été commis dans l'histoire du monde! » L'une des impressions les plus fortes que m'ait laissées mon enquête, c'est cette conviction que les Allemands, à quelque parti politique qu'ils se rattachent, veulent aujourd'hui une main forte pour les conduire. Ce désir est général; il est la résultante d'une évolution séculaire, et d'un enseignement méthodique. S'inspirant de la vieille maxime germanique *Macht geht vor Recht* (la force vient avant le droit), toutes les voix qui s'élèvent du sol national sont disposées à crier au Gouvernement : Sois fort.

GEORGES BLONDEL.

AURÉLIE TEDJANI

PRINCESSE DES SABLES

IV (1)

XIII. — LE SECOND MARIAGE. — MA VISITE A COURDANE

Dans son rapport, le général Collet-Meygret recueille le bruit qui courait dans le Sud-Algérien qu'un mariage allait unir au nouveau Cheik la veuve du Cheik défunt.

Je ne crois pas qu'au moment où ce rapport fut écrit, Mme Aurélie pensait à épouser son beau-frère, ni surtout qu'elle ait fait du transport du marabout l'étrange condition d'un nouveau mariage. Car, aussitôt qu'elle eut rendu à Sid-Ahmed les derniers devoirs, il lui sembla au contraire que son rôle dans la famille dont elle avait relevé la fortune était terminé ; elle partit pour Alger où elle pensait vivre dans la retraite près de sa famille. Mais il est bien probable que le Cheik El-Bachir, effrayé de ses responsabilités, et que les notables, reconnaissants du dernier et important service que Lalla Yamina venait de rendre aux Tedjania d'Aïn-Mahdi, souhaitaient entre eux qu'elle n'abandonnât pas définitivement son œuvre. Et l'idée d'un nouveau mariage devait leur venir à l'esprit.

En effet, quelle place donner dans la hiérarchie musulmane à cette veuve sans enfants? Elle ne pouvait vivre en isolée sur

Copyright by Marthe Bassenne, 1925.

(1) Voyez la *Revue* des 1er janvier, 15 janvier et 1er février.

le domaine qu'elle avait créé. Une attitude effacée lui eût été rendue difficile, d'ailleurs, par les Arabes eux-mêmes habitués à l'entourer d'honneurs, à la voir commander à tous aux côtés du Cheik. Sa situation fausse eût gêné surtout, dans le gouvernement de la confrérie, Sid-el-Bachir dont le prestige religieux avait besoin de s'affirmer après l'affaire de Guémar, début vraiment malheureux pour un nouveau possesseur de Baraka.

Le mariage s'imposait, afin que la place de Mme Tedjani fût bien, sans contestation possible, la même qu'autrefois, afin que rien ne fût changé dans l'organisation de la zaouïa, et que Lalla Yamina pût continuer sans rivalité l'œuvre de civilisation en si bonne voie.

Les notables d'Aïn-Mahdi firent parvenir à Mme Aurélie, dans sa retraite d'Alger, de pressants appels. Depuis son départ, l'exploitation agricole languissait et les finances de la confrérie retombaient dans le désordre d'antan, faute d'un esprit clairvoyant capable de prendre en mains les rênes du char des Tedjania abandonnées par la Française.

Et la Française dut céder à ces sollicitations politiques, à ces voix autorisées qui la suppliaient de venir reprendre sa place à Courdane, la même place qu'autrefois. Pouvait-elle laisser son œuvre à l'abandon, puisqu'on désirait encore son concours? Un orgueil légitime put même gonfler son cœur pendant ce voyage de retour vers le Sud. Les bras de ses chers Arabes s'étaient tendus implorants vers la princesse regrettée qui avait donné le bien-être au pays; leur appel lui faisait violence... Juste prix de ses vingt-cinq ans d'efforts!... Puis elle allait revoir ses jardins, ses cultures... Elle rêvait déjà d'user de sa puissance affermie pour arracher aux sables de nouveaux territoires...

Elle amenait sa mère avec elle. Quant à son père, le vieux soldat d'Afrique, si fier de la fille à qui il avait transmis son aventureux idéal, il était mort sans jamais avoir visité cette fille dans son fief barbare.

Le mariage eut lieu à Laghouat devant le muphti Si-Ahmed-ben-Taleb. Les témoins étaient Si-Mohamed-el-Miloud, secrétaire particulier de Sid-el-Bachir, et Ahmed-ben-Telidji, conseiller municipal de Laghouat. Mariage de raison, s'il en fut!... Disons mieux : simple formalité politique.

Sid-el-Bachir partagea son temps entre la zaouïa d'Aïn-

Mahdi où vivait sa famille et Courdane où Mme Aurélie continuait à habiter.

Dans l'exploitation, la vie reprit semblable à celle d'autrefois, parce que le bon génie était revenu. Cependant le nouveau Cheik n'avait pas la valeur et la bonté spontanée de son prédécesseur. Surtout il ne pouvait y avoir entre Mme Aurélie et le jeune frère de Sid-Ahmed cette parfaite union des cœurs, cette tendresse sûre, nées d'une longue habitude et réchauffées par les doux souvenirs de jeunesse. Mme Aurélie avait su lire dans l'esprit et dans le cœur de Sid-Ahmed comme dans un livre ; cela lui avait permis de tout oser. Avec Sid-el-Bachir, plus de prudence, plus de réserve étaient nécessaires pour ne pas compromettre le principal de l'œuvre. Et surtout la faiblesse de caractère de Sid-el-Bachir, tout en augmentant peut-être dans le présent l'autorité de Mme Tedjani, lui faisait craindre pour la durée de son cher Courdane. Les circonstances qui avaient entouré son mariage avec Sid-el-Bachir prouvaient que si la Française, âme de l'entreprise, disparaissait un jour, l'anarchie, le désordre prendraient sa place. Ne sentant plus près d'elle un cheik énergique, Mme Aurélie dut écarter désormais les innovations trop hardies, comme celle de la collaboration des Pères Blancs.

Cependant la période qui suivit son second mariage fut une période brillante de la vie de Mme Aurélie Tedjani. Elle avait cinquante ans environ et une intelligence en pleine vigueur qui la rendait consciente de son énorme supériorité sur son entourage. C'était une des figures les plus curieuses et les plus attachantes du Sahara algérien. Le croquis que l'explorateur Soleillet fit d'elle en 1872, ne lui ressemblait plus. La jeune femme mignonne avait grossi, ce qui avantageait sa taille élevée et lui donnait grande allure. Elle portait habituellement le costume arabe, mais le quittait par commodité pour voyager et aussi pour recevoir les Français. Elle adoptait, pour ces réceptions, de longues robes d'apparat. Son aspect calme et un peu froid, sa parole mesurée, son geste rare, la discrétion qu'elle gardait sur sa vie privée et ses sentiments secrets, toute son attitude, toute sa conduite imposaient à ceux qui l'approchaient. Aussi les Arabes ne lui parlaient-ils qu'inclinés vers la terre et portant à leurs lèvres le bas de son vêtement en témoignage de grande vénération.

*
* *

C'est pendant cette période, au printemps 1899, que j'allai moi-même visiter Courdane.

Nous fîmes depuis Laghouat la route à cheval, quelques amis et moi, en franchissant d'abord le col des Sables, le bien nommé, car les chevaux y enfoncent pendant une demi-heure jusqu'aux boulets dans une série de dunes. Ces sables poussés par le siroco sur Laghouat, auraient tôt fait d'envahir la partie ouest de l'oasis, si des plantations de tamaris et d'alfa ne luttaient pas contre cette invasion. Puis nous traversâmes sur ses six cents mètres de largeur l'Oued-M'zi. L'Oued-M'zi est un fleuve qui prend sa source dans le Djebel-Amour et s'en va de l'ouest à l'est vers Biskra. Je veux dire que nous traversâmes son lit de sable, car il est presque toujours complètement à sec en surface. On trouve la nappe d'eau à trois ou quatre mètres de profondeur, et cette eau mise au jour sur un point, puis canalisée par des barrages, irrigue les jardins de Laghouat.

Après avoir franchi les sables dont la réverbération valut à nos visages un cuisant coup de soleil, nous prîmes pied sur la rive gauche de l'oued et... en avant dans la plaine! La plaine! c'est par antiphrase probablement qu'on nomme ainsi le pays que nous parcourûmes, succession de mamelons rocheux, pelés, ne montrant pour toute végétation que quelques touffes d'alfa.

Six heures de chemin, tantôt trottant quand l'état de la piste le permettait, tantôt trébuchant sur les pierres roulantes, ici grimpant un mamelon, là plongeant dans une *daya* (1), puis côtoyant la Bourdine, affluent de l'Oued-M'zi qui, ô miracle! contient dans son lit dix centimètres d'eau en profondeur et un mètre en largeur... Enfin, nous arrivâmes pour midi au ksar de Tadjemout, village fortifié, dressé sur une éminence de pierres grises et entouré de jardins qui descendent jusqu'à la rivière. Nous déjeunâmes à Tadjemout et en repartîmes vers le milieu de l'après-midi pour faire les vingt derniers kilomètres qui nous séparaient encore de Courdane.

A l'arrivée, Mme Aurélie Tedjani, en l'absence de Sid-el-Bachir, nous attendait sur le perron de sa demeure. Elle nous reçut

(1) Dépression de terrain formant cuvette humide qui permet de vivre à quelques verdures arborescentes.

avec sa bonne grâce habituelle et mit à notre disposition pour la nuit la maison des hôtes, un rez-de-chaussée installé à la française qui s'adossait au mur des jardins.

Le lendemain, levée de bonne heure, j'ouvris ma fenêtre. Ma vue plongea dans une allée de beaux arbres auxquels, grâce à l'eau et au soleil, neuf ans avaient suffi pour grandir et se courber en voûtes légères. L'odeur des roses charnues et pourprées, gloire des oasis sahariennes, s'engouffrait sous cette voûte portée par des vagues de siroco, et venait expirer dans ma chambre. Je ne voyais pas les fleurs écloses en de lointains bosquets, mais mon visage, mes mains, étaient comme baignées d'essence de roses. A cause de ces parfums, je fus étreinte un instant de la nostalgie des jardins arabes de Laghouat, forêt vierge végétant sans méthode sous les palmiers, nids de paresseuses langueurs rarement troublées par les coups de pioche, paradis du moindre effort et du fatalisme rêveur... L'esprit absent, j'oubliais d'admirer ces jardins de Courdane, si bien tracés, si bien ordonnés, compartiments d'un rucher pour diligentes abeilles dont pas une place n'était négligée et dont la production intensive avait enrichi ce désert.

Mais Mme Aurélie Tedjani, droite et dominatrice dans sa robe de laine blanche, parut au fond de l'allée comme une allégorie de l'énergie pratique opposée aux rêves amollissants et destructeurs. Elle tenait par la main une gentille fillette de dix ans, la sœur du pauvre enfant qu'elle avait vu mourir jadis de diphtérie (1).

J'allai rejoindre la princesse des Sables et nous fîmes ensemble une longue promenade dans la propriété et dans les dépendances de la villa. Elle me montra avec complaisance les arbres de France qu'elle avait acclimatés et les arbres déjà cultivés au Sahara dont elle avait perfectionné les espèces ; elle me montra ses travaux d'irrigation, et aussi les produits récoltés qui pouvaient, à juste titre, exciter l'admiration et l'émulation des pèlerins. Je vis le matériel agricole perfectionné qui était mis en service à Courdane Les indigènes y apprenaient le fonctionnement des norias, des charrues à versoir, des herses, des semoirs, des rouleaux, des tarares, des moulins

(1) Cette fillette, sa petite compagne habituelle, devait mourir, elle aussi, quelques années plus tard, et plonger dans la désolation sa grand-mère adoptive.

à manège... Quelle révélation pour ces primitifs, qui n'avaient jamais su que gratter superficiellement la terre avec la pointe de leur pioche!... Et je compris mieux la beauté de l'œuvre accomplie. Elle avait vécu un rêve aussi, cette Française entreprenante, un rêve de bon socialisme, plus admirable que les imaginations des poètes d'Orient.

Au milieu d'une cour, autour d'un puits, un campement de nègres avait fait halte. J'exprimai le désir d'élever une jeune négresse :

— Le voulez-vous vraiment? dit Mme Aurélie. Je sais que ces gens céderaient volontiers pour cent douros (500 francs), une fille de dix-huit ans.

— Hé quoi ! la traite? En pleine possession française!

— La traite n'existe plus officiellement, c'est vrai. Mais comment empêcher ces transactions, dont les intéressés ne se plaignent ni ne se vantent? répondit mon hôtesse, un peu ironique.

Je savais déjà que, plus au sud, vers El-Goléa, les caravanes faisaient encore, en ce temps-là, une active contrebande de négrillons soudanais qu'ils dissimulaient dans des sacs d'orge pour les faire entrer en territoire français.

Tout en parlant, nous nous approchâmes du groupe des nègres. Ils étaient une vingtaine, assis autour d'un énorme plat de couscous qui sortait des cuisines de Mme Aurélie : des hommes et des jeunes femmes en haillons, des vieilles décrépites, des enfants dont la nudité gracieuse paraissait vêtue de bronze.

Mme Aurélie dit quelques mots et l'ancêtre du groupe me présenta une grande fille dont une misérable *mehalfa* voilait à peine le corps. La jeune négresse était fine d'attache, bien campée et de muscles vigoureux. En échange de cent douros, quel renfort j'aurais en cette fille pour battre mes tapis et soigner mon jardin de Laghouat!... Oui, mais plus tard, à mon retour en France, que ferais-je de ce pauvre être déraciné? Quelle responsabilité ! Quel embarras peut-être!..

Sans conclure le marché, je m'éloignai, suivie par les yeux doux de la négresse, des yeux de bel animal peureux et triste.

Comme le lieutenant Grand-Conseil que j'ai cité plus haut, nous dînâmes dans la salle à manger des voyageurs aux murs simplement blanchis à la chaux et seulement ornés d'un grand

portrait de Félix Faure que je ne m'attendais guère à trouver là. Dans de la superbe vaisselle plate, quinze sortes de viandes et de légumes poivrés, pimentés à brûler le palais, y compris le classique mouton rôti, le méchouï; puis quinze sortes de sucreries orientales douces à chavirer l'estomac: ainsi reçoivent les grands seigneurs arabes. Devant ce repas pantagruélique, je pensais aux festins du moyen âge, dont les descriptions arrivées jusqu'à nous étonnent nos médiocres appétits.

Mme Aurélie ne prenait jamais ses repas avec ses hôtes; mais nous la rejoignîmes à l'heure du café dans un des grands salons du premier étage dont les superbes objets d'art, empruntés à toutes les civilisations, achevèrent de nous dépayser, de nous déconcerter. Sommes-nous chez un prince asiatique?... Un grand seigneur franc au temps des Croisés?... Ou chez un riche marchand florentin du xve siècle?... Et que fait là ce piano, un piano français qui égrène parfois sous un doigt hésitant ses notes désaccordées? Quelle randonnée épique sur le dos bossu d'un dromadaire a fait gémir ses cordes avant qu'il échouât dans cet angle!

On n'ouvrait guère les pièces de réception que pour recevoir les Français; car la princesse Tedjani n'avait pas assez de loisirs pour se jouer à elle-même le rôle d'une mondaine désœuvrée. Une vie extérieure débordante, mille soucis de propriétaire et de suzeraine l'absorbaient. Ses essais de culture, les dispensaires et les écoles d'Aïn-Mahdi et de Courdane, le budget de la confrérie à équilibrer, tant de pèlerins à nourrir, tant de serviteurs à surveiller! Ses jours étaient bien remplis...

Cette direction si complexe, dont la prospérité dépendait de Mme Aurélie seule, l'attachait à ce pays de toute son âme ardente et dévouée. J'ai lu dans l'expression heureuse de ses yeux, quand elle parlait de sa vie saharienne, de ses chers Arabes, qu'elle avait réellement trouvé dans sa tâche le bonheur dont elle rêvait aux premiers temps de son séjour à Aïn-Mahdi.

*
* *

En rentrant de Courdane, nous rencontrâmes à Tadjemout le caïd de ce ksar, Si-Yaya-Taouti, que je connaissais bien et qui nous offrit l'hospitalité pour la nuit. Il avait une maison de ville à Laghouat; j'allais souvent y voir sa famille. Comme il

avait amené pour quelques jours à Tadjemout sa mère et ses trois femmes, je demandai à visiter ces dames.

Je tombais en pleine crise de harem!

Le règne de la favorite, une femme du Sud, déclinait et le caïd regardait d'un œil bienveillant une Mauresque d'Alger, éblouie par ce retour de fortune que favorisait la mère de Si-Yaya-Taouti. Et la femme du Sud me prenait pour confidente, me peignait avec volubilité ses rancunes, tout en tamponnant de son petit mouchoir les larmes de rage qui délayait le kohol de ses paupières.

Tout à coup, violente, passionnée, elle se dressa d'un bond. Les lourds bracelets de ses poignets, les *khral-khral* (anneaux) de ses chevilles s'entrechoquèrent comme des entraves détestées. Elle tendit vers moi ses mains aux paumes rougies de henné, parfumées de girofle, et, tragique, s'écria :

— Si tu es mon amie, donne-moi du poison!

— Du poison? Pour toi?

— Non! pour elle!..

Ah! princesse Aurélie, vous eûtes bien raison d'éloigner autrefois les rivales!

XIV. — LA FIN D'UN RÈGNE

Pendant douze années encore, Mme Aurélie Tedjani continua son active et prévoyante gestion.

A mon passage à Courdane, les terrains irrigables des environs donnaient leur plein rendement; ensuite deux nouvelles propriétés, Aïn-Mozabi et El-Djedida, furent mises en exploitation. Mme Tedjani invita M. Flamand, professeur à la Faculté des Sciences d'Alger, à venir à Courdane faire des recherches hydrauliques dans les environs. Elle mit à profit les remarques de ce savant pour une meilleure utilisation des sources et pour l'installation des barrages retenant l'eau vagabonde de l'Oued-M'zi. Au total, il y eut plus de six cents hectares arrachés à la désolation du bled et transformés en champs, jardins, vergers. On eût dit que cette Lalla Yamina des Tedjania était devenue tout à fait « marabout » et que, grisée par le succès, elle tentait le miracle de supprimer le désert...

En 1903, à l'occasion du voyage en Algérie du Président de la République, Mme Tedjani reçut la décoration du Mérite

agricole. En 1906, elle fut nommée officier d'Académie pour la création entièrement à ses frais de l'école franco-arabe de Courdane. On lui doit d'ailleurs quatre écoles que les enfants indigènes fréquentaient avec assiduité. La dernière en date fut l'ouvroir-école d'Aïn-Mahdi où les fillettes apprenaient à la fois le tissage des tapis indigènes, dont la vente augmente le bien-être de la famille, et quelques éléments d'instruction. C'est une des premières écoles qui aient fonctionné en Algérie pour l'instruction des filles; l'autorité de Mme Tedjani contribua beaucoup à vaincre la répugnance qu'avaient les parents à faire instruire les petites indigènes.

En 1911, le général Bailloud qui commandait le 19e corps d'armée à Alger vint visiter Courdane. Sid-el-Bachir avait été récemment nommé chevalier de la Légion d'honneur. Le général s'étonna que la même distinction ne fût pas accordée à la Française dont il jugeait sur place l'œuvre civilisatrice et qui, pendant quarante ans, dans un milieu déprimant, en lutte avec l'isolement et des difficultés de toute sorte, avait su garder sa personnalité, sa marque de Française et en faire bénéficier une importante confrérie musulmane dont elle avait fini, bien que restant chrétienne, par devenir le vrai chef.

Si l'on trouvait digne du ruban rouge Sid-el-Bachir, — qu'on peut traiter sans injustice de prince fainéant de la confrérie, — ne méritait-elle pas semblable récompense, la conseillère de deux cheik mal préparés à leur rôle qui auraient pu, excédés par les suspicions dont ils étaient l'objet, devenir les ennemis d'une autorité dont ils s'étaient faits au contraire les auxiliaires dévoués et souvent précieux?

Le général Bailloud promit de s'employer pour faire obtenir la Légion d'honneur à Mme Tedjani. Mais si une proposition fut faite, elle dort oubliée dans quelque carton et Mme Tedjani attendit en vain...

***

Le 9 juin 1911, Sid-el-Bachir mourut d'une congestion cérébrale, après avoir eu trois attaques d'apoplexie. La première le paralysa et Mme Aurélie l'installa chez elle à Courdane pour essayer, avec son habituel dévouement, de lui rendre l'usage de ses membres à l'aide d'un appareil électrique qu'elle fit venir d'Alger.

Absorbée par ces soins, elle ne s'occupa sans doute pas des intrigues qui ne pouvaient manquer de se nouer parmi les prétendants à la Baraka en prévision d'une succession bientôt vacante.

Il est probable que, se souvenant de l'exclusion prononcée autrefois par Sid-Amed contre son fils Ali, Mme Tedjani ne désirait pas voir Ali devenir Grand-Maître des Tedjania. C'est pourtant lui que la hadra élut après la mort de Sid-el-Bachir. Parut-il aux Tedjania qu'il offrait plus de garantie de sagesse qu'il n'en avait offert douze ans plus tôt, ou bien, insinuant, flatteur, avait-il pris soin de se créer depuis longtemps un parti dévoué dans la zaouïa?... Je l'ignore, car rien n'arrive jusqu'aux Français des délibérations et des discussions qui accompagnent l'élection du Grand-Maître.

Ali nommé Cheik de préférence à l'un des fils de Sid-el-Bachir, c'était la fin du pouvoir de Mme Aurélie. Pour éviter d'être l'occasion de querelle entre les fils de ses deux époux et probablement aussi parce qu'elle prévoyait que son beau-fils désirait une gestion des biens de la confrérie toute différente de la gestion actuelle, Mme Tedjani se retira d'elle-même. Digne et noble jusqu'au bout, elle allégua qu'elle vieillissait et désirait la tranquillité.

Toute sa vie, cette femme extraordinaire sut garder le beau rôle. En ce jour où s'écroulait l'édifice de puissance que, princesse des Sables, elle avait construit avec fragilité sur le sable, aucun reproche, pas une parole dure pour celui qu'elle avait élevé, dont elle avait augmenté l'héritage et qui cependant, poussé par sa nature impatiente de jouissance et d'autorité, ne savait pas, ne désirait pas retenir le bon génie des Tedjania.

Mme Aurélie resta en excellents termes avec tous les membres de cette famille Tedjani. Mais deux jours après la mort de Sid-el-Bachir, elle partait pour Alger retrouver sa famille française, disant à Courdane, son joyau, un adieu qu'elle croyait définitif.

Elle emporta, au su et vu de tout le monde, plusieurs voitures de mobilier : tapis, tentures, objets d'art, et les questions matérielles, comme tout le reste, se réglèrent avec une grande urbanité entre Mme Aurélie et les enfants de ses deux époux qui continuaient à l'appeler « maman ». Plus tard un accord définitif fut conclu à Alger par devant le Gouverneur général

Lutaud en présence des membres de la famille Tedjani intéressés, savoir : Mme veuve Tedjani, le Cheik Sid-Ali Tedjani et les deux fils de Sid-el-Bachir : Sid-Mohamed-el-Kébir et Sid-Mahmoud. Ils reconnurent à leur belle-mère vingt-cinq mille francs en espèces, tous les bijoux que ses époux lui avaient donnés et le mobilier convenu. Enfin, couronnement bien caractéristique de cet arrangement avec les princes héritiers des traditions de Mahomet, le pasteur de Médine, Mme Aurélie gardait aussi comme douaire des troupeaux de moutons et les chameaux nécessaires aux bergers... Des moutons, des chameaux, des bijoux, ne dirait-on pas la dot d'une femme de la Bible ?

Le Cheik Sid-Ahmed lui aussi avait cherché, bien entendu, à mettre sa femme à l'abri du besoin. Par ce premier époux, elle possédait des maisons à Alger. Mais j'ai le devoir de dire que celle qui avait passé sa vie à restaurer la fortune des Tedjania et puisé en maîtresse dans les coffres de la confrérie pour répandre le bien-être sur les kouan n'usa de ces biens pour elle-même qu'avec une grande modération, et c'est une vie toute modeste et retirée qu'elle mena par la suite dans sa villa d'Alger.

La voilà donc devenue, notre princesse des Sables, une simple bourgeoise aux journées monotones, une vieille dame en apparence étrangère au mouvement politique. A peine si le monde officiel sait encore qu'elle existe...

Pourtant son cœur tressaille quand un Tedjani de passage dans le Tell, soit un de ses beaux-fils, soit un mokaddem voyageur, se souvient d'elle, frappe à sa porte, lui demande conseil et lui donne des nouvelles de là-bas. Alors elle redevient princesse et, selon le rang qu'il occupe chez les Tedjania, elle reçoit son hôte comme elle recevait autrefois. Si c'est un grand personnage, les tapis amenés du désert débordent jusque dans l'impasse au fond de laquelle se trouve la villa, les musiciens arabes sont commandés pour un concert qui dure toute la nuit et l'abondance dans le repas est telle que tous les *meskines* (pauvres) du quartier sont bourrés ensuite de couscous et autres reliefs (1).

Ne plus être mêlée à la vie de la confrérie, et cela au moment où se lève pour les Tedjania un nouvel espoir, qui dira les tristesses de ce renoncement ! Mme Tedjani sait en effet que

(1) Aujourd'hui cette villa a disparu dans la construction d'une vaste usine; mais les voisins parlent encore de ces fastueuses agapes.

les progrès des Français au Maroc pourraient, s'ils étaient exploités avec diplomatie, dédommager Aïn-Mahdi de la désaffection des kouan touareg tombés pour la plupart sous l'influence des Senoussis.

La France a intérêt à rapprocher de la maison-mère les Tedjania marocains, branche très fanatique, indépendante d'Aïn-Mahdi depuis longtemps. Car ils sont puissants, ces Tedjania marocains. Le frère aîné du Sultan, ses oncles sont affiliés à l'Ordre, plusieurs grands-vizirs sont aussi Tedjania (1) et Raissouli lui-même, le prétendant du Riff, portait le chapelet des Tedjania... Quel renom pour Aïn-Mahdi, si quelques-uns de ces personnages venaient s'incliner devant les tombeaux des cheik, fils et petit-fils du Fondateur! Et aussi quel regret pour Mme Aurélie de n'être plus là pour les recevoir!

Et voici qu'en effet, le général Moinier appelle, en 1912, les princes d'Aïn-Mahdi à contribuer à la conquête du Maroc, à préparer les Tedjania marocains à la tutelle de la France.

Mission d'une tout autre envergure que celle dont Sid-Ahmed, en 1896, avait été l'artisan. En 1896, nos troupes n'occupaient pas même encore les oasis du Gourara et du Touat et le Maroc était mal disposé à écouter les paroles de missionnaires musulmans amis des infidèles. Cette fois, les missionnaires, étant accompagnés d'un appareil guerrier imposant, prêcheraient avec plus de succès.

Ce fut Sid-Mahmoud, un des fils de Sid-el-Bachir et cousin du Cheik Sid-Ali, qui partit pour le Maroc. Il était l'arrière-petit-fils du fondateur dont on vénérait le tombeau à Fez; sa présence au milieu des Français impressionna favorablement les fanatiques; elle aida à la prise de Marrakech. Sid-Mahmoud entra dans la capitale du Sud en même temps que nos troupes et, pendant vingt-deux mois, parcourut le pays, concourant à sa pacification. Quand il revint à Aïn-Mahdi, malade des fatigues de cette campagne, lui aussi était décoré de la Légion d'honneur.

Cependant Mme Aurélie ne s'immobilisa pas longtemps dans sa retraite d'Alger. Elle la quitta en 1914, au début de la guerre, pour retourner à Courdane, où elle avait gardé des inté-

(1) Étaient Tedjania en 1912, les grands-vizirs marocains : Si-el-Miloud-el-Glaoui, Si-el-Hadj-Tami son frère, Si-el-Aïssa-ben-Amor, ancien ministre, Si-el-Mahdi-el-Menabhi, ancien ministre de la guerre, etc...

rêts matériels. Qu'on se rappelle les troupeaux de moutons et les chameaux du douaire !

Elle y passa quelque temps en visiteuse, retrouvant près des Arabes son ancienne popularité et s'en servant encore une fois au profit de la France. M. Lutaud, gouverneur général de l'Algérie, en voyage officiel dans nos territoires du Sud, fut reçu par elle au château de Courdane et il lui demanda d'insister pour que les chorfa Tedjani encourageassent l'enrôlement des jeunes Arabes dans l'armée.

Ces pays guerriers entendirent l'appel de la France : des goum se formèrent aussitôt. Mme Aurélie en était fière et ne voulait pas songer que ces hommes pris à la terre, c'était son œuvre agricole compromise : elle savait que les Français de France laissaient aussi leurs terres en friche, abandonnaient la charrue, parce qu'il fallait d'abord sauver la France par les armes. Si quelque critique monta à ses lèvres sur l'organisation actuelle de la zaouïa, elle ne la formula pas. Ce n'était pas le moment de critiquer... A peine si, remarquant le mauvais état de certains bâtiments de Courdane, elle fit observer à Sid-Ali qu'en réparant tout de suite une petite dégradation, comme elle le faisait elle-même autrefois, il s'épargnerait pour plus tard des travaux souvent très onéreux. Remarque qui n'eut d'ailleurs aucun effet...

Après ce séjour dans le Sud, Mme Tedjani revint à Alger où elle passa le temps de la guerre. Puis, en 1920, un désir la prit de finir ses jours dans son pays natal, ce Barrois quitté depuis cinquante ans. Elle vendit sa villa d'Alger et rentra en France avec sa sœur et son beau-frère chez qui elle habite actuellement.

Mais avant de quitter l'Algérie, elle avait revu une dernière fois son beau-fils, le Cheik Sid-Ali. Étant allée à Blidah faire ses adieux à la fille de sa sœur, mariée à un professeur du collège, elle apprit que Sid-Ali se trouvait dans cette ville où il était venu chercher un adoucissement au mal terrible dont il était atteint, le cancer de la langue. Celui dont la langue affilée savait autrefois si bien distiller l'intrigue était cruellement puni par Allah ! Mme Aurélie Tedjani fit le geste de suprême pitié : elle alla voir son beau-fils et, comme il tâchait de faire comprendre qu'il mourait de faim parce que sa maladie ne lui permettait pas d'avaler ce que lui préparait son cuisinier,

Mme Tedjani apprit à celui-ci à préparer un entremets français, des œufs à la neige, dont le malheureux Cheik se restaura avec avidité.

Septuagénaire, elle pensait bien en avoir fini avec les lointains voyages. Or, en cette même année, le 9 décembre, mourait le Cheik Sid-Ali Tedjani après neuf ans d'un gouvernement religieux qu'on peut apprécier de manières différentes selon le point de vue auquel on se place : point de vue des intérêts français, point de vue des intérêts de la confrérie.

Au point de vue de la politique française, le Cheik, — aussi bien que ses deux cousins Sid-Mohamed-el-Kébir et Sid-Mahmoud, — fut d'un parfait loyalisme. Personne de la famille Tedjani ne se battit en France; mais les trois chorfa rendirent des services appréciables pendant la guerre par leurs proclamations à tous les Tedjania du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie et même aux Touareg. — En 1915, Sid-Ali adresse la lettre suivante au Maroc à cent vingt mokaddem, caïds ou personnages influents affiliés à la Confrérie résidant sur tous les points du Maroc, du Tafilalet à Fez, d'Agadir à Tadla :

« Ce qu'il y a lieu de vous faire savoir, c'est que le Gouvernement français sublime et victorieux n'a pas cessé de se dépenser pour la cause du bien et de l'équité qui sont les facteurs les plus puissants pour cette vie et l'autre. Ces moyens servent à estimer un peuple.

« Il importe à tout être intelligent qui désire la tranquillité pour sa personne, la sécurité pour sa famille, de se soumettre à ce Gouvernement et de ne pas écouter les conseils de ceux qui excitent et fomentent des troubles ou de l'indiscipline. Ces agitateurs ne doivent pas être écoutés.

« Je vous conseille de vous conformer aux paroles du Seigneur qui dit : Aimez-vous, secourez-vous. Je souhaite que Dieu vous garde, etc.

« Courdane, le 23 Safar 1333.

« Sid-Ali. »

On sait de quelle importance était pour nous la tranquillité du Maroc où il ne restait presque plus de troupes. Le Cheik d'Aïn-Mahdi seconda par ses proclamations la politique habile du général Lyautey. Celui-ci l'en remercia en le nommant che-

valier de la Légion d'honneur pendant son passage au ministère de la Guerre et, en réponse aux remerciements télégraphiés par le Cheik, il lui envoya le télégramme suivant :

« A Sid-Ali-Tedjani, Chef Ordre Tedjania, Aïn-Mahdi.

« Vous remercie de vos vœux qui confirment vos excellents sentiments et votre confiance dans la victoire de la France et de ses alliés. Votre télégramme m'a vivement touché, parce qu'il m'est adressé par le chef d'une de nos confréries musulmanes dont j'ai le plus apprécié le loyalisme et le dévouement pendant mon long séjour au milieu de vos coreligionnaires.

« Général LYAUTEY. »

De plus, en 1917, Si-Mahmoud retourne au Maroc s'employer pour la France et semble vouloir élire définitivement domicile à Marrakech.

Cette même année 1917, lors des révoltes suscitées dans nos tribus touareg par les Senoussis, Sid-Ali écrivit au grand maître des Senoussis, Sid-Mohamed-el-Abed, et aux chefs des tribus dissidentes affiliées à la confrérie, pour leur demander la libération de six sous-officiers et soldats français faits prisonniers au cours des combats sur la frontière tripolitaine (1). Enfin, ses télégrammes officiels à l'annonce du traité de paix affirment son loyalisme ainsi que le discours composé par lui et prononcé en sa présence par son grand mokaddem à la mosquée de Laghouat, le jour de l'armistice, devant les autorités et toute la population indigène.

Le Cheik Sid-Ali fut donc un instrument très docile entre les mains de l'administration française.

Mais si l'on apprécie le gouvernement de Sid-Ali au point

(1) Cette intervention n'eut d'ailleurs aucun résultat. Les malheureux Français, — et un lieutenant italien, — furent emmenés dans le désert de Libye jusqu'à l'oasis de Koufra, zaouïa principale du grand-maître des Senoussis. Ils périrent de misère physiologique en cours de route, pendant une terrible famine, à l'exception de l'héroïque maréchal des logis Lapierre fait prisonnier, après avoir soutenu, en mars 1916, le siège de Djanet (poste-frontière du Sahara) ; ce siège est un des plus émouvants épisodes de notre histoire du Sahara algérien. L'intrépide Lapierre resta plus de trois ans captif des Senoussis. Il fut libéré en mai 1919, grâce aux efforts de notre consulat, et ramené à Ben-Ghasi sur la côte tripolitaine. (Voir les rapports détaillés du maréchal des logis Lapierre publiés dans le *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, avril 1920.)

de vue des intérêts de la confrérie, la vérité oblige à plus de réserves. Il fut un dépensier d'une fantaisie inouïe ; il a passé son règne à acheter des automobiles dès leur apparition dans le bled, à vivre dans un luxe sans règle, quittant bientôt Courdane pour une propriété qu'il avait achetée à Laghouat, résidence plus conforme à ses goûts. Or, si les dieux s'en vont quand les prêtres désertent l'autel, les fidèles font comme les dieux. Sid-Ahmed fut l'artisan d'un sensible déclin constaté chez les Tedjania peu après la guerre.

A sa mort, son cousin Sid-Mohamed-el-Kébir, fils aîné du second époux d'Aurélie, fut intronisé Grand-Maître des Tedjania d'Aïn-Mahdi sans que personne y mît opposition (1) ; mais où les choses se gâtèrent, ce fut quand les héritiers du feu Cheik voulurent se partager ses biens. Le désordre excessif dans lequel se trouvaient les affaires de la zaouïa, ces affaires que Mme Aurélie avait laissées dans un état si prospère, amena un conflit aigu entre Sid-Mohamed, le nouveau Cheik, son frère Sid-Mahmoud, le Marocain, et quelques apparentés. L'autorité française s'efforça de rester étrangère au règlement de cette succession extrêmement compliquée ; mais elle dut intervenir quelquefois pour prévenir des dissentiments qui pouvaient éclore inopinément et compliquer notre politique.

Et voici qu'à la fin de 1922, au milieu d'une anarchie qui se prolongeait depuis deux ans et menaçait la vie même de la confrérie à Aïn-Mahdi, éclata une nouvelle inattendue : Mme Aurélie venait d'arriver à Laghouat.

Fut-elle sollicitée par l'un ou l'autre des partis qui s'étaient greffés à Aïn-Mahdi sur cette question de succession ? Il serait téméraire de l'affirmer. Elle descendit chez Sid-Mohamed, mais elle recevait Sid-Mahmoud, accouru en toute hâte du Maroc, et elle lui rendait visite. On a prétendu que, sans prendre parti pour l'un ou l'autre frère brouillés à mort, elle penchait ostensiblement du côté de Sid-Mohamed qu'elle a élevé tout enfant comme elle éleva Sid-Ali, mais avec plus de succès semble-t-il ; tandis que Sid-Mahmoud a vécu loin d'elle, dans le pays de sa mère, qui était la fille d'un agha du Djebel-Amour. On

(1) A cette occasion, un échange de lettres de condoléances et de félicitations renoua l'amitié entre Aïn-Mahdi et le chef des Touareg-Hoggar, amitié relâchée les années précédentes par l'influence des Senoussis, ce qui fut une des causes de l'assassinat du Père de Foucauld.

peut supposer tout au moins que, prise de la nostalgie de Courdane et appelée peut-être par le Cheik, elle saisit l'occasion qui lui permettait de servir une dernière fois, à soixante-quinze ans, les intérêts de la zaouïa. Quant à savoir exactement ce qu'elle a fait, c'est difficile ; les murs du vieil Aïn-Mahdi sont trop épais pour laisser passer les échos de ce qu'on dit derrière eux, et Mme Aurélie est trop discrète, trop diplomate pour jamais parler. En tout cas, la succession fut réglée, et, pendant son séjour, Mme Aurélie fut traitée avec un grand respect, une déférence vraiment « maraboutique » et princière aussi bien par les affiliés que par les chorfa Tedjani qui lui baisaient la main, et pour qui elle était toujours la « maman ».

Au printemps, Sid-Mahmoud reprit le chemin du Maroc et le nouveau Cheik insista beaucoup pour que Mme Aurélie restât près de lui à Courdane et gouvernât comme par le passé. L'administration française à Laghouat semblait aussi désirer sa présence chez les Tedjania. Le commandant du territoire, à qui elle fit une visite de courtoisie, le lui laissa entendre. Mais rien ne put la décider. « Je suis trop âgée, disait-elle. Les enfants aiment leur liberté, et moi la mienne. »

Au mois d'avril 1923, elle repartit pour la France après un hiver passé à tenter de rétablir l'accord entre les différents partis de la zaouïa.

La vraie cause du départ de Mme Aurélie fut certainement qu'elle comprit avec sa clairvoyance coutumière la décroissance probablement irrémédiable de la confrérie à Aïn-Mahdi. Sans doute il faut réserver l'avenir : la prédication et les exemples d'un marabout plein de conviction et de mysticisme pourraient, comme au temps du fondateur, subjuguer les âmes naïves des kouan et les ramener à fréquenter la zaouïa. Mais les cheik actuels n'ont ni la foi ni les soucis d'ascète des anciens soufis. Ce n'est d'ailleurs pas à souhaiter pour la pacification du Sahara, qui a fait tant de progrès depuis vingt ans. Plutôt qu'un cheik fanatique et ses caravanes de mokaddem, mieux vaudrait pour nous un bon Transsaharien qui apporterait dans les misérables populations des oasis et au milieu des tribus nomades les produits des contrées fertiles et le désir du bien-être par le travail. Quant à l'œuvre elle-même de Mme Tedjani, elle vint à son heure : préparation, ébauche des temps nou-

veaux. Mais cette heure semble passée, ou du moins l'œuvre ne peut guère se continuer dans les mêmes conditions. Tant de changements sont survenus dans ce coin du bled depuis que la jeune Française y arriva des premières il y a un demi-siècle! Le chemin de fer s'approche à cent kilomètres de la vieille forteresse religieuse; les autos ronflent à ses portes; Laghouat, cette oasis enchanteresse plongée naguère dans un rêve indolent à cause de son accès difficile, se transforme peu à peu en une station d'hivernage pourvue d'un hôtel transatlantique où les touristes abondent... D'autre part, les Arabes sont électeurs!.. Comment faire valoir un domaine moyenâgeux au milieu de tels bouleversements?

On assure que le nouveau Cheik est très différent de son prédécesseur. C'est un homme sérieux, un peu renfermé, simple dans ses goûts et son genre de vie. Son mariage avec la fille de l'agha Hamza l'apparente à la grande famille des Cheik-Ali. Il ne dilapidera pas en plaisirs profanes les richesses de la confrérie. Mais thésauriser ne suffit pas pour être bon cheik et digne héritier des princes Tedjani. Celui-ci saura-t-il distribuer avec discernement ces richesses encore importantes aux Arabes si éprouvés par la famine et qui subissent jusque dans leurs sables le contrecoup du cataclysme mondial?.. En partant, Mme Aurélie emporta l'immense regret de ne plus rien pouvoir pour ces pauvres Arabes qu'elle aimait et dont elle venait de mesurer la misère.

Un autre regret, poignant aussi, se mêle à celui-là. Le château de Courdane est sur le point de tomber en ruine. Sid-Ali l'avait abandonné à ses domestiques qui l'ont entretenu à la façon dont les Arabes entretiennent... Ce peuple, dès qu'il est laissé à lui-même, ne ruine-t-il pas tous les pays où il s'établit! Sous la tutelle de la Française, le bled se vivifiait; elle partie, aussitôt l'incurie reparaît.

Pendant ce dernier séjour, en se promenant dans ses anciens domaines, l'âme souvent blessée par ce qu'elle y voyait, Mme Tedjani s'arrêta près d'un puits abandonné, un de ces puits qu'elle avait creusés avec tant d'orgueil et qu'elle avait vus si vivants.

— Pourquoi ne cure-t-on pas ce puits? demanda-t-elle à un Arabe qui musait à l'entour.

— On a demandé la drague du bureau de Laghouat, répon-

dit l'Arabe, mais elle est cassée... Il faut attendre qu'elle soit réparée.

Mme Tedjani sourit tristement. Elle se rappelait d'autres fois où cette drague qu'il fallait réclamer à cinquante kilomètres n'était pas envoyée. Mais alors, la femme du Cheik réunissait les gens du village et encore les pèlerins en visite et aussi les vagabonds, puis elle faisait rôtir des moutons sur la cendre, rouler le couscous près du puits en détresse et chacun, en échange d'une large bombance, s'employait au curage sans qu'il fût besoin de drague...

Aujourd'hui, morts les troupeaux de Mme Tedjani, mortes ses cultures, abandonnés ses jardins! Et la florissante demeure qui abrita tant de grands généraux, tant d'hommes politiques et excita la curiosité de tant de Français est en train de disparaître insensiblement, sans qu'on fasse rien pour réparer un peu l'action du temps.

On dit qu'en retrouvant dans cet état son cher Courdane, la femme des deux Cheik pleura...

Maintenant, dans la maison d'Arc-en-Barrois, le soir de la vie l'endort de résignation, mais non d'oubli. Parfois elle tend l'oreille, croyant entendre, dans une hallucinante obsession, le bruit menu du sable qui envahit son domaine, qui boit l'eau des sources, tombe dans les puits pour les combler, s'effondre aux barrages pour disperser l'eau de l'Oued-M'zi, poudre les moissons desséchées.

Retournera-t-elle à Courdane, cédant à l'appel affectueux du Cheik et à l'amour de son peuple-enfant? Peut-être. Mais, si elle revient encore au cher pays où elle a laissé tous ses rêves généreux, ce ne sera jamais qu'en visiteuse et pour calculer avec mélancolie combien il faudra de temps à ce sable, naguère maîtrisé, pour étouffer complètement l'œuvre d'Aurélie Tedjani, princesse des Sables.

MARTHE BASSENNE.

A PROPOS DES FÊTES DE PAU

ALFRED DE VIGNY DANS LES PYRÉNÉES

Le jeudi 11 juin 1824, vers la fin de la journée, le 55e régiment d'infanterie de ligne, ayant à sa tête le colonel de Fontanges, faisait son entrée à Pau. Parti à l'aurore de son cantonnement d'Orthez, il avait suivi, toute la journée, cette route admirable, qui, longeant le Gave, s'élève lentement le long des coteaux béarnais qui la bordent à gauche, et laisse défiler à sa droite le plus magnifique panorama pyrénéen : coteaux de Jurançon, disparaissant sous leurs pampres célèbres, montagnes revêtues de toutes les féeries du jour, et enfin là-bas, sous le soleil éclatant de l'été méridional, les crêtes éternellement neigeuses, autour du pic du Midi d'Ossau. Mais, en général, les soldats, écrasés sous le haut schako, le havre-sac gonflé et surchargé, le lourd fusil à pierre, et tout l'attirail de campagne se montraient peu sensibles à ce paysage unique, « la plus belle vue de terre, a-t-on dit, comme Naples est la plus belle vue de mer ». Très prosaïquement, ils aspiraient à l'étape.

Il ne faudrait pas croire, d'ailleurs, que Pau leur offrît, à cette époque, de quoi s'enthousiasmer beaucoup. Bâtie au-dessus des vallées du Gave et de l'Ousse, cette ville s'était un peu agrandie au XVIIIe siècle, mais elle ne comptait pas plus de dix mille habitants. L'ingénieur Flammarion y avait large-

ment ouvert la place Grammont, et la place Royale, prolongée jusqu'au bord du plateau, s'ornait de la statue de Louis XIV, au-dessous de laquelle le particularisme béarnais avait tenu à inscrire cette formule : *Aici lou petit-hilh dou nouste Henric*, voici le petit-fils de notre Henri. Mais les dix-huit rues qui séparaient les pâtés de maisons étaient étroites et tortueuses ; en descendant vers le Gave, on ne rencontrait guère que des masures, et des places sordides, où, à la fin de la belle saison, les troupeaux de la vallée d'Ossau se reposaient avant de se répandre dans les landes du Pont-Long. Le château lui-même, où une partie du 55e allait cantonner, était sombre et lugubre. On y parvenait par un vieux pont étroit, couvert de lierre ; il aboutissait lui-même à une poterne percée dans une haute muraille formée de briques et de cailloux du Gave. On eût dit qu'on entrait dans une prison.

De plus, on était en droit de se demander dans quel état d'esprit les Palois accueilleraient ce régiment ardemment royaliste, et qui, justement à cause de ses opinions, pareilles à celles des Vendéens et de la Garde, avait été désigné pour la guerre d'Espagne. Les éléments libéraux étaient nombreux et remuants dans la cité d'Henri IV. Ils avaient à leur tête un certain Beauvais-Poque, originaire de Pontacq (Basses-Pyrénées), une espèce de bretteur qu'on avait surnommé « le Roi des Halles ». Redouté des représentants du pouvoir, il ne cherchait que des occasions d'esclandre. Récemment, à ce que l'on racontait, il avait fait le voyage de Bayonne, tout exprès pour se battre en duel avec un officier de la Garde. Un régiment comme le 55e ne pouvait pas attendre beaucoup de sympathie d'une population à la merci de cet agitateur.

Aussi la réception du régiment, à Pau, n'eut-elle rien de triomphal. Les soldats, poudreux et harassés, défilaient sous l'œil indifférent, ironique ou méfiant des Palois et se hâtaient d'arriver à leurs cantonnements. Les officiers s'évertuaient à porter beau, à imposer le respect à la foule, et jetaient sur elle un regard martial et dédaigneux.

Un seul avait adopté une attitude bien différente. Chevauchant d'un air lointain et rêveur à la tête de sa compagnie, un jeune capitaine, aux longs cheveux blonds, aux yeux bleu de mer, à la bouche légèrement entr'ouverte, ne cachait ni son ennui, ni son dégoût. Il avait l'air aussi peu militaire que

possible. Sorte de Ménalque de régiment, dans un métier où la distraction est rigoureusement proscrite, il était presque ridicule (1). C'était le comte Alfred de Vigny, auquel une songerie perpétuelle « parlait à l'oreille de poésie, de philosophie, d'émotions divines nées de l'amour » (2).

Toute son attitude reflétait son détachement profond des choses de l'armée. Il venait à peine de reprendre son commandement, après un congé de quatre mois, qu'il avait employé à publier, à Paris, un poème au titre imprévu : *Éloa ou la Sœur des Anges* (3). On devine combien peu les mystères de l'ordinaire et de l'habillement devaient passionner cet officier, qui, depuis 1820, faisait imprimer des vers soit dans *le Conservateur littéraire*, soit dans *la Muse française*, et dont l'ordonnance portait dans son sac, en place de théorie, une *Bible* sans cesse feuilletée et méditée. « J'étais bien déplacé dans l'armée », écrira-t-il plus tard à Brizeux. Nous le croyons sans peine. Ses notes ont beau le présenter favorablement : « Servant bien, bonne conduite, élevé dans les meilleurs principes », comment admettre que, dès le premier jour, il n'ait été froissé par la rudesse de ses camarades, comme par la méconnaissance de tout ce qu'il aimait, lui, ce poète profond et délicat, ce solitaire à la longue toison blonde, au teint rougissant de jeune fille, cet étrange capitaine d'infanterie qui jouait de la harpe et composait des vers?

*
* *

Pourtant il avait voulu faire sa carrière dans l'armée. A dix-sept ans, en juillet 1814, il était entré aux gendarmes rouges de la Maison du Roi : il avait escorté Louis XVIII sur la route de Gand. Lieutenant à la légion de Seine-et-Oise, du 21 février au 16 mars 1816, il avait servi dans le 5e régiment de la Garde royale à pied jusqu'au mois de mars 1823. Près de neuf ans de vie de caserne courageusement supportés. Il ne veut pas se décourager encore. Il accomplit un nouvel effort. Il a subi la servitude militaire, il aspire à connaître la grandeur de l'armée. La guerre d'Espagne est déclarée. Il demande à passer capitaine

(1) Gaspard de Pons disait de lui : « En voilà un qui n'a pas l'air des trois choses qu'il est : un militaire, un poète, un homme d'esprit. »

(2) Lettre d'Alfred de Vigny à Brizeux.

(3) Vigny a été en congé du 3 février au 6 juin 1824. *Éloa* parut en avril.

en premier au 55e d'infanterie. On le lui accorde. Il en est très satisfait; et, le 28 mars 1823, il écrit à Saint-Valry :

Aujourd'hui, le lendemain du jour de ma naissance, vient de m'arriver ce nom de capitaine auquel semblent seulement commencer les grandes choses de la guerre, et qui, le premier, donne un peu de liberté et quelque puissance. Avec ce grade m'est arrivée la nouvelle que j'irai en Espagne, quand le régiment sera complet. Ainsi je mérite vraiment toutes vos félicitations, puisque je me vois certain de faire cette guerre à la Du Guesclin, et d'appliquer aux actions les pensées que j'aurais pu porter dans des méditations solitaires et inutiles.

Il fallut bientôt déchanter. Le régiment traversa la France, de Strasbourg à Bordeaux, fit un séjour à l'île de Ré, puis se dirigea vers l'Espagne : mais à Orthez, il s'arrêta. Le bataillon ne devait jamais franchir la frontière.

Virtuellement, le dernier essor qu'avait voulu prendre le capitaine de Vigny était brisé. Mais le moyen de le regretter, puisqu'il allait pouvoir se livrer tout entier aux lettres et à la poésie? Pour un jeune homme qui porte déjà dans sa tête le plan de *Cinq-Mars* et le scénario de nombreux drames historiques, les Pyrénées offriraient un pays de choix, un cadre rêvé à ses imaginations.

Orthez, ancienne capitale du Béarn, se présenta en effet aux yeux étonnés d'Alfred de Vigny comme une apparition du moyen âge. Vieille ville aux sombres demeures, dont l'une gardait encore le souvenir de Jeanne d'Albret, elle se serrait autour de son église gothique, rebâtie sur des murs du XIIe siècle, et autour du château Moncade, aux trois étages drapés de lierre, à la couronne de mâchicoulis. Et pour entrer dans ce passé encore vivant, il fallait franchir un vieux pont extraordinaire, en dos d'âne, aux quatre arches inégales, en ogive ou à plein cintre, et que gardait au beau milieu une haute tour de défense à pans coupés, percée de meurtrières, et coiffée d'un toit surplombant. Dans tout ce décor émouvant, à chaque pas, des visions étranges et dramatiques. Au XIVe siècle finissant Froissart est passé par ici, et il nous a conté la tragique aventure de la famille de Gaston Phœbus.

Personnage étrange et déconcertant ce beau seigneur, qui partageait son temps en trois parties : « l'une est en armes,

l'autre est en amours et l'autre ci est en chasse. » Poète et artiste, il tenait à Orthez une cour des plus brillantes, où se rencontraient chevaliers, savants et troubadours. Mais ces qualités ne réussissaient pas à étouffer complètement la violence de son caractère, quand on essayait de mettre un frein à ses passions désordonnées. Son fils, Gaston, en fit la terrible expérience. Désolé de la mésentente qui séparait son père et sa mère, il s'était laissé persuader par Charles le Mauvais qu'un philtre d'amour rapprocherait Phœbus de sa femme Agnès... Le sachet qui contenait ce philtre fut découvert par trahison, et, s'abandonnant à une furieuse colère, le vicomte de Béarn ordonna la mort de l'adolescent. Les États, indignés, s'opposèrent à l'exécution. Elle eut lieu quand même, d'après le vieux chroniqueur. Dans ce donjon heptagonal, que contemplait maintenant Alfred de Vigny, le père consomma le crime lui-même, en piquant le cou de son fils unique « par mesgarde ou autrement, avec un long petit coutel, dont il appareillait ses ongles... »

Deux siècles après, ce grand féodal à l'âme farouche n'était même pas respecté dans sa tombe. Les bandes huguenotes de Montgomery, aux ordres de Jeanne d'Albret, avaient pris Orthez d'assaut. Elles violèrent le sépulcre de Gaston Phœbus et prirent son crâne « pour en tirer au rampeau ainsi qu'avec une boule de quilles ». Et cette scène shakspearienne n'est qu'un détail dans le formidable événement de la ville entière mise à sac, livrée au pillage et aux flammes. Pas de quartier. On massacra tous les habitants. Et, dans la tour du vieux pont, on montre encore une fenêtre étroite qui domine le Gave, *la finestre dous Caperas* (la fenêtre des prêtres), d'où les calvinistes obligèrent les prêtres catholiques faits prisonniers à se jeter eux-mêmes dans le torrent.

Les souvenirs, à chaque pas, se lèvent en foule. Ici, Blanche de Navarre a été empoisonnée par son beau-frère et par sa sœur; là, Théodore de Bèze a professé... Tout récemment encore, le grand fracas de l'épopée napoléonienne a ébranlé ces montagnes. Il y a dix ans, le 27 février 1814, Soult, battant en retraite, a essayé d'arrêter sur ces collines l'armée anglo-espagnole de Wellington, et dix mille cadavres ont jonché ce coin des Pyrénées. On va encore visiter dans la ville l'auberge où une belle hôtesse, se plaçant héroïquement devant sa salle à manger, a déclaré au général britannique et à son état-major :

— Messieurs, vous pouvez me faire fusiller, mais je mourrai plutôt que de vous donner la dinde truffée que j'avais fait rôtir pour M. le duc de Dalmatie !

Le capitaine Alfred de Vigny n'avait donc nul besoin d'aller fabriquer de l'histoire en Espagne. Déjà, dans ce beau pays, encadré du merveilleux panorama de montagnes qui se déroule des bords de la Rhune jusqu'au pic du Midi de Bigorre, il vivait une histoire autrement pittoresque, impressionnante et variée.

D'ailleurs, il ne séjourna pas longtemps à Orthez. Le 55e envoyait des détachements dans toute la région, sans doute pour mieux entraîner les hommes, en cas de besoin, à la vie de campagne. Le capitaine de Vigny reçut l'ordre de se rendre avec sa troupe jusqu'à Oloron.

L'excursion avait encore plus de charmes. Le premier jour, on se contenta de parvenir à Navarrenx, la vieille citadelle protestante. Enchantements sur enchantements. Après avoir longuement cheminé à travers ce riche pays agricole, où abondaient les vignes, les pâturages, les champs de maïs et de céréales, où toutes les pentes verdoyantes se couvraient de bouleaux, de chênes et de châtaigniers, Vigny vit se profiler tout à coup une vraie forteresse, aux solides remparts restaurés par Vauban, aux fossés dont la forte ligne remplie d'eau complétait la défense naturelle du Gave d'Oloron. Tout est fermé, hostile, martial. Comme on est loin du boulevard et des cafés littéraires ! Un appel de clairons. Les portes s'abaissent. Les herses se lèvent lentement. Voici la petite ville pyrénéenne avec ses rues à angles droits, ses maisons renfrognées, et, à toutes les perspectives, des échauguettes et des créneaux.

Le lendemain, on laissa cette bastide guerrière, d'où, le 5 août 1569, Montgomery était parti pour sa furieuse offensive, et, par une route encore plus pittoresque, la compagnie se dirigea sur Oloron.

Oloron Sainte-Marie occupe trois collines, séparées par les gaves d'Aspe et d'Ossau. Elle comprend, en somme, une double agglomération : d'abord l'antique Illuro, capitale des Osquidates, détruite par les Sarrazins et les Normands, reconstruite au XIe siècle par Centulle IV, vicomte de Béarn ; et la ville épiscopale de Sainte-Marie. Celle-ci apparut la première, avec sa curieuse cathédrale à cinq nefs et à cinq chapelles absi-

dales, des XIe et XIVe siècles, et dont le porche, tout fouillé d'étranges sculptures, est écrasé par une énorme tour carrée, massive et sans grâce. On franchit le Gave. Oloron se dressa comme une sorte de Mont Saint-Michel, baignant dans la rivière ses murs noircis et ses maisons étagées, et couronnant sa pyramide de pierraille d'une esplanade où s'étale l'étrange coupole romano-byzantine de l'église Sainte-Croix.

Alfred de Vigny se plut tout de suite dans cette ville silencieuse et discrète, aux ruelles désertes, toute en rampes et en escaliers, aux maisons à encorbellements grimpant les unes sur les autres, aux placettes délaissées, avec leurs bancs de pierre toujours vides. Partout des logis du moyen âge ou de la Renaissance, avec leurs portes basses, leurs voûtes, leurs échoppes mystérieuses. Un séjour rêvé pour un poète du passé. C'est là qu'il travailla avec acharnement, durant toute la fin de 1823 et le premier mois de 1824, mettant sur pied le plan de *Cinq-Mars* et en écrivant une grande partie. Il avait trouvé moyen, — avec quelles difficultés ! — de se faire apporter dans cette petite ville perdue trois cents volumes et manuscrits qu'il déchiffrait et annotait avec passion durant les loisirs que lui laissait son commandement.

Il a daté aussi d'Oloron son poème de *Dolorida*. On aime à s'imaginer, en effet, que c'est là, tout près de la frontière espagnole, qu'il a écrit ce morceau célèbre, qui porte comme épigraphe ce proverbe d'outre-monts : *Yo amo mas à tu amor que à tu vida*, j'aime mieux ton amour que ta vie, et qui s'imprègne d'une si chaude poésie méridionale :

> Aux souffles purs d'un soir de l'ardente saison
> S'ouvre sur le balcon la moresque fenêtre...

Quand ces vers parurent dans *la Muse française*, en octobre 1823, Sophie Gay écrivit à Marceline Desbordes-Valmore : «C'est divin, n'est-ce pas? Il nous l'avait déjà dite et redite même. Eh bien! j'ai trouvé encore plus de plaisir à la lire. C'est une composition, un tableau admirable. Le moyen de se distraire d'un démon qui se rappelle à vous par de tels souvenirs! Delphine attend avec impatience votre avis sur cette *Dolorida*... » Mais alors, si Vigny avait dit et redit *Dolorida* à Sophie Gay et à sa fille, comme il n'avait pu le faire depuis son arrivée à Oloron, la pièce était antérieure à son départ pour

les Pyrénées! A moins que la Muse romantique et sa mère n'aient pris le parti de se vanter un peu, ce qui n'a rien de très invraisemblable...

D'ailleurs, qu'importe? Le poète a écrit bien d'autres belles choses à Oloron : cette *Prière pour ma Mère*, qui ne paraîtra que dans le *Journal d'un Poète* et qui est datée de septembre 1823, et ce *Déluge*, inspiré par le spectacle grandiose de la montagne :

La terre était riante et dans sa fleur première...
Rien n'avait dans sa forme altéré la nature
Et des monts réguliers l'immense architecture
S'élevait jusqu'aux cieux par ses degrés égaux
Sans que rien de leur chaîne eût brisé les anneaux...

. . . . . .

Antres de la montagne embaumés et secrets;
Gazons verts, belles fleurs de l'oasis chérie,
Arbres, rochers connus, aspects de la patrie!

Si, en effet, dans ce cantonnement privilégié, moins de souvenirs dramatiques venaient solliciter la pensée du romancier et du poète, en revanche la splendeur de la nature pyrénéenne l'avait conquis tout entier. Il n'y a pas encore bien longtemps, les vieillards se souvenaient à Oloron de ce jeune officier qui aimait à se promener toujours seul aux alentours de la ville. Le fait est qu'il ne pouvait se lasser de contempler cette admirable vallée d'Aspe, avec ses gorges sauvages, ses hautes pentes gazonnées, ses crêtes rocheuses aux arêtes vives qu'envahissent les arbustes, le lierre et le buis, et d'écouter surtout, aux approches rapides de l'hiver, le tumulte grossissant des torrents et des cascades. Pour écrire un des plus beaux chapitres de *Cinq-Mars*, il n'a eu qu'à noter ce qu'il avait sous les yeux :

« Au milieu de cette longue et superbe chaîne des Pyrénées qui forme l'isthme crénelé de la Péninsule, au centre de ces pyramides bleues chargées de neige, de forêts et de gazons, s'ouvre un étroit défilé... Dans les beaux mois de l'été, le *pastour*, vêtu de sa cape brune, et le bélier noir à la longue barbe y conduisent des troupeaux dont la laine tombante balaie le gazon... Mais lorsque vient le mois de septembre, un linceul de neige se déroule de la cime des monts jusqu'à leur base et ne respecte que ce sentier profondément creusé, quelques

gorges ouvertes par les torrents et quelques rocs de granit qui allongent leur forme bizarre comme les ossements d'un monde enseveli. »

Et si l'on doutait encore du modèle, il n'y aurait qu'à lire, quelques pages plus loin, le conseil que Jacques, le capitan espagnol, donne à son compagnon :

— Roulez en bas ; si vous n'êtes pas mort, vous suivrez la route. A gauche du Gave est Sainte-Marie ; mais tournez à droite, traversez Oloron, et vous êtes sur le chemin de Pau !

Vigny ne s'était pas contenté, en effet, de rôder tout près de son cantonnement. Il avait exploré tout le pays. Son service même l'y incitait. Sa compagnie était chargée de fournir un détachement pour garder le fort d'Urdos, tout en haut de la vallée d'Aspe ; et, par deux fois, il avait été bien obligé d'y aller lui-même pour inspecter ce poste et se rendre compte de la manière dont on y exécutait ses consignes. Ainsi s'était-il trouvé, après une longue marche, en présence d'un minuscule village, d'un hameau plutôt, formé d'un petit groupe de maisons que coupaient deux courtes ruelles, et où vivaient seulement la caserne et le corps de garde. Mais c'était la vallée solitaire qui l'avait enthousiasmé, cette prodigieuse gorge serpentant à travers les montagnes, et par laquelle, mille ans auparavant, les Arabes d'Abd-el-Rhaman, comme une irrésistible avalanche, avaient brusquement envahi la France méridionale. Le jeune capitaine marchait dans une rêverie épique, qui prendrait sa forme définitive dans quelques mois :

L'Afrique, sur le mont l'entoure...

. . . . . .

A l'horizon lointain fuit l'étendard du More.

L'Association régionaliste des Basses-Pyrénées ayant décidé de commémorer, ces jours-ci, le centenaire du séjour de Vigny dans le Béarn, on comprend assez facilement, en somme, que certains érudits locaux, et non des moindres, se fondant sur les travaux du regretté Paul Lafond, aient revendiqué pour Oloron le droit de célébrer cet anniversaire. C'est bien là, dans ce long séjour de trois saisons au moins, que le poète a aimé nos Pyrénées et a senti, en présence de leurs grands souvenirs, mêlés à leur féerie renouvelée sans cesse, mûrir son génie sensible et profond à la fois. Il n'est pas bien sûr que Pau, malgré

la splendeur de son panorama et ses richesses historiques, ait exercé sur lui le même charme, le même pouvoir d'incantation.

***

Comme nous l'avons dit, il y entra avec quelque mauvaise humeur. A la place de cette vie isolée, qui, en campagne, a tant de charmes pour un commandant de compagnie, il retrouvait, et après quatre mois de permission, tous les ennuis de la caserne, et la monotonie compliquée du service des places. Le 27 juin et le 27 juillet, il y eut grand branle-bas dans toute la garnison pour le passage de la Duchesse d'Angoulême, d'abord venant de Bayonne, ensuite revenant de Cauterets. Ces spectacles officiels n'avaient même pas, pour l'ancien lieutenant de la Garde royale, l'attrait de la nouveauté. Que la princesse arrivât par la route d'Orthez ou bien par la route de Bizanos, c'était toujours le même cérémonial : arc de triomphe, rassemblement de la Garde nationale à pied et à cheval, musique, allocutions, et le 55e de ligne formant la haie depuis l'entrée de la ville jusqu'à la Préfecture ou jusqu'à l'hôtel de la marquise de Gontaut-Biron, gouvernante des Enfants de France.

La population de Pau reçut très correctement la double visite de la fille de Louis XVI ; mais son état d'esprit demeurait le même. Quatre jours à peine après l'arrivée du 55e d'infanterie, les difficultés commencèrent. C'était un dimanche. Un certain nombre d'officiers et de soldats étaient allés assister à une cérémonie à l'église Saint-Jacques : ils furent violemment sifflés à la sortie, et de nombreuses altercations se produisirent entre civils et militaires. Beauvais-Poque ayant pris une part prépondérante au scandale, fut appréhendé et puni d'un jour de prison, acte d'autorité qui ne fit qu'exaspérer ses partisans. Ils jurèrent de se venger. Le dimanche 1er août, des rixes éclatèrent dans un bal champêtre, à Jurançon, où les Béarnais émirent la prétention d'empêcher les soldats du 55e de prendre part aux contredanses. Ce furent d'abord des horions isolés, puis une bataille en règle, qui obligea les militaires à battre prudemment en retraite. Mais cette attitude ne calma pas les assaillants. Les bagarres recommencèrent sur le pont du Gave, et s'étendirent jusqu'à l'entrée de Pau, au nord du Château et sur la place Grammont. Les pierres volaient de tous côtés contre le 55e de ligne, et la situation devint réellement inte-

nable. Les autorités débiles (le mot est d'Alfred de Vigny), n'osant pas sévir, le mouvement s'intensifia encore le lendemain, qui était jour de marché, au point que les officiers ne pouvaient plus sortir de chez eux sans être insultés ou frappés par la populace.

On devine, au milieu de ces bagarres, quels étaient l'écœurement et l'indignation de notre jeune capitaine. « Vous êtes comte », lui avait dit son père, quand il était entré à dix-sept ans aux gendarmes de la Maison Rouge; il n'oubliait pas qu'il était le neveu de Louis de Baraudin, lieutenant de Suffren, fusillé à Quiberon, le cousin des Vigny, tués à l'Armée des Princes. Il prit donc une part active aux vives protestations que firent entendre ses chefs et ses camarades, et il demanda formellement que les meneurs fussent arrêtés et traduits devant la Cour d'assises. On leur accorda cette satisfaction : mais le procès se termina par un acquittement général. La magistrature et le jury avaient cru plus habile de fermer les yeux pour éviter d'envenimer l'affaire. « Il est prouvé jusqu'à l'évidence, écrivait froidement le *Mémorial béarnais*, que ces événements ne tiennent en aucune manière à la politique, et que les Béarnais, fidèles imitateurs de leurs ancêtres, se font toujours remarquer par leur amour et leur dévouement à la famille adorée de nos rois. »

Fut-ce à la suite de toutes ces déceptions et de tous ces déboires? toujours est-il que le poète tomba gravement malade. Il se crut perdu et brûla de nombreux manuscrits : une tragédie de *Roland*, une de *Julien l'Apostat*, dont il reprendra les thèmes plus tard, et une d'*Antoine et Cléopâtre*, toutes essayées et griffonnées de dix-huit à vingt ans. Il se méfiait déjà des éditeurs posthumes. Qu'avons-nous perdu à ce sacrifice? Pas grand chose sans doute. Vigny a avoué lui-même qu'il n'y avait de supportable dans *Roland* que ce vers sur Jésus-Christ:

Fils exilé du Ciel, tu souffres au désert.

alexandrin qui n'a, d'ailleurs, rien de particulièrement sublime. Quoi qu'il en soit, l'autodafé étant consommé, la guérison arriva. « Je sors d'une longue maladie qui avait les symptômes du choléra, note le poète dans son *Journal*. Je suis étonné de ne pas être mort. J'ai souffert en silence des douleurs

horribles, je croyais bien me coucher pour mourir. Mon sursis est prolongé, à ce qu'il me semble... »

Le merveilleux climat de Pau allait achever de le remettre. « Les belles montagnes et l'air pur et les douces couleurs de ce soleil, avait-il écrit à J.-B. Soulié, rédacteur en chef de *la Quotidienne*, me consolent un peu des habitants que je ne peux aimer, quoi que je fasse ». Il se réfugiait aussi dans le passé, dans les souvenirs si variés et si pittoresques de ce vieux château, où ses hommes étaient maintenant casernés. Il visitait les oubliettes de la tour de Montauzet, avec la fameuse statue de fer, armée de poignards, pareille à la célèbre Vierge de Nüremberg, et que l'on attribuait à la cruauté de Gaston Phœbus.

Il parcourait ces vastes salles, ce parc de la Haute-Plante, où le roi de Navarre, Henri II, compagnon de captivité de François Ier à Pavie, avait emmené, pour y tenir sa cour, la sœur du roi chevalier, Marguerite d'Angoulême, « la Marguerite des Marguerites, la dixième Muse, corps féminin, cœur d'homme et tête d'ange » ; il y revoyait les fêtes de jour et de nuit, qui avaient déroulé dans ce cadre somptueux, les divertissements de la pavane et du branle à la torche, les représentations des pastorales écrites par la reine pour les filles d'honneur de sa suite entre deux contes de l'*Heptaméron*. Parfois, au soleil couchant, celui qui évoquera bientôt la conspiration de *Cinq-Mars* et l'assassinat de Concini, revoyait, dans le grand salon du château, le repas libre servi, le 24 août 1569, aux seigneurs catholiques qui avaient secondé Térine dans sa lutte contre Montgomery et avaient été faits prisonniers. On les avait servis magnifiquement devant cet horizon splendide, en face de la dentelle d'azur et d'argent des Pyrénées, scintillant sur le ciel pur : et, en sortant de table, on les avait tous poignardés...

Toutes ces images, tour à tour magnifiques et sanglantes, animaient ses rêveries solitaires. Car Vigny avait eu beau rejoindre son régiment, il n'y fréquentait vraiment, — chose bien caractéristique à cette époque, — qu'un simple sous-officier, Jean Pauthier, un jeune sergent qui composait aussi des vers. Ils se promenaient ensemble. Ils se lisaient leurs œuvres. Ils ne devaient pas se perdre de vue, et beaucoup plus tard nous retrouverons ce modeste compagnon d'armes et de lettres, devenu un savant sinologue, et nommé exécuteur testamentaire du poète des *Destinées*.

En dehors de cette étrange amitié, qui, seule, lui faisait revivre quelques heures de sa vie littéraire dans les cénacles de la capitale, le capitaine de Vigny n'avait pas de relations. La société de Pau lui était à peu près fermée. C'est peut être une des raisons pour lesquelles il se tourna vers la colonie étrangère, et y fit la connaissance de l'extravagant Hughes-Mill Bunbury et de ses deux filles.

Ces Anglais avaient tout ce qu'il fallait de fantaisie et d'imprévu pour le séduire. Le père, que l'on disait plusieurs fois millionnaire, avait fait sa fortune aux colonies. Il comptait notamment parmi ses domaines une île de la Polynésie, peuplée d'anthropophages. Mais, plutôt que d'essayer sur eux les bienfaits de la civilisation, il préférait parcourir toute l'Europe dans le plus bizarre équipage. Les malles-postes et les berlines lui déplaisaient au delà de toute expression : il avait donc fait construire, avec tout le confortable britannique, une véritable roulotte de saltimbanque, une sorte de wagon où se trouvaient chambre à coucher, salon, salle à manger, cuisine, etc. Ainsi demeurait-il entièrement maître de tous ses déplacements. Il partait quand bon lui semblait et dans la direction où l'entraînait son caprice. Le site lui plaisait-il? Il s'y arrêtait, et ne songeait à s'éloigner qu'une fois sa curiosité et son plaisir dûment satisfaits. C'était déjà, en somme, avec beaucoup moins de poésie et beaucoup plus de sybaritisme, le libre vagabondage de *la Maison du Berger*.

Sir Hughes-Mill Bunbury arriva-t-il à Pau de cette façon indépendante et romanesque? Rien ne permet de l'affirmer. Mais, en tout cas, on sait qu'il n'y séjournait pas ainsi, puisqu'il demeurait assez bourgeoisement dans un appartement de l'hôtel Xaintrailles, rue Royale (aujourd'hui rue du Lycée). Alfred de Vigny fut, d'ailleurs, attiré de ce côté beaucoup moins par l'originalité de ce vieux globe-trotter que par le charme de ses deux filles, Lydia et Alicia.

L'aînée surtout le captiva. Née à Demerary, dans la Guyane, c'était une créole grave, froide et majestueuse, qui répondait assez bien à l'idée qu'il devait alors se faire de sa muse. Nièce du gouverneur de la Jamaïque, elle avait, au dire de Banville, tout de la fille d'un roi. Elle arrivait de pays lointains, parée de ces vagues prestiges qui ont tant d'influence sur le mariage des poètes. D'autre part, ce qui exposait justement

le jeune capitaine du 55e aux railleries et au dédain de ses camarades, le revêtait aux yeux de cette miss de vingt-cinq ans d'un halo de gloire et de beauté. Elle aima ce poète rêveur et distrait, un peu hermétique, si différent des nombreux officiers qu'elle avait connus jusque-là, ce soldat au teint de vierge, à la voix grave et prenante, aux manières aristocratiques et secrètes. Elle fut bientôt plus acharnée que lui pour triompher de la résistance de sir Bunbury, et pour sacrifier de gaîté de cœur les avantages qu'elle pouvait tirer de sa famille (1). Vigny était pris. Il s'abandonna en aveugle à son amour et à ses chimères, et quand, à la fin de 1824, son régiment fut rappelé à Orthez, il demanda et obtint un nouveau congé qui lui permit de revenir à Pau, pour régler et achever la grande affaire de son mariage.

C'est donc à peu près en civil, qu'il reprit son séjour dans la capitale du Béarn. Il avait abandonné complètement toute idée de demeurer dans l'armée : cela ne plaisait ni à sa fiancée, ni surtout à son futur beau-père, et il ne cherchait plus que l'occasion d'être admis au traitement de réforme. A partir du 1er janvier 1825, il fera prolonger et renouveler ses permissions, le 1er octobre, puis le 1er janvier 1826, jusqu'au 13 avril 1827, date à laquelle, définitivement, il quittera le service. Au fond, il y avait déjà longtemps qu'il sentait bien que son avenir n'était pas là.

« J'étais indépendant d'esprit et de parole, j'étais sans fortune et poète. Triple titre à la défaveur », écrira-t-il dans son *Journal*. De plus, il l'a avoué lui-même, sa froideur avec ses chefs et ses camarades l'avait fait classer comme une sorte de révolté en opposition permanente contre la discipline ; sa distraction naturelle et l'état de somnambulisme où le jetait la poésie passaient pour une sorte de dédain de tout ce qui l'entourait. Enfin, malgré une éducation très sévère et très énergique, son corps débile supportait mal les fatigues de la vie militaire. A tous les points de vue, il en était excédé et ne demandait qu'à en sortir.

(1) Vigny, non seulement, fut déshérité par son beau-père, mais encore fut trompé dans son contrat de mariage, sur la valeur des biens donnés en dot à sa future. On a même raconté, plus tard, que cette dernière s'en était excusée en lui disant : « Que voulez-vous ? Je vous ai trompé, parce que je vous aimais ! » Si l'anecdote est inventée, le fond en est exact.

C'est pour tous ces motifs, sans doute, que, lors de la cérémonie de son mariage, aucun des officiers de son régiment n'intervint. Le 3 février 1825, le colonel de Fontanges apposa bien sa signature au contrat, dressé par Me Sorbé, notaire à Pau, mais le même jour, il ne figura pas à l'acte de l'état civil. Vigny eut cependant des témoins dignes de lui : le marquis de Gontaut-Biron, lieutenant général des armées du Roi, le sous-intendant militaire Jean-Alexandre de Duplaa, propriétaire du domaine d'Escout, près d'Oloron, le chevalier basque Hippolyte-Martin Dargainaratz, secrétaire honoraire du Roi à la conduite des ambassadeurs, et enfin ce marquis de Boyrie, sauvé par le 9 thermidor, et qui, si longtemps, promena encore à Pau ses ailes de pigeon, son habit bleu et sa canne à pomme d'or. Tous pouvaient faire bonne figure en face des officiers accourus à l'appel des Bunbury : Sir Thomas Rynd, major, sir John Robertson, capitaine de haut bord, et sir William-Howe Mulcaster, capitaine de haut bord au service de S. M. britannique, chevalier de l'Ordre du Bain, chevalier commandeur de l'Ordre de la Tour et de l'Épée de Portugal, et membre de l'Ordre ottoman du Croissant.

Le 8 février, eut lieu le mariage religieux célébré dans l'intimité devant le pasteur Gabriac, président de l'Église consistoriale des Basses-Pyrénées, venu tout exprès d'Orthez, sa résidence, car la ville de Pau, à cette époque, n'avait ni temple ni ministre protestants. Ce fut tout. Il ne reste pas trace que l'auteur d'*Éloa*, entièrement subjugué par sa blonde fiancée, ait cherché à l'entraîner dans une église et à demander sur leur union une oraison et une bénédiction catholiques.

***

Il eût été difficile à l'Association régionaliste du Béarn, malgré son accord avec la municipalité et les groupements littéraires de Pau (1), de fêter uniquement le centenaire de ce mariage, qui, bien que célébré dans les Basses-Pyrénées, n'avait rattaché en rien Alfred de Vigny à notre Sud-Ouest. Aussi a-t-elle cherché à donner à cette commémoration un motif plus littéraire. Laissons de côté le fâcheux accueil fait au jeune capitaine par les Palois, sa solitude et son ennui dans

(1) Académie de Béarn. — Société des Sciences, Lettres et Arts des Basses-Pyrénées. — Comité des fêtes et Syndicat d'initiative de Pau.

cette cité de Henri IV, où il ne put s'épancher qu'avec des Anglais; il n'en reste pas moins que c'est là qu'il a largement avancé son *Cinq-Mars*, qui allait bientôt paraître; que c'est là surtout qu'il a écrit son poème le plus célèbre, *le Cor*, inspiré probablement au cours de quelque promenade de fiançailles ou de lune de miel devant le déroulement grandiose de la chaîne des Pyrénées :

Monts gelés et fleuris, trône des deux saisons,
Dont le front est de glace et le pied de gazons !

Certes, ces deux vers s'appliquent à merveille à cet admirable panorama, que l'on pouvait déjà contempler des terrasses de la place Royale ou de la Haute-Plante, et où s'opposent les neiges éternelles des sommets et la parure verdoyante de la vallée du Gave. Mais, en réalité, le sujet épique du *Cor* se déroule bien loin de là, dans le val tragique de Roncevaux et dans le cirque de Gavarnie. Charlemagne et ses preux reviennent d'Espagne par un chemin fort éloigné de Pau. Ils descendent de Cauterets, vers les vallées de Luz et d'Argelès. Et le poète embrasse un tout autre paysage, quand il s'écrie :

O montagnes d'azur! ô pays adoré!
Rocs de la Frazona, cirque du Marboré,
Cascades qui tombez des neiges entraînées,
Sources, gaves, ruisseaux, torrents des Pyrénées !..

Ici, vraiment, ce n'est plus cette majestueuse plaine, si magnifiquement couronnée d'un frisson d'argent pâle, qui l'inspire, mais plutôt le souvenir de ses chevauchées de l'année précédente, alors qu'il remontait, seul et pensif, l'étroite vallée d'Aspe, jusqu'au fort d'Urdos. Ce n'est que là qu'il a pu surprendre de tels tableaux pittoresques :

Une biche attentive, au lieu de se cacher,
Se suspend, immobile, au sommet du rocher...

Le poème aura beau être daté : *Pau, 1825*, nous savons déjà qu'il vient d'images anciennes, réveillées par l'amour et la songerie, ressuscitées peut-être par le désir de plaire à une jeune femme, mais que la ville où il fut écrit peut revendiquer, en somme, une bien petite part dans son élaboration.

A quoi bon d'ailleurs ergoter? Ce que Pau a le droit

incontestable de célébrer, en ces jours anniversaires, c'est l'influence exercée sur le génie d'Alfred de Vigny par son long séjour aux Pyrénées et spécialement dans le Béarn. La vieille province vit toujours, fortement caractérisée par ses paysages et par sa race. Sa capitale peut s'enorgueillir en son nom que le hasard des camps ait amené dans ses anciennes cités, toutes peuplées d'histoire, à travers ses montagnes, à la fois harmonieuses et farouches, le poète méditatif qui était si bien préparé à les comprendre et à les aimer. Sa corvée de garde une fois finie, il a pu repartir sans grand espoir de retour, aller à Paris chercher une gloire rebelle et durement disputée, et dans la triste solitude du Maine-Giraud un repos qu'il ne trouvera que dans la mort. Cette âme romantique, tournée plus volontiers vers les brumes d'Outre-Manche que vers le clair soleil latin, a pu s'éloigner facilement du Midi pyrénéen, retrouver avec joie le ciel tendre et fin de Paris, et la grasse Touraine, « le jardin de la France »... Il n'en reste pas moins que c'est ici, dans cette province aux couleurs vives, à la langue rude et sonore, aux mœurs pittoresques, aux costumes bariolés, au passé violemment dramatique, qu'il a rêvé ses grandes œuvres, son *Cinq-Mars*, ses drames, ses poèmes. Et l'on peut se demander si l'élégiaque un peu trop fluide qui était en lui n'a pas pris ici, durant ses deux années d'exil, cette puissance de vision, cette fermeté de touche, cette profondeur de pensée, cette sobre vigueur d'expression, qui lui ont permis de dédaigner les modes passagères, de faire fi de l'indifférence des uns et des vaines popularités des autres. A mesure que le temps s'écoule, il grandit. A chaque tournant de la route, nous perdons de vue un de ses rivaux d'autrefois. Mais il est toujours là. Il porte avec lui un peu de l'éternelle jeunesse de nos montagnes.

ARMAND PRAVIEL.

LA STEPPE[1]

PREMIÈRE PARTIE

I

De N., ville de district du gouvernement de Z., sortit avec fracas un matin de juillet 187., et prit la route postale, une briska sans ressorts, sale, délabrée, un de ces véhicules antédiluviens dans lesquels ne voyageaient alors en Russie que les représentants de commerce, les marchands de bestiaux et les prêtres pauvres. La briska grinçait au moindre mouvement. Le seau attaché à son arrière lui répondait tristement; à ces grincements, et aux misérables lambeaux de cuir flottant sur sa carcasse dépeinte, bonne à faire du bois à brûler, on pouvait juger de sa vétusté.

Dans la briska étaient assis deux habitants de N..., un marchand rasé, à lunettes, Ivane Ivânytch Kouzmitchov, coiffé d'un chapeau de paille, ressemblant à un fonctionnaire plutôt qu'à un commerçant, et le P. Christophore Siriîski, l'archiprêtre de l'église Saint-Nicolas. C'était un petit vieillard à cheveux longs, vêtu d'un cafetan de grosse toile grise, avec un chapeau haut de forme à larges bords, et une ceinture de couleur, brodée.

Le premier voyageur paraissait absorbé dans ses pensées et secouait la tête pour chasser l'assoupissement qui le gagnait. Sur sa figure, l'habituelle sécheresse des gens d'affaires le disputait

Copyright by Denis Roche, 1925.

(1) Il semble convenable de rendre au mot steppe, emprunté du russe, son genre d'origine; il ne paraît être devenu masculin en français que par comparaison abusive avec le mot désert. — (N. d. Tr.).

à la bienveillante placidité d'un homme qui vient de prendre congé des siens et qui a bu convenablement. Le second voyageur contemplait de ses petits yeux humides le monde de Dieu, et souriait si largement qu'il semblait que ce sourire touchât les bords de son chapeau haut de forme. Sa figure était rouge comme s'il faisait froid. L'un et l'autre, le P. Christophore aussi bien que Kouzmitchov, allaient vendre de la laine. En se séparant de leurs maisonnées, ils avaient mangé des beignets à la crème aigre, et, malgré l'heure matinale, ils avaient bu. Leur humeur à tous les deux était excellente.

Avec les deux personnes qui viennent d'être décrites, et le cocher Dénìsska, qui fouaillait inlassablement une paire de chevaux alertes, bai-brun, il se trouvait encore un voyageur dans la briska : un petit garçon de dix ans à la figure noire de hâle et mouillée de pleurs ; c'était Iégôrouchka, le neveu de Kouzmitchov.

Du consentement de son oncle, et accompagné de la bénédiction du P. Christophore, il partait, il ne savait où, pour entrer au lycée. Sa mère, Olga Ivânovna, veuve d'un fonctionnaire civil, et sœur de Kouzmitchov, aimait les gens instruits et la bonne société ; elle avait supplié son frère d'emmener Iégôrouchka avec lui, pour le mettre au lycée. Et maintenant le petit garçon, assis sur le siège à côté de Dénìsska, ne comprenait, ni où il allait, ni pourquoi. Il tenait le cocher par le coude, pour ne pas tomber, et tressautait comme une théière sur une bouilloire. En raison de l'allure de la voiture, sa chemise rouge se gonflait sur son dos comme un ballon, et son chapeau de postillon tout neuf, orné d'une plume de paon, lui glissait à tout instant sur la nuque. Il se sentait au plus haut degré malheureux et voulait pleurer.

Quand la briska passa devant la prison, Iégôrouchka vit les sentinelles, qui faisaient tranquillement leur faction auprès de la haute muraille blanche, et les petites fenêtres grillées, et la croix qui brillait sur le toit ; et il se rappela qu'il y avait une semaine, le jour de Notre-Dame de Kazan, il était allé avec sa mère à l'église de la prison, dont c'était la fête votive. Et une autre fois, il était venu à la prison avec Dénìsska et la cuisinière Lioudmîla, et avait apporté aux prisonniers des gâteaux de Pâques, des œufs, des pâtés et de la viande rôtie. Les prisonniers le remerciaient en se signant, et l'un deux lui fit

cadeau de boutons de manchettes en plomb, de sa fabrication.

Le petit garçon tâchait de bien voir tous les endroits qu'il connaissait, mais la détestable briska filait et laissait tout derrière elle. Après la prison apparurent et disparurent les forges noires et enfumées, puis le cimetière riant et vert, entouré d'une clôture de grosses pierres, par-dessus laquelle se levaient joyeusement les croix et les mausolées blancs, cachés dans la verdure des cerisiers, et qui semblaient, de loin, des taches blanches. Iégôrouchka se souvint que, quand les cerises mûrissaient, les croix et les mausolées étaient parsemés de points, rouges comme du sang. Derrière la clôture dormaient jour et nuit, son père et sa grand mère Zinaïda Danîlovna. Quand sa grand mère mourut, on la mit dans un long et étroit cercueil, et on plaça sur ses yeux, qui ne voulaient pas se fermer, deux pièces de cinq copeks.

Derrière le cimetière fumaient les briqueteries. Une fumée épaisse et noire sortait à gros flocons de dessous leurs longs toits de roseaux, aplatis vers la terre, et elle s'élevait en l'air paresseusement. Le ciel au-dessus des usines et du cimetière était brun, et les grandes ombres des flocons de fumée glissaient sur les champs et sur la route. Au milieu de la fumée, près des toits, se mouvaient gens et chevaux, couverts de poussière rouge.

Après les usines, la campagne commençait. Iégôrouchka se retourna une dernière fois vers la ville, appuya la tête contre le coude de Dénîsska et se mit à pleurer amèrement.

— Allons, enfant gâté, tu n'as pas assez pleuré ?... lui dit son oncle. Si tu ne veux pas partir, reste ; personne ne t'emmène de force.

— Ce n'est rien, ce n'est rien, mon petit Iégor, marmotta vivement le P. Christophore ; ce n'est rien, mon petit... Invoque Dieu !... Tu ne pars pas pour faire le mal, mais pour faire le bien. L'étude, comme on dit, est la lumière, et l'ignorance, c'est les ténèbres... Je te le dis en vérité.

— Veux-tu revenir ? demanda Kouzmitchov.

— Je... je... je le veux, répondit Iégôrouchka en sanglotant.

— Eh bien ! reviens... Car, c'est faire un voyage inutile ; comme on dit, c'est tout juste faire sept verstes pour manger de la gelée.

— Ce n'est rien, ce n'est rien, mon petit !... reprit le P. Christophore ; invoque Dieu... Lomonôssov partit de chez lui, un peu

comme toi, avec des marchands de poisson, et il devint un homme connu de toute l'Europe. L'esprit qu'on acquiert avec foi donne des fruits agréables à Dieu. Que dit-on dans la prière : « Pour la gloire du Créateur; pour la consolation de nos parents; pour le profit de l'Église et de la patrie »?... Voilà.

— Le profit n'est pas le même pour tous..., observa Kouzmitchov en allumant un mauvais cigare. Aux uns la science profite, et aux autres elle brouille l'esprit. Ma sœur est une femme qui n'entend rien... Elle aspire à tout ce qui est noble et veut faire de Iégôrouchka un savant; et elle ne comprend pas que, moi, dans mes affaires, je ferais le bonheur du petit pour toute sa vie. Je vous fais cette remarque, parce que si tous veulent devenir savants, il n'y aura plus personne pour commercer et pour semer le blé; tous mourront de faim.

— Mais si tous font le commerce et sèment le blé, il n'y aura personne pour s'adonner à l'étude.

Et pensant, tous les deux, avoir dit quelque chose de décisif, Kouzmitchov et le P. Christophore prirent des mines graves et toussèrent en même temps. Dénisska, qui avait prêté l'oreille à leur conversation sans y rien comprendre, secoua la tête, se souleva sur son siège et fouailla les deux bais. Le silence s'établit.

Entre temps, devant les yeux des voyageurs se développait déjà une large plaine infinie, coupée par une chaîne de collines. Serrées, et semblant regarder les unes par-desssus les autres, ces collines se rejoignaient en un plateau qui se prolongeait à droite de la route jusqu'à l'horizon et disparaissait dans le lointain mauve. On avance, on avance, et on ne peut distinguer, ni où ce plateau commence, ni où il finit... Le soleil, derrière la ville, a déjà risqué un coup d'œil, et, doucement, sans hâte, s'est mis à son œuvre. D'abord, loin en avant, à l'endroit où le ciel se joint à la terre, près de petites collines et du moulin à vent qui ressemble de loin à un petit homme agitant les bras, a glissé sur terre une large raie jaune-vif. Une minute après, une raie pareille brilla plus près, rampa à droite, et atteignit les collines. Quelque chose de chaud toucha le dos d'Iégôrouchka. Une raie de lumière, furtivement arrivée derrière la voiture, coula sur elle et sur les chevaux, se porta vivement à la rencontre d'autres raies, et, tout à coup, toute la vaste steppe, rejetant de soi la pénombre matinale, sourit et étincela de rosée.

Le seigle moissonné, les hautes herbes, l'euphorbe, le chanvre sauvage, tout ce que la chaleur avait roussi, séché, à demi tué, se ravivait, trempé par la rosée et caressé par le soleil, pour s'épanouir à nouveau. Au-dessus de la route, les pétrels arctiques volaient avec des cris joyeux. Dans l'herbe, les souslics s'appelaient. Quelque part au loin, des vanneaux semblaient pleurer. Une compagnie de perdrix, effrayée par la briska, s'envola avec son doux *trrr* vers les collines. Les grillons, les sauterelles, les criquets, commencèrent dans l'herbe leur grinçante et monotone musique.

Mais déjà la rosée s'évaporait; l'air redevint calme, et la steppe, déçue, reprit son aspect triste de juillet. L'herbe baissa l'oreille; la vie cessa. Les collines brûlées, brunes-vertes, lilas au loin, avec leurs tons assourdis; la plaine, avec son lointain vaporeux et le ciel comme retourné, qui, dans la steppe, où il n'y a ni bois ni hautes collines, semble effroyablement profond et transparent, apparaissaient maintenant sans fin, imprégnés de tristesse...

Comme il fait lourd et triste ! La voiture file, et Iégôrouchka voit sans cesse la même chose : le ciel, la plaine, les collines... La musique, dans l'herbe, s'est tue... Les pétrels se sont envolés. On ne voit plus de perdrix. Au-dessus de l'herbe flétrie tournoient, ne sachant que faire, des freux, tous semblables les uns aux autres, et qui rendent la steppe encore plus monotone. Au loin, un moulin tourne ses ailes.

Comme diversion, brille entre les hautes herbes un crâne blanc ou une pierre roulée. Il surgit, un instant, une fruste statue de femme, en pierre grise, ou un saule desséché, avec, à la branche du haut, un geai bleu. Un souslic traverse la route. Et à nouveau, devant soi, les hautes herbes, les collines, les freux...

Mais, Dieu merci, voilà qu'arrive un chariot avec des gerbes. Tout en haut est étendue une jeune fille. Somnolente, exténuée, elle lève la tête, et regarde les passants. Dénîsska la contemple. Les bais tendent les naseaux vers les gerbes. La briska grinçante frôle le chariot; et les épis, piquants comme un balai de bouleau, froissent le haut de forme du P. Christophore

— Tu te jettes sur les gens, l'enflée!... crie Dénîsska. Eh ! ton museau est rebondi comme si un bourdon l'avait piqué.

A moitié endormie, la fille sourit, et, après avoir remué les lèvres, se recouche... Mais voilà, dressé sur la colline, un

peuplier solitaire. Qui l'a planté et pourquoi est-il là? Dieu le sait! Il est difficile de détourner les yeux de sa silhouette svelte et de son habit vert. Est-il heureux, ce bel arbre? En été la chaleur, en hiver les tempêtes de neige; en automne les nuits effrayantes, où il n'y a que ténèbres et où l'on n'entend que le vent hurlant sans raison; et surtout, être, toute sa vie, seul, seul...

Derrière le peuplier, comme un tapis jaune vif, se déroulent, du haut de la colline jusqu'à la route, des champs de froment. Sur la colline, le blé est déjà coupé et rangé en gerbes; mais, en bas, on ne fait que moissonner. Six faucheurs alignés brandissent leur faux. Les faux brillent allégrement, et, toutes ensemble, en mesure, font un bruit sifflant, *vji*, *vji* ; au mouvement des femmes qui lient les gerbes, aux figures des faucheurs, au luisant des faux, on voit que la chaleur brûle et suffoque. Un chien noir, la langue pendante, délaissant les faucheurs, s'élance au-devant de la briska avec l'intention d'aboyer; mais il s'arrête à mi-chemin, et regarde avec indifférence Dénîsska qui le menace du fouet; il fait trop chaud pour aboyer. Une des femmes se relève, soutient à deux mains son dos endolori et suit des yeux la chemise rouge d'Iégôrouchka. La couleur lui a-t-elle plu, ou s'est elle souvenue de ses enfants? elle reste longtemps immobile, le suivant du regard...

Mais le blé, lui aussi, est dépassé. A nouveau, les plaines brûlées, les collines brunes, le ciel en feu. Le P. Christophore et Kouzmitchov se taisaient. Dénîsska fouaillait les bais et criait après eux de temps à autre, et Iégôrouchka ne pleurait plus, regardant avec indifférence de tous côtés. La chaleur et la tristesse de la steppe l'avaient harassé. Il lui semblait qu'il roulait et tressautait depuis longtemps, et que, depuis longtemps, le soleil lui brûlait le dos. On n'avait pas fait dix verstes qu'il pensait déjà : « Il serait bon de se reposer. » Du visage de son oncle l'expression bienveillante avait peu à peu disparu; il n'y restait plus que la sécheresse de l'homme d'affaires; et, à une figure rasée, maigre, armée de lunettes, et dont les tempes et le nez sont couverts de poussière, cette sécheresse donne un air inquisitorial, implacable. Le P. Christophore ne cessait de regarder avec étonnement le vaste monde et de sourire.

— Eh! bien, Dénîsska, rattraperons-nous aujourd'hui les chariots? demanda Kouzmitchov.

Dénìsska regarda le ciel, se souleva, fouailla les chevaux, et ce fut alors seulement qu'il répondit :

— A la nuit, si Dieu le veut, nous les rattraperons...

Un aboiement retentit. Six énormes chiens de berger des steppes jaillirent soudain, comme d'une embuscade, et se jetèrent avec des hurlements furieux au-devant de la voiture. Tous, extraordinairement méchants, avec des mufles d'araignées velues, et des yeux rouges de colère, entourèrent la briska et, se poussant jalousement l'un l'autre, jetèrent des aboiements rauques : ils semblaient prêts à mettre en pièces les chevaux, la briska et les gens... Dénìsska, taquin, et qui aimait à fouailler, fut heureux de l'aubaine. Donnant à sa figure une expression de joie provocante, il se courba et lança un coup de fouet à un des chiens. Les mâtins hurlèrent de plus belle; les chevaux s'emportèrent et Iégôrouchka, qui avait peine à se tenir sur le siège et regardait les yeux et les dents des chiens, comprenait que, s'il tombait, il serait mis instantanément en lambeaux. Mais il n'éprouvait pas de crainte et les regardait avec autant de joie méchante que Dénìsska; et il regrettait de ne pas avoir un fouet lui aussi.

La briska arriva à la hauteur d'un troupeau de brebis.

— Arrête! cria Kouzmitchov. Tiens les chevaux. O, o, o!...

Dénìsska se rejeta en arrière de tout son corps et arrêta les bais; la briska s'immobilisa.

— Viens ici! cria Kouzmitchov au berger... Calme tes chiens; qu'ils soient maudits!

Le vieux berger, déguenillé et pieds nus, avec un bonnet d'hiver, avec une musette sale au côté, et un long bâton crochu, tout à fait une figure de l'Ancien Testament, apaisa les chiens. Et ayant enlevé son bonnet, il s'approcha de la voiture. Une figure biblique, toute semblable, se tenait immobile de l'autre côté du troupeau; et regardait les voyageurs avec indifférence.

— A qui est ce troupeau? demanda Kouzmitchov.

— A Varlâmov! répondit le vieux, d'une voix forte.

— A Varlâmov! répéta la figure biblique.

— Varlâmov, est-il passé ici hier?

— Non, monsieur... Son commis est passé, ça, c'est sûr...

— Roule!

La briska roula plus loin, et les bergers et leurs mauvais

chiens restèrent en arrière. Iégôrouchka regardait machinalement devant lui le lointain mauve, et il commençait à lui paraître que le moulin qui battait des ailes, s'approchait; il grandissait, grandissait. Il grandit tout à fait, et on put distinguer exactement ses deux ailes. L'une était vieille, rapiécée; l'autre, récemment refaite en bois neuf, reluisait au soleil.

La briska filait tout droit et le moulin semblait se sauver à gauche; on marchait, marchait, et il se sauvait toujours à gauche, sans disparaître.

— Bôltva a bâti à son fils un beau moulin, remarqua Dénisska.

— Mais on ne voit pas sa ferme?

— Elle est là-bas, derrière la colline.

Bientôt apparut la ferme de Bôltva, et le moulin à vent ne disparaissait pas encore, ne lâchait pas pied; il regardait Iégôrouchka de son aile reluisante, et la tournait. Quel sorcier!

Le tournoiement des ailes, la chaleur et la tristesse de la steppe s'emparèrent de tout l'être d'Iégôrouchka. Il s'immobilisa et s'engourdit, comme on s'engourdit de froid. Il ne pensait à rien, n'attendait rien, et tâchait de toutes ses forces de ne pas regarder le moulin...

II

Vers midi, la briska laissa la grande route à droite, alla un peu au pas, et s'arrêta. Iégôrouchka entendit un murmure doux, très caressant, et sentit sur sa figure le contact velouté et frais d'un autre air. D'un monticule naturel, formé de grosses pierres difformes, coulait, par un tuyau de grande ciguë, placé là par un bienfaiteur inconnu, un mince filet d'eau.

L'eau tombait sur la terre, transparente et joyeuse, brillait au soleil et murmurait doucement, comme si elle se croyait un torrent tumultueux et fort; et elle coulait vivement. Auprès du monticule, le ruisselet s'élargissait en petites flaques. Les rayons chauds et le sol brûlant, la buvant avidement, lui enlevaient de sa force, mais un peu plus loin elle se joignait probablement avec un autre ruisselet aussi petit, parce que, sur son parcours, à cent pas du monticule, verdissait un épais et luxuriant tapis de laiche, d'où, lorsque la briska s'approcha, s'envolèrent avec des cris, trois bécasses.

Les voyageurs s'installèrent près du ruisseau pour se reposer

et faire manger les chevaux. Kouzmitchov, le P. Christophore et Iégôrouchka s'assirent à l'ombre maigre de la voiture et des chevaux dételés; et, sur un feutre étendu, ils commencèrent à manger. La bonne et joyeuse idée, immobilisée par la chaleur dans le cerveau du P. Christophore, voulut, après qu'il eut bu de l'eau et mangé un œuf cuit sous la cendre, paraître au jour. Il regarda amicalement Iégôrouchka, agita les lèvres et commença :

— Moi aussi, mon petit, j'ai étudié. Dès mon âge le plus tendre, Dieu avait mis en moi la raison et la compréhension. Je n'avais pas quinze ans que je faisais et disais déjà des vers. Je composais en latin aussi facilement qu'en russe. Quand j'étais porte-crosse de l'évêque Christophore, une fois après la messe, je me le rappelle comme si c'était maintenant, — c'était la fête du pieux empereur Alexandre Pâvlovitch-le-Béni [Alexandre Ier], — il se dévêtait à l'autel; il me regarde d'un air caressant et me demande : *Puer bone, quam appellaris?* Et je réponds : *Christophorus sum.* Et lui : *Ergo cognominati sumus*, autrement dit, nous avons le même prénom. Puis il demanda, en latin : « De qui es-tu fils? » Et je répondis, aussi en latin, que j'étais le fils du diacre Sériiski, du village de Lébédinnsk. Voyant mon développement et la clarté de mes réponses, Son Éminence me bénit et dit : « Écris à ton père que j'aurai l'œil sur toi. » Les archiprêtres et les prêtres, qui étaient à l'autel, écoutant ce discours latin, en furent fort étonnés, et chacun m'exprima par une louange son plaisir. Je n'avais pas encore de moustaches, mon petit, que je lisais le latin, le grec et le français. Je savais la philosophie, les mathématiques, l'histoire, et toutes les sciences. Mes maîtres et mes bienfaiteurs s'étonnaient et supposaient que je serais un homme très savant, flambeau de l'église. Je pensais aller à Kiev continuer mes études, mais mes parents ne me donnèrent pas pour cela leur bénédiction. « Tu vas, dit mon père, apprendre toute ta vie ; quand te verrons-nous donc revenir? » Ayant entendu ces mots, je cessai mes études et pris une cure. Je ne devins naturellement pas un savant; mais je ne désobéis pas à mes parents. J'ai assuré leur vieillesse, je les ai enterrés avec honneur. L'obéissance vaut mieux que le jeûne et la prière.

— Vous devez probablement avoir oublié déjà toutes les sciences ? remarqua Kouzmitchov.

— Comment ne pas oublier?... J'ai déjà, Dieu merci, plus de quatre-vingts ans ! Je me rappelle encore quelque chose en rhétorique et en philosophie; mais j'ai tout à fait oublié les langues et les mathématiques.

— Les sciences sont les sciences, soupira Kouzmitchov; mais si nous ne rattrapons pas Varlâmov, c'est ça qui nous apprendra quelque chose !

— Un homme n'est pas une aiguille, nous le retrouverons ; il tourne maintenant dans ces parages.

Au-dessus de la laiche verte volèrent les trois bécasses, et, dans leur cri, se sentaient l'inquiétude et l'ennui d'avoir été. Les chevaux s'ébrouaient. Dénîsska tournait autour d'eux, et, s'efforçant de montrer qu'il était indifférent à ce que mangeaient ses maîtres, il s'absorba tout entier dans l'extermination des taons et des mouches, collés aux ventres et aux dos des chevaux. Froidement, faisant entendre un cri spécial de malignité triomphante, il frappait ses victimes, et, lorsqu'il ne réussissait pas à les tuer, il gémissait avec dépit, suivant des yeux chaque heureux insecte qui avait échappé à la mort.

— Dénîsska, où es-tu ? viens manger ! dit Kouzmitchov, soupirant profondément, et faisant connaître par là qu'il était rassasié.

Dénîsska s'approcha sans hardiesse du feutre et choisit cinq gros concombres jaunes, appelés jaunets. En prendre de plus petits et de plus frais, il n'osa pas. Il prit deux œufs grillés, noirs, aux coquilles cassées, puis, timidement, comme s'il craignait qu'on ne frappât sa main tendue, il toucha du doigt un petit pâté.

— Prends, prends ! l'encouragea Kouzmitchov.

Dénîsska prit résolument le pâté et, s'étant écarté, s'assit à terre, le dos appuyé à la briska. Tout de suite on l'entendit mâcher si fort que les chevaux eux-mêmes se retournèrent et le regardèrent avec inquiétude.

Repu, Kouzmitchov prit dans la voiture un sac et dit à Iégôrouchka :

— Je vais dormir ; toi, fais bien attention qu'on ne m'enlève pas ce sac de dessous la tête.

Le P. Christophore quitta sa soutane, sa ceinture et son cafetan, et Iégôrouchka, l'ayant regardé, fut saisi de surprise. Il ne s'imaginait pas que les prêtres portassent des pantalons, et

le P. Christophore avait de vrais pantalons en toile, rentrés dans des bottes hautes, et une courte veste en coutil. Iégôrouchka trouva qu'avec ce costume, qui n'allait pas à sa dignité, avec ses cheveux longs et sa barbe, il ressemblait à Robinson Crusoé. Déshabillés, le P. Christophore et Kouzmitchov se couchèrent à l'ombre sous la briska, la figure tournée l'un vers l'autre, et fermèrent les yeux; et Dénisska, ayant fini de mâcher, s'allongea au soleil, le ventre en l'air, et ferma les yeux lui aussi.

— Fais attention qu'on n'emmène pas les chevaux! dit-il à Iégôrouchka.

Et il s'endormit aussitôt.

Iégôrouchka, étouffé par la chaleur qui se faisait surtout sentir maintenant après le repas, courut jusqu'à la laiche et contempla de là les environs. Il vit ce qu'il avait vu jusqu'à midi: la plaine, les collines, le ciel, le lointain mauve. Les collines seulement étaient plus près, et il n'y avait plus de moulin; il était resté définitivement en arrière. Derrière la colline rocheuse d'où coulait le ruisseau, s'en élevait une autre plus plate et plus large. Un petit hameau de cinq à six feux s'y était accroché. Auprès des isbas on ne voyait ni gens, ni arbres, ni ombres, comme si le hameau eût rendu l'âme dans l'air chaud et se fût desséché. Par désœuvrement, Iégôrouchka attrapa dans l'herbe une sauterelle verte, dite violoniste, la mit dans son poing, l'approcha de son oreille et écouta longtemps comme elle jouait de son violon. Quand la musique l'ennuya, il poursuivit un essaim de papillons jaunes, venus sur la laiche pour boire de l'eau. Puis, il ne sut comment il se retrouva près de la voiture. Son oncle et le P. Christophore dormaient profondément. Comment tuer le temps et où se mettre à l'abri de la chaleur?

Tandis qu'Iégôrouchka regardait les visages endormis, un doux chant retentit tout à coup. Quelque part, un peu loin, une femme chantait. Mais où? Et de quel côté? La chanson douce, traînante et triste, semblable à un sanglot, et, à peine perceptible à l'ouïe, s'entendait tantôt à gauche, tantôt à droite, en haut, sous terre, comme si, au-dessus de la steppe, volait un esprit invisible qui chantait.

Iégôrouchka regardait tout autour de lui et ne comprenait pas d'où venait cette étrange chanson. A force d'écouter, il

lui sembla que c'était l'herbe qui chantait. A demi morte, déjà perdue, l'herbe, dans son chant sans paroles, semblait protester qu'elle était sans faute, que le soleil l'avait brûlée sans raison; elle assurait qu'elle voulait passionnément vivre, qu'elle était jeune encore, et qu'elle aurait été belle sans la chaleur et la sécheresse. Elle était sans faute; mais pourtant elle demandait grâce...

Enfin, ayant couru vers la laiche et, de là, regardé de tous côtés, Iégôrouchka trouva celle qui chantait. Près de la dernière isba se tenait une femme en jupon court, avec des jambes de héron longues et maigres, qui passait quelque chose au crible. De son tamis tombait mollement sur la pente du monticule de la poussière blanche. Il était évident que c'était elle qui chantait. A quelques toises, un petit garçon en chemise, sans casquette. Comme charmé par la chanson, il ne bougeait mie et regardait en bas quelque chose, probablement la chemise rouge d'Iégôrouchka.

La chanson cessa. Iégôrouchka retourna lentement à la voiture. Dix minutes se passèrent. La chanson traînante reprit. C'était la même femme, haute sur jambes, qui chantait derrière la colline. Iégôrouchka leva les yeux en l'air. Ce qu'il vit était si inattendu qu'il s'en effraya un peu. Au-dessus de sa tête, sur l'une des grosses pierres difformes, se tenait un petit garçon bouffi, vêtu de sa seule chemise, avec un gros ventre rebondi, et des jambes grêles; c'était celui même qui se tenait auparavant près de la femme. Avec une stupeur obtuse, avec effroi, comme s'il voyait devant lui un revenant, il regardait, la bouche ouverte, sans sourciller, la chemise rouge d'Iégôrouchka et la briska. Le rouge de la chemise l'attirait, le flattait, et la voiture et ceux qui dormaient dessous, excitaient sa curiosité. Il ne s'était sans doute pas rendu compte lui-même de quelle façon l'agréable couleur rouge et la curiosité l'avaient entraîné du hameau ici, et il s'étonnait sans doute maintenant de sa hardiesse. Iégôrouchka le contempla longtemps, et, lui de même contempla Iégôrouchka. Tous deux se taisaient et éprouvaient une certaine gêne. Après un long silence, Iégôrouchka demanda :

— Comment t'appelles-tu?

Les joues de l'inconnu se gonflèrent encore plus; il s'adossa à la pierre, écarquilla les yeux, remua les lèvres, et dit d'une grosse voix enrouée :

— Tîte.

Les enfants ne se dirent plus un mot. S'étant tus encore un peu, et sans que Tîte quittât Iégôrouchka des yeux, l'enfant leva une jambe, trouva de la plante du pied un point d'appui, et grimpa sur une pierre. De là, à reculons, regardant fixement Iégôrouchka, comme s'il craignait que l'enfant ne lui donnât un coup de pied par derrière, il monta sur la pierre suivante et continua ainsi à grimper jusqu'à ce qu'il eût tout à fait disparu derrière la crête du monticule.

Après l'avoir suivi des yeux, Iégôrouchka saisit ses genoux et baissa la tête... Les rayons ardents lui brûlaient la nuque, le cou et le dos. La chanson mélancolique se mourait ou reprenait dans l'air stagnant et étouffant, le temps se traînait interminablement, comme si, lui aussi, se fût engourdi et arrêté... Il semblait que depuis le matin il s'était passé un siècle. Dieu ne voulait-il pas que Iégôrouchka, la voiture et les chevaux s'engourdissent dans cet air, et, pétrifiés comme ces collines, demeurassent des siècles en cet endroit?

Iégôrouchka releva la tête et, les yeux papillotants, regarda devant lui. Le lointain violet, immobile jusqu'à présent, sembla remuer et, avec le ciel, se mit soudain à fuir quelque part, encore plus loin... Il entraîna avec lui l'herbe brune, la laiche; et Iégôrouchka fut emporté lui aussi avec une vitesse extraordinaire dans le lointain fuyant. Une force inconnue l'entraîna silencieusement, et, derrière lui, le poursuivant, couraient la chaleur et l'obsédante chanson. Iégôrouchka inclina sa tête sur ses genoux et ferma les yeux...

Dénîsska fut le premier à se réveiller. Quelque chose l'avait piqué, car il se redressa, se gratta vivement l'épaule et dit :

— Anathème! idole! il n'y a donc pas de mort pour toi!

Ensuite il s'approcha du ruisseau, but, et se lava longtemps. Son reniflement et le clapotis de l'eau tirèrent Iégôrouchka de son assoupissement. Le petit regarda la figure mouillée de Dénîsska, couverte de gouttelettes et de grosses rousseurs, qui la rendaient semblable à du marbre, et demanda :

— On part bientôt?

— Bientôt, probablement.

Il s'essuya du pan de sa chemise, et, prenant une mine très sérieuse, se mit à sauter à cloche-pied.

— Voyons un peu qui arrivera le plus vite à la laiche? dit-il.

Iégôrouchka était accablé de chaleur et d'envie de dormir; mais il se mit tout de même à sauter derrière lui.

Dénisska avait déjà près de vingt ans; il était employé comme cocher et songeait à se marier; mais il ne cessait pas d'être enfant. Il aimait à lancer des cerfs-volants, à pourchasser les pigeons, à jouer aux osselets, et il se mêlait toujours aux jeux et aux disputes des enfants... Il arriva avant Iégôrouchka, et en fut visiblement très satisfait. Il cligna de l'œil, et, pour montrer qu'il pouvait franchir sur un pied n'importe quelle distance, il proposa à Iégôrouchka de sauter avec lui, sans se reposer, jusqu'à la route et de revenir de là à la voiture. Iégôrouchka, très essoufflé et affaibli, déclina la proposition...

Cependant, sous la briska retentit un profond soupir. C'était Kouzmitchov qui s'éveillait. Il leva vivement la tête, regarda au loin d'un air inquiet et, par ce regard indifférent, porté sur Iégôrouchka et sur Dénisska, il était visible, que, dès son réveil, il pensait à la laine et à Varlâmov.

— Père Christophore, levez-vous, il en est temps! dit-il préoccupé. Assez dormi! Nous avons déjà manqué une affaire. Dénisska, atteile!

Le P. Christophore s'éveilla avec le même sourire qu'il s'était endormi. Le sommeil avait chiffonné et ridé sa figure qui semblait deux fois plus petite. S'étant lavé et habillé, il sortit de sa poche, sans se presser, un petit livre d'heures graisseux, et, placé face au levant, il commença à lire à mi-voix et à se signer.

— Père Christophore, lui dit Kouzmitchov avec reproche, il est temps de partir! Les chevaux sont déjà prêts, et vous, mon Dieu...

— Tout de suite, tout de suite, murmura le P. Christophore. Il faut que je lise mon psautier. Je ne l'ai pas lu aujourd'hui.

— Vous pourrez le lire plus tard.

— Ivane Ivânytch, chaque jour a sa règle. Je ne peux pas.

— Dieu ne vous en voudrait pas.

Un quart d'heure entier le P. Christophore resta immobile, face au levant, remuant les lèvres. Kouzmitchov le regardait presque avec haine, et haussait impatiemment les épaules. Il était surtout fâché de ce que le P. Christophore, après chaque *Alleluia*, reprenant haleine, se signât vite, exprès, à haute voix, pour obliger les autres à se signer, et disait:

— *Alleluia! alleluia! alleluia!* Gloire à Toi, mon Dieu!

Il sourit enfin, leva les yeux au ciel et, mettant le psautier dans sa poche, il dit : — *Fini!* (1).

Une minute après, la briska se mit en route. Comme si elle revenait en arrière, les voyageurs voyaient la même chose qu'avant midi. Les collines s'estompaient dans le lointain lilas et on n'en apercevait pas la fin. Les hautes herbes, les pierres roulées disparaissaient et revenaient. Les éteules fauchées passaient. Et toujours les mêmes freux, volant au-dessus de la steppe, et un milan qui battait majestueusement des ailes. L'air se figeait de plus en plus dans la chaleur et dans le calme. La nature docile s'engourdissait dans le silence... Pas de vent; pas un bruit alerte; frais; pas un nuage.

Quand enfin le soleil commença à s'incliner vers l'Occident, la steppe, les collines, et l'air ne purent plus supporter le joug, et perdant patience, las, tentèrent de s'en débarrasser. De derrière les collines surgit inopinément un nuage cendré, tout bouclé. Il regarda la steppe en ayant l'air de dire : « Me voici! » et il devint sombre.

Tout à coup, dans l'air immobile quelque chose se rompit. Le vent prit son élan, et, avec bruit, avec sifflement, se mit à tournoyer par la steppe. Tout de suite le gazon et les hautes herbes de l'année précédente se mirent à chuchoter. La poussière tourbillonna en spirales sur la route. Elle courait dans la steppe, emportant de la paille, des cigales et des plumes, s'élevant jusqu'au ciel en colonne noire, virevoltant, voilant le soleil. Dans la steppe, en long et en large, se butant et sautant, couraient les aigrettes du chardon roulant. L'une d'elles, prise dans l'ouragan, tourna comme un oiseau, vola vers le ciel, et, changée en un point noir, disparut aux yeux. Derrière elle s'en envola une seconde, puis une troisième, et Iégôrouchka en vit deux se cogner dans l'air bleu, et s'attraper comme en un corps à corps.

Dérangé par l'ouragan et ne comprenant pas de quoi il s'agissait, un râle de genêt se leva de l'herbe. Il volait dans le vent, et non vent debout, comme tous les oiseaux; aussi ses plumes se hérissaient; il semblait de la grosseur d'une poule et avait un air très méchant et important; seuls les freux, vieillis

(1) En français dans le texte.

dans la steppe et habitués à ses perturbations, volaient tranquillement au-dessus de l'herbe, ou, ne faisant attention à rien, indifférents, creusaient de leurs gros becs la terre dure.

Derrière les collines, le tonnerre gronda sourdement. Un air frais souffla. Dénisska siffla joyeusement et fouailla les chevaux. Le P. Christophore et Kouzmitchov, retenant leurs chapeaux, tournèrent leurs yeux vers la colline... Que ce serait bien, s'il pleuvait un peu!

Encore un petit effort, semblait-il, et la steppe aurait pris le dessus. Mais une force invisible, écrasante, maîtrisa le vent et l'air, abattit la poussière, et, comme si rien n'était arrivé, la tranquillité revint. Le nuage se cacha; les collines brûlées se renfrognèrent; l'air s'immobilisa docilement; et seuls les vanneaux alarmés pleuraient quelque part et se plaignaient du sort...

Ensuite vint le soir.

III

Dans le crépuscule, on aperçut une grande maison à un étage, avec un toit de fer rouillé et des fenêtres sombres. Cette maison s'appelait relais, bien qu'il n'y eût à côté d'elle aucune écurie. La maison se trouvait en pleine steppe et sans clôture. Un peu à côté d'elle se dessinait vaguement une maigre petite cerisaie, entourée d'une claie, et, sous les fenêtres, des tournesols endormis inclinaient leurs lourdes têtes. Dans la cerisaie tournait un petit moulin, destiné, par son bruit grinçant, à effrayer les lièvres. Auprès de la maison, on ne voyait et on n'entendait plus rien que la steppe.

A peine la briska se fut-elle arrêtée, près de l'auvent de la porte, qu'on entendit dans la maison deux voix joyeuses, l'une d'homme, l'autre de femme. La porte grinça sur la poulie du contrepoids qui la faisait se refermer, et, en un clin d'œil, un être grand et maigre, qui agitait ses bras et ses basques d'habit, surgit près de la voiture. C'était le propriétaire du relais, Moïssey Moïssèïtch, homme d'un certain âge, au visage très pâle, avec une belle barbe, noire comme de l'encre de Chine. Il était vêtu d'une redingote noire, râpée, qui se balançait sur ses maigres épaules comme sur un porte-manteau, et dont les basques battaient comme des ailes, chaque fois que Moïssey Moïssèïtch, de joie ou de peur, levait les bras. Le patron du

relais portait avec cela de larges pantalons blancs et un gilet de velours à fleurs rousses, qui ressemblaient à des punaises géantes.

Moïssey Moïssèïtch ayant reconnu les arrivants, s'immobilisa d'abord, dans l'excès de son émotion; puis il leva les bras et gémit... Les basques de sa redingote volèrent, son dos s'arqua en archet d'attelage et un sourire crispa sa figure pâle, comme s'il lui était non seulement agréable, mais douloureusement suave de voir la voiture.

— Ah! mon Dieu, mon Dieu! — dit-il, d'une voix aiguë et chantante, oppressé, s'affairant, et empêchant par ses mouvements, les voyageurs de descendre de la briska. — Quel heureux jour pour moi! Eh! que dois-je faire maintenant? Ivane Ivânytch! Le père Christophore! Quel joli petit *pane* (1) est assis sur le siège, Dieu me punisse! Ah! mon Dieu, pourquoi donc resté-je sur place sans inviter mes hôtes à entrer? Entrez, je vous en prie humblement... faites-moi cette grâce! Donnez-moi tous vos bagages... Ah! mon Dieu!

Moïssey Moïssèïtch, fouillant dans la voiture et aidant les voyageurs à descendre, se retourna tout à coup et cria d'une voix sauvage, étouffée, comme s'il se noyait et appelait au secours :

— Salomon! Salomon!

— Salomon! répéta dans la maison une voix de femme.

La porte grinça sur la poulie, et, sur le seuil, se montra un petit juif, roux, avec un grand nez d'oiseau, et une plaque chauve au milieu de ses cheveux drus et frisés. Il était vêtu d'un veston très râpé, à pans arrondis, avec des manches courtes, et d'un pantalon court, en serge; et il semblait, à cause de cela, écourté lui-même et pareil à un oiseau déplumé. C'était Salomon, le frère de Moïssey Moïssèïtch. Silencieux, sans saluer, mais souriant drôlement, il s'approcha de la voiture.

— C'est Ivane Ivânytch et le P. Christophore! lui dit Moïssey Moïssèïtch d'une voix émue, *Aï, vaï!* (2). Quelle chose étonnante! De si bonnes gens arrivent! Allons, prends leurs effets, Salomon! Entrez, je vous en prie, chers hôtes!

Peu de temps après, Kouzmitchov, le P. Christophore et Iégôrouchka étaient assis dans une grande pièce sombre et vide, près d'une vieille table de chêne. Hormis un large canapé de molesquine trouée, et trois chaises, il n'y avait pas d'autres meubles...

(1) Seigneur polonais.

(2) Interjections familières aux juifs de Russie.

Et les chaises, tout le monde n'aurait pas osé les appeler ainsi. C'était on ne sait quelle misérable espèce de meubles, recouverts d'une toile cirée qui avait fait son temps, avec des dossiers, étrangement recourbés en arrière, qui donnaient à ces chaises une extrême ressemblance avec des traîneaux d'enfants. Il était difficile de comprendre quel confort le menuisier avait eu en vue en recourbant si cruellement les dossiers. Les murs étaient gris, le plafond et les corniches enfumés ; sur le parquet s'allongeaient des fentes et bâillaient des trous d'une provenance incompréhensible. Ni sur les murs, ni sur les fenêtres, rien qui ressemblât à quelque ornement. Toutefois, à l'un des murs, dans un cadre gris, étaient pendus quelques *Règlements* avec l'aigle à deux têtes, et sur l'autre, dans un cadre pareil, une gravure avec l'inscription : *l'Indifférence des hommes*. A quoi les hommes étaient-ils indifférents? on ne pouvait le comprendre, car l'estampe était très effacée par le temps, et elle était généreusement salie par les mouches. Dans la pièce traînait une odeur aigre de renfermé.

Ses hôtes introduits dans la chambre, Moïssey Moïssèïtch continua à s'incliner, à lever les bras, à se contorsionner, et à s'exclamer joyeusement, — toutes choses qu'il jugeait nécessaires pour paraître extraordinairement poli et aimable.

— Quand nos chariots sont-ils passés ici? demanda Kouzmitchov.

— Une partie est passée aujourd'hui de bon matin, et l'autre, Ivane Ivânytch, s'est reposée ici pour le dîner; et ils sont repartis vers le soir.

— Ah!... Varlâmov est-il passé?

— Non, Ivane Ivânytch. Hier matin, son commis, Grigôri Iégôrytch, est passé : il a dit que son maître est maintenant à la ferme du buveur de lait.

— Très bien. Nous allons rattraper tout de suite nos chariots, et puis nous irons chez le sectaire.

— Mais que Dieu soit avec vous, Ivane Ivânytch! dit Moïssey Moïssèïtch effrayé, battant des mains. Où irez-vous dans la nuit? Soupez à votre aise, et couchez ici; et demain, si Dieu le veut, vous partirez de bon matin et rattraperez qui il vous faut!

— Pas le temps, pas le temps... Excusez-nous, Moïssey Moïssèïtch; une autre fois. Maintenant, ce n'est pas le moment. Nous

resterons un quart d'heure, et nous partirons. On peut passer la nuit chez le buveur de lait.

— Un quart d'heure!... s'écria plaintivement Moïssey Moïssèïtch. Vous me forcerez à cacher vos chevaux, à fermer la porte à clé!.. Mangez au moins quelque chose, et buvez du thé!

— Pas le temps pour le thé et le sucre, dit Kouzmitchov.

— Ivane Ivànytch! P. Christophore! ayez la bonté de prendre du thé! Suis-je un si mauvais homme qu'on ne puisse pas même boire du thé chez moi, Ivane Ivànytch?

— Allons, soupira avec sympathie le P. Christophore, on peut boire du thé : cela ne nous retardera pas.

— Va pour le thé! acquiesça Kouzmitchov.

Moïssey Moïssèïtch jeta un « ah! » joyeux, et, se secouant comme s'il venait de sortir de l'eau froide, courut à la porte, et cria, de la voix sauvage et étouffée avec laquelle il avait appelé Salomon :

— Rôsa! Rôsa! apporte le samovar.

Une minute après, la porte s'ouvrit et Salomon entra, tenant un grand plateau! En posant le plateau sur la table, il regardait moqueusement de côté, et souriait étrangement. Ce sourire était très compliqué et exprimait beaucoup de sentiments; mais celui qui dominait était un visible dédain. Il pensait, semblait-il, à quelque chose de risible, et de bête, détestait quelqu'un, le méprisait; il se réjouissait de quelque chose, et attendait l'instant favorable pour se moquer, mordre et éclater de rire. Le désir de rire tendait son long nez, ses grosses et malicieuses lèvres, ses yeux à fleur de tête. Kouzmitchov lui demanda :

— Salomon, pourquoi n'es-tu pas venu cet été à la foire de N... imiter les juifs?

Deux ans auparavant, comme se le rappelait bien Iégôrouchka, Salomon, dans une des baraques de la foire, à N.., avait eu grand succès en racontant des scènes de la vie juive. Sans rien répondre, il sortit, et peu après revint avec le samovar. Sa tâche accomplie, il se mit à l'écart, et, les bras croisés sur la poitrine, un pied en avant, il fixa ses yeux moqueurs sur le P. Christophore. Dans sa pose, il y avait quelque chose de provocant, de hautain, de dédaigneux, et, en même temps de comique et de piteux au plus haut degré, parce que, plus sa pose devenait imposante, plus vivement passaient au premier

plan ses pantalons courts, son veston écourté, son nez de caricature, et son aspect d'oiseau déplumé.

Moïssey Moïssèïtch apporta de la chambre voisine un tabouret et s'assit à une certaine distance de la table.

— Bon appétit! Du thé, du sucre! commença-t-il, voulant distraire les visiteurs. Mangez à notre bonne petite santé! Des hôtes si rares, si rares!... Il y a cinq ans que je n'ai pas vu le P. Christophore... Et personne ne veut me dire qui est ce joli petit *pane*? demanda-t-il en regardant doucereusement Iégôrouchka.

— C'est le fils de ma sœur Olga Ivànovna, répondit Kouzmitchov.

— Et où va-t-il?

— Nous le menons au lycée.

Moïssey Moïsséitch hocha la tête avec importance.

— Oh! cela est bien! dit-il en menaçant du doigt le samovar. C'est bien. Tu sortiras du lycée un si grand monsieur que nous te tirerons tous nos bonnets. Tu seras savant, riche; tu auras de l'ambition; et ta mère s'en réjouira.

Il se tut une minute, caressa ses genoux et dit d'un ton respectueusement moqueur:

— Excusez-moi, P. Christophore, mais je me dispose à écrire à l'archevèque pour dire que vous enlevez le pain aux marchands! Je prendrai du papier timbré, et j'écrirai que le P. Christophore n'a probablement guère de sous à lui, puisqu'il s'occupe de commerce, et s'est mis à vendre de la laine.

— Oui, j'y suis venu au déclin de ma vie, dit le P. Christophore, en riant. De prêtre, je me suis fait marchand. Il faudrait à présent rester à la maison et prier Dieu, et je galope comme un Pharaon, dans un chariot... Vanité!

— Mais vous ramasserez beaucoup de sous.

— Oh oui!.. Il me passera une poire sous le nez, mais pas des sous... La marchandise n'est pas à moi, mais à mon gendre Mikhaïlo... Vanité!

— Pourquoi ne va-t-il pas la vendre lui-même?

— Pourquoi? Il a encore le lait de sa mère sur les lèvres. Acheter la laine, il le peut; mais la vendre il n'en a pas l'esprit; il est trop jeune. Il a dépensé tout son argent; il a voulu s'enrichir, jeter de la poudre aux yeux, mais, après s'être beaucoup démené, on ne lui a pas même donné de sa laine le prix

qu'il l'avait payée. Le garçon a couru de tous côtés pendant un an, et ensuite il est venu me trouver : « Papa, allez vendre la laine pour moi: faites-moi cette grâce; je ne comprends rien à ces affaires... » Quand on est à quia, c'est à son beau-père que ça revient. Mais quoi, s'il n'y avait pas Ivane Ivânytch, le beau-père n'y pouvait rien. On a des soucis avec eux!

A qui le dites-vous? soupira Moïssey Moïssèïtch ; j'ai moi-même six enfants. Apprends à lire à un, soigne l'autre, porte le troisième dans tes bras; et quand ils seront grands, il y aura encore plus de soucis. Ça ne date pas d'aujourd'hui, c'était ainsi dans la Sainte Écriture. Quand ses enfants étaient petits, Jacob pleurait; et quand ils devinrent grands, il pleura encore plus!

— Oui, acquiesça le P. Christophore, en regardant son verre pensivement. J'ai atteint la limite de la vie que donne Dieu à chacun; j'ai casé mes filles à de braves gens; j'ai fait de mes fils des hommes; et, à présent, je suis libre; j'ai accompli ma tâche et je puis aller aux quatre points cardinaux. Je vis doucement avec ma femme; je mange, je bois, je dors, et me réjouis de mes petits-enfants. Je prie Dieu et n'ai plus besoin de rien. Je nage dans l'aisance et ne veux connaître personne. Depuis ma naissance, je n'ai pas eu de peines, et maintenant si le Tsar me demandait : « De qui as-tu besoin? que veux-tu? » je répondrais : Mais je n'ai besoin de rien! J'ai tout ce qu'il me faut, et tout, grâce à Dieu; il n'y a pas dans la ville d'homme plus heureux que moi. Seulement, j'ai beaucoup de péchés; mais il faut le dire : Dieu seul est sans péché. Est-ce vrai?

— Sans doute.

Cependant, Kouzmitchov, après avoir bu en silence six verres de thé, nettoya une place devant lui sur la table, prit le sac que, pendant son sommeil sous la briska, il avait mis sous sa tête, détacha la ficelle qui le fermait et le secoua. Des liasses de billets de banque glissèrent sur la table.

— Puisqu'on a le temps, P. Christophore, nous allons compter, dit Kouzmitchov.

En voyant l'argent, Moïssey Moïssèïtch se troubla, se leva, et, en homme délicat, ne voulant pas connaître les comptes d'autrui, il sortit de la pièce sur la pointe des pieds, balançant les bras. Salomon demeura à sa place.

— Combien de billets dans les liasses d'un rouble? demanda le P. Christophore.

— Cinquante... Les billets de trois roubles sont par quatre-vingt-dix... Ceux de vingt-cinq roubles et de cent sont pliés par mille. Comptez d'abord sept mille huit cents roubles pour Varlâmov; moi, je vais compter pour Goussiévitch... Mais faites attention; comptez bien...

Iégôrouchka, depuis qu'il était au monde, n'avait pas vu autant d'argent qu'il y en avait maintenant sur la table. Il y en avait sans doute beaucoup, car le paquet de sept mille huit cents roubles, que le P. Christophore mit de côté pour Varlâmov, paraissait très petit en comparaison de toute la somme. En un autre temps, une pareille masse d'argent eût étonné Iégôrouchka et lui eût fait songer combien on peut acheter avec cela de tortillons, de babas et de pavotines au miel; mais maintenant il le regardait avec indifférence, et ne sentait que l'odeur répugnante de pommes pourries et de pétrole qui s'exhalait de ces billets. Il était moulu par les cahots de la briska et voulait dormir. Sa tête penchait en avant, ses yeux se fermaient et ses pensées s'embrouillaient comme des fils. S'il avait pu, il aurait, avec délices, mis la tête sur la table, et fermé les yeux pour ne pas voir la lampe et les doigts qui se mouvaient au-dessus des billets; et il aurait permis à ses pensées confuses et endormies, de se brouiller encore plus. Quand il s'efforçait de ne pas sommeiller, la flamme de la lampe, les tasses et les doigts se dédoublaient; le samovar se balançait et l'odeur de pommes pourries semblait plus âcre et plus répugnante.

— Ah! l'argent, l'argent! soupirait le P. Christophore souriant. Malheur à lui! Maintenant Mikhaïlo dort et voit en rêve que je lui rapporte un tas pareil.

— Votre Mikhaïlo Timoféitch est un homme qui n'y entend rien, dit à mi-voix Kouzmitchov. Il ne comprend pas son affaire, au lieu que vous, vous comprenez et pouvez raisonner; vous auriez dû me céder votre laine, comme je vous le disais, et seriez reparti; et moi, je vous aurais donné, — que cela soit ainsi! — cinquante copeks de plus que mon prix; et cela seulement par considération pour...

— Non, Ivane Ivânytch, soupira le P. Christophore; merci pour l'intention. Assurément, si cela dépendait de moi, je ne discuterais pas; mais vous savez que la marchandise ne m'appartient pas...

Moïssey Moïsséitch entra sur la pointe des pieds. Tâchant,

par délicatesse, de ne pas regarder le tas d'argent, il s'approcha d'Iégôrouchka et le tira par sa manche.

— Viens avec moi, petit *pane*, lui dit-il à mi-voix; tu vas voir quel ours je vais te montrer! si effrayant, si méchant! Ouh!...

Iégôrouchka, somnolent, se leva et suivit lentement Moïssey Moïssèïtch pour voir l'ours. Il entra dans une petite chambre, où avant d'avoir rien vu, sa respiration fut coupée par une odeur aigre et renfermée, bien plus compacte que dans la grande chambre, et qui, apparemment, partait de cette pièce pour se propager dans toute la maison. Une moitié de la chambre était occupée par un grand lit, recouvert d'une courte-pointe sale, l'autre moitié par une commode et des tas de hardes de toute sorte, à commencer par des jupons très empesés, et à finir par des culottes d'enfants et des bretelles. Sur la commode brûlait une bougie.

Au lieu de l'ours promis, Iégôrouchka vit une grande et grosse juive, les cheveux dénoués, en robe de flanelle rouge à petits pois. Elle se mouvait lourdement entre le lit et la commode, poussant des soupirs prolongés, comme si elle avait mal aux dents. En voyant Iégôrouchka, elle prit une mine dolente, soupira profondément et, avant qu'il eût le temps de se reconnaître, elle lui approcha de la bouche une tranche de pain avec du miel.

— Mange, enfant! dit-elle. Tu es ici sans ta maman et il n'y a personne pour te donner à manger. Mange!

Iégôrouchka commença à manger, bien qu'après les bonbons et les gâteaux aux grains de pavot qu'il mangeait chaque jour à la maison, il ne trouvât rien de bon à ce miel, mêlé de cire et d'ailes d'abeilles; il mangeait et Moïssey Moïssèïtch, et la juive le regardaient.

— Où vas-tu, enfant? demanda la juive.

— Apprendre, répondit Iégôrouchka.

— Combien êtes-vous chez ta maman?

— Je suis seul... Il n'y a plus personne.

La juive soupira et elle leva les yeux en l'air :

— Pauvre maman, pauvre maman! Comme elle va s'ennuyer et pleurer! Dans un an, nous emmènerons aussi notre Naoum s'instruire! Ah!

— Ah! notre Naoum! soupira Moïssey Moïssèïtch. — Et la peau de son pâle visage trembla. — Il est si malade.

La courte-pointe crasseuse s'agita, et, sous elle, apparut une petite tête d'enfant, frisée sur un cou très maigre. Deux yeux noirs brillèrent et se fixèrent sur Iégôrouchka avec curiosité. Moïssey Moïssèïtch et la juive, qui ne cessait de soupirer, s'approchèrent de la commode et commencèrent à parler de quelque chose en hébreu. Moïssey Moïssèïtch parlait à mi-voix, d'une voix de basse profonde, et l'on entendait dans son hébreu un « gal-gal-gal-gal » ininterrompu. Sa femme lui répondait d'une douce voix gloussante, à intonations de dinde, et il en résultait quelque chose dans le genre de « tou-tou-tou-tou »... Pendant qu'ils se concertaient, une autre tête frisée, sur un cou maigre, apparut sous la couverture; après elle, il en apparut un troisième; puis une quatrième... Si Iégôrouchka eût été doué d'une riche fantaisie, il aurait pu penser que sous la couverture était couchée l'hydre aux cent têtes.

— Gal-gal-gal-gal... disait Moïssey Moïssèïtch.

— Tou-tou-tou-tou... répondait la juive.

Le conciliabule fini, la juive se glissa vers la commode avec un profond soupir, déplia un pain d'épice en forme de cœur.

— Prends, mon petit, dit-elle à Iégôrouchka. Tu n'as plus maintenant de maman ; il n'y a personne pour te donner des friandises.

Iégôrouchka mit le pain d'épice dans sa poche et recula jusqu'à la porte, car il n'avait plus la force de respirer l'air renfermé et acide dans lequel vivaient les hôteliers. Revenu dans la grande chambre, il s'installa plus commodément sur le canapé et s'interdit de penser à rien.

Kouzmitchov ne venait que de finir de compter l'argent et le renfermait; il l'enfournait dans le sac sale, sans aucune cérémonie, avec indifférence, comme si ce n'eût pas été de l'argent, mais des rebuts de papier.

Le P. Christophore conversait avec Salomon.

— Eh bien! Salomon-le-sage? demandait-il en bâillant et en se signant les lèvres; comment vont les affaires?

— De quelles affaires parlez-vous ? demanda Salomon, le regardant venimeusement comme si on lui reprochait un crime.

— Je parle en général... que fais-tu?

— Ce que je fais? demanda Salomon, et il haussa les épaules. La même chose que les autres... Vous le voyez, je suis domestique... Je suis domestique chez mon frère ; mon frère

est le domestique des voyageurs ; les voyageurs sont les domestiques de Varlâmov ; mais si j'avais des millions, Varlâmov serait mon domestique à moi... Pourquoi cela ? Parce qu'il n'y a pas un si grand seigneur, ou un millionnaire qui ne lécherait, pour un supplément d'un copek, la main d'un juif galeux. Je suis maintenant un juif galeux et pauvre ; tous me regardent comme un chien. Mais si j'avais de l'argent, Varlâmov ferait autant de contorsions stupides devant moi que Moïssey devant vous.

Le P. Christophore et Kouzmitchov s'entre-regardèrent ; ni l'un ni l'autre ne comprit Salomon. Kouzmitchov le regarda sévèrement et sèchement, et lui demanda :

— Comment peux-tu, espèce d'imbécile, te comparer à Varlâmov ?

— Je ne suis pas si bête que de me comparer à Varlâmov, répondit Salomon, regardant railleusement ses interlocuteurs. Bien que Varlâmov soit Russe, il est dans le cœur un juif galeux. Toute sa vie est plongée dans l'argent et le gain. Et moi, j'ai brûlé mon argent dans le poêle. Je n'ai besoin ni d'argent ni de terre, ni de brebis. Et je n'ai pas besoin qu'on me craigne, ni qu'on m'enlève sa casquette quand je passe. Autrement dit, j'ai plus d'esprit que votre Varlâmov, et je ressemble plus à un homme.

Moïssey Moïssèïtch venait d'entrer. Il regarda avec inquiétude Salomon et ses hôtes, et la peau de son visage trembla encore. Iégôrouchka secoua la tête et regarda autour de lui. Il aperçut la figure de Salomon, juste au moment où elle était de trois-quarts et où l'ombre de son grand nez barrait toute la joue gauche. Un sourire méprisant, mêlé à cette ombre, les yeux moqueurs et brillants, l'expression arrogante, et tout son aspect déplumé, se dédoublant et tremblant dans les yeux d'Iégôrouchka, le faisait ressembler maintenant non pas à un bouffon, mais ce à quoi on rêve parfois : le mauvais esprit.

— Vous avez là une espèce de possédé, Moïssey Moïssèïtch, dit le P. Christophore avec un sourire. Dieu soit avec lui ! Vous devriez le placer quelque part ou le marier... Il ne ressemble pas à un homme...

Kouzmitchov, en colère, s'était rembruni. Moïssey Moïssèïtch jeta un regard torturé sur son frère et ses hôtes.

— Hors d'ici, Salomon ! dit-il sévèrement.

Et il ajouta quelque chose en hébreu; Salomon rit nerveusement et sortit.

Moïssey Moïssèïtch se toucha du doigt le front :

— Il n'a pas tout son esprit, fit-il. C'est un homme perdu. Que faire de lui, je ne sais pas ! Il n'aime personne, ne respecte personne, ne craint personne... Il se moque de tout le monde, dit des stupidités, en remontre à tout le monde. Vous ne le croirez pas : Varlâmov est venu ici une fois, et Salomon lui a dit une chose telle que l'autre lui a donné un coup de fouet, et à moi aussi. A moi, pourquoi ? Suis-je fautif ? Dieu lui a enlevé la raison ; c'est la volonté de Dieu ! Est-ce ma faute ?

Dix minutes passèrent, et Moïssey Moïssèïtch marmottait encore et soupirait :

— Il ne dort pas la nuit, et ne fait que penser, penser, penser. Mais à quoi pense-t-il ? Dieu le sait. Si l'on s'approche de lui, il rit et se fâche. Il ne m'aime pas moi non plus... Et il ne veut rien savoir ! Notre père, en mourant, nous a laissé à chacun six mille roubles. J'ai acheté ce relais, je me suis marié, et j'ai maintenant des enfants ; lui, il a brûlé son argent dans le poêle ! C'est si dommage, si fâcheux ! Pourquoi le brûler ? Tu ne le veux pas, donne-le moi ! Pourquoi le brûler ?

Peu à peu la voix monotone de Moïssey Moïssèïtch se changea en une sorte de vague murmure. Ne comprenant plus un mot, Iégôrouchka ne bougeait pas et regardait Tîte, qui, sorti on ne sait d'où, se tenait devant lui et gonflait ses joues bouffies. Il entendait le cri des trois bécasses s'envolant de la laiche. Tîte gonfla ses joues, s'enfla et disparut. Loin, très loin, le moulin battit des ailes, ressemblant à un homme qui agite ses bras. Cette fois-ci il avait l'expression méprisante de Salomon et, de son aile, il souriait moqueusement.

ANTONE TCHÉKHOV.

Traduit par M. DENIS ROCHE.

(*La deuxième partie au prochain numéro.*)

CORRESPONDANCE

Le 1er février 1925.

Monsieur le Directeur,

La *Revue des Deux Mondes* a publié le 15 janvier dernier la troisième partie des *Mémoires* du duc de Broglie. J'y relève, à la page 341, des appréciations de nature à porter atteinte à la mémoire de mon aïeul le général comte de Boigne.

Il est regrettable que le duc de Broglie s'en soit fait l'écho et qu'il en ait attribué l'origine aux récits faits par Mme de Boigne dans ses *Mémoires*. Le paragraphe contre lequel je proteste commence en effet par ces mots : « Elle y raconte elle-même... »

Or, si dans les *Récits d'une tante* Mme de Boigne a intentionnellement vieilli le général et a raconté des choses peu obligeantes sur son compte, dans le dessein de justifier l'étonnante désinvolture avec laquelle elle sut éluder tous les engagements pris envers son mari, jamais elle n'a dit qu'il fût un aventurier de la plus basse extraction, ni qu'il ait reçu de l'argent anglais pour trahir son souverain Sindhia.

Il est facile d'ailleurs de réfuter ces accusations.

Benoît Leborgne était fils d'un honorable négociant en pelleteries de Chambéry. Sa mère, née Gabet, appartenait à la plus ancienne bourgeoisie. Ayant débuté comme enseigne dans un régiment irlandais en France, il chercha vite un terrain où pussent s'épanouir son infatigable activité et ses prodigieuses capacités militaires.

Entré au service du rajah Sindhia, il sut, en peu d'années, lui constituer une puissante armée, battre tous ses voisins et ramener dans le royaume, par son habile organisation, une prospérité dont son souverain le fit largement profiter.

Quand il quitta l'Inde, il laissait Sindhia à l'apogée de sa

fortune et, plusieurs années après, il reçut de Sindhia et de son fils des lettres pressantes le suppliant de revenir, car, disaient-ils, il pouvait seul rétablir une situation compromise depuis son départ.

Revenu en Europe, le général fut anobli par le roi de Sardaigne qui le fit comte de Boigne. Sa femme n'a donc jamais été Mme Leborgne et n'a eu aucune lettre à changer à un nom qui lui appartenait légitimement.

Le comte de Boigne reçut peu après le grade de général simultanément de trois chefs d'États : le roi de Sardaigne, le roi d'Angleterre et l'empereur des Français; de telles distinctions sont-elles accordées à d'obscurs aventuriers?

En 1803, l'Empereur Napoléon Ier écrivit de sa main au général de Boigne pour lui proposer le commandement d'une expédition qu'il envisagea un moment pour porter un coup fatal à la puissance anglaise.

Comptant sur votre courtoisie pour publier dans le plus prochain numéro de votre *Revue* la rectification que je vous demande, je vous prie, Monsieur le Directeur, d'agréer l'expression de mes sentiments distingués.

Comte Raoul de Boigne.

REVUE DRAMATIQUE

Renaissance. — *La Vierge au grand cœur*, drame en trois parties et huit tableaux, en vers, de M. François Porché.

La vie de Jeanne d'Arc est, comme on sait, le plus beau sujet de pièce qu'il y ait au monde, et le plus décevant. La réalité toute nue y est si merveilleuse que tous les ornements pâlissent auprès d'elle. Mais tant qu'il y aura des poètes, l'ambition leur viendra de tenter la noble aventure. M. François Porché s'y est essayé à son tour, et il y a mis une conviction, une bonne foi, une simplicité d'âme, une ferveur qui font de sa *Vierge au grand cœur* une œuvre de Primitif, détachée, dirait-on, de quelque vieux vitrail.

N'y cherchez à peu près rien de ce qu'on est habitué à trouver dans une pièce sur Jeanne d'Arc : ni cortège du sacre, ni tribunal de Rouen, ni bûcher. M. Porché s'est volontairement privé de tout ce spectacle. Il a écarté tout ce qui n'est qu'extérieur. Vous n'y entendrez pas davantage les mots historiques, les répliques fameuses empruntées au procès de la sainte. Cette pièce, toute psychologique, — disons mieux, ce poème dramatique, — est l'étude mystique d'une mission. Tandis que de fervents admirateurs de Jeanne se sont efforcés, pour n'effaroucher personne, de réduire au minimum la part du surnaturel dans le rôle de notre héroïne nationale, M. François Porché n'a pas eu de ces timidités. Sa Jeanne d'Arc est constamment en communication avec les personnages célestes ; elle ne fait rien que par leurs ordres ; ils interviennent sans cesse dans l'action ; sans cesse, le ciel descend sur la terre. Cette partie mystique s'accompagne de scènes familières qui n'étonneront que ceux à qui notre art du moyen âge est étranger. De là, dans l'ensemble, non seulement une saveur, mais une bonhomie, une cordialité, une tendresse, qui donnent son originalité et son charme à cette œuvre candide comme un lys.

La pièce s'ouvre par la supplication que sainte Geneviève adresse au Seigneur. C'est le Prologue dans le ciel. Ainsi est marqué dès le début le caractère supra-terrestre des faits qui vont s'accomplir. Jeanne a douze ans. C'est une petite paysanne, attentive à la garde de son troupeau, habile à filer la laine, et qui sait à l'occasion appliquer une taloche à une camarade trop espiègle. Et c'est une enfant méditative et pieuse. Elle s'absorbe en de longues prières, où rien pour elle n'existe plus que la grande pitié du royaume de France. Elle, si près des choses de la nature, si attachée au sol, elle souffre de la détresse de sa terre lorraine. Mais d'où viendra, par qui pourra venir le secours? Et voici que l'esprit s'empare d'elle. C'est en vain qu'elle se débat, comme faisait la prêtresse antique au souffle de son dieu. Lorsque saint Michel lui intime l'ordre d'en haut, son premier mouvement est de fuir :

Quoi, tu voulais t'enfuir à l'heure où je parais?
Pourtant te voilà pris, pauvre oiseau, dans les rêts.
Quel âge as-tu? Douze ans peut-être,
Et les jeux pour toi sont finis!
Tu ne danseras plus de rondes sous le hêtre.
Je te plains et je te bénis.

La première et plus douloureuse épreuve à laquelle se heurte la vocation d'une sainte, c'est la nécessité de rompre les liens les plus chers. Cette vie étroitement unie d'une famille de paysans lorrains que Jeanne devra quitter, M. François Porché nous l'a mise sous les yeux. Il a peint l'intérieur de la chaumière de Domrémy en traits d'un réalisme très poussé, comme eût pu le faire un Bastien Lepage. Écoutez Jeanne penchée sur la main de sa mère :

Votre chère main rugueuse et si douce,
Votre main de fileuse, usée et noire au pouce,
Avec cet ongle tout cassé,
Avec le dessus tout gercé,
Et le creux dur comme une écorce.

Jeanne aime les siens ; elle aime le rythme de leur humble vie quotidienne. Pour la libérer de cet amour, il faudra que ses saintes interviennent, une sainte Catherine, une sainte Marguerite, qui ont connu le même martyre. Alors seulement, elle sortira victorieuse de ce combat avec elle-même. Désormais toute à sa mission, elle pourra refouler ses larmes, aller où Dieu veut qu'elle aille... Cette fin d'acte est d'un beau mouvement lyrique. Tout le tableau est du

dessin le plus heureux dans sa ligne ascendante et sa montée vers la lumière.

Même mouvement dans les deux tableaux qui suivent. Seulement, au tableau de Chinon, ce n'est pas dans l'âme de Jeanne, c'est dans celle du Dauphin que se fera le revirement. Nous l'avons vu au début, effacé, timide, tremblant de tous ses membres, peureux qui a peur de son ombre. C'est dans ce fantôme de Roi que Jeanne fera rentrer le courage avec le sang. Elle a su, en priant avec lui à haute voix, lui faire entendre les paroles propres à calmer, dans son âme timorée, les scrupules qui inquiétaient le triste fils d'Isabeau. Elle le rassure, elle le réconforte, elle le fait communier avec elle dans l'espérance et dans la foi. — Cette transformation morale, qui s'accomplit sous nos yeux, est encore d'excellent théâtre.

Si j'aime moins le tableau suivant, celui d'Orléans, qui nous montre Jeanne au milieu des hommes d'armes, c'est qu'il est moins original et nous rappelle davantage les choses déjà vues sur d'autres scènes. Mais, à chaque instant, des inventions charmantes fleurissent la trame du poème. Pendant le sommeil des combattants Jeanne a ramassé un peloton de laine et des aiguilles qu'une porteuse de vivres a laissés tomber. Elle rêve :

Seule une vieille tricoteuse
A pu faire ce point ni lâche, ni serré...
Ah ! de quel train accéléré,
Vertigineux, hagard, à force de courage,
Ma mère accomplissait, en marchant, cet ouvrage !

Hélas ! c'est toi qu'on me défend,
Étroit bonheur dont l'âme est pleine,
Toi que j'aimais étant enfant
Rêche douceur du fil de laine !

Et d'instinct, ses doigts reprennent les aiguilles, comme autrefois.

M. Porché a divisé sa pièce en trois parties. Après la mission et les travaux de la sainte, sa « passion. » C'est le soir du sacre. Voici revenir le père de Jeanne. L'auteur s'est plu à développer le rôle de ce paysan finaud, intéressé, et qui, dans la miraculeuse fortune de sa fille, voit surtout un prétexte à se faire exempter d'impôts. C'est la première déception de Jeanne : cette incompréhension, cette vulgarité des siens. Les autres suivront. Le Roi, qu'elle vient de faire sacrer, se refuse à courir de nouveaux risques. Et maintenant, au

lieu des voix qu'elle implore, elle n'entend plus que les refrains avinés d'une populace grossière.

Et ce sera l'agonie... La fin est d'une belle sérénité. Une fois encore le ciel s'entr'ouvre : il descend vers celle qu'il s'apprête à accueillir. Un à un, les anges saluent leur sœur, et ce n'est plus saint Michel, l'archange batailleur, c'est Gabriel, ange de l'Annonciation, qui apparaît à la martyre et lui révèle le grand secret : la vertu de la souffrance.

Mon nom est Gabriel et je viens dans ta voie
Pour t'annoncer la paix et t'annoncer la joie.
Par-dessus les combats dont le siècle est rempli,
Et qui tous, quelque jour, sombreront dans l'oubli,
Je viens, indifférent au tumulte des armes,
Recueillir, exalter tes précieuses larmes.
Ce qui, Jeanne, de toi demeure universel,
Tient dans cette eau brûlante et dans cet âcre sel.

Telle est la loi. La couronne suprême est celle du martyre : c'est d'être morte sur le bûcher qui a fait Jeanne immortelle. Ainsi ce noble poème se termine sur une note d'apaisement.

La Vierge au grand cœur n'a pas reçu du public l'accueil dont elle était digne. Habitué à voir la vie de Jeanne d'Arc servir de prétexte à des pièces à spectacle, le public a été déconcerté par une œuvre tout intérieure. Cela même a nui à son succès, qui fait sa nouveauté et lui donne son prix.

La pièce a été montée avec un goût très délicat, auquel je ne vois qu'une défaillance : l'affreux décor cubiste du premier tableau. Mme Simone a joué le rôle écrasant de Jeanne avec tout son cœur et tous ses nerfs ; elle y a mis une ardeur, une variété de ressources qui l'ont fait justement couvrir d'applaudissements. M. Blanchar a composé une très curieuse et pittoresque figure de Charles VII, mais tout de même une figure de roi trop piteuse. L'ensemble est d'une belle tenue et fait honneur au vaillant théâtre de la Renaissance.

René Doumic.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le débat sur la suppression de l'ambassade de France auprès du Saint-Siège s'est terminé le 2 février. Dès le premier jour, le rapporteur, M. Henri Simon, avait déclaré : « Les discours ne changeront rien, car les positions sont déjà prises. » Le régime parlementaire, tel que le comprenaient les grands libéraux d'autrefois, n'est plus guère, en effet, qu'une fiction qui recouvre la dictature d'un parti; les décisions sont prises en dehors du Parlement. Le cartel des gauches ne demande pas à ses adhérents de voter selon leur conviction, mais de suivre leurs chefs de file; peut-être ne serait-ce pas un grand mal, si les délégués du cartel au gouvernement exerçaient le pouvoir avec leur parti pour le pays et non pour le parti. Les orateurs de l'opposition ont jusqu'au bout soutenu une lutte qui fait autant d'honneur à leur courage qu'à leur talent. MM. Serot et de Tinguy du Pouët demandaient que le chapitre 9 du budget des Affaires étrangères fût renvoyé à la commission; le vote de leur motion signifierait que la Chambre entend maintenir l'ambassade : c'est sous cette forme indirecte que se posait la question si grave des rapports de la France avec le Saint-Siège. M. Louis Madelin, dans une éloquente improvisation, montra, l'histoire en main, la contradiction entre l'intérêt national et l'esprit de parti : « M. Herriot, homme d'étude et de réflexion, s'il attache son nom à une aventure désastreuse, sera jugé sévèrement par l'histoire. » M. Georges Leygues, avec l'autorité de son expérience et de ses services, évoqua en un superbe langage, la puissante personnalité morale du Saint-Siège : « Il a pour lui la durée : alors que toutes choses ont changé, que des révolutions ont eu lieu, que des empires se sont écroulés, que des dynasties ont disparu, il est toujours debout. Il connaît, lui aussi, des orages et des crises; il a des ennemis. Mais il est difficilement vulnérable, car son pouvoir repose sur

une idée; il est plus puissant sans temporel; sa durée fait sa force. Le Saint-Siège n'est pas un État, mais il ne dépend d'aucun État; sa souveraineté n'a pas de frontières; elle est universelle; c'est pour cela que le Saint-Siège est puissant; c'est pour cela que des nations protestantes se sont fait représenter auprès de lui. » M. Leygues adresse un dernier appel au Président du conseil : « il ne peut pas ne pas apercevoir les répercussions et les incidences de la suppression de l'ambassade du Vatican. » Il doit ménager les susceptibilités des catholiques « plus vives qu'avant la guerre »; il ne doit pas rompre l'union des Français.

Mais voici M. Herriot à la tribune. Les nobles paroles de M. Leygues ne l'ont pas convaincu ; il tient à la suppression de l'ambassade comme à une conséquence de la séparation de l'Église et de l'État; donc, pas de relations avec le Saint-Siège. Mais la section compétente du Conseil d'État a émis, sur l'application du Concordat en Alsace et Lorraine, un avis que le Gouvernement tient pour bon, — il l'a déclaré en réponse à une question de M. Albert Milhaud; — le Concordat restera donc en vigueur dans les provinces recouvrées, tant que le Parlement n'en aura pas décidé autrement; en conséquence, « le Gouvernement propose, d'accord avec la Commission des finances, de maintenir à Rome, pour les affaires d'Alsace, un fonctionnaire qui portera vraisemblablement le nom de chef de mission; il serait accompagné d'un archiviste et d'un conseiller appelé à le remplacer, le cas échéant. Cette mission suppose un crédit de 58 000 francs. » Coup de théâtre ! Un tel désarroi se manifeste dans les rangs du cartel, parmi ceux qui ne sont pas au courant de la combinaison, que M. Painlevé se hâte de suspendre la séance. Quoi ! depuis trois semaines, le Gouvernement s'est exténué à démontrer, contre toute raison et toute évidence, que le sort de la République laïque et du Cartel des gauches est lié à la rupture des relations diplomatiques avec le Pape, et voilà que, par un expédient, on maintient à Rome une représentation au rabais. Faudra-t-il que radicaux et socialistes avalent cette pilule amère ? Sur les bancs de l'opposition, l'opinion générale est, au premier moment, formulée dans une interruption de M. Paul Jourdain : « C'est la plus mauvaise solution qu'on puisse imaginer ! »

Mais d'abord, le Gouvernement tient à la manifestation politique qu'il a promise aux loges et aux comités radicaux. Deux députés font encore entendre de sages paroles. C'est M. Colrat qui voudrait « épargner à M. le Président du conseil le remords, un jour, d'avoir

servi contre l'intérêt national l'intérêt d'un parti ». Et c'est M. l'abbé Lemire qui, en quelques phrases heureuses, résume toute la substance de la grande tradition française : « Un ambassadeur là-bas, c'est un prolongement de la France ; c'est le Pape protégé dans son rôle de pacificateur... Il faut que nous soyons à Rome pour y parler haut et ferme. » On vote enfin : 314 voix se prononcent pour la suppression de l'ambassade, 250 contre; une trentaine de députés, qui votent habituellement avec le Gouvernement, se sont séparés de lui ; la plupart sont des hommes à qui l'expérience des affaires ou une haute culture a donné le sens des responsabilités, radicaux ou républicains-socialistes, tels que MM. Briand, Loucheur, Georges Leygues, et un seul radical-socialiste, M. J. Duboin.

Le lendemain, après négociations et pourparlers, la majorité, 317 voix contre 246, adopte un chapitre additionnel 61 bis du budget des Affaires étrangères pour « application du Concordat aux trois départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ». Le cartel tout entier reste fidèle à son chef ; la droite et le centre rejettent une solution bâtarde et insuffisante, humiliante pour la France, dont les inconvénients leur paraissent surpasser les avantages. A considérer les choses de plus loin et de plus haut, toute solution qui n'est pas la rupture définitive et complète apparaît comme un moindre mal. Sur le fossé que les haines sectaires travaillent à creuser entre Rome et la France, une passerelle subsiste qui peut être utilisée jusqu'au jour où les faits viendront, comme après la rupture de 1905, prouver la nécessité de « causer » avec le Vatican et, quand on y entre, de n'y pas pénétrer par l'escalier de service. L'instrument de paix religieuse qu'était le Concordat, qu'il aurait mieux valu rajeunir que supprimer, va, une fois encore, sur un terrain difficile, faire ses preuves. Les catholiques, le clergé et les congrégations d'Alsace et de Lorraine ont toujours été, depuis 1871, à la tête de ceux qui voulaient rester Français ; il est d'un heureux symbolisme, — comme le dit M. Goyau dans *le Figaro*, — qu'entre la France et le Saint-Siège, la liaison se maintienne par l'Alsace et la Lorraine. L'avenir dira si l'expédient de M. Herriot est la pierre d'attente de l'édifice à reconstruire, ou bien le dernier et précaire vestige de ce qui fut le rayonnement historique du catholicisme français.

Pour le moment, les inconvénients de cette solution boiteuse sautent aux yeux. Il est déplorable de donner aux provinces si heureusement désannexées une représentation spéciale ; c'est encou-

rager des tendances particularistes qui n'existaient pas avant que la déclaration ministérielle du cabinet Herriot fût venue provoquer une population aussi fidèle à sa patrie qu'à sa religion et entraîner un mouvement légitime de résistance dont certains éléments suspects cherchent à profiter. Si le « chef de mission » qui sera choisi est un Alsacien ou un Lorrain, comment ces tendances particularistes ne s'en trouveraient-elles pas encouragées ? Comment découvrir un Alsacien ou un Lorrain qui ait la confiance de tous les Alsaciens et Lorrains, sans compter celle du ministère ? Et si le « chef de mission » n'appartient pas aux provinces recouvrées, celles-ci ne se croiront-elles pas en droit de s'estimer mal représentées ? De quelque côté qu'on envisage la situation, elle apparaît fausse, intenable. La diplomatie du Saint-Siège, quand un État traite avec elle de questions de fait, a la réputation justifiée d'être très conciliante ; mais elle se montre souvent intransigeante quand un État prétend décider de sa propre autorité d'une question où les deux pouvoirs sont intéressés. Il n'est pas certain que le Gouvernement pontifical accepte d'entrer en rapports, quel que soit son titre, avec un représentant qui ne serait pas plénipotentiaire et dont la mission serait limitée à un objet restreint. Le Pape, s'il maintient à Paris un nonce ou un simple chargé d'affaires, admettra-t-il que son représentant ne soit admis à parler que des affaires d'Alsace et de Lorraine ? Et si le nonce reste à Paris, M. Herriot lui remettra-t-il ses passeports en le priant d'envoyer à sa place « un chef de mission » de rang inférieur et accrédité seulement pour l'Alsace ? Quand les relations ont été renouées, le Saint-Siège s'est enquis de savoir s'il s'agissait bien d'une représentation diplomatique permanente assurée par un ambassadeur à Rome et un nonce à Paris ; s'il n'avait pas reçu une réponse affirmative, les relations n'auraient pas été reprises. L'expédient proposé par le Gouvernement et sanctionné par la Chambre apparaît plein de périls ; on espère que la sagesse du Sénat, que *le Quotidien* menace de mort chaque matin, y mettra bon ordre.

Après les votes de la Chambre, la question de l'ambassade a encore fait le sujet d'un discours qui n'est pas le moins intéressant, puisqu'il émane du chef parlementaire du parti socialiste qui est en même temps le véritable chef du cartel et du Gouvernement, M. Léon Blum. Il serait dommage de passer sous silence cette curieuse manifestation, car M. Blum, avec beaucoup de dextérité, y esquisse une triple opération de délimitation du socialisme en face du radicalisme, du communisme et du catholicisme. En un

langage volontairement modéré, qui fait contraste avec l'inoubliable cri de haine qu'il proférait dernièrement, M. Blum, au nom de son parti, jette par-dessus bord les vieilles formules du radicalisme anticlérical, « le Pape souverain étranger, le Pape évêque de Rome », et, du même coup, beaucoup d'arguments dont a usé le Président du conseil : « En ce qui nous concerne, en tant que parti, nous n'aurions pas attaché à cette question de l'ambassade une importance démesurée. Nous n'estimons même pas que le régime de la séparation imposât la suppression de l'ambassade et l'on pourrait même soutenir le paradoxe que la séparation, à certains égards, peut rendre l'ambassade plus utile du fait même qu'un certain nombre de questions qui étaient automatiquement réglées par le Concordat ou par la législation interne qui y est annexée, ne peuvent plus être résolues que par voie transactionnelle. » L'aveu est intéressant à enregistrer.

Puis M. Blum explique l'attitude de son groupe : « Tout en étant un parti laïque, nous ne sommes à aucun degré et rien ne nous entraînera à être un parti antireligieux. » Cette fois, c'est d'avec le communisme qu'il s'agit de se distinguer; M. Blum rejette ce qu'il appelle « une fausse interprétation, une fausse extension du matérialisme historique tel que Marx l'a défini, et qui tendrait à faire découler logiquement de ce matérialisme historique le matérialisme philosophique, et à faire de l'irréligion, de l'athéisme, une forme nécessaire du socialisme. » M. Blum estime que l'on peut être « à la fois socialiste et catholique »; mais il reprend contre le catholicisme le vieux grief, tant de fois démenti par les faits au moins en ce qui concerne l'Église, d'être attaché à toutes les formes politiques ou sociales périmées et rétrogrades. M. Blum oppose l'Église socialiste à l'Église catholique; il s'agit, pour lui, d'établir que, des deux grands pouvoirs idéalistes internationaux, seul le socialisme est en mesure de jouer le rôle d'arbitrage et d'organisation indispensable pour instaurer, dans les États-Unis d'Europe, la paix et la prospérité, « l'entente et la coopération internationales ». On voit la thèse; elle porte loin; elle renferme tout un programme de politique intérieure et extérieure que le parti socialiste travaille à réaliser. M. Blum, dans la seconde partie de son exposé, répond au discours de M. Louis Marin et à celui qui valut à M. Herriot, le 28 janvier, les applaudissements de toute la Chambre. Sans le dire, il oppose sa méthode à celle des radicaux, trop nationaliste à son gré. M. Blum a raison; sa politique, dépouillée d'une idéologie dont l'expérience

a depuis longtemps montré les dangers et l'erreur, aboutit à faire confiance à tous les peuples, et en particulier à l'Allemagne, et à désarmer la France en attendant le règne de la fraternité universelle; elle s'oppose donc nettement à la politique définie par M. Herriot le 28 janvier, et l'on se demande comment M. Blum continue à soutenir le ministère, et pourquoi le ministère accepte d'être soutenu par les socialistes.

Y aurait-il donc deux Herriot, l'un dont le ferme langage, approuvé par toute la Chambre, s'étale sur les murs de toutes les mairies, l'autre qui se plie docilement aux injonctions de l'extrême-gauche socialiste? On a dit spirituellement que le discours du 28 janvier était « de l'Herriot sans Blum ». La vérité est que la nature impressionnable de M. Herriot subit fortement toutes les impulsions : c'est après avoir lu des rapports venus d'Allemagne et avec l'espoir d'être épaulé par le Gouvernement britannique qu'il a pris la parole le 28 janvier. Sa harangue véhémente est malheureusement encadrée entre le discours du 23 janvier, où il détruisait un élément de la grandeur française, et la fâcheuse séance du 29 où, pour dissimuler les fêlures du cartel, il reculait devant M. Blum et atténuait la portée nationale de ses paroles de la veille. En tout cas, M. Herriot a pu se rendre compte qu'il n'existe pas contre lui d'hostilité systématique; quand ses actes lui semblent conformes à l'intérêt français, l'opposition désarme et approuve.

M. Herriot a d'abord, en termes nets et vigoureux, invité M. Zinovief à s'occuper des affaires de son pays et rappelé que les Français, lorsqu'ils apportaient à la Russie leurs économies, « faisaient confiance à l'ensemble du peuple russe » et n'imaginaient pas que le Gouvernement du lendemain pût renier les dettes de celui de la veille. Puis il passe à l'Allemagne et insiste sur la persistance, sur la renaissance de cet esprit de guerre qui, en 1914, entraîna l'Empereur et le peuple allemand; il montre l'Allemagne s'armant, employant tous les subterfuges pour éluder ses engagements et s'évader du traité de paix, inculquant aux nouvelles générations, à l'école, à l'université, la haine de la France et la soif d'une revanche militaire. Il dénonce « la féodalité militaire » dont les responsabilités sont si lourdes; en Allemagne, ou plutôt dans cette Prusse qui a fait, par le fer et le feu, l'unité allemande, les institutions militaires sont étroitement solidaires des institutions sociales et politiques : monarchie, aristocratie, militarisme, les trois termes s'impliquent l'un l'autre. Le grand état-major, dont M. Herriot a

signalé la reconstitution au mépris des traités, est une institution à la fois scientifique par ses méthodes de travail et féodale par son recrutement social. On ne tuera en Allemagne l'esprit de guerre que si l'on parvient à déprussianiser l'esprit allemand. « Avoir désarmé les mains, ce n'est rien tant qu'on n'a pas désarmé les esprits, les volontés et les âmes. » C'est un résultat que l'on ne peut espérer obtenir à brève échéance ; il y faudra de longues années. Il n'y a pas de système diplomatique ou contractuel qui puisse supprimer ce que M. Romier appelle si justement « le rapport de masses », c'est-à-dire le fait que l'Allemagne a vingt millions d'habitants de plus que la France.

M. Herriot cherche les conditions de la sécurité française. Tant que notre armée est sur le Rhin la sécurité est réalisée, non seulement pour nous mais pour tous les États européens signataires du traité de Versailles. La France ne veut ni faire de l'impérialisme, ni annexer un morceau quelconque de territoire, mais elle entend travailler en paix. M. Herriot prononce, au milieu des applaudissements, cette phrase dont il faut prendre acte : « Ce qu'il est indispensable de dire, c'est que notre installation sur le Rhin est la condition essentielle et peut-être même, hélas ! la condition dernière de notre sécurité. » D'ailleurs « l'acceptation par la France du régime actuel du Rhin est la conséquence de promesses qu'on nous avait faites de nous donner des traités de garantie ; » le Président du conseil rappelle les faits et les dates qui prouvent que « le régime de l'occupation de la rive gauche du Rhin a été lié aux traités de garantie ». Les États-Unis et l'Angleterre ne nous ont pas donné la certitude de leur concours ; ils restent donc nos débiteurs. « Lorsque mon pays est engagé et menacé à ce point, j'ai le droit de me tourner vers nos alliés et vers nos amis, et de leur dire : lisez vous-mêmes les textes, et voyez si votre parole n'a pas été engagée. »

Ainsi, tout se ramène à l'insoluble problème de l'alliance franco-anglaise. M. Herriot a raison de dire : « la simple assurance qu'une agression de l'Allemagne se heurterait à la résistance des États-Unis et de l'Angleterre la rendrait impossible » ; mais il faudrait ajouter que cet engagement, l'Empire britannique, c'est-à dire l'Angleterre avec ses Dominions, ne le prendra jamais, car telle est la loi des peuples insulaires et des dominations maritimes. De plus il faut toujours spécifier que la garantie de la paix européenne est dans le respect des traités qui organisent l'Europe orientale, notamment la Pologne et la Roumanie. Une agression allemande en Haute-Silésie ou dans le « corridor » de Dantzig serait exactement l'équivalent

d'une attaque contre la Belgique ou la France. L'esprit anglais commence à s'habituer à l'idée que la Pologne, ressuscitée par le traité de Versailles, est un élément indispensable de l'ordre européen, mais il est encore loin d'avoir compris que l'intérêt britannique est engagé dans l'intégrité de la Pologne. A Dantzig, le haut-commissaire anglais se montre souvent plus favorable aux intérêts allemands qu'à ceux de la Pologne. Avec le consentement des intéressés et sous la garantie de la Société des nations, des retouches amiables pourraient être apportées aux traités qui établissent le statut de l'Europe nouvelle; mais toute modification par la violence de l'état de choses créé par les traités, où qu'elle se produise, entraînerait l'effondrement de tout l'édifice. Un engagement formel de l'Angleterre serait certainement, pour la France et la Belgique, une garantie de sécurité; à contracter un tel engagement, à l'étendre même à l'Europe orientale, l'Angleterre ne risquerait guère, car il suffirait de sa parole pour prévenir toute menace, mais un tel engagement répugne à l'opinion et aux traditions britanniques et heurte les intérêts des Dominions. Quel texte nouveau, d'ailleurs, pourrait être plus solennel, plus précis, plus obligatoire que le pacte de la Société des nations qui lie tous les signataires? Il faut trouver autre chose de plus pratique et de plus effectif. Avant que l'Allemagne devienne une démocratie pacifique, ou avant que se réalisent les rêves de fraternité internationale de M. Blum, une longue période d'attente s'écoulera pendant laquelle la France veut être tranquille : pour cela, elle fera bien d'abord de compter sur elle-même, sur son armée, puis sur les peuples continentaux qui ont les mêmes intérêts qu'elle et avec lesquels elle a conclu des alliances sanctionnées par la Société des nations. Et puis n'oublions pas que, comme l'a dit M. Herriot, le secret de la paix et de la guerre est sur le Rhin.

Le discours de M. Herriot a été accueilli par les Allemands avec une profonde surprise, suivie d'un déchaînement de fureur; ils n'ont pas compris que leurs fautes produiront toujours, en France, le même résultat; il y aura toujours, en face de l'Allemagne, une sentinelle qui relève une autre sentinelle et qui sera elle-même relevée. « M. Herriot, écrit la *Gazette du Rhin et de Westphalie*, n'a pas eu honte de défendre ouvertement devant la Chambre la thèse de Clemenceau, de Poincaré et de Foch. » La *Gazette de Francfort* n'est guère moins violente : « Jamais le Président du conseil français n'avait si nettement affirmé sa défiance à l'égard de l'Allemagne. » En Angleterre, la presse conservatrice a été, en général, très réservée dans ses commentaires sur

le discours du 28 janvier; mais la presse libérale-radicale a laissé déborder sa colère et s'est mise à discuter, avec une âpreté renouvelée, le problème des dettes. Sur ce sujet, la réponse de M. Winston Churchill à la note française, publiée le 9 février, n'est guère satisfaisante. M. Chamberlain, dans son discours de Birmingham (31 janvier), tout en proclamant la nécessité de garantir la sécurité de la France, insiste aussi sur l'intention des Alliés d'observer scrupuleusement les obligations que leur impose le traité. D'accord, pourvu qu'il ne faille pas lire entre les lignes que l'Angleterre envisage dans un avenir proche l'évacuation de Cologne. Ainsi, que ce soit en Allemagne ou en Angleterre, la méthode de confiance et de renoncement qu'a adoptée M. Herriot ne lui a pas donné les résultats qu'il espérait ; le cri d'angoisse qui lui fait honneur et qui est en même temps un acte politique, apparaît comme isolé et, pour ainsi dire, en l'air dans l'ensemble de sa politique, et il est en même temps l'aveu de la faillite de sa diplomatie.

Des complications surgissent en Orient; elles sont la conséquence de la défaite des Grecs en 1922 et du recul des Alliés devant la Turquie à Lausanne. Le patriarche œcuménique grec réside de temps immémorial sur la Corne d'or, dans ce quartier de Stamboul qu'on appelle le Fanar. Le 29 janvier, à six heures du matin, la police turque, sur l'ordre venu d'Angora, réveillait le patriarche Constantin VI et, lui laissant à peine quelques minutes pour préparer son départ, l'embarquait à la gare de Sirkedji et le conduisait à la frontière d'où il gagnait Salonique. Que s'était-il passé?

Le traité de Lausanne et les conventions annexes admettent et réglementent, entre la Grèce et la Turquie, un échange de populations. Tous les Hellènes d'Anatolie qui ont survécu aux guerres, aux massacres, à la famine et aux maladies ont quitté leur pays et sont aujourd'hui réfugiés en Grèce ; ceux de la Thrace turque ont suivi la même route. En échange, les Turcs de Macédoine ont été dirigés sur l'Anatolie. Le traité prévoit une exception en faveur des Turcs de la Thrace grecque et des Grecs de Constantinople « établis » dans la ville avant le 30 janvier 1918. Sur le sens du mot « établis », un désaccord est soumis à la Cour de La Haye ; le sort de 50 000 Grecs en dépend ; mais déjà, sur 380 000 Grecs que comptait Constantinople, 180 000 sont partis; bientôt peut-être il n'en restera plus que 150 000, moins encore sans doute, car beaucoup de ceux qui sont autorisés à demeurer préfèrent partir. 1 500 000 Grecs sont ainsi venus s'établir dans la République hellénique; la

population d'Athènes a doublé et l'on ne saurait trop admirer l'ingéniosité avec laquelle le Gouvernement, aidé par des initiatives privées helléniques et américaines, a pourvu à l'établissement de tous ces malheureux et leur a donné du travail : les terres incultes sont colonisées, des industries nouvelles prospèrent; l'émigration des chrétiens qui achève de ruiner l'Anatolie va faire la fortune de la Grèce. En échange, 370 000 musulmans de Macédoine se sont établis en Anatolie ; beaucoup ont péri malgré la bonne volonté du Gouvernement, car, en Turquie, presque tous les médecins étaient chrétiens et ont émigré; les épidémies achèvent de détruire une population déjà décimée par les guerres. Ces migrations de peuples ne vont pas sans d'atroces souffrances physiques et morales ; on les présente comme une conséquence du principe des nationalités; elles en sont en réalité une barbare exagération. Depuis les rois assyriens et Timour, le monde n'a rien vu d'aussi atroce que la destruction des populations chrétiennes d'Anatolie par les Turcs.

L'affaire du patriarche est une conséquence des échanges de populations. Élu en décembre dernier, Mgr Constantin VI ne résidait pas effectivement à Constantinople avant 1918 ; il était, en tant qu'individu, « échangeable ». L'était-il en tant que patriarche ? La commission mixte d'échange composée de quatre Grecs, quatre Turcs et trois neutres désignés par la Société des nations, avait demandé qu'il fût sursis provisoirement à l'expulsion et fait observer qu'en tout cas, Mgr Constantin ne pouvait quitter la ville sans un passeport délivré par la Commission. C'est sur ces entrefaites que le Gouvernement turc l'a fait expulser sans égards ni pour sa qualité, ni pour son caractère. Par une déclaration du 10 janvier 1923, Ismet pacha, à Lausanne, renonça au transfert du patriarcat au Mont Athos, moyennant qu'il ne s'occuperait plus d'affaires civiles ou politiques, mais uniquement des intérêts religieux de ses ouailles. Les Turcs cherchent maintenant à se débarrasser du patriarcat par un biais ; le gouvernement d'Angora allègue que le Saint-Synode est libre de choisir un autre patriarche pourvu qu'il ne soit pas « échangeable » ; mais une telle restriction à la liberté de l'élection équivaut en fait à la suppression, attendu que les archevêques électeurs ne résident pas à Constantinople. Si les Turcs avaient l'intention de respecter leurs engagements de Lausanne dans leur esprit, il leur était d'autant plus facile de faire une exception pour le patriarche que les évêques sont traditionnellement réputés avoir élu domicile au siège du patriarcat. Le fonctionnement du patriarcat à Constanti-

nople devient de plus en plus précaire; le patriarche n'a en effet, sur les Églises nationales autocéphales de Russie, de Serbie, de Roumanie, de Bulgarie et même de Grèce, qu'une primauté d'honneur sans juridiction ; la Roumanie vient même d'élever le métropolite de son Église à la dignité de patriarche. La disparition des Grecs de l'Empire ottoman, en dispersant le troupeau, frappe le pasteur qui n'a plus sous sa houlette que les Grecs de Constantinople, ceux de Thrace et de Macédoine grecque. En rendant impossible au patriarche la résidence au Fanar, les Turcs espèrent détruire, dans leur ancienne capitale, le dernier vestige de la grandeur chrétienne. Il n'est pas étonnant que le gouvernement d'Angora qui a supprimé le califat musulman cherche à expulser le patriarcat chrétien; il est laïcisateur jusqu'à l'absurde.

En Grèce, à la nouvelle de l'expulsion, l'émotion fut vive; on parla de mobilisation, d'ultimatum. Les diplomaties occidentales intervinrent pour recommander le calme et la modération à Athènes comme à Angora. Les ambassadeurs turcs à Londres et à Paris reçurent l'ordre d'avertir les Gouvernements anglais et français que toute démarche pour la rentrée du patriarche Constantin à Constantinople serait considérée comme un acte inamical. Les Turcs profitent jusqu'à l'abus des intentions pacifiques de l'Europe et cherchent à grandir, par un succès diplomatique apparent, le renom de leur puissance parmi les musulmans du monde dont ils encouragent les tendances xénophobes. Le gouvernement d'Athènes se propose de soumettre le différend soit au Conseil de la Société des nations soit à la Cour permanente de La Haye; même d'un débat juridique peuvent sortir de grosses complications politiques. Pour le moment, de toutes les parties du monde chrétien, les sympathies vont au prélat errant qui incarne, avec de glorieux souvenirs, l'ombre de ce qui fut l'un des grands pouvoirs spirituels chargés de conduire le troupeau du Christ; et, en présence de cette grande tribulation des églises de Russie et de Byzance, la catholicité s'émeut et se demande si le temps ne serait pas venu, pour les chrétientés d'Orient, d'oublier les griefs archaïques de Photius et de Michel Cérulaire pour dresser, en face des puissances de destruction, le front unique de l'Évangile.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

SEPTIÈME PÉRIODE. — XCVe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

VINGT-CINQUIÈME VOLUME

JANVIER — FÉVRIER

Livraison du 1er Janvier

Pages.

LE CŒUR ET LE SANG, première partie, par M. HENRY BORDEAUX, de l'Académie française 5

LE PROTOCOLE DE GENÈVE ET LA RÉDUCTION DES ARMEMENTS, par ***. 39

MÉMOIRES. — II. *ANNÉES DE COLLÈGE (1830-1838)*, par LE DUC DE BROGLIE. . 55

LES ÉTAPES DU XVIIIe SIÈCLE. — IV. *LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET LES IDÉES RELIGIEUSES*, par M. VICTOR GIRAUD 79

LA DERNIÈRE CAMPAGNE DU *GAULOIS*. — *JOURNAL DU COMMANDANT*. I. (1915), par M. LE COMMANDANT MORACHE. 115

HIPPOLYTE TAINE, par F. BRUNETIÈRE. 147

AURÉLIE TEDJANI, PRINCESSE DES SABLES. — I. *UN MARIAGE D'AMOUR*, par Mme MARTHE BASSENNE 162

L'ÉQUIPEMENT HYDRAÉRIEN DES PORTS FRANÇAIS, par M. GEORGES G.-TOUDOUZE. 187

LA REINE DE L'OMBRE. — IV. *UN ÉTRANGE NOCTURNE*, par M. ANDRÉ DEMAISON. 198

REVUE LITTÉRAIRE. — *PETITES ÉTUDES DE PSYCHOLOGIE COMPARÉE*, par M. ANDRÉ BEAUNIER. 214

REVUE DRAMATIQUE. — *LA REPRISE*, par M. RENÉ DOUMIC, de l'Académie française. 226

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . . 230

Livraison du 15 Janvier

LE CŒUR ET LE SANG, deuxième partie, par M. HENRY BORDEAUX, de l'Académie française. 241

CHATEAUBRIAND ET L'OCCITANIENNE, par M. VICTOR GIRAUD. 272

L'ÉCHEC DU SÉPARATISME RHÉNAN. — I. (*1918-1923*), par M. GUY DE TRAVERSAY. 304

MÉMOIRES. — III. *LES SALONS DE PARIS EN 1840*, par LE DUC DE BROGLIE . . 328

AURÉLIE TEDJANI, PRINCESSE DES SABLES. — II. *LA VIE A AIN-MAHDI*, par Mme MARTHE BASSENNE 353

L'AVENIR DE LA SIDÉRURGIE, par M. LOUIS DE LAUNAY, de l'Académie des Sciences 382

Pages.

UN HISTORIEN DE LA FRANCE POLITIQUE, M. LOUIS MADELIN, par M. GEORGES GOYAU, de l'Académie française 409
LE TORPILLAGE DU *GAULOIS*. — *JOURNAL DU COMMANDANT*. II. (1916), par M. LE COMMANDANT MORACHE. 422
LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES. — *UN PETIT FILS DE LUCRÈCE*, par M. LOUIS GILLET. 454
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . . 470

Livraison du 1er Février

LE CŒUR ET LE SANG, troisième partie, par M. HENRY BORDEAUX, de l'Académie française. 481
LETTRES D'ALFRED DE VIGNY A VICTOR HUGO (1820-1831), par M. LOUIS BARTHOU, de l'Académie française 513
NOUVEAUX PROBLÈMES MAROCAINS, par M. HENRY BIDOU. 538
LE LANGAGE ET L'INTELLIGENCE, par M. CHARLES RICHET, de l'Académie des Sciences 555
AURÉLIE TEDJANI, PRINCESSE DES SABLES. — III. *AU SERVICE DE L'INFLUENCE FRANÇAISE*, par Mme MARTHE BASSENNE 573
MÉMOIRES. — IV. *DÉBUTS DANS LA DIPLOMATIE*, par LE DUC DE BROGLIE. . . 598
L'ÉCHEC DU SÉPARATISME RHÉNAN. — II. Par M. GUY DE TRAVERSAY. 631
A L'EXPOSITION RONSARD, par M. PIERRE CHAMPION 645
PROBLÈMES DE LA VIE ET DE LA MORT. — *LES COLLOÏDES*, par M. CHARLES NORDMANN 657
REVUE LITTÉRAIRE. — *DELPHINE GAY*, par M. ANDRÉ BEAUNIER. 688
REVUE MUSICALE. — *L'ARLEQUIN*, par CAMILLE BELLAIGUE. 701
M. JONNART A L'ACADÉMIE FRANÇAISE, par M. VICTOR GIRAUD. 707
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . 710

Livraison du 15 Février

LE CŒUR ET LE SANG, dernière partie, par M. HENRY BORDEAUX, de l'Académie française 721
LETTRES DE CHARLOTTE, IMPÉRATRICE DU MEXIQUE, par Mme LA COMTESSE DE REINACH FOUSSEMAGNE. 749
UNE GRANDE LIBÉRALITÉ AMÉRICAINE, par M. GABRIEL HANOTAUX, de l'Académie française. 785
J.-B. DE LA SALLE ET LES FRÈRES DES ÉCOLES CHRÉTIENNES, par M. RENÉ BAZIN, de l'Académie française. 796
LA FAILLITE DE LA MÉTAPHYSIQUE BOLCHÉVISTE. — I. Par M. SERGE DE CHESSIN. 811
LE LIVRE DE RAISON. — VIII. *LE LIVRET MILITAIRE*, par M. J. DE PESQUIDOUX. 838
POÉSIES. — *LA TENDRE EFFIGIE*, par Mme HÉLÈNE SEGUIN. 860
LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE EN 1925, par M. GEORGES BLONDEL. 865
AURÉLIE TEDJANI, PRINCESSE DES SABLES. — IV. *LA FIN D'UN RÈGNE*, par Mme MARTHE BASSENNE. 880
ALFRED DE VIGNY DANS LES PYRÉNÉES, par M. ARMAND PRAVIEL 899
LA STEPPE, première partie, par M. ANTONE TCHÉKHOV. 916
REVUE DRAMATIQUE. — *LA VIERGE AU GRAND CŒUR*, par M. RENÉ DOUMIC, de l'Académie française 944
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON. . . 948

Paris — Typographie PHILIPPE RENOUARD, 19, rue des Saints-Pères. — 57589.

GETTY CENTER LINRARY
3 3125 00675 2469